

BULLETIN
DE
L'OFFICE DU TRAVAIL

(Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes)



TOME VIII



Année 1901

PARIS

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs

5, rue des Beaux-Arts

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs

5, rue de Mézières



IER 1901

DES

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIVES

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES

SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT

7^e LÉGISLATURE



ÉTAT,
AU 1^{er} JANVIER 1901,
DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES, SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT.

(7^e LÉGISLATURE.)

LE TRAVAIL.

A. — L'INDIVIDU.

1^o Contrat de travail.

Code du travail. — Voir ci-après, page xvi.

Règlements d'atelier. — *Proposition de loi* sur les règlements d'atelier, présentée par MM. Alexandre Zévaès, etc., députés, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 313; *J. O.*, p. 148). — Renvoyée à la Commission du travail.

Liberté du travail. — *Proposition de loi* relative à l'abrogation des articles 114 et 115 du Code pénal, déposée par M. Coutant, député, le 11 juillet 1898 (doc. parl. n° 232; *J. O.*, p. 1393).
Voir ci-après : *Coalitions*, p. ix.

Réglementation du travail. — *Proposition de loi* ayant pour objet la réglementation du travail de telle sorte que les salaires soient assurés conformément aux prix de série, le marchandage réprimé, la dignité et la sécurité des ouvriers placées sous la sauvegarde de la loi, présentée par M. Ernest Roche, député, le 1^{er} février 1899 (doc. parl. n° 694; *J. O.*, p. 1495).

Louage de services. — *Proposition de loi* sur le louage de services, présentée par M. Paul Beauregard, le 28 février 1900 (doc. parl. n° 1466; *J. O.*, p. 596).
Renvoyée à la Commission du travail.

2^o Recherche du travail.

Placement. — *Proposition de loi* relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toute profession, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 328; *J. O.*, p. 158). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Georges Berry, 15 décembre 1899 (doc. parl. n° 1289; *J. O.*, p. 348).

Séances des 15, 22 et 29 novembre 1900. — Discussion et adoption. — Transmission au Sénat le 30 novembre (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p.).

Protection du travail national (ouvriers étrangers). — *Proposition de loi* ayant pour objet de limiter le nombre des ouvriers étrangers employés dans les usines, manufactures et établissements industriels quelconques, déposée par M. Chiché, député, le 6 juillet 1898 (doc. parl. n° 170; *J. O.*, p. 1339).

Proposition de loi établissant une taxe sur les ouvriers étrangers, déposée par M. Jules Brice, député, le 18 juillet 1898 (doc. parl. n° 242; *J. O.*, p. 162).

Proposition de loi tendant à protéger le travail national, présentée par M. Magnaudié, député, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 297; *J. O.*, p. 225).

Proposition de loi tendant à soumettre au paiement d'une taxe spéciale les patrons qui occupent des ouvriers ou employés étrangers, présentée par M. Holtz, député, le 7 novembre 1898 (doc. parl. n° 315; *J. O.*, p. 149).

Proposition de loi tendant à assujettir les étrangers résidant en France au paiement : 1° de la taxe militaire établie par la loi du 15 juillet 1889; 2° d'une taxe supplémentaire, présentée par MM. de Montfort, etc., députés, le 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 382; *J. O.*, p. 426). — [Voir annexes 2353 et 2262.]

Proposition de loi relative au salaire des ouvriers étrangers, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 24 novembre 1898 (doc. parl. n° 415; *J. O.*, p. 316). — Renvoyée à la Commission du travail.

Voir ci-après : *Conditions du travail dans les travaux publics* (proposition Castelin), page vi.

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 août 1893, relativement au séjour des étrangers en France, présentée par M. Soumellier, député, le 27 janvier 1899 (doc. parl. n° 670; *J. O.*, p. 504). — Renvoyée à la 5^e commission d'initiative. — Rapp. somm. Renou, 25 février 1899 (doc. parl. n° 761; *J. O.*, p. 699).

Protection du travail agricole. — *Proposition de loi* tendant à dispenser les ouvriers agricoles de la troisième année de service dans l'armée active, déposée par M. Muteau, député, le 15 juillet 1898 (doc. parl. n° 167; *J. O.*, p. 1338).

Renvoyée à la Commission de l'armée.

Chômage professionnel. — *Proposition de loi* ayant pour objet : 1° la reconstitution et l'extension du domaine agricole communal; 2° sa culture; 3° le prêt par la commune aux petits cultivateurs du matériel agricole communal; 4° la création d'un domaine industriel communal; 5° une atténuation du chômage, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 117; *J. O.*, p. 1284).

Voir ci-après, : *Chômage légal*.

3^e Chômage légal.

Durée de la journée de travail (limitation). — Voir ci-après, p. x : *Hygiène et sécurité*.

4^e Salaires et moyens d'existence.

Code du travail. — Voir ci-après, page xvi.

Salaires. — *Proposition de loi* sur le paiement des salaires, adoptée avec modifications par le Sénat, le 27 avril 1894. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 72; *J. O.*, p. 1169). — Renvoi à la Commission du travail. — Rapport Dubief, 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 409; *J. O.*, p. 312). — Discussion et adoption, 6 et 8 décembre 1898. — Retour au Sénat, le 13 décembre 1898 (doc. parl. n° 353; *J. O.*, p. 603).

Proposition de loi tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 1285).

Voir ci-après une autre proposition de M. Vaillant, page x : *Durée du travail*.

Proposition de loi ayant pour but d'assurer aux employés limonadiers, restaurateurs et assimilés l'intégralité de leur salaire par la suppression du versement qui leur est imposé par les employeurs sous la désignation de « frais », présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 28 novembre 1898 (doc. parl. n° 440; *J. O.*, p. 304). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition Ernest Roche. — Voir ci-dessus, p. 1 : *Règlementation du travail*.

Proposition de loi ayant pour objet de prévenir la dépression des salaires et la fermeture des usines, ateliers, chantiers, manufactures ou magasins, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1201; J. O., p. 138). — Renvoyée à la Commission du travail.

Saisie-arrêt. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Basly, député, le 25 novembre 1897 (doc. parl. n° 2840; J. O., p. 157).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 2888; J. O., p. 282).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Plichon, député, le 13 janvier 1898 (doc. parl. n° 2949; J. O., p. 1).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Rose, 21 mars 1898 (doc. parl. n° 3131; J. O., p. 875). — Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 1^{er} avril 1898. — Transmission au Sénat le 4 avril 1898 (doc. parl., n° 218; J. O., p. 457).

Proposition de loi ayant pour objet de compléter le paragraphe II de l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires ou appointements des ouvriers et employés, déposée par M. César Sirot, le 29 mars 1900 (doc. parl. n° 1558; J. O., p.).

Renvoyée à la Commission du travail.

Habitations à bon marché. — Voir ci-après, p. VIII : *Syndicats professionnels* (proposition Berthet.)

Bien de famille. — *Proposition de loi* ayant pour objet de créer le bien de famille insaisissable; présentée par MM. Léon Vacher, etc., députés, le 21 novembre 1898 (doc. parl. n° 396; J. O., p. 301). — 3^e commission d'initiative. — Rapp. somm. Odilon-Barrot, 2 décembre 1898 (doc. parl. n° 465; J. O., p. 360).

Proposition de loi ayant pour objet d'organiser en France le bien de famille, afin de faciliter à tous l'acquisition, la conservation et la transmission héréditaire de la petite propriété, présentée par M. Lemire, député, le 23 juin 1898 (doc. parl. n° 101; J. O., p. 1361). — Commission d'initiative. — Rapp. somm. Roy de Loulay, 24 mai 1899 (doc. parl. n° 964; J. O., p. 1604).

Proposition de loi ayant pour objet de créer en France des biens insaisissables de famille, présentée par M. Morillot, député, le 8 juillet 1898 (doc. parl. n° 197; J. O., p. 1361). — Rapp. Lemire, 6 juillet 1900, au nom de la Commission de l'agriculture, sur les propositions de MM. Lemire, Morillot et Vacher (doc. parl. n° 1825, J. O., p. 25).

Petite propriété rurale. — *Proposition de loi* tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 11 mars 1897 (doc. parl. n° 2336; J. O., p. 369). — Renvoyée à la 26^e Commission d'initiative parlementaire. — Rapp. somm. Siegfried, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 2386; J. O., p. 903). — Prise en considération dans la séance du 1^{er} avril 1897. — Adoption en première délibération, le 24 mars 1898. — Adoption en deuxième délibération, le 1^{er} avril 1898. — Transmission au Sénat, le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 219; J. O., p. 394). — Rapp. Siegfried, 5 juillet 1898 (doc. parl. n° 279; J. O., p. 512). — Première délibération et adoption : 5 et 6 décembre 1898. — Rapp. supp. Siegfried, 26 juin 1899 (doc. parl. n° 179; J. O., p. 415). — Avis déposé au nom de la commission par M. Charles Prévot, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 188; J. O., p. 420).

Ateliers de famille. — *Proposition de loi* portant établissement d'une subvention annuelle destinée au maintien et au développement des PETITS ATELIERS DE FAMILLE, présentée par MM. Bonard et Florent, députés, le 16 mars 1899 (doc. parl. n° 816; J. O., p. 914). — Renvoyée à la Commission du budget (1).

Proposition de loi portant établissement d'une subvention destinée à favoriser le maintien et le développement des ateliers de famille dans la région de Saint-Étienne, présentée par M. Victor Gay, député, le 12 avril 1900 (doc. parl. n° 1630; J. O., p. 1067).

Renvoyée à la Commission du budget.

(1), Demande de subvention de 500,000 francs plus particulièrement destinée aux tisseurs de la région lyonnaise.

Conditions du travail dans les travaux publics.

— *Proposition de loi relative à l'établissement des conditions du travail dans les TRAVAUX COMMUNAUX de la ville de Paris et de chaque commune*, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 116; *J. O.*, p. 1279).

Proposition de loi relative aux conditions du travail dans les ADJUDICATIONS PUBLIQUES, présentée par M. Daussette, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 27; *J. O.*, p. 1418).

Proposition de loi sur les CONDITIONS DE TRAVAIL à insérer dans les cahiers des charges des travaux exécutés au compte de l'État, des départements, des communes et des établissements publics, présentée par M. Holtz, député, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 361; *J. O.*, p. 114).

Articles 1 à 5 et 19 à 26 de la *proposition de loi portant RÉGLEMENT DU TRAVAIL sur les chantiers de l'État, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers*, présentée par M. Castelin, député, le 13 novembre 1898 (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 338).

Proposition de loi portant réglementation du travail sur les chantiers de l'État, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers, relative : 1° aux conditions du travail, assurances, accidents, hospitalisation, repos hebdomadaire; 2° à la limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers; 3° à la participation des associations ouvrières aux travaux publics, présentée par M. André Castelin, député, le 13 novembre 1898 (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 338). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à autoriser les départements et les communes à insérer dans les cahiers des charges des travaux mis en adjudication l'obligation, pour les entrepreneurs, de payer aux ouvriers le salaire courant pour chaque métier, présentée par M. Gervaise, député, le 10 mars 1899 (doc. parl. n° 800; *J. O.*, p. 871). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi relative aux conditions du travail dans l'exécution des travaux publics, présentée par M. Argeliès, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° ; non distribué).

Participation aux bénéfices. — *Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi sur les sociétés, d'autoriser la création des actions de 25 francs et de faciliter la participation aux bénéfices*, présentée par MM. Graux et Boudenoot, députés, le 13 juillet 1898 (doc. parl. n° 269; *J. O.*, année 1899, p. 2704). — Renvoi à la 2° Commission d'initiative. — Rapp. somm. Odilon-Barrot, 4 décembre 1899 (doc. parl. n° 1253; *J. O.*, p. 652).

Économats. — Voir ce mot, plus loin, page 15.

5° Crédit.

Crédit agricole. — *Proposition de loi relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles*, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; *J. O.*, p. 397). — Rapp. somm. Poirrier, 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; *J. O.*, p. 542). — Prise en considération le 28 janvier 1896.

Proposition de loi ayant pour objet de donner des garanties spéciales aux prêts chirographaires consentis aux agriculteurs et à constituer le crédit agricole immobilier, présentée par M. Georges Graux, député, le 2 mai 1899 (doc. parl. n° 905; *J. O.*, p. 1541). — Renvoyée à la Commission de l'agriculture.

Proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs, présentée par M. Laterrade, sénateur, le 12 mai 1899 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 357). — Rapport Destieux-Junca, 19 mai 1899 (doc. parl. n° 136; *J. O.*, p. 367).

Proposition de loi ayant pour objet de développer le crédit agricole par le développement des petits prêts hypothécaires, présentée par M. Klotz, député, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 1037; *J. O.*, p. 1323). — Renvoyée à la Commission de législation fiscale.

Proposition de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de Sociétés de crédit agricole, présentée par M. Fernand David, député, le 10 avril 1900 (doc. parl. n° 1602; *J. O.*, p. 819).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Pierre Bandin, 3 mars 1899 (doc. parl. n° 776; *J. O.*, p. 839).
Première délibération : 4 mai, 5 mai, 29 juin 1899.

Renvoyée à la Commission de l'agriculture. — Rapp. Chevallier, le 7 décembre 1900 (doc. par n° 2015; J. O., p. 146). — Déclaration d'urgence et adoption, 17 décembre. — Transmission au Sénat le 20 décembre 1900.

Proposition de loi ayant pour objet de rendre applicable à l'Algérie la loi du 31 mars 1899, qui a pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel, présentée par M. Morinaud, député, le 23 juin 1900 (doc. parl. n° 1776; J. O., p.).

Renvoyés à la Commission de l'agriculture. — Rapport Lemire, le 29 décembre 1900. (Doc. parl. n° 2100, J. O., p. .)

Projet de loi ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel, présenté par MM. les Ministres de l'intérieur et des finances, le 4 décembre 1900 (doc. parl. n° 2000; J. O., p. 122).

Projet de loi tendant à modifier la loi du 31 mars 1899 ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, déposé par MM. les Ministres de l'agriculture et des finances, le 8 novembre 1900 (doc. parl. n° 1911; J. O., p. 37). — Renvoyé à la commission de l'agriculture. — Rapp. Lemire, le 30 nov. 1900 (doc. parl. n° 1986; J. O., p. 108). — Chambre. — Séance du 4 décembre 1900. — Adoption. — Transmission au Sénat, le 7 décembre 1900. — Rapp. Lourties, le 17 décembre 1900 (doc. parl. n° 408; J. O., p.). — Séance du 21 décembre. — Adoption en 1^{re} délibération.

Projet de loi ayant pour objet le versement à la Caisse des dépôts et consignations des fonds affectés aux avances à consentir en faveur des caisses régionales de crédit agricole mutuel, présenté par MM. les Ministres de l'agriculture et des finances, le 24 décembre 1900 (doc. parl. n° 2075; J. O., p.).

Renvoyé à la Commission de l'agriculture.

60 Différends et contestations.

Juridiction du travail. — Voir ci-après, page XIV: *Code du travail*.

Prud'hommes. — *Proposition de loi tendant à modifier la législation des conseils de prud'hommes, présentée par M. Dutreix, député, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 356; J. O., p. 280).*

Proposition de loi sur la réforme des conseils de prud'hommes, présentée par MM. Paul Beauregard et Lannes de Montebello, députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 324; J. O., p. 230).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Dutreix, 9 mai 1899 (doc. parl. n° 931; J. O., p. 1563).

Proposition de loi sur la réforme des conseils de prud'hommes, présentée par M. Hausmann, député, le 2 mai 1899 (doc. parl. n° 894; J. O., p. 990). — Renvoyée à la Commission du travail.

Prud'hommes agricoles. — *Proposition de loi ayant pour but la création de conseils de prud'hommes agricoles chargés, sous la dénomination de tribunaux agricoles, de concilier et de juger les différends entre employeurs et employés des campagnes, présentée par MM. Dubochet, Roche et Beauregard, députés, le 16 février 1899 (doc. parl. n° 745; J. O., p. 808). — Renvoyée à la Commission du travail.*

Prud'hommes mineurs. — *Proposition de loi tendant à créer des conseils de prud'hommes mineurs, présentée par MM. Basly, etc., députés, le 2 décembre 1898 (doc. parl. n° 468; J. O., p. 400). — Renvoyée à la Commission du travail.*

Employés des chemins de fer de l'État. — *Proposition de loi tendant à attribuer aux tribunaux ordinaires l'appréciation des difficultés qui peuvent s'élever entre l'Administration des chemins de fer de l'État et ses employés à l'occasion du contrat de travail, présentée par M. Lhopiteau, député, le 4 mars 1899 (doc. parl. n° 779; J. O., p. 854). — Renvoyée à la Commission du travail.*

Conciliation et arbitrage. — *Proposition de loi portant modification à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons et ouvriers, présentée par MM. Bovier-Lapierre, etc., députés, le 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 408; J. O., p. 311). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Charles Ferry, 24 mai 1899 (doc. parl. n° 962; J. O., p. 1602).*

Proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs, présentée par M. Magnien, sénateur, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 174; J. O., p. 411). — Rapp. somm. Magnien, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 195; J. O., p. 424). — Prise en considération, le 3 juillet 1899.

Proposition de loi tendant à rendre l'arbitrage obligatoire, présentée par M. Fournière, député, le 15 juin 1900 (doc. parl. n° 1721; J. O., p. 1374). Urgence déclarée. Renvoyée à la Commission du travail.

Projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail présenté par M. le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et M. le Ministre du commerce, le 15 novembre 1900 (doc. parl. 1937; J. O., p. 58). Renvoyé à la Commission du travail.

B. — L'ASSOCIATION.

1^o Associations de personnes.

Association en général. — *Proposition de loi sur le droit d'association, présentée par M. Cunéo d'Ornano, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 29; J. O., p. 1131). — 1^{re} commission d'initiative. — Rapp. somm. Roy de Loulay, 29 novembre 1898 (doc. parl. n° 448; J. O., p. 358). — Prise en considération, le 6 décembre 1898.*

Proposition de loi sur le droit d'association, présentée par MM. Charles Gras, etc., députés, le 24 novembre 1898 (doc. parl. n° 417; J. O., p. 427).

Proposition de loi sur la liberté d'association, présentée par MM. Lémire, etc., députés, le 25 novembre 1898 (doc. parl. n° 427; J. O., p. 346). — Renvoyée à la Commission relative aux associations.

Projet de loi relatif au contrat d'association, présenté par M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1184; J. O., p. 123). — Renvoyé à la Commission relative au droit d'association.

Syndicats professionnels. — *Proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Barthe, sénateur, le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; J. O., p. 533).*

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° 121; J. O., p. 173).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Dansette, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 82; J. O., p. 1172).

Proposition de loi ayant pour objet de reviser la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 180; J. O., p. 1346).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et tendant à permettre à ces syndicats de créer des habitations à bon marché, présentée par M. Léon Berthet, député, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 350; J. O., p. 239). — Renvoyée à la Commission du travail.

Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposé par M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1185; J. O., p. 125). Renvoyé à la Commission du travail.

Sociétés de secours mutuels. — Voir ci-après, page XI : *Mutualité*.

Coopération. — *Proposition de loi sur les sociétés coopératives de consommation, présentée par MM. Georges Berry, etc., députés, le 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 399; J. O., p. 500). — Rapp. somm. Massabuau, le 19 janvier 1899 (doc. parl. n° 629; J. O., p. 253). — Prise en considération, le 24 janvier 1899.*

Rapp. Trouillot, 8 juin 1900 (doc. parl. n° 1692; J. O., p. 1247.)

Rapp. Béranger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; J. O., p. 188).

Coopération et sociétés coopératives. — Voir ci-dessus, page : *Participation aux bénéfices*; — et page v : *Conditions du travail dans les travaux publics.* (Proposition Castelin).

Économats. — *Proposition de loi* tendant à la suppression des économats, présentée par M. Georges Berry, député, le 27 juin 1899 (doc. parl. n° 1064; *J. O.*, p. 1898) (doc. parl. n° 1064 rectifié; *J. O.*, p. 1908). — Renvoyée à la Commission des sociétés coopératives de consommation.

Proposition de loi ayant pour but d'interdire aux patrons non commerçants de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1202; *J. O.*, p. 138). — Renvoyée à la Commission du travail.

Coalitions. — *Proposition de loi* interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, (doc. parl. n° 58; *J. O.*, p. 247). — Rapp. somm. Marquis, 21 janvier 1895 (doc. parl., n° 7; *J. O.*, p. 3). — Prise en consid., le 8 février 1895.

Projet de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou cesser le travail dans les services publics de l'État, présenté au Sénat par M. Trarieux, Ministre de la justice, le 4 mars 1895 (doc. parl. n° 38; *J. O.*, p. 107). — Retrait par M. Ricard, Ministre de la justice, le 30 janvier 1896 (*J. O.*, p. 45).

Proposition de loi tendant à organiser le droit de grève présentée par MM. Zévaès, etc., députés, le 4 décembre 1900 (doc. parl. n° 1998; *J. O.*, p. 120). Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition Coutant. Voir ci-dessus, page 1 : *Liberté du travail.*

2° Associations de capitaux.

Sociétés par actions. — *Proposition* Graux et Boudenoot : voir ci-dessus, p. vi : *Participation aux bénéfices.*

C. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Santé publique. — *Proposition de loi* relative à l'assainissement des logements et habitations insalubres, présentée par M. Édouard Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 12; *J. O.*, p. 26).

Proposition de loi relative à l'organisation des services de l'hygiène publique, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 13; *J. O.*, p. 29).

Proposition de loi relative à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 février 1889 (doc. parl. n° 16; *J. O.*, p. 52).

Proposition de loi sur l'organisation de l'administration de la santé publique, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 27 mars 1890 (doc. parl. n° 502; *J. O.*, p. 602). — Rapport sommaire Chamberland, déposé le 4 juillet 1890 (doc. parl. n° 779; *J. O.*, p. 715).

Projet de loi pour la protection de la santé publique, présenté par M. Constans, Ministre de l'intérieur, le 3 décembre 1891 (doc. parl. n° 1774; *J. O.*, p. 2892).

Rapport sommaire Armez, déposé le 1^{er} mars 1890 (doc. parl. n° 399; *J. O.*, p. 393).

Rapp. Demôle, 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; *J. O.*, p. 339). — Première délibération, 3 et 4 février 1896. Adoption en première délib., le 4 février 1896. — Deuxième délibération et adoption, le 14 février 1896 (1). — Transmission à la Chambre des députés, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 77; *J. O.*, p. 1170). Renvoyée à la Commission du travail. (1)

Renvoyés à la Commission de l'hygiène publique. — Rapport Langlet, déposé le 13 juillet 1892 (doc. parl. n° 2334; *J. O.*, p. 2162). — Discussion, séances des 26 et 27 juin 1893.

Sénat. — *PROJET DE LOI*, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique, présenté par M. Ch. Dupuy, Ministre de l'intérieur, le 11 juillet 1893 (doc. parl. n° 267; *J. O.*, p. 539). — Rapport Cornil, déposé le 27 décembre 1895 (doc. parl. n° 74; *J. O.*, p. 200). — Première délibération : séances des 2, 4, 5, 9 et 12 février 1897. — Renvoi à la Commission. — Suite de la discussion : 26 octobre 1897. — Adoption : 16 décembre 1897.

(1) Dans sa séance du 14 février 1896 (voir *J. O.*, p. 541, 1^{re} col.), le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi ayant pour objet modifier les articles 414 et 415 du Code pénal.*

Hygiène dans les ateliers, bureaux et magasins. — *Proposition de loi* tendant à sauvegarder la santé et l'hygiène des deux sexes dans les magasins de vente en détail, déposée par M. Achille Adam, député, le 12 janvier 1900 (doc. parl. n° 1535; *J. O.*, p. ...). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire.

Proposition de loi tendant à l'analyse de l'eau, de l'air et des poussières du sol dans les ateliers, bureaux et magasins qui contiennent un grand nombre d'ouvriers et d'employés, déposée par M. Emile Dubois, député, le 21 janvier 1900 (doc. parl. n° 1562; *J. O.*, p. ...). — Renvoyée à la Commission d'hygiène publique.

Durée du travail. — *Proposition de loi* relative à l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers et employés de l'État, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 115; *J. O.*, p. 1297).

Proposition de loi concernant la diminution des heures de travail, présentée par MM. Ernest Loyer et Rogez, députés, le 16 décembre 1898 (doc. parl. n° 540; *J. O.*, p. 544). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à limiter à huit heures, au maximum, la journée de travail dans les mines, déposée par MM. Basly, etc., députés, le 29 mars 1900 (doc. parl. n° 1564; *J. O.*, p. 780). Renvoyée à la Commission du travail.

Repos hebdomadaire. — Voir ci-dessus page vi : *Conditions du travail dans les travaux publics.*

CHEMINS DE FER. — Voir ci-après, page vi.

CODE DU TRAVAIL. — Voir ci-après, page xvi.

Proposition de loi tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés de commerce et de magasins, présentée par MM. Zévaès, etc., députés, le 6 avril 1900 (doc. parl. n° 1591; *J. O.*, p. 798). — Renvoyée à la Commission du travail.

Inspection du travail. — *Proposition de loi* portant organisation du corps des inspecteurs du travail, présentée par MM. Bernard et Chiché, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 182; *J. O.*, p. 1349).

Proposition de loi tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail dans les usines, manufactures, chantiers, et son mode de recrutement, présentée par MM. Alexandre Zévaès, etc., députés, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 312; *J. O.*, p. 148). — Renvoyée à la Commission du travail.

Délégues mineurs. — *Proposition de loi* tendant à rendre la loi du 30 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, député, le 27 février 1895 (doc. parl. n° 1198; *J. O.*, p. 225). — Renvoyée à la Commission du travail. — Urgence déclarée. — Rapp. Lacombe, déposé le 30 mars 1895 (doc. parl. n° 1260; *J. O.*, p. 347). — Délibération et adoption, le 21 décembre 1895. — Transmission au Sénat, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 546). — Rapp. Félix Martin, 14 décembre 1896 (doc. parl. n° 45; *J. O.*, p. 396). — Déclaration d'urgence, délibération et adoption (1), le 2 février 1897. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 80; *J. O.*, p. 1172).

Projet de loi portant modification à la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par M. le Ministre des travaux publics, le 6 avril 1898 (doc. parl. n° 249; *J. O.*, p. 47). Renvoyé à une commission spéciale.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 181; *J. O.*, p. 1348). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Arthur Groussier, 24 novembre 1898 (doc. parl. n° 418; *J. O.*, p. 323). — Première délibération et adoption : 8 et 23 décembre 1898. — 2^e délibération et adoption : 30 juin 1899. — Transmission au Sénat, le 3 juillet 1899 (doc. parl. n° 202; *J. O.*, p. 427).

Proposition de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 21 mars 1899 (doc. parl. n° 836; *J. O.*, p. 940). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Rose, 20 février 1900 (doc. parl. n° 1453; *J. O.*, p. 539).

(1) Dans sa séance du 2 février 1897, le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs.*

Chemins de fer. — *Proposition de loi* relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; *J. O.*, p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; *J. O.*, p. 1627).

Projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs, déposé par M. Turrel, Ministre des travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; *J. O.*, p. 226). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; *J. O.*, p. 231). — Renvoyée à la Commission du travail.

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; *J. O.*, p. 237). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption, le 17 décembre 1897. — Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897.

Proposition de loi relative à la sécurité de l'exploitation des chemins de fer (travail et retraites des agents des services des trains, déposée par M. Monestier, sénateur, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° ; *J. O.*, p.). — Renvoyée à une Commission spéciale.

Accidents. — *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par M. Dubuisson, député, le 23 juin 1898 (doc. parl. n° 105; *J. O.*, p. 1200).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, présentée par M. Mirman, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 109; *J. O.*, p. 1248).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par MM. Gervais, etc., députés, le 2 mai 1899 (doc. parl. n° 908; *J. O.*, p. 1001). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Audiffred,

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, députés, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1170; *J. O.*, p. 32). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi concernant les risques prévus par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Pourquery de Boisserin et Ferrette, députés, le 16 mai 1899 (doc. parl. n° 948; *J. O.*, p. 1686). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à étendre aux incapacités temporaires de travail les dispositions du 11 juillet 1868 sur la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, présentée par M. Aimond, député, le 16 mai 1899 (doc. parl. n° 949; *J. O.*, p. 1592). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi relative à la création d'une société mutuelle nationale d'assurances contre les accidents du travail, présenté par M. Guillaume Chastenot, député, le 25 mai 1899 (doc. parl. n° 968; *J. O.*, p. 1608). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à faire établir la liste des professions assujetties à la loi sur les accidents du travail du 9 avril 1898, déposée par M. Mirman, député, le 1^{er} mars 1900 (doc. parl. n° 1474; *J. O.*, p. 601). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 3, § 2 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, déposée par MM. Peronneau, etc., députés, le 10 avril 1900 (doc. parl. n° 1598; *J. O.*, p. 805). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi portant abrogation du dernier alinéa de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Holtz, etc., députés, le 8 novembre 1900 (doc. parl. n° ; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par M. Rivals, député, le 15 novembre 1900 (doc. parl. n° 1938; *J. O.*, p. 62). Urgence déclarée. — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du tra-

vail, présentée par MM. Dubuisson, etc., députés, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 1960; *J. O.*, p. 196). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyances sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député, le 6 décembre 1900 (doc. parl. n° 2006; *J. O.*, p. 194). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 par une disposition relative au cas où la victime d'un accident ne laisse ni conjoint, ni enfants, ni ascendants mais seulement des frères ou sœurs d'un âge moindre et à sa charge, présentée par M. Mirman, député, le 11 décembre 1900 (doc. parl. n° 2024; *J. O.*, p. 199). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi étendant le bénéfice de la loi sur les accidents du travail à tous les salariés (réserve faite des accidents survenus dans les exploitations agricoles et qui sont régis par une loi spéciale), déposée par M. Mirman, député, le 13 décembre 1900 (doc. parl. n° 2027; *J. O.*, p. 160). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles, présentée par M. Mirman, député, le 13 décembre 1900 (doc. parl. n° 2028; *J. O.*, p. 164). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à améliorer la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail et à augmenter les délais d'appel et de prescription des articles 17 et 18 de ladite loi, présentée par MM. Goujon, etc., députés, le 18 décembre 1900 (doc. parl. n° 2048; *J. O.*, p. 180). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'une des dispositions de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par MM. Zévaès, etc., députés, le 20 décembre 1900 (doc. parl. n° 2060; *J. O.*, p. 231). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

PRÉVOYANCE.

Mutualité. — *Proposition de loi* tendant à modifier et à compléter le paragraphe 5 de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, présentée par MM. Suchetet, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 349; *J. O.*, p. 467). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à autoriser l'administration des postes et des télégraphes à effectuer, pour le compte de la caisse des dépôts et consignations, l'encaissement des fonds des sociétés de secours mutuels approuvées, présentée par M. Fleury-Ravarin, député, le 29 mars 1899 (doc. parl. n° 875; *J. O.*, p. 984). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Rapport Duvau, 5 février 1900 (doc. parl. n° 184; *J. O.*, p. 480).

Discussion. — Urgence déclarée. — Adoption. — Séance du 13 février 1900.

Transmission au Sénat, le 15 février 1900. — Rapport Béraud (doc. parl. n° 208; *J. O.*, p. 190).

Discussion. — Urgence déclarée. — Adoption. — Séance du 12 juin 1900.

Caisses d'épargne. — *Proposition de loi* relative aux retenues à opérer sur les doubles livrets des caisses d'épargne, déposée par MM. Raiberti, etc., députés, le 15 juin 1900 (doc. parl. n° 1718; *J. O.*, p. 1323). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Bérard, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 1957; *J. O.*, p. 107). — Séance du 19 novembre. — Urgence. — Adoption. — Transmission au Sénat, le 4 décembre 1900 (doc. parl. n° 382; *J. O.*, p. 190).

Accidents. — Voir ci-dessus, p. vi : *Conditions du travail dans les travaux publics.*

Assurance contre le chômage. — Voir ci-après : *Caisses de retraites.*

Assurances mutuelles agricoles. — *Proposition de loi* relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, déposée par M. Viger, député, le 27 juin 1899 (doc. parl. n° 1039; *J. O.*, p. 1896). — Renvoyée à la commission de l'agriculture. — Rapport Forni et Chevallier (doc. parl. n° 1482 et 1522; *J. O.*, p. 613 et 688). — Séance du 30 mars 1900. — Adoption. — Transmission au Sénat, le 3 avril 1900 (doc. parl. n° 136; *J. O.*, p. 452).

Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. — Voir ci-dessus page x : *Délégués mineurs*, et la note.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 6 mars 1899 (doc. parl. n° 786; *J. O.*, p. 860). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 10 mars 1899 (doc. parl. 798; *J. O.*, p. 870). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à mettre à la charge de l'exploitant les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, déposée par MM. Basly, etc., députés, le 23 mars 1900 (doc. parl. n° 1543; *J. O.*, p. 768). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894, sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs et de prescrire les mesures transitoires, déposée par M. de Ramel, député, le 9 juillet 1900 (doc. parl. n° 1839; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisse de prévoyance des marins. — *Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 21 avril 1898 sur la caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession*, présentée par M. Raiberti, député, le 4 juillet 1899 (doc. parl. n° 1128; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la commission de la marine. — Rapport Charruyer, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1199; *J. O.*, p. 136).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 avril 1898 créant une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession, présentée par M. Charruyer, député, le 8 juin 1899 (doc. parl. n° 1003; *J. O.*, page 1618). — Renvoyée à la commission de la marine.

Proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi des 21-28 avril 1898 concernant la caisse des marins français, présentée par M. Suchetet, député, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 1033; *J. O.*, p. 1877). — Renvoyée à la commission de la marine.

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 avril 1898, créant une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession, présentée par M. Gautret, député, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1197; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la commission de la marine.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 avril 1898 sur la caisse de prévoyance entre les marins français, et l'article 12 de la loi du 30 janvier sur la marine marchande, déposée par MM. Gautret, etc., députés, le 6 mars 1900 (doc. parl. n° 1492; *J. O.*, p. 629).

Caisses de retraites ouvrières d'invalidité et d'assurance contre le décès au profit des travailleurs. — *Proposition de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie*, présentée par M. Félix Martin, sénateur, le 27 février 1897 (doc. parl. n° 61; *J. O.*, p. 355). — Rapp. somm. Gustave Denis, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 103; *J. O.*, p. 402). — Prise en considération, le 17 juin 1897. — Rapp. Félix Martin, 7 février 1898 (doc. parl. n° 36; *J. O.*, p. 74). — Première délibération : séance du 24 février 1898.

Proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraite en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, présentée par M. Guillemet, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 84; *J. O.*, p. 1174). — Rapp. somm. Berthet, 11 juillet 1898 (doc. parl. n° 225; *J. O.*, p. 1463). — Prise en considération le 7 novembre 1898. — Rapport Guillemet, 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1163; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi ayant pour objet l'organisation générale et immédiate des retraites et des soins de maladie pour les travailleurs, proposée par M. Zévaès, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 96; *J. O.*, p. 1226).

Proposition de loi concernant les caisses de retraites, déposée par M. Audiffred, député, le 4 juillet 1898 (doc. parl. n° 161; *J. O.*, p. 361). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Rapport Guieysse,
9 mars 1900 (doc. parl.
n° 1502; *J. O.*, p. 72).

Proposition de loi relative à l'organisation des retraites et à la création des services de prévoyance sociale, déposé par M. Gervais, député, le 12 juillet 1898 (doc. parl. n° 257; *J. O.*, p. 766 du volume de 1899). — Renvoyé à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur l'organisation d'une caisse de retraites des travailleurs et des invalides du travail et d'une caisse de capitalisation ou assurances sur la vie, déposée par M. de Ramel, député, le 13 juillet 1898 (doc. parl. n° 270; J. O., p.).

Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse nationale garantissant aux travailleurs des deux sexes une indemnité de chômage en cas de maladie et une retraite à l'âge de soixante-dix ans, déposée par M. Dubuisson, député, le 25 octobre 1898 (doc. parl. n° 277; J. O., p. 70).

Projet de loi sur les retraites ouvrières, déposé par M. Maréjoul, ministre du Commerce, le 25 octobre 1898 (doc. parl. n° 271; J. O., p. 81). — Renvoyé à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les caisses des retraites en faveur des infirmes et des vieillards, présentée par MM. Chauvière, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 353; J. O., p. 251). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les retraites pour la vieillesse, présentée par MM. Louis Puech, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 357; J. O., p. 282). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Bienvenu Martin (doc. parl. n° 434; J. O., p. 535).

Proposition de loi ayant pour objet d'assurer une retraite aux travailleurs des deux sexes âgés de 60 ans, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 4 mars 1899 (doc. parl. n° 780; J. O., p. 855). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les retraites ouvrières, l'invalidité et l'assurance au décès, au profit des travailleurs, présentée par M. J. Ricard, député, le 30 mars 1899 (doc. parl. n° 878; J. O., p. 1673). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de prélever sur la force motrice une taxe par cheval-vapeur (machines à vapeur, machines hydrauliques, moteurs à gaz et à pétrole); 1° pour la création d'une caisse nationale de secours contre le chômage; 2° pour alimenter une caisse de retraites pour les ouvriers présentée par M. Coutant, député, le 17 janvier 1899 (doc. parl. n° 620; J. O., p. 441). — Renvoyée à la commission de législation fiscale.

Proposition de loi tendant à réglementer la répartition des rentes entre les membres des sociétés civiles de retraites, présentée par M. Gervaise, député, le 23 mars 1899 (doc. parl. n° 843; J. O., p. 945). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Rapport Puech, 27 mars 1900 (doc. parl. n° 1533; J. O., p. 1658).

Proposition de loi relative à la sécularisation des biens actuellement détenus par les congrégations d'hommes non autorisées, et à la constitution d'une caisse de retraites pour les travailleurs, présentée par MM. Henri Brisson, etc., députés, le 24 janvier 1900 (doc. parl. n° 1363; J. O., p. 658).

Renvoyée à la commission du droit d'association.

Proposition de loi sur l'organisation de l'assurance obligatoire contre l'invalidité, présentée par M. Lemire, le 10 avril 1900 (doc. parl. n° 1605; J. O., p. 1364). Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une assurance sociale présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 13 novembre 1900 (doc. parl. n° 1933; J. O., p.). Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Mont-de-piété de Paris. *Proposition de loi (1) ayant pour objet la réforme de la prise et de la vente des gages au Mont-de-piété de Paris, par MM. Renou, etc., députés, le 28 novembre 1898 (doc. parl. n° 445; J. O., p. 355). — Renvoyée à la 3^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. de la Balthus, 22 mars 1899 (doc. parl. n° 839; J. O., p. 912).*

PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET INTÉRÊT COLLECTIF.

Mines. — *Proposition de loi ayant pour but : 1° l'annulation des contrats ayant aliéné la propriété nationale; 2° l'exploitation des mines par les travailleurs y employés, présentée par M. Zévaès, député, le 12 janvier 1899 (doc. parl. n° 599; J. O., p. 2).*

(1) Cette proposition de loi, déjà déposée pendant la session extraordinaire de 1897, avait été l'objet d'un rapport sommaire favorable.

Proposition de loi ayant pour objet : 1° la déchéance des concessionnaires des mines inexploitées ou abandonnées et l'exploitation directe de ces mines par l'État; 2° l'exploitation par l'État de toutes les mines nouvelles ou non actuellement concédées, déposée par MM. Colliard, etc., députés, le 6 novembre 1900 (doc. parl. n° 1917; *J. O.*, p. 40).

Chemins de fer. — *Proposition de résolution tendant à la nationalisation des voies ferrées*, déposée par M. Vacher, député, le 21 mars 1899 (doc. parl. n° 831; *J. O.*, p. 934). — Renvoyée à la commission des chemins de fer.

PROTECTION ET ASSISTANCE.

1° Enfants mineurs et femmes.

Droit de la femme mariée sur son salaire. — *Proposition de loi ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail*, présentée par M. Goirand, député, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 801; *J. O.*, p. 1133). — Rapp. som. T. Goujon, 20 déc. 1894 (doc. parl. n° 1094; *J. O.*, p. 2233).

Proposition de loi ayant pour objet de protéger la femme contre certains abus de la puissance maritale, présentée par MM. L. Jourdan, etc., députés, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 803; *J. O.*, p. 1135).

Commission spéc. nommée le 14 février 1895. — Rapp. Goirand, le 14 nov. 1895 (doc. parl. n° 1609; *J. O.*, p. 1472). — Urgence déclarée, discuss. et adop. le 27 février 1896 (*J. O.*, Chambre p. 313). — Transmission au Sénat, le 2 mars 1896 (doc. parl. n° 47 *J. O.*, p. 117).

Protection de la mère et de l'enfant. — *Proposition de loi sur la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né*, présentée par M. Dulau, député, le 7 mars 1899 (doc. parl. n° 789; *J. O.*, p. 862). — Renvoyée à la 6^e commission d'initiative. — Rapp. somm. Cère, 21 mars 1899 (doc. parl. n° 829; *J. O.*, p. 977). — Prise en considération, le 12 mai 1899. — Rapport Dulau, 19 juin 1899 (doc. parl. n° 1034; *J. O.*, p.).

Proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, présentée par M. Strauss, sénateur, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 235; *J. O.*, p. 449). — Renvoyée à la commission d'initiative parlementaire. — Rapport sommaire Combes, 9 mars 1900. — Prise en considération le 15 mars 1900.

Protection du travail. — *Proposition de loi ayant pour objet d'étendre les dispositions protectrices du travail à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce* présentée par MM. Groussier, Renvoyée à la commission du travail.

2° Majeurs.

Protection des personnes accomplissant un service militaire.

Proposition de loi ayant pour objet de prévenir le renvoi des employés et ouvriers revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de 28 ou 13 jours, présentée et lue par M. Coutant, député, le 23 nov. 1895 (doc. parl. n° 1622; *J. O.*, p. 1491). — Urgence déclarée (Déb. parl. p. 2487 et 2499). — Rapp. Lavy, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2867; *J. O.*, p.).

Proposition de loi ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes appelés par la loi à faire leur période d'instruction militaire, présentée par MM. Ernest Roche et Le Senne, députés, le 5 novembre 1897 (doc. parl. n° 2774; *J. O.*, p. 97). — Renvoyée à la Commission du travail.

Discussion et adoption le 25 mars 1898. — Transmission au Sénat le 29 mars 1898 (doc. parl. n° 173; *J. O.*, p. 360). — Rapp. Volland, 28 juin 1898 (doc. parl. n° 275; *J. O.*, p. 505). — Déclaration d'urgence et adoption avec modifications le 8 juillet 1898. — Retour à la Chambre le 12 juillet 1898 (doc. parl. n° 244; *J. O.*, p. 1408) (1). — Renvoi à la commission du travail. — Rapport Odilon-Barrot, 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 381; *J. O.*, p. 289). — Discussion et adoption, le 25 novembre 1898. — Retour au Sénat le 29 novembre 1898 (doc. parl. n° 338; *J. O.*, p. 576). — Rapp. Strauss, 19 janvier 1899 (doc. parl. n° 8; *J. O.*, p. 37). — Discussion et adoption, le 2 et le 24 février 1899. — Retour à la Chambre, le 28 février 1899 (doc. parl. n° 770; *J. O.*, p. 824). — Urgence déclarée. — Renvoi à la Commission du travail. — Rapp. Odilon-Barrot, 3 juillet 1899 (doc. parl. n° 1106; *J. O.*, p. 2344). — Discussion et adoption le 15 novembre 1900. — Retour au Sénat le 16 novembre 1900 (doc. parl. n° 353; *J. O.*, p.).

1) Titre de la proposition de loi votée par le Sénat : *Proposition de loi ayant pour objet d'assurer le maintien du contrat de louage de services pendant les périodes des réservistes et des territoriaux.*

Assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes indigents. — *Proposition de loi* sur l'assistance obligatoire des vieillards et des infirmes indigents, déposée par M. Strauss, sénateur, le 20 janvier 1898 (doc. parl. n° 10; *J. O.*, p. 9). — Rapp. som. Saillard, 11 février 1898 (doc. parl. n° 50; *J. O.*, p. 90). — Prise en considération le 24 février 1898.

Proposition de loi relative à l'assistance des vieillards et des infirmes, présentée par MM. Émile Rey et Lachière, députés, le 3 février 1899 (doc. parl. n° 714; *J. O.*, p. 576). — Renvoyée à la commission de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Rapp. Bienvenu Martin, le 19 février 1900 (doc. parl. n° 1434; *J. O.*, p. 535).

Assistance aux enfants indigents. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'institution et l'organisation de l'assistance aux enfants des familles indigentes, déposée par M. Émile Rey, député, le 18 janvier 1900 (doc. parl. n° 1350; *J. O.*, p. —). — Renvoyé à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapport sommaire: Émile Rey, le 26 novembre 1900 (doc. parl. n° 1955; *J. O.*, p. 106).

Hospitalisés indigents. — *Proposition de loi* tendant à accorder la franchise postale aux hospitalisés indigents, présentée par MM. Maymac, etc., députés, le 1^{er} février 1899 (doc. parl. n° 698; *J. O.*, p. 526). — Renvoyée à la Commission du budget.

Mendicité. — *Proposition de loi* tendant à la suppression de la mendicité, présentée par M. G. Berry, député, le 25 janvier 1899 (doc. parl. n° 660; *J. O.*, p. 701). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Vagabondage. — *Proposition de loi* relative aux moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir et à réprimer le vagabondage et la mendicité, présentée par M. Cruppi, député, le 25 janvier 1899 (doc. parl. n° 651; *J. O.*, p. 495). — Renvoyée à la commission de législation criminelle. — Rapport Cruppi, le 28 novembre 1899 (doc. parl. n° 1237; *J. O.*, p. 208).

DIVERS.

Ministère du travail. — *Proposition de loi* ayant pour objet la création d'un ministère du travail, de l'hygiène et de l'assistance publique, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 120; *J. O.*, p. 1287).

Sous-Secrétariat du Travail. — *Proposition de loi* tendant à la création d'un sous-secrétariat du travail au Ministère du commerce, en remplacement de l'Office du travail, présentée par M. Charles Dutreix, député, le 11 novembre 1898 (doc. parl. n° 335; *J. O.*, p. 159). — Renvoyée à la commission du travail.

Code du travail. — *Proposition de loi* sur le Code du travail, déposée par M. Groussier, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 33; *J. O.*, p. 1420).

Encouragement au travail. — *Proposition de loi* tendant à accorder une allocation annuelle aux titulaires de la médaille du travail, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Bourgeois, député (du Jura), le 4 juillet 1898 (doc. parl. n° 158; *J. O.*, p. 1334).

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'activité déjà signalée se maintient chez les bûcherons, dans les mines, les métiers de l'alimentation, l'industrie du livre, la ganterie, les filatures et les tissages de l'industrie cotonnière, la soierie, la chapellerie, la tonnellerie, la métallurgie, les établissements de constructions mécaniques et dans les métiers qui en dépendent; dans les ateliers de transformation du fer et de l'acier, on peut encore occuper le personnel grâce aux commandes obtenues il y a plusieurs mois; mais dans l'ensemble, le ralentissement déjà signalé s'accroît. Dans la céramique, la verrerie et les entreprises de transport et de manutention, situation stationnaire. L'amélioration déjà signalée dans l'industrie lainière s'est maintenue. Tendance au ralentissement dans la passementerie, dans l'industrie du vêtement, dans le tissage à bras du centre et de l'ouest. Situation stationnaire dans la préparation des cuirs et peaux et dans l'industrie de la chaussure. Pleine morte-saison dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent; le chômage y est estimé plus élevé que l'an dernier à même époque, tant dans la région parisienne qu'en province.

Parmi les 945 chambres syndicales d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 198,000 adhérents qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 décembre, la proportion des ouvriers en chômage a été de 11 p. 0/0 (syndicats des mineurs des bassins du Nord et du Pas-de-Calais non compris); elle a été d'un peu plus de 9 p. 0/0 ces syndicats de mineurs compris. 8 p. 0/0 des chambres syndicales ouvrières réunissant 6 p. 0/0 des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 57 p. 0/0 des syndicats groupant 58 p. 0/0 des adhérents jugent qu'il a été en même quantité et par 35 p. 0/0 des syndicats avec 36 p. 0/0 des syndiqués, il a été plus faible.

Une autre appréciation du chômage professionnel est fournie par la com-

paraison des demandes et des offres de travail signalées à l'Office du travail par les chambres syndicales ouvrières faisant le placement de leurs adhérents et par les Bourses de travail. Pour 100 offres de travail, le nombre des demandes qui avait été de 160 en octobre, de 175 en novembre 1900, a été de en décembre 1900; il était de 177 en décembre 1899.

Les prix de vente au détail des légumes, des œufs, du beurre ont maintenu leur tendance à la hausse; le prix du vin a eu tendance à la baisse; il en a été de même du prix du charbon de terre tant pour les usages domestiques que pour les usages industriels.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Chez les marins pêcheurs, les gros temps ont encore rendu difficile la sortie des navires. Chez les ouvriers agriculteurs, morte-saison. Le travail est jugé moins abondant que l'an dernier à même époque, chez les ouvriers viticulteurs. Chez les bûcherons, la reprise du travail déjà signalée s'est maintenue; on estime que le chômage a atteint 6 p. o/o des ouvriers syndiqués.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de décembre, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS ou GROUPE DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMADAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
1	2	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	5 27	"	"	1	26	
Loire.....	5 51	"	1	"	75	25
Gard et Hérault.....	5 33	"	"	"	100	
Provence (lignites).....	5 23	"	"	"	100	
Tarn et Aveyron.....	5 72	"	"	"	81	19
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5 36	"	"	"	97	3
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	1 53	19	"	"	81	
ENSEMBLE pour la France.	5 31	1	1	2	92	1

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,95; il était de 5,52 en décembre 1899.

CARRIÈRES. — Pleine morte-saison d'hiver chez les ouvriers carriers.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La production à fin novembre 1900¹, deux premiers

¹ D'après le *Journal officiel* du 25 décembre 1900.

mois de la campagne 1900-1901, des distillateurs et des bouilleurs de profession, a été de 733.525 hectolitres d'alcool contre 772.427 pendant la même période de la campagne 1899-1900, soit une diminution de 38.902 hectolitres en 1900-1901 par rapport à la production de 1899-1900. La diminution a porté principalement sur la production des alcools de substances

pendant les deux premiers mois de la campagne 1900-1901, contre 114.676 en 1899-1900; de même pour les alcools de betteraves qui ont fourni 533.646 hectolitres en 1900-1901, au lieu de 564.966 en 1899-1900; par contre, les alcools de mélasse ont été en augmentation, ils ont atteint 105.705 hectolitres en 1900-1901, au lieu de 76.538 en 1899-1900; enfin, les alcools de vins, cidres et poirés, marcs et lies ont aussi fourni en 1900-1901 une plus grande quantité d'alcool qu'en 1899-1900. D'autre part, la production des bouilleurs du cru a été estimée à 85.234 hectolitres pendant les deux premiers mois de la campagne 1900-1901 contre 35.533 pendant la même période de 1899-1900. c'est-à-dire que la production des bouilleurs de cru a plus que doublé; de plus, cette production, pendant ces deux mois de 1900-1901, est arrivée à dépasser légèrement celle des onze premiers mois de la campagne 1898-1899. Dans l'industrie sucrière ⁽²⁾, pendant la campagne 1900-1901, au 15 décembre, 89 fabriques avaient terminé leurs travaux de mise en œuvre des betteraves, 245 n'avaient pas achevé cette

campagne 1899-1900, à la même époque, 174 usines avaient terminé, 165 étaient encore en marche. Au 15 décembre, campagne 1900-1901, pendant les 28.848 journées de rapage, 7.242.536.000 kilogs de betteraves avaient été mises en œuvre, la quantité de sucre de tous jets extraite des turbines avait été de 743.867.000 kilogs, le rendement du sucre raffiné par 100 kilogs de betteraves de 10 kilogr. 27, le rendement en mélasse de 0 kilogr. 41 et la densité moyenne de la betterave de 8°1; pour la campagne 1899-1900, les résultats avaient été 24.114 jours de rapage, 6.668.557.000 kilos de betteraves travaillées, 652.761.600 kilogs de sucre extraits des turbines; rendement par 100 kilogs de betteraves 9 kilogr. 79 de sucre et 0 kilogr. 29 de mélasse; densité moyenne de la betterave 8 degrés. En glucoserie ⁽¹⁾, les 17 fabriques, en fin novembre, ont produit, pendant les trois premiers mois de la campagne 1900-1901, 9.972.300 kilogs de glucose; pendant la même période de la campagne 1899-1900, 18 fabriques avaient produit 12.999.100 kilogs. En féculerie, la campagne se termine. Dans la brasserie, travail calme. Dans la meunerie, situation stationnaire. Dans la chocolaterie et dans la confiserie en général, travail très actif en vue des commandes du jour de l'an. Grâce à la période des fêtes de fin d'année, le placement, principalement celui des extras, a repris chez les pâtisseries-cuisiniers dans l'ensemble, en même temps que le commencement de la saison dans les stations d'hiver a amené et facilité des placements à demeure dans ces centres. Chez les boulangers situation stationnaire. On estime que le chômage a atteint 11 p. 0/0 des ouvriers syndiqués chez les boulangers, 8 p. 0/0 chez les cuisiniers-pâtisseries.

PAPIERS. — CARTON. — INDUSTRIE DU LIVRE. — Chez les papetiers-relieurs-cartonniers, le travail s'est maintenu actif pour les motifs déjà signalés. Chez les typographes, lithographes et ouvriers similaires, le travail a été abondant comme tous les ans en fin d'année. On estime que le chômage a atteint 4 p. 0/0 des ouvriers syndiqués, chez les typographes, lithographes et ouvriers du livre à Paris, autant en province et dans l'ensemble.

ouvières groupant 39 p. 0/0 des syndiqués, le travail a été plus abondant que l'an

⁽¹⁾ D'après le Journal officiel du 25 décembre 1900.

dernier à pareille époque; 70 p. o/o des syndicats réunissant 38 p. o/o des adhérents, il a été en même quantité et pour 18 p. o/o des chambres syndicales comprenant 23 p. o/o des syndiqués, il a été moins abondant.

CUIRS ET PEaux. — Dans la préparation des cuirs et peaux, le prix élevé de la matière première retarde la reprise du travail. Dans l'industrie de la chaussure, l'accalmie déjà signalée se maintient. Chez les apprêteurs, lustreurs et fourreurs, continuation de la morte-saison. Dans la ganterie, petit courant de commandes permettant d'entretenir les ateliers. Chez les selliers, gainiers et similaires, le travail tend à reprendre. On estime que le chômage a atteint 13 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, 12 p. o/o chez les ouvriers en chaussures, et 4 p. o/o chez les gantiers.

TEXTILES. — Dans l'industrie cotonnière, situation stationnaire, en général commandes encore abondantes; mais dans certains centres, on perd un jour ou deux par semaine. Dans la soierie, l'amélioration déjà signalée se maintient, les tissages à bras et les tissages mécaniques dans la région lyonnaise, ont reçu de nouveaux ordres. Dans l'industrie lainière, la reprise du travail se maintient; les peignages et les filatures ont tendance à améliorer leur situation et à obtenir des prix plus élevés; les tissages suivent plus difficilement, l'augmentation des prix de vente, demandée aux acheteurs à la suite de la hausse des matières premières, étant difficilement acceptée. Dans l'industrie linière, travail calme, principalement dans les tissages à la main, dans le centre. Ralentissement dans les tissages de velours et dans l'industrie du vêtement. Dans la rubanerie, la bonneterie, la broderie, les tulles, la teinture, les apprêts, situation stationnaire. Bon courant de commandes dans la chapellerie.

On estime que le chômage a atteint 11 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les ouvriers des tissages mécaniques, autant chez ceux des tissages à la main, 16 p. o/o chez les rubaniers-passementiers, 13 p. o/o chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement, 9 p. o/o chez les chapeliers.

Bois. — Chez les charpentiers et chez les menuisiers du bâtiment, et chez les ouvriers des scieries, l'accalmie de morte-saison déjà signalée continue. La journée est réduite à 8 et 9 heures; dans quelques centres, le taux des salaires est aussi moins élevé que pendant la saison du travail; morte-saison également chez les ouvriers en voitures et chez les menuisiers-ébénistes. Chez les tonneliers, le travail est resté assez abondant pour occuper la plus grande partie du personnel. Tendance au ralentissement du travail chez les sabotiers-galochiers. On estime que le chômage a atteint 14 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les charpentiers-menuisiers, 8 p. o/o chez les ouvriers en voitures, 6 p. o/o chez les ouvriers de l'ameublement, et 1 p. o/o chez les tonneliers.

MÉTALX. — D'après le *Bulletin du Comité des Forges*, pendant les onze premiers mois de 1900, l'importation totale des fontes, fers et aciers a été de 307.900 tonnes soit une augmentation de 72.200 tonnes ou d'un peu plus de 30 p. o/o par rapport aux résultats de la période correspondante de 1899. Les exportations se sont élevées à 249.200 tonnes (dont 96.140 tonnes en décharge d'acquits), en diminution d'un peu plus de 25 p. o/o par rapport aux résultats de la même période de 1899.

Pendant le mois de décembre dernier, le ralentissement déjà signalé dans l'industrie des métaux a eu tendance à s'accroître: les grands établissements métallurgiques ont continué à travailler grâce aux importantes commandes qu'ils avaient

recues au milieu de l'année 1900; mais les ouvriers des ateliers de transformation, les serruriers, les constructeurs-mécaniciens, les ouvriers en instruments de précision et les ferblantiers ont vu augmenter leur chômage; chez les bijoutiers et chez les horlogers, situation stationnaire. On estime que le chômage a atteint 8 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les mouleurs, 4 p. 100 chez les ouvriers métallurgistes, ouvriers mécaniciens, serruriers et constructeurs; autant chez les ouvriers ferblantiers, les ouvriers en instruments de précision, les électriciens et ouvriers en cuivre 8 p. o/o chez les bijoutiers-horlogers.

BÂTIMENT. — Pleine morte-saison d'hiver chez les ouvriers de l'industrie du bâtiment et chez les ouvriers des métiers qui en dépendent. L'ouvrage est généralement considéré comme moins abondant que l'an dernier. On estime que le chômage a atteint un peu plus du quart des ouvriers syndiqués chez les tailleurs de pierres, les maçons et les ouvriers du bâtiment; un peu plus du tiers chez les peintres et les plâtriers et 11 p. o/o chez les couvreurs-plombiers.

CHAUFFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Morte-saison d'hiver dans la chauffournerie, dans la fabrication des ciment et dans la céramique du bâtiment. Dans la poterie, la porcelainerie et dans la verrerie, situation stationnaire.

TRANSPORT. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans les entreprises de transport et de manutention, le travail se maintient; autour des grands centres urbains, de nouvelles entreprises de transport et commerce ont facilité les relations et donné de l'ouvrage à un certain nombre d'ouvriers et d'employés; la livraison de commandes de fin d'année et l'approche des ventes pour les étrennes ont facilité les placements en extra d'un grand nombre d'employés de magasin de commerce et de l'alimentation. On estime que le chômage a atteint 8 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers et les employés syndiqués des entreprises de transport et de manutention, 3 p. o/o chez les employés de commerce et chez les comptables.

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1900.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de décembre 1900. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve aux pages 10 et 11.

Tableau des grèves

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commen- cement.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
12 oct...		Chalabre.....	Aude.....	Chapeliers.....	1	125	1
2 nov...		Poissy.....	Seine-et-Oise.....	Mouleurs (fer).....	1	70	2
7 nov...	11 déc...	La Bernerie.....	Loire-Inférieure.....	Maçons.....	4	24	3
11 nov...		Calais.....	Pas-de-Calais.....	Tullistes.....	352	2,000	4
12 nov...	3 janv...	Bordeaux.....	Gironde.....	Ébénistes et billardiers.....	57	235	5
13 nov...		Launois.....	Ardennes.....	Mouleurs (fer).....	1	75	6
13 nov...	12 déc...	Lyon.....	Rhône.....	Appréteurs de tulle.....	1	84	7
18 nov...	24 déc...	Saint-Etienne.....	Loire.....	Tramways (ouvriers et em- ployés).....	1	80	8
21 nov...	14 déc...	Ludres.....	Meurthe-et-Moselle.....	Mineurs (fer).....	1	180	9
22 nov...		Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Moellonniers et bateliers.....		100	10
24 nov...	3 déc...	Bordeaux.....	Gironde.....	Camionneurs et tombeliers.....	150	500	11
25 nov...		Dunkerque.....	Nord.....	Pêcheurs.....			12
29 nov...	21 déc...	Saint-Émiland.....	Saône-et-Loire.....	Carriers.....		40	13
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} déc...	3 déc...	Pauillac.....	Gironde.....	Déchargeurs de charbon.....	1	40	1
1 ^{er} déc...	11 déc...	Paris.....	Seine.....	Cochers.....	1	2,200	2
3 déc...	4 déc...	Mazingarbe.....	Pas-de-Calais.....	Distillerie (Ouvriers de).....	1	12	3
4 déc...	4 déc...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Mouleurs-novateurs.....	1		4
4 déc...	4 déc...	Pont-l'Évêque.....	Calvados.....	Distillerie (Ouvriers de).....	1	12	5
4 déc...	20 déc...	Lons-le-Saunier.....	Jura.....	Filature d'angora (Ouvrières de).....	1	17	6
7 déc...	12 déc...	Saint-Yrieix.....	Haute-Vienne.....	Feuillardières.....	1	50	7
7 déc...	17 déc...	Léran.....	Ariège.....	Tanneurs.....	1	150	8
8 déc...		Saint-Éloy.....	Puy-de-Dôme.....	Mineurs.....	2	1,700	9
9 déc...	17 déc...	La Bastide-Rouai- roux.....	Tarn.....	Tisseurs.....	1	13	10
10 déc...	12 déc...	Arc-lès-Gray.....	Haute-Saône.....	Mouleurs et ajusteurs.....	1	67	11
10 déc...	17 déc...	Waller.....	Nord.....	Mineurs (herschours).....	1	120	12
10 déc...	27 déc...	N.-D.-de-Vaulx.....	Isère.....	Mineurs.....	1	300	13
10 déc...	24 déc...	Paris.....	Seine.....	Ébénistes.....	1	9	14
11 déc...	13 déc...	La Calle.....	Constantine.....	Mineurs.....	1	25	15
12 déc...	13 déc...	Saint-Révérien.....	Nièvre.....	Bûcherons.....	1	16	16
13 déc...	13 déc...	Avignon.....	Vaucluse.....	Mécaniciennes (confection).....	1		17
13 déc...		Brest.....	Finistère.....	Forgerons.....	1	73	18
16 déc...	19 déc...	Paris.....	Seine.....	Cochers (Urbaine).....	1	1,850	19
16 déc...		Paris.....	Seine.....	Cochers (Abeille).....	1	75	20
17 déc...	22 déc...	Philippeville.....	Constantine.....	Boulangers.....	18	53	21
17 déc...		Alger.....	Alger.....	Ouvriers du port (chauffeurs et mécaniciens).....		2,000	22
18 déc...	19 déc...	Saint-Étienne.....	Loire.....	Veloutiers.....	1	99	23
18 déc...	20 déc...	Lyon.....	Rhône.....	Teinturiers.....	1	57	24
18 déc...	26 déc...	Dijon.....	Côte-d'Or.....	Bonneteriers.....	1	200	25
18 déc...		Saint-Quentin.....	Aisne.....	Mouleurs.....	1	17	26

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

en décembre 1900.

REPRÉSENT.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} DÉCEMBRE 1900 (A).

1	Menace de renvoi des ouvriers syndiqués.	.....	
2	Demande de suppression du travail aux pièces	.....	
3	Demande d'augmentation de salaire.	.....	Echec.
4	Demandes de suppression du travail par relais et d'augmentation des tarifs.	.....	
5	Demande de suppression du travail aux pièces	.....	Transaction.
6	Demande de réintégration d'un ouvrier	.....	
7	Demande de renvoi d'un contremaître.	.....	Echec.
8	Demande de réintégration de trois ouvriers	.....	Echec.
9	Demandes de suppression des amendes, de maintien des acomptes, d'augmentation de salaire et de modification au règlement d'atelier.	.....	Transaction.
10	Demandes d'augmentation de salaire et de modification à la réglementation du travail.	.....	
11	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de paye à la semaine.	.....	Transaction. Intervention du maire.
12	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
13	Demandes d'augmentation de salaire et de modification à la réglementation du travail.	.....	Transaction.

EN DÉCEMBRE 1900.

1	Demande d'augmentation de salaire.	.....	Echec.	
2	Demande de diminution du prix de location de l'équipage	.....	Echec.	200 grévistes congédiés.
3	Demande de réintégration d'un contremaître.	.....	Echec.	Grévistes remplacés.
4	Demande de modifications au règlement d'atelier.	.....	Réussite.	
5	Demande d'augmentation de salaire	.....	Echec.	4 grévistes congédiés.
6	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de suppression des amendes.	.....	Echec.	Grévistes remplacés.
7	Demandes d'augmentation des tarifs.	.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire.	.....	Transaction.	
9	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de modification au règlement d'atelier	.....		
10	Demande de renvoi d'une ouvrière.	.....	Echec.	
11	Demande de réintégration de 7 ouvriers.	.....	Echec.	
12	Demande de réintégration de 2 ouvriers et réglementation du travail.	.....	Echec.	
13	Demandes d'augmentation de salaire.	.....	Transaction.	Arbitrage.
14	Demande de suppression du travail aux pièces.	.....	Echec.	Grévistes remplacés.
15	Réduction de salaire et demande de diminution du temps de travail.	.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire	.....	Réussite.	
17	Demande de renvoi de 15 ouvrières italiennes.	.....	Transaction.	
18	Règlement d'atelier	.....		
19	Contestation au sujet du prix de location de l'équipage	.....	Transaction.	
20	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	.....		
21	Demande d'augmentation de salaire.	.....	Transaction.	
22	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....		
23	Réduction de salaire	.....	Transaction.	
24	Demande de renvoi d'un contremaître.	.....	Réussite.	
25	Demande de renvoi d'un contremaître.	.....	Transaction.	Lock-out.
26	Demande de renvoi d'un contremaître.	.....		

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
18 déc...		Bonrgoin.....	Isère.....	Mécaniciens.....	1	17	27
20 déc...	21 déc...	Cournonterral.....	Hérault.....	Terrassiers (chemins de fer).....		119	28
21 déc...	22 déc...	Dauphin.....	Basses-Alpes.....	Mineurs.....	1	35	29
22 déc...	1 ^{er} janv.	Vierzon.....	Cher.....	Porcelainiers.....	1	8	30
24 déc...	26 déc...	Saint-Quentin.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	60	31
24 déc...		Denaïn.....	Nord.....	Trieurs de charbon.....	1	100	32
27 déc...	28 déc...	La Rivière-Saint-Sauveur.....	Calvados.....	Ouvriers de l'usine de phospho-guano.....	1	100	33
27 déc...		Tourcoing.....	Nord.....	Deboursiers (ouvriers d'une filature de laine).....	1	14	34
28 déc...	29 déc...	Arsac.....	Gironde.....	Ouvriers agricoles.....	1	150	35
29 déc...	31 déc...	Escudain.....	Nord.....	Mineurs.....	1	311	36
29 déc...	2 janv.	Wignehies.....	Nord.....	Battageurs.....	1	20	37
31 déc...	3 janv.	Lyon.....	Rhône.....	Apprêteurs de tulle.....	1	35	38

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1900.

37 grèves ont été signalées en décembre à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 35 d'entre elles, est de 10.089. Il y avait eu, en décembre 1899, 68 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois pendant les cinq années antérieures à 1900 est de 31.

Les 37 grèves de décembre, dont 33 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	14
Réductions de salaire.....	2
Demandes de suppression des amendes.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers ou contremaîtres.....	6
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	7
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	1
Règlement d'atelier.....	4
Réglementation du travail.....	2
Modifications de tarifs.....	1
Demandes de diminution du temps de travail.....	4

Ces grèves ont éclaté dans 25 départements et on en a compté :

5 dans le Nord; 4 dans la Seine; 2 dans l'Aisne, le Calvados, le département de Constantine, la Gironde, l'Isère et une dans 18 autres départements.

N ^o RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN DÉCEMBRE 1900. (Suite.)			
27	Demandes de renvoi du directeur et de réintégration d'un ouvrier.	.....	
28	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers	Réussite.	
29	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
30	Modification à la réglementation du travail.....	Réussite.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
32	Demande de réintégration d'un surveillant.....	.....	
33	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
34	Réglementation du travail.....	.....	
35	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	16 ouvriers congédiés.
36	Demandes de réintégration d'un ouvrier et règlement d'atelier.	Transaction.	La grève a pris fin après intervention du syndicat ouvrier.
37	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
38	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	35 ouvriers congédiés, embauchage de 19 nouveaux qui ont commencé le travail le 3 janvier.

Les industries ou professions atteintes se répartissent ainsi :

Industries textiles, 8 grèves; mineurs, 6; travail des métaux, 5; cochers, 3; déchargeurs de navires, ouvriers de distillerie, 2; ouvriers agricoles, boulangers, bûcherons, ébénistes, feuillardiens, mécaniciennes en confection, ouvriers d'une usine de phospho-guano, porcelainiers, tanneurs, terrassiers et trieuses de charbon, 1 grève.

Des 37 grèves commencées en décembre, 29 ont pris fin après avoir duré :

Dix, 1 jour ou moins d'un jour; six, 2 jours; deux, 4 jours; deux, 5 jours; deux, 7 jours; une, 8 jours; trois, 10 jours; une, 14 jours; une, 16 jours et une, 17 jours.

Si l'on y ajoute 7 grèves commencées avant le 1^{er} décembre et qui se sont terminées au cours de ce mois après avoir duré respectivement 52, 36, 34, 29, 23, 22 et 9 jours, nous aurons 36 conflits ayant pris fin avec les résultats suivants :

5 réussites;
16 transactions;
15 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

5 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en décembre, à la Direction du travail :

1^o Grève de tanneurs à Lérans. — 150 ouvriers tanneurs syndiqués des ateliers de M. Bez, à Lérans (Arriège) se sont mis en grève, le 7 décembre, par suite du refus d'une augmentation de 10 centimes par heure, que réclamaient les manœuvres. Les ouvriers et les patrons réunis le 17, par le juge de paix de Mirepoix, en comité de conciliation, se mirent d'accord et la grève prit fin le même jour.

2^o Grève des ouvriers de l'usine de phospho-guano, à la Rivière-Saint-Sauveur. — Le 27 décembre, 120 ouvriers de l'usine de phospho-guano, à la Rivière-Saint-Sauveur (Calvados), ont abandonné le travail à la suite du renvoi de 18 ouvriers qui demandaient une augmentation de salaire. Les ouvriers sollicitèrent l'intervention du juge de paix de Honfleur; et après plusieurs concessions accordées par les patrons, la reprise du travail eut lieu le lendemain, 28.

3^o Dans la grève des mineurs de Saint-Eloy (Puy-de-Dôme), un comité de conciliation a été constitué mais l'entente n'a pu s'y faire.

4^o Grève des mineurs de Notre-Dame-de-Vaulx. — Les ouvriers de la compagnie des mines de Notre-Dame-de-Vaulx (Isère) se sont mis en grève, le 10 décembre, en formulant les réclamations suivantes :

1^o Prix de la journée fixé à 5 fr. 50 et 5 francs de minimum pour les ouvriers de fond;

2^o Une augmentation de 0 fr. 50 par jour pour les ouvriers d'art;

3^o Prix de la journée porté à 4 francs, avec 3 fr. 50 de minimum pour les ouvriers de l'extérieur;

4^o Chauffage gratuit pour tous les ouvriers;

5^o Suppression des amendes de 1 franc, pour les absences du lundi;

6^o Préférence donnée aux ouvriers français, dans l'embauchage;

7^o Journée de huit heures;

8^o Reconnaissance du syndicat.

Le 24 décembre, les patrons et les ouvriers convinrent de recourir à l'arbitrage et choisirent le juge de paix de La Mure et M. Dufour, député, pour trancher le différend. Les arbitres rendirent, le 25 décembre, une sentence aux termes de laquelle les conditions suivantes étaient accordées aux ouvriers :

1^o Une augmentation actuelle de 1 franc par tonne ainsi qu'une participation aux bénéfices en cas de hausse des prix de vente du charbon, ce bénéfice pouvant s'élever jusqu'à concurrence de 15 p. o/o.

Cette décision renfermant la solution des trois premières réclamations des ouvriers.

2^o Chauffage gratuit avec répartition du combustible suivant le nombre de personnes dans chaque ménage. Les grévistes obtenaient gain de cause sur la question de la durée du travail : la journée était fixée à huit heures et demie, entrées, sorties et appels compris, ainsi que sur les demandes 6^o et 8^o.

Ces conditions ayant été acceptées des ouvriers, le travail reprit le 27 décembre.

5^o Dans la grève des *porcelainiers de Vierzon (Cher)*, les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

RECTIFICATION.

La Direction du Travail au Ministère du commerce a reçu la lettre suivante de M. le Directeur de la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz :

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Je viens de lire dans la statistique des grèves en 1899, publiée par le Ministère du commerce, l'article consacré à la grève qui s'est produite dans notre personnel ouvrier au mois d'août de cette même année.

Permettez-moi, Monsieur le Directeur, de vous présenter quelques observations au sujet des faits qui sont relatés dans cet article.

Il y est dit que la cause de la grève a été le refus par la Compagnie d'accorder le prix de 4 francs les 1.000 kilogrammes pour la quantité journalière de charbon distillée par les chauffeurs.

Cela est vrai matériellement; mais ce qu'il n'est pas exact de dire, c'est qu'un autre motif de la grève fut que le service en huit heures, pour lequel ce prix était demandé, réduisait d'un tiers le salaire touché auparavant pour le service en dix heures.

Le prix de ce dernier service variait de 9 fr. 25 à 11 fr. 63, suivant la charge des fours ordinaires ou Siemens.

D'un commun accord, le bureau du syndicat (secrétaire général Darène) et la Compagnie fixèrent, pour le service de huit heures, un minimum de 8 francs par chauffeur et par jour, et un tarif fut établi en conséquence comprenant une partie fixe de 7 francs, le surplus du charbon distillé étant compté au prix habituel de 5 fr. 30 la tonne.

C'est plus tard seulement qu'un certain nombre de chauffeurs de Clichy réclamèrent le prix de 4 francs les 1.000 kilogrammes, tandis que, dans les autres usines, les chauffeurs ne demandaient pas de changements au tarif adopté pour cet essai ou réclamaient le retour à l'ancien tarif.

La Compagnie ne pouvait, dans ces conditions, accepter la modification demandée par une faible minorité, d'où la grève, prononcée malgré l'opposition du bureau du syndicat, et qui n'atteignait que trois usines : Clichy, la Villette et le Landy.

A Passy, on reprit l'ancien tarif; à Vaugirard et à Saint-Mandé, on continua l'essai avec le nouveau tarif pendant la durée fixée pour cet essai et, sauf quelques isolés qui cessèrent de travailler, tout le personnel des chauffeurs resta à son poste, ainsi que celui des petites usines de Boulogne et d'Alfortville.

Je trouve plus loin, dans cet article, qu'une réunion eut lieu dans le cabinet du président du Conseil municipal, le lundi 14 août, où se trouvaient réunis les délégués de la Compagnie et ceux des grévistes et où la Compagnie fut accusée d'avoir fomenté la grève.

Il y eut, en effet, le 14 août, une réunion dans le cabinet de M. Lucipia, entre le bureau du Conseil, composé du président, de M. Labusquière et de M. Rozier, et les représentants de la Compagnie, M. Camus, administrateur délégué, et M. Godot, directeur, en présence de M. Martin, secrétaire du président.

Mais tout se borna à une conversation relatée dans la lettre du 17 août dont copie est ci-jointe et dont le récit ne peut être contesté : elle n'a jamais reçu de réponse.

Aucun délégué des grévistes n'assistait à cette conversation; par suite, aucun d'eux n'a pu accuser la Compagnie d'avoir fomenté la grève. J'ajoute que pareille imputation n'a été émise par aucun des conseillers municipaux présents à l'entretien. Elle eût été immédiatement mise à néant, et il me suffit de placer sous vos yeux l'article intitulé « Rectification », contenu dans le numéro du 5 septembre 1899 du *Journal du Gaz*, organe officiel de la chambre syndicale des travailleurs de la Compagnie du gaz, pour justifier la Compagnie de cette accusation, qui ne reposait que sur un fait inexact et une interprétation erronée donnée à ce fait. Je n'insisterai pas.

Enfin il est fait mention d'une intervention de M. le Ministre du commerce.

La Compagnie n'en a jamais eu connaissance. Ses représentants n'ont eu affaire qu'au bureau du Conseil municipal et, en dehors de la conversation du 14 août, dans une seule circonstance.

Le 16 août, par téléphone, M. le Président du Conseil municipal et M. Labusquière réclamèrent la réintégration de tous les ouvriers sans exception, contrairement à ce qui leur avait été déclaré par MM. Camus et Godot dans la réunion du 14 août.

Sur l'insistance de ces messieurs, l'Administrateur délégué et le Directeur consentirent à reprendre les ouvriers des ateliers annexes qui n'avaient pas été remplacés, mais non ceux des usines à gaz. Les motifs en sont donnés dans la lettre du 17 août 1899.

Ces motifs sont répétés dans la lettre du 17 novembre 1899, dont partie est reproduite dans l'article examiné.

D'ailleurs, Monsieur le Directeur, la Compagnie a repris la plus grande partie des ouvriers qu'elle n'avait pas renvoyés, mais qui l'avaient quittée volontairement.

Les autres ont trouvé du travail ailleurs, soit à Paris, soit en province.

Quant à ceux qu'elle ne pouvait réemployer parce que, dans notre industrie, le nombre des ouvriers occupés étant subordonné à l'importance de la consommation et, par suite, à celle de la fabrication, les embauchages pour l'hiver, de septembre à décembre, sont suivis des débauchages avant l'été, de janvier à juin, la Compagnie a distribué des secours variant de 50 à 100 francs aux familles de ses anciens ouvriers dont la situation méritait intérêt; le total à ce jour s'est élevé à 2.555 francs.

.....

Veuillez agréer, etc...

Le Directeur de la Compagnie,

Signé : Godot.

LA DIMINUTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL ET LES SALAIRES DES OUVRIÈRES.

—

Les renseignements ci-dessous montrent la répercussion de la loi du 30 mars 1900 sur les salaires des ouvrières, dans une importante fabrique de bougies.

1° *Conterie.* — Dans cet atelier, les femmes travaillaient neuf heures et demie par jour avant la promulgation de la loi du 30 mars 1900, et elles étaient payées à la journée à raison de 2 francs. Depuis le 1^{er} juillet 1900, elles sont aux pièces et ne travaillent plus que sept heures et demie; elles gagnent en moyenne 2 fr. 21 par jour.

Leur salaire est donc aujourd'hui de 29 cent. $\frac{1}{2}$ par heure, tandis qu'il était autrefois de 21 centimes. C'est donc une augmentation de 40 $\frac{1}{2}$ p. o/o.

2° *Rognage.* — Dans cet atelier, les femmes travaillaient neuf heures et demie par jour avant la promulgation de la loi du 30 mars 1900, elles étaient payées aux pièces et gagnaient 2 fr. 23 par jour. Depuis le 1^{er} juillet 1900, elles ne travaillent plus que sept heures et demie par jour; elles sont toujours aux pièces et gagnent en moyenne 2 fr. 10.

Leur salaire est donc aujourd'hui de 28 centimes par heure, tandis qu'il était autrefois de 23 centimes $\frac{1}{2}$. C'est donc une augmentation de 19 p. o/o.

3° *Pliage.* — Dans cet atelier, les femmes travaillaient dix heures par jour avant la promulgation de la loi du 30 mars 1900, elles étaient payées aux pièces et gagnaient 2 fr. 28 par jour. Depuis le 1^{er} juillet 1900, elles ne travaillent plus que sept heures et demie par jour, elles sont toujours aux pièces et gagnent en moyenne 2 fr. 21.

Leur salaire est donc aujourd'hui de 29 cent. $\frac{1}{2}$ par heure, tandis qu'il était autrefois de 22 cent. 8. C'est donc une augmentation de 29 $\frac{1}{3}$ p. o/o.

Étuis. — Dans cet atelier, les femmes travaillaient neuf heures et demie avant la promulgation de la loi du 30 mars 1900 et elles étaient payées à la journée à raison de 2 francs. Depuis le 1^{er} juillet 1900, elles sont aux pièces et ne travaillent plus que sept heures et demie, elles gagnent en moyenne 2 fr. 25 par jour.

Leur salaire est donc aujourd'hui de 30 centimes par heure, tandis qu'il était autrefois de 21 centimes. C'est donc une augmentation de 43 p. o/o.

En résumé, l'application de la loi du 30 mars 1900 dans cet établissement a eu

pour résultat d'augmenter le prix de l'heure du travail féminin dans tous les ateliers, savoir :

Coulerie. — 29 cent. 1/2 à l'heure, au lieu de 21 centimes. Soit : 40 1/2 p. o/o d'augmentation.

Rognage. — 28 centimes à l'heure, au lieu de 23 cent. 5. Soit : 19 p. o/o d'augmentation.

Pliage. — 29 cent. 1/2 à l'heure, au lieu de 22 cent. 8. Soit : 29 1/3 p. o/o d'augmentation.

Étuis. — 30 centimes à l'heure, au lieu de 21 centimes. Soit : 43 p. o/o d'augmentation.

Quant au salaire quotidien total, malgré une diminution de deux heures dans la durée du travail (sept heures et demie, au lieu de neuf heures et demie), il a été augmenté de 10 et 12 1/2 p. o/o pour les ouvrières qui travaillaient à l'heure, avant la loi, et qui travaillent aux pièces depuis (*coulerie et étuis*).

Il a été très légèrement diminué (2 1/2 et 5 p. o/o) pour les ouvrières qui travaillaient déjà aux pièces (*pliage et rognage*); mais ces ouvrières disposent maintenant pour les besoins de leur santé, de leur instruction ou de leur famille, de deux heures de loisir, dont la valeur ajoutée à leur salaire actuel l'élève, en fait, au-dessus de l'ancien.

LE TRAVAIL DANS LES PRISONS EN 1898 ⁽¹⁾.

Nous avons totalisé dans le tableau ci-après quelques chiffres relatifs aux maisons centrales et aux maisons d'arrêt réunies (2) : ce sont les seuls établissements pénitentiaires dont la production industrielle ait une réelle importance.

	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
Nombre de journées de détention.....	8.381.636	1.462.719	9.844.355
— — de travail.....	4.808.644	753.896	5.562.540
— moyen de détenus occupés.....	15.653	2.448	18.101
<i>Produit net du travail</i> <i>(gratifications comprises) :</i>			
Service intérieur.....	"	"	682.473 90
Travail industriel.....	"	"	3.959.402 01
TOTAL du produit net.....	4.198.629 88	243.246 03	4.441.875 91

Répartition du produit net :

		HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
Pécule des détenus.	Maisons centrales.....	1.092.402 26	101.592 79	1.193.995 05
	— d'arrêt.....	818.462 23	119.767 21	938.249 44
Trésor.	Maisons centrales.....	1.071.487 87	39.152 30	1.110.640 17
	— d'arrêt.....	"	"	276.503 21
Entreprise.	Maisons centrales.....	210.633 04	102.500 94	313.133 98
	— d'arrêt.....	"	"	609.354 06
Ensemble.	Maisons centrales.....	2.374.523 17	243.246 03	2.617.769 20
	— d'arrêt.....	"	"	1.824.106 71

(1) Renseignements extraits de la *Statistique pénitentiaire pour l'année 1898*, qui vient de paraître. Voir à la bibliographie.

(2) Non compris les pénitenciers de la Corse, dont le personnel s'occupe exclusivement de travaux agricoles et de voirie, mais y compris les 5 maisons d'arrêt de la Corse.

Nous donnons, pour terminer, le détail des produits du travail dans les industries qui fournissent les chiffres de salaires les plus importants, tant dans les maisons

PRODUIT NET DU TRAVAIL DES DEUX SEXES DANS DIVERSES INDUSTRIES.

(MAISONS D'ARRÊT ET MAISONS CENTRALES RÉUNIES.) [1]

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRISES) DANS LES			MAISONS CENTRALES seules	
	MAISONS D'ARRÊT.	MAISONS CENTRALES.	ENSEMBLE.	NOMBRE MOYEN de tra- vailleurs pendant l'année.	SALAIRE MOYEN jour- nancier.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.
Agrafes, aiguilles, épingles, épinglettes, chaînes, chainettes, chapelets, perles.....	106.489 11	"	"	"	"
Bonneterie, tricotage de bas, corsets.....	3.030 55	118.538 09	121.568 64	304	1,2705
Boutons.....	8.248 20	105.370 59	113.618 79	343	0,9997
Brosserie, plumbeaux, balais.....	63.724 61	106.206 49	169.931 10	281	1,25195
Cardage, dévidage, bobinage, moulinage, étoupes, épiluchage, triage de laine, soie et coton, défilage de chiffons, plumes.....	147.014 77	3.111 15	150.125 92	12	0,2546
Cartonnage, boîtes à bougies et d'allumettes, ballons, jonets d'enfants, abat-jours.....	52.973 33	27.928 09	80.901 42	96	1,27005
Chaises (Fabrication et empaillage).....	"	114.459 74	"	306	1,0684
Charbon (Mise en sacs).....	703 47	"	"	"	"
Chaussonnerie.....	325.537 78	142.283 90	467.821 68	633	0,7323
Copies, découpage de papier, papeterie, imagerie, sacs en papier, pliage d'imprimés, imprimerie.....	118.050 05	85.340 97	203.381 02	140	1,42405
Corderie, filoches, filets de pêche, émouchettes.....	41.364 43	10.619 94	52.014 37	67	0,51445
Gordonnerie et piquage.....	23.666 23	288.215 63	311.881 86	702	1,5627
Corroierie, sellerie, cuirs artificiels.....	25.986 79	"	"	"	"
Couture, rayadage et raccommodage de sacs.....	132.939 72	3.144 98	136.084 70	13	0 8118
Ebénisterie, menuiserie, tournage, tonnellerie, saboterie, galoches, sculpture sur bois.....	23.386 28	83.570 70	106.956 98	194	1,2279
Échalas, margotins, ligots et fagots.....	10.330 12	"	"	"	"
Embouteillage.....	"	34.606 46	"	68	1,6341
Enveloppes de bouteilles.....	14.869 67	"	"	"	"
Épadrilles, pantoufles.....	22.223 11	23.734 77	75.957 88	70	1,0923
Filature de laine, chanvre, coton, soie, lavage, piquage, tressage de soies.....	8.775 59	29.077 75	37.853 34	121	0,7827
Machines agricoles.....	"	7.048 39	"	14	1,5810
Marbrerie, sculpture, ouvrages en plâtre, mosaïque, gravure.....	5.206 46	4.215 29	9.421 75	10	1,4107
Mesures linéaires, boissellerie.....	"	26.389 83	"	64	1,38925
Meubles et lits en fer.....	"	239.192 08	"	379	2,2506
Parapluies et cannes.....	6.136 26	33.153 61	39.289 87	71	1,5288
Pipes.....	"	12.449 44	"	31	1,3164
Ressorts et essieux.....	"	30.072 62	"	76	1,2935
Serrurerie, quincaillerie, coutellerie, horlogerie, bijouterie, ferblanterie, chaudronnerie, chevillerie, blanchisserie de limes, paniers et lits en fer, cages, couverts, articles de ménage.....	83.149 87	271.824 61	354.974 51	37	2,01355
Tailleurs.....	4.896 09	90.498 23	95.394 32	196	1,50335
Tissage de fil, coton, laine et soie.....	8.587 02	112.937 61	121.524 63	255	1,45745
Tissage de toiles matelassées, jaloux en fer.....	749 35	109.813 72	110.563 07	194	1,8492
Tresses de paille, cabas, paillassons, sparterie, rempaillage de chaises, nattes en cheveux et en paille, stores.....	67.431 48	59.516 15	126.947 63	208	1,1517
Triage de légumes, noix, moutarde, café, cassage de noix et d'amandes.....	67.868 83	1.440 57	69.309 46	16	0,4487
Vannerie, pelage d'osier, liens en rotin.....	24.127 43	45.590 09	69.717 52	122	1,1242
Vernissage.....	"	17.105 39	"	38	1,4560
Verrerie.....	"	7.642 78	"	16	1,5847
Travaux divers intérieurs.....	"	5.580 30	"	19	0,9628
Travaux aux bâtiments, travaux divers et chantiers extérieurs.....	53.000 35	37.869 68	90.960 03	95	1,1543

(1) En France continentale seulement.

d'arrêt que dans les maisons centrales. Les nombres d'individus occupés et les salaires individuels moyens sont indiqués en ce qui concerne la deuxième catégorie d'établissements. La statistique pénitentiaire ne fournit pas ces renseignements pour la première.

LE CONGRÈS NATIONAL ET INTERNATIONAL DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION EN 1900 (1).

Un congrès des associations ouvrières de production de France adhérentes à la Chambre consultative s'est tenu à Paris les 8, 9 et 10 juillet 1900, sous la présidence de M. Th. Villard, ancien membre du Conseil supérieur du travail.

Les délibérations du congrès ont porté sur les points suivants :

1^{re} QUESTION. — *Des moyens à employer pour que le décret du 4 juin 1888 soit rigoureusement appliqué ;*

2^e QUESTION. — *Des conditions essentielles à exiger des Associations ouvrières postulant pour entrer à la Chambre consultative ;*

3^e QUESTION. — *Des moyens d'équilibrer le budget de la Chambre consultative ;*

4^e QUESTION. — *Formation d'une Association de publicité par les Associations de la Chambre consultative ;*

5^e QUESTION. — *Des modifications à apporter aux statuts.*

Le congrès a également donné mandat ferme à la Chambre consultative d'étudier de suite un projet de création d'une caisse d'assurances contre les accidents, contre l'incendie et sur la vie, pour toutes les associations ouvrières de production ; et d'accord, si on peut arriver à une entente, avec les sociétés coopératives de consommation en ce qui concerne leur personnel, leurs immeubles, mobilier, matériel et marchandises.

En réponse à la 2^e question le congrès a adopté la délibération suivante :

Pour être admise à la Chambre consultative, toute association devra :

1^o Être constituée légalement ;

2^o Ne pas exiger de ses adhérents qu'ils aient versé plus de 200 francs pour avoir voix délibérative aux assemblées, ni plus de 1,000 francs pour être éligibles au Conseil d'administration ;

3^o Ne pas accorder dans les assemblées plus d'une voix par 500 francs de capital souscrit, sans que le nombre de voix puisse être supérieur à 5.

Convoquer tous les sociétaires et ne leur accorder à chacun qu'une voix, quel que soit le nombre de parts possédées par chacun d'eux, dans les assemblées concernant la revision des statuts ou la dissolution de la Société ;

4^o Au cas où elle ferait appel au public pour la souscription de son capital, stipuler que les trois quarts au moins des membres du Conseil d'administration devront être pris dans l'élément coopératif ;

5^o Servir aux ouvriers de l'association, associés, employés, auxiliaires ou similaires, une

(1) D'après les « Comptes rendus » publiés par la Chambre consultative, Paris 1900, Imprimerie nouvelle, 11, rue Cadet.

participation aux bénéfices au moins égale à la somme attribuée comme dividende aux actions, sans que cette répartition puisse être inférieure à 25 p. o/o au moins desdits bénéfices, au prorata des salaires reçus ou du nombre d'heures de travail;

6° S'engager à contribuer, dans la mesure fixée par la Chambre consultative, pour chaque association, d'après les données de son dernier bilan, aux œuvres de solidarité, de propagande des idées coopératives ou d'émancipation sociale, dont la fondation serait décidée en assemblée générale de la Chambre consultative à la majorité des deux tiers des adhérents, ou auxquelles la Chambre consultative aurait résolu, dans les mêmes conditions, de participer;

7° S'engager à tenir une comptabilité régulière et à fournir à la chambre consultative les renseignements statistiques d'intérêt général qui pourraient être demandés par le Conseil d'administration, tels que chiffres d'affaires et de main-d'œuvre annuelle, nombre d'associés, nombre de travailleurs associés et auxiliaires, etc.

8° Enfin, s'engager à soumettre à l'arbitrage de la Chambre consultative tout différend survenant entre elle et une autre association ou entre elle et l'un ou plusieurs de ses associés.

En ce qui concerne la première question, le Congrès a reçu communication d'une pétition que la Chambre consultative a adressée aux membres du Gouvernement pour leur soumettre ses doléances.

Le Congrès a décidé que, quand la Chambre consultative aura reçu les réponses des Ministres, elle les publiera dans une petite brochure qui comprendra en outre les textes de la pétition, du décret du 4 juin 1888, de la circulaire de M. Waldeck-Rousseau du 16 septembre 1899, et enfin des décrets du 10 août 1899 dits « décrets Millerand » sur les conditions du travail dans les marches passés au nom de l'État, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance.

Cela constituera un ensemble de documents dont les Associations ouvrières devront toujours posséder un certain stock pour les faire tenir, en temps opportun, et le cas échéant, aux préfets, municipalités, conseillers généraux, architectes départementaux, communaux ou d'hospices, et à tous les fonctionnaires qui ont à faire application des conditions spéciales dans lesquelles les Sociétés ouvrières de production doivent être admises aux adjudications.

Le Congrès international s'est tenu les 11, 12 et 13 juillet 1900 au palais de l'Economie sociale.

Parmi les vœux et résolutions adoptés, nous citerons les suivants :

Sur la coopération au point de vue industriel et économique :

Le Congrès émet l'avis que les ouvriers associés doivent se contenter du salaire moyen dans leur corporation et dans la localité, afin de pouvoir concourir avantageusement dans les adjudications — et que, pour les professions où il existe une Chambre syndicale, le taux des salaires fixés et obtenus par la Chambre syndicale, serve de base à l'établissement de ce salaire moyen.

Quand il s'agit de travail à façon, il doit être fixé un maximum de salaire hebdomadaire.

2° Une répartition de 25 p. 100 au moins sur les bénéfices sera répartie au prorata du salaire ou des appointements à tous les ouvriers associés, employés ou auxiliaires; la part des bénéfices attribuée aux associés, employés auxiliaires ou similaires ne pourra être inférieure à celle donnée en dividende aux actionnaires;

3° Les associations ouvrières devront, afin de diminuer les chances de chômage, abaisser graduellement la durée des heures de travail, jusqu'à la durée normale de huit heures;

4° Les associations ouvrières devront, par leurs statuts, faciliter aux ouvriers auxiliaires la possibilité de devenir associés.

Sur la formation des associations ouvrières de production et de leur capital :

Le Congrès est d'avis qu'il y a lieu d'étudier la formation d'Associations générales ouvrières auxquelles peuvent également participer les femmes et dont le capital serait fourni :

1° Partie par les associations à titre collectif;

2° Partie par les coopérateurs des Associations à titre individuel;

3° Partie par d'autres éléments, en réservant à l'élément extérieur à la Coopération une part d'influence correspondant à l'importance de son concours à l'œuvre commune.

La Chambre consultative poussera les Associations prospères isolément ou collectivement dans la voie de l'acquisition de la propriété, qui, seule, bénéficie de l'accroissement de richesses de la Société.

Sur le même sujet :

Le Congrès,

Considérant qu'il y a un intérêt social à voir se développer davantage les bienfaits de la coopération de production;

Considérant toutefois que, reléguées à la petite industrie, les associations ne peuvent faire participer à leurs bienfaits qu'une bien faible minorité de travailleurs;

Décide :

Qu'il y a lieu de nommer une Commission internationale avec mandat d'élaborer des statuts-types permettant aux associations ouvrières de production de recevoir le capital étranger, sans déroger au principe égalitaire, base fondamentale de nos institutions.

Sur la coopération dans ses relations extérieures :

Le Congrès,

Renouelant de la façon la plus formelle les vœux émis précédemment dans les Congrès internationaux de l'Alliance coopérative tenus à Paris et à Delft, sur le même sujet,

Emet le vœu que les Associations coopératives de consommation, afin d'affirmer la véritable solidarité qui les unit aux Sociétés coopératives de production industrielle ou agricole, leur donnent toujours la préférence à égalité de prix, dans leurs achats divers, et dans ce but entretiennent des rapports suivis avec elles par l'intermédiaire de leurs Chambres consultatives.

Sur le même sujet :

Il y a un intérêt supérieur pour la Coopération en général et pour les associations de production en particulier à fonder dans chaque pays où elles seront un certain nombre une Fédération ou une Association d'associations.

Le Congrès préconise l'union effective des associations de production avec d'autres groupements poursuivant un but humanitaire ou d'émancipation sociale.

Le Congrès émet le vœu que les Associations ouvrières participent effectivement à la création et au groupement d'œuvres dites « Universités populaires » et « Palais du peuple ».

Le Congrès émet le vœu que les Associations coopératives de production soient représentées largement dans les conseils du travail du Gouvernement de leurs pays respectifs.

Le Congrès décide que, dans quelque circonstance que ce soit, les coopérateurs de tous les pays doivent avoir recours à l'arbitrage pour le règlement des différends qui peuvent se produire entre eux.

LE PRIX DE LA JOURNÉE
DANS LES HÔPITAUX ET HOSPICES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE
DE PARIS.

D'après le *Compte moral de l'administration de l'assistance publique* pour l'exercice 1897, qui vient de paraître, le prix moyen de la journée dans les hôpitaux et

hospices dépendant de ce service varie dans des limites étendues. Il nous a semblé intéressant de rapprocher le détail de ces prix moyens établis pour diverses catégories de ces institutions :

PRIX MOYEN DE LA JOURNÉE,
DANS LES HÔPITAUX, HOSPICES, MAISONS DE RETRAITE ET FONDATIONS
DES SERVICES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS.

NATURE DES DÉPENSES.		MOYENNE									
		des HÔPI- TAUX géné- raux.	de la MAISON muni- cipale de santé.	des HÔPI- TAUX spéciaux d'a- dultes.	des HÔPI- TA d' fants.	ENFANTS	des HOS- PICES d'adul- tes.	des MAISONS de retraite.	des FONDA- TIONS. (Vieil- lards.)	des FONDA- TIONS. (En- fants.)	
ADMINISTRATION.		fr. c. d.	fr. c. d.	fr. c. d.	fr. c. d.	fr. c. d.	fr. c. d.	fr. c. d.	fr. c. d.	fr. c. d.	
Personnel administratif.....		0,08 23	0,30 99	0,09 91	0,07 69	0,16 41	0,03 85	0,06 75	0,18 41	0,08 36	
Impressions, frais de bureau, d'adjudications et de poste..		0,00 29	0,01 93	0,00 30	0,00 50	0,01 13	0,00 16	0,00 16	0,00 90	0,02 84	
Pensions de retraite et de repos.		"	"	"	"	"	"	"	0,04 40	0,02 18	
SERVICE DE SANTÉ ET SERVICES ÉCONOMIQUES.											
Réparations de bâtiments.....		0,17 52	0,78 84	0,19 79	0,16 80	0,17 93	0,08 88	0,10 34	0,10 79	0,27 60	
Traite- ment des malades.	Personnel médical...	0,23 29	0,10 05	0,22 03	0,13 29	0,05 22	0,03 19	0,02 65	0,02 83	0,00 36	
	Personnel secondaire.	0,38 41	1,03 37	0,39 31	0,39 82	0,45 36	0,18 75	0,11 70	0,22 47	0,22 78	
	Service de la pharma- cie.....	0,23 78	0,18 52	0,24 36	0,08 08	0,08 76	0,03 94	0,01 51	0,04 19	0,00 92	
	Appareils, instruments de chirurgie et ob- jets de pansement.	0,30 78	0,91 18	0,27 93	0,14 93	0,12 96	0,03 06	0,00 60	0,01 09	0,20 08	
Nourri- ture.	Service de la boulan- gerie.....	0,13 66	0,23 86	0,16 47	0,11 87	0,19 14	0,15 55	0,14 89	0,15 51	0,00 17	
	Service de la bouche- rie.....	0,42 39	0,80								
	Service de la cave...	0,19 66	0,16 62	0,23 01	0,11 41	0,15 05	0,14 01	0,09 53	0,18 53	0,11 89	
	Comestibles.....	0,44 97	0,58 74	0,45 02	0,30 86	0,86 40	0,31 93	0,11 14	0,43 80	0,29 79	
Chauffage et éclairage.....		0,32 50	0,90 51	0,36 29	0,20 39	0,23 15	0,14 39	0,18 79	0,22 39	0,09 62	
Matériel	Blanchissage.....	0,18 59	0,40 47	0,25 49	0,13 21	0,27 19	0,07 56	0,04 49	0,06 59	0,09 14	
	Coucher, linge, habil- lement.....	0,24 28	0,81 66	0,29 86	0,23 06	0,44 75	0,19 32	0,06 08	0,16 90	0,25 07	
	Mobilier.....	0,11 35	0,36 69	0,13 63	0,07 56	0,12 35	0,05 26	0,03 26	0,04 00	0,07 56	
	Frais de transport...	0,02 74	0,03 19	0,02 29	0,06 73	0,09 26	0,02 55	0,01 19	0,02 19	0,07 67	
Frais access- soires.	Frais de loyers, eaux, salubrité, dépenses	0,20 06	0,66 27	0,22 03	0,08 86	0,17 45	0,10 25	0,13 20	0,17 91	0,16 22	
	Traitement des institutés..	"	"	0,01 42	0,01 34	0,02 29	0,00 79	"	"	0,03 53	
	Frais de struc- tion.										
	Frais de cours, de concours et d'écoles..	0,00 96	0,01 78	0,01 89	0,00 57	0,00 40	0,01 17	0,00 26	0,00 15	"	
TOTALS.....		3,73 46	10,25 49	4,07 87	2,71 38	3,95 57	1,91 72	1,68 35	2,47 04	2,37	
RÉSUMÉ.											
Administration.....		0,08 52	0,09 26	0,10 21	0,08 19	0,17 54	0,04 01	0,06 91	0,23 71	0,13 38	
Réparations de bâtiments.....		0,17 52	0,18 39	0,19 79	0,16 80	0,17 93	0,08 88	0,10 34	0,10 79	0,27 60	
Traitement des malades.....		1,16 26	0,96 11	1,13 63	0,76 12	0,72 30	0,28 94	0,16			
Frais de nourriture.....		1,20 68	1,11 34								
Chauffage et éclairage.....		0,32 50	0,28 86	0,36 29	0,20 39	0,23 15	0,14 39	0,18 79	0,22 39	0,09 62	
Matériel.....		0,54 22	0,57 29	0,68 98	0,43 83	0,84 29	0,32 14	0,13 83	0,27 49	0,4	
Frais accessoires.....		0,23 76	0,22 83	0,27 63							
TOTALS.....		3,73 46	3,44 08	4,07 87	2,71 38	3,95 57	1,91 72	1,68 35	2,47 04	2,37	

Les *hôpitaux généraux* sont au nombre de quatorze : l'Hôtel-Dieu, la Pitié, la Charité, Saint-Antoine, Necker, Cochin, Beaujon, Lariboisière, Tenon, Laennec, Bichat, Andral, Broussais, Hérold.

Après des *hôpitaux généraux* se place la *maison municipale de santé*.

Puis viennent les *hôpitaux spéciaux d'adultes* au nombre de huit : Saint-Louis, Ricord, Broca, maison d'accouchement, Baudelocque, clinique Tarnier, Aubervilliers, Bastion 29 et les cinq *hôpitaux spéciaux d'enfants* : les Enfants malades, Trousseau, Forges, la Roche-Guyon et Berck-sur-Mer.

On compte un seul *hospice d'enfants*, les Enfants assistés ; quatre *hospices pour les adultes*, Bicêtre, la Salpêtrière, Ivry et Brévannes, et trois *maisons de retraites de vieillards* : les Petits-Ménages, la Rochefoucauld et Sainte-Périne.

Quant aux *fondations* on en trouve trois pour les enfants : les fondations Riboutté-Vitalis, Fortin et Hartmann, et neuf pour les vieillards : les fondations Boulard (Saint-Michel), Brézin (la Reconnaissance), Devillas, Chardon-Lagache. Le rapprochement des prix moyens détaillés de la journée dans ces divers groupes d'établissements fait l'objet du tableau de la page précédente.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Le 29 décembre dernier, a été promulguée une loi fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant dont on trouvera plus loin le texte *in extenso* (p. 52). Le 8 février 1900, M. Gautret, député, déposait, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, la proposition qui en a été l'origine. Cette proposition s'inspirait de la loi anglaise du 9 août 1899, prescrivant de disposer des sièges à l'usage des femmes employées dans les magasins (1).

L'exposé des motifs faisait remarquer « combien est pénible le travail des femmes chargées de vendre ou de préparer les marchandises et objets divers destinés au public », rappelait que le corps médical tout entier réclamait depuis longtemps l'adoption de mesures destinées à faire cesser cet état de choses, causé par l'obligation de la station debout sans repos durant les heures de travail.

L'urgence fut déclarée et la discussion immédiate votée séance tenante. Sur l'intervention de M. le Ministre du commerce faisant remarquer que l'adoption de la proposition entraînait l'assujettissement, à l'inspection du travail, d'établissements qui n'y sont pas actuellement soumis, la proposition fut renvoyée à la Commission du travail après adoption des trois premiers articles. Le 28 février la discussion fut reprise : après rejet d'un amendement de M. Pourquery de Boisserin, relatif aux pénalités, la Chambre décida de passer à une deuxième délibération et le retrait de l'urgence fut prononcé.

Le 9 mars eut lieu la deuxième lecture et la proposition fut adoptée dans son ensemble. Le 24 décembre, le Sénat, après déclaration d'urgence, vota le texte qui lui était soumis par M. Waddington, rapporteur, et qui ne différait de la rédaction de la Chambre que par de légers détails. Le 27 décembre, la proposition était de retour devant la Chambre et adoptée sans modifications.

Indépendamment de son importance au point de vue de l'hygiène et de la protection, la loi du 29 décembre 1900 marque une date dans l'histoire de la réglementation du travail par ce fait qu'elle ouvre l'accès des établissements commerciaux et des lieux de vente aux inspecteurs du travail des femmes et des enfants, dont le domaine de surveillance était, en vertu de la législation antérieure, restreint aux

(1) Voir le *Bulletin de février 1900* (p. 182). Voir aussi au *Bulletin* de 1900 les lois et décrets sur les sièges dans les magasins en Allemagne (p. 178, 816, 1209), et aux États-Unis (p. 1212).

établissements industriels, usines et manufactures. L'entrée en application de la loi est fixée au 1^{er} février 1901.

D'après le recensement professionnel de 1896, les employés et ouvriers des établissements de commerce sont au nombre de 575,000 dont 157,000 personnes du sexe féminin. Ils sont répartis dans 227,079 établissements (1) qui se répartissent de la façon suivante :

NOMBRE des employés et ouvriers.	NOMBRE des établissements.	NOMBRE des employés et ouvriers.	NOMBRE des établissements.
1 à 4	190,820	51 à 100	959
5 à 10	15,269	101 à 200	71
11 à 20	3,746	201 à 500	25
21 à 50	1,344	500 à 5,000	10
Moins de 50 ouvriers.	211,176	Plus de 50 ouvriers.	345

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail. — Incapacité totale ou partielle.

La mutilation même partielle d'un doigt de la main droite a le caractère d'une incapacité permanente et partielle, au sens de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, lorsqu'elle a eu pour effet de diminuer la valeur professionnelle de l'ouvrier (L. 9 avril 1898, art. 3, § 1, 2 et 3). — 3^e espèce.

Il en est de même de la mutilation d'un doigt de la main droite, accompagnée d'ankylose de deux autres doigts (Id.). — 2^e espèce.

... ou de la mutilation d'un doigt de la main gauche, accompagnée d'ankylose de deux autres doigts (Id.). — 1^{re} espèce.

La rente viagère accordée par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 à l'ouvrier victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente et partielle, doit être allouée, encore bien que le patron offre de reprendre l'ouvrier dans son établissement avec le même salaire qu'auparavant (L. 9 avril 1898, art. 3 et 10). — 2^e et 3^e espèces.

L'indemnité allouée à l'ouvrier victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente et partielle, ne pouvant être fixée que d'après les bases prévues par la loi du 9 avril 1898, le juge ne peut tenir compte d'autres éléments d'évaluation que la diminution du salaire (L. 9 avril 1898, art. 3 et 10). — 2^e espèce.

Par suite, il ne saurait faire entrer en compte, dans l'évaluation de l'indemnité, le dommage que l'ouvrier a pu souffrir, par suite de l'accident, dans son habitus corporis (Id.) (2).

Il appartient d'ailleurs au juge saisi d'une demande de rente viagère pour incapacité permanente et partielle, de déterminer la réduction que l'accident a fait subir au salaire de l'ouvrier. (Id.).

L'article 3, § 13, de la loi du 9 avril 1898, se bornant à disposer que les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre, sans ajouter qu'elles seront

(1) Le total s'établit comme suit :

Etablissements comptant moins de 50 employés et ouvriers.....	211,176
plus de 50 —	345
dont le nombre d'employés et ouvriers est inconnu.....	15,558
TOTAL.....	227,079

Ce total ne comprend pas 65,078 établissements de plus d'une personne où, soit deux associés, soit le mari et la femme travaillent sans aides.

(2) Dans son aspect extérieur.

payables d'avance, il n'appartient pas aux tribunaux, en allouant une rente à un ouvrier victime d'un accident, de prescrire qu'elle sera payable d'avance (L. 9 avril 1898, art. 3, § 13). — 3^e espèce.

Première espèce, COUR DE NANCY, 1^{er} mars 1900. — *Bermanose contre Eber.*

Deuxième espèce, COUR DE MONTPELLIER, 6 mars 1900. — *Soc. des mines de Riols contre Respaud.*

Troisième espèce, COUR D'AIJ, 25 mai 1900. — *Honoré frères contre Bovier. — D'après Sirey.*

Accidents du travail. — Droit des ascendants.

La rente viagère, égale à 10 p. 100 du salaire de la victime de l'accident, allouée par l'article 3, C. de la loi du 9 avril 1898, à l'ascendant qui était à la charge de la victime, étant fixée à forfait par la loi, ne saurait être réduite sous le prétexte que l'ascendant serait à la charge, non seulement de la victime, mais de plusieurs autres descendants (L. 9 avril 1898, art. 3, C. — 2^e espèce.

EXTRAIT DE L'ARRÊT PRÉCITÉ.

Attendu qu'il n'y a lieu de réduire, ainsi que le prétend l'appelante, la rente viagère allouée à la veuve Morelle, sous le prétexte que celle-ci serait à la charge de plusieurs enfants; — Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, si la victime n'a ni conjoint ni enfant, chacun des ascendants qui était à sa charge recevra une rente viagère fixée à 10 p. 100 du salaire de la victime;

Attendu que Paul Morelle était célibataire, et est mort sans postérité; qu'il n'est pas méconnu que sa mère, Rosine Demory (Veuve Morelle), âgée de 60 ans, sans ressources, était à sa charge; que l'intimée justifie donc des deux conditions pour prétendre à la rente;

Attendu que cette rente est fixée à forfait par la loi; que la Cour ne pourrait la réduire qu'en ajoutant au texte même, que l'on voit malaisément, d'ailleurs, dans quelles proportions ces réductions pourraient être opérées, et comment on pourrait les rétablir ultérieurement, dans le cas où les autres enfants, qui concourraient aux frais d'entretien de l'ascendant, viendraient à disparaître ou se trouveraient dans l'impossibilité de remplir leurs obligations alimentaires.

Par ces motifs, confirme, etc.

COUR DE DOUAI, 29 mai 1900. — *Chemin de fer du Nord contre Morelle. — D'après Sirey.*

Accidents du travail. — Incapacité totale ou partielle.

L'amputation de la jambe droite ne constitue, pour l'ouvrier victime d'un accident, qu'une incapacité permanente partielle, et non une incapacité permanente et absolue, alors que, si elle ne permet plus à l'ouvrier l'exercice de sa profession, elle ne l'empêche pas de se livrer à un travail utile, si peu rémunérateur qu'il soit. (L. 9 avril 1898, art. 3, § 1, 2 et 3.)

ARRÊT.

Attendu que, quelque diminuée que soit, à la suite de l'accident du 27 octobre dernier, la faculté de travail de Poupe, celle-ci n'a pas complètement disparu; que, si l'amputation de la jambe droite ne lui permet plus l'exercice de sa profession, elle ne l'empêche pas de se livrer à tout jamais à un travail utile, si peu rémunérateur qu'il soit; qu'il n'est donc pas frappé de l'incapacité absolue prévue par le paragraphe 1^{er} de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, mais seulement de l'incapacité partielle, réglementée par le paragraphe 2 du même article; que, par suite, il n'a pas droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel, mais à une rente égale seulement à la moitié de la réduction que l'accident dont il a été victime a fait subir à ce même salaire;

Attendu que la gravité de la blessure de Poupe, qui l'a obligé d'abandonner son poste d'aiguilleur-chargeur à la Compagnie de l'Est et a nécessité la liquidation de sa retraite, de

même que les circonstances de la cause permettent d'évaluer à 75 p. o/o la réduction que l'accident a fait subir à son salaire annuel, qui, sans contestation de ce chef, était de 1,300 francs; qu'il a donc droit à une rente de 487 fr. 50.

Par ces motifs, etc.

COUR DE BESANÇON, 5 mai 1900. — Chemin de fer de l'Est contre Poupé. — D'après Sirey.

Travail de nuit des femmes. — Compositrices d'un journal. — Interdiction.

Tout travail de nuit, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, est formellement interdit aux femmes par la loi du 2 novembre 1892, sauf les seules exceptions à déterminer par un règlement d'administration publique.

Ce règlement, rendu le 15 juillet 1893, excepte de l'interdiction le brochage des imprimés et le pliage des journaux, mais il n'en excepte pas le travail des femmes compositrices de journaux, malgré l'analogie des situations; ce dernier travail demeure donc interdit à peine de 5 à 15 francs d'amende par contravention.

COUR DE CASSATION, 22 février 1900. — Ministère public contre M^{me} Durand.

L'arrêt ci-dessus a cassé un jugement du tribunal correctionnel, en date du 16 février 1899, qui avait acquitté en appel la directrice du journal *La Fronde*, M^{me} Durand, poursuivie pour avoir employé à la composition de son journal, qui se fait la nuit, des jeunes filles et femmes typographes.

Un nouveau jugement du tribunal correctionnel, en date du 31 mars 1900, rendu en conformité de l'arrêt de la cour, a confirmé la condamnation prononcée par le jugement de police du 7 novembre 1898.

Grèves. — Rupture brusque du contrat de louage. — Indemnité.

Le patron, à moins de s'y être expressément engagé, n'est pas tenu de réadmettre après la cessation d'une grève les ouvriers qui ont rompu avec lui, et l'ouvrier qui quitte brusquement l'atelier, sans donner d'avertissement et sans respecter le délai d'usage, commet une faute dont il doit réparation. Il ne saurait invoquer comme constituant un cas de force majeure la grève à laquelle il a participé de son plein gré, car une grève est l'exercice collectif du droit que chacun possède de refuser son travail et le refus est aux risques et périls de ceux qui s'y sont librement et volontairement décidés. Il les expose à des dommages-intérêts s'il a lieu en violation d'engagements par eux contractés, car il n'y a réellement force majeure que pour les ouvriers qui, manifestant l'intention de continuer le travail, en sont empêchés par une circonstance indépendante de leur volonté, telle que la violence de la masse des non-travailleurs ou la fermeture des ateliers imposée par l'abstention du plus grand nombre.

Il s'agissait d'un ouvrier serrurier que son patron avait refusé de reprendre après une grève. Le juge de paix avait condamné le patron à payer une semaine de salaire, soit 28 francs, pour indemnité de brusque congé. L'accord qui avait mis fin à la grève portait seulement sur certaines modifications des conditions de travail et ne contenait aucun engagement des patrons de reprendre les ouvriers occupés auparavant.

Le tribunal a retenu l'appréciation du juge de paix qui avait fixé à la valeur d'une semaine de salaire le montant de l'indemnité de brusque congé, mais il a décidé que cette indemnité due par le patron, si c'est lui qui a rompu le contrat, est due par l'ouvrier si, comme dans la cause, la rupture est le fait de celui-ci. L'ouvrier a donc été condamné à payer cette indemnité de 28 francs et les dépens de l'appel.

TRIBUNAL CIVIL DE MONTEBÉLIARD, 25 juillet 1900. — Hauffen contre Loichot.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en décembre (1). — La situation générale du travail dans l'industrie en décembre 1900 a été jugée moins bonne que celle de la période correspondante de l'an dernier et que celle de novembre 1900. Tandis que, pour 100 offres de travail, il y avait eu, en décembre 1899, 124,2 demandes, il y en a eu 161,9 en décembre 1900; il y en, avait 158 en novembre dernier.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 60 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois de décembre 1899, une diminution du chômage dans 9 villes, une augmentation dans 51 villes.

Les placements effectués dans ces 60 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Déc. 1899.	15.875	6.593	22.468	25.427	4.965	28.392	144,6	75,2	124,2
Déc. 1900.	12.184	7.244	19.428	26.252	5.659	34.911	202,1	78,6	161,9

Grèves en décembre. — 11 grèves contre 30 en novembre 1900 et 34 en décembre 1899. Les grèves les plus importantes se sont réparties : industrie du bâtiment, 2; travail des métaux et ateliers de mécaniques, 2.

Les grèves et lock-outs en Allemagne, en 1899 (2). — Il y a eu 1.336 grèves, dont 1.288 terminées avant le 1^{er} janvier 1900, et sur lesquelles portent exclusivement les données de la statistique officielle.

Ces 1.288 cessations de travail comprirent 99.338 grévistes, répartis entre 7.121 établissements, et entraînèrent, pour ces ouvriers, 24.731 journées de chômage, et, pour leurs camarades non grévistes (10.122), une perte non moins sensible. On estime à 4.300.000 marks (5.375.000 francs) environ, la somme totale perdue par les uns et les autres.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt* et le *Reichsanzeiger*.

(2) D'après : *Streiks und Aussperrungen im Jahre 1899*.

Les industries le plus atteintes ont été :

	GRÈVES.	POUR CENT.
Bâtiment.....	478	35.78
Travail du bois, tabletterie.....	163	12.20
Travail des métaux.....	146	10.93
Travail des pierres et terres.....	113	8.46
Textiles.....	106	7.93
Vêtement, nettoyage des étoffes.....	69	5.16
Alimentation.....	59	4.42
Fabrication de machines, instruments et appareils.....	46	3.44
Corroierie.....	39	2.92
Transport et manutention, chargement et déchargement.....	32	2.39
Mines, forges, salines et tourbières.....	30	2.25

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE	NOMBRE	DURÉE
	de	de	en
	GRÈVES.	GRÉVISTES	JOURS.
Bâtiment.....	478	36.554	8.985
Travail du bois, tabletterie.....	163	8.541	2.750
Travail des métaux.....	146	9.609	3.568
Tailler et polissage des pierres ; travail des pierres et terres au feu.....	113	5.919	3.126
Industrie textile.....	106	11.088	1.805
Vêtement ; nettoyage des étoffes.....	69	4.946	975
Alimentation.....	59	3.040	1.024
Fabrication de machines, instruments et appareils.....	46	3.736	803
Travail du cuir.....	39	1.489	866

Les Bureaux de placement communaux de 1894 à 1900 (1). — Il existait à la fin de 1894, au total, 92 bureaux de placement, institués par les autorités municipales ou par la police. Ils avaient reçu en tout 10.992 demandes, 4.095 offres et placé 3.523 personnes.

Au 1^{er} janvier 1900, il existait 146 institutions de placement purement communales (1^{re} catégorie), plus 56 établissements fonctionnant grâce à l'appui des communes (2^e catégorie) [2] ; leurs opérations, en 1899, se résument comme il suit :

1^{re} CATÉGORIE. 2^e CATÉGORIE.

Offres d'emplois.....	110.009	131.011
Demandes.....	111.852	154.711
Placements.....	66.795	93.467

Ainsi, depuis la fin de l'année 1894 jusqu'en 1900, les établissements purement

(1) *Reichsanzeiger* du 5 septembre 1900.

(2) 8 Bureaux ont fourni des indications dont on n'a pu tirer parti.

L'importance et les résultats des grèves dans les groupes d'industries les plus importants, et selon la nature des principales causes, ressortent du tableau ci-dessous.

Des poursuites correctionnelles véritables ont été exercées au cours de 170 grèves; et 256 ont donné lieu à une simple intervention des autorités de police.

Quant aux lock-outs, ils furent au nombre de 28. 23 reçurent une solution avant le 1^{er} janvier 1900, après avoir affecté 427 établissements et 7.026 ouvriers, parmi lesquels, en première ligne, les maçons, puis les selliers et les fondeurs de fer. Principales causes : volonté des patrons de maintenir les anciens salaires et concurrence, dans quelques cas, la durée accoutumée du temps de travail; participation, malgré défense, à la manifestation du 1^{er} mai. Leurs prétentions aboutirent de point en point dans 6 cas, partiellement dans 9 et tombèrent dans les 8 autres.

RÉSULTATS.			NOMBRE DE GRÈVES									
			OÙ LES CAUSES CI-DESSOUS ONT ÉTÉ INVOQUÉES									
			Salaires.			Temps de travail.			Divers.			
			Demande		Divers.	Diminution de la durée du travail.	Suppression des heures supplé mentaires.	Divers.	Change-ment dans le mode de payement du salaire.	De-mande de renvoi de supérieurs.	De-mande de réintégration d'ouvriers congédiés.	Causes ne rentrant pas dans les rubriques ci-contre.
REUS-SITE.	TRAN-SAC-TION.	ÉCHEC.	de main-tien.	d'aug-mentation.								
128	157	186	11	351	83	107	7	34	33	4	44	109
50	50	54	11	92	25	46	5	10	7	3	15	43
29	44	67	13	61	25	38	2	9	8	10	18	63
23	37	45	5	54	21	12	"	"	13	1	7	32
22	40	33	7	64	29	22	3	12	1	5	17	25
26	21	17	10	30	12	6	1	3	"	2	9	16
8	16	29	4	40	10	6	"	4	"	2	9	9
7	18	20	"	24	10	15	2	2	"	4	10	19
11	13	15	3	26	4	8	"	2	"	1	7	5

communaux ont déjà vu décupler le nombre des demandes, et celui des offres et des placements effectués devenir vingt fois plus grands.

Si l'on considère séparément les établissements fondés avant et depuis 1894, on voit que les bureaux de placement purement communaux sont devenus les plus importants.

On relève :

1^{re} CATÉGORIE. 2^e CATÉGORIE.

POUR LES ÉTABLISSEMENTS CRÉÉS
JUSQU'EN 1893 INCLUS.

Offres d'emplois	464	45.666
Demandes	300	58.595
Placements	249	38.592

POUR LES BUREAUX CRÉÉS DEPUIS 1894.

Offres d'emplois	109.545	85.345
Demandes	111.552	96.116
Placements	66.546	54.875

Ajoutons enfin que l'entremise des bureaux de placement municipaux a été onéreuse ou gratuite dans la proportion indiquée ci-dessous :

1^{re} CATÉGORIE. 2^e CATÉGORIE.

Nombre des établissements ou le placement a été	gratuit pour les 2 parties.....	137	36
	onéreux pour l'une des parties (patrons ou ouvriers)	7	17
	onéreux pour les deux parties.....	2	3

Ainsi, la gratuité a été la règle, surtout dans les établissements purement communaux.

Le développement des Secrétariats ouvriers (1). — Ces sortes d'agences, fondées par des associations ouvrières, et quelquefois aussi par les municipalités, ont pour objet d'assister de leurs conseils et de leurs renseignements tous les gens, ouvriers ou non, dans les circonstances les plus diverses de la vie, notamment en fait de contentieux industriel, d'assurances ouvrières, de protection du travail et d'inspection des fabriques; puis, en cas de besoin, de faire toutes écritures convenables au lieu et place des intéressés. Les Secrétariats, dus à l'initiative des syndicats, se livrent aussi à des enquêtes statistiques sur les conditions du travail.

Des institutions de ce genre fonctionnent déjà à Nuremberg, Munich, Stuttgart, Hanovre, Francfort-sur-le-Mein, Mulhouse et Ulm; elles sont à l'état de projet ou en voie d'organisation à Altembourg, Darmstadt, Altena-Ottensee, Hambourg, Halle, Hildesheim, Mannheim, Waldenbourg, Dusseldorf, Iéna, Berlin, Breslau, Brême, Beuthem et Steglitz. En Suisse, on trouve des Secrétariats ouvriers à Bâle, Berne, Genève et Zurich.

Ces « Secrétariats ouvriers » semblent procéder de la même idée que les *Bureaux populaires* créés depuis 1894 par les Associations ouvrières catholiques à Munich, Stuttgart et Wurzburg.

Tarif et mode de règlement des salaires des ouvriers communaux à Francfort-sur-le-Mein (2). — La ville de Francfort-sur-le-Mein a pris les dispositions suivantes, en ce qui concerne les ouvriers de l'Administration communale :

Les ouvriers, d'après le genre de leurs occupations, sont répartis en cinq classes de salaire, et chacune de ces classes comprend à son tour six degrés différents de salaires.

Pour l'augmentation des salaires, il est tenu compte des années de service, et elle est obtenue de trois ans en trois ans.

Les ouvriers qui se font remarquer par une capacité de travail considérable et continuelle et par une conduite exemplaire peuvent passer, rapidement et au choix, dans une des classes supérieures de salaire.

Les ouvriers des trois classes supérieures de salaire peuvent être engagés avec payement mensuel.

Lorsque l'Administration municipale engage un ouvrier, elle lui fait connaître, au préalable, le genre et le montant du salaire qu'il touchera, les indemnités aux-

(1) D'après la Soc. *Rundschau*, mars 1900.

(2) D'après la *Revue municipale*.

quelles, dans certains cas, il pourra avoir droit et les époques auxquelles le paiement du salaire a lieu.

Pour les travaux à la pièce, la liste des prix courants est communiquée aux ouvriers.

La paye se fait, en général, par semaine et, la plupart du temps, le jeudi et le vendredi.

Les ouvriers engagés au mois, au trimestre ou à l'année peuvent être payés mensuellement.

Les ouvriers aux pièces reçoivent, au jour de la paye du salaire hebdomadaire, des acomptes correspondant au montant du salaire hebdomadaire usuel. Tous les quinze jours pour le moins, une note établissant l'état de leur compte devra leur être remise.

Pour les heures supplémentaires le salaire ordinaire correspondant à ces heures est majoré de 33,3 p. o/o. Pour le salaire du travail du dimanche et pour le travail de nuit, s'il n'entre pas dans le plan du service habituel, il est accordé une majoration de 33,3 à 50 p. o/o.

Le salaire n'est payable, en général, que pour les jours où l'ouvrier a été occupé.

Le salaire des ouvriers engagés au mois, au trimestre ou à l'année ne subit aucune déduction pour les jours de fête qui tombent en semaine. Le salaire pour ces jours est également payé aux autres ouvriers âgés de 25 ans et comptant au moins douze mois d'occupation consécutive et s'ils ont travaillé la veille et le lendemain de ces fêtes.

Cette disposition est également applicable aux ouvriers qui travaillent aux pièces et ils touchent pour les jours de fête un salaire correspondant à la moyenne de leur salaire quotidien habituel.

Lorsque les ouvriers auxquels ces dispositions sont applicables sont appelés à faire une période d'instruction militaire, la Ville ajoute, pour la durée de cette période, aux secours légaux que l'État accorde à leurs familles, un supplément dont le montant est réglé de manière que, pour les périodes de moins de quinze jours, tout le salaire régulier du chef de famille et, pour les périodes de plus de quinze jours, les trois quarts de ce salaire restent à la disposition de sa famille.

Les ouvriers occupés par l'Administration depuis trois ans peuvent, néanmoins, recevoir leur salaire intégral s'ils sont empêchés, pour des raisons justifiées, de faire leur service.

Le nombre de jours payables dans ces dernières conditions est de quatre au plus par an, pour l'ouvrier employé depuis plus de trois ans, et de six jours au plus pour l'ouvrier en service depuis plus de six ans.

Protection du travail des enfants (1). — A Magdebourg, suivant une récente ordonnance de police, les enfants au-dessous de 9 ans ne peuvent, en aucun temps, être occupés au dehors, à un travail industriel ou commercial quelconque, non plus que ceux âgés de 9 à 14 ans révolus, entre 7 heures du soir et 6 heures et demie ou 5 heures et demie (d'avril à septembre) du matin. Font l'objet d'une interdiction expresse le portage du pain et de la pâtisserie, du lait et des journaux, la pose des quilles et toute autre besogne analogue dans les cafés. En cas de contravention, les parents des enfants, ou à défaut, les personnes qui en ont la charge, et avec eux, les employeurs, sont punis d'une amende pouvant atteindre 30 marks.

(1) Soc. Praxis, novembre 1900.

Règlement sur le repos dominical dans le commerce, établi par la municipalité de Francfort-sur-le-Mein⁽¹⁾:

ART. 1^{er}. Dans le commerce, employés, apprentis et ouvriers ne peuvent (sous peine d'amendes allant jusqu'à 600 marks) être occupés d'une façon générale, en tant que les autorités compétentes ne souffrent point d'exceptions, le premier jour de la Noël, de Pâques et de la Pentecôte; ils ne doivent travailler, les autres dimanches ou jours fériés, que pendant les heures fixées ci-après et dans les conditions suivantes:

1. Dans les bureaux des fabriques, banques et maisons de gros, tout travail est interdit. A excepter seulement:

- a) les opérations commerciales se rattachant au transport par bateaux;
- b) le commerce en gros de la joaillerie;
- c) des métaux, sauf le fer;
- d) des articles de détail tout coton ou mi-laine. Dans ces maisons, employés, apprentis et ouvriers peuvent être occupés de 11 heures à 1 heure.

2. L'exploitation des commerces de détail n'est autorisé, dans les maisons vendant des denrées alimentaires, que jusqu'à 9 h. 1/2 du matin, et dans celles qui n'en débitent pas, qu'entre 11 heures du matin et 1 heure de l'après-midi.

3. Il doit être accordé de temps à autre le deuxième dimanche à tout employé, apprenti et ouvrier, sous réserve de l'exécution de travaux susceptibles d'être autorisés par les pouvoirs compétents, en conformité des paragraphes 105 b à 105f de la «Gewerbe-Ordnung». Les exploitations professionnelles ressortissant à l'alimentation, telles que les boulangeries et les boucheries, ne tombent pas sous le coup de cette disposition. Elle n'est pas non plus applicable dans le commerce au détail, pour les trois derniers dimanches avant Noël.

ART. 2. Dans la mesure même où, d'après les prescriptions du paragraphe 1^{er}, alinéas 1 et 2, employés, apprentis et ouvriers ne peuvent être occupés, il n'est pas permis de se livrer, dans les magasins de vente, à une exploitation industrielle quelconque.

ART. 3. Les présentes prescriptions laissent pleines et entières celles qui sont d'autre part en vigueur au sujet de la scrupuleuse observation des dimanches et jours fériés.

Règlement sur le repos dominical dans le commerce, établi par la municipalité de Leipsig :

ART. 1^{er}. En tant que le commerce public est autorisé les dimanches et jours de fêtes, il est loisible aux maisons jouissant de cette faveur d'occuper les employés, apprentis et ouvriers, pendant le temps accordé pour le commerce public, également aux travaux qui, par leur nature, ne leur sont pas assimilables, selon l'esprit du paragraphe 3 de la loi saxonne du 10 septembre 1870.

ART. 2. Au surplus, les employés, apprentis et ouvriers ne doivent plus, à l'avenir, être occupés aux travaux mentionnés en 1 que pendant deux heures, soit de 11 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, les dimanches et jours fériés ordinaires, et ne doivent point travailler du tout, en règle générale, le premier jour de la Noël, de Pâques et de la Pentecôte, le Vendredi saint, le jour de l'Ascension et durant les deux jours de jeûne.

ART. 3. Les personnes invitées à travailler un dimanche ou un jour de fête, conformément au paragraphe II, doivent être mises au repos absolu les trois dimanches ou jours fériés suivants; toutefois cette mesure restrictive n'a pas force de loi les dimanches de foires et les autres dimanches et jours fériés, où il est permis de faire commerce de toutes marchandises, en ce sens que le droit à un congé de trois dimanches ou jours fériés, acquis précédemment, est suspendu pendant cette période de travail exceptionnel et reconnu par le patron seulement après que sont passés les dimanches de foires et les autres dimanches et jours de fêtes qui y sont assimilés plus haut.

(1) D'après la «Soziale Praxis», 7 juin 1900.

Enfin, les municipalités de Francfort-sur-le-Mein et de Leipzig ont adopté une proposition d'après laquelle les maisons de commerce doivent signaler, le cas échéant, ceux de leurs employés, apprentis et ouvriers qu'elles font travailler le dimanche dans les cas exceptionnels prévus par les règlements précités.

AUTRICHE.

Revue du travail en novembre. — Ralentissement, mais tout momentané, dans les *fabriques de ciment*. — Crise toujours persistante dans la *construction des machines agricoles* et de plus, travail moins abondant dans les diverses *fonderies*; pleine saison, avec heures supplémentaires, pour les autres branches de la *métallurgie*. — L'industrie du *bois* continue de progresser, à part les *scieries*. — Situation plus favorable encore qu'en octobre dans les *tanneries*; la *teinture des peaux* se relève. — Retour de l'industrie *textile* à une activité régulière, hormis le *tissage du coton* (manque de bras), ainsi que la fabrication de la *peluche* et la préparation de la *laine* des brebis de Crimée. — Toujours un certain affaïssement dans le *vêtement* et les *produits chimiques*. — Les industries *graphiques* ont repris leur marche accoutumée.

Grèves en novembre. — 8 nouvelles grèves, avec 1,100 grévistes et aucun lock-out. C'est en Basse-Autriche et dans l'industrie des cuirs, peaux, soies, poils et plumes qu'elles ont été le plus nombreuses. Bilan des résultats : 4 succès, 1 transaction, 2 échecs⁽¹⁾. Causes principales : insuffisance de salaires, 4 cas; divers : 3 cas.

Placement en novembre. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 762 bureaux de placement professionnel :

POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DES DEMANDES a été de :			POUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre d'offres a été de :			SUR 100 OFFRES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :			SUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
195	100	150	51	100	67	73	48	61	38	48	41

(1) Issue encore inconnue pour un conflit.

L'assurance contre les accidents en 1898 (1).

I. — Statistique des accidents.

L'assurance contre les accidents s'est étendu, en 1898, à 2.200.112 personnes, réparties dans 246,050 entreprises, ces totaux se décomposent en :

A. Industrie : Personnes assurées.....	1.651,040
Entreprises assurées.....	91.651
B. Agriculture et forêts ; Personnes assurées.....	549.072
Entreprises assurées.....	154.399

Le total des accidents déclarés aux établissements d'assurance s'élève, pour l'année 1898, à 75.146 (69.283 en 1897), parmi lesquels 20.976 ont motivé indemnité en vertu de la loi d'assurance obligatoire contre les accidents.

Les accidents motivant indemnité se divisent comme suit :

Cas de mort.....	977, soit 4,7 p. 100 du total.
Cas d'incapacité de travail permanente.....	5.282, soit 25,1 p. 100 du total.
Cas d'incapacité de travail temporaire (de plus de 4 semaines).....	14.717, soit 70,2 p. 100 du total.

Si l'on considère séparément les accidents survenus dans les exploitations industrielles et dans les exploitations agricoles, on trouve, par rapport à 1.000 têtes assurées, les proportions ci-après :

1^{re} Industrie.

Nombre, par 1.000 assurés, des cas :	ANNÉES.								
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
De mort.....	0,58	0,56	0,55	0,58	0,58	0,58	0,62	0,59	0,58
D'incapacité permanente..	1,61	2,04	2,35	2,86	3,09	3,39	3,50	3,06	3,01
D'incapacité temporaire, de plus de 4 semaines..	4,99	6,15	6,10	6,37	7,07	7,50	8,10	8,63	8,73
TOTAL des accidents moti- vant indemnité.....	7,18	8,75	9,00	9,81	10,74	11,47	12,22	12,28	12,31

Ces chiffres expriment la fréquence annuelle moyenne des accidents dans l'industrie. Si l'on veut déterminer exactement la valeur de ce risque global, il importe d'éliminer l'influence des variations dues au chômage. Dans ce cas, il faut rapporter les nombres d'accidents aux nombres de *travailleurs-complets*. (*Vollarbeiter*), c'est-à-dire aux totaux annuels des heures de travail, divisés par 3.000. On obtient

(1) Amtliche Nachrichten des K. K. Ministeriums des Innern, Vienne 1900.

alors les proportions suivantes, plus élevées que les précédentes, parce que le nombre effectif des heures de travail par tête et par an est inférieur à 3.000.

Nombre, par 1.000 travailleurs-complets, des cas :	ANNÉES.								
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
De mort	0,65	0,65	0,64	0,68	0,67	0,68	0,73	0,69	0,69
D'incapacité permanente.	1,82	2,34	2,71	3,35	3,61	3,92	4,10	3,44	3,64
D'incapacité temporaire..	5,59	7,07	7,06	7,46	8,26	8,72	9,48	10,27	10,53
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	8,06	10,06	10,41	11,49	12,54	13,32	14,31	14,40	14,86

2° Agriculture et forêts.

Nombre, par 1.000 assurés, des cas :	ANNÉES.								
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
De mort	0,09	0,06	0,05	0,06	0,05	0,05	0,04	0,04	0,05
D'incapacité permanente.	0,45	0,48	0,47	0,46	0,53	0,53	0,47	0,57	0,56
D'incapacité temporaire..	0,42	0,43	0,52	0,47	0,53	0,53	0,57	0,56	0,54
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	0,96	0,97	1,04	0,99	1,11	1,11	1,08	1,17	1,15

Les moyennes relatives au groupe de l'agriculture ne sont si faibles que parce que les ouvriers auxquels sont rapportés les nombres d'accidents sont assurés chacun seulement pour quelques heures par an. Elles n'expriment donc pas les risques des travaux avec une approximation comparable à celles qui sont relatives à l'industrie. Si l'on veut, comme plus haut, évaluer le risque propre des travaux agricoles et forestiers soumis à l'assurance, risque très élevé comme le montre le tableau ci-dessous, il faut tenir compte de la durée du travail et rapporter les nombres d'accidents aux nombres de travailleurs-complets :

Nombre, par 1.000 travailleurs-complets, des cas :	ANNÉES.							
	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
De mort	1,02	0,70	0,93	0,85	0,98	0,78	0,73	0,99
D'incapacité permanente.	8,18	6,55	7,00	0,45	9,50	9,23	10,84	11,63
D'incapacité temporaire..	7,36	7,28	7,19	8,30	9,57	11,28	10,66	11,29
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	16,56	14,53	15,12	17,60	20,05	21,29	22,23	23,91

On voit que le risque inhérent à ces travaux (emplois de moteurs dans les exploitations agricoles et forestières) est sensiblement supérieur à celui de l'industrie proprement dite.

II. — Résultats financiers.

Le montant total des recettes encaissées par les établissements d'assurance (régionaux ou corporatifs) s'est élevé, en 1898, à 11.394.817 florins; l'ensemble des sommes qui ont été payées à titre d'indemnités, capitaux de pensions, frais d'administration et autres, s'est élevé à 12.064.881 florins. Il y a donc eu encore cette année un excédent de dépenses de 670.064 florins. (En 1897, les recettes avaient été

de 9.592.413 florins et les dépenses de 11.012.086 florins, avec un excédent de dépenses de 1.419.673 florins.)

L'ensemble des cotisations payées pour l'exercice est de 10.215.298 florins. Comme, d'autre part, les salaires assurés représentent une somme de 537.107.880 florins, le taux moyen de la cotisation par 1.000 unités de salaire ressort à 19,02. Par tête assurée, la cotisation moyenne a été de 4 fl. 64.

Voici, pour la période 1890-1898, les valeurs de ces deux moyennes :

	ANNÉES.								
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
Taux moyen de la cotisation :									
	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.
1° Par tête assurée.....	2,67	2,60	2,78	2,82	2,77	3,54	3,73	4,15	4,64
2° Par 1.000 florins de salaire.	13,96	13,66	13,72	13,69	13,65	15,20	15,60	17,12	19,02

L'augmentation progressive du taux des cotisations a été motivée par l'augmentation parallèle des dépenses. Celles-ci, du reste, continuent à dépasser les recettes et, chaque année, l'ensemble des établissements d'assurance se trouve en déficit. L'accroissement continu de la fréquence des accidents en est la cause, car les prévisions, basées nécessairement sur les statistiques des années antérieures, sont par ce fait toujours insuffisantes.

Voici le détail des dépenses des établissements d'assurances :

	1898.	1897.
	florins.	florins.
Indemnités.....	4.792.987	3.934.338
Frais d'enquête, d'inspection et de gestion.	1.008.895	931.009
Dépenses diverses.....	132.736	80.700
Constitution de capitaux de couverture....	6.117.127	6.033.773
Versements au fonds de réserve.....	13.136	32.266
	<u>12.064.881</u>	<u>11.012.086</u>

Le total 4.792.987 florins, représentant les indemnités, se décompose comme suit :

	1898.	1897.
	florins.	florins.
Frais funéraires.....	19.996	19.835
Rentes payées { aux veuves.....	292.383	231.898
{ aux enfants.....	318.154	259.739
{ aux ascendants.....	28.194	24.604
Rentes payées { pendant le traitement.....	1.029.210	947.112
aux victimes { après le traitement.....	2.986.475	2.385.588
Liquidation faite aux veuves remariées et divers....	118.575	65.562
	<u>4.792.987</u>	<u>3.934.338</u>

Il a été accordé pendant l'exercice pour les ayants droit de victimes d'accidents mortels 1.899 nouvelles rentes, comprenant :

625 rentes de veuves, pour.....	60.228 florins de rente.
1.201 rentes d'orphelins, pour.....	70.216 florins de rente.
73 rentes d'ascendants, pour.....	5.410 florins de rente.

Le montant total des rentes accordées aux ayants droit, pendant l'année, se monte, par conséquent, à 135.854 florins.

Les cas d'incapacité permanente ont, d'autre part, motivé l'allocation de 6.271 rentes, pour une somme de 571.486 florins, ce qui porte à 8.170 le nombre des rentes constituées au cours de l'exercice, et à 707.340 florins leur montant.

Les opérations de l'Office municipal de placement de Vienne (1). —
 Dans son premier rapport, l'Office municipal de placement de Vienne nous donne des renseignements intéressants sur ses opérations pendant l'année 1899.

**I. — NOMBRE ET NATURE DES EMPLOIS VACANTS ET DE CEUX AUXQUELS
 IL A ÉTÉ POURVU.**

ANNÉE 1899.

	OFFRES	DEMANDES	PLACEMENTS	PROPORTION des offres par rapport aux demandes.	POUR CENT des opérations effec- tuées par rapport	
	d'emplois.	d'emplois.	effectués.		aux offres.	aux demandes.
Hommes.....	36.276	64.987	34.009	1 : 1,8	94	52
Femmes.....	5.221	10.832	4.938	1 : 2,1	95	46
Apprentis.....	3.995	2.707	1.386	1,5 : 1	35	51
Apprenties....	288	72	45	4 : 1	16	63
Ensemble...	45.780	78.598	40.378	1 : 1,7	88	51

II. — ÂGE DES PERSONNES PLACÉES.

ANNÉE 1899.

	TOTAL des emplois procurés.	ÂGE DES BÉNÉFICIAIRES.						au- dessus de 50.	in- connu.
		14-18.	18-20.	20-30.	30-40.	40-50.			
Hommes..	34.009	4.026	7.374	15.016	4.182	2.196	920	295	
Femmes..	4.938	1.495	845	1.841	453	231	40	33	

	TOTAL des emplois procurés.	ÂGE DES BÉNÉFICIAIRES			
		au-dessous de 14.	14-16.	16-18.	au-dessus de 18.
Apprentis	1.386	818	502	54	12
Apprenties.....	45	27	13	2	3

A remarquer, enfin, que l'activité de ce service municipal n'est pas suspendu en temps de grèves. Seulement, les postulants sont prévenus, le cas échéant, que telle place, déclarée vacante, ressortit à une branche du travail, atteinte par le mouvement gréviste.

(1) D'après la *Sociale Rundschau* de mai 1900.

L'exercice financier, du 12 septembre 1898 au 31 décembre 1899, se solde par 2.210 florins (1) de recettes (cotisations pour frais d'administration) et par 37.736 florins de dépenses.

Une Commission pour la prévention des accidents du travail(2). — Il vient d'être créé au Ministère du commerce une « Commission technique de prévention des accidents du travail », pour fournir un avis au Gouvernement sur toutes les questions qui concernent la sauvegarde de l'existence et de la santé des travailleurs industriels soumis aux obligations de l'assurance ouvrière. . . .

La Commission se compose de l'Inspecteur général du travail dans l'industrie, et de 16 à 20 membres, nommés par le Ministre du commerce parmi les ingénieurs et les hygiénistes, dans le personnel des établissements d'assurance contre les accidents du travail, et enfin parmi les entrepreneurs et ouvriers des exploitations industrielles assujetties à l'obligation de l'assurance. Les fonctions sont gratuites mais les membres ouvriers touchent une indemnité pour le salaire dont ils sont privés en les remplissant.

La Commission donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre, mais en plus, elle peut, de sa propre initiative, formuler des propositions sur les sujets qui rentrent dans sa compétence. Elle a également la faculté de constituer dans son sein des comités techniques pour l'examen préalable de certaines matières, objets de ses délibérations.

Le Ministre du commerce, sur la demande de la Commission, peut appeler des personnes d'une compétence spéciale à prendre part, en qualité d'experts, avec voix délibérative, aux séances des comités et à celles de la Commission.

HONGRIE.

Production de l'industrie minérale en Hongrie en 1898 (3).

NATURE DES PRODUITS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	PRIX MOYEN.		
	tonnes.	francs.	fr.	c.	
Houille.....	1.239.498	16.225.908	13	10	par tonne.
Lignite.....	4.206.694	33.438.989	7	95	"
Minerais de fer exportés.....	499.785	4.635.650	9	27	"
Fonte d'affinage.....	448.621	41.988.120	93	60	"
Fonte de moulage.....	20.784	4.157.212	200	00	"
Plomb.....	2.305	838.494	363	77	"
Cuivre.....	153	227.363	1.486	00	"
Antimoine (régule et métal).....	859	568.947	662	34	"
Pyrite de fer.....	58.079	568.947	9	79	"
Acide sulfurique.....	1.138	101.432	89	13	"
Sulfure de carbone.....	772	343.098	444	43	"
Or.....	kilog. 2.769	11.210.158	4.048	45	le kilog.
Argent.....	18.799 tonnes.	2.728.148	145	12	"
Autres mines.....	73.802 06	1.649.301	"		"

(1) La valeur nominale du florin austro-hongrois est de 0 gr. 7258 d'or fin, soit 2 fr. 50 centimes.

(2) *Soziale Rundschau.*

(3) Extrait de l'*Österreichische Zeitschrift für Berg-und Hüttenwesen.*

La valeur totale de la production minérale s'est élevée à 118.673.270 francs.

Le nombre des ouvriers employés à l'exploitation des mines et au travail des usines métallurgiques, a été, en 1898, de 67.674, répartis comme suit :

	MINES.	USINES.
Hommes.....	53.010	6.662
Femmes.....	1.450	199
Enfants.....	5.549	804
TOTAL.....	60.009	7.665

Les accidents survenus dans les mines en 1898 ont donné lieu à :

85 tués soit 14,1 pour 10.000 ouvriers et 193 blessés grièvement.

BELGIQUE (1).

Revue du travail en novembre 1900. — L'industrie charbonnière a conservé une très grande activité. Dans la *métallurgie*, situation toujours fort déprimée. Hauts fourneaux, laminoirs, forges et aciéries marchent à allure réduite d'où réductions de salaire et développement anormal du chômage. Dans les *ateliers de construction*, symptôme d'un ralentissement prochain. La *verrière* reste quasi-inactive, par suite de la prolongation de la grève. Dans la *fabrication de produits émaillés* légère amélioration. Activité dans le *bâtiment*, température clémente; lourdeur dans le *vêtement* pour la même raison. L'industrie *lainière* manifeste toujours beaucoup de faiblesse, et le *tissage du coton*, voit sa situation s'assombrir encore. Les *filatures de coton* et de *lin* conservent une activité satisfaisante.

Les grèves. — 7 grèves nouvelles, avec 1.140 grévistes, en novembre. La grève des *verriers* de la région de Charleroi, déclarée au commencement du mois d'août, est restée stationnaire avec 8.000 chômeurs.

Cause des grèves nouvelles : dans deux cas, l'augmentation des salaires; dans deux cas, le maintien du régime de travail en vigueur. Dans un cas : la réduction de la *journée de travail*, et dans un autre le choix d'un ouvrier syndiqué pour un poste auquel le patron avait appelé un non-syndiqué.

Sur 8 grèves terminées en novembre, deux succès seulement (131 grévistes) une augmentation de salaire. Une transaction, cinq échecs (2.300 grévistes).

3 grèves dans la Flandre orientale, 3 dans la province de Liège et 1 dans l'agglomération bruxelloise.

Les travaux de chômage. — Le bureau de bienfaisance de Gand, pour venir en aide à certains ouvriers ayant charge de famille et qui chôment pendant l'hiver, a installé un atelier de secours.

Les ouvriers ont été divisés en deux brigades, travaillant, la première, le lundi, le mercredi et le vendredi, la seconde, les autres jours de la semaine : les ouvriers ont ainsi le temps de chercher du travail pendant les jours de repos.

Le travail consiste à fendre du bois pour l'allumage des feux dans les divers services de la Ville; le salaire alloué est de 1 fr. 50 par jour.

82 ouvriers ont fait 1.133 journées de travail entre le 18 décembre 1899, jour de l'ouverture et le 17 mars 1900, jour de la fermeture de l'atelier.

Le prix de vente du bois a suffi à payer les frais d'achat de la matière première et les salaires; les frais généraux ont été supportés par l'administration.

(1) D'après la *Revue du travail* (Belge).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en décembre (1). — Comme le mois précédent le marché du travail a montré de la faiblesse en janvier par rapport à l'année dernière et par rapport au mois précédent, dans plusieurs industries des plus importantes.

4,0 p. o/o de chômeurs dans 138 *Trade-unions* groupant 540.000 membres contre 2,2 p. o/o en novembre 1900 et 2,5 p. o/o en décembre 1899.

15,46 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 474.813 mineurs contre 5,45 en novembre 1900 et 5,65 en décembre 1899.

326 hauts fourneaux en marche à la fin de décembre 1900, avec 22.400 ouvriers contre 342 en novembre 1900 et 379 en décembre 1899.

89 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en décembre et 85 p. o/o dans les tissages avec 80.500 ouvrières, femmes et filles, contre 86 et 84 en novembre 1900 et 99 et 97 et 92 en décembre 1899.

Travail encore actif dans les *houillères*, les *mines de fer*, la *construction navale*, la *filature de coton et de laine*, le *papier* et le *cuir*. Un peu de faiblesse dans les *métaux*, la *construction mécanique*, le *bâtiment*, la *quincaillerie*. La lourdeur s'accroît dans la production de la *fonderie*, du *fer* et de l'*acier*. Calme dans l'*ameublement*, la *chaussure*, le *vêtement*, la *bonneterie*. Lourdeur, saisonnière, dans les *industries du livre*.

Sur . . . travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse des salaires de . . . fr. . . en moyenne par semaine pour . . . d'entre eux, principalement dans l'industrie houillère. Cette hausse a été obtenue pour . . . ouvriers par grève préalable, pour . . . ouvriers par échelle mobile, pour . . . (dans affaires) par des bureaux de conciliation et pour . . . par négociation directe, entre les patrons et les ouvriers ou leurs représentants. Dans une affaire, avec . . . ouvriers, l'augmentation a été décidée par un arbitrage au cours de la suspension du travail.

Grèves. — 20 nouvelles grèves en décembre avec 5.648 chômeurs, contre 48 avec 18.000 en novembre 1900, et 23 avec 6.000 en décembre 1899; 4 grèves dans les mines et carrières, 3 dans les textiles, 5 dans la métallurgie et 3 dans les transports. Sur 16 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 3.360 grévistes 5 succès (avec 942 grévistes), 3 transactions (avec 831 grévistes), 6 échecs (avec 676 grévistes), 2 solutions pendantes (avec 911 intéressés).

Loi de septembre 1900 sur la prévention des accidents dans le personnel des chemins de fer.

[*Railway Employment (Prevention of Accidents) Act, 1900.*]

Cette loi autorise le Ministre du commerce à régler par des arrêtés certains objets énumérés dans une Annexe (2) à l'effet de diminuer ou d'écarter les dangers et les risques inhérents à l'exploitation des chemins de fer. Ces règlements peuvent aussi viser d'autres travaux non spécifiés dans l'énumération, si le Ministre considère qu'ils comportent un danger évitable, et

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department* anglais.

(2) *Schedule*.

s'il en a dûment saisi les Compagnies de chemin de fer en les mettant à même de diminuer ou d'écarter ce danger ou ce risque.

Les règlements peuvent exiger l'adoption de tout matériel ou de toutes mesures calculées en vue de diminuer un danger, ou l'abandon de tout matériel ou de toute mesure qui ont montré qu'ils comportaient un danger.

Avant d'être arrêtés par le Ministre, les règlements doivent être publiés en projet dans la *London Gazette*, avec un délai suffisant pour permettre aux oppositions de se produire, et ces projets peuvent être retirés en tout ou partie.

Les opposants peuvent en appeler soit aux « Commissaires des chemins de fer » (1) soit à un arbitre s'ils sont d'accord sur ce mode de recours et si le Ministre l'accepte.

Au lieu d'un règlement, le Ministre peut délivrer une « instruction » ou un « avis ».

Quand un règlement a été en vigueur pendant plus de trois mois, tout intéressé peut adresser une demande écrite au Ministre, en vue d'obtenir la restriction ou la modification de ce règlement et, en cas de refus, il peut recourir aux « Commissaires des chemins de fer ».

Le Ministère du Commerce reçoit tout pouvoir d'inspection sur les chemins de fer en vue de déterminer s'il y a matière à l'application de la présente loi et de rechercher les contraventions aux règlements qu'elle prévoit; la déclaration des accidents devient obligatoire même sur les lignes et voies qui n'appartiennent pas à des Compagnies de chemins de fer.

Les Compagnies sont autorisées à émettre les obligations nécessaires pour pourvoir aux dépenses résultant de la présente loi, et des crédits sont ouverts au Ministère du Commerce pour payer le personnel destiné à assurer l'observation de la loi et pour procéder à des expériences ayant le même but.

L'énumération annexée à la loi est la suivante :

Leviers de freins sur les deux côtés des wagons ;

Étiquetage des wagons ;

Manœuvre des wagons à l'épaule et à la corde ;

Freins à vapeur et autres placés sur les locomotives ;

Éclairage des gares et des voies où des manœuvres ont fréquemment lieu la nuit ;

Protection des mâts de signaux et des fils de commande des signaux ; position des leviers de manœuvre des signaux ;

Position des postes et cabines près des voies principales ;

Construction et protection des tubes de niveau d'eau ;

Établissements de boîtes à outils et de niveaux d'eau sur les locomotives ;

Circulation de trains sans fourgons à freins en dehors des limites des stations ;

Protection des ouvriers de la voie (poseurs et autres).

Loi du 30 juillet 1900 étendant à l'agriculture les dispositions de la loi du 6 août 1897 sur la réparation des accidents du travail (2). —

Art. 1^{er}. A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, la loi de 1897 sur la réparation des accidents du travail s'appliquera au travail d'ouvriers occupés dans l'agriculture par un patron qui emploie habituellement un ou plusieurs ouvriers à un tel travail.

Si un tel patron traite avec un tâcheron (3) pour l'exécution d'un travail agricole par ce tâcheron ou sous sa direction, l'article 4 de la loi de 1897 sur la réparation des accidents du travail s'appliquera à l'égard d'un ouvrier occupé à un tel travail comme si ce patron était un « entrepreneur » (4) au sens de la loi susvisée.

Toutefois si le tâcheron fournit et emploie un matériel actionné par une force mé-

(1) *Railway Commissioners.*

(2) Le texte de la loi du 6 août 1897 a été traduit *in extenso* et publié dans le *Bulletin* (Novembre 1897).

(3) *Contractor.*

(4) *Undertaker.*

canique pour le battage, le labourage ou un autre travail agricole, ce tâcheron, et lui seul, sera, en vertu de la présente loi, tenu au paiement d'une indemnité à un ouvrier occupé par lui à un tel travail.

Si un ouvrier est occupé par le même patron principalement à un travail agricole, mais en partie ou occasionnellement à un autre travail, la présente loi s'appliquera également à l'occupation de l'ouvrier dans cet autre travail.

L'expression « agriculture » comprend l'horticulture, la sylviculture et l'usage de la terre en vue de tout objet d'économie rurale, y compris la garde ou l'élevage du bétail, des volailles ou des abeilles et la culture de fruits ou de légumes.

Loi de septembre 1900 sur le travail des enfants dans les mines.

[*Mines (Prohibition of Child Labour. Underground) act, 1900.*]

Aux termes de cette nouvelle loi, le travail des garçons au-dessous de 13 ans, dans les mines, est interdit. (L'interdiction n'existait précédemment que jusqu'à 12 ans.) La loi ne s'applique pas aux enfants de 12 à 13 ans actuellement employés dans les mines au moment de la promulgation de la loi.

Loi sur l'instruction primaire de septembre 1900. — [*Elementary education act, 1900.*]

Cette loi élève de 13 à 14 ans l'âge des enfants soumis aux règlements sur la fréquentation obligatoire. L'article 4 de la loi sur l'instruction primaire de 1880 défendait de faire travailler un enfant de 10 à 13 ans résidant dans un « district scolaire » (*school district*) avant qu'il n'eût obtenu un certificat d'aptitude, avec dispense partielle ou totale de fréquentation scolaire, dans les conditions fixées par un règlement en vigueur dans le district considéré.

ESPAGNE.

Statistique de l'industrie minérale de l'Espagne en 1899.

1^o PRODUCTION DES CONCESSIONS DE MINES.

DÉSIGNATION DES MINÉRAIS.	NOMBRE D'OUVRIERS occupés dans les mines.			PRODUCTION ANNUELLE.	
	Hommes.	Femmes.	Enfants.	Poids.	Valeur sur place.
				tonnes.	francs.
Fer.....	9.720	238	1.897	9.397.733	43.001.056
Plomb.....	8.684	152	1.281	128.261	23.872.041
Plomb argentifère.....	7.843	454	1.195	184.906	38.122.534
Zinc.....	1.696	165	343	119.770	6.044.937
Cuivre.....	7.329	183	939	2.443.044	14.925.005
Mercure.....	1.915	3	177	32.144	6.373.016
Manganèse.....	1.179	350	190	104.974	1.765.438
Sel commun.....	1.610	239	821	598.108	5.455.666
Houille.....	14.036	1.151	2.645	2.565.437	23.900.572
Autres mines.....	2.832	128	411	308.063	3.024.636
				et 694 kg. 2	
	56.844	3.063	9.899	15.882.440	166.484.901
				et 694 kg. 2	

2^e PRODUCTION DES USINES MÉTALLURGIQUES.

DÉSIGNATION des SUBSTANCES minérales.	PRODUCTION.		Nombre des usines en activité.	MACHINES EN ACTIVITÉ.				OUVRIERS.			MA- TIÈRES ÉLABORÉES.
	POIDS.	VALEUR à piéd-d'œuvre.		HYDRAU- LIQUES.		À VAPEUR.		Hommes.	Femmes.	Enfants.	
				Nombre.	Force en chevaux.	Nombre.	Force en chevaux.				
	tonnes.	francs.									tonnes.
Fonte, fer et acier.....	266.385	41.351.832	19	22	1.122	263	25.450	8.153	187	1.006	616.123
Plomb.....	91.739	37.252.329	10	1	8	37	758	1.685	6	159	128.261
Plomb argen- tifer.....	70.874	24.476.617	21	"	"	16	365	1.104	"	74	166.304
Cuivre noir....	41.927	29.297.725	12	"	"	30	753	3.492	200	343	1.720.023
Zinc laminé et en lingots..	6.184	4.808.120	1	"	"	13	134	462	8	19	15.000
Mercurc.....	1.361	7.406.146	8	"	"	4	54	290	7	327	26.228
Autres substances	966.779	31.591.477	65	26	586	45	1.313	1.294	34	158	1.013.643
TOTAUX...		176.184.216	131	49	1.716	409	28.856	16.430	412	2.086	"

ÉTATS DE VIRGINIE OCCIDENTALE ET DE COLORADO.

Introduction de la journée de 8 heures dans la Virginie occidentale et le Colorado (1). — En vertu de la loi du 21 février 1899, Chap. 17, la journée de 8 heures est réglementaire pour tous les ouvriers sans distinction, employés dans la Virginie occidentale, soit en régie, par l'État lui-même, soit par les entrepreneurs et leurs sous-traitants éventuels pour tous travaux ou fournitures concédés par adjudications publiques. Les contrevenants, fonctionnaires ou particuliers, sont passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à 5,000 francs, ou d'un emprisonnement de 1 jour à 6 mois.

Dans le *Colorado*, par la loi du 16 mars 1899, chapitre 103, la journée de 8 heures est réglementaire pour tous les ouvriers occupés à la réduction et au raffinage des minerais et des métaux.

Des exceptions ne sont prévues que pour les cas de force majeure. Toute contravention est punie d'une amende de 250 à 500 francs, ou d'un emprisonnement de 1 jour à 6 mois, ou encore des deux peines réunies.

(1) D'après la *Société Rundschau*, mars 1900.

ÉTAT D'ILLINOIS.

Les bureaux de placement officiels dans l'Illinois ⁽¹⁾. — Depuis le 1^{er} juillet 1899, le placement dans l'État d'Illinois est régi par la loi du 17 avril 1899, dont voici les dispositions principales :

Dans toute ville de l'État de l'Illinois, comptant au moins 50.000 âmes, et dans toute ville d'un million d'habitants et plus, seront respectivement créés un ou trois bureaux, dénommés : *Bureaux de placement gratuit de l'État de l'Illinois*, à l'effet de procurer du travail aux classes laborieuses. Les frais d'installation et d'entretien sont à la charge du Trésor public Quant au fonctionnement, il sera assuré par un directeur, nommé par le gouverneur sur la proposition de la Commission officielle du Travail, et un sous-directeur, ayant tous deux sous leurs ordres un auxiliaire. La place de sous-directeur ou d'employé auxiliaire devra toujours être occupée par une personne du sexe féminin

Les inscriptions reçues formeront la matière d'un état à établir toutes les semaines par chaque directeur, qui consignera seulement le nombre et la nature des offres et demandes, sans indiquer le nom ni l'adresse des intéressés, et fera connaître aussi combien de placements il a effectués, et dans quelles conditions. Ces états seront adressés au service de la Statistique du Travail, qui les fondera en un tableau d'ensemble hebdomadaire, et le donnera à l'impression ainsi que les états séparés, pour adresser enfin le tout aux directeurs des divers bureaux.

Un exemplaire de ces états sera en outre expédié à tous les inspecteurs publics des fabriques et des mines, auxquels il incombera dès lors d'appuyer, chacun dans sa sphère, l'œuvre du placement, en informant les Bureaux des emplois vacants, en décrivant le genre de travail demandé et les raisons du manque de bras, et aussi en s'efforçant de procurer aux Bureaux des collaborateurs dévoués en la personne des patrons.

Les directeurs des Bureaux de placement devront également s'entendre avec les gros fabricants, commerçants et autres patrons, et chercher à obtenir leur concours

L'ensemble des opérations des Bureaux de placement formera chaque année l'objet de rapports à soumettre au service de la Statistique du Travail, qui les publiera.

Le placement s'effectue à titre absolument gratuit, et il est formellement interdit à tout fonctionnaire d'accepter, pour ses bons offices, une rémunération quelconque de la part des intéressés; toute infraction le rend passible d'une amende et de la prison. Lors de grèves ou de lock-outs, les Bureaux ne doivent en aucune façon offrir leur entremise aux patrons en cause; ils ne doivent pas non plus mettre à leur disposition ainsi qu'à celle de leurs ouvriers les demandes et offres de travail en instance sur les registres.

Dans les villes spécifiées plus haut, il n'est permis à personne, aux individus non plus qu'à une raison commerciale ou à une municipalité, de gérer un bureau de placement privé, à titre onéreux pour les intéressés, en tant qu'une autorisation *ad hoc* n'a pas été délivrée par le Secrétaire d'État contre le versement annuel de 200 dollars et qu'un cautionnement de 1.000 dollars n'a pas été déposé, en garantie de l'accomplissement scrupuleux des obligations inhérentes à une agence privée de placement. En aucun cas, de tels bureaux ne doivent porter une dénomination analogue à celle des Bureaux officiels.

La surveillance des Bureaux publics de placement appartient à la Commission officielle du Travail, qui, dans le cas où un directeur ne remplit pas ses devoirs, peut le citer à comparaître, pour qu'il se justifie, et proposer son déplacement au gouverneur.

(1) D'après la *Soc. Rundschau*, mars et mai 1900.

Conformément à l'article 1^{er} de la loi, la ville de *Chicago* possède ses trois bureaux, depuis le 2 août 1899. Ils ont obtenu un grand succès, ainsi qu'il résulte des renseignements suivants, qui se rapportent à 9 semaines seulement, depuis l'ouverture au 1^{er} octobre 1899 :

	1 ^{er} BUREAU. Demandes.	2 ^e BUREAU. Offres.	3 ^e BUREAU. Placements.
Hommes.....	9.825	6.103	3.752
Femmes.....	3.272	4.267	2.745
ENSEMBLE.....	13.097	10.370	6.497

Les placements effectués donnent la proportion suivante :

	PLACEMENTS pour 100.	
	Demandes.	Offres.
Hommes.....	38,2	62
Femmes.....	84	64,3
EN TOUT.....	50	63,7

Plus de la moitié des postulants (8.381) étaient des citoyens américains; 199, des Autrichiens; 11, des Hongrois.

ÉTAT DE NEW-JERSEY.

Déclarations obligatoires relativement aux statistiques du travail(1). — Une loi en date du 29 mars 1899 (chapitre 124) oblige les propriétaires, directeurs ou surveillants des fabriques, ateliers, moulins, mines et autres exploitations industrielles, où sont occupés des ouvriers, à remplir, dans le délai indiqué, tous questionnaires ou formulaires expédiés par l'*Office du travail* de l'État de New-Jersey, à l'effet de réunir des documents relatifs à la statistique du travail, et aussi à certifier l'exactitude des indications fournies. Toute négligence dans l'observation du délai ou tout refus de déclaration sont punis d'une amende de 250 francs.

(1) 22^e rapport annuel de l'*Office du travail* de l'État de New-Jersey.

LUXEMBOURG.

Le placement gratuit en Luxembourg. — Le placement gratuit a été organisé en Luxembourg, sous le nom de *Bourse du travail*, par un arrêté du Gouvernement grand-ducal, en date du 19 novembre 1892. Le service a fonctionné depuis le 1^{er} décembre suivant et son originalité consiste en ce qu'il est confié à l'administration des postes.

Tous les bureaux de poste y coopèrent⁽¹⁾; leur rôle se borne d'ailleurs à la transmission et à la publication, par voie d'affiches, des offres et des demandes d'emploi qui leur sont adressées par les patrons et les ouvriers.

Le service dénommé *Bourse du travail* est divisé en deux parties : la *Bourse générale*, qui comprend toute l'étendue du Grand-Duché, et la *Bourse particulière*, qui ne comprend que le ressort d'un bureau de poste.

Les listes des offres et des demandes d'emploi sont affichées dans les 52 bureaux de poste et dans les 101 stations des chemins de fer du pays.

De même ces listes sont distribuées tous les samedis dans tous les hôtels, restaurants, cafés et cabarets du pays, qui sont au nombre de 2,180.

Les résultats obtenus sont caractérisés par les chiffres du tableau suivant :

	DÉCEMBRE 1892.	DÉCEMBRE 1893.	TOUTE L'ANNÉE 1895.
Demandes d'emplois.....	88	156	601
Offres d'emplois.....	55	98	2.050
Solutions aux demandes.....	10	117	613
Solutions aux offres.....	15	180	1.974
Travailleurs placés.....	"	"	2.828

On trouvera ci-après le texte de l'arrêté du 19 novembre 1892, qui a organisé le service.

I. — ARRÊTÉ DU 19 NOVEMBRE 1892 CONCERNANT L'INSTITUTION DE LA BOURSE DU TRAVAIL.

CHAPITRE I^{er}.

ART. 1^{er}. — L'administration des postes et des télégraphes est chargée provisoirement, à partir du 1^{er} décembre prochain, des opérations dites « de Bourse du travail » qui ont pour objet la transmission des offres et des demandes de travail entre patrons et ouvriers.

ART. 2. — La Bourse du travail est divisée en deux parties. L'une de ces parties, la Bourse générale, comprend toute l'étendue du Grand-Duché; l'autre, la Bourse particulière, comprend le ressort de chaque bureau de poste séparément.

CHAPITRE II.

ART. 3. — Les opérations de la Bourse générale du travail sont les suivantes :

(1) Les bureaux de poste qui s'occupent du service de la Bourse du travail, se composent de 26 perceptions de poste, 22 agences postales de plein exercice et 14 relais.

a) La demande de travail de l'ouvrier se fait au moyen d'une carte postale affranchie au taux ordinaire, qui est adressée à la perception des postes de Luxembourg-ville;

b) L'offre de travail par le patron se fait de la même manière;

c) La perception de Luxembourg-ville porte ces demandes et offres dans le registre *Bourse générale du travail*, dont les rubriques correspondent avec celles des cartes postales affranchies. Ce registre est clôturé chaque soir, à la réception de la dernière dépêche du jour, et il en est formé une copie en autant d'exemplaires qu'il y a d'établissements de poste dans le pays, pour être transmis, par le premier courrier du jour, aux établissements postaux à fin d'affichage immédiat aux guichets. Ces affiches reproduiront chaque jour les mêmes renseignements jusqu'à information de la cessation de la demande ou de l'offre de travail (1).

Il est loisible à l'ouvrier ou au patron de se présenter au bureau de poste pour faire inscrire leur demande ou offre dans le même registre.

CHAPITRE III.

ART. 4. — Les opérations de la Bourse particulière du travail sont les suivantes :

a) La demande et l'offre de travail pour le ressort d'un même bureau de poste se font par carte postale affranchie au taux ordinaire et adressée au préposé de ce bureau; il est néanmoins loisible à l'ouvrier et au patron de se présenter au bureau de poste pour faire inscrire leur proposition, conformément aux dispositions de l'article qui précède.

b) Chaque bureau établit la liste à afficher de la demande et de l'offre du travail, dans les conditions énoncées *sub. c* de l'article précédent.

CHAPITRE IV.

ART. 5. — Les ouvriers et les patrons auront à s'entendre directement entre eux, sans autre intervention de la poste, sur le vu des listes affichées aux guichets.

ART. 6. — Dans l'intérêt de la marche régulière de la Bourse du travail, tout patron et tout ouvrier informera la perception de Luxembourg-ville ou celle de son ressort, du retrait de son offre ou de sa demande de travail. Cette information se fait sans frais, au moyen de la carte postale « cessation de demande ou d'offre ».

ART. 7. — Le préposé de la perception de Luxembourg-ville porte les données de cette carte dans le registre « Bourse générale du travail », et en tient compte lors de la confection de la prochaine copie à adresser aux établissements postaux, de manière que la dernière copie donne à elle seule la situation exacte de la Bourse entière.

Le préposé de toute autre perception porte les données de cette carte dans le registre « Bourse particulière du travail », et en tient compte pour la confection de la prochaine liste à afficher à son guichet, de manière que la dernière liste donne à elle seule la situation exacte de la Bourse de son bureau.

ART. 8. — Les deux listes à afficher par chaque bureau sont juxtaposées.

ART. 9. — Pour le cas où les postulants ne résident pas dans une localité pourvue d'un établissement postal, le bureau intéressé portera à leur connaissance, au moyen de la formule n° 4, qu'il peut être fait droit à leur demande; la réponse annexée à cet avis sera remplie par le destinataire, qui la détachera ensuite pour la renvoyer à l'administration; ces deux formulaires, faisant partie du service intérieur, ne donneront pas lieu à une taxe spéciale.

ART. 10. — Le service de la Bourse du travail se fera : celui de la Bourse générale, par

(1) Pour faciliter la marche du service, le bureau de Luxembourg-ville fait imprimer chaque semaine la liste complète des offres et demandes, et en transmet un exemplaire à tous les bureaux de poste. Les modifications et ajoutés qu'il y a lieu de faire sur ces listes au courant de la semaine sont portés au moyen de circulaires hectographiées, à la connaissance des bureaux chargés de modifier en conséquence les listes affichées.

toutes les perceptions et agences de plein exercice et par les facteurs de relais; celui de la Bourse particulière, par toutes les perceptions et agences de plein exercice.

ART. 11. — En dehors du port des deux cartes postales ayant trait à la demande et à l'offre de travail, il n'est perçu aucune taxe pour le service de la Bourse du travail. Les communications télégraphiques ou téléphoniques dont il pourra être fait usage restent soumises aux règles ordinaires.

ART. 12. — L'administration des postes et des télégraphes est chargée de pourvoir ses bureaux du matériel nécessaire pour le service de la Bourse du travail, aux frais du département auquel ressortissent les affaires du commerce et de l'industrie.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

Suppression du paiement partiel des primes d'assurances par les ouvriers (1). — Aux termes d'une loi en date du 19 octobre 1899 (*The Wages Protection Act*), défense est faite aux patrons de retenir désormais aux ouvriers, d'une façon quelconque, une partie de leurs salaires, à titre de contribution aux primes d'assurances contre les accidents du travail. Elle interdit également aux Compagnies d'assurances d'accepter des ouvriers, pour le même objet, la moindre quote-part, sauf dans le cas de conventions spéciales intervenues entre patrons et ouvriers, et en vertu desquelles ces derniers sont assurés contre les accidents, en dehors même des chantiers ou ateliers. Encore de tels contrats sont-ils subordonnés à l'approbation du juge de paix et ne doivent-ils engager l'ouvrier qu'au versement d'un tiers au plus de la prime.

Établissement d'un salaire minimum pour les jeunes ouvriers des deux sexes (1). — Aux termes d'une loi en date du 21 octobre 1899 (*The Employment of Boys and Girls without Payment Prevention Act*), les patrons sont tenus de payer aux jeunes ouvriers de l'un et l'autre sexes, au-dessous de 18 ans, pour tout travail exécuté dans une fabrique ou un atelier, un salaire fixé, au préalable, de commun accord, et qui doit s'élever, par semaine, à 4 shillings au moins pour les filles, à 5 shillings au moins pour les garçons, et ce, sans pouvoir exiger des heures de travail supplémentaires. Si le patron néglige pendant toute une quinzaine de régler exactement la totalité des salaires dus, il est passible d'une amende pouvant monter jusqu'à 5 shillings par chaque autre jour de retard.

En outre, il est défendu à tout industriel, sous peine d'une amende allant jusqu'à 250 francs, de se faire verser par n'importe qui la moindre somme pour admettre des jeunes ouvriers dans sa fabrique ou son atelier.

(1) *Soc. Rundschau*.

(1) D'après la *Soc. Rundschau*, mars 1900.

RUSSIE.

Loi réglementant le service des chaudières dans les mines (1). — L'*Officiel* russe promulgue une loi, d'après laquelle un ouvrier ne doit pas être chargé du service de plus de deux chaudières chauffées au charbon ou au bois; de plus de quatre chauffées à l'huile de naphte, et de plus de cinq chauffées au gaz. En même temps, des surveillants doivent être commis, à raison d'un par cinq chaudières.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du Ministre des travaux publics, aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées, en date du 17 novembre 1900, supprimant les retenues disciplinaires du salaire des agents inférieurs.

Le décret du 17 août 1893, portant organisation du personnel inférieur des ponts et chaussées et le règlement pour le service des cantonniers, du 20 février 1880, ont prévu, au nombre des mesures disciplinaires, la retenue de traitement ou de salaire qui, suivant les cas, est prononcée, sur la proposition des ingénieurs en chef, par l'Administration supérieure ou par le préfet.

Ces pénalités frappent souvent des familles n'ayant que peu de ressources et causent une gêne sensible dont souffrent les femmes et les enfants; elles sont en désaccord avec le principe de justice et de bienveillance qui doit inspirer une administration démocratique.

J'ai décidé, en conséquence, de ne plus user de ce mode de répression et d'y substituer un blâme sévère.

Vous voudrez bien tenir compte de cette décision lorsque vous aurez à me proposer ou à proposer à MM. les préfets une mesure disciplinaire à l'égard d'un des agents placés sous vos ordres.

Décret en date du 5 décembre 1900, nommant à nouveau quatre membres de la Commission supérieure du travail et de l'industrie pour une nouvelle période de quatre années.

(J. O. du 9 décembre 1900.)

Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 11 décembre 1900, instituant une Commission d'hygiène industrielle et nommant les membres de cette Commission.

(J. O. du 15 décembre 1900.)

Vu l'article 3 de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels; vu notamment le paragraphe 2, relatif aux mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, et le paragraphe 3, relatif aux prescriptions particulières soit à certaines industries, soit à certains modes de travail; — Considérant qu'aux termes du paragraphe 4 du même article, le comité consultatif d'hygiène publique de France

(1) D'après la *Soc. Frانس* du 6 décembre 1900.

n'est appelé à donner son avis qu'en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 1 ; — Considérant que la constitution d'une commission technique spéciale est nécessaire pour la préparation des règlements particuliers, relatifs à l'hygiène dans certaines industries ou dans certains modes de travail. — Sur le rapport du directeur du travail,

ART. 1^{er}. Il est institué auprès du ministère du Commerce et de l'Industrie, une Commission d'Hygiène Industrielle qui sera chargée de préparer au fur et à mesure des nécessités constatées, et avant examen par le Comité Consultatif des Arts et Manufactures, les projets de règlements d'administration publique, relatifs à l'hygiène, particuliers à certaines industries ou à certains modes de travail.

ART. 2. Cette Commission est composée ainsi qu'il suit :

M. le docteur Napias, membre de l'Académie des sciences, directeur de l'administration générale de l'Assistance publique à Paris, *Président*.

MM. Bouquet, conseiller d'État, directeur de l'enseignement technique au ministère du Commerce et de l'Industrie. — Arthur Fontaine, ingénieur en chef des mines, directeur du travail au ministère du Commerce et de l'Industrie. — Docteur A.-J. Martin, inspecteur général de l'assainissement et de la salubrité de l'habitation à la préfecture de la Seine. — Docteur Thoinot, professeur agrégé, médecin des hôpitaux, médecin expert près le tribunal de première instance. — Fleurant, professeur de chimie industrielle au Conservatoire des arts et métiers. — Maurice Bourguin, professeur d'économie politique à la faculté de droit de l'université de Lille, chargé de cours à la faculté de droit de Paris. — Appert, président du syndicat des fabricants de cristaux et verreries de France, membre du Conseil supérieur du travail. — Coquelin, membre ouvrier du Conseil des prud'hommes des métaux et industries diverses, membre du Conseil supérieur du travail. — Laporte, inspecteur divisionnaire du travail de la 1^{re} circonscription, *membres*.

MM. De Pulligny, ingénieur des ponts et chaussées, enquêteur de l'Office du travail au ministère du Commerce. — Brice, docteur en droit, chargé des fonctions de chef de bureau de l'Inspection du travail au ministère du Commerce, *secrétaires*.

ART. 3. Pour l'élaboration de chacun des règlements particuliers ci-dessus prévus, il sera adjoint à la Commission, par décision ministérielle, quatre membres choisis en raison de leur compétence spéciale dans les questions intéressant l'industrie ou le genre de travail en cause.

ART. 4. Le Directeur du travail est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Circulaire du Ministre des travaux publics, en date du 19 décembre 1900, adressée aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées, sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les peintures.

Mon attention vient d'être appelée sur les dangers que présente, au point de vue de l'hygiène publique, l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture.

Je vous prie d'examiner, en vous plaçant au point de vue purement technique, si le blanc de zinc pourrait être substitué sans inconvénient au blanc de céruse dans tous les travaux de peinture exécutés pour le compte de votre service.

Je désire recevoir ces renseignements le plus tôt possible.

Décret, en date du 22 décembre 1900, modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes.

(J. O. du 30 décembre 1900.)

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu le décret du 15 octobre 1810, l'ordonnance du 14 janvier 1815 et le décret du 15 mars 1852 sur la décentralisation administrative;

Vu le décret du 3 mai 1886, déterminant la nomenclature et la division en trois classes des établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu les décrets des 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899 et 18 septembre 1899, qui ont modifié, cette nomenclature;

Vu le décret du 19 mai 1873, concernant les huiles de pétrole et schiste, essences et autres hydrocarbures et les décrets des 12 juillet 1884 et 20 mars 1885;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

ARTICLE PREMIER. — La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes, contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899 et 18 septembre 1899, est modifiée conformément aux tableaux A et B annexés au présent décret.

TABLEAU A.

Suppression aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899 et 18 septembre 1899.

Huiles (mélange à chaud ou cuisson des):

1° En vases ouverts: odeur et danger d'incendie, 1^{re} classe.

2° En vases clos: odeur et danger d'incendie, 2^e classe.

Graisses pour voitures (fabrication des) odeur et danger d'incendie, 1^{re} classe.

TABLEAU B.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899 et 18 septembre 1899.

Huiles animales (traitement ou mélange à chaud, ou cuisson avec des huiles végétales ou des huiles lourdes minérales): odeur et danger d'incendie, 1^{re} classe.

Huiles végétales et huiles minérales lourdes (trait ou mélange à chaud ou cuisson des):

1° Par chauffage à feu nu: odeur et danger d'incendie, 1^{re} classe;

2° Par chauffage à la vapeur libre produite dans un local séparé de l'atelier où sont les appareils: odeur et danger d'incendie, 3^e classe.

Huiles végétales et huiles minérales lourdes. Mélange avec réchauffement vers 45 à 50°, en vue de défiger les huiles dans un local séparé de celui où sont les huiles à mélanger: odeur et danger d'incendie, 3^e classe.

Fourrières de chiens: odeur et bruit, 2^e classe.

Cuivre (extraction du) par grillage chlorurant des résidus de grillage des pyrites: émanations nuisibles, 1^{re} classe.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 22 décembre 1900, déterminant les primes prévues par le décret du 28 février 1899 et l'arrêté ministériel du 29 mars 1899 relatifs aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

(J. O. du 23 décembre 1900.)

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; — vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de cette loi; vu l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, déterminant les bases des cautionnements que doivent constituer les sociétés d'assurances contre les accidents du travail; — vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1899, déterminant les primes prévues à l'article 6 du décret du 28 février 1899 et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, relatifs aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail, spécialement l'article 2 dudit arrêté; — vu l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 mai 1899, complétant les arrêtés des 29 et 30 mars susvisés; — vu l'arrêté ministériel du 26 décembre 1899, prorogeant pour l'année 1900 l'effet des arrêtés susvisés; — vu l'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail,

ART. 1^{er}. Les primes visées au dernier alinéa de l'article 6 du décret du 28 février 1899, et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, telles qu'elles sont fixées à l'ar-

tiel 1^{er} de l'arrêté ministériel du 30 mars 1899, sont maintenues provisoirement pour l'année 1901.

ART. 2. Est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1902 l'effet des dispositions contenues dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 mai 1899.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 22 décembre 1900, déterminant un barème minimum pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

(J. O. du 23 décembre 1900.)

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; — vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de cette loi; — vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1899, déterminant le barème minimum pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail, et spécialement son article 2; — vu l'arrêté ministériel du 26 décembre 1899, maintenant pour l'année 1900 le barème déterminé par l'arrêté du 30 mars 1899 susvisé; — vu l'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

ARTICLE UNIQUE. Le barème minimum déterminé pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail par l'arrêté du 30 mars 1899 et annexé au dit arrêté, est maintenu provisoirement pour l'année 1901.

Loi en date du 25 décembre 1900, modifiant la loi du 31 mars 1899 ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner.

(J. O. du 29 décembre 1900.)

ARTICLE UNIQUE. Le premier paragraphe de l'article 3 de la loi du 31 mars 1899 est et demeure modifié de la manière suivante :

« Le montant des avances faites aux caisses régionales ne pourra excéder le quadruple du montant du capital versé en espèces. »

Loi en date du 27 décembre 1900, concernant l'organisation et la fixation des traitements du personnel des écoles professionnelles.

(J. O. du 28 décembre 1900.)

ART. 1^{er}. Chacune des écoles professionnelles de Paris a un programme et un règlement particuliers établis par le Conseil municipal et approuvés par le préfet de la Seine, sous l'autorité du Ministre du commerce.

ART. 2. Il est institué auprès de chacune d'elles un comité de patronage composé :

Du préfet de la Seine ou du directeur de l'enseignement primaire de la Seine; de membres du Conseil municipal en nombre déterminé par le règlement de l'école; de personnes notables et de dames patronnesses pour les écoles de filles, choisies par le Conseil municipal avec approbation du préfet de la Seine, sous l'autorité du Ministre du commerce, en nombre déterminé par le règlement de l'école en proportion des spécialités qui y sont enseignées; de deux représentants du Ministre du commerce, dont le fonctionnaire de l'enseignement technique chargé de l'inspection; le directeur ou la directrice de l'école fait partie du comité de patronage avec voix consultative.

ART. 3. Les attributions de ces comités de patronage sont fixées par un règlement du préfet de la Seine après avis du Conseil municipal, sous l'autorité du Ministre du commerce.

ART. 4. Les directeurs et directrices sont nommés par le Ministre du commerce sur une liste de trois noms présentée par le Conseil municipal. Un décret rendu sur la proposition du Ministre du commerce, après avis du Conseil municipal et du Conseil supérieur de l'en-

seignement technique, déterminera les conditions que devront remplir les candidats aux fonctions de directeur ou de directrice. Le traitement des directeurs et directrices est soumis à retenue; ils sont admis à la retraite dans les mêmes conditions que les membres de l'enseignement primaire.

ART. 5. Tous les membres du personnel de chaque école professionnelle de la ville de Paris, autres que le directeur ou la directrice, sont nommés ou délégués, sous l'autorité du Ministre du commerce, par le préfet de la Seine, sur la présentation du directeur de l'enseignement primaire de la Seine. Pour les membres de l'enseignement technique, le comité de patronage de l'école intéressée est consulté.

ART. 6. Un décret rendu sur la proposition du Ministre du commerce, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique, déterminera les conditions que devront remplir les candidats aux fonctions de professeurs titulaires.

ART. 7. La fixation des traitements du personnel et ses conditions d'avancement seront déterminées par un arrêté du préfet de la Seine, après délibération du Conseil municipal.

ART. 8. La ville de Paris devra admettre aux versements pour la caisse des retraites des employés de la préfecture de la Seine les membres titulaires du personnel enseignant technique, théorique et d'instruction générale qui en feront la demande. Mais ceux-ci pourront, s'ils le préfèrent, continuer à verser à la caisse de l'État dans les conditions fixées par la loi sur les pensions civiles.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Les membres de l'enseignement primaire actuellement en fonctions dans les écoles professionnelles de Paris restent dans les cadres de l'enseignement. Ils pourront être réintégrés dans les écoles primaires ou primaires supérieures, ou rester dans les écoles professionnelles en conservant les mêmes droits à la retraite que par le passé.

Décret en date du 28 décembre 1900, fixant, pour 1901, le taux de l'intérêt à servir aux déposants par la Caisse nationale des retraites.

(J. O. du 5 janvier 1901.)

Vu les articles 9, 12 et 22 de la loi du 20 juillet 1886, relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse; — Vu l'avis exprimé, dans sa séance du 14 décembre 1900, par la Commission supérieure visée à l'article 3 de la loi précitée.

ARTICLE 1^{er}. Le taux de l'intérêt composé du capital dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est calculé le montant de la rente viagère à servir aux déposants de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse est fixé à trois francs cinquante pour cent (3,50 p. 0/0) pour les versements, abandons de capitaux et ajournements de jouissance effectués pendant l'année 1901.

ART. 2. Le Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret. . .

Loi en date du 29 décembre 1900, fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant.

(J. O. du 31 décembre 1900.)

ARTICLE PREMIER. — Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, devront être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

ART. 2. Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi; à cet effet, ils ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}. — Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices qui font foi jusqu'à preuve contraire. Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est

envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet. — Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi.

ART. 3. Les chefs d'établissements, directeurs ou gérants des magasins, boutiques et autres locaux prévus à l'article 1^{er} sont tenus de faire afficher à des endroits apparents les dispositions de la présente loi, ainsi que les noms et les adresses des inspecteurs et inspectrices de la circonscription.

ART. 4. Lesdits chefs d'établissements, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions. Les chefs d'établissements seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 5. En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs. Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation identique. En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions. Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 453 du Code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs.

ART. 6. L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle. Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

ART. 7. Seront punis d'une amende de 100 à 500 francs, et en cas de récidive de 500 à 1,000 francs, tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent article. Les dispositions du Code pénal, qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire, sont, en outre, applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs.

ART. 8. Les dispositions de la présente loi seront mises en vigueur un mois après sa promulgation.

**Décret en date du 2 janvier 1901, portant modifications
au décret du 17 septembre 1900, qui a institué des Conseils du travail.**

(J. O. du 5 janvier 1901.)

Vu le décret du 17 septembre 1900, instituant les conseils du travail; — Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

ARTICLE UNIQUE. Les articles 5, 6, 7 et 9 du décret du 17 septembre 1900, instituant les conseils du travail, sont remplacés par les suivants :

ART. 5. Dans chaque section sont éligibles les Français de l'un ou l'autre sexe, âgés de vingt-cinq ans au moins, domiciliés ou résidant dans la circonscription de cette section, non déchu de leurs droits civils et civiques, appartenant ou ayant appartenu pendant dix années comme patrons, employés ou ouvriers à l'une des professions inscrites dans la section. — Les électeurs patrons et les électeurs ouvriers forment deux collèges distincts élisant séparément leurs représentants. — Dans chaque section sont électeurs patrons les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 avril 1884, ayant effectué les dépôts prescrits par l'article 4 de cette loi douze semaines au moins avant l'affichage prévu par l'article 6 du présent décret et comprenant des patrons, directeurs ou chefs d'établissement exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil. — Dans

chaque section, sont électeurs ouvriers les associations professionnelles légalement constituées en conformité de la loi du 21 mars 1884, ayant effectué les dépôts prescrits par l'article 4 de cette loi douze semaines au moins avant l'affichage, prévu à l'article 6 du présent décret, et comprenant des ouvriers ou employés exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du Conseil. — Une même association peut être électeur dans plusieurs sections soit du même conseil, soit de conseils différents. — Chaque association dispose dans toute section où elle est électeur patron, d'une voix par dix membres ou fraction de dix membres patrons ou assimilés exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil. — Chaque association dispose, dans toute section où elle est électeur ouvrier, d'une voix par vingt-cinq membres ou fraction de vingt-cinq membres ouvriers ou employés exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du Conseil.

ART. 6. Le préfet prescrit toutes dispositions nécessaires pour assurer la régularité des opérations électorales. — La date des élections est fixée par arrêté préfectoral; elle peut être différente pour les diverses sections d'un même conseil et dans chaque section, en cas de nécessité, pour les patrons et pour les ouvriers. — Le deuxième tour de scrutin a lieu dans un délai maximum de quinze jours. — L'arrêté convoquant les électeurs est, dans les communes intéressées, affiché à la mairie et porté à la connaissance du public par les soins des maires, deux mois au moins avant la date fixée pour le premier tour. — Pendant quinze jours à dater de l'affichage, les listes électorales dressées par le préfet ou, sous son contrôle, par les maires, à l'aide des renseignements fournis antérieurement par les associations professionnelles, sont tenues à la disposition des intéressés pour être revisées d'après leurs déclarations : 1° à la mairie de la commune où est situé le siège de la section qui élit ses représentants; 2° aux mairies des sièges desdites associations, lorsqu'ils sont situés dans la circonscription de cette section. Les déclarations doivent être faites par un mandataire autorisé des associations. — Pendant les trois semaines à dater de l'affichage, les réclamations des associations intéressées au sujet de la liste primitive ou revisée, rédigées en double exemplaire par un mandataire autorisé, sont reçues à la mairie de la commune où est situé le siège de l'association dont les droits électoraux sont contestés. Si ce siège n'est pas situé dans la circonscription qui élit ses représentants, les réclamations sont reçues dans la même forme à la mairie du siège de la section. Un exemplaire de la protestation est envoyé par la mairie à l'association mise en cause. — Dans le délai de trente jours à dater de l'affichage, les listes revisées, les réclamations et les réponses sont transmises au préfet avec l'avis du maire. Le préfet arrête la liste électorale définitive; en cas de contestation recevable, il inscrit l'association pour le nombre de voix seulement que celle-ci aura accepté de justifier.

ART. 7. Le préfet désigne les locaux où aura lieu le vote. Il fixe l'heure de l'ouverture et celle de la fermeture du scrutin. Il désigne la personne chargée de présider le bureau électoral. Le bureau est formé du président, du plus jeune et du plus âgé parmi les mandataires des associations ayant droit de prendre part au vote, présents à l'ouverture du scrutin. — L'élection a lieu au scrutin de liste. — Le mandataire de toute association prenant part au vote dépose entre les mains du président un bulletin portant les indications suivantes : Nom de l'association, noms des candidats choisis par elle, date et lieu où s'est tenue l'assemblée générale ayant désigné ses candidats, signature du secrétaire et d'un administrateur de l'association certifiant l'exactitude de ces mentions. — Aucune condition n'est requise du mandataire. Si les désignations portées au bulletin, autres que les noms des candidats choisis par l'association, sont réputées incomplètes par le bureau, celui-ci en avertit le mandataire et l'invite à faire compléter le bulletin avant la fermeture du scrutin. — Dès la réception du bulletin, le président y inscrit en présence du mandataire le nombre de suffrages attribués à l'association par liste électorale définitive communiquée au bureau par le préfet. — Le vote est acquis au premier tour à la majorité absolue des suffrages exprimés; au deuxième tour, à la majorité relative. En cas de partage des voix au deuxième tour, le plus âgé des deux candidats est élu. — Le résultat du vote est proclamé par le président du bureau et transmis par ses soins au préfet, avec le procès-verbal des opérations et les bulletins de vote. — Les protestations doivent être consignées au procès-verbal ou adressées, à peine de nullité, dans les trois jours qui suivent l'élection, au préfet, qui en accuse réception. — En cas de protestation, ou si le préfet estime que les conditions prescrites ne sont pas remplies, le dossier est transmis avec son avis, au plus tard quinze jours après l'élection, au Ministre du

du commerce et de l'industrie, qui statue. — En cas d'annulation, il est procédé à de nouvelles élections dans le délai d'un mois.

ART. 9. Les membres des sections du Conseil du travail sont nommés pour deux ans et renouvelables par moitié tous les ans. — Sera considéré comme démissionnaire celui qui, sans excuse valable, ne répondra pas à trois convocations successives ou qui cessera d'être éligible par le collège électoral qu'il représente. — Il est pourvu à la vacance lors du renouvellement annuel.

DIVERSES LETTRES ET DÉCISIONS MINISTÉRIELLES RELATIVES A L'INSPECTION DU TRAVAIL (EXTRAITS).

Lettre ministérielle du 14 octobre 1899 relative aux droits des inspecteurs comme membres des commissions départementales.

[Les inspecteurs du travail qui sont membres de droit de la commission, y ont voix délibérative comme tous les autres membres.]

Lettre ministérielle du 25 octobre 1899 relative à l'observation, dans les teintureries, des prescriptions du décret du 10 mars 1894.

Les bacs de teinture employés dans certains établissements dégagent d'abondantes vapeurs d'acide sulfhydrique, qui occasionnent chez les ouvriers des troubles sérieux, tels que : maux de tête, sensation de constriction épigastrique, état nauséux pouvant aller jusqu'au vomissement. Ce qui pouvait n'être autrefois qu'un travail incommode, peut, en raison du titre élevé des solutions employées, devenir un travail insalubre par l'action des vapeurs sulfureuses sur les muqueuses respiratoires. Pour remédier à cet état de choses, il serait nécessaire qu'à chaque bac correspondît une hotte close de tous côtés sauf du côté de l'ouvrier; que l'emplacement des bacs fût séparé par une cloison des salles ordinaires, et que le dessus des cuves fût recouvert et fermé.

Il paraîtrait d'ailleurs que les indispositions auxquelles est sujet le personnel des teintureries seraient plus fréquentes dans les ateliers dont le sol, formé de planches légèrement disjointes pour l'écoulement des eaux résiduaires, laisserait passer les déchets de la teinturerie qui s'accumuleraient au-dessous du plancher. Il y a lieu, dans ce cas, d'appliquer les dispositions réglementaires qui prescrivent de tenir les emplacements affectés au travail dans un constant état de propreté, d'enlever au fur et à mesure les résidus putrescibles et au besoin de niveler le sol, ce qui éviterait la formation de flaques d'eau dans les endroits où les ouvriers doivent séjourner ou circuler. On essayerait par là, d'obvier aux accidents rhumatismaux qui atteignent l'ouvrier teinturier comme tous ceux appelés à travailler dans des milieux humides.

Ceci fait, il y a d'autres améliorations, dont l'adoption s'imposera dans les ateliers annexes des teintureries.

Dans les salles de broserie mécanique, on pourrait accentuer l'aération générale des salles de travail par quelques ventilateurs disposés de telle sorte que l'envolement des débris cotonneux se fît dans une direction opposée à la place qu'occupent les enfants employés à ce genre d'opération.

Dans les salles de grillage, il est nécessaire d'assurer l'application intégrale du décret de 1894 afin d'éviter l'absorption de débris brûlés et de vapeurs irritants pour les bronches.

Dans les ateliers de gommage, on pourrait assurer l'évacuation des poussières au moyen d'un système qui fonctionne dans un établissement important et qui consiste dans un appareil à cylindres superposés actionné par un ventilateur.

Quant à l'opération du duvetage, on ne saurait arguer pour ne pas appliquer l'article 6 du

décret de 1894, qu'elle n'est pas confiée à des enfants, puisque les prescriptions de ce décret ont été édictées en faveur de tous les travailleurs sans distinction.

A côté des dispositions ci-dessus rappelées et qui ont un caractère impératif, il est d'autres mesures que le service de l'inspection ne pourra recommander qu'à titre d'avis ou de conseils :

Distribution de lait pour éviter l'intolérance de l'estomac;

Changement de postes des ouvriers si les maux qu'ils éprouvent tiennent à des besognes plus spéciales et notamment au travail des bacs de teintures;

Enfin, invitation, faite par affiches, aux ouvriers d'avoir à prendre toutes les précautions de propreté et d'hygiène de nature à prévenir les dangers et les inconvénients qui viennent d'être signalés.

Décision ministérielle du 7 novembre 1899, rejetant une demande de classement des fabriques de faux parmi les usines à feu continu.

C'est la loi elle-même qui, dans l'intérêt des jeunes travailleurs, a prescrit qu'ils ne pourraient pas toujours prendre part aux besognes imposées à leurs aînés; — qu'on ne saurait aller au delà des exceptions que des nécessités impérieuses l'ont obligée à accorder; — que les fabriques de faux, tôles, pelles, versoires en tôle d'acier, marteaux et outils d'agriculture ne sauraient, dès lors, bénéficier, au point de vue du travail de nuit, de l'exception qui a été octroyée aux usines à feu continu, dont elles ne présentent pas les caractères.

Lettre ministérielle du 2 décembre 1899 concernant l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les orphelinats, ouvroirs et établissements de bienfaisance.

L'article 10 de la loi de 1892 relatif au livret individuel et au registre d'inscription est conçu en termes généraux, et s'applique indistinctement à tous les établissements visés à l'article 1^{er}, qu'il s'agisse d'ateliers proprement dits ou d'ateliers de charité à personnel interne ou externe et l'article 1^{er} porte que le travail des enfants, des filles mineures et des femmes est soumis aux obligations de la loi, même dans les établissements religieux qui ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. Le livret délivré par le maire à un enfant de 13 ans révolus a pour objet d'attester, et rien ne saurait remplacer cette attestation, qu'il peut travailler dix heures par jour à la différence de l'enfant au-dessous de cet âge qui ne peut recevoir l'enseignement professionnel que pendant trois heures seulement. A défaut de cette pièce constatant l'identité de l'enfant, l'inspection du travail serait obligée de s'en remettre à la sincérité des déclarations qui lui seraient faites; c'est ce que le législateur n'a pas voulu.

Les mêmes considérations s'appliquent à l'obligation du registre dont la tenue est impérativement prescrite et sur lequel doivent être mentionnées toutes les indications insérées à l'article 10. C'est par le registre, qui doit toujours être tenu à jour, que l'inspecteur peut se rendre compte, d'un coup d'œil, de l'importance de l'effectif du personnel protégé par la loi, au moment même de la visite de contrôle.

L'absence de registre ou de livrets devra donc faire l'objet de procès-verbaux de contraventions, au même titre que le défaut d'envoi régulier de l'état trimestriel du personnel, signé du directeur ou de la directrice de l'établissement.

Quant aux tableaux de l'emploi du temps et des conditions du travail, ils ne sont que le complément de l'affichage de la loi et du règlement. Plus encore que la loi, ils font connaître aux enfants et aux femmes l'étendue de leurs droits et de leurs obligations, le degré de protection sur laquelle ils peuvent compter. C'est un élément indispensable de contrôle, puisqu'il peut seul permettre à l'inspecteur qui rencontre des enfants dans une salle de travail, de se rendre compte s'ils ne sont pas occupés pendant les heures de repos ou au-delà du temps réglementaire.

Il y a lieu, d'ailleurs, de remarquer que ledit article 11 renferme deux dispositions qui ont chacune leur raison d'être et qu'il ne faut pas confondre.

Le paragraphe 4 s'applique indistinctement à toutes les salles de travail des ouvroirs, or-

phelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant d'établissements laïques ou religieux. Mais, si on y rencontre des enfants de plus de 13 ans, des filles mineures ou des femmes, ces salles de travail deviennent par là même de véritables ateliers qui sont soumis, en outre, à la règle générale du paragraphe 2, tant au point de vue de l'affichage que de l'envoi du tableau du temps à l'inspecteur du travail.

Il est d'ailleurs bien entendu que vous auriez le devoir de relever, suivant la règle inscrite à l'article 26 de la loi, autant de contraventions qu'il y aurait d'enfants, dans les établissements qui ne se seraient pas conformés à l'une quelconque de ces prescriptions réglementaires, dont l'observation s'impose sans distinction.

Il y a lieu à procès-verbal de contravention, non seulement dans le cas où des enfants de moins de 13 ans sont occupés manuellement plus de trois heures par jour, mais encore s'il était établi que le travail auquel ils sont employés n'a pas exclusivement le caractère d'un enseignement professionnel, et notamment que les objets confectionnés par les enfants sont destinés à être vendus. Il n'est pas admissible que des enfants, qui ne pourraient pas être admis dans un atelier ordinaire avant l'âge de 13 ans révolus, soient tenus de fournir, dans des établissements de bienfaisance, sous prétexte d'enseignement professionnel, un véritable travail industriel dirigé en vue d'un bénéfice à réaliser et réglé dans un but de spéculation.

En ce qui concerne les enfants qui ont atteint l'âge de 13 ans, les conditions du travail doivent être réglées conformément aux articles 3, 4 et 5 de la loi, sans jamais excéder la durée réglementaire.

Les établissements dont il s'agit doivent se conformer à la section V de la loi de 1892, et présenter toutes les conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires à la santé du personnel.

Décision ministérielle du 29 décembre 1899 portant que la loi du 29 novembre 1892 n'est pas applicable au grainage des vers à soie.

L'opération dite « grainage des vers à soie », qui consiste à trier les papillons dès leur éclosion, afin de faire les sélections et les croisements nécessaires, ne constitue pas un travail industriel; et, par conséquent, la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes ne lui est pas applicable.

Lettre ministérielle du 17 janvier 1900 relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 dans les théâtres.

(Un accident survenu à un choriste dans un théâtre doit-il faire l'objet de la déclaration prescrite par la loi du 9 avril 1898 ?).

Sans pouvoir résoudre d'une manière définitive cette question, dont l'appréciation appartient aux tribunaux, il semble qu'un théâtre, qui ne compte aucun emploi de moteur inanimé ni aucune fabrication de costumes, décors ou accessoires, constitue une entreprise commerciale qui n'est point assujettie à la loi susvisée.

Si donc, dans l'espèce signalée, le théâtre se trouve remplir ces conditions, il n'apparaît pas qu'il y ait lieu à déclaration, à moins que l'accident ne soit dû à l'observation des prescriptions contenues à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893.

Lettre ministérielle du 23 février 1900 relative au classement des papeteries dans les usines à feu continu.

Les papeteries sont bien réellement des usines à feu continu, en raison de la nécessité de maintenir la chaleur dans les cylindres sécheurs, étant données la dépense et les difficultés qu'entraînerait leur remise en marche après refroidissement.

D'autre part, la durée du travail effectif des enfants employés dans ces établissements ne dépasse pas dix heures par jour; les travaux qui leur sont confiés n'exigent ni effort musculaire, ni tension d'esprit, et les prescriptions du décret sur les repos s'exécutent d'elles-mêmes, ce genre d'industrie en comprenant de nombreux.

Les enfants sont encore employés en nombre fort appréciable dans l'industrie de la papeterie. C'est par l'habitude qu'ils acquièrent, soit en voyant travailler l'ouvrier chef de machine et ses sous-ordre, soit en apportant, de temps à autre, leur concours d'apprentis, que ces enfants deviennent capables d'être chefs à leur tour et de conduire l'appareil vaste et compliqué qu'est une machine à papier continu.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois de décembre 1900, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Caisses régionales de Crédit agricole. — *Chambre.* — Séance du 4 décembre 1900. — Projet de loi ayant pour but l'institution de Caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel, présenté par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances. (Doc. parl. n° 2000.) Renvoyé à la Commission de l'agriculture. — Rapport Lemire, le 29 décembre 1900. (Doc. parl. n° 2100.)

————— *Chambre.* — Séance du 4 décembre 1900. — Adoption du projet de loi tendant à modifier la loi du 31 mars 1899, ayant pour but l'institution de Caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner. (Doc. parl. n° 396.) — Transmission au Sénat, le 7 décembre 1900.

————— *Sénat.* — Séance du 17 décembre 1900. — Dépôt du rapport de M. Lourties. (Doc. parl. n° 408.) — Adoption en 1^{re} délibération, séance du 21 décembre 1900.

————— *Chambre.* — Séance du 7 décembre 1900. — Rapport déposé par M. E. Chevallier sur la proposition de loi de M. Fernand David, tendant à modifier l'article 6 de la loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole. (Doc. parl. n° 2015.) Déclaration d'urgence et adoption. Séance du 17 décembre. — Transmission au Sénat, le 20 décembre 1900.

————— *Chambre.* — Séance du 24 décembre 1900. — Projet de loi ayant pour objet le versement à la Caisse des dépôts et consignations des fonds affectés aux avances à consentir en faveur des Caisses régionales de crédit agricole mutuel, présenté par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances. (Doc. parl. n° 2075.) Renvoyé à la Commission de l'agriculture.

Accidents du travail. — *Chambre.* — Séance du 6 décembre 1900. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Mirman (Doc. parl. n° 2006.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre.* — Séance du 11 décembre 1900. — Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, par une disposition relative au cas où la victime d'un accident ne laisse ni conjoint, ni enfants, ni ascendants, mais seulement des frères ou sœurs d'un âge moindre et à sa charge, déposée par M. Mirman. (Doc. parl. n° 2024.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre.* — Séance du 13 décembre 1900. — Proposition de loi étendant le bénéfice de la loi sur les accidents du travail à tous les salariés (réserve faite des accidents survenus dans les exploitations agricoles et qui sont régis par une loi spéciale, déposée par M. Mirman. (Doc. parl. n° 2027.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Accidents de travail. — *Chambre.* — Séance du 13 décembre 1900. — Proposition de loi relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles déposée par M. Mirman (Doc. parl. n° 2028.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre.* — Séance du 18 décembre 1900. — Proposition de loi tendant à améliorer la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et à augmenter les délais d'appel et de prescription des articles 17 et 18 de ladite loi, déposée par MM. Goujon, etc. (Doc. parl. n° 2048.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre.* — Séance du 20 décembre 1900. — Proposition de loi tendant à modifier l'une des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. M. Zévaës, etc. (Doc. parl. n° 2060.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Travail des femmes. — *Sénat.* — Séance du 7 décembre 1900. — Rapport, déposé par M. Richard Waddington sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, fixant les conditions du travail des femmes employées dans les ateliers, magasins, boutiques et autres locaux en dépendant. (Doc. parl. n° 397.) Séance du 24 décembre. — Adoption. — Transmission à la Chambre. (Doc. parl. n° 2082.) — Rapport Berry, le 26 décembre 1900, (Doc. parl. n° ...) — Déclaration d'urgence. — Adoption, le 27 décembre 1900. — Promulgation, le 29 décembre 1900.

Coalitions. — *Chambre.* — Séance du 4 décembre 1900. — Proposition de loi tendant à organiser le droit de grève, déposée par M. M. Zévaës, etc. (Doc. parl. n° 1998.) Renvoyée à la Commission du travail.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse par département des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales; 2° par les correspondants.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE. — Pendant le premier semestre 1900, l'exploitation des *marais salants* a été moins avantageuse que celle des années précédentes, la baisse des prix de vente déjà signalée s'est maintenue; la production a diminué, il y a eu afflux de main-d'œuvre. Dans la *minoterie* et dans la *fabrication des semoules* et des *pâtes alimentaires*, le travail a été encore peu actif; un peu plus du tiers des établissements ont été arrêtés ou complètement ou pendant un certain temps; les prix de vente ont été désavantageux, les commandes ont été en diminution sur l'année précédente; afin d'atténuer les effets du chômage qui a atteint le personnel des usines, on a fait travailler les ouvriers à tour de rôle. Dans les *raffineries de sucre*, commandes abondantes sur le marché intérieur; mais à l'exportation, les prix de vente ont été plutôt désavantageux; cependant il y a eu peu de chômage. Dans l'*amidonnerie*, production et ventes faibles par suite de l'élévation des prix des blés durs employés dans cette fabrication; le travail a été irrégulier par suite du manque de commandes; la main-d'œuvre a été suffisante.

Dans l'industrie des *produits chimiques*, production et vente normales; prix de vente en hausse, cette hausse a été jugée insuffisante pour compenser l'élévation des prix de revient due à la hausse des combustibles. En particulier, dans les *raffineries de sucre*, production et ventes actives, mais prix de vente moins rémunérateurs que ceux de l'année précédente; main-d'œuvre plutôt en excès. Les *huileries de tourteaux* ont vu diminuer leurs commandes par suite de la concurrence des huiles de coton. D'autre part, l'insuffisance de la récolte des graines oléagineuses a amené une hausse des prix d'achat des matières premières

et des prix de vente des produits fabriqués. La main-d'œuvre a été abondante. La *savonnerie* a eu aussi sa production contrariée par l'élévation des prix des matières premières; les prix de vente ont été jugés non rémunérateurs; la main-d'œuvre a été suffisante. Dans les *tanneries*, la production et la vente ont été faibles; malgré un progrès sur les années précédentes, les prix de vente des produits fabriqués ont été jugés faibles. Il y a eu des chômages partiels. La situation difficile de la *chapellerie* s'est maintenue. La production a été en diminuant, les prix de vente ont été jugés non rémunérateurs; il y a eu afflux de main-d'œuvre. Dans la *construction mécanique*, la transformation du matériel par des machines perfectionnées s'est généralisée; les prix de vente ont été jugés non rémunérateurs par suite de la hausse des matières premières. Dans l'*affinage du plomb*, activité normale, prix de vente non rémunérateurs. Les *tuileries* ont vu diminuer leurs commandes et les prix de vente de leurs produits; il y a eu afflux de main-d'œuvre.

Calvados. — Dans la région de Vire, pendant le troisième trimestre 1900, le travail a conservé l'activité déjà signalée dans les précédents Bulletins.

Charente-Inférieure. — Dans la région de Rochefort, pendant le troisième trimestre 1900, ouvrage généralement moins abondant que l'an dernier; cependant peu de chômeurs. Dans la région de la Rochelle, au commencement du quatrième trimestre 1900, dans l'ensemble des industries, activité du travail faible, 5 p. 100 de chômeurs; les salaires ont eu tendance à baisser.

Doubs. — Dans la région de Besançon, pendant le troisième trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'an dernier à même époque chez les *monteurs de boîtes*, situation normale dans les autres métiers de l'*horlogerie*. De même, activité normale dans l'industrie du *bâtiment*. Ralentissement chez les *tailleurs de pierre*, chez les *cordonniers* et chez les ouvriers des fabriques de *soieries artificielles*; travail normal dans les autres professions; pas de chômeurs signalés; le personnel des fabriques de soieries artificielles a augmenté depuis le deuxième trimestre; mais est resté moins nombreux que l'an dernier à pareille époque.

Finistère. — Dans la région de Brest, pendant le troisième trimestre, travail actif dans l'industrie du *bâtiment*; on a augmenté le nombre des ouvriers; il n'y a pas eu de chômage dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent.

Ille-et-Vilaine. — Ralentissement du travail dans la région de Fougères pendant le troisième trimestre 1900 dans l'industrie de la *chaussure* et dans l'industrie du *bâtiment*. Dans les fabriques de chaussures, la journée a été réduite à huit et sept heures; les ouvriers aux pièces notamment, ont manqué de commandes; il y a eu un certain nombre d'ouvriers en chômage dans l'industrie du bâtiment. Dans la région de Rennes, travail actif; pas de chômeurs signalés dans l'ensemble des industries.

Hérault. — En fin du troisième trimestre 1900 et au commencement du quatrième, le travail a été satisfaisant dans la plupart des industries de la région de Béziers; les travaux agricoles et surtout les vendanges ont permis d'occuper un nombreux personnel en fin octobre.

Isère. — Pendant le troisième trimestre, dans la région de la Tour-du-Pin, dans la *soierie*, ouvrage moins abondant que pendant le trimestre précédent, les *métiers à bras* à domicile ont chômé 10 jours par mois, les salaires sont devenus très faibles; tandis que les ouvriers travaillant en ateliers ont été bien occupés et à des prix plus rémunérateurs. Situation stationnaire dans la *passenterie*. Commandes suivies dans les *tulles*; salaires satisfaisants. Dans l'ensemble, pas de chômeurs chez les ouvriers d'usines, 20 p. 0/0 chez les ouvriers travaillant à domicile.

Loire. — Pendant le troisième trimestre, dans les fabriques de *soieries* de Charlieu, on estime que le chômage a atteint un peu plus du quart des tisseurs; le gain a été d'environ 1 fr. 50 par jour.

Dans la région de Roanne, situation satisfaisante dans l'ensemble des *tissages mécaniques de cotonnades*, tous les métiers ont pu être alimentés malgré la hausse de la matière première.

qui a gêné les ventes. Les *fabricants de lainage* ont fait aussi une bonne campagne, les commandes ont été nombreuses, les ouvrières ont été recherchées; les prix de façon ont eu tendance à la hausse. La *batellerie* a vu diminuer son trafic, principalement pour les grains et pour les eaux minérales, qui avaient obtenu de meilleures conditions de transport par voie ferrée. Dans la région de Saint Chamond, travail toujours actif dans les industries de la *houille* et du *fer*; pas de chômage. Les fabriques de *lacets*, lacets coton principalement et de *tresses*, ont reçu peu de commandes, des fabriques ont dû fermer et un assez grand nombre d'ouvrières ont été mises en chômage.

Dans la région de Tarare, activité satisfaisante dans l'ensemble des industries; pas de chômeurs signalés sauf dans les *apprêts*; taux des salaires à peu près stationnaire.

Dans la région de Saint-Didier, peu d'activité dans la *rubanerie*, en novembre dernier; cependant peu de chômeurs; la durée du travail à l'usine a été de 11 heures par jour; elle a été plus longue d'une et deux heures dans le travail à domicile. Taux des salaires conforme au tarif arrêté entre patrons et ouvriers.

Loire-Inférieure. — Dans la région de Saint-Nazaire, pendant le troisième trimestre 1900, dans les *chantiers de constructions navales*, à la suite de la livraison de deux navires, un paquebot et un croiseur étranger, ralentissement du travail, on a renvoyé une partie du personnel. Dans l'industrie du *bâtiment*, les travaux de la nouvelle entrée du port étant fort avancés ont laissé inoccupé un important personnel ouvrier. On estime que dans l'ensemble des industries, le chômage a atteint le cinquième des ouvriers.

Marne. — Dans la région de Reims, pendant le troisième trimestre, peu d'activité dans l'industrie *lainière*, le personnel ouvrier a diminué; on estime que moitié a été atteint par le chômage ou a travaillé seulement partie de la semaine.

Mayenne. — Dans la région de Mayenne, pendant le troisième trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'an dernier dans l'ensemble des industries. Taux des salaires en baisse. Dans la région de Laval, la principale industrie de la région, les *tissages de coutil* tant à la main que mécaniques ont maintenu l'activité déjà signalée; pas de chômeurs.

Meuse. — Dans la région de Bar-le-Duc, travail toujours actif dans l'ensemble des industries, les ouvriers ont été recherchés. Situation stationnaire dans l'industrie des *tissus*. Travail actif dans l'industrie du *bois* et dans celle du *fer*.

Nord. — Dans la région de Fourmies, pendant le troisième trimestre 1900, l'activité dans l'ensemble des industries a laissé à désirer; elle a cependant eu tendance à reprendre en novembre; dans l'industrie *textile* en particulier des ordres nouveaux ont permis d'assurer l'alimentation des métiers. Une nouvelle *verrerie* a été en construction. On estime que le chômage a atteint 5 p. o/o de l'ensemble des ouvriers. Certains établissements n'ont travaillé que 4 à 5 jours par semaine. Dans l'ensemble, le taux des salaires a eu tendance à l'amélioration. Dans la région d'Halluin, activité satisfaisante dans l'ensemble des industries; pas de chômeurs. Durée du travail et taux des salaires sans variation.

Dans la région de Valenciennes, la situation a été satisfaisante dans l'ensemble des industries pendant les deuxième et troisième trimestre 1900; il n'a pas été signalé de chômage. Les salaires ont été en hausse de 5 p. o/o environ.

Puy-de-Dôme. — Dans les quatre cantons de Clermont-Ferrand pendant le troisième trimestre 1900, on estime que le chômage a atteint 8 p. o/o de l'ensemble des ouvriers. La journée a varié de 11 à 12 heures.

Rhône. — Dans la région de Thizy, la fabrication des *soieries* a subi une accalmie; la fabrication des *couvertures* a été satisfaisante. Deux nouvelles usines ont été en construction. Peu d'ouvriers ont été en chômage; mais beaucoup n'ont pu travailler qu'avec un métier au lieu de deux et n'ont fait que demi-journée.

Seine-Inférieure. — Dans la région de Darnetal, pendant le deuxième et pendant le troisième trimestre 1900, dans les *tissages* et dans les *filatures*, il y a eu un peu de chômage.

La *teinturerie* a subi un chômage d'un et deux jours par semaine. L'*impression sur étoffes* a aussi travaillé irrégulièrement. L'*industrie du grattage des tissus de coton* et de l'*apprêt* de ces tissus a eu tendance à prendre une plus grande importance; une centaine d'ouvriers y ont été occupés; une ancienne filature de laine a transformé son outillage pour cette industrie. L'*industrie du bâtiment*, celle des tailleurs de pierres en particulier a été atteinte par le chômage; on estime qu'un quart des tailleurs de pierres ont été atteints par le chômage.

Dans la région d'Elbeuf on estime que le nombre des métiers inoccupés pendant le quatrième trimestre 1900 a été d'un peu plus du tiers. Dans les *tissages*, les genres nouveautés ont baissé d'environ un quart; la *filature* a subi une égale diminution d'activité. Dans les *tissages à la main*, la plus grande partie des ouvriers ont manqué de commandes. L'*épinetage* a diminué d'un dixième. Dans la *teinturerie*, le chômage a plutôt diminué par rapport à l'année précédente. Les entreprises de *maçonnerie* ont progressé. Il y a eu peu de chômage dans la *peinture* et dans la *menuiserie*. Le chômage a atteint un cinquième des *charpentiers*. Bonne activité dans la *chaudronnerie*.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le troisième trimestre 1900, les *distilleries*, qui avaient été bien occupées à de bons prix pendant le précédent trimestre, ont vu leur situation devenir plus mauvaise par suite de l'abondance de la récolte des fruits et de celle des betteraves qui augmentent les quantités d'alcool disponibles. L'*industrie des produits chimiques* a été gênée par la hausse des combustibles qui a élevé son prix de revient et retardé la remise des commandes. Dans la *tannerie*, une baisse des cuirs verts qui avait été de 12 p. 0/0 dans le deuxième trimestre et qui s'était continuée pendant la première partie du troisième trimestre n'avait pas amené une reprise des commandes. En août cependant une hausse de 10 à 15 centimes par kilogrammes s'est produite sur le cuir fabriqué et les commandes sont devenues plus abondantes. On a terminé avec peu de stocks et dans de meilleures conditions que l'année précédente. Les *filatures de coton* ont bénéficié des prix plus élevés de la matière premières et les avantages déjà acquis le trimestre précédent se sont affermis; on est resté avec des stocks limités. Dans les *tissages*, *rouenneries* et *mouchoirs*, l'élévation des prix de vente demandés à la suite de la hausse des filés a été difficilement acceptée par les acheteurs.

A l'exportation, les commandes de l'Algérie ont diminué; mais celles de Madagascar et de l'Indo-Chine ont augmenté. L'*industrie de l'indienne* a été moins favorisée que pendant le trimestre précédent; la campagne des tissus d'hiver s'est faite dans de bonnes conditions, sauf pour les tissus pour meubles. Dans les ateliers de *constructions mécaniques*, on a travaillé grâce aux commandes antérieures; on en a reçu peu de nouvelles, beaucoup d'industriels pensant se fournir de matériel après l'Exposition. Le *mouvement du port* a continué à progresser; les entrées ont augmenté de 137,221 tonnes par rapport à celles de la période correspondante de 1899, provenant surtout de l'augmentation des arrivages des charbons anglais; les sorties ont été supérieures de 2,468 tonnes à celles du trimestre correspondant de 1899. Le commerce des vins a eu une vente difficile; la bonne apparence des récoltes ayant fait escompter une baisse.

Somme. — AMIENS. — Dans l'*industrie du cuir*, tendance à la reprise du travail, le prix des matières premières sur la place a tendance à augmenter. Dans les *tissages de velours coton lisse*, travail calme. Dans les *tissages de velours à côtes*, les prix d'achat des écrus rend les transactions difficiles, sauf pour les maisons qui avaient des marchés ou des approvisionnements et qui ont pu réaliser; mais les réapprovisionnements se font mal. Peu d'activité dans les *tissages de silésienne* par suite de la concurrence et des variations du prix des laines et des soies. De même, manque d'activité dans les *tissages de cachemire*, les acheteurs consentant des prix trop faibles. Les *teintureries de velours* ont travaillé environ 3 jours par semaine. Dans la *bonneterie de laine*, à Villers-Bretonneux, situation satisfaisante; de même dans la *bonneterie de coton*, à Moreuil. Les *teintureries de lainage* travaillent surtout pour le dehors et sont bien occupées. Dans l'*industrie des métaux*, ralentissement du travail dans l'ensemble. — A. LEFÈVRE.

CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — Pendant le premier trimestre 1900, travail actif dans la *meunerie* dont la production a cependant dépassé la consommation; les prix de vente des farines ont été jugés peu rémunérateurs; les stocks ont été faibles, mais la bonne apparence

des récoltes a amené un ralentissement des commandes à livrer. Dans les *fabriques de sucre de betteraves*, le traitement des mélasse a été en diminuant, les procédés perfectionnés tendant à la réduction des quantités de mélasse. Les cours des sucres en fin du premier semestre 1901 ont été en hausse de 6 francs sur ceux de janvier 1900. Les stocks de sucre sont restés faibles. On estime que les surfaces ensemencées pour la sucrerie ont été de 10 p. 0/0 supérieures à celle de l'année précédente. La hausse des matières premières, charbon, fer, etc., a amené une diminution de la marge laissée au fabricant. Dans l'industrie de la *chaussure*, travail actif, mais prix de vente peu rémunérateurs; la hausse des cuirs a été accompagnée de celle des autres matières premières et le prix de vente des chaussures a été peu augmenté.

Dans l'*industrie lainière*, à la suite de la baisse sur les laines brutes, baisse qui atteignit 30 p. 0/0 des cours de janvier, les *peignages* ont vu diminuer leur prix de vente. Quant à la *filature* qui avait accepté des ordres pour une partie de 1900, l'activité a été satisfaisante, toutes les broches ont été occupées; un certain nombre ont été pourvus d'ordres jusqu'en fin 1900.

Dans les *tissages mécaniques de velours de coton*, ralentissement dans la production et hausse des prix de vente à la suite d'un mouvement analogue sur les matières premières; il est resté peu de stocks; ce sont les genres légers et à bon marché qui ont été les plus commandés. Les velours lisses ont reçu peu d'ordres; on a arrêté un tiers des métiers afin de diminuer les stocks. Il y a eu aussi un bon courant de commissions pour les velours teints. Les *teintureries* cependant ont ralenti leur production, les prix de façon ont été moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier, la hausse des matières premières ayant augmenté les prix de revient. La *coupe des velours à la mécanique* a été satisfaisante, elle s'est développée aux dépens de la coupe à la main qui a reçu peu de commandes. La fabrication des *articles dits d'Amiens* a eu tendance à reprendre par les articles tout laine pour l'Orient; peu d'activité dans les tissus pour chaussures et dans ceux pour costumes de bains de mer. Dans les *silésiennes* pour robes et parapluies, la baisse des matières premières a entraîné celle de produits fabriqués; ralentissement des commandes, les acheteurs offrant des prix jugés peu rémunérateurs.

L'industrie de la *confection* a eu un bon courant de commandes en vêtements coton et petits drap laine; de même en velours coton, mais pour ces vêtements, ces commissions ont été remises en prévision d'une hausse des prix et ont été fournies sur les stocks en magasin, tandis que les commissions d'hiver ont été faibles. On a ensuite généralement commandé par petites quantités et à livrer à bref délai; les frais généraux se sont trouvés augmentés de ces expéditions et manutentions.

Dans l'*industrie lainière*, la matière première reste à des cours élevés; les *filatures* ont eu une alimentation normale avec des prix de vente fermes; on a terminé avec peu de stocks. Les *tissus articles fils et coton* ont aussi participé au mouvement de reprise qui s'était produit dans les filatures. La *bonneterie de laine*, après avoir obtenu, au début de 1900, un certain nombre de commandes à livrer qui avaient permis d'occuper le personnel, avait subi un ralentissement dû à la baisse du cours des matières premières, les acheteurs escomptant une baisse plus grande offrant des prix inférieurs à ceux des fabricants; ceux-ci qui avaient acheté leurs matières à des taux élevés, refusèrent les ordres jugés non rémunérateurs; cependant, en fin du premier semestre, certains acheteurs dont les stocks étaient épuisés remirent des commissions en quantités suffisantes pour occuper le personnel ouvrier. La *bonneterie de coton* a travaillé activement, des ordres de fin 1899 avaient fourni l'alimentation pour plusieurs mois de 1900, le manque de stocks dans les maisons de gros a amené de nouvelles commandes et les livraisons ont dû être faites au fur et à mesure de la fabrication; la hausse de la matière première a été suivie de celle des produits fabriqués; les derniers tarifs ont marqué une nouvelle augmentation sur les prix des réassortiments.

Dans l'*industrie du jute*, la matière première est restée à un taux élevé; les *filatures* et les *tissages* ont eu un bon courant de commandes; mais à des prix jugés peu rémunérateurs. Par suite de la concurrence, la *ficellerie* et la *corderie* de jute ont obtenu difficilement pour leurs commissions des ordres à des prix en rapport avec ceux de la matière première.

La *ficellerie* et la *corderie de chanvre* ont été contrariées par les variations des cours des chanvres de toutes provenances; en fin du premier semestre, il y a eu tendance à des cours plus favorables et à une reprise du travail. La *corderie de chanvre* a été gênée par la difficulté des approvisionnements en chanvre de Manille, matière première formant la base de la fabrication de la corderie.

Le *sciage* et la *vente des bois du nord* ont maintenu une activité suffisante malgré la hausse des matières premières difficilement acceptée par les acheteurs et le ralentissement de l'*industrie du bâtiment*. Les *fonderies* et les *ateliers de construction mécanique* ont été bien occupés; moins cependant que l'année dernière, les prix élevés des matières premières rendant les acheteurs réservés. En fin du premier semestre 1900, on restait cependant avec des ordres pour deux ou trois mois.

Le *commerce de détail* a augmenté les prix de vente de ses marchandises, cette hausse qui a porté surtout sur les articles à bon marché n'a pas ralenti les transactions comme on l'avait craint; on a pu ainsi remettre de nouvelles commandes; mais il n'y a pas eu possibilité pour de nouvelles augmentations de prix.

Vosges. — REMIREMONT. — En décembre, *filatures et tissages* toujours prospères; pas de chômage; commandes suivies. De nouvelles constructions pour filatures de coton sont projetées. Dans les *forêts*, travail actif, les bois de construction et ceux de chauffage se sont bien vendus et à des prix élevés. Dans l'*industrie fromagère*, commandes calmes, prix de vente peu élevés; on estime que la grande quantité de fruits pour desserts récoltés cette année a diminué la vente des fromages. Le pain est à bon marché, de même pour les céréales. Les transactions ont été plus faciles que les années précédentes, la neige n'ayant entravé les travaux et gêné les communications qu'au commencement de 1901. — THIAUCOURT.

Algérie. — CONSTANTINE. — Au commencement de décembre, les travaux de terrassement du Coudiat n'avaient pas repris; les ouvriers nomades ont dû se disperser à la recherche du travail. Ceux qui se sont fixés dans la région sont restés en chômage; des entreprises faites par la municipalité ont été arrêtées faute de fonds suffisants. D'une manière générale, la hausse des fers et autres matériaux de construction a retardé les commandes dans l'*industrie du bâtiment*. Dans la région de Tébessa, le manque de récoltes a causé une crise; dans une commune mixte, l'administrateur a ouvert un chantier de chômage, où une centaine d'ouvriers ont pu être occupés. D'autre part, dans d'autres régions, la continuation de la belle saison a permis à la clientèle de l'intérieur, colons et indigènes, de venir plus facilement échanger leurs vins, céréales et autres fruits de la terre contre d'autres produits usuels. Des recherches qui viennent d'être faites ont révélé la présence d'un gisement de soufre dans la région de Guelma; on a alors projeté de monter des installations pour la production de superphosphates avec les phosphates algériens. Le prix du bois de chauffage a été en hausse sensible, rendant difficile la situation de la classe ouvrière pendant la période des froids. — THÉPÉNIER.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

Ain. — Chez les *tailleurs de pierres* de Thoiry, pas de chômeurs. De même chez les ouvriers du *bâtiment* de Bellegarde.

Aisne. — A Soissons, reprise du travail chez les *travailleurs du livre*. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures* de Saint-Michel. A Saint-Quentin, chez les *tisseurs*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 7 p. o/o de chômeurs. Chez les *fileurs-rattacheurs*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, une maison (60 ouvriers) vient de fermer. Chez les *tullistes*, ralentissement du travail, journée diminuée de 2 heures (60 ouvriers), 4 p. o/o de chômeurs. Chez les *menuisiers*, pas de chômeurs. De même chez les *mouleurs* de Chauny. A Saint-Quentin, chez les *peintres*, 14 p. o/o de chômeurs.

Allier. — Chez les ouvriers *agricoles* de Treignat tous sont occupés. De même chez les *bûcherons* de Lurcy-Lévy et Saint-Ennemond; chez ceux de Lurcy-Lévy, les prix de façon ont été en hausse. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Bézenet. Pas de signalés chez ceux de Commeny et La Croix-de-Montvicq. Chez ceux de Doyet, l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier. A Moulins, chez les *tanneurs-corroyeurs*, même situation et 5 p. o/o de chômeurs. 6 p. o/o chez les *carrossiers*. Un cinquième chez ceux de

La Ville-Jozet. Dans cette ville, pas de signalés chez les *mouleurs*. Chez les *métallurgistes* de Montluçon, 2 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *métallurgistes* de La Ville-Jozet, même situation et 6 p. o/o de chômeurs. A Moulins, les *tailleurs de pierres* estiment que le chômage atteint la plupart des leurs. Chez les *maçons*, pas de chômeurs. Les *peintres* comptent moitié des leurs en chômage de morte-saison. Chez les *verriers en bouteilles* de Montluçon, la situation tend à devenir plus mauvaise par suite de la rareté du charbon.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les *boulangers*, reprise du travail, 18 p. o/o de chômeurs. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *typographes*. 10 p. o/o chez les *serruriers*. Pas de signalés chez les *électriciens*. Chez les *bijoutiers* et chez les *horlogers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. Chez les *tailleurs de pierres*, reprise du travail, pas de chômeurs. Chez les *maçons* de Cannes, 7 p. o/o; ceux de Menton comptent un quart des leurs en chômage. Chez les *potiers* de Vallauris, pas de chômeurs. A Nice, 6 p. o/o chez les *employés de commerce*.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers-palissonneurs*, 7 p. o/o de chômeurs. 10 p. o/o et travail 40 heures par semaine chez les *mégissiers de rivière*. Pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs* de Serrières. De même, à Annonay chez les *ferblantiers*. Les *terrassiers* et ouvriers des eaux minérales de Vals comptent moitié des leurs en chômage.

Ardennes. — FUMAY. — Travail toujours actif chez les *ardoisiers-mineurs*, sauf chez les *fendeurs*. Les commandes pour les ardoises grand modèle ont été en diminution sur l'an dernier. Dans la métallurgie à Fumay et à Haybes, situation stationnaire. MARÉCHAL.

Chez les ouvriers en *tissus* de Floing qui sont moins occupés que l'an dernier, 16 p. o/o de chômeurs. Même chômage chez les ouvriers de l'*industrie lainière* à Francheval. Chez les *tisseurs* d'Illy, les commandes ont été en diminuant laissant de nombreux ouvriers en chômage. Les *tisseurs* de Sedan estiment que le chômage a atteint deux tiers des leurs. Chez les *mouleurs* de Deville, ouvrage moins abondant que l'an dernier, pas de chômeurs. De même, chez ceux de Fumay; dans une fonderie, travail actif, ralentissement dans les autres. Chez les *mouleurs* de Revin, de même ouvrage moins abondant que l'an dernier, 5 p. o/o de chômeurs. 12 p. o/o chez ceux de Vrigne-aux-Bois. A Charleville, chez les *émouleurs-polisseurs* un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *métallurgistes*.

Ariège. — Les ouvriers de l'*industrie textile* de Lavelanet estiment que le chômage a atteint un grand nombre des leurs; la durée du travail a été réduite à 40 et 50 heures par semaine.

Aube. — A Troyes, 3 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés chez les *bonnetiers* de Pâlis, le gain de l'ouvrier travaillant à domicile est d'environ 2 fr. 50 par jour. A Troyes, chez les *mouleurs*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, pas de chômeurs. 3 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Aude. — Les ouvriers *cultivateurs* de Bages qui sont moins occupés que l'an dernier comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. A Carcassonne, chez les *cûsiniers*, 5 p. o/o de chômeurs. Ceux de Narbonne comptent un quart des leurs sans place à demeure. Dans cette ville, chez les *travailleurs du livre*, travail plus abondant que l'an et que le mois derniers, pas de chômeurs. Un peu moins de 1 p. o/o chez les ouvriers de l'*industrie textile* de Sainte-Colombe. Les *tapissiers* de Narbonne comptent moitié des leurs en chômage. A Carcassonne, pas de signalés chez les *ouvriers de l'habillement*. A Narbonne, chez les *tonneliers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs. 10 p. o/o chez les *peintres*. Chez les *employés-vendeurs*, 7 p. o/o.

Aveyron. — A Millau, chez les *tanneurs-corroyeurs*, 12 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *gantiers*. Les ouvriers du *bâtiment* comptent un quart des leurs en chômage.

Bouches-du-Rhône. — Les *travailleurs agricoles* d'Arles qui comptent un tiers des leurs atteints par le chômage sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *mineurs* de Fuyeau,

travail 6 jours par semaine. Chez ceux de Gardanne, pas de chômeurs; salaires ayant tendance à la hausse (mineurs aux pièces); travail quelquefois le dimanche. De même pas de chômeurs chez ceux de Saint-Savournin. Chez les *carriers* de Fontvielle, qui sont moins occupés que l'an dernier, 14 p. o/o de chômeurs. 8 p. o/o chez les *boulangers* de Marseille, 11 p. o/o chez ceux d'Aix, un cinquième chez ceux de la Ciotat. A Marseille, chez les *cuisiniers de terre et de mer*, le placement en extra a repris, 19 p. o/o de chômeurs. 7 p. o/o chez les *conducteurs-imprimeurs*. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *travailleurs du livre* (Gutenberg). De même chez les *monteurs en chaussures*, et chez les *ouvriers de la tente*. Chez les *chapelières-fouleurs* d'Aix, 4 p. de o/o chômeurs. A Marseille, chez les *ouvriers en chapeaux de paille*, pas de chômeurs.

A Marseille, les *charpentiers de haute futaie* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. 17 p. o/o chez les *carrossiers*. Pas de signalés chez les *modelleurs*. Les *démolisseurs de navires* comptent un grand nombre des leurs en chômage, l'ouvrage est jugé moins abondant que l'an dernier. Chez les *forgerons*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. Chez les *ferblantiers-boîtiers*, 6 p. o/o. Les *tailleurs de pierres* d'Aix comptent un tiers des leurs en chômage. A Marseille, chez les *cimentiers*, le chômage de morte-saison atteint un grand nombre d'ouvriers; le syndicat a pu, grâce au concours de la municipalité, occuper une partie de ses chômeurs dans un travail entrepris en régie. Les *carrelleurs* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage; les *mineurs terrassiers* un peu moins du cinquième. Les *peintres-décorateurs* estiment que la plupart des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *potiers* d'Aubagne, 10 p. o/o de chômeurs. A Marseille, les *marins du commerce* estiment que le chômage atteint un grand nombre des leurs; les *ouvriers des ports et docks*, un quart des leurs, dans l'ensemble, ouvrage pour ces ouvriers moins abondant que l'an dernier. Chez les *représentants de commerce et placiers*, 15 p. o/o de chômeurs. Chez les *employés liquoristes*, 5 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *bouchers-charcutiers*, 13 p. o/o de chômeurs.

Calvados. — Chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs. 19 p. o/o chez les *bonnetiers* de Falaise. A Caen, 3 p. o/o chez les *mouleurs*.

Cantal. — Les *ouvriers du bâtiment* d'Aurillac comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage; chez les *maçons* et les *tailleurs de pierres*, travail arrêté par le mauvais temps, on a renvoyé une grande partie des *charpentiers* et des *menuisiers*.

Charente. — A Angoulême, chez les *typographes*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. 8 p. o/o chez ceux de Cognac. A Angoulême, pas de signalés chez les *travailleurs du cuivre*.

Charente-Inférieure. — Chez les *travailleurs du livre* de La Rochelle, reprise du travail depuis le mois dernier, pas de chômeurs. A Rochefort, chez les *typographes*, 5 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *menuisiers*. De même, chez les *ouvriers sur métaux* de La Rochelle. De même, chez les *tailleurs de pierres* de Rochefort. A La Rochelle, 12 p. o/o chez les *ouvriers du bâtiment*.

Cher. — Chez les *bâcherons* d'Apremont, pas de chômeurs; de même, chez ceux de Brécy, Cuffy, Grossoupe, Jussy, La Chapelle-Hugon, Sancoins, 10 p. o/o chez ceux de Sancergues, un quart chez ceux de Méry-ès-Bois; chez ceux de Cuffy et Sancoins, les prix de façon ont eu tendance à hausser. Les *journaliers carriers* de Dun-sur-Auron comptent deux tiers des leurs en chômage. A Bourges, chez les *ouvriers en toiles cirées*, reprise du travail, pas de chômeurs. 3 p. o/o chez les *typographes* qui sont moins occupés que l'an, mais plus que le mois derniers, les *ouvriers aux pièces* principalement; ces derniers chôment environ deux jours par semaine. Chez les *ouvriers en cuirs et peaux*, 7 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *ouvriers en voitures* et chez les *ouvriers de l'ameublement*. Chez les *travailleurs sur métaux*, 7 p. o/o; chez les *ouvriers de l'essieu*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et pas de chômeurs; la journée est réduite de 2 heures pour éviter des renvois d'ouvriers. Chez les *tailleurs de pierres*, pas de chômeurs. Les *maçons* comptent un tiers des leurs en chômage de morte-saison; les *terrassiers-journaliers*, moitié des leurs. Chez les *maçons* de Dun-sur-

Auron, pas de chômeurs. Chez ceux de Saint-Amand, 15 p. o/o. A Bourges, les *peintres* comptent moitié des leurs en chômage; les *plâtriers*, un tiers. Chez les *chaufourniers* de La Guerche et de Jussy, ouvrage moins abondant que le mois dernier, journée réduite à 9 heures à La Guerche et à 6 heures à Jussy.

Corrèze. — A Brive, chez les *typographes*, reprise du travail depuis le mois dernier, 8 p. o/o de chômeurs. Chez ceux de Tulle, pas de signalés; un tarif a été adopté par les patrons et par les ouvriers. Chez les *chapeliers-fouleurs* de Bort, pas de chômeurs. A Tulle, les *tailleurs de pierres* comptent un grand nombre des leurs en chômage; les travaux sont arrêtés. Chez les *tailleurs de pierres* de Brive, pas de chômeurs.

Corse. — Les *maçons* d'Ajaccio comptent un peu plus de moitié des leurs en chômage; des travaux exécutés par le syndicat pour la municipalité ont permis d'occuper une partie des chômeurs.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. De même, à Dijon, chez les *typographes*; de même, chez ceux de Beaune. Journée de 11 heures chez les ouvriers en limes d'Arnay-le-Duc.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les ouvrières de l'*habillement*, ouvrage diminué d'un tiers environ.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *boulangers*. 8 p. o/o chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *chapliers* du Bugue. A Périgueux, les *charpentiers* comptent un tiers des leurs en chômage. Chez les *ferblantiers-boitiers*, pas de chômeurs.

Doubs. — A Montbéliard, chez les *typographes*, pas de chômeurs, un tarif a été adopté par les patrons et par les ouvriers. Chez les *tisseurs* de Colombier-Fontaine, pas de chômeurs. De même chez les ouvriers du *meuble* de Montbéliard. Manque d'activité chez les *mouliniers*. A Audincourt, 3 p. o/o chez les *métallurgistes*, 16 p. o/o chez les *horlogers* de Badevel. A Besançon, pas de signalés chez les *graveurs-décorateurs*. Les *maçons* comptent un peu plus de moitié des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *employés en pharmacie et droguerie*.

Drôme. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Restitut. De même à Valence, chez les *vermicelliers* qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *chapeliers-appropriateurs* de Bourg-de-Péage, morte-saison. A Valence, pas de chômeurs chez les *scieurs de bois* et chez les ouvriers de l'*ameublement*. Chez les *tourneurs-porcelainiers* de Saint-Vallier, 3 p. o/o.

Eure. — Chez les ouvriers en *peignes* d'Ézy, ouvrage moins abondant que le mois dernier; cependant pas de chômeurs.

Eure-et-Loir. — A Chartres, reprise du travail et 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. 1 p. o/o chez les ouvriers en *chaussures* de Dreux. A Chartres, chez les *mouleurs*, 18 p. o/o de chômeurs; chez les *mécaniciens*, 2 p. o/o et journée diminuée de 2 heures.

CHÂTEAUDUN. — Dans l'*imprimerie*, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois dernier, grâce aux commandes de fin d'année. Pour le même motif, ouvrage abondant dans la fabrication de la *bijouterie*; chez les *fondeurs-mécaniciens*, chez les ouvriers du *lavage des bourres* et chez les *menuisiers*, travail actif. Dans l'industrie du *bâtiment*, morte-saison, journée réduite à 7 heures; cependant la situation est restée meilleure que celle de l'an dernier. — GAUVIN.

NOGENT-LE-ROTROU. — Travail toujours actif dans la *chapellerie*. Morte-saison chez les *chaussonniers* et chez les ouvriers du *bâtiment*. Bon courant de commandes chez les *tanneurs-corroyeurs*. — TH. BRÉTHES.

Finistère. — A Brest, chez les *tailleurs et coupeurs*, 14 p. o/o de chômeurs. Manque de

commandes chez les *ferblantiers-boîtiers* d'Audierne. Les ouvriers du bâtiment de Morlaix comptent moitié des leurs en chômage. Pas de signalés chez les ouvriers *charbonniers* de Brest.

Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs chez les *confiseurs*. De même chez les *tunneliers* qui sont cependant moins occupés que l'an dernier et chez lesquels la journée est réduite à 8 heures. Chez les *vanniers* d'Aramon, travail toujours actif, pas de chômeurs. Chez les *verriers à vitres* de Bessèges, la situation tend à s'améliorer.

Haute-Garonne. — A Toulouse, pas de chômeurs chez les *trépointeurs*. Chez les *charpentiers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *métallurgistes* (Union), pas de chômeurs, journée diminuée de 1 et 2 heures. Chez les *maréchaux-ferrants*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 18 p. o/o de chômeurs; chez les *hommes de peine*, 10 p. o/o.

Gers. — Les *maçons* et *tailleurs de pierres* d'Auch comptent moitié des leurs en chômage.

Gironde. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Dagnac. A Bordeaux, chez les *cuisiniers*, placement difficile par suite de l'augmentation des apprentis, 12 p. o/o de chômeurs. Chez les *pâtisseries*, reprise du travail, par suite des commandes du jour de l'an, 8 p. o/o de chômeurs. Même chômage chez les *typographes*. Chez les *cordonniers*, reprise du travail plus tardive que l'an dernier, pas de chômeurs. De même chez les *passementiers*, pas de chômeurs. Les *tailleurs d'habits* estiment que le chômage de morte-saison atteint un quart des leurs. Chez les *chemisiers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et tendance à la baisse des salaires. Chez les ouvriers de l'*habillement militaire*, pas de chômeurs. Chez les *charpentiers de haute futaie*, qui comptent moitié des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Même situation chez les *sciens de long*. Chez les *tunneliers* de Saint-Pardon-Vayres, pas de chômeurs, ouvrage abondant, mais prix de façon en baisse par suite du prix élevé de la matière première.

A Bordeaux, chez les *ébénistes*, par suite de la suspension du travail, plusieurs ouvriers ont quitté la région. Chez les ouvriers des *constructions maritimes*, 10 p. o/o de chômeurs. Chez les *ferblantiers*, 8 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an passé, mais moins que le mois dernier. Chez les *tailleurs de pierres*, ralentissement du travail. Chez ceux de Libourne, pas de chômeurs. A Bordeaux, de même chez les *couvreurs*: 9 p. o/o chez les *chauffeurs de nauires*. Embarquement plus facile que l'an dernier chez les *marins du commerce*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés et cochers des tramways et omnibus*. Les *maîtres-d'hôtel*, *garçons navigateurs* estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs, un certain nombre n'ayant pas été remplacés depuis la dernière grève; même chômage chez les *bouchers-charentais*; 5 p. o/o chez les *coiffeurs*; 4 p. o/o chez les *gens de maison*.

Hérault. — Pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs* de Mèze. De même chez les *travailleurs de la terre*, *vignerons* de Fabrègues. 17 p. o/o chez les *cultivateurs-terrassiers* de Mar-sillargues. A Montpellier, chez les *jardiniers-fleuristes*, 5 p. o/o et reprise du travail pour les façons d'hiver. A Cette, reprise du travail depuis le mois dernier pour le débarquement des bois, chez les ouvriers en *bois merrains*, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. 15 p. o/o chez les *mineurs* de Graissessac. A Cette, chez les *typo-lithographes*, 12 p. o/o. A Montpellier, chez les *cordonniers*, qui comptent un tiers des leurs sans commandes, ouvrage moins abondant que le mois dernier. Chez les *forgerons-carrossiers* de Béziers, de même, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 16 p. o/o de chômeurs. A Montpellier, 14 p. o/o chez les *tailleurs de pierres* syndiqués; d'autre part, on estime que le chômage atteint un peu plus de moitié des autres ouvriers de la corporation; même chômage chez les *plâtriers*. Pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montpellier, baisse sur le vin, 0 fr. 10 par litre, qui se vend 0 fr. 10 et 0 fr. 15.

Ille-et-Vilaine. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Bruz. A Rennes, chez les ouvriers en *cuir*, 4 p. o/o de chômeurs: une maison a cessé de faire travailler; chez les *cordonniers*, diminution de travail, un quart environ dans le travail à la main; dans l'*article militaire*, travail actif, sauf chez les *selliers*. A Fougères, chez les *coupeurs en chaussures*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 6 p. o/o de chômeurs. A Rennes, pas

de signalés chez les *chapeliers-appropriers* et chez les *charpentiers*. De même à Fougères, chez les *ébénistes* et chez les *peintres*. Chez ceux de Rennes, 12 p. o/o. Pas de signalés chez les *couveurs* de Fougères.

Indre. — A Châteauroux, chez les *typographes*, travail abondant, pas de chômeurs. Chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux* de Chinault-Issoudun qui comptent un tiers des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an dernier. A Châteauroux, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, de même chez les ouvriers sur *métaux*. Les ouvriers du *bâtiment* estiment que le chômage atteint la plupart des leurs.

Indre-et-Loire. — A Tours, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, 2 p. o/o chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *tanneurs-corroyeurs* de Châteaurenault. A Tours, 15 p. o/o chez les *tisseurs de soieries*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers*. Chez les *galochiers-monteurs*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs. De même chez les *mouleurs*; de même chez ceux d'Amboise.

Isère. — Amélioration de la situation et des salaires chez les *mineurs* de la Motte-d'Aveillans à la suite des démarches du syndicat. Les *carriers* syndiqués de Bouvesse-Quirieu estiment un peu plus du cinquième des leurs en chômage; les syndiqués sont difficilement embauchés. A Grenoble, pas de chômeurs chez les *gaziers*. Chez les *teinturiers en peaux*, 15 p. o/o de chômeurs. Chez les *gantiers*, ouvrage en diminution sur le mois dernier dans certains ateliers; dans d'autres, reprise du travail; peu de chômeurs. 15 p. o/o chez ceux de Gières qui sont moins occupés que l'an dernier. A la Tour-du-Pin, chez les ouvriers des *tissages mécaniques*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 11 p. o/o des chômeurs; le placement est devenu difficile principalement pour les syndiqués. Chez les *tullistes*, ouvrage moins abondant que l'an dernier; 3 p. o/o de chômeurs. Chez les ouvriers des *scieries mécaniques*, pas de chômeurs. Les ouvriers de l'*ameublement* de Vienne comptent un tiers des leurs en chômage. A Grenoble, ouvrage moins abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *mouleurs*. Chez ceux de Voiron, journée réduite à 7 heures par suite du manque de commandes. Dans cette ville, chez les ouvriers sur *métaux* et chez ceux du *bâtiment*, 15 p. o/o de chômeurs. Les *tailleurs de pierres* de Parmillieu comptent un tiers des leurs en chômage, ceux de Porcien deux tiers. A Grenoble, les *maçons* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs; la journée est réduite à 8 heures. Chez les *employés du tramway* de Grenoble à Chapareillan, ralentissement du travail; une partie du personnel a été licencié.

Jura. — Les ouvriers *agriculteurs* de Lons-le-Saunier estiment que le chômage atteint trois quarts des leurs; ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *typographes* de Dôle, ralentissement du travail; les *imprimeurs lithographes* font des heures supplémentaires. Pas de chômeurs chez les *typographes* de Lons-le-Saunier.

Landes. — Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Brocas et chez les *employés de commerce* de Dax.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *typographes* qui sont plus occupés que le mois dernier. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *draps* de Romorantin. De même chez les ouvriers sur *métaux* de Vendôme.

Loire. — Chez les *mineurs* de La Talaudière, pas de chômeurs; de même chez ceux de Saint Jean de Bonnefonds. De même à Roanne chez les *travailleurs du livre* (*typographes*); de même chez les *tisseurs* de Jarnosse, La Cergne, La Gresles; 3 p. o/o chez ceux de Saint-Just. Ceux de Saint-Rambert estiment que moitié des leurs manquent de commandes; les prix de façon sont diminués d'un cinquième; de même, diminution des prix chez ceux de La Cergne. Chez les *passementiers* de Saint-Rambert, le chômage a tendance à se généraliser. A Saint-Étienne, chez les ouvriers de la *lique des tisseurs*, 13 p. o/o de chômeurs, les ouvriers des *tissages mécaniques* (*Association*) comptent un quart des leurs en chômage. Le travail tend à diminuer chez les *veloutiers*; il reste stationnaire chez les *rubaniers*. Pas de chômeurs chez les *tisseurs-épingleurs*. 5 p. o/o chez les *tisseurs* (*Corporation*). 3 p. o/o chez les *teinturiers* de Régnay.

15 p. o/o chez les *tisseurs* de La Fouillouse; ralentissement pour les tissages de rubans et pour ceux de velours. A Saint-Étienne, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, 10 p. o/o des métiers sont restés inoccupés; les métiers à velours sont restés bien alimentés. A Saint-Gienest-Lerpt, les *chefs d'ateliers passementiers* estiment que le chômage atteint un quart des leurs; même chômage chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, un cinquième chez les *passementiers* de Saint-Jean-de-Bonnefonds, chez lesquels le travail tend à reprendre; même chômage chez ceux de Terrenoire; manque d'activité chez ceux de Sainte-Sigolène; chez les *chapelières-fouleurs* de Chazelles, pas de chômeurs.

A Roanne, 7 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *charpentiers*. Les *ébénistes* comptent un quart des leurs en chômage. 14 p. o/o et journée diminuée de 1 et 2 heures chez les *mouleurs*. Chez ceux de Saint-Chamond, pas de chômeurs; chez ceux de Rive-de-Gier, quelques *mouleurs* sont inoccupés. Dans cette ville et à Saint-Chamond, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *métallurgistes*. A Saint-Étienne, 1 p. o/o; pas de signalés chez les *mécaniciens-chauffeurs*, 2 p. o/o chez les *maréchaux ferrants*, 3 p. o/o chez les *boulonniers* du Chambon-Feugerolles. Les *maçons* de Roanne comptent moitié des leurs en chômage. A Saint-Étienne, 16 p. o/o chez les *plâtriers*. A Roanne, chez les *employés de la batellerie*, même chômage. A Saint-Étienne, 6 p. o/o chez les *employés des fabriques*. 8 p. o/o chez les *tripiers-boyaudiers*.

Haute-Loire. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Sainte-Florine. Au Puy, de même chez les *typographes*. Chez les *tailleurs d'habits*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 9 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *menuisiers*.

Loire-Inférieure. — A Saint-Nazaire, les *boulangers* comptent un quart des leurs en chômage. A Nantes, chez les *relieurs-papetiers*, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier, pas de chômeurs. De même chez les *travailleurs du livre* de Châteaubriant, pas de chômeurs. De même, à Nantes, chez les *lithographes*. Chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*, pas de chômeurs. Chez les *charpentiers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 48 heures par semaine. Chez les *vanniers*, pas de chômeurs. Chez les *mouleurs* et *fondeurs*, 16 p. o/o et journée diminuée de 2 heures. Chez les *modeleurs-mécaniciens*, pas de chômeurs. Chez les *serruriers*, 18 p. o/o. Chez les *chaudronniers*, 1 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers. Chez les *tourneurs-robinetiers*, même situation et pas de chômeurs. Chez les ouvriers du *bâtiment* de Pornic, ouvrage plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs.

Loiret. — Les *bûcherons* de Gien comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. A Orléans, 15 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, 4 p. o/o chez les *menuisiers*. Pas de signalés chez les *tailleurs de pierres*. Les *plâtriers* comptent un peu plus de la moitié des leurs en chômage; chez les *employés des magasins* de la Compagnie d'Orléans, 4 p. o/o.

Lot-et-Garonne. — Chez les *cordonniers* de Villeneuve-sur-Lot, qui comptent un tiers des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an dernier. A Agen, pas de chômeurs chez les *charpentiers*. De même, chez les *boucheonniers* de Lavardac. A Agen, 11 p. o/o chez les ouvriers sur *métaux*. Chez ceux de Fumel, 7 p. o/o. A Agen, les *peintres* comptent un tiers des leurs en chômage de morte-saison. Chez les *hommes de peine* de Casteljalous, pas de chômeurs.

Maine-et-Loire. — A Angers, chez les *boulangers*, pas de chômeurs; 2 p. o/o chez ceux de Cholet. A Angers, chez les *cordonniers*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les ouvriers de l'*industrie textile*, 1 p. o/o de chômeurs. Les *tisserands* de la Séguinière et de la Chapelle-Longueau comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez ceux de Saint-Philbert, le May-sur-Èvre et la Tessonalle. A Cholet, chez les *menuisiers* et chez les *charpentiers*, de même pas de chômeurs. Chez les *galochiers-sabotiers*, pas de chômeurs. De même chez les *mécaniciens-ajusteurs*. Chez les *serruriers*, 18 p. o/o. Les *peintres* de Saumur comptent moitié des leurs en chômage de morte-saison. A Angers, chez les *employés*, pas de chômeurs. 10 p. o/o chez les *limonadiers*.

Manche. — Les *maçons* et *tailleurs de pierres* de Cherbourg comptent un tiers des leurs en chômage; des chantiers ont fermé par suite du manque de commandes et du mauvais temps.

Marne. — Chez les *typographes* de Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs. A Reims, chez les *lithographes*, 3 p. o/o. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *apprêteurs-lustres* de Fismes. A Reims, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*. Chez les ouvriers sur *métaux*, reprise du travail. Chez les ouvriers du *bâtiment* d'Épernay, 10 p.o/o de chômeurs. A Reims, chez les *maçons*, 8 p. o/o.

Mayenne. — A Laval, chez les *typographes*, reprise du travail depuis le mois dernier. Chez les ouvriers *cotonniers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. De même chez les ouvriers sur *métaux*. A Laval, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Bouxières-aux-Chênes, Bouxières-aux-Dames, Frouard, Gobbranches, Haucourt, Jœuf, Ludres, Maxéville; ralentissement depuis le mois dernier à Bouxières, Frouard; de plus, l'arrivée d'ouvriers agricoles et carriers, dont les travaux étaient arrêtés, a augmenté le nombre des chômeurs. 17 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, chez les *tailleurs d'habits*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, 10 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les ouvriers du *vêtement (Union)*, chez les *charpentiers* et chez les *menuisiers*. De même chez les ouvriers de l'*ameublement*. Journée diminuée de 1 heure 1/2 et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *métallurgistes*. Chez les ouvriers en *lignes*, pas de chômeurs. 9 p. p. o/o chez les *tailleurs de pierres*.

Meuse. — Les *carriers* de Lérrouville comptent un cinquième des leurs en chômage; ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Morbihan. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Vannes. De même chez les *galochiers* de Lorient. De même chez les *ferblantiers-boitiers* de Ploërmour. De même à Lorient, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Nièvre. — Chez les *ouvriers des bois* de Ciez, pas de chômeurs. De même chez ceux de la Chapelle-Saint-André, chez lesquels les prix de façons du syndicat ont été acceptés par la plupart des patrons. Pas de chômeurs chez les *ouvriers des bois* de Menou, Montavon, Saint-Amand, Saint-Véran. A Nevers, les *maçons* comptent un tiers des leurs en chômage. 12 p. o/o chez les *potiers-tourneurs* de Mîennes.

Nord. — Chez les *relieurs-papetiers*, pas de chômeurs. Chez les *typographes* de Cambrai, 2 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez ceux de Douai. 6 p. o/o à Lille, chez les *lithographes*. Pas de chômeurs chez les *typographes* de Roubaix et de Valenciennes. A Lille, de même chez les ouvriers de l'*industrie du cuir*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. Peu de chômeurs chez les *cordonniers* de Vieux-Condé. Chez les *tisseurs* d'Avesnes, ouvrage moins abondant que l'an dernier, une centaine d'ouvriers perdent un jour par semaine, cependant pas de chômeurs chez les syndiqués. De même chez ceux d'Haspres, pas de chômeurs. Les *trieurs de laines* de Tourcoing comptent un tiers des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *imprimeurs sur tissus* de Marly. 9 p. 100 chez les *tullistes* de Caudry. 3 p. o/o chez les *pareurs* d'Armentières, qui sont moins occupés que le mois dernier. De même ralentissement du travail chez les *rubaniers* de Commines. Chez les *tapissiers en moquettes* de Tourcoing, même situation et 4 p. o/o de chômeurs. 9 p. o/o chez les *charpentiers* de Roubaix; 2 p. o/o chez ceux de Saint-Amand; 5 p. o/o chez ceux de Tourcoing. A Lille, chez les *carrossiers*, 7 p. o/o de chômeurs. A Dunkerque, 4 p. o/o chez les *tonneliers*. Pas de signalés chez les *tourneurs* de Fellerries.

A Tourcoing, chez les *mouleurs* qui comptent un tiers des leurs en chômage, le travail ralentit. Chez les *métallurgistes* d'Anzin, pas de chômeurs; de même chez ceux de Saint-Amand, Maubeuge et Vieux-Condé; un peu moins de 1 p. o/o chez ceux d'Hautmont. Chez ceux de Maubeuge, travail réduit à 4 jours par semaine; le taux des salaires tend à dimi-

nuer, 5 p. o/o environ; dans le *puddlage*, on réduit le personnel de 5 p. o/o environ. A Roubaix, chez les *forblentiers*, pas de chômeurs. Les *marbriers*, *tailleurs de pierres* de Dunkerque comptent moitié des leurs en chômage. Pas de chômeurs chez les *marbriers* de Jeumont et chez les *marbriers en pendule* de Consolre. A Dunkerque, chez les *maçons*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et 9 p. o/o de chômeurs. A Lille, 16 p. o/o chez les *terrasiers*, qui font de 51 à 54 heures par semaine; le taux des salaires varie de 0 fr. 37 à 0 fr. 40 par heure. Les *peintres d'Armentières* comptent moitié des leurs en chômage. A Dunkerque, chez les *plafonneurs*, même chômage. Chez les *verriers* de Lourches, pas de chômeurs. De même chez les *employés de tramways* de Roubaix.

Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs chez les *typographes*. Travail toujours actif chez les ouvriers des *scieries* de Hermes. Chez les *layetiers* de La Croix-Saint-Onen, 1 p. o/o de chômeurs. Travail abondant chez les ouvriers de l'*ameublement* de Crépy-en-Valois. Pas de chômeurs chez les *dominotiers* de Méru. De même chez les *brossiers* de Saint-Sauveur qui sont cependant moins occupés que l'an dernier; une maison (20 ouvriers) a cessé de faire travailler. Chez les *moteurs* de Creil, ralentissement du travail, cependant pas de chômeurs chez les *syndiqués*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Flers, chez les ouvriers *cotonniers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 2 p. 100 de chômeurs. Pas de signalés chez les *couvreurs*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, chez les *boulangers*, 8 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *typographes* d'Arras. A Boulogne-sur-Mer, chez les *travailleurs du livre*, 2 p. o/o. Chez les *cordonniers* et les *tanneurs*, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Même situation et pas de chômeurs chez les *menuisiers*; 12 p. o/o chez les ouvriers du *travail du bois*. A Calais, chez les ouvriers sur *métaux*, 13 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, par suite de l'arrêt de l'industrie des *tulles*. Chez les ouvriers *maçons*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 10 p. 100 de chômeurs; à la suite d'un accord avec le *syndicat patronal*, le *taux des salaires* a été augmenté de 0 fr. 05.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, les *tapissiers* comptent un quart des leurs en chômage; chez les *tailleurs*, trois quarts des *syndiqués*; 8 p. o/o chez les *menuisiers* et chez les *carrossiers*. Les *maçons* comptent un tiers des leurs en chômage; un quart chez les ouvriers en *bâtiment* de Riom. A Clermont-Ferrand, chez les *employés des tramways électriques*, 9 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *employés épiciers*. 5 p. 100 chez les *garçons-limonadiers*. Un cinquième chez les *coiffeurs*. Pas de signalés chez les *commis du campement*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, les *boulangers* comptent un quart des leurs en chômage. A Pau, chez les *travailleurs du livre*, 7 p. o/o de chômeurs; un tarif a été adopté par la *chambre syndicale ouvrière* et par la plupart des patrons. A Bayonne, pas de chômeurs chez les *tapissiers*; 10 p. 100 chez les *tailleurs*. Chez les *métallurgistes* de Boucau, 4 p. o/o. A Bayonne, 7 p. o/o chez les ouvriers en *bâtiment*. A Pau, pas de signalés chez les *peintres*; 8 p. o/o chez les *plâtriers*.

Hautes-Pyrénées. — A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*industrie textile* qui perdent une demi-journée par semaine (100 ouvriers). A Tarbes, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs. 2 p. o/o chez les *employés de commerce*.

Pyrénées-Orientales. — Les *travailleurs de la terre* de Perpignan comptent moitié des leurs en chômage; ceux de Canohès un cinquième; dans la région, les bas prix de vente du vin retardent encore les travaux agricoles. A Perpignan, chez les *boulangers* qui comptent un cinquième des leurs en chômage, reprise du travail depuis le mois dernier. Chez les *cuisiniers*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, 8 p. o/o de chômeurs. Chez les *charrons-forgers*, qui comptent un quart des leurs en chômage, une partie des ouvriers occupés ne font pas la journée complète.

Haut-Rhin. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*, 3 p. o/o chez les *ouvriers de l'industrie textile*. Chez ceux de Giromagny, un peu plus de 1 p. o/o. 5 p. o/o chez ceux d'Héricourt. Pas de signalés chez ceux de Rougezoutte; cependant le nombre d'ouvriers occupés tend à diminuer, les ouvriers arrivant à conduire 3 et 4 métiers en même temps. A Belfort, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *ménisiers*. Chez les *métallurgistes*, ralentissement du travail, journée diminuée d'une heure pour 200 ouvriers. Chez les *maçons*, pas de chômeurs. Les *peintres* comptent moitié des leurs en chômage.

Rhône. — LYON. — Chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*, reprise du travail depuis le mois dernier, pas de chômeurs. Chez les *tisseurs (Croix-Rousse)*, travail actif dans les *métiers à bras* et dans les *métiers mécaniques*. De même pas de chômeurs chez les *tisseurs* et similaires, prix de façon encore stationnaires, l'ouvrier tisseur gagne environ 2 francs par jour. Chez les *chefs d'ateliers en velours*, qui estiment que moitié des leurs manquent de commandes, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *guimpiers*. Chez les *tallistes à la chaîne*, qui comptent un tiers des leurs en chômage, le travail tend à reprendre. Chez les *coupeurs-tailleurs*, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier); même situation chez les ouvriers en *confections*. Chez les *coupeurs-chemisiers*, 5 p. o/o de chômeurs. Chez les *chapeliers en articles fantaisie*, 10 p. o/o.

3 p. o/o de chômeurs chez les *machinistes sur bois*. Pas de signalés chez les *litiers*, chez lesquels la journée est réduite d'une heure (100 ouvriers). Chez les *décolateurs-fraiseurs* pas de chômeurs, de même, et ouvrage plus abondant que l'an dernier, chez les *repousseurs sur métaux*. Chez les *chaudronniers en cuivre*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 5 p. o/o de chômeurs. 7 p. o/o et journée diminuée d'une heure chez les *tôliers-fumistes*. Chez les *bronziers*, pas de chômeurs. Les *sculpteurs-statueurs* comptent un tiers des leurs en chômage; un cinquième chez les *cimentiers*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Morte-saison chez les *tuiliers*. Chez les *tourneurs et mouleurs en poterie*, pas de chômeurs. De même chez les *camionneurs*. Chez les *dames employées de commerce*, tendance à la diminution des salaires, principalement pour les *sténographes-dactylographes*. Chez les *employés photographes*, 3 p. o/o de chômeurs.

Chez les *tisseurs de Grandris*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs; une fabrique de *soieries* a mis une partie de son personnel au repos. Reprise du travail, depuis le mois dernier, chez les *tisseurs de Thizy*, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Chez les *chapeliers* de Grigny, travail 40 heures par semaine, 2 p. o/o de chômeurs. Les ouvriers en *chapellerie* de Saint-Symphorien, estiment que le chômage atteint un tiers des leurs, la concurrence de la main-d'œuvre féminine et de celle des apprentis rend le placement plus difficile.

Haute-Saône. — Pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux* de Planches-les-Mines.

Saône-et-Loire. — Chez les *mineurs* de Perrecy, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs. De même chez les *carriers* de Nanton. A Mâcon, chez les *typographes*, pas de chômeurs. Dans quelques maisons on fait des heures supplémentaires. Les *tisseurs* de Coublanc comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Pas de chômeurs chez les *ébénistes-menuisiers* d'Autun. Chez les *mouleurs en métaux* de Montceau, pas de chômeurs. De même chez les *métallurgistes* du Creuzot (*corporation*), qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *ziqueurs de grès*, pas de chômeurs, mais travail contrarié par les intempéries. Les *maçons* de Chalon-sur-Saône comptent un tiers des leurs en chômage. 18 p. o/o chez les *tuiliers* de Montchanin. Pas de signalés chez les *faïenciers* de Digoïn et chez les *verriers* d'Épinac. 6 p. o/o chez les *manouvriers* de Saint-Léger.

Sarthe. — Au Mans, ralentissement du travail chez les *galochiers*. Chez ceux de La Flèche pas de chômeurs. De même chez les *ébénistes* du Mans et chez les ouvriers en *manches de parapluies* de Vibraye; chez ces derniers, ralentissement du travail. Au Mans, chez les *mouleurs*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, pas de chômeurs. De même chez les *mécaniciens*, pas de chômeurs. Les *maçons* comptent un tiers des leurs en chômage. Chez les *couvreurs*, travail abondant, pas de chômeurs.

Savoie. — A Chambéry, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs. Les *tailleurs de pierres*

comptent un peu plus de moitié des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *plâtriers*, qui sont plus occupés que l'an dernier.

Haute-Savoie. — Les *carriers* de Thollon sont tous occupés, ils font la journée de huit heures. A Annecy, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fondeurs* et chez les *menuisiers*. Les *tailleurs de pierres* comptent un quart des leurs en chômage.

Seine. — Chez les *boulangers du XIII^e*, pas de chômeurs, ceux qui sont sans place à demeure sont embauchés comme extras. Chez ceux du *syndicat mirté*, placement encore difficile. Les *travailleurs de la boulangerie* et les *porteurs de pain* comptent un quart des leurs sans place à demeure. Chez les *biscuitiers*, 4 p. o/o de chômeurs. Chez les *cuisiniers*, 8 p. o/o de chômeurs. Un peu moins de 2 p. o/o chez les *chocolatiers*. Chez les *allumeurs du gaz*, pas de chômeurs. 2 p. o/o chez les *papetiers-régleurs*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *imprimeurs-typographes*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 5 p. o/o de chômeurs. 11 p. o/o chez les *conducteurs-pointeurs*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *graveurs-lithographes*, même situation et 7 p. o/o de chômeurs. Chez les *imprimeurs-conducteurs*, 4 p. o/o et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier. Même situation et 5 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes (Résistance)*.

Chez les *imprimeurs à la planche*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 11 p. o/o de chômeurs. 6 p. o/o chez les *typographes*, chez lesquels le placement est devenu plus facile que le mois dernier. Chez les *lithographes (Union)*, 2 p. o/o de chômeurs. 9 p. o/o chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*. 12 p. o/o chez les *coloristes-enlumineurs*, chez lesquels la journée est diminuée de 2 heures (40 ouvriers); en général, dans la typographie, la suppression des veillées a permis d'occuper un plus grand nombre d'ouvriers.

Chez les *apprêteurs en pelleterie*, le personnel ancien est conservé, mais on n'embauche pas. Chez les *fournisseurs-confectionneurs*, commencement de la morte-saison, on a supprimé les heures supplémentaires, on a renvoyé des ouvriers dans quelques maisons, cependant pas de chômeurs chez les *syndiqués*. Les *mégissiers* comptent un tiers des leurs en chômage. 12 p. o/o chez les *teinturiers en peaux*. 7 p. o/o chez les *corroyeurs dits du cuir noir*, chez lesquels le travail est plus abondant que l'an dernier à même époque. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *mégissiers*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez les ouvriers du *chevreau glacé*. Chez les *corroyeurs*, 7 p. o/o. 4 p. o/o chez les *tanneurs*. Chez les *couseurs en chaussures*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *ouvriers en talons*, même situation et 10 p. o/o de chômeurs.

Pas de signalés chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez les *gantiers*, travail régulier, mais plutôt calme. Chez les *selliers* et chez les *mécaniciens* de l'article de chasse, ouvrage plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs. Morte-saison, cependant pas de chômeurs chez les *selliers-harnacheurs*. Chez les *souffletiers*, de même pas de chômeurs, les ouvriers sont recherchés; une importante maison a augmenté ses salaires. Chez les ouvriers en *colliers anglais*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 17 p. o/o de chômeurs. Chez les *gainiers*, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier.

Chez les *tisseurs*, ouvrage plus abondant que l'an dernier pour les articles laine et soie et 3 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *dessinateurs en broderies*. Les *façonniers-passementiers* comptent moitié des leurs en chômage. Ralentissement depuis le commencement de décembre chez les *passementiers à la barre*. Chez les *passementiers à la main*, qui font 45 heures par semaine, même situation; 1 p. o/o de chômeurs. Chez les *ouvrières et employées de l'aiguille*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage, morte-saison d'hiver. Les *ouvrières couturières* estiment que moitié des leurs sont atteintes par le chômage qui est plus accentué que l'an dernier. Chez les *coupeurs-chemisiers*, 4 p. o/o de chômeurs. Chez les *tailleurs de la Seine (Solidarité)*, 19 p. o/o et travail réduit à 45 heures par semaine. Chez les *tailleurs*, 3 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *coupeurs diplômés*. 7 p. o/o chez les *chapeliers de feutre*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *chapeaux de soie*.

Chez les *charpentiers (Solidarité)*, qui comptent moitié des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *sciens de long*, reprise du travail et 10 p. o/o de chômeurs. Chez les *charpentiers de la Seine*, 15 p. o/o. 8 p. o/o chez les *menuisiers*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *ouvriers en voitures*, 1 p. o/o de chômeurs. De

même chez les *menuisiers en voitures*. Chez les *travailleurs aux pièces de la menuiserie en voitures*, pas de chômeurs et tarif des façons en augmentation de 10 p. o/o sur l'année précédente. Chez les *peintres en voitures*, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier et 14 p. o/o de chômeurs. 16 p. o/o chez les *scieurs-découpeurs*. Chez les *ébénistes en photographie*, 5 p. o/o. Les *dorçurs sur bois* ont un quart des leurs en chômage. 17 p. o/o chez les *mouleurs*. Pas de signalés chez les *spécialistes ébénistes*.

Les *mouleurs en cuivre (Union)* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. Chez les *chefs de service de l'industrie des métaux*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 8 p. o/o de chômeurs. Chez les *serruriers*, même situation et 11 p. o/o de chômeurs; la journée est réduite de 2 heures pour l'ensemble des ouvriers. Chez les ouvriers de la *mécanique industrielle et scientifique*, 1 p. o/o de chômeurs. 9 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tourneurs-décolateurs*. Chez les *chaudronniers*, 17 p. o/o. Pas de signalés chez les *soudeurs en tubes*. Chez les *tourneurs-robinetiers*, 4 p. o/o. Chez les *potiers d'étain*, 2 p. o/o. 3 p. o/o chez les *travailleurs de l'air comprimé*. 8 p. o/o chez les ouvriers du *bronze imitation*. 2 p. o/o et ralentissement du travail chez les ouvriers en *instruments de précision*. Chez les *batteurs d'or*, journée diminuée de 2 heures (400 ouvriers) et 4 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *graveurs*; travail suivi notamment pour les *graveurs sur bijoux et orfèvrerie*; la suppression des veillées a permis d'occuper une partie des chômeurs.

16 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers du meuble*. Un cinquième chez les *sculpteurs du bâtiment*. Chez les *maçons (l'Amicale)*, un quart. Chez les *paveurs-cimentiers*, 4 p. o/o. Chez les *terrassiers-puisatiers*, peu d'activité; les travaux spéciaux manquent. Les *peintres (XVIII^e arrondissement)* comptent moitié des leurs en chômage. Chez les *peintres (Union)*, un tiers; moitié chez les *endumeurs*; de même chez les *peintres et assimilés*; dans l'ensemble, la journée est réduite à 8 heures. Les *brigatiers* comptent un quart des leurs en chômage. Chez les *biseauteurs*, pas de chômeurs; 15 p. o/o chez les *miroitiers*.

Chez les *charretiers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *receveurs-pontonnières*, pas de chômeurs; de même chez les *employés des tramways Sud*, chez les *employés mécaniciens de la Compagnie des Omnibus* et chez les *travailleurs des Bateaux-Parisiens*. Chez les *cochers de grande remise*, le ralentissement déjà signalé continue. Pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles et marchés*.

Chez les *comptables (Union)*, 7 p. o/o de chômeurs. Chez les *placiers en fleurs et plumes*, la reprise du travail se fait lentement. Chez les *employés de serrurerie*, 3 p. o/o de chômeurs. Chez les *employés de commerce*, un peu moins de 1 p. o/o. Chez les *employés à la Bourse de commerce*, 3 p. o/o. Chez les *employés d'hôtel*, 18 p. o/o. 7 p. o/o chez les ouvriers des *salles de cafés*. Les *limonadiers-restaurateurs (Prévoyance)* estiment que moitié des leurs sont sans place à demeure. Chez les *charcutiers*, 1 p. o/o de chômeurs; chez les ouvriers *limonadiers (Avenir)*, 18 p. o/o; chez les *coiffeurs*, 3 p. o/o. De même chez les *élèves en pharmacie*. Pas de signalées chez les *femmes sténographes*. Chez les *professeurs libres*, 11 p. o/o. Pas de signalés chez les *employés de l'enseignement libre*. Ralentissement du travail chez les *opérateurs-bitumiers*. 8 p. o/o chez les *sténographes-dactylographes*. 3 p. o/o chez les *sténographes (Alliance)*. Pas de signalés chez les *professeurs de l'enseignement libre*. Chez les *gens de maison (Union)*, placement moins facile que l'an et que le mois derniers.

Les ouvriers *blanchisseurs* de Boulogne, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage et chez lesquels la journée est réduite de 3 heures environ, ouvrage moins abondant que l'an dernier. A Saint-Denis, pas de chômeurs chez les *graveurs sur bois*. Peu d'activité chez les *treillageurs* de Clamart. Chez les *terrassiers-puisatiers* de Boulogne, 15 p. o/o de chômeurs. A Levallois, les *peintres* comptent moitié des leurs en chômage; les *plombiers-couvreurs*, un tiers.

Seine-Inférieure. — Au Havre, chez les *boulangers*, 15 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *typographes*. De même à Rouen chez les *lithographes-papetiers* et chez les *typographes*; chez ces derniers, on a pu embaucher des ouvriers du dehors. Au Havre, les *selliers-bourreliers*, qui sont en morte-saison, comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *cotonniers* de Lillebonne et d'Oissel. A Rouen, chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*, chômage un jour par semaine dans deux établissements. Au Havre, les *voiliers* comptant un quart des leurs en chômage. Chez les *tapissiers*, 13 p. o/o. Chez les *carpentiers* 10 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *menuisiers*, même situation et 12 p. o/o de chômeurs. Chez les *métallurgistes*, 4 p. o/o de chômeurs.

Chez les *ajusteurs*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 6 p. o/o de chômeurs. 10 p. o/o chez les *fondeurs*. Pas de signalés chez ceux de Rouen. Au Havre, les *maçons* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage; un peu plus de moitié chez les *terrassiers-puissiers*; un cinquième chez les *journaliers du port*; un tiers chez les *charbonniers du port*. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *employés de magasin*. A Rouen, chez les *voyageurs en liquides*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage, situation plus difficile que l'an dernier. Les *maîtres d'hôtels* (*La Roche*) comptent un tiers des leurs sans place à demeure; les *coiffeurs*, un quart. Chez les ouvriers et employés au *triage des cafés* au Havre, même chômage.

Seine-et-Marne. — Chez les *typographes* de Lagny, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez ceux de Meaux, même situation et 2 p. o/o de chômeurs; la durée du travail a été augmentée chez les *brocheurs et conducteurs*. Les *tailleurs de pierres* de Monlin-Foulon comptent la plupart des leurs en chômage; la moitié chez les ouvriers du *bâtiment* de Fontainebleau et de Saint-Pierre-de-Nemours; un peu plus du quart chez ceux de Lagny; pas de signalés chez ceux de la Ferté-sous-Jouarre.

Seine-et-Oise. — Chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières, pas de chômeurs; cependant la situation tend à devenir plus mauvaise. 6 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre* d'Étampes. Pas de signalés chez ceux de Saint-Germain-en-Laye. Chez les *chapeliers* d'Argenteuil, 8 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *blanchisseurs* de Rueil. Chez ceux de Sèvres, journée réduite de 2 et 3 heures; le placement est devenu plus difficile par suite de la concurrence d'ouvrières repasseuses faisant la ville et s'adjoignant quelques camarades pour les gros travaux. A Versailles, chez les *scieurs-découpeurs*, pas de chômeurs. De même, à Étampes, chez les *mouleurs* et chez les *serruriers*. A Versailles, les *tailleurs de pierres* comptent moitié des leurs en chômage; les ouvriers du *bâtiment* de Saint-Germain un quart des leurs; les *peintres* d'Étampes, un tiers.

Sèvres (Deux-). — Chez les *tisserands* de Moulins, 12 p. o/o de chômeurs. A Niort, pas de signalés chez les *ferblantiers*. Les *tailleurs de pierres* de Parthenay comptent moitié des leurs en chômage.

Somme. — A Amiens, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *lithographes* et chez les *typographes*. 4 p. o/o chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures* (*Union*); les *piqueuses en chaussures* sont toutes occupées, mais les prix de façon de certains articles est diminué. Chez les *corroyeurs*, pas de chômeurs. Chez les *tisseurs*, activité moyenne dans les tissages velours coton, ralentissement dans les cachemires; bonne activité dans les articles fantaisie; chez les *teinturiers*, travail calme, le chômage déjà signalé se maintient. Chez les *serruriers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 13 p. o/o de chômeurs. Chez les ouvriers en *cuivre* de Fréville-Escarbotin, même situation et même chômage. A Amiens, 1 p. o/o chez les *commis aux écritures*.

Tarn. — A Albi, les *boulangers* comptent un grand nombre des leurs sans place à demeure; le placement est devenu particulièrement difficile pour les syndiqués. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière* de la Bastide-Rouairoux. A Albi, les *chapeliers* qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage, sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *menuisiers* de Castres, pas de chômeurs. Les ouvriers du *bâtiment* de Briatexte comptent moitié des leurs en chômage.

Tarn-et-Garonne. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille de Septfonds*. Chez les ouvriers en *balais* de Grisoilles, ouvrage plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs.

Var. — Chez les *boulangers* de Draguignan, 15 p. o/o de chômeurs. A Toulon, pas de signalés chez les *typographes* chez lesquels le travail a repris. Chez les *voiliers*, de même pas de chômeurs. Chez les *carrossiers*, 10 p. o/o de chômeurs. Chez les *métallurgistes*, pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *potiers-malonniers* de Saint-Zacharie, même situation, une nouvelle fabrique qui occupe 20 ouvrières en dehors du

personnel de potiers vient d'être mise en marche. A Toulon, chez les *travailleurs en régie (terrassiers)*, 19 p. o/o de chômeurs.

Vaucluse. — A Avignon, chez les *boulangers*, le taux des salaires qui avait été en hausse a eu de nouveau tendance à la baisse. Chez les *typographes*, travail suivi, pas de chômeurs. De même chez les ouvriers en *balais* de Caderousse, chez lesquels le travail ralentit. A Avignon, pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux* et chez les *ferblantiers*. Chez les *employés de cafés et hôtels*, situation plus mauvaise que l'an dernier, certains patrons ayant supprimé l'usage des étrennes, sans augmenter les salaires; ils comptent un quart des leurs sans places à demeure.

Vendée. — Chez les *mineurs* de Faymoreau, pas de chômeurs. De même chez les *tisseurs* d'Evrune et des Epesses; ouvrage plus abondant que l'an dernier chez ceux de Saint-Laurent. Les *maçons* de La Roche-sur-Yon comptent moitié des leurs en chômage. Chez ceux des Sables-d'Olonne, pas de chômeurs signalés.

Vienne. — A Poitiers, 4 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*.

Vienne (Haute). — A Limoges, chez les *cuisiniers* reprise de travail depuis le mois dernier. Pas de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*. De même à Saint-Junien, chez les ouvriers en *cuirs et peaux* dont la journée a été diminuée de 1 heure. Chez les *gantiers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 10 p. o/o de chômeurs. A Limoges, les *plâtriers* comptent un tiers des leurs en chômage de morte-saison. Chez les ouvriers et journaliers en *porcelaine*, ralentissement de fin d'année pour l'inventaire; le syndicat des *journaliers en porcelaine* a attribué un secours de 1 franc par jour pour chacun de ses membres en chômage après le 10^e jour d'inventaire; il a attribué un secours de 10 francs aux ouvrières syndiquées en couches. Pas de chômeurs chez les *useurs de grains porcelainiers*.

Vosges. — Les ouvriers de l'*industrie textile* de Moussey estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement* de Liffol.

Yonne. — Pas de chômeurs chez les *forestiers et agriculteurs* de Treigny. A Auxerre, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez ceux de Sens. A Auxerre, pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. De même chez les *charpentiers*; 16 p. o/o chez les *mouleurs*; 2 p. o/o chez les ouvriers sur *métaux*. Pas de signalés chez ceux de Sens, chez lesquels le travail a ralenti plus que l'an dernier. Dans cette ville, 18 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* syndiqués, un quart dans l'ensemble.

Algérie. — A Alger, chez les *boulangers*, placement difficile par suite de la concurrence de la main d'œuvre étrangère. Chez les *cutsiniers*, placement plus difficile par suite de l'arrivée d'ouvriers venant de France ou de l'étranger à la recherche du travail. Chez les *imprimeurs* de Constantine, 18 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier. A Alger, chez les *charrons-forgerons*, 16 p. o/o de chômeurs. Chez les *tonneliers*, placement difficile. Les *maçons* de Mustapha comptent moitié des leurs en chômage, les *terrassiers*, un peu plus du tiers; à Alger, moitié chez les *plâtriers*.

Adjudications. — Adjudications importantes en janvier :

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

AMIENS. — 10 janvier. — Guerre : remise en état d'un bâtiment....	62.500 ^f
HÉRAULT. — 17 janvier. — Préfecture : travaux à l'asile départemental d'aliénés.....	3.039.200

HÉRAULT. — 19 janvier. — Mairie de Béziers : reconstruction du collège. Charpente et serrurerie.....	160.298 ^f 62 ^c
SEINE. — 24 janvier. — Mairie de Nanterre : construction de groupes scolaires	409.000
OCTROI DE PARIS. — 26 janvier. — Tribunal de commerce : travaux d'entretien des bureaux et bâtiments pour cinq ans.....	92.000
SEINE. — 26 janvier. — Tribunal de commerce : travaux d'entretien de fontainerie pour trois ans..... Montant annuel.	390.000
CHÂLONS-SUR-MARNE. — 31 janvier. — Entretien des bâtiments militaires pour trois ans.....	60.000

ROUTES ET CHEMINS.

JURA. — 3 janvier. — Préfecture : cylindrage et entretien sur routes nationales	100.700
JURA. — 12 janvier. — Sous-préfecture de Saint-Claude : travaux sur chemins vicinaux.....	158.200
SEINE. — 12 janvier. — Tribunal de commerce : prolongement de la rue de Mouzaïa.....	95.104 55
YONNE. — 14 janvier. — Préfecture : cylindrage de chaussées sur routes nationales pour cinq ans..... Montant annuel.	25.000
RHIN (HAUT-). — 14 janvier. — Préfecture : fourniture du matériel d'entretien pour trois ans..... Montant annuel.	64.342 60
GIRONDE. — 15 janvier. — Sous-préfecture de Lesparre : fourniture d'entretien sur chemins pour cinq ans	259.500
ORNE. — 17 janvier. — Préfecture : construction de chemins vicinaux ordinaires.....	113.700
CHARENTE-INFÉRIEURE. — 18 janvier. — Préfecture : entretien sur routes nationales pour cinq ans..... Montant annuel.	136.750
CALVADOS. — 18 janvier. — Préfecture : fourniture du matériel d'entretien pour cinq ans..... Montant annuel.	178.650
SEINE. — 24 janvier. — Tribunal de commerce : travaux sur chemins vicinaux de grande communication.....	215.000
SAÔNE-ET-LOIRE. — 25 janvier. — Préfecture : cylindrage de chaussées sur routes nationales pour cinq ans..... Montant annuel.	18.000

CHEMINS DE FER.

PUY-DE-DÔME. — 17 janvier. — Préfecture : ligne de Saint-Éloy à Pauniat. Travaux d'infrastructure.....	1.865.000
PARIS. — 24 janvier. — Chemin de fer de l'État. Établissement d'une deuxième voie entre la Rochelle et Rochefort	362.002

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

CÔTE-D'OR. — 10 janvier. — Préfecture : portes et ventelleries d'écluses	134.000
BOUCHES-DU-RHÔNE. — 21 janvier. — Préfecture : port de Marseille. Travaux de remblaiement.....	650.000
CÔTES-DU-NORD. — 25 janvier. — Préfecture : agrandissements et constructions de bassins à flot.....	249.000

Tableau indiquant le prix du quintal de blé sur les principaux marchés de France et de l'étranger, arrêté à la date du 26 décembre 1900. (75 kilogrammes par hectolitre de blé.)

VILLES.	DATES.	COURS actuels.	MARCHÉS précédents.	DIFFÉRENCES des prix actuels par rapport à Paris.	DROITS de douane par quintal de blé.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Paris.....	26 décemb.	19 60	20 10	"	7 00
Lyon.....	24 —	18 50	18 50	— 1 10	
Rouen.....	21 —	19 25	19 40	— 0 35	
Toulouse.....	24 —	18 45	18 45	— 1 15	
Nancy.....	22 —	18 60	18 60	— 1 »	
Dijon.....	22 —	18 »	18 25	— 1 60	
Chartres.....	22 —	18 95	19 05	— 0 65	
Bergues.....	25 —	19 15	19 10	— 0 45	3 75
Nantes.....	22 —	19 15	19 20	— 0 45	
Vienne.....	20 —	17 60	17 30	2 »	
Londres.....	28 —	16 55	16 55	— 3 05	"
Bruzelles.....	27 —	16 »	16 15	— 3 60	
New-York.....	26 —	14 75	14 70	— 4 85	4 89
Chicago.....	26 —	13 35	13 35	— 6 25	

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Déc. 1900.	Nov. 1900.	Déc. 1899.
Farine (Corbeil), les 157 kilogrammes.....	45 ^f 53 ^c	46 ^f 31 ^c	42 ^f 00 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	28 50	31 06	26 50
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	31 50	34 00	37 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	74 50	70 00	55 25
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	73 25	79 50	54 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	38 50	40 00	41 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	63 »	62 50	65 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	64 51	71 87	48 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	117 »	111 50	213 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	43 75	42 50	61 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	25 »	25 00	30 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	189 40	194 50	215 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	387 50	341 50	320 00
Plomb, <i>idem.</i>	47 50	50 00	52 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	47 50	54 00	62 00

Le prix du pain. — Évaluation officielle du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine de janvier 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	27 ^f 69 ^c
Frais de panification.....	12 22 ^c

TOTAL.....	39^f 91^c
-------------------	--------------------------------------

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3070 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6140, soit à 0 fr. 61.

Prix moyen du kilogramme de viande au marché de la Villette pour la semaine du 24 au 28 décembre 1900 et pour les semaines correspondantes des quatre années précédentes.

DATES.	BŒUFS.	VEAUX.	MOUTONS.	PORES.
	Moyenne des 3 qualités.	Moyenne des 3 qualités.	Moyenne des 3 qualités.	Moyenne des 3 qualités.
	Prix du kilogr.	Prix du kilogr.	Prix du kilogr.	Prix du kilogr.
1900.....	1 ^f 25	1 ^f 79	1 ^f 74	1 ^f 26
1899.....	1 19	1 82	1 68	1 51
1898.....	1 36	1 87	1 74	1 50
1897.....	1 28	1 61	1 60	1 10
1896.....	1 36	1 62	1 72	0 96

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les onze premiers mois de l'année 1900, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1900.	1899.	1900.	1899.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	88.056.61	79.772	1.068.981.43	988.912
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits, non compris les montres au 4 ^e titre (1)	6.716.81	7.143	86.602.67	79.926
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	3.144.77	3.272	22.816.95	25.173
	Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....	15.243.59	12.836	112.864.82	92.625
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....		1.691.77	1.431	1.907.60	1.503

(1) Du 1^{er} janvier au 30 novembre 1900, il est sorti 780 montres en or au 4^e titre, pesant 104,10 hectogrammes, contre 737 montres et 69 hectogrammes en 1899.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant l'année 1900 (commerce spécial).

	1900. francs.	1899. francs.	EN PLUS en 1900. francs.	EN MOINS en 1900. francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	828.921.000	950.983.000	"	122.062.000
Matières nécessaires à l'industrie	2.738.179.000	2.839.611.000	"	101.432.000
Objets fabriqués.....	841.430.000	727.714.000	113.716.000	"
TOTAL.....	4.408.530.000	4.518.308.000	113.716.000	223.494.000
DIMINUTION en 1900.....				109.778.000
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	776.378.000	675.355.000	101.023.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	1.090.375.000	1.210.272.000	"	119.897.000
Objets fabriqués.....	1.995.862.000	2.077.424.000	"	81.562.000
Colis postaux.....	215.417.000	189.584.000	25.833.000	"
TOTAL.....	4.078.032.000	4.152.635.000	126.856.000	201.459.000
DIMINUTION en 1900.....				74.603.000

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} janvier au 31 décembre 1900 ont été de 1.471.455.300 francs. Elles étaient à la même date, en 1899, de 1.384.238.800 francs, soit une augmentation de 5,92 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS DE DÉCEMBRE	
	1900.	1899.
Faillites.....	113	92
Liquidations judiciaires.....	11	19
Conversions de liquidations en faillites.....	1	1

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 décembre 1900, il a été déposé 95 demandes en autorisation de bâtir, dont 90 pour des constructions neuves. Pendant le mois de décembre 1899, le nombre des demandes avait été de 68, dont 51 pour des constructions neuves.

VINS, CIDRES ET ALCOOLS

CONSOMMÉS PAR LES PRINCIPALES VILLES DE FRANCE EN 1899 (1).

POPULA- TION agglomé- rée d'après le dénom- brement de 1896.	NOMS DES VILLES.	CONSOMMATION MOYENNE par habitant.			POPULA- TION agglomé- rée d'après le dénom- brement de 1896.	NOMS DES VILLES.	CONSOMMATION MOYENNE par habitant.		
		Vins.	Cidres.	Alcools.			Vins.	Cidres.	Alcools.
		h. l.	h. l.	h. l.			h. l.	h. l.	h. l.
2,481,223	Paris	2 10	0 03	6 13	52,531	Saint-Denis ...	2 23	0 05	6 07
398,867	Lyon.	1 78	"	5 62	50,818	Calais-St-Pierre	0 24	0 01	10 24
332,515	Marseille....	1 61	"	7 65	50,676	Troyes.	1 80	0 06	5 83
239,806	Bordeaux....	2 08	"	4 57	50,084	Grenoble.	2 09	"	6 93
160,723	Lille.	0 29	"	7 83	49,665	Le Mans.	0 86	2 16	11 36
124,187	Toulouse....	2 20	"	4 15	46,886	Levallois-Perret	2 29	0 07	6 01
120,300	Saint-Etienne.	2 60	"	6 10	45,558	Boulogne-s.-M.	0 29	0 05	13 45
117,009	Le Havre....	0 34	0 87	17 43	44,912	Saint-Quentin.	0 37	0 11	10 07
113,899	Roubaix....	0 17	"	7 23	42,812	Versailles....	1 92	0 22	8 84
107,137	Nantes.	1 53	0 23	5 95	41,706	Béziers.	1 58	"	2 39
106,825	Rouen.	0 37	1 27	16 22	38,913	Clerm'-Ferrand	2 09	"	5 47
99,001	Reims.	1 12	0 05	6 96	37,860	Dunkerque....	0 27	"	9 27
83,668	Nancy.	1 72	"	5 12	37,157	Caen.	0 30	2 45	14 18
74,808	Amiens.	0 39	0 21	11 89	36,984	Bonlogne-s.-S.	2 44	0 11	6 40
70,843	Toulon.	1 62	"	8 21	36,942	Besançon.	1 85	"	7 58
69,484	Angers.	1 34	0 10	5 75	36,434	Lorient.	0 53	0 63	10 65
69,140	Nice.	2 76	"	5 24	33,742	Clichy.	2 27	0 11	5 84
66,905	Nîmes.	1 30	"	5 54	33,257	Bourges.	1 72	0 03	5 61
64,715	Limoges....	1 85	0 02	4 33	32,661	Cherbourg....	0 42	3 09	16 39
64,144	Brest.	0 60	0 08	11 47	32,321	Roanne.	2 24	"	3 91
62,717	Montpellier.	1 93	"	5 42	32,156	Avignon.	1 60	"	7 18
58,355	Dijon.	1 95	"	5 30	31,422	Cette.	1 64	"	8 13
57,249	Rennes.	0 34	4 44	8 71	30,784	Neuilly.	2 23	0 07	4 91
56,915	Orléans....	1 40	0 03	5 34	30,616	Angoulême ...	2 12	0 03	4 03
56,706	Tours.	1 79	0 07	5 20	30,601	Saint-Ouen ...	2 32	0 05	6 20
54,849	Tourcoing. ...	0 17	"	8 18	30,572	Poitiers.	0 95	"	4 26

(1) D'après le *Bulletin de statistique* du ministère des Finances.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de décembre 1900, le Ministère du Commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [1^{er} décembre 1900]. — Syndicats des marchands de **beurre** de l'arrondissement de Saint-Quentin (26 membres). Siège social : Rue des Halles, 4, à SAINT-QUENTIN. — [13 octobre 1900] Syndicat des **charcutiers** de Saint-Quentin (24 membres). Siège social : rue Croix-Belle-Porte, au Grand-Café, à SAINT-QUENTIN.

Bouches-du-Rhône [4 novembre 1900]. — Chambre syndicale des marchands de **bois** et charbons de Marseille (175 membres). Siège social : Brasserie du Chapitre à MARSEILLE. — [10 novembre 1900]. — Syndicat du commerce des **grains** de Marseille (30 membres). Siège social : rue Cannebière, 12, à MARSEILLE. — [20 novembre 1900]. — Syndicat des fabricants d'**huiles** de Marseille (21 membres). Siège social : rue Cannebière, 12, à MARSEILLE. — [23 novembre 1900]. — Syndicat des entrepreneurs de **manutention** de Marseille (22 membres). Siège social : rue Cannebière, 12, à MARSEILLE.

Doubs [8 novembre 1900]. — Chambre syndicale des entrepreneurs en **bâtiments** de la ville de Montbéliard et de son arrondissement (24 membres). Siège social : rue de Belfort, 55, à MONTBÉLIARD. — [30 janvier 1900]. — Syndicat des **distillateurs** d'absinthe de Pontarlier (22 membres). Siège social : PONTARLIER.

Gers [5 février 1898]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de l'arrondissement de Lombez (14 membres). Siège social : LOMBEZ.

Isère [25 août 1900]. — Syndicat des **hôteliers** de Bourgoin-Jallieu (17 membres). Siège social : BOURGOIN.

Loir-et-Cher [23 novembre 1900]. — Syndicat des entrepreneurs de sciage **mécanique** de Loir-et-Cher (50 membres). Siège social : place Louis XII, 21, à BLOIS.

Oise [5 juillet 1900]. — Syndicat des fabricants de **boîtes** de La Croix-Saint-Ouen (11 membres). Siège social : domicile du Président, rue Nationale, à LA CROIX-SAINT-OUEN.

Pas-de-Calais [3 novembre 1900]. — Chambre syndicale des **boulangers**, pâtisseries, biscuitiers et similaires de Calais (210 membres). Siège social : boulevard Victor-Hugo, 39, à CALAIS. — [23 novembre 1900]. — Association des fabricants de **dentelles** de Calais (350 membres). Siège social : rue du Pont Lottin, 14, à Calais.

Rhône [10 décembre 1900]. — Chambre syndicale des marchands de **beurre** de la ville de Lyon (40 membres). Siège social : place des Cordeliers, 3, à LYON. — [En novembre 1900]. — Syndicat professionnel des fabricants **chocolatiers**, confiseurs et biscuitiers de Lyon et de la région du sud-est (14 membres). Siège social : rue de la République, 37, à LYON.

Saône-et-Loire [26 septembre 1897]. — Syndicat professionnel des **charcutiers** de la ville de Chalou-sur-Saône (21 membres). Siège social : rue du Port-Villiers, 1, à CHALON-SUR-SAÔNE.

Savoie (Haute-) [23 novembre 1900]. — Syndicat professionnel de la **boucherie** et charcuterie de la ville d'Annecy et ses environs (18 membres). Siège social : faubourg de Bœuf, 11, à ANNECY.

Seine [25 octobre 1900]. — Syndicat des patrons **blanchisseurs** de Courbevoie (31 membres). Siège social : place Victor-Hugo, 2, à COURBEVOIE. — [1^{er} novembre 1900]. — Syndicat de la **boulangerie** de la région de Pantin (43 membres). Siège social : rue de Paris, 52, à PANTIN. — [17 novembre 1900]. — Chambre syndicale de l'industrie des **conserves** alimentaires en France « Union des fabricants français » (65 membres). Siège social : rue de Lanery, 10, à PARIS. — [4 décembre 1900]. — Chambre syndicale des **bazars**, magasins et galeries de Paris et départements (15 membres). Siège social : boulevard Saint-Martin, 23, à PARIS. — [27 novembre 1900]. — Syndicat du commerce des **huîtres** en gros de Paris (21 membres). Siège social : Halles centrales, pavillon XII, à PARIS. — [1^{er} juillet 1900]. — Syndicat des **mandataires** à la vente en gros du poisson, Halles centrales de Paris (36 membres). Siège social : rue des Halles, 15, à PARIS. — [en 1888]. — Syndicat de la **presse** républicaine périodique de Paris et de la banlieue (31 membres). Siège social : rue d'Arcole, 17, à PARIS. — [1^{er} novembre 1900]. — Syndicat de la **boulangerie** de la région de Vitry-sur-Seine (11 membres). Siège social : rue Darnetal, 20, à VITRY-SUR-SEINE.

Seine-Inférieure [21 octobre 1900]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **menuiserie** de la ville de Dieppe et de l'arrondissement (32 membres). Siège social : rue Richard-Simon, 17, à DIEPPE. — [9 novembre 1900]. — Syndicat de l'industrie **cidricole** (30 membres). Siège social : Hôtel des Sociétés savantes, rue Saint-Lô, à ROUEN.

Tarn-et-Garonne [23 septembre 1900]. — Syndicat professionnel des producteurs et expéditeurs de **fruits** et primeurs et tous produits agricoles de la région de Montauban (100 membres). Siège social : Hôtel de ville, à MONTAUBAN.

Vaucluse [15 novembre 1900]. — Chambre syndicale professionnelle des maîtres **menuisiers** d'Avignon (38 membres). Siège social : café des Négociants, à AVIGNON.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [11 novembre 1900]. — Syndicat professionnel des ouvriers sourciers des **eaux** minérales de Saint-Yorre (100 membres). Siège social : Saint-Yorre (au bourg).

Alpes-Maritimes [24 novembre 1900]. — Syndicat des maîtres d'hôtels, garçons **limonadiers** et parties similaires de la ville de Nice (12 membres). Siège social : boulevard MacMahon, 30, à NICE.

Bouches-du-Rhône [20 octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de la ville d'Arles (28 membres). Siège social : café Goumarre, boulevard des Lices, à ARLES. — [15 novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierres et plâtriers de la ville d'Arles (50 membres). Siège social : Café Turgat, à ARLES. — [25 octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers **peintres** d'Arles (21 membres). Siège social : Café Alivon, à ARLES. — [10 octobre 1899]. — Syndicat des ouvriers **charretiers**, camionneurs et chargeurs de la ville de Marseille (730 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE. — [6 octobre 1900]. — Syndicat des aides et ouvriers **forgerons** réunis de Marseille (100 membres). Siège social : Allées de Meilhan, 34, à MARSEILLE. — [5 octobre 1900]. — Syndicat international des ouvriers **maçons** limousinants de la ville de Marseille (48 membres). Siège social : Bar Auzas, Porte d'Aix, à MARSEILLE. — [2 juillet 1890]. — Syndicat des officiers **mécaniciens** brevetés de la marine du commerce (300 membres).

Siège social : rue Cannebière, 35, à MARSEILLE. — [2 avril 1882]. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs** et noyauteurs, fonte et cuivre, de Marseille et de la banlieue (300 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE. — [26 septembre 1900]. — Syndicat des plongeurs-scaphandriers de Marseille (15 membres). Siège social : rue Beauvau, 15, à MARSEILLE. — [25 novembre 1900]. — Chambre syndicale internationale des ouvrières **tailleuses** de la ville de Marseille (150 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE. — [En 1887]. — Chambre syndicale des ouvriers **tapissiers** en meubles de Marseille (60 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE. — [15 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tôliers** fumistes de Marseille (27 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE.

Charente-Inférieure [en juillet 1900]. — Association professionnelle des **employés** du commerce et de l'industrie de la Rochelle (108 membres). Siège social : rue des Dames, 40, à LA ROCHELLE.

Gironde [4 octobre 1900]. — Syndicat des **charbonniers** du port de Bordeaux (140 membres). Siège social : chemin des Vivants, 84, à BORDEAUX. — [1^{er} novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers des nouveaux **docks** (34 membres). Siège social : avenue Thiers, 311, à BORDEAUX. — [28 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers**, camelotiers de la ville de Bordeaux (62 membres). Siège social : Bourse du travail, à BORDEAUX. — [20 octobre 1900]. — Société syndicale des ouvriers **photo-lithographes** de Bordeaux (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à BORDEAUX.

Jura [10 décembre 1900]. — Syndicat international des ouvrières et ouvriers en **filature** (24 membres). Siège social : Bourse du travail, à LONS-LE-SAUNIER.

Loir-et-Cher [1^{er} décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers réunis du **bâtiment** de Romorantin (95 membres). Siège social : Hôtel de ville, à ROMORANTIN.

Loire [20 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **selliers**, bourreliers de Saint-Étienne et des environs (25 membres). Siège social : rue de la Croix, 4, à SAINT-ÉTIENNE. — [17 octobre 1900]. — Chambre syndicale des conducteurs-receveurs-employés des dépôts et similaires des **tramways** électriques de Saint-Étienne (71 membres). Siège social : Bourse du travail, à SAINT-ÉTIENNE.

Loiret [9 septembre 1900]. — Syndicat des **bûcherons** de la région nord-est d'Orléans (92 membres). Siège social : salle Limouzin, aux Chapelles, commune de CHEVILLY.

Nièvre [4 novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** réunis de la commune d'Aunay (45 membres). Siège social : AUNAY.

Nord [2 septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers tordeurs **d'huiles** et métiers connexes de Dunkerque (180 membres). Siège social : rue du Fort-Louis, 55, à DUNKERQUE. — [24 novembre 1900]. — Syndicat des **peigneurs de laines** de Roubaix-Croix (16 membres). Siège social : rue Neuve, 51, à ROUBAIX. — [29 octobre 1900]. — Syndicat de **tisserands** « Les bons tisseurs » (30 membres). Siège social : rue Saint-Jacques, 22, à TOURCOING.

Oise [13 octobre 1900]. — Chambre syndicale de la **menuiserie** (77 membres). Siège social : rue du faubourg Saint-Jean, 69, à BEAUVAIS. — [1^{er} octobre 1900]. Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** et parties similaires de Noyon (24 membres). Siège social : rue du Gard, 1, à NOYON.

Pyrénées (Hautes) [en 1900]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux de Tarbes (18 membres). Siège social : place du Forail, 49, à TARDES.

Pyrénées-Orientales [13 octobre 1900]. — Syndicat des **travailleurs de terre** de la commune d'Espira-de-l'Agly (92 membres). Siège social : Hôtel de ville, à ESPIRA-DE-

L'AGLY. — [10^{re} décembre 1900]. — Chambre syndicale des **pâtisseries-confiseurs** de Perpignan (17 membres). Siège social : Bourse du travail, à PERPIGNAN. — [5 novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** et des arts décoratifs de la ville de Perpignan (46 membres). Siège social : Bourse du travail, à PERPIGNAN.

Rhône [en septembre 1900]. — Chambre syndicale des employés, ouvriers et similaires de la Compagnie générale de **navigation** (92 membres). Siège social : Bourse du travail, à LYON. — [3 novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **teinturiers** dégraisseurs et similaires de Lyon et du sud-est (78 membres). Siège social : Cours Morand, 39, à LYON.

Saône-et-Loire [20 octobre 1895]. — Syndicat des **sabotiers** et similaires de Chalon-sur-Saône (14 membres). Siège social : Bourse du travail, à CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine [12 octobre 1900]. — Union corporative des **peintres** et similaires de la banlieue ouest (? membres). Siège social : Maison Donat, Grande-Rue, à ASNIÈRES. — [2 avril 1900]. — Union syndicale des secrétaires et **employés** de mairie des communes suburbaines du département de la Seine (? membres). Siège social : Hôtel de ville, à LEVALLOIS-PERRET. — [10 décembre 1900]. Syndicat de la critique parisienne « Association professionnelle des **journalistes** critiques dramatiques, littéraires, scientifiques, artistiques et musicaux (12 membres). Siège social : rue Saint-Sauveur, 51, à PARIS. — [en 1891] Syndicat de la **presse** hippique (? membres). Siège social : Place Vendôme, 12, à PARIS. — [4 octobre 1899]. — Syndicat des **tailleurs** de pierres des cimetières du département de la Seine (50 membres). Siège social : rue de la Folie-Regnault, 39, à PARIS.

Seine-Inférieure [en décembre 1900]. — Syndicat fraternel des ouvriers **caoutchoutiers** d'Elbeuf (45 membres). Siège social : Bourse du travail à ELBEUF. — [1^{re} octobre 1900]. — Chambre syndicale des **charretiers** livreurs et parties similaires de Rouen et ses environs (200 membres). Siège social : Bourse du travail, à ROUEN.

Tarn-et-Garonne [25 août 1900]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** ébénistes de la ville de Montauban (45 membres). Siège social : Hôtel de ville, à MONTAUBAN.

Vaucluse [28 octobre 1900]. — Syndicat des **coupeurs-tailleurs** et ouvriers en confection de la ville d'Avignon (130 membres) — Siège social : Justice de paix à AVIGNON. — [1^{re} avril 1900] Chambre syndicale des ouvriers sur **cuir** (7 membres). Siège social : CAVAILLON. — [10 novembre 1900]. — Syndicat professionnel des **maçons** de Valréas et du canton (29 membres). Siège social : Maison Veyrier, rue Saint-Antoine, à VALRÉAS.

Vienne (Haute) [en novembre 1900] Chambre syndicale des **allumeurs de gaz** et parties similaires de Limoges (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à LIMOGES. — [27 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **talonniers** et parties similaires (48 membres). Siège social : Bourse du travail, à LIMOGES.

Alger [2 octobre 1900]. — Syndicat des **clerks** d'huissiers du département d'Alger (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à ALGER. — [17 septembre 1900]. — Chambre syndicale des **matelots** et chauffeurs marins d'Alger (260 membres). Siège social : Bourse du travail, à ALGER.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Allier [7 octobre 1900]. — Syndicat agricole de Doyet (28 membres). Siège social : Hôtel de ville, à DOYET.

Bouches-du-Rhône [1^{er} juillet 1900]. — Syndicat agricole de Saint-Mitre (63 membres). Siège social : École des garçons, à SAINT-MITRE.

Doubs [15 novembre 1900]. — Syndicat agricole de la commune de Courchapon (23 membres). Siège social : COURCHAPON.

Indre [28 janvier 1900]. — Syndicat viticole de Saint-Genou (24 membres). Siège social : SAINT-GENOU. — [7 octobre 1900]. — Syndicat viticole et agricole des communes de Vatan, Saint-Florentin et La Chapelle-Saint-Laurian (50 membres). Siège social : chez le Président, à VATAN.

Indre-et-Loire [2 décembre 1900]. — Syndicat agricole et viticole de La Membrolle (38 membres). Siège social : LA MEMBROLLE.

Isère [29 octobre 1900]. — Syndicat agricole de Saint-Jean-de-Moirans (30 membres). Siège social : SAINT-JEAN-DE-MOIRANS.

Manche [28 novembre 1900]. — « La Prévoyante », société d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail de l'espèce **bovine** (34 membres). Siège social : Hôtel de ville, à Couville.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} décembre 1900]. — Syndicat agricole de Domgermain (60 membres). Siège social : chez le Président, à DOMGERMAIN. — [20 novembre 1900]. — Syndicat agricole de Lagny (50 membres). Siège social : Hôtel de ville, à LAGNEY. — [3 octobre 1900]. — Syndicat agricole de Leyr (30 membres). Siège social : Maison commune, à LEYR.

Nord [19 juillet 1900]. — Syndicat agricole professionnel de Lederzeele (26 membres). Siège social : à LEDERZEELE.

4^e UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [1^{er} octobre 1900]. — Fédération des syndicats ouvriers **blanchisseurs** de France (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à BOULOGNE-SUR-SEINE.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Opérations pendant le mois de novembre 1900.

Versements reçus de 260.353 déposants, dont 38.989 nouveaux..	34.988.049 ^f 22 ^c
Remboursements à 126.108 déposants, dont 20.261 pour solde.....	30.533.217 ^f 46 ^c
Rentes achetées à 682 déposants pour un capital de.....	660.414 29
	31.193.631 75
Excédent des versements.....	3.794.417 47
Nombre de comptes existant au 30 novembre 1900.....	. . .

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de décembre 1900.

Dépôts de fonds.....	10.777.571 ^f 10 ^c
Retraits de fonds.....	98.525.716 80
	Excédent des retraits.....
	87.749.145 70
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	8.100.127 08

Caisse nationale des retraites.

Opérations pendant le mois de novembre 1900.

Reçu des déposants :

A Paris.....	1.609 versements (dont 959 premiers vers ^{tes}).	551.627 ^f 77 ^c
Dans les départements.	58.041 — 7.576 —	764.751 91
ENSEMBLE....	59.650 8.535	1.316.380 68
PAYÉ aux déposants : Arrérages de rentes viagères.....		1.004.612 41
à leurs héritiers : Remboursement de capitaux réservés.....		821.994 47
ENSEMBLE.....		1.826.606 90
Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à.....		326.508 00
au nom de 3.198 parties.		
Le total des rentes viagères est de.....		34.992.090 00
réparties entre 246.348 titres.		

Les Monts-de-piété en France. —

NUMÉROS D'ORDRE.	DESIGNATION des VILLES OÙ SONT ÉTABLIS les monts-de-piété.	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENTS.		DÉGAGEMENTS.	
		ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
			francs.		francs.		francs.
1	Aix (Bouches-du-Rhône).....	"	"	"	"	"	"
2	Alger.....	5.829	142.344	2.813	94.892	5.374	149.126
3	Angers.....	990	8.840	188	1.561	1.021	9.262
4	Arles.....	560	8.311	103	3.127	508	6.551
5	Arras.....	2.439	11.030	617	4.832	2.867	12.060
6	Avignon.....	1.502	32.264	343	10.509	1.264	36.410
7	Beaucaire (Gard).....	"	"	"	"	"	"
8	Beaunçon.....	1.920	28.324	1.044	15.226	1.884	24.785
9	Bordeaux.....	14.599	259.659	9.118	229.845	14.251	247.362
10	Boulogne-sur-Mer.....	2.934	24.987	487	11.007	3.750	30.299
11	Brest.....	2.365	17.055	621	7.709	3.141	21.989
12	Brignoles (Var).....	21	609	"	209	145	511
13	Calais.....	1.587	15.356	801	14.719	1.784	25.865
14	Cambrai.....	587	4.041	84	1.852	706	4.633
15	Carpentras.....	38	1.012	2	61	19	426
16	Constantine.....	898	34.033	159	9.746	824	30.740
17	Dijon.....	1.611	37.943	432	18.372	1.263	30.669
18	Douai.....	935	5.509	"	"	1.275	6.055
19	Dunkerque.....	3.559	32.185	245	6.779	4.525	30.820
20	Grenoble (Prêt charitable).....	74	1.243	"	"	93	1.876
21	Le Havre.....	5.233	57.244	2.900	45.370	5.545	59.552
22	Lille.....	13.082	124.728	1.264	23.373	13.946	131.692
23	Lille (Mazarel).....	479	4.537	196	3.333	549	4.313
24	Limoges.....	1.123	13.578	546	9.998	1.235	10.964
25	Lunéville.....	274	2.466	210	2.580	274	2.916
26	Lyon... { Gages corporels.....	17.661	254.101	10.337	230.432	19.414	275.365
	{ Valeurs mobilières... ..	192	47.550	"	"	189	46.850
27	Marseille.....	11.834	237.979	6.287	162.644	11.378	253.671
28	Nancy.....	491	5.226	371	3.799	300	1.828
29	Nantes.....	1.375	31.968	881	25.624	939	23.860
30	Nice.....	3.239	254.682	889	35.877	2.900	233.144
31	Nice (Œuvre de la Miséricorde).....	"	"	"	"	"	"
32	Nîmes.....	1.414	39.101	1.307	44.497	1.187	32.472
33	Reims.....	3.561	46.764	326	8.764	4.440	59.169
34	Roubaix.....	3.968	30.016	483	5.297	4.850	34.493
35	Rouen.....	5.128	53.228	3.423	62.096	8.754	116.855
36	Saint-Germain.....	794	9.636	642	13.355	597	3.063
37	Saint-Quentin.....	1.206	12.302	245	4.193	1.288	12.228
38	Tarascon.....	"	"	"	"	"	"
39	Toulon.....	1.548	23.290	734	17.487	1.781	28.469
40	Toulouse.....	6.558	150.969	4.562	144.679	5.442	117.147
41	Valenciennes.....	2.488	15.381	100	2.648	2.362	14.231
42	Versailles.....	1.916	41.811	661	20.433	914	24.176
43	Paris (Gages corporels).....	86.096	2.654.439	47.568	1.604.438	147.199	4.822.660
	Idem (Valeurs mobilières).....	1.883	487.468	572	159.450	2.277	559.704

Opérations du mois de décembre 1900.

NUMÉROS D'ORDRE.	VENTES.		TOTAUX DES SORTIES par DÉGAGEMENTS ET VENTES.		IL Y AVAIT EN MAGASIN LE 30 NOVEMBRE 1900 au soir.		RESTE EN MAGASIN LE 31 DÉCEMBRE au soir.	
	ARTICLES.	SOMMES.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
		fr. c.		fr. c.		francs.		francs.
1	"	"	"	"	4.362	174.157	"	"
2	553	13.275 00	5.927	162.401 00	68.771	2.134.002	68.673	2.113.945
3	57	433 50	1.078	9.695 50	10.441	110.375	10.403	111.756
4	"	"	508	6.551 00	9.892	159.949	9.344	161.709
5	148	540 00	3.015	12.600 00	16.865	97.722	16.289	96.152
6	"	"	1.204	36.410 00	27.562	637.421	27.800	633.275
7	"	"	"	"	"	"	"	"
8	369	4.527 00	2.253	29.312 00	24.919	345.203	24.595	344.215
9	1.969	28.115 00	16.220	275.477 00	226.665	4.957.614	225.045	4.941.796
10	201	1.470 00	3.951	31.709 00	24.311	303.251	23.294	296.469
11	258	2.476 00	3.399	27.465 00	27.004	229.846	26.591	227.145
12	34	651 00	179	1.163 00	"	"	"	"
13	170	1.649 00	1.954	27.514 00	8.907	136.586	9.341	139.147
14	129	671 00	835	5.304 00	2.428	30.596	2.180	29.332
15	"	"	19	426 00	"	"	"	"
16	56	1.539 00	280	32.279 00	7.058	380.667	7.795	380.770
17	516	8.588 00	1.779	39.257 00	494	24.066	264	17.058
18	51	185 00	1.326	6.240 00	4.372	31.308	3.981	30.578
19	186	1.329 00	4.711	32.149 00	20.987	213.034	19.590	206.591
20	"	"	33	1.876 00	1.141	22.257	1.122	22.830
21	460	6.054 00	6.005	65.606 00	69.535	987.095	68.763	978.733
22	336	2.937 09	14.282	134.629 00	54.221	304.365	53.921	894.464
23	18	238 00	567	4.555 00	5.494	83.661	5.406	83.643
24	68	1.171 00	1.363	12.135 00	14.700	181.755	14.460	183.198
25	"	"	274	2.916 00	3.188	33.003	3.188	32.553
26	1.330	13.109 00	20.744	288.474 00	276.170	4.815.532	272.087	4.780.841
27	17	4.601 00	206	51.455 09	2.402	642.785	3.388	638.880
28	1.785	22.576 00	13.163	276.250 00	180.350	3.928.697	177.341	3.867.466
29	58	300 00	358	2.218 00	7.715	71.130	7.745	73.039
30	140	3.030 00	1.079	26.890 05	19.819	477.654	20.015	482.732
31	354	7.162 00	3.254	210.306 00	32.629	1.700.848	32.614	1.715.224
32	"	"	"	"	"	"	"	"
33	194	3.310 00	1.381	35.782 00	28.827	798.185	28.860	801.504
34	197	2.048 00	4.637	61.217 00	34.678	548.830	33.928	543.141
35	184	1.412 00	5.031	35.995 00	23.679	232.252	22.613	226.365
36	655	8.040 00	3.409	124.835 00	72.865	1.118.483	71.947	1.108.906
37	128	1.338 00	725	10.401 00	9.534	188.101	9.603	187.336
38	108	729 00	1.396	12.957 00	8.927	121.000	8.737	120.345
39	"	"	"	"	2.853	77.635	"	"
40	197	2.087 00	1.981	30.556 00	23.553	435.037	23.120	427.771
41	1.222	25.278 00	6.664	142.425 00	112.987	3.108.801	112.881	3.117.345
42	159	836 00	2.521	15.067 00	13.247	123.905	13.214	124.819
43	154	2.194 00	1.068	26.370 00	18.304	421.303	18.491	416.311
43	6.361	116.459	153.560	4.939.069 00	1.461.272	45.933.870	1.441.376	45.253.678
	389	111.802	2.666	671.506 00	25.693	6.735.156	25.482	6.710.568

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JANVIER.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
NOVEMBRE 1900.					NOVEMBRE 1900.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	201	189	112	37	Aix.....	118	63	57	"
— (11 ^e —)..	1.004	942	608	"	Albi.....	63	34	29	"
— (14 ^e —)..	489	448	409	5	Belfort.....	127	116	75	"
— (19 ^e —)..	497	481	133	108	Bordeaux.....	428	189	163	"
— (20 ^e —)..	403	291	267	2	Calais.....	162	100	58	2
— (21 ^e —)..	495	547	297	7	La Rochelle....	49	28	18	"
— (22 ^e —)..	195	196	140	12	Nevers.....	(1)	2	2	"
Bordeaux.....	171	54	46	"	Nîmes.....	122	72	58	64
Lille.....	9	"	"	"	Nancy.....	150	97	92	"
Lyon.....	143	125	61	4	Saint-Étienne..	58	70	58	"
DÉCEMBRE 1900.					Saint-Nazaire...	8	"	"	"
Paris (11 ^e arr ^t)..	654	622	403	"	Alger.....	415	279	210	142
— (1 ^{re} —)..	79	86	77	5	Mustapha.....	81	65	65	"
— (16 ^e —)..	296	278	131	133	DÉCEMBRE 1900.				
— (21 ^e —)..	485	315	259	"	Albi.....	36	24	24	"
Refuges municipaux.....	(1)	(1)	"	"	Carcassonne...	254	217	115	"
Levallois-Perret..	88	74	74	"	Elbeuf.....	86	63	63	"
Brest.....	30	9	9	"	Montpellier....	54	34	33	"
Douai.....	1	3	"	"	Perpignan.....	38	23	13	7
Lisieux.....	148	99	56	3	Tours.....	463	170	149	"
Orléans.....	5	4	4	"	Versailles.....	23	6	6	"
Saint-Dié.....	30	28	18	3	Villeneuve-s.-Lot	60	9	3	4
Sens.....	28	8	7	"					
Trouville.....	9	3	3	"					
Versailles.....	8	6	5	"					

(1) Chiffre non indiqué.

(1) Chiffre non indiqué.

**C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (DÉCEMBRE 1900).**

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meurs.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Touillistes.....	4	"	"	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	1	2	1	"
Allier.....	Montluçon.....	Métallurgistes.....	28	(1)	4	7
Id.....	Moulins.....	Tanneurs-corroyeurs.....	2	"	"	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Employés de commerce.....	8	5	5	"
Ardèche.....	Serrières.....	Chapeliers (fonleurs).....	4	(1)	"	4
Aube.....	Troyes.....	Coiffeurs.....	6	3	3	"
Aude.....	Carcassonne.....	Cuisiniers.....	1	3	"	4
Id.....	Narbonne.....	Id.....	8	1	1	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	2	2	1	1
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	8	4	2	2
Id.....	Marseille.....	Cuisiniers « Le Vatel ».....	20	"	"	"
Id.....	Id.....	Conducteurs-imprimeurs.....	1	(1)	1	"
Id.....	Id.....	Carrossiers.....	10	6	6	"
Id.....	Id.....	Cimentiers.....	97	21	"	21
Id.....	Id.....	Mineurs-terrasiers.....	1	1	10	"
Id.....	Id.....	Employés liquoristes.....	25	10	10	347
Id.....	Id.....	Bouchers-charcutiers.....	31	29	24	18
Calvados.....	Caen.....	Mouleurs.....	"	3	"	"
Cher.....	Bourges.....	Typographes.....	3	2	1	1
Id.....	Id.....	Maçons.....	299	145	102	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	20	(1)	20	4
Corrèze.....	Brive.....	Typographes.....	1	"	"	"
Id.....	Tulle.....	Menuisiers-ébénistes.....	21	3	2	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	2	(1)	"	2
Dordogne.....	Périgueux.....	Boulangers.....	(1)	5	5	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	15	7	7	"
Eure-et-Loir.....	Chartres.....	Typographes.....	"	1	"	"
Id.....	Dreux.....	Cordonniers.....	87	7	7	"
Finistère.....	Brest.....	Coupeurs-tailleurs.....	4	"	"	"
Id.....	Morlaix.....	Bâtiment (ouvriers du).....	10	"	"	"
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Maréchaux ferrants.....	4	(1)	4	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Cuisiniers « Saint-Laurent ».....	(1)	"	10	35
Id.....	Id.....	Pâtisseries-glaciers.....	28	27	27	4
Id.....	Id.....	Typographes.....	30	5	5	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-chemisiers.....	2	(1)	1	"
Id.....	Id.....	Maîtres d'hôtel.....	70	(1)	70	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	35	15	7	37
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	49	71	31	3
Hérault.....	Béziers.....	Forgerons.....	12	"	"	"
Id.....	Montpellier.....	Jardiniers-fleuristes.....	6	3	"	3
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	7	7	7	20
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Boulangers.....	2	(1)	"	6
Id.....	Id.....	Galochiers-sabotiers.....	"	4	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	6	6	"	6
Id.....	La Tour-du-Pin.....	Touillistes.....	1	"	"	"
Id.....	Voiron.....	Gareurs.....	6	"	"	"
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	2	2	2	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Ouvriers en chaussures.....	4	8	2	6
Id.....	Id.....	Ligue pour le rel' dessal. du tis.....	47	41	41	6
Id.....	Id.....	Maréchaux.....	2	"	"	"
Id.....	Saint-Chamond.....	Mouleurs et modeleurs.....	122	"	"	"
Id.....	Roanne.....	Charpentiers.....	2	1	1	"
Id.....	Id.....	Employés de la batellerie.....	15	"	"	"
Id.....	Terrenoire.....	Passementiers.....	5	"	"	"
Haute-Loire.....	Le Puy.....	Tailleurs d'habits.....	5	"	"	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Lithographes.....	4	"	"	"
Id.....	Id.....	Mouleurs.....	30	"	"	"
Id.....	Pornic.....	Ouvriers du bâtiment.....	5	"	"	"
Id.....	Saint-Nozair.....	Boulangers.....	55	45	32	23
Loiret.....	Orléans.....	Plâtriers.....	(1)	1	1	"
Id.....	Id.....	Ouvriers du magasin régional.....	1	"	"	"
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Limonadiers.....	(1)	(1)	1	8

(1) Chiffre non indiqué.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'ém- ploi.	OFFRES d'ém- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Maine-et-Loire . .	Angers	Boulangers	15	7	7	97
Id.	Id.	Mécaniciens-ajusteurs	2	3	2	"
Id.	Id.	Employés de commerce	12	1	1	"
Id.	Id.	Limondiers	5	6	2	3
Id.	Cholet	Charpentiers	4	2	2	"
Id.	Saumur	Carrossiers	8	12	"	8
Id.	Id.	Serruriers-mécaniciens	3	1	1	"
Marne	Châlons-sur-Marne	Typographes	3	"	"	"
Id.	Fismes	Appréteurs en pelleterie	90	"	"	"
Mayenne	Laval	Typographes	3	3	3	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy	Ménisiers	(1)	1	"	1
Nord	Dunkerque	Métallurgistes	12	(1)	2	"
Id.	Id.	Maçons	38	"	"	"
Id.	Armentières	Parcours	"	2	"	"
Id.	Lille	Industrie du cuir	(1)	(1)	8	"
Id.	Tourcoing	Tapissiers	8	"	"	"
Id.	Valenciennes	Typographes	1	"	"	"
Oise	Beauvais	Comptables	(1)	3	2	5
Id.	La Croix-St-Ouen	Layetiers	"	2	"	"
Pay-de-Dôme	Clermont-Ferrand	Épiciers	10	(1)	10	"
Id.	Id.	Limondiers	49	40	9	31
Id.	Id.	Coiffeurs	10	2	4	6
Basses-Pyrénées . .	Pau	Typographes	21	5	5	"
Pyrénées-Orient . .	Perpignan	Travailleurs de terre	203	"	"	"
Id.	Id.	Cuisiniers	(1)	(1)	"	4
Haut-Rhin	Belfort	Peintres	30	(1)	6	"
Rhône	Lyon	Tisseurs	85	125	70	"
Id.	Id.	Coupeurs-chemisiers	2	3	"	1
Id.	Id.	Chapeliers (fantaisie)	6	"	"	"
Id.	Id.	Chaudronniers	6	2	2	"
Id.	Id.	Bronziers	"	3	"	"
Id.	Id.	Sculpteurs	6	(1)	1	"
Id.	Id.	Employés en photographie	2	6	2	"
Saône-et-Loire . . .	Mortigny	Piqueurs de grès	20	(1)	20	"
Saute-Saône	Chalon-sur-Saône	Maçons	60	"	"	"
Sarthe	Le Mans	Ébénistes	"	2	"	"
Haute-Savoie	Annecy	Chapeliers-fouleurs	1	"	"	"
Seine	Paris	Cuisiniers	97	220	32	188
Id.	Id.	Chocolatiers	2	3	1	"
Id.	Id.	Boulangers du xiii ^e arrond ^t	5	(1)	"	5
Id.	Id.	Travailleurs de la boulangerie	(1)	(1)	10	16
Id.	Id.	Biscuitiers	28	33	"	21
Id.	Id.	Papetiers-régleurs	17	10	10	"
Id.	Id.	Conducteurs-pointeurs-margueurs	30	19	12	7
Id.	Id.	Dessinateurs, écrivains	20	15	2	5
Id.	Id.	Imprimeurs-conducteurs	15	5	6	5
Id.	Id.	Imprimeurs-lithog. (résistance)	(1)	(1)	62	"
Id.	Id.	Typographes (rue de Savoie)	300	200	200	"
Id.	Id.	Union lithographique	17	14	2	2
Id.	Id.	Appréteurs en pelleterie	2	2	2	"
Id.	Id.	Coupeurs de poils	(1)	(1)	15	"
Id.	Id.	Fourreurs	30	40	5	25
Id.	Id.	Selliers (articles de classe)	10	(1)	6	2
Id.	Id.	Selliers-harnacheurs	(1)	(1)	2	"
Id.	Id.	Souffletiers	(1)	(1)	"	1
Id.	Id.	Tisseurs	20	(1)	"	15
Id.	Id.	Dessinateurs en broderie	5	7	4	1
Id.	Id.	Façonniers-passementiers	15	8	8	"
Id.	Id.	Passementiers à la barre	14	7	2	12
Id.	Id.	Passementiers à la main	3	1	1	"
Id.	Id.	"L'Aiguille" assoc. des patr ^{es}	180	200	175	"
Id.	Id.	empl. et ouv. de l'hab ^t (2)	50	2	"	2
Id.	Id.	Couturières	12	7	5	2
Id.	Id.	Coupeurs-chemisiers	50	25	1	20
Id.	Id.	Ouvriers et ouvrières tailleurs	50	25	1	20

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Ces chiffres sont donnés pour l'année.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine	Paris	Tailleurs (Solidarité)	53	6	"	6
Id.	Id.	Chapeliers (fautaisie)	4	"	"	"
Id.	Id.	Scieurs de long	30	(1)	20	2
Id.	Id.	Ouvriers-menuisiers	20	5	"	5
Id.	Id.	Ouvriers en voitures	9	1	"	"
Id.	Id.	Charrons	36	16	16	"
Id.	Id.	Peintres en voitures	10	5	4	1
Id.	Id.	Scieurs-découpeurs-mouliniers	30	8	7	"
Id.	Id.	Ebénistes en photographie	20	3	1	"
Id.	Id.	Doreurs sur bois	1	5	"	1
Id.	Id.	Mouliniers et finisseurs à la main	18	2	2	"
Id.	Id.	Serruriers	141	20	11	9
Id.	Id.	Mécaniciens	4	3	3	"
Id.	Id.	Chauffeurs-conducteurs mécan.	43	25	18	7
Id.	Id.	Tourneurs-décolleteurs	60	3	3	"
Id.	Id.	Contremaîtres métallurgiques	(1)	(1)	8	"
Id.	Id.	Chaudronniers en fer	7	4	4	"
Id.	Id.	Potiers d'étain	3	1	1	"
Id.	Id.	Travailleurs de l'air comprimé	18	3	2	1
Id.	Id.	Bronze d'imitation	27	12	8	4
Id.	Id.	Instr ^{ts} de précision (ouvriers en)	71	22	37	"
Id.	Id.	Taill. de pierres gargoillères	18	"	"	"
Id.	Id.	Paveurs-cimentiers	* 8	1	1	6
Id.	Id.	Peintres	230	30	30	"
Id.	Id.	Peintres (Union des)	4	15	3	1
Id.	Id.	Peintres français	118	40	10	30
Id.	Id.	Enduiseurs	28	7	"	11
Id.	Id.	Biseauteurs et polisseurs de glace	2	2	2	"
Id.	Id.	Charretiers et camionneurs	40	(1)	20	15
Id.	Id.	Union des comptables	27	21	10	2
Id.	Id.	Employés du com. et de l'ind.	28	69	19	"
Id.	Id.	Employés à la Bourse du com.	15	"	"	"
Id.	Id.	Union des employés d'hôtel	84	39	19	19
Id.	Id.	« L'Avenir » des Limonadiers	350	283	19	264
Id.	Id.	Coiffeurs	(1)	(1)	68	585
Id.	Id.	Sténo-dactylographes	22	17	9	"
Id.	Id.	Alliance sténographique	"	1	"	"
Id.	Id.	Emp. de l'enseignem. libre	21	13	6	4
Id.	Id.	Egoutiers	20	(1)	8	20
Id.	Id.	Un. d. g. de maison (synd. n°484)	123	104	56	20
Id.	Boulogne-sur-Seine	Blanchisseurs	1.853	(1)	"	5
Seine-Inférieure	Le Havre	Selliers-bourreliers	10	"	"	"
Id.	Id.	Tapissiers	7	3	2	4
Id.	Id.	Ajusteurs	17	(1)	12	"
Id.	Id.	Employés de magasin	7	2	2	"
Id.	Id.	Employés au triage des cafés	6	"	"	"
Id.	Rouen	Voyageurs de commerce	17	"	"	"
Id.	Id.	Maîtres d'hôtel	(1)	(1)	13	148
Id.	Id.	Coiffeurs	25	10	10	23
Seine-et-Marne	Lagny	Typographes	11	"	"	"
Id.	Meaux	Id.	10	10	10	"
Seine-et-Oise	Argenteuil	Chapeliers	3	2	"	5
Id.	St-Germain-en-Laye	Ouvriers du bâtiment	(1)	4	"	4
Somme	Amiens	Coupeurs broch. en clausures	8	"	"	"
Id.	Id.	Serruriers en bâtiment	5	(1)	"	1
Tarn	Albi	Boulangers	5	1	"	2
Vaucluse	Avignon	Menuisiers	36	1	"	"
Id.	Id.	Métallurgistes	1	6	1	"
Id.	Id.	Employés de café	6	6	6	17
Haute-Vienne	Limoges	Cuisiniers-pâtisseries	2	(1)	1	6
Id.	Id.	Plâtriers	10	"	"	"
Yonne	Auxerre	Typographes	2	(1)	"	1
Alger	Mustapha	Cuisiniers-pâtisseries	8	4	4	2
Id.	Id.	Maçons	4	4	4	"
Id.	Id.	Terrassiers	20	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PATRONAUX (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Cher.....	Bourges.....	Pharmaciens.....	3	4	3	"
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcutiers.....	50	35	26	9
Marne.....	Reims.....	Loueurs de chevaux et voitures.	11	"	"	"
Id.....	Id.....	Pharmaciens.....	1	3	"	1
Rhône.....	Lyon.....	Teinturiers-dégrossisseurs.....	6	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Marchands de beurre, œufs et fromage.....	110	80	42	2
Id.....	Id.....	Couteliers.....	34	42	31	"
Id.....	Id.....	Épicerie (gros et détail).....	775	1,043	702	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	18	9	9	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des in- dustries qui le transforment.	58	33	23	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	(1)	49	34	"
Id.....	Id.....	Maîtres tailleurs (2).....	286	238	"	238
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	112	52	46	4
Seine-et-Oise....	L'Isle-Adam.....	Boucherie et charcuterie.....	7	5	5	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Ces chiffres sont donnés pour l'année.

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Assistance par le travail.....	44	12	18	3
Charente-Infér ^{re} ..	La Rochelle...	Maison du marin.....	35	(1)	20	"
Id.....	Rochefort.....	Fourneau économique.....	3	(1)	"	2
Drôme.....	Die.....	Asile orphelinat.....	"	3	"	"
Eure-et-Loir.....	Courville.....	Assistance par le travail.....	(1)	(1)	2	35
Id.....	Mainvillers.....	Œuvre de Saint-Jean.....	(1)	22	"	22
Loire (Haute)...	Le Puy.....	Maison des Filles.....	(1)	(1)	"	6
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Maison du marin.....	125	105	38	35
Id.....	Id.....	Œuvre du Sacré-Cœur.....	(1)	16	2	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	4	27	15	8
Nord.....	Dunkerque...	Maison du marin.....	(1)	(1)	178	"
Puy-de-Dôme....	Clerm.-Ferrand	Immaculée-Conception.....	(1)	(1)	22	2
Pyrénées (Basses).	Bayonne.....	Société de Sainte-Anne.....	24	50	16	"
Rhône.....	Lyon.....	Asile protestant.....	15	37	12	2
Id.....	Id.....	Assistance par le travail.....	136	(1)	"	30
Id.....	Id.....	Association des patrons catholiques...	122	135	63	5
Id.....	Id.....	Patronage des prisonniers libérés.....	25	(1)	19	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisiennne...	69	64	57	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.....	17	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Asile Saint-Charles.....	57	198	32	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail du 11 ^e arrond ^t	9	10	9	"
Id.....	Id.....	Association générale d'Alsace-Lorraine	190	243	145	"
Id.....	Id.....	Home français.....	(1)	(1)	8	"
Id.....	Id.....	Home israélite français.....	(1)	(1)	10	6
Id.....	Id.....	Home allemand.....	(1)	24	34	"
Id.....	Id.....	«The English Catholic Home».....	72	59	15	"
Id.....	Id.....	«The Mission Home».....	123	115	26	9
Id.....	Id.....	Maison de travail pour jeunes gens..	59	38	28	"
Id.....	Id.....	Patronage des libérés.....	281	(1)	65	"
Id.....	Id.....	Œuvre des pauvres honteux.....	29	8	4	"
Id.....	Id.....	Maison des Sœurs de la Croix.....	(1)	(1)	"	603
Id.....	Id.....	Patronage de la Providence.....	10	3	"	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	290	174	152	143
Id.....	Id.....	Société charitable des visiteurs.....	22	18	11	6
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Œuvre du Sacré-Cœur.....	29	43	18	"
Seine-et-Marne..	Melun.....	Assistance par le travail.....	11	10	"	10
Vosges.....	Remiremont...	Orphelinat de l'Enfant-Jésus.....	"	5	"	"
Algérie.....	Alger.....	Union inter. des amies de la jeune fille	26	14	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

F. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ardennes.....	Charleville.....	Association des employés.....	(1)	1	1	"
Charente.....	Cognac.....	La Philanthropie cognacaise...	2	(1)	1	"
Doubs.....	Besançon.....	Employés de commerce.....	2	(1)	1	"
Loire-Inférieure...	Nantes.....	Réunion des maçons.....	48	21	"	21
Maine-et-Loire...	Angers.....	Boulangers.....	14	12	12	224
Nièvre.....	Nevers.....	Empl. de com. et de bureau...	4	4	"	"
Nord.....	Cambrai.....	Voyageurs et employés de comm ^{ce}	2	"	"	"
Haut-Rhin.....	Belfort.....	La Jeanne-d'Arc.....	12	(1)	3	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	3	3	3	"
Seine.....	Paris.....	Association des comptables....	114	107	45	19
Id.....	Id.....	Voyageurs de commerce.....	(1)	39	39	"
Id.....	Id.....	Compagnons-charrons.....	45	20	20	"
Id.....	Id.....	Subotiers-formiers.....	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Employés d'hôtels.....	(1)	(1)	22	104
Id.....	Id.....	Employés de transports.....	(1)	2	2	1
Id.....	Id.....	Société «l'Etoile».....	485	745	65	680
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	(1)	61	10	2
Id.....	Id.....	Société «le Bâtiment».....	9	7	1	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	58	30	18	"
Id.....	Id.....	Boucherie.....	(1)	134	69	10
Id.....	Id.....	Tisseurs-ferrandiniens.....	6	2	"	2
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	372	391	347	2
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	79	31	23	3
Id.....	Id.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	3	9	1	"
Id.....	Bagatelle.....	Union fraternelle des jardiniers.	18	18	18	"
Seine-Inférieure..	Rouen.....	« La Prévoyance mutuelle »...	4	2	1	"
Id.....	Id.....	Association des secrétaires et employés de matric.....	2	"	"	"
Somme.....	Amiens.....	Garçons de café et de restaurant.	92	225	34	189

(1) Chiffre non indiqué.

BIBLIOGRAPHIE.

ALLEMAGNE. — SERVICE OFFICIEL. — *Jahresberichte der K. preussischen Regierungs- und gewerberäthe und Bergbehörden für 1899.* — (1 vol. in-8° de 856 pages; Berlin, 1900.) — *Rapports annuels des Conseillers du Gouvernement et de l'Industrie et des agents des mines en Prusse* (1899).

— H. CRÜGER. — *Mittheilungen über den 41, allgem. Genossenschaftstag der auf Selbsthilfe beruhenden deutschen Erwerbs- und Wirtschafts-genossenschaften.* — (1 vol. in-8° de 558 pages; Berlin, 1900.) — *Communications touchant la 41^e assemblée générale des coopératives autonomes de production et de consommation en Allemagne* (5-8 septembre 1900).

AUSTRALIE. — T. A. COGHLAN. — *Statistics of the seven colonies of Australasia.* — (1 vol. in-8° de 72 pages; Sydney, 1900.) — *Renseignements statistiques sur les sept colonies australiennes* (1861 à 1899).

DANEMARK. — BUREAU OFFICIEL DE STATISTIQUE. — *Statistik Aarbog (1900.)* — (1 vol. in-4° de 192 pages; Copenhague, 1900.) — *Annuaire statistique pour 1900.*

FRANCE. — VILLE DE SAINT-ÉTIENNE. — *Compte rendu du Bureau municipal d'hygiène et de statistique pour 1896-1897-1898-1899.* — (1 vol. in-4° de 199 pages; Saint-Étienne, 1900).

— SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TISSAGE À LYON. — *Les Tisseurs lyonnais à l'Exposition universelle de 1900.* — (1 fasc. in-4° de 36 pages; Lyon, 1900).

— SOUS-SECRÉTARIAT DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — *Rapport à M. le Président de la République sur les opérations de la Caisse nationale d'épargne (Caisse d'épargne postale), Année 1899.* (1 vol. in-4° de 104 pages; Paris, 1900.)

GRANDE-BRETAGNE. — SERVICE OFFICIEL. — *Statistical abstract for the several colonial and other possessions of the united Kingdom.* — (1 vol. in-8° de 324 pages; Londres, 1900.) *Statistique abrégée concernant l'ensemble des colonies et autres possessions du Royaume-Uni* (de 1885 à 1899).

— OFFICE DU TRAVAIL. — *Report on trade unions in 1899.* — (1 vol. in-8° de 316 pages; Londres, 1900.) *Rapport sur les syndicats* (1899).

— SERVICE OFFICIEL. — *The New Zealand official Year-Book.* (1 vol. in-8° de 648 pages; Wellington, 1900.) *Annuaire statistique de la Nouvelle-Zélande, 1900.*

— ÉTAT DE NEW-HAMPSHIRE. — *Third biennial report of the Bureau of labor* (1 vol. in-8° de 247 pages; Manchester, 1900.) *Troisième rapport biennal de l'Office du travail.*

HOLLANDE. — BUREAU STATISTIQUE D'AMSTERDAM. — *Statistisch Jaarboek der Gemeente Amsterdam*. — (1 vol. in-8° de 203 pages; Amsterdam, 1900.) — Annuaire statistique de la ville d'Amsterdam (1898).

RÉPUBLIQUE-ARGENTINE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Anuario estadístico*. (1 vol. in-8° de 533 pages; Buenos-Ayres, 1900). Annuaire statistique de la République-Argentine pour 1899 (Commerce et navigation).

SUISSE. — BUREAU de STATISTIQUE. — *Annuaire statistique de la Suisse (1900)*. (1 vol. in-8° de 313 pages; Berne, 1900.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'amélioration du commerce extérieur (1) de la France par rapport à l'année précédente, constatée en 1899, ne s'est pas maintenue en 1900. Dans l'ensemble (or, argent et billon non compris), la valeur de nos exportations et importations réunies a atteint, en 1900, 8.486.600.000 francs, soit une diminution d'environ 184.400.000 francs, ou un peu plus de 2 p. 0/0, par rapport aux résultats de 1899; il y a cependant augmentation d'un peu moins de 10 p. 0/0 par rapport à la moyenne des neuf années précédentes.

La situation de l'ensemble de nos industries, malgré une tendance à devenir plus mauvaise, est restée encore satisfaisante. L'influence des récoltes abondantes des années précédentes a continué de se faire sentir, mais n'a plus eu une action aussi directe en faveur d'une augmentation des commandes. Dans la plupart des industries, la remise de ces commandes a été contrariée ou même ajournée par la hausse d'un grand nombre de matières premières, celle du charbon principalement. Les hausses de salaires qui ont accompagné la reprise du travail l'an dernier et l'augmentation des prix de revient provenant de nouvelles conditions de fabrication n'ont pu être toujours suivies d'un relèvement correspondant des prix de vente; la marge laissée au producteur a été réduite. Celui-ci a eu tendance à ne plus fabriquer d'avance des marchandises dont les prix étaient jugés par lui moins rémunérateurs. Enfin, la livraison des commandes faites en vue de l'Exposition universelle a naturellement

(1) D'après la statistique de l'Administration des douanes (commerce spécial) pendant l'année 1900

amené un ralentissement du travail. Les ordres pris à la suite de l'Exposition n'étant pas encore entièrement répartis, leur effet sur le commerce extérieur ne s'est pas encore fait sentir. Il convient de remarquer aussi, qu'à l'occasion de cette Exposition, notre puissance de consommation s'est trouvée sensiblement accrue et qu'une partie de notre production a été consacrée à l'exécution des commandes de notre marché intérieur, commandes qui n'ont influé aussi qu'indirectement sur notre commerce extérieur.

Par rapport au mois de décembre 1900, l'activité en janvier 1901 s'est maintenue satisfaisante dans les métiers de l'alimentation et l'industrie du livre grâce aux commandes qui accompagnent les fêtes du jour de l'an. Travail toujours abondant dans les mines, les filatures et tissages des industries lainières et cotonnières, la soierie, dans chapellerie, la tonnellerie, la métallurgie, les ateliers de construction mécanique et dans les métiers qui en dépendent; cependant, dans l'ensemble, la tendance au ralentissement du travail déjà signalée s'est accentuée. Reprise du travail dans la rubanerie. Accalmie dans la préparation des cuirs et peaux, la cordonnerie, la ganterie. Situation stationnaire dans les tissages à bras du Centre et de l'Ouest, dans la céramique, la verrerie et dans les entreprises de transfert et de manutention. Pleine mortel-saison dans l'industrie du vêtement; de même dans celle du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent et pour les motifs déjà cités.

Parmi les 1,100 chambres syndicales d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 212,000 adhérents qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 janvier 1901, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 11 p. o/o. (Syndicats des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais compris); elle a été de un peu plus de 12 p. o/o, ces syndicats non compris. La proportion des ouvriers en chômage (syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais compris) était d'un peu plus de 9 p. o/o en décembre dernier; elle était d'un peu moins de 8 p. o/o en janvier 1900. 9 p. o/o des chambres syndicales ouvrières réunissant 4 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; pour 51 p. o/o des syndicats comptant 55 p. o/o des adhérents, il a été en même quantité et pour 40 p. o/o des syndicats avec 41 p. o/o des syndiqués, il a été plus faible.

Une autre appréciation du chômage professionnel est fournie par la comparaison des demandes et offres de travail signalées à l'*Office du travail*, par les chambres syndicales ouvrières faisant le placement de leurs adhérents et par les Bourses de travail. Pour 100 offres de travail, le nombre des demandes qui était de 175 en novembre et de 164 en décembre 1900, a été de 220 en janvier 1901; il était de 156 en janvier 1900.

Les prix de vente au détail des denrées alimentaires, œufs, beurre, légumes se maintiennent à des prix élevés comme tous les ans en hiver. Baisse sur les prix du vin et du charbon.

SITUATION PAR INDUSTRIE (1).

PÊCHE. — Le tableau suivant (2) donne la répartition des primes d'armement et fournit l'indication de la flotte et du personnel qui en ont bénéficié en 1899 :

EN 1899.	TAUX de la prime.	NOMBRE de navires.	TALON.	NOMBRE de marins.	SOMMES.
	francs.		tonneaux.		francs.
Grand banc de Terre-Neuve.	50 00	290	21.458 93	6.252	312.600
Mers d'Islande.....	50 00	161	14.787 17	3.004	150.200
Grand banc de Terre-Neuve (salaisons à bord).....	30 00	80	14.492 30	2.465	73.950
Dogger-Bank.....	15 00	88	1.641 55	651	9.765
ENSEMBLE en 1899.....		619	52.379.95	12.372	546.515
ENSEMBLE en 1898.....		631	49.610.79	12.544	558.655

Ont reçu également des primes en 1899, 451 barques non pontées, montées par 1.000 marins des îles Saint-Pierre et Miquelon; en 1898, le nombre de ces barques était de 331.

Le tableau suivant permet de connaître comment se répartit notre flotte de pêche en navires à voiles et navires à vapeur :

ANNÉES.	NAVIGATION À LAQUELLE les navires ont été affectés principalement.	NAVIRES À VOILES.			NAVIRES À VAPEUR.			Mécaniciens et chauffeurs.
		Nombre de navires.	Tonnage.	Équipage.	Nombre de navires.	Tonnage.	Équipage.	
1899.	Petite pêche (a).....	10.575	91.481	46.541	98	1.695	794	184
1898.	Petite pêche (b).....	10.596	91.810	46.477	102	1.561	816	194
1899.	Grande pêche.....	462	43.075	9.511	"	"	"	"
1898.	Grande pêche.....	484	43.636	9.578	"	"	"	"

(a) Non compris 13.973 bateaux de moins de 2 tonnes employés à la pêche en vue des côtes et qui occupaient 23.975 marins.
(b) Non compris 13.304 bateaux de moins de 2 tonnes employés à la pêche en vue des côtes qui jaugeaient ensemble 20.048 tonnes et occupaient 26.334 marins.

Pendant le mois de janvier 1901, les gros temps ont encore contrarié la sortie de nos marins pêcheurs; mais la vente des poissons s'est faite facilement et à de bons prix.

FORÊTS. — Dans le travail en forêts, l'activité a été satisfaisante; d'une part, les prix des bois d'industrie se sont maintenus à des taux élevés, par suite de la fermeté des cours dans les centres de production des bois du Nord; d'autre part, la hausse des charbons pour usage domestique a amené une augmentation des demandes

(1) D'après les *Documents statistiques de l'Administration des douanes* sur le commerce de la France, les chiffres fournis pour l'année 1900 (commerce spécial) sont des chiffres provisoires; ceux des années 1899 et 1898 ont été rectifiés définitivement; c'est ce qui explique les différences que l'on pourrait remarquer en comparant ce bulletin avec les précédents.

On entend par *exportation nette* les quantités exportées, déduction faite des quantités de même nature importées et réciproquement *importation nette* les quantités importées, déduction faite de celles de même nature qui ont été exportées; enfin, par *exportation* et *importation brutes*, celles pour lesquelles il n'a pas été fait déduction des quantités exportées ou importées d'autre part.

(2) D'après l'*Annuaire statistique* de 1900 et l'*Exposé des comptes* définitifs du Ministère du commerce, budget de 1899.

pour bois de chauffage. A la suite de cette amélioration de la situation, les prix de façon des coupes en forêts ont été en hausse dans certains centres, en fin d'année principalement. Par suite des modifications apportées dans les procédés de tannage et par suite de la diminution des commandes qui en est résultée, notre exportation brute d'écorces à tan, qui était de 5.150.000 francs en 1898 et de 5.000.000 francs en 1899 est descendue à 4.250.000 francs en 1900.

En janvier 1901, l'activité déjà signalée chez les ouvriers bûcherons s'est maintenue; on estime que le chômage a atteint 4 p. o/o des ouvriers syndiqués.

MINES. — La production des houillères (1) en 1899 a maintenu l'amélioration signalée l'an dernier: elle avait été, en 1898, de 31.826.000 tonnes dont 1.654.000 tonnes d'antracite; en 1899, elle a atteint 32.256.000 tonnes dont 1.645.000 tonnes d'antracite, soit une augmentation en faveur de 1899 de 430.000 tonnes ou un surplus de 1 p. o/o. En 1897, 143.400 ouvriers ont travaillé dans les mines dont 101.700 au fond; en 1898, 148.600 dont 105.400 au fond; en 1899, 153.925 ouvriers, dont 110.245 au fond.

Notre production houillère, malgré les progrès réalisés pendant l'année 1900, n'a pu encore suffire à notre consommation, le développement remarquable pris par notre industrie métallurgique en particulier a, en effet, de beaucoup augmenté les quantités de charbon nécessaires à nos besoins industriels. On a dû recourir à l'importation pour les quantités plus importantes; l'importation nette des houilles crues a été de 11.895.000 tonnes en 1900, au lieu de 9.240.000 tonnes en 1899 et 7.750.000 en 1898. L'importation nette des goudrons et brais provenant de la distillation de la houille a été aussi en augmentation sur 1899; elle a été de 136.000 tonnes en 1900 au lieu de 132.000 en 1899 et 145.000 en 1898.

Les prix de vente de la houille ont été en hausse pendant la plus grande partie de l'année 1900; pendant les derniers mois seulement de 1900, le charbon de terre a eu des tendances à la baisse.

En ce qui concerne les variations du prix de la houille, qui intéressent si profondément l'ensemble de nos industries au point de vue de l'élévation du prix de revient de leurs produits, le tableau suivant donne d'intéressants renseignements sur les cours de nos charbons.

MOUVEMENT DES PRIX DES DIVERS CATEGORIES DE CHARBONS DE 1890 à 1901.

ÉPOQUES.	CHARBON du Nord T. V. 20 à 25 p. o/o à la mine.		ANNÉE 1900.	CHARBON du Nord T. V. 20 à 25 p. o/o à la mine.	
	{ La tonne. }			{ La tonne. }	
	fr. c.	o/o		fr. c.	o/o
1890.....	16 25	100	Janvier.....	18 50	114
1891.....	14 25	87	Février.....	20 50	126
1892.....	12 50	77	Mars.....	20 50	126
1893.....	11 50	71	Avril.....	23 50	145
1894.....	11 50	71	Mai.....	24 50	149
1895.....	10 25	63	Juin.....	25 00	151
1896.....	10 50	64	Juillet.....	25 00	151
1897.....	10 60	66	Août.....	25 00	151
1898.....	12 62	77	Septembre.....	25 00	151
1899.....	16 23	100	Octobre.....	24 00	148
En particulier pour 1899 :			Novembre.....	24 00	148
1 ^{er} trimestre.....	14 42	89	Décembre.....	21 00	128
2 ^e trimestre.....	15 67	96			
3 ^e trimestre.....	16 67	102			
4 ^e trimestre.....	18 17	111	Année 1900.....	23 30	145

(1) D'après la Statistique de l'Industrie minière du Ministère des travaux publics.

Les renseignements qui suivent obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations pendant le mois de janvier 1901. Dans le courant de ce mois de janvier, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont données par le tableau ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	5,99	"	"	"	2	98
Loire.....	6,10	"	"	"		100
Gard et Hérault.....	5,97	"	"	"	9	91
Provence (lignites)....	6,00	"	"	"		100
Tarn et Aveyron.....	6,01	"	"	"	2	98
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales (1)	5,00	"	"	77	3	26
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne (3)	6,00	"	"	"		100
ENSEMBLE pour la France.	5,94	"	"	7	2	91

(1) Grève en janvier à Blonzy. — (2) Grève en janvier à Saint-Eloy.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,31, il était de 5,86 en janvier 1900.

CARRIÈRES. — Pendant l'année 1899, 38.000 carrières, contre 38.500 en 1898, ont été exploitées, dont les deux tiers d'une façon temporaire; leur production totale, pendant l'année 1899, a été estimée à 45.253.500 tonnes d'une valeur sur place de 243.400.000 francs, contre 42.600.000 tonnes en 1898 et 42 millions de tonnes en 1897. Les phosphates de chaux sont entrés dans ces totaux, en 1899, pour 645.900 tonnes, d'une valeur approximative de 16.670 000 francs, contre 568.600 tonnes en 1898, d'une valeur approximative de 15.580.000 francs, et 535.000 tonnes en 1897, d'une valeur de 14.300.000 francs; les carrières d'Algérie ont fourni environ 325.000 tonnes de phosphate de chaux en 1899, contre 269.500 tonnes en 1898 et 228.000 tonnes en 1897.

Pendant le mois de janvier 1901, travail faible dans les carrières par suite de la morte-saison d'hiver et des intempéries qui ont parfois arrêté complètement les travaux; commandes en général moins abondantes que l'an dernier.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Notre industrie laitière a maintenu les progrès déjà signalés, ainsi qu'on le peut constater d'après le tableau suivant, donnant la production de lait pour les années de 1894 à 1899 (1) :

ANNÉES	HECTOLITRES.	VALEUR.
1894.....	76.419.327	1.189.633.635
1895.....	78.165.525	1.207.107.781
1896.....	78.863.443	1.182.135.430
1897.....	80.761.036	1.204.799.825
1898.....	82.039.015	1.235.300.157
1899.....	83.781.870	1.265.260.240

(1) D'après les *Statistiques agricoles* du Ministère de l'agriculture, année 1900.

Notre *minoterie* a pu disposer d'une matière première abondante, moins cependant que l'an dernier; mais le travail des usines à moteur hydraulique a été contrarié par le manque d'eau dans les cours d'eau. Les prix de vente des farines ont été jugés peu rémunérateurs par les minotiers, principalement par ceux qui ne disposaient pas du matériel perfectionné adopté dans les grandes usines. De plus la tendance à la concentration de cette industrie dans un petit nombre d'usines importantes s'est accentuée.

Le nombre des *fabriques de sucre de betteraves* (1) en activité, le nombre moyen de jours de rapage par usines, le personnel occupé (hommes, femmes et enfants), le taux moyen des salaires, sont fournis par les tableaux suivants pour les campagnes 1897-1898, 1898-1899 et 1899-1900.

CAMPAGNES.	NOMBRE de fabriques.	JOURS de rapage moyens par usine.	PERSONNEL occupé (hommes, femmes et enfants).	SALAIRE MOYEN d'une journée de travail.		
				hommes.	femmes.	enfants.
				fr. c.	fr. c.	fr. c.
1897-1898.....	344	68,9	48.221	3 75	1 87	1 55
1898-1899.....	344	67,4	49.551	3 79	1 88	1 58
1899-1900 (2)...	339	77,3	48.727	3 87	2 06	1 66

La production des *vins* (3) en 1900 a été évaluée à 67.350.000 hectolitres, soit en augmentation de 19.445 hectolitres par rapport à la récolte de 1899 et 31.800 par rapport à la moyenne des dix années antérieures. C'est la récolte la plus abondante après l'année 1875; cette année, la récolte avait été de 83.800.000 hectolitres.

En ce qui concerne l'Algérie, la récolte a été évaluée à 5.444.000 hectolitres pour une superficie productive de 145.200 hectares. La Corse a, de son côté, produit 150.000 hectolitres. En réunissant toutes ces productions, on arrive à une production totale pour la France, la Corse et l'Algérie d'environ 72.947.000 hectolitres. Il a été aussi exporté, en 1900, 9.400.000 kilos de raisins de vendange, 11.500.000 en 1899 et 7.100.000 en 1898.

Dans la *brasserie*, le travail a été actif; la consommation de la bière ayant augmenté à la suite des grandes chaleurs de l'été précédent. Le nombre (4) des brasseurs qui avait été de 2.631 en 1896 puis de 2.823 en 1897 est revenu à 2.791 en 1898.

La *chocolaterie* a maintenu une activité satisfaisante, mais n'a pas continué à progresser si on en juge par les importations des matières premières; l'importation nette de cacao en fèves et en pellicules, qui de 16.900.000 kilos en 1898 était montée à 17.500.000 en 1899, est restée à peu près stationnaire avec 17.250.000 en 1900. Dans les chiffres de l'importation, les provenances des Antilles françaises ont été comprises pour 950.000 kilos en 1898 contre 900.000 en 1899 et 800.000 en 1900.

(1) La différence que l'on peut relever dans les rendements de sucre par 100 kilogrammes de betteraves en 1898-1899 provient en partie de la méthode différente suivie dans les deux cas, la première méthode étant basée sur les quantités de sucre prises en charge.

(2) D'après le *Bulletin de statistique du Ministère des finances* (janvier 1901). Les chiffres portés ici sont définitifs et peuvent différer de ceux portés antérieurement qui n'étaient que provisoires.

(3) D'après le *Bulletin de statistique du Ministère des finances* (décembre 1900).

(4) D'après le *Bulletin de statistique du Ministère des finances*.

Une amélioration s'est produite dans notre industrie des *conserves alimentaires*, l'exportation nette des conserves de viande en boîtes, dont la valeur était de 400.000 francs en 1898, est montée à 1.000.000 en 1899 et à 2.250.000 en 1900.

Pendant le mois de janvier dernier, travail actif chez les ouvriers de l'alimentation (cuisiniers, pâtisseries, confiseurs), grâce aux commandes qui ont accompagné le jour de l'an. On estime que le chômage a atteint un peu moins de 13 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers boulangers et de 9 p. o/o chez les cuisiniers-pâtisseries-confiseurs.

PRODUITS CHIMIQUES. — L'importation nette des *huiles de pétrole* et de schiste a été en augmentation, afin de répondre aux commandes de notre industrie; la valeur de cette importation, de 31.300.000 francs en 1898, est passée à 38.800.000 francs en 1899 et à 39.300.000 francs en 1900. De plus, l'importation nette des huiles de pétrole et de schiste raffinées et des essences est restée stationnaire à une valeur de 3.500.000 francs en 1900, 1899 et 1898, malgré l'augmentation qui s'est produite dans la consommation, ce qui tend aussi à démontrer que nos raffineries de pétrole ont maintenu une bonne activité. Enfin en 1899, la production des huiles (1) de schiste a été, dans les 9 usines qui ont reçu des subventions, de 131.864 hectolitres; elle avait été, en 1898, de 109.963 hectolitres dans les 10 usines qui avaient bénéficié des subventions.

Dans la *stéarinerie* (2), le nombre des fabricants d'acide stéarique, bougies et cierges a diminué jusqu'en 1898, ainsi que le démontre le tableau suivant pour les années 1895 à 1898.

	1895.	1896.	1897.	1898.
Nombre de fabricants d'acide stéarique, bougies et cierges.....	820	770	764	743

L'exportation nette des *bougies* a eu tendance à reprendre, elle a été de 4.300.000 kilogrammes en 1900, au lieu de 4.250.000 en 1899, mais 4.500.000 kilogrammes en 1898. Dans les quantités exportées, les livraisons faites à l'Algérie ont été comprises pour 2.900.000 kilogrammes en 1900 contre 2.800.000 kilogrammes en 1899 et 2.700.000 en 1898.

Nos *huileries*, dans l'ensemble, ont eu une production soutenue; mais les variations des cours des matières premières dans certaines spécialités ont rendu plus difficile la remise des commandes et les prix de vente des huiles ont été jugés moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier.

La *savonnerie* a maintenu les progrès déjà constatés l'an dernier; la consommation intérieure a été satisfaisante; une hausse des prix de vente s'est produite à la suite de celle des matières premières, mais cette hausse des prix des produits fabriqués n'a pas été estimée proportionnelle à l'augmentation des prix de revient.

Les fabriques traitant le *caoutchouc* et la *gutta-percha* ont fait appel à l'importation des matières premières pour des quantités plus considérables en 1900 qu'en 1899 et 1898; en effet, la valeur de l'importation brute de caoutchouc et de gutta-percha est passée de 32.700.000 francs en 1898 à 51.200.000 en 1899 et à 52.800.000 en 1900.

Dans les *raffineries de soufre*, le travail a été en progrès sur l'an dernier, malgré

(1) D'après le tableau des subventions aux producteurs d'huiles de schiste (Ministère du commerce, Comptes définitifs, budget 1899).

(2) D'après le Bulletin de statistique du Ministère des finances.

les difficultés de l'approvisionnement en matières premières; l'importation nette de soufre non épuré, minéral compris a repris; elle a été de 1 million de quintaux métriques en 1900 au lieu de 900.000 en 1899 et 1.100.000 en 1898 et notre exportation nette de soufre épuré et sublimé ou en canons qui était de 70.000 quintaux en 1898 et en 1899 est montée à 120.000 quintaux en 1900.

Dans l'industrie des *engrais chimiques*, le travail a été actif et a marqué un progrès sur l'an dernier; c'est ce que permet aussi de constater l'augmentation de l'exportation des superphosphates de chaux et des engrais chimiques dont la valeur a dépassé l'importation de 700.000 francs en 1898, puis de 1.500.000 en 1899 et de 6.300.000 en 1900.

Dans nos fabriques de *couleurs*, la production a été satisfaisante; l'exportation brute de couleurs a été de 12 millions de francs en 1900 au lieu de 11.600.000 en 1899 et de 10.600.000 en 1898.

Pendant le mois de janvier dernier, le travail est resté actif chez les ouvriers de l'industrie des produits chimiques.

CARTON. — PAPIER. — LIVRE. — La fabrication des *papier* et *carton* a maintenu une bonne activité. La hausse qui s'était produite sur les matières premières et avait été suivie d'un relèvement des prix de vente, avait d'abord amené un ralentissement des commandes au commencement de l'année; mais une reprise du travail n'a pas tardé à se produire.

Pendant l'année 1900, le travail est resté actif dans nos *imprimeries*, malgré la hausse des prix de revient qui a eu tendance à rendre plus difficile la remise des commandes.

Pendant le mois de janvier dernier, le travail a eu tendance à ralentir chez les relieurs-papetiers et cartonniers; de même chez les typographes, lithographes et ouvriers similaires. On estime que le chômage a atteint un peu plus de 4 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les cartonniers-relieurs, et chez les typographes-lithographes et ouvriers similaires, à Paris, un peu plus de 2 p. o/o en province et un peu moins de 4 p. o/o dans l'ensemble. Pour 9 p. o/o des chambres syndicales réunissant 4 p. o/o des syndiqués, le travail a été jugé plus abondant que l'an dernier à pareille époque; pour 74 p. o/o des syndicats comptant 70 p. o/o des adhérents, il a été en même quantité, et pour 17 p. o/o des syndicats groupant 26 p. o/o des syndiqués, il a été plus faible.

CUIRS ET PEAUX. — L'industrie de la préparation et du travail des cuirs et peaux a été encore éprouvée par le prix élevé de la matière première; cependant, en fin d'année, une amélioration s'est produite et les commandes, qui avaient été retardées, ont amené un bon courant de travail. L'importation des grandes peaux brutes a presque triplé en 1900; cependant, notre exportation de peaux préparées (tannées, corroyées, mégissées) a diminué; il en a été de même pour les ouvrages en peaux et en cuirs. La nécessité de reformer les stocks, réduits depuis quelques années par suite des variations de prix, a sans doute amené notre industrie des cuirs et peaux à remettre à notre marché intérieur une plus grande partie de sa production que l'an dernier, et le commerce extérieur, sur lequel la concurrence était plus grande, a été plus négligé. C'est ce qui expliquerait l'augmentation de l'importation des *peaux brutes* et la diminution de notre exportation de ces peaux, ou brutes ou préparées.

Les mêmes causes qui avaient amené une diminution de notre exportation et une augmentation de l'importation pour les produits de la tannerie et de la mégisserie ont agi aussi sur les importations et exportations d'ouvrages en peau

et en cuir (chaussures, gants, articles de sellerie, etc.). En particulier, dans l'industrie de la *chaussure*, pendant l'année 1900, l'activité a été satisfaisante; la hausse des cuirs de 1899 ne s'est pas accentuée et les prix de vente des chaussures, qui avaient obtenu une amélioration, sont devenus plus rémunérateurs. Les ouvriers des fabriques installées mécaniquement ont été bien alimentés de commandes; mais les cordonniers de la chaussure à la main ont été éprouvés par le chômage; pour ceux-ci les prix de façon ont eu tendance à la baisse.

Pour la *maroquinerie*, le travail s'est maintenu actif; mais on a eu recours pour des quantités plus importantes aux importations d'articles étrangers; de telle sorte que notre exportation, qui dépassait l'importation de 1 million de francs en 1898 et de 900.000 francs en 1899, lui est devenue un peu inférieure en 1900, l'importation brute étant montée, en 1900, à 4.900.000 francs et notre exportation ayant été de 4.800.000 francs.

Nos *pelletiers* ont fait une campagne satisfaisante, meilleure que celle des deux années précédentes.

Pendant le mois de janvier dernier, dans la préparation des cuirs et peaux et dans l'industrie de la chaussure, le travail a eu tendance à reprendre; dans la ganterie, la situation est restée stationnaire. On estime que le chômage a atteint 7 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux et chez ceux de l'industrie de la chaussure.

TEXTILES. — L'*industrie lainière* avait, dans le premier trimestre de l'année 1900, maintenu l'amélioration déjà signalée dans le *Bulletin* de février 1899; l'élévation des prix de la matière première avait amené une augmentation de commandes dans toutes les parties de l'industrie (peignages, filatures, tissages). Mais, dès le deuxième trimestre, à la suite des variations des cours de la matière première et surtout de la baisse qui, au milieu de 1900, avait modifié les conditions du marché et amené des suspensions de paiement d'importantes maisons dans le Nord, une crise s'était produite dans les peignages du Nord et s'était étendue à toutes les branches de l'industrie lainière en France. Les peignages et les tissages ont été plus particulièrement éprouvés. Cependant, en fin d'année, après le tassement des cours, une reprise du travail s'est manifestée, mais on est resté avec des cours en baisse de 45 à 50 p. o/o sur ceux de l'année précédente à pareille époque. Par suite des variations des cours de la laine, les prix de vente des produits fabriqués ont été jugés généralement peu rémunérateurs.

Les *filatures*, qui ont été moins atteintes dans leur production par la crise que les peignages et que les tissages, ont conservé une bonne alimentation de commandes sur le marché extérieur; les prix de façon des filateurs ont cependant été en baisse et ont souvent laissé au fabricant une marge jugée insuffisante. Nos *tissages* de laine, qui avaient subi d'importants chômages au milieu de 1900, ont vu diminuer leur production; en fin d'année, le travail n'avait pas encore repris dans tous les établissements; une partie du personnel ouvrier est resté atteint par le chômage.

Dans l'industrie *cotonnière*, l'amélioration signalée l'an dernier s'est maintenue dans l'ensemble. Les filatures et les tissages ont été bien alimentés de commandes et à des prix rémunérateurs. On a terminé l'année avec des stocks faibles laissant ainsi plus de facilité pour la remise des ordres en 1901. Les filatures ont été généralement plus favorisées que les tissages et leurs produits ont été plutôt recherchés. La diminution que l'on peut relever dans les importations du coton en laine laisse supposer que notre filature s'est alimentée avec les stocks qu'elle avait formés les années précédentes avant la hausse des cotons.

Dans l'industrie de la *soie*, l'activité du travail qui était restée stationnaire pendant la première partie de l'année et avait été gênée par le prix élevé de la matière

première, a été plus favorisée en fin d'année. Cette amélioration s'est portée principalement sur les métiers à bras, tant à la ville qu'à la campagne; dans les métiers mécaniques la production est restée généralement satisfaisante pendant l'année 1900.

Le tableau suivant donne les résultats des deux campagnes 1898 et 1899 dans les *filatures de soie* (1).

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE		NOMBRE DE BASSINES						QUANTITÉ DE SOIE			
	de		À PLUS		ACCESSOIRES		À 1 BOUT,		FILÉE.			
	FILATOIRES.		de 3 bouts, prime : 400 francs.		primées à 400 francs.		cocons doublés, prime : 200 francs.					
	1899.	1898.	1899.	1898.	1899.	1898.	1899.	1898.	1899.		1898.	
									kil.	gr.	kil.	gr.
Ain.....	1	1	63	104	22	35	3	3	6.106	360	8.556	035
Ardeche.....	49	54	2.362	2.491	630	654	56	53	191.825	171	203.114	742
Drôme.....	26	26	1.349	1.349	285	284	"	"	100.691	420	101.157	714
Gard.....	123	130	5.538	5.784	728	771	1 9	99	346.723	390	370.512	785
Hérault.....	20	21	997	1.022	97	110	"	"	53.513	350	61.244	529
Isère.....	2	3	53	55	13	11	"	"	3.767	170	2.027	760
Lozère.....	2	2	70	81	20	25	"	"	5.758	540	4.703	300
Rhône.....	2	2	36	27	12	9	"	"	1.879	590	3.330	030
Tarn-et-Garonne..	2	3	96	118	10	14	"	"	6.749	340	6.622	000
Var.....	1	1	70	70	23	23	"	"	5.365	900	5.411	500
Vaucluse.....	28	29	697	713	215	221	42	42	47.007	640	51.843	460
Alger.....	1	1	6	6	2	5	"	"	536	150	409	980
TOTAUX.....	257	273	11.337	11.823	2.057	2.159	230	197	769.927	021	818.933	835

Dans les quantités ci-dessus, les quantités de soie filée française et de soie filée étrangère en 1898 et en 1899 ont été en :		
	1899	1898
Soie filée française.....	564.993 ⁵ 206	671.586 ⁵ 173
Soie filée étrangère.....	204.933 815	147.347 362

La *rubanerie* qui avait présenté peu d'activité en 1899, n'a repris que lentement; la *rubanerie de velours* a d'abord bénéficié d'une augmentation de commandes; les autres spécialités ont suivi; mais cette amélioration ne s'est produite qu'en fin d'année 1900. Les prix de façon ont été en hausse et les conditions du travail ont été modifiées dans le même sens.

Dans l'industrie *linière*, notre production de matière première est restée peu importante.

Pour répondre aux besoins de notre industrie, on a dû, notre récolte étant insuffisante, recourir pour des quantités importantes aux matières premières étrangères; cependant, le prix élevé de cette matière première a gêné la remise des commandes; de plus, les tissus de coton, dont les prix de vente ont été meilleur marché, ont eu tendance à remplacer dans de nombreux usages les tissus de lin ou de matière similaire.

Dans l'industrie du *jute*, la matière première est restée à un taux élevé et a gêné la remise des commandes; les fabricants ont dû, pour maintenir leur alimentation, consentir à leurs acheteurs des prix qui laissaient une marge jugée souvent insuffisante.

(1) D'après la *Statistique des primes à la filature de la soie* (Ministère du Commerce).

Le *bonneterie* de coton avait pu profiter d'une amélioration des commandes à la reprise des affaires qui avait accompagné la hausse des cotons, mais l'augmentation des commandes de l'année 1899 n'a pu se maintenir et les réassortiments notamment ont été plus faibles. Quant à la *bonneterie* de laine, elle a été plutôt calme, le manque de froids pendant les hivers précédents ayant fait diminuer les commandes.

Nos ateliers de *teinturerie* et d'*apprêts* ont vu leur activité se modifier suivant les augmentations ou diminutions des commandes des fabriques de fils et tissus dont ils reçoivent les commissions. En général, nos ateliers d'*apprêts* ont fait une bonne campagne. Pour nos *teintureries*, l'activité est indiquée par l'augmentation de l'importation des matières premières dont il est parlé dans le *Bulletin* dans la partie des PRODUITS CHIMIQUES.

Dans l'industrie du *vêtement*, l'activité a été satisfaisante, notamment dans la région parisienne, avant et pendant la durée de l'Exposition. Les ventes sur place ont été plus fortes que l'année précédente, surtout à la clientèle étrangère qui en a fait l'exportation comme effets usagés, sans que l'on puisse en déterminer l'importance. Les prix de façon n'ont pas obtenu de majoration sensible; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère et à bon marché a augmenté, notamment dans la région parisienne, où des ouvriers de province et de l'étranger avaient été attirés par l'Exposition.

La chapellerie et l'industrie de la mode ont maintenu une bonne activité. C'est dans l'industrie de la *mode* et de la *fleur artificielle* que le progrès a été le plus sensible; les commandes pour l'étranger ont continué à augmenter.

Pendant le mois de janvier dernier, la tendance au ralentissement du travail déjà signalée s'est maintenue; cependant dans l'ensemble la situation est restée encore satisfaisante dans l'industrie cotonnière. La reprise du travail de l'industrie lainière s'est accentuée. Dans l'industrie de la soie, les métiers à bras et mécaniques ont reçu une alimentation plus importante que pendant les mois précédents. Dans l'industrie linière, l'accalmie déjà signalée s'est accentuée. Dans la *rubanerie-passementerie* tendance au ralentissement du travail. Dans la *bonneterie*, les tulles, les dentelles, la teinture et les apprêts, situation stationnaire. Morte-saison dans l'industrie du *vêtement*. Dans la chapellerie, le travail tend à augmenter. On estime que le chômage a atteint 14 p. 0/0 des syndiqués chez les ouvriers des filatures et des tissages mécaniques, à peu près autant chez ceux des tissages à la main; un peu plus d'un cinquième chez les ouvriers du *vêtement* et un peu moins de 5 p. 0/0 chez les chapeliers.

Bois. — Le progrès qui avait été signalé, pendant l'année 1899, dans le travail du bois (scierie, charpente, menuiserie), s'est continué pendant la première partie de 1900, principalement dans la région parisienne, grâce aux commandes de l'Exposition de 1900. Mais, dès la fin du premier semestre, il s'est produit un ralentissement qui a été en s'accroissant jusqu'en fin 1900; les travaux n'ont plus été assez importants dans cette région parisienne pour occuper les ouvriers que l'Exposition y avait attirés. En province, les travaux ont été souvent insuffisants pour permettre d'occuper tous les ouvriers qui s'y étaient ensuite portés; le chômage en général a été ainsi plutôt plus élevé que l'année précédente. De plus, le prix élevé des matières premières, les dépenses faites pour l'Exposition ont amené à retarder les travaux de constructions particulières.

Dans la *tonnellerie*, grâce à l'abondance de notre récolte de vins, le travail a été très actif. Au moment des vendanges, les stocks de tonneaux et futailles ont été complètement épuisés et les prix de vente ont souvent doublé.

Dans notre industrie du *meuble*, les commandes ont été en augmentation sur

l'année précédente; c'est ce qui concorde avec l'augmentation de l'importation du bois d'ébénisterie; les stocks de matière première ayant été entamés pour satisfaire les demandes de l'industrie, il a fallu renouveler ces approvisionnements.

Dans la *carrosserie*, l'activité déjà signalée l'an dernier s'est maintenue et pour les motifs déjà signalés. Cependant nos ateliers, déjà bien pourvus de commandes, n'ont pu accepter de livrer à bref délai toutes celles que nécessitait le développement de nos moyens de transport (tramways notamment); aussi on a dû recourir, pour des quantités plus importantes, à l'importation de carrosserie et de wagonnerie.

La *tabletterie*, la *bimbeloterie*, la *boutonnerie*, la *brosserie*, et la fabrication des *éventails* et des *articles de Paris* ont maintenu un bon courant de travail; mais la consommation de notre marché intérieur a augmenté et c'est ce qui explique le relèvement des importations brutes de tabletterie, bimbeloterie et boutonnerie; mais notre exportation brute de tabletterie, boutonnerie, bimbeloterie, broserie, articles de Paris, qui avait augmenté d'un tiers en 1899, a un peu fléchi en 1900.

Pendant le mois de janvier dernier, les ouvriers du travail du bois (charpente, scierie, menuiserie) ont été en chômage de morte-saison d'hiver; la durée du travail a été réduite à 48 et 54 heures par semaine. Chez les tonneliers et chez les carrossiers, l'activité s'est maintenue généralement satisfaisante, mais en diminution sur le mois dernier. Dans l'industrie du meuble, un ralentissement s'est produit comme tous les ans après la livraison des commandes de fin d'année. On estime que le chômage a atteint un cinquième des syndiqués chez les ouvriers charpentiers et chez les menuisiers, 8 p. o/o chez les ouvriers en voitures, 10 p. o/o chez les tonneliers et 5 p. o/o chez les ouvriers de l'ameublement.

MÉTAUX. — Dans l'industrie métallurgique, la bonne activité déjà signalée les années précédentes ne s'est pas ralentie; au contraire, nos établissements, qui avaient inscrit des commandes à livrer à des délais déjà éloignés, ont dû en refuser d'importantes et les laisser passer à l'étranger. Les prix ont continué à monter à la suite de la hausse des matières premières : les matières premières ont été recherchées, et parfois l'alimentation de nos établissements a été difficile. Cependant, en fin d'année 1900, un recul s'est produit dans les cours des produits fabriqués à la suite de la livraison d'une grande partie des commandes et des difficultés rencontrées pour la remise de nouveaux ordres aux anciennes conditions. De plus, la grande production des années précédentes avait permis de satisfaire les besoins les plus pressants, si bien qu'une période plus calme a succédé à la grande activité de 1899, du commencement et du milieu de 1900.

D'autre part, la statistique des *appareils à vapeur* (1) employés dans l'industrie (non compris les chemins de fer et la navigation) en 1899 indique un nouveau progrès sur les années précédentes; le nombre des machines à vapeur en activité a été de 73.090, déployant une force de 1.646.900 chevaux-vapeurs, au lieu de 70.755 machines et 1.441.300 chevaux-vapeurs en 1898, soit en augmentation de 205.600 chevaux par rapport à 1898, année qui, elle-même, avait marqué une augmentation de 327.000 chevaux-vapeur par rapport à l'année 1897. Rappelons aussi que l'énergie fournie par les moteurs hydrauliques, dont l'emploi est devenu plus fréquent, n'a pas été compris dans les statistiques et qu'il conviendrait d'en pouvoir faire état pour apprécier le développement de notre industrie.

Nos ateliers de *constructions mécaniques*, qui par suite de la remise d'un trop grand

(1) D'après la statistique de l'Industrie minérale.

nombre de commandes livrables en même temps avaient dû laisser passer à l'étranger des ordres importants ont cependant maintenu le chiffre de leurs exportations.

Notre industrie du *cycle* et de l'*automobile* a été encore bien alimentée de commandes et nos constructeurs ont maintenu l'avance qu'ils avaient conquise sur leurs concurrents.

Afin de compléter l'étude de notre activité industrielle, rappelons qu'en 1899, des usines métallurgiques de gros œuvre⁽¹⁾, ont produit directement en France de l'or, de l'argent, du plomb, du zinc, du nickel, de l'aluminium, de l'antimoine, en traitant, soit des minerais indigènes, soit des minerais expédiés de l'étranger. Quoique d'une importance restreinte, cette production a donné une valeur de 59 millions de francs en 1899 au lieu de 50 millions en 1898 et 43 millions en 1897. Le zinc a fourni la plus grosse part de cette production, soit 22.500.000 francs en 1899 au lieu de 18 millions de francs en 1898 et 16 millions en 1897.

Dans l'*orfèvrerie* et dans la *bijouterie*, l'activité a été satisfaisante, les commandes en vue de l'Exposition ont afflué et celles qui ont été livrées sur place pendant la durée de l'Exposition ont été importantes.

Pendant le mois de janvier dernier le ralentissement du travail signalé dans les Bulletins précédents s'est accentué, tant dans la métallurgie que dans les ateliers de transformation ; les commandes qui avaient permis de maintenir le personnel dans les ateliers étant épuisées, le chômage a été en augmentant chez les ouvriers mouleurs, métallurgistes, et constructeurs-mécaniciens. Les serruriers sont en pleine morte-saison d'hiver. Chez les ouvriers électriciens le travail s'est maintenu ; mais moins actif que l'an dernier. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les ferblantiers et chez les ouvriers en instruments de précision. Chez les bijoutiers-horlogers, accalmie habituelle du travail après la livraison des commandes du jour de l'an. On estime que le chômage a atteint 10 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les mouleurs, 6 p. o/o chez les métallurgistes, constructeurs-mécaniciens et serruriers ; 8 p. o/o chez les ferblantiers, électriciens, ouvriers en instruments de précision.

BÂTIMENT. — Dans l'industrie du bâtiment, pendant la première partie de 1900, le travail avait été plus actif que l'année précédente pendant la même période, dans la région parisienne notamment. Mais dès la fin de ce premier semestre, après la fin des travaux de construction de l'Exposition et, en province, principalement par suite du prix élevé des matériaux de construction, un ralentissement notable s'est produit dans les travaux de construction particulière et on a terminé l'année avec une activité moins grande et avec des travaux en cours moins importants que l'année précédente. Cette augmentation des commandes pendant la première partie de 1900 s'accorde avec la diminution des exportations d'ardoises pour toitures et pour constructions et avec l'augmentation de l'importation de pierres de constructions brutes déjà constatées dans l'examen de la situation et de l'activité du travail dans les carrières. Les mêmes remarques peuvent être faites pour la diminution de notre exportation nette de plâtre et de chaux hydraulique, de tuiles, de briques et pour l'augmentation de l'importation de chaux ordinaire.

Pendant le mois de janvier, l'industrie du bâtiment a été en plein chômage de morte-saison d'hiver. La durée du travail a été réduite à 48 et 54 heures par semaine. On estime que le chômage a atteint un peu plus du tiers des ouvriers syndiqués chez les tailleurs de pierres, maçons et ouvriers similaires ; autant chez les peintres et chez les plâtriers ; ce sont les tailleurs de pierres qui ont été les plus éprouvés par le chômage.

(1) D'après la *Statistique de l'industrie minière en France*.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière a maintenu, pendant la plus grande partie de l'année 1900, la bonne activité qui avait été signalée l'an dernier.

La céramique du bâtiment a suivi les variations d'activité de l'industrie qui l'alimentait de commandes; en général, l'activité a été plus grande en 1900 qu'en 1899, au commencement de 1900, on a travaillé à livrer et en fin d'année, on a commencé à reconstituer les stocks.

Dans la *porcelainerie*, la reprise du travail signalée en 1899 s'est accentuée en 1900.

Dans les *verreries* et dans les *cristalleries*, l'amélioration déjà signalée l'an dernier s'est maintenue; des diminutions d'activité causées par des grèves d'ouvriers verriers dans le Nord et par la difficulté des approvisionnements de combustibles minéraux n'ont pas amené de diminution sensible dans notre production; d'ailleurs notre exportation a continué à augmenter. Remarquons aussi que, par suite de l'abondance des récoltes de vins, les commandes du marché intérieur dans les verreries à bouteilles ont été en augmentation; sans qu'on puisse évaluer l'importance de cette augmentation. Remarquons aussi que pendant l'année 1900, le prix élevé du charbon de terre et la difficulté des approvisionnements de combustibles ont amené une diminution de la marge laissée au fabricant dans les industries de la chaudière, de la céramique et de la verrerie.

Pendant le mois de janvier 1901, chômage de morte-saison d'hiver dans la chaudière et dans la céramique de bâtiment. Ralentissement des commandes dans les fabriques de ciment. Situation stationnaire, travail plutôt calme dans la porcelainerie et dans la faïencerie. Tendances à l'amélioration dans la verrerie.

TRANSPORTS. — Le mouvement de la navigation maritime dans les ports français pendant 1898 et 1900 est donné par le tableau ci-dessous :

ENTRÉE.	1900.		1899.		AUGMENTATION EN 1900.	
	nombre.	tonnes.	nombre.	tonnes.	nombre.	tonnes.
Navires français . . .	7.625	4.680.464	7.828	4.797.944	—	—
Navires étrangers . .	19.022	13.678.337	18.636	12.289.521	386	1.388.816
SORTIE.						
Navires français . . .	7.279	4.330.923	7.527	4.425.880	—	—
Navires étrangers . .	13.581	8.556.449	13.765	7.657.023	—	899.426

Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} janvier au 31 décembre 1900 ont été de 1.471.455.300 francs au lieu de 1.384.238.800 francs pendant la même période en 1899; soit une augmentation en faveur de 1900 de près de 6 p. o/o. Le progrès déjà constaté les années précédentes s'est donc maintenu en 1900.

Pendant le mois de janvier, l'accalmie habituelle qui a suivi le jour de l'an coïncidant avec la période d'inventaires dans un grand nombre d'établissements, a rendu le placement difficile pour les employés et ouvriers de l'industrie des transports et de la manutention. On estime que le chômage a atteint *un peu plus d'un cinquième* des ouvriers syndiqués chez les ouvriers des entreprises de transport et de manutention, 3 p. o/o chez les employés de commerce et *un cinquième* chez les ouvriers et employés du commerce de l'alimentation.

LES GRÈVES EN JANVIER 1901.

51 grèves ont été signalées en janvier à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 47 d'entre elles, est de 16.612. Il y avait eu, en janvier 1900, 65 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 38.

Les 51 grèves de janvier, dont 45 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	21
Réductions de salaire.....	8
Demandes de réintégration d'ouvriers ou contremaîtres.....	6
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	7
Réglementation du travail.....	5
Règlement d'atelier.....	3
Demandes de diminution du temps de travail.....	3
Solidarité.....	1
Demande d'emploi exclusif d'ouvriers syndiqués.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 26 départements et on en a compté :

6 dans la Seine et les Bouches-du-Rhône; 5 dans le Nord et le Rhône; 3 dans l'Isère et la Seine-Inférieure; 2 dans l'Hérault, la Somme et le Tarn, et 1 dans 17 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent ainsi :

Industries textiles, 12 grèves; travail des métaux, 7; bâtiment, 4; cuirs et peaux, cochers, 3; boulangers, mineurs, ouvriers des ports, ouvriers des tabacs et tuiliers, 2; allumettiers, charretiers, garçons de café, cordonniers, ouvriers de fabriques de produits chimiques, électriciens, employés du métropolitain, horticulteurs, polisseurs de marbre, palefreniers, peigniers, tounelliers, 1 grève.

Des 51 grèves commencées en janvier, 36 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Sept, 1 jour ou moins de 1 jour; sept, 2 jours; cinq, 3 jours; trois, 4 jours; cinq, 5 jours; trois, 6 jours; une, 7 jours; une, 8 jours; trois, 10 jours, et une, 12 jours.

Si l'on y ajoute 2 grèves commencées avant le 1^{er} janvier et qui se sont terminées au cours de ce mois, après avoir duré respectivement 67 et 17 jours, nous aurons 38 conflits ayant pris fin avec les résultats suivants :

5 réussites;
14 transactions;
19 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 nov...	7 fév...	Calais	Pas-de-Calais...	Tullistes.....	352	2,000	1
22 nov...	28 janv...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Moellonniers et bateliers		100	2
8 déc...	.....	Saint-Éloy	Puy-de-Dôme...	Mineurs.....	2	1,700	3
18 déc...	.....	Saint-Quentin	Aisne.....	Mouleurs.....	1	17	4
18 déc...	4 janv...	Bourgoin.....	Isère	Mécaniciens	1	17	5
GRÈVES COMMENCÉES							
2 janv...	3 janv...	Grenoble.....	Isère.....	Pareurs en peaux.....	1	15	1
2 janv...	3 janv...	Évian	Haute-Savoie.....	Maçons	6	250	2
2 janv...	4 janv...	Lyon	Rhône.....	Appréteurs de tulle	1	34	3
2 janv...	7 janv...	Maromme	Seine-Inferieure	Tisseurs	1	120	4
3 janv...	8 janv...	Livry	Seine-et-Oise.....	Tonnelliers	1	25	5
4 janv...	5 janv...	Wattrelos	Nord	Horticulteurs	1	26	6
5 janv...	8 janv...	Escarbotin	Somme	Fondeurs	1	26	7
6 janv...	11 janv...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Cigariers	1	115	8
7 janv...	11 janv...	Flers	Orne	Teinturiers	1	11	9
7 janv...	.....	Roumazières	Charente.....	Tuilliers	3	480	10
8 janv...	9 janv...	Houleur.....	Calvados.....	Ouvriers d'une fabrique de produits chimiques.	1	19	11
9 janv...	15 janv...	Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Ménusiers	1	30	12
10 janv...	20 janv...	Verrerie de Mous- sans.	Hérault.....	Fileurs	1	7	13
11 janv...	14 janv...	Grenoble.....	Isère	Cherpentiers	1	16	14
12 janv...	18 janv...	Saint-Jean-lès- Amiens.	Somme	Rattacheurs	1	48	15
12 janv...	22 janv...	Lille	Nord	Électriciens	1	175	16
14 janv...	15 janv...	Lorette	Loire.....	Ajusteurs-mécaniciens.....	1	40	17
14 janv...	.....	Pantin.....	Seine.....	Appréteurs décatisseurs	1	29	18
14 janv...	.....	La Flèche.....	Sarthe.....	Terrassiers	1	13	19
15 janv...	17 janv...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Charretiers	1		20
15 janv...	.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Tuilliers	1	800	21
16 janv...	18 janv...	Bourg-de-Thizy	Rhône.....	Tisseurs	1	132	22
16 janv...	.....	Mouoblet.....	Gard	Filenses	1	50	23
16 janv...	26 janv...	Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs	1	25	24
17 janv...	29 janv...	Aix	Bouches-du-Rhône	Fondeurs	1	15	25
17 janv...	25 janv...	Elbeuf.....	Seine-Inferieure	Déchargeurs de charbon.....	1	32	26
18 janv...	.....	Dunkerque	Nord	Fileurs	1	110	27
19 janv...	26 janv...	Marly	Nord	Mineurs	1	150	28
20 janv...	24 janv...	Montpellier.....	Hérault.....	Garçons de café.....	1	6	29
20 janv...	25 janv...	Paris	Seine.....	Cochers	1	138	30
20 janv...	31 janv...	Lyon	Rhône.....	Boulangers	"	700	31
20 janv...	.....	Montceau-les-Mi- nes.	Saône-et-Loire	Mineurs	1	10,000	32
21 janv...	22 janv...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Ouvriers des ports et Docks.	1	400	33
22 janv...	24 janv...	Dieppe	Seine-Inferieure	Taïacs (ouvriers de la manu- facture de).	1	200	34
22 janv...	25 janv...	Ignéy	Vosges.....	Fileurs	1	60	35
22 janv...	26 janv...	Vrigne-aux-Bois	Ardennes.....	Mouleurs-noyanteurs.....	1	82	36
22 janv...	27 janv...	Paris	Seine.....	Cochers (compagnie générale)	1	500	37
22 janv...	.....	Boulogne.....	Pas-de-Calais.....	Cordonniers	1	130	38

N ^{OS} REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JANVIER 1901.

1	Demande de suppression du travail par relais et d'augmentation des tarifs.	Echec.
2	Demandes d'augmentation de salaire et de modification à la réglementation du travail.	Transaction.
3	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution de temps de travail et de modification au règlement d'atelier.	.....
4	Demande de renvoi d'un contremaître.	.....
5	Demandes de renvoi du directeur et de réintégration d'un ouvrier.	Echec.

EN JANVIER 1901.

1	Réduction de salaire	Transaction.	8 ouvriers congédiés.
2	Réduction de salaire	Réussite.	
3	Demande de réintégration d'un contremaître	Echec.	Grévistes remplacés.
4	Règlement d'atelier	Réussite.	
5	Réduction de salaire	Echec.	
6	Réduction de salaire	Echec.	
7	Règlement d'atelier	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Intervention du préfet.
9	Réglementation du travail	Transaction.	5 grévistes congédiés.
10	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
11	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	Grévistes remplacés.
12	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
13	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix.
14	Demande de renvoi d'un ouvrier	Echec.	
15	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	11 grévistes congédiés.
16	Demande de renvoi d'un contremaître	Echec.	
17	Demande de renvoi d'un contremaître	Réussite.	
18	Demande d'augmentation de salaire et substitution du paiement à la semaine au paiement à l'heure .....	.....	
19	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
20	Demande de réintégration de deux ouvriers	Echec.	
21	Solidarité avec les bateliers madonnaiers .....	.....	
22	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
23	Demande de renvoi d'une surveillante .....	.....	
24	Réduction de salaire	Echec.	
25	Demande de renvoi d'un ouvrier étranger	Echec.	
26	Demande d'emploi exclusif d'ouvriers syndiqués	Echec.	
27	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
28	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
30	Demande de diminution du prix de location de l'équipage	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire et réglementation du travail	Transaction.	
32	Demande d'augmentation de salaire et réglementation du travail .....	.....	
33	Demande de renvoi d'un contremaître	Transaction.	Intervention du préfet.
34	Demande de réintégration d'une ouvrière	Echec.	
35	Demande de renvoi d'un contremaître	Echec.	
36	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail	Réussite.	
37	Demande de diminution du prix de location de l'équipage	Echec.	
38	Réduction de salaire .....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
22 janv...		Lyon.....	Rhône.....	Tanneurs-corroyeurs.....	1	.....	39
25 janv...		Morez.....	Jura.....	Fondeurs (cuivre).....	1	.....	40
24 janv...	30 janv...	Vienne.....	Isère.....	Boulangers.....		45	41
24 janv...		Bagnères-de-Bi- gorre.....	Hautes-Pyrénées..	Polisseurs de marbre.....	1	30	42
25 janv...	28 janv...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Maréchaux-ferrants.....		50	43
28 janv...	30 janv...	Albi.....	Tarn.....	Chapeliers.....	1	24	44
29 janv...	31 janv...	Onnaing.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	90	45
29 janv...	1 ^{er} février.	Paris.....	Seine.....	Employés du Métropolitain.....	1	1,050	46
30 janv...		Ezy.....	Eure.....	Peigniers.....	1	75	47
30 janv...		Toulon.....	Var.....	Cochers.....		.....	48
30 janv...		Paris.....	Seine.....	Laveurs et palefreniers.....	1	.....	49
30 janv...	1 ^{er} février.	Pantin.....	Seine.....	Allumettiers.....	1	200	50
31 janv...		Rouairoux.....	Tarn.....	Corroyeurs.....	1	6	51

GRÈVES COMMENCÉES:

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

8 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en janvier, à la Direction du travail :

1^o Grève d'ouvriers fileurs à Cantignous. Verreries-de-Moussans. — Le 10 janvier, 7 ouvriers fileurs de l'usine de M. Houard, à Cantignous (Hérault), se mettaient en grève à la suite du renvoi d'un de leurs camarades. Cet ouvrier, payé au mois, réclamait le remboursement de la retenue pour la prime d'assurance, ainsi que le payement régulier des salaires et, s'étant exprimé d'une façon jugée inconvenante par les patrons, il fut congédié par ceux-ci.

Les ouvriers ont alors sollicité l'intervention du juge de paix de Saint-Pons, qui convoquait les parties en comité de conciliation le 18 janvier. Les patrons exposèrent que le ton employé par l'ouvrier les avait déterminés à le congédier. Les ouvriers déclarèrent, de leur côté, que la cause du renvoi de leur camarade était sa demande de remboursement de primes.

L'accord se fit sur la proposition suivante :

« L'ouvrier congédié sera réintégré à l'usine, mais pour une durée de deux mois seulement, et, au bout de ce temps, devra se retirer de lui-même sans qu'il soit besoin à M. Houard de lui signifier son congé. »

Le travail reprit le lendemain 19 janvier.

2^o, 3^o et 4^o Dans les grèves des mineurs de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), des mouleurs de Vigne-aux-Bois (Ardennes), des fondeurs de Morez (Jura), un comité de conciliation a été constitué, mais l'entente n'a pu s'y faire.

RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JANVIER 1901. (Suite.)			
39	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.....		
40	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....		
41	Demande de suppression du portage de pain le dimanche et d'amélioration du logement.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
42	Réduction du salaire.....		
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
45	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Echec.	
46	Demande d'augmentation de salaire, de commissionnement du personnel.....	Transaction.	
47	Réduction de salaire.....		
48	Protestation contre le règlement municipal sur la circulation des voitures.....		
49	Excès de sévérité de la part d'un piqueur.....		
50	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Echec.	
51	Question de discipline intérieure.....		

5°, 6° et 7° Dans les grèves des *ouvriers de la fabrique de produits chimiques de Honfleur (Calvados)*, des *tisseurs de Tarare (Rhône)* et des *fileuses de Monoblet (Gard)*, les patrons ont refusé de se prêter à la conciliation.

8° **Grève d'ouvriers boulangers à Vienne.** — Les ouvriers boulangers de Vienne (Isère) avaient présenté à la chambre syndicale des patrons les réclamations suivantes : 1° suppression du portage du pain le dimanche et jours fériés; 2° amélioration du logement et du couchage; 3° réglementation de la huitaine.

Les premiers pourparlers n'ayant pas abouti, les ouvriers, au nombre de 45, se mirent en grève le 24. Le juge de paix, avisé du conflit, réunit, le 3 février, les délégués des ouvriers et ceux des patrons. L'accord s'établit rapidement sur la fixation à trois jours du délai de prévenance, et à 9 francs de l'indemnité en cas de résiliation brusque du contrat. La question du logement a été réservée et celle du portage du pain a été subordonnée à la décision à intervenir, à Lyon, sur le même sujet; mais il est entendu que le portage du pain, les jours fériés, serait diminué dans la mesure du possible. Les ouvriers, dont le plus grand nombre avaient déjà repris le travail, ont accepté ces propositions.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS ET LES BOURSES DU TRAVAIL EN 1899.

[D'après les renseignements extraits de l'*Annuaire des syndicats professionnels pour 1899*, publié par la Direction du travail au Ministère du Commerce et de l'Industrie.]

Au 31 décembre 1899, le nombre total des syndicats légalement constitués était

de 7.081, soit 756 de plus qu'au 31 décembre 1898. Ces syndicats comprenaient 1.192.260 membres, soit 94.947 de moins qu'au 31 décembre précédent.

On comptait au 31 décembre 1899 :

2.157 syndicats patronaux avec.....	158.300 membres.
2.685 syndicats ouvriers avec.....	492.647
170 syndicats mixtes avec.....	28.519
2.069 syndicats agricoles.....	512.794

et au 31 décembre 1898 :

965 syndicats patronaux avec.....	151.624 membres.
2.361 syndicats ouvriers avec.....	419.761
175 syndicats mixtes avec.....	34.236
1.824 syndicats agricoles avec.....	491.692

Les départements dans lesquels existent le plus grand nombre de syndicats patronaux d'industrie sont les suivants :

Seine, 494; Nord, 99; Rhône, 96; Bouches-du-Rhône, 93; Gironde, 86; Seine-Inférieure, 67; Loire-Inférieure, 48; Haute-Garonne, 46; Isère, 44; Seine-et-Oise, 43; Loire, 39, etc.

Pour les syndicats ouvriers d'industrie, ce sont les suivants :

Seine, 480; Rhône, 157; Bouches-du-Rhône, 129; Nord, 109; Gironde, 92; Loire, 86; Loire-Inférieure, 75; Maine-et-Loire, 66; Hérault, 63; Allier, 61; Seine-Inférieure, 60; Haute-Garonne, 58; Isère, 56; Cher, 55; Haute-Vienne, 48; Saône-et-Loire, 45; Alger, 35, etc.

Les départements dans lesquels se trouvent le plus grand nombre de syndiqués appartenant aux diverses catégories de syndicats sont les suivants :

SYNDICATS PATRONAUX.	SYNDICATS OUVRIERS.	SYNDICATS MIXTES.	SYNDICATS AGRICOLÉS.
Seine..... 71.411	Seine..... 196.150	Nord..... 8.286	Sarthe..... 20.480
Rhône..... 9.715	Pas-de-Calais.. 39.743	Seine..... 5.207	Seine..... 20.341
Nord..... 6.849	Nord..... 31.377	Rhône..... 2.551	Charente-Infér* 14.787
Gironde..... 6.467	Saône-et-Loire 26.287	Finistère..... 1.141	Rhône..... 14.164
Bouches-du- Rhône..... 5.883	Loire..... 17.538	Ille-et-Vilaine 1.105	Marne..... 13.613
Seine-Inférieure 3.302	Rhône..... 17.333	Marne..... 1.050	Indre-et-Loire.. 13.484
Seine-et-Oise.. 2.408	Bouches-du-Rh. 13.610	Loire-Inférieure 681	Saône-et-Loire.. 11.662
Meurthe-et-Mo- selle..... 2.363	Gironde..... 11.583	Mayenne..... 649	Vienne..... 11.424
Loire-Inférieure 2.237	Seine-Inférieure 8.605	Gironde..... 625	Charente..... 11.359
H ^{te} -Garonne... 2.175	Allier..... 6.531	Maine-et-Loire 608	Deux-Sèvres... 11.192
Isère..... 1.995	Maine-et-Loire 6.109	Bouches-du-Rhône 600	Loiret..... 10.526
Loire..... 1.935	Loire-Inférieure 5.844	Allier..... 590	Isère..... 10.343
Côte-d'Or..... 1.469	Isère..... 5.168		Maine-et-Loire 10.034
Drôme..... 1.455			Doubs..... 10.020
Marne..... 1.363			Vosges..... 9.862
Finistère..... 1.344			Gironde..... 9.550
Ille-et-Vilaine 1.334			Basses-Pyrénées 9.403
Somme..... 1.228			Yonne..... 9.386
Indre-et-Loire 1.178			Loir-et-Cher... 9.197
Alpes-Maritimes 1.122			Ain..... 9.164
Cavados..... 1.115			Drôme..... 8.710
			Indre..... 8.443
			Côte-d'Or..... 8.395
			Loire-Inférieure 8.180
			Orne..... 8.174
			Vaucluse..... 8.047
			Puy-de-Dôme... 7.532

Le nombre de femmes adhérentes aux syndicats, au 31 décembre 1899, est de 42.984, savoir :

DÉSIGNATION DES SYNDICATS.	NOMBRE d'adhérentes.
Syndicats patronaux.....	2.940
Syndicats ouvriers.....	30.975
Syndicats mixtes.....	4.791
Syndicats agricoles.....	4.278

Les départements comptant plus de 1.000 ouvrières syndiquées sont

Seine (10.940), Bouches-du-Rhône (1.695), Nord (1.601), Saône-et-Loire (1.495), Seine-Inférieure (1.221), Isère (1.209), Indre (1.197).

Unions de syndicats. — En 1884, on ne comptait que 20 unions de syndicats professionnels. Au 31 décembre 1899, on en comptait 173.

Voici la classification de ces unions au 31 décembre 1899 et au 31 décembre 1898 :

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES D'UNIONS.	NOMBRES					
	en 1898,			en 1899,		
	d'unions.	de syndicats groupés par les unions.	de membres appartenant aux syndicats unis.	d'unions.	de syndicats groupés par les unions.	de membres appartenant aux syndicats unis.
Unions de syndicats patronaux...	49	915	96.585	54	927	105.557
Unions de syndicats ouvriers....	76	1.132	312.185	73	1.199	432.950
Unions de syndicats mixtes.....	11	49	4.343	11	49	3.331
Unions de syndicats agricoles....	34	1.192	466.529	35	1.326	487.145
TOTAUX.....	170	3.288	879.642	173	3.501	1.028.983

Institutions et créations diverses de syndicats. — Le nombre des institutions créées par les syndicats et unions de syndicats a continué de se développer et est passé de 3.604 en 1898 à 4.385 en 1899. On en trouvera la liste dans le tableau suivant :

TABLEAUX DES INSTITUTIONS ET CRÉATIONS DIVERSES DES SYNDICATS EXISTANT EN FRANCE AU 1^{er} JANVIER 1900.

NATURE DES INSTITUTIONS OU CRÉATIONS.	NATURE DES SYNDICATS FONDATEURS.				UNION DES SYNDICATS.				TOTAL des CRÉATIONS.
	Industriels et commerciaux.			Syndi- cats agricoles	Industriels et commerciaux.			Syndi- cats agricoles	
	Patro- naux.	Ou- vriers.	Mixtes.		Patro- naux.	Ou- vriers.	Mixtes.		
Bureaux ou offices de placement.....	137	653	27	34	4	6	3	"	864
Bibliothèques professionnelles.....	100	598	13	91	7	9	2	2	822
Caisse de secours mutuels.....	35	298	40	31	1	3	2	"	400
Secours divers.....	11	108	4	1	"	"	"	"	124
Caisse de chômage.....	2	370	2	"	"	2	"	"	376
Secours de route.....	12	396	1	1	"	1	"	"	411
Cours et écoles professionnelles, conférences.....	53	274	11	78	1	2	"	"	419
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	26	1	"	32	"	"	"	2	61
Caisse de retraites.....	12	42	6	1	"	1	"	"	62
Caisse de crédit mutuel.....	1	13	6	70	"	1	"	2	93
Sociétés d'assurances contre la mortalité des bestiaux.....	4	"	"	110	"	"	"	"	114
Sociétés d'assurances contre la grêle ou l'incendie.....	3	"	"	3	1	"	"	"	7
Sociétés d'assurances contre les accidents.....	8	1	"	"	"	"	"	"	9
Sociétés coopératives de consommation, économats.....	3	29	8	19	"	1	2	1	63
Sociétés coopératives de production.....	2	10	1	8	"	2	"	"	23
Concours professionnels et expositions.....	11	10	"	15	"	"	"	1	37
Champs d'expériences, pépinières.....	2	"	"	123	"	"	"	1	126
Publications diverses (bulletin, journal, annuaire).....	152	49	1	133	15	13	1	10	374
TOTAUX.....	564	2.852	120	750	29	41	10	19	4.385

Profession des syndiqués. — Voici l'état comparatif du nombre des syndicats industriels et commerciaux par groupes professionnels au 31 décembre 1899 (1).

ÉTAT COMPARATIF DU NOMBRE DES SYNDICATS PAR GROUPES PROFESSIONNELS
AU 31 DÉCEMBRE 1899.

NOM- MÉROS de la classifi- cation du recen- sement profes- sionnel de 1896.	DÉSIGNATION DES GROUPES PROFESSIONNELS.	NOMBRE de SYNDICATS.			NOMBRE de SYNDIQUÉS.		
		PATRO-	OU-	MIXTES.	PATRO-	OU-	MIXTES.
		NAUX.	VRIERS.		NAUX.	VRIERS.	
oo	Sans profession.....	"	1	"	"	41	"
1	Pêche.....	18	8	10	1,782	1,449	1,417
2 A	Forêts.....	2	35	"	47	3,808	"
2 B	Culture, élevage.....	62	34	9	12,590	3,217	3,604
3 A	Mines et minières.....	2	60	1	64	40,796	587
3 B	Carrières.....	5	18	1	72	2,481	300
4 A	Industries mal désignées.....	"	19	3	"	3,681	90
4 B	Industries de l'alimentation.....	304	82	"	23,998	6,173	"
4 C	Industries chimiques.....	23	9	"	1,225	7,865	"
4 D	Papier, carton, caoutchouc.....	8	12	1	806	618	260
4 E	Industries du livre.....	29	173	7	1,553	12,754	240
4 F	Industries textiles proprement dites.....	39	161	14	2,778	33,970	12,163
4 G	Travail des étoffes, vêtements.....	53	126	34	3,290	8,801	4,452
4 H	Travail des pailles, plumes et crins.....	4	8	1	153	1,479	40
4 I	Cuir et peaux.....	46	166	5	1,956	18,792	257
4 J	Industries du bois.....	75	311	3	3,150	21,469	188
4 K	Métallurgie.....	12	82	6	577	14,015	514
4 L	Travail du fer, de l'acier, des métaux divers.....	88	226	8	4,006	23,510	543
4 M	Travail des métaux fins.....	9	12	"	809	967	"
4 N	Taille de pierres précieuses.....	"	3	"	"	550	"
4 P	Taille et polissage des pierres.....	9	95	"	384	7,728	"
4 Q	Terrassements, constructions en pierres.....	114	253	24	8,445	20,429	2,170
4 R	Travail des pierres et terres au feu.....	19	55	2	841	6,714	270
5 A	Manutention.....	1	42	"	14	2,958	"
5 B	Transport.....	57	64	9	4,775	93,490	2,436
6 A	Commerces divers.....	567	160	29	55,412	34,302	2,682
6 B	Commerce forain, spectacles, agences.....	17	5	1	1,418	256	300
6 C	Banque et assurances.....	67	1	"	1,796	666	"
7	Professions libérales.....	302	41	6	18,395	3,886	1,693
8 A	Soins personnels.....	29	23	3	2,023	4,912	94
8 B	Service domestique.....	"	7	"	"	7,874	"
9 A	Services de l'Etat ou des communes.....	"	33	"	"	7,683	"
9 B	Industries exercées par l'Etat ou les communes.....	"	64	"	"	14,235	"

On trouvera ci-après un tableau des Bourses du travail en activité au 31 décembre 1899. Le texte qui s'y rapporte se trouve pages 122 et 123.

(1) Ces groupes sont les mêmes que ceux qui ont été adoptés pour le recensement professionnel de 1896. Les totaux des colonnes diffèrent légèrement de ceux donnés à la page 116, parce que ces derniers ont été corrigés d'après les derniers renseignements reçus et depuis l'établissement de la décomposition ci-dessus.

TABLEAU GÉNÉRAL DES BOURS

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	FRAIS D'INSTALLATION supportés par les budgets municipaux.	SUBVENTION ANNUELLE		SYNDICATS ADHÉRENTS		DIFFÉ- RENCES	
				municipale.	départementale.	en 1898.	en 1898.	en plus.	en moins.
			francs.	francs.	francs.				
ALLIER.....	Commentry.....	1896.....	"	300	"	2	2	"	
ALPES-MARITIMES....	Nice.....	1893.....	9.400	"	"	28	24	"	
AUDE.....	Carcassonne.....	1892.....	2.000	2.625	200	8	8	"	
	Narbonne.....	1896.....	"	"	"	6	0	"	
BOUCHES-DU-RHÔNE...	Aix.....	1896.....	500	1.200	900	6	8	2	
	Marseille.....	1888.....	33.000	11.500	6.700	77	88	11	
CHARENTE.....	Angoulême.....	1893.....	1.000	2.500	1.000	13	12	"	
	Cognac.....	1892.....	"	1.200	500	10	10	"	
CHER.....	Bourges.....	1897.....	1.000	2.000	1.000	17	20	3	
	Vierzon-ville.....	1898.....	"	810	400	9	13	4	
CORRÈZE.....	Tulle.....	1899.....	1.147	1.000	"	"	10	10	
CÔTE-D'OR.....	Dijon.....	1893.....	"	4.000	1.000	23	25	2	
DORDOGNE.....	Périgueux.....	1898.....	300	1.500	500	15	13	"	
DOUBS.....	Besançon.....	1894.....	"	3.000	300	19	20	1	
DRÔME.....	Valence.....	1896.....	150	1.000	500	7	10	3	
GARD.....	Nîmes.....	1887.....	27.138	3.000	1.000	9	10	1	
GARONNE (HAUTE-)...	Toulouse.....	1890.....	15.600	10.820	500	53	56	3	
GIRONDE.....	Bordeaux.....	1890.....	16.000	6.000	"	52	53	1	
HÉRAULT.....	Béziers.....	1891.....	4.000	3.550	1.000	18	19	1	
	Montpellier.....	1891.....	4.635	6.020	1.600	16	20	4	
ILLE-ET-VILAINE.....	Rennes.....	1893.....	1.270	2.500	300	19	24	5	
INDRE-ET-LOIRE.....	Tours.....	1891.....	1.000	4.300	500	17	21	4	
ISÈRE.....	Grenoble.....	1893.....	4.000	2.600	"	22	25	3	
	Voiron.....	1898.....	"	100	"	6	8	2	
JURA.....	Lons-le-Saunier.....	1900.....	"	"	"	"	5	5	
LOIR-ET-CHER.....	Blois.....	1898.....	2.400	"	"	10	8	"	
LOIRE.....	Roanne.....	1899.....	"	"	"	"	7	7	
	Saint-Étienne.....	1888.....	13.000	25.715	"	30	35	5	
LOIRE (HAUTE-)...	Le Puy.....	1892.....	1.500	300	"	5	6	1	
	Sainte-Florine.....	1897.....	"	"	"	3	3	"	
LOIRE-INFÉRIEURE...	Nantes.....	1893.....	5.000	7.100	"	47	49	2	
	Saint-Nazaire.....	1892.....	"	1.490	"	12	13	1	
LOIRET.....	Orléans.....	1899.....	"	1.000	"	"	16	16	
LOT-ET-GARONNE....	Agen.....	1900.....	"	"	"	"	8	8	
	Villeneuve-sur-Lot.....	1892.....	100	200	"	5	4	"	
MAINE-ET-LOIRE....	Angers.....	1892.....	1.300	3.200	"	26	28	2	
	Cholet.....	1891.....	400	900	"	5	11	6	
	Saumur.....	1893.....	500	1.200	"	11	11	"	
MARNE (HAUTE-)...	Chaumont.....	1893.....	"	"	"	6	4	"	
NIEVRE.....	Nevers.....	1895.....	600	800	500	12	14	2	
PAS-DE-CALAIS.....	Boulogne-sur-Mer.....	1892.....	1.000	1.200	"	13	14	1	
PUY-DE-DÔME.....	Clermont-Ferrand.....	1898.....	"	1.200	1.150	13	17	4	
PYRÉNÉES-ORIENTALES	Perpignan.....	1893.....	900	"	"	11	14	3	
RHIN (HAUT-)...	Belfort.....	1899.....	"	3.500	"	"	15	15	
RHÔNE.....	Lyon.....	1891.....	35.524	8.000	"	68	91	23	
SAÛNE-ET-LOIRE....	Chalon-sur-Saône.....	1895.....	"	500	"	4	5	1	
SARTHE.....	Le Mans.....	1895.....	15.900	3.500	"	20	18	"	
	Boulogne-sur-Seine.....	1893.....	"	"	"	8	8	"	
SEINE.....	Clichy.....	1894.....	"	"	"	6	6	"	
	Issy-les-Moulineux.....	1895.....	"	"	"	4	1	"	
	Paris.....	1887.....	2,872,372	282.500	"	201	238	37	
	Elbeuf.....	1899.....	2.675	1.630	200	"	5	5	
SEINE-INFÉRIEURE...	Le Havre.....	1898.....	"	4.500	"	13	19	6	
	Rouen.....	1897.....	"	3.000	"	19	21	2	

DU TRAVAIL EN 1899.

EFFECTIF DES SYNDICATS adhérents.		DIFFÉRENCES.		PLACEMENTS EN 1899				OBSERVATIONS.
en 1898.	en 1899.	en plus.	en moins.	Demandes.	Offres.	Effectués		
						à demeure.	en extra.	
598	417	"	181	12	3	"	"	
4.478	2.423	"	2.055	3.690	"	898	786	
276	311	35	"	1.361	1.239	764	17	
275	"	"	275	672	448	173	283	
275	323	48	"	1.035	528	462	"	
9.970	10.868	898	"	10.970	9.396	9.236	10.734	
647	615	"	32	240	144	120	"	
215	226	61	"	1.199	539	364	"	
1.178	1.560	382	"	882	402	375	"	
1.082	1.178	96	"	336	219	200	9	
"	281	281	"	"	"	"	"	
1.805	2.668	883	"	1.836	1.104	491	613	
619	316	"	303	"	"	"	"	
1.286	1.095	"	191	1.250	752	390	28	
196	441	245	"	2.916	1.063	690	"	
248	381	133	"	697	615	478	"	
4.330	5.662	1.332	"	2.637	1.538	1.263	"	
6.096	5.651	"	445	4.380	1.218	685	454	
837	844	7	"	3.465	3.200	2.629	263	
910	920	10	"	3.629	1.836	1.723	17	
2.644	1.735	"	909	4.327	2.310	1.841	"	
2.274	2.035	"	219	4.210	2.528	2.338	"	
4.500	2.061	"	2.439	"	"	"	"	
367	454	87	"	139	86	23	81	
"	213	213	"	"	"	"	"	
896	1.220	333	"	1.239	726	"	544	
"	320	320	"	"	"	"	"	
3.143	7.857	4.714	"	"	"	"	"	
615	196	"	419	"	"	"	"	
211	627	416	"	"	"	"	"	
2.646	4.147	1.501	"	4.389	2.683	1.832	261	
1.350	1.772	422	"	540	214	112	95	
"	1.066	1.066	"	231	212	75	137	
"	243	243	"	"	"	"	"	
59	418	359	"	"	"	"	"	
1.770	2.048	278	"	2.409	1.226	1.180	"	
2.224	2.291	67	"	522	314	234	53	
221	451	230	"	650	500	360	45	
765	532	"	233	"	"	"	"	
2.483	523	"	1.660	48	24	14	"	
2.144	1.027	"	1.117	3.408	1.214	987	"	
688	983	295	"	3.702	1.359	1.228	89	
407	495	88	"	"	"	"	"	
"	3.879	3.879	"	623	322	104	95	
9.051	9.820	769	"	"	"	"	"	
145	236	91	"	190	128	3	125	
1.392	1.003	"	389	956	598	414	"	
605	605	"	"	"	"	"	"	
"	764	764	"	"	"	"	"	
550	500	"	50	"	"	"	"	
67.462	132.939	65.477	"	"	"	21.485	21.188	
"	1.227	1.227	"	718	293	278	15	
2.708	3.196	488	"	1.436	450	315	"	
1.580	2.895	1.315	"	1.790	"	746	2.280	

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	FRAIS D'INSTALLATION supportés par les budgets municipaux.	SUBVENTION ANNUELLE		SYNDICATS ADHÉRENTS		DIFFÉ- RENCES	
				municipale.	départementale.	en 1898.	en 1899.	en plus.	en moins.
			fr.	francs.	francs.				
SEINE-ET-OISE.....	Versailles.....	1896....	"	500	"	13	12	"	1
SEVRES (DEUX-).....	Niort.....	1895....	"	1.000	"	17	17	"	"
SOMME.....	Amiens.....	1896....	"	"	"	11	13	2	"
TARN.....	Albi.....	1899....	"	700	"	"	6	6	"
VAR.....	Toulon.....	1889....	534	"	"	16	29	13	"
VIENNE.....	Poitiers.....	1899....	"	1.500	100	"	10	10	"
VIENNE (HAUTE-)...	Limoges.....	1896....	16.000	6.000	"	34	28	"	6
	Alger.....	1892....	4.500	5.150	1.000	23	25	2	"
ALGERIE.....	Constantine.....	1897....	"	3.000	"	10	8	"	2
	Oran.....	1892....	"	1.000	2.500	8	9	1	"
	Mustapha.....	1899....	3.880	3.880	500	"	7	7	"
	TOTAUX.....		3,100,325	445,980	23.250	1.136	1.350	243	29

Bourses du travail. — Pour terminer cette revue générale des institutions dérivées de la loi du 21 mars 1884, il reste à parler des Bourses du travail.

Au 31 décembre 1898, il existait en France et en Algérie 55 Bourses en activité, renfermant 1.136 syndicats et 159.284 membres. Au 31 décembre 1899, on comptait 65 Bourses en activité avec 1.350 syndicats adhérents et 239.449 syndiqués. Les 65 Bourses existantes en 1899 sont énumérées ci-après, avec leurs dates de fondation.

En 1887.....	2	Paris, Nîmes ;
En 1888.....	2	Marseille, Saint-Étienne ;
En 1889.....	1	Toulon ;
En 1890.....	3	Toulouse, Bordeaux (2) ;
En 1891.....	5	Montpellier, Tours, Cholet, Lyon, Béziers ;
En 1892.....	8	Cognac, Saint-Nazaire, Villeneuve-sur-Lot, Angers, Boulogne-sur-Mer, Alger, Carcassonne, Oran ;
En 1893.....	10	Nice, Angoulême, Rennes, Saumur, Chaumont, Boulogne-sur-Seine, Dijon, Nantes, Grenoble, Perpignan ;
En 1894 (1 ^{er} juillet).....	2	Clichy, Besançon ;
En 1895 (1 ^{er} juillet).....	5	Le Mans, Issy-les-Moulineaux, Nevers, Chalon-sur-Saône, Niort ;
En 1896.....	7	Commentry, Narbonne (indépendante), Aix, Valence, Versailles, Amiens, Limoges ;
En 1897 (31 déc.).....	4	Sainte-Florine (Haute-Loire), Constantine, Rouen, Bourges.
En 1898 (31 déc.).....	6	Vierzon (Cher), Périgueux, Voiron (Isère), Blois, Clermont-Ferrand, le Havre.
En 1899.....	8	Tulle, Roanne, Orléans, Belfort, Elbeuf, Albi, Poitiers, Mustapha (Algérie).
En 1900.....	2	Lons-le-Saunier, Agen.

Les Bourses du travail ne sont pas de simples offices de placement ; elles servent aussi de siège social à des unions de syndicats ouvriers qui se proposent : d'un côté, de défendre et de faire triompher tous les intérêts qui leur sont communs ; de

EFFECTIF DES SYNDICATS adhérents.		DIFFÉRENCES.		PLACEMENTS en 1899				OBSERVATIONS.
en 1898.	en 1899.	en plus.	en moins.	Demandes.	Offres.	Effectués		
						à demeure.	en extra.	
451	347	"	104	148	163	91	"	
1.075	713	"	362	182	168	24	97	
2.292	2.330	38	"	"	"	"	"	
"	553	553	"	112	57	52	"	
554	2.521	1.967	"	"	"	"	"	
"	557	557	"	254	129	116	8	
3.981	2.908	"	1.073	"	"	"	"	
1.776	2.189	413	"	"	"	"	"	
554	202	"	262	"	"	"	"	
380	523	143	"	1.260	1.090	911	29	
"	159	159	"	895	504	272	272	
159.284	239.449	92.883	12.718	75.575	41.482	55.096	48.618	

l'autre, d'organiser des réunions, des conférences, des publications et des bibliothèques. Plusieurs Bourses ont fondé des cours professionnels et des caisses de secours pour les ouvriers de passage.

Les 65 Bourses du travail existantes sont encouragées par les municipalités, qui ont dépensé pour les établir 3.100.326 francs et qui leur accordent annuellement 445.980 francs de subventions; les départements leur allouent, d'autre part, 23.250 francs chaque année.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

D'APRÈS LES ORDONNANCES ET LES JUGEMENTS RENDUS

EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

PÉRIODE DU 1^{er} JUILLET AU 30 SEPTEMBRE 1900 (1).

Les ordonnances et jugements rendus par les tribunaux de première instance, en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, pendant le troisième trimestre de l'année 1900, s'élèvent au nombre de 1.634 (1.154 et 1.449 pendant les premier et deuxième trimestres).

Ce total comprend : 346 affaires relatives à des cas de mort, 29 à des cas d'incapacité permanente et absolue, et 1.259 à des cas d'incapacité permanente et partielle.

Les trois tableaux ci-après font connaître la répartition des cas : 1° par cour d'appel, 2° par département, 3° par branche d'industrie.

I. — Tableau récapitulatif des accidents par Cour d'appel.

DÉSIGNATION	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS DE MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE, POUR LES CAS DE MORT.		
	Hommes.		Femmes		TOTAL.		totale.	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des ascendantes.
	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
DES COURS D'APPEL.											
AGEN.....	•	11	•	•	11	3	•	8	3	2	•
AIX.....	1	40	•	3	44	10	•	34	6	6	1
AMIENS.....	3	47	•	•	50	16	1	33	14	32	2
ANGERS.....	•	21	•	3	24	15	•	9	11	14	3
BASTIA.....	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
BESANÇON.....	•	35	•	1	36	4	2	30	3	4	1
BORDEAUX.....	2	33	•	1	36	8	3	25	4	4	5
BOURGES.....	•	15	•	1	16	3	•	13	2	•	2
CAEN.....	1	25	•	•	26	11	1	14	8	11	2
CHAMBÉRY.....	•	13	•	•	13	1	2	10	1	2	•
DIJON.....	3	45	•	•	48	11	3	34	10	12	•
DOUAI.....	12	214	4	17	247	43	3	201	38	81	6
GRENOBLE.....	•	47	1	2	50	14	•	36	8	10	2
LIMOGES.....	•	16	•	2	18	8	•	10	4	10	2
LYON.....	2	163	1	4	170	27	•	143	23	32	1
MONTPELLIER.....	•	41	•	•	41	13	1	27	11	14	2
NANCY.....	6	93	1	3	103	18	2	83	11	16	8
NIMES.....	•	18	•	•	18	4	•	14	2	11	•
ORLÉANS.....	2	23	•	•	25	11	•	14	8	21	2
PARIS.....	9	352	•	10	371	55	5	311	46	66	7
PAU.....	•	18	•	•	18	2	•	16	2	1	•
POITIERS.....	•	19	•	1	20	9	•	11	7	19	2
RENNES.....	9	97	1	3	110	31	3	76	25	38	5
RIOM.....	1	33	•	•	34	6	1	27	6	4	•
ROUEN.....	2	77	•	4	83	18	1	64	17	31	3
TOULOUSE.....	•	20	•	2	22	5	1	16	3	3	2
TOTAL.....	53	1.516	8	57	1.634	346	29	1.259	271	444	58

(1) Voir dans les *Bulletins* n° 8 (août 1900) et n° 10 (octobre 1900) les statistiques relatives aux deux premiers trimestres 1900.

II. — Tableau récapitulatif des accidents par département.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS DE MORT.	CAS		NOMBRE,		
								D'INCAPACITÉ permanente		pour LES CAS DE MORT.		
		Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des ascendants.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
1	AIN.....	"	12	"	"	12	4	"	8	3	12	"
2	AINSE.....	2	24	"	"	26	7	1	18	6	12	"
3	ALLIER.....	"	12	"	"	12	2	"	10	2	"	"
4	ALPES (BASSES-).....	"	2	"	"	2	1	"	1	"	2	"
5	ALPES (HAUTES-).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
6	ALPES-MARITIMES.....	"	11	"	1	12	1	"	11	"	"	1
7	ARDÈCHE.....	"	3	"	"	3	1	"	2	"	2	"
8	ARDENNES.....	3	7	"	"	10	2	2	6	1	1	2
9	ARIÈGE.....	"	2	"	"	2	1	"	1	"	"	2
10	AUBE.....	2	5	"	1	8	1	"	7	1	1	"
11	AUDE.....	"	10	"	"	10	1	"	9	1	"	"
12	AVEYRON.....	"	8	"	"	8	1	1	6	1	1	"
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.....	1	24	"	1	26	6	"	20	4	4	"
14	CALVADOS.....	1	15	"	"	16	6	1	9	6	8	"
15	CANTAL.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
16	CHARENTE.....	2	6	"	"	8	2	"	6	2	"	4
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.....	"	5	"	"	5	2	"	3	2	2	"
18	CHER.....	"	5	"	1	6	1	"	5	1	"	"
19	CORRÈZE.....	"	7	"	1	8	4	"	4	1	3	"
20	CORSE.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
21	CÔTE-D'OR.....	"	8	"	"	8	3	1	4	3	6	"
22	CÔTES-DU-NORD.....	1	15	"	"	16	5	"	11	4	11	"
23	CREUSE.....	"	1	"	"	1	"	"	1	"	"	"
24	DORDOGNE.....	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"
25	DOUBS.....	"	11	"	1	12	2	"	10	1	4	1
26	DRÔME.....	"	10	"	"	10	2	"	8	1	1	2
27	EURE.....	"	15	"	"	15	4	"	11	4	11	"
28	EURE-ET-LOIR.....	"	6	"	"	6	1	"	5	1	1	"
29	FINISTÈRE.....	"	8	"	"	8	5	"	3	4	7	1
30	GARD.....	"	10	"	"	10	3	"	7	2	9	"
31	GARONNE (HAUTE-).....	"	6	"	1	7	1	1	5	1	"	"
32	GERS.....	"	5	"	"	5	2	"	3	2	2	"
33	GIRONDE.....	"	25	"	1	26	6	3	17	2	4	1
34	HÉRAULT.....	"	19	"	"	19	7	"	12	5	6	2
35	ILLE-ET-VILAINE.....	1	9	"	"	10	5	1	4	4	4	1
36	INDRE.....	"	4	"	"	4	"	"	4	"	"	"
37	INDRE-ET-LOIRE.....	"	7	"	"	7	4	"	3	3	12	1
38	ISÈRE.....	"	37	1	2	40	12	"	28	7	9	"
39	JURA.....	"	12	"	"	12	1	2	9	1	"	"
40	LANDES.....	"	5	"	"	5	1	"	4	1	1	"
41	LOIR-ET-CHER.....	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"
42	LOIRE.....	"	90	1	2	93	16	"	77	13	17	1
43	LOIRE (HAUTE-).....	"	10	"	"	10	3	1	6	3	4	"

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS DE MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE, pour LES CAS DE MORT,		
		Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des ascendants.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
44	LOIRE-INFÉRIEURE	5	51	1	2	59	11	1	47	8	13	2
45	LOIRET	2	14	"	"	16	7	"	9	5	9	1
46	LOT	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"
47	LOT-ET-GARONNE	"	4	"	"	4	1	"	3	1	"	"
48	LOZÈRE	"	3	"	"	3	"	"	3	"	"	"
49	MAINE-ET-LOIRE	"	11	"	2	13	8	"	5	7	10	1
50	MANCHE	"	4	"	"	4	2	"	2	1	1	2
51	MARNE	"	10	"	2	12	6	2	4	6	5	"
52	MARNE (HAUTE-)	1	8	"	"	9	"	"	9	"	"	"
53	MAYENNE	"	3	"	"	3	1	"	2	"	"	1
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	"	60	"	1	61	8	"	53	5	13	2
55	MEUSE	"	11	"	1	12	3	"	9	2	1	2
56	MORBHAN	2	14	"	1	17	5	1	11	5	3	1
57	NIÈVRE	"	6	"	"	6	2	"	4	1	"	2
58	NORD	8	164	4	17	193	23	2	168	20	40	3
59	OISE	"	13	"	"	13	4	"	9	4	5	"
60	ORNE	"	6	"	"	6	3	"	3	1	2	"
61	PAS-DE-CALAIS	4	50	"	"	54	20	1	33	18	41	3
62	PUT-DE-DÔME	1	11	"	"	12	1	"	11	1	"	"
63	PYRÉNÉES (BASSES-)	"	1	"	"	1	"	"	1	"	"	"
64	PYRÉNÉES (HAUTES-)	"	12	"	"	12	1	"	11	1	"	"
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES	"	4	"	"	4	4	"	"	4	7	"
66	RHIN (HAUT-) [BELFORT]	"	5	"	"	5	"	"	5	"	"	"
67	RHÔNE	2	61	"	2	65	7	"	58	7	3	"
68	SAÔNE (HAUTE-)	"	7	"	"	7	1	"	6	1	"	"
69	SAÔNE-ET-LOIRE	2	29	"	"	31	8	2	21	7	6	"
70	SARTHE	"	7	"	1	8	6	"	2	4	4	1
71	SAVOIE	"	9	"	"	9	1	1	7	1	2	"
72	SAVOIE (HAUTE-)	"	4	"	"	4	"	1	3	"	"	"
73	SEINE	5	267	"	7	279	30	"	249	25	36	6
74	SEINE-INFÉRIEURE	2	62	"	4	68	14	1	53	13	20	3
75	SEINE-ET-MARNE	1	8	"	"	9	2	"	7	"	"	"
76	SEINE-ET-OISE	"	51	"	"	51	12	3	36	10	18	1
77	SÈVRES (DEUX-)	"	3	"	1	4	1	"	3	"	"	2
78	SOMME	1	10	"	"	11	5	"	6	4	15	2
79	TARN	"	9	"	"	9	3	"	6	2	3	"
80	TARN-ET-GARONNE	"	3	"	1	4	"	"	4	"	"	"
81	VAR	"	3	"	1	4	2	"	2	2	"	"
82	VAUCLUSE	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"
83	VENDÉE	"	9	"	"	9	4	"	5	4	13	"
84	VIENNE	"	2	"	"	2	2	"	"	1	4	"
85	VIENNE (HAUTE-)	"	8	"	1	9	4	"	5	3	7	2
86	VOSGES	3	15	1	1	20	5	"	15	3	1	2
87	YONNE	1	5	"	"	6	3	"	3	3	5	"
TOTAUX		53	1.516	8	57	1.634	346	29	1.259	271	444	58

III. — Tableau récapitulatif des accidents par branche d'industrie.

NUMÉROS DES GROUPE.	BRANCHES D'INDUSTRIE.	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS DE MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE, pour LES CAS DE MORT.		
		Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des ascendants.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
1	I. — AGRICULTURE ET FORÊTS.....	"	29	"	"	29	10	"	19	9	13	1
	II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES,											
2	a) Mines, minières et sa- lines.....	1	90	"	"	91	26	2	63	24	58	3
3	b) Carrieres.....	"	50	"	"	50	22	3	25	17	22	3
	III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
4	a) Meuneries et minoteries	"	38	"	"	38	12	1	25	10	16	2
5	b) Sucreries et raffineries.	1	12	"	"	13	3	1	9	2	6	1
6	c) Distilleries.....	"	7	"	1	8	3	1	4	3	3	"
7	d) Brasseries et malteries.	"	12	"	1	13	4	"	9	3	3	"
8	e) Autres industries de l'alimentation.....	"	6	"	1	7	1	"	6	"	"	"
	IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
9	a) Industries chimiques en général.....	2	28	"	2	32	7	1	24	5	8	4
10	b) Usines à gaz.....	"	9	"	"	9	3	"	6	3	1	"
11	c) Teinture, blanchi- ment, apprêt, net- toyage.....	"	12	"	3	15	"	"	15	"	"	"
	V. — PAPIER, CAOUTCHOUC, ETC.											
12	a) Caoutchouc et succé- danés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
13	b) Papier et carton.....	4	20	"	1	25	4	"	21	3	10	2
14	c) Industries du livre et industries polygraphi- ques.....	4	6	"	1	11	"	"	11	"	"	"
	VI. — TEXTILES.											
15	a) Industries textiles pro- prement dites.....	8	60	6	30	104	7	"	97	2	6	6
16	b) Travail des étoffes et vêtement.....	"	2	1	"	3	"	"	3	"	"	"
	VII. — CUIRS ET PEAUX.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux.....	"	8	"	1	9	3	"	6	3	3	"
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau.....	"	6	"	"	6	"	"	6	"	"	"
	VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
19	a) Travaux du bâtiment, charpente en bois, me- nuiserie.....	2	65	"	"	67	10	"	57	8	10	3
20	b) Autres gros ouvrages en bois.....	"	54	"	"	54	9	"	45	6	11	5
21	c) Ebénisterie et tablet- terie.....	"	14	"	1	15	"	"	15	"	"	"

III. — Tableau récapitulatif des accidents par branche d'industrie. (Suite et fin.)

NUMÉROS DES GROUPES.	BRANCHES D'INDUSTRIE.	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS DE MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE, pour LES CAS DE MORT.		
		Hommes		Femmes		TOTAL.		totale	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des ascendants.
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
IX. — MÉTAUX.												
22	a) Métallurgie du fer, de l'acier, ferronnerie . . .	8	127	1	1	137	14	"	123	9	16	4
23	b) Charpente en fer et serrurerie, ...	9	80	"	"	89	9	"	80	6	9	1
24	c) Chaudronnerie, fonderie de 1 ^{re} fusion et construction mécanique	6	97	"	3	106	9	3	94	8	3	"
25	d) Métallurgie, fonderie et travail des métaux ordinaires autres que le fer et l'acier	1	20	"	3	24	1	1	22	"	"	"
26	e) Mécanique fine.	"	7	"	"	7	1	1	5	1	"	"
27	f) Métaux précieux.	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"
X. — TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT.												
28	a) Distribu- tions ur- baines... { 1 ^{re} Électri- 2 ^{de} Autres distribu- tions...	"	8	"	"	8	3	"	5	2	1	"
29		"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
30	b) Autres entreprises de travaux publics et de bâtiment	4	290	"	"	294	67	6	221	52	80	7
XI. — TRAVAIL DES MINES ET DES TERRES AU FEU.												
31	a) Chauffournerie et briquetterie.	2	32	"	"	36	10	"	26	6	13	"
32	b) Céramique	"	4	"	1	5	"	"	5	"	"	"
33	c) Verrerie	"	14	"	1	15	1	"	14	1	1	"
XII. — MANUTENTION ET TRANSPORTS.												
34	a) Entreprise de chargement et déchargement. Entrepôts et magasins.	"	79	"	1	80	14	2	64	9	13	3
35	b) Transports par terre.	"	80	"	"	80	31	"	49	23	48	4
36	c) Transports par voie ferrée	"	134	"	3	137	60	7	70	55	88	9
37	d) Transports par eau.	"	7	"	1	8	"	"	8	"	"	"
XIII. — INDUSTRIES INSUFFISAMMENT DÉSIGNÉES.												
		1	5	"	1	7	2	"	5	1	2	"
	TOTAUX.	53	1,516	8	57	1,634	346	29	1,259	271	444	58

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1899.

Les versements, en 1899, ont été au nombre de 2.482.951 et se sont élevés à 46.913.775 francs y compris les versements opérés en vertu de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, appliquée à partir du 1^{er} juillet 1899. Les chiffres correspondants de 1899 avaient été de 2.284.224 versements représentant une valeur de 44.543.694 francs; c'est donc en faveur de 1899 une augmentation de 198.727 pour le nombre et de 2.370.081 francs pour le montant des versements.

Les versements, effectués en 1899 en vertu de la loi du 20 juillet 1886, se décomposent de la manière suivante :

	VERSEMENTS collectifs.		VERSEMENTS individuels.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes. francs.	Nombres.	Sommes. francs.	Nombres.	Sommes. francs.
Versements à capital aliéné.....	1.429.451	17.291.144	19.010	4.257.678	1.448.461	21.548.822
Versements à capital réservé.....	1.003.118	21.337.788	31.322	3.798.092	1.034.440	25.135.880
TOTAL.....	<u>2.432.569</u>	<u>38.628.932</u>	<u>50.332</u>	<u>8.055.770</u>	<u>2.482.901</u>	<u>46.684.702</u>

La comparaison des deux dernières années fait ressortir en faveur de 1899 une augmentation de 192.213 dans le nombre des versements pour le compte des collectivités et de 2.282.904 francs dans leur montant. Les versements individuels présentent, pour 1899, une augmentation de 6.364 pour le nombre et une diminution de 141.895 francs pour les sommes versées.

Quant aux versements à capital aliéné, effectués à partir du 1^{er} juillet 1899, en vertu de la loi du 9 avril 1898, ils sont au nombre de 50 pour un montant de 229.072 francs.

Comptes nouveaux. — Le nombre des comptes nouveaux ouverts en 1899 s'élève à 141.003, savoir :

10.318 comptes individuels, au lieu de 8.160 en 1898, soit en plus, 2.158;
130.597 comptes ouverts au nom de membres de collectivités, au lieu de 83.444 en 1898, soit, en plus, 47.153;
et 88 comptes en vertu de la loi du 9 avril 1898;

ENSEMBLE.. 141.003 comptes au lieu de 91.604, soit, en plus, 49.399.

Statistique des rentiers. — Les rentes en cours s'élevaient au 31 décembre 1899 à 237.090 pour un montant total de 34.892.854 francs. Elles se classent dans l'ordre ci-après au point de vue de l'importance des titres.

MONTANT DES RENTES.	NOMBRES DES RENTIERS.
2 à 50 francs.....	103.929
51 à 200 —	92.225
201 à 360 —	17.490
361 à 600 —	11.648
601 à 1.200 —	8.864
1.201 à 1.500 —	1.934

Les 237.090 rentiers ci-dessus désignés se divisent en 129.696 hommes pour 18.425.405 francs de rente et 107.394 femmes pour 16.467.449 francs de rente.

JURISPRUDENCE.

Loi du 30 mars 1900. — Travail des ouvriers adultes dans les établissements à personnel mixte.

Les ouvriers adultes employés dans les établissements à personnel mixte sont au nombre des personnes qui doivent, aux termes de la loi du 30 mars 1900, être au repos, non seulement pendant le même nombre d'heures, mais « aux mêmes heures ».

Dans ces établissements, le travail doit commencer, s'interrompre et cesser aux mêmes heures pour tous.

LA COUR,

Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900 :

« Les articles 3, 4 et 11, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 3. — Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi ;

« Qu'aux termes de l'article 2 » : il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848, la disposition suivante :

Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif. »

Attendu que le procès-verbal visé au jugement constate en fait que, dans l'établissement visité par l'inspecteur départemental, deux ouvriers travaillaient de 5 heures du matin à 5 heures du soir, tandis que le surplus du personnel travaillait de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec repos de midi à une heure pour tout le personnel sans distinction ;

Qu'en cet état, pour écarter l'application de la disposition ci-dessus transcrite de l'article 3 modifié de la loi du 2 novembre 1892, le jugement prétend que les adultes hommes ne figurent pas au nombre des « personnes protégées » pour lesquelles la loi entend unifier non seulement la durée totale de la journée de travail, mais aussi la répartition du travail dans les limites de cette journée ; qu'à cet égard le jugement entend se fonder sur ce qu'aucun texte ne s'opposerait à ce que, quoique employés dans un établissement à personnel mixte, des ouvriers adultes commencent et cessent leur travail une heure plus tôt que le reste du personnel, si du reste, ces ouvriers ne dépassent pas un total de onze heures, et s'ils ont leur repos à la même heure que les autres ;

Mais attendu, d'une part, qu'en édictant dans le cercle des prévisions qu'il régit que les repos auront lieu aux mêmes heures, le texte précité vise aussi bien le repos qui clôt la journée de travail que le repos qui la divise ; qu'il n'est pas exact de dire, avec le jugement entrepris, que des ouvriers, dont les uns cessent leur travail de 5 heures du soir à 5 heures du matin et les autres de 6 heures du soir à 6 heures du matin, ont les mêmes heures de repos par cela seul que tous interrompent leur travail de midi à 1 heure ; qu'envisagée dans son esprit comme dans son but, la loi du 30 mars 1900 n'est obéie qu'autant que, sans distinction d'âge ni de sexe et sous la seule réserve d'exceptions formelles, le travail pour tous, dans les établissements à personnel mixte, commence, s'interrompt et cesse aux mêmes heures.

Et attendu, d'autre part, que les expressions : « personnes protégées par la présente loi », dans l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 modifié par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900, ne peuvent s'entendre exclusivement des personnes protégées par la première de ces deux lois, quoique la seconde y incorpore le texte nouveau ;

Qu'il suffit, en effet, pour reconnaître la volonté du législateur de viser la loi même qu'il élaborait, de constater que, dans son second alinéa, l'article 3 précité et, de même, l'ar-

ticle 1^{er} du décret de 1848 modifié par l'article 2 de la loi de 1900, emploient les mêmes expressions « la présente loi » lorsqu'ils font partir de la promulgation de la loi nouvelle les délais de deux années chacun, à l'expiration desquels la durée du travail sera réduite à dix heures et demie puis à dix heures ;

D'où il suit également que les personnes qui, dans le troisième alinéa du même article 3 modifié de la loi du 2 novembre 1892, sont déclarées : « protégées par la présente loi », sont celles protégées par la loi modificative du 30 mars 1900 ;

Attendu que, par son article 2, cette loi ajoute à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 une disposition d'après laquelle, dans les établissements énumérés en l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif ; qu'ainsi les ouvriers adultes employés dans les établissements à personnel mixte sont, comme les jeunes ouvriers et ouvrières et les femmes, au nombre des personnes qui, protégées par la loi de 1900, doivent, aux termes de l'article 1^{er} de cette loi modifiant l'article 3 de la loi de 1892, être au repos, non seulement pendant le même nombre d'heures, mais « aux mêmes heures ».

Attendu qu'au surplus l'unification du travail dans les établissements susvisés ne saurait être arbitrairement réduite au premier de ces deux termes sans méconnaître les vues essentielles qu'a poursuivies la loi du 30 mars 1900, lorsque, après avoir, dans son article 1^{er}, fixé à onze heures la durée maxima du travail effectif des jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et des femmes, et après avoir édicté la réduction successive de cette durée à dix heures et demie et dix heures, elle a, dans son article 2, ramené d'autre part à une même et identique durée de onze heures, devant subir aux mêmes échéances les mêmes réductions préfixées, le travail effectif des hommes adultes dans les locaux où ils sont employés avec des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892 ;

D'où il suit qu'en déclarant non prévu par la loi le fait sur lequel il était appelé à statuer, le jugement a inexactement interprété les textes précités.

Par ces motifs, casse et annule, etc.

COUR DE CASSATION, 26 janvier 1901.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en janvier 1901 (1). — La situation générale du travail dans l'industrie en janvier 1901 a été jugée moins bonne que celle de la période correspondante de l'an dernier et que celle de décembre 1900. Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu, en janvier 1900, 126,2 demandes, il y en a eu 165,8 en janvier 1901 ; il y en avait 161,9 en décembre dernier.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'Etat dans 66 villes d'Allemagne constatent, par rapport

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt* et le *Reichsanzeiger*.

au mois de janvier 1900, une diminution du chômage dans 11 villes, une augmentation dans 55 villes.

Les placements effectués dans ces 66 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Janv. 1900.	22.774	12.322	35.096	35.282	9.010	44.292	154,9	73,1	126,2
Janv. 1901.	18.488	13.048	31.536	42.182	10.116	52.298	228,2	77,5	165,8

Grèves en janvier. — 29 grèves contre 11 en décembre 1900 et 45 en janvier 1900. Les grèves les plus importantes se sont produites dans les bâtiments, les métaux et ateliers de mécanique, les pierres et terres, dans le travail du bois, dans l'industrie textile et du vêtement.

ESPAGNE.

Décret sur la protection du travail des femmes et des enfants (1). — Un décret royal, en date du 13 novembre 1900, détermine les conditions d'exécution de la loi du 13 mars de la même année sur le travail des femmes, des enfants et des adolescents.

Les enfants de 10 à 14 ans, qui ne peuvent légalement être occupés par jour que 6 heures dans l'industrie et 8 heures dans le commerce, ne commenceront point leur tâche avant six heures du matin, du 1^{er} avril au 31 octobre, ni avant sept heures du matin, du 1^{er} novembre au 31 mars, et ne travailleront pas, dans les établissements industriels et commerciaux, respectivement plus de 3 et 4 heures sans interruption. A ceux qui n'auront pas encore complété leur instruction primaire et religieuse, il sera accordé, pour ce faire, 2 heures : de neuf à onze heures du matin ou de trois à cinq heures de l'après-midi, en l'absence toutefois d'autres conventions intervenues d'un commun accord. (Art. 8 de la loi.) — Les enfants qui, sachant lire et écrire, voudraient être admis à travailler un an avant l'âge légal, devront justifier de ces connaissances élémentaires au moyen d'un certificat délivré, après examen, par un instituteur, avec l'assentiment de l'autorité locale.

Pour les enfants au-dessus de 14 ans et au-dessous de 16, la durée du travail de nuit n'excèdera pas 8 heures par chaque période de 24 heures, et d'ailleurs, ils ne pourront être occupés plus de 66 heures par semaine. Cette catégorie de jeunes ouvriers ne sera pas non plus admise à fournir, la nuit, plus de 4 heures consécutives, sans interruption. (Est considéré comme travail de nuit celui exécuté de sept heures du soir à cinq heures du matin.)

L'admission des enfants mineurs à travailler est subordonnée au consentement du père, de la mère ou de leurs représentants légaux; à la production de l'acte de naissance, et à l'assurance que : 1^o le genre de travail choisi ne sera pas trop pénible; 2^o que les postulants ne sont atteints d'aucune maladie contagieuse ou infectieuse; et 3^o qu'ils sont vaccinés.

1) *Gazette de Madrid.*

Les femmes, parvenues au huitième mois de la grossesse, doivent être, sur leur requête, autorisées à quitter le travail, et peuvent demander que leur emploi leur soit réservé pendant les trois ou même les quatre semaines qui suivent l'accouchement (sur le vu du certificat médical nécessaire).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier 1901 (1). — Le marché du travail a continué de montrer de la faiblesse en janvier par rapport à l'année dernière et par rapport au mois précédent, dans plusieurs industries des plus importantes.

4,0 p. 0/0 de chômeurs dans 144 *Trade-unions* groupant 545.500 membres contre 4,0 p. 0/0 en décembre 1900 et 2,7 p. 0/0 en janvier 1900.

4,80 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 479.500 mineurs contre 5,13 en janvier 1900.

307 hauts fourneaux en marche à la fin de janvier 1901, avec 21.900 ouvriers contre 326 en décembre 1900 et 381 en janvier 1900.

89 p. 0/0 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en janvier 1901 et 86 p. 0/0 dans les tissages avec 76.500 ouvrières, femmes et filles, contre 89 et 85 en décembre et 97 et 92 en janvier 1900.

Travail ralenti dans les *houillères*, les *mines de fer*, la *construction mécanique et navale*, les *métaux*, le *bâtiment*, le *papier* et le *cuir*. Faiblesse dans le *livre*, le *verre* et la *quincaillerie*. La lourdeur s'accroît dans la production de la *fonderie*, du *fer* et de l'*acier*.

Sur 54.692 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, baisse des salaires de 2 fr. 25 en moyenne par semaine pour 51.631 d'entre eux, principalement dans les industries du fer et de l'acier. Cette réduction a été consentie par 30.290 ouvriers d'après le fonctionnement d'une échelle mobile, et pour le reste, par négociation directe entre les patrons et les ouvriers ou leurs représentants.

Grèves. — 29 nouvelles grèves en janvier 1901 avec 17.754 chômeurs, contre 20 avec 3.648 en décembre 1900, et 37 avec 11.305 en janvier 1900; 12 grèves dans les mines et carrières, 5 dans les textiles, 5 dans le bâtiment et 3 dans le vêtement. Sur 35 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 15.815 grévistes : 9 succès (avec 3.582 grévistes), 7 transactions (avec 3.105 grévistes), 11 échecs (avec 2.722 grévistes), 8 solutions pendantes (avec 6.406 intéressés).

Les coopératives de production en 1899 (2). — Les 885 sociétés, qui ont rendu compte de leur gestion au *Board of Trade* (865 en 1898), avaient, fin 1899, un personnel de 34.593 ouvriers ayant reçu au cours de l'exercice, à titre de salaires, 43.470.550 francs. Les produits, vendus sur place ou expédiés aux services de débit, ont atteint la valeur de 270.995.550 francs, soit une augmentation de 15.980.600 francs ou de 6,3 p. 0/0 sur le chiffre de l'année précédente. Les coopératives de gros et de détail (salaires payés : 31.468.100 francs) et les autres sociétés

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department* anglais.

(2) D'après la *Labour Gazette*, janvier 1901.

à régime différent (salaires payés : 11.250.725 francs) ont respectivement participé à la production totale dans la proportion de 68,8 et 20,2 p. o/o. Prises à part, les 616 coopératives de détail ont produit pour 97.659.625 francs (36 p. o/o de la fabrication globale) avec 13.810 ouvriers (39,9 o/o de l'ensemble du personnel), qui touchèrent 17.669.750 francs. La boulangerie et la confiserie fournirent 51,4 p. o/o; le vêtement et la cordonnerie, 19,4 p. o/o, et la minoterie, 14,7 p. o/o.

Des 34.593 ouvriers occupés, 8.494 (24,6 p. o/o) travaillaient dans la cordonnerie; 5.938 (17,2 p. o/o), dans la confection et la chemiserie, et 4.501 (13 p. o/o), dans la boulangerie et la confiserie; le reste (45,2 p. o/o) était réparti dans 15 autres industries. Les 56,7 p. o/o de tout le personnel appartenaient au sexe masculin, les 26,7 p. o/o, au sexe féminin, et 16,6 p. o/o d'entre eux étaient des adolescents au-dessous de 18 ans.

Quant à la part du personnel dans les bénéfices réalisés au cours de l'exercice 1899, elle s'élève, pour les 885 coopératives envisagées, à la somme de 697.425 francs, soit à 64 fr. 13 par employé (effectif : 10,875) et à 5,2 p. o/o des salaires reçus (13.361.575 francs).

SUISSE.

La protection du personnel des hôtels et cafés (1). — On trouvera ci-après les articles les plus importants des diverses lois cantonales :

BÂLE. — *Loi du 19 décembre 1887 :*

ART. 27. — Le surmenage du personnel est interdit. Les jeunes filles au-dessous de 18 ans, qui n'appartiennent pas à la famille du patron, ne doivent pas être employées au service.

Dans tout hôtel ou café, la besogne doit être distribuée de telle sorte, que 7 heures au moins de sommeil par 24 heures, sans interruption, soient assurées à tout le personnel. — Il a droit au moins à 6 heures de liberté par semaine, un après-midi.

SAINT-GALL. — *Loi du 18 mai 1893 :*

ART. 11. — Les personnes affectées spécialement à l'exploitation de cafés et d'hôtels peuvent être occupées, dans la mesure des nécessités du service, le soir, jusqu'à l'heure de la fermeture réglementaire, et aussi au delà, pendant les nuits où la police a permis à ces maisons de rester ouvertes. Néanmoins, il doit, en tout cas, être accordé au personnel 8 heures de repos pour le moins.

A supposer que le patron, eu égard à la bonne marche de sa maison, ne puisse donner congé à ses gens le dimanche, il est tenu de leur accorder une demi-journée au cours de la semaine. Pour les établissements, dans les stations thermales et balnéaires, et durant les mois d'été, il peut être dérogé à cette disposition avec l'agrément du Conseiller gouvernemental.

Les jeunes filles au-dessous de 18 ans, qui n'appartiennent pas à la famille du patron, ne doivent pas être affectées à un service permanent.

GLARIS. — *Loi du 8 mai 1892 :*

ART. 12. — *Le même que l'article 11 précité, avec cette différence que la période de sommeil ininterrompue est portée à 9 heures.*

LUCERNE. — *Loi du 29 novembre 1895 :*

On est tenu d'accorder, dans tous les cas, aussi bien aux demoiselles de magasins qu'aux

(1) *Sociale Randschan.*

filles de salles, une période de repos de 8 heures consécutives, à prendre la nuit, et en outre, de leur donner congé chaque semaine pendant une demi-journée (soit 5 heures au moins).

Les dimanches et jours fériés, elles doivent pouvoir disposer, dans la matinée, d'au moins 2 heures, pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

ZURICH. — Loi du 31 mai 1896 :

ART. 47. — Le patron doit le logement à ses employés, si tant est qu'ils n'habitent pas dans leur propre famille.

ART. 48. — Il doit être accordé au personnel, entre 8 heures du soir et 8 heures du matin, pour le moins 8 heures d'un repos ininterrompu; en conséquence, il n'est pas permis de requérir d'eux un service quelconque, passé minuit.

Comportent exception :

Pour tout le canton : la Saint-Sylvestre (*suit une liste de jours fériés*);

Pour les communes respectives : les fêtes patronales et communales, foires.....;

Pour les cafés respectifs : les divers motifs de réunions, tels que bals, clubs....., toutefois avec cette réserve que de pareilles occasions soient séparées par un intervalle d'au moins 48 heures. Le patron doit, dans chaque cas, aviser à temps, la police locale.

ART. 49. — A tout employé, il doit être donné une fois la semaine, au moins 6 heures consécutives de liberté, entre 8 heures du matin et 8 heures du soir.

ART. 50. — Les jeunes filles au-dessous de 20 ans révolus et n'appartenant pas à la famille du patron, ne doivent pas être affectées à un service permanent, non plus que les jeunes garçons au-dessous de 16 ans accomplis.

ART. 54. — Tous les hôtels et cafés doivent être fermés à tout le monde, sauf aux voyageurs, les jours fériés, jusqu'à 11 heures du matin. Il est loisible aux communes d'appliquer cette disposition également aux dimanches ordinaires.

NEUCHÂTEL. — Loi du 19 mai 1896 :

ART. 20. — Repos minimum de 9 heures pour les filles de salles. Exclusion des jeunes filles au-dessous de 18 ans.

ART. 21. — Pour les quatre dimanches du mois, deux matinées et deux après-midi de liberté.

BERNE. — Règlement du 26 novembre 1895 :

ART. 1^{er}. — Dans tous les hôtels et cafés assujettis à la patente....., le personnel affecté exclusivement à l'exploitation doit être libre une demi-journée par semaine. Deux de ces demi-journées de congé doivent tomber un dimanche dans le courant du mois. — Sont exceptées les personnes qui, commises à la conduite des affaires, sont qualifiées pour représenter le patron dans telle ou telle branche importante de la maison, ainsi que les personnes chargées de la direction des cuisines.

ART. 2. — A la requête écrite et dûment motivée d'un patron, la suspension temporaire des jours de repos légaux peut être accordée pour certains services. Ces autorisations sont délivrées, pour une durée maxima de 2 semaines, par le Préfet; pour une plus longue période, par le Conseiller du Gouvernement. En tout cas, il doit être réservé aux employés en cause au moins 6 heures consécutives de liberté, à prendre le jour. — Le Préfet n'a pas qualité pour délivrer deux autorisations successives, au sujet du même emploi, dans le cas où leur validité serait, au total, de plus de 2 semaines. Il est tenu, pour tout permis par lui délivré, d'aviser en même temps la Direction de l'Intérieur.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

**Décret du 5 janvier 1901, organisant le conseil supérieur
de l'enseignement technique.**

(J. O. du 20 janvier 1901.)

**Décret du 5 janvier 1901 instituant un conseil de perfectionnement auprès
des Écoles nationales d'arts et métiers d'Aix, d'Angers, de Châlons et de
Lille.**

(J. O. du 20 janvier 1901.)

**Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
en date du 8 janvier 1901, créant une école pratique de commerce et d'indus-
trie à Pamiers (Ariège).**

(J. O. du 9 janvier 1901.)

**Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
en date du 18 janvier 1901, nommant les membres du conseil supérieur de
l'enseignement technique.**

(J. O. du 20 janvier 1901.)

**Addition à la liste des sociétés d'assurances contre les accidents du travail qui
ont effectué à la Caisse des dépôts et consignations le versement du caution-
nement réglementaire.**

(J. O. du 17 janvier 1901.)

(Exécution de l'article 19 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration pu-
blique pour l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers
sont victimes dans leur travail.)

La Union et le Phénix Espagnol, à Madrid (Espagne), ayant son siège, pour les assurances
pratiquées en France, rue de la Chaussée-d'Antin, 66, à Paris.

La Conservatrice, rue Lafayette, 37, à Paris.

**Décret du 19 janvier 1901, portant création d'un conseil de Prud'hommes,
à Saumur (Maine-et-Loire).**

(J. O. du 25 janvier 1901.)

**Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
en date du 19 janvier 1901, fixant la date des élections pour la nomination des
représentants des écoles d'enseignement professionnel au conseil supérieur
de l'enseignement technique.**

(J. O. du 20 janvier 1901.)

Décret du 20 janvier 1901, fixant au 24 mars 1901, la date du dénombrement de la population.

(J. O. du 21 janvier 1901.)

Décret du 24 janvier 1901 instituant une commission chargée de donner son avis sur les demandes présentées par les syndicats et autres associations ouvrières relativement à la situation du personnel civil des établissements militaires.

(J. O. du 28 janvier 1901.)

Arrêtés du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 30 janvier 1901, relatifs à l'hygiène des bureaux de poste, aux conditions d'aptitude physique à remplir par les postulants aux emplois de l'Administration des postes et instituant une commission en vue d'établir un sanatorium affecté aux agents des postes et des télégraphes atteints de la tuberculose.

(J. O. du 1^{er} février 1901.)

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 2 février 1901, modifiant divers articles de l'arrêté du 17 octobre 1900, créant cinq conseils du travail à Paris.

(J. O. du 2 février 1901.)

Vu les décrets des 17 septembre 1900 et 2 janvier 1901, instituant les conseils du travail; — vu l'arrêté du 17 octobre 1900, créant cinq conseils du travail à Paris; — vu les demandes tendant à la création de sections nouvelles dans ces conseils; — vu l'avis de la commission permanente du conseil supérieur du travail; — sur le rapport du Directeur du travail:

ART. 1^{er}. — Les articles 3 et suivants de l'arrêté du 17 octobre 1900, créant cinq conseils du travail à Paris, sont modifiés ainsi qu'il suit:

Premier conseil.

ART. 3. — Le premier conseil du travail de Paris est divisé en sept sections, auxquelles sont rattachées respectivement les professions suivantes:

1^{re} section: extraction et cuisson des pierres et terres (carrières, chaux, plâtre, ciment, briques et tuiles).

2^e section: industrie du bâtiment, pierres et terres (maçonnerie, taille de pierre, terrasse).

3^e section: charpente et menuiserie.

4^e section: peinture en bâtiment.

5^e section: industries de l'ameublement.

6^e section: serrurerie.

7^e section: couverture, plomberie, fumisterie.

ART. 4. — La 1^{re} section comprend six membres, savoir: 1^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 8^e catégorie du conseil de prud'hommes de Paris (bâtiment); élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 5. — La 2^e section comprend douze membres, savoir: 1^o quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o Deux membres patrons et deux membres ouvriers de la 5^e ou de la 7^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (bâtiment), élus res-

pectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 6. — La 3^e section comprend dix membres, savoir : 1^o Quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ; — 2^o Quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers ; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 3^e catégorie (1^{re} section) ou de la 4^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 7. — La 4^e section comprend six membres, savoir : 1^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ; — 2^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers ; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 6^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 8. — La 5^e section comprend huit membres, savoir : 1^o trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ; — 2^o trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers ; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 3^e catégorie (2^e section) du conseil des prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 9. — La 6^e section comprend six membres savoir : 1^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ; — 2^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers ; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 1^{re} catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 10. — La 7^e section comprend six membres, savoir : 1^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ; — 2^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers ; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 2^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (bâtiment), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

Deuxième conseil.

ART. 11. — Le deuxième conseil du travail de Paris est divisé en huit sections, auxquelles sont rattachées les professions suivantes :

- 1^{re} section : industrie de la fonderie et du moulage des métaux.
- 2^e section : grosse industrie mécanique et chaudronnerie.
- 3^e section : gros travaux métalliques, ponts, etc.
- 4^e section : fabrication des articles de chauffage, d'éclairage et de ferblanterie.
- 5^e section : industries de la carrosserie et de la charronnerie.
- 6^e section : industries de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie.
- 7^e section : industries de l'article de Paris, tabletterie, bimbeloterie.
- 8^e section : industries des instruments de précision, de chirurgie, d'optique.

ART. 12. — La première section comprend dix membres, savoir : 1^o quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ; — 2^o quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers ; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 4^e ou de la 5^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 13. — La 2^e section comprend douze membres, savoir : 1^o cinq membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ; — 2^o cinq membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers ; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 1^{re} catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 14. — La 3^e section comprend huit membres, savoir : 1^o trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons ; — 2^o trois membres élus par les syndicats

inscrits par les électeurs ouvriers; — 3° un membre patron et un membre ouvrier de la 1^{re} catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 15. — La 4^e section comprend six membres, savoir : 1° deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2° deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3° un membre patron et un membre ouvrier de la 1^{re} ou de la 4^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 16. — La 5^e section comprend huit membres, savoir : 1° trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2° trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3° un membre patron et un membre ouvrier de la 1^{re} catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 17. — La 6^e section comprend six membres, savoir : 1° deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2° deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3° un membre patron et un membre ouvrier de la 2^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 18. — La 7^e section comprend six membres, savoir : 1° deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2° deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3° un membre patron et un membre ouvrier de la 6^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 19. — La 8^e section comprend huit membres, savoir : 1° trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2° trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3° un membre patron et un membre ouvrier de la 3^e ou de la 5^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (métaux et industries diverses), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

Troisième conseil.

ART. 20. — Le troisième conseil du travail de Paris est divisé en quatre sections, auxquelles sont rattachées respectivement les professions suivantes :

1^{re} section : industries de la confection.

2^e section : industries de la chapellerie, de la lingerie, des modes, des fleurs et des plumes artificielles.

3^e section : industries des articles en cuir ou en peau, cordonnerie, sellerie et maroquinerie.

4^e section : industries capillaires (coiffure, etc.).

ART. 21. — La 1^{re} section comprend huit membres, savoir : 1° trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2° trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3° un membre patron et un membre ouvrier de la 5^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (tissus), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 22. — La 2^e section comprend six membres, savoir : 1° deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2° deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3° un membre patron et un membre ouvrier de la 2^e ou de la 4^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (tissus), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 23. — La 3^e section comprend huit membres, savoir : 1° trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2° trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3° un membre patron et un membre ouvrier de la 3^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (tissus), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

Art. 24. — La 4^e section comprend huit membres, savoir : 1^o trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 1^{re} catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (tissus), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

Quatrième conseil.

Art. 25. — Le quatrième conseil du travail de Paris est divisé en cinq sections, auxquelles sont rattachées respectivement les professions suivantes :

1^{re} section : industries de la boucherie, de la triperie, de la charcuterie et des abattoirs.
2^e section : industries de la boulangerie, de la pâtisserie et de la confiserie.
3^e section : commerce de l'alimentation (restaurants et hôtels, boissons, denrées alimentaires).

4^e section : industries chimiques, gaz, teinture et blanchisserie.

5^e section : préparation des cuirs et peaux (corroierie, mégisserie et tannerie).

Art. 26. — La 1^{re} section comprend dix membres, savoir : 1^o quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 2^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

Art. 27. — La 2^e section comprend douze membres, savoir : 1^o cinq membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o cinq membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 2^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

Art. 28. — La 3^e section comprend douze membres, savoir : 1^o cinq membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o cinq membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 2^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

Art. 29. — La 4^e section comprend huit membres, savoir : 1^o trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 1^{re} catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

Art. 30. — La 5^e section comprend six membres, savoir : 1^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 5^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

Cinquième conseil.

Art. 31. — Le cinquième conseil du travail de Paris est divisé en cinq sections, auxquelles sont rattachées respectivement les professions suivantes :

1^{re} section : imprimerie typographique, fonderie de caractères, clicherie, galvanoplastie et photogravure.

2^e section : imprimerie lithographique, taille-douce, gravure, brochage, reliure et cartonnage.

3^e section : entreprise de transport et de manutention (chemins de fer non compris).

4^e section : banques et assurances.

5^e section : commerce des fils et tissus, nouveautés et divers.

Art. 32. — La 1^{re} section comprend dix membres, savoir : 1^o quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o quatre membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la

3^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 33. — La 2^e section comprend six membres, savoir : 1^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o deux membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers; — 3^o un membre patron et un membre ouvrier de la 3^e catégorie du conseil des prud'hommes de Paris (produits chimiques), élus respectivement par les prud'hommes patrons et par les prud'hommes ouvriers de ce conseil.

ART. 34. — La 3^e section comprend douze membres, savoir : 1^o six membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o six membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers ou employés.

ART. 35. — La 4^e section comprend six membres, savoir : 1^o trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o trois membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs employés.

ART. 36. — La 5^e section comprend douze membres, savoir : 1^o six membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o six membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs employés.

ART. 37. — Les membres de l'un quelconque des conseils du travail de Paris, élus à titre de conseillers prud'hommes, cesseront de faire partie du conseil du travail lorsqu'ils cesseront de faire partie du conseil des prud'hommes.

ART. 2. — Le Préfet de la Seine est chargé de l'exécution du présent arrêté; il désignera le siège des sections et, pour chacune d'elles, le local des séances.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 3 février 1901, rapportant l'arrêté du 19 octobre 1900, et instituant un conseil du travail pour l'industrie houillère à Douai (Nord).

(J. O. du 3 février 1901.)

Vu le décret du 17 septembre 1900, portant création et organisation des conseils du travail; — vu l'arrêté du 17 octobre 1900, instituant à Lens (Pas-de-Calais) un conseil du travail pour l'industrie houillère; — sur le rapport du Directeur du travail.

ARTICLE 1^{er}. — Il est institué à Douai (Nord), un conseil du travail pour l'industrie houillère.

ART. 2. — La circonscription de ce conseil comprend les mines des bassins du Nord et du Pas-de-Calais.

ART. 3. — Le conseil du travail pour l'industrie houillère est divisé en deux sections de douze membres chacune, savoir : 1^o six membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs patrons; — 2^o six membres élus par les syndicats inscrits comme électeurs ouvriers.

ART. 4. — La 1^{re} section, dont le siège sera à Lens, comprendra les mines du bassin du Pas-de-Calais, c'est-à-dire les concessions houillères de l'arrondissement minéralogique d'Arras.

ART. 5. — La 2^e section, dont le siège sera à Denain, comprendra les mines du bassin du Nord, c'est-à-dire les concessions houillères de l'arrondissement minéralogique de Douai.

ART. 6. — L'arrêté susvisé du 17 octobre 1900 est et demeure rapporté.

ART. 7. — Les préfets du Nord et du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois de janvier 1901, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — *Chambre.* — Séance du 22 janvier 1901. — Rapports Mirman sur les trois propositions de loi de MM. Rivals, Julien Goujon et Dubuisson, relatives à des modifications à apporter à la loi sur les accidents du travail du 9 avril 1898. (Doc. parl. n° 2134, 2135, 2136.)

Caisse nationale des retraites. — *Chambre.* — Séance du 14 janvier 1901. — Proposition de loi, portant création d'une Caisse nationale des retraites, présentée par M. Dansette. (Doc. parl. n° 2124.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisses régionales de crédit agricole mutuel. — *Chambre.* — Séance du 17 janvier 1901. — Adoption, après déclaration d'urgence :

1° Du projet de loi ayant pour but l'institution de Caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie et les encouragements à leur donner; ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. (Doc. parl. n° 368.)

2° De la proposition de loi de MM. Morinaud, etc. . . , ayant pour objet de rendre applicable à l'Algérie la loi du 31 mars 1899, qui a pour but l'institution de Caisses régionales de crédit agricole mutuel. (Doc. parl. n° 343.)

Contrat d'association. — *Chambre.* — Séance du 15 janvier 1901. — Délibération sur :

1° Le projet de loi relatif au contrat d'association;

2° La proposition de loi de M. Cunéo d'Ornano;

3° La proposition de MM. Charles Gras, etc.;

4° La proposition de loi de MM. Lemire, etc., concernant le droit d'association.

Délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 11 janvier 1901. — Rapport Savary sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° 14.)

————— *Sénat.* — Séance du 15 janvier 1901. — Retrait du projet de loi, portant modification à la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposé le 6 avril 1898 par M. le Ministre des travaux publics. (Doc. parl. n° 249.)

Salaires. — *Chambre.* — Séance du 22 janvier 1901. — Proposition de loi, ayant pour but d'empêcher la confiscation des libéralités accordées aux travailleurs des deux sexes, déposée par MM. Antide Boyer, etc. (Doc. parl. n° 2138.) Renvoyée à la Commission du travail.

Taxe du pain. — *Chambre.* — Séance du 29 janvier 1901. — Projet de loi, relatif à la taxe du pain, présenté par M. le Ministre de l'agriculture. (Doc. parl. n° .) Renvoyé à la Commission du commerce et de l'industrie.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc. ; et 2° par les correspondants.

Ain. — Pendant le 4^e trimestre 1900, dans les entreprises de *charpente* et de *menuiserie* de la région d'Oyonnax, travail actif, ainsi que dans toute l'industrie du *bâtiment*, prix de façon en baisse et peu rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence; plusieurs ont installé des ateliers avec force mécanique. Dans l'industrie du *bâtiment* de la région de Bourg, le travail s'est maintenu actif, les prix ont été jugés moins rémunérateurs que pendant le précédent trimestre. Dans l'*industrie laitière*, au commencement du 4^e trimestre, situation moins bonne que l'an dernier, par suite des grandes chaleurs et de la grande production de fruits, qui a diminué la consommation; on estime que parfois moitié du lait est resté invendu.

Allier. — A Vichy, au commencement du 4^e trimestre, chez les *boulangers* et chez les *loueurs et cochers*, situation moins bonne que l'an dernier, par suite du départ d'une partie de la clientèle pour l'Exposition de Paris. Travail moins actif que l'an dernier chez les *entrepreneurs du bâtiment*, les cours élevés des matières premières ayant fait ajourner les commandes.

Alpes-Maritimes. — Chez les *parfumeurs distillateurs* de Cannes, travail moins abondant que l'an dernier et prix de vente moins rémunérateurs, la hausse des charbons ayant augmenté les prix de revient et rendu plus difficile la remise des commandes à l'exportation.

Bouches-du-Rhône. — Au commencement du 4^e trimestre, chez les *maîtres-carriers* d'Arles, ouvrage moins abondant que l'an dernier. A Marseille, chez les *bouchers* et chez les *charcutiers*, situation moins bonne que l'année précédente, prix de vente moins rémunérateurs et ventes plus difficiles par suite de l'augmentation de la concurrence, la production due au grand nombre des établissements augmentant plus rapidement que la consommation. Chez les *confiseurs-pâtisseries*, *chocolatiers*, de même, ouvrage moins abondant que l'an dernier; prix moins rémunérateurs par suite de la hausse des matières premières; la durée du travail des ouvriers a eu tendance à diminuer, elle a été réduite à 10 heures par jour; des chômages ont eu lieu. Chez les *minotiers* et chez les *fabricants de semoules*, le ralentissement du travail déjà signalé s'est maintenu; plusieurs usines ont fermé, d'autres ont diminué leur production de moitié, laissant leurs ouvriers en chômage; les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs que l'an dernier. Chez les *fabricants de savons*, de même, situation moins bonne que l'an dernier, l'élévation des cours des matières premières n'a pas été suivie d'un mouvement analogue sur les prix des produits fabriqués.

Calvados. — Dans la région de Lisieux, en fin du 3^e trimestre 1900, on estime que le chômage a atteint un quart des ouvriers dans l'*industrie lainière*, 5 p. o/o dans l'*industrie linière*, de même dans l'*industrie des cuirs* et dans la fabrication de la *chaussure*, 15 p. o/o dans l'industrie du *bâtiment*, taux des salaires sans changement.

Cher. — Dans la région de Bourges, au commencement du 4^e trimestre, chez les *boulangers*, ouvrage aussi abondant que l'an dernier, prix de vente moins rémunérateurs par suite de l'augmentation du prix de revient attribuée en partie à la hausse des salaires des ouvriers. Chez les *entrepreneurs de maçonnerie*, moins de constructions que l'an dernier et prix moins avantageux par suite de la hausse des matières premières. Chez les *fabricants de chaux*, production diminuée de 15 p. o/o environ; de même, prix de vente moins rémunérateurs par suite de la hausse des charbons de terre.

Corrèze. — Chez les *fabricants de galoches* de la région de Brives, commencement de la morte-saison avec les premiers froids, prix de vente moins rémunérateurs que l'an dernier

par suite de hausse des matières premières, les prix des produits fabriqués sont restés à peu près stationnaires; les commandes ont été aussi abondantes que l'an dernier, elles sont arrivées principalement en fin du 4^e trimestre et auraient nécessité l'augmentation de la durée du travail de 2 heures la jour, pour satisfaire aux demandes. Pendant l'année, on a travaillé environ pendant 9 mois et le chômage de morte-saison semble devoir avoir sa durée normale de 3 mois.

Côte-d'Or. — Chez les *imprimeurs* de Dijon, le travail s'est maintenu pendant le 3^e et le commencement du 4^e trimestre, malgré la concurrence des imprimeurs étrangers à la région; les prix de vente ont eu tendance à baisser. La main-d'œuvre a été rare; le taux des salaires stationnaire, fixé d'accord avec le syndicat ouvrier.

Dordogne. — Chez les *meuniers* et chez les *boulangers*, les chaleurs du 3^e trimestre ont amené une diminution de la consommation et une augmentation des prix de revient, les frais étant toujours les mêmes; l'outillage n'a pu être transformé et dans certains établissements est resté très ordinaire.

Eure-et-Loir. — Au commencement du 4^e trimestre 1900, chez les *horticulteurs-jardiniers* de la région de Chartres, ouvrage moins abondant que l'an dernier, prix de vente moins rémunérateurs; de même chez les *charcutiers*. Chez les *blanchisseurs-teinturiers*, l'ouvrage a été irrégulier; il a été particulièrement actif à l'époque des mouvements de troupe qui ont eu lieu dans la région; il n'y a pas eu de chômage, la main-d'œuvre a été plutôt insuffisante.

Finistère. — Chez les *marins-pêcheurs*, le résultat de la pêche a été à peu près égal à celui de l'an dernier au commencement du 4^e trimestre. Le prix de vente des poissons, de la sardine principalement, a été en hausse; mais les quantités pêchées ont été moindres et le prix d'achat de la roque pour appâts a été en hausse; le prix de vente des mille sardines a varié de 5 à 30 francs suivant la grosseur des poissons et suivant l'heure d'arrivée des chaloupes à terre. Le personnel marin a été rémunéré « à la part »; il n'y a pas eu de chômeurs.

Gironde. — Chez les *bouchers* de la région bordelaise, en fin du 3^e trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'an dernier à pareille époque; de même chez les *pâtisseries*; ce qu'on attribue au départ pour l'Exposition d'une partie de la clientèle. Chez les *boulangers*, prix de vente moins rémunérateurs, le prix d'achat de la matière première et les autres frais ayant augmenté et les prix de vente des produits fabriqués étant restés à peu près stationnaires. Dans l'industrie du meuble, les commandes ont été en augmentant; les prix de vente sont devenus moins rémunérateurs par suite de la concurrence des fabriques de meubles de la région pyrénéenne travaillant mécaniquement.

Hérault. — Dans la région de Lodève, au commencement du 4^e trimestre, reprise du travail dans l'ensemble des industries et dans l'industrie textile en particulier, la plus importante d'entre elles, la durée du travail a été augmentée de 2 heures environ; une usine qui avait été incendiée l'an dernier a été reconstruite et mise en marche; elle a repris la plus grande partie de son ancien personnel. Pas de chômeurs dans l'ensemble des industries. Chez les *bouilleurs*, *liquoristes* et *distillateurs* de Béziers, ouvrage plus abondant que l'an dernier par suite de l'abondance de la récolte des vins et de leur qualité spéciale pour la distillation; prix de vente moins rémunérateurs.

Indre-et-Loire. — A Tours, pendant le 3^e trimestre 1900, les *tanneries* ont été moins bien occupées et à des prix moins rémunérateurs que l'an dernier, mais plus fermes que ceux du trimestre précédent. Dans l'industrie des *spiritueux* et *liqueurs*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, prix de vente en baisse d'un cinquième et moins rémunérateurs.

Ille-et-Vilaine. — Pendant le premier semestre 1900, ouvrage abondant dans les *carrières*, grâce à la reprise du travail dans les industries du bâtiment. De même, activité satisfaisante dans l'extraction des *phosphates* et dans la fabrication des articles en *éméris*. Afflux de main-d'œuvre dans la *brasserie*, le travail a subi l'influence de l'abondance de la récolte

des pommes à cidre; cependant les bières fortes ont été bien demandées. Production et vente plutôt faibles dans la *minoterie*. Dans l'*imprimerie*, les commandes remises aux principales maisons ont eu tendance à augmenter, grâce à l'amélioration apportée par l'Exposition universelle de Paris. Les *fabriques de tannins et d'extraits tanniques* ont été bien occupées; il y a eu afflux de main-d'œuvre. La *tannerie* a été en général bien alimentée de commandes; la main-d'œuvre a été abondante. Dans la fabrication de la *chaussure*, à Fougères notamment, le nombre des fabriques a été en diminuant, plusieurs ont transporté leur fabrication dans d'autres centres; cependant la production a plutôt augmenté, les fabricants ont consenti des réductions de prix afin d'obtenir des commandes nécessaires à l'alimentation des machines. Les prix de vente ont été jugés désavantageux. Dans les *filatures* et dans les *tissages* de lin et de chanvre, travail plutôt faible, les pêcheurs ayant fait une campagne peu avantageuse ont réduit leurs commandes de voiles et de cordages, le prix élevé de la matière première a rendu la situation plus difficile. Dans la *broserie*, travail actif; la remise des commandes a été contrariée par le prix élevé de la matière première. Les *fonderies* ont été bien occupées et à de bons prix. Les *ateliers de construction mécanique* ont reçu peu de commandes; les prix ont été jugés désavantageux par suite du cours élevé de la matière première et de la concurrence des grands établissements métallurgiques. Dans les chantiers de *constructions navales*, les commandes ont été abondantes principalement en petits bateaux et pour la pêche à la morue. Dans l'industrie du *bâtiment*, activité satisfaisante.

Isère. — A Vienne, pendant le 3^e trimestre, chez les *bouchers-charcutiers*, affaires difficiles par suite de la concurrence des sociétés coopératives de consommation et des épiciers qui vendent des articles de charcuterie. Dans l'*industrie de la draperie*, le travail jusque-là satisfaisant a été en diminuant depuis le mois d'août; un peu plus de moitié des ouvriers ont chômé moitié du temps, les prix de vente, en baisse, sont devenus moins rémunérateurs que l'an dernier; ralentissement du travail attribué à la variation des cours de la matière première et à la grande activité qui avait été maintenue; l'année précédente en vue de l'Exposition et de plus les arrêts de travail causés par les grèves ont fait affluer les commandes dans d'autres centres qui ont ensuite tenté de retenir cette clientèle par des offres avantageuses. A Grenoble, chez les *coiffeurs*, le travail est resté satisfaisant, grâce à la saison, mais l'augmentation de la concurrence et l'augmentation des frais ont rendus les prix moins rémunérateurs. Chez les *patrons-restaurateurs*, les affaires ont été moins abondantes que l'an dernier, une partie de la clientèle de la saison d'été ayant été attirée à Paris par l'Exposition.

Jura. — Chez les *fabricants de fromage de gruyère* de la région de Salins, pendant le 3^e trimestre, affaires difficiles par suite de la concurrence des produits similaires étrangers. Les prix de vente en baisse depuis le dernier trimestre (de 8 francs environ par 100 kilogrammes) ont été moins rémunérateurs que l'an dernier; l'outillage s'est transformé progressivement afin de fabriquer un produit de meilleure qualité et de vente plus facile.

Loir-et-Cher. — A Blois, pendant le 3^e trimestre, dans la *boulangerie*, les affaires sont devenues plus difficiles et à des prix moins rémunérateurs que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence des sociétés coopératives de consommation. Dans l'industrie du *bâtiment*, le travail a été moins abondant que l'an dernier, les constructions tant pour les particuliers que pour l'Administration, ont été moins nombreuses; la main-d'œuvre a été abondante.

Loire. — Pendant le 3^e trimestre, le ralentissement du travail dans l'industrie des *tissus* et des *matières textiles* de Saint-Étienne s'est accentué, la clientèle ayant porté ses commandes dans d'autres centres et revenant lentement; les prix de vente, cependant en hausse ont été moins rémunérateurs que l'an dernier. Grâce à un bon courant de commandes dans les tissus velours, certains chefs d'ateliers ont pu remonter une partie de leurs métiers.

Loire-Inférieure. — Dans la région de Nantes, les *fabriques d'eaux gazeuses* ont été pendant le 3^e trimestre 1900, moins occupées que l'an dernier; les prix de vente en baisse par suite de la concurrence de nouvelles fabriques ont été moins rémunérateurs. Même situation chez les *imprimeurs-lithographes*. Dans l'industrie du *bâtiment*, la hausse des matières premières ayant entraîné celle des prix des travaux a fait retarder les commandes, les prix ont

été jugés moins rémunérateurs que l'an dernier. Chez les *capitaines au long cours*, les embarquements ont été faciles. La *construction navale* a été approvisionnée de commandes. Les prix élevés des constructions et la diminution des frêts dans de nombreux cas ont rendu les prix plus rémunérateurs. Des commandes de construction de grands navires voiliers de 3,000 tonnes ont dû être passées à des chantiers d'autres centres, ceux de la région ne pouvant plus en assurer la livraison à bref délai.

Loiret. — Dans la région d'Orléans, l'industrie et le commerce des vins, *spiritueux* et *vinaigres* ont été moins occupés que l'an dernier; par contre, la *tonnellerie* a bénéficié d'un bon courant de commandes, le personnel ouvrier a été insuffisant en fin du 3^e trimestre, les prix de vente, en baisse pour les liquides, ont été en hausse pour la tonnellerie. Dans l'industrie du *bâtiment* de Gien, les prix des travaux ont été en hausse à la suite de l'élévation des cours des matières premières; cependant le travail assez régulier a permis d'occuper tout le personnel.

Seine-et-Oise. — Dans la région de Versailles, au commencement du 4^e trimestre, peu d'activité dans l'ensemble des industries; on estime que le chômage a atteint un cinquième des ouvriers.

Tarn. — Pendant le 3^e trimestre, dans les *houillères*, plein travail. La rareté des peaux vertes et le manque d'eau à Mazamet où elles sont préparées a rendu le travail difficile et des chômages ont eu tendance à se produire dans les *mégisseries* et dans les *tanneries*, qui avaient été bien occupées jusque-là. Dans l'*industrie textile*, le nombre de broches en activité, le même que pendant le trimestre précédent, est resté à 53,000 sur 55,600 environ; la matière première a été peu recherchée et a subi une baisse qui s'est accentuée pendant ce trimestre; il n'y a pas de réduction de durée du travail. Les fabriques de *broderies* ont été bien occupées, et il en a été de même dans la *chapellerie* où les ouvriers ont gagné environ 3 fr. 50 par jour. Pas de chômage dans les fabriques de *brosses* et dans celles d'*arçons*; une fabrique de brosses, qui avait cessé de fabriquer, a licencié son personnel qui a pu être occupé aussitôt ailleurs. Travail actif dans les fabriques de *faux* et *faucilles*, malgré la baisse des commandes amenée par l'emploi de machines dans l'agriculture. Dans les *verreries*, travail actif, pas de chômage; on a monté, dans une usine, des machines à fabriquer les bouteilles, qui tendent à diminuer le rôle du souffleur.

Vosges. — REMIREMONT. — Travail actif en janvier dans les *filatures* et *tissages de coton*; pas de chômage. La construction d'une *filature de laine* est projetée; les travaux d'installation des filatures de Bussang, Fresne, Eloyes, etc., sont poussés activement. Travail soutenu dans la *fromagerie*; les prix sont en baisse par suite de l'accalmie des commandes. Bon courant dans l'*industrie du bois* (*chauffage et construction*); les bois blancs et *épicéas* pour la fabrication des pâtes à papier sont particulièrement recherchés et les prix sont en hausse. Prix du pain stationnaire et plutôt bon marché. — THIAUCOURT.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

Ain. — A Chaley, chez les *tisseurs*, 13 p. o/o de chômeurs. A Bourg, chez les *menuisiers*, 3 p. o/o. A Oyonnax, chez les ouvriers en *peignes*, pas de signalés. A Montalieu-Vercieu, travail moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *tailleurs de pierres*, qui estiment à deux tiers le nombre de leurs chômeurs; pas de signalés chez ceux de Thoiry. A Bellegarde, chez les ouvriers du *bâtiment*, un quart de chômeurs.

Aisne. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures* de Saint-Michel; à Saint-Quentin, pas de signalés chez les *apprêteurs*; chez les *brodeurs*, tendance au ralentissement du travail et à la baisse des prix de façon; chez les *tullistes*, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, journée de travail réduite à 8 heures, 3 p. o/o de chômeurs; chez les *mouleurs* de Chaunty, pas de signalés; chez ceux de Saint-Michel, travail moins abondant

que l'an et le mois derniers, chômage du 1^{er} au 14 janvier dans une usine; ceux de Saint-Quentin comptent un quart des leurs en chômage; à Soissons et à Tergnier, pas de signalés. A Saint-Quentin, chez les *peintres*, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, environ 18 p. o/o de chômeurs; chez les *couvreurs*, 6 p. o/o.

Allier. — A Pouzy-Mésangy et à Lurcy-Lévy, les *bûcherons* comptent un quart des leurs en chômage; chez ceux d'Ennemond, pas de chômeurs. De même chez les *mineurs*, à Doyet et à la Croix-Montvicq. De même à la Villé-Gozat, chez les ouvriers en *produits chimiques* et à Moulins, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*. A Vichy, le ralentissement du travail se maintient chez les *menuisiers* qui comptent un quart des leurs en chômage. A Moulins, chez les *carrossiers*, 10 p. o/o de chômeurs; 6 p. o/o chez les ouvriers en *voitures* de Vichy. A Commeny, travail peu abondant chez les *métallurgistes* qui estiment que le chômage atteint moitié des leurs; à Moulins, chez les ouvriers du *bâtiment*, 12 p. o/o de chômeurs; à la Villé-Gozat, chez les ouvriers en *glaces*, et à Montluçon, chez les *garçons limonadiers*, pas de chômeurs.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les *confiseurs-pâtisseries*, 13 p. o/o de chômeurs, 15 p. o/o chez les *boulangers*; pas de signalés chez les *typographes* de Cannes et chez ceux de Nice; à Cannes, chez les *menuisiers*, travail moins abondant que l'an et que le mois derniers; ils comptent un quart des leurs en chômage. A Arles, chez les *menuisiers*, 15 p. o/o de chômeurs, manque de commandes par suite de la mévente des vins. A Nice, chez les *tabletiers*, environ 20 p. o/o de chômeurs; chez les *bijoutiers*, pas de signalés; de même chez les *tailleurs de pierres*. Chez les *maçons* de Menton, le chômage déjà signalé se maintient. A Nice, chez les *employés de commerce*, reprise du travail et 4 p. o/o de chômeurs; chez les *employés-restaurateurs*, qui comptent environ 45 p. o/o de chômeurs, ralentissement du travail.

Ardèche. — Chez les *mégissiers-palissonneurs* d'Annonay, pas de chômeurs; situation moins bonne que l'an et que le mois derniers chez les *mégissiers de rivière*, qui ne font plus la journée entière (30 heures seulement par semaine) et comptent 8 p. o/o de chômeurs; à Tournon, chez les *imprimeurs sur étoffes*, pas de chômeurs; de même à Serrières, chez les *chapeliers*. A Annonay, chez les *ferblantiers*, pas de chômeurs; à Vals-les-Bains, chez les *ouvriers des eaux minérales*, qui comptent moitié des leurs en chômage, ralentissement du travail par suite des stocks en magasin.

Ardennes. — Travail toujours satisfaisant chez les *ardoisiers mineurs* de Fumay, les *fendeurs* chômeent encore environ un jour et demi par quinzaine. Dans la *métallurgie* (Fumay, Révin et Haybes) les affaires reprennent et la situation s'améliore. — MARÉCHAL.

A Charleville, chez les *boulangers*, environ 12 p. o/o de chômeurs; pas de signalés chez les *typographes*. Tendance à la reprise du travail chez les ouvriers en *tissus* de Floing. Chez les ouvriers de l'*industrie lainière*, à Francheval, 16 p. o/o de chômeurs; même situation chez ceux d'Illy où le placement devient plus facile, il y aurait cependant encore parmi ces derniers un tiers de chômeurs. Les ouvriers en *tissus* de Pouru-aux-Bois estiment à près de moitié le nombre des leurs en chômage. Chez les *mouleurs*, à Laval-Dieu et à Vivier-au-Court, pas de chômeurs; à Charleville, moins de 2 p. o/o; à Vrigne-aux-Bois, moins de 3 p. o/o; à Revin, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, environ 17 p. o/o de chômeurs. A Bourg-Fidèle et aux Mazures, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs; travail moins abondant que l'an et le mois derniers chez ceux de Sedan et de Vrigne-aux-Bois qui comptent, les uns 8 p. o/o, et les autres 15 p. o/o de chômeurs. A Neufmanil, chez les *forgerons*, pas de chômeurs; de même à Charleville, chez les *verriers*.

Ariège. — A Balesta, chez les *scieurs de long*, 14 p. o/o de chômeurs.

Aube. — A Troyes, chez les *boulangers*, 6 p. o/o de chômeurs; à Aix-en-Othe, chez les *bonnetiers*, pas de chômeurs. A Troyes, de même chez les *teinturiers* et chez les *mouleurs*; chez les *serruriers*, 6 p. o/o; chez les *employés de commerce*, 13 p. o/o; chez les *coiffeurs*, ralentissement du travail, placement difficile pour les syndiqués.

Aude. — Les cultivateurs de Narbonne estiment que le chômage atteint moitié des leurs. Chez les ouvriers cultivateurs d'Ouveillan, la situation est sensiblement la même que le mois dernier et les intéressés estiment aux deux tiers le nombre de leurs chômeurs. A Carcassonne, chez les cuisiniers, 16 p. o/o de chômeurs.

Reprise du travail et 3 p. o/o de chômeurs à Sainte-Colombe-sur-l'Hers, chez les ouvriers de l'industrie textile. A Narbonne, chez les tapissiers, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, il y aurait près de moitié de chômeurs. A Carcassonne, chez les ouvrières en habillement, pas de chômage. A Chalabre, chez les chapeliers, 10 p. o/o; à Carcassonne, chez les menuisiers, pas de chômeurs, non plus qu'à Narbonne, chez les tonneliers. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, chez les ouvriers en peignes, pas de chômeurs; de même à Carcassonne, chez les mouleurs; dans cette ville, chez les métallurgistes, morte-saison, 10 p. o/o de chômeurs; à Narbonne, ralentissement du travail chez les peintres, qui estiment aux deux tiers environ le nombre de leurs chômeurs; à Carcassonne, chez les camionneurs, pas de chômeurs. A Narbonne, chez les employés, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, environ 15 p. o/o de chômeurs; 10 p. o/o et même situation à Carcassonne, chez les limonadiers.

Aveyron. — A Rodez, chez les typographes, pas de chômeurs; à Millau, ralentissement du travail chez les gantiers, 5 p. o/o de chômeurs; chez les ouvriers du bâtiment, un quart.

Bouches-du-Rhône. — Aux Martigues, situation difficile chez les marins-pêcheurs par suite des tempêtes dans la Méditerranée. Chez les mineurs de Gardanne, de Fuveau et de Saint-Savournin, pas de chômeurs. A Fontvieille, chez les carriers, un peu plus d'un quart le chômeurs; à la Ciotat, 16 p. o/o chez les boulangers. A Marseille, chez les boulangers, 7 p. o/o de chômeurs; chez les conducteurs et imprimeurs, pas de signalés; à Châteaurenard, chez les ouvriers en chaussures, pas de chômeurs. A Marseille, morte-saison chez les tailleurs dont un quart chôment; chez les chapeliers (paille), pas de chômeurs; chez les charpentiers de haute futaie, un peu plus du tiers. Ralentissement du travail chez les menuisiers, qui estiment à moitié le nombre de leurs chômeurs; chez les carrossiers, 12 p. o/o; chez les modeleurs, pas de signalés. Chez les ajusteurs, 10 p. o/o; chez les forgerons, pas de signalés; reprise du travail chez les démolisseurs de navires qui comptent environ un tiers des leurs en chômage; chez les tailleurs de pierres, moitié. Ralentissement général des travaux du bâtiment chez les carreleurs, les cimenteurs et les manœuvres de maçons, qui comptent environ moitié des leurs en chômage; les maçons, 20 p. o/o et les terrassiers, un tiers. A Salon, chez les maçons, pas de chômeurs; de même à Aubagne, chez les potiers. A Marseille, chez les tuteurs, environ un tiers; chez les cochers, pas de chômeurs; chez les charretiers, travail moins abondant que l'an et le mois derniers et environ 18 p. o/o de chômeurs; chez les conducteurs d'omnibus, environ 15 p. o/o; chez les marins du commerce, un quart. Travail moins abondant que l'an et le mois derniers chez les chargeurs, les ouvriers des quais et des docks, qui comptent respectivement 17 p. o/o et moitié des leurs en chômage; chez les commissionnaires de la gare Saint-Charles, placement difficile pour les syndiqués. Chez les employés de commerce, 4 p. o/o de chômeurs; chez les représentants et placiers, même situation que le mois dernier, affaires peu abondantes par suite du prix élevé du fret et de la concurrence étrangère et 8 p. o/o de chômeurs. Chez les bouchers-charcutiers, environ 10 p. o/o.

Calvados. — A Caen, chez les typographes, 2 p. o/o de chômeurs; à Condé-sur-Noireau, pas de signalés chez les ouvriers de l'industrie cotonnière; à Falaise, tendance au ralentissement chez les bouchers, qui estiment qu'un cinquième des leurs sont en chômage. A Caen, chez les mouleurs, moins de 2 p. o/o de chômeurs.

Cantal. — A Aurillac, ralentissement du travail chez les ouvriers du bâtiment, les terrassiers comptent trois quarts des leurs en chômage, les maçons, moitié; chez les charpentiers et menuisiers, un quart; journée de 9 heures pour ces derniers.

Charente. — Chez les typo-lithographes d'Angoulême, travail plus abondant que l'an dernier, 2 p. o/o de chômeurs; 8 p. o/o chez ceux de Cognac. Chez les cordonniers d'Angoulême, 16 p. o/o de chômeurs; chez ceux de Cognac, un tiers. A Cognac, chez les tonneliers, pas de chômeurs. A Angoulême, peu de travail chez les tailleurs de pierres et maçons qui ne font

plus que 30 heures par semaine et estiment que deux tiers des leurs sont en chômage. A Angoulême, les *peintres* estiment à moitié le nombre des leurs en chômage.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* ni chez les *typographes*; de même chez les *typographes* et les *menuisiers* de Rochefort. A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*, non plus qu'à Rochefort, chez les *tailleurs de pierres*. A la Rochelle, chez les ouvriers du *bâtiment*, environ 15 p. o/o de chômeurs.

Cher. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Apremont, non plus que chez ceux de la Chapelle-Hugon, la Guerche, Cuffy et Brécy. A Méry-ès-Bois, travail un peu plus abondant chez les *bûcherons*, un quart de chômeurs. Situation meilleure chez les *bûcherons* de Sancergues, chez lesquels le nombre des chômeurs s'est abaissé à 4 o/o. A Bourges, chez les ouvriers en *toiles cirées*, situation bonne quoique moins favorable que l'an dernier. Ralentissement du travail chez les *typographes*, surtout pour les ouvriers aux pièces; 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; chez ceux de l'*habillement* et du *campement*, 12 p. o/o. Ralentissement du travail chez les *menuisiers*, qui comptent environ un tiers de chômeurs. A Saint-Amand, chez les ouvriers en *voitures*, pas de chômeurs; à Bourges, environ 9 p. o/o. A Bourges, chez les ouvriers de l'*aneublement*, pas de chômeurs, de même chez les ouvriers de l'*essieu*. Ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierres*, qui estiment aux deux tiers le nombre des leurs en chômage; chez ceux de Vierzon, un quart de chômeurs. A Bourges, travail toujours peu actif chez les *maçons* et les *terrassiers*, qui comptent moitié des leurs en chômage; salaire de 40 à 45 centimes l'heure pour les *maçons*. Arrêt du travail chez les *maçons* de Dun-sur-Auron par suite des intempéries et deux tiers de chômeurs chez ceux de Saint-Amand. A Bourges, travail moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *peintres*, qui comptent deux tiers de chômeurs; même situation chez les *plâtriers*. A Saint-Amand, chez les *plâtriers*, ralentissement habituel, moitié de chômeurs; chez les *couvreurs*, à Vierzon, 7 p. o/o; à Bourges, un tiers. A Méhun-sur-Yèvre, chez les *peintres-porcelainiers*, pas de chômeurs; chez les *employés* de Bourges, environ 9 p. o/o.

Corrèze. — Chez les *typographes* de Brive, 8 p. o/o de chômeurs; chez ceux de Tulle, situation bonne, pas de chômeurs; de même à Bort, chez les *chapeliors*. A Brive, les *sciurs de long* comptent un tiers de chômeurs; à Tulle, les *charpentiers*, un cinquième et les *tailleurs de pierres*, trois quarts.

Corse. — A Ajaccio, les *maçons* estiment aux trois quarts le nombre de leurs chômeurs.

Côte-d'Or. — A Villiers-le-Duc, chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeurs; de même à Corcelles-les-Cîteaux, chez les *bûcherons*. Peu de travail chez les *carriers* de Comblanchieu, 16 p. o/o de chômeurs environ. A Dijon, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Creuse. — A Saint-Martial-le-Mont, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *lithographes*, 4 p. o/o chez les *typographes*; au Bague, chez les *chapeliors*, pas de chômeurs. A Périgueux, chez les *charpentiers*, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, les *syndiqués* estiment aux deux tiers le nombre de leurs chômeurs. Chez les *peintres*, tendance à la reprise du travail, un cinquième de chômeurs.

Doubs. — A Besançon, chez les *papetiers*, pas de chômeurs; de même chez les *typographes*, où le travail est plus abondant que l'an et le mois derniers. A Pontarlier, travail assez abondant, comme tous les ans à cette époque; chez les *typographes*, pas de chômeurs; même situation chez les ouvriers de l'*industrie textile* à Colombier-Fontaine. A Montbéliard, chez les ouvriers en *meubles*, pas de chômeurs; à Audincourt, pas de chômeurs chez les ouvriers en *automobiles*; chez les *métallurgistes*, 4 p. o/o; à Valentigney, moins de 1 p. o/o; à Besançon, chez les ouvriers en *ressorts d'horlogerie* et les *sertisseurs-pierristes*, pas de chômeurs, non plus qu'à Sainte-Suzanne, chez les *horlogers*. A Besançon, ralentissement du travail chez les *maçons*, qui comptent deux tiers des leurs en chômage.

Drôme. — A Valence et Die, chez les ouvriers de l'*ameublement*, pas de chômeurs; de même à Valence chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, chez les *compositeurs-typographes* et *relieurs*, pas de chômeurs; non plus qu'à Egy chez les ouvriers en *peignes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs chez les *typographes*, les *menuisiers*, ni les *mécaniciens*. Chez les ouvriers du *bâtiment*, $\frac{1}{4}$ de chômeurs, tendance à la reprise du travail.

Finistère. — A Concarneau, tendance à la reprise du travail chez les *ferblantiers-boîtiers*, qui estiment encore à moitié environ le nombre de leurs chômeurs; à Morlaix, même situation chez les ouvriers du *bâtiment*. A Brest, chez les ouvriers du *port*, pas de chômeurs.

Gard. — A Tréséols, chez les *mineurs*, pas de chômeurs; de même chez les *confiseurs-pâtisseries* de Nîmes. Dans cette dernière ville, chez les *boulangers*, un cinquième de chômeurs; chez les *typographes*, pas de signalés, non plus qu'à Aramon chez les *vanniers*, et à Bessèges, chez les ouvriers des *laminaires*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, travail plus abondant que le mois dernier chez les *typographes* qui comptent un cinquième de chômeurs; chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*, pas de chômeurs; de même chez les *métallurgistes*. Chez les *charpentiers*, ralentissement du travail, un tiers de chômeurs; chez les *hommes de peine*, environ 10 p. o/o, chez les *employés de commerce*, moins de 1 p. o/o et chez les *comptables*, pas de chômeurs.

Gers. — Travail peu abondant chez les ouvriers *cultivateurs* de Fabrégues, un tiers de chômeurs, pas suite de la mévente des vins.

Gironde. — A Bordeaux, chez les *pâtisseries-glaciers*, environ 13 p. o/o de chômeurs; chez les *typographes* pas de chômeurs, non plus que chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. Morte-saison chez les *tailleurs d'habits*, qui estiment à près des trois quarts le nombre de leurs chômeurs. A Libourne, les *charpentiers de haute futaie* comptent environ un cinquième de chômeurs; de même à Bourgoin, chez les *menuisiers*, chez lesquels la journée est réduite à 8 et 9 heures. A Saint-Pardou, chez les *tonneliers*, pas de chômeurs; non plus qu'à Bordeaux, chez les *ébénistes*. Chez les *marins chauffeurs*, à Arcachon, pas de chômeurs; à Bordeaux, environ 10 p. o/o. A Bordeaux, chez les *bijoutiers*, pas de chômeurs; chez les *tailleurs de pierres*, ralentissement du travail, environ 12 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures. Chez les *marbriers*, même nombre de chômeurs; chez les *peintres* 14 p. o/o; chez les *plâtriers*, un cinquième; chez les *couvreurs*, pas de signalés. Chez les *employés de commerce*, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs; chez les *bouchers-charcutiers*, environ 8 p. o/o; chez les *coiffeurs*, 6 p. o/o et chez les *gens de maison* environ 5 p. o/o.

Hérault. — A Béziers, chez les *vignerons*, morte-saison, deux tiers de chômeurs; à Marsillargues, ralentissement du travail, chez les *cultivateurs* (mévente des vins), près de moitié de chômeurs; 20 p. o/o environ chez les *jardiniers-fleuristes* de Montpellier; à Vic-les-Étangs, chez les *vignerons*, pas de chômeurs; à Graissessac, chez les *mineurs*, 3 p. o/o. A Montpellier, chez les *confiseurs-pâtisseries*, environ 20 p. o/o, et chez les *boulangers*, 11 p. o/o. Travail moins abondant que l'an et le mois derniers, chez les *typo-lithographes*, 12 p. o/o de chômeurs; même situation chez les *cordonniers*, qui comptent moitié de chômeurs. A Béziers, chez les *tailleurs*, morte-saison; chez les *tonneliers*, 15 p. o/o de chômeurs. A Cette, les ouvriers en *bois merrains* comptent un tiers des leurs en chômage; à Béziers, chez les *ébénistes*, ralentissement du travail, toutefois pas de chômeurs indiqués. A Montpellier, les *peintres* estiment qu'un tiers des leurs sont en chômage, par suite de la morte-saison et de la crise vinicole; les *terrassiers* comptent moitié de chômeurs, les *coiffeurs* moins de 2 p. o/o.

Ille-et-Vilaine. — A Treignat, chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeurs; chez les *mineurs* de Bruz, un peu moins de 1 p. o/o. A Rennes, chez les *typographes*, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs; chez les *ouvriers en cuirs et peaux*, pas de signalés; chez les *ouvriers (corporation de Saint-Crépin)*, environ 2 p. o/o. Chez les *chapeliers*, pas de chômeurs. De même, chez les *charpentiers*. A Fougères, chez les *ébénistes*, pas de chômeurs; non plus qu'à Rennes, chez les *maçons* et chez les *couvreurs*. A Fougères, chez les *plâtriers*, environ 11 p. o/o de chômeurs et chez les *couvreurs*, 14 p. o/o. A Saint-Malo, reprise du travail chez les *charbonniers*, qui, toutefois, comptent encore près de moitié des leurs en chômage.

Indre. — A Châteauroux, chez les *typographes*, pas de chômeurs; situation toujours difficile chez les *ouvriers en cuirs et peaux* de Chinault, qui estiment à près de moitié le nombre des leurs en chômage. A Châteauroux, chez les *ouvriers en drap*, pas de chômeurs, non plus que chez les *menuisiers*. Chez les *ouvriers du bâtiment*, un tiers de chômeurs.

Indre-et-Loire. — A Tours, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; à Châteaurenault, pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*, et 4 p. o/o chez les *cordonniers*. A Tours, ralentissement du travail chez les *tisseurs en soie*, qui signalent 1 p. o/o de chômeurs. Chez les *ébénistes*, travail moins abondant que l'an et que les mois derniers; environ un quart de chômeurs. A Louvigné-du-Désert, chez les *granitiers*, pas de chômeurs.

Isère. — A Grenoble, chez les *gaziers*, pas de chômeurs; de même à Voiron, chez les *typographes*. A Grenoble, ralentissement du travail par rapport à l'an dernier, chez les *palissonneurs*; chez les *teinturiers en peaux*, pas de chômeurs. Chez les *gantiers* de Gières, 20 p. o/o de chômeurs; à la Tour-du-Pin, chez les *tullistes*, pas de signalés; de même à Voiron chez les *menuisiers*.

Jura. — Trois quarts de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et similaires* de Lons-le-Saunier. Chez les *typographes* et chez les *lithographes* de Dôle, travail peu abondant; dans une imprimerie on ne fait que 9 heures et demie au lieu de 10. A Lons-le-Saunier, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Landes. — A Dax, chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs.

Loir-et-Cher. — Chez les *typographes* de Blois, pas de chômeurs; de même à Vendôme, chez les *métallurgistes*, et à Blois, chez les *employés*.

Loire. — A la Talaudière et à Saint-Chamond, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même à Roanne, chez les *typographes*; 3 p. o/o chez les *imprimeurs-graveurs*. A Saint-Étienne, les *typographes* estiment à près de 15 p. o/o le nombre de leurs chômeurs; à Régny, chez les *teinturiers*, pas de chômeurs; de même chez les *tisseurs-épingleurs* de Saint-Étienne et chez les *tisseurs* de le Cergne; à la Gresle, tendance au ralentissement chez les *tisseurs*, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs; les chefs d'atelier *passementiers* signalent qu'un tiers des leurs manquent de commandes; 3 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Saint-Just-sur-Loire; ralentissement chez les *tisseurs-rubaniers* des Barques et chez les *tisseurs-veloutiers* de Saint-Rambert qui estiment, les premiers à moitié, les seconds aux 4/5, le nombre de leurs chômeurs. Ralentissement du travail chez les *passementiers* qui comptent, à Avézieux, près d'un tiers de chômeurs; un peu plus du tiers à la Fouillouse; 14 p. o/o à Saint-Jean-Bonnefonds, et un tiers à Terrenoire.

A Chazelles-sur-Lyon, chez les *chapeliers-fouleurs* et *chapeliers-appropriers*, pas de chômeurs. A Saint-Étienne, travail peu abondant chez les *charpentiers*, qui comptent un peu plus de moitié des leurs en chômage; même situation chez ceux de Roanne. A Bourg-Argental, chez les *tourneurs en bois*, pas de chômeurs, journée de 11 heures, salaire journalier environ 3 francs. A Roanne, chez les *mouleurs*, environ 8 p. o/o de chômeurs; à Firminy, chez les *métallurgistes*, ralentissement du travail, 5 p. o/o de chômeurs; durée du travail réduite à environ

35 heures (*tréfileurs*). 50 (*mouleurs et tourneurs*), 55 (*lamineurs*). A Grand-Croix, chez les *métallurgistes*, 5 p. o/o de chômeurs; à Roanne, chez les ouvriers en *métaux*, environ 10 p. o/o. Chez les ouvriers en *limes* de Chambon-Feugerolles, 2 p. o/o de chômeurs; à Trablaine, pas de chômeurs. A Saint-Étienne, chez les *maréchaux-ferrants*, de même pas de chômeurs; tendance au ralentissement du travail chez les *mécaniciens-chauffeurs* des tramways. A Saint-Étienne, chez les *armuriers*, 13 p. o/o de chômeurs. Chez les *employés*, environ 6 p. o/o; chez les *tripiers*, 4 p. o/o. A Sail-sur-Couzon, chez les ouvriers d'*eaux minérales*, pas de chômeurs.

Haute-Loire. — Au Puy, chez les *typographes*, pas de chômeurs; de même chez les *cordonniers*. A Saint-Didier-la-Séauve, peu de commandes chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, dont plus d'un tiers chôment. A Sainte-Sigolène, ralentissement du travail chez les *passementiers*, qui estiment à un quart le nombre de leurs chômeurs; au Puy, chez les *menuisiers*, environ 10 p. o/o. Chez les ouvriers en *métaux*, 6 p. o/o.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les *relieurs*, 4 p. o/o de chômeurs; chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*, pas de signalés; non plus que chez les *menuisiers*, chez les *modeleurs-mécaniciens* et chez les *vanniers*. Chez les *serruriers*, 8 p. o/o. A Saint-Nazaire, chez les *chauffeurs*, un peu moins de 4 p. o/o. Chez les *paveurs* de Chantenay, pas de chômeurs; à Pornic, chez les ouvriers du *bâtiment*, un tiers. A Nantes, le ralentissement du travail persiste chez les *peintres*. A Saint-Nazaire, les *ouvriers du port* comptent un tiers de chômeurs. A Nantes, chez les *coiffeurs*, 4 p. o/o.

Loiret. — A Cernoy, chez les *bûcherons*, fin des coupes, 11 p. o/o de chômeurs; à Gien, chez les *bûcherons*, environ un tiers. A Orléans, 20 o/o chez les *boulangers*. Travail abondant chez les *caoutchoutiers* de Chalette, pas de chômeurs. A Orléans, 12 p. o/o, tendance au ralentissement du travail chez les *menuisiers*; chez les *tailleurs de pierres*, pas de chômeurs; chez les *plâtriers*, morte-saison; chez les *employés de commerce*, un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs.

Lot-et-Garonne. — A Agè, chez les *boulangers*, environ 9 p. o/o de chômeurs; les *tailleurs* estiment moitié le nombre de leurs en chômage. Chez les *charpentiers*, pas de chômeurs, non plus qu'à Lavardac, chez les *boucheonniers*. Chez les ouvriers en *métaux*, 3 p. o/o à Villeneuve-sur-Lot, 10 p. o/o à Agè; chez les *métallurgistes* de Fumel, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, 8 p. o/o de chômeurs. A Agè, environ moitié chez les *peintres*, et à Casteljaloux, chez les *hommes de peine*, pas de signalés. A Fumel, hausse sur le pain, 0 fr. 01 par kilogramme.

Maine-et-Loire. — A Angers, chez les *boulangers*, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs; à Cholet, chez les *boulangers*, pas de signalés. A Angers, travail moins abondant que l'an dernier chez les *coupeurs en chaussures*, 3 p. o/o de chômeurs; chez les ouvriers de l'*industrie textile*, 2 p. o/o; pas de signalés chez les *tisserands* de la Tessouaille, Cholet, Gesté, la Séguinière; ceux de Saint-Léger-sur-Cholet estiment le travail irrégulier, les commandes dans plusieurs maisons alimentent les ateliers seulement une partie de la semaine. A Saint-Philbert-en-Mauges, chez les *tisserands*, près de 20 p. o/o de chômeurs; à Cholet, chez les *charpentiers*, environ 7 p. o/o; chez les *menuisiers*, pas de signalés; de même à Saumur, chez les ouvriers de la *carrosserie* et à Angers, chez les *galochiers* et les *mécaniciens*. A Cholet, les ouvriers du *bâtiment* estiment à un tiers le nombre de leurs en chômage; à Saumur, chez les *paveurs*, peu de chômeurs. A Angers, chez les *employés*, pas de chômeurs, et chez les *garçons limonadiers*, environ 14 p. o/o.

Manche. — A Cherbourg, chez les *ébénistes*, pas de chômeurs, et chez les *maçons*, environ moitié des syndiqués.

Marne. — A Reims, chez les *cuisiniers*, 5 p. o/o de chômeurs. A Châlons, chez les *typographes*, pas de signalés; de même à Épernay, chez les *imprimeurs*. A Reims, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, près de 4 p. o/o chez les *lithographes*, *papetiers*. Travail encore calme chez les *apprêteurs en pelleterie* de Fismes, qui comptent un tiers de chômeurs.

A Reims, chez les *menuisiers*, 13 p. o/o. A Épernay, chez les *boucheonniers*, pas de signalés; de même à Reims, chez les *mouleurs*, chez les *ouvriers en métaux*, 1 p. o/o, travail réduit à 50 heures environ par semaine; chez les *maçons*, 10 p. o/o de chômeurs. A Épernay, chez les *ouvriers en bâtiment*, 3 p. o/o, et à Saint-Dizier, chez les *ouvriers en métaux*, 10 p. o/o.

Mayenne. — A Laval, la reprise du travail déjà indiquée chez les *typographes* s'accroît, 6 p. o/o de chômeurs; chez les *ouvriers du bâtiment*, environ 12 p. o/o.

Meurthe-et-Moselle. — Travail ralenti chez les *mineurs* de Bouvières-aux-Chênes, mais on ne signale pas de chômeurs; même situation chez ceux de Frouard et de Chavigny. A Frouard, chez les *carriers*, situation bonne, salaires de 0 fr. 35 à 0 fr. 40 l'heure, pas de chômeurs; de même à Maxéville chez les *mineurs* et, à Nancy, chez les *ouvriers en limes*. Morte-saison chez les *tailleurs de pierres* de cette dernière ville qui comptent près des trois quarts des leurs en chômage.

Meuse. — A Lérrouville, chez les *carriers*, 9 p. o/o de chômeurs. A Vaucouleurs, les *mouleurs* estiment à un tiers environ le nombre des leurs en chômage.

Morbihan. — Chez les *mineurs* de Ludres, pas de chômeurs; de même chez les *typographes* de Vannes, chez les *galochiers* de la Perrière et chez les *ferblantiers boitiers* de Ploëmeur. A Lorient, chez les *ouvriers du bâtiment*, ralentissement du travail, un quart de chômeurs.

Nièvre. — Situation toujours bonne chez les *ouvriers des bois* de Buzy, pas de chômeurs; de même chez ceux de la Chapelle-Saint-André, Menou, Montavon, Saint-Amand et Ciez; à Perray, environ 10 p. o/o. A Nevers, chez les *boulangers*, même chômage; chez les *cordonniers*, pas de chômeurs; de même à Saint-Pierre-le-Moutier, chez les *ouvriers du bâtiment*. A La Charité-sur-Loire, un quart de chômeurs. A Nevers, chez les *maçons*, près d'un tiers.

Nord. — Chez les *confiseurs* et *chocolatiers* de Lille, travail plus abondant que le mois dernier, on compte 1 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *typographes* de Douai, Lille et Valenciennes; moins de 2 p. o/o chez ceux de Roubaix et 5 p. o/o chez ceux de Dunkerque. Chez les *cordonniers* du Vieux-Condé, pas de chômeurs. De même chez les *tisserands* d'Haspres, de Villers-en-Cauchies, chez les *tisseurs* du Cateau, chez les *peigneurs* et les *tisserands* de Tourcoing; dans cette dernière localité, ralentissement du travail chez les *fileurs*, plusieurs maisons ont licencié une partie de leur personnel et réduit le nombre des heures de travail, on estime à près d'un tiers le nombre des chômeurs chez les syndiqués. A Tourcoing, les *trieurs de laine* estiment qu'un peu plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage; chez les *tapissiers*, 8 p. o/o. A Armentières, chez les *charpentiers*, 2 p. o/o de chômeurs; à Roubaix, 15 p. o/o; à Saint-Amand, un peu moins de 2 p. o/o, tendance au ralentissement du travail dans ces localités. A Dunkerque, chez les *tonneliers*, 4 p. o/o de chômeurs. A Fellerie, chez les *tourneurs sur bois*, pas de signalés. A Lille, chez les *mouleurs*, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, environ 15 p. o/o de chômeurs; à Tourcoing, même situation, près d'un quart de chômeurs. A Anzin, les *métallurgistes* estiment qu'un quart des leurs sont en chômage. A Dunkerque, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs. A Lille, chez les *ouvriers en métaux* (Saint-Éloi), environ 3 p. o/o. A Maubeuge et à Saint-Amand, pas de chômeurs ainsi qu'à Vieux-Condé chez les *métallurgistes*. A Roubaix, chez les *ferblantiers couvreurs*, tendance à la reprise du travail, environ 14 p. o/o de chômeurs. A Cousolre, morte-saison chez les *marbriers à la pendule*; chez les *marbriers* de Jeumont, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs. A Dunkerque, chez les *maçons*, environ 15 p. o/o; à Lille, chez les *terrassiers*, près de 17 p. o/o. A Lourches et à Aniche, chez les *verriers*, pas de chômeurs; chez les *verriers à vitres* de Fresnes, 2 p. o/o.

Oise. — A Hermes, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*, travail actif, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs. A La Croix-Saint-Ouen, chez les *ouvriers layetiers*, pas de chômeurs; de même à Méru, chez les *boutonniers* et à Creil, chez les *mouleurs*.

Orne. — A Alençon et à Flers, chez les *typographes*, pas de chômeurs. A Flers, dans l'*industrie cotonnière*, arrêt du travail dans une usine (500 ouvriers), par suite de remplacement d'une machine. A Alençon, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, de même que chez les *mouleurs* de Flers. A Alençon, chez les *peintres*, ralentissement du travail, près du quart de chômeurs; pas de signalés chez les *couvreurs*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, chez les *boulangers*, 11 p. o/o de chômeurs; à Arras, chez les *typographes*, pas de signalés; moins de 4 p. o/o chez ceux de Roubaix. Travail moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *cordonniers* de Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs signalés. A Calais, manque d'activité chez les *ourdisseurs*, par suite de la grève des tullistes; même situation chez les *teinturiers*, qui estiment qu'un peu plus des deux tiers des leurs sont en chômage. Chez les *tailleurs*, morte-saison. A Boulogne-sur-Mer, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs; de même à Calais, chez les ouvriers en *métaux*. A Boulogne, chez les *mécaniciens navigateurs*, ralentissement du travail par suite d'avarie à des bateaux, dont on a dû débarquer l'équipage, et de la concurrence des *mécaniciens* non diplômés; environ 15 p. o/o de chômeurs. Chez les ouvriers en *métaux* de Calais, qui comptent un cinquième des leurs en chômage, ralentissement du travail par suite de la grève des tullistes.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, chez les *cuisiniers*, un tiers de chômeurs; chez les *boulangers*, 16 p. o/o; chez les *caoutchoutiers*, 4 p. o/o; chez les ouvriers en *cuirs et peaux*, pas de signalés. Chez les *menuisiers*, environ 10 p. o/o. A Saint-Rémy-Dusolle, chez les *émouleurs*, pas de chômeurs; à Clermont-Ferrand, les *maçons* estiment à un quart le nombre des leurs en chômage; chez les *plâtriers*, près de moitié de chômeurs. Travail moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *camionneurs*, qui comptent un quart de chômeurs, chez les *employés de tramways*, 7 p. o/o.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, les *boulangers* comptent un cinquième des leurs en chômage; à Pau, chez les *typographes*, 11 p. o/o. A Bayonne, chez les *tapissiers*, pas de signalés; morte-saison chez les *tailleurs*. A Boucau, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs; à Bayonne, chez les ouvriers du *bâtiment*, 8 p. o/o; chez les *maçons* de Biarritz et de Pau, pas de chômeurs; de même chez les *peintres* de cette dernière localité.

Hautes-Pyrénées. — A Bagnères-de-Bigorre, travail peu abondant dans l'*industrie textile*, diminution de travail de 5 heures par jour dans une usine (100 ouvriers). A Aureilhan, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, de même à Bagnères-de-Bigorre, chez les *tourneurs*. A Tarbes, chez les *employés*, 3 p. o/o de chômeurs.

Pyrénées-Orientales. — A Clara, chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeurs; à Pézilla-la-Rivière, chez les *travailleurs de la terre*, arrêt du travail; à Rivesaltes, chez les *travailleurs de la terre*, travail moins abondant que l'an et le mois derniers (mévente des vins), près des deux tiers de chômeurs. Chez les *travailleurs de la terre* de Soler, un tiers de chômeurs, travail un peu plus abondant que le mois dernier. A Perpignan, ralentissement du travail chez les *cuisiniers*, qui comptent environ un cinquième de chômeurs; même situation chez les *boulangers*, avec près de 15 p. o/o de chômeurs. Travail actif chez les *typographes*, *lithographes* et *relieurs*, pas de chômeurs. Les *travailleurs de la terre* et les ouvriers du *bâtiment* souffrent de la crise vinicole; ils comptent de nombreux chômeurs et considèrent la situation comme moins bonne que l'an dernier. A Perpignan, le ralentissement du travail s'accroît chez les *charrons-forgerons*, journée de 8 à 9 heures; les syndiqués estiment à moitié le nombre des leurs en chômage. Chez les *tonneliers*, travail moins abondant que l'an et que le mois derniers, environ un tiers de chômeurs.

Haut-Rhin. — A Belfort, reprise du travail chez les ouvriers de l'*industrie textile*; un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs à Giromagny; ralentissement à Héricourt, 8 p. o/o de chômeurs; tendance à la reprise au Pieux; à Rougegoutte, pas de chômeurs. De même à Beaucourt, chez les *mouleurs*; à Belfort, chez les *métallurgistes*, 4 p. o/o; chez les *maçons* et chez les *plâtriers*, pas de signalés, et chez les *peintres*, un cinquième.

Rhône. — A Canohès, chez les *vignerons*, environ un tiers de chômeurs; à Lyon, chez les *confiseurs, pâtisseries-chocolatiers*, 12 p. o/o; chez les *imprimeurs et conducteurs typographiques*, pas de chômeurs, de même chez les *chevriers-marquins* et chez les *cordonniers* du cousu main, chez les *coupeurs en chaussures*, 3 p. o/o. Reprise du travail chez les *tisseurs* de soie et de velours à Lyon et à Grandris, pas de chômeurs; cependant chez les chefs d'ateliers *tisseurs* de velours de Lyon, commandes insuffisantes pour occuper tout le personnel. Chez les *guimpiers*, pas de chômeurs; chez les *tallistes*, tendance à la reprise du travail, mais les *syndiqués* estiment à près de moitié le nombre des leurs en chômage; chez les *apprêteurs* de tulles, environ un quart. Chez les ouvriers en *confections*, pas de chômeurs; chez les *coupeurs-tailleurs*, travail moins abondant que le mois dernier, fin de saison; chez les *coupeurs-chemisiers*, 12 p. o/o de chômeurs. Chez les *chapeliers* de Givors et de Grigny, pas de signalés; à Saint-Symphorien, malgré la reprise du travail, placement difficile pour les *syndiqués*, qui comptent un peu plus de moitié des leurs en chômage. A Lyon, les *charpentiers* comptent deux tiers des leurs en chômage. Chez les *sculpteurs*, pas de chômeurs; de même, chez les ouvriers en *lits*; chez les *machinistes*, environ 10 p. o/o. Chez les *bronziers* et les *orfèvres*, pas de signalés; chez les *tailleurs de pierres*, ralentissement du travail, environ un tiers de chômeurs. Chez les *sculpteurs*, qui comptent un quart des leurs en chômage, travail moins abondant que l'an et le mois derniers. Les *terrassiers* estiment à un cinquième le nombre des leurs en chômage. A Givors, chez les ouvriers en *produits céramiques*, pas de chômeurs; à Neuville-sur-Saône, chez les *manouvriers*, 3 p. o/o; à Lyon, chez les *épiciers*, environ 8 p. o/o.

Haute-Saône. — A Vesoul, chez les *typographes*, pas de chômeurs. A Saint-Loup-sur-Semouse, chez les *cordonniers*, pas de chômeurs, les ouvriers de l'*ameublement* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; à Planchais-les-Mines, chez les ouvriers en *métaux*, pas de chômeurs.

Saône-et-Loire. — A Saint-Léger-sur-d'Heune, chez les *manouvriers*, un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs; à Perrecy-les-Forges, chez les *mineurs*, pas de signalés. De même chez les *carriers* de Nanton où le travail qui avait été arrêté par suite du mauvais temps, en novembre et décembre 1900, a repris. Travail abondant chez les *carriers* et *piqueurs de grès* de Saint-Émiland, par suite du renouvellement des marchés. A Coublanc, les *tisseurs* estiment à un peu plus de moitié le nombre des leurs en chômage. A Chalon-sur-Saône, 8 p. o/o de chômeurs chez les *sabotiers*, travail moins abondant que l'an dernier par suite de stocks en magasin. A Mâcon, ralentissement du travail chez les ouvriers en *sparterie*, toutefois, pas de chômeurs; de même à Martigny-le-Comte, chez les *piqueurs de grès*. Chez les *maçons*, à Chalon-sur-Saône, arrêt du travail, par suite des intempéries; à Digoin, moitié de chômeurs; à Montchanin, chez les *tuiliers*, et à Digoin, chez les *faïenciers*, pas de chômeurs. A Montceau-les-Mines, chez les *bateliers*, chômage général, par suite de la gelée et de la grève des mineurs.

Sarthe. — A la Flèche, chez les *galochiers*, pas de chômeurs; chez ceux du Mans, morte-saison, ralentissement du travail; dans cette ville, chez les *ébénistes*, pas de chômeurs, de même à Vibraye, chez les ouvriers en *manches en parapluie*. Au Mans, chez les ouvriers en *métaux*, environ 11 p. o/o de chômeurs, tendance à réduction des salaires; chez les *mécaniciens*, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs; chez les *maçons*, qui comptent deux tiers des leurs en chômage, travail moins abondant que l'an et le mois derniers; chez les *couvreurs*, pas de chômeurs.

Savoie. — A Chambéry, chez les *serviteurs*, pas de chômeurs; les *tailleurs de pierres* comptent un tiers des leurs en chômage; chez les *plâtriers*, environ 16 p. o/o.

Haute-Savoie. — A Annecy, chez les *chapeliers-fouleurs*, pas de chômeurs; ralentissement du travail chez les *menuisiers* qui comptent moitié des leurs en chômage. Chez les *tailleurs de pierres*, les *syndiqués* comptent deux tiers de chômeurs, c'est la morte-saison.

Seine. — A Paris, chez les *cuisiniers*, près de 8 p. o/o de chômeurs; chez les *chocolatiers*, 5 p. o/o; chez les *boulangers* (*syndicat mixte*), le chômage déjà signalé se maintient chez

ceux des *Ternes* et *Belleville*, on compte environ un quart de chômeurs; chez les *biscuitiers*, 8 p. o/o. A Saint-Denis, chez les *boulangers*, placement plus difficile que l'an dernier, 7 p. o/o des adhérents sans place à demeure.

A Paris, chez les *doreurs-relieurs*, 8 p. o/o de chômeurs. Travail abondant chez les *typographes*, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs; même chômage chez les *femmes typographes*. Par contre, situation moins bonne que l'an dernier chez les *conducteurs-pointeurs* qui comptent 16 p. o/o de chômeurs. Même ralentissement chez les *graveurs-lithographes* et 18 p. o/o de chômeurs; chez les *imprimeurs conducteurs* et les *lithographes (Union)*, environ 5 p. o/o de chômeurs; chez les *imprimeurs lithographes*, 8 p. o/o; 10 p. o/o chez les *opérateurs-bitumiers* de la photogravure et 18 p. o/o chez les *coloristes-enlumineurs*.

Reprise active du travail chez les *apprêteurs en pelleterie*, pas de chômeurs; par contre, travail moins abondant que le mois dernier chez les *corroyeurs* qui comptent 15 p. o/o de chômeurs; chez les *tanneurs*, 7 p. o/o et chez les *mégissiers du mouton*, 14 p. o/o. Pas de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures (Solidarité)*; 8 p. o/o chez les *conseurs en chaussures*, 10 p. o/o chez les *ouvriers en talons*. Les *ouvriers fabricants de colliers anglais* estiment à environ 20 p. o/o le nombre des chômeurs; chez les *selliers*, 3 p. o/o.

Travail moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *teinturiers* qui estiment à 14 p. o/o le nombre des leurs en chômage; chez les *dessinateurs en broderies*, 3 p. o/o; chez les *tisseurs à la main*, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs; travail moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *passementiers*, qui estiment à un tiers le nombre des leurs en chômage. Les *coupeurs-chemisiers* comptent 3 o/o de chômeurs; les *coupeurs-tailleurs*, un peu plus du tiers, les *tailleurs de Paris*, un quart, les *tailleurs (Solidarité)*, un peu plus du quart. Reprise du travail chez les *casquettiers*, dans la confection des *chapeaux mécaniques*, 5 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers* et un peu moins de 1 p. o/o chez les *ouvrières*; 2 p. o/o chez les *ouvriers en chapeaux de soie*. A Arcueil-Cachan, les *blanchisseurs* signalent qu'un tiers environ des leurs sont en chômage. A Paris, 5 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs et garçons de lavoirs*.

Les *charpentiers de la Seine* comptent environ 20 p. o/o de chômeurs, les *charpentiers (Solidarité)* estiment à moitié le nombre des leurs en chômage; chez les *scieurs de long*, 15 p. o/o; chez les *scieurs et découpeurs*, 14 p. o/o. Travail moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *menuisiers* qui estiment à un quart le nombre de leurs chômeurs. Chez les *menuisiers en voitures*, 4 p. o/o de chômeurs; 20 p. o/o environ chez les *peintres en voitures*, avec tendance au ralentissement du travail; 1 p. o/o chez les *ouvriers en voitures*. Chez les *ébénistes en photographie*, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs; pas de signalés chez les *ébénistes (lit)*; 16 p. o/o environ chez les *mouluriers à la main*, 6 p. o/o chez les *ouvriers en meubles de jardin*. Chez les *baleiniers*, 10 p. o/o de chômeurs; chez les *brossiers pour peinture*, ralentissement du travail, par suite de l'organisation d'ateliers en province, 4 p. o/o de chômeurs.

Les *mouleurs* estiment à un quart le nombre des leurs en chômage, ainsi que les *serruriers*; les *tourneurs-décolleteurs* en comptent 6 o/o; les *conducteurs d'automobiles*, un peu moins de 3 p. o/o; chez les *serruriers du bâtiment*, morte-saison, environ 15 p. o/o de chômeurs. Chez les *machinistes*, 6 p. o/o; chez les *ouvriers en instruments de précision* et les *ferblantiers*, 3 p. o/o; chez les *électriciens*, 5 p. o/o; chez les *potiers en étain*, 2 p. o/o. A Saint-Denis, chez les *graveurs sur bois*, pas de chômeurs. A Paris, chez les *batteurs d'or*, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, 4 p. o/o de chômeurs; chez les *bijoutiers*, tendance au ralentissement du travail, environ 10 p. o/o de chômeurs.

Ralentissement du travail chez les *fourniers*, environ deux tiers de chômeurs; chez les *marbriers*, 8 p. o/o. Chez les *ouvriers du bâtiment*, et chez les *maçons* un tiers de chômeurs; chez les *terrasiers*, deux tiers; à Boulogne, chez les *terrasiers*, 15 p. o/o de chômeurs. A Paris, chez les *enduseurs*, trois quarts de chômeurs; chez les *peintres du quartier du Temple*, moitié; chez les *peintres français*, un quart; chez ceux de «*l'Alliance*» un tiers; à «*l'Union*», un peu plus de moitié; chez les *peintres en décor*, le ralentissement du travail s'accroît, trois quarts de chômeurs; chez les *peintres de Levallois*, environ un tiers. Dans cette ville, chez les *couvreurs*, un quart de chômeurs. A Paris, chez les *biseauteurs de glaces*, pas de chômeurs; chez les *opticiens*, un peu moins de 1 p. o/o.

Chez les employés de la Compagnie des *tramways-sud*, pas de chômeurs; de même à Levallois-Perret, chez les employés de *tramways*. A Paris, chez les *porteurs de journaux*, environ 10 p. o/o de chômeurs; même situation chez les *comptables*. Chez les *échaudeurs*,

environ 3 p. o/o de chômeurs; chez les *limonadiers*, ralentissement du travail. Les ouvriers *limonadiers* «*l'Espérance*» estiment que moitié des leurs sont en chômage; un tiers chez ceux du «*Progrès*»; chez les *employés de salle* des restaurants, 6 p. o/o de chômeurs; chez les *coiffeurs*, près de 4 p. o/o; chez les *employés à la Bourse de commerce*, un peu moins de 5 p. o/o; chez les *employés de commerce*, 1 p. o/o; chez les *employés en serrurerie*, 3 p. o/o; chez les *chiffonniers*, pas de chômeurs. Chez les *gens de maison*, un peu moins de 3 p. o/o; chez les ouvriers du *périmètre (gaz)*, 2 p. o/o; chez les *sténographes*, 3 p. o/o; chez les *femmes sténographes*, près de 5 p. o/o; chez les *élèves en pharmacie*, près de 1 o/o; chez les *professeurs de l'enseignement libre*, environ 5 p. o/o.

Seine-Inférieure. — Travail moins abondant que le mois dernier chez les *typographes* du Havre, cependant pas de chômeurs signalés; à Rouen, situation toujours bonne chez les *typographes*, pas de chômeurs. De même chez les *corroyeurs* qui signalent cependant un léger ralentissement du travail. Au Havre, chez les *selliers*, environ un quart de chômeurs; à Rouen et à Oissel, chez les *cotonniers*, pas de chômeurs; à Lillebonne, tendance au ralentissement. A Rouen, chez les *teinturiers*, pas de chômeurs. Au Havre, les *voiliers* comptent un tiers de chômeurs par suite du manque d'arrivages; chez les *tapissiers*, travail moins abondant que l'an et le mois derniers, un quart de chômeurs. A Rouen, chez les *coupeurs-tailleurs*, 6 p. o/o; au Havre, chez les ouvriers *charpentiers*, 20 p. o/o; même chômage et ralentissement du travail dans les *scieries*, tendance à la reprise du travail chez les *menuisiers* avec un quart de chômeurs; pas de signalés chez les *modelleurs* pour fonderies; chez les *ajusteurs*, un peu moins de 3 p. o/o; ralentissement du travail chez les *fondeurs* qui comptent environ 20 p. o/o de chômeurs; chez les *maréchaux-ferrants*, près de 12 p. o/o; chez les *chaudronniers*, pas de chômeurs. A Elbeuf, chez les *maçons*, un cinquième de chômeurs. Au Havre, un quart chez les *maçons* et deux tiers chez les *terrasiers*; chez les *couvreurs*, tendance à la reprise du travail, environ 7 p. o/o de chômeurs; chez les *marins du commerce*, près de 15 p. o/o. A Rouen, chez les *mariniers*, pas de chômeurs. Au Havre, les *charbonniers* estiment à deux tiers le nombre de leurs chômeurs, travail moins abondant que l'an et le mois derniers; même situation chez les *trieurs de cafés*; chez les *manœuvres*, un tiers de chômeurs. A Rouen, chez les *employés*, environ 3 p. o/o; chez les *voyageurs en liquides*, environ 20 p. o/o, le ralentissement des affaires déjà signalé se maintient.

Seine-et-Marne. — A Lagny, chez les *typographes*, pas de chômeurs; à Fontainebleau, chez les ouvriers du *meuble*, environ 5 p. o/o; au Moulin-Foulon, chez les *tailleurs de pierres*, un tiers; à la Ferté-sous-Jouarre, pas de signalés chez les *maçons*; chez les ouvriers du *bâtiment*, moitié à Fontainebleau, un quart à Lagny et à Saint-Pierre-lès-Nemours.

Seine-et-Oise. — Chez les *carriers* de Méry-sur-Oise, travail moins abondant que l'an dernier à cette époque; la journée de travail a été réduite à 8 heures et il y aurait près d'un tiers de chômeurs. A Bonnières, chez les ouvriers *raffineurs en pétrole*, pas de chômeurs; à Étampes, chez les *typographes*, 4 p. o/o; chez ceux de Saint-Germain-en-Laye, pas de signalés. Même situation chez les *cordonniers* de Versailles et chez les *chapeliers* d'Argenteuil, chez les *blanchisseurs* de Rueil et de Chaville, chez les *scieurs et découpeurs* à la mécanique de Versailles et chez les *mouleurs* d'Étampes. A Versailles, les *tailleurs de pierres* estiment à deux tiers le nombre de leurs chômeurs. Chez les ouvriers du *bâtiment*, un tiers de chômeurs à Saint-Germain-en-Laye; environ 15 p. o/o à Maisons Laffitte; à Versailles, morte-saison chez les *maçons* qui comptent deux tiers de chômeurs; à Étampes, chez les *peintres*, un cinquième et à Versailles, chez les *peintres*, un quart.

Deux-Sèvres. — A la Rampière-de-Saint-Laurs, chez les *mineurs*, pas de chômeurs; même situation à Niort chez les *typo-lithographes*. A Moulins, chez les *tisserands*, 10 p. o/o, et à Niort, pas de signalés chez les *chaudronniers-ferblantiers*.

Somme. — A Amiens, chez les *coupeurs en chaussures*, 5 p. o/o de chômeurs; chez les *tisseurs de velours mécanique*, tous les métiers sont en activité, certaines maisons chôment dans les tissages de *jutes*; salaire dans ces dernières, 2 francs par jour pour les bons ouvriers. Chez les *mouleurs*, travail peu abondant, 15 p. o/o de chômeurs; chez les *serruriers*, ralentissement du travail, 5 p. o/o de chômeurs, et à Friville-Escarbotin, chez les ouvriers en *cuivre*, environ 15 p. o/o.

Tarn. — A Saint-Sernin-lès-Mailhac, pas de chômeurs chez les mineurs; à Albi, chez les boulangers, 14 p. o/o; à la Bastide-Rouairoux, chez les ouvriers de l'industrie lainière, pas de chômeurs; à Castres, chez les tourneurs, même situation; chez les mouleurs, 6 p. o/o de chômeurs. A Briatexte, pas de signalés chez les ouvriers du bâtiment.

Tarn-et-Garonne. — A Sept-Fonds, chez les ouvriers en chapeaux de paille, pas de chômeurs; de même à Grisolles, chez les ouvriers en balais.

Var. — A Toulon, travail assez actif, mais avec tendance à la baisse, chez les typographes; pas de chômeurs signalés. Les cordonniers comptent 16 p. o/o de chômeurs; chez les voiliers, 7 p. o/o de chômeurs. Ralentissement du travail chez les machinistes de théâtre, placement difficile pour les membres du syndicat. A La Seyne, chez les maçons, environ un quart de chômeurs; à Toulon, chez les terrassiers, 7 p. o/o; chez les employés, pas de chômeurs.

Vaucluse. — A Ménerbes, chez les carriers, pas de chômeurs; de même à Avignon, chez les typographes, chez les tanneurs et chez les selliers. A Caderousse, chez les balatiers, ralentissement du travail, environ 20 p. o/o de chômeurs; à Avignon, chez les ouvriers en métaux, chez les ferblantiers-zingueurs, pas de signalés, et chez ceux de Carpentras, un peu moins de 3 p. o/o. A Cavaillon, chez les ouvriers du bâtiment, 5 p. o/o de chômeurs.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne, le mauvais temps qui a régné sur nos côtes a rendu très pénible la situation des marins-pêcheurs. Chez les mineurs de Faymoreau, pas de chômeurs. A Evrunes, les tisserands estiment à environ 18 p. o/o le nombre des leurs en chômage; chez les tisserands à la main, chez ceux des Epesses et de Saint-Laurent-sur-Sèvres pas de chômeurs. Chez les maçons, aux Sables-d'Olonne, de même pas de chômeurs; à La Roche-sur-Yon, ralentissement du travail, on compte moitié de chômeurs chez les syndiqués.

Vienne. — Chez les typographes de Ligugé, pas de chômeurs.

Vienne (Haute-). — A Limoges, chez les relieurs et doreurs, pas de chômeurs; de même, chez les imprimeurs; chez les typographes, 8 p. o/o. A Saint-Junien, chez les ouvriers en cuirs et peaux, pas de chômeurs; les gantiers estiment à 20 p. o/o le nombre des leurs en chômage. A Limoges, chez les tourneurs, et chez les employés de commerce, pas de chômeurs.

Vosges. — A Saint-Dié, chez les tisseurs, 15 p. o/o de chômeurs; pas de signalés à Liffol-le-Grand, chez les ouvriers en ameublement.

Yonne. — A Saint-Sauveur et à Trégny, chez les ouvriers forestiers, pas de chômeurs; à Ravières, chez les carriers, environ un quart; à Auxerre, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les typographes; à Sens, les menuisiers comptent un tiers des leurs en chômage. A Auxerre, chez les mouleurs, 5 p. o/o; chez les ouvriers en métaux, 2 p. o/o; chez les maçons, pas de chômeurs.

Algérie. — A Philippeville, les boulangers comptent près de moitié des leurs en chômage; chez les typographes de Bône, 8 p. o/o; à Alger, chez les tailleurs d'habits, morte-saison, près de deux tiers de chômeurs parmi les syndiqués; chez les charrons-forgerons, environ 17 p. o/o. A Bône, chez les maréchaux-ferrants, travail moins abondant que l'an et que le mois derniers, environ moitié de chômeurs. A Oran, chez les employés de commerce, 17 p. o/o; travail moins abondant que l'an et le mois derniers.

Adjudications. — Adjudications importantes en février :

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

PUY-DE-DÔME. — 11 février. — Mairie de Clermont-Ferrand : Construction d'un musée.....	184.820 ^f 68 ^c
MASCARA. — 14 février. — Guerre : Entretien des bâtiments militaires pendant cinq ans..... Montant annuel.	20.400
HÉRAULT. — 18 février. — Mairie de Montpellier : Entretien des bâtiments communaux pendant trois ans..... Montant annuel.	240.000
HÉRAULT. — 21 février. — Préfecture : Travaux divers à l'asile départemental d'aliénés.....	1.946.300
SEINE-INFÉRIEURE. — 22 février. — Préfecture : construction de casernes de gendarmerie.....	82,673
AUBE. — 23 février. — Mairie de Troyes : construction d'une école.....	98.839 93
HÉRAULT. — 25 février. — Mairie de Montpellier : construction d'une école.....	115.600

ROUTES ET CHEMINS.

OISE. — 9 février. — Préfecture : travaux neufs et d'entretien sur chemins de grande communication.....	243.809
SAÔNE-ET-LOIRE. — 9 février. — Mairie du Creusot : travaux sur chemins vicinaux.....	8.200
SEINE-ET-MARNE. — 9 février. — Préfecture : travaux sur routes départementales.....	109.600
SEINE-INFÉRIEURE. — 9 février. — Préfecture : travaux sur chemins de grande communication.....	114.130
SEINE-ET-MARNE. — 9 février. — Préfecture : portes métalliques d'écluses.....	185.000
ALGÉRIE. — 13 février. — Préfecture d'Oran : travaux d'entretien sur routes nationales pour cinq ans..... Montant annuel.	150.000
VIENNE. — 14 février. — Sous-préfecture de Châtellerault : entretien des chemins vicinaux pour cinq ans..... Montant annuel.	32.000
GIRONDE. — 15 février. — Sous-préfecture de Libourne : travaux sur chemins vicinaux.....	4.800
SEINE-INFÉRIEURE. — 15 février. — Préfecture : entretien des routes nationales pour cinq ans..... Montant annuel.	197.800
LOZÈRE. — 16 février. — Préfecture : entretien des routes nationales pour cinq ans..... Montant annuel.	60.000
PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 23 février. — Préfecture : entretien des routes nationales pour cinq ans..... Montant annuel.	187,200

CHEMINS DE FER.

PARIS. — 7 février. — Chemin de fer État : Extraction et mise en dépôt de ballast.....	117.900
HÉRAULT. — 14 février. — Préfecture : Ligne de Montbazin à Montpellier. Stations et maisons de gardes et fournitures de traverses...	172.000

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

SEINE-INFÉRIEURE. — 5 février. — Préfecture : port du Havre. Travaux de pavages.....	102.000
LOIRE. — 9 février. — Préfecture : canal de Roanne à Digoin. Travaux d'améliorations.....	938.000
PAS-DE-CALAIS. — 9 février. — Préfecture : rivière de Houlle. Travaux d'amélioration.....	80.000

PAS-DE-CALAIS. — 9 février. — Préfecture : canal de la Haute-Deûle. — Etablissement de gares d'eau.....	255.000
ALGÉRIE. — 9 février. — Préfecture d'Oran : approfondissement du port d'Oran.....	365.000
ALGÉRIE. — 10 février. — Mairie d'Arzew. — Alimentation d'eau...	813.000
NORD. — 13 février. — Préfecture : canal de la Basse-Colme. — Etablissement de gare et curage du canal.....	26.000
CÔTE-D'OR. — 14 février. — Préfecture : canal de Bourgogne. — Exhaussement de biefs.....	140.000
NORD. — 20 février. — Préfecture : port de Dunkerque. — Construction d'un quai d'avant-port.....	2.129.200
LOIRE. — 24 février. — Mairie de la Ricamarie. — Etablissement d'un barrage en maçonnerie.....	616.000
CÔTE-D'OR. — Prochain. — Préfecture : canal de Bourgogne. — Alimentation du tirant d'air du souterrain de Pouilly.....	1.800.000

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant le mois de janvier de l'année 1901 (commerce spécial).

	1901.	1900.	EN PLUS en 1901.	EN MOINS en 1901.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	68.762.000	66.175.000	2.587.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	238.323.000	284.010.000	"	45.688.000
Objets fabriqués.....	58.822.000	60.432.000	"	1.610.000
TOTAL.....	365.906.000	410.617.000	2.587.000	47.298.000
DIMINUTION en 1901.....			44.711.000^f	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	58.508.000	48.771.000	9.737.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	76.847.000	94.553.000	"	17.706.000
Objets fabriqués.....	130.276.000	117.705.000	12.571.000	"
Colis postaux.....	19.949.000	18.720.000	1.229.000	"
TOTAL.....	285.580.000	279.749.000	23.537.000	17.706.000
AUGMENTATION en 1901....			5.831.000^f	

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} au 28 janvier 1901 ont été de 69.529.200 francs. Elles étaient à la même date, en 1900, de 70.061.100 francs, soit une diminution de 0,76 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS DE JANVIER	
	1901.	1900.
Faillites.....	106	90
Liquidations judiciaires.....	22	10
Conversions de liquidations en faillites.....	3	"

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 31 janvier 1901, il a été déposé 124 demandes en autorisation de bâtir, dont 111 pour des constructions neuves. Pendant le mois de janvier 1900, le nombre des demandes avait été de 78, dont 68 pour des constructions neuves.

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine de février 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	27 ^f 007
Frais de panification.....	12 223

TOTAL..... 39^f 230

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3017 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6034, soit à 0 fr. 60.

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant l'année 1900, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1900.	1899.	1900.	1899.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	97.738.00	88.713.19	1.211.451.57	1.126.668.61
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits, non compris les montres au 4 ^e titre (1)	7.31 32	7.761.05	100.585.05	90.263.08
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	3.437.50	3.559.77	26.838.92	27.513.26
	Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....	16.699.44	14.492.58	124.512.81	105.603.59
	Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....	2.336.81	1.506.48	2.015.37	1.533.56

(1) Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1900, il est sorti 847 montres en or au 4^e titre, pesant 112 hectogrammes, 72 contre 843 montres et 95 hectogrammes 65 en 1899.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 3^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1900.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre)	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 25	1 88	1 60	3 00	10 93	0 65	0 19	4 49
Ardenne.....	0 25	"	1 60	2 85	"	0 47	"	3 56
Bouches-du-Rhône.....	0 31	"	"	3 50	9 00	0 39	"	"
Charente-Inférieure.....	0 21	"	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 25	1 59	2 02	2 67	"	0 32	"	"
Gironde.....	0 25	"	1 50	3 40	10 00	0 39	"	4 29
Isère.....	0 32	1 90	1 80	2 20	"	0 44	"	3 78
Loire.....	0 27	1 50	1 35	"	"	0 27	"	3 48
Marne.....	0 26	1 60	1 45	2 90	"	0 60	0 25	"
Meurthe-et-Moselle.....	0 26	1 71	1 75	2 85	7 84	0 47	"	5 00
Nord.....	0 25	1 45	2 29	2 97	10 59	0 66	"	3 25
Pas-de-Calais.....	0 31	2 05	1 95	3 31	6 72	0 76	"	"
Rhône.....	0 28	1 80	1 80	2 92	10 00	0 36	"	4 20
Saône-et-Loire.....	0 25	1 50	1 42	"	"	0 35	"	3 76
Savoie.....	0 26	"	2 20	2 90	13 62	0 47	0 27	5 95
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 29	1 61	1 71	2 81	9 96	0 39	0 24	4 45
Quantités vendues par l'ensemble des 489 sociétés.	kil. 13.478.289	kil. 227.051	kil. 94.516	kil. 69.476	quint. 1.572	lit. 2.346.099	lit. 50.904	quint. 57.827

Les résultats ci-dessus, des ventes opérées au cours du 3^e trimestre de 1900, résultent du dépouillement des rapports de 489 sociétés, dont 308 qui ont donné le nombre de leurs adhérents groupaient 81.555 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 489 sociétés.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Janv. 1901.	Déc. 1900.	Jan. 1900.
Farine (Corbeil), les 157 kilogrammes.....	44 ^f 745	45 ^f 53 ^c	45 ^f 53 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	27 375	28 50	29 50
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	30 75	31 50	30 50
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	64 375	74 50	56 75
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	69 625	73 25	59 50
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	38 50	43 00
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	64 00	63 »	68 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	62 62	64 51	54 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr....	112 00	117 »	188 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	42 25	43 75	61 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	»	25 »	30 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	»	189 40	194 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	150 50	387 50	325 00
Plomb, <i>idem.</i>	43 745	47 50	46 50
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	46 25	47 50	»
Blé à Paris, <i>idem.</i>	18 85	19 »	»
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	19 »	18 90	»
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	17 90	17 85	»
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette, le kilogramme.....	1 23	1 25	»
Viande veau, le kilogramme.....	1 94	1 79	»
— mouton, <i>idem.</i>	1 78	1 74	»
— porc, <i>idem.</i>	1 23	1 26	»

MONTS-DE-PIÉTÉ, INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE, PLACEMENT GRATUIT.

Avis.

Le *Bulletin de l'Office du travail* a été obligé de renoncer à publier mensuellement les renseignements relatifs aux *rubriques* qui précèdent, en raison de l'abondance des matières qui intéressent directement le travail. Désormais ces renseignements seront publiés trimestriellement ou annuellement.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de janvier 1901, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [12 avril 1899]. — Syndicat des négociants en **café** et autres denrées coloniales (18 membres). Siège social : Société pour la défense du commerce, à MARSEILLE.

Cantal [10 décembre 1900]. — Syndicat du commerce en gros des **vins** et spiritueux du département du Cantal (? membres). Siège social : avenue Gambetta, 17, à AURILLAC.

Charente-Inférieure [25 novembre 1900]. — Chambre syndicale des **teinturiers-dégraisseurs** du Sud-Ouest (27 membres). Siège social : rue Chaudrier, 30, à LA ROCHELLE.

Corrèze [30 décembre 1900]. — Syndicat de la **boucherie** de Brive (20 membres) Siège social : rue de la Petite-Place, 3, à BRIVE.

Gironde [21 novembre 1900]. — Chambre syndicale des agents représentants pour l'**exportation** (22 membres). Siège social : Athénée, à BORDEAUX.

Lot-et-Garonne [24 décembre 1900]. — Chambre syndicale des marchands **bouchers** de la ville d'Agen et du département de Lot-et-Garonne (15 membres). Siège social : AGEN.

Meurthe-et-Moselle [23 décembre 1900]. — Union des fabricants de **chapeaux** de paille français de la région de l'Est (10 membres). Siège social : rue de la Hache, 23, à NANCY.

Nord [26 novembre 1900]. — Syndicat des **filatures de laine** cardée de la région du Nord (11 membres). Siège social : rue Neuve, 51, à ROUBAIX. — [30 novembre 1900]. — Syndicat de la **filature de laine** peignée de Roubaix (15 membres). Siège social : rue Neuve, 51, à ROUBAIX. — [En novembre 1900]. — Syndicat des **peigneurs** de laines de Tourcoing (13 membres). Siège social : salle Leverrier, à TOURCOING.

Pyrénées (Hautes-) [17 novembre 1900]. — Syndicat des loueurs de **voitures** de la vallée de Barèges-Luz-Saint-Sauveur (14 membres). Siège social : LUZ.

Savoie [25 décembre 1900]. — Syndicat professionnel des **carrossiers**, charrons, forgerons, constructeurs de voitures de commerce et outils aratoires de la ville de Chambéry et du département de la Savoie (18 membres). Siège social : rue Freizier, 6, à CHAMBÉRY.

Savoie (Haute-) [22 novembre 1900]. — Syndicat libre des débitants de **boissons**, spiritueux et marchands de vins de la commune de la Roche-sur-Foron (74 membres). Siège social : Hôtel de ville, à LA ROCHE-SUR-FORON.

Seine [1^{er} novembre 1900]. — Syndicat de la **boulangerie** de la région d'Asnières (52 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 52, à ASNIÈRES. — [7 décembre 1900]. — Syndicat de la **boulangerie** de la région de Colombes (20 membres). Siège social : rond-point du Centre, 6, à COLOMBES. — [1^{er} novembre 1900]. — Syndicat de la **boulangerie** de la région de Levallois Perret (3 membres). Siège social : rue Granel, 86, à LEVALLOIS-PERRET. — [20 décembre 1900]. — Syndicat fédéré des produits **alimentaires** (23 membres). Siège social : Bourse de commerce, à PARIS 1^{er}. — [15 décembre 1900]. — Syndicat fédéré de l'**ameublement** (31 membres). Siège social : Bourse de commerce, à PARIS 1^{er}. — [2 décembre 1900]. — Chambre syndicale des **cochers** loueurs du département de la Seine (80 membres). Siège social : boulevard de l'Hôpital, 18, à PARIS 5^e. — [21 décembre 1900]. — Syndicat fédéré des **tailleurs** (20 membres). Siège social : Bourse de commerce, à PARIS 1^{er}. — [20 décembre 1900]. — Syndicat fédéré des **vins** et liqueurs (21 membres). Siège social : Bourse de commerce, à PARIS 1^{er}.

Seine-et-Oise [21 mai 1900]. — Chambre syndicale des marchands de **combustibles** de la région Est de Paris (12 membres). Siège social : Hôtel de ville, LE RAINCY. — [1^{er} décembre 1900]. — Syndicat des **journalistes** de Seine-et-Oise (39 membres). Siège social : rue de Noailles, 24, à VERSAILLES.

Vaucluse [en 1892]. — Chambre syndicale des maîtres d'hôtel, restaurateurs et limonadiers d'Avignon (60 membres). Siège social : Hôtel de ville, AVIGNON.

Oran. [7 octobre 1900]. — Syndicat des **médecins** communaux du département d'Oran (16 membres). Siège social : ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ariège [18 février 1900]. — Syndicat des ouvriers **en peignes** de la Bastide-sur-l'Hers et environs (610 membres). Siège social : LA BASTIDE-SUR-L'HERS.

Bouches-du-Rhône [28 décembre 1900]. — Chambre syndicat des ouvriers **charbonniers** français des Ports de Marseille (80 membres). Siège social : boulevard Maritime, 4, à MARSEILLE. — [29 septembre 1900]. — Syndicat des **matelots et chauffeurs** navigateurs réunis du port de Marseille (200 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE.

Gironde [2 décembre 1900]. Syndicat des ouvriers **brossiers**, brosières et assimilés de Bordeaux (52 membres). Siège social : Bourse du travail, à BORDEAUX. — [30 juin 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **chaudronniers** et aides chaudronniers sur fer de la ville de Bordeaux (155 membres). Siège social : rue Lalande, 42, à BORDEAUX. — [2 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** en sièges à Bordeaux (26 membres). Siège social : Bourse du travail, à BORDEAUX. — [20 décembre 1900]. — Chambre syndicale et professionnelle des **fondeurs de suif** de Bordeaux et de la Gironde (7 membres). Siège social : rue Vital-Carles, 26, à BORDEAUX. — [11 novembre 1900]. Chambre syndicale des ouvriers **imprimeurs-conducteurs typographes** de Bordeaux (30 membres). Siège social : Bourse du travail, à BORDEAUX.

Ille-et-Vilaine [14 décembre 1900]. — Chambre syndicale des **imprimeurs-conducteurs** de Rennes (27 membres). Siège social : Bourse du travail, à RENNES.

Loire [27 décembre 1900]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de la ville de Saint-Étienne (34 membres). Siège social : Palais de justice, rue des Jardins, à SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [16 novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers en voitures** de Nantes (60 membres). Siège social : Bourse du travail, à NANTES.

Loiret [20 janvier 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires de l'arrondissement de Montargis (140 membres). Siège social: Café du Théâtre, à MONTARGIS. — [15 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers-bottiers** (20 membres). Siège social: rue des Pensées, 25, à ORLÉANS. — [En décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tôliers-fumistes** d'Orléans et du Loiret (20 membres). Siège social: rue des Pensées, 25, à ORLÉANS.

Nord [19 novembre 1900]. — Syndicat d'ouvriers de **filature** «L'Union de la filature» (30 membres). Siège social: rue de la Croix-Rouge, 204, à TOURCOING. — [27 novembre 1900]. Syndicat d'ouvrières de préparation (**filature**) «Les bonnes soigneuses» (30 membres). Siège social: Rue du Virolois, 261, à TOURCOING. — [30 novembre 1900]. — Syndicat d'ouvrières de **filature** «La Préparation» (30 membres). Siège social: rue de Paris, 201, à TOURCOING. — [30 novembre 1900]. Syndicat d'ouvrières de **filature** «L'Union des soigneuses» (30 membres). Siège social: rue du Flocon, 73, à TOURCOING. — [30 novembre 1900]. — Syndicat d'ouvrières de **piquage** «Les piquières réunies» (30 membres). — Siège social: rue du Climquet, 8, à TOURCOING. — [27 novembre 1900]. — Syndicat de **piquières** «Les vraies piquières» (30 membres). Siège social: rue du Blanc-Sceau, 127, à TOURCOING. — [30 novembre 1900]. — Syndicat de **piquières** «L'Union du piquage» (30 membres). Siège social: rue du Petit-Village, 29, à TOURCOING. — [30 novembre 1900]. — Syndicat d'ouvrières de **retorderie** «L'Union du Doublage» (30 membres). Siège social: rue d'Alsace, 58, à TOURCOING. — [30 novembre 1900]. — Syndicat d'ouvrières de **retorderie** «La Doubleuse» (30 membres). Siège social: rue de Paris, 203, à TOURCOING.

Seine [1^{er} novembre 1900]. — Syndicat ouvrier (**boulangerie**) des groupes corporatifs de Clichy (25 membres). Siège social: rue de Paris, 99, à CLICHY. — [En juin 1900]. — Union des ouvriers **apprêteurs** et décatisseurs du département de la Seine (314 membres). Siège social: Bourse du travail, à PARIS, x^e. — [7 décembre 1900]. — Syndicat des femmes **artistes** dramatiques et lyriques (14 membres). Siège social: boulevard Malesherbes, 4, à PARIS, viii^e. — [6 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **bronzers** et galvaniseurs de Paris (57 membres). Siège social: avenue de la République, 24, à PARIS, xi^e. — [9 novembre 1900]. — Chambre syndicale des **cantonniers** de l'atelier spécial des Halles (54 membres). Siège social: rue Berger, 33, à PARIS, i^{er}. — [1^{er} décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **monteurs en chaussures** (12 membres). Siège social: rue du Chemin-Vert, 141, à PARIS, xi^e. — [20 décembre 1900]. — Union des ouvriers en **coffres-forts** (300 membres). Siège social: rue des Apennins, 8, à PARIS, xvii^e. — [12 décembre 1900]. — Syndicat du personnel ouvrier de la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le **gaz** (471 membres). Siège social: rue Pétrele, 24, à PARIS, ix^e. — [21 décembre 1900]. — Chambre syndicale des travailleurs de l'aiguille (**habillement**) du département de la Seine (15 membres). Siège social: rue de Pontoise, 23, à PARIS, v^e. — [7 décembre 1900]. — Syndicat des femmes de **lettres** (17 membres). Siège social: boulevard Malesherbes, 4, à PARIS, viii^e. — [1^{er} décembre 1900]. — Union syndicale des travailleurs réunis du laboratoire central de la **marine** (89 membres). Siège social: rue Mornay, 4, à PARIS, iv^e. — (1^{er} août 1900) Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires du département de la Seine (200 membres). Siège social: rue Augereau, 1 bis, à PARIS, vii^e. — [1^{er} décembre 1900] «La Rive gauche» Syndicat des **peintres** en bâtiment et parties similaires (29 membres). Siège social: Palais du Travail, place Duplex, à PARIS, xv^e. — [22 décembre 1900]. — Syndicat des employés de bureaux de **placement** autorisés de Paris et des départements (67 membres). Siège social: rue Saint-Denis, 87, à PARIS, i^{er}. — [2 décembre 1883]. — Union des ouvriers **souffleurs de verre** au chalumeau (25 membres). Siège social: rue Vieille-du-Temple, 53, à PARIS, iv^e. — [2 décembre 1900]. — Syndicat professionnel des ouvriers **boulangers** (? membres). Siège social: boulevard Carnot, 9, à SAINT-DENIS.

Seine-Inférieure. [12 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** d'Elbeuf et de ses environs (26 membres). Siège social: Bourse du travail à ELBEUF. — [en décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires d'Elbeuf et ses environs (150 membres). Siège social: Bourse du travail, à ELBEUF. — [en décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **stéariniers** d'Elbeuf et de ses environs (74 membres). Siège social: Bourse du travail, à ELBEUF.

Vaucluse. [24 novembre 1900]. — Syndicat des ouvriers de l'**ameublement** et parties similaires (31 membres). Siège social : Café Veyrier, rue Saint-Antoine à VALREAS.

Oran. [26 novembre 1900]. — Syndicat des **chargeurs** et **arrimeurs** du port d'Oran (270 membres). Siège social : Bourse du travail à ORAN. — [29 octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux-ferrants** de la ville d'Oran (36 membres). Siège social : Bourse du travail, à ORAN. — [30 juillet 1900]. — Syndicat des **musiciens** du théâtre municipal d'Oran (27 membres). Siège social : Collège des jeunes filles, salle de la société musicale à ORAN.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Allier. [30 décembre 1900]. — Syndicat des cultivateurs de la section de Chassignol, commune de Cusset (30 membres). Siège social : à Chassignol, maison d'école, commune de CUSSET.

Bouches-du-Rhône. [8 avril 1900]. — Syndicat agricole de la commune de Lambesc (90 membres). Siège social : LAMBESC.

Cher. [10 août 1900]. Syndicat viticole et agricole de la commune de Brinay (137 membres). Siège social : Aux grands Ormes, commune de BRINAY.

Côte-d'Or. [10 mai 1900]. — Syndicat professionnel agricole de Blaisy-Bas (14 membres). Siège social : BLAISY-BAS.

Indre-et-Loire. [23 décembre 1900]. Syndicat agricole et viticole de Cussay et des environs (58 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, à CUSSAY. — [18 février 1900]. — Syndicat agricole et viticole de Sainte-Mauve (90 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, à SAINTE-MAUVE.

Isère. [27 février 1898]. — Syndicat agricole de Roche (70 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, à ROCHE.

Manche. [10 octobre 1900]. — Syndicat contre la mortalité du bétail (17 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, à TOLLEVAST.

Meurthe-et-Moselle. [11 décembre 1900]. — Syndicat de vente de produits agricole. 1,300 membres). Siège social : Rue Chanzy, n° 4, à NANCY.

Nièvre [12 décembre 1898]. — Syndicat agricole de Bona (49 membres). Siège social : à BONA.

Savoie [9 décembre 1900]. — Syndicat agricole de Saint-Jeoire (29 membres). Siège social : SAINT-JEOIRE.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [20 décembre 1900]. — Union fédérale de l'**alimentation** (2 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du commerce, à PARIS 1^{er}.

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Haute-Garonne [en 1900]. — Fédération locale du **bâtiment** de Toulouse (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à TOULOUSE.

Maine-et-Loire [25 octobre 1900]. — Office du **travail** de Saumur (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Grande-Rue, 8, à SAUMUR.

Seine [7 décembre 1900]. — Fédération française **féministe** (2 chambres syndicales adhérentes). Siège social : boulevard Malesherbes, 4, à PARIS 8°.

B. — SYNDICAT DISSOUS.

La date entre [] crochets est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1° SYNDICAT OUVRIER.

Seine [27 avril 1891]. — Syndicat mixte de la **boulangerie** (27 membres). Siège social : boulevard de Belleville, à PARIS 20°.

BIBLIOGRAPHIE.

ALLEMAGNE. — BUREAU DE STATISTIQUE DE HAMBOURG. — *Die Ergebnisse der Berufs- und Gewerbezahlung.* (1 vol. in-4°; Hambourg, 1900.) — Résultats du recensement des professions et industries au 14 juin 1895.

AUTRICHE. — STATISTIQUE OFFICIELLE DU TRAVAIL. — *Die Arbeitseinstellungen und Aussperungen.* (1 vol. in-8° de 264 pages, Vienne 1900.) — Les grèves et lock-outs en Autriche (1899).

ÉTATS-UNIS. — MASSACHUSETT. — *Report on labours inspection.* (1 vol. in-8° de 406 pages; Boston, 1901.) — Rapport sur l'inspection du travail dans l'état du Massachusetts.

——— ÉTAT DE CONNECTICUT. — *Sixteenth annual report of the Bureau of Labor Statistics.* (1 vol. in-8° de 327 pages; Hartford, 1900.) — 16^e rapport annuel de la statistique du travail (1900).

COLONIES BRITANNIQUES. — NEW-ZEALAND. — *A country without strikes.* (1 vol. in-8° de 183 pages; New-York, 1900.) — Un pays sans grèves.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations de 355 syndicats patronaux groupant 25.900 établissements où sont occupés 856.000 ouvriers, sur l'état du travail à la fin de l'année 1900 et au commencement de l'année courante, par comparaison avec la situation qui existait un an auparavant.

	PROPORTION p. o/o du nombre des		
	syndicats.	établissements.	ouvriers.
Travail plus abondant.....	6 p. o/o	7 p. o/o	28 p. o/o
— équivalent.....	47	43	14
— moins abondant.....	47	50	58
Prix de vente plus rémunérateurs.	4 p. o/o	3 p. o/o	20 p. o/o
— équivalents.....	49	49	24
— moins rémunérateurs	47	48	56

Les appréciations sur le mouvement des prix depuis trois mois se résument ainsi :

	PROPORTION p. o/o du nombre des		
	syndicats.	établissements.	ouvriers.
Prix de vente en hausse.....	16 p. o/o	16 p. o/o	32 p. o/o
— sans variation.....	60	59	34
— en baisse.....	24	25	34

Si on compare ces résultats avec ceux parus dans le *Bulletin* de mars 1900, on constate que l'amélioration qui avait été signalée dans l'activité du travail ne s'est pas maintenue; les prix de vente ont eu encore tendance à la hausse; la rémunération laissée à l'industriel a eu tendance à diminuer pour les motifs déjà signalés dans le précédent *Bulletin*.

Parmi les 1.136 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce, groupant ensemble 179.413 adhérents (syndicats des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris), qui ont fourni des rapports sur l'état du travail au 15 février dernier, 1.028 syndicats groupant 161.922 adhérents ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 22.263; ce qui donne une proportion moyenne, pour ces syndicats, de 13,76 chômeurs p. o/o.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Situation stationnaire sur les côtes de l'Océan et de la Manche. Travail très ralenti en Méditerranée, par suite du froid et du mauvais temps.

HORTICULTURE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La neige et la gelée ont suspendu en maintes localités les travaux agricoles et forestiers. Dans les régions viticoles, notamment dans l'Aude, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, le travail est moins abondant, et on l'attribue à la mévente des vins. Parmi les syndicats d'ouvriers agricoles et forestiers qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, la proportion des chômeurs au 15 février s'élevait à 47 p. o/o du nombre des adhérents.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 120.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations pendant le mois de février 1901. Dans le courant de ce mois de février, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR. COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	5,90	"	"	"	35	65
Loire.....	5,78	"	"	"	88	12
Gard et Hérault.....	6,00	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	5,58	"	"	"	83	17
Tarn et Aveyron.....	6,05	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales (1)	6,00	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne (2)	5,92	"	"	"	42	58
ENSEMBLE pour la France.	5,95	"	"	"	38	62

(1) Grève en février à Blanzv. — (2) Grève en février à Saint-Éloy.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,94, il était de 5,89 en février 1900.

CARRIÈRES. — L'activité dans les carrières pendant le mois de février ne présente pas de changements appréciables en comparaison avec le mois précédent. La morte-saison d'hiver s'est fait principalement sentir en Saône-et-Loire et en Savoie. On comptait en février 14 p. 0/0 de chômeurs parmi les syndiqués qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs.

PRODUITS ALIMENTAIRES ET PRODUITS CHIMIQUES. — Le travail est soutenu dans la boulangerie et la pâtisserie. Il est, au contraire, considéré comme stationnaire dans la chocolaterie à Paris et à Lyon. Chômage accentué parmi les cuisiniers, à Alger. Pour l'ensemble, la proportion moyenne des chômeurs (boulangerie, pâtisserie et cuisine) s'élève à près de 12 p. 0/0; 11 p. 0/0 chez les boulangers et environ 13 p. 0/0 chez les cuisiniers, pâtisseries, confiseurs. Chez les tordeurs d'huile de Dunkerque, travail actif en raison de l'affluence des matières premières. Les huiliers, pétroliers du Havre se plaignent au contraire d'un ralentissement. Aucun changement dans les usines à gaz, ni dans les manufactures de l'État.

L'exploitation du monopole des tabacs, en 1899, a donné un chiffre total de vente de 412.960.182 francs, supérieur de 8.300.000 francs environ au produit de la vente en 1898. Le bénéfice net obtenu ressort à 334.079.367 francs (1). Dans les manufactures d'allumettes, il a été fabriqué, en 1899, 37.633.386.780 allumettes (contre 32.869.091.970 en 1898); il en a été vendu 35.586.720.510 (34.807.187.460 en 1898), et le bénéfice net réalisé s'élève à 23.037.739 francs (22.426.597 francs en 1898).

CAOUTCHOUC. — PAPIER, CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Pas de changements dans les industries du caoutchouc, du papier et du carton. Chez les typographes et similaires, le travail est considéré comme abondant, avec une tendance aux heures supplémentaires. Le nombre moyen des heures de travail par semaine varie de 60 à 70 heures.

Parmi les syndiqués de la province, la proportion de chômeurs est inférieure à 1 p. 0/0. Elle atteint près de 4 1/2 p. 0/0 parmi les syndiqués parisiens. Dans l'ensemble, et pour un chiffre global de 20.000 syndiqués environ, la proportion des chômeurs est de 1,7 p. 0/0.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation des cuirs et des peaux, la situation paraît plutôt en voie d'amélioration. La pelleterie accuse une reprise marquée du travail. Les ouvriers en chevreau glacé se plaignent toutefois de ce que le travail soit moins abondant que le mois dernier, en raison de la cherté des matières premières. Dans la ganterie, la morte-saison tire à sa fin. Proportion de chômeurs parmi les syndiqués : 6,4 p. 0/0.

Dans la cordonnerie, rien à signaler de nouveau par rapport au mois précédent ; 17 p. 0/0 de chômeurs dans les syndicats qui ont fait connaître le nombre de leurs adhérents sans travail au 15 février dernier. Dans l'ensemble de l'industrie des cuirs et peaux, le chômage moyen ressort à 11 p. 0/0 environ.

TEXTILES. — Grande activité dans les tissages et filatures de coton de la Seine-Inférieure. Ralentissement dans l'industrie lainière du Nord (Roubaix, Tourcoing) et

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée* (Ministère des finances).

de l'Est (région de Reims). Le travail est plus abondant dans la rubannerie, à Saint-Étienne, dans la bonneterie, dans la passementerie (Loire, Aube). Il y a tendance à diminution dans la manufacture de tapis (Lyon, le Havre, Clermont-Ferrand). Morte-saison chez les tailleurs des diverses régions (Paris, Bordeaux, Lyon, Saint-Brieuc, Carcassonne, Saumur, Bayonne), chez les coupeurs-chemisiers de Lyon. Pas de variations sensibles dans la chapellerie. — La proportion des chômeurs, parmi les syndiqués de la filature et du tissage, est de 11 p. o/o (renseignement fourni pour 13.451 syndiqués). Dans l'industrie du vêtement, la proportion de chômeurs est de 15 p. o/o; dans la chapellerie, de 2 p. o/o. La moyenne générale, pour l'ensemble des industries textiles, s'élève à 13 p. o/o.

Bois. — Chez les *charpentiers*, le travail est en partie suspendu en raison des intempéries. Chez les *scieurs de long*, il y a également ralentissement, par suite des difficultés d'abatage et de transport des bois en forêt à cette époque de l'année. On estime à 27 p. o/o la proportion des chômeurs dans ces industries. — Dans la *menuiserie*, l'activité se maintient généralement, quoique avec une tendance à la diminution, à Paris, notamment. Dans l'industrie du meuble, le travail est jugé moins abondant que l'an dernier. On compte, en moyenne, 11,5 p. o/o de chômeurs dans ces parties. — Pas de variation sensible dans la carrosserie. — Les *tonneliers*, dans le Midi, notamment, signalent une diminution du travail sur l'année dernière et l'attribuent à la mévente des vins. — Dans la *tabletterie*, la situation est normale. La *marqueterie*, à Paris, reçoit plus de demandes.

Dans les diverses industries du bois, on continue généralement à se plaindre de l'élévation du prix de la houille. Chômage moyen, pour l'ensemble des ouvriers syndiqués qui ont répondu au questionnaire : 15 p. o/o environ.

MÉTAUX. — Bon courant de travail dans la *métallurgie*, avec une moyenne de 60 à 66 heures de travail par semaine. On compte 5,2 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués (métallurgistes, fondeurs et mouleurs réunis).

Chez les *serruriers*, *mécaniciens*, *ajusteurs*, il y a reprise accentuée dans certaines régions, état stationnaire dans d'autres; 4 p. o/o de chômeurs chez les syndiqués. Chez les *ferblantiers*, *plombiers*, *zingueurs*, ouvriers en métaux divers, les travaux liés à l'industrie du bâtiment souffrent naturellement de la saison d'hiver; les travaux à l'atelier, par contre, ne paraissent pas subir de ralentissement. Le nombre des chômeurs est estimé à 20 p. o/o des ouvriers dans les syndicats. — Dans la bijouterie, l'horlogerie, la mécanique de précision, la situation est stationnaire. — Proportion des chômeurs dans l'ensemble des industries des métaux : 7,5 p. o/o.

BÂTIMENT. — TAILLE DES PIERRES. — En février, le chômage d'hiver dans le bâtiment ne s'est pas fait moins sentir que pendant le mois de janvier. Les renseignements fournis permettent d'évaluer à environ 50 p. o/o la proportion des chômeurs parmi les tailleurs de pierre. — Dans le bâtiment, l'arrêt annuel continue. La moyenne de chômage atteint, pour l'ensemble, 52 p. o/o des adhérents des syndicats. Il en est de même chez les peintres et les plâtriers, ainsi que chez les couvreurs, qui estiment qu'un tiers p. o/o des leurs sont en chômage complet.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de changement dans la *chaufournerie* et la *tuilerie*, par rapport au mois précédent. Chez les potiers, céramistes, faïenciers et porcelainiers, on fait de 66 à 72 heures par semaine. La proportion de chômeurs n'est pas estimée à plus de 2 p. o/o. Même activité dans les verreries et les cristalleries.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Les gelées ont arrêté le travail

dans la *batellerie* et l'ont sensiblement ralenti pour les *camionneurs* et *charretiers*. Par contre, aucun changement n'est à signaler pour les travailleurs des grandes entreprises de transports par terre (*omnibus, tramways et voitures de place*). Le chômage, parmi les syndiqués des transports et de la manutention (chemins de fer non compris), s'élève à 19 p. o/o. — On peut l'évaluer, d'après les renseignements fournis, à 5 ou 6 p. o/o parmi les *employés et voyageurs de commerce*, un peu plus de 3 p. o/o chez les *coiffeurs*, ainsi que chez les *domestiques* et *gens de maison*.

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1901.

44 grèves ont été signalées en février à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 42 d'entre elles, est de 10.492. Il y avait eu, en février 1900, 87 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 41.

Ces 44 grèves, dont 34 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	21
Réductions de salaire.....	4
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	9
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	7
Demandes de diminution du temps de travail.....	4
Réglementation du travail.....	2
Solidarité.....	2
Demandes d'augmentation du temps de travail.....	1
Protestations contre l'embauchage d'ouvriers.....	1
Demandes de suppression des amendes.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 25 départements et on en a compté :

6 dans le Nord; 4 dans la Seine, Saône-et-Loire, les Bouches-du-Rhône; 3 dans la Loire; 2 dans la Seine-Inférieure, le Tarn et la Marne; et 1 dans 17 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent ainsi :

Travail des métaux, 12 grèves; industries textiles, 10; travail du bois, 4; mineurs, 3; ouvriers des ports, terrassiers, industrie du vêtement, 2; boulangers, chauxfourniers, ouvriers d'huilerie, ouvriers d'une fabrique de lampes à incandescence, maçons, métallurgistes, ouvriers en parapluies, ouvriers de raffinerie, typographes, 1 grève.

Des 44 grèves commencées en février, 34 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Six, 1 jour ou moins de 1 jour; huit, 2 jours; deux, 3 jours; deux, 4 jours; deux, 5 jours; une, 6 jours; trois, 7 jours; quatre, 9 jours; une, 11 jours; une, 13 jours; une, 20 jours; une, 21 jours; une, 28 jours et une, 33 jours.

En outre, 7 grèves anciennes se sont terminées depuis le 1^{er} février, après avoir duré respectivement 92, 46, 33, 25, 22, 18 et 14 jours; nous avons ainsi 41 conflits ayant pris fin avec les résultats suivants :

9 réussites;
14 transactions;
18 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
8 déc...	11 mars...	Saint-Éloy	Puy-de-Dôme	Mineurs	2	1,700	1
7 janv...	22 fév...	Ronzezières	Charente	Tuiliers	2	360	2
7 janv...		Nieuil	Charente	Tuiliers	1	120	3
14 janv...		Pantin	Seine	Apprêteurs-décatisseurs	1	29	4
18 janv...		Dunkerque	Nord	Fileurs	1	110	5
20 janv...		Montceau-les-Mi- nes	Saône-et-Loire	Mineurs	1	10,000	6
22 janv...	13 fév...	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	Cordonniers	1	130	7
23 janv...	25 fév...	Morez	Jura	Fondeurs (cuivre)	1	33	8
24 janv...	18 fév...	Bagnères-de-Bigo	Hautes-Pyrénées	Polisseurs de marbre	1	30	9
28 janv...	11 fév...	Rimogne	Ardennes	Ardoisiers	1	32	10
30 janv...	18 fév...	Ezy	Eure	Peigniers	1	75	11
31 janv...		Rouairoux	Tarn	Corroyeurs	1	6	12

GRÈVES NON TERMINÉES

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
2 fév...	4 fév...	Blaye	Gironde	Ébénistes	3	21	1
2 fév...	6 fév...	Vaziers	Nord	Herscheurs	1	160	2
2 fév...	11 fév...	Ivry	Seine	Ouvriers d'une fabrique de lampes à incandescence	1	300	3
2 fév...	11 fév...	Saint-Maurice	Vosges	Tisseurs	1	18	4
3 fév...	12 fév...	Boulogne	Pas-de-Calais	Charpentiers	1	34	5
4 fév...	4 fév...	Briçon	Yonne	Ouvrières de raffinerie	1	20	6
4 fév...	6 fév...	Olliverville	Seine-Inférieure	Tisseurs	1	105	7
4 fév...	9 fév...	Bourg	Ain	Peigneurs de soie	1	34	8
4 fév...	10 fév...	Merville	Nord	Scieurs à la mécanique. Char- pentiers de navires et fond	11	703	9
4 fév...	25 fév...	Chalon-sur-Saône	Saône-et-Loire	Ferblantiers	1	87	10
5 fév...	8 fév...	Dunkerque	Nord	Déchargeurs de navires	1	40	11
5 fév...	18 fév...	Saint-Nazaire	Loire-Inférieure	Charpentiers en fer	1	513	12
5 fév...	25 fév...	Morez	Jura	Typographes	1	3	13
5 fév...	11 mars	Paris	Seine	Tailleurs et couturiers		2,000	14
7 fév...	7 fév...	Lambesc	Bouches-du-Rhône	Terrassiers	1	180	15
7 fév...	8 fév...	Castres	Tarn	Boulangers		24	16
7 fév...	12 fév...	Valence	Drôme	Ouvriers en parapluies	1	23	17
8 fév...	12 fév...	Tourencoing	Nord	Tisseurs	1	21	18
9 fév...	11 fév...	Blacy	Marne	Terrassiers	1	18	19
9 fév...	16 fév...	Monchecourt	Nord	Mineurs	1	580	20
9 fév...		Paris	Seine	Mouliniers	1	15	21
10 fév...	11 mars	Picquigny	Somme	Tisseurs	2	188	22
11 fév...	13 fév...	Marseille	Bouches-du-Rhône	Huiliers	1	166	23
11 fév...	13 fév...	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	21	24
11 fév...	18 fév...	Reims	Marne	Tisseurs	4	300	25
6 fév...	15 fév...	Paris	Seine	Tourneurs en optique	1	3	26
13 fév...	14 fév...	S'-Jean-de-Muzols	Ardèche	Imprimeurs sur étoffes	1	27	27
13 fév...	14 fév...	Avignonnet	Isère	Maçons et terrassiers	1	50	28
13 fév...	15 fév...	Tarare	Rhône	Brodeurs	1	11	29
14 fév...	25 fév...	Chalon-sur-Saône	Saône-et-Loire	Mécaniciens	3		30
15 fév...		Ploëmeur	Morbihan	Ferblantiers-boitiers	1		31

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} FÉVRIER 1901.

1	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de modification au règlement d'atelier.	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire et substitution du paiement à la semaine au paiement à l'heure.	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire et réglementation du travail.	Transaction.	
7	Réduction de salaire.	Échec.	
8	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
9	Réduction de salaire.	Échec.	
10	Réduction de salaire.	Réussite.	
11	Réduction de salaire.	Réussite.	
12	Question de discipline intérieure.	Transaction.	

EN FÉVRIER 1901.

1	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
2	Demande de diminution du temps de travail.	Réussite.	
3	Réduction de salaire.	Échec.	
4	Demande de renvoi d'un contremaître et de suppression des amerces.	Échec.	11 grévistes ont refusé de rentrer.
5	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
6	Réduction de salaire.	Réussite.	
7	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un contremaître.	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
8	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	8 grévistes congédiés.
9	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
12	Demande d'augmentation du temps de travail.	Réussite.	
13	Demande de fixation à 4 francs du salaire minimum.	Échec.	Grévistes congédiés.
14	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
15	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
17	Réduction de salaire.	Transaction.	
18	Protestation contre la mise en quinzaine de 20 ouvriers.	Réussite.	
19	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
20	Demandes de réintégration d'ouvriers, d'indemnité de logement et réglementation du travail.	Transaction.	
21	Réduction de salaire.	Échec.	
22	Réglementation du travail.	Échec.	
23	Demande de renvoi d'un ouvrier et de réintégration d'un autre.	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
25	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
27	Protestation contre l'embauchage d'un ouvrier.	Échec.	
28	Demandes d'augmentation de salaire et de paiement d'une retenue.	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
30	Solidarité avec les ferblantiers de Châlon et les mineurs de Montceau.	Échec.	
31			

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
18 fév....	25 fév....	Besançon.....	Doubs.....	Ferblantiers.....	17	30	32
19 fév....	.....	Chambon - Fouge- rolles.....	Loire.....	Boulonniers.....	1	100	33
21 fév....	.....	Chambon - Fouge- rolles.....	Loire.....	Ouvriers en limes.....	1	9	34
22 fév....	.....	Roquefort.....	Bouches-du-Rhône.	Chaufourniers.....	3	1,500	35
21 fév....	22 fév....	Albi.....	Tarn.....	Chapeliers (fouleurs).....	1	15	36
23 fév....	.....	Montceau-les-Mi- nes.....	Saône-et-Loire....	Chaudronniers.....	1	35	37
24 fév....	.....	Argenton.....	Deux-Sèvres.....	Tisseurs.....	1	9	38
25 fév....	28 fév....	Montceau-les-Mi- nes.....	Saône-et-Loire....	Mécaniciens.....	1	50	39
25 fév....	.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers des ports.....	.....	2,500	40
26 fév....	.....	Piégut-Pluviers...	Dordogne.....	Feuillardiérs.....	.....	58	41
27 fév....	1 ^{er} mars.	Evreux.....	Eure.....	Fondeurs.....	1	60	42
27 fév....	.....	Saint-Etienne....	Loire.....	Métallurgistes.....	1	250	43
28 fév....	2 mars...	Genest.....	Mayenne.....	Mineurs.....	1	215	44

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

10 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en février, à la Direction du travail :

1^o Grève d'ouvriers en broderie à Tarare. — Le 13 février, les 11 ouvriers occupés à la fabrique de broderie Gonnin-Lutta, à Tarare (Rhône), quittaient le travail, sur le refus des patrons de leur accorder une augmentation de salaire sur certains articles, et ils s'adressèrent le même jour au juge de paix.

Un comité de conciliation se réunit le 14 et, après discussion, satisfaction fut accordée aux ouvriers sur le plus grand nombre de points.

Le travail reprit le lendemain 15.

2^o Dans la grève des scieurs à la mécanique, des ouvriers de fonderie et des constructeurs de bateaux à Merville (Nord), qui demandaient une augmentation de 0 fr. 50 centimes par jour, demande qu'ils ont réduite le 6 février à 0^o25 centimes, le juge de paix est intervenu, mais les patrons se sont excusés de ne pouvoir assister à la réunion fixée au 6 février.

Le lendemain, le sous-préfet a repris les négociations et la grève a pris fin le même jour.

3^o Grève de tisseuses à Offranville. — Les ouvrières tisseuses de la maison Casabianca, à Offranville (Seine-Inférieure), demandaient le renvoi d'un contre-maitre qu'elles accusaient d'injustice et réclamaient une augmentation de salaire. Elles se mirent en grève le 2 février et elles sollicitèrent l'intervention du juge de

NOS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
33	Demande de renvoi d'un contremaître.....		
34	Demande d'augmentation des tarifs et de renvoi d'un ouvrier.....		
35	Demande de réintégration de 2 ouvriers.....		
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
37	Demande de réintégration d'un ouvrier.....		
38	Demande de diminution du temps de travail.....		
39	Refus de travailler pour la compagnie de Blauzy.....	Echec.	
40	Demande de la journée de huit heures et de renvoi d'un contremaître.....		
41	Demande d'augmentation de salaire.....		
42	Protestation contre le renvoi de trois ouvriers.....	Echec.	
43	Demande de renvoi d'un contremaître et de réintégration de trois ouvriers.....		
44	Demandes de renvoi du directeur et d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

paix le 4. Un comité de conciliation se réunit le 5 et l'entente se fit aux conditions suivantes :

« Les amendes seront simplement proposées par le contre-maitre et ne seront définitivement infligées que par le directeur ou le patron.

« Les ouvrières capables de conduire 2 métiers les recevront dans un délai de 15 jours.

« L'augmentation demandée est accordée. »

4° Grève d'ouvriers ferblantiers à Besançon. — 30 ouvriers ferblantiers de Besançon occupés dans 17 établissements se mettaient en grève le 18 février, réclamant une augmentation de salaire.

Le juge de paix convoqua les délégués des deux parties en comité de conciliation, le 23 et le 24, et les conditions suivantes furent acceptées :

« Le minimum des salaires sera fixé à 0 fr. 45 centimes l'heure.

« Tous les salaires seront majorés de 7.50 p. o/o. »

Le travail reprit le 26 février.

5° Grève de fondeurs à Morez. — 26 ouvriers de la fonderie Bourgeois, de Morez (Jura) abandonnaient le travail le 22 janvier, en réclamant la réintégration d'un de leurs camarades, la journée de dix heures avec le maintien du salaire de onze heures et un délai de prévenance de huit jours, en cas de renvoi ou de départ.

Sur l'initiative du juge de paix, un comité de conciliation se réunit le 29 janvier, mais l'entente ne put se faire sur tous les points et la grève continua.

Le 22 février, le juge de paix réunit une seconde fois les membres du comité et, après discussion, la reprise du travail fut décidée pour le 25, aux conditions suivantes :

1° Suppression totale de la mise à pied; 2° journée de onze heures (les ouvriers

ayant le droit de ne faire que dix heures); 3° augmentation de salaire de 2 centimes par heure; 4° En cas de diminution du travail dans une partie de fabrication, le nombre d'heures de travail sera réduit dans cette partie afin d'éviter tout renvoi; 5° La durée du délai-congé est fixée à huit jours; 6° aucun renvoi pour fait de grève.

6°, 7°, 8°, 9°. — Dans la grève des *charpentiers de navire* de la maison Baheux, à *Boulogne-sur-Mer*, les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation demandée par les ouvriers; et dans celle des *tisseurs* de la maison Marchal, à *Saint-Maurice* (Vosges), des *sabotiers* de *Cholet*, et des *apprêteurs de tissus* de la maison Verlet, au *Pré-Saint-Gervais* (Seine), les patrons n'ont pas répondu à l'invitation faite par le juge de paix, au nom des ouvriers.

10°. — Dans la grève des ouvriers *peigniers* de l'usine Joannot, à *Ezy* (Eure), les ouvriers ont refusé de constituer un comité de conciliation, demandé par leur patron au juge de paix.

LES ACCIDENTS DANS LES MINES. — LES ACCIDENTS D'APPAREILS À VAPEUR, LES SOCIÉTÉS DE SECOURS DES MINEURS (1).

Le nombre des ouvriers employés dans les carrières et minières n'a pas sensiblement varié : il a été d'environ 134.000. Il convient d'observer qu'en majeure partie ces derniers ne sont pas occupés d'une façon continue pendant toute l'année.

Les ouvriers des mines et carrières sont exposés à des risques professionnels de diverse nature et principalement à des éboulements.

Dans les mines le nombre des tués a été de 236, dans les carrières de 168, contre 196 et 146 l'année précédente. Par 10.000 ouvriers, la proportion des morts s'est élevée à 13,5 dans les houillères, à 17,8 dans les autres mines, à 19,5 dans les carrières souterraines, à 11,1 dans les carrières à ciel ouvert. L'augmentation est sensible dans les mines de charbon, où la proportion ne dépassait pas 10,7 en 1898 et en 1897 également. Cependant on n'y a compté qu'un seul ouvrier tué par l'inflammation du grisou; mais les accidents dans les puits et ceux qui sont dus à l'exploitation des voies ferrées souterraines ont été plus nombreux et ont eu des conséquences plus graves.

Les sociétés de secours, qui sont organisées obligatoirement dans les exploitations minières, en exécution de la loi du 29 juin 1894, ont continué à se développer. Leur fonctionnement régulier est l'objet de détails circonstanciés dans les relevés statistiques du service des mines. La grande majorité du personnel minier bénéficie actuellement de l'assistance mutuelle : 191 sociétés ont réuni, en 1899, 170.674 participants, soit 6.240 de plus que l'année précédente.

Les recettes ont été de 5.816.720 fr. 78 et les dépenses de 5.420.536 fr. 03, laissant un excédent de recettes de 396.184 fr. 75. En fin d'année, la réserve des sociétés de secours dépassait 2.368.000 francs. La prospérité de ces sociétés va constamment en croissant et leur fonctionnement s'opère dans des conditions satisfaisantes.

La statistique détaillée des accidents, qui est établie par les soins de la commission

(1) D'après le rapport de la commission statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur.

centrale des machines à vapeur, indique 25 morts et 20 blessés, au lieu de 22 morts et de 33 blessés en 1898.

Sur ce contingent, 1 mort et 1 blessé seulement sont imputables à l'emploi des récipiends de vapeur.

Si l'on divise le nombre annuel des victimes par celui des appareils qui ont été en activité, on obtient des rapports très variables d'une année à l'autre.

Malgré ces fluctuations, qui dépendent de circonstances souvent fortuites, aggravant plus ou moins les circonstances des explosions, on constate que la proportion des victimes a diminué de plus de moitié depuis vingt ans.

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1899 (1).

Le nombre des versements effectués dans le courant de l'année 1899 s'est élevé à 3.200.917, représentant une somme totale de 384.049.136 francs.

La moyenne par versement a été de 120 francs, comme en 1898.

Le nombre des remboursements et achats de rentes s'est élevé à 1.528.103 pour un montant total de 351.729.618 francs.

La moyenne par remboursement a été de 230 francs (232 francs en 1898).

L'excédent des versements sur les remboursements s'est élevé à 32.319.518 francs en augmentation sur l'année 1898 où il n'avait atteint que 9.731.100 francs.

Le nombre des comptes ou livrets existant au 1^{er} janvier 1899 s'élevait à 3.087.621. Dans le courant de l'exercice, il en a été ouvert 466.131 nouveaux et il en a été soldé 235.209. Il restait, par conséquent, au 31 décembre 1899, 3.318.461 comptes ou livrets.

L'avoir des déposants, à la même date, se montait à 929.454.282 francs.

Au 31 décembre 1898, le chiffre correspondant était de 875.021.387 francs, ce qui fait ressortir une augmentation de 54.432.895 francs pendant l'exercice.

Ce solde créditeur de 929.454.282 francs est représenté à l'actif par :

Valeurs de l'État français appartenant à la Caisse nationale d'épargne	895.690.247 ^f
Solde du compte courant à intérêts avec la Caisse des dépôts et consignations	31.186.830
Compte débiteur relatif à des opérations qui n'ont été réalisées qu'en 1900 par la Caisse des dépôts	2.577.205
TOTAL ÉGAL à l'avoir des déposants	929.454.282

RÉSULTATS ACQUIS DEPUIS L'ORIGINE.

Depuis l'origine de la caisse, le nombre et le montant des versements annuels ont été presque constamment en augmentant.

(1) D'après le rapport officiel en date du 10 novembre 1900.

Les chiffres ci-dessous en font foi :

VERSEMENTS ANNUELS (1).

ANNÉES.	PREMIERS VERSEMENTS et versements ultérieurs.		MOYENNE
	Nombre.	Montant.	des versements.
		francs.	francs.
1882.....	473.155	64.628.663	137
1883.....	697.433	73.015.500	105
1884.....	917.131	94.061.543	103
1885.....	1.039.707	112.906.333	109
1886.....	1.196.348	133.206.613	111
1887.....	1.291.852	144.369.619	112
1888.....	1.455.780	169.276.988	116
1889.....	1.701.267	208.380.959	122
1890.....	1.948.184	261.960.885	135
1891.....	2.214.743	323.291.561	146
1892.....	2.496.755	388.036.233	155
1893.....	2.350.139	338.037.373	144
1894.....	2.653.982	394.629.833	148
1895.....	2.792.412	403.083.304	144
1896.....	2.799.158	355.208.086	127
1897.....	2.944.685	366.699.153	125
1898.....	3.010.198	361.959.470	120
1899.....	3.200.917	384.049.136	120
TOTAUX ET CHIFFRE MOYEN			
par versement.....	35.183.846	4.576.801.250	132

Le nombre des versements s'est accru chaque année (sauf en 1893). Le montant a passé par quelques diminutions aussitôt effacées d'ailleurs par de nouveaux accroissements.

Classification des livrets. — Sur les 3.553.736 comptes existant au 31 décembre, 1.158.613, soit plus du tiers, présentent un solde ne dépassant pas 20 francs (avec un avoir moyen de 12 fr. 87). Viennent ensuite les livrets de 21 à 100 francs dans la proportion de 21,33 p. o/o par rapport au nombre total (avoir moyen : 64 fr. 24). Ces deux premières catégories forment à elles seules plus de la moitié (54,11 p. o/o) du nombre total des comptes. Pour les livrets supérieurs à 100 francs, ils se répartissent dans les proportions suivantes : de 201 à 500 francs, 14,38 p. o/o ; de 501 à 1.000 francs, 10,40 p. o/o ; de 1.001 à 1.500 francs, 7,56 p. o/o ; supérieurs à 1.500 francs, 3,11 p. o/o ; supérieurs à 2.000 francs, 0,02 p. o/o.

Frais d'administration. — Les frais d'administration pour l'année 1899 se sont élevés à 3.653.275 francs. Cette somme représente environ 0,39 p. o/o des sommes dues aux déposants au 31 décembre. D'un autre côté, le nombre des opérations de toute nature effectuées par la Caisse en 1899 ayant été de 4.729.020 (versements, remboursements, etc.), on voit par là que le coût moyen de chaque opération ressort à 78 centimes.

(1) Non compris les opérations internationales et les arrérages perçus sur les titres de rente laissés en dépôt.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

La Chambre des députés a discuté, dans ses séances des 11, 12 et 14 février, une proposition de loi modifiant la législation sur les conseils de prud'hommes.

D'après le texte qu'elle a adopté et qui a été transmis au Sénat le 25 février, la juridiction des conseils de prud'hommes s'étendrait à tous les patrons, ouvriers et employés du commerce et de l'industrie, ainsi qu'aux ouvriers et employés non-fonctionnaires des entreprises industrielles de l'État, des départements et des communes.

Les conditions de l'électorat seraient fixées comme suit : âge, 21 ans; domicile, 1 an; exercice de la profession, 3 ans.

Les femmes seraient électeurs et éligibles.

Chacune des catégories d'industries comprises dans un conseil serait composée de deux prud'hommes patrons et de deux prud'hommes ouvriers, au moins; et le renouvellement triennal porterait sur la moitié des patrons et des ouvriers de chaque catégorie. Le président et le vice-président siègeraient alternativement au bureau de jugement.

Les jugements des conseils de prud'hommes seraient définitifs et sans appel lorsque le chiffre de la demande n'excède pas 500 francs. Les conseils connaîtraient, en outre, des demandes reconventionnelles à quelques sommes qu'elles puissent monter, et la compétence en dernier ressort, en ce qui concerne ces demandes reconventionnelles, serait déterminée exclusivement par le taux de la demande principale.

Le tribunal civil serait substitué au tribunal de commerce pour les appels des jugements des conseils de prud'hommes.

JURISPRUDENCE.

Contrat de louage. — Marchandage (1).

Le décret du 2 mars 1848, qui abolit l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs, et l'arrêté du 21 mars 1848, qui réprime le délit de marchandage, n'ayant été abrogés par aucune loi, sont encore en vigueur. (Décr., 2 mars 1848, art. 2; Arr., 21 mars 1848.)

Le marchandage est prévu et puni en lui-même, et non pas seulement son abus caractérisé par un acte frauduleux aboutissant au profit abusif que le marchandeur tire du travail de l'ouvrier. (Id.)

Il rentre, en conséquence, par la nature de l'infraction, dans la classe des délits inintentionnels, réprimés abstraction faite de leur moralité; l'intention requise en l'espèce pour constituer le délit résulte suffisamment de l'accomplissement volontaire d'un acte, que la loi considère en lui-même comme injuste. (Id.)

Les dispositions relatives au délit de marchandage s'appliquent exclusivement au sous-entrepreneur, ouvrier ou tâcheron, qui emploie des ouvriers à l'heure ou à la journée, et

(1) Voir l'historique complet de l'affaire Loup et l'analyse des arrêts qui ont précédé au *Bulletin* de novembre 1900, p. 1119.

ne peuvent être étendues à l'entrepreneur lui-même, lequel ne peut être considéré comme auteur principal ou co-auteur du délit. (Id.)

L'entrepreneur peut être considéré comme complice du sous-entrepreneur, conformément au droit commun en matière de délit. (C. pén., 1, 59 et 60 ; Décr., 2 mars 1848.) — Sol. implic.

La complicité de l'entrepreneur principal résulte suffisamment de ce qu'au moment où il a cédé la sous-entreprise des travaux au tâcheron, il savait que ce dernier emploierait des ouvriers à la journée et lui a ainsi procuré le moyen de commettre le délit et l'a aidé et assisté dans les faits qui ont préparé le marchandage. (Id.)

COUR DE BOURGES, 20 Juin 1900. — D'après Sirey.

La Cour de Bourges était saisie de l'affaire Loup à la suite du renvoi prononcé par l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 16 février 1900.

ARRÊT :

LA COUR,

Statuant comme Cour de renvoi ;

Sur le point de savoir si les décret et arrêté des 2 et 21 mars 1848 sont toujours en vigueur ;

Adoptant les motifs des premiers juges ;

En ce qui concerne le délit de marchandage :

Attendu qu'il résulte des circonstances dans lesquelles ont été rendus ledit décret et arrêté que le marchandage exercé par un sous-entrepreneur, tâcheron ou ouvrier, faisant travailler d'autres ouvriers à l'heure ou à la journée, doit être considéré en lui-même comme une exploitation répréhensible ; qu'en effet, le Gouvernement provisoire constituait, dès le 29 février 1848, sous la présidence et la vice-présidence de deux de ses membres, Louis Blanc et l'ouvrier Albert, une « commission de Gouvernement pour les travailleurs », afin d'aviser à la réorganisation du travail ; que, le lendemain, une proclamation du Gouvernement annonce que la commission vient d'entrer en fonctions et s'occupe « de résoudre les questions relatives aux heures de travail et à l'abolition du marchandage », sans se borner à promettre la suppression des abus du marchandage, dont il n'est pas davantage parlé dans la suite ; que le compte rendu publié au *Moniteur officiel* (journal officiel de l'époque) fait connaître qu'à la séance tenue par la commission, le même jour, 1^{er} mars, deux demandes sont l'objet d'une insistance particulière de la part de l'assemblée, qui en demande la solution immédiate : réduction du nombre des heures du travail, « abolition du marchandage », c'est-à-dire de « l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs de travaux » ; qu'il contient, en outre, le passage suivant, relatif à la réunion qui eut lieu le lendemain : « Sur le marchandage, des détails précis sont donnés par divers membres ; il en résulte que diverses sortes de marchandage sont à distinguer : il y a les marchandeurs ou tâcherons qui sous-entreprennent certaines parties des travaux et les font exécuter à la journée par des ouvriers sous leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est oppressif pour l'ouvrier. L'abolition en est non seulement consentie, mais réclamée par l'assemblée » ; qu'il est ensuite expliqué que le travail à la pièce, avantageux à l'ouvrier comme au patron, doit être conservé, et que le marchandage consistant dans l'entreprise faite ensemble par plusieurs ouvriers, par association avec partage des bénéfices, est utile à conserver et à encourager ; qu'à la fin du compte rendu, on lit : « En conséquence de ces explications, le Gouvernement provisoire a immédiatement rendu un décret par lequel le marchandage oppressif est aboli » ;

Attendu que le décret, rendu pour donner satisfaction aux réclamations des ouvriers, et que précèdent les mots : « Sur le rapport de la commission de Gouvernement pour le travailleur », se réfère nécessairement à l'appréciation de la commission sur le marchandage qu'elle qualifiait d'oppressif, et ne laisse aucun doute sur le sens dans lequel doit être compris le motif du décret : « Considérant que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchandeurs ou tâcherons, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité » ; qu'en décrétant l'abolition de l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, « ou marchandage », c'est bien le marchandage en lui-

même, considéré comme un des modes de ce qu'on appelait, dans le langage du temps, l'exploitation de l'homme par l'homme, que le Gouvernement provisoire a voulu supprimer, et non pas seulement son abus, caractérisé par « un acte frauduleux, aboutissant au profit abusif que le tâcheron tire du travail de l'ouvrier », dont il n'a jamais été question ;

Attendu que la même interprétation s'impose à l'égard de l'arrêté du 21 mars 1848, rendu également sur la réclamation, qui s'était produite la veille à la commission du travail, de la part du délégué des ouvriers, Bernard, qui, après avoir expliqué « tous les inconvénients du marchandage », avait fait « observer que, le décret du 2 mars n'étant pas partout exécuté, une sanction était nécessaire » ;

Attendu que, s'il est dangereux de rechercher dans des documents extrinsèques l'interprétation d'un texte clair et précis, le sens et la portée des termes employés par le législateur doivent être déterminés par les circonstances et les préliminaires de la loi, lorsque, comme dans l'espèce, ils ont avec elle les relations les plus étroites et les plus certaines ;

Attendu, d'ailleurs, qu'on réprime un abus, mais qu'on ne l'abolit pas ; qu'on ne saurait comprendre que le décret du 2 mars 1848, voulant s'opposer à l'exploitation frauduleuse et cupide des marchands, l'ait simplement déclarée abolie, sans en prononcer aucune répression ;

Attendu que l'interprétation qui précède était celle des contemporains, ainsi que le démontre la discussion qui se produisit quelques mois plus tard devant l'Assemblée nationale, lorsque fut proposée l'abrogation du décret du 2 mars ; que c'est ce qui ressort notamment des paroles prononcées, aux séances des 30 août et 8 septembre 1848, par les représentants Buffet et Perdiguier ;

Attendu qu'il n'y a lieu de s'arrêter à l'argument que les premiers juges ont tiré de ce que, pendant cette discussion, le représentant Guérin aurait retiré un amendement ayant pour but de maintenir ou même d'étendre l'interdiction du marchandage, ce qui ferait supposer que l'abolition précédemment prononcée n'était pas absolue ; qu'il suffit de se reporter au compte rendu inséré au *Moniteur universel* du 10 septembre 1848 pour se convaincre que le représentant Guérin avait présenté son amendement, complètement étranger à la théorie du marchandage oppressif, parce que l'abrogation intégrale du décret du 2 mars était réclamée, et qu'il le retira quand il fut assuré que l'abrogation de la partie relative au marchandage était abandonnée ;

Attendu que l'interprétation consistant à considérer le marchandage comme prohibé, alors seulement qu'il y a abus et profit excessif du tâcheron, livrerait à l'arbitraire la question de savoir quand commence l'exploitation des ouvriers et le profit déloyal et excessif du marchand, que non seulement les textes n'ont pas défini, mais sur lesquels ils sont entièrement muets ; qu'elle nécessiterait, en outre, dans chaque affaire, des vérifications aussi dispendieuses que délicates ;

Attendu que le marchandage du tâcheron, sous-entrepreneur ouvrier, employant des ouvriers à l'heure ou à la journée, est en lui-même prévu et puni, et qu'il rentre, en conséquence, par la nature de l'infraction, dans la classe des délits inintentionnels, réprimés abstraction faite de leur moralité, dont, sans parler des lois spéciales, on trouve des exemples dans les articles 292, 410 et 411, Code pénal ; que l'intention requise, en l'espèce, pour constituer le délit résulte suffisamment de l'accomplissement volontaire d'un acte que la loi considère en lui-même comme « injuste », vexatoire et contraire au principe de la fraternité ;

Attendu que les décret et arrêté à appliquer visent uniquement « les sous-entrepreneurs, dits marchands ou tâcherons » ; que c'est donc à tort que le Tribunal de la Seine a entendu ces textes dans un sens large, et prétendu englober tous ceux qui, à un titre quelconque, feraient acte d'exploitation de l'ouvrier ; qu'en droit pénal, l'interprétation doit être restrictive ; d'où il suit que, le fait du sous-entrepreneur tâcheron étant seul prévu, l'entrepreneur ne peut être considéré comme auteur principal ou co-auteur du délit ;

En ce qui concerne la complicité de Loup :

.....
Comme suite à l'arrêt qui précède, la Cour de Cassation, toutes chambres réu-

nies, a rendu, le 31 janvier 1901, un arrêt qui confirme absolument la doctrine établie par sa Chambre criminelle, dans son arrêt du 31 janvier 1900. L'affaire est, il est vrai, renvoyée devant la Cour de Rouen, mais celle-ci est liée en droit par le dernier arrêt de la Cour suprême et ne peut statuer que sur des points de fait.

D'après la jurisprudence qui précède et à moins d'une intervention du législateur, ce qui est seulement prohibé, dorénavant, c'est l'abus qui peut être fait du marchandage par un profit abusif du tâcheron, mais le contrat de marchandage est licite en lui-même.

ARRÊT.

La Cour, en chambres réunies, ouï à l'audience publique d'hier : M. le conseiller Cottelle en son rapport ; M^e Devin, avocat du demandeur, en sa plaidoierie, et à celle d'aujourd'hui, M. le procureur général Laferrière en ses conclusions, après en avoir délibéré ;

Statuant sur le pourvoi formé par le sieur Loup contre un arrêt de la cour d'appel de Bourges, en date du 20 juin 1900, qui l'a condamné comme complice d'un délit de marchandage en 50 francs d'amende et 200 francs de dommages-intérêts, pourvoi renvoyé à l'examen des chambres réunies conformément à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1837, par un arrêt de la chambre criminelle du 16 novembre suivant ;

Vu le décret du 2 mars 1848 ainsi conçu : (*Suit le texte du décret.*)

Vu l'arrêt du 21 mars 1848 ainsi conçu : (*Suit le texte de l'arrêt.*)

Vu également l'article 1^{er} du Code pénal, sur le moyen pris de la violation des décret et arrêtés sus-relatés et de l'article 1^{er} du Code pénal, lequel a déjà fait l'objet, dans la même affaire, d'un précédent pourvoi suivi de cassation à la date du 16 février 1900 ;

Attendu qu'il résulte du texte même, tant du décret du 2 mars 1848 que de l'arrêt du même mois, que le fait qui a été d'abord interdit, puis puni des peines correctionnelles par le Gouvernement provisoire, n'est point tout embauchage d'ouvriers à la journée par un tâcheron, mais seulement l'exploitation des ouvriers au moyen du marchandage, exploitation qui ne consiste, de la part du sous-traitant, qu'à tirer un profit abusif du travail de ceux qu'il emploie ; que l'acte nécessite donc, pour devenir délictueux, la réunion de ces trois éléments : un fait matériel, l'intention de nuire, et un préjudice causé aux ouvriers ;

Qu'en condamnant le demandeur en cassation, à raison d'un prétendu délit de marchandage, sans constater ni l'existence d'une fraude, ni le caractère dommageable des conditions dans lesquelles les ouvriers avaient été employés, la cour de Bourges a violé la loi ;

Par ces motifs,

Sans qu'il y ait lieu d'examiner les autres moyens proposés :

Casse et annule l'arrêt de la cour de Bourges, en date du 20 juin 1900, et pour être statué sur le fond, conformément à la loi du 1^{er} avril 1837, renvoie la cause et les parties devant la cour d'appel de Rouen à ce désignée par délibération spéciale en chambre du conseil.

Ordonne, etc....

COUR DE CASSATION, TOUTES CHAMBRES RÉUNIES, 31 janvier 1901.

MEMENTO DE JURISPRUDENCE RELATIVE AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Les *Bulletins* de mai (p. 469) et de juillet (p. 703) ont signalé l'apparition des deux premiers volumes d'une publication du Ministère du commerce (Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales), intitulée : *Accidents du travail*. — *Jurisprudence*, et ont reproduit leurs tables des matières sous forme de *mementos*.

Le 3^e volume de cette publication porte la date de décembre 1900. De sa

table nous avons extrait ce qui concerne les jurisprudences créées ou confirmées par des jugements nouveaux.

Le 3^e volume renferme le texte *in-extenso* de tous les jugements cités ci-après (1).

ACCIDENT PROFESSIONNEL.

L'accident survenu pendant le travail est présumé accident du travail jusqu'à la preuve contraire, qui est à la charge du patron. (Trib. civ. de Saint-Quentin, 7 mars 1900.)
(Confirmé en appel, Amiens, 26 juin 1900.)

Il ne suffit pas, pour que l'accident soit survenu par le fait ou à l'occasion du travail, qu'il se soit produit sur le lieu du travail. (Trib. civ. de Dijon, 2^e chambre, 15 février 1900.)

L'accident survenu à l'ouvrier tamponné par une locomotive tandis qu'il se rendait par la voie du chemin de fer à la gare où il devait travailler, est survenu à l'occasion du travail. (Trib. civ. de Montluçon, 22 juin 1900.)

L'ouvrier frappé par un accident en se rendant de l'usine à son domicile, n'est pas victime d'un accident du travail et n'a pas droit aux indemnités de la loi, même si le patron l'avait chargé d'une mission, telle que de porter un sac de charbon à une autre ouvrière malade. (Trib. civ. de Grenoble, 1^{re} chambre, 27 juin 1900.)

L'armateur est responsable, aux termes de la loi du 9 avril 1898, de l'accident survenu à l'ouvrier classeur qui, pour rechercher un colis manquant, s'est rendu sur le navire où il lui était interdit de pénétrer, et le patron soutiendrait en vain que l'accident n'est pas survenu sur le lieu du travail de l'ouvrier. (Trib. civ. du Havre, 12 mai 1900.)

L'accident causé par la pure curiosité de la victime n'est pas un accident du travail et n'est pas régi par la loi du 9 avril 1898; par exemple : l'accident survenu à la suite d'un pari. (Trib. civ. de Brives, 23 mai 1900.)

Pour que l'accident soit survenu par le fait ou à l'occasion du travail, il faut qu'il se soit produit dans le travail industriel de l'ouvrier; l'ouvrier d'industrie qu'on a chargé de faire partir des bombes dans une fête publique et qui a été blessé dans ce travail, n'a pas droit aux indemnités de la loi du 9 avril 1898. (Trib. civ. de Saint-Gaudens, 1^{re} chambre, 12 mars 1900.)

L'accident survenu à l'ouvrier industriel détaché pour la journée à un travail agricole, tel que le transport d'instruments de vendanges, n'est pas régi par la loi du 9 avril 1898. (Trib. civ. de la Réole, 21 mars 1900.)

N'est pas régi par la loi du 9 avril 1898, l'accident survenu à l'ouvrier occupé à un travail étranger à sa profession, par exemple, l'ouvrier briquetier exceptionnellement occupé à repeindre un mur. (Trib. civ. d'Yvetot, 21 juin 1900.)

Mais les chantiers et entreprises de constructions sont réunis en fait par un échange inévitable de services et par l'emploi d'un matériel commun, et l'ouvrier maçon blessé en participant à un travail de menuiserie, peut agir par l'action de la loi du 9 avril 1898 contre son propre patron, même si l'ordre n'est pas venu de celui-ci, et sauf recours contre le tiers responsable. (Trib. civ. de la Seine, 4^e chambre, 2 juillet 1900.)

L'ouvrier blessé accidentellement pendant son travail a droit aux indemnités de la loi, même si l'accident résulte du fait d'un autre ouvrier. (Trib. civ. de Valenciennes, 25 mai 1900.) — (Confirmé en appel, Douai, 1^{re} chambre, 7 août 1900.)

L'accident connu sous le nom de « coup de fouet » est un accident professionnel. (Just. de paix de Paris, XVII^e arrondissement, 19 septembre 1900.)

(1) La table du 3^e volume réunit toutes les jurisprudences qui concernent les jugements contenus dans le 3^e volume; notre troisième *memento* est donc la suite des deux premiers et ne les remplace pas.

L'ouvrier charretier blessé par son fusil qu'il avait emporté sans nécessité, n'est pas victime d'un accident du travail. (Trib. civ. de la Réole, 21 mars 1900.)

Le patron ne saurait échapper aux obligations de la loi par le motif que l'ouvrier se serait refusé à subir une deuxième opération, et qu'il ne serait pas possible de savoir, par suite, si son incapacité provient de l'accident ou de son refus. (Trib. civ. de Vannes, 9 août 1900.)

ACTION DE L'ARTICLE 1382 C. c.

La veuve qui agit en indemnité par l'action de la loi du 9 avril 1898, ne peut, par la même action, réclamer subsidiairement la réparation de l'article 1382 C. c. (Trib. civ. de Dijon, 15 février 1900.)

AFFECTION ANTÉRIEURE.

Le patron n'est tenu d'indemniser l'ouvrier que des suites de l'accident et peut être autorisé à prouver que la prolongation de l'incapacité est due à une affection antérieure de la victime, telle que l'albuminurie. (Just. de paix du Mans, 1^{er} canton, 4 mai 1900.)

..... mais s'il ne rapporte pas cette preuve, il devra l'indemnité pour toute la durée de l'incapacité. (Just. de paix du Mans, 1^{er} canton, 18 mai 1900.)

L'état d'alcoolisme de la victime, fût-il établi, ne déchargerait pas le patron de sa responsabilité sous le prétexte que l'ouvrier a succombé non des suites de sa blessure, mais à cause de ses habitudes d'intempérance. (Trib. civ. d'Orléans, 8 août 1900.)

Le patron ne saurait prétendre, sous le prétexte que les conséquences de l'accident ont été aggravées par une affection antérieure, diminuer la réduction que subit le salaire au cas d'incapacité permanente partielle; la réduction du salaire reçu au moment de l'accident est la base nécessaire du règlement de l'indemnité. (Trib. civ. de Besançon, 5 avril 1900.)

APPEL.

La demande d'indemnité journalière n'est pas une demande nouvelle et peut être introduite en appel si le montant de cette indemnité joint à celui de la rente sollicitée n'excède pas le chiffre des allocations réclamées devant les premiers juges. (Cour d'appel d'Orléans, 30 mai 1900.)

APPEL EN GARANTIE.

Le patron assuré par une police antérieure à la loi, ne saurait appeler en garantie la compagnie d'assurances que par une action distincte de celle introduite par l'ouvrier, conformément à la loi du 9 avril 1898 (Trib. civ. de la Seine, 4^e chambre, 12 mai 1900.)

ASCENDANTS A LA CHARGE DE LA VICTIME.

Le tribunal peut estimer que l'ascendant était à la charge de la victime, sans que celle-ci fût soumise à l'obligation alimentaire. (Trib. civ. de Nantes, 21 décembre 1899.) — Trib. civ. de Valenciennes, 14 juin 1900.)

N'est pas à la charge de la victime, l'ascendant de l'apprenti qui ne recevait que des rémunérations insuffisantes pour lui permettre de subvenir à son propre entretien. (Trib. civ. de Lourdes, 3 juillet 1900.)

Le juge ne saurait réduire la pension de l'ascendant qui était à la charge de la victime,

sous le prétexte que cet ascendant était à la charge de plusieurs enfants. (Cour d'appel de Douai, 29 mai 1900.)

La mère d'un enfant naturel non reconnu ne saurait prétendre à la pension due à l'ascendant à la charge de la victime, en se fondant sur la possession d'état d'ascendant naturel. (Trib. civ. de Montauban, 16 février 1900.) — (Trib. civ. de Nantes, 8 juin 1900.)

Pour que l'ascendant d'un enfant naturel puisse prétendre aux indemnités de la loi du 9 avril 1898, il faut que la victime ait été reconnue avant l'accident. (Trib. civ. de Montauban, 16 février 1900.) — (Trib. civ. de Cambrai, 5 juillet 1900.)

Jugé que le tribunal a la faculté d'apprécier que les ascendants n'étaient pas complètement à la charge de la victime, et dans quelle mesure, et de leur attribuer une rente sur cette base. (Trib. civ. de Nice, 3 janvier 1900.)

ASSUJETTISSEMENT (à la loi du 9 avril 1898).

La coupe de bois et la mise en œuvre d'une exploitation forestière n'entraînent pas assujettissement à la loi du 9 avril 1898. (Trib. de simple police de Saint-Fargeau, 21 septembre 1900.) — (Trib. civil de Saint-Dié, 1^{er} juin 1900.) — (Trib. civ. de Saint-Dié, 1^{er} juin 1900.)

Le boulanger est assujetti. (Just. de paix de Montauban, 23 juillet 1900.)

La profession d'élagueur d'arbres ou de jardins n'est pas assujettie. (Cour d'appel de Rouen, 1^{re} chambre, 11 avril 1900.)

La profession de marchand chiffonnier en demi-gros, qui ne comporte pas de transformation industrielle, n'est pas assujettie. (Trib. civ. de Limoges, 19 juin 1900.)

L'épicier en gros n'est pas assujetti et n'est pas responsable, aux termes de la loi du 9 avril 1898, de l'accident survenu à son garçon livreur. (Trib. civ. de la Seine, 12 juin 1900.)

Le négociant en grains n'est pas assujetti. (Trib. comm. d'Amiens, 3 avril 1900.)

Le maréchal ferrant n'est pas assujetti. (Just. de paix de Paris, VIII^e arrondissement, 10 mai 1900.)

Le patron d'un petit atelier de serrurerie n'est pas assujetti. (Trib. civ. de Coutances, 12 avril 1900.)

Le tonnelier n'est pas assujetti. (Trib. civ. de Cognac, 3 avril 1900.)

Les entreprises de transport qui rémunèrent les cochers qu'elles emploient par les salaires dits « à la moyenne » sont responsables, aux termes de la loi, des accidents survenus à leurs cochers. (Just. de paix de Paris, III^e arrondissement, 7 juin 1900.)

Le mot « chantier » de l'article 1^{er} de la loi comprend les chais des marchands de vins en gros. (Trib. comm. de la Seine, 27 avril 1900.) — (Trib. de simple police de Pantin, 17 avril 1900.)

Solutions contraires. — Le marchand de vins en gros qui ne fait de transport que pour les besoins de son commerce, n'est pas assujetti. (Trib. de comm. de Troyes, 19 mars 1900.) — (Trib. civ. de Chartres, 8 août 1900.)

Le marchand de vins en gros n'est pas responsable, aux termes de la loi du 9 avril 1898, de l'accident survenu par asphyxie à son ouvrier occupé au nettoyage d'une cuve. (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 27 février 1900.) (Confirmé en appel, Dijon, 1^{re} chambre, 13 juin 1900.)

Les qualités de patron et d'ouvrier se confondent chez les membres des Sociétés coopératives de production qui ne sauraient donc être assujettis à la loi du 9 avril 1898. (Just. de paix de la Roche-sur-Yon, 17 septembre 1900.)

ASSUREUR.

L'ouvrier n'a pas, sous le régime de la loi du 9 avril 1898, d'action directe contre l'assureur de son patron. (Trib. civ. de la Seine, 4^e chambre, 21 mai 1900.)

BATTEUSE (Accident causé par une).

L'ouvrier agricole blessé en transportant les bottes de paille et en faisant les menles dans une grange voisine de la cour de la ferme où fonctionne une batteuse ne travaille pas dans le rayon d'action de la machine; cet accident n'est pas régi par la loi du 30 juin 1899 et est soumis au droit commun. (Trib. civ. de Senlis, 1^{er} août 1900.)

Est régi par la loi du 30 juin 1899, l'accident survenu à l'ouvrière occupée à recevoir la paille à la sortie de la machine et qui a été blessée par la fourche d'une autre ouvrière. (Trib. civ. de Nantes, 7 mai 1900.) — (Réformé en appel. V. *Solution suivante*.)

Solution contraire. — Un tel accident n'est pas régi par la loi du 30 juin 1899. (Cour d'appel de Rennes, 26 juillet 1900.)

L'accident survenu pendant son travail à l'ouvrier occupé au service d'une batteuse, mais qui aurait pu survenir dans tout autre travail agricole, n'est pas régi par la loi du 30 juin 1899. (Trib. civ. de Saint-Calais, 25 juin 1900.)

CÉCITÉ.

Le patron ne saurait prétendre diminuer la pension de l'ouvrier frappé de cécité par suite d'un accident de travail, sous le prétexte que cet ouvrier était déjà borgne antérieurement à l'accident. (Trib. civ. de la Seine, 4^e chambre, 2 juin 1900.)

CERTIFICAT MÉDICAL.

Les frais du certificat médical nécessaire pour l'hospitalisation de la victime sont à la charge du patron aussi bien que ceux du certificat médical prévu par la loi. (Just. de paix de Cerisay, 27 mars 1900.)

COMMUNES.

La loi du 9 avril 1898 est applicable aux communes qui sont responsables, aux termes de cette loi, des accidents survenus aux ouvriers travaillant pour leur compte. (Trib. civ. de la Seine, 1^{re} chambre, 7 juillet 1900.)

Les lois des 13 juillet 1834 et 5 avril 1884 en tant qu'elles prescrivent qu'une action contre une commune doit être précédée de l'envoi d'un mémoire au préfet, ne sont pas incompatibles avec la procédure de la loi du 9 avril 1898, qui ne les a donc pas abrogées, et ces formalités s'imposent à l'ouvrier actionnant la commune. (Trib. civ. de la Seine, 1^{re} chambre, 7 juillet 1900.)

CONCILIATION (Audience de).

L'absence d'un avertissement en conciliation n'entraîne pas la nullité de la citation en justice de paix pour règlement d'incapacité temporaire. (Just. de paix de Courbevoie, 20 mars 1900.)

CONJOINT SURVIVANT.

Le conjoint survivant, séparé de fait seulement, a droit aux indemnités de la loi, sans qu'il soit tenu d'établir qu'il recevait des subsides du conjoint décédé. (Trib. civ. du Havre, 12 mai 1900.)

CONVENTION.

Jugé que l'ouvrier qui a consenti à la conversion de la rente en capital en reconnaissant

dans la transaction même qu'il ne pouvait avoir droit à une rente supérieure à cent francs, n'est pas fondé à invoquer ultérieurement la nullité de la convention, si le Tribunal juge en effet que la rente à laquelle il aurait eu droit n'aurait pas dépassé cent francs. (Trib. civ. de Nancy, 28 mai 1900.)

CUMUL DES RENTES.

Si la victime laisse après décès une veuve et plusieurs enfants de deux lits, la pension attribuée à la veuve ne fait pas obstacle et ne limite pas dans son chiffre les pensions accordées par la loi aux enfants, quel que soit le chiffre qu'atteignent les rentes. (Trib. civ. de Nantes, 18 juin 1900.)

DÉCLARATION D'ACCIDENT.

Le défaut de déclaration entraîne en tous cas contravention, sans qu'il y ait lieu de rechercher si la victime a pu reprendre son travail avant l'expiration du délai imparti pour la déclaration. (Trib. de simple police de Paris, 4 mai 1900.)

Le patron n'est pas obligé à la déclaration s'il pense à bon droit que l'accident n'est pas survenu à l'occasion du travail. (Trib. de simple police de Poinc, 30 avril 1900.)

... ni s'il a pu ignorer l'accident, alors, par exemple, que les suites de l'accident n'ont pas apparu immédiatement. (Trib. simple police de Troyes, 23 mars 1900.)

L'ouvrier ne saurait soutenir que le patron qui a fait déclaration de l'accident s'est par là même reconnu assujéti à la loi. (Cour d'appel de Rouen, 1^{re} chambre, 11 avril 1900.)
— (Trib. civ. de Saint-Dié, 1^{er} juin 1900.)

DÉPENS.

Le patron qui ne fait qu'à l'audience des offres suffisantes est condamné aux dépens. (Trib. civ. de Lons-le-Saunier, 8 juin 1900.)

La conciliation devant le président est une transaction : le patron n'est donc pas fondé à demander que les dépens du procès soient mis à la charge de la veuve qui ne s'est pas conciliée devant le président et qui n'avait pas capacité pour transiger au nom de ses enfants mineurs. (Trib. civ. de Vannes, 22 juin 1900.)

ENFANT CONÇU AVANT L'ACCIDENT.

En cas d'accident suivi de mort, l'enfant déjà conçu ne doit pas être compté d'ores et déjà au nombre des ayants droit à indemnité. (Trib. civ. de Dunkerque, 2 mars 1900.)
— (Trib. civ. d'Arras, 29 mars 1900.)

ENQUÊTE.

Les déclarations de salaires faites par l'ouvrier à l'enquête ou en conciliation n'ont nullement le caractère d'un contrat et elles peuvent être valablement complétées dans des conclusions en cours d'instance. (Cour d'appel de Grenoble, 1^{re} chambre, 8 août 1900.)

ENTREPRENEUR.

L'ouvrier travaillant seul d'ordinaire et qui a embauché exceptionnellement d'autres ouvriers n'est pas un entrepreneur et n'est pas responsable, aux termes de la loi du 9 avril 1898. (Trib. civ. des Andelys, 24 juillet 1900.)

L'ouvrier qui, bien qu'embauchant d'autres ouvriers et leur payant leurs salaires afin d'exécuter un travail pour le compte d'un tiers, ne fait que transmettre à ces ouvriers les sommes qu'il reçoit lui-même à cet effet, et qui n'est pas intéressé dans l'affaire où il

est occupé, est un ouvrier et non un entrepreneur et celui qui l'emploie lui doit, en cas d'accident, les indemnités de la loi. (Trib. civ. d'Arras, 2 mai 1900.)

L'ouvrier qui dirige un certain nombre d'autres ouvriers dans l'exécution d'un travail pour un tiers, mais qui reste lui-même sous les ordres et l'autorité du patron ou de ses agents, n'est pas entrepreneur et n'est pas responsable, en cette qualité, des accidents survenus aux ouvriers qu'il dirige. (Trib. civ. de Rouen, 2^e chambre, 22 juin 1900.)

ÉPOQUES DE PAYEMENT DE LA RENTE.

Jugé que le tribunal peut décider que la rente sera payable semestriellement. (Trib. civ. de la Seine, 4^e chambre, 7 juillet 1900.)

... ou mensuellement. (Trib. civ. de Rochecrouart, 18 mai 1900.) — (Réformé en appel. V. *Solution suivante, Limoges*.) — (Trib. civ. de Saint-Étienne, 1^{re} chambre, 2 mai 1900.)

FAUTE INEXCUSABLE DE L'OUVRIER.

La désobéissance aux ordres formels du patron et du contremaître met la victime en état de faute inexcusable. (Trib. civ. de Dunkerque, 2 février 1900.)

L'ouvrier qui a été victime d'un accident en faisant un acte que son patron venait de lui interdire n'est pas, par cela seul, en état de faute inexcusable. (Trib. civ. d'Uzès, 30 mai 1900.)

L'inobservation des règlements publics de voirie sur la conduite des voitures constitue la faute inexcusable à la charge de l'ouvrier de l'entreprise de transports, par exemple, le charretier qui se tenait assis sur le timon. (Trib. civ. de Lyon, 5 avril 1900.)

L'ouvrier blessé en se servant d'un monte-charge dont l'usage lui aurait été interdit par le règlement de l'usine, n'aurait pas commis la faute inexcusable. (Trib. civ. de Lille, 3 mai 1900.)

L'ouvrier qui a essayé de dégorger une batteuse avant qu'elle ne fût complètement arrêtée n'a pas commis la faute inexcusable. (Trib. civ. de Valence, 27 avril 1900.)

L'ouvrier qui a essayé d'arrêter une scie circulaire en marche a commis la faute inexcusable. (Trib. civ. de Nevers, 14 mai 1900.)

L'ouvrier puisatier, victime d'un accident provoqué par une manœuvre dont il ne pouvait ignorer le danger, a commis la faute inexcusable. (Trib. civ. de Laon, 21 mai 1900.)

A commis la faute inexcusable l'ouvrier couvreur, tombé d'un toit, qui dissimulait sur lui deux feuilles de zinc dérobées. (Trib. civ. de Moulins, 5 juin 1900.)

N'a pas commis la faute inexcusable l'ouvrier qui travaillait dans une gare et qui a négligé de se faire guider sur les voies par un surveillant, comme le prescrit le règlement. (Trib. civ. de Montluçon, 22 juin 1900.)

FAUTE INEXCUSABLE DU PATRON.

La faute inexcusable du patron peut résulter du fait des préposés du patron. (Trib. civ. de Florac, 23 mars 1900.) — (Trib. civ. de Florac, 23 mars 1900.)

... spécialement, un accident survenu par suite du surmenage imposé à un agent des compagnies de chemins de fer entraîne la faute inexcusable de la compagnie. (Trib. civ. de Saint-Sever, 6 avril 1900.) — (Modifié en appel. V. *solution suivante*.)

... et même si les juges estiment qu'il n'y a pas surmenage, mais faute inexcusable d'un agent de la compagnie, celle-ci est responsable de la faute inexcusable de son agent. (Cour d'appel de Pau, 2 août 1900.)

La faute inexcusable ne peut résulter que du patron lui-même ou des personnes qu'il s'est

substitué dans la direction, mais non du fait des autres ouvriers du patron. (Trib. civ. de Lyon, 22 juin 1900.)

La faute inexcusable du patron ne résulte pas nécessairement de l'inobservation des règlements publics. (Trib. civ. de Brest, 31 janvier 1900.)

La compagnie de chemins de fer qui n'a pas établi de signaux de couverture pour protéger les ouvriers travaillant sur la voie a commis la faute inexcusable. (Trib. civ. de Céret, 13 mars 1900.)

Le patron qui a fait nettoyer par un ouvrier une machine en marche a commis la faute inexcusable. (Trib. civ. de Valenciennes, 3 mai 1900.)

Le patron charretier qui a donné l'ordre de graisser les roues d'un tombereau lourdement chargé n'a pas commis la faute inexcusable. (Trib. civ. de Toulon, 12 juin 1900.)

Le patron n'est pas en état de faute inexcusable pour avoir fait travailler à une machine dangereuse un ouvrier qui n'en connaissait pas le fonctionnement. (Trib. civ. de Nancy, 30 avril 1900.) — (Confirmé en appel, Nancy, 7 août 1900.)

Le patron papetier n'a pas commis la faute inexcusable pour n'avoir pas adapté au devant des cylindres apprêteurs un troisième rouleau dit «rouleau engageur». (Trib. civ. de Corbeil, 3 août 1900.)

FRAIS MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES.

L'ouvrier n'est pas fondé à réclamer une somme globale représentant les frais médicaux et pharmaceutiques : il est tenu d'en fournir la justification. (Trib. civ. de Narbonne, 6 juin 1900.)

Les soins dentaires, tels que réparation et pose de dents, sont compris dans les frais médicaux et pharmaceutiques et dus par le patron. (Just. de paix de Courbevoie, 8 mai 1900.)

Le patron n'est pas tenu de fournir à la victime des appareils lui permettant de se servir du membre mutilé. (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 20 mars 1900.)

Solution contraire. — La fourniture de l'appareil permettant à l'ouvrier de se servir du membre mutilé rentre dans les frais médicaux et pharmaceutiques. (Trib. civ. de Nantes, 7 mai 1900.)

Le tribunal peut réduire d'office le chiffre réclamé par une partie pour frais médicaux, même si ce chiffre n'est pas contesté par l'autre partie. (Trib. civ. de Moulins, 5 juin 1900.)

GARANTIE.

Toute demande tendant à obtenir d'autres garanties que celles de la loi devra être rejetée (Trib. civ. de Nice, 3 janvier 1900.) — (Trib. civ. de Dunkerque, 2 février 1900.)

GUÉRISON.

Le patron n'est même pas fondé à prétendre démontrer que la guérison a été retardée par une affection antérieure. (Just. de paix du Havre, III^e arrondissement, 11 avril 1900.)

HERNIE.

La hernie ne saurait être considérée comme une maladie, et peut être le résultat d'un accident donnant droit aux indemnités de la loi. (Trib. civ. de Nancy, 1^{re} chambre, 21 1900.) — (Trib. civ. de Valenciennes, 26 juillet 1900.)

Mais l'ouvrier qui réclame les indemnités de la loi parce qu'il est atteint d'une hernie, doit

établir que cette affectation est résultée de son travail. (Trib. civ. de Valenciennes, 10 août 1900.). — (Trib. civ. d'Aubusson, 14 août 1900.)

HOSPITALISATION.

Les frais dus au médecin pour opérations chirurgicales ne sauraient être compris dans les frais d'hospitalisation et sont dus cumulativement par le patron. (Just. de paix de Cerisy, 27 mars 1900.)

INCAPACITÉ PERMANENTE ABSOLUE.

L'amputation de la jambe droite est une cause d'incapacité permanente absolue. (Trib. civ. de Lure, 21 mars 1900.) — (Réformé en appel, Besançon, 1^{re} chambre, 6 mai 1900.)

INCAPACITÉ PERMANENTE PARTIELLE.

L'amputation des deux premières phalanges de l'index de la main droite est une cause d'incapacité permanente partielle. (Trib. civ. de Limoux, 1^{er} août 1900.)

L'ankylose du pouce est une cause d'incapacité permanente partielle. (Trib. civ. de Corbeil, 20 juillet 1900.)

L'amputation du doigt auriculaire de la main droite est une cause d'incapacité permanente partielle. (Trib. civ. de Bernay, 19 juin 1900. Confirmé en appel, Rouen, 8 août 1900.)

La perte d'une partie de la troisième phalange de l'annuaire de la main gauche est une cause d'incapacité permanente partielle. (Trib. civ. de Lyon, 7 août 1900.)

L'écrasement de l'extrémité du pouce et du petit doigt de la main gauche n'est pas une cause d'incapacité permanente. (Trib. civ. de Briey, 10 mai 1900.)

L'ankylose des doigts de pied qui gêne la victime dans sa marche sans diminuer sa capacité professionnelle est une cause d'incapacité permanente partielle. (Trib. civ. de Narbonne, 25 juillet 1900.)

La perte de plusieurs dents n'est pas une cause d'incapacité permanente partielle (Trib. civ. de la Seine, 4^e chambre, 4 août 1900.)

INCAPACITÉ TEMPORAIRE PARTIELLE.

L'ouvrier atteint d'une incapacité temporaire partielle ne saurait prétendre toucher l'indemnité journalière pendant toute la longue durée de cette incapacité non absolue. (Just. de paix de Lille, 28 mars 1900.)

INDEMNITÉ JOURNALIÈRE.

L'indemnité journalière d'un ouvrier travaillant à l'heure est calculée sur le salaire réel qu'il a touché et qui doit être recherché, et non sur le salaire normal d'un ouvrier ayant accompli une année entière sans chômages dans l'entreprise. (Just. de paix de la Clayette, 7 avril 1900.)

L'indemnité journalière de l'ouvrier payé au mois peut être calculée sur la somme globale due pour un mois, spécialement au cas où il est dû à l'ouvrier une indemnité pour un mois ne comptant que vingt-huit jours. (Just. de paix de Courbevoie, 20 mars 1900.)

L'indemnité journalière de l'ouvrier payé par quinzaine et d'après les produits de son travail est calculée non sur le salaire réel auquel il a droit pour la journée la plus rapprochée de l'accident, mais sur la moyenne de la dernière quinzaine. (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 13 mars 1900. Confirmé en appel, Dijon, 1^{re} chambre, 13 juin 1900.)

Le patron n'est pas fondé à refuser de comprendre dans le salaire journalier la somme représentant la nourriture qu'il aurait donnée exceptionnellement à l'ouvrier le jour de l'accident. (Just. de paix de Jarnac, 10 avril 1900.)

Le tribunal civil saisi à la suite d'une déclaration d'incapacité permanente, pourra même réformer, en appel, des jugements de justice de paix. (Trib. civ. de Dôle, 13 avril 1900.)

Solution contraire. — Les tribunaux civils ne peuvent connaître des décisions rendues dans ces conditions en justice de paix. (Cour d'appel de Douai, 2^e chambre, 22 février 1900.)

Le tribunal civil qui juge que l'accident dont le règlement lui est soumis n'entraînera qu'une incapacité temporaire et non permanente, n'est pas compétent pour régler l'indemnité journalière et renvoie les parties à se pourvoir, à cet effet, devant le juge de paix. (Trib. civ. de Brioude, 23 mai 1900. Trib. civ. de Lyon, 3^e chambre, 26 mai 1900.)

L'allocation de l'indemnité journalière préjugerait le fond; elle ne peut être accordée. (Trib. civ. de Narbonne, 6 juin 1900.)

L'ouvrier atteint d'une incapacité permanente ne peut réclamer devant le juge de paix l'attribution de l'indemnité journalière, alors qu'il est certain que l'incapacité est permanente, mais que le tribunal n'a pas encore statué. (Just. de paix de Villejuif, 14 août 1900.)

L'indemnité journalière doit être servie jusqu'au jour du jugement fixant la rente, sans que le patron puisse invoquer sa libération pour cause de consolidation de la blessure. (Just. de paix de Chablis, 12 avril 1900.)

L'indemnité journalière précédant le règlement d'incapacité permanente doit être servie jusqu'au jour du règlement définitif, ce qui s'entend du jour du jugement du tribunal civil, même frappé d'appel. (Just. de paix de Paris, XVII^e arrondissement, 15 octobre 1900.)

L'ouvrier qui a repris son travail et qui a été obligé de l'abandonner de nouveau à cause de sa blessure n'a plus droit à un nouveau service d'indemnité journalière et ne peut agir que par voie de demande de provision. (Cour d'appel de Besançon, 6 juin 1900.)

Le patron qui a refusé de payer l'indemnité journalière peut être condamné de ce fait à des dommages-intérêts. (Just. de paix de Villejuif, 20 septembre 1899.)

INSOLATION.

L'insolation est assimilable à un cas de force majeure et ne donne pas droit aux indemnités de la loi. (Trib. civ. de Bayonne, 20 mars 1900. Trib. civ. de Rennes, 23 mars 1900.)

L'ouvrier d'une entreprise de bâtiments frappé d'insolation sur un échafaudage est victime d'un accident du travail, et le patron soutiendrait en vain que l'accident est dû au cas fortuit d'une congestion cérébrale. (Just. de paix de Villejuif, 26 septembre 1899.)

JOUR DE L'ACCIDENT.

L'ouvrier embauché pour une demi-journée et blessé au cours de ce travail ne peut prétendre toucher le salaire intégral de cette demi-journée. (Cons. de prudh. du Havre, 27 avril 1900.)

JUGE DE PAIX (Compétence du).

Le juge de paix doit en tout cas régler l'indemnité journalière, alors même que son incompétence serait invoquée à raison de ce que le tribunal civil sera saisi d'une exception tirée de la faute intentionnelle de l'ouvrier. (Just. de paix de Neuilly-sur-Seine, 25 avril 1900.)

Le juge de paix est incompétent pour trancher la question de l'existence même de l'accident au cas d'incapacité permanente, et l'exception de litispendance soulevée auprès du tribunal civil sous le prétexte que le juge de paix est déjà saisi de cette question, sera par conséquent rejetée. (Trib. civ. de Saint-Étienne, 20 mars 1900.)

Le juge de paix est seul compétent pour le règlement des frais funéraires. (Trib. civ. de Lyon, 3^e chambre, 28 mars 1900.)

Solution contraire. — Le tribunal civil est compétent pour le règlement des frais funéraires. (Trib. civ. de Bourg, 3 avril 1900. Trib. civ. de Dijon, 28 juillet 1900.)

MALADIE PROFESSIONNELLE.

Le durillon forcé ne saurait être considéré comme une maladie professionnelle et donne lieu à un règlement d'accident du travail. (Just. de paix de Paris, xvii^e arrondissement, 22 août 1900.)

MINEUR DE 16 ANS.

Les représentants de l'ouvrier mineur de 16 ans ne seraient pas fondés à prétendre calculer son salaire d'après celui des ouvriers majeurs de 21 ans, s'il en est de même catégorie que la victime, majeurs de 16 ans, mais mineurs de 21 ans. (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 20 mars 1900. Confirmé en appel, Dijon, 23 juillet 1900.)

Le salaire de base servant à la fixation de la rente du mineur de 16 ans est le salaire des ouvriers parvenus à la maturité de leurs forces, et non des ouvriers d'un âge à peine supérieur à celui de la victime. (Trib. civ. de Rochecouart, 18 mai 1900. Confirmé en appel, Limoges 16 juillet 1900.)

Du jour où l'aîné des enfants mineurs de la victime aura atteint l'âge de 16 ans, la rente de l'autre sera calculée comme s'il était fils unique. (Trib. civ. de Vannes, 26 juillet 1900.)

Le tribunal a la faculté de majorer la rente de l'ouvrier mineur de 16 ans qui pourra ainsi se trouver supérieur à la rente qui serait fixée sur le salaire le plus bas des ouvriers valides de même catégorie. (Trib. civ. de Rochecouart, 18 mai 1900. Confirmé en appel, Limoges, 16 juillet 1900.)

ORDONNANCE DU PRÉSIDENT.

L'ordonnance du président constatant la conciliation n'a pas de caractère juridictionnel, et une contestation peut être élevée sur cette ordonnance, même après les délais d'appel. (Trib. civ. de Dunkerque, 2 mars 1900. Confirmé en appel, Douai, 1^{re} chambre, 19 juin 1900.)

L'ordonnance du président ne doit pas être revêtue de la formule exécutoire. (Trib. civ. de Dunkerque, 2 mars 1900.)

OUVRIER AGRICOLE.

L'ouvrier agricole, blessé pendant le transport d'une batteuse d'une exploitation à une autre, n'est pas fondé à réclamer au propriétaire de la machine les indemnités de la loi. (Trib. civ. de Montauban, 22 mars 1900.)

PENSION DE RETRAITE.

La pension de retraite due par les Compagnies de chemins de fer aux veuves de leurs ouvriers doit être servie cumulativement avec la rente de la loi du 9 avril 1898, et la Compagnie soutiendrait en vain que cette loi a fait disparaître toutes conventions antérieures et par conséquent le droit contractuel à la pension. (Trib. civ. de Toulouse, 1^{re} chambre, 28 juin 1900.)

Solution contraire. — L'ouvrier des chemins de fer n'est pas fondé à prétendre cumuler la pension qui lui est constituée par la Compagnie avec la rente à laquelle la loi du

9 avril 1898 lui donne droit et la pension s'imputera, à due concurrence, sur la rente. (Trib. civ. de Bourges, 7 juin 1900.)

POINT DE DÉPART DE LA RENTE.

Le point de départ de la rente ne sera pas le jour de l'accident, mais le moment fixé par l'appréciation du juge, où il a été certain que l'incapacité est permanente, c'est-à-dire le jour de la consolidation de la blessure.

..... et si l'indemnité journalière a continué à être servie après la consolidation, les sommes ainsi versées seront imputées sur la rente. (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 20 mars 1900.) — (Trib. civ. de Nevers, 14 mai 1900.) — (Cour d'appel de Besançon, 1^{re} chambre, 11 juillet 1900.)

La date du règlement définitif s'entendra, au cas où la décision des premiers juges aura été frappée d'appel, du jour de la décision rendue en dernier ressort. (Cour d'appel de Douai, 2^e chambre, 22 février 1900.) — (Cour d'appel d'Aix, 25 mai 1900.) — (Cour d'appel de Douai, 1^{re} chambre, 30 mai 1900.)

Mais si la victime a fixé dans ses conclusions une date antérieure à celle du jugement définitif et renonce par là au paiement de l'indemnité journalière à la date qu'il a fixée, le tribunal ne saurait lui accorder plus qu'il ne demande et acceptera comme point de départ de la rente la date portée aux conclusions de la victime. (Trib. civ. de Chambéry, 11 août 1900.)

Si le tribunal ne peut statuer sur la demande d'indemnité journalière parce qu'elle est indéterminée, il aura la faculté de faire courir la rente du jour de l'accident. (Trib. civ. de Castres, 23 mai 1900.)

POINT DE DÉPART DE L'INDEMNITÉ JOURNALIÈRE.

Jugé que l'indemnité journalière pour une incapacité ayant duré plus de quatre jours est due du jour de l'accident. (Just. de paix de Saint-Galmier, 4 décembre 1899.)

Solution contraire. — L'indemnité journalière n'est due qu'à partir du cinquième jour. (Just. de paix de Courbevoie, 20 mars 1900.) — (Just. de paix de Morestel, 5 juin 1900.)

POLICE D'ASSURANCE.

A le caractère d'une assurance collective et par conséquent résiliable dans les conditions de la loi du 29 juin 1899, la police qui assure les ouvriers d'un patron, alors même, qu'au moment du contrat le patron aurait travaillé seul avec son fils. (Trib. comm. de la Seine, 6 oct. 1900.)

La police individuelle annexe qui garantissait l'industriel contre les risques résultant du recours des ouvriers victimes d'accidents sous le régime de l'article 1382 du Code civil, n'est pas résiliée de plein droit à la date du 1^{er} juillet 1899, date inaugurale du nouveau régime. (Trib. comm. de la Seine, 8 septembre 1900.)

Les primes perçues par anticipation sur l'époque postérieure à la loi du 29 juin 1899 donnent lieu au remboursement par la compagnie d'assurances. (Trib. civ. de Lyon, 3^e chambre, 20 juin 1900.)

L'assuré est libéré de l'obligation de payer les primes au jour de la résiliation nonobstant la clause stipulant que les primes sont dues d'avance. (Trib. com. de Rouen, 16 février 1900.) (Trib. com. d'Arles, 8 mai 1900.)

L'assuré prétendrait vainement faire remonter l'effet de la résiliation jusqu'à la date de la loi du 29 juin 1899. (Trib. comm. de la Seine, 22 juin 1900.)

La tacite reconduction d'un contrat d'assurance, survenue postérieurement à la loi du 9 avril 1898 n'opère pas comme un nouveau contrat et n'a pas l'effet d'engager l'assuré pour une nouvelle période fixe. (Trib. civ. de la Seine, 16 juin 1900.)

La résiliation produit effet à dater du jour où elle a été connue, c'est-à-dire à dater du jour de la réception de la lettre recommandée. (Trib. civ. de la Seine, 12 décembre 1899.) (Trib. civ. d'Auxerre, 14 mars 1900.)

L'ouvrier, ne pouvant se prévaloir d'aucune autre disposition que celles de la loi de 1898, n'est pas fondé à réclamer le paiement de l'indemnité prévue par une police collective qui aurait été contractée par le patron. (Trib. civ. de Montpellier, 12 juillet 1900.)

La clause de la police qui exclut de l'assurance les ouvriers déjà atteints d'une infirmité grave et permanente, n'exclut pas les ouvriers qui auraient antérieurement perdu un œil. (Trib. civ. de Carcassonne, 31 janvier 1900.)

L'agriculteur ne serait pas fondé à invoquer la résiliation de la police collective en vertu de la loi du 29 juin 1899. (Trib. civ. de la Seine 7^e chambre, 1^{er} mai 1900.)

REDUCTION DE LA RENTE.

Jugé que le tribunal a la faculté de réduire la rente au cas où l'état de la victime aurait été aggravé par sa négligence à se conformer aux prescriptions du médecin. (Trib. civ. de Narbonne, 17 juillet 1900.)

RÉDUCTION DU SALAIRE.

La proposition de la part du patron, d'indemniser l'ouvrier atteint d'incapacité permanente partielle, en l'embauchant de nouveau avec le même salaire qu'avant l'accident, aurait le caractère d'une transaction et ne pourrait intervenir qu'après la fixation de l'indemnité. (Trib. civ. de Marseille, 25 janvier 1900.) — (Trib. civ. de Rouen, 2^e chambre, 25 mai 1900.)

Le patron ne saurait davantage être fondé à soutenir que le salaire réduit qu'il paye à l'ouvrier conservé après l'accident est la base du calcul de la réduction du salaire. (Trib. civ. des Andelys, 20 février 1900.) — (Cour d'appel de Besançon, 4 juillet 1900.) — (Trib. civ. de Rouen, 10 août 1900.)

Mais si ce salaire n'est pas la base du calcul, il en est un des éléments les plus essentiels. (Cour d'appel de Rouen, 14 août 1900.)

La réduction de salaire de l'ouvrier payé à la journée ne doit pas être calculée sur son salaire journalier, mais sur le salaire annuel effectivement payé l'année précédente. (Trib. civ. de Brie, 15 février 1900.)

RÉPRÉSENTANT DU PATRON.

Le directeur technique d'une mine appartenant à une société anonyme, qui a représenté cette société dans la procédure à la suite d'un accident, la représente valablement et sans mandat spécial dans la procédure de la fixation de la rente. (Trib. civ. de Belfort, 12 avril 1900.) — (Réformé en appel. V. *Solution suivante*.)

Une société anonyme propriétaire d'une usine n'est pas liée par le fait de son directeur technique qui a comparu à une procédure de fixation de rente sans mandat spécial à cet effet, et sans que les administrateurs aient été convoqués par le président. (Cour d'appel de Besançon, 11 juillet 1900.)

RESPONSABILITÉ DU PATRON.

La personne qui a traité à forfait avec un entrepreneur de déménagements est responsable comme employeur, des accidents survenus aux ouvriers pendant ce déménagement. (Trib. civ. des Sables-d'Olonne, 17 juillet 1900.)

RETENUE SUR LES SALAIRES.

La prétention du patron de retenir le montant de la prime d'assurance sur le salaire de ses ouvriers n'est pas fondée et les ouvriers peuvent exiger le remboursement de la somme retenue.

.....alors même qu'ils auraient laissé passer, sans élever de réclamation, un grand nombre de règlements de comptes. (Cons. prud. de Nîmes, 6 juin 1900.)

Les ouvriers pourront même avoir droit cumulativement à des dommages-intérêts. (Cons. prud. de Limoges, 22 janv. 1900.)

L'acceptation tacite de l'ouvrier suffit pour valider la convention. (Cons. prud. de la Rochelle, 21 septembre 1900.)

SALAIRE DE BASE.

Pour calculer le salaire annuel de l'ouvrier dont le salaire journalier est connu, le tribunal recherchera si la profession de l'ouvrier comporte ou non un travail de tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés. (Trib. civ. de Bellac, 31 mai 1900.)

... et le tribunal pourra rechercher, pour en tenir compte, le nombre de dimanches et jours fériés où l'ouvrier a travaillé. (Trib. civ. de Rouen, 10 août 1900.)

Le salaire de base de l'ouvrier occupé pendant une partie de l'année comprend le gain réalisé par l'ouvrier pour un travail non salarié exécuté pour son propre compte, par exemple par la culture de ses propriétés.

... ou pour le compte d'autrui. (Trib. civ. d'Arras, 29 mars 1900.)

L'évaluation de la nourriture fournie à l'ouvrier avec persistance et régularité doit entrer dans le calcul du salaire de base, sans que le patron puisse invoquer le caractère purement gracieux de cette prestation.

... et cette évaluation sera faite souverainement par les tribunaux d'après les usages du lieu, sans qu'on puisse opposer au patron l'évaluation qu'il en aurait faite lui-même dans son contrat d'assurances. (Cour d'appel de Rouen, 11 avril 1900.)

Le salaire de base est déterminé sans tenir compte des gains que l'ouvrier peut faire en dehors de l'usine où il est employé et qui fonctionnent régulièrement (Trib. civ. d'Épinal 31 mai 1900.)

Jugé que si la profession de la victime comporte une période d'activité et une période de chômage, le tribunal appréciera la durée de la période d'activité et calculera le salaire de base sur cette seule période. (Trib. civ. de Lyon, 22 juin 1900.)

Jugé que le salaire de base de l'ouvrier occupé dans une entreprise qui ne fonctionne que deux mois de l'année est calculé seulement sur la somme que l'ouvrier a réellement touchée pour ces deux mois de travail. (Trib. civ. d'Uzès, 30 mai 1900.)

L'indemnité pour charges de famille ne doit pas entrer dans le calcul du salaire de base. (Cour d'appel d'Angers, 1^{re} chambre, 19 mai 1900.)

L'indemnité de déplacement n'a pas le caractère d'un supplément de salaire et ne saurait par conséquent être comprise dans le calcul du salaire de base.

... au moins dans le calcul du salaire de l'ouvrier d'une Compagnie de chemins de fer dont les règlements disposent que les indemnités de déplacement des employés supérieurs ne peuvent être plus élevés que les frais réellement effectués, et admettent le système de l'abonnement pour les employés subalternes. (Cour d'appel de Lyon, 2^e chambre, 15 juin 1900.)

Le tribunal peut estimer d'après les circonstances que l'indemnité de déplacement représente uniquement le remboursement de dépenses de nourriture, et qu'elle ne doit pas par conséquent être comprise dans l'évaluation du salaire de base. (Trib. civ. de Bourges, 7 juin 1900.)

L'indemnité de logement représente un supplément de rémunération et doit être comprise dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. de Briey, 15 février 1900). — (Trib. civ. de Toulouse, 1^{re} chambre, 19 mai 1900.)

Même solution pour l'indemnité de résidence. (Trib. civ. de Narbonne, 17 juillet 1900.)

Les primes allouées aux ouvriers des Compagnies de chemins de fer pour entretien des machines ou pour économie de combustible représentent la rémunération d'un surcroît de travail et de soins; elles entrent dans l'évaluation du salaire de base. (Trib. civ. de Bourges, 7 juin 1900.) — (Trib. civ. de Narbonne, 17 juillet 1900.)

Les journées de chômage provenant de causes accidentelles absolument indépendantes de la volonté de l'ouvrier doivent être évaluées et entrer dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. d'Hazebrouck, 16 mars 1900.) — (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 20 mars 1900.)

La grève est pour l'ouvrier une cause de chômage involontaire, sans que le patron puisse utilement invoquer qu'il était loisible à l'ouvrier de travailler; l'évaluation des journées de grève entrera donc dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 20 mars 1900.) — (Réformé en appel, V. solution suivante.)

La grève peut être une cause de chômage volontaire ou involontaire, et il appartient aux tribunaux de rechercher pour le calcul de base si les circonstances de la grève auraient ou non permis à l'ouvrier de travailler. (Cour d'appel de Dijon, 3 juillet 1900.)

Les journées de chômage dont la cause est normale et prévue, telle que le froid, les intempéries ou des indispositions de courte durée, n'entrent pas dans le calcul du salaire de base. (Cour d'appel d'Aix, 2^e chambre, 3 août 1900.)

La pension de retraite que touchait l'ouvrier décédé par suite d'accident ne saurait être comprise dans le salaire qui sert de base au calcul de la veuve. (Trib. civ. d'Uzès, 30 mai 1900.)

Les droits dits de *portage* ont un caractère aléatoire et ne sauraient être compris dans le calcul du salaire de base. (Cour d'appel de Douai, 1^{re} chambre, 25 juin 1900.)

Le tribunal ne saurait tenir compte dans l'appréciation du salaire de base de la probabilité d'augmentation prochaine du salaire de l'ouvrier. (Trib. civ. de Bordeaux, 7 mai 1900.)

Les gratifications purement gracieuses, telles que la concession à l'ouvrier meunier d'un sou par sac de blé transporté, n'entrent pas dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. d'Évreux, 6 février 1900.) — (Confirmé en appel, Rouen, 11 avril 1900.)

Le salaire de base de l'ouvrier dont les salaires sont versés entre les mains d'une association d'ouvriers qui les répartit inégalement entre ses membres est le salaire moyen que le patron verse à ses ouvriers et non le salaire que l'ouvrier a réellement touché d'après ses conventions avec l'association dont il fait partie. (Cour d'appel de Dijon, 1^{re} chambre, 13 juin 1900.)

Le patron n'est pas admis à discuter, même pour cause d'erreur matérielle, un règlement fixé par l'ordonnance du président, après conciliation et accord sur la fixation du salaire de base. (Trib. civ. de Dax, 8 mars 1900.)

SALAIRE SUPÉRIEUR A 2,400 FRANCS.

La réduction d'indemnité prévue à l'article 2 pour les ouvriers dont le salaire annuel dépasse 2,400 francs est applicable à l'indemnité journalière.

... même au cas où l'ouvrier est payé à la journée et où son salaire journalier, multiplié par le nombre de jours ouvrables, donne un salaire annuel supérieur à 2,400 francs. (Just. de paix de Paris, 7 mai 1900.) — (Just. de paix de Cette, 16 mai 1900.)

SEINE (Département de la).

Le tarif de l'assistance médicale gratuite n'existant pas dans le département de la Seine, il y a lieu d'appliquer les tarifs d'usage pour fixation du taux des visites médicales.

... par exemple le tarif de la société de secours mutuels de la localité. (Just. de paix de Courbevoie, 8 mai 1900.)

... ou les tarifs des départements voisins, tel que celui du Nord. (Just. de paix de Paris, XVII^e arrondissement, 15 octobre 1900.)

SUICIDE.

Le cas de l'ouvrier qui se suicide est assimilable à celui de l'ouvrier qui a intentionnellement provoqué l'accident. (Trib. civ. de la Seine, 4^e chambre, 17 mars 1900.)

TIERS RESPONSABLE DE L'ACCIDENT (Action contre le).

L'action du patron contre le tiers responsable de l'accident n'est pas connexe à l'action de l'ouvrier contre le patron, et n'est pas régie par les mêmes dispositions légales : elle peut donc être exercée indépendamment de toute demande en indemnité de l'ouvrier contre le patron et avant même cette demande. Le patron ne pourrait même pas demander que le tiers auteur soit maintenu en cause pour que le jugement obtenu par l'ouvrier soit commun avec lui.

... et le patron, ainsi subrogé aux droits de son ouvrier, devra agir contre le tiers auteur par voie directe et principale et non par voie de recours en garantie. (Trib. civ. du Havre, 22 juin 1900.)

Une compagnie de chemins de fer contre qui aucune faute n'est établie, n'est pas responsable, à l'égard de l'entrepreneur, des accidents survenus à l'ouvrier travaillant sur la voie. (Cour d'appel de Rouen, 11 juillet 1900.)

TONNELIER.

TRAITEMENT THERMAL.

L'ouvrier ne serait pas fondé à réclamer le remboursement des frais d'un traitement thermal nécessité par l'accident. (Trib. civ. de Narbonne, 16 mai 1900.) — (Trib. civ. de Narbonne, 7 juin 1900.)

TRANSACTION.

Les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sont d'ordre public et l'ouvrier ne pourrait donc accepter une transaction même avantageuse, ni en prendre acte en justice. (Trib. civ. d'Avesnes, 3 mai 1900.)

Le tribunal homologuera les transactions intervenues sur les bases de la loi entre les parties qui ne s'étaient pas accordées en conciliation (Trib. civ. de Dax, 9 mars 1900.)

V. *Convention. — Dépens. — Réduction du salaire.*

TRIBUNAL CIVIL (Compétence du).

Si l'une des parties demande acte au tribunal civil de ce qu'elle entend se pourvoir devant le juge de paix pour le règlement de l'indemnité journalière, le tribunal lui en donne acte, sans qu'il en puisse résulter qu'il se reconnaisse d'ores et déjà incompétent. (Trib. civ. d'Yvetot, 28 juin 1900.)

L'action de l'hospice qui réclame au patron tous les frais d'hospitalisation de l'ouvrier blessé est de la compétence du tribunal civil. (Trib. civ. de Rouen, 1^{re} chambre, 29 mai 1900.)

VINS (Marchand de).

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en février 1901. — La situation générale du travail dans l'industrie en février 1901 a été jugée moins bonne que celle de la période correspondante de l'an dernier, mais meilleure toutefois que le mois précédent. Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu, en février 1900, 113,1 demandes, il y en a eu 146,8 en février 1901.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'Etat dans 71 villes d'Allemagne constatent, par rapport à janvier 1901, une diminution du chômage dans 52 villes, une augmentation dans 21 villes seulement.

Les placements effectués dans ces 71 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.
Fév. 1900..	23.377	12.220	35.606	31.622	8.668	40.288	135,3	70,9	113,1
Fév. 1901..	18.214	13.339	31.563	36.859	9.466	46.325	202,4	70,9	146,8

PROPORTION DES OFFRES AUX DEMANDES CALCULÉE SUR 100 OFFRES.

	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
En janvier 1901.....	228,2	77,5	165,8
En février 1901.....	202,4	70,9	146,8

Grèves en février. — 43 grèves contre 29 en janvier 1901 et 35 en février 1900. Les grèves les plus importantes se sont réparties : travail des métaux et ateliers de mécanique, 12; pierres et terres : 7; textiles : 7; cuirs : 7.

La population de Nüremberg [1895-1900] (1). — Le chiffre de la population de Nüremberg, constaté au 1^{er} décembre 1900, se monte à 261.022 habitants, soit

(1) D'après un rapport du vice-consul de France à Nüremberg.

une augmentation de 98.636 personnes ou 60,7 p. o/o sur le chiffre donné par le recensement de 1895 (162.386). Il est vrai que, depuis cette dernière date, la ville de Nüremberg a annexé un certain nombre de communes suburbaines; l'augmentation de ce chef se monte à 35.000 âmes environ.

Mais si l'on compare les chiffres de la population existante sur le territoire actuel de la ville en 1895 et en 1900 (195.731 et 261.022), on constate une augmentation de 65.241 habitants, ou 33,3 p. o/o, soit une moyenne annuelle de 5,9 p. o/o.

Comme accroissement effectif et proportionnel durant ces cinq dernières années, Nüremberg l'emporte sur toutes les autres villes de Bavière, y compris Munich.

Il est intéressant de rapprocher de ces chiffres ceux du premier recensement qui ait été fait d'une manière certaine, en 1812. Nüremberg comptait, à cette époque, 26.596 habitants, y compris une garnison de 1.965 hommes.

AUTRICHE.

Grèves en janvier 1901. — 15 nouvelles grèves, avec 1.400 grévistes (1) et aucun lock-out. C'est en Bohême et dans le travail des métaux qu'elles ont été le plus nombreuses. Jusqu'ici, à la connaissance du gouvernement : 2 succès, 4 transactions, 5 échecs. Causes principales : insuffisance de salaires, 8 cas; durée du travail, 4 cas.

Aucun lock-out.

Placement en janvier. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 733 bureaux de placement professionnel :

POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DES DEMANDES a été de :			POUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre d'offres a été de :			SUR 100 OFFRES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :			SUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
256	73	135	39	138	74	76	45	55	30	62	41

PROPORTION DES OFFRES PAR RAPPORT AUX DEMANDES.

Pour les hommes.....	1 : 2,6
Pour les femmes.....	1 : 1,9

L'assurance contre la maladie en 1898 (2). — Le nombre moyen des caisses d'assurance contre la maladie ayant fonctionné pendant l'année 1898 a été de

(1) Pour deux conflits, nombre des grévistes encore inconnu.

(2) D'après le rapport officiel : *Die Gebarung und die Ergebnisse der Krankheitsstatistik der Krankenkassen im Jahre 1898.* — Vienne, 1900.

2.908 (2.927 en 1897); le nombre moyen des personnes assurées s'est élevé à 2.349.746 (2.285.233 en 1897). Il y a eu, par conséquent, diminution de 0,7 p. 0/0 sur le nombre de caisses et augmentation de 2,9 p. 0/0 sur le nombre des assurés. Depuis 1890, début de l'institution, ce dernier chiffre a augmenté dans la proportion de 52 p. 0/0, car on ne comptait à cette époque que 1.549.000 assurés.

1° STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ.

Pendant l'année 1898, les caisses ont indemnisé 20.477.265 journées de maladie; le nombre des cas de maladie s'est élevé à 1.178.552. Ces chiffres représentent une moyenne de 8,71 jours de maladie par membre assuré et de 0,50 cas de maladie; la durée moyenne des cas de maladie ressort à 17,4 jours.

Le tableau suivant permet de comparer ces résultats à ceux des années précédentes :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN de jours de maladie par assuré.	NOMBRE MOYEN de cas de maladie par assuré.	DURÉE MOYENNE des cas de maladie. Jours.
1890.....	8,01	0,51	15,5
1891.....	6,00	0,45	16,9
1892.....	7,97	0,47	17,0
1893.....	8,20	0,49	16,8
1894.....	8,05	0,45	17,8
1895.....	8,48	0,50	17,4
1896.....	8,35	0,48	17,5
1897.....	8,76	0,41	21,4
1898.....	8,71	0,50	17,4

Le coefficient de morbidité varie suivant les catégories de caisses, tant en raison de la morbidité réelle de leur clientèle qu'à cause de la diversité des dispositions statutaires, en ce qui concerne la durée maxima d'allocation des secours. Voici sur ce point, les résultats observés depuis 1890 :

CATÉGORIE DE CAISSES.	NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE PAR ASSURÉ								
	en 1890.	en 1891.	en 1892.	en 1893.	en 1894.	en 1895.	en 1896.	en 1897.	en 1898.
Caisses de district.....	6,15	6,37	6,72	7,90	6,80	7,30	7,37	7,83	7,61
Caisses de fabriques.....	9,71	9,11	9,60	10,05	10,17	10,59	10,31	10,84	10,47
Caisses d'entreprises de construction.....	11,11	8,91	9,87	6,72	6,70	12,46	9,42	5,99	2,80
Caisses de corporations..	5,83	5,35	5,54	5,82	5,63	6,05	6,21	6,25	7,06
Caisses de sociétés.....	10,66	9,66	9,99	9,96	9,81	10,19	9,63	10,20	10,12
ENSEMBLE des caisses..	<u>8,01</u>	<u>6,00</u>	<u>7,97</u>	<u>8,20</u>	<u>8,05</u>	<u>8,48</u>	<u>8,35</u>	<u>8,76</u>	<u>8,71</u>

2° STATISTIQUE FINANCIÈRE.

Le montant total des recettes en 1898, pour l'ensemble des caisses de maladie.

est de 21.516.290 florins (20.265.544 en 1897), et le montant total des dépenses a atteint le chiffre de 20.083.572 florins (19.007.831 en 1897). Il y a eu, par suite, un excédent de recettes égal à 1.432.718 florins. La somme produite par les cotisations s'élève à 20.148.535 florins (18.932.879 florins en 1897).

La cotisation moyenne, par tête d'assuré, ressort à 8 fl. 58, les parts du patron et de l'ouvrier étant respectivement 2 fl. 65 et 5 fl. 93. (En 1897, ces chiffres s'établissaient ainsi : cotisation totale, 8 fl. 29 ; part du patron, 2 fl. 52 ; part de l'assuré, 5 fl. 72.)

Ces moyennes se rapportent à l'ensemble des caisses. Elles varient d'ailleurs selon la catégorie de caisses, comme le montre le tableau ci-dessous :

CATÉGORIE DE CAISSES.	COTISATION MOYENNE PAR ASSURÉ.						RECETTE MOYENNE totale par assuré.	
	Part du patron.		Part de l'assuré.		Total.			
	1898.	1897.	1898.	1897.	1898.	1897.	1898.	1897.
	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.
Caisses de district	2,44	2,47	4,85	4,91	7,29	7,38	7,74	7,70
Caisses de fabriques . . .	3,38	3,33	5,90	5,78	9,28	9,11	10,18	10,07
Caisses d'entreprises de construction	1,57	3,09	3,15	6,17	4,72	9,26	5,01	9,41
Caisses de corporations . .	2,93	2,50	5,99	5,12	8,92	7,62	9,41	8,13
Caisses de sociétés	1,75	1,67	8,58	8,14	10,33	9,81	10,78	10,27
ENSEMBLE des caisses.	2,65	2,57	5,93	5,72	8,58	8,29	9,16	8,87

Le total des dépenses se décompose comme suit :

	MONTANT.	p. o/o du total.
	florins.	
Secours en argent	10.480.107	52,2
Frais médicaux	3.185.385	15,9
Frais pharmaceutiques	2.263.822	11,3
Frais de traitement à l'hôpital	1.148.530	5,7
Frais funéraires	504.332	2,5
TOTAL des frais de maladie	17.582.176	87,6
Frais d'administration	1.573.131	7,8
Divers	928.265	4,6
TOTAL des dépenses	20.083.572	100,0

Les frais d'administration forment 7,8 p. o/o seulement des dépenses. Cette proportion ne varie pas depuis plusieurs années. Par rapport aux cotisations, ils ne représentent aussi que 7,8 p. o/o ; leur montant moyen par assuré est de 0 fl. 67.

Les frais de maladie se montent à 17.582.176 florins. En voici les moyennes, dans chaque catégorie de caisses et dans l'ensemble : 1° par assuré ; 2° par journée

de maladie; 3° en p. o/o des cotisations totales (part du patron et de l'assuré réunies) :

CATÉGORIE DE CAISSES.	MONTANT DES FRAIS DE MALADIE				RAPPORT	
	par assuré.		par jour de maladie.		des frais de maladie aux cotisations totales.	
	1898.	1897.	1898.	1897.	1898.	1897.
	florins.	florins.	florins.	florins.	p. o/o.	p. o/o.
Caisses de district.....	6,27	6,29	0,81	0,80	86,1	85,3
Caisses de fabriques.....	8,31	8,37	0,77	0,75	89,5	91,9
Caisses d'entreprises de construction.....	4,52	7,03	1,52	1,15	95,8	76,0
Caisses de corporations..	7,36	6,54	1,01	1,01	82,5	85,8
Caisses de sociétés.....	9,28	8,94	0,89	0,84	89,8	91,2
	<u>7,48</u>	<u>7,32</u>	<u>0,83</u>	<u>0,81</u>	<u>87,3</u>	<u>88,4</u>

Les divers éléments des frais de maladie, rapportés au nombre de journées et de cas de maladie, donnent les moyennes ci-dessous (pour l'ensemble des caisses) :

	PAR JOURNÉE de maladie.		PAR CAS de maladie.	
	1897.	1898.	1897.	1898.
	florins.	florins.	florins.	florins.
Secours en argent.....	0,50	0,51	8,67	8,89
Frais médicaux.....	0,15	0,16	2,55	2,70
Frais pharmaceutiques.....	0,11	0,11	1,88	1,92
Frais de traitement à l'hôpital.....	0,05	0,06	0,93	0,98
TOTAL.....	<u>0,81</u>	<u>0,83</u>	<u>14,03</u>	<u>14,49</u>

Les frais de maladie absorbent, en moyenne, 7 p. o/o de la cotisation totale. Or, comme la cotisation de l'assuré n'est que les deux tiers de la cotisation totale, il s'ensuit que l'assuré ne supporte en réalité qu'une partie des dépenses affectées directement aux secours et au traitement des malades, l'excédent, ainsi que tous les frais de gestion, étant couvert par la contribution patronale.

BELGIQUE.

Revue du travail en décembre 1900 (1). — Dans les *charbonnages*, ralentissement, dû à l'élévation des cours, et à la diminution de consommation dans la *métallurgie*. La *construction métallique* marque aussi un recul; l'*armurerie* est calme, de même que la *fonderie* et la fabrication de *produits émaillés*. La grève maintient toujours la *verrerie* dans l'inaction et la *glacerie* reste faible; allure assez favorable dans le *bâtiment*; fort insuffisante, au contraire, dans le *vêtement pour hommes*; faiblesse dans les industries du *cuir* et du *bois*; dans celle du *papier* et du *tabac*, l'activité est bonne; la *filature du coton*, du *lin* et du *jute* est satisfaisante; le *tissage du coton* subit un ralentissement; l'industrie *lainière* s'améliore.

(1) *Revue du travail* (Belge).

Grèves. — 3 grèves nouvelles avec 15.100 grévistes dont 15.000 pour la grève des *dockers* d'Anvers. La grève des verriers de Charleroi entre dans son deuxième mois sans changement. Aucune grève terminée en décembre.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février (1). — Le marché du travail a montré de la faiblesse en février par rapport à l'année dernière.

Diminutions importantes dans les salaires, principalement dans les mines et les industries de l'acier en Écosse et dans le nord de l'Angleterre.

3,9 p. 0/0 de chômeurs dans 143 *Trade-unions* groupant 543.500 membres contre 4,0 p. 0/0 en janvier 1901 et 2,9 p. 0/0 en février 1900.

5,19 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 476.500 mineurs contre 5,69 en février 1900.

288 hauts fourneaux en marche à la fin de février 1901, avec 20.500 ouvriers contre 307 en janvier 1901 et 383 en février 1900.

88 p. 0/0 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en février 1901 et 76 p. 0/0 dans les tissages avec 75.700 ouvrières, femmes et filles, contre 89 et 86 en janvier 1901 et 99 et 93 en février 1900.

Travail actif dans la *cordonnerie* et la *filature de coton*, faiblesse dans les *houillères*, les *mines*, la *construction mécanique*, les *métaux*, le *bâtiment*, le *papier*, le *vêtement sur mesure*, le *tissage du coton*, le *livre*, le *verre* et la *quincaillerie*. Amélioration légère dans la *construction navale*, l'*ameublement*, le *livre*, le *cuir*, et le *vêtement confectionné*.

Sur 220.190 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, baisse des salaires de 2 fr. 53 en moyenne par semaine pour 211.861 d'entre eux, principalement dans l'industrie houillère et minière. Cette baisse a été consentie pour 2.084 ouvriers après grève préalable, pour 600 ouvriers par échelle mobile, pour 195.500 par des bureaux de conciliation et pour 22.006 par négociation directe entre les patrons et les ouvriers ou leurs représentants.

Grèves. — 33 nouvelles grèves en février 1901 avec 5.557 chômeurs, contre 29 avec 17.754 en janvier 1901, et 33 avec 11.357 en février 1900; 2 grèves dans le bâtiment, 4 dans les mines, 4 dans les textiles, 7 dans la métallurgie. Sur 28 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 7.308 grévistes: 10 succès (avec 3.047 grévistes), 4 transactions (avec 811 grévistes), 12 échecs (avec 2.644 grévistes), 2 solutions pendantes (avec 806 intéressés).

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department* anglais.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 17 juillet 1900 relatif à l'organisation de la Bourse du travail de Paris.

Vu les décrets des 28 décembre 1889 et 7 décembre 1895, relatifs à l'établissement et à l'organisation de la Bourse du travail de Paris ;

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

ARTICLE PREMIER. — La Bourse du travail de Paris, ainsi que ses annexes, a pour objet de faciliter les transactions relatives à la main-d'œuvre, au moyen de bureaux de placement gratuit, de salles d'embauchage publiques, et par la publication de tous renseignements intéressant l'offre et la demande de travail.

Elle a également pour but de concourir à l'éducation technique et économique des syndicats professionnels ouvriers.

Il y est annexé des bureaux mis à la disposition des syndicats ouvriers et des salles pour les réunions corporatives.

ART. 2. — Les syndicats professionnels d'ouvriers ou d'employés, légalement constitués, fonctionnant suivant les prescriptions de la loi du 21 mars 1884 et remplissant les conditions indiquées par le présent décret et par le règlement général visé à l'article 9 ci-après, sont admis à occuper un local dans la Bourse du travail ; ils peuvent y établir un bureau de placement gratuit soit pour tous les membres de leur profession, soit pour leurs seuls adhérents.

ART. 3. — Les syndicats légalement constitués adressent leurs demandes d'admission dans les locaux de la Bourse au préfet de la Seine, qui les transmet à la commission administrative instituée par l'article 10. Celle-ci statue en se conformant au présent décret et au règlement général.

Les demandes d'admission doivent contenir pour les syndicats l'engagement de se conformer aux prescriptions des décrets et règlements qui régissent la Bourse.

ART. 4. — Les syndicats admis à la Bourse du travail s'administrent librement et prennent telles dispositions qui leur paraissent utiles pour tout ce qui concerne l'organisation de leurs bureaux, de leurs réunions ou assemblées, de leurs services de placement gratuit.

ART. 5. — La salle d'embauchage installée dans les bâtiments de la Bourse du travail est ouverte aux patrons, ouvriers et employés de toute profession, syndiqués ou non. Généralement, quiconque aura une demande ou une offre de travail à faire y aura libre accès.

ART. 6. — La grande salle de la Bourse sera réservée aux réunions corporatives et professionnelles des groupes faisant partie de la Bourse du travail et ayant pour objet exclusif l'étude et la défense des intérêts professionnels et économiques des ouvriers. Elle peut être affectée également aux cérémonies intéressant le travail.

ART. 7. — La commission administrative a la faculté d'installer à la Bourse une bibliothèque, un bureau de statistique du travail, et de publier un annuaire et un bulletin de la Bourse du travail contenant exclusivement tous renseignements et informations relatifs au travail et au placement des ouvriers.

La bibliothèque est publique. Un règlement élaboré par la commission administrative et approuvé par le préfet en déterminera l'organisation.

Des cours et conférences pourront être institués par la commission administrative. Pour ceux organisés par les syndicats, lorsqu'ils ne pourront avoir lieu dans les bureaux respectifs de ces syndicats, elle statuera sur l'attribution de locaux spéciaux, conformément à l'article 10 ci-après.

ART. 8. — Le préfet de la Seine est chargé de la conservation des immeubles, de la garde et de la surveillance générale de la Bourse centrale et de ses annexes. Il nomme à tous les emplois administratifs. Il assure le paiement, le contrôle et la liquidation des dépenses faites sur les crédits inscrits au budget de la ville de Paris, notamment des subventions accordées aux syndicats.

En outre des attributions d'ordre général qui lui sont dévolues par la loi, il veille à l'observation des décrets et règlements qui régissent la Bourse.

Le préfet est représenté à la Bourse par un employé faisant fonctions de régisseur.

ART. 9. — Un règlement général, délibéré par le Conseil municipal de Paris, en conformité du présent décret, arrêtera les mesures de détail propres à assurer le bon fonctionnement de la Bourse.

ART. 10. — Il est institué une commission administrative de la Bourse du travail de Paris.

Cette commission est composée de quinze membres, élus pour une année, par les délégués des syndicats admis à la Bourse.

La commission administrative est chargée, dans les limites fixées par le présent décret, de l'administration générale de la Bourse du travail et examine toutes les questions relatives à son fonctionnement.

Elle prononce, notamment, en se conformant aux dispositions du décret et du règlement général qui régissent la Bourse, sur l'admission ou l'exclusion des syndicats, sur la distribution des locaux, sur le roulement à établir pour l'attribution des salles de réunion et de la grande salle, sur les plaintes et les réclamations des personnes qui ont accès à la Bourse du travail.

Elle règle la participation des subventions accordées aux chambres syndicales. Elle dirige les services du bureau de statistique et de la bibliothèque. Elle assure la publication de l'annuaire et du bulletin de la Bourse. Elle transmet copie de ses délibérations au préfet de la Seine. Elle lui adresse tous les ans un rapport sur le fonctionnement et la situation de l'institution. Elle propose tous les ans un projet de budget à soumettre aux délibérations du Conseil municipal.

ART. 11. — La commission administrative peut être dissoute par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Toutes les fois que la commission administrative a été dissoute, il est procédé à sa réélection dans les deux mois à dater de la dissolution.

Dans les huit jours qui suivent la dissolution, une délégation spéciale est nommée par arrêté du préfet. Les pouvoirs de cette délégation sont limités aux actes de pure administration conservatoire et urgente. En particulier, elle ne prononce aucune admission nouvelle, et ne peut décider que les exclusions résultant obligatoirement du texte du décret ou du règlement général ; elle ne règle pas la répartition des subventions accordées aux chambres syndicales. Les fonctions de la délégation spéciale expiront de plein droit dès que la commission administrative est reconstituée.

ART. 12. — Le décret du 7 décembre 1895 est abrogé.

**Décret du 6 février 1901, complétant le décret du 6 mars 1875,
relatif à la juridiction du conseil des prud'hommes du Havre.**

(J. O. du 10 février 1901.)

**Arrêté du Ministre des travaux publics en date du 13 février 1901,
créant des comités du travail sur le réseau des chemins de fer de l'État.**

(J. O. du 14 février 1901.)

Vu l'article ministériel du 4 novembre 1899, réglementant la durée du travail et des repos des mécaniciens et chauffeurs et des agents des trains ; — vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1899, réglementant la durée du travail et des repos des agents des gares, stations et haltes, dont le service peut intéresser la sécurité des trains ou des manœuvres ; — vu le décret du 9 septembre 1848, relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines ; — vu la loi du 30 mars 1900 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ; — vu les décrets du 25 mai 1878 et du 10 décembre 1895, portant organisation des chemins de fer de l'État, — sur le rapport du directeur des chemins de fer de l'État.

ART. 1^{er}. — Il est institué sur le réseau des chemins de fer de l'État un comité du travail

des chemins de fer, pour chacun des arrondissements d'exploitation du réseau. Ces comités siégeront à Tours, à Nantes et à Saintes.

ART. 2. — Les comités du travail ont pour mission de veiller à l'exécution des lois, décrets, arrêtés ministériels et règlements concernant les heures de travail et de repos des mécaniciens et chauffeurs, des agents des trains, des agents des gares, stations et haltes, dont le service peut intéresser la sécurité des trains et des manœuvres, ainsi que des agents et ouvriers de la voie, des ateliers, des établissements relevant du service des approvisionnements généraux, et, généralement, de veiller à l'application de toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant le travail.

ART. 3. — Chaque comité du travail des chemins de fer est composé ainsi qu'il suit :

L'ingénieur en chef du service de l'inspection générale (exploitation technique), président ; — les contrôleurs du travail du réseau, avec voix délibérative pour les questions concernant leurs subdivisions ; — l'inspecteur principal de l'exploitation des chemins de fer de l'État ; — l'ingénieur de la voie et des bâtiments ; — le chef de traction ; — l'ingénieur des ateliers ; — le garde-magasin du service des approvisionnements généraux ; — le chef de division du personnel de la direction ; — un agent des trains de l'arrondissement ; — un agent des gares, stations et haltes de l'arrondissement ; — un agent ou un ouvrier du service des voies et des bâtiments de l'arrondissement ; — un agent ou un ouvrier des dépôts et réserves de l'arrondissement ; — un agent ou un ouvrier des ateliers et postes de visite de l'arrondissement ; — un agent ou un ouvrier du service des approvisionnements généraux.

Les délégués des agents et ouvriers sont élus pour trois ans par les agents et ouvriers de la catégorie à laquelle ils appartiennent dans l'arrondissement. — Lors de l'élection de chacun de ces délégués, il sera procédé à l'élection d'un délégué suppléant. — L'inspecteur principal, l'ingénieur de la voie, le chef de traction, l'ingénieur des ateliers, le chef de la division du personnel et le garde-magasin seront remplacés en cas d'empêchement par leur adjoint ou par le fonctionnaire ou l'agent désigné pour les suppléer dans leur service, les délégués seront remplacés par leurs suppléants.

ART. 4. — Les membres du comité qui, pour une cause quelconque, cessent d'appartenir au réseau, cessent de plein droit de faire partie des comités. — Si une vacance vient à se produire parmi les délégués dans l'année qui précède le renouvellement général des comités, il ne sera pourvu au remplacement qu'à l'époque du renouvellement.

ART. 5. — Sont électeurs et éligibles tous les agents et ouvriers compris dans les catégories énumérées à l'article 3, en fonctions depuis au moins six mois au moment de l'élection. — Les délégués nommés par les agents et ouvriers sont, à l'expiration de leur mandat, inéligibles pendant une période de trois années.

ART. 6. — Le mode de l'élection des délégués et de leurs suppléants, leurs frais de déplacement et toutes les questions relatives à l'exécution du présent arrêté seront réglementés par des décisions du directeur des chemins de fer de l'État.

ART. 7. — Chaque comité se réunira sur convocation de son président une fois au moins par semestre, sauf décision ministérielle contraire. — Le président transmet dans les trois jours copie des délibérations du comité au Ministre des travaux publics et au directeur des chemins de fer de l'État.

**Décret du 14 février 1901,
supprimant le conseil de prud'hommes de Pavilly (Seine-Inférieure).**

(J. O. du 22 février 1901.)

Circulaire du Ministre des Travaux publics aux Préfets, en date du 15 février 1901, relative à la durée du travail et des repos des agents dans les entreprises de chemins de fer d'intérêt local et de tramways (1).

Indépendamment des considérations d'humanité, la sécurité de l'exploitation des voies

(1) Voir, sur la réglementation des conditions du travail dans l'industrie des voies ferrées, la brochure de M. Thévenoz. — Voir également les circulaires 58 et 93.

ferrées de toute nature exige qu'aucun des agents qui concourent à l'assurer ne soit exposé à un labeur excessif, et que, dès lors, la durée du travail et des repos de ces agents soit réglementée. Comme l'a établi un avis du Conseil d'État, en date du 10 avril 1884, la législation arme à cet effet l'Administration des pouvoirs de police les plus étendus.

C'est en usant de ces pouvoirs que, poursuivant l'œuvre entreprise par mes prédécesseurs, la complétant et l'étendant à tous les agents dont le concours intéresse la sécurité, j'ai pris trois arrêtés qui, pour les grandes Compagnies de chemins de fer, réglementent la durée du travail et des repos des mécaniciens, chauffeurs, agents des trains (4 novembre 1899) et des agents des gares (23 novembre 1899) (1).

Sans entrer dans le détail des dispositions de ces arrêtés, dont vous trouverez ci-joint des exemplaires, je me bornerai à en caractériser l'économie.

Pour concilier autant que possible les exigences de la sécurité avec les intérêts des agents, tout en conservant la souplesse nécessaire dans la pratique, les nouveaux règlements établissent pour le travail ou les « grands repos » d'une part, des durées moyennes par périodes déterminées; d'autre part, des maxima ou des minima journaliers, le tout variant suivant les catégories d'agents; ils assurent une somme de « grands repos » plus grande à la résidence qu'en dehors; ils exigent, à l'égard, tant des agents des trains que des mécaniciens et chauffeurs, que le temps de réserve soit compté pour tout ou partie du travail, suivant les cas, et que les intervalles entre les trains ne dépassant pas une heure et demie comptent entièrement comme travail. Ils rendent obligatoires et l'affichage apparent, dans les gares ou dans les dépôts, des tableaux et graphiques de roulement et la tenue de registres spéciaux sur lesquels les agents doivent inscrire leurs observations.

Il n'y est pas question des congés annuels, parce que, si désirable que soit la généralisation de ces congés, ils n'ont pas, sur la sécurité, la répercussion directe qui, seule, permet à l'Administration d'intervenir en vertu de la loi; mais, afin que la nouvelle réglementation concoure, suivant mes vœux, à améliorer la situation des agents, en même temps qu'elle constitue un progrès au point de vue de la sécurité, j'ai pris soin de spécifier, en la notifiant, que les Compagnies ne devraient pas confondre les jours de repos prescrits avec les congés annuels entrés dans leurs usages.

Il importe de prendre, en ce qui concerne les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, des dispositions qui s'inspirent de celles adoptées pour les grands réseaux d'intérêt général, en tenant compte, naturellement, des différences profondes qui existent entre les deux catégories de voies ferrées, au point de vue des conditions de l'exploitation.

Les articles 60 et 69 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, pour les chemins de fer d'intérêt local, et l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, pour les tramways, confèrent aux Préfets le droit d'exiger des concessionnaires les mesures que réclame la sûreté de l'exploitation. Vous voudrez bien, dans cet ordre d'idées, inviter les concessionnaires de votre département à vous soumettre, pour la réglementation de la durée du travail et des repos de leur personnel, des propositions sur lesquelles vous aurez à statuer.

Il doit aller de soi que la situation actuelle des agents ne pourra être qu'améliorée du fait du nouveau régime à appliquer et que toute modification pouvant entraîner une aggravation même partielle devrait être repoussée.

Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 25 février 1901, aux préfets, sur l'application du décret du 17 septembre 1900, modifié par un décret du 2 janvier 1901, portant organisation des conseils du travail.

(J. O. du 6 mars 1901.)

Les conseils du travail ont été organisés par un décret en date du 17 septembre 1900, modifié par un décret du 2 janvier dernier. Vous connaissez, par le rapport qui accompagne le premier de ces décrets, la pensée qui a présidé à la création de cette institution.

(1) Voir le texte de ces arrêtés dans la brochure de M. Thévenez, p. 17.

Aux termes de l'article 1^{er}, les conseils du travail sont institués par le Ministre du Commerce dans toute région industrielle où l'utilité en est constatée.

Il vous appartient, Monsieur le Préfet, de me signaler les régions où le décret peut recevoir immédiatement son application. Toutefois, avant de m'adresser des propositions, vous aurez à vous renseigner très exactement sur les dispositions des intéressés, c'est-à-dire des syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers. Vous voudrez bien, d'autre part, vous rendre compte des vœux des chambres de commerce, conseils de prud'hommes et bourses du travail.

Lorsque votre enquête vous aura autorisé à penser qu'un conseil du travail peut être utilement créé, vous en déterminerez la circonscription qui peut comprendre tout ou partie du département que vous administrez. Vous m'indiquerez aussi avec le plus grand soin les professions qui doivent dépendre de ce conseil.

J'appelle dès à présent votre attention sur le fait qu'aucun crédit n'est prévu au budget pour faire face aux dépenses qui pourront résulter de l'organisation et du fonctionnement des conseils. Il est donc indispensable que vous vous préoccupiez d'assurer les frais matériels nécessaires à leur réunion, et je vous prierai de réclamer à cet effet le concours des municipalités et au besoin des conseils généraux. Au surplus, les assemblées pourront se tenir dans les mairies, dans une salle de la préfecture ou de la sous-préfecture ou de tout autre établissement public. Vous choisirez vous-même, d'ailleurs, l'endroit qui vous paraîtra le mieux approprié aux besoins du conseil.

Les fonctions de membre du conseil du travail sont gratuites. Je ne verrais toutefois que des avantages à laisser les départements et les communes inscrire à leurs budgets des crédits destinés à indemniser les conseillers, notamment de leurs frais de déplacement. Le lieu des séances devant se trouver le plus souvent à proximité de la résidence des membres de chaque section, ces frais seront sans doute minimes.

L'article 2 du décret indique la mission des conseils du travail. En prévoyant que ces assemblées pourront, sur la demande des intéressés, donner leur avis sur toutes les questions du travail, le décret leur a notamment permis d'intervenir comme arbitres ou conciliateurs dans les conflits relatifs aux conditions du travail et de chercher à prévenir les grèves lorsque cela est possible.

Ces conseils pourront, dès maintenant, faire fonctions d'arbitres pour l'application de la loi du 27 décembre 1892. Je vous rappelle à ce sujet que si le choix des arbitres a eu lieu en conformité de ladite loi, les frais qu'entraîne l'arbitrage sont compris dans les dépenses obligatoires des communes et des départements.

Par contre, la procédure instituée par la loi de 1892 ne laisse aucune place à l'intervention des conseils du travail dans la formation des comités de conciliation. Mais, en cas d'échec de ces comités, je ne doute pas que l'autorité des membres du conseil du travail ne leur permette fréquemment d'offrir leurs bons offices pour aider, sous la forme qui leur paraîtra la plus efficace, à la solution du conflit.

Dans le même ordre d'idées, je tiens à vous signaler le rôle particulièrement important dévolu aux conseils du travail dans le projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, que j'ai déposé de concert avec M. le président du conseil, Ministre de l'Intérieur, à la Chambre, le 15 novembre 1900. Je vous prie de vous reporter au projet dont il s'agit et à l'exposé des motifs qui l'accompagne.

Le décret du 17 septembre 1900 confère également aux conseils du travail la mission de collaborer aux enquêtes réclamées par le conseil supérieur du travail et ordonnées par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

D'autre part, les conseils du travail dresseront dans chaque région, pour les professions représentées au conseil et autant que possible en provoquant des accords entre syndicats patronaux et ouvriers, un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail; ce tableau, établi dans les formes prévues sous les n^{os} 1 et 2 des articles 3 des décrets du 10 août 1899, tiendra lieu, le cas échéant, aux administrations intéressées, des constatations prescrites sous lesdits numéros, c'est-à-dire de celles des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers. Je ne puis d'ailleurs que vous renvoyer à cet égard aux instructions qui accompagnaient ma circulaire du 15 novembre 1899 sur l'application des décrets relatifs aux conditions du travail.

Les conseils du travail auront en outre à rechercher et à signaler aux pouvoirs publics les mesures de nature à remédier au chômage des ouvriers de la région.

Les administrations pourront demander aux conseils du travail des renseignements sur l'emploi des subventions accordées aux institutions patronales et ouvrières de la circonscription. Le département du Commerce ne manquera pas, en ce qui le concerne, d'avoir recours aux conseils pour se renseigner sur l'utilisation des encouragements accordés aux cours professionnels des syndicats.

En ce qui concerne l'exécution des lois, décrets et arrêtés réglementant le travail et les améliorations dont ils seraient susceptibles, les conseils du travail auront une mission beaucoup plus large que celle attribuée aux commissions départementales chargées de veiller à l'exécution de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Toutefois, ces commissions resteront très utiles pendant longtemps encore, et tout au moins jusqu'à l'établissement des conseils du travail dans la France entière. D'ailleurs, elles contiennent des éléments autres que les patrons et les ouvriers, éléments dont la place n'est pas dans les conseils du travail et dont au contraire l'intervention contribue efficacement à assurer la bonne exécution de la loi de 1892.

Pour répondre à une question qui m'a été posée, j'ajoute que les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire continueront d'avoir, seuls, le droit que leur confère la loi de pénétrer dans les établissements industriels : il ne pouvait être question d'étendre ce droit par simple décret aux membres des conseils du travail.

De même, les rapports demandés aux conseils du travail ne sauraient empêcher les conseils d'hygiène de continuer à donner aux pouvoirs publics leur avis éclairé sur les questions dont ils s'occupent plus spécialement. Le gouvernement de la République trouvera auprès des conseils du travail de nouveaux éléments d'information qui viendront s'ajouter aux avis très autorisés, dès à présent fournis par les corps consultatifs existants.

Je vous rappelle, enfin, Monsieur le Préfet, que c'est par votre intermédiaire que les rapports, avis, comptes rendus d'enquêtes, bordereaux établis par les conseils du travail seront transmis aux administrations intéressées.

Aux termes de l'article 3, les conseils du travail sont divisés en sections, dont chacune est composée de représentants de la même profession ou de professions similaires.

J'estime qu'il est nécessaire d'avoir des sections aussi homogènes que possible et par conséquent assez nombreuses. La division du travail dans l'industrie a, en effet, amené une grande spécialisation des professions : pour que les conseils du travail comprennent des membres capables de résoudre les difficultés techniques dont ils peuvent être saisis et de parler avec autorité au nom des corporations intéressées, il y a donc lieu d'en multiplier les sections.

Il n'est pas, d'autre part, indispensable que toutes les professions de la région figurent parmi les sections initiales. Il convient de choisir de préférence celles qui présentent le plus d'importance et qui offrent un nombre suffisant de syndiqués pour que la section puisse être réellement constituée. Les renseignements très précis et de caractère essentiellement professionnel que chacune des sections est appelée à fournir ne permettrait évidemment pas de réunir arbitrairement en une même section des industries qui n'auraient pas entre elles des rapports assez étroits.

En vue des propositions que vous pourriez avoir à me faire, je ne puis que vous inviter à vous reporter, à titre d'indication, aux arrêtés ministériels en date du 17 octobre 1900 qui ont constitué des conseils du travail à Paris, Lyon, etc., et qui ont été publiés au *Journal officiel* du 18 du même mois.

En ce qui concerne la représentation des ouvriers et employés de l'État et des chemins de fer dans les conseils du travail, j'ai transmis aux ministres intéressés un vœu de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail tendant à ce que des mesures soient prises pour que ces ouvriers et employés puissent bénéficier de l'institution nouvelle.

La solution des questions que soulève cette représentation donnera lieu à des instructions spéciales que je vous adresserai lorsque les ministres compétents m'auront fait connaître leur manière de voir à ce sujet.

D'après l'article 4, chaque section est composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers et employés. Le nombre total des membres de la section ne peut être inférieur à six ni supérieur à douze.

L'article 5 prévoit les conditions d'éligibilité aux conseils du travail.

Dans chaque section, sont éligibles les Français de l'un et de l'autre sexe, âgés de vingt-cinq ans au moins, domiciliés ou résidant dans la circonscription de cette section, non déchu de

leurs droits civils et civiques, appartenant ou ayant appartenu pendant dix ans comme patrons, employés ou ouvriers à l'une des professions inscrites dans la section.

Vous remarquerez, Monsieur le Préfet, que l'exercice actuel de la profession ne constitue pas une condition d'éligibilité. Le paragraphe premier de l'article 5 parle, en effet, des patrons employés ou ouvriers appartenant ou ayant appartenu pendant dix ans à l'une des professions inscrites dans la section.

Enfin, les administrateurs de sociétés industrielles ou d'associations ouvrières de production dont le siège se trouve dans la circonscription de la section sont éligibles; ils doivent, en effet, être considérés, au point de vue industriel, comme résidant au siège de la société qu'ils administrent.

Les électeurs patrons et les électeurs ouvriers forment deux collèges distincts élisant séparément leurs représentants.

Dans chaque section sont électeurs patrons les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 mars 1884, ayant effectué les dépôts prescrits par l'article 4 de cette loi douze semaines au moins avant l'affichage prévu par l'article 6 du décret et comprenant des patrons, des directeurs ou chefs d'établissement exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section.

Dans chaque section sont électeurs ouvriers les associations professionnelles légalement constituées en conformité de la loi du 21 mars 1884, ayant effectué les dépôts prescrits par l'article 4 de cette loi douze semaines au moins avant l'affichage prévu à l'article 6 du décret et comprenant les ouvriers ou employés exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil.

Une même association peut être électeur dans plusieurs sections, soit du même conseil, soit de conseils différents. — Chaque association dispose, dans toute section où elle est électeur patron, d'une voix par dix membres ou fraction de dix membres patrons ou assimilés exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil. — Chaque association dispose, dans toute section où elle est électeur ouvrier, d'une voix par vingt-cinq membres ou fraction de vingt-cinq membres ouvriers ou employés exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil.

Le décret dont je viens de reproduire les termes mêmes est aussi explicite que possible en ce qui concerne les électeurs.

Il donne, et il devait donner, à chaque association, la faculté de voter en autant de conseils distincts et dans un même conseil en autant de sections différentes que le comportent, et la dispersion de ses membres, et la variété des professions similaires ou concourant à l'établissement d'un même produit qui sont représentées dans le syndicat. — Ainsi un syndicat qui s'étend dans toute la France sera appelé à voter dans tous les conseils; et un syndicat qui comprend plusieurs métiers distincts, bien que similaires, pourra être appelé à voter dans plusieurs sections d'un conseil, à la condition cependant que le nombre des intéressés ait permis de créer des sections distinctes dans ce conseil.

Il est superflu d'ajouter que ce n'est pas sur le nombre total de ses membres qu'est calculé le droit électoral d'un syndicat dans telle section d'un conseil déterminé, mais bien sur le nombre de ceux de ses adhérents qui exercent une profession inscrite à cette section dans la circonscription.

Vous remarquerez, enfin, que le décret exige que le syndicat n'ait pas été créé au dernier moment. Il doit avoir été constitué trois mois au moins avant la date de l'affichage de l'arrêté convoquant les électeurs.

Rien ne s'oppose, sans doute, à ce que les syndicats se constituent principalement en vue des élections aux conseils du travail, la loi qui autorise ces associations ne leur faisant pas une obligation de se consacrer à tous les objets qu'elle a prévus. Mais il paraît nécessaire de se trouver en présence d'intérêts assez sérieux pour qu'ils soient représentés par des associations ayant un caractère durable.

Aux termes de l'article 6, c'est à vous, Monsieur le Préfet, qu'il appartient de prescrire toutes les dispositions pour assurer la régularité des opérations électorales. Vous aurez à prendre toutes les mesures utiles pour assurer la formation régulière des sections du conseil du travail. La date des élections est fixée par l'arrêté préfectoral; elle peut être différente pour les diverses sections d'un même conseil, et dans chaque section, en cas de nécessité, pour les patrons et les ouvriers. Le deuxième tour de scrutin a lieu dans un délai maximum de quinze jours après le premier tour.

L'arrêté convoquant les électeurs est affiché à la mairie des communes intéressées et porté à la connaissance du public par les soins des maires, deux mois au moins avant la date fixée pour le premier tour.

Il importe donc que vous vous préoccupiez de connaître, à l'avance, les communes où les syndicats ont leur siège. Il vous suffira pour cela de vous reporter aux déclarations qui ont dû vous être transmises par les maires, en vertu de la loi de 1884.

Pendant quinze jours à dater de l'affichage, les listes électorales dressées par vos soins ou, sous votre contrôle, par les maires, à l'aide des renseignements fournis antérieurement par les associations professionnelles, sont tenues à la disposition des intéressés pour être révisées d'après leurs déclarations : 1° à la mairie de la commune où est situé le siège de la section qui élit les représentants ; 2° aux mairies des sièges desdites associations, lorsqu'ils sont situés dans la circonscription de cette section. Ces dispositions ont pour but de faciliter le contrôle en deux endroits.

J'appellerai votre attention sur ce fait que les associations qui n'ont pas leur siège dans la circonscription pouvant y être électeurs et faire des déclarations au siège du conseil, il y aura lieu de prendre des mesures pour que les protestations les concernant parviennent effectivement aux intéressés. Il est très important, en effet, qu'un contrôle réciproque s'établisse.

Les déclarations doivent être faites par un mandataire autorisé des associations. Par mandataire autorisé, il faut entendre tout simplement le porteur d'une justification sur papier libre et dont l'authenticité pourra être établie par le cachet du syndicat ou la signature des administrateurs.

Pendant les trois semaines à dater de l'affichage, les réclamations des associations intéressées au sujet de la liste primitive ou révisée, rédigées en double exemplaire par un mandataire autorisé, sont reçues à la mairie de la commune où est situé le siège de l'association dont les droits électoraux sont contestés. Si ce siège n'est pas situé dans la circonscription qui élit ses représentants, les réclamations sont reçues dans la même forme à la mairie du siège de la section. Un exemplaire de la protestation est envoyé à la mairie par l'association mise en cause.

Dans le délai de 30 jours à dater de l'affichage, les listes révisées, les réclamations et réponses vous sont transmises avec l'avis du maire. Vous arrêterez les listes électorales définitives ; en cas de contestation recevable, vous inscrirez l'association pour le nombre de voix seulement que celle-ci aura accepté de justifier.

Au surplus, pour les justifications à demander en cas de contestation, vous voudrez bien vous reporter aux instructions que je vous ai données antérieurement touchant les élections au conseil supérieur du travail.

Vous remarquerez seulement que, dans les élections au conseil supérieur du travail, les patrons étant nommés par les chambres de commerce, les syndicats intéressés sont uniquement des syndicats d'ouvriers et d'employés ; tandis que, pour les conseils du travail, les syndicats intéressés sont les syndicats tant de patrons que d'ouvriers et employés, électeurs dans la section.

D'après l'article 7 du décret, c'est encore à vous, Monsieur le Préfet, qu'est confié le soin de régler les détails de l'organisation du scrutin.

Les intéressés doivent eux mêmes provoquer préalablement la réunion de l'assemblée générale chargée de désigner les candidats. Cette assemblée est composée tout naturellement des membres appartenant aux professions inscrites à la section dans la circonscription. J'ajoute qu'il ne vous appartiendra pas d'intervenir dans la manière dont sont convoquées et tenues ces assemblées. Vous désignez les locaux où il sera procédé au vote. Vous fixez l'heure de l'ouverture et celle de la fermeture du scrutin. Vous désignez la personne chargée de présider le bureau électoral. Le bureau est formé de ce président, du plus jeune et du plus âgé parmi les mandataires des associations ayant droit de prendre part au vote, présents à l'ouverture du scrutin. L'élection a lieu au scrutin de liste.

Le mandataire de toute association prenant part au vote dépose entre les mains du président un bulletin portant les indications suivantes : nom de l'association, noms des candidats choisis par elle, date et lieu où s'est tenue l'assemblée générale ayant désigné les candidats, signature du secrétaire et d'un administrateur certifiant l'exactitude de ces mentions. Aucune condition n'est requise du mandataire.

Si les désignations portées au bulletin, autres que les noms des candidats choisis par l'asso-

ciation sont réputées incomplètes par le bureau, celui-ci en avertit le mandataire et l'invite à faire compléter le bulletin avant la fermeture du scrutin pour éviter la nullité du vote. Le bureau pourra même, au cours du dépouillement, si la chose est possible, faire rechercher les renseignements qui manquent. Dès la réception du bulletin, le président y inscrit, en présence du mandataire, le nombre des suffrages attribués à l'association sur la liste électorale définitive communiquée au bureau par vos soins.

Les bulletins ne peuvent pas être secrets : en effet, le nombre des suffrages à inscrire sur chaque bulletin étant variable, il faut que les bulletins soient individualisés et que l'on sache de quels syndicats ils émanent. Il est indispensable également que les indications données permettent, le cas échéant, de vérifier facilement si les noms portés sur le bulletin sont bien ceux choisis par les membres du syndicat.

Le vote est acquis au premier tour à la majorité absolue des suffrages exprimés ; au deuxième tour, à la majorité relative. En cas de partage de voix au deuxième tour, le plus âgé des deux candidats est élu. Le résultat du vote est proclamé par le président du bureau et vous est transmis par ses soins, avec le procès-verbal des opérations et les bulletins de vote.

Les protestations doivent être consignées au procès-verbal ou vous être adressées, à peine de nullité, dans les trois jours qui suivent l'élection. Vous en accusez réception. En cas de protestations, ou si vous estimez que des conditions prescrites ne sont pas remplies, vous me transmettez le dossier avec votre avis, au plus tard quinze jours après l'élection, et je statue.

En cas d'annulation, il est procédé à de nouvelles élections dans le délai d'un mois.

Aux termes de l'article 8, des représentants des conseils de prud'hommes fonctionnant dans la région sont appelés, dans les conditions fixées par l'arrêté instituant le conseil du travail, à faire partie des sections correspondant à la profession exercée par eux.

D'après l'article 9, les membres des sections du conseil du travail sont nommés pour deux ans et renouvelables par moitié tous les ans.

Sera considéré comme démissionnaire celui qui, sans excuse valable, ne répondra pas à trois convocations successives ou qui cessera d'être éligible par le collège électoral qu'il représente. Il est pourvu à la vacance lors du renouvellement annuel.

C'est à vous qu'il appartient, Monsieur le Préfet, de convoquer le conseil du travail en assemblée plénière, toutes sections réunies. Cette assemblée a lieu au moins une fois par an. La lettre de convocation fixe l'ordre du jour et la durée de la session. Le conseil nomme son bureau, c'est-à-dire un président et un secrétaire, l'un des deux parmi les patrons et l'autre parmi les ouvriers ou employés.

A défaut d'élection ou par suite d'absence des titulaires, le conseil sera présidé par le plus âgé des membres présents ; le plus jeune membre de celle des deux catégories qui n'aura pas fourni le président remplira les fonctions de secrétaire.

Chacune des sections du conseil du travail se réunit au moins une fois par trimestre. Elle nomme tous les ans un président et un secrétaire dans les mêmes conditions que le conseil. La section peut, en outre, être convoquée lorsqu'elle est saisie d'un différend ou sur la demande de la moitié de ses membres.

Dans le cas où les sections seraient appelées à intervenir comme conciliateurs ou comme arbitres dans les différends collectifs entre les patrons et leurs ouvriers ou employés, je vous signale qu'aux termes de l'article 11 elles doivent se composer effectivement d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés. Si, pour une cause quelconque, les uns et les autres ne sont plus en nombre égal, le ou les plus jeunes membres de la partie la plus nombreuse n'ont que voix consultative, de manière qu'il y ait égalité des voix délibératives de patrons et d'ouvriers ou employés.

Enfin, aux termes de l'article 14, le conseil du travail ou la section qui sort de ses attributions peut être dissous par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Telles sont les explications qu'il m'a paru utile de vous fournir au sujet de l'interprétation à donner aux décrets instituant les conseils du travail.

Ainsi que vous avez pu le voir, le rôle qui vous est imparti ne laisse pas d'être délicat en ce que le décret vous laisse une large part d'initiative dans les mesures d'exécution. Je me tiens, d'ailleurs, complètement à votre disposition pour vous fournir toutes les explications complémentaires dont vous pourriez avoir besoin. J'ai confiance que votre collaboration ne me fera pas défaut et je vous remercie à l'avance du concours éclairé que vous voudrez bien prêter au Gouvernement de la République pour assurer le succès de la nouvelle institution.

Recevez, etc.

Décret du 24 février 1901 modifiant l'article 2 du décret du 5 janvier 1901, portant organisation du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

(J. O. du 28 février 1901.)

**Divers avis du comité consultatif des assurances
contre les accidents du travail.**

Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, consulté par le Ministre du commerce sur diverses questions relatives à l'interprétation de la loi du 9 avril 1898, a émis les avis suivants :

Du 20 février 1901.

« Sur la question de savoir si les ouvriers victimes d'accidents du travail et les chefs d'entreprise assujettis à la loi du 9 avril 1898 peuvent légalement se mettre d'accord pour modifier la proportion ou la nature des indemnités définies par ladite loi; »

« Considérant que la solution de la question implique l'interprétation du second alinéa de l'article 21 de la loi,

« Est d'avis :

« Que la loi susvisée, par son article 30, interdit aux parties toute modification de la proportion ou de la nature des indemnités qu'elle détermine; »

« Que cette interdiction ne souffre exception que pour les pensions qui peuvent être remplacées par le paiement d'un capital, en vertu de l'article 21; »

« Que ce remplacement n'est possible qu'autant que la pension due est inférieure à 100 francs, même s'il s'agit de conjoints non remariés, la référence du second alinéa de l'article 21 visant exclusivement le cas où le conjoint, en cas de nouveau mariage, a droit à une indemnité totale égale à une triple annuité de sa rente. »

Du 20 février 1901.

« Sur le point de savoir : 1° si les chefs d'entreprise ou les assureurs débiteurs de rentes viagères sont en droit d'exiger la production de certificats de vie pour paiement desdites rentes; 2° si les maires sont tenus de délivrer gratuitement ces certificats, »

« Est d'avis :

« 1° Que le crédit-rentier dans les termes de l'article 3 de la loi susvisée ne peut, conformément à l'article 1983 du code civil, demander les arrérages de sa rente qu'en justifiant, s'il est besoin, de son existence par toute preuve de droit, notamment par la production d'un certificat de vie; »

« 2° Que les maires sont tenus de délivrer les certificats de l'espèce et que cette délivrance doit être effectuée sans frais; »

« 3° Qu'au surplus ces certificats échappent aux droits de timbre et d'enregistrement, en vertu de l'article 29 de la loi. »

Du 20 février 1901.

« Sur le point de savoir si les cultivateurs qui font accidentellement des transports pour des tiers sont assujettis à cette loi, »

« Est d'avis :

« Que les cultivateurs effectuant accidentellement des transports pour des tiers ne sont responsables des accidents survenus à leurs ouvriers au cours desdits transports, dans les termes de la loi susvisée, que si ces transports ont fait l'objet d'une convention, écrite ou verbale, comportant, avec l'allocation d'un prix, la responsabilité légale de transporteur. »

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois de février 1901, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} février 1901. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, en ce qui concerne le payement de l'indemnité temporaire les dimanches et les jours fériés, déposée par MM. Mirman, etc. (Doc. parl. n° 2168.)

Déclaration d'urgence. — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre.* — Séance du 1^{er} février 1901. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier les dispositions de l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, concernant la responsabilité des accidents, déposée par MM. de Ramel, etc. (Doc. parl. n° 2169.)

Déclaration d'urgence. — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre.* — Séance du 4 février 1901. — Discussion :

1° De la proposition de loi de M. Rivals, ayant pour but de modifier l'article 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail;

2° De la proposition de loi de MM. Julien Gonjon, etc., tendant à améliorer la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et à augmenter les délais d'appel et de prescription des articles 17 et 18 de ladite loi.

Déclaration de l'urgence de la deuxième proposition. — Jonction des deux propositions sous un même titre. — Adoption. (Doc. parl. n° .)

————— *Chambre.* — Séance du 5 février 1901. — Proposition de loi ayant pour but de compléter les articles 13 et 18 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Chabrié. (Doc. parl. n° 2173.)

Déclaration d'urgence. — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre.* — Séance du 7 février 1901. — Proposition de loi tendant à la réforme de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par MM. Albert Poulain, etc. (Doc. parl. n° 2179.)

Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre.* — Séance du 15 février 1901. — Dépôt, par M. Mirman, d'une proposition de loi réglant les conditions de compétence et de délais pour la fixation des indemnités journalières, lorsqu'un accident du travail, visé par la loi du 9 avril 1898, a entraîné une incapacité permanente. (Doc. parl. n° 2195.)

————— *Chambre.* — Séance du 28 février 1901. — Dépôt et lecture, par M. Devèze, d'une proposition de loi tendant à compléter les articles 3 et 18 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Demande de déclaration d'urgence. — Adoption. (Doc. parl. n° 2221.)

Caissees ouvrières de retraites, d'invalidité et d'assurance au décès. — *Chambre.* — Séance du 11 février 1901. — Ajournement de la première délibération sur :

1° Le projet de loi;

2° Les diverses propositions de loi sur les Caissees de retraites ouvrières, et proposant la création de Caissees régionales de retraite, d'invalidité et d'assurance au décès, au profit des travailleurs.

Contrat d'association. — *Chambre.* — Suite de la délibération sur :

- 1° Le projet de loi relatif au contrat d'association ;
- 2° La proposition de loi de M. Cunéo d'Ornano ;
- 3° La proposition de loi de MM. Charles Gras, etc. ;
- 4° La proposition de MM. Lemire, etc., concernant le droit d'association.

Conseils de prud'hommes. — *Chambre.* — Séance du 11 février 1901. — Délibération sur :

- 1° La proposition de loi de M. Dutreix, tendant à modifier la législation des Conseils de prud'hommes ;
- 2° La proposition de loi de MM. Beauregard, etc., sur la réforme des Conseils de prud'hommes.

Déclaration d'urgence. — Séance du 14 février 1901. — Adoption. — Transmission au Sénat le 25 février.

————— *Chambre.* — Séance du 14 février 1901. — Dépôt par MM. Lachière et Émile Rey (Lot) d'une proposition de loi ayant pour but la création de Conseils de prud'hommes agricoles, chargés de concilier et de juger les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de bail à ferme à colonat ou à métayage. (Doc. parl. n° 2188.)

Chemins de fer. — *Sénat.* — Séance du 25 février 1901. — Dépôt par M. Jules Godin d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains.

Délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 25 février 1901. — Première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — Adoption.

Hygiène dans les ateliers, bureaux et magasins. — *Chambre.* — Séance du 28 février 1901. — Dépôt par M. Groussier, au nom de la Commission du travail, d'un rapport sur la proposition de loi tendant à étendre à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce, les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Protection des personnes accomplissant un service militaire. — *Sénat.* — Séance du 12 février 1901. — Dépôt par M. Lelièvre d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et territoriaux appelés pour leur période d'instruction militaire. (Doc. parl. n° 63.)

Protection des enfants mineurs et des femmes. — *Chambre.* — Séance du 15 février 1901. — Dépôt et lecture par M. Holtz d'une proposition de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. — Demande de déclaration de l'urgence. — Adoption.

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} février 1901. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 28 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les Sociétés de secours mutuels, déposée par M. Berteaux. (Doc. parl. n° 2167.)

Déclaration d'urgence. — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc. ; et 2° par les correspondants.

Ain. — Dans l'industrie *laitière*, en fin d'année 1900, ouvrage plus abondant que l'an dernier. La crise de la fin du 3^e trimestre a cessé, mais les prix de vente ont été peu rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence. Chez les *charpentiers-menuisiers* d'Oyonnax, les commandes sont restées satisfaisantes pendant le 4^e trimestre.

Aisne. — Dans la *brasserie* de la région de Saint-Quentin, pendant le 4^e trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'an dernier, prix de vente moins rémunérateurs et en baisse. Dans les ateliers de *métallurgie*, même situation.

Alpes-Maritimes. — Chez les *parfumeurs-distillateurs* de Cannes, le travail qui avait été pendant le 3^e trimestre 1900 moins abondant que l'année précédente, est devenu aussi actif pendant le 4^e trimestre; durée du travail réduite pendant la période de floraison.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *maîtres-carriers* d'Arles, l'ouvrage qui avait déjà été en diminuant pendant le 3^e trimestre 1900, est devenu pendant le 4^e d'un tiers moins abondant que pendant la période correspondante de l'année précédente; les prix de vente ont été aussi moins rémunérateurs; les prix de façon payés par l'entrepreneur ont été en hausse. A Marseille, chez les *minotiers* et fabricants de *semoules*, le ralentissement déjà signalé s'est continué pendant le 4^e trimestre 1900, les prix de vente sont devenus moins rémunérateurs; plusieurs usines ont fermé, d'autres ont réduit leur production de moitié; le chômage a atteint beaucoup d'ouvriers. Chez les *confiseurs-pâtisseries*, ouvrage moins abondant que l'année précédente, prix de vente moins rémunérateurs; le personnel ouvrier a été souvent atteint par le chômage. Chez les *bouchers-charcutiers*, situation moins bonne que l'année précédente, par suite de l'augmentation des maisons concurrentes. Dans l'industrie de l'*acétylène*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, prix de vente plus rémunérateurs; pour les fabriques de carbure de calcium, prix de vente en baisse et peu rémunérateurs. Dans la *savonnerie*, l'activité a repris depuis le 3^e trimestre; les prix de vente ont été en baisse, mais plutôt plus rémunérateurs que l'an dernier. Dans le *raffinage* du *soufre*, ouvrage moins abondant que l'année précédente. Chez les fabricants de *chaussures*, même situation et prix de vente moins rémunérateurs, par suite de la hausse des prix de façon et des matières premières. Chez les *boureaux-selliers*, commandes en diminution sur l'an dernier dans plusieurs maisons, par suite de manque d'ouvrage, on a établi un roulement de travail entre les ouvriers. Chez les *tonneliers*, on estime que les commandes ont diminué de moitié par rapport à l'année précédente; le travail a été réduit à 30 heures par semaine; on attribue cette diminution à l'augmentation de l'importation de fûts d'huiles étrangères. Chez les *expéditeurs* de fruits frais et légumes primeurs, ouvrage tendant à diminuer, par suite de la température. Par suite de la diminution de l'importation des graines oléagineuses, ralentissement de travail sur les *quais*. Chez les *transitaires*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix de revient en hausse par suite de l'augmentation des frais de main-d'œuvre; 4 maisons (150 ouvriers) ont fermé. Dans la fabrication des *pianos*, commandes moins importantes que l'année précédente, prix de vente moins rémunérateurs par suite du prix élevé des matières premières.

Cher. — A Bourges, chez les *plâtriers*, pendant le 4^e trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les fabricants de *chaux*, la production, qui était pendant le 3^e trimestre inférieure à 15 0/0 à celle de l'année précédente, a été arrêtée en fin d'année par les intéressés; prix de vente moins rémunérateurs que l'année précédente par suite de l'élévation des prix de revient.

Gironde. — A Bordeaux, chez les *pâtisseries*, pendant le 4^e trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'année précédente; de même chez les *bouchers-charcutiers*, chez les fabricants de *doublets*, ouvrage moins abondant et prix de vente moins rémunérateurs que l'année précédente; la durée du travail réduite à 48 et 52 heures par semaine. Chez les fabricants de *meubles*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, prix moins rémunérateurs par suite de l'augmentation des prix de façon et des matières premières.

Hérault. — Pendant le 4^e trimestre 1900, à Béziers, chez les *bouilleurs-distillateurs*, ouvrage plus abondant que l'année précédente, grâce à la récolte des vins; prix de façon en hausse à cause de l'élévation des prix du charbon. Chez les *transitaires* de Cette, commandes moins abondantes que l'an dernier; de même chez les *camionneurs* de Béziers; 5 maisons (50 ouvriers) ont liquidé faute de commandes, ralentissement attribué à la mévente des vins.

Indre-et-Loire. — A Tours, la *tannerie*, pendant le 4^e trimestre 1900, a été moins occupée que l'année précédente et à des prix moins rémunérateurs, de même chez les *entrepreneurs de peinture*.

Isère. — A Grenoble, pendant le 4^e trimestre 1900, chez les *confiseurs-pâtisseries*, ouvrage moins abondant que l'année précédente, prix de vente moins rémunérateurs par suite de l'augmentation des prix de revient. A Voiron, chez les *charcutiers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier. A Vienne, dans l'*industrie drapière*, production ralentie. Dans l'*ameublement*, ouvrage moins abondant et prix moins rémunérateurs que l'an dernier, durée de travail réduite.

Jura. — Dans l'*industrie fromagère* de Salins, commandes aussi abondantes pendant les 3^e et 4^e trimestres 1900 que l'année précédente, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence. Ralentissement du travail dans les *tanneries* de Pontarlier, le nombre des fabriques en exercice a une *tendance à diminuer*.

Loire. — A Saint-Étienne, chez les *horticulteurs*, en fin d'année 1900, travail moins abondant que l'année précédente, le ralentissement de la rubanerie ayant amené une diminution des commandes. Chez les *charcutiers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce à des fournitures de salaisons qui ont été demandées à la région. Dans l'*industrie textile*, tendance à la reprise du travail; on a semblé enclin à transporter les ateliers à la campagne. Ouvrage moins abondant que l'an dernier dans l'*industrie de l'ameublement* de Firminy. Chez les *fabricants de limes* de Chambon-Feugerolles, ouvrage moins abondant et prix de vente moins rémunérateurs que l'an dernier et en baisse de 5 p. o/o à 10 p. o/o sur le 3^e trimestre 1900.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pendant le 4^e trimestre, chez les fabricants d'*eaux gazeuses*, par rapport à 1899, diminution d'un quart dans la production, la température de l'été s'étant maintenue moins longtemps chaude; prix de vente en baisse et moins rémunérateurs. Chez les *imprimeurs*, ouvrage moins abondant que l'année précédente et prix moins rémunérateurs et en baisse de 10 p. o/o environ sur les tarifs précédents. Chez les *entrepreneurs du bâtiment*, commandes moins abondantes et prix moins rémunérateurs que l'année précédente. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *loueurs de voitures* de Saint-Nazaire: 15 loueurs ont congédié leur personnel, 10 en ont réduit l'importance. Chez les importateurs de charbon et *fabricants d'agglomérés* de Nantes, commandes moins importantes que les années précédentes; prix de vente des briquettes en hausse et peu rémunérateurs. A Saint-Nazaire, chez les *capitaines au long cours*, placement plus facile que l'an dernier, grâce aux importantes constructions nouvelles de voiliers et d'autres grands navires. Les chantiers de *construction navale* ont été bien pourvus de commandes. Les travaux de la nouvelle entrée du port ont permis d'occuper de nombreux ouvriers du *bâtiment*.

Loiret. — A Orléans, travail actif dans la *tonnellerie*, grâce à l'abondance de la récolte des vins; dans la fabrication des *cinqvignes*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, prix de vente moins avantageux.

Maine-et-Loire. — A Angers, chez les *vanniers*, pendant le 4^e trimestre 1900, ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *serblantiers-zingueurs* de Cholet, même situation et prix moins rémunérateurs. De même chez les entrepreneurs du bâtiment.

Marne. — Chez les *meuniers* de Châlons, pendant le 4^e trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'an dernier à même époque; prix moins rémunérateurs et en baisse. Chez les entrepreneurs du bâtiment, ouvrage plus abondant que l'an dernier, mais prix en baisse et moins rémunérateurs. Dans l'industrie des *vins de champagne*, production satisfaisante.

Haute-Marne. — Chez les *fondeurs en fer* de Saint-Dizier, pendant le 4^e trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'an dernier; les cours des produits fabriqués, en baisse sur le trimestre précédent, ont été cependant moins rémunérateurs que l'an dernier; dans l'ensemble, réduction du personnel ouvrier et de la durée du travail.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pendant le 4^e trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'année précédente chez les *pâtisseries*, prix de vente moins rémunérateurs par suite de la hausse des matières premières. Chez les *fabricants de chaussures*, production stationnaire; une maison nouvelle s'est fondée. Chez les *loueurs de voitures*, l'ouvrage a une tendance à devenir plus abondant.

Morbihan. — Dans la *tannerie*, pendant le 4^e trimestre 1900, cours des matières premières en baisse et prix des produits fabriqués sans changement; cependant tendance au ralentissement de la production: trois établissements ont été arrêtés, la journée a été diminuée d'un quart, 56 heures environ par semaine.

Nord. — A Lille, chez les *pâtisseries-confiseurs*, pendant le 4^e trimestre 1900, production moins forte que l'année précédente, prix de vente moins rémunérateurs par suite de la hausse des matières premières; des maisons ont fermé. Chez les *boulangers* d'Armentières, ouvrage moins abondant que l'an dernier; à Fourmies, de même chez les *brasseurs*. Dans l'industrie *lainière*, ouvrage généralement moins abondant que l'année précédente; dans les *filatures*, les prix de façon en baisse le trimestre précédent, ont été en diminuant de nouveau; cependant l'alimentation des broches a été suffisante. Dans les *peignages*, situation stationnaire; les *tissages* ont été contrariés par l'élévation des cours des matières premières. On estime que le chômage a fait arrêter 30.000 broches dans les tissages, 10 p. 0/0 de chômeurs. De même dans l'industrie *linière* de la région lilloise; des usines ont dû chômer, ce qu'on a attribué au manque de matière première. Les prix de vente en hausse d'environ 20 p. 0/0, ont été cependant moins rémunérateurs que l'année précédente. Dans l'industrie *tallière* de la région de Caudry, ouvrage moins abondant que l'année précédente, prix de vente en baisse par suite du manque de commandes pour certains articles; prix de façon stationnaire; deux établissements (50 ouvriers) ont cessé de faire travailler; durée du travail réduite. Dans l'industrie des *cuir*s de la région lilloise, production moins abondante que l'année précédente, prix de vente moins rémunérateurs. Chez les *loueurs de voitures* de Roubaix, ouvrage diminué d'un tiers par rapport à l'année précédente.

Oise. — Dans la *féculerie*, pendant la campagne de fin 1900, ralentissement de la production plus accentué que l'an dernier, prix de vente des fécules en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier; l'approvisionnement en matière première a eu tendance à devenir difficile.

Pas-de-Calais. — A Arras, pendant le 4^e trimestre, chez les *distillateurs*, ouvrage moins abondant que l'année précédente, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs; deux établissements (250 ouvriers) ont fermé; main-d'œuvre recherchée; l'abondance de la récolte des vins et des cidres a retardé les commandes. Chez les *brasseurs* de Saint-Omer, le travail, calme pendant le 3^e trimestre 1900, a eu tendance à reprendre en fin d'année; les prix ont été peu rémunérateurs, par suite du prix élevé des combustibles.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, chez les *distillateurs*, pendant le 4^e trimestre 1900, tendance au ralentissement du travail. Chez les *entrepreneurs du bâtiment*, ouvrage moins abondant et prix moins rémunérateurs que l'an dernier.

Rhône. — Pendant le 4^e trimestre 1900, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *boulangers* de Givors par suite de l'augmentation de la concurrence. Chez ceux de Tarare, diminution des prix de vente. Chez les *bouchers*, ouvrage moins abondant que l'année précédente et prix moins rémunérateurs. Chez les *brasseurs*, situation satisfaisante. Dans l'industrie de la soie, les *tissages mécaniques* des tissus en pièces ont été bien occupés, ceux des tissus teints en lisse façonnés et nouveautés ont progressé; les prix de façon, stationnaires, ont été en hausse. Chez les *chefs d'ateliers quinpiers*, tendance à la reprise du travail en fin d'année, prix des matières premières en hausse; l'adoption des métiers à moteurs mécaniques a permis à une ouvrière de diriger deux métiers, une partie du personnel est restée ainsi inoccupée. Chez les *carrossiers-charrons*, ouvrage moins abondant et prix moins rémunérateurs que l'année précédente. Dans l'industrie des *métaux*, même situation et journée réduite à 10 heures au lieu de 11 et 12 heures. Chez les *entrepreneurs de voitures publiques*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, prix moins avantageux. Chez les *camionneurs*, les prix de transport ont eu tendance à devenir moins avantageux, le personnel habile a été recherché. Dans les *cabinets de dessins pour soieries*, travail moins abondant que l'an dernier, prix en baisse, les commandes étant recherchées.

Seine. — Chez les *fleuristes* et chez les *primeuristes*, ouvrage de fin d'année moins abondant que l'an dernier, prix de vente en fleurs en hausse par suite des gélées; ventes plus difficiles que l'an dernier. Dans la *féculerie* de la région parisienne, production en diminution sur l'année précédente, les bas prix des fécules n'ont pas permis de payer les pommes de terre un prix suffisant pour assurer un bon approvisionnement. Chez les *chocolatiers-confiseurs*, campagne de fin d'année 1900 aussi active que l'année précédente, prix de vente moins rémunérateurs par suite de l'augmentation des cours des matières premières. Chez les *distillateurs-liquoristes*, production moins forte que l'année précédente, prix de vente moins rémunérateurs. De même dans la fabrication des *toiles cirées* et dans celle des *colles* et de *gélatine*; le personnel ouvrier de cette dernière industrie a été atteint par des chômages dus au ralentissement du travail. Chez les fabricants de *colle de peau*, prix de vente également moins rémunérateurs que l'année précédente. Production stationnaire chez les *imprimeurs en taille-douce*, travail de fin d'année actif grâce aux commandes du jour de l'an, après une longue morte-saison pendant laquelle le gain des ouvriers est resté faible; prix de vente moins rémunérateurs que l'année précédente. Les fabricants de *papier* de la région parisienne ont été moins occupés que l'an dernier et à des prix moins rémunérateurs que l'année précédente, bien qu'en hausse sur le 3^e trimestre. Travail abondant chez les *imprimeurs-libraires*, prix stationnaires malgré l'élévation des cours de la matière première.

Dans les *teintureries* et dans les *apprêts*, production ralentie, durée du travail diminuée de 2 jours par semaine, journée réduite à 8 heures; les prix de façon ont eu tendance à hausser mais ont été peu rémunérateurs par suite du manque de commandes. Chez les *tailleurs*, commandes de fin d'année moins abondantes que l'année précédente. De même chez les *blanchisseurs*, chez lesquels le travail a été irrégulier. Chez les *fabricants de chaussures sur mesure*, commandes en diminution sur l'année précédente. Chez les *gainiers*, même situation, diminution du personnel ouvrier et de la durée du travail, on a fait environ 40 heures par semaine. De même, ralentissement du travail chez les *selliers*. Chez les *carrossiers*, ouvrage moins abondant que l'année précédente; le personnel ouvrier a diminué, il s'est placé dans les fabriques d'automobiles. Chez les *statuaires de l'ameublement*, ouvrage moins abondant et prix moins rémunérateurs que l'an dernier; certaines maisons ont réduit leur travail à 50 heures par semaine. Dans la *bimbeloterie*, commandes en diminution sur l'an dernier. Dans la *brosserie*, ouvrage de même moins abondant et prix moins rémunérateurs que l'an dernier; réduction de la durée du travail. Chez les *dessinateurs* et *graveurs sur bois*, ralentissement du travail dû à la fin des commandes de l'Exposition; baisse des prix de vente qui sont devenus moins rémunérateurs. Chez les *tonneliers*, commandes plus abondantes que l'an dernier. De même chez les fabricants de *stores* et d'*enseignes*, chez lesquels les prix de vente ont été moins rémunérateurs.

Chez les *modelleurs-mécaniciens*, commandes moins abondantes que l'année précédente, prix en baisse de 10 p. 0/0 sur le 3^e trimestre 1900. Chez les *fondeurs-typographes*, production stationnaire; prix de vente moins rémunérateurs par suite de l'augmentation des cours des matières premières. Chez les *fondeurs de cuivre*, ouvrage moins abondant que l'année précédente; deux établissements (50 ouvriers) ont fermé. De même chez les *mécaniciens* et chau-

Ironniers, commandes moins abondantes que l'année précédente, prix de vente en baisse. Même situation chez les *trillagieurs* et chez les fabricants d'*appareils de chauffage*. Chez les *constructeurs de bateaux*, tendance à la reprise du travail; prix de façon plus élevés que l'an dernier. Chez les *fabricants de cycles* et d'*automobiles*, prix de vente moins rémunérateurs. Chez les *fabricants de robinetterie*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier, journée de travail réduite à 10 heures. Peu de chômage dans la construction des *appareils photographiques*. Dans l'*industrie électrique*, commandes moins abondantes et prix en hausse; mais moins rémunérateurs que l'an dernier. Dans les usines d'*électricité*, ouvrage plus abondant et prix moins rémunérateurs que l'an dernier; chez les *plaqueurs ciseleurs*, prix de façon en hausse; mais moins avantageux et travail moins abondant que l'an dernier; durée du travail réduite à 36 heures par semaine. Dans l'*horlogerie*, ouvrage moins abondant que l'an dernier; chez les *batteurs d'or*, même situation et prix tendant à baisser. Dans la *bijouterie fantaisie*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail réduit à 54 heures. Chez les *fabricants d'étalages*, commandes moins abondantes et prix moins rémunérateurs que l'année précédente. Chez les *fabricants de bronze*, de même ralentissement du travail. Chez les *fabricants d'outils pour l'agriculture*, commandes en diminution sur l'an dernier, prix de façon et cours des matières premières en hausse; plusieurs maisons ont chômé faute de commandes. Chez les *entrepreneurs de revêtement*, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *peintres-verriers*, production stationnaire, prix de vente moins avantageux que l'année précédente par suite de l'augmentation des prix de revient. Chez les *doreurs-miroitiers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *bateliers de la Seine*, même situation et taux des frets en baisse et moins rémunérateurs. Ouvrage plus abondant et prix obtenus moins avantageux que ceux de l'an dernier chez les *débarqueurs de bestiaux*.

Seine-Inférieure. — Dans l'*industrie lainière* de la région d'Elbeuf, pendant le 4^e trimestre 1900, production moindre que pendant l'année précédente, prix de vente moins rémunérateurs. Un établissement (100 ouvriers) a fermé. Chez les *effilocheurs filateurs*, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs que l'année précédente; production ralentie par suite de la cherté de la matière première, durée du travail réduite. Les *filateurs de coton* ont eu un travail régulier et satisfaisant avec de bons prix. Chez les *cordonniers bottiers*, production stationnaire, prix de vente moins rémunérateurs que l'an dernier. Chez les *carrossiers et charrons* du Havre, travail moins important que l'an dernier, prix de vente moins rémunérateurs par suite du prix élevé des matières premières. Même situation chez les *constructeurs-mécaniciens*, chez les *entrepreneurs du bâtiment* de Dieppe, et chez ceux de Rouen.

Seine-et-Oise. — Pendant le 4^e trimestre 1900, travail régulier dans la *meunerie* à Étampes. Dans l'*industrie du bâtiment*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, et par suite de la hausse des matériaux, prix peu rémunérateurs à Versailles, Enghien, l'Isle-Adam, Meulan, Saint-Germain-en-Laye.

Somme. — Chez les *poissonniers* de Péronne, la situation qui était peu favorable pendant le 3^e trimestre est restée difficile pendant le 4^e trimestre, les prix de vente en baisse ont été jugés peu rémunérateurs. Dans la région d'Amiens, pendant le 4^e trimestre, la production de la *meunerie* a été en diminution sur l'année précédente, les prix de vente en baisse ont été moins rémunérateurs. Chez les *charcutiers*, ouvrage moins abondant que l'année précédente et prix moins rémunérateurs. Chez les *brasseurs* de Péronne, production moins active que l'année précédente par suite de l'abondance du cidre. A Amiens, dans les *scieries* et dans les ateliers de *travail du bois*, ouvrage abondant, main d'œuvre suffisante, pas de chômeurs. Dans l'*industrie du bâtiment*, ouvrage moins abondant et prix moins rémunérateurs que l'an dernier par suite de la hausse des matières premières.

Vosges. — REMIREMONT. En février, bonne activité dans l'*industrie textile*; deux nouvelles *filatures de coton* d'au moins 30,000 broches chacune sont projetées. Ralentissement du travail dans les ateliers de *charpente*, *menuiserie*, *peinture*. L'abondance des neiges de février a arrêté des commandes. En forêt, les bois de charpente et ceux de chauffage sont bien demandés et à de bons prix. — THIAUCOURT.

A Saint-Dié pendant le 4^e trimestre 1900, dans l'*industrie textile*, production peu active et à des prix jugés peu rémunérateurs.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

Aisne. — A Saint-Michel, pas de chômage chez les *ouvriers en chaussures*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. Pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux* de Chauny, 72 heures de travail par semaine. A Saint-Quentin, 5 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*, 60 heures de travail par semaine, moins de travail que l'an dernier; 2 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs et employés*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs*; chez les *picqueurs de carton*, 2 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que le mois dernier; 12 p. o/o de chômage et 64 heures par semaine chez les *tisseurs et similaires*; 66 heures par semaine et travail calme chez les *tullistes*; pas de chômeurs chez les *apprêteurs* et chez les *menuisiers en bâtiment*, 60 heures par semaine chez ces derniers; 2 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*; un peu plus de 15 p. o/o de chômeurs parmi les *peintres*, 42 heures par semaine; chômage nul chez les *couvreurs-zingueurs*, 54 heures par semaine.

Allier. — Chômage complet chez les *bûcherons*, à Pouzy-Mésangy, causé par la rigueur de l'hiver, 49 heures par semaine; de même chez les *bûcherons et ouvriers similaires*, à Saint-Ennemond. Pas de chômeurs chez les *bûcherons*, à Lurey-Lévy. A la Ville-Gozet, chez les ouvriers de l'usine de *produits chimiques*, pas de changement, 72 heures de travail par semaine. Pas de chômeurs chez les *mouleurs*, à l'Union de la glacière, 72 heures de travail par semaine. A Montluçon, près de 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes*, travail moins abondant que l'an dernier; chez les *verriers*, situation stationnaire, pas de chômeurs; chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*, 10 p. o/o de chômeurs. A Moulins, 10 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers, selliers et boursiers*; chez les *ébénistes et menuisiers*, pas de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier; hausse du charbon et des denrées alimentaires; près de 9 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; chômage complet chez les *maçons, aides et cimentiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*. A Vichy, 19 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*, 60 heures par semaine; 22 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; 20 p. o/o chez les *tailleurs de pierres*; 23 p. o/o chez les *menuisiers*, travail moins abondant que l'an dernier, hausse persistante de la houille; 22 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers ébénistes*, travail moins abondant que l'an dernier, 60 heures par semaine; pas de chômage chez les *ouvriers en voitures*, hausse persistante de la houille; pas de chômeurs et 63 heures de travail par semaine chez les *typographes*; chez les *ouvriers des établissements thermale*, pas de chômeurs, 66 heures par semaine; chez les *sourciers des eaux minérales de Saint-Orre*, travail suspendu par les intempéries; pas de chômage chez les *ouvriers métallurgistes*, 60 heures de travail par semaine; la houille est toujours d'un prix très élevé.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 15 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 16 p. o/o chez les *confiseurs, pâtisseries et glaciers*; chez les *maîtres d'hôtel*, 20 p. o/o de chômeurs; augmentation du travail chez les *employés restaurateurs-limonadiers*; 34 o/o de chômeurs chez les *employés de brasserie*; 22 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*, 48 heures par semaine; chez les *maçons*, 13 p. o/o de chômeurs; pas de chômeurs parmi les *tailleurs de pierres*, les *ouvriers électriciens*, les *typographes*; chez les *employés de commerce*, moins de 1 p. o/o de chômeurs, augmentation de la durée du travail. A Cannes, près de 3 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; chez les *maçons*, pas de chômeurs; 14 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 60 heures de travail par semaine. A Menton, 41 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*, 60 heures par semaine. A Vallauris, chez les *potiers*, pas de chômeurs.

Ardèche. — 7 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers*; pas de chômeurs et 57 heures de travail par semaine chez les *ferblantiers*, à Aumont; 58 heures chez les *imprimeurs sur étoffes* de Tournon; pas de chômeurs, mais un peu de ralentissement du travail chez les *chapetiers foulcours* de Serrières; chez les *terrasiers et manœuvres des eaux minérales de Vals*, 40 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant à cause du froid.

Ardennes. — Pas de chômage aux ardoisières de Fumay, si ce n'est chez les *fendeurs*

une journée et demie par quinzaine. Situation satisfaisante. Pas de chômage chez les *ouvriers métallurgistes* des Mazures; travail moins abondant que l'an dernier. 4 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs* de Vigne-aux-Bois. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Laval-Dieu, 60 heures de travail par semaine; travail moins abondant que l'an dernier. 2 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs* de Charleville. 6 p. o/o chez les *mouleurs* de Deville, travail moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Renwez; 60 heures de travail par semaine; moins de travail que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Vivier-au-Court, 44 heures de travail par semaine. 32 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs* de Revin, 66 heures de travail par semaine; travail moins abondant que l'an dernier. Pas de chômage chez les *ouvriers métallurgistes* du Bourg-Fidèle, 72 heures de travail par semaine. Pas de chômeurs chez les *forgerons* de Neufmanil, 18 p. o/o de chômeurs chez les *ouvrières de l'industrie lainière* de Francheval. 25 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en tissus* de Floing, 55 heures de travail par semaine. 50 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Sedan, 11 heures de travail par semaine; la baisse des laines tend à ranimer l'industrie; baisse de 5 centimes sur le kilogramme de pain (25 centimes au lieu de 30), par suite de la fondation d'une boulangerie coopérative.

Ariège. — 11 p. o/o de chômeurs chez les *scieurs* de Balesta, 80 heures par semaine. 50 heures de travail par semaine chez les *ouvrières en textiles* de Lavelanet.

Aube. — A Troyes, 4 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; chez les *mouleurs*, pas de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier, 66 heures de travail par semaine; 5 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*; 7 p. o/o chez les *ouvriers de la filature*, 66 heures de travail par semaine; 25 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *typographes*. A Aix-en-Othe, chez les *bonnetiers*, pas de chômeurs et 66 heures de travail hebdomadaire.

Aude. — A Carcassonne, 15 p. o/o de chômeurs parmi les *cuisiniers*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers*; 14 p. o/o de chômage chez les *ouvriers métallurgistes*; 66 heures de travail par semaine. — Moins de travail que l'an dernier; pas de chômeurs chez les *mouleurs*, 60 heures de travail par semaine; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; mortel saison dans l'*habillage*; chez les *camionneurs* et *charretiers*, travail moins abondant que le mois dernier, diminution de la durée du travail journalier de une heure pour 40 ouvriers.

A Narbonne, 40 p. o/o de chômeurs chez les *cultivateurs*; pas de chômeurs chez les *tonneurs*, 72 heures par semaine; chez les *menuisiers-ébénistes*, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage, travail moins abondant que l'an dernier; 20 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; 54 heures par semaine.

A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, moins de 10 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en textiles*; journée de 11 heures, travail plus abondant que l'an dernier; pas de chômage chez les *ouvriers en peignes*, 66 heures par semaine; augmentation de la nourriture.

Les *cultivateurs* d'Ouveillan estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage à la suite de la crise viticole; 4 p. o/o de chômeurs et 60 heures chez les *chapeliers* de Chababre.

Aveyron. — Pas de chômeurs et 60 heures de travail chez les *typographes* de Rodez.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; un tiers de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; chez les *confiseurs-pâtisseries*, qui comptent un tiers des leurs en chômage, travail moins abondant que l'an dernier; 17 p. o/o chez les *garçons bouchers-charcutiers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*, 60 heures de travail par semaine, travail moins abondant que l'an dernier; 2 p. o/o chez les *forgerons*, 60 heures par semaine; 5 p. o/o de chômage chez les *chauffeurs-conducteurs*. Pas de chômage chez les *modeleurs*; chez les *ouvriers et ouvrières en huileries*, qui estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, travail moins abondant que l'an dernier, journée diminuée d'une demi-heure pour 120 ouvriers et augmentée d'une demi-heure pour 250 ouvriers; chez les *employés-liquoristes*, qui comptent un cinquième des leurs sans place à demeure, ouvrage moins abondant que le mois dernier; 30 p. o/o de chômeurs chez les

tonneliers, 37 heures par semaine; 40 chômeurs chez les *menuisiers*, 15 chez les *démolisseurs de navires*; 38 p. o/o de chômeurs chez les *marins du commerce*, ralentissement et 40 heures par semaine chez les *voiliers*; chez les *charretiers*, *camionneurs* et *chargeurs*, travail moins abondant que l'an et le mois précédents; 20 p. o/o de chômeurs chez les *commissionnaires* de la gare Saint-Charles; chez les ouvriers des *ports et docks* de Marseille 50 p. o/o de chômeurs; chez les *garçons-cochers de place*, pas de changement; chômage complet chez les *maçons* (chambre syndicale internationale), 7 à 8 heures par semaine; un peu plus de 80 p. o/o de chômeurs chez les *cimenteurs* et *garçons*, 48 heures par semaine; 50 p. o/o de chômeurs parmi les *carreleurs*.

Chômage complet chez les *peintres en bâtiment*, 42 heures par semaine, augmentation des vivres. Les *peintres en arts décoratifs* estiment que trois quarts des leurs sont atteints par le chômage. La moitié de chômeurs parmi les *colleurs de papiers peints*, 30 heures par semaine; 11 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*, 57 heures par semaine en moyenne; 2 p. o/o de chômeurs, avec 60 heures de travail par semaine chez les *typographes*. Pas de chômage et 60 heures de travail chez les *conducteurs*, *imprimeurs* et *cliqueurs*.

A Aix, un peu plus de 11 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers boulangers*; les 3/4 de chômeurs chez les *maçons* en raison du mauvais temps. Pas de chômage chez les *menuisiers-ébénistes* d'Arles. Chômage de 28 p. o/o chez les *carriers* de Fontvielle, par manque de commandes. A Salon, pas de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*, 40 heures par semaine; pas de chômage chez les *menuisiers*, 60 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Gardanne, de Fuveau et de Saint-Savournin, 40 heures de travail par semaine. Pas de chômage chez les *ouvriers en chaussures* de Châteaurenard; chez les *pêcheurs* de Berre, pêche suspendue à cause des intempéries; 16 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat; chez les *tuiliers-céramistes* de Saint-Henri, pas de chômeurs; chez les *potiers* d'Aubagne, 10 p. o/o de chômeurs, pas de changement sur le mois précédent.

Calvados. — A Houffleur, un peu plus de 50 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers des chantiers des usines du bois*, 72 heures par semaine; 3 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs* de Caen, 66 heures de travail par semaine; pas de chômeurs chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière* à Condé-sur-Noireau; 16 p. o/o de chômeurs chez les *bonnetiers* de Falaise.

Cantal. — Situation très critique chez les ouvriers du *bâtiment*, à Aurillac.

Charente. — A Angoulême, chez les *tailleurs de pierres* et *maçons* travail plus abondant, 12 p. o/o de chômeurs; pas de changement chez les *travailleurs sur cuir*, 66 heures de travail par semaine; 60 p. o/o de chômeurs et 54 heures par semaine chez les *tailleurs*. A Cognac, chômage tout temporaire, chez les *tonneliers-foudriers* par suite de l'augmentation des droits sur l'alcool; chez les *typographes*, pas de chômeurs.

Charente-Inférieure. — A La Rochelle, 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, baisse des prix du vin; 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes*; chômage complet chez les ouvriers du *bâtiment*; chez les *employés de commerce*, situation stationnaire, 48 heures par semaine. A Rochefort, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, 105 heures par semaine; pas de chômage chez les *menuisiers*, travail moins abondant que l'an dernier, 54 heures par semaine; chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*, pas de chômeurs; non plus que chez les *typographes*.

Cher. — Chômage par suite des intempéries chez les *bûcherons* de Méry-ès-Bois, Gros-souvre, Sancergues, Apremont, Cuffy et de la Chapelle Hugon; 60 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons* de la Guerche; pas de chômeurs chez ceux de Brécy, Vallenay et Jussy; dans cette dernière localité, diminution du pain. A Dun-sur-Auron, chômage complet chez les *carriers* par suite des gelées; cherté des denrées, notamment des pommes de terre; de même, chez les *maçons*, *aides* et *tailleurs de pierres*. Chômage complet chez les *maçons*, *aides* et *tailleurs de pierres*, à la suite des gelées. A Saint-Amand, pas de chômage chez les *ouvriers en voitures*; chômage complet chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*; chez les *plâtriers-peintres* le travail est arrêté, hausse du bois; par contre, sensible diminution du prix de la houille.

A Vierzon, 20 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs*; situation stationnaire chez les *journaliers*. Chez les *tuiliers* de Saint-Pierre l'Étieux, pas de chômeurs. Chômage complet chez les

maçons de Châteaumeillant. Chez les *chaufourniers*, *carriers*, *bluteurs* de la Guerche, travail moins abondant que le mois dernier; chômage général chez les *journaliers* de Dun-sur-Auron. Chez les *ouvriers chauxfourniers*, *carriers*, *bluteurs* de Jussy-le-Chaudron, situation stationnaire; baisse du pain à 0 fr. 24 le kilogramme.

A Bourges, chez les *ouvriers en toiles cirées*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; la moitié de chômeurs chez les *menuisiers*, 42 à 48 heures par semaine; chez les *ouvriers en voitures*, 14 p. o/o de chômeurs; chômage complet chez les *maçons*; 62 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; chez les *tailleurs de pierres*, travail arrêté par le mauvais temps; 39 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs*; 54 heures par semaine; 67 p. o/o chez les *peintres en bâtiment*. Le chômage dans le bâtiment en général est dû au froid. Pas de chômeurs chez les *typographes*, 60 heures de travail par semaine; 6 p. o/o chez les *employés de commerce*.

Corrèze. — A Brive, les *charpentiers* comptent un tiers des leurs en chômage, travail suspendu en partie par les intempéries; 33 p. o/o de chômeurs chez les *scieurs de long*, 48 heures par semaine; chez les *maçons*, un tiers de chômeurs, travail moins abondant que le mois dernier, 50 heures en moyenne par semaine. Les *couvreurs* comptent un tiers des leurs en chômage. A Tulle, les $\frac{3}{4}$ de chômeurs chez les *scieurs de long* et *charpentiers*; de même chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*, (chômage d'hiver); chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures de travail par semaine.

Corse. — Deux tiers de chômeurs chez les *ouvriers cordonniers* de Bastia; les $\frac{3}{4}$ de chômeurs chez les *maçons* d'Ajaccio.

Côte-d'Or. — Chez les *typographes* de Dijon, pas de chômeurs; chômage nul également chez les *typographes* de Beaune. 20 p. o/o de chômeurs chez les *carriers* de Comblanchiennes; chômage nul chez les *bûcherons*, à Corcelles-les-Ciseaux.

Côtes-du-Nord. — Un tiers de chômeurs et 50 heures par semaine chez les *travailleurs du vêtement* de Saint-Brieuc.

Creuse. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Martial-le-Mont. Hausse de la viande, du beurre et des œufs.

Dordogne. — A Périgueux, chez les *charpentiers*, travail moins abondant, 25 p. o/o de chômeurs, 36 heures de travail par semaine; pas de chômeurs chez les *typographes*; près de la moitié en chômage chez les *peintres*, 63 heures par semaine. Augmentation des vivres. Chez les *chapeliers-apprentis* du Bugue, pas de chômeurs.

Doubs. — A Besançon, chez les *garçons limonadiers*, pas de chômeurs; de même chez les *paquetiers*. Chez les *ferblantiers*, *plombiers*, *zingeurs* de Besançon, 10 p. o/o de chômeurs. Chômage complet chez les *maçons* à Besançon. 4 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en ressorts d'horlogerie* de Besançon. Pas de chômeurs chez les *ouvriers en horlogerie* de Sainte-Suzanne. 3 p. o/o de chômage chez les *ouvriers métallurgistes* d'Audincourt; moins de travail que l'an dernier, 63 heures de travail par semaine. Hausse sur le prix du bois de chauffage, non plus que chez les *ouvriers en automobiles* d'Audincourt, non plus que chez les *ébénistes* de l'usine E. Schwander, de Montbéliard; pas de chômage chez les *ouvriers textiles* de Colombier-Fontaine. Chez les *typographes* de Pontarlier, pas de chômeurs.

Drôme. — 1 p. o/o de chômeurs chez les *vermicelliers* de Valence, 66 heures par semaine. Pas de chômage chez les *scieurs sur bois*, à Valence. A Saint-Vallier, chez les *mouleurs et tourneurs en porcelaine à feu*, travail plus abondant, augmentation du nombre des ouvriers; pas de chômeurs. 8 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*, 65 heures par semaine. Pas de chômage chez les *ébénistes* de Die. Chômage complet par suite du froid chez les *carriers* de Saint-Restitut. 55 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers et charpentiers* de Romans, 40 heures par semaine. Chez les *chapeliers-apprentis* de Bourg-de-Péage, reprise du travail moins forte que l'année précédente.

Eure. — Pas de chômeurs chez les ouvriers *tisseurs* de Louviers, 66 heures de travail par semaine; travail faible dans la *draperie*; chômage dans les *filatures* à cause de la concurrence des laines peignées; hausse sur les *céréales*. Chez les *composeurs-typographes* et *relieurs* d'Évreux, pas de chômeurs.

Eure-et-Loir. — 23 p. o/o de chômeurs chez les *charrons*, *scieurs de long*, *scieurs mécaniques*, 48 heures en moyenne par semaine. 18 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; journée de 11 heures chez les *mouleurs*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*, 54 heures de travail par semaine, travail moins abondant que l'an dernier. Pas de chômage chez les *cordonniers* de Dreux, 66 heures par semaine.

Finistère. — Chez les *charbonniers*, pas de chômeurs; de même chez les *travailleurs réunis du port*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers* de Concarneau; chômage général chez les *ferblantiers-boitiers* de Douarnenez.

Gard. — Pas de chômage chez les *mineurs* de Tréséols, les *ouvriers des laminoirs* et forges de Bessèges, et les *typographes* de Nîmes. Pas de chômeurs chez les *vanniers* d'Aramon, 66 heures par semaine. Chez les *verriers à vitre* de Bessèges, chômage du 1^{er} au 14 février par suite d'un accident survenu à un four.

Haute-Garonne. — A Toulouse, pas de chômage chez les *ouvriers métallurgistes*, qui font 60 heures de travail par semaine; 30 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 7 p. o/o à l'*Union typographique* de Toulouse, travail moins abondant à cause de l'adoption des machines à composer; 5 p. o/o de chômeurs et 57 heures de travail par semaine chez les *lithographes*. pas de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux*, 60 heures par semaine, travail plus actif que l'an dernier; 5 p. o/o de chômeurs chez les *touneliers* et *foudriers*, 60 heures par semaine. Pas de changement chez les *marchands baladeurs*. Chez les *hommes de peine*, un quart de chômeurs.

Gironde. — A Bordeaux, 2 p. o/o de chômeurs chez les *ajusteurs*, 60 heures de travail par semaine, travail plus abondant que l'an dernier; 5 p. o/o de chômeurs chez les *doreurs et polisseurs sur métaux*, 60 heures de travail par semaine, travail plus abondant que l'an dernier; 10 p. o/o de chômeurs chez les *constructeurs mécaniciens*; pas de changement chez les *ouvriers des usines à gaz*. Chez les *charbonniers du port*, près de la moitié en chômage; chez les *arrimeurs du port*, 60 p. o/o de chômeurs; pas de chômeurs chez les *ouvriers des nouveaux docks* de Bordeaux; 10 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*; 42 p. o/o chez les *scieurs de long*; pas de chômage chez les *ébénistes* et chez les *ouvriers de la bijouterie et horlogerie*; 30 à 36 heures par semaine chez les *passemmentiers*. Chez les *tailleurs d'habits* plus de la moitié sans travail, morte-saison; pas de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 60 heures de travail chez les *ouvriers civils* de l'habillement et du campement de la guerre. Pas de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers* ni chez les *échaudeurs*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; environ 10 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers* de Bordeaux (S.-O. et Soc. Saint-Laurent); près de 12 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-navigateurs*; chômage nul chez les *jardiniers*; chez les *gens de maison*, 6 p. o/o de chômeurs; pas de chômage chez les *tonneliers* de Saint-Pardon.

Hérault. — A Montpellier, chez les *plâtriers*, 50 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine. Près de 38 p. o/o de chômeurs parmi les *terrassiers*; 66 p. o/o chez les *ébénistes*; trois quarts de chômeurs chez les *cordonniers*. 36 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers-fleuristes*, 48 heures par semaine. Chez les *coiffeurs*, 10 p. o/o de chômeurs.

A Cette, pas de chômeurs parmi les *plâtriers*, *maçons* et *tailleurs de pierre*; 3,5 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* et *ébénistes*, 60 heures par semaine; 55 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en bois merrains*, 51 heures par semaine; 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; chez les *typographes-lithographes*, pas de chômeurs, 60 heures de travail par semaine.

A Béziers, 9 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes*. 30 p. o/o de chômeurs et 54 heures de travail chez les *ferblantiers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac,

52 heures par semaine; chez les *marins-pêcheurs* de Mèze, pas de chômeurs, ouvrage moins abondant à cause du mauvais temps. A Fabriques, travail moins abondant, nombreux chômeurs chez les *travailleurs de la terre et vigneron*.

Ile-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômage chez les ouvriers *plombiers zingueurs et chaudronniers*, 60 heures de travail, situation satisfaisante pour la saison; pas de chômage chez les ouvriers *métallurgistes*, 66 heures de travail par semaine, travail moins abondant que le mois dernier; chômage nul chez les *maçons et manœuvres*, à Rennes, 60 heures par semaine; un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *cuir*, à Rennes, 50 heures par semaine; pas de chômage, reprise du travail chez les *chapeliers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *carpentiers et scieurs de long*, journée de 10 heures; chez les *plâtriers*, 5 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant. A Fougères, travail moins abondant que l'an dernier chez les *ébénistes*, 66 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *peintres*, chômage nul chez les *couvreurs*. Plus de la moitié en chômage des *charbonniers* de Saint-Malo, 43 heures par semaine. Chez les *ouvriers et manœuvres de la mine* de Pont-Péan, augmentation de salaire, pour 1,100 ouvriers un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs; chez les *grani-tiers* de Louvigné pas de chômeurs.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes* et chez les *menuisiers*; chômage complet chez les ouvriers du *bâtiment*; chez les *ouvriers et ouvrières de la manufacture de draps* pas de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier. Chez les *bûcherons* de Miherne, pas de chômeurs.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs chez les *brocheurs et coupeurs en chaussures*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs en soie*; 4 p. o/o chez les *typographes*; 22 p. o/o chez les *ébénistes*, travail moins abondant que le mois et l'an derniers. A Châteaurenault, pas de chômage chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez les *tanneurs*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les *mouleurs en fer*, chez les ouvriers *pareurs* et chez les *teinturiers en peaux*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; chez les ouvriers *scieurs à la mécanique*, pas de chômeurs, augmentation de salaire pour une partie des ouvriers, travail un peu moins abondant que le mois dernier; pas de chômeurs chez les *gaziers* et chez les *employés de l'usine à gaz*; 37 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*, 46 heures en moyenne par semaine, cherté de la viande, baisse sur le vin. Chez les *tisseurs de toile* de Voiron, pas de chômeurs, journée diminuée de 1 heure pour 140 ouvriers, travail moins abondant, manque de matière première. Chez les *menuisiers* de Bourgoin-Jallieu, 18 p. o/o de chômeurs, diminution de la durée du travail journalier, ouvrage un peu moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Vienne, 60 heures par semaine, travail moins abondant que l'an dernier, reprise sur le mois précédent. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Grenoble, 60 heures de travail par semaine, reprise sur le mois dernier. Chez les *tailleurs de pierres et carriers* de Parmillieu, un tiers de chômeurs. 70 p. o/o de chômeurs chez les *carriers et tailleurs de pierres* de Montalieu-Vercieu.

Jura. — Le quart en chômage des ouvriers du *bâtiment*, à Lons-le-Saulnier. Chez les *typographes* de Dôle, pas de chômeurs, diminution dans un établissement de la durée de la journée de travail (1/2 heure) avec réduction correspondante du salaire. Pas de chômeurs à Lons-le-Saulnier, chez les *typographes*.

Landes. — A Dax, chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs; 66 heures de travail par semaine chez les *mouleurs*.

Loir-et-Cher. — Pas de chômage chez les *ouvriers métallurgistes* de Vendôme, 66 heures de travail par semaine. 18 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* à Romorantin; 48 heures par semaine. Chez les *typographes* de Blois, pas de chômeurs, 60 heures par semaine.

Loire. — A Saint-Étienne, plus des $\frac{3}{4}$ de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômage chez les *menuisiers*, travail moins abondant que précédemment, 54 heures par semaine; 37 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers balanciers*, 60 heures de travail par semaine; pas de chômeurs chez les *armuriers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*, 72 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*; pas de chômeurs chez les *aiguiseurs et polisseurs* de Saint-Étienne; 18 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, 16 à 18 heures par jour; près de 13 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*, 48 heures par semaine; chez les *mécaniciens, chauffeurs* des tramways à vapeur, situation stationnaire, chômage normal pour les auxiliaires, morte-saison chez les *employés*, 3 p. o/o de chômeurs, 84 heures par semaine dimanche compris; chez les *employés de fabrique*, pas de changement. A Roanne, pas de chômage chez les *moteurs*; de même chez les *typographes*: chez les ouvriers et employés de la *batellerie et des canaux*, situation stationnaire; chez les *enfouisseurs et chauffeurs en poterie* de Roanne, pas de chômeurs, 66 heures; 38 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*, 54 heures par semaine; chômage complet chez les *maçons, aides et couvreurs*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes*: travail moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *tisseurs*, 61 heures de travail; pas de chômeurs chez les *tisseurs de la Gresle*; pas de chômage et travail actif chez les *tisseurs de Saint-Étienne*; 3 p. o/o de chômage chez ceux de Saint-Just-sur-Loire (Loire). A Chazelles-sur-Lyon, travail toujours actif chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*, 66 heures de travail par semaine. A Rive-de-Gier, 20 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*, travail moins abondant que l'an dernier. Toujours 50 p. o/o de chômage chez les *tisseurs* des Barques-Saint-Rambert et 60 p. o/o chez ceux de Saint-Rambert, 60 heures par semaine. Pas de chômeurs et 60 à 70 heures par semaine chez les *passementiers d'Avezieux*. 33 p. o/o de chômeurs chez ceux de la Fouillouse. 15 p. o/o de chômeurs et 60 heures par semaine chez les *passementiers* de Saint-Jean-Bonnefonds. Travail actif chez les *mineurs* de la Talaudière, pas de chômeurs. De même chez ceux de Saint-Jean-Bonnefonds. Pas de chômage chez les *ébénistes* de Bourg-Argental, travail moins abondant que l'an dernier, 66 heures par semaine, hausse du charbon. Chez les *métallurgistes* de Firminy, 10 p. o/o de chômeurs. Chez les *métallurgistes* du Chambon-Féugerolles, 7 p. o/o de chômeurs, travail beaucoup moins abondant que l'an dernier. Pas de chômage chez les *ébénistes* de Saint-Chamond; travail moins abondant que le mois dernier et qu'en 1900, 60 heures par semaine; chez les *mineurs* de Saint-Chamond, pas de chômeurs, 3 p. o/o de chômeurs et 60 heures par semaine chez les *rubaniers* de Saint-Genest-Lerpt. Pas de chômage chez les ouvriers de la *teinture* de Rigny. Chez les *ouvriers des eaux minérales* de Sail-sur-Couzan, pas de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier.

Haute-Loire. — 10 p. o/o de chômeurs chez les chefs d'ateliers *rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve. 8 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers* du Puy, 45 heures en moyenne par semaine. Chez les *mineurs* de Sainte-Florine pas de chômeurs. 63 heures de travail par semaine.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les *employés des deux sexes*, 6 p. o/o de chômeurs, chez les *employés*, 8 p. o/o de chômeurs, 76 heures par semaine; chez les *papetiers-régisseurs*, pas de chômage; le quart de chômeurs chez les *peintres*, 54 heures par semaine. A Saint-Nazaire, chez les *ouvriers du port*, travail moins abondant, trois-quarts de chômeurs; pas de chômeurs et 60 heures de travail chez les *typographes*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*, 54 heures de travail par semaine. 3 p. o/o de chômeurs chez les *secrétaires*; pas de chômeurs chez les *modèles-mécaniciens*. Pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment à Pornic, 60 heures par semaine, et chez les *paveurs* de Chantenay.

Loiret. — A Orléans, 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *voitures et similaires*, 66 heures par semaine; chômage général chez les *tonneliers-vinaigriers*; plus de la moitié des *couvreurs* sont sans travail; chez les *plâtriers*, pas de chômeurs, augmentation d'une heure dans la durée du travail journalier pour 80 ouvriers; travail arrêté par le froid chez les *tailleurs de pierres*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*, travail moins abondant que précédemment.

33 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons* de Gien, 60 heures par semaine. Chez les *typographes* de Pithiviers, pas de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier; 60 heures par semaine.

Lot. — 26 p. o/o de chômeurs chez les *peintres-tapissiers*, à Cahors; 60 heures par semaine. 11 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs* de Souillac.

Lot-et-Garonne. — A Agen, chez les *typographes*, pas de chômeurs, travail plus abondant; chez les *boulangers*, 11 p. o/o de chômeurs, 112 heures par semaine; pas de chômage chez les *menuisiers-ébénistes*. 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes* d'Agen; moins de travail que l'an dernier. A Villeneuve-sur-Lot, 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes*, 11 heures de travail par jour; chômage sensible chez les *ébénistes*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 66 heures de travail par semaine; un tiers en chômage des ouvriers et ouvrières de la *cordonnerie*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *bouche-niers* de Lavardac. Pas de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes* de Funet, 66 heures de travail par semaine; le travail est un peu plus abondant que le mois dernier.

Maine-et-Loire. — A Angers, 16 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 60 heures de travail par semaine; 3 p. o/o chez les coupeurs en chaussures; chez les *limonadiers*, 14 p. o/o de chômeurs; chez les *employés*, 4 p. o/o de chômeurs; 51 heures par semaine chez les *tapissiers*; pas de chômage chez les *galochiers*, *sabotiers* et *monteurs*; 28 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs*, 25 heures en moyenne par semaine; chez les *manœuvres* et *terrasiers* d'Angers, arrêt du travail. A Cholet, 2 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers* et *monteurs en galoches et sabots*, 60 heures par semaine; pas de chômage chez les *menuisiers*, 66 heures par semaine. Un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* à Cholet, 54 heures par semaine; chômage attribué à l'établissement de la traction électrique. A Saumur, 66 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*, 50 heures par semaine; 30 p. o/o de chômeurs et 50 heures par semaine chez les *tailleurs*, morte-saison; chez les *carrossiers-menuisiers*, pas de chômeurs, de même chez les *allumettiers* de Trélazé et chez les travailleurs de l'industrie cotonnière à Laval, 66 heures par semaine. Pas de chômage, travail actif chez les *tisserands* de Gesté et chez ceux de la Tessoualle; au contraire, ceux de la Séguinière et ceux de Le May-sur-Evre ne sont occupés que 15 jours pleins par mois; à Saint-Philbert-en-Manges (Cholet), 20 p. o/o de chômeurs.

Manche. — A Cherbourg, chômage nul parmi les *jardiniers*; chez les *maçons*, *tailleurs de pierres* et *plâtriers*, manque de travail, chômage d'une partie des ouvriers.

Marne. — A Reims, chez les *cuisiniers-pâtissiers*, 4 p. o/o de chômeurs; 3 p. o/o chez les *lithographes*; 1 p. o/o chez les *imprimeurs*. Pas de chômeurs et 60 heures de travail chez les *imprimeurs* d'Épernay et chez les *typographes* de Châlons. 60 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes* à Reims, 55 heures par semaine. Pas de chômage chez les *bouche-niers* d'Épernay. 15 p. o/o de chômeurs chez les *apprêteurs en pelleteries*, les *lustreurs* et *fournisseurs* de Fismes. 54 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* à Reims, 37 heures en moyenne par semaine.

Haute-Marne. — A Chaumont, chez les *mégissiers*, pas de chômeurs; de même chez les *employés* de commerce.

Mayenne. — A Laval, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs, diminution de la durée du travail journalier (2 à 3 heures) affectant la presque totalité des ouvriers. 55 heures par semaine; travail moins abondant que l'an dernier. 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; près de 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, chez les *tailleurs de pierres* et *ravaumeurs*, travail arrêté par les intempéries; pas de chômage chez les *typographes*, travail plus abondant que l'an dernier; de même chez les *menuisiers*, chez les ouvriers en *limes*, les travailleurs du *vêtement* et les ouvriers de l'*ameublement*. Pas de chômage chez les *mineurs* de Gobbranches, Haucourt,

Marbache, Champigneulle, Chavigny, Yveuse, Bouxière-aux-Chênes, Frouard. Cependant, le travail est ralenti dans la *métallurgie*.

Meuse. — Chez les *carriers*, *terrassiers* et *mineurs* de Lérrouville, pas de chômeurs; journée augmentée d'une heure, 54 heures par semaine. 45 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs* de Vaucouleurs; 45 heures de travail par semaine; beaucoup moins de travail que l'an dernier. Commandes plus rares que l'an dernier pour les ouvriers *métallurgistes* de Cousances-aux-Forges.

Morbihan. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Vannes; de même chez les *galochiers*, à La Perrière, près Lorient. Près de 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment, à Lorient. Pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers* de Ploërmur, 60 heures de travail par semaine.

Nièvre. — A Nevers, 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, qui se plaignent de la cherté des vivres. Les *maçons* comptent plus de la moitié des leurs sans ouvrage; travail suspendu par les intempéries pour ceux qui étaient occupés. Chômage général chez les ouvriers du bâtiment, à La Charité. Chômage complet pour les ouvriers du bâtiment, à Saint-Pierre-le-Moutier. Chômage nul chez les ouvriers agricoles de Perroy et chez les ouvriers *forestiers* et *agriculteurs* de Saint-Amand. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Verain. Chômage total, à cause de la neige, chez les ouvriers du bois de Menou; pas de chômeurs chez ceux de Ciez et de Corval. Chez les *potiers-tourneurs* et *mouleurs* en *poterie* de Myennes, situation stationnaire.

Nord. — A Lille, chez les *lithographes*, 10 p. o/o de chômeurs, ralentissement du travail; 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, pas de chômeurs chez ceux de Valenciennes ni de Douai. A Lille, 3 p. o/o de chômeurs chez les travailleurs de l'industrie textile; 6 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*, 58 heures de travail par semaine, travail moins abondant que l'an dernier; 14 p. o/o de chômeurs chez les *servisseurs-poêliers*, 45 heures de travail par semaine; pas de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes*, 60 heures de travail par semaine, travail moins abondant que l'an dernier; 6 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *écrivains*, travail moins abondant que l'an dernier, 55 heures par semaine; chez les *sculpteurs*, *cartonniers* et *ornemanistes*, un tiers de chômeurs, travail moins abondant que le mois dernier; chez les *relieurs* et *cartonniers*, pas de chômeurs; 39 p. o/o de chômeurs chez les *terrassiers*, 57 heures par semaine; chez les *commissionnaires publics*, pas de changement; 2 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-chocolatiers*, 66 heures par semaine; 1 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs* et *employés de commerce*; chez les *voyageurs-représentants* de Lille, pas de changement. A Dunkerque, près de 43 p. o/o de chômeurs chez les *plafonneurs*, 54 heures par semaine; environ 20 p. o/o de chômeurs parmi les *maçons*, 54 heures par semaine; chez les *marbriers*, 9 p. o/o de chômeurs, morte-saison; 36 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*; chez les *tordeurs d'huile*, 6 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant. A Roubaix, moitié de chômeurs chez les *tisseurs*; 57 heures par semaine, augmentation du charbon; 14 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* et *menuisiers*, 55 heures par semaine; 14 p. o/o de chômeurs chez les *emballeurs*, 68 heures par semaine; moitié de chômeurs et 52 heures de travail chez les *ferblantiers* et chez les *couvreurs*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *vrais travailleurs* de l'industrie textile, 55 heures de travail. A Tourcoing, 43 p. o/o de chômeurs et 11 heures de travail chez les *trieurs de laine*; diminution de travail, 11 p. o/o de chômeurs et 11 heures par semaine chez les *tapissiers* en grosse moquette; 25 p. o/o de chômage chez les ouvriers de la *filature*; 30 à 40 heures de travail par semaine chez les ouvriers du *peignage*; chez les *tisserands*, pas de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier; 30 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*, travail moins abondant que l'an dernier. 66 heures chez les travailleurs de l'industrie textile, de Wignehies. Bonne activité chez les *tisseurs* du Cateau. 60 heures par semaine chez les *tisseurs* d'Avesnes-sur-Aule, par la pénurie des fils gros. Travail très actif chez les *tisserands* de Haspres. 20 p. o/o de chômeurs chez les *tillistes* de Caudry, ralentissement et 54 heures par semaine chez les *brodeurs* de la même localité. Chez les ouvriers de l'industrie textile d'Hauplines, 20 p. o/o de chômeurs. 57 heures de travail; 2 p. o/o de chômeurs et 61 heures par semaine chez les ouvriers *rubaniers* de Comines. Pas de chômage et 66 heures chez les *imprimés*.

meurs sur tissus de Marly. Les *tisserands* de Saulzoir estiment que plus de la moitié des leurs manquent de commandes. Pas de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes* de Saint-Amand; de même chez les *métallurgistes* de Maubeuge, mais travail réduit à 3 jours par semaine, faute de commandes. 16 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes* d'Hautmont, 30 à 40 heures seulement de travail par semaine. Pas de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes* de Vieux-Condé, 65 heures de travail par semaine. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Cambrai. Chez les *marbriers à la pendule* de Cousolre, on fait une moyenne de 50 heures, environ. Travail abondant chez les *mineurs* de Dun-le-Noble et chez les *ouvriers des ateliers des mines* d'Aniche. Chez les *cordonniers* du Vieux-Condé, pas de chômeurs. Chez les *charpentiers et menuisiers* d'Armentières (Union), durée moyenne du travail : 54 heures par semaine, 15 p. o/o de chômeurs. Chez les *verriers* de Lourches, pas de chômeurs. Chez les *verriers à vitres* de Fresnes, pas de changement. Pas de chômage chez les *ébénistes* de Falleries.

Oise. — A Beauvais, chez les *menuisiers*, près de 17 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier; pas de changement chez les *comptables et employés*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers des scieries mécaniques* d'Hermes. 66 heures par semaine; de même chez les *domotiers* et chez les *boutonniers en os* de Méru. 4 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes* de Crèpy-en-Valois, travail moins abondant que l'an dernier, 60 heures par semaine. Pas de chômage chez les *mouleurs* de Noyon, 66 heures par semaine. A Tracy-le-Mont, chez les *brossiers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Orne. — A Alençon, pas de chômage chez les *charpentiers* et *ouvriers similaires*, 48 heures par semaine; 57 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs-ferblantiers*, 48 heures par semaine; 3/4 de chômeurs chez les *peintres*, 7 heures par jour; pas de chômage, travail assez actif chez les *lithographes*, 60 heures par semaine; chez les *menuisiers*, pas de chômeurs. 2 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs* de Flers, 57 heures par semaine, travail moins abondant que l'an dernier; pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière* de Flers.

Pas-de-Calais. — A Calais, 11 p. o/o de chômage chez les *ouvriers en métaux et chauffeurs*; 26 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, 48 heures par semaine; chômage total chez les *tailleurs* et *ouvriers de l'habillement*, morte-saison annuelle et suite de la grève des *tullistes*; pas de chômage chez les *cordonniers*. Pas de chômeurs chez les *cordonniers* de Boulogne-sur-Mer, 60 heures par semaine. Chez les *typographes* d'Arras, pas de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier, 60 heures par semaine. Pas de changement chez les *poudriers* d'Esquerdes.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, chez les *ouvriers tapissiers*, 40 p. o/o de chômeurs, 48 heures par semaine; près de 44 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*, 42 heures par semaine. Chômage presque total chez les *ouvriers et aides maçons*; chez les *ouvriers de l'ameublement*, un peu moins du tiers en chômage; les *menuisiers* comptent 13 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier; 33 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; chez les *limonadiers*, 11 p. o/o de chômeurs; les *boulangers* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage, 98 heures par semaine; chez les *employés des tramways électriques*, 15 o/o de chômeurs; chez les *livreurs-ramonneurs*, travail moins abondant, 8 p. o/o de chômeurs; chez les *coiffeurs*, près du quart de chômeurs. 42 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, à Riom, 56 heures par semaine; chez les *ouvriers des tabacs* de Riom, pas de chômeurs. Pas de chômeurs chez les *émouleurs en coutellerie* de Saint-Rémy-sur-Durolle,

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chômage presque total chez les *tailleurs*, par morte-saison annuelle; un peu plus de 6 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, chez les *tapissiers*, tendance au ralentissement du travail, 60 heures par semaine; chez les *boulangers*, 16 p. o/o de chômeurs. Chômage nul chez les *peintres* de Pau. Pas de chômage chez les *maçons* de Biarritz, de même chez les *métallurgistes* de Boucau, 60 heures par semaine.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de

chômeurs et 50 heures de travail par semaine chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*, 60 heures de travail par semaine et chez les *typographes*; chez les *employés de commerce*, 1 p. o/o de chômeurs. A Bagnères-de-Bigorre, chez les *marbriers*, 15 p. o/o de chômeurs, grève partielle dans une usine; pas de chômage chez les *menuisiers-charpentiers-machinistes*, 60 heures par semaine; de même chez les *tourneurs*, pas de chômage chez les *menuisiers en bâtiment*, à Aureilhan, 60 heures par semaine.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 38 p. o/o de chômeurs chez les *peintres décorateurs*; 46 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*, *plâtriers-cimentiers*; 46 p. o/o de chômeurs parmi les *tonneliers-fondriers*; augmentation toujours croissante du chômage chez les *charbons-forgerons*. Chez les *travailleurs du livre*, pas de chômeurs; 20 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Chez les *pâtisseries-confiseurs*, pas de chômeurs. Chez les *cuisiniers*, moins d'un quart de chômeurs. Chez les *conducteurs de tramways*, un quart de chômeurs, 126 heures par semaine. 60 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de terre* à Rivesaltes; trois quarts en chômage des *ouvriers agricoles* de Clairà, 50 heures par semaine, mévente du vin; 80 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de terre* à Pézilla-la-Rivière; 62 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de terre* et *vignerons* à Canohès; 16 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de terre* à Soler, 54 heures par semaine, mévente de vin; 42 p. o/o de chômeurs parmi les *travailleurs de terre* à Espira de l'Agly, 42 heures par semaine.

Haut-Rhin. — On compte 6 p. o/o de chômage et 66 heures de travail chez les *ouvriers de l'industrie textile* d'Héricourt et chez ceux de Rougegoutte; ouvrage moins abondant que le mois et l'an dernier; moins de 1 p. o/o de chômage chez les *filateurs* de Giromagny. A Belfort, chômage complet chez les *maçons*; deux tiers de chômeurs chez les *peintres*, 42 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *typographes*.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; 50 p. o/o de chômeurs chez les *tallistes à la chaîne*; morte-saison chez les *passementiers en meubles*; 40 p. o/o de chômeurs et 54 heures par semaine, chez les *tapissiers*; 15 p. o/o et 45 heures chez les *teinturiers d'graisseurs*, morte-saison. 54 heures de travail et morte-saison annuelle chez les *imprimeurs sur étoffes*; 5 p. o/o de chômeurs et 60 heures par semaine chez les *coupeurs tailleurs*; moins de 1 p. o/o chez les *travailleurs de la confection*; 20 p. o/o chez les *coupeurs chemisiers*; 6 p. o/o et 60 heures chez les *chapeliers en fantaisie paille et feutre*; 8 p. o/o chez les *cordonniers «cousu-main»*; 8 p. o/o chez les *ébénistes*, travail moins abondant que le mois dernier, 60 heures par semaine; 4 p. o/o de chômeurs chez les *litiers*; chez les *bronziers*, pas de chômeurs; 15 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; chez les *papetiers-régleurs*, 4 p. o/o; ralentissement du travail chez les *sculpteurs-modeleurs*; près de la moitié de chômeurs chez les *cimentiers*, 48 heures par semaine; chez les *camionneurs*, pas de chômeurs; chez les *cochers de voitures de place*, travail moins abondant, un tiers de chômeurs; pas de chômage chez les *boucheurs* à Lyon, 11 heures par jour; chez les *coiffeurs*, pas de changement; chez les *employés de café*, 11 p. o/o de chômeurs; 6 p. o/o chez les *chocolatiers* et *ouvriers similaires*, 66 heures par semaine; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce et de l'industrie*; chez les *imprimeurs et conducteurs-typographes*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; chez les *transporteurs-lithographes*, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine; chez les *typographes* en général, travail moins abondant que le mois dernier, 3 p. o/o de chômeurs; pas de chômage chez les *lithographes*; 3 p. o/o chez les *employés photographes*; morte-saison chez les *graveurs pour impressions* et chez les *gaufreurs sur étoffes et papiers peints*; pas de changement chez les *travailleurs manouvriers* de Neuville-sur-Saône; 2 p. o/o de chômage chez les *tisseurs* de Thizy; beaucoup de chômage dans la région; pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Grigny; 66 heures de travail chez les *ouvriers de la filature* à Villefranche et chez les *tisseurs* à Grandris. Grande activité surtout dans le tissage mécanique.

Haute-Saône. — Pas de chômage chez les *cordonniers* de Saint-Loup-sur-Semouse, 87 heures en moyenne par semaine.

Saône-et-Loire. — A Perrey-les-Forges, pas de chômage chez les *mineurs*; chômage

presque total chez les *carriers* de Nanton, par suite des gelées; chez les *verriers* d'Épinac, pas de chômeurs, situation stationnaire; chez les *ouvriers tuiliers* de Montchanin, pas de chômeurs, situation stationnaire; chez les *ouvriers en sparterie* de Mâcon, pas de chômeurs; 60 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Coublanc; pas de chômeurs chez les *ouvriers du cuivre* de Mâcon, travail de 48 heures par semaine; chez les *manouvriers* de Saint-Léger-sur-Dheune, 3 p. o/o de chômeurs. A Marsigny, travail arrêté par le froid chez les *piqueurs de grès*. Chômage total chez les *maçons* à Montceau-les-Mines, conséquence, en partie, de la grève des mineurs; chez les *bateliers*, travail arrêté par les gelées et la grève des mineurs. A Digoin, chez les *faïenciers* et similaires, travail moins abondant que l'an et le mois précédents, pas de chômeurs; augmentation des denrées; chômage saisonnier chez les *maçons*.

Sarthe. — Au Mans, 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*, 48 heures par semaine; 15 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes*. Baisse de 5 centimes sur le kilogramme de pain par suite de la création d'une coopérative de consommation; 9 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*. Pas de changement chez les *mouleurs*, 57 heures de travail par semaine. Les *couvreurs* estiment qu'un tiers des leurs sont en chômage, travail contrarié par les intempéries, 42 heures par semaine; chez les *ouvriers en manches de parapluies* de Vibraye, 3 p. o/o de chômeurs, travail normal.

Savoie. — A Chambéry, chez les *travailleurs du livre*, pas de changement; pas de chômeurs chez les *serruriers*, 54 heures de travail par semaine; pas de chômage chez les *menuisiers*, 48 heures par semaine; 33,1 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*, 48 heures par semaine.

Haute-Savoie. — A Annecy, chez les *typographes*, pas de chômeurs, non plus que chez les *chapelières-fouleurs*; 72 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes*, travail moins abondant que le mois dernier; 60 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers et charpentiers*; 48 heures par semaine; 50 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*. Chômage annuel de janvier et février; à cause du froid, chez les *bateliers* et *carriers* de Meillerie, 14 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, à Thonon.

Seine. — A Paris, chez les *employés de la C^{ie} des tramways-sud*, pas de chômeur. Chez les *camionneurs*, pas de changement. Dans le personnel des *omnibus*, aucun changement. Chez les *receveurs et pontonniers* des bateaux parisiens, pas de chômeurs. Chez les *loueurs et cochers* de grande remise, pas de changement, travail peu abondant. Chez les *chauffeurs d'automobiles*, situation stationnaire. Dans le personnel de la C^{ie} des tramways de Levallois, pas de chômeurs. Chez les *mécaniciens de la traction mécanique* de la C^{ie} des omnibus de Paris, moins de 1 p. o/o de chômeurs. Chez les *ouvriers du périmètre de la C^{ie} du gaz*, 2 p. o/o de chômeurs; pas de chômage chez les *allumeurs du gaz*. Chez les *porteurs de journaux*, 8 p. o/o de chômeurs. Chez les *employés de l'enseignement libre*, pas de chômeurs. 6 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers selliers-harnacheurs*; 60 heures par semaine. Chez les *coiffeurs*, 3 p. o/o de chômeurs. 5 p. o/o de chômeurs chez les *photograpeurs*, 60 heures de travail par semaine. 14 p. o/o de chômeurs chez les *coloristes-enlumineurs*, 60 heures de travail par semaine. Situation stationnaire chez les *imprimeurs-lithographes* (résistance); 9 p. o/o de chômeurs. Chez les *lithographes* (union), 5 p. o/o de chômeurs; 54 heures de travail environ par semaine. Chez les *dessinateurs, graveurs-lithographes*, 7 p. o/o de chômeurs. Chez les *typographes*, 3 p. o/o de chômeurs. Chez les *graveurs d'écriture*, pas de chômeurs. Chez les *correcteurs*, pas de chômeurs. Chez les *imprimeurs-conducteurs*, près de 2 p. o/o de chômeurs. Chez les *imprimeurs à la planche*, 15 p. o/o de chômeurs; travail moins abondant que le mois dernier, 55 heures par semaine. Chez les *sténographes-dactylographes*, un peu plus de 12 p. o/o de chômeurs.

A Paris, chez les *employés de commerce*, 2 p. o/o de chômeurs. Chez les *caissières-comptables*, travail moins abondant. Chez les *sténographes* (alliance), 5 p. o/o de chômeurs. Chez les *femmes sténographes*, travail un peu plus abondant. Chez les *comptables*, 10 p. o/o de chômeurs. Dans le personnel des *maisons bourgeoises*, 5 p. o/o de chômeurs. Chez les *gens de maison* (union), près de 3 p. o/o de chômeurs. Placement moins facile que l'an dernier. Chômage nul chez les *gainiers* et similaires, ainsi que chez les *ouvriers de la marquetterie* et les *arçoniers-ferreurs*. Les *limonadiers* estiment que 6 p. o/o des leurs sont sans emploi. 11 p. o/o en chômage chez les *couseurs en chaussures*. Près de 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en talons*, 12,5 p. o/o de chômeurs chez les *corroyeurs du « cuir noir »*;

54 heures par semaine. 11 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du chevreau glacé*. 54 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* (union du syndicat). Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* du Syndicat libre; 48 heures par semaine. Pas de chômage chez les *ouvriers en voitures*; 48 heures par semaine. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en voitures*. 6 p. o/o de chômeurs et 40 heures de travail par semaine chez les *ouvriers batteurs d'or*. Moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers opticiens*. Ralentissement chez les *travailleurs du chiffon* de Gentilly. 26 p. o/o de chômeurs chez les *peintres à Asnières*; 48 heures par semaine. 11 p. o/o de chômeurs chez les *mouliniers et finisseurs à la main* à Paris. 64 p. o/o de chômeurs chez les *peintres de Levallois-Perret*, 47 heures en moyenne par semaine. 85 p. o/o de chômeurs chez les *peintres à Paris* (union). Près de 27,5 p. o/o chez d'autres. 35 p. o/o de chômeurs chez les *peintres à Paris* (groupe du Père-Lachaise); 42 heures par semaine. Près de 6,5 p. o/o de chômeurs chez les *endumeurs de Paris* (chambre syndicale générale); 54 heures par semaine. Chez d'autres, 77,5 p. o/o de chômeurs; 9 heures par jour. 66,5 p. o/o de chômeurs chez les *peintres fleurs et décorateurs*.

A Paris, travail difficile chez les *peintres en voitures*. 7 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de la broserie pour peinture*; 54 heures par semaine. 20 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. Chez les *ouvriers du meuble de jardin en rotin*, 2 p. o/o de chômeurs; journée augmentée d'une heure (23 ouvriers); 54 heures de travail par semaine. Chez les *peseurs des halles et marchés* et chez les *porteurs aux halles*, pas de chômeurs. Chez les *teinturiers*, 4 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier; 40 heures par semaine. Chez les *teinturiers en peaux*, même situation que le mois précédent. Pas de chômage chez les *apprêteurs en pelleterie, lustreurs et fourreurs*. Chez les *placiers en fleurs et plumes*, ralentissement du travail. 52 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* adhérents à la « Solidarité »; 48 heures par semaine. Chez les *charpentiers*, un peu plus de 12 p. o/o de chômeurs.

A Malakoff; 51 p. o/o de chômeurs chez les *treillageurs rustiques*. A Saint-Denis, chez les *graveurs sur bois*, pas de changement. 68 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, à Saint-Germain-en-Laye; 42 heures par semaine. A Levallois, 77 p. o/o de chômeurs chez les *plombiers-couvreurs*. Chez les *sculpteurs du bâtiment*, 80 p. o/o de chômeurs.

A Paris, chez les *marbriers*, 15 p. o/o de chômeurs; décroissance du travail; moyenne, 42 heures par semaine. Pas de chômage chez les *ébénistes en photographie*. 73 p. o/o de chômeurs chez les *parqueteurs sur bitume*. 30 p. o/o de chômeurs chez les *paveurs, cimentiers, bitumiers et aides*. 73 p. o/o de chômeurs chez les *maçons de l'« Amical »*. Chez les *tailleurs de pierre*, chômage estimé aux neuf dixièmes des syndiqués. Chez les *tailleurs et scieurs de pierres*, travail moins abondant que l'an dernier. 9 p. o/o de chômeurs chez les *cimentiers*. 53 p. o/o de chômeurs chez les *puisatiers-mineurs* (syndicat général). Chez les *terrassiers-puisatiers*, situation stationnaire. 77 p. o/o de chômeurs chez les *terrassiers, puisatiers et mineurs* (Appui mutuel). 83 p. o/o de chômeurs chez les *fourniers*. Chez les *briquetiers potiers*, chômage affectant les deux tiers des maisons. Chômage persistant chez les *tonneliers en vins et spiritueux*; 65 heures en moyenne par semaine. 14 p. o/o de chômeurs chez les *boucheurs à l'émeri*; 50 heures par semaine. 30 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de la métallurgie*; beaucoup moins de travail que l'an dernier. Pas de chômage chez les *lamineurs*. 13 p. o/o de chômeurs chez les *contremaitres et chefs de service de la métallurgie*. 33 p. o/o de chômeurs chez les *polisseurs sur métaux*; 40 heures de travail par semaine; travail beaucoup moins abondant que l'an dernier. 16 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs en robinets*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de la poterie d'étain*. 2 p. o/o chez les *ouvriers en instruments de précision*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de la mécanique scientifique*. 3 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en scies*. 11 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers et machinistes*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*. 16 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*; 50 heures de travail par semaine. 5 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers souffletiers*. Chez les *ferblantiers*, un peu moins de 9 p. o/o de chômeurs; 55 heures de travail par semaine; travail moins abondant que l'an dernier. 3 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers tisseurs* en tous genres; morte-saison habituelle. 2 p. o/o de chômeurs et 40 heures chez les *passementiers à la main*. Chez les *passementiers à la barre*, salaires peu élevés; ralentissement du travail. La moitié de chômeurs chez les *façonniers, passementiers*. Chez les *dessinateurs en broderie*, 7 p. o/o de chômeurs. Morte-saison lourde dans le *vêtement*, comme suite de l'Exposition; 2 p. o/o de chômeurs et 50 heures de travail chez les *coupeurs de cols, cravates*; 25 p. o/o de chômage et 24 à 32 heures par semaine chez les *tailleurs*; 1 p. o/o de chômeurs et 56 heures chez les *cou-*

peurs-chemisiers ; 60 p. o/o de chômeurs chez les *couturières*. Pas de chômage et 50 heures par semaine chez les *chapeliers*. Travail actif, en vue de la saison d'été chez les *casquettiers*, qui font 66 heures. Chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*, 3 p. o/o de chômeurs et 48 heures par semaine, petite reprise. 20 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers et porteurs de pain*. 24 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* (association mutuelle). 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* (chambre syndicale pour le placement). 13 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Un peu plus de 5 p. o/o de chômeurs chez les *biscuitiers, ouvriers en pains d'épices*. 3 p. o/o de chômeurs chez les *chocolatiers* ; 66 heures par semaine. Chez les *charcutiers*, près de 13 p. o/o de chômeurs.

Seine-Inférieure. — Au Havre, chômage des deux tiers chez les *voiliers* ; 19 p. o/o de chômeurs chez les *marins et armateurs de la petite pêche*. Chez les *employés de tramways*, pas de chômeurs. Aucun changement chez les *cochers*, pas de chômeurs. Chez les *camionneurs*, deux tiers de chômeurs ; travail moins abondant. Chez les *charretiers-livriers*, 8 p. o/o de chômeurs, pas de changement. Chez les *journaliers des docks et entrepôts*, pas de changement. Chez les *journaliers du port*, moitié en chômage. 32 p. o/o de chômeurs chez les *maçons-plâtriers*. 70 p. o/o de chômeurs chez les *terrasiers-puisatiers et mineurs*. 3 p. o/o chez les *mouleurs*, 66 heures de travail par semaine, travail moins abondant que l'an dernier. 30 p. o/o chez les *charpentiers* ; 53 heures en moyenne par semaine. 15 p. o/o chez les *chaudronniers sur fer*. 30 p. o/o chez les *tapissiers*. Chez les *ouvriers huiliers, pétroliers, savonniers*, travail moins abondant, 8 p. o/o de chômeurs. 40 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs*. Chez les *typographes*, 1 p. o/o de chômeurs. 5 p. o/o chez les *ouvriers métallurgistes* ; travail moins abondant que l'an dernier. 4 p. o/o chez les *ajusteurs*. Pas de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants* ; 70 heures de travail par semaine. Chez les *charbonniers du port*, deux tiers de chômeurs ; 24 heures par semaine. 36 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*.

A Rouen, ralentissement chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*. Pas de chômage et 70 heures par semaine chez les *teinturiers-apprêteurs*. Un peu plus de 9 p. o/o de chômeurs parmi les *menuisiers*. Pas de chômeurs chez les *fondeurs*. Chez les *typographes*, pas de chômeurs ; travail aussi abondant. Chez les *chefs d'équipe mécaniciens du port*, situation stationnaire. Chez les *employés*, près de 2 p. o/o de chômeurs. Chez les *maîtres d'hôtel*, 35 p. o/o de chômeurs. Pas de changement chez les *voyageurs en liquides*. Chez les *ouvriers en déchets et chiffons*, 6 p. o/o de chômeurs.

A Elbeuf, pas de chômage chez les *menuisiers* ; 55 heures par semaine. Près de 13 p. o/o de chômeurs chez les *maçons et plâtriers*. Pas de chômeurs chez les *fondeurs de Deville* ; 66 heures de travail par semaine ; augmentation du charbon.

Seine-et-Marne. — Beaucoup de chômeurs parmi les *ouvriers du bâtiment*, à Fontainebleau ; 42 heures par semaine. 33,5 p. o/o à Saint-Pierre-Nemours ; 40 heures par semaine. Chômage nul chez les *maçons*, à Bécard. A Meaux, chez les *travailleurs du livre*, 2 p. o/o de chômeurs.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 70 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs-zingeurs*. Chez les *tailleurs de pierres et marbriers*, chômage d'hiver. Pas de chômage chez les *sciurs et découpeurs* ; travail par semaine : 54 à 60 heures. Hausse des denrées alimentaires. Chez les *typographes*, 11 p. o/o de chômeurs. 37 p. o/o de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*. A Étampes, 21 p. o/o de chômeurs chez les *peintres* ; 48 heures par semaine. Pas de chômage chez les *mouleurs*. Chez les *typographes*, 4 p. o/o de chômeurs ; 55 à 60 heures. Pas de chômage chez les *carriers de Cernay-la-Ville* ; 54 heures de travail. Chez les *briquettiers, carriers et similaires de Montmorency*, travail moins abondant que l'an et le mois précédents. Arrêt de trois maisons à cause du froid. 15 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, à Maisons-Laffitte. A Bonnières, chez les *raffineurs de pétrole*, pas de chômeurs, travail plus abondant. A Rueil, travail plus abondant chez les *gaziers* ; 69 heures. Très peu de chômage et 70 à 72 heures par semaine chez les *blanchisseurs de Chaville*. 1 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens d'Argenteuil* ; 59 heures de travail par semaine. Saint-Germain-en-Laye ; chez les *typographes*, pas de chômeurs.

Deux-Sèvres. — 30 p. o/o de chômeurs et 48 heures de travail chez les *tisserands de Moulins*. Pas de chômeurs chez les *ferblantiers* de Niort. Pas de chômage chez les *mineurs de la Rampière-Saint-Laurs*.

Somme. — A Amiens, pas de chômage chez les *cordonniers*, 10 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs, brocheurs, apprêteurs de chaussures*; 64 heures par semaine. Chez les *typographes*, pas de chômeurs. Chez les *lithographes*, 2 p. o/o de chômeurs. 60 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers apprêteurs*. Pas de chômeurs chez les *bonnetiers* de Corbie. 13 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en cuivre* de Friville-Escarbotin. 42 heures de travail par semaine.

Tarn. — A Albi, 16 p. o/o de chômeurs, 50 à 55 heures par semaine chez les *chapeliers*, et chômage nul chez les *boulangers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Cagnac et de Carmaux ainsi que parmi les *ouvriers du bâtiment*, à Briatete. Les *ouvriers du bâtiment*, à Graulhet, comptent 75 p. o/o de *maçons* et 50 p. o/o de *charpentiers* en chômage.

Tarn-et-Garonne. — 35 p. o/o de chômeurs chez des *plâtriers* de Montauban, 54 heures par semaine. 30 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en balais*, à Grisolles. Un jour ou deux de travail seulement par semaine chez les *ouvriers métallurgistes* de Castelsarrasin. Pas de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux de paille* de Septfonds.

Var. — A Toulon, 10 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *voiliers*; chômage total chez les *machinistes*; chez les *typographes* pas de chômeurs. 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Draguignan, 154 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *charpentiers fer et bois* de la Seyne.

Vaucluse. — A Avignon, chômage nul chez les *peintres*; pas de chômage chez les *ferblantiers-plombiers*, 65 heures de travail par semaine; 4 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes*; pas de changement chez les *employés de commerce*; moins de 1 p. o/o de chômeurs et 60 heures chez les *coupeurs, tailleurs et confectionneuses*; chez les *typographes*, pas de chômeurs. 3 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers* de Carpentras. 8 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* de Valréas. Travail ralenti chez les *carriers* de Ménerbes. 1/3 de chômeurs chez les *ouvriers adhérents* à l'*Union balnéaire* de Caderousse, 40 heures par semaine. 12 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du cuir* à Cavaillon.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 3/4 de chômeurs chez les *maçons*; travaux à peu près suspendus depuis 1 mois; chez les *typographes*, travail plus abondant. Chômage nul chez les *maçons* aux Sables-d'Olonne. Chômage complet chez les *tisserands*, à Saint-Laurent-sur-Sèvre. Bonne activité et 60 heures de travail chez les *tisserands* des Epesses. Pas de chômage chez les *mineurs* de Faymoreau, 66 heures de travail.

Vienne. — A Ligugé, chez les *typographes* pas de chômeurs, 66 heures.

Vienne (Haute-). — A Limoges, chez les *imprimeurs-conducteurs* pas de changement; chez les *typographes*, 7 o/o de chômeurs, travail moins abondant; pas de chômage chez les *ébénistes*, situation semblable à celle du mois dernier; pas de chômage chez les *ouvriers talonniers*, 66 heures de travail par semaine, travail plus abondant que l'an dernier; 17 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*, 14 heures par jour; pas de chômage chez les *ouvriers des cuirs et peaux* à Saint-Junien.

Vosges. — A Saint-Dié, 20 p. o/o de chômeurs et 66 heures de travail pour les *textiles*. A Remiremont, pas de changement chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'ameublement* à Liffol-le-Grand, même situation que précédemment.

Yonne. — A Auxerre, ralentissement sensible chez les *maçons, plâtriers et tailleurs de pierre*, 54 heures par semaine; 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes*, 66 heures de travail par semaine, travail moins abondant que l'an dernier; 10 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*, 66 heures de travail par semaine; chez les *typographes* pas de chômeurs. 87 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment* à Sens. 55 p. o/o de chômeurs parmi les *ouvriers forestiers et agriculteurs* de Treigny. Chômage absolu chez les *ouvriers forestiers et agriculteurs* de Saint-Sauveur-en-Puisaye à cause de l'hiver. 66 p. o/o de chômeurs chez les *carriers* de Ravières, 40 heures de travail par semaine.

Algérie. — A Alger, chez les *tailleurs de pierre*, 60 p. o/o de chômeurs, 30 heures en moyenne par semaine; 73,5 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; 23 p. o/o de chômeurs chez les *charrons-forgerons*, 48 heures par semaine; pas de changement chez les *employés de chemin de fer*; pas de changement chez les *employés de commerce*. Pas de chômage chez les *menuisiers-ébénistes et charpentiers* de Constantine. A Mustapha, chômage presque complet parmi les *terrassiers*; situation difficile chez les *cordonniers*; près de 38 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*.

Adjudications. — Adjudications importantes en mars, avril et mai :

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

SEINE-ET-OISE. — 2 mars. — Mairie de Rambouillet : restauration de l'Hôtel de Ville.....	61.275 ^f 53
SEINE-ET-OISE. — 9 mars. — Mairie de Saint-Germain : construction d'une école.....	170.094 79
PYRÉNÉES (BASSES-). — 11 mars. — Préfecture : agrandissement du dépôt d'étalons de Pau.....	69.640 59
SAÔNE-ET-LOIRE. — 11 mars. — Mairie de Chalon : travaux communaux.....	46.235 06
CHARENTE-INFÉRIEURE. — 13 mars. — Préfecture : construction d'un pavillon à l'asile d'aliénés.....	53.400 00
SEINE-ET-OISE. — 14 mars. — Mairie d'Aulnay-les-Bondy : construction d'une école de garçons et d'une école de filles.....	61.451 60
SEINE. — 16 mars. — Tribunal de Commerce. — Entretien de divers édifices, monuments, établissements et bâtiments appartenant à la Ville de Paris : 1 ^{er} groupe.....	515.000 00
2 ^e groupe.....	390.000 00
Vienne (HAUTE-). — 21 mars. — Hospice de Limoges : construction d'un pavillon, etc.....	251.300 00
AUBE. — 23 mars. — Mairie de Troyes : réparation et mise en état d'un réservoir.....	90.500 00
SEINE. — 28 mars. — Tribunal de Commerce. — Construction d'une caserne de gendarmerie à Fontenay.....	47.116 16
SEINE. — 28 mars. — Tribunal de Commerce — Construction d'une caserne de gendarmerie à Arcueil.....	59.739 59
DOUBS. — 30 mars. — Préfecture : travaux communaux et vicinaux.....	138.070 10
CORRÈZE. — 31 mars. — Mairie de Juillac : travaux communaux.....	45.500 00
LOIRE. — 31 mars. — Mairie de la Ricamarie : établissement d'un barrage.....	616.000 00
ALLIER. — 1 ^{er} avril. — Mairie de Vichy : construction d'un réservoir.....	275.000 00
SOMME. — 9 mars. — Sous-préfecture de Montdidier : entretien des chemins vicinaux pour trois ans..... Montant annuel.....	63.290 00
LOIRE (HAUTE-). — 16 mars. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux.....	131.500 00
LOIRE (HAUTE-). — 21 mars. — Sous-préfecture d'Yssingeaux : travaux sur chemins vicinaux.....	68.800 00
SEINE. — 21 mars. — Mairie de Boulogne : travaux à exécuter pour l'établissement de bandes de bitume sur les contre-allées de l'avenue de la Reine.....	83.210 11
SEINE. — 21 mars. — Mairie de Boulogne : travaux de bitumage.....	83.210 11
MAYENNE. — 23 mars. — Préfecture : cylindrage mécanique sur routes et chemins pour trois ans..... Montant annuel.....	58.000 00

ROUTES ET CHEMINS.

DRÔME. — 25 mars. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux..	150.050 ^f 00
SEINE-ET-OISE. — 26 mars. — Préfecture : entretien de chemins vicinaux pour cinq ans..... Montant annuel.	61.885 00
SOMME. — 27 mars. — Sous-préfecture d'Abbeville : entretien sur chemins vicinaux.....	68.110 00
SARTHE. — 29 mars. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux..	239.400 00
ARDECHE. — 4 avril. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux..	178.900 80

CANALISATION ET ÉGOUTS.

VIENNE (HAUTE-). — 27 mars. — Mairie de Limoges : reconstruction et réparation d'égouts.....	74.000 00
--	-----------

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

NORD. — 20 mars. — Préfecture : port de Dunkerque. — Construction d'un bâtiment.....	172.000 00
AISNE. — 4 avril. — Préfecture : Doublement d'écluses et construction d'une maison à l'éclusier.....	732.000 00

CHEMINS DE FER.

VIENNE (HAUTE-). — 23 mars. — Préfecture : ligne de Bussière à Saint-Yrieix. — Travaux d'infrastructure.....	700.000 00
SÂONE (HAUTE-). — 29 mars. — Préfecture : ligne d'intérêt local. — Infrastructure, bâtiments et fournitures, traverses.....	1.606.000 00
PARIS ET HANOÏ. — 30 mars. — Colonies : ligne de Hanoï à Nam-Dinh et à Vinh. — Infrastructure, ballastage et pose de voie, piastres	1.980.000 00
PARIS ET HANOÏ. — 30 mars. — Colonies : ligne de Hanoï à Vinh. — Infrastructure, bâtiments, ballastage et pose de voie, 2 ^e section. Piastres.....	1.613.340 00
PARIS ET HANOÏ. — 30 mars. — Colonies : ligne de Hanoï à Vinh. — Infrastructure, bâtiments, ballastage et pose de voie, 3 ^e section. Piastres.....	810.696 00
CREUSE. — 2 avril. — Ligne de Felletin à Ussel. — Travaux d'infrastructure.....	450.000 00
PUY-DE-DÔME. — 4 avril. — Préfecture : ligne de Saint-Éloy à Dauniat. — Travaux d'infrastructure.....	895.000 00
PARIS ET HANOÏ. — 18 mai. — Colonies : ligne de Viétri à Laokay. — Infrastructure, bâtiments, ballastage et pose de voie.. piastres	7.671.890 00

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Fév. 1901.	Janv. 1901.	Fév. 1900.
Farine (Corbeil), les 157 kilogrammes.....	44 ^f 745	44 ^f 745	46 ^f 31 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	27 75	27 375	29 25
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	29 50	30 75	37 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	61 50	64 375	57 75
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	50 00	69 625	61 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	43 00
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	63 00	64 00	68 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	59 25	62 62	58 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	117 00	112 00	177 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	44 50	42 25	61 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	"	"	30 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	"	"	196 00
Étain Banks, <i>idem.</i>	148 50	150 50	374 00
Plomb, <i>idem.</i>	40 625	43 745	47 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	43 43	46 25	"
Blé à Paris, <i>idem.</i>	19 35	18 85	"
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	19 10	19 00	"
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	18 25	17 90	"
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette, le kilogramme.....	1 21	1 23	1 34
Viande veau, le kilogramme.....	1 79	1 94	2 00
— mouton, <i>idem.</i>	1 80	1 78	2 00
— porc, <i>idem.</i>	1 27	1 23	1 44

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine de mars 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	27 ^f 207
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	39^f 430

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3033 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6066, soit à 0 fr. 61.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les deux premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	1901.	1900.	EN PLUS en 1901.	EN MOINS en 1901.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	129.405.000	125.647.000	3.758.000	#
Matières nécessaires à l'industrie	482.967.000	486.437.000	#	3.470.000
Objets fabriqués.....	124.980.000	130.071.000	#	5.091.000
TOTAL	737.352.000	742.155.000	3.758.000	8.561.000
DIMINUTION en 1901.....			4.803.000 ^f	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	120.381.000	97.223.000	23.158.000	#
Matières nécessaires à l'industrie	150.211.000	180.559.000	#	30.348.000
Objets fabriqués.....	275.789.000	264.231.000	11.558.000	#
Colis postaux.....	38.769.000	38.441.000	328.000	#
TOTAL	585.150.000	580.454.000	35.044.000	30.348.000
AUGMENTATION en 1901....			4.696.000 ^f	

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} janvier au 25 février 1901 ont été de 162.930.900 francs. Elles étaient à la même date, en 1900, de 166.055.100 francs, soit une diminution de 1,89 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS DE FÉVRIER	
	1901.	1900.
Faillites.....	105	95
Liquidations judiciaires.....	14	11
Conversions de liquidations en faillites.....	1	"

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 28 février 1901, il a été déposé 153 demandes en autorisation de bâtir, dont 13 pour des constructions neuves. Pendant le mois de février 1900, le nombre des demandes avait été de 87, dont 70 pour des constructions neuves.

PRODUCTION SÉRICICOLE.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de SÉRICI- CULTEURS.	QUAN- TITÉS TOTALES de graines de diverses races mises en incubation. (En onces de 25 gramm.)	PRODUC- TION TOTALE en cocons frais obtenus de ces graines. (En kilo- grammes.)	REN- DEMENT MOYEN en cocons frais d'une once de 25 gr. de graines. (En kilo- grammes.)
Alpes (Basses-)	3.822	3.576	179.951	50.321
Ardeche	24.747	48.991	2.148.413	43.853
Bouches-du-Rhône	5.264	7.358	287.371	39.055
Corse	1.060	2.192	79.735	36.375
Drôme	29.032	33.572	1.556.615	46.366
Gard	27.400	56.965	2.522.298	44.277
Hérault	2.206	3.803	175.202	46.060
Isère	9.715	9.430	366.572	38.872
Lozère	1.871	3.042	141.373	46.473
Var	9.313	11.412	518.033	45.393
Vaucluse	17.889	21.785	1.035.833	47.548
16 autres départements. (Ensemble.) (1)	3.895	3.458	169.008	44.655
TOTAUX ET MOYENNES :				
1900	136.214	205.584	9.180.404	44.655
1899	128.114	182.945	6.993.339	38.226
1898	123.288	184.080	6.893.033	37.263
1897	133.253	193.883	7.760.132	39.019
1896	145.310	221.743	9.318.765	42.025
1895	139.996	212.427	9.300.727	43.783

(1) Ces départements sont : Ain, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Aude, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Indre-et-Loire, Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Orientales, Rhône, Savoie, Tarn, Tarn-et-Garonne; aucun d'eux ne compte 1,000 sériciculteurs ni ne produit 100,000 kilogrammes de cocons.

Production houillère du Pas-de-Calais et du Nord en 1899 et 1900 (Dédution faite des déchets de triage).

	1900 CHIFFRES approximatifs.	1899. CHIFFRES définitifs.	EN PLUS.	EN MOINS.	PUITS d'extrac- tion.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	
Bassin du Pas-de-Calais	14.888.955	14.508.712	538.798	158.555	78
			En plus: 380.243.		
Bassin du Nord	5.995.220	6.032.160	37.143	74.083	46
			En moins: 36.940		
ENSEMBLE pour les deux bassins.	20.884.175	20.540.872	575.941	232.638	124
			En plus: 343.303		

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de février 1901, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des **bouchers** et **charcutiers** de la ville d'Aubagne (14 membres). Siège social : rue de la République, 14, à AUBAGNE. — [17 novembre 1900]. — Syndicat des **exportateurs** (commerce et industries d'exportation) [51 membres]. Siège social : rue Cannebière, 12, à MARSEILLE.

Gironde [1^{er} décembre 1900]. — Syndicat des patrons **maréchaux ferrants** de Bordeaux et de la Gironde (80 membres). Siège social : café de la Paix, rue Porte-Dijéaux, à BORDEAUX. — [2 janvier 1897]. — Syndicat des **marins** et **ostréiculteurs** du port de Taussat. (52 membres). Siège social : Taussat, commune de LANTON.

Loire [10 avril 1899]. — Syndicat des **hommes d'affaires** du département de la Loire (9 membres). Siège social : Bourse du travail à SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [26 septembre 1900]. — Syndicat des **marchands expéditeurs de volailles** et **gibiers** de la Loire-Inférieure et de la Vendée (30 membres). Siège social : MACHEGOUL.

Loiret [en décembre 1900]. — Syndicat commercial des **marchands de bestiaux** du département du Loiret et des départements limitrophes (30 membres). Siège social : café de Chartres, place du Martroi, à ORLÉANS.

Nord [26 décembre 1900]. — Association syndicale des **marchands bouchers-charcutiers** de Dunkerque et des environs (71 membres). Siège social : place Jean-Bart, 33, à DUNKERQUE. — [30 décembre 1900]. — Syndicat de la **chaudronnerie** de Lille et environs (11 membres). Siège social : rue de Vazemmes, 37, à LILLE. — [17 décembre 1900]. — Syndicat des **constructeurs de grosse mécanique** de Lille et environs (11 membres). Siège social : rue de l'Hôpital-Militaire, 116, à LILLE. — [17 décembre 1900]. — Syndicat des **constructeurs de petite mécanique** de Lille et environs (12 membres). Siège social : café Bulens, boulevard de la Liberté, à LILLE. — [19 décembre 1900]. — Syndicat des **filateurs** et **retordeurs de coton** de Lille (21 membres). Siège social : rue Gauthier-de-Châtillon, 28, à LILLE. — [17 décembre 1900]. — Syndicat de la **fonderie de cuivre** de Lille et environs (10 membres). Siège social : rue de l'Hôpital-Militaire, 116, à LILLE. — [17 décembre 1900]. — Syndicat de la **fonderie de fer** de Lille et environs (11 membres). Siège social : rue de l'Hôpital-Militaire, 116, à LILLE. — [19 novembre 1900]. — **Chambre syndicale de la triperie** de Lille (12 membres). Siège social : rue de Metz, 57, à LILLE. — [26 décembre 1900]. — Syndicat des **horlogers-bijoutiers** de Tourcoing (15 membres). Siège social : place Victor-Hassebroucq, 1, à TOURCOING.

Seine [30 décembre 1900]. — **Chambre syndicale** des **entrepôtaires de bières étrangères** (20 membres). Siège social : rue Say, 10, à PARIS IX^e. — [12 décembre 1900].

Chambre syndicale des fabricants d'eaux gazeuses (31 membres). Siège social : rue de Lanery, 10, à PARIS X^e — [8 avril 1893]. — **Union syndicale des marchands en gros de fromages** beurre et œufs de Paris (36 membres). Siège social, rue Berge, 17, à PARIS I^{er}. — [25 juin 1900]. — **Syndicat des patrons du commerce et des industries du livre** (35 membres). — Siège social : Bourse du commerce, PARIS I^{er}. — [1^{er} juillet 1900]. — **Syndicat des mandataires à la vente en gros des beurres, œufs et fromages** (44 membres). Siège social : rue des Halles, 15, à PARIS I^{er}. — [15 juin 1898]. — **Syndicat des mandataires aux fruits et primeurs** (16 membres). Siège social : rue des Halles, 15, à PARIS I^{er}. — [1^{er} juillet 1900]. — **Syndicat des mandataires à la viande** (18 membres). Siège social : rue des Halles, 15, à PARIS I^{er}. — [27 décembre 1900]. — **Chambre syndicale des patrons marbriers du meuble** (26 membres). — Siège social : rue du Faubourg-Saint-Antoine, 76, à PARIS XII^e. — [8 novembre 1900]. — **Syndicat des distillateurs-liquoristes de la banlieue de Paris** (2 membres). — Siège social : rue de Paris, 123, à SAINT-DENIS.

Oran [en février 1900]. — **Syndicat des pharmaciens de Sidi-Bel-Abbès** (8 membres). Siège social : SIDI-BEL-ABBÈS.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [13 décembre 1900]. — **Union professionnelle des ouvriers mineurs de Doyet et Montwicz** (33 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à DOYET.

Gironde [28 décembre 1900]. — **Syndicat des ouvriers déménageurs et emballeurs de la ville de Bordeaux** (2 membres). — Siège social : Bourse du travail, à BORDEAUX. — [30 décembre 1900]. — **Syndicat de marine fluviale Gironde et Garonne** (400 membres). Siège social : cours de l'Intendance, 23, à BORDEAUX. — [1^{er} juillet 1900]. — **Union des nettoyeurs de magasins de la ville de Bordeaux** (20 membres). Siège social : passage Kiéser, 21, à BORDEAUX.

Marne [15 décembre 1900]. — **Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières du magasin central de Reims** (17 membres). Siège social : rue Ponsardin, à REIMS, 70. — [18 novembre 1900]. — **Syndicat des ouvriers tonneliers, cavistes et des professions similaires** (50 membres). Siège social : rue Legendre, 15, à REIMS.

Nièvre [1^{er} décembre 1899]. — **Chambre syndicale du bâtiment de Decize** (50 membres). Siège social : DECIZE. — [25 décembre 1900]. — **Syndicat nivernais des domestiques de ferme** (50 membres). Siège social : la FERMETÉ. — [19 août 1900]. — **Union syndicale des ouvriers du bâtiment de Guérigny** (31 membres). Siège social : GUÉRIGNY. — [2 décembre 1900]. — **Syndicat des ouvriers sabotiers du département de la Nièvre** (55 membres). Siège social : rue Saint-Étienne, 54, à NEVERS.

Nord [12 décembre 1900]. — **Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de navires de Dunkerque et environs** (55 membres). Siège social : rue de Soubise, 24, à DUNKERQUE. — [15 décembre 1900]. — **Syndicat de dévideuses « l'Union des dévideuses »** (30 membres). Siège social : rue de la Potente, 10, à TOURCOING. — [21 décembre 1900]. — **Syndicat d'ouvrières de filature de coton « la Double Mèche »** (30 membres). Siège social : rue Achille Testelain, 223, à TOURCOING. — [21 décembre 1900]. — **Syndicat d'ouvriers de filature de coton « la Bobine retorse »** (27 membres). Siège social : rue du Tilleul, 189, à TOURCOING. — [9 décembre 1900]. — **Syndicat d'employés et contre-maitres de filatures de laine « l'Union des employés »** (30 membres). Siège social : rue des Plats, 91, à TOURCOING. — [15 décembre 1900]. — **Syndicat d'ouvrières de préparation « les soigneuses réunies »** (30 membres). Siège social : rue du Luxembourg, 13, à TOURCOING. — [15 décembre 1900]. — **Syndicat d'ouvrières de retorderie « l'Union des doubleuses »** (30 membres). Siège social : rue du Flocon, 65, à TOURCOING. — [15 décembre 1900]. — **Syndicat d'ouvriers de tissage « les francs tisserands »** (30 membres). Siège social : rue de Paris, 9, à TOURCOING. — [22 décembre 1900]. — **Syndicat des tisserands « l'Union du tissage »** (30 membres). Siège social : estaminet Arthur Vaneck, place des Phalempins, à TOURCOING.

Rhône [en août 1900]. — **Chambre syndicale des ouvriers galochiers de la ville de**

Lyon et du département du Rhône (40 membres). Siège social : rue Moncey, 54, à LYON. — [1^{er} décembre 1900]. — Syndicat de l'Union fraternelle des **maçons** de Lyon et du Rhône (100 membres). Siège social : rue Paul-Bert, 26, à LYON. — [en décembre 1900]. — Chambre syndicale des **peintres** de lettres et fabricants d'enseignes de Lyon (30 membres). Siège social : rue Quatre-Chapeaux, café Vallon, à LYON.

Sarthe [1^{er} septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tanneurs** et **corroyeurs** de Château-du-Loir (94 membres). Siège social : place du Théâtre, à CHÂTEAU-DU-LOIR.

Seine [en 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **dessinateurs chromistes** du département de la Seine (62 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, à PARIS 10^e. — [1^{er} décembre 1900]. — Syndicat des ouvriers **monteurs en sièges cuir** (49 membres) Siège social : rue Keller, 13, à PARIS, 11^e.

Seine-Inférieure. [en juillet 1899]. — Chambre syndicale des **charpentiers** de navires du Havre (200 membres). Siège social : Bourse du travail, au HAVRE. [30 avril. 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et **plâtriers** de Rouen et des environs (415 membres). Siège social : place de la Haute-Vieille-Tour, à ROUEN.

Alger. — [3 novembre 1900]. — Syndicat des **pêcheurs** d'Alger (250 membres). Siège social : Bourse du travail, à ALGER. — [1^{er} novembre 1900]. — Syndicat des **peintres** de décors du département d'Alger (7 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Alpes-Maritimes [1^{er} juillet 1900]. — Syndicat agricole de Blausac (33 membres). Siège social : hameau de Blausac, commune de PEILLE.

Aube [30 janvier 1900]. — Syndicat agricole d'Aulnay (27 membres). Siège social : AULNAY. — [11 janvier 1900]. — Syndicat agricole de Braux (41 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à BRAUX. — [en 1885]. — Association mutuelle contre la mortalité des chevaux et des vaches (57 membres). Siège social : CHAMOY. — [12 janvier 1899]. — Société de prévoyance et de secours mutuels contre la mortalité du bétail d'Hampigny (110 membres). Siège social : à HAMPIGNY. — [1^{er} janvier 1900]. — Syndicat professionnel agricole communal de Jasseines (40 membres). Siège social : JASSEINES. — [1^{er} janvier 1890]. — Caisse départementale de secours mutuels contre la mortalité du bétail (137 membres). Siège social : préfecture de l'Aube, à TROYES. — [1^{er} janvier 1890]. — Caisse départementale de secours mutuels contre la **Grêle** (427 membres). Siège social : préfecture de l'Aube, à TROYES.

Côtes-du-Nord [19 mars 1899]. — Société d'assurance mutuelle du canton de Bourbriac, contre la mortalité du bétail (43 membres). Siège social : Hôtel de ville, à BOURBRIAC. — [29 septembre 1899]. — Caisse de secours mutuels contre la mortalité des chevaux dans le canton de Guingamp (84 membres). Siège social : GUINGAMP. — [23 juillet 1900]. — Société syndicale d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail dans la commune de Hillion (78 membres). Siège social : au château de Bonabry, commune de HILLION. — [Mai 1899]. — « La Mutuelle Lannionnaise », syndicat d'assurances mutuelles contre la mortalité des chevaux (534 membres). Siège social : LANNION. — [29 avril 1899]. — « Société hippique de Loudéac », société d'assurances mutuelles contre la mortalité des chevaux (61 membres). Siège social : LOUDÉAC. — [11 janvier 1899]. — « La Fraternelle », société d'assurances mutuelles contre la mortalité des animaux de l'espèce chevaline (143 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à PERROS-GUIREC. — [7 mai 1899]. — Syndicat agricole d'assurance mutuelle du canton de Plancoët contre la mortalité du bétail (113 membres). Siège social : étude de M^r Bouvet, notaire, à PLANCOËT. — [7 mai 1899]. — « La Mutualité agricole », société d'assurance mutuelle contre la mortalité des animaux de l'espèce chevaline et bovine (46 membres). Siège social : PLANCOËT. — [13 décembre 1899]. — Société d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail (25 membres). Siège social :

PLÉHÉREL. — [En 1899]. — «La Perrosienne», syndicat d'assurance mutuelle contre la mortalité des chevaux du canton de Perros-Guirec (180 membres). Siège social : **PLEUMEUR-BODOU**. — [En juillet 1898]. — Société syndicale agricole d'assurances mutuelles contre la mortalité des animaux de l'espèce chevaline du canton de Lézardrieux (378 membres). Siège social : **PLEUMEUR-GAUTIER**. — [15 mai 1898]. — Société syndicale d'assurance mutuelle contre la mortalité des bêtes à cornes et des chevaux de la commune de Plougrescant (97 membres). Siège social : Hôtel de ville, à **PLOUGRESCANT**. — [27 février 1899]. — «La Mutuelle agricole», société d'assurances contre la mortalité des chevaux (315 membres). Siège social : Hôtel de ville, à **PONTREUX**. — [27 mars 1898]. — Société d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail (190 membres). Siège social : chez M. Paturel, au bourg de **PORDIC**. — [?]. — Société d'assurances mutuelles contre la mortalité des chevaux du canton de la Roche-Derrien (430 membres). Siège social : **LA ROCHE-DERRIEN**. — [5 novembre 1899]. — Caisse de secours contre la mortalité du bétail des deux cantons de Saint-Brieuc (22 membres). Siège social : Hôtel de ville, à **SAINT-BRIEUC**. — [12 février 1899]. — «La Mutuelle agricole», syndicat d'assurances contre la mortalité des chevaux du canton de Bégard (305 membres). Siège social : à **SAINT-LAURENT**. — [3 avril 1899]. — Société d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail du canton d'Uzel (18 membres). Siège social : **UZEL**.

Doubs [23 décembre 1900]. — Syndicat communal de Vorges (30 membres). Siège social : **VORGES**.

Gers [1^{er} mai 1899]. — Syndicat de protection contre la mortalité du bétail de Blaziert (36 membres). Siège social : **BLAZIERT**. — [11 juin 1899]. — Syndicat de prévoyance contre la mortalité des animaux (36 membres). Siège social : **CORNEILLAN**. — [10 décembre 1899]. — «La Sauvegarde mutuelle contre la mortalité des animaux» (80 membres). Siège social : **HAGET**. — [16 décembre 1900]. — Syndicat agricole et société de crédit agricole du canton de Masseube (50 membres). Siège social : chez M. Fontana, greffier de paix, à **MASSEUBE**. — [8 avril 1900]. — Syndicat de prévoyance contre la mortalité du bétail de la commune de Maumusson-Laguian (28 membres). Siège social : **MAUMUSSON-LAGUIAN**. — [15 février 1900]. — Syndicat de protection contre la mortalité du bétail dans le canton de Nogaro (103 membres). Siège social : **NOGARO**.

Gironde [5 mars 1899]. — Syndicat viticole et agricole de Braune (77 membres). Siège social : **BRAUNE**.

Isère [16 juin 1900]. — Syndicat des agriculteurs de la commune de Noyarey (60 membres). Siège social : **NOYAREY**.

Loiret [18 décembre 1900]. — La société viticole d'Echilleuse (32 membres). Siège social : chez le président, à **ECHILLEUSE**.

Marne [20 novembre 1900]. — Syndicat viticole antiphyloxérique de Louvois (63 membres). Siège social : Hôtel de ville, à **LOUVOIS**.

Haut-Rhin [en 1900]. — Société d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail (31 membres). Siège social : **PETIT-CROIX**.

Savoie [2 octobre 1898]. — Assurance mutuelle agricole contre la mortalité du bétail (30 membres). Siège social : **ARBIN**. — [Octobre 1898]. — Société d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail «La Prévoyante» (48 membres). Siège social : **ARBIN**. — [26 mars 1900]. — Société d'assurance mutuelle contre la perte du bétail (84 membres). Siège social : chez le président, à **ARVILLARD**. — [En 1899]. — Société d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents et la mortalité des bestiaux (52 membres). Siège social : **CHIGNIN**. — [En 1899]. — Société d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents et la mortalité du bétail (32 membres). Siège social : **CRUET**. — [14 janvier 1898]. — Syndicat de Saint-Pierre (19 membres). Siège social : (La) **GIETTAZ**. — [En 1899]. — Société d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents et la mortalité du bétail (92 membres).

Siège social : (LES) **MARCHES**. — Société d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents et la mortalité des bestiaux (47 membres). **Siège social :** **MYANS**. — [1^{er} janvier 1899]. — Société de secours mutuels contre les accidents et la mortalité des bestiaux (37 membres). **Siège social :** **PLANAISE**. — [En 1899]. — Société de secours mutuels contre les accidents et la mortalité des bestiaux (24 membres). **Siège social :** **ROTHERENS**. — [9 décembre 1900]. — Syndicat agricole de Saint-Jeoire. (29 membres). **Siège social :** **SAINT-JEOIRE**. — [En 1891]. — Société d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents et la mortalité des bestiaux (53 membres). **Siège social :** **SAINT-JEOIRE**. — [14 août 1900]. — Syndicat agricole de Saint-Marcel (41 membres). **Siège social :** **SAINT-MARCEL**. — [28 février 1899]. — Société d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents et la mortalité des bestiaux (62 membres). **Siège social :** (LA) **THUILE**.

Deux-Sèvres [11 novembre 1900]. — Caisse de prévoyance mutuelle contre la mortalité du bétail du canton de Frontenay-Rohan-Rohan (membres). **Siège social :** **FRONTENAY-ROHAN-ROHAN**. — [31 janvier 1897]. — Société d'assurance mutuelle contre la mortalité des vaches de Villiers-en-Plaine (187 membres). **Siège social :** à la Grille, commune de **VILLIERS-EN-PLAINE**. — [16 septembre 1900]. Syndicat agricole de la commune de Saint-Christophe-sur-Roc (127 membres). **Siège social :** à **SAINT-CHRISTOPHE-SUR-ROC**.

4^e SYNDICATS MIXTES.

Hautes-Pyrénées [26 décembre 1900]. — Chambre syndicale des **cordonniers** de Bagnères-de-Bigorre (23 membres). **Siège social :** Bourse du travail à **BAGNÈRES-DE-BIGORRE**.

5^e UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [12 septembre 1900]. — Fédération des chambres syndicales des **magasins d'horlogerie**, bijouterie, joaillerie et orfèvrerie de France (12 chambres syndicales adhérentes). **Siège social :** Rue de la Michodière, 5, à **PARIS**. 2^e. — [1^{er} juillet 1900] Union générale des syndicats des **mandataires** aux Halles centrales de Paris (4 chambres syndicales adhérentes). **Siège social :** rue des Halles, 15, à **PARIS**. 1^{er}.

6^e UNION DES SYNDICATS OUVRIERS.

Nord [23 octobre 1900]. Union fédérale des syndicats de **filature** (3 chambres syndicales adhérentes). **Siège social :** Maison des ouvriers, rue d'Alger, à **TOURCOING**. — [29 novembre 1900] — Union fédérale des syndicats de **tissage** (4 chambres syndicales adhérentes). **Siège social :** Rue du Brun-Pain, 316 à **TOURCOING**. — [23 octobre 1900]. — Union fédérale des syndicats de **triage et peignage** (2 chambres syndicales adhérentes) **Siège social :** Estaminet Paul Redelez, place de la gare des Gromes, à **TOURCOING**.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre [] crochets est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1^{er} SYNDICATS PATRONAUX.

Savoie [19 août 1898]. — Chambre syndicale du commerce des **boissons** de l'arrondissement d'Albertville (50 membres). **Siège social :** Hôtel de ville, à **ALBERTVILLE**.

Haute-Savoie [19 novembre 1899]. Association syndicale des entrepreneurs de **battage** mécanique du département de la Haute-Savoie (21 membres). **Siège social :** Rue Vaugelas, 11, à **Annecy**.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [14 juin 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la **raffinerie** de la Biette (60 membres). **Siège social :** à **GAUCHY**.

Aube [1^{er} janvier 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **bonnetiers** circulaires, tailleurs et tubulaires (120 membres). Siège social : place de l'Hôtel de Ville, 10 bis, à TROYES.

Creuse [15 juin 1899]. — Union syndicale des ouvriers **menuisiers** et **charpentiers** de Saint-Pierre-de-Fursac et de la région (20 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à SAINT-ÉTIENNE-DE-FURSAC.

Dordogne [26 novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de Péguex (15 membres). Siège social : Bourse du travail, à PÉRIGUEUX.

Gironde [19 novembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de la ville de Bordeaux et de la Gironde (18 membres). Siège social : Bourse du travail, à BORDEAUX.

Nord [13 novembre 1892]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **peintres** de la ville d'Armentières et environs (14 membres). Siège social : Au Pompier de Paris, rue Saint-Angustin, à ARMENTIÈRES.

Savoie [11 décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **scieurs** et similaires de la ville et de l'arrondissement de Chambéry (22 membres). Siège social : Rue Sainte-Barbe, à CHAMBÉRY.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Alpes (Basses) [20 octobre 1895]. — Syndicat agricole du Castellard (30 membres). Siège social : CASTELLARD.

Alpes-Maritimes [24 septembre 1898]. — Syndicat agricole de Rimplas (15 membres). Siège social : Salle de l'École au RIMPLAS.

Aube [1^{er} juillet 1893]. — Syndicat viticole du canton des Riceys (40 membres). Siège social : LES RICEYS.

Savoie. [1^{er} janvier 1898]. — Syndicat agricole de Notre-Dame-des-Vignes (65 membres). Siège social : AITON-VILLARD. — [7 février 1894]. — Syndicat agricole de la Chapelle (17 membres). Siège social : à la CHAPELLE. — [24 mars 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Bénézet (100 membres). Siège social : HERMILLON. — [16 janvier 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Jean-Baptiste (67 membres). Siège social : MONTGELLAFREY. — [6 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Saint-François-de-Sales (20 membres). Siège social : à Entraigues, commune de SAINT-JEAN-D'ARVES. — [5 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Notre-Dame-des-Champs (9 membres). Siège social : VILLAREMBERT.

BIBLIOGRAPHIE.

CANADA. — *First report of the Bureau of Labor of the province of Ontario*. — (1 fasc. in-8° de 101 p.; Toronto, 1901.) — Premier rapport de l'Office du Travail de la province d'Ontario, pour l'année 1900.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PUELLIGNY,

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

En comparaison avec le mois de février 1901, travail stationnaire dans les mines, les industries de l'alimentation, les industries du vêtement, les industries métallurgiques, les industries chimiques, les industries céramiques, les industries du livre, les transports et la manutention. Diminution du travail dans la filature et le tissage; par contre, augmentation dans les industries du papier, du caoutchouc et du carton. Le chômage d'hiver touche à sa fin dans les travaux agricoles et forestiers; la reprise du travail s'accroît dans les carrières, le bâtiment et les industries connexes; la morte saison dans cette partie peut être considérée comme terminée.

Les réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 1.054 syndicats groupant ensemble 172.302 adhérents. Parmi ces syndicats, 849, groupant 142.051 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 17.097; ce qui donne une proportion moyenne, pour ces syndicats, de 12 p. 0/0. La proportion de chômage constatée pendant le mois de février était de 13 3/4 p. 0/0.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Travail plus abondant que le mois dernier, notamment sur le littoral méditerranéen, où le temps est redevenu favorable.

HORTICULTURE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Situation stationnaire dans les travaux agricoles par suite de la saison ; la persistance de la température froide et humide préoccupe en ce moment les agriculteurs et rend impossible les semailles de printemps déjà fort en retard. Légère reprise chez les bûcherons ; un tiers des syndicats, groupant environ 35 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail est en augmentation sur le mois dernier. Parmi les syndicats d'ouvriers agricoles et forestiers qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, la proportion des chômeurs, au 15 mars, s'élevait à 22 p. o/o du nombre des adhérents.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur 130.000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des exploitations minières pendant le mois de mars 1901. Dans le courant de ce mois de mars, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMADAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR. COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	6,00	"	"	"	"	100
Loire.....	6,22	"	"	28	"	72
Gard et Hérault.....	6,00	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	5,27	"	"	"	100	"
Tarn et Aveyron.....	6,00	"	"	"	"	100
Bourgogne, et nord-est. Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne (1)	6,00	"	"	"	"	100
	5,68	"	"	13	4	83
ENSEMBLE pour la France.	5,92	"	"	4	2	94

(1) Grève en mars à Blenzy.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,95 ; il était de 6,06 en mars 1900.

CARRIÈRES. — Dans les carrières, tendance à une reprise sérieuse du travail. Durée du travail variant de 30 à 65 heures par semaine parmi les syndiqués. On comptait en mars 5,5 p. o/o de chômeurs parmi ces derniers, tandis qu'en février la proportion s'élevait à 14 p. o/o.

PRODUITS ALIMENTAIRES ET PRODUITS CHIMIQUES. — Parmi les boulangers, pâtisseries, biscuitiers, la durée hebdomadaire de travail varie de 60 à 90 heures, le travail est considéré comme sensiblement le même qu'en février. Chez les cuisiniers, 33 p. o/o des syndicats, groupant environ 30 p. o/o des syndiqués (parmi les syndicats ayant répondu au questionnaire) estiment que le travail est moins abondant que le mois dernier. La moyenne de chômage relative à l'ensemble (boulangers, pâtisseries et cuisiniers) est de 10,5 p. o/o. Chez les bouchers et charcutiers, la proportion de chômeurs, en ce qui concerne les syndiqués ayant répondu au questionnaire, est de 8 p. o/o environ.

Dans les fabriques de produits chimiques, on fait toujours de 60 à 66 heures par semaine ; on signale une moyenne de 12,5 p. o/o de chômeurs ; ce chiffre, exceptionnellement élevé pour l'industrie précitée, provient du chômage des savonneries de Marseille, consécutif à la grève du port. Par rapport au mois dernier, le travail est jugé moins abondant dans 40 p. o/o des syndicats, groupant 43 p. o/o des adhérents.

CAOUTCHOUC, PAPIER, CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — La moyenne hebdomadaire de travail est de 60 heures dans la généralité de ces industries. Pour celles du caoutchouc, du papier et du carton, en particulier, la proportion de chômeurs indiquée ressort à près de 9 p. o/o ; 20 p. o/o des syndicats, comptant 18 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail est plus abondant que le mois dernier. Parmi les typographes, la moyenne générale de chômage est de 9,8 p. o/o ; elle s'élève à 21 p. o/o pour Paris, et n'est que de 3,6 p. o/o pour la province ; dans 12 p. o/o des syndicats, groupant 25 p. o/o des syndiqués, le travail est tenu pour moins abondant que le mois dernier ; dans 20 p. o/o des syndicats, groupant également 25 p. o/o des syndiqués, la situation est considérée comme stationnaire ; enfin, un dixième des syndicats, réunissant seulement 9 p. o/o des syndiqués, juge que le mois de mars marque une amélioration sur le mois de février.

CUIRS ET PEaux. — Chez les tanneurs, la moyenne hebdomadaire de travail varie de 36 heures (Avignon) à 66 heures (Grenoble, Paris) ; la proportion de chômeurs est de 9 p. o/o. Parmi les gantiers, la reprise du travail s'accroît, la proportion de chômeurs descend à 5 p. o/o. Dans l'industrie de la chaussure, il y a notable accroissement d'activité par rapport au mois dernier ; la proportion de chômeurs, qui était évaluée à 17 p. o/o en février, est réduite à 6 p. o/o pour les syndicats ayant fait connaître le nombre de leurs adhérents sans travail. La durée hebdomadaire de travail va jusqu'à 72 heures et même 80 heures. Parmi les selliers et bourrelliers, la totalité des syndicats ayant fait parvenir leur réponse à l'Office du travail estiment le travail en augmentation sur le mois dernier. Dans l'ensemble de l'industrie des cuirs et peaux, le chômage moyen ressort à 7 p. o/o (11 p. o/o en février).

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage il y a en général ralentissement du travail en comparaison avec le mois précédent ; la proportion de chômeurs dépasse 17 p. o/o des syndiqués (renseignement fourni pour 15.200 syndiqués) alors qu'elle n'était que de 11 p. o/o en février ; d'ailleurs 20 p. o/o des syndicats, groupant 36 p. o/o environ des syndiqués ci-dessus, estiment que le travail est en diminution.

Dans la passementerie et la teinturerie l'impression des syndiqués est la même, la proportion de chômeurs ressort à 15 p. o/o environ. Par contre, il y a reprise très accentuée dans la broderie et la fabrique de tulles ; 15 p. o/o des syndicats de cette partie, comptant 54 p. o/o des syndiqués, estiment le travail plus abondant que le mois dernier (fin de la grève des tullistes de Calais). Situation stationnaire dans la manufacture de tapis. Bon courant de travail dans la chapellerie ; les syndicats de cette partie ne signalent pas de chômeurs. Parmi les tailleurs, 13 p. o/o de chômeurs ; 33 p. o/o des syndicats, avec 15 p. o/o des syndiqués, jugent le travail plus abondant que le mois dernier ; 45 p. o/o des syndicats, avec 26 p. o/o des syndiqués, estiment que la situation est stationnaire ; la moyenne hebdomadaire de travail varie depuis 48 heures (syndicats parisiens) à 72 et 75 heures (Nancy). Dans la blanchisserie, travail plus abondant. Pour l'ensemble des industries textiles, la moyenne générale de chômage est de 15 p. o/o (13 p. o/o en février).

Bois. — Chez les charpentiers, les intempéries ont encore fortement entravé le travail pendant le mois de mars; la proportion de chômeurs s'élève à près des deux tiers des adhérents, pour les syndicats ayant fait connaître le nombre de leurs chômeurs. Chez les menuisiers, situation stationnaire; 25 p. 0/0 des syndiqués estiment le travail plus abondant; 30 p. 0/0 moins abondant et 17 p. 0/0 sensiblement le même que le mois précédent; moyenne hebdomadaire de travail: 55 à 60 heures. Dans l'industrie du meuble, peu de chômeurs, 4 p. 0/0 seulement; dans un tiers des syndicats, groupant 25 p. 0/0 des syndiqués, on estime qu'il y a augmentation de travail sur le mois précédent. Léger ralentissement dans la carrosserie; état stationnaire dans la fabrique de sabots et de galoches; 60 à 66 heures par semaine. Activité soutenue dans la tabletterie et la broserie, où les syndicats n'indiquent pas même 3 p. 0/0 de chômeurs, et où 75 p. 0/0 des syndicats, comptant 92 p. 0/0 des adhérents estiment le travail égal à celui du mois de février; 66 heures en moyenne par semaine. Le chômage moyen, parmi les ouvriers ayant répondu au questionnaire et pour l'ensemble des industries du bois, s'élève à 13 p. 0/0 environ (15 p. 0/0 en février).

MÉTAUX. — Léger ralentissement du travail dans la métallurgie où, dans 33 p. 0/0 des syndicats, avec 48 p. 0/0 des syndiqués, on estime le travail moins abondant que le mois dernier, tous les syndicats étant d'ailleurs d'accord pour juger, en tout cas, le travail moins abondant que l'an dernier à pareille époque. La proportion de chômage (métallurgistes, fondeurs et mouleurs réunis) est de 6,5 p. 0/0 (5,2 p. 0/0 le mois précédent). Chez les serruriers, mécaniciens, ajusteurs, état stationnaire, 2 p. 0/0 de chômeurs; dans la très grande majorité des syndicats la situation est considérée comme sensiblement inférieure à celle de l'an dernier à l'époque correspondante. Par rapport au mois de février, 25 p. 0/0 des syndicats, avec 20 p. 0/0 des syndiqués, estiment le travail moins abondant et 25 p. 0/0 des syndicats, avec 30 p. 0/0 des syndiqués, estiment qu'il n'y a pas de changement appréciable. Situation normale pour la saison chez les chaudronniers, ferblantiers, plombiers, zingueurs et ouvriers en métaux divers; 66 heures en moyenne par semaine; 14 p. 0/0 de chômeurs (20 p. 0/0 en février).

Dans la bijouterie, l'horlogerie, la mécanique fine, léger ralentissement du travail; environ 4 p. 0/0 de chômeurs; 60 heures en moyenne par semaine; chômage accentué et réduction du travail hebdomadaire à 48 heures chez les ouvriers en bronze de la région parisienne.

La proportion de chômeurs dans l'ensemble des industries des métaux est de 8,3 p. 0/0 (7,5 p. 0/0 en février). L'impression générale est que la situation est moins bonne que celle de l'an dernier.

BÂTIMENT. — TAILLEURS DE PIERRE. — Chez les tailleurs de pierre, sculpteurs et marbriers, travail plus abondant que le mois dernier; la proportion de chômeurs parmi les adhérents aux syndicats, ayant répondu au questionnaire, est descendue à 21 p. 0/0; elle était descendue à 50 p. 0/0 pendant le mois de février. Chez les maçons, il y a également reprise; près de la moitié des syndicats, avec 22 p. 0/0 des syndiqués, estiment que le travail est plus abondant; la proportion de chômeurs est réduite à 29 p. 0/0. Situation analogue chez les peintres, plâtriers, couvreurs: un tiers des syndicats, groupant un quart environ des syndiqués, jugent que le travail est plus abondant qu'en février; 19 p. 0/0 de chômeurs (au lieu de 33 p. 0/0 le mois précédent).

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — État stationnaire dans la tuilerie, la fabrique de poterie, la faïencerie, la porcelainerie; 66 heures en moyenne par

semaine, moins de 2 p. o/o de chômeurs parmi les adhérents aux syndicats qui ont fait connaître le nombre de leurs membres en chômage. Courant soutenu d'activité dans la verrerie; à Aniche, amélioration sensible sur le mois précédent et sur l'an dernier à la même époque. Chômage nul ou à peu près.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Les syndicats d'ouvriers et employés des transports (chemins de fer non compris), ainsi que ceux de la manutention, signalent des proportions très diverses de chômage; la moyenne générale, pour l'ensemble, est de 29 p. o/o, elle n'était que de 19 p. o/o au 15 février, l'accroissement provient exclusivement de la grève de Marseille et de la présence, parmi les derniers ayant servi de base au calcul, des chiffres relatifs aux ouvriers des ports, chauffeurs, camionneurs de cette ville. La durée hebdomadaire de travail varie de 50 heures (*dockers* de Bordeaux) à 105 (cochers et charretiers de Reims); pour 17 p. o/o des syndicats, groupant 15 p. o/o des syndiqués, le travail est considéré comme plus abondant que le mois dernier; pour 50 p. o/o des syndicats, avec 70 p. o/o des syndiqués, la situation est stationnaire; pour 20 p. o/o des syndicats, avec 9 p. o/o des syndiqués, le travail est moins abondant que le mois dernier.

D'après les renseignements fournis, on peut évaluer le chômage à 6 p. o/o parmi les employés et voyageurs de commerce, à 12 p. o/o parmi les coiffeurs, à 19 p. o/o parmi les employés de l'administration, à 4 p. o/o parmi les domestiques et gens de maison.

LES GRÈVES EN MARS 1901.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de mars 1901. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve aux pages 256 et 257.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
8 déc...	11 mars...	Saint-Éloy.....	Puy-de-Dôme....	Mineurs.....	2	1.700	1
18 déc...	18 mars...	Saint-Quentin...	Aisne.....	Mouleurs.....	1	17	2
18 janv...	29 mars...	Dunkerque.....	Nord.....	Fileurs.....	1	110	3
4 fév...	1 ^{er} avril...	Ploërmour.....	Morbihan.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	39	4
6 fév...	.....	Paris.....	Seine.....	Mouliniers.....	1	15	5
19 fév...	.....	Chambon - Feuge- rolles.....	Loire.....	Boullonniers.....	1	100	6
22 fév...	6 avril...	Roquefort (la Bé- doule).....	Bouches-du-Rhône.	Chaufourniers.....	3	1.500	7
25 fév...	9 avril...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers des ports et docks..	.....	5.000	8
26 fév...	5 mars...	Piégut-Pluviers...	Dordogne.....	Feuillardiens.....	3	80	9
26 fév...	5 mars...	Saint-Étienne....	Loire.....	Métallurgistes.....	1	650	10

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} mars ..	.....	Saint-Amand	Cher.....	Peintres et plâtriers.....	1	19	1
1 ^{er} mars ..	19 mars ..	Grenoble	Isère.....	Gantiers	1	350	2
2 mars ..	.....	Aix	Bouches-du-Rhône.	Fondeurs.....	1	15	3
2 mars ..	.....	Courrières.....	Nord.....	Mineurs.....	.....	.....	4
3 mars ..	4 mars ..	Bordeaux.....	Gironde.....	Déchargers de charbon.....	.....	.....	5
4 mars ..	5 mars ..	Angers	Maine-et-Loire ..	Scieurs de long.....	1	10	6
4 mars ..	6 mars ..	Revin	Ardennes.....	Ferronniers.....	1	30	7
4 mars ..	11 mars ..	Reims.....	Marne.....	Fileurs.....	1	88	8
4 mars ..	11 mars ..	Bessé-sur-Braye ..	Sarthe.....	Mèches de coton (Ouvrières en)	1	50	9
4 mars ..	25 mars ..	Agen	Lot-et-Garonne..	Charpentiers.....	35	35	10
5 mars ..	19 mars ..	Gizeux	Hérault.....	Patrons boulangers.....	6	6	11
5 mars ..	.....	Treigny et Moun- tiers.....	Yonne.....	Potiers .....	.....	10	12
6 mars ..	12 mars ..	Granville	Manche.....	Gréens de navires et ouvriers du port.....	.....	300	13
6 mars ..	18 mars ..	Chambon - Feuge- rolles.....	Loire.....	Moulineuses de soie.....	1	40	14
7 mars ..	11 mars ..	St-Jean-de-Bussier.	Rhône.....	Tisseurs.....	1	22	15
8 mars ..	9 mars ..	Montluçon	Allier.....	Charpentiers-menuisiers.....	1	30	16
8 mars ..	9 mars ..	Sarros	Ardèche.....	Tisseuses.....	1	64	17
8 mars ..	.....	Bône	Constantine.....	Ouvriers du port.....	.....	.....	18
8 mars ..	.....	Ohain et Trelou..	Nord.....	Bûcherons.....	.....	.....	19
9 mars ..	11 mars ..	Chaulnes.....	Somme.....	Terrassiers.....	1	250	20
11 mars ..	15 mars ..	Divonne	Ain.....	Maçons.....	1	60	21
11 mars ..	15 mars ..	Le Havre	Seine-Inférieure..	Couvreur - plombiers - zin- gueurs.....	39	160	22
11 mars ..	.....	Lyon	Rhône.....	Ouvriers en articles de voyage	1	7	23
11 mars ..	.....	Réalmontr	Tarn.....	Mégissiers.....	1	10	24
14 mars ..	16 mars ..	Cambrai	Nord.....	Engrais chimiques (Ouvriers d'une fabrique d').....	1	48	25
14 mars ..	25 mars ..	Trablaine	Loire.....	Ouvriers en laines.....	1	28	26
14 mars ..	.....	Vieux-Condé.....	Nord.....	Cordonniers.....	.....	300	27
14 mars ..	.....	Paris.....	Seine.....	Ferblantiers.....	1	10	28
15 mars ..	21 mars ..	Epernon	Eure-et-Loir.....	Chapeliers.....	1	60	29

RAPRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} MARS 1901.

1	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de modification au règlement d'atelier.	Échec.
2	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.
3	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
4	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
5	Réduction de salaire.	Transaction.
6	Demande de renvoi d'un contremaître.	Transaction.
7	Demande de réintégration de deux ouvriers.	Transaction.
8	Demande de la journée de huit heures et de renvoi d'un contremaître.	Échec.
9	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
10	Demandes de renvoi d'un contremaître, de réintégration de trois ouvriers, d'augmentation de salaire et de suppression du travail aux pièces.	Transaction.

EN MARS 1901.

1	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	
2	Demandes de renvoi de deux contremaîtres et de modification au règlement d'atelier.	Transaction.	
3	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
4	Demande de diminution du temps de travail.	Réussite.	
5	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
6	Réduction de salaire.	Réussite.	
7	Réduction de salaire par suite de la diminution du temps de travail.	Transaction.	
8	Demande de renvoi d'un contremaître et de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
9	Réduction de salaire.	Transaction.	Congrès devant le juge de paix.
10	Demandes de diminution du temps de travail et d'augmentation de salaire.	Échec.	
11	Protestation contre un arrêté municipal diminuant le prix de vente du pain.	Échec.	
12	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Réussite.	
13	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
14	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
15	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
16	Demandes de diminution du temps de travail et de suppression de la retenue pour l'assurance.	Réussite.	
17	Demande de renvoi d'un mécanicien.	Transaction.	
18	Demande de suppression du travail aux pièces.	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
21	Demande de réintégration d'un ouvrier et de renvoi d'un contremaître.	Transaction.	Congrès devant le juge de paix.
22	Demandes de modifications au règlement d'atelier et de fixation d'un délai de prévenance.	Transaction.	
23	Demandes de modifications au règlement d'atelier et d'augmentation de salaire.	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
25	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
27	Réduction de salaire.	Réussite.	
28	Réduction de salaire.	Réussite.	
29	Demande de renvoi d'un contremaître.	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÉTÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
15 mars ..	27 mars ..	Roquecourbe....	Tarn.....	Bonnetières.....		91	30
18 mars ..	21 mars ..	Amiens.....	Somme.....	Cambruriers.....	1	21	31
19 mars ..	20 mars ..	Fraisais.....	Jura.....	Puddeurs.....	1	101	32
19 mars ..	21 mars ..	Boussois.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	125	33
19 mars ..	4 avril ..	Dieulefit.....	Drôme.....	Potiers.....		30	34
20 mars ..	22 mars ..	Paris.....	Seine.....	Cochers.....	1	91	35
20 mars ..	24 mars ..	Barentin.....	Seine-Inférieure..	Terrassiers.....	1	20	36
22 mars ..	23 mars ..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Employés de tramways ..	1		37
22 mars ..	23 mars ..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Charretiers.....			38
22 mars ..	25 mars ..	Mazamet.....	Tarn.....	Tisseurs.....	1	50	39
22 mars ..		Vrigne-aux-Bois ..	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	40	40
22 mars ..		Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Boulangers.....		600	41
22 mars ..		Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Mécaniciens-constructeurs ..		1.800	42
23 mars ..		Grenoble.....	Isère.....	Peintres en bâtiments.....		200	43
24 mars ..	27 mars ..	Honfleur.....	Calvados.....	Maçons.....	10	76	44
25 mars ..	27 mars ..	Merville.....	Nord.....	Fondeurs et charpentiers.....	2	135	45
25 mars ..		Saint-Nazaire ..	Loire-Inférieure ..	Maçons et charpentiers.....		200	46
25 mars ..		Angoulême.....	Charente.....	Taillieurs de pierres.....		250	47
26 mars ..	28 mars ..	Port-de-Bouc....	Bouches-du-Rhône.	Ouvrières des ports.....		370	48
27 mars ..	3 avril ..	Marmande.....	Lot-et-Garonne...	Scieurs et tonneliers.....	1	70	49
28 mars ..		Guerche-sur-Aubois ..	Cher.....	Cartonniers.....	1	150	50
30 mars ..		St-Jean-de-Braye ..	Loiret.....	Faïenciers.....	1	21	51

LES GRÈVES EN MARS 1901.

51 grèves ont été signalées en mars à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 45 d'entre elles, est de 6.443. Il y avait eu, en mars 1900, 80 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 50.

Ces 51 grèves, dont 35 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	25
Demandes de diminution du temps de travail.....	9
Réductions de salaire.....	7
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres ..	4
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres ..	6
Solidarité.....	5
Demandes de suppression de retenues sur les salaires.....	3
Réglementation du travail.....	2
Règlement d'atelier.....	3
Demandes de suppression du travail aux pièces ..	1

Ces grèves ont éclaté dans 30 départements et on en a compté :

6 dans le Nord et les Bouches-du-Rhône; 3 dans le Tarn; 2 dans les Ardennes, le Cher,

N ^{OS} DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
EN MARS 1901. (Suite.)		
30 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
31 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
32 Réglementation du travail.....	Transaction.	
33 Réduction de salaire.....	Échec.	
34 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35 Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	Transaction.	
36 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
37 Solidarité avec les ouvriers du port.....	Échec.	
38 Solidarité avec les ouvriers du port.....	Échec.	
39 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
40 Réduction de salaire.....		
41 Solidarité avec les ouvriers du port.....		
42 Solidarité avec les ouvriers du port.....		
43 Demandes d'augmentation de salaire et réglementation du travail.		
44 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
45 Demandes de renvoi d'un contremaître et de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
46 Demande d'augmentation de salaire.....		
47 Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.		
48 Solidarité avec les grévistes de Marseille et demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
49 Demandes de diminution du temps de travail et de suppression de la retenue pour l'assurance.	Réussite.	
50 Demande d'augmentation de salaire.....		
51 Demande de suppression d'une retenue.....		

l'Isère, la Loire, le Lot-et-Garonne, le Rhône, la Seine, la Seine-Inférieure, et la Somme et 1 dans 18 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent ainsi :

Travail des métaux, 8 grèves; industries textiles, ouvriers des ports, travail du bois, maçons, 4; cuirs et peaux, terrassiers, 3; boulangers, peintres, potiers, 2; bûcherons, cartonniers, charretiers, cochers, cordonniers, ouvriers d'une fabrique d'engrais chimiques, faïenciers, métallurgistes, mineurs, employés de tramways, industrie du vêtement, ouvriers en articles de voyage, 1 grève.

Des 51 grèves commencées en mars, 33 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Sept, 1 jour ou moins de 1 jour; sept, 2 jours; trois, 3 jours; quatre, 4 jours; trois, 6 jours; deux, 7 jours; une, 11 jours; deux, 12 jours; une, 14 jours; une, 15 jours une, 18 jours et une, 21 jours.

En outre, 8 grèves anciennes se sont terminées depuis le 1^{er} mars, après avoir duré respectivement 96, 89, 69, 56; deux, 42 et deux 6 jours; nous avons ainsi 41 conflits ayant pris fin avec les résultats suivants :

8 réussites;
19 transactions;
14 échecs.

LES GRÈVES EN FRANCE EN 1900.

La Direction du Travail vient de publier le compte rendu statistique des grèves survenues en France et signalées au cours de l'année 1900, suivi de l'historique des applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers.

Il y a eu en 1900, 902 grèves (1), comprenant 222.714 grévistes (180.591 hommes, 29.753 femmes et 12.370 jeunes gens) occupés dans 10.253 établissements; elles ont entraîné 3.760.577 journées de chômage, 1.115.524 jours chômés par 26.757 ouvriers non grévistes et 2.645.053 par les grévistes.

Les 740 grèves de l'année 1899 avaient occasionné 3.550.734 journées de chômage dont 2.512.394 pour les 176.826 grévistes proprement dits, ce qui faisait une perte moyenne de 14 jours par gréviste.

En 1900, la moyenne des jours chômés a été de 11 par gréviste.

285 des établissements atteints par la grève en 1900 étaient possédés par des sociétés par actions et le nombre des grévistes de ces établissements a été de 77.176, soit le tiers du nombre total.

En ce qui concerne l'importance et les résultats des grèves dans les divers groupes d'industries, ils ressortent du tableau suivant :

IMPORTANCE ET RÉSULTATS DES GRÈVES DANS LES DIVERS GROUPES D'INDUSTRIES.

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de grèves par groupe.	PRO- PORTION p. o/o du nombre des grèves (902).	NOMBRE des grévistes (222.714)	RÉSULTATS.			
				PRO- PORTION p. o/o du nombre total des grévistes	Proportion p. o/o des grévistes ayant obtenu		
					Réussite	Trans- action.	Échec.
1	2	3	4	5	6	7	8
I. Agriculture, forêts et pêche....	14	1,5	2.359	1,1	6,8	72,4	20,8
II. Mines.....	41	4,5	41.927	18,8	1,9	79,6	18,5
Carrières.....	12	1,3	1.850	0,8	1,1	7,55	24,4
III. Produits alimentaires.....	39	4,3	4.727	2,1	4,4	81,4	14,2
IV. Industries chimiques.....	27	3,0	10.845	4,9	4,3	46,2	49,5
V. Industries polygraphiques.....	22	2,4	1.188	0,5	9,9	58,0	32,1
VI. Cuir et peaux.....	47	5,2	11.771	5,3	2,7	26,6	70,7
VII. Industries textiles proprement dites.....	236	26,2	49.418	22,2	14,4	60,1	24,3
Travail des étoffes, nettoyage....	26	2,9	10.791	4,8	6,1	90,6	3,3
VIII. Industries du bois, tabletterie....	43	4,8	5.610	2,5	12,0	57,3	30,7
Industries du bois, bâtiment....	24	2,7	2.355	1,1	6,6	92,9	0,5
Usines métallurgiques.....	17	1,9	2.993	1,3	13,1	28,6	58,3
IX. Travail des métaux ordinaires....	88	9,8	15.284	6,9	20,6	51,3	28,1
Travail des métaux fins.....	4	0,4	117	0,1	70,9	0,0	29,1
X. Taille et polissage des pierres, travail des pierres et des terres au feu.....	28	3,1	3.169	1,4	19,3	73,8	6,9
Construction.....	106	11,8	11.185	5,0	15,0	34,8	31,0
XI. Transport et manutention, char- gement et déchargement.....	128	14,2	47.135	21,2	16,2	62,0	21,8
TOTAUX ET MOYENNES.....	902	100,0	222.714	100,0	10,9	63,0	26,1

(1) Dont la dernière a pris fin le 18 mars 1901.

On voit que les industries textiles ont fourni 236 grèves et 49.418 grévistes; l'industrie minière 41 grèves avec 41.927 grévistes (la grève des mineurs du Pas-de-Calais a compté à elle seule 20.000 grévistes); le travail des métaux, 88 grèves avec 15.284 grévistes; le bâtiment, 130 grèves avec 13.540 grévistes; les transports et la manutention : 128 grèves avec 47.125 grévistes, soit par ces 5 groupes d'industries, 623 grèves et 167.294 grévistes, plus de deux tiers du nombre total des grèves et des grévistes.

En ce qui concerne l'importance et les résultats des grèves suivant la nature de leurs causes, ils ressortent du tableau suivant (1) :

IMPORTANCE ET RÉSULTATS DES GRÈVES SUIVANT LA NATURE DES CAUSES.

CAUSES DES GRÈVES. 1	NOMBRE de grèves où la cause a été invoquée. 2	PRO- PORTION p. o/o du nombre des grèves. (902) 3	PRO- PORTION p. o/o du nombre total des grévistes. (222.714) 5	RÉSULTATS. Proportion p. o/o des grévistes ayant obtenu pour chaque cause :		
				Réus- site. 6	Trans- action. 7	Échec. 8
a. Demandes d'augmentation de salaires.	580	64,3	178.857	80,3	21,2	27,3
b. Réduction de salaire	66	7,3	13.146	5,9	30,8	18,3
c. Demandes de diminution du temps de travail avec maintien ou aug- mentation des salaires.....	100	11,1	78.512	35,2	30,5	45,1
d. Contestations diverses relatives au sa- laire (modes d'établissement; le payement, etc.).....	57	6,3	11.666	5,2	40,9	25,0
e. Contestations relatives à la réglemen- tation du travail.....	42	4,6	39.913	17,9	17,1	74,9
f. Pour la suppression ou contre l'intro- duction du travail aux pièces....	26	2,9	16.108	7,2	5,3	3,6
g. Contestations relatives aux règlements d'atelier.....	42	4,6	9.274	4,2	19,5	46,0
h. Demandes de suppression ou de di- minution des amendes	37	4,1	8.039	3,6	33,9	20,2
i. Renvois d'ouvriers, demandes de ré- intégration d'ouvriers, contremai- tres ou directeurs.....	89	9,9	24.818	11,1	56,2	17,3
j. Demandes de renvoi d'ouvriers, de contremaîtres ou de directeurs...	104	11,5	14.226	6,4	22,7	22,9
k. Demandes de renvoi des femmes....	3	0,3	5.053	2,3	0,3	0,0
l. Limitation du nombre des apprentis. 1	1	0,1	40	0,03	100,0	0,0
m. Retenues pour l'assurance et caisse de secours.....	39	4,3	14.394	6,5	61,0	0,7
n. Causes diverses ne rentrant pas dans les rubriques ci-dessus.....	43	4,8	18.278	8,2	83,5	3,9

205 grèves avec 24.216 grévistes ont été suivies de réussite, 360 grèves avec 140.358 grévistes se sont terminées par une transaction et 337 grèves avec 58.140 grévistes ont échoué.

Dans 552 grèves, sur 902, les ouvriers étaient, en tout ou en partie, membres du syndicat de leur profession; l'existence d'un syndicat patronal a été relevée dans

(1) On remarquera que ce tableau ne comporte pas de totaux en bas des colonnes 2 et 4. Ces totaux seraient sans signification car les mêmes grèves et les mêmes grévistes se rapportent à plusieurs causes, de sorte que les totaux des colonnes 2 et 4 ne sont pas les nombres absolus de grèves (902) et de grévistes (222.714). C'est par rapport à ces nombres absolus que sont pris les p. o/o des colonnes 3 et 5. Les chiffres des colonnes 6, 7 et 8 s'obtiennent en divisant par le nombre absolu des grévistes dans chaque cause (col. 4) les nombres absolus de ceux qui dans chaque cause ont obtenu réussite, transaction, échec.

253 grèves; 23 syndicats ouvriers et 1 syndicat patronal ont été constitués au cours des grèves ou immédiatement après.

Les syndicats ouvriers ont assuré des secours réguliers à leurs membres dans 42 grèves.

Dans 461 grèves, les ouvriers travaillaient au temps (à l'heure, à la journée, à la semaine ou au mois); dans 324, ils travaillaient aux pièces, et dans les 117 autres grèves, les uns étaient au temps et les autres aux pièces.

631 grèves ont atteint.....	1 seul établissement.
91 —	2 à 5 établissements.
53 —	6 à 10 —
73 —	11 à 25 —
31 —	26 à 50 —
15 —	51 à 100 —

Les grèves suivantes ont atteint plus de 100 établissements; boulangers de Toulon, 110; camionneurs de Bordeaux, 250; peintres en voitures de Paris, 350; tullistes de Calais, 360; ouvriers en chaussures de Marseille, 550; boulangers de Marseille, 700; blanchisseurs de la Seine, 812; charretiers de Marseille, 2.500.

579 grèves, sur 902, ont duré une semaine ou moins d'une semaine, et parmi elles, 118 ont duré de 1 à 2 jours et 162 n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée.

8 grèves ont duré plus de 100 jours, ce sont celles :

Des chapeliers de Chababre, 101 jours; des chapeliers fouteurs de Paris, 105 jours; des tisseurs de Thisy, 105 jours; des chapentiers d'Angers, 119 jours; des pêcheurs de Borgo, 124 jours; des tisseurs d'Halluin, 134 jours; des tisseurs de Saint-Vincent-de-Reims, 176 jours, et celle des verriers à vitre du Nord, 177 jours.

Les demandes d'augmentation de salaire, seules ou associées à d'autres demandes, ont motivé 580 grèves, ou 69 p. o/o, avec 178.857 grévistes, ou 80 p. o/o; elles ont causé 3.223.806 journées de chômage y compris celles des ouvriers qui n'ont pu travailler par suite de la grève. 113 de ces demandes ont été suivies de réussite, pour 37.893 grévistes; 249 ont fait l'objet d'une transaction: pour 92.070 grévistes; et 218, avec 48.894 grévistes, ont échoué. 138 de ces grèves se sont produites dans l'industrie textile, 109 dans le bâtiment, 105 dans les industries de transport et 51 dans le travail des métaux. Les réductions de salaire ont motivé 66 grèves, pour 13.146 grévistes: 13 d'entre elles ont échoué.

Après les questions de salaire, celles qui ont causé le plus grand nombre de grèves sont les questions de personnes: demandes de réintégration d'ouvriers congédiés ou demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaîtres. On en a compté 193, soit 21 p. o/o.

Les demandes de diminution de la durée du travail journalier ont motivé 100 grèves, dont 26 dans les industries de transport et 24 dans le bâtiment; 44 de ces demandes, intéressant 23.925 grévistes, ont réussi; 24, avec 35.448 grévistes, ont abouti à une transaction, et 32, avec 19.139 grévistes ont échoué.

11 départements n'ont pas eu de grève en 1900; 7 ont eu moins de 100 grévistes; 14 en ont eu de 100 à 200; 14, de 200 à 500; 14, de 500 à 1.000; et 27 départements ont eu plus de 1.000 grévistes;

Les chiffres les plus élevés ont été fournis par :

Le Nord, 30.731; les Bouches-du-Rhône, 28.716; la Seine, 27.359; le Pas-de-Calais, 25.795; la Seine-Inférieure, 12.615; la Saône-et-Loire, 12.317, l'Aube, 9.518; l'Aisne, 6.034 et le Rhône, 5.481.

Les poursuites correctionnelles exercées au cours de 53 grèves ont abouti à 422 condamnations, amende seule ou prison. 312 de ces condamnations ont été prononcées à l'occasion des 11 grèves suivantes :

Mécaniciens de Chalon-sur-Saône, 10; employés de tramways de Saint-Étienne, 10; charretiers de Marseille, 12; mineurs de Carmaux, 13; boulangers de Marseille, 14; employés de tramways de Lyon, 19; terrassiers du Havre, 29; marins, chauffeurs et soutiers de Marseille, 40; marins, chauffeurs et soutiers du Havre, 52; métallurgistes du Creusot 55 et tullistes de Calais, 58.

CONCILIATION ET ARBITRAGE

EN MARS 1901.

8 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en mars, à la Direction du travail :

1^o Grève de charpentiers à Agen. — Les charpentiers d'Agen se sont mis en grève le 4 mars en réclamant :

1^o Le paiement du travail à l'heure au lieu du paiement à la journée;

2^o Un salaire unique de 0 fr. 45 l'heure et la journée de 10 heures.

Sur leur demande, adressée au juge de paix le 7 mars, un comité de conciliation se réunit le 9.

L'accord ne put s'établir et la proposition de recourir à l'arbitrage fut repoussée par les deux parties.

La grève se prolongea pendant 15 jours, puis, le comité de conciliation s'étant réuni à nouveau le 22 mars, adopta les propositions suivantes :

1^o Le salaire sera fixé à 0 fr. 45 l'heure, sauf entente préalable avec le patron;

2^o Pour les travaux exécutés hors de la ville, à des distances de 3 à 6 kilomètres, les frais de déplacements seront supportés moitié par le patron, moitié par les ouvriers.

Le travail reprit le 25.

2^o Grève de couvreurs-plombiers-zingueurs au Havre. — Les ouvriers couvreurs-plombiers-zingueurs du Havre avisèrent, le 7 mars, le juge de paix que leurs patrons venaient d'élaborer un nouveau règlement supprimant le délai-congé.

La première réunion du comité de conciliation, le 9, n'ayant pas abouti, les ouvriers quittèrent le travail le 11.

Deux autres réunions eurent lieu le 13 et le 15. Le 15, il fut décidé que le délai-congé serait d'au moins 24 heures.

Cet accord mit fin au conflit.

3^o Grève de tisseuses à Mazamet. — Les ouvrières tisseuses de la maison Gau-Bosc, à Mazamet (Tarn), se mettaient en grève le 22 mars et demandaient une augmentation de salaire par suite du préjudice que leur causait la mauvaise qualité des fils qui leur étaient fournis. Le juge de paix, à la demande des grévistes, convoqua les parties en comité de conciliation le 25. Les patrons accordèrent une augmentation sur certains articles et la reprise du travail fut décidée pour le 26.

4^o Grève de maçons à Honfleur (Calvados). — Les maçons de Honfleur abandonnaient le travail le 24 mars en formulant les réclamations suivantes :

Augmentation de salaire pour les travaux exécutés la nuit ou dans les fours d'usines et de boulangers :

Indemnité de déplacement pour les travaux exécutés hors de la ville ;

Suppression du travail aux pièces.

Les ouvriers sollicitèrent l'intervention du juge de paix le 24. Un comité de conciliation se réunit le 26. Les ouvriers reçurent satisfaction pour la plupart de leurs réclamations et le travail reprit le lendemain 27.

5^o-6^o. Dans la grève des *tisserands* de *Picquigny* (Somme) et des *chapeliers* de la maison Bassy, à *Épernon* (Eure-et-Loir), un comité de conciliation a été constitué mais l'accord n'a pu s'y établir.

7^o Dans la grève des *bonnetières* de *Roquecourbe*, les patrons ont refusé de se prêter à la conciliation.

8^o Dans la grève des *gantiers* de la maison Perrin, à *Grenoble*, les ouvriers ont repoussé l'offre, faite par le juge de paix, de constituer un comité de conciliation.

LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1900.

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage a été, au cours de l'année 1900, constatée dans 234 différends, dont 9 avant toute cessation de travail.

Le nombre des grèves de l'année ayant été de 902, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 25,94 p. o/o. Cette proportion avait été de 25,18 en 1899, et de 23,08 en moyenne pour les sept années d'application de la loi avant 1900.

L'initiative des recours a été prise 141 fois par les ouvriers, 6 fois par les patrons, 8 fois par les patrons et les ouvriers réunis et le juge de paix est intervenu d'office dans 79 grèves.

Le nombre des recours a été, en réalité, de 362, dont 269 par les ouvriers, parce que, dans quelques grèves, plusieurs applications de la loi de 1892 ont eu lieu. C'est ainsi que pour la seule grève des bonnetiers de Troyes, 99 demandes restées d'ailleurs sans suite, ont été adressées par les ouvriers aux 3 juges de paix de cette ville.

14 grèves se sont terminées par la conciliation directe, aussitôt après le premier acte de la procédure et avant qu'un comité eût été constitué.

La tentative de conciliation a été repoussée 96 fois dont 88 fois par les patrons, 3 fois par les ouvriers et 5 fois par les deux parties. A la suite des refus de la tentative de conciliation 10 différends ont pris fin, soit que les ouvriers aient abandonné complètement leurs demandes, soit qu'ils se soient contentés d'améliorations partielles précédemment offertes.

La grève a été déclarée ou continuée dans les 86 autres cas ; mais pour 4 d'entre eux, les patrons ont consenti, une fois la grève déclarée, à se faire représenter dans un comité de conciliation, de sorte que des comités de conciliation ont été constitués dans 128 différends.

140 comités de conciliation ont été constitués pour ces 128 différends, dont 4 pour la grève des bonnetiers de Moreuil, 4 pour la grève des bonnetiers de l'Aube,

3 pour la grève des chaussonniers de Pont-de-l'Arche, 3 pour la grève des arrimeurs et chargeurs de Bône et 2 pour la grève des mineurs de Saint-Eloy.

60 différends ont été terminés directement par les comités de conciliation. La proposition de recourir à un arbitrage a été faite 51 fois après l'échec de la conciliation ; elle a été acceptée 21 fois et repoussée 30 fois, dont 16 fois par les patrons, 5 fois par les ouvriers et 9 fois par les deux parties.

Le président du tribunal civil est intervenu pour désigner un tiers arbitre dans les grèves suivantes : arrimeurs de Bône, mineurs de Notre-Dame-de-Vaulx, tonneliers de Morlaix, tuiliers de Roumazières et charpentiers de Casteljaloux.

Dans cette dernière grève, les patrons ont bien accepté la décision arbitrale visant les salaires, mais ils ont refusé de reprendre leur ancien personnel. Dans la grève des métallurgistes de Trith-Saint-Léger, les arbitres choisis par les patrons ont décliné cette mission et la tentative a échoué. Dans la grève des couvreurs de Gournay, les ouvriers ont d'abord refusé de se soumettre à la décision arbitrale, puis l'ont acceptée au bout de quelques jours.

Il nous reste donc 18 grèves terminées par l'arbitrage. Il y a lieu, toutefois, de tenir compte de 4 grèves qui ont pris fin, sinon par les soins du comité de conciliation, du moins presque aussitôt après la réunion et sous l'influence des explications qui y avaient été échangées.

En résumé, il semble qu'on peut porter à l'actif de la loi du 27 décembre 1892 la fin des différends suivants dont elle a précipité la solution, directement ou indirectement : 1° ceux, au nombre de 14, terminés dès le début de la procédure ; 2° après le refus, par les patrons, de se prêter à la tentative de conciliation, 10 ; 3° 60 conciliations par les comités ; 4° 18 arbitrages ; 5° 4 différends terminés après la réunion des comités. Total, 106.

Quant aux 9 recours faits par les ouvriers avant toute cessation de travail, voici quelles en ont été les suites.

Dans 3 cas, la grève a été évitée, bien que les ouvriers n'aient pas obtenu satisfaction dans 2 de ces cas ; pour le troisième, il y a eu arbitrage et transaction.

Dans 5 cas, la grève a été déclarée après le refus des patrons de se prêter à la tentative de conciliation ; elle a été suivie d'une réussite pour les ouvriers et de 4 transactions.

Dans le dernier cas, il y a eu réunion du comité de conciliation avant la grève, désaccord dans ce comité, refus des patrons de recourir à un arbitrage, puis grève déclarée et réussite pour les ouvriers.

Les 234 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage se sont réparties :

1° Dans les groupes d'industrie suivants :

Industries textiles, 46 ; bâtiment, 43 ; transports, 32 ; travail des métaux, 29 ; cuirs et peaux, 17 ; produits alimentaires, 14 ; industries du bois et tabletterie, 12 ; mines, 11 ; céramique et verrerie, 8 ; industries chimiques, 7 ; travail des étoffes, 5 ; agriculture, forêts et pêche, 5 ; industries polygraphiques, 3 ; carrières, 2.

2° Entre les départements suivants, au nombre de 69 :

Nord, 24 ; Seine-Inférieure, 19 ; Bouches-du-Rhône, 9 ; Rhône, 8 ; Ardennes, Aube, 7 ; Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Var, 6 ; Allier, Calvados, Cher, Corse, Isère, Maine-et-Loire, Seine, Somme, 5 ; Charente, Constantine, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Haut-Rhin, Saône-et-Loire, 4 ; Dordogne, Loiret, Lot-et-Garonne, Marne, Pyrénées-Orientales, Vaucluse, Vosges, 3 ; Aisne, Alger, Ardèche, Ariège, Doubs, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Meuse, Nièvre, Orne, Pas-de-Calais, Sarthe, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, 2 ; Ain, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Aude, Aveyron, Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Drôme, Hérault, Indre-et-Loire, Jura, Loir-et-Cher, Loire, Haute-Loire, Lot, Meurthe-et-Moselle,

Oran, Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées, Haute-Saône, Tarn, Haute-Vienne, 1; et 1 à la Martinique

Il faut ajouter qu'à côté des résultats dus à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, 41 grèves ont été terminées par l'intervention des préfets et sous-préfets (22) et des maires (19); l'intervention des syndicats a mis fin à 16 conflits; celle de personnes diverses, à 6, et dans 2 différends collectifs les parties se sont présentées devant le conseil des prud'hommes lui demandant d'agir comme conciliateur.

SUBVENTIONS ACCORDÉES

AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION OU DE CRÉDIT

SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE 1900.

	francs.
<i>Banque coopérative des associations ouvrières de production de France</i> , 27, boulevard Saint-Martin, Paris.....	30.000
<i>Société des ouvriers charpentiers de la Villette</i> , 49, rue Saint-Blaise, Paris.....	10.000
<i>La Verrerie ouvrière</i> , à Albi.....	10.000
<i>Ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité</i> , 78, rue Bonaparte, à Paris...	5.000
<i>Caisse de prêts aux chefs d'ateliers tisseurs de la ville de Saint-Étienne</i> , à l'Hôtel de Ville de Saint-Étienne.....	5.000
<i>Chambre consultative des associations ouvrières de production</i> , à Paris, 27, boulevard Saint-Martin.....	5.000
<i>Centre fédératif du crédit populaire en France</i> , à Marseille.....	5.000
<i>La Fonderie nouvelle</i> , 89, rue Basseau, à Angoulême.....	3 500
<i>Fondeurs réunis</i> ; rue de la Verrerie, à Chalon-sur-Saône.....	3.000
<i>Association corporative des ouvriers en voitures réunis</i> , 69-71, rue Ponchet, à Paris..	3.000
<i>La Conciliation</i> , association d'ouvriers sabotiers de Limoges, 1, faubourg Montmailler, à Limoges.....	3.000
<i>Les Imprimeurs réunis</i> , 242, rue Paul-Bert, à Lyon.....	3.000
<i>Société coopérative ouvrière de fournitures de grand équipement et chaussures militaires</i> , 57, rue Saint-Algre, à Chaumont.....	3.000
<i>Association coopérative des ouvriers menuisiers de Poitiers</i> , 24, rue Rabelais, à Poitiers.....	3.000
<i>Association des ouvrières en instruments de précision</i> , 37, rue de Vanves, à Paris..	3.000
<i>Société coopérative toulousaine des ouvriers selliers de l'équipement militaire</i> , place de la Daurade, à Toulouse.....	3.000
<i>Association d'ouvriers menuisiers en bâtiment de Paris</i> , 35, rue du Poteau, Paris...	2.000
<i>Union des tonneliers de Morlaix</i> , à Saint-Martin-des-Champs, près Morlaix.....	2.000
<i>La Fonderie de cuivre de Paris</i> , 125, rue Oberkampf.....	2.000
<i>L'Imprimerie moderne</i> , 64, cours Victor-Hugo, à Agen.....	2.000

<i>Union professionnelle d'ouvriers couvreurs plafonneurs d'Amiens, 2, rue Saint-Honoré, Amiens.</i>	2.000
<i>La Prévoyante, association ouvrière de rampistes en bois, 24, rue de Charenton, à Paris.</i>	2.000
<i>Société des ouvriers serruriers de Limoges, 15, rue des Écoles, à Limoges.</i>	2.000
<i>L'Union des fondeurs, rue de Civry, à Montceau-les-Mines.</i>	2.000
<i>Société coopérative anonyme des tisseurs en tous genres de Grandris (Rhône).</i>	2.000
<i>Association ouvrière agricole de Guenugnon (Saône-et-Loire)</i>	2.000
<i>Les Charpentiers réunis de Paris, 177, rue de Tolbiac.</i>	2.000
<i>Le Progrès de la mécanique, 35, rue de Bagnolet, à Paris.</i>	2.000
<i>L'Alliance, association des ouvriers serruriers de Paris, 12, rue Pavée.</i>	2.000
<i>Le Progrès, association coopérative d'ouvriers charpentiers du département de la Seine, 231, avenue Daumesnil, à Paris.</i>	2.000
<i>Union coopérative d'ouvriers fabriquant la toilette anglaise, 5, passage Charles-Dallery, à Paris</i>	2.000
<i>Association des ouvriers grillageurs, 5, rue Beautreillis, à Paris.</i>	2.000
<i>Richon, Pont et C^{ie}, société ouvrière pour la fabrication des peignes à Laiguillon, commune de Balesta (Ariège).</i>	2.000
<i>La Fraternelle, société d'entreprise générale de peinture, 125, rue Oberkampf (cité Grisot), à Paris.</i>	1.500
<i>Les Fumistes français de la Seine, association coopérative, 72, rue Saint-Maur, à Paris.</i>	1.500
<i>Corporative de plâtrerie, 34, rue de la République, à Saint-Étienne.</i>	1.000
<i>Société coopérative des ouvriers tailleurs de pierres et maçons réunis de Bordeaux, 19 et 21, rue Millière, à Bordeaux.</i>	1.000
<i>La Brosserie parisienne, 4, rue du Chalet, à Paris.</i>	1.000
<i>Coopérative ouvrière des diamantaires du Jura (Reffay, Fournier et C^{ie}), 8, rue de l'Ain, à Saint-Claude.</i>	1.000
<i>Société des ouvriers plâtriers et plafonneurs de Limoges, 7, place de l'Hôtel-de-Ville, à Limoges.</i>	1.000
<i>L'Espérance, société des ouvriers peintres en bâtiment de Limoges, 8, rue Haute-Vienne, à Limoges.</i>	1.000
<i>L'Avenir, société des ouvriers maçons, tailleurs de pierres, cimentiers et paveurs de Limoges, 14, rue des Sœurs-de-la-Rivière.</i>	1.000
<i>Association ouvrière du bâtiment de la Roche-sur-Yon, 42, rue de la Mairie, à la Roche-sur-Yon.</i>	1.000
<i>La Prévoyante, association coopérative d'ouvriers tailleurs de glaces, 13, passage Alexandrine, à Paris</i>	1.000
<i>Société anonyme à capital et à personnel variables de camionnage à pied et à cheval, 18 bis, boulevard de la Paix, à Marseille.</i>	1.000
<i>L'Espérance, association ouvrière des maçons et tailleurs de pierres de Poitiers, 4 bis, rue du faubourg Saint-Cyprien, à Poitiers.</i>	1.000
<i>La Sculpture, association ouvrière anonyme de production, 9, rue des Lions, à Paris</i>	1.000

<i>Les Couteliers réunis de Chatellerault</i> , usine de Coindres, commune de Maintré, par les Barres (Vienne).....	1.000
<i>Les Ouvriers constructeurs réunis</i> , à Aumale (Alger).....	1.000
<i>L'Union ouvrière</i> , 19, rue de la Tour-Boileau, à Troyes.....	1.000
<i>Société coopérative de l'industrie cotonnière de Lagresle</i> (Loire).....	1.000
<i>Société anonyme coopérative des ouvriers et ouvrières en sacs à papier à Paris</i> , 43, rue de Gergovie.....	1.000
<i>Association ouvrière des ornementistes sur métaux pour l'architecture</i> , 13, passage Maurice, à Paris.....	1.000
<i>L'Avenir</i> , association d'ouvriers ébénistes et menuisiers, 88, rue de Paris, à Brest..	1.000
<i>L'Union coopérative de production des ouvriers de l'habillement</i> , 25, rue d'Aboukir, à Paris.....	1.000
<i>Association ouvrière des emballeurs du département de la Seine</i> , à Paris, 4, rue Violet.....	1.000
<i>L'Avenir du Croissant</i> , association de travail des porteurs et employés de journaux, 8, rue du Sentier, à Paris.....	1.000
<i>Association générale des menuisiers-modeleurs mécaniciens</i> , 41, rue Julien-Lacroix, à Paris.....	1.000
<i>La Blanchisserie ouvrière, société coopérative de blanchissage</i> , maison du peuple, 55, rue de la Soussière, à Boulogne-sur-Seine.....	1.000
<i>L'Union des couvreurs de Morlaix</i> , 7, rue Grande-Venelle, à Morlaix.....	500
<i>Association ouvrière de l'imprimerie</i> , 67, cours d'Orléans, à Charleville (Ardennes).....	500
<i>Société coopérative ouvrière des ébénistes, tapissiers, menuisiers et charpentiers de Saint-Claude</i> , 24, rue du Collège, à Saint-Claude (Jura).....	500
<i>L'Union des travailleurs réunis de Bordeaux et banlieue</i> , 56, rue de la Devise, à Bordeaux.....	500
<i>Le Travail (peinture)</i> , boulevard de la République, à Agen.....	500
<i>Le Bâtiment</i> , 3, rue de la Fontaine, à Issy-les-Moulineaux.....	500
TOTAL.....	161.500

STATISTIQUE DES TRAVAUX

DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES DE FRANCE ET D'ALGÉRIE

PENDANT L'ANNÉE 1899.

138 conseils de prud'hommes ont fonctionné en France en 1899; en 1898, ce chiffre n'était que de 134.

Ces tribunaux ont été saisis de 50.803 affaires, soit une diminution de 151 affaires par rapport à l'année 1898, pour laquelle le chiffre des affaires était de 50.914.

Les bureaux particuliers ont concilié 22.180 affaires; 10,986 ont été retirées par les parties avant que les bureaux aient statué; 17.637 n'ont pu être conciliées;

14.353 seulement ont été portées devant le bureau général : comme d'autre part les bureaux de jugement avaient encore à examiner 176 affaires restant de l'année 1898, ils ont eu à statuer sur 14.529 différends. Parmi ceux-ci, 8.503 ont été retirés avant jugement, 4.957 terminés par des jugements en dernier ressort et 870 par des jugements susceptibles d'appel ; enfin 199 ont été reportés à l'année 1900.

En Algérie, 6 conseils ont fonctionné en 1898 et 1899. En 1899, ils ont été saisis de 2.310 affaires, soit une diminution de 225 affaires sur l'année précédente. En 1898, en effet, le nombre des affaires avait été de 2.535, en augmentation de 175 sur l'année 1897.

En 1899, les bureaux particuliers ont concilié 1.050 affaires ; 227 ont été retirées par les parties avant qu'il ait été statué, et 1.033 n'ont pu être conciliées. Sur ces 1.033 affaires, 856 ont été portées devant le bureau général. Comme il restait 16 affaires provenant de l'année précédente, c'est donc au total 872 différends que les bureaux de jugement ont eu à examiner. Ils ont prononcé 185 jugements en dernier ressort et 46 jugements susceptibles d'appel, 12 causes ont été reportées au rôle de 1900. Les parties ont retiré 629 affaires avant jugement.

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail. — Hernie de force (1).

D'après les docteurs les plus autorisés, l'apparition subite de la hernie de force ou accidentelle est toujours accompagnée de douleurs vives à peine supportables, qui obligent l'individu à interrompre son travail, le font pousser involontairement des cris de douleur et appeler immédiatement le secours d'un médecin.

L'enquête qui ne constate aucune circonstance de cette nature n'établit point le rapport de cause à effet entre le travail et la hernie.

Il s'agissait d'un sieur G... qui disait avoir été atteint d'une hernie subite à la suite d'un effort fait le 30 juillet 1899, entre 9 heures et 10 heures du matin. Ses compagnons ne se sont aperçus de rien et ne se sont pas doutés qu'un accident avait pu se produire. Lui-même a continué de travailler jusqu'à midi sans se plaindre. Le sieur G... a été débouté en 1^{re} instance et en appel.

Accidents du travail. — Hernie de force.

On ne saurait admettre d'une façon générale et absolue que la hernie n'est pas un accident mais une maladie.

Même chez le prédisposé, elle peut se produire à l'occasion du travail tandis qu'elle ne

(1) Voir également (T. C. Avignon, 28 décembre 1899 et Cour de Nîmes, 7 mars 1900 ; — T. C. Nancy, 21 mai 1900 et Cour de Nancy, 29 décembre 1900 ; — T. C. de Lille, deux jugements du 25 mai 1900 ; — Cour de Chambéry, 19 décembre 1900.), rendus pour ou contre des ouvriers atteints de hernies.

On peut citer encore les jugements des Tribunaux civils de : Mayenne, 23 mars 1900, — Saint-Gaudens, 11 avril 1900 ; — Valenciennes, 26 juillet 1900 ; — Valenciennes, 10 août 1900 ; — Aubusson, 14 août 1900.

Il résulte de tous les jugements, publiés ou simplement cités, que la hernie peut, dans certaines conditions, être considérée comme un accident, mais que l'ouvrier atteint de hernie doit établir, au préalable, que ces conditions sont remplies.

se serait pas produite sans un effort. Elle constitue une incapacité de travail partielle et permanente.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Joseph Lahalle, autrefois au service de la Société des Soudières de la Meurthe, a formé, contre ladite société, une demande en paiement d'une rente viagère de 125 francs par an, qui, selon lui, serait due en exécution de la loi du 9 avril 1898, et à raison d'un accident qui serait survenu au demandeur au cours et à l'occasion de son travail.

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le juge de paix de Saint-Nicolas-de-Port, que, le 13 septembre 1899, vers 8 heures et demie du matin, Lahalle, qui était occupé à transporter, dans une brouette, du bicarbonate de soude, fut atteint d'une hernie inguinale droite, au moment où il retournait sa brouette pour la vider, et sans doute, par suite de l'effort, et surtout du mouvement de torsion que ce travail avait occasionné;

Qu'il a été établi, par les témoins entendus, lors de ladite enquête, que Lahalle, qui avait commencé le travail à 6 heures du matin, avait, à ce moment, paru bien portant, et qu'immédiatement après avoir senti la douleur produite par la sortie de la hernie, il avait cessé son travail, s'était rendu chez le médecin de l'usine qui lui a procuré un bandage, et n'a repris son travail que quelques jours plus tard;

Attendu qu'à son entrée au service de la défenderesse, le 6 juillet 1899, Lahalle avait été soumis à une visite médicale, et qu'aucune hernie n'avait été remarquée à ce moment;

Que, sans doute, cet ouvrier, atteint de furoncles, avait dû interrompre son travail du 4 au 12 septembre, et ne l'avait repris que dans la matinée du lendemain;

Que, selon la défenderesse, il serait permis de penser que Lahalle a été atteint de sa hernie pendant son absence, et qu'il ne l'a révélée, le 13 septembre, peu après sa reprise de travail, que pour la faire considérer comme un accident lui donnant droit à une rente viagère;

Mais attendu que cette supposition ne peut être admise;

Qu'il est certain, en effet, qu'au moment même où Lahalle s'est plaint d'avoir été atteint d'une hernie, il était occupé, depuis plus de deux heures, à un travail relativement pénible, travail qu'il n'aurait certainement pu exécuter sans être muni d'un bandage, s'il avait été atteint de sa hernie dès avant la matinée du 13 septembre;

Attendu, d'autre part, que le temps très long qui s'est écoulé entre l'accident et la première réclamation de Lahalle, ne permet pas d'admettre que cet ouvrier ait prémédité la simulation qu'on lui prête, car, autrement, il n'eût pas manqué de formuler sa réclamation dans un temps très voisin de l'accident, et, en tous cas, n'aurait pas, pendant plusieurs mois, repris son travail à l'usine, après une interruption de quelques jours seulement;

Attendu que ces faits étant admis comme constants, se présente la question de savoir si la hernie dont un ouvrier est atteint pendant son travail peut être considérée comme un accident du travail auquel la loi de 1898 serait applicable;

Que, selon la défenderesse, la hernie ne peut, en principe, être assimilée à un accident du travail, parce qu'elle est due à une disposition spéciale de celui qui la subit, à savoir : l'altération de la paroi de l'abdomen, altération provenant de causes qui ne se rattachent, par aucun lien, au travail professionnel; que la défenderesse soutient, enfin, que l'effort plus ou moins énergique, au moment duquel la hernie se manifeste, n'en est pas la cause, mais seulement l'occasion;

Attendu que cette théorie, qui revient à dire que la hernie n'est pas un accident, mais une maladie, ne saurait être admise d'une façon générale et absolue;

Que, sans doute, la hernie ne se produit que chez une personne prédisposée, mais que la hernie dite de force ne peut être considérée comme n'étant qu'une simple phase du développement d'une hernie préexistante, à l'état latent; que tout prédisposé n'est pas nécessairement destiné à devenir hernieux;

Qu'il est certain, du reste, et prouvé par les statistiques médicales, que la prédisposition herniaire peut rester latente de longues années, sinon toute la vie, et que ce n'est, par conséquent, pas en raison de la maladie, que l'individu prédisposé devient hernieux sous l'influence d'un traumatisme, mais bien à raison de ce traumatisme lui-même; (voir article de la Semaine médicale);

Attendu que cela doit être admis, alors même que la hernie se produit à l'occasion d'un travail qui ne nécessite pas d'efforts d'une grande intensité, car elle est causée souvent au

cours d'un travail normal, quand l'ouvrier est amené à se placer dans une position défavorable, telle que l'écartement des jambes et la torsion du corps ;

Attendu, d'ailleurs, que l'influence de la prédisposition se fait sentir non seulement dans la hernie, mais encore à l'occasion des blessures et des fractures, en général, qui, toutes, ont des conséquences plus ou moins graves, selon la prédisposition du blessé ;

Attendu, enfin, que la hernie de force est considérée comme accident de travail en Suisse et en Allemagne ;

Attendu qu'une hernie a pour résultat incontestable de diminuer la capacité de travail, alors surtout que celui qui en a été atteint est, comme Lahalle, simple manoeuvre, et a besoin de toutes ses forces pour son travail habituel ;

Qu'elle constitue, par conséquent, une infirmité partielle, mais permanente, donnant lieu à une rente viagère égale à la moitié de la réduction de salaire ;

Attendu que, pour apprécier la gravité de cette infirmité et évaluer la réduction de salaire qui en a été et qui en restera la conséquence, il y a lieu de tenir compte de cette circonstance que, pendant plusieurs mois après l'accident, Lahalle est resté au service de la défenderesse, occupé à un travail moins pénible, mais, néanmoins, avec le salaire de 3 fr. 70 par jour ;

Qu'actuellement, il travaille dans une ferme où il est logé et nourri, et où il reçoit un salaire de 50 francs par mois ;

Qu'il y a lieu de remarquer aussi que beaucoup d'ouvriers d'usine sont porteurs de hernies et n'en continuent pas moins leur travail, sans éprouver une gêne bien considérable et une réduction bien grande de leurs salaires ;

Qu'en ces circonstances, on ne peut évaluer à plus de 100 francs par an la réduction de salaire qu'a subie et que subira le demandeur, et que c'est le cas, dès lors, de lui allouer une rente de 50 francs.

Attendu que les dépens doivent rester à la charge de la défenderesse, qui succombe :

Statuant en premier ressort, matière sommaire :

Dit que la hernie dont Lahalle a été atteint, le 13 septembre 1899, constitue un accident du travail ayant donné lieu à une réduction de salaire annuel évaluée à 100 francs ;

En conséquence, condamne la Société défenderesse à payer, au demandeur, une rente viagère de 50 francs par an, payable à partir du 13 septembre dernier, par trimestre et à terme échu ;

Condamne enfin la Société défenderesse en tous les dépens.

TRIBUNAL CIVIL DE NANCY, 21 mai 1900.

Sur rappel devant la Cour de Nancy.

LA COUR,

Attendu que la cause n'est pas en état de recevoir une solution immédiate ; qu'il importe de rechercher si la hernie dont Lahalle est atteint est une hernie de force, c'est-à-dire déterminée par un effort accidentel et violent, ou si, au contraire, elle est une hernie de faiblesse, ou congénitale, provenant de sa conformation corporelle ; que cette question rentre nécessairement dans le domaine de la science, et qu'il convient, dès lors, de recourir, pour l'élucider, aux lumières de praticiens d'une compétence indiscutée, et dont les constatations et les appréciations seront de nature à éclairer la religion des magistrats ; qu'ils pourront puiser les éléments de leur expertise dans les données de l'enquête à laquelle a procédé le juge de paix, et dans les déclarations non contredites de l'intimé ; qu'ils auront, notamment, à rechercher si le travail auquel ce dernier a été astreint dans la matinée du 13 septembre 1899, et les efforts qu'il a pu faire dans l'accomplissement de sa tâche, pouvaient amener la formation brusque d'une hernie, qui, alors, pourrait être considérée comme un accident du travail, auquel s'appliquerait la loi du 9 avril 1898 ;

Par ces motifs,

La Cour ordonne une expertise.

COUR DE NANCY, 29 décembre 1900.

COMITÉ CONSULTATIF D'HYGIÈNE PUBLIQUE DE FRANCE.

SEANCE DU 4 MARS 1901.

Sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse⁽¹⁾ dans les travaux de peinture exécutés pour le compte des administrations publiques.

RAPPORT DE M. OGIER. (*Extraits.*)

.....
Votre Commission a cherché à s'éclairer sur les difficultés ou sur les avantages, au point de vue technique, que pourrait présenter l'emploi du blanc de zinc dans la peinture en bâtiments⁽²⁾.

Il est certain que beaucoup d'entrepreneurs se servent du blanc de zinc, à l'exclusion du blanc de céruse; le blanc de zinc est même généralement considéré comme fournissant des couches d'un blanc plus pur, plus frais que la céruse; il a, de plus, comme chacun sait, l'avantage très sérieux de se transformer, sous l'influence des gaz ou vapeurs sulfurés, en un sulfure qui est blanc, tandis que, dans les mêmes conditions, la céruse noircit.

D'après nos renseignements, les entrepreneurs de peinture reconnaissent, pour la plupart, qu'il n'y a aucune difficulté, et même quelques avantages, dans l'utilisation du blanc de zinc pour les couches de peinture proprement dite, au-dessus des enduits. Pour les enduits eux-mêmes, les avis sont par-

(1) Il y a déjà cent vingt ans que Courtois présentait à l'Académie de Dijon un blanc de zinc remarquable par son inaltérabilité, et qu'en 1783, Guyton de Morveau en préconisait l'emploi, tant pour des motifs d'hygiène qu'en raison des propriétés chimiques de ce produit. Les patentes anglaises d'Atkinson datent de 1796.

Malgré les rapports favorables des hommes les plus éminents de cette époque, Fourcroy, Berthollet, Vauquelin, la peinture au blanc de zinc ne s'est pas répandue, en France, jusqu'aux travaux de Leclaire (1849), qui a réussi à fabriquer l'oxyde de zinc en grand au même prix que la céruse et qui a obtenu une série de couleurs à base de zinc, inaltérables par les vapeurs sulfurées; c'est le même Leclaire qui a indiqué un procédé de fabrication d'une huile siccatrice exempte de plomb, à base de manganèse; c'est lui enfin, qui par ses efforts persévérants, a fait entrer dans la pratique la peinture au blanc de zinc. On trouvera dans le rapport de A. Chevalier à la Société d'encouragement (1849), d'intéressants renseignements sur les travaux de Leclaire et sur les nombreuses approbations qu'apportaient, dès cette époque, à l'idée de substitution du blanc de zinc au blanc de céruse, les hommes les plus compétents au point de vue technique et en matière d'hygiène.

(2) La Commission a entendu les explications de MM. Expert-Besançon, Lefebvre, Brusson, Villemotte et de plusieurs autres représentants de l'industrie de la céruse; M. Redouly, de la maison Leclaire, Warnet, Mauzer, entrepreneurs, partisans résolus de la peinture au blanc de zinc, Craissac, délégué des Syndicats ouvriers, Houppé, président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, etc.

tagés; l'enduit au zinc sèche un peu plus lentement, d'où perte de temps; et le travail d'étagage est un peu différent, mais non pas plus difficile, croyons-nous, qu'avec la céruse. Nous avons eu la preuve que l'enduisage peut très bien se faire avec une pâte exclusivement préparée à l'oxyde de zinc.

Il y a quelque hésitation dans les opinions émises à propos de la solidité du blanc de zinc appliqué aux peintures à l'extérieur des bâtiments, et certains architectes prescrivent encore pour ce genre de travaux la peinture à la céruse. Pour les rebouchages, les mastics au zinc durcissent moins bien; pour les *teintes dures*, destinées à être poncées, la céruse conviendrait mieux que le zinc; il en est de même pour le marouflage des toiles.

Ainsi pour quelques travaux assez restreints, certains peintres prétendent que la céruse est indispensable, mais d'autres affirment qu'elle est partout et dans tous les cas remplaçable par le blanc de zinc. Et il est, dès à présent, établi que quelques entrepreneurs font tous leurs travaux à l'aide du blanc de zinc exclusivement.

.....

On dit généralement, comme une vérité indiscutablement établie, que le blanc de zinc couvre moins que la céruse. Il ne serait pas difficile cependant de recueillir des opinions tout à fait opposées, émanant de voix très autorisées. On en trouvera la preuve dans les notes à la fin du rapport de Chevallier sur les travaux de Leclaire. Certains entrepreneurs affirment aujourd'hui que les céruses actuelles, broyées à l'eau, sont inférieures sous ce rapport aux céruses anciennes, et qu'elles couvrent moins que le blanc de zinc.

La différence entre les prix de revient des deux peintures est extrêmement minime : d'après des expériences faites récemment au Palais de justice par les soins de la société « Le Travail », cette différence serait de 0 fr. 0152 en plus pour le zinc par mètre superficiel, en tenant compte à la fois du prix de revient des matières employées et du prix de la main-d'œuvre. Ces chiffres ne sauraient être absolus, car le prix des matières premières est lui-même variable.

D'où vient que la substitution très désirable du blanc de zinc au blanc de céruse est si lente à se faire ? Il y a là, nul n'en saurait douter, une question de routine, contre laquelle il convient de réagir. Le mode d'emploi des deux peintures n'est pas absolument le même : le travail est peut-être un peu plus difficile avec le blanc de zinc; en tous cas, il n'est pas identique au travail à la céruse. Par là s'expliquent les résistances que font à l'emploi du blanc de zinc un bon nombre d'ouvriers habitués depuis leurs débuts à l'usage de la céruse.

En résumé,

Deux produits principaux, la céruse, l'oxyde de zinc, sont employés comme matières premières fondamentales dans la peinture en bâtiments.

Si l'on consulte des hommes compétents et sans parti pris, on acquiert la certitude que le blanc de zinc peut être, sans difficulté spéciale de main-d'œuvre, sans augmentation appréciable du prix de revient, substitué au

blanc de céruse dans la presque totalité des travaux de peinture, quelques-uns disent même dans tous les travaux de peinture sans exception.

Or, s'il est vrai que la fabrication de la céruse, autrefois si meurtrière, est devenue, grâce aux perfectionnements des méthodes et appareils et à de sages mesures d'hygiène, infiniment moins insalubre qu'autrefois, il est certain, d'autre part, que l'emploi de ce produit par les peintres en bâtiments est resté dangereux et fait encore, chaque année, beaucoup de victimes.

La fabrication du blanc de zinc ne présente pas de dangers spéciaux dus à des propriétés toxiques du métal mis en œuvre. Et l'on n'a pas constaté d'accidents dans l'application des couleurs à base de zinc.

Dans ces conditions, des hygiénistes ne peuvent que désirer de voir se répandre de plus en plus l'emploi des couleurs à base de zinc. Ils auront même quelque droit de s'étonner qu'après tant d'années écoulées depuis les premières applications du blanc de zinc, la substitution ne soit pas encore plus radicalement effectuée. Irons-nous jusqu'à demander, comme l'a fait le syndicat des ouvriers peintres, l'interdiction de la fabrication et de la vente de la céruse ? Assurément non : une telle mesure serait inapplicable et illégitime, puisque la céruse a dans l'industrie, notamment en céramique, des emplois autres que la peinture, et puisqu'en somme nous ne sommes pas absolument sûr qu'elle ne soit pas indispensable pour quelques travaux extérieurs de peinture ; et si l'on entraînait dans cette voie, il faudrait encore supprimer d'autres couleurs à base de plomb, non moins dangereuses que la céruse, comme les chromates et le minium surtout, dont l'importance est grande et dont le remplacement par une couleur inoffensive n'apparaît pas encore comme pratique.

Nous vous proposons donc de répondre à la question posée par M. le Ministre de l'Intérieur que :

La substitution des peintures à base d'oxyde de zinc aux peintures à base de céruse, est tout à fait désirable au point de vue de l'hygiène ;

Cette substitution semble possible dans la très grande majorité des travaux de peinture ;

Par suite, les administrations de l'État donneraient un exemple salulaire, et feraient une œuvre d'hygiène très utile, en prescrivant, chaque fois que cela sera possible, la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les travaux exécutés pour le compte de ces administrations.

Conclusions adoptées par le Comité consultatif d'hygiène publique de France dans sa séance du 4 mars 1901.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mars 1901. (1) — La situation générale du travail industriel en mars 1901 a été jugée beaucoup plus défavorable que dans la période correspondante de l'année dernière.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 66 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de mars 1900, une diminution du chômage dans 13 villes seulement, et par contre, une augmentation dans 53.

Les placements effectués dans ces 66 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Mars 1900.	32.493	14.837	47.366	38.101	9.047	47.148	117,9	62,1	99,8
Mars 1901.	32.366	16.838	49.204	48.468	11.677	50.145	149,3	69,3	122,2

Grèves en mars. — 76 grèves contre 43 en février 1901 et 68 en mars 1900. Les grèves les plus importantes se sont réparties : vêtement : 17; travail des métaux et ateliers de mécanique, 13; bâtiment, 11; cuirs et peaux : 9.

L'inspection des industries et des mines en Prusse (1899) (2). — Elle a porté sur 48.704 exploitations occupant ensemble 2.286,186 ouvriers. — 36.286, 7.758 et 4.660 furent visitées respectivement une, deux et trois fois ou plus dans l'année.

Voici, d'ailleurs, l'état comparatif du personnel des établissements industriels inspectés effectivement au cours de 1899 et de ceux assujettis en principe à l'inspec-

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) Extrait des *Jahres-Berichte der K. Preussischen Regirungs- und Gewerbe- und Bergbehörden*, Berlin, 1900.

tion (y compris les mines, salines et tourbières ne ressortissant pas au contrôle spécial des inspecteurs des mines) :

	NOMBRE D'OUVRIERS TRAVAILLANT		PROPORTION
	(A) dans tous les établisse- ments soumis à l'inspection.	(B) dans les éta- blissements ins- pectés en 1899.	P. o/o de (B) par rapport à (A).
Enfants et jeunes gens (16 ans et au-dessous).....	181.200	117.371	64,7
Adultes (au-dessus de 16 ans).....	2.221.560	1.705.089	76,8
TOTAL.....	2.402.760	1.822.460	75,8

Les contraventions à la loi sur le travail des femmes et des enfants ont été assez nombreuses : à l'égard des enfants et des jeunes ouvriers de 14 à 16 ans, 5.104 procès-verbaux, ayant donné lieu à 783 condamnations, et, à l'égard des femmes (au-dessus de 16 ans), 1,755, dont 168 reçurent une sanction pénale.

D'autre part, 867 établissements (contre 853 en 1898) obtinrent la permission de demander dans la semaine, le samedi excepté, un total de 1.211.317 heures supplémentaires (1898 : 1.715.538 heures) à un personnel de 56.353 femmes âgées de plus de 16 ans (1898 : 51.032). En outre, 132 maisons (en 1898 : 147) reçurent une autorisation analogue, valable le samedi, pour 3.117 femmes (1898 : 3.165), qui fournirent un travail supplémentaire dont la durée n'a pas été malheureusement évaluée.

La population de l'État de Hambourg. — Le tableau suivant fait ressortir, d'après les chiffres obtenus par les recensements quinquennaux, le développement que la population de l'État de Hambourg a pris depuis vingt-cinq ans. Elle a presque doublé pendant cette période :

	VILLE de Hambourg.	CAMPAGNE.	ÉTAT de Hambourg.	NOMBRES proportionnels.
	habitants.	habitants.	habitants.	
1875.....	"	"	388.618	100
1880.....	412.314	41.555	453.869	115
1885.....	474.439	44.181	518.620	133
1890.....	573.198	49.332	622.530	160
1895.....	625.552	56.080	681.632	174
1900.....	705.738	62.611	768.349	196

AUTRICHE.

Grèves en février 1901. — 25 nouvelles grèves, avec 1.700 grévistes et aucun lock-out. C'est en Basse-Autriche et en Bohême, et d'ailleurs, pour l'industrie textile et le vêtement, qu'elles ont été le plus nombreuses. Résultats : 6 succès, 11 transactions, 5 échecs (1). Cause principale : insuffisance de salaires, 12 cas.

Mouvement gréviste pour les deux premiers mois de 1901 :

40 conflits avec 3.300 grévistes environ sur 10.700 ouvriers. Causes principales : salaires jugés insuffisants, 20 cas ; durée du travail, 3 cas ; autres motifs, 16 cas ; motif non spécifié, 1 cas.

Placement en février. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 744 bureaux de placement professionnel :

POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DES DEMANDES a été de :			POUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre d'offres a été de :			SUR 100 OFFRES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :			SUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
277	75	144	36	133	70	76	44	55	27	59	38

PROPORTION DES OFFRES PAR RAPPORT AUX DEMANDES.

	EN JANVIER.	EN FÉVRIER.
Pour les hommes	1 : 2,6	1 : 2,8
Pour les femmes.....	1 : 1,9	1 : 1,9

Les grèves et lock-outs en Autriche en 1899(2). — On a compté 311 grèves en Autriche en 1899, avec 54.763 grévistes, dans 1.330 établissements, et elles ont entraîné 1.029.937 journées de chômage.

ANNÉES.	NOMBRE			
	de grèves.	d'établis- sements atteints.	de grévistes.	de jours chômés.
1895.....	209	874	28.652	300.348
1896.....	305	1.499	66.234	899.939
1897.....	246	851	38.467	368.098
1898.....	255	885	39.658	323.619
1899.....	311	1.330	54.763	1.029.937

(1) Résultat inconnu dans 3 cas.

(2) Extrait de *Arbeitseinstellungen und Aussparungen in Oesterreich während des Jahres 1899*, publication de la *Statistique du Travail* ; Vienne, 1900.

Les provinces et les industries les plus atteintes sont indiquées ci-après :

DÉSIGNATION des provinces.	PROPORTION p. o/o du nombre total.		DÉSIGNATION des industries.	PROPORTION p. o/o du nombre total.	
	des grèves	des grévistes		des grèves	des grévistes
en Bohême	45.02	52.92	Textile.....	27.01	55.25
en Basse-Autriche..	22.51	6.54	Travail du bois; tabletterie.	11.26	5.84
en Moravie	12.86	28.19	Bâtiment.....	10.62	14.32
			Métaux	10.28	4.49
			Mines.....	8.36	6.35

Sur les 311 conflits enregistrés, 170 ont duré de 1 à 5 jours; le plus long a duré 135 jours. La durée moyenne a été de 14 jours.

172 grèves (soit 55.31 p. o/o) ont été provoquées par des questions de salaires; 77 (soit 24.76 p. o/o), par la durée du travail, et 121 (soit 8.91 p. o/o) ont eu des motifs divers. En dernière analyse, les principales causes et les résultats ont été les suivants :

CAUSES.	NOMBRE absolu de grèves.	PROPORTION P. o/o du nombre total des grèves.	RÉSULTATS.	GRÈVES.		GRÉVISTES.	
				Nombre absolu de grèves.	Prop. p. o/o du nombre total des grèves.	Nombre absolu de grévistes.	Prop. p. o/o du nombre total des grévistes.
Salaires.....	143	45.98	Réussite.....	48	15.43	5.594	10.21
Durée du temps de travail.....	73	23.47	Transaction..	140	45.02	39.421	71.99
Renvoi d'ouvriers.	40	12.86	Échec.....	123	39.55	9.748	17.80

Au point de vue spécial des questions de salaires, de beaucoup les plus importantes, les résultats se répartissent ainsi :

	GRÈVES.	
	Nombres absolus de grèves.	Prop. p. o/o du nombre total des grèves.
Réussite	35	16.13
Transaction.....	96	44.24
Échec	86	39.63

Des 54.763 grévistes, 1.704 (3.12 p. o/o) ont été congédiés; 51.080 (93.26 p. o/o) ont repris le travail, parmi lesquels 43.157 (78.79 p. o/o), après avoir obtenu pleinement ou à demi satisfaction; une partie du reste, soit 1.773 travailleurs, ont quitté volontairement leurs patrons.

La perte totale de salaire subie par les grévistes pour 1.029.937 journées de chômage est estimée, en chiffres ronds, à 2.354.100 francs, dont 2.063.250 francs sont afférents aux grèves terminées par une réussite ou une transaction. — La perte des 5.374 ouvriers 1.00 grévistes, qui ont dû chômer dans 71 cas, est évaluée à 184.800 francs.

Quant aux lock-outs, il en a été signalé 5, qui ont atteint dans 38 établissements, 3.457 ouvriers (60.96 o/o du personnel total) dont 3.448, à titre temporaire et 9 à titre définitif.

ÉTATS-UNIS.

L'arbitrage et la fin de la grève du bâtiment à Chicago (1). — La grève des ouvriers du bâtiment, qui durait à Chicago depuis plus d'un an, vient de se terminer par une entente sur la base de l'arbitrage.

Un conseil d'arbitrage, composé d'un nombre égal de membres de chaque parti intéressé, a été formé avec mission de régler à l'avenir tous les différends qui pourront survenir. Il est expressément stipulé que nul ne peut être membre du Conseil, s'il ne participe entièrement à l'exercice du métier, soit comme ouvrier, soit comme patron.

Tout membre qui accepterait une fonction publique, serait immédiatement exclu et remplacé. Dans les cas où le Conseil d'arbitrage ne parviendra pas à s'entendre, le différend sera soumis à un « Umpire » ou arbitre suprême qui jugera en dernier ressort ; l'« Umpire » ne doit être ni ouvrier, ni patron ; des sanctions sérieuses ont été prévues contre les membres qui ne se soumettraient pas à la décision d'arbitrage. Le travail doit continuer pendant que le différend est soumis au tribunal d'arbitrage.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars (2). — Le marché du travail a montré de la faiblesse en mars par rapport à l'année dernière et au mois précédent, dans plusieurs industries des plus importantes.

3,6 p. o/o de chômeurs dans 143 *Trade-unions* groupant 544.688 membres contre 3,9 p. o/o en février 1901 et 2,3 p. o/o en mars 1900.

5,30 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 480.522 mineurs contre 5,19 en février 1901 et 5,67 en mars 1900.

289 hauts fourneaux en marche à la fin de mars 1901, avec 20.600 ouvriers contre 288 en février 1901 et 379 en mars 1900.

79 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en mars 1901 et 70 p. o/o dans les tissages avec 76.760 ouvrières, femmes et filles, contre 88 et 76 en février 1901 et 100 et 96 en mars 1900.

Légère amélioration par rapport au mois précédent dans presque tous les groupes d'industries, mais situation bien inférieure à celle de l'an dernier.

Sur 196.360 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department* anglais.

(2) D'après une communication du Consul de France à Chicago.

des salaires de 1 fr. 20 en moyenne par semaine pour 140.476 d'entre eux, principalement dans l'industrie houillère. Baisse de salaires de 3 fr. 10 pour 55.884 travailleurs dans les industries du fer et de l'acier. Ces changements ont été obtenus pour 764 ouvriers par grève préalable, pour 173.000 ouvriers par échelle mobile, et pour 12.372 par négociation directe entre les patrons et les ouvriers ou leurs représentants.

Grèves. — 52 nouvelles grèves en mars 1901 avec 20.779 chômeurs, contre 25 avec 6.045 en février 1901, et 40 avec 10.049 en mars 1900; 4 grèves dans le bâtiment, 23 dans les mines, 9 dans les textiles, 10 dans les métaux. Sur 50 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 13.940 grévistes : 16 succès (avec 3.497 grévistes), 13 transactions avec 3.599 grévistes), 15 échecs (avec 5.552 grévistes), 6 solutions pendantes (avec 1.292 intéressés).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté du Ministre des Travaux publics, en date du 24 août 1849, relatif à la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse, pour les travaux de peinture à l'huile exécutés dans les bâtiments de l'État.

Article unique. — A l'avenir, le blanc de zinc sera exclusivement employé dans les travaux de peinture à l'huile exécutés dans les bâtiments de l'État par les ordres du Ministre des Travaux publics.

Circulaire du Ministre de l'Intérieur, en date de février 1852, adressée aux Préfets, relative à l'emploi du blanc de zinc dans les travaux de peinture des bâtiments départementaux.

« Monsieur le Préfet, la fabrication et le broyage de la céruse sont depuis longtemps signalés comme des opérations éminemment insalubres. L'emploi des peintures qui admettent cette substance, produit également les plus funestes effets parmi les ouvriers peintres. En ce qui touche la fabrication, elle pourrait, grâce à des perfectionnements récents, devenir jusqu'à un certain point inoffensive, mais il est à craindre que ces perfectionnements ne soient pas toujours réalisés par les fabricants; quant à l'emploi de la céruse, il est certain que des précautions de diverses natures peuvent bien en affaiblir, mais non en paralyser complètement la pernicieuse influence. L'intérêt de la santé d'une classe nombreuse d'ouvriers réclame donc à cet égard, toute la sollicitude des autorités supérieures.

« Déjà, un arrêté émané du Ministre des Travaux publics, à la date du 24 août 1849, prescrit la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse, dans les travaux de peinture à exécuter dans les bâtiments de l'État. Depuis, une commission instituée au même ministère, en 1848 et 1851, et composée des hommes les plus compétents, a étudié cette question avec un soin tout spécial; elle est tombée d'accord sur les dangers de la fabrication et de l'emploi de la céruse et sur la nécessité de la remplacer par le blanc de zinc. D'après les conclusions

de cette commission, la préparation, l'emploi et le grattage de la peinture au blanc de zinc ne paraissent présenter aucun danger pour la santé de l'ouvrier. En outre, cette peinture a des qualités de durée, de solidité et d'éclat qui ne se trouvent pas, au même degré, dans la peinture au blanc de céruse; enfin, s'il y a aujourd'hui entre l'une et l'autre égalité de prix, il est permis d'espérer que la peinture au blanc de zinc pourra bientôt être établie à des prix inférieurs.

« En présence de ces conclusions, Monsieur le Préfet, je crois devoir vous inviter à prendre les mesures nécessaires pour que le blanc de zinc soit employé généralement dans les travaux de peinture à exécuter aux bâtiments départementaux. Une prescription exclusive et absolue risquerait d'apporter une perturbation trop subite dans l'importante fabrication de la céruse; mais, il est essentiel au moins, que des essais comparatifs de l'une et de l'autre peinture soient faits dans une large échelle, de telle sorte que la préférence puisse être irrévocablement accordée à celle dont l'expérience aura démontré la supériorité, au double point de vue sanitaire et économique.

« Vous donnerez, dans ce sens, des instructions aux architectes chargés des édifices départementaux. Vous transmettez aussi les mêmes recommandations aux maires des communes de votre département, en ce qui concerne les bâtiments communaux.

« Je désire enfin que vous me teniez informé des dispositions que vous aurez arrêtées, conformément aux instructions qui précèdent. »

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 25 mars 1901, sur l'interdiction de l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture effectués pour le compte de son Administration.

Vu l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France, en date du 4 mars 1901,
Sur la proposition du Directeur du Travail,

ARTICLE PREMIER. — Dans les travaux qui seront exécutés dans les locaux du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, il sera interdit à l'avenir de faire usage de couleurs ou enduits à base de blanc de céruse.

ART. 2. — Les marchés passés pour l'exécution desdits travaux, soit de gré à gré, soit par adjudication, devront mentionner cette interdiction. Une clause spéciale devra être inscrite à cet effet dans les cahiers des charges. L'interdiction devra être également mentionnée dans les baux passés pour la location des locaux occupés par les services dépendant du Ministère du Commerce, quand il y sera prévu l'exécution de travaux de peinture.

ART. 3. — L'interdiction sera également imposée aux entrepreneurs chargés d'effectuer des travaux visés par l'article 1^{er} en vertu de conventions verbales.

Circulaire du Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes, en date du 20 février 1901, relative à l'interdiction d'employer des peintures au blanc de céruse dans les travaux effectués pour le compte de son Administration.

Monsieur le Directeur, dans le but d'éviter les effets pernicieux du blanc de céruse, j'ai décidé que, désormais, dans tous les locaux occupés par les services ou destinés à l'installation des bureaux, il sera fait usage exclusivement de peintures ou enduits à base de blanc de zinc (oxyde de zinc).

En conséquence, les marchés, soumissions, cahiers des charges, baux, etc., prévoyant l'exécution de travaux de peinture, devront mentionner à l'avenir cette obligation, qui sera également imposée aux entrepreneurs chargés d'effectuer des travaux de l'espèce en vertu de conventions verbales.

Je vous prie de me donner l'assurance que ces dispositions seront rigoureusement appliquées dans votre service.

Loi du 25 mars 1901, modifiant la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

(J. O. du 29 mars 1901.)

ARTICLE PREMIER. — La dernière phrase du premier paragraphe et le second paragraphe de l'article 7 de la loi du 8 juillet 1890 sont modifiés comme suit :

« Dans le même délai de huit jours, l'exploitant fait afficher ladite liste aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers, et remet les cartes électorales au maire de la commune désignée comme lieu de vote. Ces cartes, déposées à la mairie, seront retirées par les électeurs. — Si l'exploitant ne fait pas afficher la liste électorale et ne la remet pas aux maires, ainsi que les cartes électorales, dans les délais et conditions ci-dessus prévus, le préfet fait dresser et afficher cette liste et assure la distribution des cartes électorales, le tout aux frais de l'exploitant, sans préjudice des peines qui pourront être prononcées contre ce dernier pour contravention à la présente loi. »

ART. 2. — L'article 9 de la loi du 8 juillet 1890 est complété comme suit :

« Avant de déposer son vote, l'électeur doit passer par un compartiment d'isolement où il puisse mettre son bulletin sous enveloppe. — L'exploitant ne peut se faire représenter simultanément dans le local du vote, pendant les opérations électorales, par plus de deux personnes. »

Décret du 11 mars 1901, fixant le maximum de la rente viagère à laquelle les cantonniers peuvent avoir droit pour l'exercice 1901.

(J. O. du 20 mars 1901.)

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics. — Vu l'article 9 du décret du 22 février 1896 portant que la rente viagère totale à assurer aux cantonniers de l'État ne peut excéder la fraction du salaire moyen annuel qui sera fixée chaque année, par décret rendu en conseil d'État, dans la limite des crédits ouverts au budget; — Vu la loi du 22 février 1901, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1901; — Le conseil d'État entendu,

ARTICLE PREMIER. — Le maximum de la rente viagère totale à laquelle les cantonniers pourront avoir droit par application du deuxième paragraphe de l'article 9 du décret du 22 février 1896, est fixé, pour l'exercice 1901, aux deux tiers du salaire.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois de février 1901, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

— —

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 mars 1901. — Proposition de loi ayant pour objet de donner à toute personne occupant des salariés le droit de substituer à sa responsabilité éventuelle résultant de l'article 1382 du Code civil, la responsabilité forfaitaire déterminée par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député.

Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociale. — Doc. parl. n° 2273. (*J. O.*, p. 215.)

Caisse d'épargne. — *Sénat.* — Séance du 26 mars 1901. — Dépôt par M. Béraud, du rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux retenues à opérer sur les doubles livrets de caisse d'épargne.

Séance du 29 mars : Adoption. — Doc. parl. n°...

Code du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 mars 1901. — Dépôt par M. Julien Goujon d'un projet de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi codifiant les lois industrielles et ouvrières sous la dénomination générale de Code du travail.

Doc. parl. n°...

Contrat d'association. — *Chambre des députés.* — Suite de la discussion du projet de loi relatif au contrat d'association. Séances des 7, 11, 14, 18, 19, 20, 21, 25, 27 mars 1901.

Délégues mineurs. — *Sénat.* — Séance du 16 mars 1901. — Deuxième délibération sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — Adoption. Doc. parl. n°...

Protection des personnes accomplissant un service militaire. — *Sénat.* — Séance du 12 mars 1901. — Adoption avec modification de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire une période d'instruction militaire.

Transmission à la Chambre le 16 mars. (Doc. parl. Ch. n° 2269.) (*J. O.*, p. 210.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations ouvrières, associations patronales, etc. ; et 2° par les correspondants.

Aisne. — A Bohain, à la fin de 1900, la reprise du tissage ne s'est pas encore dessinée; on signale la fermeture de plusieurs établissements.

Allier. — A Vichy, à la même époque, travail normal dans toutes les branches se rattachant à l'exploitation des sources d'eau minérale. Le chômage d'hiver s'est fait particuliè-

rement sentir dans l'industrie du bâtiment. A Moulins, augmentation notable d'activité dans l'industrie des conserves alimentaires.

Aube. — Chez les fabricants de meubles, à Troyes, baisse des prix, durée moyenne hebdomadaire de travail : 60 à 66 heures.

Calvados. — A Lisieux, fin 1900, la situation générale de l'industrie est considérée comme moins bonne que l'année précédente. On évalue, dans l'industrie lainière, le chômage à 25 p. o/o et la journée de travail de 11 à 12 heures; dans l'industrie linrière, le chômage à 5 p. o/o et la journée de 8 à 9 heures; dans le bâtiment, le chômage à 15 p. o/o et la journée à 8 heures; dans l'industrie du cuir et la cordonnerie, le chômage à 5 p. o/o et la journée à 11 heures. Aucune variation sur les salaires.

A Vire, pendant le 4^e trimestre 1900, l'état d'activité des principales industries de la région (extraction du granit, fabrication du beurre, filature de laine, bonneterie, scieries de bois, papeterie) a été le même qu'en 1899 à la même époque et n'offre pas non plus de changement vis-à-vis du trimestre précédent.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, fin 1900, situation identique à celle de fin 1899; pas de variation à signaler dans le nombre des établissements ni dans celui des ouvriers.

Cher. — Dans la région de Bourges, fin 1900, la meunerie souffre toujours de la surproduction et des ventes à longue échéance; la situation est bonne dans la brasserie, médiocre dans la tannerie, très prospère dans les industries céramiques, notamment dans la tuilerie mécanique; ralentissement dans la verrerie, dans les fours à chaux; abaissement des cours et crise légère dans la métallurgie, la quincaillerie; situation très active dans la bijouterie, la reliure, la fabrication du méthylène, celle des ciments de laitier et celle des toiles cirées.

A Vierzon, pendant le premier trimestre de 1901, pas de chômeurs dans la porcelainerie et la verrerie; ralentissement du travail (7 à 8 heures par jour seulement) dans les ateliers de construction de matériel agricole. Dans le bâtiment, on escompte, après le chômage d'hiver, une très forte reprise du travail en raison du grand nombre de constructions entreprises.

Finistère. — A Morlaix, pendant le 4^e trimestre de 1900, travail plus abondant que l'année précédente, à la même époque, dans la tannerie, la tonnellerie. Chômage d'hiver dans le bâtiment; chômage accentué chez les tailleurs d'habits.

Gironde. — A Libourne, chez les horticulteurs, pendant le premier trimestre de 1901, situation à peu près pareille à celle de l'an dernier à la même époque; augmentation de la durée du travail sur le trimestre précédent; moyenne hebdomadaire : 60 heures.

Hérault. — A Béziers, à la fin de 1900 et pendant le mois de janvier 1901, chômage plus considérable que les années précédentes, attribué à la mévente des vins. A Lodève, pendant le premier trimestre de 1901, même situation. Aucune variation sur les salaires.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, fin 1900, situation stationnaire; on évalue la proportion de chômeurs à 15 p. o/o chez les menuisiers, 20 p. o/o chez les charrons, 2 p. o/o chez les travailleurs du livre, 10 p. o/o chez les boulangers, les cordonniers. Durée moyenne du travail journalier : 8 à 9 heures. Pas de variations sur les salaires. A Fougères, travail aussi actif que l'année précédente à la même époque, aucune variation sur la durée du travail ni sur les salaires.

Loire. — A Saint-Chamond, pendant le 4^e trimestre de 1900, travail soutenu dans les houillères et les aciéries; les industries du lacet souffrent de la concurrence. A Charlieu, pas de variations dans les fabriques de soieries, 30 p. o/o environ de chômeurs.

Haute-Loire. — Pendant le 2^e semestre de 1900 : à Brioude, situation normale pour les houillères et les mines d'antimoine, la verrerie, la passementerie; au Puy et dans les environs, accroissement du nombre de fabricants de dentelles, de bas; état stationnaire dans la malterie,

la chocolaterie, la minoterie, la papeterie, la confection de vêtements; travail actif dans la cicergerie; à Yssingeaux, reprise sensible des affaires dans le moulinage, la rubanerie, la passementerie.

Loire-Inférieure. — A Saint-Nazaire, pendant le 4^e trimestre de 1900, ralentissement considérable dans la maçonnerie; la construction navale reste stationnaire; durée moyenne journalière du travail : 9 heures; baisse de salaire chez les charbonniers du port.

Marne. — Chez les boulangers de Châlons, pendant le 4^e trimestre de 1901, travail sans changement par rapport au trimestre précédent, pas de variations sur les salaires, quoique la main-d'œuvre ait été plutôt insuffisante.

A Reims, fin 1900, reprise de l'industrie lainière dans les tissages et les filatures; le peignage seul reste languissant. Le commerce des vins de Champagne, pendant le 2^e semestre de 1900, n'a pas cessé d'être prospère. Bon courant de demandes dans la verrerie, à laquelle l'importance de la dernière récolte de vin a rendu une assez grande activité. Peu de constructions nouvelles, chômage accentué dans le bâtiment.

A Épernay, pendant le 2^e semestre de 1900, le commerce des vins a continué sa marche ascendante.

Mayenne. — A Laval, fin 1900, ralentissement du travail dans la fabrication des coutils, 10 p. o/o de chômeurs parmi les ouvriers tisseurs à la main et parmi ceux des tissages mécaniques. A Mayenne, situation moins active qu'à la fin de 1899, tendance à la baisse des prix de façon.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pendant le 4^e trimestre de 1900, situation générale bonne; une nouvelle industrie de chaussons est en formation; augmentation du personnel ouvrier; chômage nul, sauf dans le bâtiment, en raison de l'hiver; durée moyenne journalière de travail : 11 heures; taux actuel des salaires, pour une journée de 10 heures, variant de 3 francs (manœuvres des divers métiers) à 6 francs (peintres décorateurs, ouvriers mécaniciens), 6 fr. 50 (électriciens) et 7 fr. 50 (chefs ouvriers mécaniciens).

Nord. — A Armentières, au début de l'année, la situation est bonne dans la filature de coton, mauvaise au contraire dans la filature de lin, où l'on signale des arrêts de broches; dans le tissage, la situation n'est pas moins difficile; pas de chômage dans la filature de coton, 11 heures en moyenne de travail journalier; de 12 à 18 p. o/o de chômeurs dans la filature de lin et le tissage, 8 à 10 heures de travail journalier. Dans la région de Roubaix, la crise lainière se fait encore sentir; il y a de nombreux métiers inoccupés; la crise a déterminé un chômage sensible dans les diverses branches d'industrie. Dans la région de Fourmies, on évalue à 5 p. o/o la proportion d'ouvriers en chômage (ouvriers des fabriques); pas de variations à signaler dans le taux des salaires; tous les établissements (filatures, tissages, verreries), ont travaillé, pendant le premier trimestre de 1901, à raison de 66 heures environ par semaine. Dans l'arrondissement de Valenciennes, au commencement de l'année, la situation est indiquée comme excellente; augmentation d'établissements, pas de chômeurs, augmentation moyenne de 5 p. o/o sur les salaires.

Pas-de-Calais. — Dans la région de Saint-Omer, la situation au mois de février n'offre pas de changement appréciable en comparaison avec l'époque correspondante de 1900; pas de variations dans les établissements, ni dans le personnel, ni dans la durée du travail, ni dans le taux des salaires. A Bapaume, ralentissement du travail dans le tissage, bon courant d'activité dans les huileries et les minoteries; chômage d'hiver dans le bâtiment; salaires maxima : 4 francs par jour dans la menuiserie et la brasserie, 1 fr. 50 pour les tisseurs soie ou coton.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pendant le 4^e trimestre de 1900, la proportion moyenne des chômeurs dans les divers corps d'état est évaluée à 12 p. o/o; la durée moyenne journalière de travail a oscillé entre 8 et 10 heures.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pendant l'année 1900, le commerce des fruits

et *primeurs*, ainsi que celui des *grains* ont été très actifs; le commerce des *vins* s'est ralenti dès le mois d'avril et une baisse de près de 40 p. o/o sur les prix de la récolte de 1898 était constatée au mois d'août 1900; la production des *bois merrains* s'est maintenue; l'exploitation des *mines* a continué à se développer sur tous les points du département; la fabrication des *manches à foust* a souffert de la concurrence italienne; la fabrication des *papiers à cigarettes* n'a fait que se développer.

Rhône. — Chez les fabricants d'*orfèverie* de Lyon, pendant le dernier trimestre de 1900, travail moins abondant que l'année précédente à la même époque, durée moyenne hebdomadaire de travail : 60 heures, pas de chômeurs, personnel ouvrier plutôt insuffisant en nombre. A Thisy, pendant la même période, ralentissement du travail; on signale néanmoins la création de deux usines pouvant occuper environ 200 personnes.

Seine. — Pendant le premier trimestre de 1901, chez les *charcutiers*, travail moins abondant, tuerie de porcs sensiblement inférieure à celle de l'an dernier, cours tendant à la baisse, état de crise; les *débitants de vins, liquoristes*, se plaignent de la vente à vil prix, de l'abondance des marchandises inférieures, de l'augmentation du nombre des établissements et de la concurrence qui leur a été faite par les non-patentés dans la vente du vin au détail; chez les *carriers*, travail moins abondant pour Paris et pour la province, cours meilleurs, mais renchérissement de la main-d'œuvre; dans la *verrerie* et la *cristallerie*, les cours restent stationnaires, les bénéfices sont fortement réduits par la hausse du charbon et la hausse (moindre, mais sensible) des matières premières, durée moyenne du travail hebdomadaire, dans les verreries à bouteilles : 50 à 60 heures, plaintes relatives à l'insuffisance de la main-d'œuvre secondaire et à la difficulté de former des apprentis; dans la *teinturerie*, ralentissement par suite de la morte-saison hivernale, baisse des tarifs et prix de façon moins rémunérateurs en ce qui concerne les travaux de réfection spéciaux, la durée du travail est inférieure à celle du précédent trimestre (1900), sa moyenne actuelle est de 40 à 50 heures, en diminution d'un tiers environ sur la moyenne à l'époque de la bonne saison; les *maîtres de lavoirs* de Paris se plaignent de la concurrence qui leur est faite par la banlieue; diminution du chômage dans la *blanchisserie*, tendance des salaires à la hausse, augmentation des demandes de travail; chez les fabricants de *glace artificielle*, crise résultant de la hausse des charbons, de la baisse des prix de vente et des mécomptes donnés par l'année 1900; chez les *fabricants d'orfèverie*, diminution du travail, réduction du personnel des établissements; chez les *doreurs, argenteurs, nickeleurs, polisseurs*, le travail est également moins abondant, prix à peu près stationnaires, augmentation de la main-d'œuvre depuis l'Exposition, sans diminution sensible en 1901, réduction de la durée moyenne hebdomadaire de travail : 50 heures environ, nombre de chômeurs insignifiant; chez les *maroquins, gainiers*, la hausse des cours se maintient, les salaires sont en hausse, pas de chômage dans les maisons importantes, chômage de 60 jours environ par an chez les petits fabricants.

Seine-Inférieure. — Pendant le 4^e trimestre de 1900, dans la région de Rouen, l'état général des affaires ne s'est pas sensiblement modifié. Dans la *filature de coton*, la situation est signalée comme exceptionnellement favorable: les *tissages*, les fabriques de *rouennerie* et de *mouchoirs* ont été moins favorisés, les acheteurs, impressionnés par la baisse de la laine et craignant que le coton ne suivit la même marche, ont refusé de s'engager à longue échéance et ont offert des prix ne correspondant pas à la hausse des filés; dans la fabrication des *indiennes* et *tissus teints*, un bon courant d'affaires a eu lieu, mais l'importance des achats a été restreinte par la crainte d'une baisse; le marché des *produits chimiques* est resté dans le même état que précédemment, participant à l'activité générale; pour la *construction de machines*, le 4^e trimestre n'a pas été favorable; en *tannerie*, baisse des produits fabriqués; le commerce des *vins* a souffert de la mauvaise qualité des produits inférieurs du Midi, les distilleries d'alcool de grain ont eu peine à lutter contre la concurrence de la betterave et de la mélasse indigène; chez les *épiciers* du Havre, pendant le premier trimestre de 1901, travail moins abondant, vente arrêtée pour certains produits par suite de l'élévation des prix.

Somme. — A Amiens, pendant le 2^e semestre de 1900, la situation industrielle se résume comme suit : situation mauvaise pour les *filatures* et *tissages de jute*, les *filatures de chanvre*; production stationnaire dans les *velours de coton*, de même dans la *confection*; l'industrie

lainière a subi le contre-coup de la crise de Roubaix; la campagne *sucrière* s'est ouverte avec une betterave extraordinairement riche, atteignant parfois 16 à 18 p. o/o de sucre, la moyenne de la récolte pour la région s'est tenue aux environs de 30,000 kilogrammes par hectare; dans l'*industrie métallurgique*, le travail s'est considérablement ralenti jusqu'à la fin de l'année. A Abbeville, indépendamment de l'activité normale de la *sucrerie* à la fin de l'année, on signale une augmentation de 50 métiers dans une filature.

Tarn. — Situation du département pendant le 4^e trimestre 1900 : dans l'*industrie textile*, la matière première a été recherchée et les prix ont légèrement augmenté, on a compté 53,300 broches en activité sur 55,200 environ; dans la *chapellerie*, travail actif; dans la *broderie*, continuation de l'accroissement du personnel occupé; ralentissement dans la *mégisserie* et la *tannerie*, chômage considérable, prix élevé des peaux brutes; activité soutenue dans les *houillères* de Carmaux et d'Albi; la *verrerie* à Carmaux est dans une situation plutôt prospère, 217 ouvriers sont occupés à la Verrerie ouvrière; bon courant d'activité dans les *usines métallurgiques*.

Haute-Vienne. — A Limoges, fin 1900, travail soutenu dans la *porcelainerie*, la *tannerie*, la *cordonnerie*, la *tonnellerie*; grand ralentissement chez les *typographes*; pas de variation sur les salaires.

Yonne. — A Auxerre, pendant le 4^e trimestre de 1900, situation stationnaire, pas de chômage, durée moyenne journalière du travail : 10 heures.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

Ain. — A Bourg, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 60 heures par semaine en moyenne, réduites à 45 pour une maison. A Tenay, pas de chômeurs, 65 heures par semaine chez les *filateurs*. A Thoiry, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les *boulangers*; de même chez les *typographes* et 60 heures par semaine; moitié de chômeurs, 45 à 50 heures par semaine chez les *brodeurs*; pas de chômeurs chez les *apprêteurs*; chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 67 heures par semaine; pas de chômeurs, 11 heures par jour chez les *mécaniciens*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs*, 60 heures par semaine; 10 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *peintres*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs et employés de commerce*. A Soissons, pas de changement pour les *typographes*. A Tergnier, pas de changement chez les *mouleurs*, travail moins abondant chez ceux de Saint-Michel; pas de chômeurs, 72 heures chez ceux de Chauny. A Saint-Michel, travail moins abondant chez les *cordonniers*.

Allier. — A Moulins, 5 o/o de chômeurs chez les *tanneurs*, 66 heures par semaine, travail plus abondant; chez les *carrossiers*, 3 p. o/o de chômeurs, 10 heures par jour; pas de chômeurs, 50 heures chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, reprise du travail chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs*. A Vichy, 6 p. o/o de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *typographes*; reprise du travail chez les *charpentiers*; reprise du travail, par suite de l'approche de la saison thermale, chez les *ouvriers en voitures*; reprise du travail, 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; reprise du travail, 60 heures par semaine chez les *ferblantiers*; de même pour les *métallurgistes*; travail plus abondant, 60 heures par semaine chez les *tailleurs de pierres* et chez les *maçons*; 60 heures par semaine chez les *employés des établissements thermaux*. A Montluçon, pas de chômeurs chez les *limonadiers*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; chez les *verriers en bouteilles*, pas de changement. A Commeny, nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*. A la Ville-Gozet, pas de changement chez les *ouvriers en produits chimiques*; 1/4 de chômeurs, 60 heures chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *verriers*; chez les *verriers en bouteilles*, pas de change-

ment; pas de chômeurs chez les *ouvriers de la glacerie*. A Cusset, pas de changement chez les *subotiers-galochiers*. A Pouzy-Mésangy, 60 heures par semaine chez les *bûcherons*. A Saint-Yorre, 1/2 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *sourciers des eaux minérales*. A Lurcy-Lévy, les *bûcherons* chôment en attendant la saison d'écorcer. A Durdât-Larequille, chez les *mineurs*, pas de changement. A la Croix de Montvicq, chez les *mineurs*, pas de chômeurs. A Bézenet, chez les *mineurs*, pas de changement. A Saint-Ennemond, chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 72 heures par semaine.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les *boulangers*, 1/5 de chômeurs; chez les *confiseurs-pâtisseries*, 5 p. o/o de chômeurs; pas de changement chez les *maîtres d'hôtels-limonadiers*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *cordonniers*; de même pour les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*, 13 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *électriciens*; pas de changement pour les *horlogers*; pas de chômeurs, 60 et 70 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*; 1/4 en chômage des *conducteurs-livreurs*, 12 heures par jour; un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Cannes, 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; chez les *typographes*, 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine; pas de chômeurs, 100 heures par semaine chez les *maçons*. A Menton, près de la moitié en chômage chez les *maçons*, 60 heures par semaine. A Vallauris, pas de chômeurs chez les *extracteurs de terres réfractaires*; pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers*, 10 p. o/o de chômeurs, ralentissement du travail dans plusieurs maisons. A Tournon, chez les *imprimeurs sur étoffes*, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, la saison d'hiver est l'époque du travail. A Serrières, pas de chômeurs, mais 3 ou 4 jours seulement de travail par semaine chez les *chapeliers*.

Ardennes. — A Charleville, 20 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez ceux de Fumay et chez ceux de Laval-Dieu; pas de changement chez ceux de Vivier-au-Court; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez ceux de Vrine-aux-Bois; 22 p. o/o chez ceux de Deville; 9 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* de Charleville, 60 heures par semaine; fermeture d'une clouterie; 6 p. o/o chez les *émouleurs*, pas de chômeurs chez les *forgerons d'écrans* de Neufmanil. A Sedan, travail moins abondant, plus du tiers en chômage chez les *tisseurs*. A Fumay, chez les *mineurs*, pas de chômeurs. A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, 72 heures par semaine chez les *métallurgistes*. A Floing, reprise accentuée du travail et 20 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. A Francheval, moitié de chômeurs, travail moins abondant chez les *tisseurs*. A Illy, plus du tiers en chômage chez les *tisseurs*; 14 p. o/o de chômeurs 66 heures par semaine chez les *métallurgistes* des Mazures; 37 p. o/o chez ceux de Braux. A Pourru-aux-Bois, pas de changement chez les *tisseurs*.

Ariège. — A Bellegarde, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Bélesta, 7 p. o/o de chômeurs et travail moins abondant chez les *scieurs*. A Lavelanet, travail plus abondant chez les *tisseurs*. A la Bastide-sur-l'Hers, 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en peignes*, 60 heures par semaine.

Aube. — A Troyes, 3 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *typographes*; moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *mouleurs*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 7 p. o/o, 66 heures par semaine chez les *serruriers*; chez les *employés de commerce*, 4 p. o/o de chômeurs; pas de changement chez les *bonnetiers* de Palis; pas de chômeurs chez ceux d'Aix-en-Othe.

Aude. — A Carcassonne, chez les *cuisiniers*, 5 p. o/o de chômeurs; 6 p. o/o, 118 à 120 heures par semaine chez les *limonadiers*; 60 heures chez les *mouleurs*; 12 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; chez les *métallurgistes*, 1/5 de chômeurs, 66 heures par semaine; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 72 heures par semaine chez les *camionneurs*. A Narbonne, travail peu abondant chez les *cultivateurs*; de même chez ceux d'Auveillans (crise viticole); chez les *boulangers*, 1/5 de chômeurs, 77 heures par semaine;

pas de changement chez les *cuisiniers* ; augmentation du salaire. pas de chômeurs, 72 heures chez les *tonneliers* ; 40 p. o/o de chômeurs chez les *employés vendeurs*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs et 42 heures par semaine chez les *tisseurs* ; pas de chômeurs chez les *ouvriers en peignes*. A Chalabre, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs chez les *typographes*. 60 heures par semaine. A Millau, 10 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers*, qui presque tous supportent une réduction de travail ; chez les *gantiers*, 10 p. o/o de chômeurs pour 6 maisons occupant 400 ouvriers environ, morte-saison plus importante que les années précédentes.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, chez les ouvriers *jardiniers*, pas de changement chez les *confiseurs-pâtisseries*, un tiers de chômeurs ; chez les garçons *bouchers charcutiers*, 13 p. o/o de chômeurs ; pas de changement chez les ouvriers de *brasserie* ; chez les ouvriers des *huileries*, chômage de près de la moitié, par suite de la grève des ouvriers du port, 66 heures par semaine ; pas de changement et 13 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; pas de chômeurs chez les *conducteurs imprimeurs*, 60 heures par semaine ; pas de changement pour les ouvriers de la *tente* ; moitié de chômeurs, 40 heures, chez les *blanchisseurs* ; un tiers de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie* ; moitié de chômeurs chez les *charpentiers et calfats* ; pas de chômeurs chez les *démolisseurs de navires* ; 14 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers* ; pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens* ; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *forgerons* ; par contre, 80 heures chez les *ajusteurs* ; trois quarts de chômeurs chez les *smilleurs de pavés* ; pas de chômeurs chez les *modèleurs* ; chez les *carrelers*, moitié en chômage ; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *tôliers-fumistes* ; moitié de chômeurs chez les *marins du commerce* ; près des deux tiers en chômage des *matelots-chauffeurs* ; 40 p. o/o de chômeurs, 58 heures par semaine, chez les ouvriers des *entrepôts de bois* ; chez les *placiers*, pas de changement ; pas de chômeurs chez les *cantonniers* et chez les *égoutiers* ; un tiers de chômeurs chez les *plongeurs-scaphandriers* ; un tiers de chômeurs chez les *nettoyeurs et cirers d'appartement*. A Aix, 4 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*. A Arles, chez les *boulangers*, pas de changement ; pas de chômage chez les *boulangers* ; chez les *menuisiers*, près 3 p. o/o de chômeurs ; chez les *peintres*, un tiers de chômeurs, 7 heures par jour. A Aubagne, pas de chômeurs chez les *potiers*. A Châteaurenard, pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A Fontvieille, chez les *carriers*, 22 p. o/o de chômeurs. A Fuveau, chez les *mineurs*, pas de changement. A Gardanne, chez les *mineurs*, pas de chômeurs. A La Ciotat, chez les *boulangers*, 9 p. o/o de chômeurs. A Martigues, chez les *pêcheurs*, pas de changement. A Salon, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Saint-Savournin, chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 40 heures par semaine.

Calvados. — A Caen, moins de 2 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les *mouleurs*. A Honfleur, moitié de chômeurs, 72 heures par semaine chez les ouvriers des *chantiers et usines de bois*. A Falaise, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Condé-sur-Noireau, chez les travailleurs de l'industrie *cotonnière* et chez les *tisseurs*, pas de chômeurs.

Cantal. — A Aurillac, chez les ouvriers du *bâtiment*, moitié de chômeurs par suite du mauvais temps.

Charente. — A Angoulême, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes* ; plus de moitié en chômage chez les *cordonniers* ; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *travailleurs sur cuivre* ; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tailleurs de pierres*. A Cognac, chez les *tonneliers*, pas de chômeurs ; 60 heures par semaine chez les *métallurgistes* et chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* ; 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* ; 12 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* ; chez les *employés de commerce*, près de 3 p. o/o de chômeurs, 50 heures par semaine. A Rochefort, chez les *boulangers*, 10 p. o/o de chômeurs ; pas de changement, situation estimée bonne chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *menuisiers* ; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *tailleurs de pierres*.

Cher. — A Bourges, chez les *ouvriers en toiles cirées*, plus de la moitié en chômage, par suite de l'incendie d'une fabrique, 60 heures par semaine; pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *typographes*; 21 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; augmentation de 1 heure, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'ameublement*; 51 heures par semaine, chez les *ouvriers en essieux*, un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*, 60 heures par semaine, reprise du travail; 13 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *maçons*; deux tiers de chômeurs chez les *terrassiers*; moitié de chômeurs, 42 heures par semaine, chez les *peintres*; de même et 54 heures, chez les *plâtriers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *employés*. A Vierzon, pas de changement chez les *menuisiers*; chez les *couvreurs*, pas de chômeurs; un quart de chômeurs, pas de changement, chez les *tailleurs de pierres*. A Saint-Amand, pas de changement chez les *ouvriers en voitures*; 11 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez ceux de Bourges. A Dun-sur-Auron, trois quarts de chômeurs, 50 à 60 heures par semaine chez les *carriers*; pas de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *maçons*. A Apremont, chez les *bûcherons*, plus de la moitié en chômage. A Brécy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Cuffy, chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, travail plus abondant. A Jussy-le-Chaudron, 66 heures par semaine chez les *chaufourniers*, 71 heures chez ceux de la Guerche. A la Chapelle-Hugon, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A la Guerche, travail actif chez les *bûcherons*. A Méry-ès-Bois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*, 72 heures par semaine. A Néronde, travail contrarié par le mauvais temps, chez les *ouvriers agricoles*. A Sancerques, chez les *bûcherons*, 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine; pas de changement chez les *bûcherons* de Sancoins; 16 p. o/o de chômeurs chez ceux de Grossouvre. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *potiers*, de même et 66 heures chez ceux de Mehun-sur-Yèvre. A Vallenay, chez les *bûcherons*, pas de changement, 60 heures par semaine, augmentation de salaire.

Corrèze. — A Tulle, pas de changement chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs, 10 heures par jour chez les *tailleurs de pierres*. A Brive, travail assez abondant pour les *scieurs de long* et *charpentiers* de Tulle; reprise du travail pour les *charpentiers* et *couvreurs*; situation satisfaisante, 60 heures chez les *sabotiers*; 60 heures par semaine chez les *couvreurs*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, travail plus abondant et pas de chômeurs chez les *typographes*, 54 heures par semaine; plus des trois quarts de chômeurs chez les *maçons*.

Côte-d'Or. — A Dijon, près 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Comblanchien, chez les *carriers*, 15 p. o/o de chômeurs. A Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Semur, pas de changement chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, 6 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement chez les *typographes*. A Lavaveix, chez les *mineurs*, pas de chômeurs.

Dordogne. — A Périgueux, chez les *boulangers*, pas de changement; pas de chômage chez les *typographes*; chez les *charpentiers*, plus de la moitié en chômage, 50 heures par semaine; morte-saison, 42 heures par semaine chez les *sabotiers*; 66 heures par semaine chez les *ferblantiers*. Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Besançon, pas de changement chez les *typographes*, et chez les *grandisseurs-pierristes*; chez les *maçons*, 50 p. o/o de chômeurs; pas de chômeurs chez les *employés*. A Montbéliard, pas de chômeurs chez les *typographes*; chez les *ouvriers en meubles*, pas de chômeurs, 61 heures 1/2 par semaine, travail plus abondant; pas de changement pour les *horlogers* de Montbéliard et chez ceux de Sainte-Suzanne. 11 p. o/o de chômeurs, 60 heures pour ceux de Badevel. A Audincourt, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par se-

maine chez les *métallurgistes* d'Audincourt; pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Valentigney; pas de chômeurs chez les *ouvriers en automobiles*. A Colombier-Fontaine, pas de changement chez les *filateurs* et chez les *ouvriers textiles*.

Drôme. — A Valence, chez les *vermicelliers*, pas de chômeurs, 66 heures par semaine; chez les *typographes*, un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *scieurs sur bois*. A Die, pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers de l'ameublement*. A Saint-Remès, pas de chômeurs, 30 heures par semaine chez les *carriers*. A Saint-Vallier, travail moins abondant, 66 heures chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tourneurs* et *mouleurs en porcelaines*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Louviers, pas de chômeurs chez les *tisseurs*, 66 heures par semaine. A Ezy, pas de chômeurs chez les *ouvriers en peignes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus abondant; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*; 30 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Nogent-le-Rotrou, travail plus abondant et plus régulier pour les *typographes*.

Finistère. — A Brest, pas de changement chez les *ouvrières en robes et confections*; pas de chômeurs chez les *travailleurs réunis du port*, 10 heures par jour; pas de chômeurs, 72 et 80 heures par semaine chez les *charbonniers*. A Morlaix, pas de changement chez les *ouvrières de l'habillement*. A Audierne, 60 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*; aucun chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs chez les *typographes*; chez les *tonneliers*, travail plus abondant que le mois précédent. A Bessèges, pas de changement chez les *ouvriers des laminoirs*. A Aramon, chez les *vanniers*, pas de chômeurs, 66 heures par semaine. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les *confiseurs-distillateurs*, 10 p. o/o de chômeurs; 83 heures par semaine chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *typographes*; pas de changement chez les *cordonniers*; morte-saison chez les *tailleurs*; pas de changement, 60 et 66 heures chez les *charrons*; pas de chômeurs, travail plus abondant, 60 heures chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*; 17 p. o/o de chômeurs chez les *hommes de peine*.

Gironde. — A Bordeaux, 10 p. o/o de chômeurs, 105 heures par semaine chez les *pâtisseries-glaciers*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-navigateurs*; 4 p. o/o de chômeurs, 112 à 120 heures par semaine chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 40 heures par semaine chez les *colleurs de papiers peints*; un quart en chômage chez les *peintres*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*, 60 heures par semaine, travail plus abondant; 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs*; augmentation du salaire pour certaines *ouvrières de l'habillement et du campement*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs* et chez les *passementiers*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures chez les *ébénistes* et *billardiers*; pas de changement chez les *vanniers*; pas de chômeurs, travail abondant, 60 à 65 heures chez les *mouleurs*; pas de changement, 60 heures par semaine chez les *chaudronniers sur cuivre*; pas de chômeurs, 66 heures, travail plus actif chez les *ferblantiers*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 29 p. o/o chez les *charbonniers du port*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *ouvriers des nouveaux docks*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les *ouvriers des constructions maritimes*; 17 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; chez les *gens de maison*, 5 p. o/o de chômeurs. A Libourne, 66 heures par semaine chez les *plâtriers*. A Arcachon, pas de changement chez les *chauffeurs et marins*. A Vayres, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, chez les *jardiniers-fleuristes*, près de 40 p. o/o de chômeurs, 48 heures par semaine; 13 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; chez les *ouvriers de l'habillement*, moitié en chômage, travail peu abondant, 12 heures par semaine en moyenne; pas de chômeurs, 45 heures chez les *charrons*; un tiers de chômeurs chez les *tonneliers et foudriers*; chez les *terrasiers*, 25 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine; chez les *plâtriers*, un tiers en chômage, 57 heures par semaine en moyenne; chez les *commis et employés*, 8 p. o/o de chômeurs, 72 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Béziers, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; près de la moitié de chômeurs, 48 heures chez les *charrons*; un quart de chômeurs, 48 heures par semaine chez les *forgerons*. A Cette, plus de la moitié de chômeurs, 57 heures chez les *ouvriers en bois merrains*; pas de chômeurs chez les *marins et pêcheurs*. A Fabrègues, chez les *travailleurs de la terre et vigneron*, un quart de chômeurs. A Graissessac, un cinquième de chômeurs chez les *mineurs*. A la Tour-sur-Orb, chez les *mineurs*, pas de changement. A Marsillargues, chez les *ouvriers cultivateurs*, travail moins abondant, les trois quarts en chômage. A Mèze, travail plus abondant et plus rémunérateur chez les *marins-pêcheurs* à cause du carême.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ouvriers des industries du cuir*; pas de changement pour les *chapeliers*; chez les *chapeliers-apprêteurs*, pas de chômage; pas de changement chez les *métallurgistes* et chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez ceux de Fougères; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *plâtriers* de Rennes; pas de changement chez les *peintres* de Fougères. A Fougères, 8 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; chez les *ébénistes*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; travail plus abondant que le mois et l'an précédents. A Bruz, moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*. A Louvigné-du-Désert, moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*. A Saint-Malo, chez les *charbonniers*, plus des deux tiers en chômage.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvriers en draps*, 60 à 66 heures par semaine; pas de changement, 66 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*; un tiers de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Issoudun, moitié de chômeurs chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; pas de changement chez les *ouvriers du bâtiment*. Au Poinçonnet, chez les *bûcherons*, un tiers de chômeurs, 75 heures par semaine, travail un peu plus abondant.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs chez les *typographes*; ralentissement du travail chez les *menuisiers*, 27 p. o/o de chômeurs; chez les *ébénistes*, travail un peu plus abondant que le mois précédent, 6 p. o/o de chômeurs; travail plus abondant, 66 heures chez les *galochiers*; moitié de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *plâtriers*. A Châteaurenault, pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les *tanneurs*; pas de changement chez les *cordonniers-galochiers*, 72 heures par semaine; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *teinturiers en peaux*; travail moins abondant que le mois précédent chez les *ébénistes*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *scieurs*; moitié de chômeurs, 50 à 54 heures par semaine chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés des tramways électriques*; pas de changement chez ceux de la *batellerie*. A Voiron, pas de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*. A Bourgoin-Jallieu, reprise du travail, 13 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. A Gières, chez les *gantiers*, reprise générale du travail. A la Mothe-d'Aveillans, chez les *mineurs*, pas de changement. A Parmillieu, moitié de chômeurs, pas de changement chez les *tailleurs de pierres*. A Rives, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Jura. — A Lons-le-Saunier, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; aucun chez ceux de Dôle.

Landes. — A Dax, pas de changement chez les employés de commerce. A Saint-Paul-lès-Dax, pas de changement chez les moulleurs.

Loir-et-Cher. — A Vendôme, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *métallurgistes*. A Romorantin, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers en draps; moins de 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers du bâtiment.

Loire. — A Saint-Étienne, chez les *boulangers*, 10 p. o/o de chômeurs, 98 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. o/o chez les *selliers-bourreliers*, travail plus abondant que le mois précédent; près du tiers en chômage chez les *tisseurs (Ligue)*; pas de changement chez les chefs d'ateliers et ouvriers *tisseurs*; les *chefs d'ateliers rubanniers* estiment que 40 p. o/o des métiers chôment; 10 p. o/o de chômeurs, 60 à 80 heures par semaine chez les *métallurgistes* de Saint-Étienne; 3 p. o/o chez ceux de Firminy; 20 p. o/o chez ceux de Roanne; pas de changement chez ceux de Saint-Chamond. 5 p. o/o chez les *mécaniciens*; aucun chez les *maréchaux ferrants*; pas de chômeurs, travail actif, 70 à 72 heures par semaine chez les *armuriers*; moitié de chômeurs, 30 heures par semaine chez les *maçons*; pas de changement chez les employés de fabrique. A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. o/o chez ceux de Saint-Étienne. A Roanne, diminution de 1 heure par jour pour environ 4,000 *tisseurs*; près de la moitié en chômage chez les *charpentiers*; pas de changement, 43 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; 10 p. o/o chez les *mouleurs en fonte*; pas de chômeurs, 10 heures par jour chez les *tourneurs en poterie*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. A Saint-Chamond, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Bourg-Argental, pas de chômeurs, 68 heures chez les *tourneurs sur bois*. A Chazelles, pas de changement pour les *chapeliers*. Au Chambon, chez les *métallurgistes*, 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine. A la Gresle, moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*; aucun chez ceux de la Cergne et de Jarnosse; 50 p. o/o chez ceux des Barques-Saint-Rambert. A la Talaudière, chez les *mineurs*, pas de chômeurs. A Régnny, pas de changement chez les *teinturiers*. A Sail-sous-Couzens, 60 heures par semaine chez les ouvriers des *eaux minérales*. A Saint-Jean-Bonnefonds, chez les *mineurs*, pas de chômeurs; 25 p. o/o de chômeurs chez les *passemmentiers* 20 p. o/o chez ceux de Terrenoire, travail plus abondant pour le velours que pour le ruban; travail moins abondant chez ceux de la Fouillouse; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Avezieux. A Saint-Genest-Lerpt, 40 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *chefs d'ateliers passemmentiers*. A Saint-Just-sur-Loire, 3 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. A Saint-Rambert, deux tiers en chômage chez les *tisseurs*.

Haute-Loire. — Au Puy, pas de changement, aucun chômage chez les *cordonniers*, 60 heures par semaine; 60 heures par semaine, pas de changement chez les *menuisiers*. A Sainte-Florine, chez les *travailleurs de la terre* pas de chômeur. A Sainte-Sigolène, 18 p. o/o de chômeurs chez les *passemmentiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement et du campement*, pas de chômeurs; de même chez les *charpentiers*, 60 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *relieurs-papetiers*, 60 à 66 heures par semaine; chez les *typographes*, moins de 2 p. o/o de chômeurs; pas de changement pour les *charpentiers de navire*; chez les *vanniers*; pas de chômeurs chez les *modeleurs*; de même et 66 heures chez les ouvriers des *machines-outils*. A Chantenay, pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*. A Pornic, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Nantes, un quart de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *peintres*, aucun chômeur chez les *plâtriers*; pas de changement chez les *camionneurs*, 6 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Loiret. — A Orléans, 12 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement, 66 heures chez les ouvriers en *voitures*; 24 p. o/o de chômeurs. 60 heures par semaine chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 14 o/o de chômeurs chez les *plâtriers*. A Pithiviers, pas de chômeurs, chez les *typographes*. A Montargis,

pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*. A Gien, près du quart de chômeurs chez les *bûcherons*. A Châlette, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *couteletiers*. A Chevilly, pas de chômeurs chez les *bûcherons*, 70 heures par semaine.

Lot. — A Cahors, 13 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *peintres*. A Souillac, pas de changement chez les *tanneurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, chez les *boulangers*, 10 p. o/o de chômeurs, 90 heures par semaine; travail plus abondant, chômage nul chez les *typographes*; grève générale chez les *charpentiers*; travail plus actif chez les *tailleurs de pierres*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; un tiers en chômage chez les *peintres*. A Villeneuve-sur-Lot, 54 heures par semaine, pas de changement chez les *typographes*, chez les *cordonniers* et chez les ouvriers de l'*ameublement*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Agen; de même et 66 heures chez ceux de Villeneuve-sur-Lot; pas de chômeurs, travail abondant chez ceux de Fumel. A Casteljaloux, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, 60 heures par semaine, travail beaucoup plus abondant, augmentation des salaires. A Lavardac, chez les *boucheonniers* pas de changement.

Maine-et-Loire. — A Angers, 18 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*, pas de changement chez les *peigneurs de chanvre*; 60 heures par semaine chez les *mouleurs*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *paveurs*; pas de chômeurs chez les *employés*. A Cholet, 15 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *menuisiers*. A Avrillé, pas de changement chez les *fendeurs d'ardoises*. A la Chapelle-Largau, pas de changement chez les *tisserands*, deux tiers de chômeurs pendant 10 jours. A la Tessoualle, pas de chômeurs chez les *tisserands*, pas de changement chez ceux de Saint-Léger, deux tiers chôment 10 jours par mois chez ceux de la Séguinière. A Trélazé, pas de changement chez les *allumettiers*.

Manche. — A Cherbourg, chez les *jardiniers*, pas de chômeurs.

Marne. — A Châlons, pas de chômeurs chez les *typographes*, de même chez ceux d'Épernay. A Reims, chez les *cuisiniers-pâtisseries*, pas de changement; chez les *lithographes-papetiers*, pas de chômeurs; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail assez abondant chez les ouvriers de l'*industrie lainière*, 9 à 10 heures par jour; 6 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*, 55 heures par semaine. Pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *maçons*, 6 p. o/o de chômeurs chez les *cochers*; 105 heures par semaine. Hausse sur le charbon, diminution sur le vin. A Fismes, 15 p. o/o de chômeurs chez les *apprêteurs en pelletteries*.

Haute-Marne. — A Chaumont, pas de chômeurs chez les *mégissiers* et chez les *mégissiers-palissonneurs*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 60 et 66 heures par semaine chez les *typographes*; 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, augmentation de salaire pour 27 ouvriers chez les *typographes*. Pas de chômeurs, 72 à 75 heures par semaine chez les *tailleurs*. Pas de chômeurs chez les ouvrières du *vêtement*. Pas de chômeurs, travail plus abondant, 72 heures chez les *menuisiers*; baisse de prix sur les articles d'épicerie par suite de la fondation d'une coopérative. Travail un peu plus abondant pour les ouvriers de l'*ameublement*. Pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs, 11 heures par jour chez les ouvriers en *limes*. Chez les *tailleurs de pierres*, 23 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine. A Bouxières-aux-Dames, chez les *mineurs* un quart de chômeurs, 48 heures

par semaine. A Bouxières-aux-Chênes, chez les *mineurs* pas de chômeurs. A Champigneulle, pas de changement chez les *mineurs*. A Chavigny, 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*. A Frouard, chez les *mineurs*, pas de chômeurs, mais durée du travail réduite de près d'un tiers. A Gobbranchettes, 1 jour de chômage par semaine chez les *mineurs*. A Jœuf, chez les *mineurs* pas de chômeurs. A Ludres, chez les *mineurs* pas de chômeurs.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Léroutville, chez les *carriers-mineurs*, pas de chômeurs, 65 heures par semaine. A Ligny, 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures de travail par semaine chez les *opticiens*. A Vaucouleurs, légère reprise pour les *mouleurs*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, 7 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*; 72 heures par semaine chez les *peintres*; 63 heures par semaine chez les *travailleurs du port*. A Pontivy, pas de chômeurs, augmentation d'une heure par semaine chez les *tailleurs de pierre*. A la Perrière, près Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Ploëmeur, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ferblantiers*.

Nièvre. — A Nevers, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 40 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *maçons*; 10 p. o/o chez ceux de la *Charité*; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutiers. A Saint-Amand, chez les *forestiers*, pas de chômeurs. A Buzy, chez les *ouvriers des bois*, pas de chômeurs de même chez ceux de Cizy. A Entrains, chez les *ouvriers des bois*, pas de changement. A Menou, chez les *ouvriers des bois*, pas de chômeurs. A Montavon, pas de changement chez les *bûcherons*, situation un peu meilleure, 74 heures par semaine. A Myennes, pas de changement chez les *potiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *bûcherons* d'Aunay et chez ceux de la Chapelle-Saint-André. A Saint-Verain, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Nord. — A Lille, chez les *confiseurs-chocolatiers*, moins de 1 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine; chez les *relieurs-papetiers*, 3 p. o/o de chômeurs; 13 p. o/o de chômeurs et 52 heures chez les *lithographes*, 2 p. o/o chez les *typographes*; pas de changement pour les *ouvriers de l'habillement et campement*; chez les *menuisiers en sièges*; moitié de chômeurs chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en métaux*; pas de changement chez les *sculpteurs-cartonniers*, chez les *commissionnaires*, chez les *commissionnaires publics* et chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs chez les *employés de l'épicerie*. A Dunkerque; pas de changement pour les *voiliers* et les *charpentiers*, moitié de chômeurs chez les *tonneliers*; 16 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *marbriers*; 18 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, reprise du travail chez les *maçons*; 25 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *plafonneurs*; pas de changement chez les *ouvriers du port*. A Cambrai, pas de changement chez les *mouleurs*. A Valenciennes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Roubaix, pas de changement chez les *ouvriers de lisage*; 10 p. o/o de chômeurs, 58 heures chez les *charpentiers*; moins de 2 p. o/o de chômeurs, 62 heures 1/2 par semaine chez les *chaudronniers*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *employés et ouvriers des tramways*. A Tourcoing, 11 p. o/o de chômeurs, 45 à 66 heures par semaine chez les *ouvriers de la filature*; pas de chômeurs, 36 à 40 heures chez les *soigneuses* (filature); 8 p. o/o chez les *ouvriers textiles*; 1/3 des métiers arrêtés, 60 à 66 heures chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez les *peigneurs*; 27 p. o/o et 60 heures chez les *trieurs*; chez les *ouvriers de filature*, pas de chômeurs, 52 heures par semaine; de même chez les *tisserands*, 66 heures par semaine; chez les *ouvrières de préparation* (filature), pas de chômage, 42 heures en général; chez les *ouvrières de la filature*, pas de chômage, 40 à 66 heures par semaine, suivant les établissements; pas de chômeurs chez les *piqurières*, 60 heures par semaine; 3 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*, 60 à 66 heures par semaine, un tiers des métiers sont arrêtés; 11 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*; chez les *ouvrières de retorderie*, pas de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine. A Maubeuge, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*, 30 heures par semaine, travail toujours peu abondant. A Aniche, pas de changement chez les *mineurs*; chez les *verriers*, pas de chômeurs. A Armentières, chez les *charpentiers*, 5 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine. A Caudry, 3 p. o/o de chômeurs chez les *tullistes*. A Comines, moins de 2 p. o/o de

chômeurs chez les *rubaniers*; pas de chômeurs, 50 et 60 heures par semaine chez les *marbriers* de Jeumont; reprise partielle chez les *marbriers à la pendule* de Cousolre. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. Pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles* d'Houplines; chez les *tisseurs* d'Avesne-les-Aubert et chez ceux du Cateau. Pas de chômeurs, travail actif chez les *tisserands* d'Hargnies, près du quart en chômage chez ceux de Saulzoir. A Jeumont, pas de chômeurs chez les *marbriers*, 55 heures en moyenne par semaine. Au Cateau, 3 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *mouleurs*. Pas de chômeurs chez les *verriers* de Lourches; de même chez les *verriers à vitres* de Fresnes; 6 p. o/o de chômeurs, 65 heures par semaine chez les *métallurgistes* de Vieux-Condé; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Amand. A Sin-le-Noble, chez les *mineurs*, pas de changement. Au Vieux-Condé, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *cordannerie*, travail plus abondant que le mois précédent.

Oise. — A Beauvais, 29 p. o/o de chômeurs, 48 à 54 heures chez les *menuisiers*. A Senlis, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*. A Crépy-en-Valois, travail moins abondant pour les ouvriers de l'*amenblement*. A Méru, travail moins abondant que le mois précédent pour les *boutonniers en os*. A Hermes, pas de changement, situation toujours bonne pour les *scieurs à la mécanique*. A Tracy-le-Mont, pas de changement chez les *brossiers*. A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs chez les *layetiers*. A Saint-Sauveur, travail difficile pour les ouvriers en *brosserie*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs chez les *typographes*, chez les *charpentiers*; et chez les *menuisiers*; 12 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs*, 60 heures par semaine; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *plâtriers*. A Fiers, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, 15 p. o/o de chômeurs, 80 à 92 heures par semaine chez les *boulangers*; chez les *typographes*, 60 heures par semaine moins de 2 p. o/o de chômeurs; pas de chômeurs et travail actif chez les *charpentiers de navires*. A Calais, pas de chômeurs chez les *tullistes*, travail plus abondant, 54 heures par semaine; morte-saison chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; 10 p. o/o chez les ouvriers en *métal* et *chauffeurs*; 27 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*. A Esquerdes, pas de changement chez les *poudriers*. A Marquise, travail plus abondant pour les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, un tiers de chômeurs, 98 heures par semaine chez les *boulangers*; chez les *limonadiers*, 11 p. o/o de chômeurs; 8 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs*; un quart de chômeurs chez les *menuisiers*; et chez les ouvriers de l'*ameublement*; plus du tiers de chômeurs chez les *tapissiers*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*; 60 heures par semaine chez les ouvriers du *campement*; 5 p. o/o de chômeurs, 82 heures par semaine chez les employés des *tramways électriques*; chez les *coiffeurs*, 8 p. o/o de chômeurs. A Riom, moitié de chômeurs, 47 heures par semaine, morte-saison chez les ouvriers du *bâtiment*; 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers des *tabacs*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; un quart de chômeurs, 10 heures par jour chez les *maçons*. A Bayonne, 66 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *bouchers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tapissiers*; travail plus abondant que le mois précédent, chez les *tailleurs*; 5 p. o/o de chômeurs chez les employés de *commerce*. A Boucau, plus du quart de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, chez les *peintres* et chez les employés de *commerce*. A Bagnères-de-Bigorre, pas de changement chez les ouvriers *textiles*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, deux tiers de chômeurs, crise viticole, 54 à 60 heures par semaine chez les *travailleurs de terre*; chez les *boulangers* 17 p. o/o de chômeurs; pas de chômeurs, 84 heures chez les *patissiers-cuisiniers*; un tiers de chômeurs chez les *marchaux ferrants*; plus de la moitié de chômeurs chez les *charrons-forgerons*. A Canohès, 60 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de terre* et *vignerons*; de même chez ceux de Claira. A Pézilla-la-Rivière, chômage général et à Rivesaltes un tiers de chômeurs chez les *travailleurs de terre*.

Rhin (Haut-). — A Belfort, moins de 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine, travail actif chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les *métallurgistes*; chômage général chez les *maçons*; chez les *peintres*, un cinquième de chômeurs, 54 heures par semaine. Pas de changement chez les ouvriers *textiles* d'Héricourt, de Giromagny et du Pieux. A Rougegoutte, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers *textiles*. A Beaucourt, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Rhône. — A Lyon, chez les *confiseurs-pâtissiers*, 12 p. o/o de chômeurs; chez les *cuisiniers*, 15 p. o/o de chômeurs; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *papetiers-règleurs*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 60 heures par semaine; 12 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs et 54 heures chez les *tisseurs en velours*; travail plus abondant pour les *chefs d'atelier du velours*; chez les *coupeurs chemistiers*, 15 p. o/o de chômeurs; 3 p. o/o de chômeurs chez les *brodeurs*; trois quarts en chômage chez les *tullistes à la chaîne*; pas de chômeurs chez les *tullistes*; 16 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *teinturiers*; morte-saison chez les *graveurs pour impression et gaufrage*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs tailleurs*, augmentation du travail occasionnée par l'approche des fêtes de Pâques; pas de chômeurs, 60 heures chez les *chapeliers*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*; 19 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *machinistes sur bois*; 15 p. o/o de chômeurs, 8 à 9 heures par jour chez les *chaudronniers en cuivre*; un quart de chômeurs chez les *serruriers*; pas de changement chez les *tréfileurs*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *orfèvres*; chez les employés *photographes*, 3 p. o/o de chômeurs; 16 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *sculpteurs*; 42 p. o/o de chômeurs, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; 14 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *tôliers-fumistes*; pas de changement pour les *cimentiers*; pas de chômeurs chez les *boucheurs*; 9 p. o/o de chômeurs, chez les *cochers*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*. A Grigny, chez les *chapeliers*, pas de chômeurs. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Neuville-sur-Saône, chez les *manouvriers*, pas de changements. Diminution de 2 heures par jour pour 800 ouvriers chez les *tisseurs* de Thizy; pas de chômeurs chez ceux de Grandris.

Saône (Haute-). — A Plancher-les-Mines, pas de changement chez les ouvriers en *métallurgie*. A Saint-Loup, pas de chômeurs, 85 à 90 heures par semaine chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, 48 heures par semaine chez les ouvriers *sur cuivre*. A Chalon-sur-Saône, 10 heures par jour, travail un peu plus actif chez les *maçons*. A Digoin, pas de changement chez les *maçons*. Au Creusot, suppression d'une équipe, 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*. A Montchanin, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *tuiliers*. A Montceau-les-Mines, chez les *bateliers*, chômage général par suite de la grève des mineurs. A Nanton, chez les *carriers*, pas de chômeurs, mais travail contrarié par les pluies et intempéries. A Perrecy-les-Forges, chez les *mineurs*, pas de chômeurs. A Saint-Emiland, chez les *carriers*, *piqueurs de grès* durée du travail augmentée de 2 heures. A Saint-Léger-sur-Dheune, 5 p. o/o de chômeurs chez les *manouvriers*.

Sarthe. — Au Mans, 14 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; plus du 1/3 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 1/4 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 66 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*; faible reprise du travail, 60 heures par semaine chez les *couvreurs*. A la Flèche, pas de chômeurs, 72 heures chez les *galochiers*. A Vibraye, pas de chômeurs chez les ouvriers en *manches de parapluie*, 66 heures par semaine.

Savoie. — A Chambéry, chez les *typographes*, pas de changement, 4 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *menuisiers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *serriers*; chez les *maçons-cimenteurs*, 60 heures par semaine, 1 heure de plus que le mois précédent, 16 p. o/o de chômeurs; 8 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *plâtriers*.

Haute-Savoie. — A Annecy, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *chapeliens*; chez les *tailleurs de pierres*, 23 p. o/o de chômeurs. A Thonon, 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Meillerie, pas de changement chez les *bateliers* et *carriers*. A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Seine. — A Paris, chez les *boulangers*, 16 p. o/o de chômeurs, baisse des salaires; 14 p. o/o chez les *biscuitiers en pain d'épices*, 60 heures par semaine; 7 p. o/o chez les *cuisiniers*; 9 p. o/o chez les *confiseurs*; pas de chômeurs chez les *échaudeurs*; chez les garçons *limonadiers-restaurateurs*, 16 p. o/o de chômeurs; chez les *typographes*, moins de chômeurs qu'en 1900; chez les *imprimeurs à la planche*, 6 p. o/o de chômeurs; pas de chômeurs chez les *opérateurs-bitumiers de la photogravure*; travail moins abondant pour les *conducteurs-pointeurs*, près des 3/4 en chômage; 5 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes* (Résistance); 3 p. o/o chez les *lithographes* (Union); 1 p. o/o chez les *imprimeurs en taille-douce*; 4 p. o/o et diminution de la durée du travail chez les *conducteurs-typographes* (Gutenberg); 10 p. o/o chez les *conducteurs-lithographes*; 6 p. o/o chez les *graineurs-lithographes*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 66 heures chez les *apprêteurs-décatisseurs*; 21 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 18 p. o/o de chômeurs, 45 à 48 heures par semaine, reprise du travail chez les *tailleurs*; diminution de la journée de travail, 13 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs en tous genres*; 60 heures chez les ouvriers de la *bretelle et de la ceinture*; chez les *passementiers à la main*, 5 p. o/o de chômeurs, 38 heures par semaine; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de changement pour les *casquettiers*; 20 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *couturières*; 33 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 2 p. o/o chez les *coupeurs-chemisiers*; chez les *chapeliens*, pas de changement; chez les *dessinateurs en broderies*, 5 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine; 15 p. o/o de chômeurs chez les *corroyeurs*; chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*, travail plus abondant, 60 heures par semaine; pas de changement chez les *teinturiers en peau*; chez les *apprêteurs en pelleterie*, la situation reste bonne; 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *chevreau glacé*, 8 p. o/o chez les *tanneurs*; travail moins abondant chez les *gantiers*; pas de chômeurs chez les *monteurs en chaussures*; 3 p. o/o chez les *talonniers*, 60 heures par semaine; 1 p. o/o chez les *gainiers*; 5 o/o chez les *souffletiers*, travail plus abondant; pas de chômeurs chez les *selliers-harnacheurs*; plus de la moitié de chômeurs chez les *charpentiers*; 1/4 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers en voitures*; 6 p. o/o, 50 à 54 heures chez les *layettiers-emballers*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes en photographie*; pas de chômeurs, 48 heures chez les ouvriers en *voitures*; 6 p. o/o et 48 heures chez les *peintres en voitures*; 3 p. o/o chez les *galochiers-monteurs*; pas de chômeurs chez les *graveurs sur bois*; 13 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les ouvriers de la *brosserie*; 5 p. o/o, 58 heures chez ceux de la *brosserie pour peinture*; 11 p. o/o, 66 heures chez les *balciniers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *marqueterie*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; 16 p. o/o, 60 heures chez les chefs de service et contremaîtres de la *métallurgie*; chez les *serriers*, plus du 1/3 en chômage, travail moins abondant; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers de la *mécanique*; 12 p. o/o chez les *tourneurs-décolleteurs*; 1 p. o/o et légère amélioration chez les *mécaniciens*; 10 p. o/o, 60 heures chez les *tourneurs-robinettiers*; 6 p. o/o chez les ouvriers en *coffres-forts*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *électriciens*; peu de chômeurs, 48 heures chez les *bronzes-galvanisateurs*; 6 p. o/o chez les ouvriers du *bronze imitation*; pas de chômeurs chez les *balanciers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*, 60 heures par semaine, 2 heures par jour en moins pour 74 ouvriers; chez les *travailleurs de l'air comprimé et de l'électricité*, 6 p. o/o de chômeurs; pas de changement chez les *sculpteurs* et chez les *graveurs de cimetières*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers du meuble*; 2/3 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 35 p. o/o de chômeurs, 70 heures par semaine chez les *maçons*; moitié de chômeurs chez les *terrasiers*

puisatiens; pas de chômeurs, 70 heures chez les *fourniers*; 60 p. o/o chez les *brûquetiers* et *potiers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *mouluriers* et *finisseurs*; moitié de chômeurs chez les *plombiers*; chez les *enduisers*, 7 p. o/o de chômeurs, 63 heures, travail plus abondant que le mois dernier; chez les *peintres* (Union), plus de la moitié en chômage; 16 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*; chez les *coloristes-eclatants*, pas de changement, pas de chômeurs; 6 p. o/o de chômeurs, 53 heures par semaine chez les *boucheurs à l'émeri*; travail peu abondant pour les *cochers de grande remise*; pas de chômeurs chez les *cochers* (coopératives); pas de changement chez les employés de la *Cie des omnibus*; pas de chômeurs chez les employés de la traction mécanique (omnibus); des tramways sud-est; 2 p. o/o chez les *chauffeurs* et *conducteurs* d'automobiles; pas de chômeurs chez les *travailleurs de l'air comprimé*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *sténographes-dactylographes*; chez les *comptables*, 12 p. o/o de chômeurs; chez les employés à la *Bourse du commerce*, 3 p. o/o de chômeurs; chez les *ouvriers de salles, restaurants et cafés*, 10 p. o/o de chômeurs; 3 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de changement, moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les employés de l'enseignement libre, et chez les *élèves en pharmacie*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *porteurs de journaux*; pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*; pas de changement chez les *trombonistes*; pas de chômeurs chez les *allumeurs du gaz*, 60 heures par semaine. A Saint-Denis, chez les *boulangers*, 12 p. o/o de chômeurs. A Boulogne, plus de la moitié en chômage, 102 heures chez les *blanchisseurs*; pas de chômeurs, 68 heures par semaine chez les *cantonniers*. A Gentilly, chez les *travailleurs du chiffon*, pas de changement. Au Kremlin, pas de chômeurs chez les *argileurs-mineurs*. A Levallois, près de moitié de chômeurs chez les *peintres*. A Malakoff, moitié de chômeurs, 8 heures par jour chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Levallois, pas de chômeurs chez les employés des tramways.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail moins actif chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*; 66 heures par semaine chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *fondeurs en fer*; chez les *chaudronniers*, pas de changement; 30 p. o/o de chômeurs, 96 heures par semaine chez les *maîtres d'hôtels-restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *chefs d'équipe, mécaniciens et employés du port*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *camionneurs*. Au Havre, 15 p. o/o de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *huiliers, pétroliers*; 4 p. o/o de chômage chez les *typographes*; 1/4 en chômage chez les *selliers-bourreliers*; 70 heures par semaine; plus de 40 p. o/o de chômeurs chez les *voiliers*; près d'un cinquième en chômage chez les *tapissiers*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; 60 heures par semaine chez les *chaudronniers*; travail plus abondant, 60 heures par semaine chez les *modelleurs*; pas de changement chez les *constructeurs-mécaniciens*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs*; 4 p. o/o chez les *ajusteurs*; près de moitié de chômeurs chez les *maçons*; chômage presque général chez les *terrassiers-puisatiens*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de changement chez les *cochers*; un tiers de chômeurs chez les *camionneurs*; chez les *marins du commerce*, 12 p. o/o de chômeurs, par semaine: 98 heures sur le pont et 70 aux machines; moitié de chômeurs chez les *charbonniers du port*; travail moins abondant chez les *journaliers des docks*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*; deux tiers de chômeurs chez les *manœuvres*, 60 heures par semaine; pas de changement chez les employés de magasin, 3 p. o/o de chômeurs, 78 à 80 heures par semaine. A Elbeuf, chez les *caoutchoutiers*, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, augmentation du salaire, travail plus abondant; 8 p. o/o de chômeurs, 30 heures par semaine chez les *maçons*. A Deville, moitié de chômeurs, 65 à 71 heures par semaine chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ouvriers des fonderies*. A Oissel, pas de changement chez les *tisseurs et fileurs*. Pas de changement chez les *ouvriers cotonniers* de Bolbec; chez ceux de Lillebonne, 34 p. o/o de chômeurs; 66 heures chez les *ouvriers de l'industrie lainière* d'Elbeuf.

Seine-et-Marne. — A Fontainebleau, 16 p. o/o de chômeurs, 60 et 66 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*. A Meaux, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lagny, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*. A Bécard, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *maçons*. A Saint-Pierre-les-Nemours, 9 p. o/o de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*. A Souppes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de changement chez les *typographes*; ouvrage plus abondant chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *scieurs-découpeurs*; un peu d'amélioration, 50 à 60 heures chez les *maçons*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. A Argenteuil, pas de changement chez les *tisseurs*. A Cernay-la-Ville, chez les *carriers*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine. A Chaville, pas de chômeurs, 70 à 72 heures par semaine chez les *blanchisseurs*. A Étampes, pas de chômeurs chez les *mouleurs*; 14 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *peintres*. Au Pecq, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Colombes, pas de chômage chez les ouvriers de la *raffinerie de pétrole*. 30 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment* de Saint-Germain; pas de chômeurs chez ceux de Maisons-Laffite. A Méry-sur-Oise, chez les *carriers*, pas de chômeurs. A Montmorency, reprise du travail, 50 heures par semaine chez les *briquetiers*.

Deux-Sèvres. — A Bressuire, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Rampierre de Saint-Laurs, chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 66 heures par semaine. A Melle, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Moulins, pas de changement, 30 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*.

Somme. — A Amiens, chez les *lithographes* et chez les *typographes*, pas de chômeurs; pas de changement chez les ouvriers *textiles*; chez les *coupeurs de chaussures*, 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; chez les *mouleurs en fer*, 30 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine, diminution de 2 heures par jour, travail moins abondant; chez les *serruriers*, 8 p. o/o de chômeurs. A Fréville-Escarbotin, 13 p. o/o de chômeurs, 40 heures par semaine chez les ouvriers sur *cuivre*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; chez les *chapeliers-apprêteurs*, pas de changement; chez les ouvriers du *bâtiment*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs, le mauvais temps arrête le travail. A Castres, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Carmaux, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement pour les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *représentants et employés de commerce*. A Cagnac, chez les *mineurs*, pas de chômage. A La Bastide-Rouairoux, 14 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *plâtriers*. A Castelsarrazin, chômage à peu près général chez les *métallurgistes*. A Montech, chômage général chez les *papetiers*. A Septfonds, pas de chômeurs chez les *chapeliers en paille*.

Var. — A Draguignan, 6 p. o/o de chômeurs, 80 à 84 heures par semaine chez les *boulangers*. A la Seyne, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; 4,000 ouvriers font une demi-heure de plus par jour. A Toulon, pas de chômeurs chez les *voiliers*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*; pas de changement chez les *machinistes*. Pas de chômeurs; 66 heures chez les *charpentiers en fer* de la Seyne; moins de 1 p. o/o de chômeurs, 84 heures par semaine chez les *employés*.

Vaucluse. — A Avignon, travail satisfaisant chez les *typographes*; 36 heures par semaine chez les *tanneurs*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *ferblantiers*. A Carpentras, 3 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers*. A Cavaillon, diminution de la journée de travail pour un atelier chez les *ouvriers sur cuir*. A Valréas, pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers de l'ameublement*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment* de Cavaillon. A Caderousse, pas de changement chez les *bolaitiers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *maçons* et chez les *marins pêcheurs*, travail contrarié par le mauvais temps, prix de vente assez bons. A Faymoreau, chez les *mineurs*, pas de changement, 66 heures par semaine. A Ménérbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *tisserands* des Epesses, pas de changement chez ceux de Saint-Laurent-sur-Sèvres;

12 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* et *similaires*; pas de changement chez les *tisserands à la main* d'Errunes. A Saint-Malo-des-Bois, pas de changement chez les *tisserands*.

Vienne. — A Poitiers, 54 heures par semaine chez les *menuisiers*; chez les *menuisiers-ébénistes*, travail moins abondant, 1/5 en chômage, 54 heures par semaine; 12 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *serruriers*. A Châtellerault, 4 p. o/o de chômeurs, 55 heures par semaine chez les ouvriers de la manufacture d'armes.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; chez les *ébénistes*, pas de chômeurs, 56 heures par semaine; travail satisfaisant, 48 heures chez les *sabotiers*; 30 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *peintres*; chez les *peintres* en bâtiment, près d'un tiers en chômage, 60 heures par semaine; pas de changement pour les *peintres sur porcelaine*; chez les employés et ouvriers du *tramway électrique*, 2 p. o/o de chômeurs, 77 heures par semaine. A Saint-Junien, pas de chômeurs chez les ouvriers en cuirs et peaux; pas de chômeurs chez les *gantiers*; pas de changement chez les ouvriers du bâtiment.

Vosges. — A Remiremont, 8 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *typographes*. A Saint-Dié, 35 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers *textiles*. A Liffol-le-Grand, 29 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les ouvriers de l'ameublement.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures chez les *charpentiers de marine*; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *mouleurs*; pas de changement, 66 heures par semaine chez les *maçons*. A Sens, pas de changement chez les *brossiers*. A Ravières, chez les *carriers*, travail plus abondant, pas de chômeurs. Pas de chômeurs chez les *forestiers* de Saint-Sauveur.

Algérie. — A Alger, chez les *boulangers*, nombreux chômeurs; chez les *tailleurs*, mortel-saison; 34 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *charrons-forgerons*; 1/3 de chômeurs, 74 heures par semaine chez les *employés en quincaillerie*; 24 heures par semaine chez les *employés de commerce*. A Constantine, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* et *relieurs*; 30 p. o/o de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *peintres*. A Philippeville, chez les *boulangers*, 1/4 de chômeurs. A Oran, 11 p. o/o de chômeurs, 78 heures par semaine chez les *employés de commerce*.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 4^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1900,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ain.....	0 27	1 50	1 74	2 44	6 24	0 29	"	3 51
Aisne.....	0 26	1 68	1 62	2 77	7 66	0 59	"	4 05
Ardennes.....	0 25	1 40	1 62	3 09	6 50	0 54	"	3 92
Bouches-du-Rhône....	0 31	"	"	2 60	9 60	0 39	"	"
Charente-Inférieure..	0 21	"	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 24	1 60	1 70	2 80	4 83	0 32	"	3 50
Gironde.....	0 24	1 49	1 50	3 59	11 26	0 35	"	4 76
Jura.....	0 25	1 47	1 51	2 10	"	0 31	"	4 49
Loire.....	0 27	1 33	1 39	"	"	0 22	"	4 58
Manche.....	0 22	1 40	1 48	2 54	9 33	0 89	"	5 01
Meurthe-et-Moselle..	0 27	1 80	1 50	2 92	5 94	0 52	"	4 90
Nord.....	0 30	1 50	2 20	3 30	8 79	0 67	"	3 76
Pas-de-Calais.....	0 27	1 64	1 75	2 94	"	0 37	"	2 50
Rhône.....	0 26	1 54	1 69	2 68	9 87	0 35	"	4 53
Saône-et-Loire.....	0 23	"	1 40	"	"	0 38	"	3 61
Seine.....	0 30	1 45	1 79	3 09	10 43	0 46	0 30	5 56
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 25	1 57	1 61	2 71	8 08	0 34	0 30	4 23
Quantités vendues par l'ensemble des 507 sociétés.	kil. 15.856.554	kil. 345.861	kil. 106.731	kil. 64.796	quint. 4.187	lit. 1.705.665	lit. 45.765	quint. 97.969

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 4^e trimestre de 1900 résultent du dépouillement des rapports de 507 sociétés, dont 356 qui ont donné le nombre de leurs adhérents groupent 103.375 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 507 sociétés.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les trois premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	1901.	1900.	EN PLUS en 1901.	EN MOINS en 1901.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	188.884.000	199.274.000	"	10.390.000
Matières nécessaires à l'industrie	744.651.000	828.211.000	"	83.560.000
Objets fabriqués	196.343.000	204.918.000	"	8.575.000
TOTAL	1.129.878.000	1.232.403.000	"	102.525.000
DIMINUTION en 1901			102.525.000 ^f	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	196.974.000	161.951.000	35.023.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	231.235.000	284.460.000	"	53.225.000
Objets fabriqués.	448.359.000	443.435.000	4.924.000	"
Colis postaux	61.785.000	60.521.000	1.264.000	"
TOTAL	938.353.000	950.367.000	41.211.000	53.225.000
DIMINUTION en 1901			12.014.000 ^f	

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 1901 ont été de 285.102.000 francs. Elles étaient à la même date, en 1900, de 295.885.300 francs, soit une diminution de 3,78 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS DE MARS	
	1901.	1900.
Faillites	109	107
Liquidations judiciaires	19	16
Conversions de liquidations en faillites	"	1

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mars 1901, il a été déposé 184 demandes en autorisation de bâtir, dont 155 pour des constructions neuves. Pendant le mois de mars 1900, le nombre des demandes avait été de 98, dont 82 pour des constructions neuves.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mars. 1901.	Fév. 1901.	Mars 1900.
Farine (Corbeil), les 157 kilogrammes.....	43 ^f 96 ^c	44 ^f 745	46 ^f 31 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes ..	27 375	27 75	30 70
Alcool à 90°, l'hectolitre	27 625	29 50	39 50
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	65 00	61 50	63 75
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes...	58 25	50 00	61 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	44 50
Snif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	62 00	63 00	67 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	52 87	59 25	60 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	123 50	117 00	160 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil..	42 25	44 50	56 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	"	"	30 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	"	"	205 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	150 90	148 50	367 25
Plomb, <i>idem.</i>	37 50	40 625	46 50
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	41 71	43 43	"
Blé à Paris, <i>idem.</i>		19 35	"
Blé à Nantes, <i>idem.</i>		19 10	"
Blé à Dijon, <i>idem.</i>		18 25	"
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette, le kilogramme.....		1 21	1 40
Viande veau, le kilogramme.....		1 79	1 90
— mouton, <i>idem.</i>		1 80	2 05
— porc, <i>idem.</i>		1 27	1 46

Le prix du pain. — Évaluation officielle du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine d'avril 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	26 ^f 509
Frais de panification.....	12 223

TOTAL..... 38^f 732

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 2979 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 5958, soit à 0 fr. 60.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mars 1901, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels de l'industrie (syndicats agricoles non compris) :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [18 décembre 1900]. — Syndicat de l'industrie Saint-Quentinoise des fils et tissus (21 membres). Siège social : rue de la Caisse-d'Épargne, 10, à SAINT-QUENTIN.

Arriège [1^{er} juillet 1900]. — Syndicat des **apprêteurs** de draps de Lavelanet et environs (6 membres). Siège social : LAVELANET. — [10 octobre 1900.] — Syndicat des fabricants de **draperies** et autres tissus de Lavelanet et environs (16 membres). Siège social : Lavelanet. — [16 juin 1900.] — Syndicat des **filateurs** de Lavelanet et environs (16 membres). Siège social : LAVELANET.

Aveyron [15 avril 1900]. — Chambre syndicale de la **ganterie** de Millau (33 membres). Siège social : Hôtel de ville, MILLAU. — [20 mai 1900.] — Chambre syndicale des fabricants **mégissiers**, chamoiseurs et teinturiers de Millau (28 membres). Siège social : Hôtel de ville, MILLAU.

Calvados [5 avril 1900]. — Syndicat de la **boucherie** des arrondissements de Lisieux et de Pont-l'Évêque (25 membres). Siège social : Hôtel de ville à LISIEUX. — [15 janvier 1900.] — Syndicat des **coiffeurs** et parfumeurs des arrondissements de Lisieux et de Pont-l'Évêque (25 membres). Siège social : Hôtel de ville, à LISIEUX.

Charente-Inférieure [en décembre 1900]. — Association syndicale des **hôteliers**, limonadiers, restaurateurs et débitants de l'arrondissement de Rochefort-sur-Mer (70 membres). Siège social : salle de la Bourse, à ROCHEFORT-SUR-MER. — [1^{er} juillet 1886.] — Société syndicale des **voituriers** de Royan, Vaux, Saint-Palais, Saint-Georges et Meschers (61 membres). Siège social : Hôtel de ville, à ROYAN.

Corrèze [1^{er} juin 1900]. — Syndicat des **experts** agricoles de l'arrondissement de Tulle et des environs (23 membres). Siège social : quai de Lyon, 51, à TULLE.

Gard [5 juin 1890]. — Syndicat des **filatures** des Cévennes (45 membres). Siège social : rue Mandajors, 7, ALAIS. — [20 septembre 1900.] — Syndicat des **laitiers** d'Alais (84 membres). Siège social : café de l'Europe, place de la République, ALAIS. — [1^{er} avril 1900.] — Syndicat des loueurs de **voitures** et entrepreneurs de transports publics du département du Gard (27 membres). Siège social : Bourse du travail, à NIMES.

Gironde [1^{er} décembre 1900]. — Chambre syndicale des patrons **portefaix** et transporteurs de grains et farines de la ville de Bordeaux (41 membres). Siège social : rue Portes-des-Portanets, 4, à BORDEAUX.

Hérault [avril 1898]. Syndicat des patrons **coiffeurs** (40 membres). Siège social : café du Commerce, à BÉZIERS. — [21 juillet 1900.] — Chambre syndicale des **liquoristes**,

limonadiers et débitants de la ville de Cette (26 membres). Siège social : café Glacier, à CETTE. — [30 décembre 1899.] — Syndicat des **mandataires** de volailles (18 membres). Siège social : rue du Consulat, 4, à MONTPELLIER. — [8 octobre 1900.] — Syndicat des entrepreneurs de **peinture** en bâtiment (28 membres). — Siège social : rue Saint-Guilhem, 15, MONTPELLIER.

Manche [23 septembre 1900]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de bâtiment de la ville et de l'arrondissement de Cherbourg (50 membres). Siège social : Hôtel de ville, à CHERBOURG.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} décembre 1900]. — Union syndicale et mutuelle des maîtres d'hôtel, limonadiers, restaurateurs et débitants de Lunéville (40 membres). Siège social : café de Lorraine, à LUNÉVILLE.

Oise [14 mars 1898]. — Chambre syndicale de la **meunerie** de l'Oise (26 membres). Siège social : Hôtel du Chemin-de-Fer, à CREIL.

Orne [25 août 1900]. — Chambre syndicale des entrepreneurs spéciaux des travaux du bâtiment du département de l'Orne (25 membres). Siège social : ALENÇON.

Basses-Pyrénées [en mai 1898]. — Chambre syndicale des patrons **ferblantiers**, zingueurs, plombiers et chaudronniers de la ville de Pau (20 membres). Siège social : Halle neuve, à PAU.

Sarthe [20 janvier 1900]. — Syndicat professionnel des patrons **charrons** forgerons et maréchaux-ferrants du canton de Marolles-les-Braults (23 membres). Siège social : MAROLLES-LES-BRAULTS.

Haute-Savoie [en 1879]. — Corporation des débitants de boissons et marchands de vins et spiritueux de la ville d'Annecy (180 membres). Siège social : café du Théâtre, à ANNECY.

Seine-Inférieure [en 1887]. — Association syndicale des **pharmaciens** d'Elbeuf et du canton (13 membres). Siège social : Hôtel de ville, à ELBEUF.

Vosges [1^{er} décembre 1900]. — Syndicat professionnel des **papeteries** et industries annexes et similaires de l'arrondissement de Remiremont (10 membres). Siège social : MOULINS-SAINT-NABORD.

2°. — SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [6 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers en instruments de **musique** (cuivre et bois) de Château-Thierry (126 membres). Siège social : CHÂTEAU-THIERRY. — [7 juin 1900.] — Syndicat professionnel des **chauffeurs** conducteurs et professions s'y rattachant de l'arrondissement de Saint-Quentin (73 membres). Siège social : rue Montmorency, 29, à SAINT-QUENTIN.

Allier [20 octobre 1894]. — Chambre syndicale des **plâtriers** peintres de Vichy (42 membres). Siège social : avenue des Célestins, 99, à VICHY.

Alpes-Maritimes [21 juillet 1894]. — Syndicat des ouvriers **tapissiers** de la ville de Nice (45 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE. — [23 avril 1882.] — Chambre syndicale des ouvriers **vermicelliers** de la ville de Nice (25 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE.

Aude [1^{er} février 1900]. — Chambre syndicate des ouvriers **camionneurs** et charretiers (57 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE.

Aveyron [8 avril 1900]. — Alliance syndicale des **palissonneurs** en couleur de la ville de Millau (35 membres). Siège social : Hôtel de ville, MILLAU.

Calvados [9 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** charpentiers, ouvriers en meubles et toutes parties similaires de la ville de Caen (120 membres). Siège social : salle de la justice de Paix, à CAEN. — [6 décembre 1900.] — Syndicat des ouvriers **maçons** et manœuvres du canton de Honfleur (50 membres). Siège social : ancienne raffinerie, rue Bavole, à HONFLEUR. — [18 novembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **liniers** et laineurs de Lisieux et des environs (86 membres). Siège social : ancienne gendarmerie, place Matignon, à LISIEUX. — [20 décembre 1900.] — Syndicat des ouvriers des usines de produits **chimiques** du canton de Honfleur (297 membres). Siège social : LA RIVIÈRE-SAINT-SAUVEUR.

Charente-Inférieure [octobre 1898]. — Groupe syndical des travailleurs des **chemins de fer** de l'État (100 membres). Siège social : Bourse du travail, à ROCHEFORT-SUR-MER. — [20 décembre 1900.] — Syndicat des ouvriers **peintres** et ouvriers d'art de Rochefort et de l'arrondissement (31 membres). Siège social : Bourse du travail, à ROCHEFORT-SUR-MER. — [1895.] — Syndicat des ouvriers français des **ports** et docks de commerce et des professions similaires de Rochefort-sur-Mer (275 membres). Siège social : Bourse du travail, à ROCHEFORT-SUR-MER. — [29 mars 1900.] — Syndicat des travailleurs réunis du **port** de Rochefort (950 membres). Siège social : Bourse du travail, à ROCHEFORT-SUR-MER. — [9 juin 1875.] — Syndicat des **portefaix** de la ville de Royan (23 membres). Siège social : Hôtel de ville, à ROYAN. — [31 octobre 1900.] — Chambre syndicale des **ouvriers en bois** (100 membres). Siège social : rue Cuvilliers, 19, à SAINTES. — [31 octobre 1900.] — Chambre syndicale des **employés** de Saintes (30 membres). Siège social : rue Cuvilliers, 19, à SAINTES. — [15 décembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers de la **métallurgie** de Saintes (100 membres). Siège social : rue Cuvilliers, 19, à SAINTES. — [10 novembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Saintes (82 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 36, à SAINTES.

Corrèze [1^{er} décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers approprieurs** et parties similaires de Brive (48 membres). Siège social : Bourse du travail, à BRIVE. — [1^{er} juin 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de la ville de Tulle (14 membres). Siège social : Bourse du travail, à TULLE.

Dordogne [16 juin 1900]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** du canton de Lanonaille (16 membres). Siège social : LANONAILLE.

Finistère [5 novembre 1900]. — Syndicat des **cordiers** de Morlaix et des environs (18 membres). Siège social : à la Madeleine, MORLAIX.

Gard [19 juillet 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville d'Alais (28 membres). Siège social : café d'Europe, place de la République, ALAIS. — [21 octobre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **chaisiers** de la ville d'Alais (15 membres). Siège social : café du Commerce, rue Saint-Vincent, ALAIS. — [5 décembre 1900.] — Union syndicale des ouvriers **métallurgistes** et similaires d'Alais (31 membres). Siège social : Hôtel de ville, ALAIS. — [1^{er} août 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs** sur métaux d'Alais (74 membres). Siège social : Café central, place Saint-Jean, ALAIS. — [13 octobre 1900.] — Syndicat des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierres, plâtriers et similaires d'Alais (35 membres). Siège social : Café central, place Saint-Jean, à ALAIS. — [15 juin 1900.] — Syndicat des ouvriers **carrossiers** nimois et industries similaires (33 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [13 septembre 1900.] — Syndicat des ouvriers **charretiers** et camionneurs de la ville de Nîmes (126 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [1^{er} juillet 1900.] — Syndicat de ouvriers **maréchaux-ferrants** de Nîmes et du Gard (3 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [1^{er} juillet 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment de la ville de Nîmes (70 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [19 mai 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de la ville de Nîmes (60 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. —

[29 juillet 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **sculpteurs** de la ville de Nîmes (20 membres). Siège social: Bourse du travail, NÎMES. — [1^{er} septembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **tisseurs** et chenilleurs de la ville de Nîmes (45 membres). Siège social: Bourse du travail, NÎMES. — [10 mars 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers en **boissellerie** (21 membres). Siège social: SAUVÉ. — [22 février 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers en **bonneterie** (25 membres). Siège social: SAUVÉ.

Gironde [15 septembre 1900]. — Syndicat des **cantonniers** du canton de Lesparre (45 membres). Siège social: café du Médoe à LESPARRE. — [7 août 1900.] — Syndicat des **arrimeurs** et manœuvres des ports de Pauillac et Bordeaux (section de Pauillac) [141 membres]. Siège social: Trompeloup, à PAUILLAC. — [16 septembre 1900.] — Syndicat des **cantonniers** et chefs cantonniers du département de la Gironde (94 membres). Siège social: chemin Camui, 10, à TALENCE. — [10 février 1900.] — Union syndicale des travailleurs réunis, **maçons**, terrassiers et manœuvres du Verdon et de Soulac-sur-Mer (20 membres). Siège social: LE VERDON.

Hérault [août 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles et terrassiers agathois** (300 membres). Siège social: Bourse du travail, AGDE. — [27 janvier 1900.] — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres** (22 membres). Siège social: Bourse du travail, à AGDE. — [1^{er} juin 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** et entonneurs de la ville d'Agde (45 membres). *Siège social: Bourse du travail, AGDE. — [1^{er} janvier 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers en **bois** du Nord et sapins de la ville de Cette (60 membres). Siège social: Grande-Rue, 70, CETTE. — [24 novembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Cette (18 membres). Siège social: café du Kiosque, quai inférieur de l'Esplanade, CETTE. — [1^{er} octobre 1900.] — Chambre syndicale des **charretiers** et chargeurs de la ville de Cette (158 membres). Siège social: Grande-Rue, 70, CETTE. — [1^{er} avril 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **scieurs** mécaniques en bois de la ville de Cette (24 membres). Siège social: rue Nationale, 26, CETTE. — [15 septembre 1900.] — Syndicat des garçons **bouchers** (28 membres). Siège social: café de l'Abattoir, rue des Patriotes, MONTPELLIER. — [13 septembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers serruriers de la ville de Montpellier (17 membres). Siège social: Bourse du travail, MONTPELLIER.

Ile-et-Vilaine [30 mars 1900]. — Syndicat des ouvriers **maçons** (70 membres). Siège social: Bourse du travail, FOUGÈRES. — [23 août 1900.] — Syndicat des **employés** de commerce (103 membres). Siège social: Bourse du travail, à RENNES.

Haute-Loire [24 février 1900]. — Syndicat des **tisseurs** et tisseuses de la Séauve (84 membres). Siège social: Maison Peyraud, à SAINT-DIDIER-LA-SÉAUVE. — [17 septembre 1900.] — Chambre syndicale de **passementiers** de Saint-Just-Malmont (200 membres). Siège social: SAINT-JUST-MALMONT.

Loire-Inférieure [7 août 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **charbonniers** du port de Saint-Nazaire (512 membres). Siège social: Bourse du travail, à SAINT-NAZAIRE.

Morbihan [19 août 1900]. — Syndicat des **manœuvres** des chantiers et ateliers de Lorient et de la banlieue (115 membres). Siège social: salle du Château-d'Eau, rue de l'Hôpital, LORIENT.

Nièvre [1^{er} avril 1900]. — Syndicat des ouvriers réunis des **forges** de la Chaussade de Guérigny (501 membres). Siège social: GUÉRIGNY.

Nord [1^{er} octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de **filature** (125 membres). Siège social: rue du Milieu 34, à DUNKERQUE.

Oise [8 mai 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **brossiers** et assimilés de Béthisy-Saint-Pierre (19 membres). Siège social: BÉTHISY-SAINT-PIERRE. — [4 janvier 1890.] —

Syndicat des ouvriers **boulangers** de l'Union de l'Oise (35 membres). Siège social : rue Montataire, 1, à CREIL.

Orne [2 juillet 1899]. — Syndicat général des ouvriers **granitiers** d'Alençon et du département de l'Orne (95 membres). Siège social : ALENÇON.

Pas-de-Calais (1^{er} décembre 1900). — « La Solidarité », chambre syndicale des ouvriers **ourdisseurs** de Calais (80 membres). Siège social : Bourse du travail, CALAIS. — [28 septembre 1890.] — Syndicat l'Union fraternelle des ouvriers du **port** et similaires de Calais (450 membres). Siège social : place de Norvège, à CALAIS.

Basses-Pyrénées [9 juin 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** des villes de Bayonne, Biarritz et du département (40 membres). Siège social : café de la Brasserie, à BAYONNE. — [19 décembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** de la ville de Bayonne (59 membres). Siège social : rue des Cordeliers, 1, à BAYONNE. — [1^{er} juillet 1900.] — Syndicat des ouvriers **carrossiers** (52 membres). Siège social : Halle neuve, à PAU. — [13 février 1900.] — Syndicat des ouvriers **ferblantiers-zingueurs** (16 membres). Siège social : Halle neuve à PAU. — [9 juin 1900.] — Syndicat des ouvriers **selliers** (34 membres). Siège social : Halle neuve, à PAU. — [12 mars 1900.] — Syndicat des ouvriers **serruriers** (40 membres). Siège social : Halle neuve, à PAU.

Puy-de-Dôme [15 août 1900]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **mineurs** des mines de la Boule, Saint-Éloy (230 membres). Siège social : SAINT-ÉLOY. — [7 octobre 1900.] — Syndicat des **cantonniers** de l'arrondissement de Thiers (145 membres). Siège social : place aux Arbres, à THIERS. — [Septembre 1900.] — Chambre syndicale de la corporation des **émouleurs et polisseurs en ciseaux** (60 membres). Siège social : rue Roche-Blanche, 10, à THIERS. — [4 juin 1900.] — Syndicat des ouvriers **monteurs de ciseaux** (14 membres). Siège social : rue de Piaure, 16, à THIERS. — [En octobre 1900.] — Syndicat des **forgerons en coutellerie** de Thiers. (205 membres). Siège social, rue de la Toune, 6, à THIERS. — [12 juillet 1885.] — Chambre syndicale des ouvriers **fourreurs en coutellerie** (30 membres). Siège social : THIERS. — [1^{er} juillet 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **monteurs en coutellerie** de la région de Thiers (1,278 membres). Siège social : rue du Lac, 10, à THIERS. — [30 mai 1900.] — Syndicat des **polisseurs en coutellerie** (84 membres). Siège social : rez-de-chaussée de l'Hôtel de ville, à THIERS.

Haute-Saône [1^{er} juillet 1900]. — Syndicat des ouvriers **textiles** d'Héricourt et des environs (347 membres). Siège social : café du Jardin, à HÉRICOURT.

Sarthe [28 août 1900]. — Chambre syndicale des **employés** de commerce et de bureau de la ville du Mans et du département de la Sarthe (38 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS. — [26 juillet 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières du **magasin** régional du Mans (18 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS. — [1^{er} novembre 1900.] — Union syndicale des ouvriers **métallurgistes** du département de la Sarthe (98 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS. — [18 octobre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** et parties similaires réunis du département de la Sarthe (26 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS.

Somme [26 décembre 1900]. — Association syndicale des commis, aux écritures des **employés** de commerce et de l'industrie et professions connexes d'Abbeville et de l'arrondissement (25 membres). Siège social : boulevard de la République, 5, à ABBEVILLE.

Somme [2 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **bonnetiers** de Moreuil (550 membres). — Siège social : Hôtel de ville, à MOREUIL.

Tarn [en 1891]. — Chambre syndicale des **verriers** de Carmaux (2 membres). Siège social : hôtel Toulza, à CARMAUX.

Vosges [12 décembre 1900]. — Chambre syndicale des **employés** de commerce d'Épinal (22 membres). Siège social : ÉPINAL. — [1^{er} janvier 1900.] — Syndicat professionnel des ouvriers en **bâtiment** de l'arrondissement de Remiremont (45 membres). Siège social : REMIREMONT. — [En septembre 1900.] — Syndicat professionnel des ouvriers des industries **textiles** similaires et connexes de l'arrondissement de Remiremont (44 membres). Siège social : Hôtel de ville, à REMIREMONT.

Yonne [4 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs du canton de Courson (30 membres). Siège social : COURSON. — [15 avril 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** des communes d'Andryes, Festigny et Courson (45 membres). Siège social : FONTENAILLES. — [1^{er} novembre 1900.] — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** (27 membres). Siège social : SAINT-FARGEAU. — [1^{er} janvier 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs de Saint-Fargeau (211 membres). Siège social : SAINT-FARGEAU. — [13 décembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers des **scieries** du canton de Saint-Fargeau (52 membres). Siège social : SAINT-FARGEAU. — [1^{er} octobre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs de la commune de Saint-Martin-des-Champs (44 membres). Siège social : SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS. — [1^{er} novembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs de Septfonds (31 membres). Siège social : SEPTFONDS. — [20 septembre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** de la commune de Sommechaize (25 membres). Siège social : SOMMECHAISE.

3° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Ille-et-Vilaine [21 juin 1898]. — Union fédérative des ouvriers et ouvrières en **chaussures** de la ville de Fougères (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du Travail, à FOUGÈRES.

Seine [24 septembre 1876]. — Fédération nationale des **chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-automobilistes** de toutes industries (9 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du Travail, PARIS.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Sarthe [27 novembre 1895]. — Union des syndicats agricoles de la Sarthe (15 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue du Puits-de-Quatre-Roues, 19, LE MANS.

5° BOURSE DU TRAVAIL.

Hérault [Juin 1900]. — Bourse du Travail (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Saint-Étienne, ancienne caserne, AGDE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [1^{er} novembre 1899]. — Syndicat de la **vannerie** de la vallée de l'Oise (12 membres). Siège social : Sissy.

Aude [20 mai 1893]. — Syndicat des courtiers en **vins et spiritueux** des arrondissements de Carcassonne, Castelnaudary et Limoux (40 membres). Siège social : café Maymac,

à CARCASSONNE. — [27 février 1886.] — Syndicat du commerce des **vins et spiritueux** de l'arrondissement de Carcassonne (30 membres). Siège social : Café Raynaud, rue des Jardins, à CARCASSONNE. — [4 avril 1895.] — Syndicat **médical** de l'Aude (21 membres). Siège social : NARBONNE.

Charente-Inférieure [Juin 1898]. — Syndicat de la *Presse rochelaise* (10 membres). Siège social : rue Chef-de-Ville, 6, à LA ROCHELLE.

Cher [1^{er} janvier 1898]. — Chambre syndicale des **coiffeurs** de Vierzon (20 membres). Siège social : VIERZON.

Finistère [21 juillet 1896]. — Chambre syndicale des patrons **serruriers, serruriers-mécaniciens, tôliers et électriciens** de la ville de Brest (11 membres). Siège social : Hôtel de ville, BREST. — [5 mars 1897.] — Syndicat professionnel des patrons **marins-pêcheurs** de Tréboul (360 membres). Siège social : TRÉBOUL.

Haute-Garonne [19 avril 1899]. Chambre syndicale des agents généraux des compagnies d'**assurances** contre les accidents (13 membres). Siège social : allée Saint Étienne, 10, à TOULOUSE. — [En juin 1887.] — Syndicat de la **quincaillerie** (19 membres). Siège social : rue du Taur, 2, à TOULOUSE.

Isère. [6 février 1896]. — Syndicat des débitants de **boissons** de la Côte-Saint-André et des environs (45 membres). Siège social : LA CÔTE-SAINT-ANDRÉ.

Morbihan. [23 juin 1898]. — Syndicat des entrepreneurs **plâtriers** à Vannes (5 membres). Siège social : rue du Mené, VANNES. — [Juin 1898.] — Syndicat des entrepreneurs de **couvertures** de la ville de Vannes (5 membres). Siège social : VANNES.

Oise [13 avril 1897]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bals** du département de l'Oise (7 membres). Siège social : café Ybert, place Jeanne-Hachette, à BEAUVAIS.

Pas-de-Calais. [20 novembre 1895]. — Syndicat des **armateurs** de bateaux de pêche à vapeur (17 membres). Siège social : LE PORTEL.

Seine [6 novembre 1898]. — Société des éleveurs-amateurs de la **race canine** (13 membres). Siège social : rue Rambuteau, 19, à PARIS, 4^e arr.

Seine-Inférieure [1^{er} février 1893]. — Association syndicale des **sages-femmes** de l'arrondissement du Havre (11 membres). Siège social : Hôtel de ville, LE HAVRE.

Seine-et-Oise [18 décembre 1895]. — Syndicat des **brasseurs** et entrepositaires de bières des environs de Paris (23 membres). Siège social : rue Croix-Nivert, 114, à PARIS.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [18 juillet 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers en **métallurgie** d'Hirson (127 membres). Siège social : Hôtel de ville, HIRSON.

Aude [1^{er} novembre 1897]. — Syndicat des ouvriers **tailleurs** d'habits (15 membres). Siège social : Halle aux grains, CARCASSONNE. — [1^{er} juin 1896.] — Syndicat des ouvriers **agriculteurs** (25 membres). Siège social : CUXAC D'AUDE.

Calvados [3 septembre 1900]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** de la ville de Caen et du département du Calvados (16 membres). Siège social : CAEN. — [14 mai 1896.] — *La Basoche viroise*, association amicale professionnelle des **clercs** de notaires, avoués et huissiers de l'arrondissement de Vire (32 membres). Siège social : rue du Calvados, 21, à VIRE.

Charente-Inférieure [27 octobre 1897]. — Syndicat des **débardeurs** et **charbonniers** de La Rochelle (145 membres). Siège social : Ville-en-Bois, LA ROCHELLE.

Cher [21 février 1892]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Mornay-Berry (2 membres). Siège social : MORNAY-BERRY. — [5 juin 1893.] — Syndicat des ouvriers **agricoles** et travaux similaires d'Ouzouër-les-Bourdélins (150 membres). Siège social : OUZOÛËR LES-BOURDELINS. — [5 mars 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **batteurs** de pâte en porcelaine (35 membres). Siège social : Bourse du travail, VIERZON.

Corrèze [Juillet 1899]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Tulle (17 membres). Siège social : Bourse du travail, TULLE. — [20 juillet 1899.] — Syndicat des **employés** de commerce de Tulle (18 membres). Siège social : Bourse du Travail, à TULLE.

Haute-Garonne [25 décembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers marchands, crieurs et vendeurs de **journaux** de Toulouse et de la région (15 membres). Siège social : rue Merly, 1, à TOULOUSE. — [19 janvier 1898.] — Chambre syndicale des distributeurs et vendeurs de **journaux** de la ville de Toulouse (20 membres). Siège social : rue Merly, 1, à TOULOUSE. — [14 décembre 1898.] — Syndicat des ouvrières **piqueuses de bottines** (63 membres). Siège social : rue Merly, 1, à TOULOUSE.

Isère [30 juin 1894]. — Syndicat des ouvriers **maçons** de Bourgoin (12 membres). Siège social : BOURGOIN. — [25 décembre 1898.] — Chambre syndicale des travailleurs sur **métaux** de Pont-de Beauvoisin (28 membres). Siège social : PONT-DE-BEAUVOISIN. — [1^{er} mai 1892.] — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Vienne (23 membres). Siège social : cours Brillier, 12, à VIENNE.

Loiret [2 août 1894]. — Syndicat non fédéré des ouvriers et ouvrières de la manufacture des **tabacs** (30 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, à ORLÉANS.

Manche [15 juin 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et similaires (130 membres). Siège social : rue des Portes, cour Marie, 18, à CHERBOURG. — [En 1889.] — Syndicat **typographique** de Granville (12 membres). Siège social : rue des Quais, à GRANVILLE.

Meurthe-et-Moselle [19 novembre 1898]. — Syndicats des ouvriers en **métaux** de Nancy (35 membres). — Siège social : rue Clodion, 6, à NANCY.

Morbihan [En 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **boitiers** de Larmor-Kernevel (26 membres). Siège social : LARMOR. — [6 juillet 1900.] — Chambre syndicale des **cochers** de Lorient (22 membres). Siège social : LORIENT.

Oise [15 novembre 1891]. — Association des **comptables** et employés de l'arrondissement de Beauvais (280 membres). Siège social : rue de Calais, 26, à BEAUVAIS.

Pas-de-Calais [23 avril 1897]. — Syndicat des ouvriers **cordonniers** calaisiens (8 membres). Siège social : rue du Jardin-des-Plantes, 12, à CALAIS. — [25 octobre 1891.] — Chambre syndicale des ouvriers **tullistes** et similaires de Calais (120 membres). Siège social : Bourse du travail, à CALAIS.

Seine-Inférieure [1^{er} juillet 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** du Havre et des environs (55 membres). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE. — [26 janvier 1880.] — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** du Havre (20 membres). Siège social : rue d'Estimauville, 45, LE HAVRE. — [25 novembre 1899]. — Chambre syndicale des employés de **tramways** et similaires de la ville du Havre (171 membres). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE.

Seine-et-Oise [28 septembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers**,

mécaniciens, forgerons et parties similaires d'Étampes (16 membres). Siège social : Hôtel de ville, ÉTAMPES.

3° SYNDICAT MIXTE.

Haute-Garonne [10 octobre 1896]. — Syndicat mixte des patronnes et ouvrières de l'habillement, métiers similaires et professions connexes (150 membres). Siège social : rue de la Hache, 8, à TOULOUSE.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Corrèze [Avril 1896]. — Union fédérale des syndicats ouvriers de Tulle (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de la Barrière, 89, à TULLE.

BIBLIOGRAPHIE.

ÉTATS-UNIS. — ÉTAT DU MAINE. — *14^e annual report of the Bureau of industrial and labor statistics.* — (1 vol. in-8°; Augusta, 1901.) — 14^e rapport du Bureau de statistique de l'industrie et du travail pour 1900.

FRANCE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. — *Situation financière des départements en 1898.* — (1 vol. in-4° de 449 pages. Melun, 1900.) Table :

Population et superficie des départements. — Produit du centime départemental. — Nombre des centimes additionnels départementaux perçus. — Relevé des recettes départementales. — Relevé des dépenses départementales. — Comparaison des recettes et des dépenses départementales. — Situation du domaine public et du domaine privé des départements. — Relevé des fondations constituées au moyen de dons et legs faits aux départements avec affectation spéciale. — Relevé des impositions extraordinaires autorisées par des lois ou décrets spéciaux. — Personnel des préfectures et sous-préfectures. — Dépenses des conseils généraux et des commissions départementales. — Routes départementales, longueur du réseau, nombre et traitements des agents attachés au service, dépenses d'entretien du réseau et prix d'entretien par mètre courant. — Service vicinal; relevé des dépenses et indication des ressources au moyen desquelles ces dépenses ont été payées. — Chemins de fer d'intérêt local et tramways départementaux. — Aliénés; relevé des dépenses et indication des ressources au moyen desquelles ces dépenses ont été payées; nombre des aliénés traités, montant des dépenses occasionnées par eux et moyenne de la dépense par aliéné. — Enfants assistés, maltraités ou moralement abandonnés; relevé des dépenses et indication des ressources au moyen desquelles ces dépenses ont été payées, nombre des enfants entretenus ou secourus; détail des dépenses occasionnées par eux et moyenne de la dépense par enfant. — Enfants du premier âge; relevé des dépenses et indication des ressources au moyen desquelles ces dépenses ont été payées. — Assistance médicale gratuite; relevé des dépenses d'assistance des malades ayant le domicile de secours communal et indication de la part de dépense incombant aux communes et aux départements; relevé indiquant les dépenses d'assistance des malades ayant le domicile de secours départemental, les subventions allouées aux communes et la répartition de ces charges entre les départements et l'État; relevé des dépenses d'assistance des malades sans domicile de secours à la charge de l'État. — Relevé des sommes attribuées aux

cultes catholique, protestant et israélite. — Situation d'ensemble des emprunts et dette en principal incombant de ce chef aux départements. — Relevé détaillé des emprunts départementaux en cours de réalisation, d'emploi ou d'amortissement. — Relevé des emprunts départementaux réalisés par voie de souscription publique; conditions principales de ces emprunts. — Situation des engagements des départements pendant une période de cinquante ans à partir de 1900.

————— **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.** — *Situation financière des communes de France et d'Algérie en 1900.* (1 vol. in-4° de 648 pages; Melun, 1901.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE POLLIGNY,

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Par comparaison avec le mois précédent (mars 1901), il y a eu en avril reprise sensible du travail dans les exploitations agricoles et forestières, ainsi que dans la pêche côtière; activité plus grande dans les carrières, dans l'industrie du bâtiment, la charpente, la menuiserie, la carrosserie, la préparation des cuirs et des peaux; situation stationnaire dans les mines, les industries de l'alimentation, les industries cotonnière et lainière, les industries de l'ameublement; les industries du vêtement et de la chaussure; morte-saison dans la chapellerie; activité soutenue dans les industries de la soie. La crise dans les industries métallurgiques, par suite de la forte diminution de la demande sur l'offre et de la hausse des charbons, a continué à se faire sentir un peu partout.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et du chômage professionnel ont été envoyées par 988 syndicats groupant ensemble 150.656 adhérents. Parmi ces syndicats, 774, comptant 116.328 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 9,937 p. o/o, ce qui correspond à une proportion moyenne de 8,50 p. o/o. Pendant le mois de mars, la proportion de chômage constatée s'élevait à 12 p. o/o. Parmi les syndicats (988) ayant répondu au questionnaire, 17 p. o/o, groupant 13 p. o/o du total (150.656) des adhérents, estiment que le travail en avril a été plus abondant qu'en mars; 32 p. o/o, groupant 30 p. o/o des adhérents, estiment qu'il n'y a pas de différences appréciables d'un mois à

l'autre; enfin, 12 p. 0/0, groupant 16 p. 0/0 des adhérents, estiment que le travail est en diminution sur le mois précédent.

Une autre appréciation du chômage professionnel est fournie par la comparaison des demandes et des offres de travail signalées par les Chambres syndicales ouvrières faisant le placement de leurs adhérents et par les Bourses du travail. Pour 100 offres de travail, le nombre des demandes, qui, pour 1900, avait été de 156 en janvier, de 171 en février, de 150 en mars, s'est élevé à pour le premier trimestre 1901.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La pêche côtière sur le littoral de l'Océan a donné de meilleurs résultats que les mois précédents. La hausse de la température vers la fin d'avril a considérablement atténué le retard signalé précédemment. Les nouvelles touchant les récoltes continuent à être favorables dans l'ensemble. Le travail forestier (bûcherons) est en pleine reprise. Parmi les syndicats d'ouvriers agricoles et forestiers qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, la proportion des chômeurs, au 15 avril, s'élevait à 13 p. 0/0 du nombre des adhérents, elle était de 22 p. 0/0 en mars.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur 130.000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des exploitations minières pendant le mois d'avril 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR.				
		COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		1	2	3	4	5
1	2	3	4	5	6	7
		p. 0/0.	p. 0/0.	p. 0/0.	p. 0/0.	p. 0/0.
Nord et Pas-de-Calais...	5,73	"	"	"	100	"
Loire	5,52	"	"	14	77	9
Gard et Hérault.....	5,74	"	"	"	100	"
Provence (lignites)....	5,77	"	"	"	100	"
Tarn et Aveyron	5,77	"	"	"	100	"
Bourgogne, et nord-est.	5,73	"	"	"	73	27
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,70	"	"	"	100	"
ENSEMBLE pour la France.	5,71	"	"	2	96	2

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,92; il était de 5,98 en avril 1900.

CARRIÈRES. — Continuation de la reprise de l'extraction dans les régions où les intempéries l'avaient suspendue. Chômage moyen : 4 p. 0/0 parmi les syndiqués ayant répondu au questionnaire (5,5 p. 0/0 en mars). Durée hebdomadaire de travail variant de 60 à 72 heures.

PRODUITS ALIMENTAIRES ET PRODUITS CHIMIQUES. — Chez les boulangers, pâtisseries, biscuitiers, le travail paraît plus abondant : 16 p. o/o des syndicats, comptant plus de 20 p. o/o des syndiqués, estiment la situation meilleure que celle du mois précédent.

Chez les cuisiniers, diminution sensible du chômage comme tous les ans à pareille époque. La proportion moyenne de chômeurs pour l'ensemble des syndicats de boulangers, pâtisseries et cuisiniers ressort à 11 p. o/o. On fait 66 heures par semaine dans la vermicellerie et la fabrique de biscuits : on va jusqu'à 90 et même 95 heures dans la boulangerie. Chez les bouchers et les charcutiers état stationnaire, la proportion de chômeurs est de 6 p. o/o environ.

La fabrique de produits chimiques ne présente pas de changement par rapport au mois de mars ; la durée hebdomadaire de travail se maintient presque partout à 66 heures.

Reprise accentuée dans la savonnerie, conséquence de la fin de la grève de Marseille, aussi la moyenne de chômage s'est-elle réduite à 8 p. o/o (au lieu de 12,5 p. o/o le mois précédent) dans le groupe de syndicats appartenant aux industries précitées et ayant répondu au questionnaire, groupement renfermant sensiblement les mêmes syndicats en mars et en avril.

CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Dans ce groupe la durée moyenne hebdomadaire de travail est 60 heures uniformément. Dans les industries du caoutchouc, du papier et du carton, la proportion de chômeurs constatée est de 8 p. o/o, à peu près la même qu'en mars (9 p. o/o) ; on estime, d'ailleurs, parmi les syndicats de ces industries que la quantité de travail est demeurée stationnaire.

Parmi les typographes, le travail est considéré comme plus abondant que le mois précédent dans 35 p. o/o des syndicats, groupant 11 p. o/o des syndiqués ; dans 35 p. o/o des syndicats, groupant 33 p. o/o des syndiqués on estime, par contre, qu'il n'y a pas de changement, et dans 6 p. o/o des syndicats, avec 8 p. o/o des syndiqués le travail est jugé moins abondant. La moyenne de chômage ressort à 2 p. o/o dans les départements, à 8 p. o/o à Paris, à 4 p. o/o dans l'ensemble ; ces proportions sont l'indice d'une amélioration notable en comparaison avec le mois précédent.

CUIRS ET PEaux. — Dans la tannerie, la mégisserie et le corroyage, la proportion de chômage apparaît la même qu'en mars, soit 9 p. o/o ; d'ailleurs, la grande majorité des syndiqués estime que le travail n'a pas subi de modifications ; la durée hebdomadaire de travail varie de 30 à 40 heures (chez les mégissiers de rivière d'Annonay) à 72 heures (chez les tanneurs de Château-du-Loir). Dans la ganterie, on ne signale pas de chômeurs. Dans l'industrie de la chaussure, le chômage ressort à 6 p. o/o, comme le mois précédent, les grévistes de Vieux-Condé étant mis à part ; toutefois, un tiers environ des syndicats ayant répondu au questionnaire, avec un tiers des syndiqués correspondants, estiment que le travail est moins abondant. Situation normale chez les selliers et bourreliers. Dans l'ensemble des industries du groupe, le chômage moyen s'élève à 8 p. o/o (7 p. o/o en mars).

TEXTILES. — Diminution du chômage dans la filature et le tissage, 8 p. o/o seulement, au lieu de 17 p. o/o le mois précédent (renseignement fourni pour 13.329 syndiqués sur 15.881 ayant répondu au questionnaire). Toutefois, dans 40 p. o/o des syndicats avec 26 p. o/o des syndiqués, on n'estime pas qu'il y ait changement dans la quantité de travail, et même 15 p. o/o des syndicats, avec 16 p. o/o des adhérents jugent qu'il y a diminution du travail par rapport au mois

précédent. D'ailleurs, la situation économique n'offre aucun changement en ce qui concerne le marché des tissus et des filés de coton ; la filature de coton marche sur ses anciens ordres, mais n'en prend pas de nouveaux. A Fourmies, on signale une hausse sur le prix des laines peignées et une demande active en fils. A Lyon, dans les usines de tissage mécanique, les métiers sont encore à peu près tous occupés, et il en est de même des métiers à la main ; mais il y a ralentissement chez les tisseurs de la campagne. Dans la passementerie, il y a tendance au ralentissement ; 20 p. o/o de chômeurs. Dans la broderie et la fabrique de tulles, continuation de la reprise, 2 p. o/o de chômeurs ; tout le monde occupé à Calais. Dans la teinturerie, l'impression sur étoffes, l'activité se maintient ; 10 p. o/o de chômeurs. Amélioration signalée dans la tapisserie, principalement à Tourcoing. État stationnaire chez les tailleurs ; moyenne de chômage constatée : 7 p. o/o ; parmi 60 p. o/o des syndiqués ayant fourni des renseignements, on estime qu'il n'y a pas de changement par rapport au mois précédent. Dans la chapellerie, commencement de la morte-saison, 20 p. o/o de chômeurs ; le travail résultant des ordres relatifs aux fournitures d'été est terminé depuis un mois au moins. Rien à signaler en ce qui concerne la blanchisserie. Pour l'ensemble des industries textiles, parmi les syndiqués ayant répondu au questionnaire, le chômage moyen ressort à 9 p. o/o (15 p. o/o en mars).

BOIS. — Bon courant d'activité chez les charpentiers, où le chômage est réduit à 13 p. o/o (renseignement fourni pour 4.000 syndiqués). Chez les menuisiers, on constate une proportion de chômeurs égale à 11 p. o/o ; 12 p. o/o des syndiqués estiment le travail plus abondant, 40 p. o/o estiment le travail stationnaire, 9 p. o/o le jugent moins abondant que pendant le mois de mars. Pas de changements appréciables dans l'industrie du meuble, où le chômage n'est que de 3 p. o/o parmi les syndicats en correspondance avec l'Office du travail ; 70 p. o/o de ces syndicats, groupant les 2/3 des syndiqués, signalent la situation comme stationnaire et toujours calme ; 60 heures par semaine presque partout. Amélioration dans la carrosserie, chômage moyen, 12 p. o/o. Rien à signaler chez les sabotiers-galochiers. Dans la tonnelierie, il y aurait tendance au ralentissement. Il y aurait de même diminution assez sensible de l'activité dans la fabrique de tabletterie, la broserie, la vanerie, où le chômage moyen serait évalué à 5 p. o/o ; un quart des syndicats, avec 40 p. o/o des syndiqués, estiment le travail moins abondant que le mois dernier. Le chômage moyen afférent au groupe du bois, pris dans son ensemble, est de 9 p. o/o (13 p. o/o en mars).

MÉTAUX. — Par rapport à l'année précédente, la situation dans la généralité des industries des métaux continue à être manifestement inférieure. Parmi les métallurgistes, fondeurs et mouleurs, le chômage est d'environ 4 p. o/o ; en comparaison avec le mois précédent, de l'avis de 3,3 p. o/o des syndicats, groupant 1/4 des syndiqués, la quantité de travail n'offre pas de variation ; par contre, 17 p. o/o des syndicats, groupant plus de la moitié des syndiqués, estiment que le travail est moins abondant ; durée moyenne hebdomadaire, 60 heures dans la plupart des entreprises. Chez les mécaniciens, ajusteurs et serruriers, 7 p. o/o de chômeurs, situation calme, sans changement appréciable par rapport au mois précédent ; 16 p. o/o des syndicats, avec 45 p. o/o des syndiqués, estiment que l'état du travail est stationnaire ; 10 p. o/o des syndicats, avec 8 p. o/o des syndiqués seulement, estiment le travail moins abondant que le mois dernier. Chez les ferblantiers, on signale une recrudescence de l'activité dans diverses régions, notamment chez les ferblantiers-boîtiers de Bretagne ; pas de renseignements nouveaux en ce qui concerne la chaudronnerie. Les couvreurs, zingueurs, plombiers et serruriers en bâtiment participent naturelle-

ment à la reprise générale des travaux de construction. Situation normale dans la bijouterie et la mécanique fine.

La moyenne générale du chômage, pour l'ensemble des industries du groupe des métaux, ressort à 6 p. o/o ; elle était de 8,3 p. o/o, à peu près pour les mêmes syndicats, pendant le mois de mars.

TAILLE DES PIERRES. — BÂTIMENT. — Chez les tailleurs de pierre, sculpteurs, marbriers, l'augmentation du travail continue ; les moyennes mensuelles de chômage, pendant les derniers mois, sont, à cet égard, très significatives : en février, 50 p. o/o ; en mars, 21 p. o/o ; en avril, 16 p. o/o. Même phénomène dans le bâtiment. Chez les maçons, le chômage qui était de 29 p. o/o en mars, pour les syndiqués, est descendu à 15 p. o/o le mois dernier ; d'ailleurs, plus du tiers des syndicats qui ont fourni des renseignements, avec près de la moitié des adhérents, estiment que le travail est plus abondant que le mois dernier, et, seuls de tous les syndicats de maçons, ceux du Havre, ainsi que les terrassiers de Bordeaux, estiment le travail moins abondant. Chez les couvreurs, plâtriers et peintres, il en est de même très vraisemblablement, quoique apparemment la proportion de chômeurs, pour les syndicats ayant répondu au questionnaire de l'Office du travail, soit resté la même que le mois précédent, soit 19 p. o/o.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pleine activité dans la chaudière ; on ne signale pas de chômeurs. Dans la céramique, briqueterie, tuilerie, fabriques de faïence et de porcelaine, les syndicats n'indiquent pas non plus de chômeurs et considèrent tous que la situation ne présente aucun changement, ni par rapport au mois précédent, ni même par rapport à l'an dernier à pareille époque. Dans la verrerie également, chômage nul, l'activité se maintient partout.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Pour l'ensemble des syndiqués des transports et de la manutention (chemins de fer non compris), la proportion de chômeurs en avril ressort à 18 p. o/o (elle était de 29 p. o/o en mars, de 19 p. o/o en février). On voit que le chiffre d'avril est sensiblement le même que celui de février ; la différence de ces deux chiffres avec celui de mars montre l'influence, parmi le personnel syndiqué, de la grève de Marseille, qui n'intervient que dans le chiffre de mars. 20 p. o/o des syndicats, comprenant 28 p. o/o des syndiqués, estiment le travail plus abondant qu'en mars ; dans 20 p. o/o des syndicats, avec 19 p. o/o des syndiqués, la situation est jugée stationnaire ; enfin, dans 20 p. o/o des syndicats, groupant seulement 9 p. o/o des syndiqués, on estime qu'il y a augmentation. Chez les employés du commerce et de l'alimentation, le chômage moyen descend à 3,5 p. o/o ; il était de 6 p. o/o en mars ; chez les coiffeurs, il n'est que de 2 p. o/o (renseignement fourni pour 4,500 syndiqués, sur lesquels 4,300 garçons coiffeurs de Paris). Dans les syndicats des gens de maison, on évalue le chômage à 6 p. o/o, et la demande de travail égale à celle du mois précédent.

LES GRÈVES EN AVRIL 1901.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois d'avril 1901. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve aux pages 320 et 321.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
26 janv. . .	6 mai . .	Montceau-L.-Mines.	Saône-et-Loire.	Mineurs.	1	10,000	1
22 fév. . .	6 avril .	Roquefort (la Bé- doule).	Bouches-du-Rhône.	Chaufourniers.	3	1,500	2
25 fév. . .	9 avril .	Marseille.	Idem	Ouvriers des ports et docks.		5,000	3
1 ^{er} mars . .		Saint-Amand . . .	Cher.	Peintres et plâtriers.	1	19	1
2 mars . .		Aix	Bouches-du-Rhône.	Fondeurs.	1	15	5
11 mars . .		Lyon	Rhône.	Ouvriers en articles de voyage	6	80	6
14 mars . .	4 avril .	Paris	Seine	Ferblantiers	1	10	7
14 mars . .		Vieux-Condé . . .	Nord	Cordonniers		300	8
19 mars . .	4 avril .	Dienlefit	Drôme	Potiers		30	9
22 mars . .		Virghe-aux-Bois .	Ardennes . . .	Mouleurs	1	40	10
22 mars . .	11 avril .	Marseille	Bouches-du-Rhône.	Mécaniciens-constructeurs .	240	1,700	11
25 mars . .	17 avril .	Saint-Nazaire . . .	Loire-Inférieure .	Maçons et charpentiers.		200	12
25 mars . .	15 avril .	Angoulême	Charente	Taillieurs de pierres.		250	13
27 mars . .	3 avril .	Marmande	Lot-et-Garonne.	Scieurs et tonneliers.	1	70	14
28 mars . .		Guercbe-sur-Aubois	Cher.	Cartonniers.	1	150	15
30 mars . .	21 avril .	S ^t -Jean-de-Braye .	Loiret	Païenciers.	1	21	16
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} avril . .	2 avril .	Morières	Vaucluse	Terrassiers	1	100	1
1 ^{er} avril . .	6 avril .	Honfleur	Calvados	Déchargeurs de charbon .	3	105	2
1 ^{er} avril . .	9 avril .	Valréas	Vaucluse	Scieurs-mouliniers-tourneurs .	1	37	3
2 avril . .	4 avril .	Chambon - Fenge- rolles	Loire	Frappeurs	1	14	4
3 avril . .	5 avril .	Tourcoing	Nord	Tisseurs	1	22	5
4 avril . .	6 avril .	Tours	Indre-et-Loire.	Employés de tramways . . .	1	60	6
4 avril . .	9 avril .	Echassières	Alber	Kaoliniers	1	120	7
6 avril . .	7 avril .	Reims	Marne	Employés de tramways . . .	1	100	8
6 avril . .	15 avril .	Paris	Seine	Forgerons et frappeurs (car- rosserie)	1	40	9
9 avril . .	15 avril .	Basse-Indre	Loire-Inférieure .	Métallurgistes	1	124	10
10 avril . .	25 avril .	Paris	Seine	Cochers	1	45	11
10 avril . .		Rimogne	Ardennes	Ardoisiers	1	600	12
11 avril . .	12 avril .	Méze	Hérault	Tonneliers	2	80	13
11 avril . .		Troyes	Aube	Bonnitiers	1	55	14
11 avril . .		Dunkerque	Nord	Peintres		106	15
13 avril . .	16 avril .	Amiens	Somme	Tisseurs	1	37	16
13 avril . .	18 avril .	Agen	Lot-et-Garonne.	Boulangers	15	22	17
13 avril . .	20 avril .	Poubaix	Nord	Tisseurs	1	100	18
15 avril . .	16 avril .	Val-de-Châtillon .	Meurthe-et-Moselle	Mécaniciens et chauffeurs.	1	11	19
15 avril . .	22 avril .	Suippes	Marne	Tisseurs	1	73	20
15 avril . .	5 mai . .	Rosendaël	Nord	Peintres	3	10	21

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du Travail.

REPRÉSENTANTS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} AVRIL 1901.

1	Demandes d'augmentation de salaire et réglementation du travail.	Transaction.	
2	Demandes de réintégration d'ouvriers et d'augmentation de salaire.	Transaction.	
3	Demandes de la journée de huit heures et de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
4	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.		
5	Demande de réintégration d'un ouvrier.		
6	Demandes d'augmentation de salaire et de modifications au règlement d'atelier.		La grève générale a été déclarée le 21 avril.
7	Réduction de salaire.	Transaction.	
8	Réduction de salaire.	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
10	Réduction de salaire.		
11	Solidarité avec les ouvriers du port.	Échec.	Travail repris le 27 mars dans 400 établissements, le 29 dans 30 autres usines.
12	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
13	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	
14	Demandes de diminution du temps de travail et de suppression de la retenue pour l'assurance.	Réussite.	
15	Demande d'augmentation de salaire.		
16	Demande de suppression d'une retenue.	Réussite.	

EN MARS 1901.

1	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.	Réussite.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
3	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de suppression de la retenue pour l'assurance.	Échec.	Les grévistes ont refusé de rentrer.
4	Demande d'unification des salaires.	Réussite.	
5	Demandes d'augmentation de salaire et réglementation du travail.	Échec.	Grévistes congédiés.
6	Demande de réintégration d'employés.	Transaction.	
7	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
9	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	Grévistes remplacés.
10	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
11	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	Transaction.	
12	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de suppression des amendes.		Les fosses ont été fermées.
13	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
14	Demande de modification au règlement d'atelier.		
15	Demande d'augmentation de salaire.		
16	Réduction de salaire.	Réussite.	
17	Demandes d'augmentation de salaire et de modification des heures de travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
18	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
20	Réduction de salaire.	Transaction.	
21	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		ESPÈCES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
16 avril ..	.....	Douai	Nord	Couvreurs	9	46	22
17 avril ..	18 avril ..	Castanet-le-Haut ..	Hérault	Mineurs	1	70	23
17 avril ..	.....	Trévoux	Ain	Tisseurs	1	60	24
18 avril ..	20 avril ..	Montmorot	Jura	Ouvriers des salines ..	1	21	25
18 avril ..	27 avril ..	Romorantin	Loir-et-Cher	Ouvriers du bâtiment ..	.....	100	26
19 avril ..	6 mai ..	Nîmes	Gard	Boulangers .....	.....	104	27
20 avril ..	23 avril ..	Tourcoing	Nord	Peigneurs (laine)	1	11	28
20 avril ..	23 avril ..	Saint-Pons	Hérault	Tanneurs	1	16	29
21 avril ..	21 avril ..	Brest	Finistère	Employés de tramways ..	1	80	30
22 avril ..	23 avril ..	Rethel	Ardennes	Tisseurs	1	70	31
22 avril ..	25 avril ..	Couéron	Loire-Inférieure	Casseurs de minéral	1	12	32
22 avril ..	25 avril ..	Lille	Nord	Charpentiers de navires ..	2	25	33
22 avril ..	.....	Toulouse	Haute-Garonne	Maçons et terrassiers .....	.....	500	34
22 avril ..	.....	Grenoble	Isère	Maçons .....	.....	300	35
23 avril ..	25 avril ..	Villeveyrac	Hérault	Carriers et terrassiers ..	1	45	36
24 avril ..	25 avril ..	Henin-Liétard	Pas-de-Calais	Terrassiers	1	100	37
24 avril ..	26 avril ..	Roubaix	Nord	Fileurs	1	7	38
25 avril ..	26 avril ..	Fourmies	Idem	Rattacheurs	1	25	39
25 avril ..	29 avril ..	Crépy-en-Valois ..	Oise	Maçons	1	20	40
25 avril ..	.....	Paris	Seine	Cochers	1	35	41
25 avril ..	.....	Thiers	Puy-de-Dôme	Couteliers (craqueleurs) ..	.....	.....	42
26 avril ..	27 avril ..	Brest	Finistère	Mécaniciens	1	50	43
27 avril ..	.....	Paris	Seine	Cochers	1	21	44
29 avril ..	4 mai ..	Noyant - la - Gra- voyère.	Maine-et-Loire	Fendeurs (ardoises)	1	395	45
29 avril ..	4 mai ..	Voiron	Isère	Peintres	1	12	46

LES GRÈVES EN AVRIL 1901.

46 grèves ont été signalées en avril à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 45 d'entre elles, est de 4.006. Il y avait eu, en avril 1900, 84 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 46.

Ces 46 grèves, dont 34 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	34
Demandes de diminution du temps de travail	7
Réductions de salaire	2
Demandes de renvoi d'ouvriers, de contremaîtres ou de directeurs	5
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres	3
Demandes de suppression de retenues sur les salaires	2
Demandes de suppression des amendes	2
Réglementation du travail	1
Règlement d'atelier	1

RÉPÉTES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
22	Demandes d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue pour l'assurance.	.....	
23	Demande de renvoi d'un maître mineur	Échec.	
24	Demande de renvoi d'un comptable.....	.....	L'usine a été fermée le 6 mai.
25	Demandes d'augmentation de salaire et de suppression des amendes.	Échec.	10 grévistes ont refusé de rentrer.
26	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
30	Demande de diminution du temps de travail	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
33	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Réussite.	
34	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
36	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers	Réussite.	
37	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
38	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
39	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
40	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
41	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	.....	
42	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
43	Demande d'augmentation de gratifications.....	Échec.	
44	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	.....	
45	Demande de renvoi du directeur	Réussite.	
46	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

Ces grèves ont éclaté dans 26 départements et on en a compté :

9 dans le Nord ; 4 dans l'Hérault et la Seine ; 2 dans les Ardennes, le Finistère, l'Isère, la Loire-Inférieure, la Marne, le Vaucluse ; et 1 dans 17 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent ainsi :

Industries textiles, 10 grèves ; travail des métaux, 5 ; travail du bois, cochers, maçons, peintres, terrassiers, employés de tramways, 3 ; ardoisiers, boulangers, 2 ; bâtiment, casseurs de minerai, déchargeurs de charbon, couvreurs, cuirs et peaux, kaoliniers, métallurgistes, mineurs, ouvriers de salines, 1 grève.

Des 46 grèves commencées en avril, 35 ont pris fin après avoir duré respectivement :

dix, 1 jour ou moins de 1 jour ; six, 2 jours ; cinq, 3 jours ; une, 4 jours ; quatre, 5 jours ; une, 6 jours ; deux, 7 jours ; une, 8 jours ; deux, 9 jours ; une, 15 jours ; une, 17 jours et une, 20 jours.

En outre, 10 grèves anciennes se sont terminées depuis le 1^{er} avril, après avoir duré respectivement, une, 100 jours ; deux, 43 jours ; une, 23 jours ; une, 22 jours ;

deux, 21 jours; une, 20 jours; une, 16 jours et une, 7 jours, nous avons ainsi 45 conflits ayant pris fin avec les résultats suivants :

14 réussites;
16 transactions;
15 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

5 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en avril à la Direction du Travail.

1^o Grève de déchargeurs de charbon, à Honfleur. — Les ouvriers déchargeurs de charbon de Honfleur, occupés dans trois maisons, se mettaient en grève le 1^{er} avril, au nombre de 105, en réclamant une augmentation de 50 centimes par jour. Ils sollicitèrent l'intervention du juge de paix qui réunit une première fois 2 des patrons et les délégués grévistes, en comité de conciliation, le 3 avril; mais les parties ne réussirent pas à se concilier.

Le troisième patron se rencontra chez le juge de paix, avec les délégués ouvriers, le 5 avril, et les conditions suivantes furent acceptées :

L'un des patrons accordait à ses ouvriers 5 fr. 75, au lieu de 5 fr. 50, pour la journée de travail aux grues et à bord; 4 fr. 75, au lieu de 4 fr. 50, pour le travail sur les quais et dans les chantiers.

Les deux autres patrons ont accepté de porter le salaire des ouvriers travaillant à terre à 4 fr. 80; et celui des autres ouvriers à 6 francs.

La reprise du travail fut décidée pour le lendemain 6 avril.

2^o Grève de boulangers, à Agen. — Les ouvriers boulangers d'Agen demandaient que les patrons pressent autant d'ouvriers qu'ils faisaient de fournées par jour, que les salaires fussent fixés, pour les premiers ouvriers, de 28 à 30 francs par semaine; pour les seconds, de 25 à 26 francs, et pour les troisièmes, de 18 à 22 francs; que les ouvriers ne fussent pas tenus de commencer le travail qu'à 8 heures du soir au lieu de 6 heures.

Ils abandonnèrent le travail le 13 avril et avisèrent le juge de paix du conflit.

Un comité de conciliation se réunit le 18. Les deux premières propositions furent acceptées par les patrons. Pour la troisième, il fut décidé que les ouvriers ne commenceraient le travail qu'à 7 heures du soir.

La grève fut déclarée terminée le même jour.

3^o Grève des maçons, à Crépy-en-Valois. — Un ouvrier syndiqué de la maison Launé, à Crépy-en-Valois (Oise), ayant été congédié pour malfaçon, ses camarades se mirent en grève le 25 avril, en réclamant sa réintégration. Le juge de paix, sur la demande des ouvriers, réunit un comité de conciliation le 27 avril.

Le patron ayant accepté de reprendre l'ouvrier congédié et de réviser les salaires, le travail reprit le lundi 29 avril.

4^o Dans la grève des scieurs, mouluriers et tourneurs sur bois de Valréas (Vaucluse), un comité de conciliation a été constitué, mais l'accord n'a pu s'y établir.

5^o Dans la grève des ouvriers peintres de Dunkerque, les patrons ont repoussé l'offre faite par le juge de paix de recourir à la conciliation.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

D'APRÈS LES ORDONNANCES ET LES JUGEMENTS RENDUS

EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

PÉRIODE DU 1^{er} OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE 1900 (1).

Les ordonnances et jugements rendus par les tribunaux de première instance, en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, pendant le quatrième trimestre de l'année 1900, s'élèvent au nombre de 2.306 (1.154, 1.449 et 1.634 pendant les premier, deuxième et troisième trimestres).

Ce total comprend : 458 affaires relatives à des cas de mort, 58 à des cas d'incapacité permanente et absolue, et 1.790 à des cas d'incapacité permanente et partielle.

Les trois tableaux ci-après font connaître la répartition des cas : 1^o par cour d'appel, 2^o par département, 3^o par branche d'industrie.

I. — Tableau récapitulatif des accidents par Cour d'appel.

DÉSIGNATION	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de	CAS d'incapacité permanente	NOMBRE, pour				
	Hommes.		Femmes.		TOTAL.			le cas de mort,				
	de	de	de	de				par- tielle.	des con- joint.	des en- fants.	des ascen- dants.	
	moins de 16 ans	16 ans et plus.	moins de 16 ans	16 ans et plus.								
des cours d'appel.						mort.	totale.					
Agen.....	17	1	18	8	10	8	7	17	17	17	17	17
Aix.....	90	1	4	95	19	2	74	19	17	17	17	17
Amiens.....	3	68	7	78	22	3	53	18	41	41	41	41
Angers.....	42	1	43	11	4	38	9	5	3	3	3	3
Bastia.....	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Besançon.....	3	57	2	62	6	56	5	15	1	1	1	1
Bordeaux.....	2	56	1	60	14	1	45	11	16	16	16	16
Bourges.....	28	1	29	3	1	25	2	9	1	1	1	1
Caen.....	34	1	35	12	1	22	10	16	2	2	2	2
Chambéry.....	23	1	24	5	2	17	2	4	4	4	4	4
Dijon.....	1	83	1	85	12	5	68	10	12	1	1	1
Douai.....	22	344	7	396	66	6	324	59	107	8	8	8
Grenoble.....	2	46	2	50	10	40	9	17	2	2	2	2
Limoges.....	2	25	1	27	6	2	19	6	9	1	1	1
Lyon.....	10	216	2	228	24	4	200	16	35	10	10	10
Montpellier.....	58	1	60	20	1	39	16	13	6	6	6	6
Nancy.....	7	150	2	163	21	4	138	16	18	6	6	6
Nîmes.....	1	57	1	58	9	2	47	8	13	1	1	1
Orléans.....	3	28	1	31	4	1	26	4	7	1	1	1
Paris.....	9	336	6	351	78	1	272	51	70	8	8	8
Pau.....	20	1	20	8	1	12	8	15	1	1	1	1
Poitiers.....	40	1	40	9	4	27	9	12	1	1	1	1
Rennes.....	1	123	2	126	33	3	90	24	45	6	6	6
Riom.....	1	70	1	73	12	4	57	9	17	1	1	1
Rouen.....	3	115	2	121	40	4	77	29	52	7	7	7
Toulouse.....	1	31	1	33	6	3	24	4	8	4	4	4
TOTAL.....	71	2,157	14	64	2,306	458	58	1,790	362	580	74	74

(1) Voir dans les *Bulletins* n° 8 (août 1900), n° 10 (octobre 1900) et n° 2 (février 1901) les statistiques relatives aux trois premiers trimestres 1900.

II. — Tableau récapitulatif des accidents par département.

NOMBRES D'ACCIDENTS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS		CAS d'incapacité permanente		NOMBRE. pour le cas de mort.		
		Hommes.		Femmes.		de	mort.	totale.	par- tielle.	des con- joint.	des en- fants.	des ascen- dants.	
		de	de	de	de								
		moins de 16 ans	16 ans et plus.	moins de 16 ans	16 ans et plus.								
1	Ain	"	13	"	"	13	"	"	13	"	"	"	
2	Aisne.....	"	27	"	3	32	9	3	30	8	16	"	
3	Allier.....	1	31	"	"	32	6	2	24	5	5	1	
4	Alpes (Basses).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
5	Alpes (Hautes).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
6	Alpes-Maritimes.....	"	17	1	1	19	4	1	14	4	"	"	
7	Ardèche.....	"	9	"	"	9	2	"	7	2	4	"	
8	Ardennes.....	1	24	"	"	25	3	1	21	3	3	"	
9	Ariège.....	"	4	"	"	4	"	"	4	"	"	"	
10	Aube.....	2	10	"	1	13	3	"	10	2	1	"	
11	Aude.....	"	15	"	"	15	5	"	10	4	6	1	
12	Aveyron.....	"	8	"	"	8	2	"	6	2	"	"	
13	Bouches-du-Rhône....	"	64	"	3	67	12	1	54	12	12	"	
14	Calvados.....	"	17	"	1	18	5	1	12	4	5	1	
15	Cantal.....	"	8	"	1	9	2	"	7	2	9	"	
16	Charente.....	2	10	"	"	12	2	1	9	2	2	"	
17	Charente-Inférieure...	"	9	"	"	9	3	1	5	3	6	"	
18	Cher.....	"	13	"	"	13	2	1	10	1	5	"	
19	Corrèze.....	"	6	"	"	6	1	1	4	1	5	"	
20	Corse.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
21	Côte-d'Or.....	"	18	"	"	18	5	"	13	4	4	1	
22	Côtes-du-Nord.....	"	17	"	"	17	3	"	14	1	1	1	
23	Creuse.....	1	2	"	"	3	1	"	2	1	"	"	
24	Dordogne.....	"	5	1	"	6	"	"	6	"	"	"	
25	Doubs.....	1	17	"	"	18	"	"	18	"	"	"	
26	Drôme.....	"	6	"	"	6	2	"	4	2	1	"	
27	Eure.....	1	10	"	"	11	6	1	4	5	10	"	
28	Eure-et-Loir.....	1	6	"	"	7	1	"	6	1	3	"	
29	Finistère.....	"	25	"	1	26	12	3	11	9	22	4	
30	Gard.....	1	34	"	"	35	7	2	26	6	9	1	
31	Garonne (Haute-)....	1	15	"	"	16	3	2	11	2	2	3	
32	Gers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
33	Gironde.....	"	41	"	1	42	12	"	30	9	14	"	
34	Hérault.....	"	33	1	1	35	12	1	22	9	6	4	
35	Ille-et-Vilaine.....	"	8	"	"	8	3	"	5	3	6	"	
36	Indre.....	"	6	"	1	7	1	"	6	1	4	"	
37	Indre-et-Loire.....	1	10	"	"	11	1	"	10	1	3	"	
38	Isère.....	2	40	"	2	44	8	"	36	7	16	2	
39	Jura.....	"	16	"	"	16	2	"	14	2	2	"	
40	Landes.....	"	4	"	"	4	2	"	2	2	5	"	
41	Loir-et-Cher.....	1	7	"	"	8	1	1	6	1	2	"	
42	Loire.....	2	131	"	1	134	16	3	115	12	23	6	
43	Loire (Haute-).....	"	9	"	"	9	"	"	9	"	"	"	

NOMBRES DÉCÉDÉS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente.		NOMBRE pour le cas de mort.		
		Hommes.		Femmes.		TOTAL.		totale.	par-tielle.	des cou-joins.	des en-fants.	des ascen-dants.
		de	de	de	de							
		moins de 16 ans.	16 ans et plus.	moins de 16 ans.	16 ans et plus.							
44	Loire-Inférieure.....	1	61	"	1	63	9	"	54	6	6	1
45	Loiret.....	1	11	"	"	12	2	"	10	2	2	"
46	Lot.....	"	5	"	1	6	3	"	3	3	1	"
47	Lot-et-Garonne.....	"	12	"	"	12	5	"	7	5	6	"
48	Lozère.....	"	5	"	"	5	"	"	5	"	"	"
49	Maine-et-Loire.....	"	19	"	"	19	3	"	16	3	1	"
50	Manche.....	"	11	"	"	11	5	"	6	4	8	1
51	Marne.....	1	20	"	1	22	5	1	16	5	7	"
52	Marne (Haute-).....	1	19	"	"	20	2	2	16	2	2	"
53	Mayenne.....	"	15	"	1	16	6	"	10	4	4	3
54	Meurthe-et-Moselle....	4	92	1	1	98	11	3	84	8	10	4
55	Meuse.....	"	14	"	"	14	3	"	11	2	"	"
56	Morbihan.....	"	12	"	"	12	6	"	6	5	10	"
57	Nièvre.....	"	9	"	"	9	"	"	9	"	"	"
58	Nord.....	16	250	6	22	294	36	4	254	30	61	8
59	Oise.....	"	23	"	1	24	5	"	19	4	10	1
60	Orne.....	"	6	"	"	6	2	"	4	2	3	"
61	Pas-de-Calais.....	6	94	1	1	102	30	2	70	29	46	"
62	Puy-de-Dôme.....	"	22	"	1	23	4	2	17	2	3	"
63	Pyrénées (Basses-)....	"	8	"	"	8	3	"	5	3	4	"
64	Pyrénées (Hautes-)....	"	8	"	"	8	3	"	5	3	6	"
65	Pyrénées-Orientales....	"	2	"	"	2	1	"	1	1	1	"
66	Rhin (Haut-) [Belfort]	2	10	"	1	13	3	"	10	3	13	"
67	Rhône.....	8	72	"	1	81	8	1	72	4	12	4
68	Saône (Haute-).....	"	14	"	1	15	1	"	14	"	"	1
69	Saône-et-Loire.....	"	46	"	1	47	5	3	39	4	6	"
70	Sarthe.....	"	8	"	"	8	2	4	2	2	"	"
71	Savoie.....	"	16	"	1	17	4	1	12	2	4	2
72	Savoie (Haute-).....	"	7	"	"	7	1	1	5	"	"	2
73	Seine.....	3	214	"	3	220	40	"	180	22	34	3
74	Seine-Inférieure.....	2	105	1	2	110	34	3	73	24	42	7
75	Seine-et-Marne.....	"	19	"	"	19	5	"	14	3	2	2
76	Seine-et-Oise.....	2	60	"	1	63	20	"	43	15	18	3
77	Sèvres (Deux-).....	"	13	"	"	13	2	2	9	2	"	"
78	Somme.....	1	18	"	3	22	8	"	14	6	15	2
79	Tarn.....	"	9	1	"	10	2	1	7	1	4	1
80	Tarn-et-Garonne.....	"	3	"	"	3	1	"	2	1	2	"
81	Var.....	"	9	"	"	9	3	"	6	3	5	"
82	Vaucluse.....	"	9	"	"	9	"	"	9	"	"	"
83	Vendée.....	"	11	"	"	11	3	1	7	3	4	"
84	Vienne.....	"	7	"	"	7	1	"	6	1	2	"
85	Vienne (Haute-).....	1	17	"	"	18	4	1	13	4	4	"
86	Vosges.....	2	20	1	3	26	4	"	22	3	5	2
87	Yonne.....	"	7	"	"	7	4	"	3	3	5	"
TOTAL.....		71	2,157	14	64	2,306	458	58	1,790	362	580	74

III. — Tableau récapitulatif des accidents par branche d'industrie

N ^{os} des grou- pes.	BRANCHES	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS d'incapacité permanente,			NOMBRE, pour le cas de mort,		
		Hommes.		Femmes.		Total.	cas mort.	totale.	par con- tuelle.	des con- joint.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
1	I. — AGRICULTURE ET FO- RÊTS.	"	36	"	"	36	9	3	24	8	9	"
	II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
2	a) Mines, minières et sa- lines.	6	137	"	"	143	39	4	100	31	70	6
3	b) Carrières.	"	62	"	"	62	18	2	42	14	22	4
	III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
4	a) Meuneries et minote- ries.	1	31	"	"	32	10	"	22	10	13	"
5	b) Sucreries et raffineries.	1	28	"	2	31	12	"	19	11	20	"
6	c) Distilleries.	1	37	"	"	38	5	2	31	3	2	3
7	d) Brasseries et malteries.	"	20	"	"	20	6	"	14	6	1	"
8	e) Autres industries de l'alimentation.	1	22	1	"	24	5	"	19	4	6	1
	IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
9	a) Industries chimiques en général.	"	51	"	4	55	13	2	40	11	16	2
10	b) Usines à gaz.	"	8	"	"	8	"	"	8	"	"	"
11	c) Teintures, blanchi- ment, apprêt, net- toyage.	2	16	4	1	23	3	"	20	"	4	2
	V. — PAPIERS, CAOUTCHOUC, ETC.											
12	a) Caoutchouc et succé- danés.	"	3	"	"	3	"	"	3	"	"	"
13	b) Papier et carton.	3	37	1	1	42	3	"	39	1	2	4
14	c) Industries du livre et industries polygraphi- ques.	4	6	"	2	12	"	"	12	"	"	"
	VI. — TEXTILES.											
15	a) Industries textiles pro- prement dites.	11	102	8	40	161	6	1	154	4	10	3
16	b) Travail des étoffes et vêtements.	"	1	"	3	4	"	"	4	"	"	"
	VII. — CUIRS ET PEAUX.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux.	1	10	"	"	11	1	1	9	1	"	"
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau.	1	7	"	1	9	"	"	9	"	"	"
	VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
19	a) Travaux de bâtiment, charpente en bois, me- nuiserie.	2	126	"	"	128	13	1	114	9	9	1
20	b) Autres gros ouvrages en bois.	"	45	"	"	45	10	1	34	9	20	"
21	c) Ébénisterie et tablette- rie.	"	29	"	1	30	"	"	30	"	"	"

III. — Tableau récapitulatif des accidents par branche d'industrie. (Suite.)

Années.	BRANCHE d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					cas de mort.	CAS d'incapacité permanente.		NOMBRE, pour le cas de mort.			
		Hommes.		Femmes.		Total.		totale.	par con-joints.	des en-fants.	des asen-tants.		
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.								
IX. — MÉTAUX.													
22	a) Métallurgie du fer, de l'acier, ferronnerie....	10	211	"	"	221	23	8	190	14	19	5	
23	b) Charpente en fer et serrurerie.....	4	43	"	"	47	3	"	44	3	8	"	
24	c) Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et constructions mécaniques..	14	172	"	2	188	10	3	175	6	10	3	
25	d) Métallurgie, fonderie et travail des métaux ordinaires autres que le fer et l'acier.....	2	3	"	"	5	"	"	5	"	"	"	
26	e) Mécanique fine.....	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"	
27	f) Métaux précieux.....	"	3	"	"	3	1	"	2	1	2	"	
X. -- TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENTS.													
28	a) Distribu- tions ur- baines..	1 ^o Électri- cité. ...		"	15	"	15	2	"	13	2	4	"
29		2 ^o Autres distribu- tions....		"	1	"	1	1	"	"	"	2	"
30	b) Autres entreprises de travaux publics et de bâtiment.....	"	375	"	"	375	91	9	275	76	119	64	
XI. — TRAVAIL DES PIERRES ET DES TERRES AU FEU.													
31	a) Chauffournerie et briqueterie.....	4	65	"	"	69	18	3	48	13	25	4	
32	b) Céramique.....	"	14	"	1	15	3	2	10	3	4	"	
33	c) Verrerie.....	1	16	"	2	19	3	2	14	2	3	"	
XII. — MANUTENTION ET TRANSPORTS.													
34	a) Entreprises de chargement et déchargement. Entrepôts et magasins.	"	91	"	1	92	29	3	60	22	44	3	
35	b) Transports par terre...	"	121	"	"	121	38	2	81	27	33	6	
36	c) Transports par voie ferrée.....	"	151	"	3	154	67	8	79	61	96	5	
37	d) Transports par eau...	2	55	"	"	58	15	1	42	9	6	8	
XIII. — INDUSTRIES INSUFFISAMMENT DÉSIGNÉES..													
		"	4	"	"	4	1	"	3	1	"	"	
TOTAL.....		71	2,157	14	64	2,306	458	58	1,790	362	580	74	

CONSEIL GÉNÉRAL DES BÂTIMENTS CIVILS.

Rapport présenté le 27 février 1901, par M. MOYAU, sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les travaux de peinture.

(Extraits.)

MESSIEURS,

.....

Le Comité consultatif d'hygiène publique de France a été saisi de la question de substitution dans les travaux de peinture faits pour le compte de l'État, des départements et des communes, du blanc de zinc au blanc de céruse dont l'emploi cause, comme chacun sait, de fréquents accidents saturnins. Cette question échappant à la compétence technique du Comité, M. le Président du conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, a prié son collègue, M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, de vouloir bien inviter le Conseil général des bâtiments civils à se prononcer sur le point de savoir si, dans les travaux courants de peinture, la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse peut avoir lieu sans compromettre la durée de ces travaux, sans nuire à leur aspect et sans augmenter le prix de revient.

.....

Le blanc de zinc est aussi solide, tout au moins dans les intérieurs, et plus beau que le blanc de céruse qui jaunit rapidement. Son emploi est tout aussi facile que celui du blanc de céruse, ce n'est qu'habitude à prendre par l'ouvrier, et quand il a pris cette habitude, il ne veut plus employer le blanc de céruse, sachant ce qu'il lui en coûte.

Il suffit, d'ailleurs, pour que le blanc de zinc couvre aussi bien que le blanc de céruse, de tenir la teinte un peu moins liquide en faisant entrer dans sa composition, comme dans celle des enduits, une plus forte proportion d'huile et moindre d'essence de térébenthine.

La peinture au blanc de zinc sèche moins vite, il est vrai, que celle au blanc de plomb; mais on obvie à cet inconvénient, si l'on est pressé, en délayant ce blanc dans des huiles de lin manganésées, ou en y ajoutant des siccatifs spéciaux, tels que le borate de manganèse ou les siccatifs zumatiques qu'on trouve chez tous les fabricants de blanc de zinc.

Est-il démontré que la peinture au blanc de zinc résiste moins bien aux intempéries que la peinture au blanc de plomb? Les uns disent oui, les autres non. On ne paraît pas encore suffisamment fixé sur ce point; toutefois la présomption serait plutôt contre le blanc de zinc employé dans la peinture, à l'extérieur. Ce que nous savons positivement, c'est que certains entrepreneurs de peinture ont tout à fait renoncé, dans leurs travaux, à l'emploi de la céruse et qu'ils en sont, ainsi que leurs ouvriers, on ne peut plus satisfaits.

Les résultats sont incomparablement meilleurs à l'intérieur, parce que la

peinture, comme nous l'avons déjà dit, reste fraîche, tandis que la peinture à la céruse jaunit en très peu de temps.

Quand au prix de revient, il est le même dans les deux cas, quoique le blanc de zinc coûte, au poids, encore plus cher que le blanc de plomb; mais celui-ci pèse plus pour le même volume, le travail fait ne revient pas plus cher avec l'emploi du blanc de zinc.

En résumé, tout milite plutôt en faveur du blanc de zinc, et c'est si vrai que les fabricants de blanc de céruse viennent de diminuer le prix de leur produit. Mais quand on ne devrait au blanc de zinc que d'éviter l'empoisonnement des ouvriers peintres et de leurs enfants, on doit engager à proscrire la céruse dans les travaux de peinture, en coûtait-il un peu plus, tel est l'avis de votre rapporteur.

Signé : C. MOYAUX.

AVIS DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BÂTIMENTS CIVILS.

*Travaux de peinture faits par l'État. — Substitution du blanc de zinc
au blanc de céruse.*

LE CONSEIL,

Consulté par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, à la demande de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, sur la question de savoir s'il est possible, dans la pratique, de substituer l'emploi du blanc de zinc à celui du blanc de céruse dans les travaux de peinture faits au compte de l'État, des départements et des communes ;

Après avoir entendu M. Moyaux, inspecteur général des bâtiments civils, en son rapport en date de ce jour et dans ses conclusions ;

Considérant tout d'abord que le danger que présente l'emploi du blanc de céruse tient pour beaucoup à l'imprudence et au manque de précautions des ouvriers ;

Considérant d'autre part que le blanc de zinc est dans les peintures intérieures aussi solide que le blanc de céruse et d'une plus belle couleur et que son emploi est tout aussi facile pour l'ouvrier qui en a acquis l'habitude ;

Qu'il importe toutefois de remarquer :

Qu'il paraît résulter des expériences faites, qu'il résiste moins bien, pour les peintures extérieures, aux intempéries que le blanc de céruse et exigerait par suite un renouvellement plus fréquent ;

Que d'autre part son prix de revient peut être considéré comme équivalent aux prix du blanc de céruse, ainsi qu'il ressort de la note ci-annexée, mais

que la dépense d'entretien se trouverait supérieure, dans les peintures extérieures, par suite du renouvellement plus fréquent, dont il vient d'être parlé;

En conséquence et conformément aux conclusions de M. le rapporteur;

EST D'AVIS,

Que la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse pourrait avoir lieu sans compromettre la durée des travaux pour les peintures intérieures, sans nuire à leur aspect et sans augmenter leur prix de revient;

Mais en ce qui concerne les peintures extérieures, que la durée en serait moindre.

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail. — Salaire de base et allocations accessoires. Cumul de l'indemnité et d'une pension de retraite (1).

1° Dans le calcul du salaire de base pour la fixation de l'indemnité due à un chauffeur de locomotives, victime d'un accident qui a entraîné une incapacité permanente absolue, il y a lieu de faire état des sommes allouées à cet agent par la Compagnie à titre de primes pour le bon entretien des machines ou pour économie de combustible; ces primes ne pouvant être considérées comme des gratifications ou de pures libéralités, mais correspondant à un surcroît de travail, de soins ou de zèle, dont elles constituent la rémunération. (L. 9 avril 1898, art. 1 et 3.)

Mais il en est autrement des frais de déplacement, lorsque, pour la catégorie d'agents à laquelle appartient la victime, ces frais représentent uniquement le remboursement, évalué à forfait, des dépenses supplémentaires de nourriture imposées à l'agent par les exigences de son service. (Idem.)

2° Dans le cas où une Compagnie de chemins de fer fait au profit de ses agents commissionnés, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, des versements leur donnant droit à une rente viagère à partir de leur admission à la retraite, versements prélevés, non point sur le salaire des agents, mais sur les bénéfices de la Compagnie, la Compagnie aurait été fondée, avant la loi du 9 avril 1898, et sous l'empire de l'article 1382, C. civ., à se prévaloir de l'existence de la rente viagère de la Caisse nationale des retraites pour faire réduire d'autant le chiffre des dommages-intérêts par elle encourus envers un agent victime d'un accident.

3° Et la Compagnie conserve le même droit sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, d'autant que la pension de la Caisse nationale des retraites et la rente allouée par la loi de 1898 concourent l'une et l'autre au même but, qui consiste à atténuer les conséquences de l'invalidité de l'ouvrier, victime de l'accident (L. du 9 avril 1898, art. 1, 3 et 32).

TRIB. de BOURGES, 7 juin 1900, — Soulat contre chemin de fer d'Orléans.
— D'après Sirey.

Tandis que le présent jugement n'admet pas le cumul de la rente allouée en vertu de la loi de 1898, et de la pension servie par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans une espèce où les versements à la caisse avaient été prélevés, non pas sur le salaire de l'ouvrier, mais sur le bénéfice du patron, un jugement du tribunal de Toulouse du 28 juin 1900, qui suit, admet au contraire le cumul de la rente allouée en vertu de la loi de 1898 et de la pension accordée par une caisse de retraites, dans une espèce où la caisse de retraites était alimentée par un fonds de réserve constitué par des retenues sur les salaires ou traitements de l'ouvrier ou de l'employé et par une subvention du patron. Sur une question semblable, le Comité consultatif des assurances contre les accidents a émis, à la date du 12 juillet 1899, un avis ainsi conçu : « Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est d'avis : 1° que, si le chef d'entreprise faisait seul les fonds d'institution de retraites impliquant attribution de pensions d'invalidité en cas d'accidents, les pen-

(1) Voir Bulletin de janvier 1900, p. 61.

sions ainsi attribuées doivent venir en déduction des indemnités mises désormais légalement à sa charge par la loi du 9 avril 1898; 2° que si, au contraire, les ouvriers faisaient seuls, dans les mêmes conditions, les fonds des retraites, au moyen de leurs versements ou des retenues subies sur leurs salaires, ils doivent, le cas échéant, cumuler avec les indemnités légales à eux dues par le chef d'entreprise les pensions d'invalidité acquises de leurs deniers à l'institution patronale de retraite, comme s'ils avaient librement acquis ces pensions par des versements individuels de primes à des sociétés d'assurances; 3° que si, enfin, comme dans le cas signalé, les fonds de retraites d'ancienneté et de retraites d'invalidité en cas d'accidents sont simultanément et indivisément couverts par des retenues sur les salaires des ouvriers et par des contributions patronales, il paraît contraire à la législation actuelle de faire état, à la décharge du patron, de la quotité indéterminée de ses contributions pouvant concourir au service des pensions d'invalidité en cas d'accidents. »

Accidents du travail. Cumul de l'indemnité et d'une pension de retraite.

Dans le cas où une Compagnie de chemins de fer, en vertu d'un règlement dûment approuvé, alloue à ses agents et à leurs veuves une pension de retraite au moyen d'un fonds de réserve constitué par des retenues sur les traitements et par une subvention de la compagnie, la veuve d'un agent victime d'un accident aurait pu, avant la loi du 9 avril 1898, toucher sa pension de retraite et user du droit que lui conférait l'article 1382, Code civil, de demander une indemnité, ces deux droits ne pouvant être confondus.

A cet égard, la loi du 9 avril 1898 n'a pas changé la situation, et la veuve de l'agent, victime d'un accident, a droit à la fois, et à la pension de retraite et à la rente allouée par la loi de 1898; il y a là deux créances distinctes, ayant deux origines différentes, l'une dérivant d'un contrat, l'autre de la loi. (Loi du 9 avril 1898, articles 11 et 16.)

COUR DE TOULOUSE, 28 juin 1900. — Veuve Daubagna contre chemins de fer du Midi. — D'après Sirey.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en avril 1901 (1). — La situation générale du travail dans l'industrie en avril 1901 a été jugée, malgré une tendance assez sensible à l'amélioration, moins bonne que celle de la période correspondante de l'an dernier. Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu, en avril 1900, 93,4 demandes, il y en a eu 141,4, en avril 1901.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 72 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'avril 1900, une diminution du chômage dans 9 villes, une augmentation dans 63.

Les placements effectués dans 70 de ces villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Avril 1900.	37.297	14.284	51 581	38.096	10.080	48.176	102 2	70,5	93,4
Avril 1901.	33.652	15.771	49.423	47.372	12.499	69.871	140,8	78,6	141,4

Grèves en avril. — 65 grèves contre 76 en mars 1901 et 85 en avril 1900. Les grèves les plus importantes se sont réparties : industrie du bâtiment, 11 ; travail des métaux et ateliers de mécanique, 14.

Résultats du recensement au 1^{er} décembre 1900 (2). — La " *Berliner Correspondenz* " organe semi-officiel, vient de publier les résultats provisoires du recensement qui a été effectué en Allemagne le 1^{er} décembre dernier.

D'après le document dont il s'agit, la population de l'Empire s'élevait à cette date au chiffre de 56.345 014 habitants (27.731.067 du sexe masculin et 28.613.947 du sexe féminin) contre 52.279.901 (25.661.250 du sexe masculin et 26.618.651 du sexe féminin) lors du précédent recensement en 1895. Ces chiffres correspondent

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après une communication de S. E. l'Ambassadeur de la République française en Allemagne.

à une augmentation de 7.78 p. o/o, la plus forte qui ait été constatée depuis la fondation de l'Empire, ainsi que l'indique le tableau suivant :

	POPULATION.	Augmentation absolue.	p. o/o.
1 ^{er} Décembre 1871.....	41.058.000		
— 1875.....	42.727.000	1.668.000	4.06
— 1880.....	45.234.000	2.506.000	5.87
— 1885.....	46.855.000	1.621.000	3.59
— 1890.....	49.428.000	2.572.000	5.49
2 Décembre 1895.....	52.279.000	2.851.000	5.77
1 ^{er} Décembre 1900.....	56.345.000	4.065.000	7.78

Les villes de plus de 100.000 habitants sont maintenant au nombre de 33. Elles comptent, ensemble, 9.108.000 habitants soit 16.17 p. o/o de la population totale. Berlin avait, au 1^{er} décembre 1900, 1.884.151 habitants.

Les faillites dans l'empire d'Allemagne (1898 et 1899).

	1899.	1898.
Nombre de faillites déclarées.....	7.057	6.737
Dont closes.....	6.555	6.325

Savoir :

Par règlement définitif de comptes.....	4.389	4.183
Par concordat.....	1.595	1.571

	Marks.	
Montant des créances produites.....	212.110.749	195.662.327
Actif net à répartir.....	55.633.443	56.755.775
Frais de justice et d'administration.....	5.962.710	5.435.919

Dont :

Frais et débours des syndics.....	4.165.826	3.756.390
Frais de justice.....	1.420.173	1.325.411
Frais et débours du comité des créanciers .	376.711	354.118
Les faillites terminées par concordat ont absorbé.....	9,09 p. o/o	9,24 p. o/o
Par règlement définitif des comptes de l'actif.....	10,93 —	10,53 —

MOYENNE DES DIVIDENDES PAYÉS DANS LES FAILLITES CLOSES.

Par concordat.....	17,48 p. o/o	18,35 p. o/o
Par règlement de comptes.....	25,88 —	26,67 —

L'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse en 1899 (1).

— Au cours de l'exercice 1899, les 31 caisses régionales d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse ont concédé 16.724 rentes de vieillesse (aux assurés encore valides âgés d'au moins 70 ans) et 91.760 rentes d'invalidité, soit en tout 108.484 pensions. En 1898, le nombre des pensions concédées par les mêmes établissements avait été de 99.662; en 1897 de 93.421. L'accroissement annuel du nombre des pensions concédées porte exclusivement sur les pensions d'invalidité.

Si l'on ajoute à ces chiffres les rentes allouées, aux termes de la loi, par les 9 caisses spéciales des mines et des chemins de fer, on trouve pour l'année 1899 un total de 96.665 rentes d'invalidité et 17.326 rentes de vieillesse, soit ensemble 113.981 rentes.

Le montant annuel des sommes payées par l'assurance, depuis le début de son application, est donné ci-dessous pour l'ensemble des caisses, y compris les 9 caisses spéciales des mines et des chemins de fer :

Sommes payées annuellement aux assurés. (Arrérages de rentes et cotisations restituées.)

ANNÉES.	ARRÉRAGES de rentes de vieillesse.	ARRÉRAGES de rentes d'invalidité.	COTISATIONS restituées.	TOTAL.
—	marks.	marks.	marks.	marks.
1891.....	15.306.702	52	„	15.306.754
1892.....	21.071.602	1.353.433	„	22.425.035
1893.....	22.763.337	5.282.850	„	28.046.187
1894.....	24.474.443	10.173.183	„	34.647.627
1895.....	26.576.370	15.525.632	219.368	42.321.371
1896.....	27.412.939	21.101.179	1.975.359	50.489.477
1897.....	27.624.293	27.386.315	3.391.034	58.401.642
1898.....	27.518.876	34.769.877	4.497.722	66.786.475
1899.....	26.885.483	42.831.875	5.446.674	75.164.032

Les totaux ci-dessus renferment les subventions allouées par l'Empire pour la majoration des rentes, à raison de 50 marks par titulaire et par an :

Subvention de l'Empire :

ANNÉES.	SOMMES.
—	marks.
1891.....	6.049.848
1892.....	8.971.072
1893.....	11.261.653
1894.....	13.854.897
1895.....	16.813.429
1896.....	19.119.658
1897.....	21.596.844
1898.....	24.235.683
1899.....	26.933.478

(1) D'après le compte rendu officiel (*Ämtliche Nachrichten der Reichsversicherungsamts*).

En ce qui concerne particulièrement les 31 caisses régionales, les dépenses en 1899 s'élèvent à 56.983.767 marks, et les recettes à 137.912.164 marks. La vente des timbres à apposer sur les cartes-quittances a rapporté 118.303.794 marks.

Au 31 décembre 1899, il restait en cours, dans les caisses régionales, 530.141 titres de rentes (1), représentant une somme de 37.627.734 marks, dont voici le détail :

	NOMBRE.	MONTANT.
	—	—
	marks.	marks.
Titres de rentes de vieillesse.....	194.693	14.955.922
Titres de rentes-invalidité.....	335.448	22.671.812

Les rentes d'invalidité en cours au 31 décembre 1899 se répartissent comme suit, d'après l'âge des titulaires :

GROUPES D'ÂGES.	NOMBRE DES TITRES partiels de rentes.	MONTANT.
—	—	marks.
20 à 25 ans.....	4.475	260.355
26 à 30 ans.....	10.280	554 154
31 à 35 ans.....	11.200	652.838
36 à 40 ans.....	12.642	789.617
41 à 45 ans.....	15.232	985.745
46 à 50 ans.....	22.016	1.477.730
51 à 55 ans.....	31.634	2.175.630
56 à 60 ans.....	47.208	3.280.284
61 à 65 ans.....	65.928	4.622.090
66 à 70 ans.....	69.777	4.883.124
71 ans et au-dessus.....	45.056	2.990.243
TOTAUX.....	335.448	22.671.812

D'autre part, les rentes en cours à la même époque dans les caisses spéciales des mines et des chemins de fer représentaient une somme de 1.846.185 marks répartis sur 24.098 titres, et comprenaient :

19.382 titres de rentes d'invalidité, pour 1.383.654 marks
et 4.716 titres de rentes de vieillesse, pour 462.531 marks.

Le montant moyen des rentes allouées a été en augmentant graduellement depuis la première année d'assurance. Le tableau ci-dessous fait connaître les

(1) Le nombre des titres de rentes est supérieur au nombre des rentiers, parce qu'il arrive assez fréquemment que plusieurs caisses participent, chacune pour une partie, au paiement de la même rente. Les titres partiels représentent les parts contributives de chaque établissement.

moyennes de la rente d'invalidité et de la rente de vieillesse, avec et sans la subvention de 50 marks de l'Empire :

ANNÉE de liquidation des rentes.	MONTANT MOYEN de la rente de vieillesse		MONTANT MOYEN de la rente d'invalidité	
	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.
	marks.	marks.	marks.	marks.
1891.....	73,60	123,60	63,38	113,38
1892.....	77,69	127,69	64,70	114,70
1893.....	80,00	130,00	67,99	117,99
1894.....	76,14	126,14	71,23	121,23
1895.....	82,80	132,80	73,98	123,98
1896.....	85,34	135,34	75,75	125,75
1897.....	87,88	137,88	77,92	127,92
1898.....	89,72	139,72	80,00	130,00
1899.....	91,57	141,57	81,56	131,56

Les frais de justice, d'administration, de perception et de contrôle des caisses régionales se sont élevés à 7.804.119 marks, soit à 6,6 p. o/o du montant des cotisations perçues dans l'année.

L'avoir total des caisses régionales s'élevait, au 31 décembre 1899, à 701.532.530 marks (618.105.551 marks en 1898). En voici le détail :

	marks.
En caisse et solde des comptes courants dans les banques.....	12.948.003
Valeurs mobilières, évaluées au prix d'achat.....	672.552.505
Immeubles.....	14.801.527
Excédent d'inventaire.....	1.230.495
TOTAL.....	701.532.530

Le revenu moyen des fonds a été de 3,50 p. o/o. Voici les valeurs du taux d'intérêt obtenu par les caisses dans leurs placements depuis 1891 :

ANNÉES.	REVENU ANNUEL moyen du portefeuille des caisses régionales.
	marks.
1891.....	3,67
1892.....	3,67
1893.....	2,66
1894.....	3,65
1895.....	3,58
1896.....	3,53
1897.....	3,49
1898.....	3,49
1899.....	3,50

BELGIQUE.

Revue du travail en mars (1). — Activité régulière dans l'industrie houillère, mais des réductions de salaires ont été la conséquence du fléchissement des cours du charbon. La métallurgie végète depuis plusieurs mois. En grosse construction métallique, allure générale ralentie. Amélioration en glacerie et cristallerie. Reprise saisonnière pour le bâtiment et le vêtement. Bonne reprise aussi pour la tannerie. Activité bonne en papeterie et dans l'industrie du bois. Situation stationnaire pour les industries textiles, dont la condition générale est plutôt peu favorable.

Grèves. — 9 grèves nouvelles avec 567 grévistes. La grève des verriers de Charleroi dure toujours. Parmi les causes de conflit, les questions de salaire viennent toujours au premier rang (6 cas). Sur 7 grèves terminées, anciennes et nouvelles : 7 échecs pour les ouvriers.

DANEMARK.

La réparation des accidents du travail en 1899 (2). — La nouvelle loi sur la responsabilité des accidents (du 7 janvier 1898) est entrée en application à partir du mois de janvier 1899. Le nombre des victimes d'accidents, signalées au conseil d'assurance jusqu'au 31 décembre de la même année s'élève à 1.906. Les dispositions de la loi ont été appliquées à 1.242 cas; 435 ayant été réservés et 229 ayant été considérés comme ne motivant pas indemnité, parce qu'ils ne rentraient pas dans les cas visés par la loi. Sur les 1.242 cas motivant indemnité, 49 ont entraîné la mort, 243 une incapacité permanente, 950 une incapacité temporaire de travail.

Le montant total des sommes allouées aux ayants droit des décédés atteint 122.000 francs. Aux blessés atteints d'incapacité permanente, il a été alloué en tout 242.000 francs, dont 103.800 francs à 203 personnes, pour accidents entraînant une diminution de $\frac{1}{4}$ ou moins de la capacité de travail, et 138.200 francs à 40 personnes pour incapacités graves (dont 1 totale). Parmi les 950 blessés atteints seulement d'infirmités temporaires, 31 ont reçu le secours journalier fixé par la loi, à partir de la 14^e semaine consécutive à l'accident.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en avril (3). — Le marché du travail a montré de la fai-

(1) *Revue du travail* (belge).

(2) D'après la *Labour Gazette*.

(3) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department* anglais.

blesse en avril par rapport à l'année dernière et au mois précédent, dans plusieurs industries des plus importantes.

3,6 p. o/o de chômeurs dans 143 *Trade-unions* groupant 547.000 membres contre 3,6 p. o/o en mars 1901 et 2,5 p. o/o en avril 1900.

4,91 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 477.700 mineurs contre 5,19 en avril 1900. Toutefois il faut observer que les vacances de Pâques sont comprises dans le mois dernier.

291 hauts fourneaux en marche à la fin d'avril 1901, avec 20.700 ouvriers contre 289 en mars 1901 et 382 en avril 1900.

72 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en avril 1901 et 64 p. o/o dans les tissages avec 81.700 ouvrières, femmes et filles, contre 79 et 70 en mars 1901 et 97 et 94 en avril 1900.

Travail actif dans les *houillères*, les *mines de fer*, la *construction mécanique et navale*, les *métaux*, le *bâtiment*, le *papier* et le *cuir*. Un peu de faiblesse dans le *livre*, le *verre* et la *quincaillerie*. La lourdeur s'accroît dans la production de la *fonte*, du *fer* et de l'*acier*.

Sur 54.874 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, baisse de salaires de 3 fr. 65 en moyenne par semaine pour 52.177 d'entre eux, principalement dans l'industrie minière. Cette baisse a été consentie pour 1.043 ouvriers après grève préalable, pour 2.839 ouvriers par échelle mobile, pour 36.042 par des bureaux de conciliation et pour 15.362 par négociation directe entre les patrons et les ouvriers ou leurs représentants. Dans deux affaires, avec 412 ouvriers, la diminution a été décidée par un arbitrage au cours de la suspension du travail.

Grèves. — 66 nouvelles grèves en avril 1901 avec 35.300 chômeurs, contre 52 avec 20.800 en mars 1901, et 52 avec 31.200 en avril 1900; 20 grèves dans le bâtiment, 20 dans les mines, 4 dans les textiles, 9 dans la métallurgie. Sur 57 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 38.200 grévistes: 16 succès (avec 2.200 grévistes), 26 transactions avec 7.300 grévistes), 6 échecs (avec 27.600 grévistes), 7 solutions pendantes (avec 1.100 intéressés).

SUISSE.

Résultats du recensement du 1^{er} décembre 1900 (1). — Le Bureau fédéral de statistique vient de publier les chiffres provisoires du recensement effectué dans la Confédération, le 1^{er} décembre 1900, mais qui ne différeront probablement que fort peu des chiffres définitifs.

La population, de fait, est montée à 3.327.207 âmes, contre 2.933.334 en 1888, soit une augmentation de 393.873 ou 13 o/o, tandis que dans les périodes décennales précédentes, elle ne dépassait pas 150.000 âmes en moyenne. Enfin, depuis 1850, elle a augmenté d'un million, soit de près d'un tiers.

La courbe des naissances et des décès est restée normale, durant les douze

(1) D'après une communication de l'Ambassadeur de la République à Berne.

dernières années et, si l'émigration a diminué (2 500 émigrants en 1899 contre 8.000 en 1889), cette différence est relativement faible.

Au contraire, le nombre des étrangers, en résidence ordinaire, qui n'était en 1888 que de 229.650, a monté en 1900 à environ 389 000, soit 159.000 de plus ou 70 0/0 (sans compter les 30.000 étrangers naturalisés pendant cette période).

La proportion entre les différentes langues parlées en Suisse est restée à peu près la même :

	1900	1888
Langue allemande.....	2.319.105	2.083.097
Langue française.....	733.220	634.613
Langue italienne.....	222.247	155.130
Langue romanche, parlée dans les Grisons.....	38.677	38.357
Autres langues.....	14.087	6.557

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 13 avril 1901, modifiant l'arrêté du 28 décembre 1900, déterminant les conditions d'admission dans les écoles nationales professionnelles.

(J. O. du 17 avril 1901.)

Vu l'arrêté du 28 décembre 1900, déterminant les conditions d'admission dans les écoles nationales professionnelles. — Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur de l'enseignement technique,

L'article 6 de l'arrêté du 28 décembre 1900 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 6. — Les épreuves sont identiques pour toute la France. Elles ont lieu dans la première quinzaine du mois d'août, le même jour et aux mêmes heures, au chef-lieu du département et au siège de chacune des écoles nationales professionnelles d'Armentières, de Vierzon et de Voiron, sous la surveillance d'une commission nommée par le préfet.

Décret du 18 avril 1901, complétant la nomenclature du décret du 15 juillet 1893 relative aux tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892.

(J. O. du 24 avril.)

Vu les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

Vu les décrets des 15 juillet 1893, 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898 et 1^{er} juillet 1899;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 32 de la loi précitée;

Le Conseil d'État entendu.

ART. 1^{er}. — Est complétée comme suit la nomenclature des industries énumérées aux articles 3 et 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898 et 1^{er} juillet 1899, et admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le travail de nuit, le repos hebdomadaire et la durée du travail, savoir :

« Art. 3. — Beurrieres non annexées à une ferme ou à un groupe de fermes réunies par un lien coopératif : soixante jours.

« Art. 5. — Porcelaine (Ateliers de décor sur).

« Beurrieres non annexées à une ferme ou à un groupe de fermes réunies par un lien coopératif.

« Coloriage au patron ou à la main. »

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 29 avril 1901, créant une école pratique de commerce et d'industrie de jeunes filles, à Dijon.

(J. O. du 2 mai 1901.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations ouvrières, associations patronales, etc. ; et 2^o par les correspondants (1).

Allier. — Chez les *charbonniers* de Vichy, Cusset, Vest, le premier trimestre de 1901 n'a pas présenté de changements notables par rapport au trimestre précédent, travail moins abondant que l'an dernier à pareille époque.

Alpes-Maritimes. — Chez les *bouchers* de Nice, 15 heures de travail en moyenne par jour; augmentation des prix, par suite de la fièvre aphteuse. Chez les *parfumeurs-distillateurs* de Cannes, personnel et production sensiblement les mêmes qu'en 1900, baisse générale des prix de vente, sauf pour quelques fleurs dont la récolte a été médiocre, augmentation de la durée de travail de 1 heure par jour; 54 heures environ de travail effectif par semaine.

Bouches-du-Rhône. — Dans la *savonnerie*, à Marseille, 60 heures en moyenne par semaine, la hausse des corps gras n'améliore pas la situation concernant les prix de vente, qui reste la même que l'an dernier à la même époque.

Calvados. — A Caen, chez les *importateurs de bois*, cours légèrement en baisse pendant le trimestre considéré, réduction générale de la durée de travail; le prolongement de la saison d'hiver retarde la reprise; chez les *commerçants de vins et spiritueux en gros*, ventes beaucoup moins actives que l'an dernier, concurrence croissante des bouilleurs de cru.

Cantal. — A Aurillac, situation sans changement chez les *boulangers*, pas de variations sur les cours des farines; aucun changement également à signaler chez les *bouchers*.

Charente-Inférieure. — L'industrie de la *teinture*, dans le Sud-Ouest (Charentes, Deux-Sèvres, Gironde, Vendée, Vienne), est dans une situation satisfaisante; les prix de façon se maintiennent, aucune diminution de travail par rapport à l'année précédente. A la Rochelle, le chômage s'est fortement fait sentir dans toutes les industries du bâtiment. La situation a été comparativement meilleure à Rochefort, et, pendant la même période, le chômage a été relativement restreint; salaires journaliers variant de 4 à 5 francs pour les ouvriers d'état et de 3 francs à 3 fr. 75 pour les journaliers et manœuvres.

Cher. — A Bourges, chez les *horticulteurs-maraîchers*, le chômage dû à la prolongation de l'hiver et le retard des cultures rendent en ce moment le travail très abondant, insuffisance de personnel; chez les *charcutiers*, situation sans changement; dans la fabrication des *toiles cirées*, ralentissement et chômage accidentels causés par un incendie.

Dordogne. — Travail moins abondant dans la *meunerie*, cours légèrement en baisse sur ceux du dernier trimestre de 1900, mévente des farines.

Doubs. — Le *commerce des vins et spiritueux* de la région de Montbéliard se plaint, comme ailleurs, de la stagnation des affaires, de la concurrence des bouilleurs de cru; dans la *tannerie*, travail moins abondant, diminution de 2 heures de travail environ par jour.

Eure. — Dans l'arrondissement de Bernay, reprise du travail dans le *bâtiment*. Situation calme et sans changement pour les autres industries de la région.

(1) A moins d'indications contraires, il s'agit partout, dans cette analyse, de la situation pendant le premier trimestre 1901.

Gard. — Chez les *voyageurs et représentants de commerce* du Gard, ralentissement des affaires, attribué à la crise vinicole.

Gironde. — Dans la *boulangerie*, augmentation du nombre des établissements de détail; on signale la concurrence croissante des coopératives, durée du travail journalier: 12 heures. Diminution du travail dans la *meunerie* du Sud-Ouest. Pas de changements à signaler dans la *boucherie* de la région de Bordeaux, salaires annuels, en argent, du personnel, variant de 800 à 1800 francs; situation très satisfaisante dans la *tonnellerie*; faible reprise chez les *entrepreneurs de couverture en bâtiment*. Pas de changements à signaler parmi les *horticulteurs* de l'arrondissement de Libourne.

Jura. — Dans la *fromagerie*, légère hausse des prix de vente.

Indre-et-Loire. — Chez les *menuisiers* de la région de Tours, travail moins abondant, 60 heures en moyenne par semaine.

Isère. — Le commerce de l'*épicerie au détail* se plaint de la concurrence croissante des coopératives.

Loire. — Dans la *rubannerie et la fabrique de velours*, à Saint-Étienne, état stationnaire; chez les *cylindriers, apprêteurs*, prix de façon plus rémunérateurs; chez les *chapeliers*, les prix des matières premières maintenus en hausse sont désavantageux; ralentissement du travail chez les *fabricants de limes*; il en est de même dans l'industrie de l'*ameublement*.

Loiret. — Baisse depuis le commencement de l'année dans le commerce des *vins et spiritueux* de la région d'Orléans; état stationnaire dans la *vinaigrerie*.

Lot-et-Garonne. — Dans l'*imprimerie*, à Montauban, pendant le premier trimestre de 1901, travail un peu moins abondant qu'au cours du trimestre précédent; prix de vente moins rémunérateurs par suite de la hausse des papiers.

Marne. — Dans l'*industrie lainière* de la région de Reims, l'amélioration récente s'est maintenue jusqu'à présent; tous les établissements sont en pleine marche; pas de variations dans le taux des salaires; diminution de l'activité dans les *minoteries* du département; baisse des prix de vente supérieure à la baisse des matières premières.

Marne (Haute-). — Diminution sensible de l'activité dans les *fonderies et usines métallurgiques* de la région; réduction générale de 10 p. o/o environ de la durée de travail; la *fonderie* surtout se plaint de la rareté des ordres.

Mayenne. — Ralentissement de la fabrication des *couteils* dans la région de Laval; on évalue les chômeurs à 30 p. o/o parmi les *tisseurs* à la main.

Meuse. — Dans l'arrondissement de Bar-le-Duc, pleine activité dans les *chantiers de construction, travaux publics, charpente*, etc., pénurie de personnel; ralentissement dans la *fonderie*; pas de variations sur les salaires dans les principales industries.

Nord. — Dans l'arrondissement de Cambrai, les commerçants en *vins et spiritueux* se plaignent de la diminution du travail et de la mévente des produits. Travail normal dans les *filatures de coton* de la région de Lille; travail en diminution dans la *retorderie*; baisse sur les cours des filés. Dans la région de Valenciennes, réduction à 4 ou 5 jours du nombre moyen hebdomadaire des jours de travail dans l'industrie *métallurgique*.

Puy-de-Dôme. — Dans la *distillerie*, le commerce des *vins et spiritueux*, ralentissement du travail, plaintes relatives à la mévente et à la concurrence des bouilleurs de cru.

Rhône. — Travail moins abondant chez les *horticulteurs-pépiniéristes*, légère hausse sur les prix de vente dans la *charcuterie*; l'industrie de la *chocolaterie* reste sur la baisse signalée

pour ces dernières années ; travail moins abondant dans la *distillerie* et la *fabrique de liqueurs*. La dépression du travail se fait sentir plus lourdement cette année dans l'industrie de la *soierie*. La situation de l'industrie *textile*, dans le ressort du conseil des prud'hommes de Thizy, est déclarée très mauvaise par ce conseil qui évalue à $\frac{1}{4}$ la proportion des chômeurs dans cette industrie ; cet état de choses est attribué, en partie, à la hausse des cotons filés.

Saône (Haute-). — Diminution très sensible du travail dans le commerce des vins et spiritueux ; la durée du travail varie de 65 à 67 heures par semaine.

Sarthe. — Situation stationnaire pour la *charcuterie* ; les cours et prix de façon sont en augmentation ; la main-d'œuvre fait souvent défaut.

Savoie. — Pas de changement notable dans la *boulangerie* ; durée du travail journalier de 11 à 12 heures.

Seine. — A Paris, augmentation de la vente sur les vins, diminution de moitié sur celle des spiritueux. Pas de changement dans l'industrie des produits pharmaceutiques. Travail plus actif chez les *tailleurs*, reprise de la bonne saison, 80 heures par semaine, $\frac{1}{2}$ journée du dimanche comprise. Situation stationnaire pour le commerce des bois, pour la *construction des bateaux*. Travail moins abondant, cours moins rémunérateurs dans la fabrication d'outils à découper, dans la *vannerie*, dans la *mégisserie* et la *teinturerie en peaux*. Chômage estimé à 20 p. o/o dans la *fonderie de cuivre et de bronze*. Diminution très sensible du travail pour les *entrepreneurs de voitures de place*, causée par la concurrence des tramways et du Métropolitain. A Boulogne, pas de changement dans la *boulangerie*. A Saint-Denis, diminution du travail dans la *charcuterie*, prix en hausse ; diminution de moitié dans le commerce de la *distillerie* et des spiritueux, un tiers du personnel congédié, durée du travail descendue de 75 à 66 heures autrefois à 50 heures par semaine pour les ouvriers conservés.

Seine-Inférieure. — A Rouen, baisse des cours dans la *charcuterie*, 72 heures de travail par semaine, installation de moteurs dans certaines maisons importantes. Diminution des affaires pour le commerce en gros des liquides ; la diminution de la vente des spiritueux n'est pas compensée par un accroissement de la vente des vins. Baisse très sensible pour le *camionnage* au Havre ; 64 heures en moyenne par semaine. Pas de changement à Dieppe pour la *boulangerie*, 65 heures par semaine ; travail plus actif dans l'industrie du bâtiment. Prix de vente moins rémunérateurs pour la *tannerie* de Saint-Saëns.

Seine-et-Marne. — Reprise du travail dans le bâtiment ; à Melun, moyenne de la durée du travail, 9 h. $\frac{1}{2}$ par jour ; augmentation très sensible à Lagny.

Somme. — Pas de changement dans les *pêcheries* de l'arrondissement de Péronne ; travail moins abondant, baisse des cours dans la *meunerie* ; reprise du travail dans le bâtiment.

Tarn. — Travail abondant pour le bâtiment, pas de chômage, 10 heures par jour ; hausse du prix des matériaux.

Vendée. — Situation stationnaire pour l'industrie ostréicole, prix moins rémunérateurs, 48 heures par semaine.

Vienne (Haute-). — Pas de variation dans l'imprimerie à Limoges ; 60 heures par semaine ; la hausse des papiers est préjudiciable aux imprimeurs.

Vosges. — Dans l'industrie cotonnière, prix un peu plus rémunérateurs pour la filature ; moins rémunérateurs pour le tissage.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

Ain. — A Bourg, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, pas de chômeurs chez ceux d'Oyonnax. A Thoiry, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les *boulangers*; 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *apprêteurs*; de même et 60 heures chez les *couvreurs-zingueurs*, pas de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*. A Soissons, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures chez les *mouleurs*; pas de changement chez ceux de Tergnier. A Saint-Michel, travail moins actif chez les ouvriers en *chaussures*, moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*.

Allier. — A Moulins, reprise du travail pour les ouvriers *agricoles*; pas de chômeurs chez les *typographes*; travail un peu plus abondant, 5 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures par semaine chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *maçons* et les ouvriers du *bâtiment*. A Montluçon, 7 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*; pas de changement chez les *verriers en bouteilles*. A Commentry, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Vichy, travail plus abondant, 63 heures chez les *typographes*; travail actif pour les ouvriers en *voitures*; de même et 60 heures chez les *menuisiers* et les *menuisiers-rénistes*; chez les *ferblantiers*, les *métallurgistes*, les *tailleurs de pierre*, les *maçons* et les ouvriers des *établissements thermaux*. A la Ville-Aizet, diminution du travail pour les ouvriers en *produits chimiques*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacerie*. A Durdar-Larequille, pas de changement chez les *mineurs*. A Cusset, pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *sabotiers-galochiers*. A Saint-Yorre, pas de chômeurs chez les *sourciers des eaux minérales*. A Treignat, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers *agricoles*. A Lurcy-Lévy, reprise du travail pour les *bûcherons*; pas de chômeurs, 72 heures chez ceux de Pouzy-Mezangy et de Saint-Ennemond. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de la Croix de Montvicq et de Doyet; pas de changement chez ceux de Bézenet.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 16 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. o/o chez les *confiseurs-pâtisseries*; 15 p. o/o chez les *menuisiers*; 14 p. o/o et 50 heures par semaine chez les *tabletliers*; 15 p. o/o et 60 heures chez les *électriciens*; près de moitié en chômage chez les *serruriers-mécaniciens*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; 4 p. o/o et 94 heures chez les *employés de commerce*. A Cannes, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 23 p. o/o chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Menton, près de la moitié en chômage et 60 heures chez les *maçons*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 10 p. o/o de chômeurs, travail toujours peu actif chez les *mégissiers-polissoyeurs*; 8 p. o/o, 30 à 40 heures par semaine chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers*. A Tournon, 2 p. o/o environ de chômeurs, 62 heures chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Serrières, pas de chômeurs, mais 3 jours seulement de travail par semaine chez les *chapelières-fouteurs*. A Vals, 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, travail abondant pour les *typographes*; pas de chômeurs chez les *brossiers*, 6 p. o/o de chômeurs chez les *émouleurs polissoyeurs*; 9 p. o/o chez les *métallurgistes*. A Sedan, un tiers de chômeurs, travail un peu plus abondant néanmoins chez les *tisseurs*. A Floing, reprise du travail soutenue, 15 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. A Fumay, travail actif chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 56 heures chez les *mouleurs*; de même et 66 heures chez ceux de Laval-Dieu; 2 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vivier-au-Court; 15 p. o/o chez ceux de Virgine-aux-Bois; 10 p. o/o chez ceux de Revin; 5 p. o/o chez ceux de Deville; pas de chômeurs chez ceux de Renwez. A Francheval, 17 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Pourru-aux-Bois. Aux Mazures, 7 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les

métallurgistes; 5 p. o/o chez ceux de Monthermé. Pas de chômeurs chez les *forgerons d'écrans* de Neufmanil.

Ariège. — A Belesta, pas de chômeurs chez les *scieurs*. A Lavelanet, 1 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tisseurs*. A La Bastide-sur-l'Hers, 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *filateurs*; près de 1 p. o/o et 66 heures chez les *teinturiers*; 10 p. o/o et 66 heures chez les *serruriers*; 3 p. o/o chez les *employés de commerce*; pas de changement, 72 heures chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, 18 p. o/o de chômeurs, 70 heures par semaine chez les *boulangers*; 30 p. o/o chez les *cuisiniers*; travail abondant, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail actif chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *peintres* et chez les *employés-vendeurs*. A Carcassonne, 5 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; reprise du travail, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *menuisiers*; de même chez les *mouleurs*; pas de chômage chez les *maçons*. A Ouveillans, reprise du travail, 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, travail plus actif chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers en *peignes*. A Chalabre, morte-saison chez les *chapeliers*.

Aveyron. — A Decazeville, pas de changement chez les *mineurs*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les ouvriers *jardiniers*; 38 p. o/o de chômeurs, 70 heures par semaine chez les *confiseurs-pâtisseries*; 16 p. o/o chez les *garçons bouchers-charcutiers*; près de 1 p. o/o chez les *typographes*; 15 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*. Pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*; 37 p. o/o de chômeurs chez les *calfats-perceurs*; pas de chômeurs chez les *démolisateurs de navires*; 6 p. o/o, 60 heures, chez les *carrossiers*; 10 p. o/o, 60 heures chez les *menuisiers*; moitié en chômage, 35 heures chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *forgerons*; pas de chômeurs, 80 à 90 heures chez les *ajusteurs*; 60 heures par semaine chez les *ferblantiers*; pas de changement chez les *smilleurs de pavés*; un tiers de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *maçons*; un quart en chômage chez les *manœuvres et aides-maçons*; pas de chômeurs chez les *tuiliers-céramistes* (Saint-Henri); un tiers en chômage chez les *marins du commerce*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 45 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du port; moitié en chômage chez les *charbonniers du port* et chez les ouvriers des *entrepôts de bois*; travail moins actif chez les *piqueurs de sel*; pas de changement chez les *placiers* et chez les *employés de commerce*; moitié de chômeurs chez les *nettoyeurs et cirleurs d'appartements*.

A Aix, 15 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. A Arles, 13 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. A Aubagne, un tiers de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *potiers*. A Châteaurenard, pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A la Ciotat, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. A Fontvieille, 12 p. o/o de chômeurs chez les *carriers*. A Fuveau, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de Gardanne et de Saint-Savournin. A Berre, pas de changement chez les *pêcheurs*, de même chez ceux de Martigues.

Calvados. — A Caen, 3 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. A Honfleur, pas de changement, 72 heures par semaine chez les ouvriers des *chantiers et usines de bois*. A Falaise, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, le travail reprend chez les ouvriers du bâtiment, les *charpentiers* et les *terrassiers*, 11 heures par jour en moyenne.

Charente. — A Angoulême, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *lithographes*; 66 heures par semaine chez les *travailleurs sur cuivre*; pas de chômeurs,

60 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*. A Cognac, 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; travail moins abondant, 48 heures chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes* et chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de changement chez les *marins-pêcheurs*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes* et chez les *métallurgistes*. A Rochefort, 13 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, 66 heures par semaine chez les *typographes*; de même chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre* et chez les *maçons*.

Cher. — A Bourges, 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers en *toiles cirées*; pas de changement chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *charpentiers*; de même et 60 heures chez les *menuisiers*; de même et 66 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*. Pas de changement chez les *travailleurs sur métaux*; près d'un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; de même chez les *couvreurs*; 30 p. o/o de chômeurs, 45 heures chez les *peintres*; 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers*.

A Vierzon, pas de changement chez les *menuisiers*, chez les *couvreurs* et chez les *tailleurs de pierre*. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures* et chez les *maçons*. A Dun-sur-Auron, moitié de chômeurs chez les *carriers*; travail actif, pas de chômage, 55 heures chez les *maçons*. A Jussy-le-Chaudron, 66 heures par semaine chez les *chaufourniers*; travail plus actif, pas de chômeurs, 72 heures chez les *bûcherons*; de même chez ceux de La Guerche et chez ceux de Cussy; près de la moitié en chômage chez ceux d'Apremont; un quart environ de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon; 6 p. o/o de chômeurs chez ceux de Grossouvre; 5 p. o/o chez ceux de Sancergues; pas de changement chez ceux de Vallenay.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*, travail actif, 60 heures chez les *menuisiers*. A Brive, travail un peu plus actif, 16 p. o/o de chômeurs chez les *scieurs de long* et chez les *charpentiers*; travail toujours abondant, pas de chômeurs, journée de 11 heures chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 6 p. o/o environ de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les ouvriers de la *chaussure*; 3 p. o/o de chômeurs, 90 heures chez les employés de *commerce*. A Semur, pas de changement chez les *typographes*. A Comblanchien, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *mineurs* de Lavaveix.

Dordogne. — A Périgueux, près de 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 30 p. o/o, 66 heures chez les *peintres*. Au Buque, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *grandis-seurs-pierristes*; 7 p. o/o de chômeurs chez les garçons *limonadiers*. A Montbéliard, pas de chômeurs chez les ouvriers en *meubles*; 50 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*. A Pontarlier, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Andincourt, pas de changement chez les *typographes*; de même et 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *automobiles*. A Colombier-Fontaine, pas de changement chez les *filateurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs chez les *horlogers*. A Valentigney, pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *vermicelliers* ; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes* ; pas de chômeurs, travail abondant, manque d'ouvriers chez les *scieurs sur bois*. A Die, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Romans, pas de changement chez les *menuisiers*. A Bourg-de-Prage, morte-saison chez les *chapeliers-apprêteurs*. A Saint-Regist, pas de chômeurs, 40 heures chez les *carriers*. A Saint-Vallier, 10 p. o/o de chômeurs, 71 heures chez les *carrossiers*.

Eure. — A Évreux, près de 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Louviers, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tisseurs*. A Etzy, pas de changement chez les ouvriers en *peignes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 11 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes* ; 9 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers* ; pas de changement chez les *mouleurs* ; 3 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *mécaniciens* ; 25 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Châteaudun, travail moins abondant pour les *typographes* ; pleine activité dans les travaux du *bâtiment* ; travail assez actif chez les *fondeurs-mécaniciens*.

Finistère. — A Brest, 63 heures par semaine chez les ouvriers de l'*ameublement* ; pas de chômeurs, 60 heures chez les *travailleurs réunis du port*. A Morlaix, pas de chômeurs chez les ouvrières de l'*habillement*. A Audierne, 15 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers* ; pas de chômeurs chez ceux de Concarneau ; 16 p. o/o, 30 heures chez ceux de Douar-nenez. A Guilvinec, pas de changement chez les *marins-pêcheurs*.

Gard. — A Nîmes, 3 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* ; pas de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries* ; pas de changement chez les *typographes* ; de même chez les *tonneliers*. A Alais, pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures chez les *vanniers*. A Bessèges, pas de chômeurs chez les ouvriers des *laminoirs* et chez les *verriers à vitres*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, situation satisfaisante chez les *typographes* ; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement* ; 11 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *charpentiers* ; pas de chômeurs chez les *menuisiers* ; pas de chômeurs 60 heures chez les *métallurgistes* ; 5 p. o/o de chômeurs chez les *trépointeurs*.

Gironde. — A Bordeaux, 6 p. o/o de chômeurs, 84 heures par semaine chez les *pâtis-siers-glaciers* ; 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers* ; 10 p. o/o chez les *cuisiniers-naviga-teurs* ; pas de changement chez les *gaziers* ; pas de chômeurs chez les *photo-lithographes* ; pas de changement pour les ouvriers de l'*habillement* et du *campement* ; pas de chômeurs chez les *passementiers*. Pas de chômeurs chez les *charpentiers* ; de même, 60 à 70 heures par semaine chez les *ébénistes* ; de même chez les *vanniers*. 27 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des constructions *maritimes*. 3 p. o/o de chômeurs chez les *doreurs-argenteurs* ; pas de chômeurs chez les *bijoutiers*. 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre* ; moitié en chômage, 25 heures chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs* ; 5 p. o/o de chômeurs, 63 heures chez les *peintres* ; 16 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *terrassiers*. Nombreux chômeurs chez les *marins du commerce* ; 2 p. o/o de chômeurs pour la *marine fluviale* ; pas de chômeurs chez les employés de *tramways* ; moitié de chômeurs chez les *charbonniers du port* ; pas de chômage, 50 heures chez les ouvriers des *nouveaux docks* ; 4 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison* ; pas de chômeurs chez les *nettoyeurs de magasins*.

A Libourne, 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes* ; pas de chômeurs chez les *serruriers* ; travail plus actif chez les *plâtriers*. A Arcachon, pas de changement chez les *chauffeurs* et *marins*. A Vayres, travail actif, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, plus de moitié de chômeurs, 48 heures par semaine chez les *jardiniers-fleuristes* ; 15 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* ; 17 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers* ; moitié de chômeurs chez les *cordonniers* ; travail moins actif chez les *ébénistes* ; 17 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers-foudriers* ; un quart de chômeurs, 60 heures par

semaine chez les *plâtriers* ; près de 1 p. o/o de chômeurs, 77 heures par semaine chez les *commis et employés* ; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Béziers, plus de la moitié de chômeurs chez les *cultivateurs et vignerons* ; 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; travail peu actif chez les *forgerons*. A Cette, 14 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *bois mercurisés*. A Fabrègues, pas de chômeurs, reprise du travail chez les *travailleurs de terre*. A Mèze, 9 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs*. A Graissessac, 20 p. o/o de chômeurs, 52 heures chez les *mineurs*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers des industries du *cuir* ; pas de changement chez les *chapeliors* ; pas de chômeurs chez les *charpentiers*. A Fougères, travail peu abondant chez les *typographes* ; 5 p. o/o de chômeurs, 36 heures chez les *coupeurs en chaussures* ; pas de chômeurs chez les *peintres* ; de même, 66 heures chez les *courcurs*. A Pont-Péan, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Louvigné-du-Désert, pas de changement chez les *granitiers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs ; travail moins actif cependant chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers en *draps* ; travail plus abondant pour les ouvriers du *bâtiment*. A Issoudun, 37 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des *cuirs et peaux*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 5 p. o/o de chômeurs, travail en baisse chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *plâtriers*. A Châteaurenault, pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs* ; 5 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *cordonniers-galochiers* ; pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les *typographes* ; de même chez les *gaziers* et chez les *teinturiers en peaux* ; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *mouleurs*. A Vienne, travail peu abondant chez les *mouleurs*. A Voiron, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*. A Bouvette-Quirieux, 18 p. o/o de chômeurs chez les *carriers*. A Parmillieu, chômeurs très nombreux chez les *tailleurs de pierre*. A Rives, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Vinay, pas de changement chez les *nacriers*. A La Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.

Jura. — A Lons-le-Saunier, pas de chômeurs chez les *typographes* ; de même chez les ouvriers du *bâtiment*. A Dôle, pas de chômeurs, 12 heures par jour chez les ouvriers du *bâtiment*.

Landes. — A Dax, 2 p. o/o environ de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saint-Paul-lès-Dax, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *mouleurs*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, mais diminution de la journée pour un certain nombre d'ouvriers chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers en *draps* ; pas de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 13 p. o/o de chômeurs, 98 heures par semaine chez les *boulangers* ; pas de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers* ; 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; pas de changement pour les *chefs d'ateliers tisseurs*, sauf dans le ruban pour lequel le chômage atteint les trois quarts des métiers ; 26 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* (Ligue). Pas de chômeurs chez les *maréchaux ferrants* ; de même chez les *armuriers* ; pas de changement chez les *mécaniciens-chauffeurs* ; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes* ; 16 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *charpentiers* ; 7 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* ; pas de chômeurs chez les *mouleurs en fonte* ; de même, et 66 heures chez les *tourneurs en poterie* ; pas de changement chez les *employés de la batellerie*. A Saint-Jean-Bonnefonds, pas de chômeurs chez les *mineurs* ; un tiers de chômeurs chez les *passemmentiers*. A la Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs* ; de même chez ceux de La Gresle. Aux Barques-Saint-Rambert, moitié de

chômeurs chez les *tisseurs rubaniers*, travail toujours actif chez les *tisseurs veloutiers*. A Saint-Just-sur-Loire, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tisseurs*; travail toujours peu abondant chez ceux de Jarnosse. A Terrenoire, moitié de chômeurs chez les *passementiers*; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Avezieux, travail toujours peu actif chez ceux de La Fouillouse. A Saint-Genest-Lerpt, un quart de chômeurs, 60 heures chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *chefs d'ateliers passementiers*. A Chazelles, pas de changement chez les *chapeliers*. A Régnv, 3 p. o/o de chômeurs chez les *tinturiers*. Au Chambon, 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*. A Sail-sur-Couzan, pas de changement, 60 heures par semaine chez les ouvriers des *caux minérales*.

Haute-Loire. — Au Puy, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; de même chez les *menuisiers*. A Saint-Didier-la-Séauve, 40 p. o/o de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *passementiers*; 12 p. o/o de chômeurs chez ceux de Sainte-Sigolène. A Sainte-Florine, pas de chômeurs, 66 heures chez les *mineurs*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de changement chez les *typographes*; de même chez les ouvriers de l'habillement et du campement; 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ajusteurs*; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *peintres*; environ 2 p. o/o de chômeurs, 75 heures chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pornic, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du bâtiment. A Montoir-Trignac, pas de changement chez les *mouleurs*. A Cban-tenay, pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*.

Loiret. — A Orléans, 16 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 60 heures par semaine chez les *typographes*; travail plus actif, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; de même chez les *tonneliers-vinaigriers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; chômage presque général chez les *couvreurs*. A Gien, 15 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 72 heures chez ceux de Chevilly. A Montargis, pas de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers du bâtiment. A Pithiviers, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Châlette, pas de changement chez les *caoutchoutiers*.

Lot. — A Souillac, pas de changement chez les *tanneurs-corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, travail actif, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *métallurgistes*, travail toujours abondant chez les *tailleurs de pierre*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; 16 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de changement chez les *typographes*; de même chez les *cordonniers*; travail peu actif chez les ouvriers de l'ameublement; pas de changement chez les *métallurgistes*. A Casteljalous, pas de chômeurs, 66 heures chez les *charpentiers*. A Lavardac, 2 p. o/o de chômeurs chez les *boucheonniers*. A Fumel, pas de chômeurs, 70 heures chez les *métallurgistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 5 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *peigneurs de chanvre*; 2 p. o/o de chômeurs, 65 heures chez les *tisseurs*; pas de chômage chez les *galochiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; près de 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; travail moins actif pour les *sculpteurs*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés*.

A Cholet, 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *charpentiers*. A Saumur, pas de chômeurs, 66 heures chez les *tailleurs*. A Gesté, pas de chômeurs chez les *tisserands*, de même chez ceux de La Tessonalle; pas de changement chez ceux de Saint-Philibert-en-Mauges; moitié de chômeurs chez ceux de Trémentines; travail toujours peu actif chez ceux de Saint-Léger; 15 jours seulement de travail par mois chez ceux de La Séguinière.

Marne. — A Châlons, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*, de même et 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers de l'industrie lainière, de même et 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; près de 3 p. o/o de chômeurs, 60 à 69 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures chez les *maçons*; pas de changement chez les *cochers*. A Epemay, pas

de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; travail plus actif, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fismes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *apprêteurs en pelletteries*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, travail plus abondant, augmentation du personnel chez les *méjissiers-palissonneurs*.

Mayenne. — A Laval, pas de changement, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs, 65 heures chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 5 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; de même chez les ouvriers de l'*ameublement*. Pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers en *limes*; un tiers de chômeurs, 72 heures chez les *tailleurs de pierres*. A Bouxières-aux-Dames, pas de changement, 50 heures chez les *mineurs*; chez ceux de Chavigny, pas de chômeurs, mais réduction de la journée de travail. Pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Jœuf, de Ludres et de Marbach; nombreux chômeurs chez ceux de Frouard et de Buxières-aux-Chênes.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lérouvillle, pas de chômeurs, 72 heures par semaine, reprise du travail chez les *carriers*. A Vaucouleurs, 3 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *mouleurs*. A Cousances-aux-Forges, travail moins actif chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers* (La Perrière); de même et 66 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*; 16 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *peintres*. A Pontivy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Plœmeur, 60 heures chez les *ferblantiers-boîtiers*.

Nièvre. — A Nevers, 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *maçons*; pas de chômeurs chez ceux de la Charité; de même chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutiers. A Decize, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; de même et 60 heures chez ceux de Guéigny. A Corval, pas de chômeurs chez les *ouvriers des bois*, de même chez ceux de Perroy; pas de changement chez Ciez et chez ceux de Montavon; 22 p. o/o de chômeurs chez ceux de Menou. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la Chapelle-Saint-André; de même chez ceux de Saint-Amand et chez ceux de Saint-Verain, pas de changement chez ceux de Coulaute et chez ceux d'Entrains.

Nord. — A Lille, 3 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-papetiers*, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement pour les ouvriers de l'*habillement et campement*; de même chez les *employés de filatures*. A Douai, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Dunkerque, 5 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tordeurs d'huile*; pas de changement chez les *voiliers*; de même chez les *charpentiers*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs chez les *ébénistes*; 3 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *carrossiers*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*; un tiers de chômeurs, 66 heures chez les *plafonneurs*; 4 p. o/o de chômeurs, 76 heures chez les *voyageurs* et *employés de commerce*. A Roubaix, pas de chômeurs chez les *typographes*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; près de 2 p. o/o de chômeurs, 62 heures chez les *chaudronniers*; 2 p. o/o de chômeurs, 56 heures chez les *ouvriers en métaux*. A Valenciennes, pas de chômeurs, 66 heures chez les *typographes*.

A Tourcoing, 4 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; 1 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers et ouvrières de la *filature*; 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *peignage*; pas de chômeurs chez les ouvrières de *retorderie*; de même chez les ouvrières de *préparation* et les *piqurières*; pas de chômeurs chez les *tisserands*; 25 p. o/o de chômeurs, 65 heures chez les *tisseurs de laine*; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *tapissiers*. A Comines, 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *rubanniers*; pas de chômeurs chez les *tisseurs* d'Avesnes; de même chez ceux du Cateau. Pas de chômeurs chez les

tisserands de Saulzoir; de même chez ceux d'Haspres; 50 à 52 heures chez les ouvriers textiles d'Houplines; pas de changement chez ceux de Wignehies.

A Maubeuge, pas de chômeurs, 40 heures par semaine chez les *métallurgistes*, 4 à 5 jours seulement de travail par semaine chez ceux d'Hautmont. A Cousoire, ralentissement du travail, 40 heures chez les *marbriers à la pendule*; 5 p. o/o de chômeurs, travail assez actif chez les *marbriers à la cheminée*. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 66 heures chez les *charpentiers*; de même chez les *métallurgistes*. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Fresnes, pas de changement chez les *verriers à vitres*. A Lourches, pas de chômeurs chez les *verriers*.

Oise. — A Beauvais, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Senlis, pas de changement chez les *typographes*; moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *comptables et employés*. A Hermes, travail toujours actif chez les *scieurs à la mécanique*. A la Croix-Saint-Ouen, 66 heures par semaine chez les *layetiers*. A Crépy-en-Valois, pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Méru, travail moins actif chez les *boutonniers en os*. A Tracyle-Mont, pas de changement chez les *brossiers*. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; 60 heures par semaine chez ceux de Nogent-les-Vierges.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, travail assez abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail plus actif chez les *menuisiers*; travail moins abondant que l'an dernier chez les *maçons*; pas de changement, 60 heures par semaine chez les *peintres*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *couvreurs-zingueurs*. A Flers, 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, travail plus actif chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs chez les *typographes*; à Boulogne-sur-Mer, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; travail moins actif chez les *cordonniers et les tanneurs*. A Calais, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; travail plus actif, pas de chômeurs chez les *tullistes*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures chez les *tailleurs*; 11 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Esquerdès, pas de changement chez les *poudriers*. A Montrenil, pas de chômeurs chez les *mouleurs*; travail toujours actif chez ceux de Marquise.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 27 p. o/o de chômeurs, 78 heures par semaine chez les *boulangers*; pas de changement chez les *caoutchoutiers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*; près du tiers de chômeurs chez les *tapissiers*; reprise du travail chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; 7 p. o/o de chômeurs, 70 heures, chez les employés des *trams-ways électriques*. A Riom, 5 p. o/o de chômeurs, 70 heures chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les ouvriers des *tabacs*. A Saint-Rémy, pas de chômeurs chez les *émouleurs en coutellerie*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les *maçons*. A Bayonne, 12 p. o/o de chômeurs chez les *garçons bouchers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 69 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *peintres*. A Biarritz, pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; de même chez les *tailleurs de pierre*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *menuisiers*; de même chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *peintres*; de même chez les *employés de commerce*. A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; de même et augmentation de salaire chez les *cordonniers*; pas de changement chez les ouvriers textiles; de même et 54 heures chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 18 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*; pas de changement chez les *charrons-forgers*, un tiers en chômage chez les ouvriers du *bâtiment*; travail peu actif pour les

maçons et plâtriers; pas de changement, 60 heures par semaine chez les *peintres*; un tiers de chômeurs chez les employés de *tramways* et *cochers*. A Canohès, plus de moitié de chômeurs chez les *travailleurs de terre et vignerons*; chômage presque général chez ceux de Clairà; de même chez ceux de Pézilla-la-Rivière et chez ceux d'Espira-de-l'Agly.

Haut-Rhin. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *métallurgistes*. A Héricourt, 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *textiles*, pas de changement chez ceux de Giromagny; de même chez ceux du Pieux; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez ceux de Rougoutte.

Rhône. — A Lyon, 5 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *papetiers-régisseurs*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *papetiers-sacquetiers*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômage chez les *lithographes*; de même chez les *imprimeurs-conducteurs*; 20 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *tanneurs corroyeurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers *maroquiniers*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*; chômage à peu près général chez les *tullistes à la chaîne*; 20 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de la *confection*; travail peu actif chez les ouvriers *apiécureurs*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement, 60 heures chez les *teinturiers dégraisseurs*; un tiers de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*; morte saison chez les *graveurs pour impressions et gaufrage*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *chapeliers*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *layetiers-emballleurs*; pas de changement chez les *tréfileurs*; 30 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *bronziers*; de même chez les *litiers*; un tiers de chômeurs, 40 à 50 heures, travail peu actif chez les *maçons*; pas de changement chez les *cimentiers*; 16 p. o/o de chômeurs, 68 heures chez les *sculpteurs*; 16 p. o/o de chômeurs chez les *tuiliers*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*; de même chez les *cantonniers égoutiers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés photographes*; pas de changement, 95 heures chez les *coiffeurs*. A Villefranche, pas de changement chez les *teinturiers*. A Givors, morte-saison chez les *chapeliers*. A Grandris, pas de chômeurs, 66 heures chez les *tisseurs* (sauf pour les *tisseurs de flanelle et oxford*); pas de changement chez ceux de Tizy. A Neuville-sur-Saône pas de changement chez les *manouvriers*.

Haute-Savoie. — A Saint-Loup, pas de chômeurs, 65 à 70 heures par semaine chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de changement chez les *typographes*; 60 heures chez les *mouleurs*. A Chalon-sur-Saône, 10 heures par jour, travail actif chez les *maçons*. A Digoïn, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *faïenciers*. Au Creusot, 99 chômeurs aux ateliers d'artillerie chez les *métallurgistes*. A Coublanc, 47 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. A Épinay, pas de changement chez les *verriers*. A Martigny-le-Comte, travail actif, pas de changement chez les *piqueurs de grès*. A Montchanin, pas de chômeurs; 60 heures chez les *tuiliers*. A Montceau-les-Mines, chez les *bateliers*, chômage général par suite de la grève des mineurs. A Nanton, chez les *carriers*, pas de chômeurs, 60 heures, reprise du travail. A Saint-Léger-sur-Dheune, 2 p. o/o de chômeurs chez les *manouvriers*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 66 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; 27 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement, 60 à 66 heures par semaine chez les *courreurs*. A La Flèche, pas de chômeurs, 72 heures chez les *galochiers*. A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 72 heures, travail plus actif chez les *tanneurs*. A Vibraye, 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *manches de parapluies et ombrelles*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; de même chez ceux de l'*ameublement*; pas de changement, 60 heures chez les *serruriers*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *maçons cimenteurs*; 18 p. o/o, 60 heures chez les *plâtriers*.

Haute-Savoie. — A Annecy, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *chapeliers foulleurs*; 15 p. o/o chez les *ébénistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*. A Thonon, pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Seine. — A Paris. Pas de chômeurs, 95 heures par semaine chez les *ouvriers maraîchers*.

Nombreux chômeurs chez les *boulangers*; 14 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *biscuitiers en pain d'épices*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 13 p. o/o de chômeurs, morte-saison chez les *confiseurs*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *garçons charcutiers*.

5 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *papetiers-régleurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant chez les *relieurs-doreurs*; 18 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *coloristes-enluminés*; travail peu actif chez les *brocheuses*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-typographes* (Gutenberg); 4 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *lithographes* (Union); environ 2 p. o/o de chômeurs, reprise du travail chez les *graineurs-lithographes*; pas de changement chez les *imprimeurs à la planche*; travail moins abondant chez les *femmes typographes*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-pointeurs-margeurs*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*; pas de changement chez les *graveurs sur bois*; 28 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs-chromistes*.

10 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs*; 12 p. o/o chez les *corroyeurs du cuir noir*; 4 p. o/o, 54 heures chez les *ouvriers du chevreau glacé*; pas de chômeurs chez les *apprêteurs en pelleteries*; morte-saison chez les *fournisseurs*; tendance à la reprise chez les *gantiers*; 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *selliers* et *mécaniciennes de l'article de chasse*; 7 p. o/o, 60 heures chez les *talonniers*; nombreux chômeurs, 66 heures chez les *souffletiers*; 5 p. o/o chez les *gainiers*.

1/3 de chômeurs chez les *tisseurs en tous genres*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs en broderie*; 9 p. o/o, 60 heures chez les *ouvriers de la bretelle et ceinture*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *couturières*; de même chez les *coupeurs de cols et cravates*; 2 p. o/o et 56 heures chez les *coupeurs-chemisiers*. Près de 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*; pas de changement chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; de même chez les *ouvrières en chapeaux* et chez les *casquettiers*; 12 p. o/o chez les *chauffeurs; couleurs, garçons de lavoirs*.

Pas de chômeurs chez les *scieurs de long*; 22 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; 40 p. o/o, 60 heures chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de changement chez les *mouliniers et finisseurs*; près de 3 p. o/o chez les *ébénistes en photographie*; pas de chômeurs, 57 heures chez les *ouvriers de la broserie pour peinture*; travail moins actif chez les *ouvriers de la marquerie*.

3 p. o/o de chômeurs, 90 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 3 p. o/o, 60 heures chez les *ouvriers de la mécanique industrielle*; 11 p. o/o chez les *tourneurs-décolleteurs*; 45 p. o/o, 60 heures chez les *électriciens*; 3 p. o/o chez les *ouvriers lanterniers*; de même chez les *potiers d'étain*; pas de changement chez les *estampeurs-potiers*; de même chez les *trombonistes*; 11 p. o/o, 66 heures chez les *balanciers*; 5 p. o/o, 60 heures chez les *bijoutiers en argent*.

Pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre dure*; pas de changement chez les *sculpteurs*; de même chez les *graveurs de cimetières*; 29 p. o/o de chômeurs 60 heures chez les *maçons*; 34 p. o/o, 66 heures chez les *terrassiers-puisatiers*; 40 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *peintres en bâtiment*; 13 p. o/o, 60 heures chez les *enduseurs*; pas de changement chez les *briquettiers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *biscouteurs* et les *polisseurs de glaces*; pas de changement chez les *boucheurs à l'émeri*.

Pas de changement chez les *employés des omnibus*; de même chez ceux des *tramways*; pas de chômeurs chez les *receveurs et pontonniers des bateaux parisiens*; nombreux chômeurs chez les *camionneurs*. Pas de changement chez les *porteurs aux halles*; pas de chômeurs chez les *forts aux farines*. Environ 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés en serrurerie*; pas de chômeurs chez les *employés des bureaux de placement*; près de 1 p. o/o de chômeurs chez les *sténographes* (Alliance); 4 p. o/o de chômeurs chez les *femmes sténographes*; et 10 p. o/o chez les *placiers en fleurs*. 21 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers* (Progrès), 3 p. o/o chez les *coiffeurs*; de même chez les *gens de maison*. Près de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de l'enseignement libre*; de même chez les *élèves en pharmacie*;

2 p. o/o de chômeurs chez les *porteurs de journaux*; pas de chômeurs chez les *allumeurs de gaz*; pas de changement chez les *désinfecteurs des abattoirs*.

A Saint-Denis, pas de changement chez les *boulangers*; travail actif chez les *graveurs pour imprimeurs*. A Levallois, pas de changement chez les *peintres*; de même chez les *employés des tramways*. A Aubervilliers, pas de changement chez les *échaudeurs*. A Malakoff, pas de chômeurs chez les *travailleurs-rustiqueurs*. A Ivry, pas de chômeurs chez les *employés du nettoieinent*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de changement chez les *typographes*; travail toujours peu actif pour les travailleurs de l'industrie *cotonnière*; pas de changement chez les *tailleurs-coupeurs*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *fondeurs en fer*; travail plus abondant pour les *maîtres d'hôtels-restaurateurs*.

Au Havre, pas de changement chez les *marins pêcheurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *sciieurs*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *menuisiers ébénistes*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *chandronniers*; de même et 60 heures chez les *modeleurs*; 26 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs*; 6 p. o/o chez les *ajusteurs*. Chômage presque général chez les *terrasiers-puisiers*, moitié de chômeurs chez les *maçons*; deux tiers de chômeurs chez les *journaliers du port*; pas de changement chez les *journaliers des docks*; plus de moitié de chômeurs chez les *charbonniers du port*; deux tiers de chômeurs chez les *manœuvres*.

A Elbeuf, pas de chômeurs, 72 heures par semaine chez les *maçons*. A Bolbec, pas de changement chez les *ouvriers cotonniers*; de même chez ceux de Lillebonne. A Oissel, pas de chômeurs, 55 heures chez les *tisseurs et fileurs*.

Seine-et-Marne. — A Fontainebleau, pas de chômeurs, 60 à 80 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*. A Meaux, travail moins abondant chez les *typographes*. A Lagny, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*; de même chez ceux de St-Pierre-les-Nemours. A Bécard, pas de chômeurs, 72 heures chez les *maçons*. A Souppes, travail plus actif chez les *tailleurs de pierres*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 13 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *sciieurs-découpeurs*; travail plus abondant, 70 heures par semaine chez les *maçons*. A Étampes, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *peintres*. A Argenteuil, pas de changement chez les *tisseurs*; 14 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *mécaniciens*. A Bonnières, 2 p. o/o de chômeurs chez les *raffineurs de pétrole*. A Chaville, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs, 66 heures chez les *carriers*. A Essonnes, pas de changement chez les *chapeliers*. A Livry, pas de chômeurs chez les *poudriers*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 66 heures chez les *carriers*. Au Pecq, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Rueil, pas de chômeurs, 70 heures chez les *gaziers*; pas de changement chez les *blanchisseurs*.

Deux-Sèvres. — A Niort, pas de changement, 66 heures par semaine chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *ferblantiers*. A Melle, pas de changement chez les *typographes*. A La Rampière-de-Saint-Laurs, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Moulins, 15 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*.

Somme. — A Amiens, près de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *corroyeurs*; morte-saison chez les *ouvriers de la chaussure*; 20 p. o/o de chômeurs, travail peu actif chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *coupeurs-tailleurs*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en fer*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. Au Crotoy, pas de changement chez les *verrotiers*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif, 40 heures par semaine chez les *chapeliers-appropriers*; 40 p. o/o de chômeurs, 30 heures chez les *chapeliers-fondeurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*, de même chez les *tourneurs sur bois*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*; de même chez

les ouvriers de l'habillement et les menuisier-ébénistes; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du bâtiment; pas de changement chez les représentants et employés de commerce. A Briatexte, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; un tiers de chômeurs chez ceux de Graulhet. A Mazamet, pas de changement chez les menuisiers-ébénistes. A La Bastide-Rouairoux, moitié de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie lainière.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de changement chez les menuisiers; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les plâtriers. A Castelsarrazin, chômage presque général chez les métallurgistes; de même chez les papetiers de Montech. A Septfonds, pas de chômeurs chez les chapeliers en paille.

Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 84 par semaine chez les boulangers. A Toulon, 4 p. o/o de chômeurs, travail peu actif chez les typographes; pas de chômeurs chez les voiliers; pas de changement chez les machinistes. A La Seyne, pas de chômeurs chez les charpentiers en fer et bois; pas de changement chez les métallurgistes.

Vaucluse. — A Avignon, 8 p. o/o de chômeurs, 84 heures par semaine chez les boulangers; travail peu actif, 36 heures chez les tanneurs; pas de chômeurs chez les ouvriers en chaussures; de même chez les métallurgistes. A Carpen'ras, 5 p. o/o de chômeurs chez les ferblantiers. A Cavaillon, pas de chômeurs chez les ouvriers en cuirs; pas de changement chez les ouvriers du bâtiment. A Caderousse, un quart de chômeurs, 40 heures chez les balutiers. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les carriers. A Valréas, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'ameublement; de même chez les maçons.

Vendée. — A La Roche-sur-Yon, pas de changement chez les typographes; 4 p. o/o de chômeurs chez les maçons. A Saint-Laurent-sur-Sèvres, pas de changement, 60 heures chez les tisseurs. A Evrimes, pas de chômeurs, 66 heures chez les tisserands à la main. A Saint-Malo-des-Bois, pas de chômeurs chez les tisserands.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs chez les charpentiers. A Ligugé, pas de chômeurs, 60 heures chez les typographes.

Vienne (Haute-). — A Limoges, travail plus abondant chez les cuisiniers-pâtisseries; plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les typographes; travail moins abondant chez les talonniers; pas de changement chez les peintres sur porcelaine; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les employés de commerce. A Saint-Junien, pas de changement chez les ouvriers en cuirs et peaux; baisse du travail chez les gantiers.

Vosges. — A Remiremont, pas de chômeurs chez les typographes, relieurs et imprimeurs. A Saint-Dié, 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers textiles. A Liffol-le-Grand, plus de la moitié de chômeurs chez les ouvriers de l'ameublement, A Moussey, pas de changement chez les tisseurs et filateurs.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs et 71 heures par semaine chez les charpentiers de marine; 5 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les mouleurs; pas de changement, 84 heures chez les maçons. A Sens, pas de changement chez les brossiers. A Ravières, pas de chômeurs chez les carriers. Pas de changement chez les forestiers de Saint-Sauveur; pas de chômeurs chez ceux de Treigny.

Algérie. — A Alger, moitié en chômage, 72 heures par semaine chez les tonneliers; pas de changement, 60 heures chez les peintres, garnisseurs en voitures; 13 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les employés en quincaillerie. A Philippeville, 29 p. o/o de chômeurs chez les boulangers. A Oran, pas de changement, 78 heures chez les employés de commerce. A Bône, 7 p. o/o de chômeurs chez les typographes.

Adjudications. — Adjudications importantes en mai et juin :

ROUTES ET CHEMINS.

SEINE. — 11 mai. — Tribunal de Commerce. — Travaux d'assainissement et mise en état de viabilité de voies.....	257.649' 06 ^c
SEINE. — 11 mai. — Tribunal de Commerce. — Modification et rectification de voies.....	374.746 00
SEINE. — 11 mai. — Tribunal de Commerce. — Entretien de trottoirs en granit pour 3 ans.....	260.000 00
CHARENTE. — 11 mai. — Préfecture : travaux sur chemins d'intérêt communal et vicinal ordinaires.....	102.400 00
SEINE-ET-OISE. — 14 mai. — Préfecture : travaux sur routes nationales.....	182.500 00

CHEMINS DE FER.

PARIS ET HANOÏ. — 18 mai. — Colonies : ligne de Viétri à Laokay, infrastructure, bâtiment, ballast et pose de voie.....	piastres. 7.671.896 00
---	------------------------

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

OISE. — 11 mai. — Premier canal latéral à l'Oise : doublage d'écluse et des garages.....	260.000 000
YONNE. — 13 mai. — Préfecture : canal de Briare, travaux de bétonnage.....	660.000 00
COLONIES. — 28 mai. — Paris : travaux d'adduction et distribution d'eau à Konakry.....	1.900.000 00
BOUCHES-DU-RHÔNE. — 30 mai. — Préfecture : port de Marseille, achèvement des murs du quai.....	276.560 00
YONNE. — 3 juin. — Préfecture : rivière d'Yonne, approfondissement du chenal.....	206.000 00

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

SEINE. — 11 mai. — Tribunal de Commerce. — Restauration de l'église Saint-Eustache.....	296.731 00
SEINE. — 11 mai. — Tribunal de Commerce. — Consolidation des anciennes carrières.....	1.535.000 00
SEINE. — 11 mai. — Tribunal de Commerce. — Construction d'un poste de secours.....	173.973 00
SEINE-ET-OISE. — 14 mai. — Mairie de Pontoise : construction d'un collège.....	483.252 50
ALGÉRIE. — 15 mai. — Mairie de Saïda : construction d'un groupe scolaire.....	148.000 00
CHERBOURG. — 18 mai. — Marine : fourniture et montage d'une charpente métallique.....	420.000 00
LOIRE. — 19 mai. — Mairie de Saint-Sauveur : construction d'une église.....	95.000 00
VERDUN. — 22 mai. — Guerre : renforcement du fort du Dugny...	800.000 00
CAISE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — 23 mai. — Terrasse, charpente, couverture et serrurerie.....	584.400 00
SEINE. — 25 mai. — Tribunal de Commerce. — Achèvement de la caserne des Célestins.....	751.562 00
MORBIHAN. — 4 juin. — Mairie de Lorient : construction d'une salle de fête et écoles.....	426.137 00

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Avril 1901.	Mars 1901.	Avril 1900.
Farine (Corbeil), les 157 kilogrammes.....	43 96	43 ^f 96 ^c	46 ^f 31 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes ..	27 60	27 375	31 75
Alcool à 90°, l'hectolitre	28 75	27 625	36 25
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	69 00	65 00	63 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes...	73 25	58 25	75 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	43 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	63 00	62 00	65 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	50 87	52 87	61 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	125 50	123 50	152 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil..	42 00	42 25	56 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes mixtes (1 ^{re} classe).....	21 00	"	30 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	186 50	"	205 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	148 95	150 90	151 00
Plomb, <i>idem.</i>	31 25	37 50	47 25
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	42 18	41 71	"
Blé à Paris, <i>idem.</i>	18 60	"	"
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	18 45	"	"
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	18 10	"	"
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette, le kilogramme.....	1 29	"	1 22
Viande veau, le kilogramme.....	1 84	"	1 70
— mouton, <i>idem.</i>	1 85	"	2 68
— porc, <i>idem.</i>	1 39	"	1 41

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine de mai 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	26 ^f 461
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	38^f 684

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 2975 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 5950, soit à 0 fr. 59.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les quatre premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	1901.	1900.	EN PLUS en 1901.	EN MOINS en 1901.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	239.357.000	256.868.000	"	17.511.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.119.428.000	1.200.804.000	"	81.876.000
Objets fabriqués	262.566.000	283.823.000	"	21.257.000
TOTAL	1.621.351.000	1.741.495.000	"	120.144.000
DIMINUTION en 1901				120.144.000^f
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	265.072.000	227.000.000	37.463.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	328.648.000	370.118.000	"	41.470.000
Objets fabriqués	685.913.000	644.078.000	41.835.000	"
Colis postaux	83.883.000	77.958.000	5.925.000	"
TOTAL	1.363.516.000	1.319.763.000	85.223.000	41.470.000
AUGMENTATION en 1901				43.753.000^f

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} janvier au 29 avril 1901 ont été de 391.958.200 francs. Elles étaient à la même date, en 1900, de 405.251.300 francs, soit une diminution de 3,39 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS D'AVRIL	
	1901.	1900.
Faillites	123	88
Liquidations judiciaires	13	11
Conversions de liquidations en faillites	"	"

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 30 avril 1901, il a été déposé 211 demandes en autorisation de bâtir, dont 180 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'avril 1900, le nombre des demandes avait été de 110, dont 84 pour des constructions neuves.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'avril 1901, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels de l'industrie et du commerce (syndicats agricoles non compris) :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1°. — SYNDICATS PATRONAUX.

Loire [septembre 1899]. — Syndicat de la **batellerie** sur les canaux du centre (50 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [1^{er} mars 1863]. — Syndicat de la **boulangerie** de Roanne et du Coteau (68 membres). Siège social : rue Poisson, 33, à ROANNE. — [16 octobre 1899]. — Union de la **maréchalerie** de Roanne et du Coteau (9 membres). Siège social : café Sérol, place de l'Hôtel-de-Ville, à ROANNE. — [29 décembre 1899]. — Syndicat professionnel des **meuniers** de la Loire, de Saône-et-Loire et de l'Allier (19 membres). Siège social : hôtel de France, ROANNE.

Nord [25 janvier 1900]. — Chambre syndicale des fabricants de **batiste** du Cambrésis (10 membres). Siège social : Avesnes-les-Aubert.

Pas-de-Calais [23 octobre 1900]. — Syndicat des entrepreneurs de **charrois** de Calais (32 membres). Siège social : café Lignier, place de la Nation, CALAIS.

Saône-et-Loire [9 juin 1900]. — Syndicat des débiteurs de **boissons** et marchands en gros de Montceau-les-Mines et de la région (70 membres). Siège social : café Desroches, rue de la Gare, à MONTCEAU-LES-MINES. — [28 août 1896]. — Syndicat des **bouchers** et charcutiers de Montceau-les-Mines et des environs (30 membres). Siège social : rue des Oiseaux, maison Mathias, à MONTCEAU-LES-MINES. — [12 septembre 1897]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Montceau-les-Mines (34 membres). Siège social : maison Lauriot, rue des Oiseaux, MONTCEAU-LES-MINES.

Seine [Septembre 1900]. — Association amicale et syndicale des Directeurs de **concerts** et spectacles divers (76 membres). Siège social : faubourg Saint-Denis, 37, PARIS X^e arr.

Seine-et-Oise [en 1885]. — Chambre syndicale des **loueurs de voitures** de place de Versailles (31 membres). Siège social : rue du Parc-de-Clagny, 41, à VERSAILLES.

Var [21 septembre 1900]. — Syndicat des **laitiers** dracénois (18 membres). Siège social : rue du Dragon, 15, à DRAGUIGNAN.

Vienne [11 janvier 1900]. — Chambre syndicale des patrons **maréchaux** de l'arrondissement de Poitiers (65 membres). Siège social : hôtel de Ville, POITIERS.

2°. — SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [4 mars 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers** et similaires de

Bourg et des environs (32 membres). Siège social: allée de Challes, 9, à BOURG. — [10 août 1900]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** et ébénistes (30 membres). Siège social: OYONNAX.

Aude [29 mars 1900]. — Syndicat des ouvriers **cordonniers** de Narbonne (.. membres). Siège social: Hôtel de ville, NARBONNE.

Calvados [14 novembre 1900]. — Société amicale des ouvriers **coiffeurs** de Caen et du Calvados (.. membres). Siège social: boulevard Saint-Pierre, 41, CAEN.

Charente [25 novembre 1900]. — Syndicat des ouvrières en **confection** d'Angoulême (55 membres). Siège social: Bourse du travail, ANGOULÊME. — [1^{er} décembre 1900.] — Syndicat des **tisseurs** en métaux d'Angoulême (50 membres). Siège social: Bourse du travail, ANGOULÊME. — [24 mars 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **carrossiers** de la ville de Cognac (14 membres). Siège social: Bourse du travail, COGNAC. — [9 janvier 1900.] — Union syndicale des ouvriers **charpentiers** (15 membres). Siège social: COGNAC. — [15 septembre 1900.] — Syndicat des **tisseurs** en métaux (31 membres). Siège social: LA COURONNE. — [2 septembre 1900.] — Chambre syndicale des **tuilliers** charentais (300 membres). Siège social: Fontafil, commune de GENOUILLAC.

Côte-d'Or [6 avril 1900]. — Syndicat des laveurs et **blanchisseuses** de la ville de Dijon (83 membres). Siège social: Bourse du travail, DIJON.

Dordogne [20 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **chaufourniers** et similaires de la commune de Saint-Astier (125 membres). Siège social: SAINT-ASTIER.

Eure [7 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **chaussonniers** et parties similaires de Pont-de-l'Arche et de la région (434 membres). Siège social: PONT-DE-L'ARCHE.

Hérault [19 mars 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de la ville de Mèze (125 membres). Siège social: café Guerre, MÉZE.

Jura [10 juin 1900]. — Syndicat des ouvriers **fromagers** de l'arrondissement de Poligny (60 membres). Siège social: CHAMPAGNOLE.

Landes [23 novembre 1900]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Mont-de-Marsan (15 membres). Siège social: avenue de Grenade, 5, à MONT-DE-MARSAN.

Loir-et-Cher [2 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **coupeurs en chaussures** de Blois (73 membres). Siège social: Bourse du travail, BLOIS.

Loire [.....1900.] — Syndicat des **tailleurs de pierres** et similaires de Firminy et des environs (40 membres). Siège social: café Crochet, rue Verdi, à FIRMINY. — [5 novembre 1881.] — Union des **gareurs**, de la ville de Roanne (69 membres). Siège social: café Darnaud, place Saint-Étienne, à ROANNE. — [8 mai 1900.] — Syndicat des ouvriers **menuisiers** de la ville de Roanne et du Coteau (55 membres). Siège social: Bourse du travail, ROANNE. — [23 octobre 1880.] — Chambre syndicale des **plâtriers-peintres** (50 membres). Siège social: Bourse du travail, ROANNE. — [19 juillet 1892.] — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** de Roanne (19 membres). Siège social: Bourse du travail, ROANNE. — [9 février 1900.] — Union syndicale de l'industrie textile de Roanne et du Coteau (150 membres). Siège social: Bourse du travail, ROANNE. — [1899.] — Syndicat des **mineurs** de Roche-la-Molière (850 membres). Siège social: quartier des Baraques, LA ROCHE-MOÏÈRE. — [10 août 1899.] — Syndicat des ouvriers **tailleurs de pierres** et carriers (30 membres). Siège social: Bourse du travail, SAINT-CHAMOND. — [4 août 1889.] — Chambre syndicale des ouvriers en **soieries** de Saint-Denis-de-Cabanne (8 membres). Siège social: chez M. Lachize (Joseph), à la gare, SAINT-DENIS-DE-CABANNES. — [28 février 1890.] — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres**

de Saint-Denis-de-Cabanne (10 membres). Siège social : aux Carrières, en SAINT-DENIS-DE-CABANNE. — [mai 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **tisseurs** réunis exclusivement (200 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Lot-et-Garonne [16 décembre 1900]. — Syndicat des **employés** de commerce de toutes spécialités (80 membres). Siège social : Bourse du Travail, AGEN.

Maine-et-Loire [mai 1899]. — Syndicat des ouvriers **bouchers** de Saumur (12 membres). Siège social : Bourse du travail, SAUMUR. — [mai 1900.] — Syndicat des ouvriers **couvreurs** de Saumur (18 membres). Siège social : Bourse du travail, SAUMUR. — [Novembre 1900.] — Syndicat des **employés** de commerce de Saumur (9 membres). Siège social : Bourse du travail, SAUMUR. — [7 septembre 1900.] — Syndicat professionnel des **employés** de commerce de Saumur (24 membres). Siège social : Grande rue, 8, SAUMUR.

Nord [24 janvier 1900]. — Union syndicale de la **métallurgie** d'Anzin et des environs (450 membres). Siège social : rue de Condé, 50, ANZIN. — [1^{er} octobre 1893.] — Syndicat des **tisseurs** d'Avesnes-le-Sec (90 membres). Siège social : AVESNES-LE-SEC. — [1^{er} juin 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **brodeurs** et similaires de Caudry et des environs (20 membres). Siège social : estaminet Plet-Blas, à CAUDRY. — [2 janvier 1900.] — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de Douai et des environs [317 membres]. Siège social : rue des Ferronniers, 19, à DOUAI. — [28 octobre 1900.] — Syndicat Saint-Éloi **métallurgistes** (800 membres). Siège social : rue de Famars, 115, VALENCIENNES. — [28 octobre 1900.] — Syndicat Sainte-Barbe (**mineurs**) (126 membres). Siège social : rue de Famars, 115, VALENCIENNES.

Oise [4 novembre 1900]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** et industriels du canton de Saint-Just-en-Chaussée (29 membres). Siège social : CRESONSACQ. — [15 décembre 1900.] — Chambre syndicale de la **cordonnerie** et parties similaires de Beauvais (25 membres). Siège social : Grande rue, 68, à SAINT-JUST-DES-MARAIS.

Rhône [27 janvier 1900]. — Syndicat des produits **céramiques** des ouvriers et similaires du canton de Givors (24 membres). Siège social : rue des Verreries, 7, GIVORS. — [1^{er} mai 1900.] — Syndicat des **tisseurs** et similaires de bourg de Thizy (700 membres). Siège social : maison Grosdmanche, bourg de Thizy.

Saône-et-Loire [1^{er} octobre 1900]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en fer et parties similaires de Chalon-sur-Saône (18 membres). Siège social : salle Fouilloux, avenue Boucicaut, CHALON-SUR-SAÔNE. — [28 octobre 1900.] — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers** galochiers, monteurs, de Montceau-les-Mines (8 membres). Siège social : maison Delorme, rue Carnot, à MONTCEAU-LES-MINES. — [18 juin 1899.] — Syndicat des ouvriers **mineurs** et similaires de Perrecy-les-Forges (90 membres). Siège social : maison Carreau, à PERRECY-LES-FORGES. — [20 juillet 1899.] — Syndicat des ouvriers **mineurs** de la Comaille (50 membres). Siège social : TAVERNAY.

Seine [15 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers** de Colombes (22 membres). Siège social : boulevard du Havre, 65, à COLOMBES. — [26 octobre 1900.] — Syndicat de l'Égalité des **ouvrières** de la manufacture des **tabacs** de Pantin (104 membres). Siège social : rue de Montreuil, 27, à PANTIN. — [2 février 1898.] — Syndicat ouvrier de l'**ameublement** (19 membres). Siège social : rue des Petits-Carreaux, 14, PARIS, 2^e.

Seine-et-Oise [1^{er} juillet 1899]. — Syndicat des **maçons**, **plâtriers**, **tailleurs**, **sieurs** de pierre et parties similaires de l'arrondissement de Corbeil (410 membres). Siège social : rue des Grandes-Bordes, 43, CORBEIL. — [6 septembre 1897.] — Syndicat corporatif des **mouleurs** en métaux et parties similaires d'Essonnes (45 membres). Siège social : rue de Paris, 9, ESSONNES.

Var [1^{er} juin 1900]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** (130 membres). Siège social :

Bourse du travail, TOULON. — [1^{er} août 1900.] — Syndicat des **employés** de commerce et des demoiselles de magasin (120 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON.

Vienne [15 septembre 1900]. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierre** et ravaleurs de Poitiers (50 membres). Siège social : Hôtel de ville, POITIERS.

Haute-Vienne [en 1893]. — Syndicat des ouvriers de construction des machines des manufactures de **tabac** de l'État (70 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — [1894.] — Chambre syndicale des **feuillardiers** du centre (200 membres). Siège social : Hôtel de ville, à SAINT-YRIEX.

Oran [12 octobre 1900.] — Syndicat des ouvriers **ébénistes** de la ville et du département d'Oran (30 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN.

3^e UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Nièvre [12 août 1900]. — Union des syndicats ouvriers du département de la Nièvre (27 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de Saint-Étienne, 54, NEVERS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [25 juillet 1895]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** cannoise (32 membres). Siège social : CANNES. — Syndicat **médical** du canton de Menton (23 membres). Siège social : MENTON.

Drôme [24 mai 1897]. — Syndicat du commerce des **boissons** de Crest (34 membres). Siège social : CREST.

Gironde [25 avril 1891]. — Ligue de défense des intérêts des **maréchaux ferrants** de la Gironde (80 membres). Siège social : BORDEAUX. — [19 mars 1899.] — Société de défense **ostréicole** de Gujan-Mestras (290 membres). Siège social : GUJAN-MESTRAS. — [8 novembre 1891.] — Syndicat de défense des intérêts commerciaux de la **boulangerie** (23 membres). Siège social : PAUILLAC. — [28 décembre 1895.] — Chambre syndicale du commerce de la **boucherie** et de la charcuterie (8 membres). Siège social : SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC. — [6 mars 1891.] — Société protectrice des intérêts des **parqueurs** et ostréiculteurs du bassin d'Arcachon (700 membres). Siège social : LA TESTE.

Hérault [janvier 1893]. — Chambre syndicale **horticole** de l'arrondissement de Béziers (20 membres). Siège social : BÉZIERS. — [22 février 1894.] — Syndicat des fabricants de **limonade** et eaux gazeuses des arrondissements de Béziers, Lodève et Saint-Pons (21 membres). Siège social : café Paul, BÉZIERS. — [7 juin 1898.] — Syndicat des courtiers en **vins** de l'arrondissement de Béziers (28 membres). Siège social : BÉZIERS. — [1^{er} juin 1898.] — Syndicat des fabricants de **boissons** gazeuses de l'arrondissement de Montpellier (8 membres). Siège social : café Alix, MONTPELLIER. — [20 novembre 1899.] — Syndicat des **patrons coiffeurs** de Montpellier (61 membres). Siège social : MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [juin 1899]. — Chambre syndicale du commerce de l'**épicerie** et de la droguerie (19 membres). Siège social : rue de Cœtquen, 5, RENNES.

Haute-Loire [19 septembre 1894]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** du canton de Langeac (18 membres). Siège social : **LANGEAC**.

Lot-et-Garonne [14 avril 1899]. — Syndicat des **pharmaciens** de Lot-et-Garonne (48 membres). Siège social : **AGEN**.

Nièvre [1^{er} mai 1893]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** du canton de Decize et des cantons voisins (27 membres). Siège social : **DECIZE**.

Nord [30 juillet 1895]. — Syndicat des agents généraux **d'assurances** de l'arrondissement de Cambrai (12 membres). Siège social : rue des Capucins, 46, **CAMBRAI**. — [30 juin 1890.] — Syndicat des **brasseurs** de campagne du Nord et du Pas-de-Calais (15 membres). — Siège social : Grande-Place, 10, **LILLE**. — [21 décembre 1890.] — Union syndicale des **architectes** de la ville de Tourcoing et de ses cantons (11 membres). Siège social : **TOURCOING**.

Puy-de-Dôme [15 octobre 1895]. — Syndicat des marchands de **charbons** de terre, de charbons de bois de chauffage de Clermont-Ferrand (22 membres). Siège social : café Russe, **CLERMONT-FERRAND**.

Rhône [25 janvier 1898]. — Syndicat des **revendeurs** de marchandises d'occasion (20 membres). Siège social : rue des Quatre-Chapeaux, 13, **LYON**. — [30 juin 1886.] — Groupe syndical des patrons **tullistes-chaineurs** (3 membres). Siège social : rue Denfert-Rochereau, 33, **LYON**.

Saône-et-Loire [1^{er} juin 1893]. — Syndicat professionnel de la **boucherie** de Chalon-sur-Saône (12 membres). Siège social : **CHALON-SUR-SAÔNE**. — [24 juin 1882.] — Chambre syndicale des négociants **en liquides** de l'arrondissement de Chalon (40 membres). Siège social : rue de l'Obélisque, 8, **CHALON-SUR-SAÔNE**.

Seine-et-Marne [octobre 1899]. — Association syndicale professionnelle des **journalistes** de Seine-et-Marne (15 membres). Siège social : rue de l'Arbre-Sec, 32, **FONTAINEBLEAU**.

Var [17 décembre 1884]. — Syndicat des **médecins** de l'arrondissement de Draguignan (26 membres). Siège social : **DRAGUIGNAN**. — [7 décembre 1896.] — Union des **limonadiers**, hôteliers et restaurateurs de Toulon (48 membres). Siège social : rue Racine, 1, **TOULON**. — [20 mai 1893.] — Syndicat des **médecins** de Toulon et de l'arrondissement (30 membres). Siège social : **TOULON**.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes. — [11 juin 1900.] — Syndicat des ouvriers **bijoutiers** et graveurs de la commune de Nice (25 membres). Siège social : Bourse du Travail, **NICÉ**.

Allier [25 février 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **chainiers** et similaires de Commentry (34 membres). Siège social : Bourse du Travail, **COMMENTRY**. — [1^{er} avril 1893.] — Chambre syndicale des **typographes** de Cusset (7 membres). Siège social : **CUSSET**. — [24 janvier 1899.] — Union syndicale des ouvriers **agricoles** de la commune de Lignerolles (27 membres). Siège social : **LIGNEROLLES**. — [29 juin 1899.] — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Montluçon (27 membres). Siège social : restaurant Larbot, à **MONTLUÇON**. — [26 mai 1898.] — Syndicat des ouvriers **charpentiers** en bâtiment de Montluçon (50 membres). Siège social : place Denis-Papin, **MONTLUÇON**. — [1^{er} avril 1899.] — Union syndicale des **employés** de commerce et de l'industrie (58 membres). Siège social : **MONTLUÇON**. — [5 juin 1890.] — Chambre syndicale des ouvriers **perruquiers** (19 membres). Siège social : La Ville-Gozet, à **MONTLUÇON**. — [24 décembre 1898.] — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de Vichy (12 membres). Siège social : **VICHY**. — [7 mai 1897.] — Chambre syndicale des ouvriers **journaliers** de Vichy (82 membres). Siège social : **VICHY**.

Alpes-Maritimes [9 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **marbriers** de la ville de Nice (40 membres). Siège social : Bourse du Travail, NICE. — [25 mai 1900.] — Chambre syndicale des employés et ouvriers de la traction électrique et du service technique des **tramways** de Nice et du littoral (39 membres). Siège social : Bourse du Travail, NICE.

Ariège [18 mars 1900]. — Syndicat des ouvriers **scieurs** et similaires de Bèlèsta et environs (60 membres). Siège social : BÈLESTA.

Drôme [15 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Valence (28 membres). Siège social : place des Clercs, n° 3, VALENCE.

Gironde [15 février 1896]. — Syndicat des **préposés** de la manufacture d'allumettes de Bègles (4 membres). Siège social : BÈGLES. — [10 juin 1898.] — Chambre syndicale des marchands ambulants des menus **comestibles** de la ville de Bordeaux (501 membres). Siège social : BORDEAUX. — [20 novembre 1899.] — Association des **mécaniciens, chauffeurs et conducteurs** de machines à vapeur de France et d'Algérie (7 membres). Siège social : Route d'Espagne, n° 152, BORDEAUX. — [9 novembre 1885.] — Chambre syndicale des ouvriers **sculpteurs et mouleurs** de Bordeaux (17 membres). Siège social : rue Porte-Dijéaux, n° 109, BORDEAUX. — [30 décembre 1886.] — Chambre syndicale et de solidarité des ouvriers **tapissiers-décorateurs** de la ville de Bordeaux (25 membres). Siège social : Bourse du Travail, BORDEAUX. — [22 octobre 1894.] — Chambre syndicale des ouvriers **teinturiers** de la ville de Bordeaux et de la région (8 membres). Siège social : Bourse du Travail, BORDEAUX. — [1^{er} novembre 1896.] — Chambre syndicale de l'Union des **terrassiers** et **manœuvres** de Bordeaux et banlieue (50 membres). Siège social : Bourse du Travail, BORDEAUX.

Hérault [1^{er} mai 1892]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** du Bousquet-d'Orb (60 membres). Siège social : BOUSQUET-D'ORB. — [octobre 1895.] — Fédération des ouvriers **métallurgistes** (13 membres). Siège social : Bourse du Travail, MONTPELLIER. — [15 septembre 1896.] — Syndicat des **tailleurs** de pierres froides (17 membres). Siège social : Bourse du Travail, MONTPELLIER. — [1^{er} juin 1881.] — Chambre syndicale des **tisserands** de Riols (14 membres). Siège social : RIOLS. — [22 décembre 1893.] — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de La Tour-sur-Orb (35 membres). Siège social : LA TOUR-SUR-ORB.

Loire [2 mars 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulonniers** et similaires de Chambon-Feugerolles (237 membres). Siège social : LE CHAMBON. — [15 juillet 1888.] — Chambre syndicale des ouvriers en **limes** de Chambon-Feugerolles (508 membres). Siège social : Grande-Rue, n° 91, au CHAMBON-FEUGEROLLES. — [4 juillet 1899.] — Chambre syndicale des ouvriers de l'**outillage** du Chambon-Feugerolles (52 membres). Siège social : rue du Colombier, n° 8, au CHAMBON-FEUGEROLLES. — [En 1881.] — Syndicat des **tôliers** et **fumistes** de Saint-Étienne (12 membres). Siège social : Bourse du Travail, SAINT-ÉTIENNE.

Lot-et-Garonne [16 septembre 1899]. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers** et **chaudronniers** de la ville d'Agen (20 membres). Siège social : café Comptoir agénais, rue du Pin, AGEN.

Nord [15 novembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de Lille et de l'arrondissement (15 membres). Siège social : rue de Béthune, n° 21, Lille. — [4 mars 1888.] — Chambre syndicale des ouvriers **monteurs de jacquarts** de Roubaix et de ses environs (30 membres). Siège social : Grand-Place, n° 9, ROUBAIX. — [22 mai 1887.] — Syndicat des ouvriers **tisseurs** du rayon industriel de Saint-Vaast (63 membres). Siège social : SAINT-VAAST.

Puy-de-Dôme [6 octobre 1899]. — Syndicat de l'**équipement** militaire (20 membres). Siège social : rue des Jacobins, n° 50, à CLERMONT-FERRAND. — [18 avril 1899.] — Syndi-

cat des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** militaire de Clermont-Ferrand (14 membres).
Siège social : Bourse du Travail, à CLERMONT-FERRAND.

Rhône [28 novembre 1896]. — Syndicat des ouvriers **outilleurs** sur bois de la ville de Lyon (10 membres). Siège social : Bourse du Travail, LYON. — [13 octobre 1894.] — Chambre syndicale des **passementiers** en meubles de Lyon (40 membres). Siège social : Bourse du Travail, LYON. — [6 septembre 1896.] — Syndicat indépendant des ouvriers **plâtriers** de la ville de Lyon (40 membres). Siège social : LYON. — [10 décembre 1895.] — Syndicat lyonnais des **sténographes** et **dactylographes** (20 membres). Siège social : rue du Palais-Grillet n° 14, LYON. — [1^{er} mars 1896.] — Association professionnelle des préposés de la manufacture des **tabacs** de Lyon (24 membres). Siège social : rue de la Charité, n° 18, à LYON.

Saône-et-Loire [20 août 1899]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** de Margenne et des Thélots (120 membres). Siège social : café Fichot, AUTUN. — [1^{er} septembre 1899.] — Syndicat des ouvriers **carriers, tuiliers, cimentiers et féculiers** réunis de Gênelard et de Palinges (125 membres). Siège social : PALINGES.

Var [4 juillet 1899]. — Syndicat des ouvriers **tapissiers** de la ville de Toulon (27 membres).
Siège social : Bourse du Travail, TOULON.

3° SYNDICAT MIXTE.

Gironde [1^{er} janvier 1898]. — Association générale des patrons et ouvriers **maréchaux ferrants** français (214 membres). Siège social : BORDEAUX.

4° BOURSE DU TRAVAIL.

Loir-et-Cher [1^{er} octobre 1898]. — Bourse du Travail de Blois (10 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue du Puits-Châtel, n° 1, à BLOIS.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 1^{er} TRIMESTRE 1901.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			demeure	en extra.			demeure	en extra.			demeure	en extra.
Paris, (1 ^{er} arrondissement) ...	345	163	115	19	387	144	108	16	293	283	223	9
— (11 ^e — — — — —)	968	934	618	"	1023	989	627	"	1343	1339	850	"
— (12 ^e — — — — —)	488	420	390	15	490	450	420	5	486	470	435	5
— (13 ^e — — — — —)	127	203	125	8	116	151	102	5	99	156	106	7
— (14 ^e — — — — —)	584	531	277	225	415	529	269	217	489	673	263	373
— (15 ^e — — — — —)	401	495	124	105	319	439	115	48	403	552	117	116
— (16 ^e — — — — —)	205	113	66	"	162	125	65	"	202	138	91	1
— (17 ^e — — — — —)	384	368	293	"	329	325	261	"	374	411	293	"
— (18 ^e — — — — —)	235	142	114	"	207	121	96	1	214	140	106	2
— (19 ^e — — — — —)	667	274	235	2	375	228	205	1	399	277	251	4
— (20 ^e — — — — —)	587	687	302	9	369	568	216	5	376	638	239	6
— (21 ^e — — — — —)	522	356	269	11	558	316	243	14	562	357	269	9
— (22 ^e — — — — —)	"	"	"	"	214	223	113	19	174	218	135	20
Refuges municipaux.....	(1)	(1)	54	120	"	"	"	"	"	"	"	"
Levallois-Perret.....	134	109	93	"	123	110	86	"	125	107	94	"
Bordeaux.....	130	47	42	2	154	104	32	8	114	73	26	"
Bourges.....	314	117	123	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Brest.....	77	21	23	"	73	19	22	"	"	"	"	"
Charleville.....	"	"	"	"	34	20	4	"	29	20	4	"
Douai.....	5	11	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Épinal.....	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	"	"	"	"	6	"	"	"	5	"	"	"
Le Puy.....	20	11	11	"	15	9	6	"	17	8	8	"
Lisieux.....	151	119	64	4	148	131	61	3	104	130	56	"
Lyon.....	157	163	53	6	108	155	51	4	102	142	45	6
Nancy.....	98	34	25	"	70	39	26	"	108	45	31	"
Orléans.....	5	3	3	"	5	3	3	"	4	3	3	"
Reims.....	34	69	"	"	37	63	"	"	21	65	"	"
Saint-Diz.....	33	30	19	2	33	34	21	3	34	31	22	3
Sens.....	58	24	13	"	40	18	11	"	36	16	8	"
Trouville.....	8	4	3	"	9	2	2	"	9	5	5	"
Versailles.....	8	7	6	"	6	7	5	"	10	6	6	"

(1) Chiffre non indiqué.

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (1^{er} TRIMESTRE 1901).

LOCALITÉS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			démou- re	en extr.			démou- re	en extr.			démou- re	en extr.
Agen.....	45	57	16	217	37	"	"	"	19	24	11	1
Aix.....	93	42	41	"	58	35	34	"	67	54	46	"
Albi.....	33	18	10	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers (1).....	"	"	"	"	"	"	"	"	560	220	205	"
Beffort.....	120	142	80	"	110	95	51	"	"	"	"	"
Béziers.....	292	99	88	"	329	64	58	"	289	67	60	"
Carcassonne (2).....	96	75	61	"	"	"	"	"	123	84	63	"
Chalon-sur-Saône.....	"	"	"	"	"	"	"	"	204	30	23	"
Clermont-Ferrand.....	223	110	107	5	167	83	79	1	207	89	83	4
Elbeuf.....	125	174	"	87	"	"	"	"	133	56	11	4
Fougères.....	26	10	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Grenoble.....	182	67	58	66	173	66	56	36	206	86	98	50
La Rochelle.....	"	"	"	"	14	13	12	"	18	16	4	"
Le Havre (1).....	"	"	"	"	"	"	"	"	356	108	100	"
Montpellier.....	28	14	9	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	"	"	"	"	290	50	49	"	"	"	"	"
Nevers.....	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"
Nice.....	"	"	"	"	"	"	"	"	370	254	237	16
Nîmes.....	"	"	"	"	36	41	23	13	101	70	63	38
Orléans.....	"	"	"	"	108	53	30	"	162	84	57	"
Perpignan.....	57	21	13	8	39	25	13	7	"	"	"	"
Rosanne.....	29	(3)	2	2	26	4	"	4	27	9	3	3
Saint-Étienne.....	"	"	"	"	127	142	127	"	77	107	77	"
Toulon.....	103	25	25	"	111	24	24	"	"	"	"	"
Toulouse.....	"	"	"	"	254	113	107	"	"	"	"	"
Tours.....	406	92	81	"	373	122	105	"	386	143	110	"
Versailles.....	19	4	3	"	"	"	"	"	24	18	7	"
Vichy.....	"	"	"	"	89	11	11	"	76	10	10	"
Vierzon.....	"	"	"	"	16	19	9	5	28	21	11	9
Villeneuve-sur-Lot.....	47	12	6	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Voiron.....	46	(3)	5	31	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	520	372	262	230	454	272	187	257	"	"	"	"
Mustapha.....	70	43	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Pendant le 1^{er} trimestre.

(2) Du 1^{er} février au 15 mars.

(3) Chiffre non indiqué.

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS
ET MIXTES, EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS.
(JANVIER, FÉVRIER ET MARS 1901.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- mettre.	en extra.
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.						
Allier.....	Pouzy-Mézangy...	Bûcherons	2	1	"	6
Gironde.....	Bordeaux.....	Jardiniers	6	35	2	4
Hérault.....	Falrigues.....	Travailleurs de terre.....	33	"	"	"
Id.....	Montpellier.....	Flouristes.....	53	3	"	3
Indre.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons-carriers.....	15	6	"	"
Pyrénées-Orientales	Soler.....	Travailleurs de terre.....	60	"	"	"
Seine-et-Oise.....	Méry-sur-Oise.....	Carriers.....	6	"	"	"
ALIMENTATION.						
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Bouchers-charcutiers.....	211	151	90	52
Seine.....	Paris.....	Biscuitiers.....	61	126	15	79
Ardenues.....	Charleville.....	Boulangers.....	4	4	4	6
Bouches-du-Rhône.	Aix.....	Id.....	4	2	1	1
Id.....	Marseille.....	Id.....	60	30	8	22
Charente-Inférieure	La Rochelle.....	Id.....	(1)	13	13	"
Id.....	Rochefort.....	Id.....	6	22	7	45
Drôme.....	Valence.....	Id.....	17	11	10	8
Gard.....	Nîmes.....	Id.....	27	"	"	"
Hérault.....	Montpellier.....	Id.....	16	10	3	4
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Id.....	(1)	1	"	1
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Id.....	17	10	10	117
Nievre.....	Nevers.....	Id.....	35	29	26	112
Pas-de-Calais.....	Boulogne.....	Id.....	2	"	"	1
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Id.....	120	67	37	55
Basses-Pyrénées.....	Bayonne.....	Id.....	10	4	3	10
Seine.....	Paris.....	Boulangers (Associat. munitelle)	26	11	7	4
Id.....	Id.....	Boulangers (Fédération).....	(1)	76	41	47
Id.....	Id.....	Boulangers (Ternes).....	40	20	10	5
Id.....	Id.....	Boulangers (xiii ^e arrond ^t).....	30	14	14	60
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	14	8	6	5
Alpes-Maritimes.....	Nice.....	Confiseurs.....	35	15	10	4
Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Id.....	114	2	2	0
Nord.....	Lille.....	Id.....	13	10	19	7
Rhône.....	Lyon.....	Id.....	17	7	2	20
Seine.....	Paris.....	Id.....	20	4	4	"
Aude.....	Carcassonne.....	Cuisiniers.....	7	(1)	2	10
Gironde.....	Bordeaux.....	Id.....	(1)	(1)	15	43
Marne.....	Reims.....	Id.....	5	5	5	19
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Id.....	29	5	4	15
Pyrénées-Orientales	Perpignan.....	Id.....	5	5	"	5
Rhône.....	Lyon.....	Id.....	10	6	2	18
Seine.....	Paris.....	Id.....	233	344	52	360
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Id.....	48	2	"	28
Gironde.....	Bordeaux.....	Pâtisseries.....	32	15	15	4
Pyrénées-Orientales	Perpignan.....	Id.....	1	1	1	"
INDUSTRIES DU LIVRE.						
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Relieurs-papetiers.....	1	2	"	"
Seine.....	Paris.....	Relieurs-doreurs.....	38	21	18	3
Id.....	Id.....	Papetiers.....	16	13	8	5
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Relieurs-doreurs.....	(1)	1	"	"
Alpes-Maritimes.....	Nice.....	Typographes.....	4	8	3	14
Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Conducteurs-imprimeurs.....	1	(1)	3	"

(1) Chiffre non indiqué.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
INDUSTRIES DU LIVRE. (Suite.)						
Bouches-du-Rhône.	Marseille.	Typographes.	10	6	6	"
Cher.	Bourges.	Id.	"	1	"	"
Côte-d'Or.	Dijon.	Id.	3	"	"	"
Doubs.	Besançon.	Id.	1	1	1	"
Drôme.	Valence.	Id.	2	"	"	1
Eure-et-Loir.	Chartres.	Id.	2	1	1	"
Haute-Garonne.	Toulouse.	Typographes (Union).	8	"	4	"
Id.	Id.	Typographes.	12	"	12	"
Isère.	Grenoble.	Id.	7	5	"	5
Jura.	Dôle.	Id.	6	2	"	2
Loir-et-Cher.	Blois.	Id.	2	2	2	"
Maine-et-Loire.	Angers.	Id.	5	3	2	1
Marne.	Épernay.	Id.	1	2	"	1
Mayenne.	Laval.	Id.	7	3	2	5
Meurthe-et-Moselle.	Nancy.	Id.	(1)	4	4	"
Nord.	Lille.	Id.	17	11	2	9
Id.	Dunkerque.	Id.	1	(1)	1	1
Id.	Roubaix.	Id.	1	"	"	"
Orne.	Alençon.	Id.	1	1	"	1
Basses-Pyrénées.	Pau.	Id.	16	8	8	"
Seine.	Paris.	Conducteurs-pointeurs.	93	63	34	30
Id.	Id.	Conducteurs-typographes.	(1)	(1)	5	8
Id.	Id.	Graveurs-lithographes.	29	16	3	7
Id.	Id.	Typographes.	195	180	180	"
Id.	Id.	Typographes (femmes).	13	9	9	"
Id.	Id.	Lithographes (Union).	46	34	29	5
Id.	Id.	Lithographes (résistance).	117	34	"	65
Id.	Id.	Graveurs-lithographes.	7	3	"	2
Id.	Id.	Imprimeurs (taille-douce).	4	3	3	"
Seine-et-Oise.	Étampes.	Typographes.	1	"	"	"
Deux-Sèvres.	Niort.	Id.	1	11	1	"
Somme.	Amiens.	Id.	2	2	2	"
Vosges.	Remiremont.	Id.	2	2	2	"
Yonne.	Auxerre.	Id.	6	5	5	1
CUIRS ET PEAUX.						
Alpes-Maritimes.	Nice.	Cordonniers.	25	10	"	"
Charente.	Angoulême.	Id.	6	2	2	"
Id.	Cognac.	Id.	41	"	"	"
Eure-et-Loir.	Dreux.	Id.	1	"	1	"
Indre-et-Loire.	Châteaurenault.	Id.	1	"	"	"
Nievre.	Nevers.	Id.	3	4	2	"
Rhône.	Lyon.	Id.	56	18	14	6
Id.	Id.	Coupeurs-brocheurs.	5	1	1	"
Seine.	Paris.	Appréteurs en pelleteries.	74	71	60	8
Id.	Id.	Ouvriers en chevreau glacé.	26	10	20	"
Id.	Id.	Selliers de l'article de chasse.	7	4	4	"
Id.	Id.	Selliers en voitures.	45	25	17	8
Id.	Id.	Selliers-harnacheurs.	4	"	2	"
Seine-Inférieure.	Le Havre.	Selliers-bourreliers.	10	"	"	"
Somme.	Amiens.	Coupeurs en chaussures.	10	"	"	"
Vaucluse.	Avignon.	Selliers-bourreliers.	(1)	7	7	"
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.						
Ardennes.	Sedan.	Tisseurs.	175	"	"	"
Id.	Illy.	Id.	46	8	"	20
Aube.	Troyes.	Filateurs.	56	(1)	56	"
Loire.	Les Barques par Saint-Rambert.	Id.	26	9	"	"
Haut-Rhin.	Héricourt.	Id.	80	12	10	3
Rhône.	Lyon.	Id.	80	94	70	"

(1) Chiffre non indiqué.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS à de- meure.	en extra.
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VETEMENT. (Suite.)						
Seine.....	Paris.....	Ouvriers de la bretelle.....	6	2	2	"
Id.....	Id.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	121	75	50	22
Haute-Loire.....	St-Didier-la-Seeuve.....	Chefs d'atelier rubaniers.....	25	2	"	2
Seine.....	Paris.....	Passementiers à la main.....	2	2	2	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	69	17	"	"
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Ouvriers de la tente.....	180	2	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Tapissiers.....	30	"	"	"
Seine-Inferieure.....	Le Havre.....	Id.....	90	4	2	5
Pas-de-Calais.....	Calais.....	Tullistes.....	163	217	163	"
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Taillieurs.....	24	16	9	7
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Id.....	10	12	4	"
Meurthe-et-Moselle.....	Nancy.....	Id.....	5	9	"	"
Seine.....	Paris.....	Dessinateurs en broderie.....	11	1	"	"
Id.....	Id.....	Col et cravates.....	4	"	3	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-chemisiers.....	35	30	24	6
Id.....	Id.....	Conturières.....	80	19	"	5
Id.....	Id.....	Taillieurs.....	85	37	13	20
Id.....	Id.....	Taillieurs (Solidarité).....	135	13	1	11
Seine-Inferieure.....	Rouen.....	Taillieurs-coupeurs.....	2	"	"	"
Ardèche.....	Serrières.....	Chapeliers.....	5	(1)	"	4
Aude.....	Chalabre.....	Id.....	28	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Id.....	1	3	"	1
Haute-Savoie.....	Annecy.....	Id.....	1	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Chapeliers (chapeau mécanique).....	3	"	3	"
Id.....	Id.....	Casquetiers.....	137	136	55	"
Seine-et-Oise.....	Argenteuil.....	Chapeliers.....	5	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Garçons de lavoie.....	11	4	"	"
Id.....	Boulogne.....	Blanchisseurs.....	500	50	15	55
BOIS.						
Allier.....	Vichy.....	Charpentiers.....	4	"	"	"
Alpes-Maritimes.....	Nice.....	Id.....	8	"	"	"
Ariège.....	Bélesta.....	Scieurs.....	(1)	2	"	3
Corrèze.....	Brive.....	Scieurs de long.....	10	(1)	3	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	6	"	"	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Id.....	18	"	"	"
Gironde.....	Libourne.....	Id.....	5	"	"	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Id.....	135	"	"	"
Maine-et-Loire.....	Cholet.....	Id.....	5	5	3	"
Nord.....	Saint-Amand.....	Id.....	1	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Id.....	54	"	"	"
Seine-Inferieure.....	Le Havre.....	Scieurs.....	3	1	2	1
Ain.....	Bourg.....	Menuisiers.....	1	"	"	"
Aisne.....	Saint-Quentin.....	Id.....	2	4	1	"
Corrèze.....	Tulle.....	Id.....	25	4	1	1
Drôme.....	Romans.....	Id.....	50	"	"	"
Eure-et-Loir.....	Chartres.....	Id.....	2	1	1	"
Hérault.....	Cette.....	Id.....	9	"	"	"
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Id.....	1	5	4	"
Oise.....	Beauvais.....	Id.....	37	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Id.....	30	18	16	27
Id.....	Id.....	Menuisiers (Union).....	60	13	13	"
Id.....	Id.....	Layetiers-emballieurs.....	26	4	3	1
Id.....	Id.....	Mouliers-finisseurs.....	33	6	6	"
Hérault.....	Béziers.....	Ébénistes.....	8	5	3	"
Oise.....	Crépy-en-Valois.....	Id.....	4	"	"	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Id.....	"	2	"	"
Seine.....	Paris.....	Ébénistes en photographie.....	(1)	5	2	"
Id.....	Id.....	Meubles de jardin.....	2	2	"	4
Id.....	Id.....	Baleiniers.....	8	"	"	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Ébénistes.....	36	(1)	16	6
Hérault.....	Béziers.....	Charrons.....	22	"	"	"
Id.....	Montpellier.....	Id.....	3	1	"	"
Loiret.....	Orléans.....	Ouvriers en voitures.....	3	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué

(1) Chiffre non indiqué.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	ou extra.
BOIS. (Suite.)						
Maine-et-Loire	Saumur	Carrossiers	15	27	6	9
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand	Id.	167	83	79	1
Seine	Paris	Ouvriers en voitures	40	18	8	"
Id.	Id.	Charrons	17	19	17	"
Id.	Id.	Peintres en voitures	7	5	6	1
Indre-et-Loire	Tours	Galochiers-sabotiers	"	8	"	"
Saône-et-Loire	Chalon-sur-Saône	Id.	5	7	2	"
Haute-Garonne	Toulouse	Tonneliers	1	"	"	"
Hérault	Béziers	Fondriers	6	"	"	"
MÉTAUX.						
Aisne	Saint-Quentin	Mécaniciens	10	(1)	4	"
Alpes-Maritimes	Nice	Mécaniciens-électriciens	19	10	10	1
Id.	Id.	Horlogers	(1)	(1)	7	"
Bouches-du-Rhône	Marseille	Ajusteurs	8	(1)	8	"
Calvados	Caen	Mouleurs	14	"	"	"
Landes	Saint-Paul-lès-Dax	Id.	10	2	"	2
Loire	Saint-Étienne	Maréchaux ferrants	3	4	4	"
Id.	Roanne	Mouleurs	11	"	"	"
Marne	Reims	Métallurgistes	(1)	(1)	2	"
Mayenne	Laval	Id.	4	"	"	"
Nord	Lille	Serruriers-pôliers	16	"	"	"
Hautes-Pyrénées	Tarbes	Mécaniciens	10	(1)	1	1
Rhône	Lyon	Chaudronniers	15	5	5	"
Sarthe	Le Mans	Mécaniciens	22	2	2	5
Seine	Paris	Métallurgistes (contremaîtres)	21	23	2	"
Id.	Id.	Id.	48	(1)	15	1
Id.	Id.	Chaudfoueurs-mécaniciens	45	21	18	3
Id.	Id.	Serruriers-mécaniciens	58	29	4	25
Id.	Id.	Serruriers en bâtiment	1,039	15	25	18
Id.	Id.	Tourneurs-décolleteurs	170	25	"	"
Id.	Id.	Ouvriers en coffres-forts	20	2	"	"
Id.	Id.	Ferblantiers	38	(1)	9	1
Id.	Id.	Lanterniers en voitures	3	2	"	3
Id.	Id.	Ouvr. en instrum. de précision	210	68	89	"
Id.	Id.	Ouvr. en mécan. scientifique	4	2	2	"
Id.	Id.	Ouvr. en mécan. industrielle	3	2	2	"
Id.	Id.	Mécaniciens	178	43	32	"
Id.	Id.	Électriciens	25	7	2	11
Id.	Id.	Ouvriers en bronze imitation	55	16	14	2
Id.	Id.	Potiers d'étain	19	13	13	"
Seine-Inférieure	Le Havre	Ajusteurs	2	"	"	"
Seine-et-Oise	Argenteuil	Mécaniciens	5	(1)	2	"
Deux-Sèvres	Niort	Ferblantiers	"	2	"	"
Somme	Amiens	Mouleurs	40	"	"	"
Id.	Id.	Serruriers	5	"	"	"
TAILLE DES PIERRES.						
Gironde	Bordeaux	Tailleurs de pierres	25	"	"	"
Lot-et-Garonne	Agen	Id.	10	"	"	"
Nord	Lille	Sculpteurs	30	"	"	"
Saône-et-Loire	Martigny-Sylo	Piqueurs de grès	2	"	2	"
Seine	Paris	Tailleurs de pierre (Union)	200	"	"	"
Algérie	Mustapha	Id.	"	10	10	"
BÂTIMENT.						
Allier	Vichy	Maçons	9	"	"	"
Aude	Narbonne	Ouvriers du bâtiment	30	10	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille	Terrassiers	1	1	"	12
Id.	Id.	Cimentiers	165	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
BÂTIMENT. (Suite.)						
Bouches-du-Rhône.	Marseille.	Maçons.	169	16	"	16
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	100	"	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maçons français.	150	"	"	"
Cher.	Bourges.	Maçons.	121	6	"	"
Finistère.	Morlaix.	Bâtiment.	80	20	20	"
Ille-et-Vilaine.	Rennes.	Maçons et aides.	4	"	"	"
Indre.	Châteauroux.	Bâtiment.	154	"	"	"
Loire-Inférieure.	Pornic.	<i>Id.</i>	15	"	"	"
Nord.	Dunkerque.	Maçons.	159	8	"	"
Pyrénées (Basses).	Biareitz.	<i>Id.</i>	40	"	"	"
Seine.	Paris.	Fourniers.	8	"	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Ouvriers terrassiers-puissatiers.	473	61	28	61
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	669	37	27	10
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Paveurs.	36	2	2	8
Seine-et-Oise.	Maisons-Laffitte.	Bâtiment.	6	2	2	2
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	139	"	"	"
Algérie.	Constantine.	Ouvriers maçons-plâtriers.	15	1	3	"
Bouches-du-Rhône.	Arles.	Ouvriers peintres.	18	3	3	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	52	"	"	"
Loire-Inférieure.	Nantes.	<i>Id.</i>	340	52	50	10
Puy-de-Dôme.	Clermont-Ferrand.	Plâtriers.	25	5	"	2
Pyrénées-Orientales.	Perpignan.	Peintres.	19	"	"	"
Haut-Rhin.	Belfort.	<i>Id.</i>	38	"	"	"
Seine.	Paris.	<i>Id.</i>	316	"	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Peintres-enduiseurs.	25	9	"	9
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Peintres (Union des).	52	49	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Peintres (Alliance des).	9	"	9	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Peintres en décors.	62	2	"	2
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	15	"	"	"
Gironde.	Bordeaux.	Plâtriers.	20	4	"	4
Indre-et-Loire.	Tours.	<i>Id.</i>	18	1	"	"
Loiret.	Orléans.	<i>Id.</i>	45	2	"	2
TRANSPORTS						
Alpes-Maritimes.	Nice.	Commis-livreurs-camionneurs.	50	15	12	"
Puy-de-Dôme.	Clermont-Ferrand.	Livreurs-camionneurs.	38	2	6	1
Aude.	Carassonne.	Charretiers.	(1)	10	2	6
Bouches-du-Rhône.	Marseille.	<i>Id.</i>	147	"	"	"
Loire.	Saint-Etienne.	Mécaniciens chauff. de tramw.	9	2	5	2
Seine.	Paris.	Ouvr., empl. et mécan. de la traction de la Cie des Omnibus	3	"	1	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Chauffeurs-conduct. d'automob.	45	22	15	7
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Ouv. et empl. des tram. de Roumainville.	24	10	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Air comprimé.	14	3	2	"
Seine-Inférieure.	Le Havre.	Marins du commerce.	(1)	70	48	22
Algérie.	Constantine.	Emp. du ch. de fer Bône-Guelma	8	10	8	"
MANUTENTION.						
Bouches-du-Rhône.	Marseille.	Ouvriers chargeurs.	147	"	"	"
Ille-et-Vilaine.	Saint-Malo.	Charbonniers du port.	150	"	"	"
EMPLOYÉS DE COMMERCE.						
Aisne.	Saint-Quentin.	Employés et voyag. de commerce	16	8	2	"
Alpes-Maritimes.	Nice.	Employés de commerce.	17	6	6	"
Aube.	Troyes.	<i>Id.</i>	8	"	2	"
Bouches-du-Rhône.	Marseille.	<i>Id.</i>	72	6	6	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Représentants et placiers.	3	1	1	"
Cher.	Bourges.	Employés.	2	"	"	"
Côte-d'Or.	Dijon.	Union fraternelle des employés.	6	6	10	"

(1) Chiffre non indiqué.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
EMPLOYÉS DE COMMERCE. (Suits.)						
Gironde.....	Bordeaux.....	Employés de commerce.....	61	59	24	3
Ille-et-Vilaine.....	Rennes.....	Union des syndicats.....	535	295	"	268
Landes.....	Dax.....	Id.....	10	5	2	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Union frat. des empl. de com.....	8	1	1	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Employés des deux sexes.....	27	5	4	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Id.....	"	"	7	"
Nord.....	Lille.....	Voy., emp. de com., ad. et ind.....	2	"	2	"
Pyrénées (Basses).....	Bayonne.....	Employés de commerce.....	16	4	8	"
Pyrénées (Hautes).....	Tarbes.....	Id.....	2	1	1	"
Seine.....	Paris.....	As. am. empl. bourse du com.....	48	12	12	"
Id.....	Id.....	Employés du com. et de l'ind.....	21	15	38	9
Id.....	Id.....	Emp. de com. et des ind. du livre	1	"	1	"
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	Empl. de mag. et ouv. des 2 sexes	15	1	4	"
Id.....	Id.....	Union phil. des employés.....	11	29	12	1
Var.....	Toulon.....	Association des employés.....	14	4	14	"
Algérie.....	Oran.....	Employés de commerce.....	88	1	"	5
Id.....	Alger.....	Employés de quincaillerie.....	18	3	5	"
Seine.....	Paris.....	Femmes sténographes.....	11	11	5	2
Id.....	Id.....	Assoc. sténog., Alliance sténog.....	5	7	1	1
Id.....	Id.....	Sténo-dactylographes.....	28	36	20	"
Oise.....	Beauvais.....	Comptables et employés.....	"	2	1	"
Seine.....	Paris.....	Union des comptables.....	81	70	38	19
EMPLOYÉS DE L'ALIMENTATION.						
Alpes-Maritimes.....	Nice.....	Maîtres d'hôtel.....	252	20	50	132
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	Maîtres d'hôtel (la Ruche).....	"	"	38	188
Id.....	Id.....	Maîtres d'hôtel (Etoile de Rouen)	75	4	36	107
Allier.....	Montluçon.....	Gâteaux limonadiers.....	4	"	4	"
Aude.....	Carcassonne.....	Id.....	"	"	"	3
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Employés liquoristes.....	35	4	3	217
Doubs.....	Besançon.....	Gâteaux limonadiers.....	18	23	14	105
Gironde.....	Bordeaux.....	Gâteaux limonadiers et restaur.....	50	38	11	17
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Gâteaux limonadiers, hôtels.....	23	15	13	19
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Id.....	48	37	7	39
Rhône.....	Lyon.....	Employés de cafés.....	60	40	"	20
Seine.....	Paris.....	Gât. lim., rest. « Le Progrès ».....	(1)	(1)	54	182
Id.....	Id.....	Employés d'hôtels.....	"	35	16	59
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	Voyageurs en liquides.....	17	"	"	"
COIFFEURS.						
Anche.....	Troyes.....	Ouvriers coiffeurs.....	3	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Coiffeurs.....	131	67	39	167
Hérault.....	Montpellier.....	Id.....	36	26	26	19
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Id.....	12	5	4	4
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Id.....	6	2	1	2
Id.....	Id.....	Coiffeurs (ouvriers).....	1	"	"	2
Seine.....	Paris.....	Coiffeurs.....	(1)	(1)	136	1051
Algérie.....	Bône.....	Id.....	3	"	"	2
DIVERS.						
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Nett. et cirers d'appartement.....	45	14	"	4
Id.....	Id.....	Ouvriers d'huilerie.....	40	(1)	2	15
Gironde.....	Bordeaux.....	Gens de maison.....	145	229	78	9
Rhône.....	Lyon.....	Employés photographes.....	4	5	2	"
Seine.....	Paris.....	Professeurs de l'enseig. libre.....	23	18	5	9
Id.....	Id.....	Opérat. et bitumin. de la phot.....	4	"	"	"
Id.....	Id.....	Boucheurs à l'émcri.....	20	"	"	"
Id.....	Id.....	Un. frat. du pers. des maisons				
		bourgeoises.....	34	61	23	8
Id.....	Id.....	Opticiens.....	1	3	"	"
Id.....	Id.....	Union des gens de maison.....	432	356	155	75
Seine-et-Oise.....	Rueil.....	Gaziers.....	6	(1)	"	6

(1) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PATRONAUX (1^{er} SEMESTRE 1901.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FEVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				démou- re.	en extra.			démou- re.	en extra.			démou- re.	en extra.
Angers.....	Charenterie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	9	8	1
Bordeaux.....	Bijouterie.....	"	"	"	"	3	"	"	"	5	4	1	1
Id.....	Boucherie et charcuterie.	"	"	"	"	"	"	"	"	20	6	7	"
Id.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	33	28	17	85
Le Havre.....	Épicerie.....	"	"	"	"	25	23	22	1	"	"	"	"
L'Isle Adam (S. et-O.).....	Boucherie.....	"	"	"	"	6	7	6	"	16	12	12	"
Lyon.....	Horticulteurs.....	3	1	3	"	3	2	2	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Épicerie.....	"	"	"	"	27	20	15	"	29	19	15	"
Nancy.....	Boucherie.....	"	"	"	"	14	12	12	"	17	11	11	"
Nîmes.....	Horticulteurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	15	10	5
Paris.....	Débitants de vins (Al- liance des).....	"	"	"	"	15	5	5	"	9	2	2	"
Id.....	Débitants de vins et li- quoristes (Union des).....	148	127	108	18	115	98	85	9	115	129	105	4
Id.....	Marchands de beurre, œufs et fromages.....	"	"	"	"	"	"	"	"	283	225	85	8
Id.....	Épiciers en détail.....	580	390	380	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Épicerie française.....	"	"	"	"	"	"	"	"	653	836	572	"
Id.....	Menuiserie française.....	16	8	8	"	17	8	8	"	"	"	"	"
Id.....	Produits alimentaires.....	"	"	"	"	8	3	2	"	9	4	3	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	62	36	18	"	49	39	18	"	49	25	18	"
Id.....	Relieurs.....	71	41	51	"	"	"	"	"	59	60	45	"
Id.....	Teinture et nettoyage.....	"	"	"	"	215	146	25	121	"	"	"	"
Id.....	Fabricants de corsets.....	"	"	"	"	26	18	18	"	"	"	"	"
Id.....	Quincaillerie.....	45	45	28	"	34	34	24	"	42	42	20	"
Id.....	Couteliers.....	35	42	33	"	39	34	32	"	35	39	32	"
Id.....	Doreurs, argentiers et nickeleurs.....	"	"	"	"	3	1	1	"	10	8	4	4
Id.....	Négociants commission- naires.....	20	1	1	"	13	6	3	"	5	3	2	"
Id.....	Gérants de débits de tabac.	"	"	"	"	13	4	4	"	"	"	"	"
Id.....	Marchands de charbons en détail.....	"	"	"	"	125	13	13	"	88	19	19	"
Id.....	Magnétiseurs et masseurs.	60	14	2	12	40	5	1	4	"	"	"	"
Id.....	Presse technique et com- merciale.....	"	"	"	"	3	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Architectes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	31	17	14	3
Reims.....	Loueur de chevaux et voi- tures.....	"	"	"	"	"	"	"	"	11	3	"	2
Id.....	Charcutiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	40	35	"	"
Saint-Germain- on-Laye.....	Bâtiment.....	"	"	"	"	62	2	1	3	81	5	"	5
Tours.....	Patrons en construction..	178	68	68	"	"	"	"	"	103	52	46	"
Id.....	Charentiers.....	42	32	29	"	37	19	18	"	32	25	22	"
Id.....	Office des travailleurs...	178	68	68	"	112	73	53	"	"	"	"	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (1^{er} TRIMESTRE 1901).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS.	
				demeure ou extra.	extra.			demeure ou extra.	extra.			demeure ou extra.	extra.
Amiens	Garçons de cafés et res- taurants.	92	218	34	177	93	180	36	144	70	173	30	135
Id.	Voyageurs et represen- tants de commerce....	1	3	1	"	"	"	"	"	2	2	1	"
Angers	Boulangers.....	12	8	8	187	12	10	10	224	15	13	13	246
Arcueil (Seine)..	« Les Robustes ».....	5	1	"	1	3	(1)	"	3	28	3	"	12
Bagatelle (Seine)	Union fraternelle des jardiniers.	"	"	"	"	22	22	22	"	26	26	26	"
Belfort.....	« La Jeanne d'Arc ».....	"	"	"	"	13	(1)	3	"	12	(1)	8	"
Id.	Employés de com- merce.	"	"	"	"	4	2	2	"	"	"	"	"
Besançon.....	« L'Étoile bisontine »....	"	"	"	"	18	23	14	105	"	"	"	"
Id.	Employés de com- merce.	2	1	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Bordeaux.....	Union fraternelle des figuoristes.	"	"	"	"	7	3	2	"	8	(1)	3	"
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	Fileurs.....	18	9	7	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Grenoble.....	Typographes.....	"	"	"	"	5	2	"	2	7	5	"	5
Le Havre.....	Coiffeurs.....	59	59	12	34	60	53	16	31	49	37	10	30
Lyon.....	Confiseurs et pâtis- siers.	"	"	"	"	65	40	40	6	71	40	37	3
Id.	Garçons de salle et de chambre.	(1)	(1)	102	312	(1)	(1)	79	307	"	"	"	"
Id.	Institutions libres.....	"	"	"	"	(1)	(1)	4	2	(1)	(1)	4	"
Marseille.....	Commis et employés....	"	"	"	"	125	3	3	"	85	6	6	"
Id.	« Le Vatel ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	300	12	4	8
Monthéillard...	Employés de com- merce.	2	1	1	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Montpellier...	Commis et employés....	"	"	"	"	3	4	3	"	"	"	"	"
Nantes.....	La Réunion des ma- çons.	"	"	"	"	22	8	8	"	18	11	11	"
Id.	Mécaniciens et chauf- feurs.	2	"	"	"	1	1	1	"	2	(1)	2	"
Nevers.....	Employés de com- merce.	2	2	"	"	2	2	"	"	3	2	"	"
Nice.....	La Fraternelle des cui- siniers.	"	"	"	"	"	"	"	"	16	14	15	34
Pantin (Seine).	Caoutchoutiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	1	"
Paris.....	Boucherie.....	(1)	282	126	16	(1)	227	79	23	(1)	287	111	26
Id.	Cuisiniers.....	"	"	"	"	(1)	350	70	250	"	"	"	"
Id.	Pâtisseries-cuisiniers....	34	20	20	120	35	17	17	179	"	"	"	"
Id.	Union de la charcu- terie.	341	390	319	6	"	"	"	"	320	318	280	2
Id.	Union de l'épicerie....	"	"	"	"	102	56	37	"	85	59	46	"
Id.	Société « l'Étoile ».....	"	"	"	"	455	1,214	37	1,177	420	995	66	929
Id.	Sommeliers.....	75	50	50	100	70	40	40	35	102	90	65	50
Id.	Employés d'hôtels.....	(1)	(1)	10	15	(1)	(1)	19	5	(1)	(1)	46	12
Id.	Union Helvetia.....	111	43	28	3	126	45	32	5	154	59	45	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITES.	DESIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OUIRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OUIRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OUIRES.	PLA- CEMENTS	
				demande	en exécution			demande	en exécution			demande	en exécution
Paris.....	Société suisse des com- merçants.....	68	30	19		55	29	18		67	34	20	
Id.....	Gens de maison.....	49	70	17	3	(1)	63	11	5	117	67	17	5
Id.....	Congrès-général.....	16	12	4		15	20	7		15	9	4	
Id.....	Société la Couturière.....	"	"	"	"	37	10	9	"	29	21	12	"
Id.....	Commis-chapelières.....	"	"	"	"	1	6	"	"	4	5	"	2
Id.....	Compagnons tisseurs-ter- randiniers.....	9	2			14	3	"	"	22	5	"	"
Id.....	Ménisiers.....	"	"	"	"	7	3	3	3	14	4	5	5
Id.....	Compagnons charbons.....	32	30	30	"	26	25	20	"	25	68	"	25
Id.....	Chaudières conducteurs de machines.....	2	1	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	L'Amitié.....	"	"	"	"	10	14	4	3	2	18	1	1
Id.....	Quincaillerie.....	"	"	"	"	33	23	22	3	35	26	22	1
Id.....	Mécaniciens.....	75	62	63	2	38	17	9	"	"	"	"	"
Id.....	Union des chaudières conducteurs.....	28	32	32	"	"	"	"	"	7	3	3	2
Id.....	Le Bâtiment.....	9	10	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Commis et entrepre- neurs de peinture.....	"	"	"	"	9	4	3	1	"	"	"	"
Id.....	Voyageurs de com- merce.....	(1)	67	67	"	(1)	58	58	"	(1)	55	55	"
Id.....	Association des comp. tables.....	129	111	49	17	115	91	50	11	"	"	"	"
Id.....	Union des employés de commerce.....	"	"	"	"	5	11	3	"	"	"	"	"
Id.....	Employés du com- merce de la musique.....	"	"	"	"	1	"	"	"	3	2	1	"
Id.....	La Prévoyance des em- ployés.....	"	"	"	"	5	(1)	5	"	12	7	7	"
Id.....	Gardeurs de recette et de caisse.....	6	5	3	2	4	2	2	1	3	2	1	1
Id.....	Industries réunies.....	5	2	"	2	6	4	1	1	1	"	"	"
Id.....	La Saint-Michel.....	90	100	81	270	110	122	87	108	149	182	149	193
Id.....	Employés de trans- port.....	"	"	"	"	(1)	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	La Frère-Comtoise.....	2	7	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Instituteurs et institu- trices.....	"	3	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"
Id.....	Union générale des gan- tiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	7	7	"
Id.....	La Prévoyance humani- taire.....	18	16	7	9	"	"	"	"	3	2	2	1
Rouen.....	Association des secré- taires et employés de mairie.....	2	"	"	"	2	"	"	"	2	"	"	"
Id.....	L'Emulation chris- tienne.....	8	4	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	La Prévoyance mu- tuelle.....	3	2	2	"	6	6	6	"	"	"	"	"
Valenciennes.....	Société académique des comptables.....	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Secrétariat du Peuple.....	"	"	"	"	1	(1)	"	1	"	"	"	"
Id.....	Anciens sous-officiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	"	"	"
Le Vésinet.....	La Prévoyance.....	2	(1)	2	"	1	1	"	"	"	"	"	"
Constantine(Bet- na).....	La Fraternelle.....	"	1	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (1^{er} TRIMESTRE 1901).

LOCALITÉS.	DESIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				déjeuner	en extra.			déjeuner	en extra.			déjeuner	en extra.
Amiens.....	Assistance par le travail.	"	"	"	"	"	"	"	"	143	(1)	15	"
Angers.....	Œuvre du Bon Pasteur.	6	1	1	"	"	"	"	"	6	3	2	"
Id.....	Patronage des libérés....	(1)	(1)	"	2	(1)	(1)	2	(1)	(1)	(1)	2	2
Armentières....	École professionnelle...	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bayonne.....	Société de Sainte-Anne...	"	"	"	"	18	45	15	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	14	11	(1)	(1)	6	7	(1)	(1)	13	4
Id.....	Maison du Marin.....	133	(1)	45	"	85	(1)	25	"	84	(1)	34	"
Bourges.....	Patronage des libérés....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	2	"
Brest.....	Bonnes sans place.....	"	"	"	"	(1)	(1)	27	"	(1)	(1)	30	4
Clermont - Fer- rand.	Immaculée-Conception...	(1)	(1)	20	2	"	"	"	"	(1)	(1)	15	3
Cluses (Hante- Savoie).	École d'horlogerie.....	"	1	"	"	"	1	"	"	1	2	1	"
Goubeyrac (Gi- ronde).	Orphelinat agricole.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"
Courville (Eure- et-Loir).	Assistance par le travail.	"	"	"	"	(1)	55	1	54	(1)	51	2	49
Dio.....	Asile orphelinat.....	"	"	"	"	3	3	2	"	5	10	2	"
Dreux.....	Patronage des libérés....	"	"	"	"	1	(1)	1	"	"	"	"	"
Dunkerque.....	Maison du Marin.....	(1)	(1)	98	"	(1)	(1)	134	"	(1)	(1)	164	"
Fourmies.....	École pratique d'industrie	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Grand - Quevilly (Seine-Infér ^{ie}).	Refuge.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	8	2	"
La Chalmelle (Marne).	Colonie agricole.....	4	5	3	"	10	8	3	"	15	8	7	"
La Rochelle....	Maison du Marin.....	61	(1)	35	"	71	38	38	"	48	23	23	"
Le Havre.....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	"	6	"	"	"	"	104	6	"	6
Le Puy.....	Maison des filles.....	(1)	(1)	"	14	(1)	(1)	"	5	(1)	(1)	"	10
Libourne.....	Orphelinat Saint-Paul...	(1)	(1)	10	"	"	"	1	"	(1)	(1)	2	"
Lille.....	Patronage des libérés....	14	(1)	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Luc par Alzon (Gard).	Colonie agricole.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	2	"
Lyon.....	Asile protestant.....	18	43	12	3	19	50	12	5	15	79	7	5
Id.....	Assistance par le travail.	169	(1)	"	36	120	(1)	"	23	151	(1)	"	22
Id.....	Patrons catholiques.....	"	"	"	"	237	196	91	5	231	268	90	18
Id.....	Prisonniers libérés.....	47	(1)	32	"	40	(1)	35	"	36	(1)	32	"
Id.....	Amies de la jeune fille...	"	"	"	"	92	91	14	"	94	107	11	"
Id.....	Société philanthropique savoisienne.	"	"	"	"	68	51	43	"	85	64	53	"
Id.....	Asile Saint-Léonard....	"	"	"	"	3	3	3	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.	"	"	"	"	19	"	"	"	25	"	"	"
Marseille.....	Assistance par le travail.	38	20	11	"	45	14	9	4	30	18	15	2
Id.....	La Préservation.....	"	"	"	"	32	39	27	"	27	40	26	"
Id.....	Maison du Marin (2)....	"	"	"	"	"	"	"	"	64	41	49	37
Melun.....	Assistance par le travail.	"	"	"	"	22	22	"	22	20	20	1	19
Nancy.....	Maison des apprentis....	71	85	45	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Maison du marin.....	101	67	57	12	96	104	39	13	152	106	105	10
Id.....	Œuvre du Sacré-Cœur...	(1)	18	3	"	(1)	18	8	"	(1)	19	10	"
Nice.....	Le Foyer.....	"	"	"	"	93	(1)	20	"	103	(1)	5	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 1^{er} trimestre.

LOCALITES.	DESIGNATION.	JANVIER.				FEVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure	en extra.			demeure	en extra.			demeure	en extra.
Paris.....	Union d'assistance par le travail du 6 ^e arrondissement.	32	1	9	7	46	(1)	6	14	..	..	..	..
Id.....	Asile Saint-Charles.....	88	358	56	..	90	305	57	..	150	406	122	..
Id.....	Assistance par le travail du 2 ^e arrondissement.	(1)	25	2	19	..	..	..	..	..	..	..	..
Id.....	Association d'Alsace-Lorraine.	221	553	140	..	194	384	140	..	208	473	158	..
Id.....	Employés du bâtiment..	48	8	7	1	..	..	..	..	..	..	..	..
Id.....	Home français.....	..	..	..	..	(1)	(1)	10	..	..	..	..	..
Id.....	Home allemand.....	..	..	..	..	(1)	27	18	..	(1)	32	51	..
Id.....	Home israélite français..	..	..	..	..	(1)	(1)	8	7	(1)	(1)	7	2
Id.....	Sœurs de la Croix.....	(1)	(1)	..	423	(1)	(1)	..	412	(1)	(1)	..	525
Id.....	Maison de travail pour jeunes gens.	..	..	..	..	18	33	30	1	62	19	17	1
Id.....	Patronage des libérés....	326	68	8	..	267	40	5	..	..	..	..	..
Id.....	Patronage de la Providence	6	8	..	..	6	8	..	..	6	8	..	..
Id.....	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue.	(1)	(1)	56	..	..	..	..	..	(1)	(1)	27	..
Id.....	Société charitable des visiteurs.	36	19	12	7	50	25	13	11	..	..	..	..
Id.....	Société des pauvres hon- teux.	35	10	6	..	32	7	5	..	32	8	6	..
Id.....	Société philanthropique..	..	..	..	..	314	159	159	125	..	..	..	..
Id.....	Société philanthropique savoisienne.	79	234	116	..	87	229	131	..	92	227	110	..
Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains.	..	..	..	..	(1)	3	3	..	(1)	3	3	..
Id.....	« The english catholic home »	56	56	10	..	62	44	10	2	56	49	13	..
Id.....	« The mission home »....	116	73	18	1	98	102	25	3	87	95	16	3
Id.....	Union nationale.....	..	..	..	..	..	..	..	..	61	49	49	..
Quimper.....	Enfants de la Providence.	..	..	..	..	(1)	(1)	15	..	(1)	(1)	3	..
Remiremont....	Orphelinat de l'Enfant-Jésus.	..	2	..	..	(1)	4	1	..	..	1	..	..
Rochefort.....	Fourneau économique... ..	..	..	..	..	..	..	..	..	3	1	1	1
Roubaix.....	École des arts décoratifs.	..	..	..	..	3	2	..	1	5	5	1	..
Rouen.....	École professionnelle... ..	..	..	..	..	1	2	1	..	..	..	..	..
Id.....	Maison des Sœurs Saint-Aubin.	31	79	18	1	51	85	30	1	46	81	33	2
St-Germain-Village (Eure).	Orphelinat.....	..	..	..	..	(1)	(1)	1	..	..	..	..	..
Saint-Hilaire (Vienne).	École de réforme.....	..	..	..	..	(1)	16	11	..	..	..	..	..
St-Jean-Mainvilliers (Eure-et-Loir).	Oeuvre d'assistance.....	(1)	22	..	22	(1)	18	2	17	22	29	6	11
Toulouse.....	Patronage des libérés....	..	..	..	..	3	3	3	..	6	6	6	..
Tours.....	Id.....	..	..	..	..	5	(1)	4	..	4	..	..	..
Troyes.....	Id.....	..	..	..	..	14	9	10	..	11	8	8	..
Valenciennes...	Id.....	1	2	2	..	2	2	2	..	2	2	2	2
Versailles.....	Id.....	..	..	..	..	114	(1)	6	..	126	1	7	..
LeVésinet(Seine-et-Oise).	Orphelinat d'Alsace-Lorraine.	..	..	..	..	1	1	1	..	..	..	..	..
Alger.....	Union des amis de la jeune fille.	65	23	23	..	22	(1)	11	..	16	15	10	..

(1) Chiffre non indiqué.

BIBLIOGRAPHIE.

ALLEMAGNE. — *Jahresbericht des Arbeitersekretariats Darmstadt für 1900.* (1 broch. in-18 de 32 pages; Darmstadt, 1901.) — Rapport annuel du Secrétariat ouvrier de Darmstadt (1900).

FÉDÉRATION ALLEMANDE DES BUREAUX DE PLACEMENT. — *Zweite Verbandsversammlung; stenographischer Bericht.* (1 vol. in-8° de 212 pages; Berlin, 1901.) — Compte rendu sténographique de la deuxième assemblée générale de 1900.

BRÉSIL. — ÉTAT DE PARA. — *Album do Para em 1899.* (1 fasc. in-4° relié; Para, 1901.) — Album du Para; monographie historique, géographique, industrielle et commerciale.

FRANCE. — DIRECTION GÉNÉRALE DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT. — *Lois, ordonnances, décrets, décisions et arrêtés ministériels rendus depuis le 15 décembre 1810 jusqu'au 31 décembre 1899.* (Tome I; 1 vol. in-8° de 504 pages; Paris, 1900.)

HONGRIE. — MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Magyar Statistikai Évkönyv.* (1 vol. in-4° de 442 pages; Budapest, 1901.) Annuaire statistique de Hongrie (1899).

SUÈDE. — STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Fabriker och Handterk.* (1 fasc. in-8° de 102 pages, Stockholm, 1901.) Statistique des fabriques et manufactures.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Continuation de la reprise précédemment signalée dans la pêche côtière, dans les exploitations agricoles et forestières. Bonne activité dans les carrières, la fabrication des produits alimentaires, la préparation des cuirs et des peaux, la sellerie, la bourrellerie, la ganterie; dans l'industrie textile de diverses régions (reprise de l'industrie lainière, travail abondant dans la bonneterie, la fabrique de tapis, la fabrique de velours); dans l'industrie du bâtiment et les industries qui s'y rattachent, notamment la charpente et la menuiserie; dans la carrosserie et l'ébénisterie; enfin, dans la chauxfournerie, la briquetterie et les industries céramiques; état stationnaire dans la verrerie. Ralentissement de la plupart des industries du vêtement, notamment dans la chaussure et la chapellerie. État stationnaire du travail dans les industries du livre, sauf dans la région de Paris où il y a augmentation. Les industries métallurgiques et la construction mécanique ne sont pas encore revenues à leur activité normale.

Le nombre total des chambres syndicales d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce qui ont répondu, en totalité ou en partie, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel s'est élevé à 969, groupant ensemble 162.000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 790, comptant plus de 118.000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 7.350, ce qui correspond à une proportion moyenne de 6,2 p. 100. Pour le mois précédent (avril), la proportion moyenne du chômage s'était élevée à 8,5 p. 100. En 1900, la proportion de chômeurs à la même époque ressortait à un peu moins de 7 p. 100.

En ce qui concerne l'activité du travail, comparée avec celle du mois d'avril, 686 syndicats groupant 103.000 adhérents ont fait connaître leur appréciation : 20 p. 100, avec 23 p. 100 de leurs adhérents, estiment le travail plus abondant; 22 p. 100, avec 26 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant; enfin, 58 p. 100, avec 51 p. 100 des adhérents, estiment que la situation n'a pas changé d'un mois à l'autre.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur le littoral de l'Océan, la situation de la pêche côtière est en général bonne; on fait les préparatifs pour la pêche du thon; on signale de la Vendée que la pêche de la sardine a laissé quelque peu à désirer. Sur le littoral méditerranéen, ralentissement dans la récolte des coquillages, plus rémunératrice pendant la saison d'hiver.

Activité croissante dans les travaux agricoles et horticoles. Il en est de même pour les travaux forestiers, où l'écorçage a occupé tout le monde. Parmi les syndicats d'ouvriers agricoles et forestiers qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ceux-ci, au 15 mai, s'élevait à 10 p. 0/0; elle était de 13 p. 0/0 en avril, 22 p. 0/0 en mars.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur 130.000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des exploitations minières pendant le mois de mai 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR. COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. 0/0.	p. 0/0.	p. 0/0.	p. 0/0.	p. 0/0.
Nord et Pas-de-Calais....	5,92	"	"	2	25	73
Loire	5,96	"	3	"	6	91
Gard et Hérault.....	5,99	"	"	"	(5) 75	95
Provence (lignites).....	5,38	"	"	24	65	11
Tarn et Aveyron	6,01	"	"	"	14	86
Bourgogne, et nord-est..	6,00	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,95	"	"	"	11	89
ENSEMBLE pour la France.	5,93	"	"	1	20	79

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 71, il était de 5,98 en mai 1900.

CARRIÈRES. — Travail normal pour la saison. Durée hebdomadaire du travail : 70 à 72 heures. Chômage moyen parmi les syndiqués ayant répondu au questionnaire : 3 p. 0/0 (4 p. 0/0 en avril).

PRODUITS ALIMENTAIRES ET PRODUITS CHIMIQUES. — Chez les boulangers, pâtisseries, biscuitiers, la situation se maintient bonne; 20 p. o/o des syndicats, groupant 25 p. o/o des syndiqués, estiment même que le travail est en augmentation sur le mois précédent. Chez les confiseurs, morte-saison. La moyenne de chômeurs, pour l'ensemble des syndiqués des industries de l'alimentation, est descendue de 11 p. o/o à 7 p. o/o.

La fabrication des produits chimiques ne présente rien de particulier. Situation normale, de même, dans la raffinerie de pétrole, l'huilerie et la savonnerie. On signale dans les syndicats environ 7 p. o/o de chômeurs.

CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — État stationnaire dans la fabrique de toiles cirées, chez les papetiers, cartonniers, régleurs; proportion de chômeurs, 6 p. o/o environ. Chez les typographes et lithographes, en province, le travail ne paraît pas avoir varié depuis le mois précédent, à Paris; il y a amélioration. La proportion de chômeurs ressort à 3 1/2 p. o/o pour la province et à 2 p. o/o pour Paris; 3 p. o/o pour l'ensemble des syndicats. La durée hebdomadaire de travail oscille entre 60 et 66 heures; 80 p. o/o des syndicats, comptant 75 p. o/o des syndiqués jugent que la situation est la même que le mois précédent. Seuls les syndicats de Toulouse, Beauvais, Annecy, Rodez et celui des lithographes parisiens déclarent que le travail est moins abondant qu'en avril.

CUIRS ET PEaux. — Dans la tannerie, la corroierie et la mégisserie, la plupart des réponses indiquent une amélioration par rapport au mois précédent; la proportion de chômeurs qui était de 9 p. o/o en mars et en avril, descend à 5 p. o/o. La ganterie, dans l'Isère, ne signale pas de chômeurs et paraît en ce moment bien pourvue de commandes. Commencement de la morte-saison dans l'industrie de la chaussure, où un tiers des syndicats, groupant 75 p. o/o des adhérents, estiment le travail en baisse sur le mois dernier, l'opinion, dans les autres syndicats, étant que la diminution du travail ne s'est pas encore fait sentir. Chez les selliers, bourreliers et arçoniers, commandes abondantes, augmentation de l'activité en général.

Dans l'ensemble des industries du cuir et des peaux, la proportion moyenne des chômeurs s'élève, pour le mois de mai, à 8 p. o/o, même chiffre qu'en avril.

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage en général, la proportion de chômeurs est descendue à 5 p. o/o. En ce qui concerne l'industrie cotonnière, il y a tendance au ralentissement de la production dans la région de Rouen, notamment dans le tissage mécanique. L'industrie lainière, à Elbeuf, à Roubaix et à Tourcoing est en assez bonne activité; la fabrication de la nouveauté était encore active au début du mois dans ces deux régions, par contre, le chômage a sévi assez fortement dans le peignage, à Roubaix; à Reims, pleine activité. Dans les Ardennes, on signale une reprise sensible. Dans l'ensemble, 15 p. o/o des syndicats, avec 23 p. o/o des syndiqués, estiment le travail plus abondant qu'en avril; 65 p. o/o des syndicats, avec 55 p. o/o des syndiqués, ne trouvent aucun changement à la situation; 20 p. o/o des syndicats, avec 22 p. o/o des syndiqués estiment le travail moins abondant. État stationnaire dans la passementerie et la bonneterie; à Tourcoing, néanmoins, on signale une reprise dans la bonneterie. Diminution du travail dans la teinturerie. La morte-saison annuelle commence pour les tullistes. Baisse des commandes dans la rubannerie; par contre la fabrique de velours, dans la région de Saint-Étienne, paraît être en amélioration, en comparaison avec l'année précédente à la même époque. La situation est bonne et le travail en hausse dans les fabriques de tapis du Nord. Dans l'industrie du vêtement, accalmie générale; dans la chapellerie, la morte-saison est commencée depuis un mois. Pour l'ensemble des

industries textiles et du vêtement réunies, parmi les syndiqués qui ont répondu au questionnaire, le chômage moyen ressort à 7,5 p. o/o (9 p. o/o en avril).

BOIS. — Chez les charpentiers et scieurs de long, les menuisiers et les carossiers, travail actif; le chômage indiqué par les syndicats est de 8 p. o/o dans l'ensemble de ces industries; 20 p. o/o des syndicats, avec un tiers environ des syndiqués, jugent le travail en hausse sur le mois dernier, 70 p. o/o des syndicats, avec 50 p. o/o des syndiqués, estiment la situation stationnaire; enfin, 10 p. o/o des syndicats, avec moins de 20 p. o/o des syndiqués estiment le travail moins abondant que le mois dernier. Rien à signaler dans l'industrie du meuble, où il paraît y avoir plutôt accalmie. Chez les sabotiers et galochiers; la situation est jugée plus favorable que l'année précédente. Chez les tonneliers du Midi, bonne activité; plusieurs syndicats indiquent une hausse des prix de façon. Dans la tabletterie et la broserie, état stationnaire, sauf à Paris où la broserie pour peinture a de nombreuses commandes et où les baleiniers, au contraire, se plaignent de la diminution du travail. Le chômage moyen dans les industries précitées, non compris les charpentiers, menuisiers et carrossiers, ressort à 7 p. o/o. Pour l'ensemble du groupe du bois, il s'élève à 8 p. o/o (9 p. o/o en avril).

MÉTAUX. — Parmi les métallurgistes, fondeurs et mouleurs, la proportion de chômeurs n'a pas varié et se maintient à 4 p. o/o; toutefois, plusieurs syndicats de la Haute-Marne et des Ardennes jugent la situation un peu plus favorable que le mois précédent. La grande majorité, dans les diverses régions, estime néanmoins qu'il n'y a pas d'amélioration. Pas de changement non plus dans la chaudronnerie. Chez les mécaniciens, ajusteurs, serruriers, forgerons, la proportion de chômeurs est de 9 p. o/o (7 p. o/o en avril); 50 p. o/o des syndicats, groupant 50 p. o/o des syndiqués, estiment le travail moins abondant que le mois dernier. Chez les ferblantiers et ouvriers en boîtes, les commandes continuent à améliorer la situation, qui est cependant, en général, jugée moins bonne que l'an dernier à même époque. Dans la mécanique de précision, à Paris, plus de commandes et augmentation générale de l'activité. Rien à signaler dans la bijouterie et l'orfèvrerie. Les couvreurs, zingeurs, plombiers et autres ouvriers en métaux du bâtiment continuent à bénéficier de la saison d'été, notamment pour les réparations, plus nombreuses encore qu'en avril.

La proportion de chômeurs, relative à l'ensemble des ouvriers du groupe des métaux, s'élève à 6 p. o/o; c'est le même chiffre que pour le mois précédent.

TAILLE DES PIERRES. — BÂTIMENT. — Chez les tailleurs de pierre, sculpteurs et marbriers, le chômage continue à diminuer, comme il était à prévoir par suite de la saison: la proportion moyenne est de 11 p. o/o (16 p. o/o en avril, 21 p. o/o en mars); d'ailleurs 40 p. o/o des syndicats, avec plus de la moitié des syndiqués, déclarent que le travail est plus abondant.

La pleine époque d'activité s'est ouverte pour le bâtiment. Chez les maçons, plâtriers et peintres, le chômage est tombé au-dessous de 10 p. o/o, alors que les précédents questionnaires conduisaient à une évaluation encore voisine de 20 p. o/o. Dans un assez grand nombre de régions, les syndicats sont d'avis que le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque, par suite des constructions nouvelles; ces syndicats représentent près de la moitié des syndiqués qui ont répondu au questionnaire; dans d'autres localités on estime, au contraire, la situation inférieure à celle de l'an dernier, l'abondance du travail étant due en grande partie aux travaux de réparation et de ravalement qui affluent en cette saison.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Dans la chaudière; l'acti-

vité précédemment signalée se maintient. Dans la céramique la tendance est bonne; plus de la moitié des syndicats, avec les deux tiers des syndiqués, estiment le travail plus abondant. Dans le centre et la région de Nevers, un certain nombre de fabriques déploient une grande activité. La verrerie paraît stationnaire, sans manifester, d'ailleurs, aucune tendance au ralentissement.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Parmi les salariés des transports et de la manutention (chemins de fer non compris), la proportion de chômeurs, d'après les réponses des syndicats, s'élève à 12 p. o/o pour les syndiqués. Il y a diminution sur le chiffre du mois d'avril, 18 p. o/o; encore faut-il remarquer que la proportion indiquée pour le mois de mai est majorée par le fait d'une grève sévissant à Toulouse parmi les portefaix. Le travail est sensiblement plus abondant dans diverses régions; 20 p. o/o des syndicats, comptant environ 15 p. o/o des syndiqués, jugent la situation meilleure qu'en avril, 70 p. o/o des syndicats, avec 60 p. o/o des syndiqués, ne trouvent pas de changement; 10 p. o/o des syndicats, avec 25 p. o/o des syndiqués, estiment qu'il y a diminution de travail. Chez les employés du commerce et de l'alimentation, le chômage remonte à plus de 10 p. o/o parmi les syndiqués en correspondance avec l'Office du travail. Toutefois, l'état du travail n'est pas jugé, en général, différent de ce qu'il était en avril, mais, fréquemment, moins prospère que l'an dernier. Chez les coiffeurs (pour 4,500 syndiqués, comme le mois précédent), le chômage n'a pas augmenté: il se maintient toujours aux environs de 10 p. o/o. Parmi les gens de maison, le chômage est évalué à 6 p. o/o environ, comme au mois précédent. Toutefois, à Paris, le commencement des villégiatures d'été coïncide avec une diminution des offres de travail; la situation serait aussi, en ce qui concerne cette ville, moins favorable que l'an dernier pour les travailleurs des services domestiques en général.

LES GRÈVES EN MAI 1901.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de mai 1901. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve aux pages 388 et 389.

D A T E S		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
26 janv...	6 mai...	Montceau-l.-Mines.	Saône-et-Loire...	Mineurs...	1	10,000
1 ^{er} mars...	...	Saint-Amand...	Cher...	Peintres et plâtriers...	1	10
11 mars...	14 mai...	Lyon...	Rhône...	Ouvriers en articles de voyage	6	80
14 mars...	...	Vieux-Condé...	Nord...	Cordonniers...	...	300
22 mars...	...	Virghe-aux-Bois...	Ardenne...	Mouleurs...	1	40
28 mars...	...	Guercy-sur-Aubois	Cher...	Cartonniers...	1	150
10 avril...	...	Rimogne...	Ardenne...	Ardoisiers...	1	600
11 avril...	13 mai...	Dunkerque...	Nord...	Peintres...	38	116
16 avril...	15 mai...	Douai...	Nord...	Convoieurs...	...	46
19 avril...	6 mai...	Nîmes...	Gard...	Boulangers...	...	104
22 avril...	...	Toulouse...	Garonne (Haute-)	Maçons...	...	500
22 avril...	...	Grenoble...	Isère...	Maçons...	...	300
25 avril...	...	Thiers...	Puy-de-Dôme...	Couteliers (émouleurs)	...	1
26 avril...	3 mai...	Courbevoie...	Seine...	Ouvriers en voitures...	1	40
26 avril...	8 mai...	Paris...	Seine...	Cochers (Gaudet)	1	23
29 avril...	4 mai...	Noyant - la - Gra- voière.	Maine-et-Loire	Ardoisiers (fendeurs)	1	395
29 avril...	4 mai...	Voiron...	Isère...	Peintres...	1	12
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} mai...	4 mai...	Montpellier...	Hérault...	Tramways (Employés de)	1	120
1 ^{er} mai...	20 mai...	Bordeaux...	Gironde...	Merbriers...	8	80
1 ^{er} mai...	...	Lyon...	Rhône...	Ouvriers en broderies...	1	13
3 mai...	6 mai...	Levallois-Perret...	Seine...	Cochers (C ^{ie} parisienne)	1	200
5 mai...	8 mai...	Beauregard...	Gard...	Métallurgistes...	1	44
6 mai...	18 mai...	La Côte-S ^t -André	Isère...	Maçons...	11	12
6 mai...	10 mai...	Saint-Astier...	Dordogne...	Chaufourniers...	5	110
6 mai...	10 mai...	Luçon...	Vendée...	Maçons...	11	43
6 mai...	20 mai...	Paris...	Seine...	Fourreurs...	1	80
6 mai...	7 juin...	Paris...	Seine...	Cordonniers...	1	26
7 mai...	9 mai...	Dourges...	Pas-de-Calais...	Boulangers...	1	29
7 mai...	9 mai...	Saint-Loup...	Haute-Saône...	Sculpteurs et mouluriers...	1	42
7 mai...	13 mai...	Viviers...	Ardèche...	Filateurs de soie...	1	145
7 mai...	15 mai...	Nîmes...	Gard...	Peintres en bâtiment...	27	70
8 mai...	9 mai...	Bellegarde...	Ain...	Maçons...	1	40
8 mai...	16 mai...	Calais...	Pas-de-Calais...	Terrassiers...	1	46
8 mai...	21 mai...	Fours...	Nièvre...	Bûcherons...	1	60
9 mai...	10 mai...	Brisson-S ^t -Innocent	Savoie...	Terrassiers...	1	35
9 mai...	15 mai...	Paris...	Seine...	Cordonniers...	1	15
9 mai...	17 mai...	Paris...	Seine...	Cordonniers...	1	24
9 mai...	26 mai...	Poitiers...	Vienne...	Bonneters...	1	9
11 mai...	17 mai...	Pougères...	Ille-et-Vilaine...	Chaussonniers...	1	220
11 mai...	...	Carpentras...	Vaucluse...	Ferblantiers...	1	20

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du Travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AV 1^{er} MAI 1901 (1).

1	Demandes d'augmentation de salaire et réglementation du travail.	Transaction.	
2	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
3	Demandes d'augmentation de salaire et de modifications au règlement d'atelier.	Transaction.	La grève générale a été déclarée le 24 avril.
4	Réduction de salaire	.....	
5	Réduction de salaire.	.....	
6	Demandes de suppression des amendes et d'augmentation de salaire.	.....	
7	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de suppression des amendes.	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
11	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
13	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
14	Demande de suppression du travail aux pièces.	Échec.	
15	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	Échec.	
16	Demande de renvoi du directeur	Réussite.	
17	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	

EN MAI 1901.

1	Demandes de réintégration d'ouvriers et réglementation du travail.	Transaction.	
2	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Réussite.	
3	Réglementation du travail.	.....	
4	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	Échec.	
5	Demande de diminution du temps de travail.	Transaction.	
6	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Réussite.	
7	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
8	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
9	Demande de diminution du temps de travail.	Échec.	
10	Réduction de salaire.	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
12	Demande de réintégration de deux ouvriers.	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
14	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
17	Réduction de salaire	Réussite.	
18	Réglementation du travail.	Échec.	Grévistes remplacés.
19	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
20	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
21	Réduction de salaire.	Transaction.	
22	Réduction de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
23	Demandes d'augmentation de salaire et de réintégration d'ouvriers.	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
12 mai...	17 mai...	Bessèges.....	Gard.....	Métallurgistes (Hauts - four- neaux).....	1	26	24
13 mai...	14 mai...	Gargan-Livry.....	Seine-et-Oise.....	Tonneliers.....			25
13 mai...	14 mai...	Bourgoin.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	140	26
14 mai...	15 mai...	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle.....	Monteurs en chaussures.....	1	40	27
14 mai...	20 mai...	Reims.....	Marne.....	Appréteurs.....	1	78	28
14 mai...		Lyon.....	Rhône.....	Mécaniciens.....	1	250	29
15 mai...	18 mai...	Escautpont.....	Nord.....	Verriers.....	1	156	30
15 mai...		Lorient.....	Morbihan.....	Peintres.....		50	31
17 mai...	29 mai...	Le Teil.....	Ardèche.....	Fileuses de soie.....	1	72	32
18 mai...	28 mai...	Abbeville.....	Somme.....	Peintres.....	6	59	33
20 mai...	3 juin...	Besançon.....	Doubs.....	Peintres.....	16	67	34
20 mai...		Caluire.....	Rhône.....	Rubaniers.....	1	114	35
20 mai...		Saint-Yrieix.....	Haute-Vienne.....	Maçons et charpentiers.....		67	36
21 mai...	27 mai...	Meillerie.....	Haute-Savoie.....	Carriers.....		400	37
21 mai...	27 mai...	Toulon.....	Var.....	Tonneliers.....	2	25	38
22 mai...	23 mai...	Trélazé.....	Maine-et-Loire.....	Allumottiers.....	1	300	39
22 mai...	24 mai...	Singles.....	Puy-de-Dôme.....	Mineurs.....	1	15	40
22 mai...		Terrenoire.....	Loire.....	Mineurs.....	1	40	41
23 mai...	24 mai...	Roubaix.....	Nord.....	Bacleurs (laine).....	1	10	42
23 mai...	1 ^{er} juin...	Cette.....	Hérault.....	Tonneliers.....	48	450	43
24 mai...	25 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Huiliers.....	1	20	44
24 mai...	28 mai...	Belfort.....	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	71	45
24 mai...		Honfleur.....	Calvados.....	Déchargeurs du port et ou- vriers des scieries.....		450	46
25 mai...	30 mai...	Grasse.....	Alpes-Maritimes.....	Parfumeurs.....		23	47
25 mai...		Bordeaux.....	Gironde.....	Arrimeurs de bois du Nord.....		170	48
28 mai...		Pornic.....	Loire-Inférieure.....	Maçons.....		42	49
28 mai...		Laval.....	Mayenne.....	Tisseurs.....		300	50
29 mai...	30 mai...	Reims.....	Marne.....	Biscuitiers.....	1	12	51
29 mai...	1 ^{er} juin...	Saint-Étienne.....	Loire.....	Veloutiers.....	1	120	52
29 mai...	1 ^{er} juin...	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	15	53
29 mai...	7 juin...	Agen.....	Lot-et-Garonne.....	Menuisiers.....	1	26	54
30 mai...		Crépy-en-Valois.....	Oise.....	Chaisiers.....	1	260	55
31 mai...	1 ^{er} juin...	L'Isle-sur-Sorgue.....	Vaucluse.....	Biscuitiers.....	1	25	56
31 mai...	3 juin...	Allas - de - Berbi- gnières.....	Dordogne.....	Cimentiers.....	1	90	57

LES GRÈVES EN MAI 1901.

57 grèves ont été signalées en mai à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 56 d'entre elles, est de 5.466. Il y avait eu, en mai 1900, 83 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 55.

N ^{OS} DES GRÈVES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MAI 1901. (Suite.)			
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
25	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Transaction.	
26	Réduction de salaire.....	.....	
27	Réduction de salaire.....	Reussite.	
28	Demandes d'augmentation de salaire et de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
29	Demandes de renvoi d'un contremaître et d'augmentation de salaire.	.....	
30	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
31	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Intervention du préfet.
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
34	Demandes de diminution du temps de travail et de sup- pression de la retenue pour l'assurance.	Transaction.	
35	Demande de renvoi du directeur.....	.....	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
37	Réduction de salaire.....	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Reussite.	Conciliation devant le juge de paix.
39	Protestation contre une punition infligée à une ouvrière...	Transaction.	
40	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
41	Demandes de renvoi du « gouverneur » et d'augmentation de salaire.	.....	
42	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
45	Modification au mode d'allocation de la prime.....	Échec.	
46	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	13 grévistes congédiés.
48	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
49	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
50	Réduction de salaire.....	.....	
51	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	Grévistes remplacés.
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
53	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
54	Demandes de diminution du temps de travail et d'augmen- tation de salaire.	Transaction.	
55	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
56	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	13 grévistes congédiés.
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

Ces 57 grèves, dont 39 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	34
Demandes de diminution du temps de travail.....	11
Réduction de salaire.....	8
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	6
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	5
Demande de suppression de la retenue pour l'assurance.....	1
Réglementation du travail.....	3

Ces grèves ont éclaté dans 39 départements et on en a compté :

5 dans la Seine; 3 dans le Gard, le Nord et le Rhône; 2 dans l'Ardèche, la Dordogne, la Gironde, l'Hérault, l'Isère, la Loire, la Marne, le Pas-de-Calais et le Vaucluse, et 1 dans 25 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent ainsi :

Industries textiles, 12 grèves; maçons, travail des métaux, 5; peintres en bâtiment, 4; cordonniers, tonneliers, 3; biscuitiers, déchargeurs et arrimeurs de bois, mineurs, terrassiers, 2; allumettiers, bûcherons, carriers, chaisiers, chauffourniers, chaussonniers, monteurs en chaussures, cimentiers, cochers, fourreurs, ouvriers d'huilerie, marbriers, menuisiers, parfumeurs, sculpteurs mouluriers, employés de tramways, verriers, 1 grève.

Des 57 grèves commencées en mai, 44 ont pris fin après avoir duré respectivement :

neuf, 1 jour ou moins de 1 jour; quatre, 2 jours; sept, 3 jours; trois, 4 jours; deux, 5 jours; six, 6 jours; trois, 8 jours; deux, 9 jours; une, 10 jours; une, 12 jours; une, 13 jours; deux, 14 jours; une, 17 jours; une, 19 jours, et une, 32 jours.

En outre, 9 grèves anciennes se sont terminées depuis le 1^{er} avril, après avoir duré respectivement, 100, 64, 32, 29, 17, 12, 7, et deux, 5 jours; et nous avons ainsi 53 conflits ayant pris fin avec les résultats suivants :

9 réussites;
20 transactions;
24 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

15 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en mai à la Direction du Travail.

1^o Grève de fileuses de soie à Viviers. — Les ouvrières françaises de la maison Rochier et Porte, à Viviers (Ardèche), réclamaient un salaire égal à celui des ouvrières italiennes, c'est-à-dire 1 fr. 50 au lieu de 1 fr. 35, ainsi que la journée de dix heures. Elles quittèrent le travail le 7 mai et avisèrent le juge de paix du conflit. Un comité de conciliation se réunit le 10. Les patrons accordèrent l'augmentation demandée mais maintinrent la journée de onze heures. Les ouvrières ayant accepté ces conditions, le travail reprit le 13 mai.

2^o Grève de chaussonniers à Fougères. — Les ouvriers de la maison Pacory, à Fougères (Ille-et-Vilaine), se mettaient en grève le 11 mai, ne voulant pas subir une retenue de 30 centimes par douzaine de chaussures, décidée par le patron pour cause de malfaçon. Un comité de conciliation formé sur la demande des ouvriers, se réunit les 15 et 16 mai. Le patron consentit à rétablir les tarifs en

vigueur avant la grève, tout en se réservant le droit de refuser tout travail défectueux, et la reprise du travail fut décidée pour le 17.

3° Grève de tonneliers à Toulon. — Un différend sur l'interprétation d'une convention conclue le 8 mars 1901 a amené, le 21 mai, une grève d'ouvriers tonneliers à Toulon. Un comité de conciliation s'est réuni le 25, sur la demande des ouvriers, et a adopté les vues émises par eux. La grève a immédiatement pris fin.

4° Grève de tonneliers à Cette. — Le 23 mai, les ouvriers tonneliers de Cette (Hérault) quittaient les ateliers, à la suite du refus des patrons d'appliquer les nouveaux tarifs présentés par le syndicat.

Sur la demande des grévistes, un comité de conciliation fut constitué et tint plusieurs réunions les 28, 29, 30 et 31 mai, qui se terminèrent par une transaction portant sur plusieurs articles du tarif.

Le travail fut repris par tous les ouvriers le 1^{er} juin.

5°, 6°, 7° Dans la grève des tisseurs de *Bourgoin (Isère)*, de *Laval (Mayenne)*, des *ferblantiers de Carpentras (Vaucluse)*, un comité de conciliation a été constitué, mais l'entente n'a pu s'y établir.

8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14° Dans la grève des *chaufourniers de Saint-Astier (Dordogne)*, des *maçons de Toulouse*, des *peintres de Grenoble*, des *terrassiers de Calais*, des *couteliers de Thiers*, des *maçons de Luçon (Vendée)*, des *bonnetiers de Poitiers*, les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

15° Dans la grève des *employés de tramways de Montpellier*, le juge de paix est intervenu d'office, mais l'accord s'est établi avant la réunion du comité de conciliation.

LA SESSION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La session du Conseil supérieur du travail a été ouverte le 3 juin, à neuf heures et demie, au Ministère du commerce, par une allocution de M. Millerand, Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

MM. Keufer et Aynard, vice-présidents du Conseil supérieur du travail, ont été maintenus dans leurs fonctions pour la session de 1901.

Abordant son ordre du jour, le Conseil a ouvert une discussion générale sur la réglementation du travail des employés de commerce et de bureau, des ouvriers et employés des petites industries de l'alimentation.

Dans sa seconde séance et comme conclusion de la discussion générale, le Conseil a d'abord émis à l'unanimité des 36 suffrages exprimés, le vœu suivant :

Le Conseil supérieur du travail accepte en principe l'intervention de la loi pour protéger

les employés de magasins et les ouvriers de l'alimentation, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité.

Examinant ensuite le principe de la réglementation légale du travail, le Conseil Supérieur a adopté le vœu suivant :

Le Conseil supérieur accepte en principe l'intervention de la loi pour protéger les employés de magasins et les ouvriers de l'alimentation, au point de vue de la durée du travail :

- 1° *Des enfants* (à l'unanimité des suffrages exprimés);
- 2° *Des filles mineures et des femmes* (par 30 voix contre 8);
- 3° *Des hommes adultes* (par 26 voix contre 14).

En terminant sa deuxième séance, le Conseil supérieur a émis, par 29 voix sur 29 suffrages exprimés, un vœu *en faveur du repos hebdomadaire des travailleurs des deux sexes employés dans les établissements commerciaux et alimentaires.*

Dans sa troisième séance (5 juin), le Conseil supérieur du travail a examiné les propositions présentées par sa Commission permanente et tendant à appliquer aux établissements commerciaux de tout ordre la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Un membre a proposé que l'application de cette loi fût confiée aux Commissions d'hygiène et non aux inspecteurs du travail. Cette proposition a été repoussée par 28 voix contre 13.

Une autre proposition relative aux commissions d'hygiène ayant été retirée après échange d'observations, un membre a soumis la proposition suivante :

Le Conseil supérieur émet l'avis que les Commissions d'hygiène soient appelées à prêter leur concours aux inspecteurs du travail, de manière à soulager le Comité des arts et manufactures.

Cette proposition a été adoptée par 34 voix sur 34 suffrages.

Le Conseil supérieur a ensuite voté, par 40 voix sur 40 suffrages, la modification suivante à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893 :

Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, bureaux, magasins, boutiques, arrière-boutiques et leurs dépendances, et, en général, les établissements de tout ordre, industriels et commerciaux.

Dans les dépendances sont compris les dortoirs, réfectoires et cuisines du personnel, ainsi que les terrasses et emplacements sur la voie publique affectés aux ventes et aux étalages extérieurs.

Un membre a proposé ensuite qu'il fût créé des commissions locales chargées de collaborer à l'œuvre de l'inspection du travail, avec le droit pour leurs membres de visiter les établissements soumis à la loi. Cette proposition a été renvoyée pour étude à la Commission permanente.

Le Conseil supérieur a ensuite émis les vœux suivants :

Toutes les dispositions de la présente loi (12 juin 1893) et des décrets subséquents visant les établissements industriels, les chefs d'industrie et les ouvriers, sont applicables, sauf les dérogations expressément prévues, aux employés et ouvriers de toutes catégories occupés dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la présente loi.

Dans les établissements où tout ou partie du personnel est logé, à l'exception des ménages qui devront avoir une chambre distincte, les pièces à usage de dortoirs ne peuvent contenir que des personnes d'un même sexe disposant chacune d'une literie et d'un meuble ou placard propre à y ranger les effets. Les lits doivent être séparés les uns des autres par des cloisons d'au moins 2 mètres de hauteur. Les chambres et dortoirs doivent être distincts et séparés des locaux affectés au travail; ils doivent être librement accessibles à ceux qui y sont logés.

Il y a lieu de compléter l'article 8 du décret du 10 mars 1894, en spécifiant le cube d'air minimum que doivent avoir les dortoirs et chambres à coucher affectés au personnel.

Dans les établissements commerciaux de tous genres, il est interdit d'employer à la surveillance ou à la vente aux étalages extérieurs des enfants de moins de dix-huit ans. Pour les adultes, une addition au décret du 10 mars 1894 fixera les conditions et la durée maximum de leur présence consécutive aux étalages extérieurs.

Dans sa séance du 6 juin, le Conseil supérieur du travail a examiné les diverses propositions présentées par sa Commission permanente et tendant à assujettir les établissements commerciaux de tout ordre et les petites industries de l'alimentation à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes.

Un membre ayant proposé que les autorités départementales et communales pussent fixer des heures uniformes d'ouverture et de fermeture des magasins, sur la demande des deux tiers des chefs d'établissements intéressés, l'examen de cette motion a été renvoyé à la fin de la discussion des diverses propositions tendant à réglementer le travail dans les établissements commerciaux.

Par 25 voix contre 12, le Conseil supérieur a ensuite émis le vœu que l'article 1^{er} de la loi de 1892 fût ainsi libellé :

ART. 1^{er}. — *Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, bureaux, magasins, boutiques, arrière-boutiques et leurs dépendances. . . et, en général, dans les établissements de tout ordre, industriels et commerciaux, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.*

Dans les dépendances sont compris les dortoirs, réfectoires et cuisines du personnel, ainsi que les terrasses et emplacements sur la voie publique affectés aux ventes et aux étalages extérieurs.

Comme conséquence de ce premier vote, le Conseil supérieur a adopté une proposition complémentaire ainsi conçue :

Toutes les dispositions de la présente loi et des décrets subséquents visant les établissements industriels, les chefs d'industrie et les ouvriers, sont applicables, sauf les dérogations expressément prévues, aux employés et ouvriers de toutes catégories occupés dans tous les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la présente loi.

Le texte du vœu suivant, présenté par la Commission permanente et relatif à l'âge d'admission des enfants au travail, a également été adopté :

Il y a lieu d'appliquer purement et simplement l'article 2 de la loi de 1892.

Un membre ayant ensuite déposé un vœu relatif à l'apprentissage, ce vœu a été joint aux autres propositions concernant la loi du 22 février 1851.

L'article 4 de la loi de 1892 stipule que le travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit. La Commission perma-

nente proposait que, dans les établissements commerciaux et dans les petites industries de l'alimentation, les heures de nuit fussent comptées de 10 heures du soir à 6 heures du matin au lieu de 9 heures du soir à 5 heures du matin. Le vœu rédigé par la commission a été repoussé par 17 voix contre 10.

En ce qui concerne le travail de nuit effectué le samedi et la veille des jours de fêtes légales, le vœu suivant a été adopté par le Conseil supérieur :

Par exception, dans les laboratoires, cuisines, caves et chais, bureaux, magasins, boutiques, arrière-boutiques et leurs dépendances, et, en général, dans les établissements commerciaux visés par la présente loi, le travail de la journée pourra être, le samedi et la veille des jours de fêtes légales, prolongé jusqu'à dix heures du soir. Toutefois, cette dérogation ne sera accordée qu'aux établissements dans lesquels le travail sera suspendu pendant toute la journée du lendemain.

Un membre ayant proposé que, contrairement aux prescriptions actuelles, les femmes fussent autorisées à travailler la nuit, pendant sept heures, dans toutes les professions non dangereuses, ce vœu a été renvoyé à la Commission permanente, pour étude.

Pour le repos des jours de fêtes légales, le Conseil a adopté le vœu suivant :

L'obligation du repos hebdomadaire, l'interdiction du travail les jours de fêtes légales et les restrictions relatives à la durée de travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire.

Dans sa séance du 7 juin, le Conseil supérieur du travail a examiné les propositions de sa commission permanente, tendant à appliquer aux établissements commerciaux et aux petites industries de l'alimentation les prescriptions de la loi du 30 mars 1900, relatives aux femmes et aux enfants.

I. — DURÉE DU TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS.

Le Conseil supérieur émet les vœux suivants :

Dans les laboratoires, cuisines, caves et chais, bureaux et magasins, boutiques, arrière-boutiques, et, en général, dans les établissements commerciaux de tout ordre et leurs dépendances, au bout de trois ans à partir de la promulgation de la loi ajoutant ces établissements à la nomenclature de ceux déjà visés par l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, la durée du travail des femmes et des enfants sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de trois années, à dix heures. (Adopté par 27 voix contre 4.)

Dans les établissements où la durée quotidienne du travail se prolongera après 7 heures du soir, la journée de travail sera coupée au moins par deux repos dont la durée respective ne sera pas inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. Lorsque tout ou partie du personnel, femmes et enfants, sera nourri ou logé par les soins du chef d'entreprise, la durée totale des temps de repos qui précèdent ne pourra être inférieure à deux heures et demie par jour.

Dans les établissements où tout ou partie du personnel, femmes et enfants, commencera sa journée de travail avant 7 heures du matin, dans les établissements où tout ou partie du personnel, femmes et enfants, sera logé par les soins du chef d'entreprise, la journée de travail sera coupée au moins par trois repos dont le premier sera d'au moins une demi-heure et dont les deux autres seront d'au moins une heure, et pendant lesquels le travail sera interdit. (Adopté par 22 voix contre 13.)

II. — RELAIS.

La Commission permanente proposait : 1° de comprendre une partie des établissements commerciaux et alimentaires au nombre de ceux dans lesquels les repas aux mêmes heures pour les femmes et les enfants ne sont pas obligatoires; 2° de permettre les relais dans ces établissements.

Un membre demandait, au contraire, d'appliquer aux établissements ci-dessus la règle posée par la loi de 1900 en ce qui concerne les repas aux mêmes heures et les relais, admettant seulement que des exceptions à cette règle « pourront être introduites par un règlement d'administration publique en faveur des boutiques et magasins pour la vente au détail ».

Le Conseil supérieur a repoussé cette proposition et adopté, par 25 voix contre 1, es vœux suivants, présentés par la commission :

Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, les boutiques et magasins pour la vente en détail de toute espèce de marchandises, les établissements où se consomment sur place des boissons ou des denrées alimentaires, les bureaux et établissements affectés à un service public, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu, les boutiques et magasins pour la vente en détail de toute espèce de marchandises, les établissements où se consomment sur place des boissons ou denrées alimentaires, les bureaux et établissements affectés à un service public, et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, sera interdite pour les personnes protégées par les articles précédents. En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos.

III. — GRAND REPOS ININTERROMPU.

Après l'exposé fait par le rapporteur, le Conseil émet, par 35 voix sur 35 suffrages, le vœu suivant :

Quel que soit le moment de la cessation de la journée de travail, il devra s'écouler un intervalle d'au moins dix heures avant le moment de la reprise du travail du lendemain, intervalle pendant lequel les femmes et les enfants jouiront librement d'un repos ininterrompu.

Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la loi ajoutant les industries alimentaires et les établissements commerciaux à la nomenclature de ceux déjà visés par l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, la durée minima de repos ininterrompu ci-dessus déterminée sera portée à dix heures et demi et, au bout d'une nouvelle période de trois années, à onze heures.

Dans sa réunion du 8 juin, le Conseil supérieur du travail a terminé l'examen des propositions de sa commission permanente tendant à assujettir les établissements commerciaux et les petites industries de l'alimentation aux lois du 9 septembre 1848 et du 30 mars 1900, réglementant le travail.

Comme suite de la discussion, le Conseil supérieur adopte, par 23 voix contre 13, le vœu suivant :

Dans les laboratoires, cuisines, caves et chais, bureaux, magasins, boutiques, arrière boutiques, et, en général, dans les établissements de tout ordre et leurs dépendances, les prescriptions réglementant :

- 1° *La durée du travail quotidien;*
- 2° *Le nombre et la durée des repos réglementaires;*
- 3° *La durée du grand repos ininterrompu entre deux journées de travail successives;*
- 4° *La simultanéité des repos et des relais*

Seront, en ce qui concerne les hommes adultes travaillant dans les établissements mixtes, les mêmes que pour les femmes et enfants.

Sont renvoyés à la Commission permanente : 1° un vœu tendant à abroger la loi de 1848 et à appliquer à tous les travailleurs adultes, sans distinction d'établissements, les dispositions de la loi de 1900; 2° une proposition demandant une enquête sur les conditions du travail des ouvriers et employés des entreprises de transport.

Le Conseil supérieur émet ensuite, par 22 voix contre 11, un vœu ainsi conçu :

La loi du 9 septembre 1848 doit s'appliquer aux ouvriers de l'alimentation et employés de commerce ne travaillant pas dans les établissements mixtes.

Puis, par 36 voix sur 36 suffrages :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que, en principe, le repos hebdomadaire soit garanti par la loi aux adultes, comme aux enfants et aux femmes.

Par 32 voix contre 1,

Sauf les cas exceptionnels qui seraient laissés à l'appréciation de l'Administration, le jour hebdomadaire de repos sera le dimanche.

Par 29 voix sur 29 suffrages :

Dans les professions alimentaires et commerciales où le repos hebdomadaire ne pourra pas avoir lieu tous les dimanches, les ouvriers et employés devront toujours avoir deux dimanches par mois.

Par 27 voix sur 27 suffrages :

Une affiche apposée dans les ateliers, bureaux, boutiques, magasins, caves et chais, laboratoires, cuisines et réfectoires, indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire, ainsi que les heures habituelles d'ouverture et de fermeture de l'établissement.

Lorsque, dans un même établissement, le jour de repos hebdomadaire sera différent pour les personnes protégées par la loi, un tableau nominatif fera connaître le jour de repos hebdomadaire assigné à chacune d'elles.

Lorsque, dans un même établissement, les heures d'ouverture et de fermeture varieront à certains jours de la semaine ou à certaines époques de l'année, ou lorsque la journée de travail des personnes protégées par la loi commencera ou s'achèvera à des heures différentes, ou lorsque les repos coupant la journée de travail ou le repos ininterrompu entre chaque journée de travail seront différents ou variables à l'égard des diverses personnes protégées, une affiche apposée dans chacun des lieux susindiqués fera connaître les heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement pendant la période ou le jour considéré; un tableau nominatif affiché dans les mêmes locaux fera connaître les périodes successives de travail dans la même journée, les moments auxquels auront lieu les temps de repos coupant la journée de travail et les intervalles affectés au repos ininterrompu entre chaque journée de travail.

Le Conseil supérieur ayant ainsi statué sur toutes les propositions relatives à la réglementation du travail, M. Charles-Roux donne lecture, tant en son nom qu'au

nom d'un certain nombre de ses collègues, d'une déclaration relative à la série des vœux émis par le Conseil supérieur du travail.

Dans sa séance du 10 juin, le Conseil supérieur du travail a tout d'abord adopté le vœu suivant :

Lorsque les deux tiers des chefs de maisons intéressées demanderont que tous les magasins ou les magasins de certaines catégories ne puissent être ouverts avant ou fermés après une heure déterminée, les autorités départementales ou communales pourront imposer à tous les magasins visés par la demande des heures d'ouverture ou de fermeture uniforme.

Abordant l'examen des propositions présentées par sa commission permanente, relativement à la loi du 22 février 1851 sur le contrat d'apprentissage, le Conseil supérieur émet un premier vœu ainsi conçu :

Toutes les dispositions de la loi du 22 février 1851, relative aux contrats d'apprentissage, doivent être applicables aux établissements commerciaux comme aux établissements industriels.

Puis le Conseil supérieur émet le vœu suivant :

Les inspecteurs du travail sont chargés de relever les contraventions prévues par la loi de 1851 sur l'apprentissage.

L'examen des différents vœux déposés, et relatifs au contrat d'apprentissage, aboutit au vote de la résolution suivante :

Le Conseil supérieur du travail, étant données l'importance et les répercussions des propositions de MM. Cassan, Dalle et Raoul Jay, désireux de voir étudier dans son ensemble la question capitale de l'apprentissage, renvoie les vœux de MM. Cassan, Dalle et Raoul Jay à la Commission permanente.

Le rapporteur donne ensuite les raisons pour lesquelles la Commission permanente propose que des contraventions puissent dorénavant être relevées pour infractions aux paragraphes 2 et 3 de l'article 8 de la loi de 1851 ainsi conçus :

Il (le maître) doit aussi les (les parents ou tuteur) prévenir, sans retard, en cas de maladie, d'absence ou de tout fait de nature à motiver leur intervention.

Il n'emploiera l'apprenti, sauf conventions contraires, qu'aux travaux et services qui se rattachent à l'exercice de sa profession. Il ne l'emploiera jamais à ceux qui seraient insalubres ou au-dessus de ses forces.

Le Conseil supérieur adopte la proposition de la Commission par 22 voix contre 17.

Le Conseil supérieur aborde ensuite l'examen des diverses propositions présentées par la commission permanente et relatives à la législation des conseils de prud'hommes.

Le texte suivant est adopté à l'unanimité :

Lorsque l'une des parties fera défaut, soit devant le bureau particulier, soit devant le bureau général, le tribunal pourra, sur la demande de la partie comparante, lui accorder une indemnité de défaut comprenant, à la fois, la valeur du temps de travail perdu,

calculée pour les deux parties sur le salaire de l'ouvrier, et les frais de déplacement, basés sur la distance du lieu du domicile.

Le Conseil émet ensuite le vœu suivant :

En matière de différends relatifs à l'exécution d'engagements de travail ou de contrats de louage, d'ouvrage, d'industrie ou de services, et à l'exception du contrat d'apprentissage, le mineur ou la femme mariée, directement en cause, pourra personnellement ester devant les tribunaux prud'hommes, sans assistance ni autorisation.

Dans sa séance du 11 juin, le Conseil supérieur du travail a poursuivi l'examen des diverses propositions relatives à la législation des conseils de prud'hommes.

Deux vœux relatifs au mode d'élection et à la durée du mandat de président et de vice-président des conseils de prud'hommes sont repoussés par le Conseil supérieur, conformément aux conclusions de la Commission permanente.

Le Conseil supérieur émet ensuite le vœu suivant :

Les tribunaux de prud'hommes jouissent de la franchise postale, même recommandée, pour renseignements et avis incombant à leur fonctionnement, et sous telles garanties qui seront jugées nécessaires.

Sur une proposition tendant à fixer le rang des conseils de prud'hommes dans l'ordre des préséances, le Conseil supérieur passe à l'ordre du jour.

Le vœu suivant est émis à l'unanimité des votants :

Lorsque, pendant l'année expirée, le président aura été choisi parmi l'élément patronal, il sera, l'année suivante, choisi parmi l'élément ouvrier.

Lorsque le vice-président aura été choisi, l'année précédente, parmi l'élément patronal, il sera, l'année suivante, choisi parmi l'élément ouvrier.

Le Conseil supérieur émet, par 19 voix contre 1, un vœu ainsi conçu :

Les secrétaires, commis secrétaires, commis expéditionnaires et les employés, à des titres divers, des tribunaux de prud'hommes, sont nommés directement, au choix et par voie d'élection, par les membres réunis en assemblée générale régulièrement constituée.

Le Conseil supérieur repousse, par 19 voix contre 13, une proposition de la Commission permanente et adopte, sur le même objet, par 23 voix contre 7, le texte suivant :

Les conseils de prud'hommes sont compétents pour juger les différends qui peuvent s'élever, à l'occasion des contrats de travail, entre les ouvriers et les personnes, patentées ou non, qui les emploient.

Le Conseil émet, par 18 voix contre 7, un vœu ainsi conçu :

Les ouvriers et employés, parties demandereses, jouissent de plein droit, sur le visa du président du conseil des prud'hommes, du bénéfice de l'assistance judiciaire à partir du prononcé du jugement rendu en leur faveur.

Au début de la séance du 12 juin, le Conseil supérieur procède à l'élection de sa commission permanente. Sont élus : MM. Strauss, sénateur et Dubief, député. — Patrons : MM. Chamerot, Charles-Roux, Dévilette, Haret, Heurteau, Touron,

Troubat. — Ouvriers : MM. Barafort, Cardet, Dalle, Keufer, Moreau, Riom, Sauvage. Le Conseil supérieur désigne ensuite M. Keufer pour le représenter au Conseil supérieur de la mutualité.

Reprenant l'examen des propositions relatives à la législation des conseils de prud'hommes, le Conseil supérieur émet un vœu ainsi conçu :

Le président du conseil de prud'hommes est autorisé à ordonner une saisie conservatoire après la décision du bureau particulier.

Le vœu suivant est ensuite émis par 25 voix contre 2 :

Les élections aux conseils de prud'hommes se feront par communes comprenant au minimum 50 électeurs, ou, dans le cas contraire, au chef-lieu de canton; et dans les grandes villes, par arrondissement; leurs résultats seront centralisés au chef-lieu de circonscription du conseil.

Le vœu suivant, présenté par la Commission permanente, est adopté :

Le défendeur sera appelé, à l'audience de conciliation, par lettre recommandée, avec avis de réception. Si le demandeur en exprime le désir, le secrétaire le chargera du soin de remettre la lettre de convocation entre les mains du défendeur; en ce cas, le demandeur doit être porteur, au jour de l'audience de conciliation, de l'accusé de réception qu'il remettra au président, lequel lui en donnera acte à l'instant.

Le Conseil supérieur émet ensuite le vœu que les conseils de prud'hommes puissent créer et diriger des institutions de placement gratuit.

Abordant l'examen d'une proposition relative aux renvois par suite de saisies-arêts sur les salaires, le Conseil supérieur émet le vœu suivant :

Le Conseil supérieur renouvelle le vœu émis l'année dernière sur l'insaisissabilité du salaire des ouvriers et employés et, en attendant que le vœu ait une consécration législative, demande que l'opposition sur les salaires ne puisse pas être valablement insérée dans un règlement ou invoquée comme motif de renvoi.

Le Conseil supérieur du travail a tenu sa dernière séance le 13 juin, sous la présidence de M. Millerand, Ministre du commerce.

Poursuivant l'examen du vœu déposé par M. Hurteau et un certain nombre de ses collègues, vœu relatif à l'organisation et à la composition des Conseils du travail et du Conseil supérieur du travail, et sur une proposition, à laquelle se rallie M. Hurteau en son nom et au nom de ses collègues, le Conseil supérieur passe à l'ordre du jour.

Cette décision prise, le Ministre du commerce présente au Conseil ses observations personnelles au sujet du vœu déposé par M. Hurteau.

Un vœu relatif à l'organisation du Conseil supérieur est ensuite renvoyé à l'examen de la Commission permanente.

Un certain nombre de vœux relatifs aux lois ouvrières et à l'inspection du travail sont également renvoyés pour étude à la Commission permanente.

La session est close.

LA POPULATION ACTIVE

D'APRÈS LES RÉSULTATS DU

I. — POPULATION ACTIVE, AU 29 MARS 1896, PAR

NOTA. — Dans ce tableau, les personnes qui ont négligé d'inscrire sur le bulletin de recensement leur situation, — ont été réparties entre les groupes de population par sexe, par profession et par si de la population active.

L'erreur probable résultant de cette répartition est très faible, parce que très minime est le nombre la profession n'a pu être déterminée (46.708), et relativement faible encore le nombre des personnes dont

SITUATION.	ENSEMBLE.			TOTAL POUR LES PROFESSIONS AGRICOLES, industrielles et commerciales.			AGRICULTURE, FORÊTS, PÊCHE.		
	Masculin.	Féminin.	TOTAL.	Masculin.	Féminin.	TOTAL.	Masculin.	Féminin.	TOTAL.
Chefs d'établissements.	2.729.000	1.680.000	4.409.000	2.699.000	1.666.000	4.365.000	1.858.000	1.260.000	3.118.000
Travailleurs isolés. . .	2.779.000	1.520.000	4.299.000	2.696.000	1.417.000	4.113.000	1.637.000	415.000	2.052.000
Salariés des établis. . .	6.379.000	3.122.000	9.501.000	5.537.000	2.265.000	7.802.000	2.234.000	1.982.000	3.316.000
Salariés sans emploi. . .	184.000	75.000	259.000	177.000	60.000	237.000	27.000	11.000	38.000
Totaux.	12.071.000	6.397.000	18.468.000	11.109.000	5.408.000	16.517.000	5.756.000	2.768.000	8.524.000

II. — RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS ISOLÉS ENTRE

NOTA. — Les travailleurs indépendants ou dissimulés ne se classent avec netteté ni dans la catégorie Ce sont de tout petits patrons qui n'avaient pas un seul aide à l'époque du dénombrement, seul entrepreneur ou un seul marchand, les autres pour plusieurs entrepreneurs ou plusieurs mar La répartition d'un grand nombre de ces travailleurs entre les catégories « patrons » et « salariés » la limite imperceptible qui sépare une situation de l'autre.

On présente cependant une répartition, en tenant compte de la nature habituelle du contrat trouve d'ailleurs corroborée par l'appréciation un peu arbitraire des intéressés, lesquels se consi

Patrons.	1.919.000	659.000	2.578.000	1.838.000	618.000	2.456.000	1.116.000	166.000	1.312.000
Salariés.	861.000	861.000	1.722.000	859.000	799.000	1.658.000	491.000	249.000	740.000

DE LA FRANCE.

RECENSEMENT PROFESSIONNEL DE 1896.

SITUATION ET PAR CATEGORIES PROFESSIONNELLES.

soit leur sexe, soit leur profession exacte, — ou qui n'ont pas donné d'indications suffisantes sur tuation, conformément aux probabilités, de manière que le total représentât toujours le total connu

des personnes dont le sexe n'a pas été connu (23.359), très minime le nombre des personnes dont les bulletins n'ont pas fait connaître la situation (297.943 sur 18.467.338, soit environ 1 1/2 p. 0/0).

INDUSTRIES. TRANSPORTS.			COMMERCE.			SERVICES DOMESTIQUES.			PROFESSIONS LIBÉRALES et services publics.		
Masculin.	Féminin.	TOTAL.	Masculin.	Fé- minin.	TOTAL.	Mas- culin.	Fé- minin.	TOTAL.	Mas- culin.	Fé- minin.	TOTAL.
563.000	224.000	787.000	278.000	182.000	460.000	"	"	"	30.000	14.000	44.000
778.000	786.000	1.564.000	281.000	216.000	497.000	2.000	62.000	64.000	81.000	41.000	122.000
2.805.000	1.007.000	3.812.000	498.000	176.000	674.000	169.000	669.000	838.000	673.000	188.000	861.000
127.000	44.000	171.000	23.000	5.000	28.000	4.000	14.000	18.000	3.000	1.000	4.000
4.273.000	2.061.000	6.334.000	1.080.000	579.000	1.659.000	175.000	745.000	920.000	787.000	244.000	1.031.000

LA CATÉGORIE DES PATRONS ET CELLE DES SALARIÉS.

des chefs d'établissement ni dans celle des salariés.

des faconniers n'ayant pas d'aide sous leurs ordres et travaillant à leur domicile, les uns pour un chands à la fois. On y classe aussi les ouvriers sans place fixe allant en ville.

est assez aléatoire, alors qu'ils peuvent si facilement franchir et franchissent en réalité si souvent

de travail *actuel* pour chacun des métiers où se rencontrent ces travailleurs. Cette répartition se dèrent eux-mêmes, les uns comme patrons, les autres comme ouvriers.

467.000	236.000	703.000	225.000	216.000	441.000	"	"	"	81.000	41.000	122.000
312.000	550.000	862.000	56.000	"	56.000	2.000	62.000	64.000	"	"	"

IV. — DÉTAILS RELATIFS AUX ÉTRANGERS.

Les tableaux relatifs aux étrangers présentent deux éléments particuliers d'incertitude qui ne se présentaient pas pour la population générale.

Tout d'abord, sur les 9.700.000 salariés de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, 400.000 environ n'ont pas fait connaître leur nationalité. C'est plus de 4 p. o/o. Heureusement il n'y a pas lieu de penser que ce soient les étrangers plutôt que les Français qui aient omis de répondre à la question. On trouve, en effet, pour les services de l'État et des communes, plus de 5 p. o/o de personnes dont la nationalité n'est pas connue par le bulletin individuel.

En deuxième lieu, il y a des raisons de penser que la nationalité n'est pas toujours déclarée avec exactitude.

Sous ces réserves, le tableau A ci-dessous fait connaître le nombre probable des salariés étrangers de chacun des deux sexes, pour chacun des grands groupes professionnels distingués dans les tableaux précédents. On en déduit les proportions suivantes d'étrangers dans la population totale (française et étrangère).

	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
Industrie et transports.....	6,7 p. o/o	4,3 p. o/o	5,9 p. o/o
Commerce.....	5,7 —	8,3 —	6,3 —
Agriculture, etc.....	1,4 —	0,8 —	1,2 —
Ensemble des salariés.....	4,4 —	3,0 —	3,95 —

Le recensement professionnel des étrangers n'a pas été publié avec les mêmes détails que le recensement de la population professionnelle générale.

A. — SALARIÉS ÉTRANGERS DANS LES PROFESSIONS AGRICOLES, INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES.

ENSEMBLE.			PÊCHE, AGRICULTURE, FORÊTS.			INDUSTRIE ET TRANSPORTS.			COMMERCE.		
Masculin.	Féminin.	TOTAL.	Masculin.	Féminin.	TOTAL.	Masculin.	Féminin.	TOTAL.	Masculin.	Féminin.	TOTAL.
287.000	95.000	382.000	38.000	11.000	49.000	216.000	69.000	285.000	33.000	15.000	48.000

B. — RÉPARTITION PAR ÂGE DE CES SALARIÉS ÉTRANGERS.

DÉSIGNATION.	TOTAL.	MOINS DE 18 ANS.	18 À 64 ANS.	65 ANS ET PLUS.
Sexe masculin.....	287.000	30.000	249.000	8.000
Sexe féminin.....	95.000	20.000	73.000	2.000
TOTAUX.....	382.000	50.000	322.000	10.000

V. — DOMESTIQUES.

Répartition, suivant le sexe et l'âge, des domestiques, tant français qu'étrangers, attachés à la personne.

NOTA. — Les domestiques attachés aux établissements agricoles, industriels et commerciaux ne figurent pas ici, mais sont comptés dans les salariés de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

DÉSIGNATION.	EN- SEMBLE.	MOINS de 18 ANS.	18 à 54.	55 à 59.	60 à 64.	55 à 64.	18 à 64.	65 ANS et PLUS.
Sexe masculin.....	175.000	17.000	133.000	10.000	6.000	16.000	149.000	9.000
Sexe féminin.....	744.000	81.000	583.000	30.000	23.000	53.000	636.000	27.000
ENSEMBLE.....	919.000	98.000	716.000	40.000	29.000	69.000	785.000	36.000

RAPPORT D'ENSEMBLE ⁽¹⁾
AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉSUMANT LES RAPPORTS DES INSPECTEURS DU TRAVAIL

SUR

L'APPLICATION DE LA LOI DU 12 JUIN 1893 CONCERNANT L'HYGIÈNE
ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

EXTRAITS.

CHAPITRE II.

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU 10 MARS 1894.

ART. 1^{er}. — Le sol de la plupart des ateliers est actuellement nettoyé au moins une fois

(1) L'article 10 de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels est ainsi conçu :

« Les inspecteurs devront fournir, chaque année, des rapports circonstanciés sur l'application de la présente loi dans toute l'étendue de leur circonscription. Ces rapports mentionneront les accidents dont les ouvriers auront été victimes et leurs causes. Ils contiendront les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité du travail.

« Un rapport d'ensemble, résumant ces communications, sera publié tous les ans, par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie. »

Les inspecteurs ont régulièrement fourni, depuis 1893, des rapports annuels qui ont été intégralement publiés, et la commission supérieure instituée par la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie, en a donné un rapide commentaire dans le rapport qu'elle présente chaque année au Président de la République. Mais il n'a jamais été publié jusqu'ici de rapport d'ensemble résumant ces communications.

Peut-être a-t-on considéré que les améliorations réalisées au point de vue de la prévention des accidents et surtout en ce qui touche la salubrité des établissements industriels ne seraient appréciables qu'après un laps de temps assez long. Mais aujourd'hui, après une expérience de plus de six années, il est possible de mettre en évidence les résultats obtenus et d'affirmer que la loi sur l'hygiène et la sécurité des établissements industriels a produit l'action bienfaisante qu'on était en droit d'en attendre.

par jour. Le nettoyage à fond par un lavage peut être facilement pratiqué tous les jours lorsque le sol est imperméable ou étanche. Ce lavage se fait régulièrement dans les ateliers où l'on travaille les matières organiques. Le nettoyage des murs et des plafonds a été surtout exigé dans les locaux où se pratique le triage des chiffons, dans les corderies, moulins à meules, serrureries.

L'article 1^{er} implique que les enduits soient refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire. Il porte que les dispositions qu'il renferme s'appliquent aux ateliers et à leurs dépendances. Par dépendances, le législateur a voulu surtout viser les locaux où couchent les ouvriers logés par leurs patrons et les salles où ils doivent prendre leur nourriture; aussi les inspecteurs les ont-ils visités, et exigé qu'ils remplissent les conditions de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

ART. 2. — L'article 2, en même temps que la propreté, vise la pureté de l'atmosphère, qu'il entend protéger contre les odeurs plus ou moins désagréables ou nocives qui proviennent de la putréfaction.

Le 1^{er} paragraphe exige : 1° que dans les locaux où l'on travaille les matières organiques altérables, le sol soit rendu imperméable et toujours bien nivelé; 2° que les murs soient recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace. On a demandé l'exécution de ces prescriptions dans les tanneries, les mégisseries, les délainages, les fonderies de suif, les fabriques de bougies, les fabriques de margarine, les ateliers où l'on prépare les soies de porcs, les triperies, les boyauderies, les abattoirs, les clos d'équarissage, les fabriques d'albumine, les buanderies, les fabriques de papiers marbrés, les industries où l'on travaille les chiffons.

L'obligation de recouvrir les murs d'un enduit permettant un lavage efficace a été réalisée en stuccant ou silicatant les murs, ou en les recouvrant d'une couche épaisse de peinture à base de zinc.

Le lavage des murs avec une solution désinfectante se fait dans quelques établissements à l'aide du lait de chaux à 4 p. 100, qui jouit d'une action antiseptique puissante, de nature à stériliser le bacille typhoïque, le bacille cholérique et l'organisme qu'on présume être l'agent pathogène de la tuberculose.

Le 3^e paragraphe de l'article 2 implique que les résidus putrescibles ne séjourneront jamais dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure de leur production. Des mises en demeure en vue d'obtenir l'application de cette disposition ont été faites dans les sucreries, les raffineries, les fabriques de colle et de gélatine, la préparation des prussiates, les boyauderies, les tanneries, les fabriques de papiers marbrés, les amidonneries, les féculeries, les distilleries, les blanchisseries, les teintureries, les établissements où s'effectuent le dévidage et le nettoyage des cotons, le lavage, la teinture et le peignage de la laine, les fabriques de draps, les usines de produits chimiques, etc.

ART. 3. — Toutes les fois que l'occasion s'est présentée, l'inspection a demandé que l'atmosphère des ateliers fût tenue à l'abri des sources d'infection (égouts, fossés, puisards, fosses d'aisances, résidus de fabrication, eaux résiduaires, etc.).

L'intercepteur hydraulique exigé par le paragraphe 2 de l'article 3 a été demandé et obtenu dans quelques-uns des établissements qui déversaient les eaux résiduaires et de lavage dans un égout; en particulier dans les féculeries, les amidonneries, les sucreries, les pape-teries et les fabriques de produits chimiques. On est ainsi arrivé à assurer une occlusion hermétique entre l'égout et l'établissement industriel, et à empêcher par suite les odeurs dégagées par les eaux résiduaires et de lavage de retourner dans les ateliers.

Le dernier paragraphe de l'article 3 implique que les travaux dans les puits, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères, ne soient entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace, et que les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions soient attachés par une ceinture de sûreté. Ces obligations ont été rappelées fréquemment dans les brasseries, les distilleries, les féculeries, les amidonneries, où le service et le nettoyage des cuves ont causé de nombreuses asphyxies; dans les fabriques de chlorure de chaux, où le travail des chambres expose les ouvriers à une atmosphère fortement chargée de chlore, dans les industries où la nécessité de blanchir la laine, la paille, la soie ou les plumes soumet l'ouvrier à l'action délétère du gaz sulfureux, si l'on n'a pas établi un courant d'air avant l'entrée dans la chambre de soufrage.

ART. 4. — Des prescriptions relatives aux cabinets d'aisance, l'inflexion syphoïde du tuyau de chute est celle qui a occasionné les plus grandes difficultés d'application. Ce système, qui est incontestablement le meilleur pour empêcher les gaz odorants de se dégager par le siège, nécessite une consommation d'eau considérable, des chasses de 5 à 10 litres suivant que la cuvette est du type de retenue ou du type conique; il est subordonné, en pratique du moins, à l'existence d'un égout placé au voisinage des cabinets établis. Cela ne veut pas dire que sans égout l'installation des siphons et des chasses d'eau soit impossible; mais, dans ce cas, le remplissage trop rapide des fosses nécessite une vidange très fréquente et, par suite, très coûteuse. En outre, il n'est pas toujours possible de faire une consommation abondante d'eau, surtout lorsque les quantités disponibles ne suffisent pas aux exigences des travaux industriels; de plus, la rigueur du climat de certaines régions telles que l'Est et le Nord de la France peut rendre impossible pendant l'hiver l'emploi des cuvettes avec inflexion syphoïde du tuyau de chute. Ces diverses raisons, dont l'influence est variable avec la position de chaque usine, ont conduit le service de l'inspection du travail à apporter certains tempéraments dans l'application de l'article 4. Quant à la suppression de toute communication directe des cabinets avec les ateliers où travaillent les ouvriers, il n'a pas toujours été très facile de l'obtenir. Dans le cas où cette communication ne présentait pas grand inconvénient, il a été, en attendant mieux, réclamé seulement l'installation d'un tambour ou d'une double porte. Mais quand des émanations se répandaient dans l'atelier et qu'il n'y avait d'autre moyen d'y remédier qu'en déplaçant l'entrée du cabinet et la reportant à l'extérieur, des mises en demeure ont été inscrites sur le registre des industriels; le plus grand nombre ont été suivies d'exécution. Le sol et les murs de beaucoup de cabinets d'aisance ont été recouverts de couleurs à base de goudron, qui constituent un revêtement s'opposant en partie à l'imprégnation des parois. Beaucoup de cabinets sont blanchis à la chaux très fréquemment; c'est une excellente habitude, en raison de l'action antiseptique puissante du lait de chaux. Il y a dans tous les établissements industriels au moins un cabinet pour cinquante personnes. Dans quelques vieilles usines, il n'était pas rare de trouver des urinoirs dans un coin des ateliers du rez-de-chaussée. Actuellement, il n'en est plus ainsi; ils sont placés dans les cours; malheureusement, ils dégagent encore pendant les grandes chaleurs des odeurs fétides que l'on a évité en plusieurs endroits au moyen d'une rampe d'eau à écoulement continu.

ART. 5. — Le premier paragraphe de l'article 5 prescrit que les locaux affectés au travail ne soient jamais encombrés et que le cube d'air par ouvrier ne soit pas inférieur à 6 mètres cubes. Ces prescriptions sont quelquefois inobservées dans certains ateliers de modes, de confection de vêtements et de lingerie, où un trop grand nombre d'ouvrières sont occupées dans une même salle et exposées aux dangers de l'encombrement, c'est-à-dire aux émanations malsaines dues à la respiration d'un personnel nombreux dans un espace limité. Cet état de choses, il est vrai, n'existe que passagèrement et aux époques d'activité industrielle. On a, toutes les fois que c'était possible, remédié à cet inconvénient en plaçant quelques ouvrières dans une pièce voisine.

Plusieurs inspecteurs estiment que le cube minimum de 6 mètres cubes pour chaque ouvrier est trop peu élevé. En effet, dans la plupart des pays étrangers, le volume exigé est supérieur : il est de 7 mètres en Suède; la loi anglaise prescrit un cube d'air de 7 mètres cubes avant huit heures du soir et de 11 mètres cubes de huit heures à dix heures; en Belgique, l'arrêté royal du 21 septembre 1894 exige que, dans les locaux fermés affectés au travail, chaque ouvrier dispose d'un espace de 10 mètres cubes au moins. Avec 6 mètres cubes, on ne rencontre que très rarement et en période normale des ateliers encombrés au sens légal du mot, et cependant, pour beaucoup, l'air est loin d'être dans l'état de pureté nécessaire au personnel; il est vrai que ces ateliers doivent être également aérés, mais en hiver les ouvriers consentent difficilement à ouvrir les fenêtres.

L'application de la disposition relative à l'aération rencontre certaines résistances résultant non de la mauvaise volonté des industriels, mais de certaines considérations professionnelles qui reposent souvent sur de simples préjugés; ainsi, dans les usines à soie, les chefs d'industries ont l'habitude de tenir les croisées hermétiquement closes, prétendant que l'abaissement de la température serait nuisible au travail de la matière première; aussi ces usines ont-elles une très mauvaise aération et peuvent être comparées à d'immenses vases clos où les ouvriers et les ouvrières peuvent subir les plus pernicious effets.

L'obligation pour les industriels d'éclairer convenablement les locaux affectés au travail

n'implique pas l'obligation de l'éclairage à la lumière du jour. Les ateliers où il s'effectue toute la journée au moyen du gaz satisfont aux prescriptions de l'article 5. A ce sujet, le comité consultatif des arts et manufactures a fait remarquer que l'obligation de l'éclairage naturel eût rendu impraticable beaucoup d'industries qui s'exercent dans les caves ou locaux plus ou moins souterrains et que, d'ailleurs, si le décret du 10 mars 1894 avait voulu imposer cet éclairage, il l'eût dit en termes formels. Le comité a, en conséquence, émis l'avis que la seule condition imposée était un éclairage suffisant pour l'exécution du travail des ouvriers. Dans les établissements nouvellement construits, l'éclairage a été ménagé de manière à fatiguer le moins possible la vue des ouvriers. Pour l'éclairage à la lumière du jour, les vitraux ont été disposés en toitures obliques et alternant avec des pans pleins; on a donné à ces vitraux la direction est-ouest à l'inclinaison correspondante à la hauteur maxima du soleil, de façon à permettre l'éclairage sans donner passage aux rayons du soleil. Pour l'éclairage avec des lampes à pétrole ou le gaz, les becs ont été multipliés et on les a placés bien au-dessus du plan horizontal de vision. Comme la flamme d'un gaz d'éclairage produit une grande chaleur et est accompagné du dégagement de gaz toxique, il a été recommandé de laisser toujours un vasistas ouvert.

ART. 6. — Les moyens employés pour assurer l'évacuation au dehors des ateliers des poussières, ainsi que des gaz incommodes, insalubres ou toxiques ont varié avec la matière mise en œuvre, les dispositifs mécaniques utilisés et la valeur des déchets à éliminer.

Lorsque le dégagement de poussières était peu considérable et que ces poussières étaient fines et légères, la ventilation générale a suffi, c'est-à-dire qu'on s'est borné à expulser au dehors l'air souillé de particules et à faire pénétrer de l'air pur dans l'intérieur des salles de travail. Lorsque le dégagement était abondant, il a fallu recourir à la ventilation localisée, c'est-à-dire limitée et spéciale à chaque machine, à chaque appareil développant de la poussière. A cet effet, chaque engin de travail a été placé en face d'une sorte d'entonnoir communiquant par des tuyaux avec un ventilateur aspirant. Suivant que les poussières étaient lourdes ou légères, l'aspiration a été réalisée de haut en bas ou de bas en haut.

Le concassage, la pulvérisation des diverses matières au moyen de meules, de broyeurs, de cylindres, le blutage, le tamisage, l'embarillage de ces matières commencent à se faire en appareils clos. Malheureusement les planches en bois employées dans la plupart des établissements ne constituent pas une fermeture hermétique suffisante et il serait indispensable d'adopter ici encore des couvertures en tôle rivée. Dans quelques ateliers de broyage, on a disposé au-dessus des appareils des trémies distribuant les matières automatiquement et ne découvrant pas l'ouverture d'entrée; on a fait aussi usage d'alcôves ventilées pour obtenir l'embarillage automatique sans dégagement de poussières. Les arrosages, c'est-à-dire l'humectation des poussières ou des matières qui les produisent ont été utilisés pour éviter la diffusion des éléments pulvérulents dans les ateliers. Ce système d'opérations par voie humide a été réalisé toutes les fois que la nature et la qualité des produits ne s'y opposaient pas.

Il existe, à Lille et dans les environs, 9 fabriques de céruse occupant 372 ouvriers. Or, en 1895, 84 ouvriers cérusiers ont été traités aux hôpitaux pour intoxication saturnine. La plupart de ces ouvriers ont été atteints pour la première fois après un travail de quinze jours à deux mois, et leur guérison a demandé de six à quinze jours. Les cas d'intoxication sont loin d'être proportionnés au nombre d'ouvriers employés, puisque dans une usine occupant 80 ouvriers, aucun n'a été atteint, alors qu'on en a constaté 25 dans une autre comportant un personnel de 58 ouvriers. Dans la fabrique indemne, ce résultat, en dehors des procédés spéciaux de fabrication, doit être mis au compte de la bonne tenue de l'établissement et de la discipline qui y règne. Une alternance est établie pour les travaux les plus malsains; l'embarilleur de céruse, par exemple, bien que cette opération ait lieu mécaniquement, est, au bout d'un certain temps, remplacé et employé à des travaux au grand air. Pour améliorer les conditions sanitaires de l'autre établissement en question, l'inspection a réclamé, par une mise en demeure, l'application des mesures prescrites par l'article 6 du décret du 10 mars 1894, mais le service estime qu'elles resteraient insuffisantes tant que des règlements ne seront pas intervenus pour imposer aux fabricants de céruse les transformations nécessaires à l'assainissement de leur industrie. En dehors des précautions bien connues, l'inspecteur fait remarquer qu'il serait indispensable, pour les appareils de pulvérisation, d'adopter une couverture en tôle rivée au lieu de planches en bois qui laissent trop facilement passer les poussières, et

en ce qui concerne les mesures d'hygiène individuelle, de mettre à la disposition du personnel un réfectoire et des vêtements de travail.

Dans les établissements où se dégagent des vapeurs ou des poussières inflammables (fabricants de caoutchouc, dégraisseurs, distillateurs, extracteurs de graisse, vernisseurs, fabricants d'encaustiques, fabricants d'appareils d'éclairage, faïonniers de celluloid, etc.), le service propose d'interdire tout travail de nuit, à moins que la lumière ne soit fournie, soit par des lampes électriques à incandescence, soit par des lampes de sûreté closes, analogues à celles qui sont en usage dans les mines.

La propriété qu'ont plusieurs gaz (acide sulfureux, acide chlorhydrique, ammoniac) d'être très solubles dans l'eau a permis d'assainir plusieurs fabriques de produits chimiques. A cette intention, on fait agir l'eau de trois manières :

- 1° En faisant déboucher le gaz dans l'eau (bonbonnes condensatrices) ;
- 2° En mettant le gaz en contact avec des surfaces humides (tours d'absorption) ;
- 3° En injectant l'eau sous forme divisée en manière de pluie.

Pour éviter la diffusion des gaz et des vapeurs dans l'atmosphère du travail, on a installé des hottes surmontant directement les bacs, cuves ou récipients d'où partent des dégagements malsains ; malheureusement ces hottes ne descendent pas souvent assez bas pour capter les dégagements insalubres. Pour les vapeurs lourdes, on a, comme pour les poussières, limité leur champ d'expansion en entourant les points où elles prennent naissance d'enveloppes ayant la forme de chemises à ouverture supérieure ; l'aspiration s'est faite alors *per descensum*, c'est-à-dire de haut en bas, au moyen de ventilateurs à force centrifuge mis en communication directe avec les établis, tables et appareils de travail. Lorsqu'il était nécessaire d'évacuer à la fois des vapeurs légères et des vapeurs lourdes, on a exigé des hottes aspirantes pour s'emparer des premières et l'installation entre les récipients et la maçonnerie qui les supporte d'un vide permettant l'appel *per descensum* des vapeurs lourdes. Le service de l'inspection a demandé que les appareils producteurs de gaz fussent soigneusement lutés afin d'éviter les fuites dans l'intérieur des salles de travail.

Tandis que les fumées et les gaz se dégagent assez bien, par suite de leur température élevée, dans les hottes placées au-dessus du foyer, il n'en est pas de même de la plupart des buées qui viennent remplir les ateliers d'un brouillard épais et malsain, à travers lequel on ne peut souvent rien distinguer. Après de longs essais, on paraît pourtant avoir obtenu, dans quelques teintureries du nord de la France, un meilleur effet en isolant complètement l'air de l'atelier que l'on fait arriver chaud et que l'on expulse ensuite au dehors au moyen d'un ventilateur à grand débit et à faible pression.

En résumé, il résulte des rapports de MM. les Inspecteurs divisionnaires que de nombreuses tentatives ont été faites pour assainir l'atmosphère du travail et qu'il y a lieu de noter une amélioration sensible de la salubrité des ateliers, par l'application de plus en plus rigoureuse des prescriptions de l'article 6. Il reste pourtant beaucoup à faire, et on peut même dire qu'un grand nombre de dispositifs installés n'atteignent pas complètement le but proposé. Cela provient, en premier lieu, de ce que les installations évitant la diffusion des poussières, des gaz, des vapeurs et des buées dans l'atmosphère des ateliers demandent ordinairement de l'ingéniosité, et aussi des recherches très coûteuses. Ainsi, dans les filatures, l'évacuation des poussières a été particulièrement difficile ; des ventilateurs ont été établis, mais ils n'ont pas donné des résultats très appréciables ; dans les filatures d'étoupes, pour satisfaire aux mises en demeure d'évacuation des poussières, on a installé des ventilateurs dans les murs, des cheminées au-dessus des tables à étaler et à la base desquelles on a disposé un petit ventilateur, des bouches d'appel de chaque côté de la table et au-dessus d'elle. Mais ces dispositifs ont l'inconvénient d'aspirer les poussières et de les faire tourbillonner dans les salles de travail. Ces moyens ne sont donc pas parfaits ; les industriels s'ingénient à les perfectionner encore. On semble avoir obtenu un meilleur résultat avec la ventilation localisée ; dans ce procédé, les poussières sont captées à leur point de formation même et refoulées ensuite dans un cyclone, comme cela se pratique dans une filature d'Hellesmes, ou bien dans une chambre à chicanes, comme cela a été établi dans une filature de lin à Seclin. Un autre obstacle à l'emploi de moyens efficaces est la mauvaïse volonté de certains industriels qui cherchent à se retrancher derrière le maigre profit qui, disent-ils, doit se produire au point de vue du bien-être par l'adoption de certaines mesures, eu égard à l'importance des frais qu'elles occasionnent. Nous citerons un exemple à ce sujet :

Dans une fonderie de Lyon, aucune des meules à polir sur lesquelles les ouvriers font

passer les objets provenant de la fonderie n'était pourvu d'une enveloppe communiquant avec un aspirateur ; l'inspecteur en fit la remarque à l'industriel qui lui dépêcha, quelques jours après, un ingénieur spécialiste pour lui démontrer que l'installation réclamée ne lui semblait avoir aucune efficacité et qu'elle constituerait, tout au plus, une occasion d'augmenter inutilement des frais généraux assez élevés. Selon cet ingénieur, les particules détachées par l'action des meules était d'une densité trop élevée pour être entraînées par un système ordinaire d'aspiration ; d'ailleurs, son avis était que ces poussières ne gênaient pas les ouvriers, vu qu'elles n'arrivaient pas au niveau de l'entrée des voies respiratoires. Sans vouloir faire preuve d'une mauvaise volonté certaine, le chef d'établissement se retranchait derrière l'avis de son conseil, et la mise en demeure menaçait d'arriver à expiration sans être suivie d'effet. L'inspecteur eut alors l'idée de procéder d'une manière différente. Après avoir démontré, en plaçant une feuille de papier blanc au niveau de la bouche d'un ouvrier, que les poussières arrivaient assez abondantes à cette hauteur, il proposa à l'industriel de faire établir d'abord un appareil rudimentaire en bois qu'il ferait construire par un de ses modéleurs ; si le succès couronnait cette expérience, toutes les meules seraient mises en communication avec le ventilateur ; dans le cas où l'essai tenté loyalement, ne donnerait aucun résultat, la mise en demeure serait abandonnée. La proposition fut acceptée. Deux mois après, l'industriel pria l'inspecteur de passer à son usine pour constater les résultats de sa tentative. Il était enchanté, toutes les poussières avaient disparu autour de la meule. Au moyen d'un tuyau d'aspiration, on les avait conduites dans un récipient contenant de l'eau dans laquelle elles se déposaient très aisément et où il était plus facile de les recueillir que sur le sol, car il s'agissait de poussières de cuivre, c'est-à-dire ayant une valeur.

Les mises en demeure faites par les inspecteurs du travail pour assurer l'exécution de l'article 6 ont donné lieu à plusieurs réclamations, en général non fondées, de la part des industriels. Il n'est pas sans intérêt de citer les plus importants des avis émis par le comité consultatif des arts et manufactures, ainsi que le résumé de deux jugements ou arrêts rendus par les juridictions compétentes à la suite de procès-verbaux dressés par les inspecteurs.

Parmi les avis du Comité consultatif des arts et manufactures, les trois suivants ont trait à la ventilation des meules :

Le troisième paragraphe de l'article 6 ne prévoyant pas d'exception, les prescriptions qu'il édicte d'une manière formelle, sont applicables à tous les établissements ou les meules occasionnent des poussières. — La nécessité de ventiler les meules à émeri s'applique à tous les ateliers sans exception quel que soit le nombre de meules. — L'article 6 n'est pas applicable aux meules produisant des poussières lourdes qui tombent d'elles-mêmes sur le sol, lorsque ces appareils ne sont pas placés dans des locaux fermés.

Voici maintenant quatre autres avis relatifs à l'évacuation des poussières dans les établissements où s'utilisent les peaux de lapin, les peignages des déchets de soie, les ateliers de coupage des chiffons à la coupeuse mécanique et les ateliers de fabrication des boutons :

Les établissements où s'utilisent les peaux de lapin sont de ceux que les poussières et les poils rendent particulièrement insalubres, et rentrent, par conséquent, dans la catégorie des industries auxquelles l'article 6 du décret du 10 mars 1894 est éminemment applicable. — Dans les peignages de déchets de soie, on doit évacuer non seulement les poussières légères, mais aussi les poussières lourdes composées de matières organiques et de débris de chrysalides de vers à soie. Ces poussières qui rentrent dans la catégorie de celles qui sont visées par le paragraphe 3 de l'article 6 du décret du 10 mars 1894, ne peuvent être enlevées qu'à la condition d'installer autour des cardes, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique et s'exerçant *per descensum*. — Pour le coupage des chiffons à la coupeuse mécanique, il est nécessaire d'établir une ventilation énergique avec hottes et cheminée d'appel, en raison de la grande quantité de chiffons que la machine peut déchiqueter sur un espace très restreint. La même solution devrait rigoureusement s'imposer pour le travail fait à la main. L'établissement des courants d'air peut, il est vrai, débarrasser l'atmosphère d'une partie des poussières, mais il constitue un autre danger pour l'ouvrier. Quant à l'emploi de masques protecteurs dont l'industriel voudrait prescrire l'emploi, il a certainement pour effet de réduire dans une grande mesure l'action des poussières sur les voies respiratoires ; mais, outre qu'il ne peut être obligatoirement imposé, il ne répond pas aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mars 1894 qui dit expressément que les poussières doivent être évacuées au dehors de l'atelier, au fur et à mesure de leur

production. — Il n'y a pas lieu de prescrire la ventilation dans les ateliers de fabrication de boutons où l'on travaille le corozo par voie humide, car la poussière tombe en majeure partie, et ce qui reste suspendu dans l'air n'est pas suffisant pour en ternir la transparence. Il va de soi que l'article 6 serait applicable si, le travail ne se faisant plus au mouillé, des poussières venaient à se dégager librement.

Il importe de citer également un arrêt de la Cour de cassation, du 27 mai 1898, qui a une grande importance. D'après cet arrêt, les termes de l'article 6 sont généraux et absolus : à la différence des gaz dont ils ne prescrivent l'évacuation que s'ils sont incommodes, insalubres ou toxiques, ils prescrivent l'évacuation de toutes les poussières sans distinction.

ART. 7. — L'Inspection a procédé, en 1894, à une enquête très complète sur les mesures qu'il y aurait lieu de prescrire pour sauvegarder la santé des ouvriers dans les industries où l'on travaille le mercure, le plomb et leurs dérivés. Deux rapports très étudiés et fortement documentés ont été présentés, l'un sur le mercure et l'autre sur le plomb, au nom de deux commissions distinctes composées des membres du service les mieux au courant de ces questions spéciales.

D'autre part, l'Inspection signale le danger d'intoxication par l'oxyde de carbone dans les salles d'apprêts, lors de la dessiccation des mousselines; l'étoffe est disposée sur un cadre très étendu auquel on la fixe; au-dessous, on fait circuler un chariot ayant toute la longueur du cadre et contenant du charbon en ignition. Les ouvriers se tiennent à proximité du chariot; ils doivent s'approcher à chaque instant du cadre, et il n'est pas douteux qu'ils absorbent une dose assez forte d'oxyde de carbone. Aussi, malgré les grandes dimensions des salles d'apprêts et la large ouverture des fenêtres, la présence de l'oxyde de carbone dans une proportion dangereuse pour la santé des ouvriers est certaine; par conséquent, il serait utile d'exiger un dispositif permettant la destruction de ce gaz au moment de sa production.

ART. 8. — L'interdiction pour les ouvriers de prendre les repas dans les ateliers, ni dans aucun local affecté au travail a été, dans certains cas, assez difficile à faire respecter, surtout là où il n'existe pas de réfectoire.

Astreindre l'ouvrier à quitter l'atelier, c'est le forcer, dira-t-on, à moins de manger dans les rues, de se rendre au cabaret voisin. Cette objection a plus de force encore quand il s'agit des femmes et des enfants. D'autre part, la construction de réfectoires est une forte dépense que quelques industriels peuvent difficilement supporter. Dans certains établissements, les sucreries notamment, qui ne travaillent que l'hiver, et où les ouvriers se trouvent toujours occupés dans une température élevée, il est bien difficile de les obliger à sortir pour déjeuner, car ce serait les exposer à des refroidissements, bien souvent dangereux. Dans les usines métallurgiques, il en est de même.

Mais s'il est quelques industries où l'on peut apporter quelques tolérances indispensables, il en est d'autres pour lesquelles la défense de l'article 8 doit être formelle. Parmi les locaux dans lesquels le service de l'inspection a exigé que ce décret fût appliqué à la lettre, nous citerons :

Ceux où l'on manipule le plomb, l'arsenic, le mercure et leur dérivés;

Ceux où l'on fabrique les produits chimiques; les tanneries, les mégisseries et autres ateliers où se manipulent et se travaillent les peaux, où s'effectuent le lustrage et l'apprêtage;

Les teintureries;

Les locaux des verreries où s'effectuent les mélanges;

Les ateliers de fabriques de *flint glass* où s'exécutent l'échaudage, la taille et le polissage;

Les locaux des fabriques de produits céramiques où l'on réduit en pâte et où l'on dégraisse l'argile et le kaolin;

Les locaux où l'on travaille les matières animales à l'état mort et non transformées (travail des boyaux, des tripes, des abats, du sang, des graisses, des suifs, des huiles minérales, des os, etc.) qui, par leur commencement de décomposition putride, provoquent les émanations infectes, susceptibles d'imprégner les vêtements qui seraient déposés dans les ateliers.

Pour obtenir de bons résultats, le service de l'inspection s'est attaché à montrer aux industriels que l'interdiction contenue dans l'article 8 a un double but :

1° Ne pas mélanger les substances servant à l'alimentation avec les produits manufacturés ce qui est de la propreté et la garantie d'un bon travail ;

2° Permettre d'aérer l'atelier pendant les repas, ainsi que l'exige l'article 9.

Le deuxième paragraphe de l'article 8 oblige les patrons à mettre à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaires avec lavabos, ainsi que de l'eau de bonne qualité pour la boisson.

Peu d'établissements sont pourvus de vestiaires et de lavabos satisfaisants ; le manque de place s'y oppose souvent ; néanmoins l'organisation de ces installations est une mesure qui a été demandée dans les forges, hauts fourneaux, manufactures de tabac, triage et manipulation des chiffons et déchets de toute nature, ateliers où l'on manipule le plomb, l'arsenic, le phosphore, le mercure et leurs dérivés, usines de fabrication de produits chimiques. Beaucoup de fabricants assurent que les ouvriers ne veulent pas consentir à prendre des soins de propreté. S'ils rendaient plus confortables les installations des lavabos, les ouvriers en feraient certainement usage. L'ouvrier, obligé de faire sa toilette dans la cour d'une usine, sans avoir pour s'abriter, n'ayant à sa disposition qu'un robinet et un essuie-mains, autour duquel se pressent ses camarades, apportera moins de soins à se laver que l'ouvrier disposant pour lui seul, dans un local fermé, d'un robinet, d'un essuie-mains et d'un porte-manteau destiné à suspendre ses vêtements. Les notions les plus élémentaires d'hygiène prescrivent de ne pas se servir des objets de toilette à l'usage de tiers. Il en résulte que mettre à la disposition des ouvriers un essuie-mains pour trois ou quatre hommes, c'est aller à l'encontre de l'esprit du règlement, c'est faire précisément le contraire de ce qu'il faut pour obtenir du travailleur les soins de propreté que réclament après sa besogne non seulement ses mains, mais sa figure et son cou. — Les inspecteurs ont veillé à ce que l'eau mise à la disposition des ouvriers comme boisson soit de bonne qualité.

ART. 9. — Le renouvellement de l'air pendant les interruptions de travail est une mesure d'hygiène qui entre peu à peu dans les mœurs. Dans leurs visites, les inspecteurs ont rappelé fréquemment cette obligation et demandé que, avant et après le travail, ainsi qu'aux heures de repas, les fenêtres soient largement ouvertes afin d'expulser avec l'acide carbonique de la respiration des hommes, les émanations provenant des matières mises en œuvre.

ART. 10. — Les moteurs à vapeur sont, en règle générale, placés dans une salle spéciale assez vaste pour permettre au conducteur de la machine de circuler facilement.

Le service de l'inspection a recommandé que cette salle soit débarrassée d'objets encombrants qui gênaient le service. Lorsque le moteur est de faible force et qu'il se trouve dans la salle de travail, il a été installé des barrières ou des garde-corps pour en défendre l'approche. — La même précaution a été prise pour les locomobiles qui, dans certaines usines, se trouvent au milieu de l'atelier.

Les moteurs hydrauliques offrent moins de danger que les moteurs à vapeur, car ils marchent sans surveillance continuelle ; on a exigé néanmoins qu'ils soient placés dans une chambre spéciale, surtout lorsqu'ils ne sont pas situés en dehors de l'usine. Il a été installé des garde-corps tout le long des canaux d'amenée et de fuite, dans les endroits qui servent de passage aux ouvriers, ainsi que des deux côtés des passerelles servant à la manœuvre des vannes ; ces barrières évitent les chutes fréquentes des ouvriers quand il faut, en hiver, briser ou enlever la glace autour des roues hydrauliques et des turbines non noyées. — L'accès des roues a été interdit aux ouvriers autres que ceux chargés du graissage de leur axe. Le passage à suivre pour aller effectuer ce graissage a été séparé de la roue au moyen d'une barrière ; cela est d'autant plus nécessaire que le sol toujours humide est souvent très glissant. Les turbines sont presque toujours enfermées.

Les moteurs à gaz sont placés dans une chambre spéciale ou isolés de l'atelier par une cloison. — Les dynamos, surtout celles à courant alternatif et à grand voltage, sont placées dans une salle spéciale et sur un plancher isolé électriquement, afin que l'ouvrier ne puisse les atteindre qu'en montant sur ce plancher isolé. — Quant aux machines électriques que l'on trouve fréquemment dans quelques petits ateliers, on les a isolées au moyen d'une boîte qui non seulement protège l'ouvrier, mais garantit aussi ces machines des matières étrangères et surtout des poussières métalliques dont le grand inconvénient est de créer des dérivations et courts circuits très dangereux. — Les transformateurs, utilisés pour transformer

les courants alternatifs à très haute tension en courants de tension moindre et d'intensité plus grande, sont dangereux au même titre que les appareils générateurs de courants; aussi les place-t-on dans des locaux dont l'accès est permis seulement aux ouvriers chargés de les visiter. Cette précaution était d'autant plus facile à prendre qu'il s'agit d'appareils à organes immobiles et n'ayant, par conséquent, besoin ni d'être graissés, ni d'être surveillés pendant leur fonctionnement.

La disposition du deuxième paragraphe de l'article 10, qui prescrit une largeur d'au moins 30 centimètres pour les passages entre les machines, mécanismes et outils mus par des moteurs, est une des plus importantes du décret; c'est, en effet, le manque de place qui occasionne le plus souvent un contact avec les machines et, par suite, les plus graves accidents. Le sens précis de cette prescription a été donné par le Comité consultatif des arts et manufactures appelé à fournir son avis: d'après lui, il faut entendre par la désignation « passages » les endroits situés entre les machines où peuvent passer et où parfois circulent effectivement un certain nombre d'ouvriers de l'usine; par contre, il ne faudrait pas considérer comme un des passages visés par le décret du 10 mars 1894, les petits espaces laissés libres autour d'une machine, et où l'ouvrier attaché spécialement à ladite machine peut pénétrer quelquefois, soit pour les nécessités de son travail, soit pour le nettoyage.

Dans les établissements anciens et dans beaucoup de moulins, les passages entre les machines ou appareils n'ont pas toujours la largeur réglementaire. Les modifications auraient entraîné des frais énormes que supporteraient difficilement certains industriels. De plus, les exploitants des usines se heurteraient à la mauvaise volonté du propriétaire lorsque l'usine et son matériel sont en location. Dans ce cas, pour obéir à l'esprit protecteur de la loi, les patrons ont été invités à placer, à droite et à gauche des passages qui n'ont pas la largeur réglementaire, deux barrières pleines qui cachent toute partie de la machine bordant le passage; celui-ci est réduit encore de quelques centimètres, mais il offre néanmoins une sécurité absolue, puisque l'on peut passer entre deux machines comme on passerait dans un étroit couloir entre deux cloisons pleines.

Le troisième paragraphe exige que les escaliers soient solides et munis de fortes rampes. Dans les usines, certains escaliers ne sont pas munis de rampes qui gêneraient pour monter les ballots de marchandises; dans ce cas, pour se conformer au décret et éviter des chutes souvent graves, il a été installé des rampes mobiles qui s'enlèvent comme les ridelles d'une charrette et ne gênent pas la manutention des fardeaux trop volumineux. Ce système a été particulièrement appliqué aux escaliers qui desservent les différents étages des moulins.

Aux termes du quatrième paragraphe, les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds doivent être pourvus de solides barrières ou garde-corps.

C'est surtout dans les industries chimiques, les fabriques de pâtes alimentaires, les sucreries, les savonneries, les teintureries, les blanchisseries, que les industriels ont été mis en demeure de prendre des dispositions convenables pour éviter la chute de l'ouvrier dans les chaudières d'ébullition, les bassins de liquides corrosifs et chauds, les cuves de toute nature.

Le plus simple et le meilleur système est d'installer autour des puits, bassins et réservoirs, des barrières ou garde-corps d'une hauteur de 90 centimètres et de disposer les cuves de façon que la hauteur de leur rebord soit suffisante pour empêcher toute chute des travailleurs affectés à leur service.

Dans les fabriques de colophane, de térébenthine par le chauffage à feu direct, dans les teintureries et dans beaucoup d'autres industries où l'élévation des rebords des cuves à fleur de sol, dans lesquelles on verse les barils de gomme ou de matière colorante, gênerait considérablement le travail, on a muni l'ouverture des cuves de couvercles à replacer une fois la matière versée, ou entouré la cuve d'une clôture mobile.

Dans les savonneries, l'opération du madrage est très dangereuse; pour garantir l'ouvrier contre la chute dans les cuves pleines de lessive, l'ouvrier est actuellement muni de la ceinture de sûreté qui le retient en cas de glissement; on a aussi dans des établissements analogues établi des garde-corps autour du plancher posé sur le milieu des cuves sur lequel marche l'ouvrier pendant l'opération du madrage. — Dans les raffineries de sel, la chute de l'ouvrier dans les chaudières contenant de l'eau chauffée de 85 à 105 degrés et sursaturée de chlorure de sodium a occasionné des accidents très graves; cette chute se produit lorsque l'ouvrier placé sur une planche de 39 centimètres de largeur environ, dont les extrémités reposent sur les bords de la chaudière, brise avec une barre de mine la croûte qui se forme au fond de la chaudière au-dessus du coup de feu; environné d'abondantes vapeurs et partiel-

lement aveuglé par ce fait, l'ouvrier est exposé à mettre le pied à côté de la planche; il peut être aussi pris d'un éblouissement; on a évité ces chutes souvent mortelles dans les chaudières contenant l'eau de vaporisation, en remplaçant la simple planche par un pont roulant muni de garde-corps.

Les trappes et les ouvertures de descente donnent lieu à de nombreux accidents. Dans les brasseries, on a la malheureuse habitude de laisser les trappes ouvertes, sous prétexte de donner de l'air dans les sous-sols servant de germeiros; le service de l'inspection a demandé que ces trappes soient remplacées par des grilles de fermeture. Les ouvertures de descente, qu'on rencontre fréquemment dans les cours des usines et ménagées pour amener le charbon nécessaire aux générateurs placés dans les sous-sols, présentaient des causes de danger qu'il a été très simple de conjurer par une grille. L'installation de garde-corps au-dessus des massifs de maçonnerie recouvrant les générateurs a permis d'éviter une chute toujours dangereuse au chauffeur obligé fréquemment d'y monter. Dans les minoteries et les moulins, les trappes ouvertes au moment où elles sont utilisées pour le passage des balles et des sacs, n'offriraient pas grand danger si les ouvriers avaient toujours soin de les fermer lorsqu'ils ont terminé; malheureusement, ces ouvertures sont souvent laissées béantes, sous prétexte qu'il faudra les ouvrir quelques instants après. — Un moyen pour supprimer le danger de chute à travers les trappes de tire-sacs a été réalisé en effectuant l'élévation et la descente des sacs sur une des façades du bâtiment et en disposant, devant les ouvertures des divers étages par où le fardeau doit entrer, un garde-corps oscillant pouvant se rabattre en dedans sur le plancher et ramené automatiquement par un ressort ou par un contre-poids à la position verticale. Ce dispositif est applicable non seulement dans les minoteries, mais encore partout où l'on élève à un étage élevé des fardeaux divers pris dans une cour, ou sur des voitures, wagons ou bateaux.

C'est surtout dans les chantiers de construction que les ouvertures laissées dans les planchers des divers étages, soit pour le montage des grosses poutres, soit pour les cages d'escalier, soit pour le passage des cheminées, présentent de grands dangers; il a été recommandé de fermer ces ouvertures avec des planches rapprochées les unes des autres, de façon à ne laisser aucun vide. — Dans les chantiers de constructions navales, il existe, au moment même de la construction des navires, des puits ou vides entre les divers barrots des points sur lesquels viennent ensuite se fixer les bordages en bois ou en fer; ce sont là des nécessités absolues de construction, et il est assez difficile d'éviter cette cause de danger. Quant aux panneaux ou écoutilles menacées dans les ponts pour permettre le passage entre les étages, le chargement et le déchargement du navire, ce n'est pas une clôture qu'il faut, mais une couverture complète et solide, pour les grands panneaux, et une couverture légère et mobile, un treillis en fer, par exemple, pour les trous d'hommes (Avis du comité consultatif des arts et manufactures).

Les entrepreneurs de maçonnerie négligent souvent encore de munir de garde-corps les échafaudages qu'ils construisent, ou bien les munissent d'une simple corde tendue à environ 90 centimètres de hauteur. Les inspecteurs n'ont pourtant pas manqué de leur imposer les mesures de protection nécessaires par une mise en demeure. Cette mise en demeure présente, dans ce cas, un caractère particulier; il serait, en effet, illusoire de la rédiger pour chaque chantier et pour chaque infraction constatée, car ces chantiers varient souvent et restent, pour la plupart, ignorés des inspecteurs. D'autre part, le délai minimum d'un mois, imposé par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893, rendrait une grande partie de ces mises en demeure parfaitement inutiles; aussi, pour rendre réelle l'action des inspecteurs, ceux-ci se rendent au domicile ou au bureau des entrepreneurs grands et petits, et y rédigent au préalable, une fois pour toutes, une mise en demeure générale applicable à toutes les constructions en cours ou à faire dans l'avenir.

Une simple corde dont la tension est insuffisante ou une seule main courante à 90 centimètres de hauteur satisfont à l'obligation inscrite au paragraphe 5 de l'article 10 sans donner une sécurité complète, car l'ouvrier dont les deux pieds viendraient à glisser risquerait fort de tomber dans l'intervalle compris entre le garde-corps ainsi constitué et le plancher de l'échafaudage. Pour prévenir efficacement les chutes, il faudrait installer un garde-corps formé par deux lisses parallèles, l'une à 90 centimètres de hauteur, l'autre à 50 centimètres du plancher de l'échafaudage; l'addition d'une plinthe de 15 centimètres à 20 centimètres sur le côté extérieur du plancher serait une excellente mesure qui, outre l'avantage d'arrêter les pieds de l'ouvrier, éviterait la chute de matériaux et d'outils; malheureusement ce sys-

tème, que la préfecture de police a prescrit pour les échafaudages en usage à Paris, ne paraît pas pouvoir être exigé par une mise en demeure. — Aux échafaudages volants, constitués par une échelle soutenue horizontalement au moyen de cadres qu'on peut élever ou abaisser avec des cordes passant sur des poulies, le garde-corps de 90 centimètres de hauteur a été facilement fixé contre les montants du cadre.

Des inspecteurs demandent que le mot garde-corps soit suivi du qualificatif rigide afin d'éviter l'emploi de cordes qui sont toujours plus ou moins bien tendues, et qui deviennent parfois plus nuisibles qu'utiles.

Aux termes d'une circulaire ministérielle du 25 juin 1896, la protection des échafaudages doit être assurée dans les chantiers de construction navale. En donnant à ces échafaudages une largeur de 1 m. 50, par exemple, on a tout l'espace nécessaire et on peut établir un garde-corps protecteur peu gênant, qui est d'autant plus nécessaire que la manœuvre du marteau oblige le riveur à s'écarter du bordage qu'il recouvre, et à chercher plus loin, souvent sans trop y regarder, un point d'appui convenable.

Il faut pourtant reconnaître que si les prescriptions réglementaires sont faciles à réaliser sur les échafaudages fixes des cales de construction qui ont des paliers d'une grande largeur, il n'en est plus de même pour les échafaudages mobiles. En effet, la forme extérieure de tous les navires est loin de présenter une surface plane comme peut l'être celle d'un édifice construit à terre. Leur muraille extérieure présente de la courbure, non seulement dans le sens horizontal, mais encore dans le sens vertical; tantôt elle a de la « rentrée », tantôt elle présente du « dévers », de telle sorte que les échafaudages que l'on dispose doivent non seulement être exhaussés au fur et à mesure de la construction, mais encore être éloignés ou rapprochés de façon à suivre les lignes extérieures de la carène et des œuvres mortes. Au cours de la construction, ils subissent donc des changements incessants pour être adaptés exactement aux emplacements où travaillent les ouvriers. Le garde-corps dont ils doivent être munis est considéré, par les directeurs de ces chantiers, comme un obstacle pour ces manœuvres, et il occasionne des pertes de temps et des dépenses assez importantes. En outre, ces garde-corps sont très souvent disloqués par les têtes et les cornières que les ouvriers doivent hisser et mettre en place au fur et à mesure de la construction; aussi, dans ces conditions, donnent-ils au personnel une fausse mesure de sécurité, qui pourrait entraîner les plus graves conséquences, car cette barrière disloquée peut céder sous le moindre effort. Pour ces raisons, on s'est contenté comme barrières d'une forte corde horizontale attachée solidement à 90 centimètres de hauteur à deux solides montants verticaux fixés aux deux extrémités de l'échafaudage.

Le service de l'inspection fait remarquer que le plus fort contingent des accidents mortels est fourni par les industriels de la construction, et que ces accidents sont occasionnés surtout par la chute des ouvriers. Or, actuellement, lorsqu'un sinistre de cette nature se produit, l'inspecteur ne peut verbaliser contre le patron que s'il y a eu chute de l'ouvrier d'un échafaudage non muni de garde-corps prescrits par l'article 10, § 5, du décret du 10 mars 1894. Aussi l'inspection conclut-elle à la nécessité d'ajouter au paragraphe 5 de l'article 10 du décret du 10 mars 1894, des prescriptions réglementaires relatives à la nature, à la qualité et aux dimensions des matériaux mis en œuvre dans la construction des échafaudages.

ART. 11. — Les monte-charges, ascenseurs, élévateurs utilisés dans les établissements industriels ont occasionné des accidents souvent mortels, toujours très graves, provenant de leur installation défectueuse.

Ces accidents, assez variés, résultaient :

1° De chutes de personnes dans le couloir (le 19 janvier 1897, à Outreau, un ouvrier poussant un wagonnet est tombé, entraîné par ce dernier, dans le couloir d'un monte-charge; en 1894, à Reims, une personne est tombée dans le couloir non fermé d'un ascenseur et s'est tuée);

2° De chutes d'objets (un grand nombre d'accidents survenus aux monte-charges des hauts fourneaux et des fours à chaux résultent du glissement des pierres à la partie supérieure non fermée; très souvent aussi des ouvriers de diverses industries ont été blessés par des objets tombant du monte-charge dans le couloir);

3° De vis, pointes ou autres parties saillantes fixées sur le côté du couloir tangent à l'ouverture de la cage (à diverses reprises des personnes qui s'étaient trop éloignées du

milieu de la cage sont restées accrochées à ces parties saillantes et ont été blessées mortellement);

1° De la mise en marche accidentelle ou irraisonnée du monte-charge (la mise en marche accidentelle a dernièrement, à Lille, causé la mort d'un ouvrier au moment où il quittait le monte-charge pour prendre pied sur le plancher. Quant à la mise en marche inopinée, elle est due, la plupart du temps et malgré toute défense, aux enfants qu'une curiosité instinctive pousse à examiner expérimentalement le fonctionnement du monte-charge; c'est ainsi que, dans le nord de la France, une petite fille embauchée avant l'âge réglementaire dans une filature de coton s'était introduite dans la cage et l'avait mise en marche; surprise de la direction que prenait l'appareil qui montait, contre son attente, elle se pencha et eut la tête écrasée contre le linteau);

5° De la rupture des cordes et des chaînes.

Voici maintenant les moyens de garantie exigés par les inspecteurs pour obtenir la sécurité requise :

1° Fermeture entière du couloir sur toute sa hauteur, sauf à l'ouverture des divers étages où sont ménagées des ouvertures munies de portes;

2° Installation des dispositions nécessaires pour que les portes, à l'entrée des divers étages, ne puissent s'ouvrir qu'au moment où la cage est au niveau du plancher de l'étage;

3° Calage de la tringle de débrayage, de façon à empêcher la cage de partir, si la porte n'est pas fermée.

Ces deux dernières précautions ont aussi l'avantage d'éviter la mise en marche accidentelle ou irraisonnée du monte-charge;

4° Suppression sur les parties de la cloison ou du couloir qui se trouvent en face des côtés ouverts de la cage de toute pièce saillante capable d'accrocher;

5° Visite fréquente des cordes et des chaînes.

Les résultats obtenus laissent encore à désirer, notamment dans les anciens monte-charges où il est quelquefois assez difficile de rendre la fermeture automatique.

Dans le même ordre d'idées, le service a présenté des observations très judicieuses sur l'article 11 du décret de 1894, dans le but d'obtenir légalement l'installation de monte-charges ou tout au moins d'appareils de levage dans les établissements ou chantiers comportant la manœuvre habituelle du transport des fardeaux entre étages. Il s'agirait de conférer à l'inspecteur du travail le droit de réclamer quelques-uns de ces moyens, dont l'usage est d'ailleurs fréquemment rencontré et dont la généralisation par décret n'aurait plus rien d'excessif.

ART. 12. — L'article 12 vise le danger des pièces mobiles des machines et machines-outils. C'est, sans contredit, l'un des plus importants du décret, et son inobservation a donné lieu à un nombre considérable d'accidents.

Dans un de ses rapports sur l'application des lois réglementant le travail, l'inspection émettait le vœu que les prescriptions de l'article 12 fussent complétées par une disposition analogue à celle de l'article 8 de la loi danoise du 12 avril 1889, qui dit :

« Nul fournisseur ou débitant ne pourra délivrer aucune des machines mentionnées dans la loi et reconnues dangereuses sans les faire accompagner de leurs appareils de protection. »

Il motivait ce vœu par la difficulté qu'éprouvent les détenteurs de ces machines pour placer des appareils protecteurs efficaces qui ne soient pas une cause de gêne dans l'usage, en même temps que d'un aspect disgracieux.

D'autre part, l'inspecteur divisionnaire de la première circonscription, après avoir examiné cette question de très près, arrivait aux conclusions suivantes :

« Imposer au constructeur l'obligation de livrer les machines munies de tous leurs appareils protecteurs me semble impossible. Il résulterait d'une pareille mesure un déplacement de responsabilités qui, en bonne justice, doivent être encourues uniquement par l'employeur propriétaire de la machine qu'il fait fonctionner à ses risques et périls. Car il est bien évident que l'industriel reporterait sur le constructeur la responsabilité de l'accident survenu dans son atelier, en disant qu'il a acheté sa machine toute protégée et qu'il n'est pour rien dans l'inefficacité des systèmes de protection employés. Alors les constructeurs, pour se mettre à couvert, ne manqueraient pas de demander à l'État la vérification et le contrôle officiel de leurs machines au moment de les livrer à l'acheteur, afin de ne pas être mis en cause par celui-ci en cas d'accident. On comprend aisément quelle lourde responsabilité ce

serait pour les pouvoirs publics, quand on sait qu'il y a des machines-outils des plus dangereuses qu'on n'a pas encore trouvé le moyen de protéger efficacement. Et puis, telle machine, installée dans de certaines conditions, peut être absolument inoffensive. Un volant, des engrenages placés auprès d'un mur n'ont pas besoin d'être garantis. A quoi bon, dès lors, obliger l'industriel à payer au constructeur les frais d'appareils qui ne seront d'aucune utilité? Non, la protection préalable ne peut être imposée par une loi. L'industriel doit rester libre d'ajuster lui-même les systèmes qu'il juge les meilleurs.

Le comité consultaif des arts et manufactures a adopté la conclusion de l'inspecteur divisionnaire de la première circonscription et son avis a été transmis au service de l'inspection.

Le comité faisait remarquer qu'actuellement, dans la pratique, les fabricants entourent généralement de dispositifs protecteurs les parties dangereuses des machines, telles qu'engrenages, poulies, cylindres. Mais on ne pourrait, suivant lui, obliger les industriels à exécuter tous les moyens de préservation, et voici les raisons sur lesquelles il motive son avis.

« Les appareils de protection installés suivant les indications de l'inspection auraient pour effet une augmentation de prix, et comme les constructeurs étrangers ne seraient pas soumis aux mêmes obligations, ils se trouveraient favorisés vis-à-vis des constructeurs français; même parmi ceux-ci on se trouverait en présence d'inégalité de traitement, étant donné que les indications des inspecteurs du travail ne seraient pas toujours les mêmes et entraîneraient des installations plus ou moins coûteuses.

« De plus, la protection préalable du constructeur aurait un inconvénient plus grave aux yeux du comité; c'est qu'elle déplacerait les responsabilités qui incombent au propriétaire de la machine. En cas d'accident, celui-ci pourrait avoir recours contre le constructeur, qui, à son tour, prétendrait être couvert par la vérification officielle de l'inspecteur et la responsabilité de l'État se trouverait engagée. »

Peut-être cet argument pourra-t-il ne pas paraître péremptoire.

Le service des mines impose aux constructeurs des chaudières ou récipients à vapeur de ne livrer qu'avec des appareils complémentaires les chaudières qu'ils construisent; il exige des soupapes de sûreté dont les dimensions sont imposées à ces constructeurs. Ce service procède, de plus, aux essais, en l'absence des acquéreurs, et le poinçonnage du timbre garanti à ce dernier que l'appareil qui lui est livré a été construit et essayé suivant les règles de l'art. Or, l'État n'a jamais été considéré comme responsable des accidents survenus.

Voici les résultats les plus importants obtenus en ce qui concerne l'exécution de l'article 12.

Les bielles et manivelles des moteurs sont presque partout garanties par une balustrade ou garde-corps qui entoure la zone parcourue par ces organes. Les inspecteurs du travail ont exigé et obtenu, dans la plupart des établissements, que tous les arbres de transmission soient rendus complètement lisses et que ceux de ces arbres qui longent ou traversent un passage soient encoffrés et séparés des ouvriers. Les résultats ont été moins satisfaisants en ce qui concerne les poulies et les courroies autres que les courroies de commande; cependant, la non-protection des roues et des courroies entraîne souvent des blessures qu'on attribue à l'imprudence des victimes, alors qu'elles ne résultent que d'une insuffisance dans les mesures de sécurité. Il y a lieu d'espérer qu'à la suite des mises en demeure de plus en plus pressantes et de quelques poursuites devant les tribunaux, les roues, les poulies, les courroies et les câbles seront isolés des travailleurs par des barrières protectrices ou des encoffrements convenablement disposés.

On peut dire qu'il y a actuellement très peu d'engrenages non couverts. Et pourtant les accidents dus aux roues dentées, tout en ayant bien diminué, sont encore trop fréquents. Cet état de choses tient, d'abord, à ce que les couvre-engrenages sont souvent installés d'une façon trop primitive; en second lieu, à ce que les ouvriers oublient souvent de replacer les appareils protecteurs enlevés lors du nettoyage ou du graissage. Une autre cause, et qui n'est pas la moindre, réside dans le nettoyage en marche des mécanismes. Il est évident que la simple planche que l'on fixe quelquefois devant les engrenages et qui les cache complètement aux yeux, ou la feuille de tôle plus ou moins flexible que l'on se contente parfois de fixer au-dessus de la denture et qui suit le contour des roues, n'assurent pas une sécurité suffisante; il faut ajouter à ces protections primitives, des panneaux couvrant le dessus, le dessous et les faces latérales, sans quoi l'ouvrier, trompé par le semblant de sécurité, néglige les précautions ordinaires et se fait mutiler entre le recouvrement et la denture des roues. La

même remarque s'applique aux cages non fermées en dessous, que l'on dispose devant les engrenages de têtiers de plusieurs machines de filature; de nombreux accidents ont été la conséquence du vide laissé, bien que le bord inférieur des cages descende souvent jusqu'à plus de 10 centimètres des points d'engrènement des pignons les plus bas. Pour que les engrenages soient absolument inoffensifs, il faut encore que le bâti auquel est fixé l'encollage protecteur ne présente pas d'évidement.

Les lasses dans lesquelles tournent les volants des machines motrices ont été clôturées par des garde-corps formés de panneaux pleins ou de grilles à barreaux rapprochés. Pour les volants des machines opératrices, il a été employé une disposition qui a l'avantage de tenir moins de place que le garde-corps et qui consiste à remplir le volant avec un disque en bois, en tôle ou en carton, découpé au diamètre intérieur de la jante et fixé au bras par quelques vis; les têtes de ces vis doivent être noyées et ne présenter aucune aspérité capable d'entraîner un pan de vêtement. Cette disposition a été particulièrement appliquée aux volants des machines-utiles (poinçonneuses, roues de corderie, etc.) qu'il faut tourner à la main au moyen d'une manivelle fixée sur l'un des bras du volant.

Dans les filatures, les tissages, les blanchisseries, les teintureries, les fabriques d'apprêts, les imprimeries, les fabriques de papiers peints, beaucoup d'accidents ont été causés par les coups des cylindres tournant l'un contre l'autre. A la suite de mises en demeure faites par le service, quelques essais de protection ont été tentés.

Dans certains cas, il a été placé en avant de la ligne de convergence des cylindres, des règles ou planches protectrices, à évaluation facultative et à abaissement automatique, de façon à permettre le passage de la matière à travailler, tout en opposant une barrière aux mains qui poussent cette matière. Dans d'autres cas, on a disposé sur l'un des cylindres, en avant du point de contact, un léger rouleau de bois qui suit, sans le gêner, le mouvement de la matière en travail et qui, n'étant que posé et non fixé, n'a aucune force de traction et prévient les accidents. Là où les dispositifs précédents étaient impossibles à appliquer, il a été recommandé de munir les machines d'un désembrayage manœuvré facilement par une poignée, afin de pouvoir mettre la machine instantanément hors de marche ou d'en renverser la marche.

En vue d'éviter les contusions plus ou moins graves dues aux organes effectuant des mouvements rapides de va-et-vient ou des mouvements concentriques, les inspecteurs du travail ont demandé :

1° Que les bielles des machines opératrices soient rendues inaccessibles pendant la marche;

2° Qu'il soit ménagé un espace suffisant pour le passage d'un homme entre l'extrémité du chariot lorsqu'il est à bout de course des machines à raboter les métaux, et le mur, la machine ou le poteau voisin;

3° Que l'évidement ménagé dans la plateforme de graissage, pour le passage du balancier des machines à vapeur qui comportent cet organe, soit entouré d'une lisse de 90 centimètres de hauteur;

4° Que l'approche des boudins des régulateurs qui tournent à proximité des passages et à une hauteur telle qu'elles peuvent atteindre les personnes circulant autour du moteur, soit garanti par un arc de cercle métallique fixé soit à une paroi voisine, soit sur le support de l'arbre du régulateur;

5° Que la zone atteinte par les différents points des bluteries planes (*planchistères*) des minoteries soit entourée d'un garde-corps;

6° Que les disques et plans des tours dans les ateliers à construction mécanique soient entourés de grillages ou encoffrements.

7° Que les treuils, les crics et grues soient munis de chiens d'arrêt lors de la montée ainsi que de freins agissant automatiquement dès que les manivelles échappent à l'ouvrier pendant que l'appareil est sous charge;

8° Que dans l'embouissage des métaux il soit adopté des dispositifs protecteurs empêchant l'ouvrier, en cas de distraction ou de retard dans la manœuvre, d'avoir les doigts écrasés par le mandrin ou le poinçon au moment précis où ces organes arrivent au contact de la matière inférieure.

Quelques accidents graves ont été occasionnés par le saut de la navette des métiers à tisser; pour en éviter le retour, plusieurs industriels, à la suite des mises en demeure de l'inspection, ont disposé de chaque côté du métier des boucliers destinés à arrêter la navette dans sa course; d'autres ont adopté des garde-navettes constitués, en général, par un jeu de tringles.

fixes ou mobiles, ayant la largeur du poigne et protégeant l'ouvrier contre le saut de la navette de son métier.

De toutes les machines à instruments tranchants utilisées dans le travail du bois, la scie à ruban a été la première protégée. Presque partout on a placé normalement à la denture, des garde-james ayant pour but d'éviter que l'ouvrier ne puisse être blessé par contact avec les dents de la scie au moment du travail ou par projection du ruban lorsque celui-ci vient à se briser. Quand la table de scie est étroite, on a disposé devant la poulie-guide inférieure un panneau destiné à garantir l'approche de celle-ci.

Les appareils protecteurs des dégauchisseuses et des toupies arrivent peu à peu à être d'un usage courant. Toutefois le travail à la toupie dit « au champignon », qui est de beaucoup plus dangereux, n'a pu encore être protégé.

La protection des scies circulaires laisse encore beaucoup à désirer. Cela tient :

1° A la résistance des patrons, auxquels les appareils protecteurs occasionnent une dépense assez forte;

2° A la négligence des ouvriers qui montrent peu d'empressement à se servir des appareils mis à leur disposition ;

3° A la difficulté d'adapter un chapeau de sûreté aux scies circulaires utilisées pour le débitage des bois en grume ou de dimensions très variables.

Lorsqu'il a été possible de spécialiser les scies circulaires à un travail déterminé, ou a amélioré les conditions de sécurité au moyen de guides ou de chariots.

Parmi les autres machines à instruments tranchants dont la garantie a été réclamée, on peut citer les hache-pailles des papeteries, les machines à fraiser des manufactures de chaussures, les tondeuses mécaniques. On a évité que l'ouvrier n'approche avec les mains trop près des cylindres alimentaires qui précèdent les couteaux des hache-pailles en réalisant l'alimentation au moyen d'une table étaleuse assez longue ou avec une toile sans fin. Les fraiseuses verticales des manufactures de chaussures ont été remplacées presque partout par des fraiseuses horizontales qui ont pu être protégées par un dispositif analogue au secteur de sûreté des dégauchisseuses à bois. Le couteau hélicoïdal de la plupart des tondeuses a été recouvert par un grillage ou une longue plaque recourbée, pour que l'ouvrier chargé de guider la pièce à tondre ne s'approche pas trop près du couteau.

Le maniement des courroies, directement à la main, pendant la marche des machines, ne disparaît pas facilement des habitudes industrielles, malgré la loi, les règlements d'ateliers et les accidents graves qui surviennent chaque année. Les ouvriers sont malheureusement trop routiniers et n'aiment pas à changer leurs habitudes; aussi, quoique des appareils, perche à crochet ou autres, soient mis à leur disposition, ils continuent à se servir de la main pendant la marche du moteur, prétendant qu'ils ont plus vivement fait et qu'ils ne courent aucun risque. L'usage des monte-courroies se répand trop lentement; les essais sont timides et on recule devant la dépense qui, pour certains systèmes, est trop élevée. Toutefois, M. l'inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription fait connaître qu'à la suite d'heureuses modifications apportées en 1898 aux monte-courroies jusqu'ici en usage, il y a lieu d'espérer une généralisation de ces appareils perfectionnés. L'installation des porte-courroies tend en revanche à se développer; c'est le plus souvent un crochet de fer dont le bec effleure la jante de la poulie, et complété quelquefois par un arc en tôle qui étale la courroie. Dans plusieurs ateliers, on a prééré entourer les transmissions dans l'intervalle des poulies, par un tube en tôle légère d'un diamètre un peu plus grand que l'arbre et sur lequel reposent les courroies quand elles quittent les poulies. Ces tubes à l'intérieur desquels l'arbre peut tourner empêchent l'enroulement des courroies d'une manière parfaite.

Le quatrième paragraphe de l'article 12 porte qu'on devra prendre, autant que possible, des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation ou aux abords immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

Ces prescriptions ayant donné lieu à des difficultés d'interprétation, j'ai soumis le cas au comité consultatif des arts et manufactures. Ce dernier a fait observer que l'article en question exige seulement qu'on prenne le maximum de précautions compatibles avec les nécessités de l'industrie; lorsqu'il s'agit des meules travaillant par leur surface cylindrique, et lorsque l'ouvrier ne peut accomplir son travail qu'en poussant directement et normalement sur la pièce à façonner, il faut bien qu'il soit dans le plan de rotation. S'il s'agit de meules travaillant par leur face latérale, l'ouvrier qui s'en sert n'est pas placé dans le plan de rotation

mais il est aux abords immédiats. Le décret du 10 mars 1894 n'a pas entendu proscrire ce genre de travail, malgré les dangers qu'il présente; il a voulu seulement qu'on le rendît aussi peu dangereux que possible. Aussi, dès qu'il est bien établi qu'une amélioration est réalisable, l'adoption de ce perfectionnement devient un devoir. L'expérience prouve qu'il est possible de satisfaire entièrement aux prescriptions du décret, sans rien sacrifier des facilités nécessaires à l'industrie. Il importe, d'ailleurs, d'installer les meules de tous genres de telles façons que les ouvriers étrangers au travail de ces meules ne se trouvent ni dans leur plan de rotation, ni à leurs abords immédiats.

Le service de l'inspection, en vertu de la circulaire précédente, a demandé que les meules, lorsqu'elles sont nombreuses, soient autant que possible disposées dans un atelier isolé et placées sur un seul rang afin d'éviter que les ouvriers ne travaillent d'une façon constante dans le plan de rupture. Toutes les fois qu'une meule tournait dans l'axe d'un passage, il a été demandé qu'on la place dans la position normale à ce passage, de manière qu'en cas d'explosion, le nombre des victimes soit moins considérable.

Une autre condition qui a paru indispensable au service de l'inspection c'est que ces appareils ne tournent pas à des vitesses supérieures à celles que commande la sécurité, et que le montage se fasse avec toutes les précautions conseillées par l'expérience. Du reste, on est déjà entré dans cette voie à l'étranger, puisque l'union des syndicats professionnels allemands a déterminé la vitesse maximum des meules en usage dans l'industrie métallurgique et exigé que les meules ordinaires ou en émeri, qui dépasseraient cette vitesse maximum, soient revêtues d'une robuste capote de protection scellée dans le sol.

On parviendrait peut-être à prévenir les dangers qui viennent d'être signalés, en introduisant dans la réglementation de 1894 une disposition ainsi conçue : « Les meules seront installées et tenues dans les meilleures conditions possibles de sécurité et pourvues d'une solide enveloppe protectrice. Le nombre de tours sera indiqué sur le bâti de chaque machine. »

ART. 13. — Le signal de mise en train et d'arrêt des machines se fait, actuellement, dans presque toutes les usines. On emploie à cet effet soit un sifflet à vapeur placé sur la chaudière, soit une cloche, soit une sonnerie électrique.

ART. 14. — Des avertisseurs nombreux et très visibles ont été mis à la disposition des ouvriers pour demander, dans les cas urgents, l'arrêt immédiat du moteur. Il faut toutefois se garder d'avoir une trop grande confiance dans ces sonneries électriques ou autres qui ont rarement l'utilité qu'on pourrait leur attribuer. En effet, malgré la perfection de l'installation et la célérité tant du contremaître qui avertit que du mécanicien, une machine en mouvement ne s'arrête jamais instantanément, en vertu de la vitesse acquise; si l'accident se produit à une machine par un engrenage ou par un mouvement de va-et-vient, un tour, un coup a suffi pour produire l'accident dans toute son intensité; quand c'est par une transmission, s'il y a de la place pour que l'ouvrier tourne avec elle, au troisième ou quatrième tour, il tombe presque tout déshabillé mais sans blessures graves; s'il n'a pas de place, un tour ou deux de la transmission ont suffi pour causer tout le mal. Un inspecteur du travail cite l'exemple d'un accident extrêmement grave (puisque la victime est morte quatre heures après), survenu dans un atelier de travail de métaux, à quatre ou cinq mètres à peine de la machine motrice placée dans l'atelier même. Un jeune homme de dix-neuf ans, par gaminerie, avait enroulé une corde autour d'un arbre de transmission faisant 120 tours par minute; cette corde s'accrocha, on ne sait comment, et, en un clin d'œil, le corps du jeune homme tournait autour de l'arbre avec une vitesse telle que son bras arraché de l'épaule resta suspendu à l'arbre, tandis que le corps était violemment projeté sur un mur voisin, contre lequel le corps du malheureux fut fracassé, avant même qu'on ait pu arrêter la machine motrice.

On voit, d'après cela, l'utilité d'arrêter les transmissions; il est d'ailleurs certains cas où l'arrêt du moteur principal peut présenter quelques inconvénients; c'est lorsqu'une grande usine de force motrice, comme il en existe à Paris et à Roubaix, fournit la force à un grand nombre d'ateliers qui tiennent souvent toute une rue à l'aide d'un arbre de couche et d'une courroie maîtresse dans chaque atelier. L'arrêt demandé par un des nombreux occupants occasionnerait dans la marche de tout l'établissement un désordre qui, quelquefois, peut se traduire par de nouveaux accidents; de plus, il est très difficile d'arrêter un moteur de très grande puissance. Les mêmes remarques s'appliquent aux usines composées de plusieurs

nelles ou de plusieurs étages : il y a avantage à fractionner les transmissions, de façon à n'arrêter que la partie nécessaire quand il en est besoin.

Pour ces diverses raisons, les inspecteurs estiment que tout en maintenant la prescription relative à l'arrêt du moteur principal, le décret devrait exiger que chacune des machines ou tils reçoive la commande au moyen d'une transmission intermédiaire dont le débrayage pourrait être effectué par les ouvriers qui les dirigent. Cette mesure, ajoutée à la première, assurerait la sécurité du personnel.

Le moyen de demander l'arrêt dans les usines hydrauliques est assez difficile à obtenir, car aucun ouvrier ne se trouve près du moteur qui marche, en général, sans surveillance continue. On a satisfait en partie aux prescriptions de l'article 14 en mettant sous la main du contremaître des leviers permettant de fermer les vannes d'admission et d'ouvrir les vannes de décharge. On a aussi coupé la transmission par des manchons de débrayage facilement manœuvrables; toutefois ce procédé, applicable lorsque le moteur est une roue hydraulique, devient dangereux avec une turbine qui, séparée brusquement de la transmission, s'emballerait et peut arriver à doubler de vitesse. Quant aux tentatives faites jusqu'ici pour arriver aux arrêts brusques de la turbine elle-même, elles n'ont abouti qu'à la rupture de certains organes sans obtenir le résultat que l'on avait en vue; l'adjonction d'un bon régulateur permettrait pourtant d'éviter cet inconvénient.

La question s'étant posée de savoir si un appel fait avec la voix pouvait être considéré comme constituant un des moyens exigés par l'article 14, paragraphe 2, le comité consultatif des arts et manufactures s'est prononcé dans le sens de l'affirmative; mais il faut qu'il soit bien établi que, dans ce cas, le conducteur de la machine peut, d'une façon absolument certaine, entendre la voix des contremaîtres chefs d'atelier, etc.

Dans les fabriques de produits chimiques, les vapeurs acides qui se dégagent rongent les fils électriques, et les sonneries d'appel basées sur l'emploi de l'électricité, sont mises, au bout d'un certain temps, hors de service. Toutefois, ce motif ne peut pas dispenser un industriel de se conformer aux dispositions de l'article 14, car, d'après l'avis du comité consultatif des arts et manufactures, l'emploi d'un système d'avertisseurs électriques n'est pas indispensable; il y a, en effet, divers autres systèmes, comme par exemple les avertisseurs à air, dont les conduits en étain peuvent être noyés dans les murs et mis ainsi à l'abri de l'action des vapeurs acides.

ART. 15. — Le nettoyage des machines pendant la marche a causé de graves et de fréquents accidents; pour en supprimer le plus grand nombre, l'article 1^{er} du décret du 13 mai 1893 interdit tout nettoyage, pendant la marche, aux enfants de moins de dix-huit ans, aux filles mineures et aux femmes; malheureusement cette interdiction n'est pas toujours respectée. Cette défense est affichée en gros caractères, mais, dans un grand nombre d'ateliers, est fréquemment violée par les ouvriers sous l'œil même des contremaîtres et surveillants. C'est pourquoi les patrons ne devraient pas se contenter d'une défense à peu près platonique; ils devraient encore déterminer les moyens pratiques de satisfaire à l'injonction du législateur, en donnant un temps suffisant pour faire cette opération, en déterminant les heures précises de ce travail et toujours comprises dans les heures de présence à l'atelier, en interdisant enfin toute sortie avant que le temps consacré à cette opération soit entièrement expiré; ce sont les vrais moyens capables d'empêcher des pratiques si dangereuses.

Il résulte de l'article 1^{er} dudit décret du 13 mai 1893 que les adultes de plus de dix-huit ans peuvent seuls effectuer le nettoyage en marche. En vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 15, les inspecteurs ont exigé que les industriels fournissent à leur personnel des appareils de sûreté pour ôter aux travaux de nettoyage leur caractère dangereux; il a été obtenu qu'il soit mis à la disposition des ouvriers de longues perches portant à leur extrémité un crochet en tôle entouré de vieilles cordes pour le nettoyage des arbres horizontaux; des brosse à longs manches, sans ficelle ni cordons d'attache, pour le nettoyage des arbres verticaux, des poulies, des courroies, des engrenages et des cylindres; des petits balais pour l'epoussetage superficiel des machines de filatures; des nettoyeurs spéciaux pour bobinoirs, etc.

Préoccupé de prévenir les nombreux accidents qui atteignent les ouvriers occupés au graissage des machines, le comité consultatif d'hygiène publique de France avait proposé d'étendre aux hommes adultes les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 13 mai 1893, qui interdit cette opération pendant la marche aux enfants de moins de dix-huit ans, aux filles mineures et aux femmes. Cette obligation parut excessive aux auteurs du décret du 10 mars

1894; en effet, le graissage des organes d'une machine est une opération qui s'impose au mécanicien par intervalles réguliers et dont le rapprochement ou l'éloignement dépend de causes très diverses, impossibles à prévoir. De plus, si pendant le fonctionnement d'une usine employant de nombreux mécanismes, le graissage ne peut être pratiqué, à moins d'interruptions, l'enchaînement, la continuité des opérations seront détruits, les temps d'arrêt briseront la régularité que demande un travail économique et productif. Aussi, le législateur s'est-il borné à exiger dans les ateliers l'adoption de dispositifs de sûreté permettant de graisser sans danger les mécanismes en marche.

En vertu de cette disposition, les inspecteurs ont demandé : que les machines ou organes mécaniques qui nécessitent un graissage constant pendant la marche, fussent munis d'appareils graisseurs automatiques, dont le contenu soit renouvelé à chaque arrêt de la machine; malheureusement, il existe encore beaucoup d'usines où ces graisseurs automatiques font défaut : les coussinets qui supportent les arbres de transmission ont un simple trou de graissage où l'on doit aller verser de temps en temps la matière lubrifiante; l'ouvrier appelé pour effectuer ce graissage au voisinage de l'arbre a été trop souvent saisi par lui et projeté contre le plafond, le mur, ou quelque pièce de machine. Dans quelques établissements, on a réalisé une première amélioration en surmontant le trou de graissage d'un godet renfermant une quantité d'huile suffisante pour n'avoir besoin de la renouveler qu'au moment des arrêts; l'huile tombe goutte à goutte de ces godets par une ouverture que l'on peut étrangler à volonté à l'aide d'une tige conique; on a encore amené l'huile dans le coussinet par capillarité au moyen d'une ou plusieurs mèches de coton qu'assure le lubrifiant.

L'introduction des godets graisseurs débite l'huile et la graisse a l'avantage d'exiger bien moins fréquemment l'intervention de l'ouvrier; c'est une excellente chose. Pourtant, il faut envisager le cas où le soigneur, oublie de renouveler l'huile pendant l'arrêt, ou bien qu'il faut, par suite d'une dépense imprévue de matière lubrifiante, remplir de nouveau le godet; dans ce cas, le service de l'inspection a recommandé de faire faire le remplissage du godet, sans quitter le plancher, et en se servant d'une burette à bascule, montée au bout d'une perche munie d'une petite tige latérale, pour soulever les couvercles des godets. Ce petit appareil empêche le soigneur de se mettre en contact avec la transmission en marche.

La burette en bascule convient bien pour les arbres situés à moins de 3 m. 50 au-dessus du sol, mais lorsque ces arbres sont à une plus grande hauteur, le graissage devient très difficile. On a alors exigé qu'il fut établi le long des arbres des passerelles de service qui doivent, pour remplir leur but : 1° permettre l'accès facile de la transmission; 2° maintenir l'ouvrier à une certaine distance de celle-ci et s'opposer à tout glissement et à toute chute. La vérification de la bonne construction et de la solidité des échelles permettant d'accéder aux arbres de transmission a fait l'objet d'un examen sérieux de la part des fonctionnaires de l'inspection. Pour éviter tout glissement des échelles qui doivent s'appuyer contre des colonnes, des paliers, des consoles, des chaises ou toute autre paroi, toujours au même point, déterminés d'avance, on a établi solidement sur ces colonnes ou ces parois, des étriers auxquels se fixent des crochets dont les échelles doivent être munies. Les têtes d'échelles qui doivent s'appuyer en des points très variables ont été garnies de tampons de drap ou de feutre, ou encore de cales en caoutchouc, pour les empêcher de glisser sur les parois contre lesquelles elles sont appuyées. Lorsque les échelles sont appelées à servir sur un pavage en bois ou sur le sol, leurs extrémités inférieures ont été garnies de fortes pointes en fer.

Le deuxième paragraphe de l'article 15 exige que, lors de la réparation d'un organe mécanique quelconque ou d'un nettoyage qui ne peut se faire en marche, l'arrêt soit assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant. Deux cas sont à distinguer :

1° La réparation ou le nettoyage doit être fait au moteur ou à un organe relié directement à lui;

2° Ces mêmes opérations s'appliquent à des organes, tels qu'on peut facilement interrompre toute communication entre eux et le moteur.

Dans le premier cas, il est nécessaire d'obtenir l'arrêt absolu du moteur, car, sous l'action du poids de la manivelle et de la bielle et par le vide produit sur l'une des faces du piston, il peut arriver qu'une machine à vapeur, surtout si c'est une machine à condensation, se remette d'elle-même en mouvement et fasse un demi et même trois quarts de tour quelques moments après avoir été arrêtée; un moteur hydraulique peut aussi se remettre inopinément en marche par suite des fuites d'eau qui se produisent lorsque les vannes n'assurent pas une fermeture complète.

Pour éviter les accidents que détermine souvent cette mise en marche accidentelle, on se sert, aux petites machines, de leviers calant le volant; dans quelques établissements, on emploie un système préférable qui consiste à utiliser un frein composé de sabots en bois dur qui peuvent être pressés contre la jante du volant, et empêcher tout mouvement de celui-ci.

Pour assurer l'immobilité des roues hydrauliques, il a été recommandé de monter sur l'arbre moteur une poulie sur laquelle on fait agir un frein analogue au précédent.

Le deuxième cas est particulier aux mécanismes et métiers munis d'un débrayage. Le calage se fait, en général, avec des taquets en bois ou des goupilles de sûreté destinées à fixer invariablement le débrayage pendant l'arrêt. Malheureusement, l'ouvrier oublie trop souvent de placer ces goupilles à chaque arrêt du métier. Aussi serait-il à désirer que chaque machine ou métier soit pourvu d'un système de calage automatique agissant dans tous les cas indépendamment de la volonté du travailleur.

ART. 16. — (*Précautions pour le cas d'incendie.*)

ART. 17. — L'article 17 est assez bien observé, car les installations électriques sont en général de date récente. Lorsqu'il a été indispensable de placer un dynamo dans un local où peuvent pénétrer soit des substances explosibles, soit des poussières inflammables, cette dynamo est protégée par une enveloppe en bois hermétique. Les conducteurs électriques placés en plein air et qui peuvent rester nus sont portés par des isolateurs de porcelaine ou de verre, et écartés des masses métalliques, tels que gouttières, tuyaux de descente, etc. Lorsqu'ils passent à moins de 10 centimètres de ces masses, ils en sont séparés par un isolement convenable. A l'intérieur des ateliers, les conducteurs nus, destinés à des prises de courant sur leur parcours, sont écartés des murs, hors de la portée de la main et convenablement isolés. Dans chacune des sections du circuit, le diamètre des fils est en rapport avec l'intensité des courants, de telle sorte qu'il ne puisse se produire, en aucun point du circuit, un échauffement dangereux pour l'isolement du conducteur ou les objets environnants. Les raccords directs, de fil à fil, et les raccords indirects, par l'intermédiaire des coupe-circuits ou commutateurs, sont également établis de façon à ne pas introduire dans le circuit de partie faible au point de vue mécanique ou présentant une résistance électrique dangereuse. Des interrupteurs, permettant de couper le circuit dans les principales parties de l'installation, sont installés auprès de la machine et sur les principaux branchements. Quand la rupture du courant peut donner lieu à un arc dangereux, il a été demandé qu'un point d'arrêt existe à chaque position de repos et que les pièces de contact soient fixées sur une matière incombustible, telle que marbre, ardoise, etc. A partir de la machine et à tous les points de branchement, il a été interposé des fils fusibles ou coupe-circuits automatiques sur chacun des deux conducteurs du circuit, lorsque ces deux conducteurs sont parcourus par un courant de plus de dix ampères. Pour des courants plus faibles, les coupe-circuits n'ont été interposés que sur un seul des deux conducteurs.

ART. 18. — Il est difficile d'obtenir l'application complète de la prescription relative aux vêtements ajustés. Malgré les mises en demeure et les observations réitérées du service de l'inspection, il n'est pas rare de trouver, travaillant auprès des machines, des ouvriers porteurs de grands tabliers; c'est une habitude que tiennent à conserver les ouvriers âgés et contre laquelle les patrons ont beaucoup de peine à réagir.

Quelques résultats ont été obtenus dans beaucoup d'établissements, notamment dans les moulins, où les garçons méuniers ont remplacé leurs longues blouses par des vestes serrées à la taille; dans plusieurs manufactures de vêtements, où les ouvrières mécaniciennes portent des robes ou des tabliers se boutonnant dans le dos et munies d'une ceinture.

La nécessité des vêtements ajustés est incontestable et bien démontrée par le nombre considérable d'accidents dus aux habits trop amples; ils ne constituent pas cependant une garantie suffisante, si l'on commet l'imprudence de tenir à la main des lanières ou des cordes qui peuvent s'entortiller autour des mécanismes et entraîner la main; les cheveux longs et pendants des femmes, non retenus par une résille, peuvent aussi être saisis par les organes en mouvement; M. Jacques, inspecteur divisionnaire, à Dijon, cite, à l'appui de ce qui précède, l'accident d'une jeune fille qui, s'étant trop approchée d'un petit arbre de transmission, fut saisie par les cheveux et eut le sommet du crâne dénudé.

Telles sont, Monsieur le Président, rapidement exposées, les mesures qui ont été prises

depuis 1893 pour assurer l'hygiène des ateliers et la sécurité des travailleurs. Les comptes rendus annuels des inspecteurs du travail, qui sont annexés au présent rapport, permettront de se rendre compte plus en détail des améliorations apportées à l'outillage industriel depuis la loi de 1893. Cet outillage ne cesse de s'accroître et les risques qui en résultent pour les travailleurs se multiplient dans la même proportion. C'est pourquoi dans chaque pays le législateur s'est efforcé d'en atténuer les effets par des mesures préventives. La mise en application des dispositions tutélaires à prendre dans ce but dans les établissements industriels restera toujours une œuvre de longue haleine. Mais, s'il reste encore beaucoup à faire, on doit reconnaître que des progrès considérables ont été réalisés grâce aux efforts soutenus des inspecteurs du travail. Le personnel de l'inspection est insuffisant; la commission supérieure du travail signale le fait chaque année; comment d'ailleurs en serait-il autrement, puisque les inspecteurs institués déjà en nombre insuffisant en 1892 pour assurer l'application de la loi réglementant le travail des enfants et des femmes, ont été chargés de faire exécuter la loi du 12 juin 1893, sans que les cadres aient été augmentés. Il est donc vivement à désirer que les ressources budgétaires permettent d'organiser le service sur des bases qui soient en rapport avec la lourde tâche qu'il a à remplir.

Pour suppléer à cette insuffisance du nombre des fonctionnaires de l'inspection, je m'étais proposé de créer des inspecteurs adjoints qui auraient été recrutés parmi les ouvriers. Les travailleurs ont depuis longtemps formulé le vœu que l'inspection du travail fût organisée de telle sorte qu'il leur fût possible de surveiller eux-mêmes l'application des lois et règlements qui les protègent. Des ouvriers comme inspecteurs, disaient-ils, auraient la confiance de leurs camarades, ils sauraient déjouer les procédés qui pourraient être employés pour échapper aux lois protectrices du travail, et enfin, la longue pratique de la conduite des machines ou de leur fabrication leur permettrait d'indiquer utilement les moyens de protection contre les accidents. C'est un fait que, depuis la promulgation de la loi du 2 novembre 1892, les ouvriers se sont trouvés entièrement écartés, par les difficultés du concours d'admission, du service de l'inspection. Il faut bien reconnaître cependant que leurs connaissances théoriques ne sont pas suffisantes pour leur permettre de l'emporter dans un concours d'ordre scientifique sur des candidats qui ont fait des études supérieures; ils possèdent, par contre, un savoir pratique qui leur permettrait de donner aux patrons, pour l'organisation de l'atelier, des avis utiles, et il ne me paraît pas que l'adjonction d'un personnel qu'une longue pratique a rendu apte à élucider les questions relatives au travail, soit de nature à enlever au service de l'inspection la valeur et la compétence qu'il doit avoir. La création d'une catégorie d'inspecteurs recrutés parmi les ouvriers ne constituerait point, d'ailleurs, une innovation, même en France.

En Angleterre, il existe, depuis 1893, des inspecteurs adjoints plus particulièrement chargés de la visite des petits ateliers, qui se recrutent par voie d'examen ou de concours, parmi les travailleurs, et l'on se déclare hautement satisfait des services rendus par ces fonctionnaires dans la sphère de leurs attributions.

En France, la loi du 8 juillet 1890 a confié à des ouvriers mineurs, élus par leurs camarades, le soin de veiller à la sécurité du travail dans les mines, et tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître les mérites de l'institution des délégués mineurs.

Les heureuses expériences faites dans ce domaine s'expliquent aisément, non seulement par le savoir technique que possèdent, dès leur entrée en fonctions, des inspecteurs recrutés parmi les ouvriers, mais encore et surtout, par la collaboration de tous les instants qui est accordée à ces inspecteurs par le monde du travail, par les ouvriers et par les groupements professionnels d'ouvriers. Et j'entrevois dans la création d'inspecteurs départementaux adjoints le moyen d'assurer au service de l'inspection ce concours des travailleurs qui lui a si souvent fait défaut jusqu'ici et sans lequel il lui est impossible d'accomplir toute sa mission.

Mais ce n'était pas au Ministre du commerce qu'il appartenait de réaliser cette réforme; ce soin incombait à la commission supérieure instituée par l'article 22 du 2 novembre 1892 et qui tient du législateur le mandat d'arrêter les conditions d'admissibilité et les programmes du concours. Or, il ne lui a pas paru possible qu'une semblable mesure fût prise sous le régime de la législation en vigueur qui, dans sa pensée, exige que les inspecteurs aient une origine commune, c'est-à-dire qu'ils soient issus d'un concours unique. L'étude de la question ne pourra donc être reprise que lorsque le Parlement aura à se prononcer sur l'une des propositions de lois qui lui ont été soumises en vue d'organiser l'inspection ouvrière.

Au surplus, si la loi ne permettait pas d'instituer des inspecteurs adjoints pris parmi les ouvriers et nommés d'après un programme exigeant des épreuves moins difficiles et des con-

naissances moins étendues que celles du concours normal des inspecteurs départementaux. rien ne s'opposait à ce qu'on modifiât le programme des examens afin de faciliter l'accès de la carrière aux travailleurs. C'est ce qui a été fait récemment. La partie relative au droit administratif a été supprimée du programme et les notions de droit pénal sont strictement limitées à celles qui sont immédiatement utiles aux officiers de police judiciaire. Quant aux matières qui se rattachent à l'hygiène, à la chimie et à la mécanique industrielle, elles ont été simplifiées et remaniées dans un sens pratique, les correcteurs et les examinateurs devant s'attacher plutôt au côté pratique des sujets qu'aux notions de pure théorie.

J'indiquerai, d'autre part, une modification qui a été apportée au décret du 13 juin 1895, réglant les conditions d'avancement des inspecteurs. Ce décret est celui qui a décidé que les promotions de grade ou de classe auraient lieu, d'après un tableau d'avancement, arrêté à la fin de chaque année par le Ministre du commerce, sur la proposition d'une commission de classement instituée à cet effet.

Les intéressés sont représentés dans cette commission par deux inspecteurs divisionnaires du travail nommés pour un an et remplacés chaque année. C'est une garantie que les titres à l'avancement seront examinés avec l'esprit de justice et d'impartialité indispensable au bon fonctionnement du service.

Il m'a paru légitime d'appeler les représentants du monde ouvrier à venir, à côté des représentants de l'administration, donner leur avis sur les mérites respectifs de ceux qui sont chargés de faire observer les lois sur le travail et qu'ils ont vus à l'œuvre. Un décret récent a, en conséquence, introduit dans la commission de classement trois membres ouvriers élus du conseil supérieur du travail.

J'ajoute, en terminant, que le contrôle des inspecteurs est aujourd'hui facilité par les relations que je leur ai prescrit d'entretenir avec les bourses du travail, syndicats professionnels et unions de syndicats.

Si la découverte des infractions à la loi ne doit pas être abandonnée, pour la plus large part, au hasard de rencontres heureuses; si elle doit être le résultat d'une opération méthodique et sûre, ce ne peut être que grâce à l'aide des travailleurs, qui sont, à toute heure, les témoins de ces infractions. Le service ne peut être en mesure d'assurer pleinement l'application des lois sur le travail que par la collaboration des travailleurs pour qui elles ont été faites. Or, cette collaboration ne peut être obtenue qu'en s'adressant aux syndicats professionnels d'ouvriers. Ce que l'inspecteur ne peut apprendre que difficilement, à l'atelier, du travailleur isolé, retenu par la crainte de se compromettre, il l'apprendra sans peine, au siège du syndicat, de la bouche du secrétaire, instruit par les ouvriers de sa corporation des abus qui se sont passés sous leurs yeux.

C'est dans cette pensée que j'ai invité les inspecteurs à entrer en relations, oralement ou par lettre, avec les bourses du travail, les unions de syndicats et les syndicats de leurs sections, en les priant de leur signaler toutes les infractions aux lois protectrices du travail qu'ils pourraient connaître. De leur côté, les syndicats et les bourses de travail ont été priés de donner leur concours aux inspecteurs.

Des relations suivies se sont ainsi établies entre les représentants des syndicats auxquels les ouvriers ont confié la défense de leurs intérêts et les inspecteurs à qui l'État a confié la mission de faire respecter les lois de protection ouvrière. Sur la demande de bourses de travail et de syndicats, un grand nombre de conférences ont été faites par les inspecteurs sur la législation du travail trop souvent mal connue de ceux mêmes qui sont appelés à en bénéficier. L'expérience de ces derniers mois permet d'augurer les meilleurs résultats des relations qui ont été ainsi établies. Le service de l'inspection y a gagné la confiance des travailleurs, qui lui avait fait parfois défaut jus qu'ici, et il a été possible, grâce à leur concours, de découvrir bien des infractions qui lui auraient échappé.

J'ai lieu d'espérer que ces différentes mesures contribueront à assurer, d'une manière durable et constante, et dans son intégralité, l'application des lois relatives à la réglementation du travail.

Veuillez agréer, etc.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

A. MILLERAND.

OPÉRATIONS ET SITUATION EN 1899
DES CAISSES NATIONALES D'ASSURANCE
EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENT (1).

Caisse d'assurance en cas de décès.

Le nombre des *assurances individuelles* contractées en 1899 est de 105, le capital assuré correspondant s'élève à 180 940 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des capitaux assurés au 31 décembre 1899, est de. 3.227.013¹

Au 31 décembre 1898, ce montant était de. 3.151.175

Il y a eu, par suite, augmentation de.	75.838
---	--------

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1.110 primes représentant une somme de 72.504 francs.

Les sinistres (capitaux payés au décès) s'élèvent à 46.623 francs pour 32 polices. Le montant des sinistres, par rapport aux primes encaissées pendant l'année, est de 64 p. 100 de ces dernières.

Les *assurances collectives*, contractées en 1899 par les sociétés de secours mutuels approuvées, sont au nombre de 78 et comprennent 15.241 membres participants. Les primes afférentes à ces assurances s'élèvent à 103.297 francs. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, s'élèvent à 80.648 francs. L'excédent des recettes sur les dépenses, en ce qui concerne les assurances collectives, est donc de 22.649 francs, et les paiements aux assurés représentent une proportion de 77 p. 100 des primes versées.

L'excédent des recettes totales sur les dépenses totales de la Caisse ressort à 92.370 francs.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1899.

Au 31 décembre 1899, l'actif de la caisse d'assurance en cas de décès se composait :

1° De la valeur, au taux de 3 1/4 p. 0/0, de 33.036 francs de rentes	
3 p. 0/0	1.024.565 ^f 19 ^c
et de 12.427 francs de rentes 3 1/2 p. 0/0	383.922 61
2° Du solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.	70.475 40
3° Des primes échues et non recouvrées et des intérêts de retard.	9.808 43

MONTANT TOTAL de l'actif.	1.488.771 63
--------------------------------	--------------

(1) D'après le rapport de la Commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accident.

Le passif concerne les assurances individuelles et les assurances collectives.

Le passif provenant des assurances individuelles comprend :

1° Le montant des polices en cours de règlement.....	11.958 ¹ 04 ²
2° La valeur des polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	3.241 69
3° Les réserves mathématiques afférentes aux polices à primes soldées et à primes viagères.....	929.503 46
et aux polices à primes temporaires.....	141.805 82
4° Les primes échéant en 1899 et payées par anticipation en 1898.....	137 81

Montant du passif correspondant aux assurances individuelles...	1.085.646 82
---	--------------

Le passif résultant des assurances collectives, calculé en tenant compte d'un excédent probable de 4,94 p. o/o (1) des dépenses sur les recettes, se compose :

1° Des charges à provenir, à partir du 1 ^{er} janvier 1900, des assurances collectives en règlement ou en cours au 31 décembre 1899.....	54.402 09
2° Des charges à provenir des assurances collectives contractées en 1898, pour produire leur effet à partir du 1 ^{er} janvier 1899..	52.610 83

PASSIF TOTAL.....	1.192.659 74
-------------------	--------------

L'actif étant de.....	1.488.771 63
-----------------------	--------------

L'excédent d'actif ressort à.....	296.111 89
-----------------------------------	------------

L'excédent constaté au 31 décembre 1897 s'élevait à.....	275.197 38
--	------------

L'augmentation de l'excédent de l'actif sur le passif en 1898 a donc été de.....	20.914 51
--	-----------

Cette augmentation résulte :

1° De l'excédent des revenus du portefeuille sur les intérêts attribués aux assurances individuelles.....	13.692 ¹ 23 ²
2° De la majoration de la valeur de la rente 3 1/2 p. o/o, provenant du mode d'évaluation.....	4.314 65
3° Des bénéfices afférents aux assurances individuelles.....	10.345 17

TOTAL des augmentations...	28.352 05
----------------------------	-----------

Dont il faut retrancher l'excédent des charges réelles des assurances collectives sur les charges probables.....	7.437 54
--	----------

SOMME ÉGALE.....	20.914 51
------------------	-----------

(1) Les résultats constatés jusqu'au 31 décembre 1899 sur les polices collectives souscrites du 1^{er} décembre 1890 au 30 novembre 1898 se résument ainsi :

Recettes.....	672.914 ¹ 28 ²
Dépenses.....	706.131 28

EXCÉDENT des dépenses.....	33.217 00
----------------------------	-----------

soit 4,94 p. 100.

Caisse d'assurance en cas d'accident.

LOI DU 11 JUILLET 1868.

Les cotisations versées en 1899 sont au nombre de 920 et représentent une somme de 5.563 francs.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 223,771 fr.	
Les recettes totales ont été de.....	229,724 ⁶
et les dépenses totales (remboursements) de.....	311
Ce qui porte l'excédent des recettes à.....	229,413

Depuis le début du fonctionnement de la Caisse (11 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1899, il a été versé 280.268 francs de primes au nom de 43.481 assurés. Les règlements de sinistres et les frais accessoires ont entraîné une dépense de 230.260 francs, qui n'a atteint que la proportion de 82,16 p. o/o des versements et qui a laissé un excédent de 50.008 francs.

D'autre part, la subvention de l'État, un don particulier et les arrérages de rentes encaissées annuellement forment ensemble une somme de 7.001.838 francs qui, ajoutée à l'excédent ci-dessus, donne un excédent total de recettes sur les dépenses depuis l'origine, de 7.051.346 francs.

Sur les 43.481 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 99 sinistres, dont 73 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 26 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2,28 accidents par 1,000 assurés.

LOI DU 24 MAI 1899.

Risques visés par les lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899, les opérations de la Caisse nationale ont été étendues aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle à partir du 1^{er} juillet 1899.

Dans la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1899, il a été souscrit :

Au titre de la loi du 24 mai 1899, 717 contrats portant sur un chiffre présumé de salaires de 20.255.684 francs et correspondant à un total de primes provisoires annuelles de 338.800 francs. (La prime moyenne ressort à 1 fr. 67 p. o/o.)

Au titre de la loi du 30 juin 1899, relative aux machines agricoles, 75 contrats comportant 4.296 francs de primes définitives.

Les recettes opérées pendant cette période se sont élevées à.....	254,138 ⁶
Les dépenses à.....	2,603

Différence entre les recettes et les dépenses, solde au 31 décembre 1899.....	251,535 ⁶

Les sommes imputables sur le solde ci-dessus à mettre en réserve pour faire face

aux paiements se rapportant aux opérations de 1899, mais dont le règlement s'est trouvé reporté en 1900, s'élèvent à :

Provisions de primes.....	79,134
Primes payées d'avance et dont partie est afférente à 1900.....	40,012
Frais de personnel et matériel de 1899, remboursés à la Caisse des dépôts en 1900.....	63,859
Réserve pour 15 sinistres dont le règlement n'aura lieu qu'en 1900.....	68,440
TOTAL.....	251,445'

En déduisant de 251.535 francs, solde au 31 décembre 1899, la somme à réserver ci-dessus, le bénéfice afférent aux opérations de l'année 1899 ressort à 89 fr. 41.

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail. — Loi du 9 avril 1898. — Formes spéciales de la procédure.

Les formes spéciales de la procédure nouvelle inaugurées par la loi du 9 avril 1898 sont prescrites à peine de nullité, notamment la déclaration exigée par l'article 11, l'enquête prescrite par les articles 12 et 13, et la tentative de conciliation demandée par l'article 16.

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER, 29 mars 1901. — Palanqui contre Arnaud.

EXTRAITS DE L'ARRÊT.

Attendu que l'appelant Palanqui oppose à l'action de l'intimé Arnaud une fin de non recevoir tirée de ce que l'action de ce dernier n'a pas été introduite suivant les formes spéciales et la procédure nouvelle inaugurées par la loi du 9 avril 1898.

Qu'en effet, ni la déclaration exigée par l'article 11, ni l'enquête prescrite par les articles 12 et 13, ni la tentative de conciliation demandée par l'article 16 n'ont été faites, et qu'il convient, dès lors, de se demander si les formalités dont il s'agit sont prescrites à peine de nullité;

Attendu que l'article 2 de la loi précitée dispose que les ouvriers et employés désignés en l'article premier ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de ladite loi, et que les premiers juges se sont refusés à voir dans ce texte une prescription impérative relative à la procédure, mais que, pour arriver à cette conclusion, ils ont le tort d'isoler la disposition par eux examinée du surplus de la loi dont elle fait partie;

Attendu que cette loi, envisagée dans son ensemble, a eu pour effet de soumettre à des dispositions spéciales les droits et obligations respectifs des ouvriers et des patrons relativement aux accidents survenus à l'occasion du travail; que non seulement les règles du droit commun cessent d'être applicables et sont remplacées par des relations de droit nouvelles et précises, minutieusement réglées, mais que la constatation des droits et obligations respectifs des parties est soumise à une procédure des plus spéciales, pleine de détails et de précautions auxquels le législateur a ajouté une importance indéniable;

Attendu que le but de cette loi est certainement d'obtenir des solutions promptes et de réaliser une sérieuse économie de frais, mais qu'il est encore de parvenir avec le maximum

de garanties à la sincérité dans les demandes comme dans les enquêtes et de ne pas laisser échapper les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, et qu'il suffit de s'imprégner de la pensée du législateur pour comprendre que la procédure par lui inaugurée fait corps avec les dispositions qui touchent au fond du droit; qu'elle en est à la fois le moteur et le correctif, et qu'elle est, dès lors, prescrite impérativement;

Attendu que l'intimé se prévaut, il est vrai, de ce qu'en fait son patron n'a pas fait la déclaration prévue par l'article 11 et de ce qu'en droit l'absence de réclamation n'est sanctionnée que contre le patron seul;

Mais, attendu qu'aux termes du même article, la déclaration peut être faite par la victime lorsque le patron ne la fait point; que, sans doute, aucun moyen de coercition n'est édicté contre celle-ci, mais que son intérêt suffit pour la faire agir et qu'en prévoyant, comme il l'a fait, une déclaration subsidiaire faite par l'ouvrier, le législateur a suffisamment indiqué son intention d'exiger ce préliminaire;

Attendu enfin qu'admettre, comme l'ont fait les premiers juges, la possibilité par la victime de désertier la procédure nouvelle pour se conformer uniquement aux règles générales qui régissent les actions judiciaires, c'est faire disparaître par le seul arbitraire du juge des dispositions légales que les magistrats ont le devoir de faire respecter;

Attendu, d'autre part, que la loi du 9 avril 1898, par les dispositions exceptionnelles qu'elle édicte, par le but humanitaire qu'elle poursuit, par le rôle qu'elle donne à l'État dans les relations entre patrons et ouvriers, touche essentiellement à l'ordre public, et que la procédure adoptée pour la mise en vigueur des principes nouveaux qu'elle promulgue est, elle aussi, d'ordre public;

Accidents du travail. — La faute inexcusable.

Il résulte des travaux préparatoires de la loi que la faute inexcusable est plus qu'une faute lourde; elle est de nature exceptionnelle et ne se rencontre que dans les cas où la négligence qui a causé l'accident peut être considérée comme quasi-dolosive.

NANCY, 30 avril 1900.

En substituant, dans le texte final, à la formule classique de « faute lourde », la formule nouvelle de « faute inexcusable », le législateur a certainement voulu, malgré l'apparente et inévitable synonymie des mots, indiquer et imposer au juge une restriction plus grande. Pour qu'il y ait faute vraiment inexcusable au sens de la loi, il ne suffit pas que le patron ait transgressé des prescriptions légales ou administratives, omis des précautions possibles, manqué, même gravement, de prévoyance ou de diligence. Il ne suffit pas davantage que l'ouvrier ait été maladroit, inattentif, imprudent, intempérant, qu'il ait enfreint un ordre ou un règlement. Il faut que de la part du patron ou de l'ouvrier, il y ait quelque chose de plus qu'une faute passive, si lourde, si grave, si grossière soit-elle; il faut qu'il y ait un acte inconscient, allant jusqu'au mauvais vouloir confinant au dol, et, pour tout dire, se rapprochant de la faute intentionnelle et tendant à se confondre avec elle.

Le principe peut être éclairé par quelques exemples :

Ne commet pas une faute inexcusable l'ouvrier qui, au mépris d'une défense formelle, rappelée par des affiches, se sert d'un monte-charge.

LILLE, 3 mai 1900.

Le fait de la part d'un chef d'industrie d'occuper à une machine dangereuse, non munie d'organes protecteurs, un ouvrier qui n'en connaît pas le fonctionnement, ne constitue pas une faute inexcusable.

NANCY, 30 avril 1900.

L'ouvrier qui commet un vol et qui, en voulant dérober son larcin, est victime d'un accident, doit être considéré comme ayant commis une faute inexcusable.

MOULINS, 3 juin 1900.

L'ouvrier adonné à l'ivrognerie, dont les habitudes d'intempérance sont connues, et qui, dans un accès d'ivresse, au mépris de défense formelle, est victime d'un accident du travail, doit être considéré comme victime d'une faute inexcusable de sa part.

LILLE, 18 février 1900.

VALENCE, 20 février 1900.

Le charretier qui se tient assis sur le timon commet une faute inexcusable.

LYON, 5 avril 1900.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mai 1901 (1). — L'activité du marché du travail, constatée au début du printemps, a été toute passagère; affaissement sensible et brusque dans toutes les branches.

Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu en mai 1900, 106,6 demandes, il y en a eu 145,9 en mai 1901.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 77 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'avril 1900, une diminution du chômage dans 32 villes, une augmentation dans 44.

Les placements effectués dans ces 77 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.
Mai 1900..	36.871	13.272	50.143	43.587	9.854	53.441	118,2	74,2	106,6
Mai 1901..	30.542	13.710	44.252	53.400	11.702	65.102	174,8	85,3	145,9

Grèves en mai. — 68 grèves contre 65 en avril 1901 et 105 en mai 1900. Les grèves les plus importantes se sont réparties : travail des métaux et ateliers de mécanique, 16; industrie du bâtiment, 11; travail des pierres et des terres, 8.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

L'assurance obligatoire contre les accidents en 1899⁽¹⁾. — Le nombre moyen des personnes assurées contre les accidents en 1899 s'élève à 18.604.000 personnes (18.246.000 en 1898). Ce total se compose de :

6.659.000	personnes appartenant à l'industrie;
11.189.000	— à l'agriculture et aux travaux forestiers;
756.000	— aux administrations publiques.

Le nombre des accidents de personnes survenus pendant l'année et ayant motivé indemnité est de 104.811; il comprend :

49.175	accidents survenus dans les exploitations industrielles;
51.287	— exploitations agricoles et forestières;
4.349	— administrations publiques.

Au point de vue des conséquences, les 104.811 accidents de l'année 1899 se décomposent ainsi qu'il suit :

Cas de mort	7.990	soit	7,6	p. o/o	du total.
Cas d'incapacité permanente totale	1.297		1,2	—	
Cas d'incapacité permanente partielle ..	51.240		49,0	—	
Cas d'incapacité temporaire de plus de 13 semaines	44.275		42,2		
TOTAL des accidents motivant indemnité	104.811		100,0		

Le total des accidents déclarés s'élève à 443.313, dont 298.918 ont été déclarés aux corporations industrielles, 107.861 aux corporations agricoles et forestières, 33.653 aux administrations publiques et 2.881 aux établissements spéciaux d'assurance annexés aux corporations du bâtiment et des terrassiers.

En ce qui concerne particulièrement l'industrie, la statistique des accidents en 1899 se résume comme suit :

Accidents survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.

	NOMBRES.	PROPORTIONS p. o/o du total des accidents motivants indemnité.	NOMBRES moyens par 1.000 assurés.
Cas de mort	4.772	9,7	0,72
Cas d'incapacité permanente totale	581	1,2	0,09
Cas d'incapacité permanente partielle	23.837	48,4	3,58
Cas d'incapacité temporaire	19.985	40,7	3,00
ENSEMBLE des accidents indemnisés...	49.175	100,0	7,39
ENSEMBLE des accidents déclarés	298.918	#	44,89

Les moyennes rapportées au nombre des assurés mesurent la fréquence annuelle des accidents. Depuis le début de l'assurance, la fréquence annuelle des accidents a passé par les valeurs ci-après :

(1) D'après le compte rendu officiel. (*Ämtliche Nachrichten des Reichsversicherungsamts*, janvier 1901.)

Nombres annuels moyens, par 1 000 assurés, des accidents motivant indemnité survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉES.	CAS de mort.	CAS D'INCAPACITÉ PERMANENTE		CAS d'incapacité temporaire.	ENSEMBLE des accidents indemnités.
		totale.	partielle.		
1886.....	0,70	0,44	1,09	0,57	2,80
1887.....	0,77	0,73	2,11	0,53	4,14
1888.....	0,68	0,43	2,38	0,86	4,35
1889.....	0,71	0,49	2,70	0,81	4,71
1890.....	0,73	0,38	3,27	0,98	5,36
1891.....	0,71	0,32	3,42	1,10	5,55
1892.....	0,65	0,30	3,55	1,14	5,64
1893.....	0,69	0,27	3,82	1,25	6,03
1894.....	0,65	0,16	3,82	1,62	6,25
1895.....	0,67	0,15	3,57	1,85	6,24
1896.....	0,71	0,10	3,53	2,38	6,72
1897.....	0,70	0,10	3,52	2,59	6,91
1898.....	0,73	0,09	3,54	2,75	7,11
1899.....	0,72	0,09	3,58	3,00	7,39

L'ensemble des accidents motivant indemnité a été en augmentant d'année en année, mais l'augmentation n'est due qu'aux accidents les moins graves (incapacité permanente partielle et incapacité temporaire).

La fréquence des cas de mort est sensiblement constante; les proportions annuelles oscillent légèrement autour de la moyenne, 0,70.

Les cas d'incapacité permanente totale ont diminué progressivement. Les chiffres des premières années ne sont si élevés que parce qu'ils représentent, non des incapacités absolues réellement définitives, mais des incapacités dont la durée a dépassé six mois. Les derniers chiffres au contraire ont, par suite d'une appréciation plus stricte, la signification d'incapacités réellement permanentes.

Résultats financiers.

Les dépenses de l'exercice 1899 s'élèvent à 92.475.081 marks (82.612.907 m. en 1898). Les corporations industrielles, en particulier, ont eu à supporter un chiffre de dépenses égal à 62.137.412 marks (56.452.235 m. en 1898).

Voici le détail de ces dépenses :

Dépenses des corporations industrielles en 1899.

	SOMMES.	MONTANT moyen par ouvrier assuré.	MONTANT moyen par 1.000 unités de salaire assuré.
	marks.	marks.	marks.
Secours et indemnités.....	52.821.119	7,93	10,55
Frais courants d'administration.....	5.998.331	0,90	1,20
Frais d'enquête.....	1.448.813	0,22	0,29
Frais de justice arbitrale.....	677.658	0,10	0,13
Frais de mesures préventives.....	1.045.002	0,16	0,21
Frais de premier établissement.....	12	0,00	0,00
Versements aux fonds de réserve.....	147.077	0,02	0,03
TOTAL des dépenses.....	62.137.412	9,33	12,41

Le tableau ci-après fait connaître comparativement depuis le début de l'assurance, les valeurs annuelles, par 1.000 unités de salaire assuré, des dépenses to-

tales des corporations, et de la part de ces dépenses affectées aux secours et indemnités :

Montant annuel moyen, par 1.000 unités de salaire, des dépenses totales et des secours et indemnités dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉES.	DÉPENSES TOTALES.	SECOURS et indemnités.
	marks.	marks.
1886.....	4,62	0,77
1887.....	8,02	2,25
1888.....	9,50	3,27
1889.....	10,05	4,17
1890.....	10,46	5,13
1891.....	11,44	6,12
1892.....	12,59	7,28
1893.....	13,40	8,16
1894.....	13,74	9,06
1895.....	13,75	9,64
1896.....	12,97	9,87
1897.....	12,33	10,11
1898.....	12,16	10,27
1899.....	12,41	10,55

Le montant moyen, par 1.000 unités de salaire, des dépenses affectées aux secours et indemnités mesure la *prime pure* (coût théorique) de l'assurance. Cette prime pure, dans la généralité des industries, va en augmentant d'année en année; ceci est une conséquence, non seulement de l'accroissement du nombre des accidents, mais aussi du système financier adopté en Allemagne, qui est celui de la répartition annuelle des charges. D'autre part, la prime pure varie considérablement suivant les industries, proportionnellement aux risques d'accidents qui leur sont propres. Voici, à titre d'exemple, les taux relevés en 1899 pour les principales corporations de l'empire, ainsi que le taux des dépenses totales :

Montant moyen, par 1.000 unités de salaires assurés, des dépenses totales et des secours et indemnités alloués en 1899.

CORPORATIONS.	SECOURS et indemnités. (Prime pure.)	DÉPENSES TOTALES. (Prime globale.)
	—	—
Mines.....	18,19	19,61
Carrières...	14,94	17,61
Industries du fer et de l'acier.....	9,54	10,84
Industries chimiques.....	10,61	13,42
Verrerie.....	5,44	6,54
Industries céramiques.....	3,40	4,09
Industries textiles.....	4,73	5,57
Industries du cuir.....	6,79	8,24
Industries du bois.....	12,56	14,77
Brasserie.....	17,77	21,94
Menuiserie.....	21,98	26,92
Sucrierie.....	15,33	17,93
Distillerie.....	12,60	15,46
Industries du bâtiment.....	12,65	15,00
Conduite des voitures.....	23,15	28,70
Navigation intérieure.....	16,30	19,48
Navigation maritime.....	19,16	28,17
Tramways.....	6,12	7,34
Chemins de fer privés.....	11,34	12,42
Industries typographiques.....	2,47	3,22

Ordonnance du 3 avril 1901, concernant les exceptions aux dispositions sur le repos dominical, d'après l'article 105^e, alinéa 1 de la *Gewerbeordnung* (Code industriel) (1).

En vertu de l'article 105^e, alinéa 2 de la *Gewerbeordnung* (Bulletin des lois de l'Empire, année 1900, p. 871), le Conseil fédéral a pris, à l'égard des postulats et conditions auxquels est subordonnée la faculté de ne pas observer le repos du dimanche dans l'industrie, les dispositions suivantes :

Dispositions générales.

1. — L'autorité administrative supérieure ne doit permettre de travailler le dimanche dans les industries désignées à l'article 105^e, alinéa 1. *Gewerbeordnung*, que dans les limites qui semblent requises par leur situation locale. D'ordinaire, le travail du dimanche ne sera pas réputé nécessaire dans le cas et dans la mesure mêmes où il n'était pas jusqu'alors en usage.

2. — La réglementation des exceptions en faveur d'une industrie déterminée ne doit pas être établie nécessairement de façon uniforme pour toute la circonscription administrative, mais peut, au contraire, en présence de conditions locales différentes, selon tel ou tel point du ressort, être élaborée différemment à l'égard de certaines parties ou de certains endroits du district.

3. — Des exceptions quant au premier jour de l'an, de la Noël, de Pâques et de la Pentecôte, sont irrecevables, ou, tout au moins, ne doivent être accordées qu'avec la plus grande parcimonie possible.

4. — Pour les exploitations où il est travaillé jour et nuit, la licence de se livrer à un travail limité les dimanches et jours fériés, peut être subordonnée à cette stipulation que l'établissement chômera ces jours-là à des heures déterminées.

5. — Pour les exploitations ne marchant pas sans interruption, et auxquelles il est permis de déroger aux dispositions de l'article 105 *b*, alinéa 1 (*ibidem*), il y a lieu de réglementer la période de repos suivant l'article 105 *c*, alinéa 3 (*ibid.*), en tant que cela apparaît praticable sans grand inconvénient; d'autre part, la faculté d'employer des ouvriers les dimanches et jours de fête doit entraîner formellement, pour l'employeur, l'obligation d'accorder à son personnel une demi-journée de liberté, à prendre dans la semaine, l'après-midi, et de le mettre à même d'assister au service religieux, au moins un dimanche sur trois.

6. — Les ouvriers qui, dans une exploitation de la nature spécifiée par l'article 105 *b*, alinéa 1, travaillent le dimanche, en vertu des exceptions prévues par l'article 105 *e*, alinéa 1 (*ibid.*), ne doivent pas, durant les périodes de repos concédées, — si la besogne peut attendre sans danger, — être employés ni à des travaux licites dans l'établissement visé, en vertu de l'article 105 *c*, alinéa 1 (*ibid.*), ni à des travaux dans une maison de commerce éventuellement annexée à l'exploitation. Des dérogations à ce principe pour des industries déterminées, peuvent être permises par l'autorité administrative supérieure.

Dispositions spéciales aux exploitations utilisant le vent comme force motrice, ou l'eau, mais celle-ci de façon intermittente.

7. — Une exploitation doit être considérée comme mue principalement par le vent ou par l'eau, lorsqu'une autre force motrice (vapeur, gaz, électricité, etc.) n'intervient que si le vent ou l'eau ne se trouvent plus être assez puissants pour en assurer la marche, ou bien si, en cas d'une action concurrente de la force, soit aérodynamique, soit hydraulique, avec une autre force motrice, le vent ou l'eau joue le rôle essentiel, dans les conditions normales de fonctionnement. Cette manière de voir doit, en général, être adoptée pour les établissements hydrauliques, lorsque, pour un étiage moyen, l'eau fournit plus de la moitié de la force nécessaire à la marche normale de l'exploitation.

(1) *Reichsanzeiger*, 9 avril 1901.

8. — Une force hydraulique doit être réputée intermittente, lorsque le rendement d'eau pendant la période annuelle d'exploitation est, par suite d'une influence primordiale (p. ex. : sécheresse, crue, gelée) ou pour d'autres causes (application simultanée de l'eau à d'autres fins, p. ex. : établissement de canaux d'irrigation, etc.) sujet à des variations considérables et, partant, rend impossible l'utilisation industrielle de l'eau d'une façon constante ou normalement périodique.

9. — Les exceptions ont pour unique objet de compenser les pertes de temps subies au cours du travail régulier de la semaine et causées par le manque total ou partiel de force motrice, dans la mesure où une nécessité économique se trouve commander de telles dérogations.

Pour les demandes d'exceptions en instance, il y a lieu de déterminer le plus possible, par période annuelle d'exploitation, le nombre de jours ouvrables, pendant lesquels la force motrice vient d'habitude à manquer en tout ou en partie, et de fixer, d'après cette donnée, le nombre de dimanches et jours fériés où un travail peut avoir lieu légalement, ainsi que la durée de ce travail.

En aucun cas il n'est licite d'autoriser l'emploi d'ouvriers, les dimanches et jours fériés, plus fréquemment et dans une plus large mesure qu'il n'est indiqué par les précédents créés, et aussi par la stricte nécessité de compenser le temps de travail normal perdu, les jours ouvrables, faute de force motrice.

10. — Les exceptions ne seront pas admissibles pour des exploitations d'une certaine importance, qui, tout en travaillant principalement à l'aide du vent ou d'une force hydraulique intermittente, se servent concurremment, et à titre permanent, d'une force motrice auxiliaire, en tant que celle-ci permet, les jours ouvrables, à défaut du vent ou de l'eau, de continuer l'exploitation sur une échelle sensiblement la même et sans frais supplémentaires exorbitants.

11. — Si le vent ou l'eau sont utilisés, comme forces motrices, dans quelques parties seulement d'un établissement industriel, l'autorisation de travailler le dimanche ne porte pas uniquement sur les travaux exécutés au moyen d'un moteur aérodynamique ou hydraulique, mais bien aussi sur telle ou telle besogne à ce point connexe avec lesdits travaux, qu'elle ne peut guère être entreprise le jour ouvrable précédent ou suivant.

12. — Les exceptions permises doivent être subordonnées à cette condition, qu'on aura à accorder aux ouvriers des périodes de repos, conformément au numéro 5 des présentes dispositions.

13. — Les travaux effectués les dimanches ou jours fériés doivent être portés par l'industriel, avec les indications spécifiées article 105 c, alinéa 2, *Gewerbeordnung*, et relatives au nombre d'ouvriers employés, à la durée du temps de travail et à la nature de la tâche exécutée, sur l'état prescrit par ledit article.

14. — La délivrance des permis à fin d'exceptions peut se produire selon deux modes :

a) L'administration supérieure a la compétence nécessaire pour autoriser, suivant la nature des conditions locales, des exceptions, soit générales, en faveur de catégories d'exploitations, de ressorts administratifs ou de canaux déterminés, soit particulières, en faveur d'entreprises isolées qui, par la nature, l'organisation ou la situation de l'exploitation, ont besoin d'une réglementation spéciale. (Article 105 e, alinéa 1, *Gewerbeordnung*.)

b) Tout propriétaire de moteur a la faculté de chercher à obtenir, pour son exploitation, un permis à fin d'exceptions particulières, dans les formes fixées par les prescriptions des articles 20 et 21 de la *Gewerbeordnung*, et de l'article 105 e, alinéa 3 (*ibidem*).

AUTRICHE.

Revue du travail pour le 1^{er} trimestre 1901. — Le travail des *pierres et terres à feu* (briqueteries, chaudières et verreries), se relève avec peine de la crise de cet hiver : chômage encore persistant dans quelques fabriques de *ciment* et la plupart des *briqueteries*, d'où diminution insolite des salaires. L'industrie des *métaux* a souffert surtout de la morte-saison dans la construction, et aussi des grands froids (fabrication des ustensiles en fer émaillé); conséquence : surabondance de main-d'œuvre inutilisée. Situation bonne dans le *bois*, pour les scieries à vapeur et les tonnelleres, mais mauvaise pour le *meuble*, par suite de la concurrence patronale et aussi ouvrière (main-d'œuvre abondante venue d'Allemagne, de Suisse et d'Italie). Production sensiblement diminuée et réduction de 10 à 20 p. o/o du salaire moyen. Activité satisfaisante dans les *cuirs et peaux*, notamment dans les *tanneries* en raison d'un débit meilleur. Les offres excèdent les demandes, sans que, toutefois, les salaires se soient relevés de l'avilissement surprenant où ils se trouvent dans cette branche depuis 3 ans. Les diverses industries du *vêtement* prospèrent, la *cordannerie* en particulier. A part les *distilleries* et les *brasseries*, résultats peu satisfaisants à l'actif des différents métiers de l'*alimentation*, comme la *minoterie* (arrêts nombreux et durables de l'exploitation, du fait des froids et de la débâcle des glaces), et la fabrication des *conserves* (morte-saison habituelle; renvoi d'ouvriers). Amélioration toujours plus grande des industries *graphiques*; heures supplémentaires dans les *imprimeries* et bonne rémunération de la main-d'œuvre, 60 à 80 francs par semaine. Relèvement notable, sur novembre et décembre 1900, des *produits chimiques* (*fumier artificiel* entre autres). Affaissement profond dans le *bâtiment*, et prématuré, en raison du froid rigoureux. Renvoi de la plupart des ouvriers, qui retrouvent seulement depuis mars 1901 quelque travail.

Grèves de janvier à mars 1901. — 64 nouvelles grèves, avec 4.700 grévistes et aucun lock-out. C'est en Basse-Autriche et dans les industries minières et du bois qu'elles ont été le plus nombreuses. Résultats : 13 succès, 23 transactions, 20 échecs (1). Causes principales : insuffisance de salaires, 29 cas; durée du travail, 6 cas.

(1) Issue inconnue pour 8 conflits.

Placement en mars. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 750 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DES DEMANDES a été de :			POUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre d'offres a été de :			SUR 100 OFFRES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :			SUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
209	79	1:2	48	126	71	74	49	61	35	61	43

PROPORTION DES OFFRES PAR RAPPORT AUX DEMANDES.

	MARS.	FÉVRIER.
Pour les hommes	1 : 2,1	1 : 2,8
Pour les femmes	1 : 1,6	1 : 1,9

Ainsi, légère amélioration sur le mois précédent.

BELGIQUE.

Revue du travail en avril 1901 (1). — Ralentissement sensible dans les *charbonnages*. Beaucoup de faiblesse aussi dans la *fabrication du coke*. En *métallurgie* symptômes de relèvement. Dans la *grosse construction métallique*, la situation est toujours inégale, suivant les spécialités : dans l'ensemble, l'activité laisse à désirer. L'amélioration se maintient en *glacerie*. Les métiers du *vêtement* sont entrés dans leur saison de forte activité. Reprise printanière pour les métiers du *bâtiment*. Les industries du *bois* laissent encore à désirer. Du côté des *textiles*, forte crise dans le *tissage du coton* : on travaille partout à journées réduites.

Grèves. — 11 grèves nouvelles avec 1.000 grévistes. Parmi les causes de conflit, le salaire vient toujours en premier rang (9 cas). Sur 12 grèves terminées, anciennes et nouvelles : 3 succès (60 grévistes), 2 transactions (220 grévistes), 7 échecs avec 92 renvois (pour 4 grèves).

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

La Fédération des ouvriers du métal, aux États-Unis (2). — La création du trust nord-américain de l'acier, semble devoir bientôt provoquer la fédération des ouvriers employés dans toutes les industries du métal aux États-Unis.

A la date du 1^{er} juillet prochain, un congrès doit se réunir à Chicago, pour établir les bases de cette organisation. Il est d'ores et déjà acquis, paraît-il, que de nombreuses associations se feront représenter, notamment l'*association internationale des machinistes*, les *mouleurs de fer*, les *fabricants de chaudières* et les *constructeurs de navires*, les *ouvriers des industries de l'électricité*, avec un total respectif de 50.000, 60.000, 40.000 et 25.000 ouvriers, les *monteurs de poêles*, les *finisseurs* et *polisseurs de cuivre jaune*, les *forgerons* et les *modeleurs*. On projette de discuter, à ce congrès, l'idée d'une fédération de toutes les associations ouvrières de l'Union.

(1) *Revue du travail* (belge).

(2) D'après une communication du Consul de France à Chicago.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai (1). — Le marché du travail a montré de la faiblesse en mai par rapport à l'année dernière et au mois précédent, dans plusieurs industries des plus importantes. Baisse sensible de salaires dans les houillères et les industries du fer.

3,6 p. o/o de chômeurs dans 143 *trade-unions* groupant 544.500 membres contre 3,8 p. o/o en avril 1901 et 2,4 p. o/o en mai 1901.

5,23 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 469.000 mineurs contre 5,23 en mai 1901 et 5,63 à un an de date.

300 hauts fourneaux en marche à la fin de mai 1901, chez 114 maîtres de forges, avec 21.200 ouvriers contre 291 en avril 1901 et 380 en mai 1900.

75 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en mai 1901 et 62 p. o/o dans les tissages avec 81.300 ouvrières, femmes et filles, contre 72 et 64 en avril 1901 et 87 et 93 en mai 1900.

Sur 375.756 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, baisse de salaires de 2 fr. 00 en moyenne par semaine pour 359.971 d'entre eux, principalement dans l'industrie houillère (319.740).

Cette baisse a été réglée :

Pour	1.221	ouvriers.....	Par grève préalable.
—	160.191	—	Par échelle mobile.
—	186.830	—	Par des bureaux d'arbitrage ou de conciliation sans suspension du travail.
—	130	—	Dans une affaire par un arbitrage au cours d'une suspension de travail.
—	27.714	—	Par négociation directe entre patrons et ouvriers ou leurs représentants.

Grèves. — 64 nouvelles grèves en mai 1901 avec 8.039 chômeurs, contre 66 avec 35.322 en avril 1901, et 44 avec 15.931 en mai 1900; 29 grèves dans le bâtiment, 12, dans les mines et carrières, 8, dans les textiles, 3, dans la métallurgie et la mécanique. Sur 43 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 9.089 grévistes : 10 succès (avec 1.316 grévistes), 21 transactions (avec 5.445 grévistes), 10 échecs (avec 1.335 grévistes), 2 solutions pendantes (avec 993 intéressés).

HONGRIE.

Projet de loi sur les conditions du travail des employés de commerce (2). — Le gouvernement hongrois vient d'élaborer, sur les conditions du travail des employés de commerce, un projet de loi dont voici les grandes lignes :

Tout d'abord, sous la dénomination : *Employés de commerce* (3), sont rangés,

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department* anglais.

(2) *Soziale Rundschau*, mars 1901.

(3) *Handelsangestellte*.

non seulement les employés de magasins (1), mais aussi les employés de bureaux et d'administrations privées (2).

La durée maxima du travail est fixée à douze heures, sauf exceptions prévues. Les heures supplémentaires comportent une rétribution extraordinaire. Les dispositions préexistantes sur le repos dominical des ouvriers dans l'industrie s'étendent pour les magasins ouverts au public, aux autres jours fériés. Le patron doit accorder à son personnel un repos de midi convenable; et, d'autre part, un congé payé d'au moins une semaine par an ou de quinze jours tous les deux ans.

Les appointements seront payables au plus tard à la fin de chaque mois. Le projet réglemente, d'ailleurs, le mode de participation des employés aux bénéfices, ainsi que les gabelles et autres primes en usage.

Sont rigoureusement déterminées les conditions exceptionnelles dans lesquelles l'employé peut quitter son patron ou bien être renvoyé sans délai de congé, et celles où, en cas, soit de renvoi, soit de départ volontaire, il ne peut ouvrir un commerce à son compte. La rupture du contrat de travail sans congé préalable, lorsqu'elle est illégale, entraîne, pour la partie fautive, l'obligation de verser à l'autre une indemnité. Dans le cas où elle est due à l'employé, elle est toujours équivalente, soit aux appointements qu'il aurait touchés jusqu'au terme de l'engagement contracté, soit à ceux qui correspondent au délai de congé réglementaire.

Les maladies ou accidents éventuels au cours du service n'empêchent point l'employé, mais seulement trois mois durant, de toucher son traitement. D'autre part, le patron peut, si le malade ou la victime est membre d'une caisse de maladies dans le sens de l'article de loi xiv, année 1891, défalquer des appointements le secours total versé par cette institution. Dans le cas d'une incapacité de travail permanente ou d'un décès, conséquence de quelque maladie, accident ou infirmité non imputable à une faute de l'employé, son patron est tenu de verser, à lui, à sa veuve ou à ses enfants orphelins, au moins la moitié; après dix ans de service, la totalité; et après 20 ans, le double du traitement annuel.

Le patron peut infliger des amendes, à raison d'irrégularités et de négligences, mais leur totalité au cours d'un même mois ne saurait excéder le 1/10 des appointements mensuels.

Dans l'hypothèse d'une faillite de l'établissement, l'employé est privilégié, et il a recours à la fois sur le failli et son successeur légal, tous deux solidaires.

La loi s'applique aux employés actuellement en service; leur contrat de louage, à établir désormais par écrit, doit être dressé dans un délai de soixante jours.

Les amendes pour infractions à la loi peuvent s'élever jusqu'à 600 couronnes (3).

ITALIE.

Le travail des enfants dans l'industrie et dans les mines. (4). — Du *Rapport officiel* qui vient de paraître, il résulte que les nombres d'enfants em-

(1) *Handlungsgehilfen*.

(2) *Privatbeamte*.

(3) La valeur nominale de la couronne austro-hongroise est de 0 gr. 3048 d'or fin, soit 1 fr. 05.

(4) D'après le *Rapport officiel* qui vient de paraître.

ployés dans l'industrie et dans les mines, en Italie, se répartit de la façon suivante pour l'année 1898.

Nombre total des fabriques visitées.....	1.495	p. o/o travailleurs de tout âge occupés dans les fabriques qui emploient des enfants....	12,80
Nombre des fabriques qui emploient des enfants.....	808		
Nombre total des travailleurs de tout âge, occupés dans les fabriques qui emploient des enfants.....	90.972	Nombre d'enfants par chaque groupe d'âge	
Nombre total des enfants employés.....	11.641	ci-contre,	
Proportion d'enfants employés			
		9 à 10 ans.	110 0,96
		10 à 12 ans.	886 7,70
		12 à 15 ans.	10.506 91,34

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 16 mai 1901, promulguant, à la Nouvelle-Calédonie, la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels.

(J. O. du 5 juin 1901.)

ART. 1^{er}. — Est promulguée à la Nouvelle-Calédonie la loi du 21 mars 1884, relative à la création des syndicats professionnels. Toutefois, les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants ne pourront faire partie des syndicats.

Décret en date du 18 mai 1901 relatif à la répartition, en 1901, des majorations de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895.

(J. O. du 25 mars 1901.)

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du Ministre des finances.

Vu la loi du 31 décembre 1895, relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites;

Vu l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1896, modifiant l'article 3 de la loi du 31 décembre 1895;

Vu le décret du 9 juin 1896, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 31 décembre 1895 susvisée;

Vu la loi de finances du 13 avril 1898, et notamment l'article 75 de ladite loi;

Vu la loi de finances du 30 mai 1899, et notamment l'article 33 de ladite loi;

Vu la loi de finances du 25 février 1901, et notamment l'article 60 de ladite loi,

ART. 1^{er}. — Les demandes de majoration de rentes viagères constituées au profit des titulaires de livrets individuels de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et des membres des sociétés de secours mutuels ou de toute autre société de secours et de prévoyance servant des pensions de retraites devront être produites par les intéressés, avec les justifications réglementaires à l'appui, avant le 31 août 1901 au plus tard, sous peine d'exclusion.

ART. 2. — L'attribution des majorations et bonifications spéciales sera faite dans les conditions spécifiées par l'article 25 de la loi du 13 juillet 1896 et par l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, et l'article 3 du décret du 9 juin 1896.

ART. 3. — Auront droit à cette attribution, en 1901, les personnes visées à l'article 1^{er}

du présent décret qui, n'ayant point encore reçu de rente supplémentaire, seront âgées de soixante-cinq ans au moins en 1901, et qui, indépendamment des conditions exigées par l'article 2 de la loi du 31 décembre 1895, justifieront de vingt et une années de prévoyance.

ART. 4. — Les rentes supplémentaires seront émises avec jouissance du 1^{er} janvier 1901, pour les rentiers âgés de soixante-cinq ans au moins au 31 mars 1901, et, pour les rentiers atteignant leur soixante-cinquième année du 1^{er} avril au 31 décembre 1901, avec jouissance du premier jour du trimestre dans lequel ils atteindront cet âge, à charge de justifier de leur existence à cette date.

ART. 5. — L'administration de la Caisse des dépôts et consignations est chargée de l'instruction des demandes tendant à l'obtention des majorations visées par la loi du 31 décembre 1895 et de la liquidation de ces majorations.

ART. 6. — Les frais concernant les majorations afférentes à l'année 1901 et résultant soit de l'enquête, soit de la répartition et de la délivrance des rentes à accorder, seront prélevés sur le crédit inscrit, en vue desdites majorations, au budget du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

ART. 7. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Décret du 3 juin 1901, portant suppression du Conseil des prud'hommes d'Annonay.

(J. O. du 5 juin 1901.)

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois de mai 1901, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 mai 1901. — Dépôt par M. Mirman, au nom de la commission d'Assurance et de Prévoyance sociales, d'un rapport sur diverses propositions de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Doc. parl. n° 2332. (J. O., p. 335).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 20 mai 1901. — Dépôt, par M. Ferrette et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Doc. parl. n° 2352. (J. O., p.).

————— *Chambre des députés.* — Séances des 23 et 30 mai 1901. — Délibérations sur la proposition de loi de MM. Groussier, Dubuisson, etc., tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail.

Chemins de fer. — *Sénat.* — Séances des 30 et 31 mai 1901. — Discussions sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents de trains.

Déclaration de l'urgence.

Contrat d'association. — *Sénat.* — Séance du 14 mai 1901. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés relatif au contrat d'association.

Renvoi aux bureaux.

Crédit agricole. — *Sénat.* — Séance du 21 mai 1901. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie, et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel.

Renvoi à la commission de l'Algérie.

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 mai 1901. — Dépôt par M. Guieysse, d'un rapport supplémentaire sur : 1° le projet de loi; 2° les diverses propositions de loi sur les caisses de retraites ouvrières, et proposant la création de caisses régionales de retraite, d'invalidité et d'assurance au décès, au profit des travailleurs. — Doc. parl. n° 2333.

Retraites pour la vieillesse. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 mai 1901. — Dépôt par M. Coutant, d'une proposition de loi ayant pour but la création d'une caisse nationale de retraites pour la vieillesse et l'assurance obligatoire aux infirmes et aux incurables. — Doc. parl. n° 2344.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants (1).

Aisne. — Activité moindre dans la *brasserie*, attribuée à la concurrence du cidre et du vin sous le nouveau régime des boissons. Pas de changement dans la *boucherie* au point de vue du travail, des cours pratiqués et des salaires. L'industrie du *tissage* ne marque point de reprise sensible, les tissus *nouveauté* restant toujours délaissés par la mode.

Aube. — Travail toujours limité pour la *meunerie*, cours stationnaires, 60 heures par semaine en moyenne, la plupart des moulins chômant la nuit et arrêtant le dimanche.

Bouches-du-Rhône. — Travail moins abondant et chômages partiels dans la *minoterie*. Cours élevés et prix de façon en hausse dans la *confiserie* et la *pâtisserie*; pas de changement dans la *boucherie* et la *laiterie*. Travail actif dans les *huileries*, création de deux nouveaux établissements occupant de 100 à 120 ouvriers; les arrivages des graines et arachides ont été plus importants que les années précédentes; en général, cours en hausse, sauf pour les huiles de ricin. Situation satisfaisante dans le commerce des *chanvres* et *produits textiles*; pas de changement dans la *tonnellerie*; diminution du travail dans la *bijouterie* et *joaillerie*.

Cher. — Pas de chômeurs dans l'industrie du *bâtiment*, reprise complète du travail; activité satisfaisante dans la *chaufournerie*; dans la *porcelaine* et les *verreries*, on fait la journée normale. Dans l'ensemble des industries, pas de changement notable relativement à la durée du travail et aux salaires.

Côtes-du-Nord. — Pour la *pêche à la morue* (Islande), l'armement de Paimpol a été augmenté pour l'année dernière d'un navire; les cours des produits de la pêche ont été inférieurs à ceux de l'année précédente. L'amélioration constatée depuis 1896 se maintient par suite de l'insuccès relatif des pêcheries de Norvège et du Labrador; la flottille qui ne comprenait plus en 1895 que 30 navires de faible tonnage, se compose aujourd'hui de 40 goélettes de 250 à 300 tonneaux. Les salaires des marins-pêcheurs suivent parallèlement une marche ascendante.

Doubs. — Pour l'industrie *horlogère*, le travail est plus abondant que l'année dernière, la main-d'œuvre fait défaut chez les *pierristes* et *sertisseurs*. A l'exception des *ferblantiers*, il y

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au premier trimestre de 1901.

a ralentissement dans les diverses industries du *bâtiment*. Le chômage est estimé avoir atteint 20 p. 0/0 des *maçons, manœuvres et terrassiers*; 10 p. 0/0 des *charpentiers*; chômage partiel dans la *soierie* et la *papeterie*. Dans la généralité des industries, la durée habituelle du travail est la même; les salaires sont sans variation sauf dans l'*horlogerie* où ils ont tendance à la hausse.

Drôme. — Pas de changement dans les diverses industries de la région de Romans. A Valence, reprise active du travail chez les *jardiniers*, 70 heures de travail en moyenne par semaine; situation stationnaire dans la *filature* et le *moulinage de la soie*, les cours pratiqués dans les deux dernières campagnes (1899-1900, 1900-1901) sont moins rémunérateurs par suite de la baisse survenue sur les marchés d'Extrême-Orient. La main-d'œuvre est insuffisante; beaucoup d'usines ont près du quart de leur matériel inutilisé.

Eure. — A Chartres, chez les *blanchisseurs* et *teinturiers*, travail toujours abondant, augmentation de la durée du travail, 66 heures par semaine; chez les *maréchaux-ferrants*, travail plus abondant et prix plus rémunérateurs, par suite de la baisse des fers.

Finistère. — Dans l'arrondissement de Brest, recrudescence d'activité due en grande partie à de nouvelles commandes de l'Administration de la marine; on signale, à Brest même, la création de deux nouvelles fabriques de conserves et d'une minoterie, occupant ensemble 140 ouvriers. Augmentation de 0 fr. 05 à 0 fr. 10 par heure dans les salaires de l'industrie du *bâtiment*. Dans l'arrondissement de Morlaix, aucun changement notable à signaler dans la moyenne et la petite industrie. Les *pêcheurs côtiers* de Trébant (baie de Douarnenez et d'Audierne) signalent un certain ralentissement dans l'activité de la pêche, mais les prix du poisson se maintiennent.

Haute-Garonne. — Chez les *tailleurs* de Toulouse, travail moins abondant que l'an dernier à la même époque, prix en baisse en comparaison avec ceux du trimestre précédent.

Hérault. — État stationnaire dans les industries de la région de Cette. Chez les *camionneurs* de Béziers, diminution du travail.

Ille-et-Vilaine. — Dans l'arrondissement de Fougères, l'industrie de la *chaussure* a été éprouvée par la prolongation de l'hiver, qui a empêché les réassortiments; la durée du travail journalier a été réduite à 6 ou 8 heures dans la plupart des établissements. Dans l'arrondissement de Vire, pas de changement.

Isère. — A Grenoble, accalmie chez les *entrepreneurs de bâtiment*; chez les *fabricants d'ameublement* de l'arrondissement de Vienne, augmentation du nombre des établissements en activité. A Bourgoin, les *entrepreneurs de bâtiment* signalent une diminution du travail en comparaison avec le trimestre correspondant de 1900.

Loire. — La principale industrie de la région de Roanne, le *tissage mécanique de cotonnades* subit, depuis le commencement de l'année, un ralentissement attribué principalement à la hausse du prix des cotons. On estime à 15 p. 0/0 le nombre des ouvriers *tisseurs* en chômage, les autres ne font que 50 heures par semaine au lieu de 61 précédemment. De plus, les métiers sont dédoublés, afin qu'il y ait moins d'ouvriers inoccupés; le salaire journalier, dans cette industrie, qui était d'environ 4 francs en moyenne, serait réduit actuellement à 2 fr. 50. Quant aux *fabriques de bonneterie de laine*, elles sont en pleine activité. A Charlieu, la *fabrique de soierie* n'a pas subi de variations, salaires stationnaires, durée journalière du travail : 11 heures. On estime à 10 p. 0/0 le nombre des ouvriers en chômage.

Loire-Inférieure. — A Saint-Nazaire, activité très grande dans les *constructions navales et travaux du port*. Contrarié par une grève, fin mars et commencement d'avril, le travail a repris, très actif, dans le *bâtiment*. Pas de changement à signaler dans la durée du travail, moyenne de 11 heures par jour; aucune variation pour les salaires; en résumé, situation excellente qui semble devoir continuer. Au point de vue de la *navigation*, par suite de la construction de nouveaux et grands bateaux, l'*armement* manque de personnel, matelots et

officiers. Les prix de la construction se maintiennent aux chiffres élevés de l'année dernière, mais les commandes sont plus facilement reçues par l'industrie métallurgique. La journée de travail varie de 11 à 12 heures, suivant les spécialités, dans les *chantiers de construction*; l'achèvement de paquebots et de voiliers commandés assure au personnel un travail abondant pour longtemps. Le *commerce des céréales* dans le département subit une crise, les minoteries réduisent leur production aux besoins locaux, prix en baisse. Situation stationnaire dans l'industrie des *cuir et peaux*, les cours du fabriqué sont moins rémunérateurs, la matière première ayant eu des prix plus élevés l'année dernière. Le commerce des cuirs et la *corroierie* travaillent normalement, il y a peu de chômage. Le commerce d'importation des *charbons* a diminué parallèlement à la baisse des prix, estimée de 3 à 10 p. 0/0 sur le trimestre précédent. Il y a plutôt diminution dans la durée du travail.

Maine-et-Loire. — Situation stationnaire dans l'industrie de la *couverture*, journée de 10 heures. Travail moins abondant dans la *maçonnerie*, le *terrassement*, etc., à cause de leur rareté, prix moins rémunérateurs; les salaires ne changent pas, 66 heures en moyenne par semaine. Le travail se maintient toujours abondant dans la *vannerie*.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de changement notable dans la *boucherie*, les heures de travail et les salaires sont les mêmes que précédemment. L'industrie de la *chaussure* entre en morte-saison, durée du travail : 60 heures par semaine. Le travail est plus abondant pour la *chapellerie paille*; si les cours sont moins rémunérateurs, les prix de façon sont en hausse par défaut de main-d'œuvre; la plupart des établissements ont fait 12 heures par jour dans le trimestre, usant de la tolérance de la loi; pas de chômage, salaires maintenus élevés.

Nord. — Dans la région d'Armentières, pour les *filatures de lin et d'étoupes* et le *tissage mécanique*, ralentissement de l'activité par suite du cours élevé des matières premières: diminution du personnel dans les établissements. Conformément à une mesure générale appliquée à la presque totalité des filatures de France, portant réduction de la production d'un sixième, quelques filatures ont réduit dans cette proportion le nombre de leurs broches; d'autres le nombre de leurs employés; certaines ont arrêté un douzième de leurs broches et chôment un demi-jour par semaine; les salaires se maintiennent péniblement. Le chiffre des chômeurs est estimé de 10 à 15 p. 0/0 dans le *tissage mécanique*, la durée du travail, depuis un an, va en diminuant par suite de la tendance à restreindre la production. La durée du travail ne dépasse pas 10 heures pour 5 jours, soit 50 heures par semaine. Dans la région de Fourmies, la situation générale de l'industrie est bonne, mouvement de reprise des affaires. Le chômage est d'environ 3 p. 0/0, il est attribué aux réparations ou modifications du matériel et au défaut de matières. Les salaires se maintiennent, la durée du travail est actuellement de 11 heures par jour et pour 6 jours par semaine au lieu de 4 à 5 jours pour 8 et 11 heures l'année dernière. Pour l'industrie lainière, travail moins abondant dans le *peignage*; plus abondant dans la *filature* (augmentation de 4 à 5 heures par semaine sur le premier trimestre); maintenu dans le *tissage*. Les cours sont moins rémunérateurs par suite de l'élévation des prix de revient et la hausse du combustible. La durée normale du travail est généralement de 66 heures par semaine. A Lille, dans les *industries du cuir*, hausse de la matière première, prix de façon en baisse; travail moins abondant dans l'industrie *linière*, production réduite d'un sixième à partir de fin avril par suite de la rareté et du haut prix des lins et étoupes et de la mévente de la toile. Cours en baisse dans la *petite industrie mécanique*, diminution de la durée du travail, 55 heures par semaine. Dans la *maréchalerie*, le travail est peu actif, pas de variation dans les salaires et la durée du travail.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, situation stationnaire pour l'ensemble des industries, sauf pour celle du *caoutchouc*, qui va toujours en progressant. Le chômage est estimé avoir atteint pendant le premier trimestre 12 p. 0/0 des ouvriers des divers corps d'état; pas de variation dans les salaires; durée du travail: 8 à 10 heures par jour.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, travail toujours actif dans la *culture maraîchère*; cours rémunérateurs, augmentation du nombre des établissements, hausse des salaires. Activité moindre dans l'*horlogerie-bijouterie* attribuée à la mévente des vins et à la crise vinicole.

Rhône. — A Lyon, pas de changement dans le commerce des fruits, la boulangerie, la brasserie et le commerce de l'alimentation; travail plus abondant chez les fileurs d'or. Dans la région de Tarare, le syndicat des entrepreneurs du bâtiment déclare le travail abondant, le chômage faible vu la saison (1^{er} trimestre de 1901).

Pas d'appréciations saillantes en ce qui concerne la soierie, si ce n'est que la fabrication des brochés à la main a pris un nouvel essor et que la broderie a souffert particulièrement du chômage.

Seine. — Peu d'activité dans la féculerie (siège à Paris, régions du Nord et de l'Est) baisse sensible des cours; le chômage annuel a commencé vers la fin du trimestre. A Paris, situation normale dans la vente en gros des produits alimentaires, chez les marchands de beurre, œufs et fromages et chez les crémiers; accalmie annuelle dans la fabrique de conserves, cours sans changements appréciables; les expéditeurs de produits alimentaires estiment que le trimestre a été meilleur que le trimestre correspondant de 1900; il en est de même des marchands d'abats; pas de changement chez les entrepositaires de bières. Diminution de la consommation dans la papeterie, tendance des prix à la baisse, hausse des matières premières. État stationnaire dans la maroquinerie et la gainerie, 54 heures en moyenne par semaine. Diminution du travail dans la passementerie, environ 40 heures par semaine. Bonne activité dans l'ébénisterie, travail régulier, 66 heures en moyenne par semaine. Augmentation du travail chez les peintres en voiture; de même chez les commerçants en futailles. Travail assez abondant dans la brosserie. Chez les modelleurs-mécaniciens, l'augmentation du nombre des établissements depuis l'Exposition a réduit la durée du travail. Le ralentissement déjà constaté au précédent trimestre chez les fondeurs, mécaniciens, chaudronniers ne s'est pas modifié; il en est de même chez les fabricants de bronze. Chez les orfèvres en argent, le travail a été particulièrement moins abondant que l'année dernière, en février et en mars; toutefois, le syndicat estime que cette gêne n'est que momentanée et que l'industrie peut être considérée comme prospère. Chez les statuaires et les fabricants d'ornements d'église, la situation est considérée comme critique. Accroissement d'activité dans les usines d'éclairage électrique. Diminution du travail chez les marbriers pour ameublement, attribuée principalement par le syndicat à la concurrence de la province. Chez les constructeurs de fours pour boulangerie, diminution de la durée du travail depuis le trimestre précédent. Chez les entrepreneurs de stucs, on a fait en moyenne 70 heures par semaine pendant le premier trimestre. Dans la verrerie et la cristallerie, travail moins abondant que l'an dernier à pareille époque. Chez les cochers-loueurs, diminution très sensible du travail depuis la fermeture de l'Exposition, concurrence des voitures spéciales des chemins de fer. Chez les débarqueurs et conducteurs de bestiaux du marché de La Villette, travail plus abondant que l'an dernier.

Augmentation du travail chez les boulangers de Levallois, attribuée à l'accroissement de la population. Chez les blanchisseurs d'Arcueil, état stationnaire, 66 heures en moyenne pour les ouvrières et 60 heures pour les ouvriers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 mai).

Ain. — A Bourg, 4 p. o/o de chômeurs chez les typographes. A Bellegarde, travail plus actif, pas de chômeurs, 70 heures par semaine chez les ouvriers du bâtiment. A Thoiry, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre.

Aisne. — A Saint-Quentin, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les typographes; pas de chômeurs, 66 heures chez les apprêteurs; de même et 56 heures chez les mouleurs; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les mécaniciens; 4 p. o/o chez les couvresseurs; pas de chômeurs, 66 heures chez les peintres. A Soissons, pas de changement chez les typographes. A Château-Thierry, pas de changement chez les typographes. A Chauny, pas de changement chez les mouleurs; de même chez ceux de Tergnier. A Saint-Michel, pas de changement chez les ouvriers en chaussures; 1 p. o/o de chômeurs chez les mouleurs.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les *carrossiers*, de même chez les *maçons* et les *ouvriers du bâtiment*; pas de changement chez les *couvreurs-zingueurs*. A Montluçon, 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*, pas de changement chez les *verriers en bouteilles*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers*. A Comen-try, pas de changement chez les *mineurs*. A la Ville-Gozet, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la glacerie*. A Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Saint-Ennemond. A la Croix de Montvicq, pas de changement chez les *mineurs*; de même chez ceux de Durdal-Larequille; pas de chômeurs chez ceux de Doyet. A Saint-Yorre, 6 p. o/o de chômeurs, 65 heures chez les *sourciers des eaux minérales*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 16 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 26 p. o/o chez les *confiseurs-pâtisseries*; 9 p. o/o, 48 heures par semaine, fin de saison chez les *typographes*; pas de changement chez les *tablet-liers*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *élec-triciens*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*; 16 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; 3 p. o/o chez les *employés de commerce*, 47 maisons de tissus, *soies*, *confections*, *draperies* ont décidé la fermeture de leurs magasins le dimanche (journée entière, de mai à octobre inclus). A Cannes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 23 p. o/o de chô-meurs, 48 à 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Mentou, reprise du travail, 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 10 p. o/o de chômeurs, travail toujours peu abondant pour les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers*. A Tournon, près de 2 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Serrières, pas de chômeurs, mais toujours 2 jours et demi à 3 jours seulement de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, pas de chômeurs, 70 heures chez les *terrasiers et manœuvres des eaux minérales*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typo-graphes*; 27 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. A Sedan, pas de chômeurs, travail actif chez les *tisseurs*. A Floing, travail plus abondant, 50 heures chez les *tisseurs*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Laval-Dieu; 2 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vivier-au-Court; 5 p. o/o chez ceux de Vigne-aux-Bois; 4 p. o/o chez ceux de Deville. A Francheval, 20 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie lainière*; pas de chômeurs chez les *ouvriers des forges*. A Pourru-aux-Bois, 15 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. Aux Mazures, pas de chan-gement, 50 heures chez les *métallurgistes*. A Neufmanil, pas de chômeurs, 60 heures chez les *forgerons d'écrus*.

Ariège. — A Belesta, pas de chômeurs, 80 heures par semaine chez les *sciieurs*. A Lavelanet, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *tisseurs*.

Aube. — A Troyes, 3 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. o/o, 66 heures par semaine chez les *filateurs*; 2 p. o/o, 60 heures chez les *mouleurs*; 20 p. o/o chez les *méca-niciens*; 32 p. o/o, 80 à 84 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 1 p. o/o, 77 heures chez les *employés de commerce*; pas de changement, 72 heures chez les *coiffeurs*.

Aude. — A Narbonne, pas de changement chez les *cuisiniers*. A Carcassonne, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ouvriers de l'habillement*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chan-gement, 60 heures chez les *mouleurs*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *maçons*; 4 p. o/o de chômeurs, 112 heures chez les *limonadiers*. A Ouveillans, 23 p. o/o de chômeurs chez les *cultivateurs*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers en peignes*. A Chalabre, 70 chômeurs par suite de l'incendie d'un atelier, 36 heures en moyenne chez les *chapeliers*.

Aveyron. — A Rodez, 16 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typo-graphes*. A Decazeville, travail actif, augmentation du personnel chez les *mineurs*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 9 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; pas de changement chez les ouvriers d'*huilerie*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *conducteurs-imprimeurs*. Pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*. Nombreux chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; pas de chômeurs chez les *démolisateurs de navires*; travail toujours actif, 60 heures chez les *carrossiers*. Pas de chômeurs chez les *modelleurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 76 à 80 heures chez les *ajusteurs-mécaniciens*; 9 p. o/o, 60 heures chez les *serruriers*; 6 p. o/o chez les *ferblantiers-plombiers*; pas de chômeurs chez les *tôliers-fumistes*; pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens*. Nombreux chômeurs chez les *smilleurs de parés*; un tiers en chômage, 60 heures chez les *tailleurs de pierre tendre*; de même chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *maçons*; pas de changement chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; travail peu abondant, 50 heures chez les *paveurs-dancours*; pas de changement chez les *tailleurs-céramistes*. Pas de changement chez les *cochers*; de même chez les *mécaniciens de tramways*; 18 p. o/o de chômeurs, 96 heures chez les *charretiers-camionneurs*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs inscrits*; pas de changement chez les *chauffeurs marins*. Reprise du travail pour les *charbonniers du port*; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers des *entrepôts de bois*; travail toujours peu actif pour les *piquers de sel*. Pas de changement chez les *représentants et placiers*; de même chez les *employés de commerce* et chez les *employés d'hôtels et restaurants*; travail toujours difficile pour les *commissionnaires*.

A Arles, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *potiers*. A Chatcaurenard, travail actif, pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A La Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Fontvieille, 8 p. o/o de chômeurs chez les *carriers*. A Fuveau, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de Saint-Savournin. A Berre et à Martigues, pas de changement, prix de vente peu rémunérateurs chez les *pêcheurs*. A Salon, pas de changement chez les *maçons*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Honfleur, nombreux chômeurs chez les ouvriers des *chantiers et usines de bois*. A Falaise, travail moins actif chez les *bonnetiers*. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 à 63 heures chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*.

Cantal. — A Aurillac, travail contrarié par les intempéries pour les *maçons, couvreurs, zingueurs, serruriers, charpentiers et terrassiers*; travail assez abondant pour les *menuisiers, peintres et plâtriers*.

Charente. — A Angoulême, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; travail actif, 72 heures par semaine chez les *cordonniers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*; pas de changement chez les *travailleurs sur cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Cognac, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, travail actif chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *métallurgistes*; 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 3 p. o/o chez les *employés de commerce*. A Rochefort, travail abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *menuisiers*; de même et 60 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Cher. — A Bourges, 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers en *toiles cirées*; pas de changement chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; de même chez les *carrossiers* et chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*. Un tiers de chômeurs, 60 heures chez les *travailleurs sur métaux*; pas de chômeurs, 51 heures chez les ouvriers en *essieux*; pas de chômeurs 66 heures chez les *tailleurs de pierre*; 10 p. o/o, 60 heures chez les *peintres*; 12 p. o/o, 60 heures chez les *plâtriers*; 10 p. o/o chez les *employés de commerce*.

A Vierzon, pas de changement chez les *couvreurs*. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; de même chez les *maçons*. A Dun-sur-Auron, nombreux chômeurs.

60 heures chez les *carriers*; pas de chômeurs, 55 heures chez les *maçons*; grève chez les *plâtriers* et les *peintres*. A Jussy-le-Chaudron, travail abondant, 66 heures chez les *chaufourniers*; travail toujours actif, pas de chômeurs, 72 heures chez les *bûcherons*. A La Guerche, pas de chômeurs, 71 heures chez les *chaufourniers*; travail actif, pas de chômeurs chez les *bûcherons*, de même chez ceux d'Apremont, de Cuffy et de Sancergues; travail plus abondant chez ceux de Feux; plus de moitié de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon; pas de changement chez ceux de Vallenay. A Nérondes, travail assez actif chez les ouvriers agricoles. A Méhun-sur-Yèvre, pas de chômeurs, 66 heures chez les *peintres en porcelaine*. A Saint-Pierre-lès-Étieux, pas de chômeurs, 66 heures chez les *tuiliers*.

Corrèze. — A Tulle, travail très actif, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; travail abondant, pas de chômeurs, chez les *scieurs de long* et les *charpentiers*; pas de changement chez les *menuisiers*; travail peu abondant pour les employés de commerce. A Brive, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; travail plus abondant chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *sabottiers*; un quart en chômage chez les *tailleurs de pierre* et les *maçons*; pas de changement chez les *couvreurs*. A Bort, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, nombreux chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les employés de commerce.

Côte-d'Or. — A Dijon, moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers de la *chaussure*; 7 p. o/o de chômeurs chez les employés de commerce. A Semur, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Comblanchien, pas de chômeurs, 60 heures chez les *carriers*. A Corcelles-lès-Cîteaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, travail actif, pas de chômeurs dans l'industrie du vêtement.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement, 72 heures par semaine chez les *mineurs* de Lavaveix.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *typographes*; près de 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typo-lithographes*, nombreux chômeurs chez les *charpentiers*; travail moins abondant pour les *menuisiers-ébénistes*. Au Bugue, pas de changement chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Besançon, pas de changement, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *grandisseurs-pierristes*; de même chez les *limonadiers*. A Montbéliard, pas de changement chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Pontarlier, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Audincourt, pas de changement chez les *typographes*; de même et 60 heures chez les *métallurgistes*; moins de 1 p. o/o, de chômeurs chez les ouvriers en *automobiles*. A Colombier-Fontaine, pas de changement chez les *flâteurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Sainte-Suzanne, pas de changement chez les *horlogers*. A Valentigney, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Drôme. — A Valence, pas de changement chez les *vermicelliers*; de même chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail toujours très abondant chez les *scieurs de bois*. A Die, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 50 heures chez les *carriers*. A Saint-Vallier, 9 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Eure-et-Loire. — A Chartres, 9 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chô-

mage 66 heures par semaine chez les *neumiseurs*; pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Dreux, pas de chômeurs chez les *cordonniers*.

Finistère. — A Brest, pas de changement pour les *travailleurs du vêtement*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *travailleurs réunis du port*. A Morlaix, pas de chômeurs chez les ouvrières de l'*habillement*. A Guilvinec, travail plus actif chez les *marins-pêcheurs*. A Audierne, pas de changement chez les *forblantiers-boitiers*; pas de chômeurs chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures chez les *vanniers*. A Bessèges, pas de chômeurs chez les ouvriers des *laminoirs*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs 60 heures chez les *métallurgistes*; grève chez les *hommes de peine*.

Gironde. — A Bordeaux, 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *mineurs-terrassiers*; 4 p. o/o de chômeurs, 84 heures chez les *patisseries-glacières*; travail un peu plus abondant pour les *cuisiniers*. Pas de changement chez les *gaziers*. Pas de chômeurs chez les *photo-lithographes*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de chômeurs, 78 heures chez les *tailleurs*; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de chômeurs chez les *passementiers*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*. Nombreux chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs de long*; pas de changement chez les *ébénistes*; pas de chômeurs chez les *vanniers*; de même chez les *brossiers*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*. Pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs chez les *bijoutiers*. Chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*, 17 p. o/o de chômeurs; moitié de chômeurs, 50 à 65 heures chez les *tailleurs de pierre ravauteurs*; pas de chômeurs travail plus abondant chez les *marbriers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. Pas de chômeurs, 52 heures chez les *verriers en verre noir*. Travail plus actif pour les *charbonniers du port*; pas de chômeurs chez les *charbonniers-sacquiers*; travail moins abondant chez les *arrimeurs de poteaux*; pas de chômeurs, 50 heures chez les ouvriers des *nouveaux docks*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de changement chez les *nettoyeurs de magasins*.

A Arcachon, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Vayres, travail toujours actif chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, plus de moitié de chômeurs, 48 heures par semaine chez les *jardiniers-fleuristes*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 22 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *litho-typographes*; un quart de chômeurs et 57 heures par semaine chez les ouvriers en *bois merrains*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*; 15 p. o/o et 60 heures par semaine parmi les *terrassiers*; 30 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *plâtriers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *commis et employés*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; A Béziers, 18 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes*. A Fabrègues, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*. A Méze, nombreux chômeurs chez les *foudriers*; 7 p. o/o de chômeurs, travail peu actif chez les *marins-pêcheurs*; A Graissessac, 11 p. o/o de chômeurs, 52 heures chez les *mineurs*; pas de changement chez ceux de La Tour-sur-Orb.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs 60 heures par semaine chez les ouvriers des industries du *cuir*; pas de chômeurs chez les *chapeliers*; 3 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *charpentiers scieurs de long*; 8 p. o/o de chômeurs, 36 heures chez les *coupeurs en chaussures*; 10 p. o/o de chômeurs, 36 à 42 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; de même chez les *maçons*, *plâtriers* et les *couvreurs*. A Louvigné-du-Désert, pas de chômeurs chez les *granitiers*. Moins de 1 p. o/o de chômeurs, 72 heures (jour), 48 heures (fond) chez les *mineurs* de Bruz.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs; travail plus actif chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *draps*; travail abondant, pas de chômage pour les ouvriers du bâtiment. Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 75 heures chez les *bucheron*s et *carriers*.

Indre-et-Loire. — A Châteaurenault, pas de changement chez les *coupeurs* et *brocheurs* en *chaussures*; 20 p. o/o de chômeurs, chez les *tisseurs* en *soie*; travail plus actif, pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; 4 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *cordonniers-galochiers*; pas de chômeurs, 72 heures, travail actif chez les ouvriers du bâtiment. A Amboise, pas de chômage parmi les *mouleurs*.

Isère. — A Grenoble, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *gazier*s et les *teinturiers* en *peaux*; pas de changement pour les *ébénistes-sculpteurs*; grève chez les *maçons* et *peintres*. A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 8 p. o/o, 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *tisseurs*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *gareurs*. A Bourgoin, 10 p. o/o, 60 heures chez les *menuisiers*. A Gières, pas de changement chez les *gantiers*. A Bouvette-Quirieu, 19 p. o/o de chômeurs chez les *carriers*. A Parmillieu, un quart de chômeurs chez les *tailleurs* de *Pierre*. A Rives, pas de changement chez les *métallurgistes*. A La Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs; 60 heures par semaine chez les *typographes*.

Landes. — A Dax, pas de changement chez les *employés* de *commerce*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers en *draps*.

Loire. — A Saint-Étienne, 6 p. o/o de chômeurs, 98 heures par semaine chez les *boulangers*; pas de chômage, 90 heures chez les *trapiers-boyaudiers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *imprimeurs*, *graveurs* et *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures chez les *selliers-bourreliers*; pour les *chefs d'ateliers* *tisseurs*, 50 p. o/o de chômeurs chez les *rubanniers*, aucun chez les *veloutiers*; 21 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* (Ligue); 6 p. o/o chez les *tisseurs* (Corporation); 6 p. o/o de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; 5 p. o/o de chômeurs, 72 heures par semaine chez les *mécaniciens-chauffeurs*; pas de changement, 60 heures chez les *maçons*; de même chez les *employés* de *fabrique* et chez les *employés*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail moins actif, 61 heures chez les *tisseurs*; 27 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*. A Bourg-Argental, 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *tourneurs* sur *bois*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs* en *fonte*. A Saint-Chamond, pas de changement chez les *métallurgistes*; 1 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *maçons*. A Saint-Jean-Bonnefonds, pas de chômeurs chez les *mineurs*; un tiers de chômeurs, 60 heures chez les *passementiers*. A Saint-Rambert, 7 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *tisseurs*. A La Gresle; 2 p. o/o de chômeurs; quelques maisons font chômer 1 jour par semaine. Aux Barques-Saint-Rambert, 20 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs-rubanniers*, travail toujours actif chez les *tisseurs-veloutiers*. A Saint-Just-sur-Loire, 10 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*; 14 p. o/o chez ceux de Jarnosse. A Firminy, 2 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; bonne activité, 60 heures dans les ateliers de *construction* 50 heures dans la *fonderie*, 30 à 40 heures dans les *laminiers* et *tréfileries*. A Terrenoire, plus de moitié de chômeurs chez les *passementiers*; 18 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Avrieux, travail toujours peu actif chez ceux de la Fouillouse 50 p. o/o de chômeurs. A Saint-Genest-Lerpt, moitié de chômeurs, 60 heures chez les *chefs d'ateliers* *rubanniers*; pas de changement, 60 heures chez les *chefs d'ateliers* *passementiers*. A Chazelle-sur-Lyon, morte-saison chez les *chapeliers*. A Régnv, pas de chômage chez les *teinturiers*. Au Chambon, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*. A La Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de Saint-Chanond; pas de changement chez ceux de

Rive-de-Giers, travail moins actif chez ceux de Villars. A Saul-sur-Couzan, pas de changement, 60 heures chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs, 66 heures chez les *cordonniers*; de même chez les *menuisiers*; pas de chômage chez les *ébénistes*. A Saint-Sigolène, 20 p. o/o de chômeurs chez les *passionniers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *relieurs-papetiers*; pas de changement chez les *typographes*; de même chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de changement chez les *charpentiers de navires*; 6 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers des *machines-outils*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *marbriers*; travail moins actif chez les *peintres*; de même chez les *replanisseurs de parquets*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *chaudronniers*; 2 p. o/o de chômeurs, 77 heures chez les *employés*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pornic, pas de chômage, 72 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Chantenay, pas de changement chez les *ferblantiers-bûitiers*. A Saint-Nazaire, 5 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs*, *conducteurs de machines à vapeur*; pas de chômage chez les *ouvriers du port*.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômage parmi les *ouvriers en toitures*; de même chez les *maçons*; un quart de chômeurs, 72 heures chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *cordonniers*. A Gien, pas de chômeurs, 66 heures chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 72 heures chez ceux de Chevilly. A Montargis, pas de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Pithiviers, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*.

Lot. — A Souillac, pas de chômeurs, 66 heures chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Cahors, 20 p. o/o, 66 heures chez les *peintres-tapisseries*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 35 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *charpentiers*, les *métallurgistes* et les *tailleurs de pierre*; pas de chômage, travail abondant chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*. A Villeneuve-sur-Lot, travail peu actif, 54 heures chez les *cordonniers*; pas de chômage; 72 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *charpentiers*; pas de changement, 60 heures chez les *hommes de peine*. A Fumel, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 40 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les *peigneurs de chanvre*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; moitié de chômeurs et 28 à 30 heures chez les *sculpteurs*; 17 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés*; pas de chômage, 80 heures parmi les *cochers*. A Cholet, pas de chômeurs chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saumur, pas de chômeurs chez les *carrossiers*. A May-sur-Evre, pas de chômeurs, 36 heures chez les *tisserands*. A Gerté, 10 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 42 heures chez ceux de La Tes-soualle; 15 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Philibert-en-Manges; travail toujours peu actif chez ceux de Saint-Léger; 10 jours environ de travail par mois chez ceux de La Séguinière. A Trélazé, pas de changement chez les *allumettiers*.

Manche. — Pas de chômage, 66 heures en moyenne par semaine chez les *ébénistes*, *menuisiers*, *charpentiers*.

Marne. — A Châlons, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *teinturiers*; de même chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômage, 66 heures chez les *mouleurs*; pas de changement, 60 à 65 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 78 heures chez les *maçons*. A Epernay, 5 p. o/o de chômeurs, 10 heures par jour chez les *typographes*;

pas de chômage, 60 heures chez les *bouchonniers*. A Fismes, 16 p. o/o de chômeurs, 42 heures chez les *apprêteurs en pelletteries*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de changement chez les *employés de commerce*.

Mayenne. — A Laval, pas de changement, 60 heures chez les *métallurgistes*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de changement chez les *typographes*; de même dans l'industrie du *vêtement*; pas de changement, 72 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en limes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs*. A Bouxières-aux-Dames, nombreux chômeurs chez les *mineurs* (extinction d'un haut-fourneau); de même chez ceux de Boudonville et de Pompey. Chez ceux de Chavigny, 4 p. o/o de chômeurs. Pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Jœuf (72 heures), de Ludres, de Gobbranches et de Neuves-Maisons. Un tiers de chômeurs chez ceux de Frouard; moitié de chômeurs chez ceux de Bouxières-aux-Chênes.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Léroutville, pas de chômeurs; 72 heures par semaine chez les *carriers*. A Cousances-aux-Forges, travail toujours peu actif, 60 à 66 heures chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers* (La Perrière); de même et 66 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*; 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *peintres*; pas de changement, 60 heures chez les *travailleurs réunis du port*. A Pontivy, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Ploëmeur, 11 p. o/o de chômeurs, 36 heures chez les *ferblantiers-boîtiers*.

Nièvre. — A Nevers, 13 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; pas de changement, 66 heures chez les *céramistes*; pas de chômeurs chez les *maçons de la Charité*; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutiers. A Decize, pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez ceux de Guérigny. A Corval, pas de chômeurs chez les *ouvriers des bois*, de même chez ceux de Perroy; pas de changement chez ceux de Ciez; de même et 84 heures chez ceux de Montavon; pas de chômeurs chez ceux de Menou. Pas de chômeurs chez les *bûcherons de la Chapelle-Saint-André*; de même chez ceux de Saint-Amand et chez ceux de Saint-Verain, pas de changement chez ceux de Coulautre et d'Entrains.

Nord. — A Lille, travail moins abondant, 58 heures par semaine chez les *menuisiers en sièges*; pas de changement chez les *maçons*; de même chez les *relieurs-papetiers*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement pour les *ouvriers de l'habillement et campement*; 5 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *confiseurs-chocolatiers*; pas de changement chez les *commissionnaires publics*. A Douai, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Dunkerque, 6 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tordeurs d'huile*; pas de changement chez les *charpentiers*; de même chez les *tonneliers*; pas de changement, 66 heures chez les *marbriers*; 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *sculpteurs-ornemanistes*; 8 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; pas de changement chez les *serruriers-poêliers*; un quart de chômeurs, 66 heures chez les *plafonneurs*; travail moins abondant, 48 à 54 heures chez les *ouvriers du port*. A Roubaix, 6 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *emballeurs*; de même chez les *employés de tramways*. A Valenciennes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Cambrai, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

A Tourcoing, 10 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; 13 p. o/o de chômeurs, 56 à 66 heures chez les divers *ouvriers et ouvrières des filatures*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *tisserands*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *trieurs de laine*; 3 p. o/o, 60 à 66 heures chez les *ouvriers de peignage*; 1 p. o/o, 48 à 66 heures chez les *dériveurs*; pas de chômeurs, 30 à 66 heures chez les *piquâriers*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*, 20 p. o/o de chômeurs, 64 heures chez les *mouleurs*. A Avesnes, travail plus abondant, pas de chômeurs, 72 heures chez les *tisseurs*; pas de changement chez ceux du

Cateau, mais arrêt de 45 p. o/o des métiers. Pas de chômeurs chez les *tisserands* de Saulzoir ; de même chez ceux d'Haspres ; 1 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les ouvriers *textiles* d'Houplines ; pas de changement chez ceux de Wignehies. A Caudry, moins de 1 p. o/o de chômeurs, 50 à 55 heures chez les *tullistes*. A Maubeuge, 40 à 50 heures par semaine chez les *métallurgistes*, 400 (un tiers), environ, chôment un ou deux jours par semaine. A Cousolre, 2 p. o/o de chômeurs ; travail plus actif chez les *marbriers à la cheminée*. A Vieux-Condé, travail moins abondant, 65 heures chez les *métallurgistes*. A Jeumont, pas de changement, 50 à 66 heures chez les *marbriers*. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Fresnes, pas de changement chez les *verriers à vitres*. A Lourches, pas de chômeurs chez les *verriers*. A Sin-le-Noble, pas de changement chez les *mineurs*. A Marly, 6 p. o/o de chômeurs, 44 heures chez les *imprimeurs sur tissus*.

Oise. — A Beauvais, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; 40 p. o/o de chômeurs, 60 à 63 heures chez les *menuisiers*. A Senlis, pas de chômeurs chez les *typographes* ; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables et employés*. A Hermes, travail toujours actif, 66 heures chez les *scieurs à la mécanique de bois et d'os*. A la Croix-Saint-Ouen, pas de changement, 60 heures par semaine chez les *layetiers*. A Crépy-en-Valois, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Creil, 30 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. A Méru, travail toujours peu actif chez les *boutonniers en os*. A Tracy-le-Mont, pas de changement chez les *brossiers*. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*. Pas de chômeurs, 63 heures chez les *brossiers* de Béthizy-Saint-Pierre.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, travail toujours actif chez les *menuisiers* ; pas de chômeurs, 66 heures chez les *plâtriers* ; de même chez les *couvreurs-zingueurs*. A Flers, les ouvriers de l'industrie *cotonnière* chôment un jour ou deux par quinzaine ; 10 p. o/o de chômeurs, travail toujours plus actif chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes* ; pas de changement chez les *métallurgistes* ; travail moins actif, 60 heures chez les *cordonniers* et *tanneurs*. A Calais, 2 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *tullistes* (commencement de la morte-saison) ; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs*, pas de chômeurs, 55 à 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Esquerdes, pas de changement chez les *poudriers*. A Montreuil, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes* ; travail toujours actif chez ceux de Marquise.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 14 p. o/o de chômeurs, 98 heures par semaine chez les *boulangers* ; pas de changement chez les *caoutchoutiers* ; 14 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; pas de chômeurs chez les ouvriers des *cuirs et peaux* ; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *campement* ; 15 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* ; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement* ; 6 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *carrossiers* ; 20 p. o/o de chômeurs chez les employés des *tramways électriques* ; 24 p. o/o de chômeurs chez les *livreurs-camionneurs*. A Riom, 4 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *ouvriers du bâtiment* ; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers des tabacs*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de changement chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *maçons*. A Bayonne, 11 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, pas de chômeurs, 60 heures chez les *tapissiers* et les *tailleurs* ; pas de chômeurs, 69 heures chez les ouvriers du *bâtiment* ; pas de chômeurs chez les *peintres*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de changement chez les *menuisiers* ; de même chez les *mouleurs* ; 4 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les *mécaniciens* ; pas de chômeurs chez les *peintres* ; de même chez les *employés de commerce*. A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes* ; de même chez les *cordonniers* ; pas de changement, 54 heures chez les *marbriers* ; pas de chômeurs chez les *maçons*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 17 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* ;

7 p. o/o chez les *pâtisseries-confiseurs*; pas de changement chez les *cuisiniers*; travail moins abondant pour les travailleurs du *liège*; pas de changement chez les *peintres*; chômage persistant (30 p. o/o) chez les *maçons*; de même chez les *ébénistes* qui comptent de nombreux chômeurs; pas de changement pour les *tailleurs de pierre*; de même chez les *charrons-forgerons*. A Canohès, plus de moitié de chômeurs chez les *travailleurs de terre et vigneron*; chômage presque général chez ceux de Clairac; de même chez ceux de Pézilla-la-Rivière; 48 heures chez ceux d'Espira-de-l'Agly; nombreux chômeurs chez ceux de Rivesaltes; chez ceux de Soler, travail un peu plus actif, 48 heures.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs, chez les *typographes*. A Héricourt, 3 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers en *textiles*, pas de chômeurs chez ceux de Giromagny; 1 p. o/o de chômeurs chez ceux du Pieux; pas de chômeurs, 66 heures chez ceux de Rougegoutte. A Beaucourt, pas de chômage chez les *monteurs*.

Rhône. — A Lyon, 13 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *chocolatiers*, travail plus actif, 60 heures par semaine chez les *papetiers-régleurs*; de même chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tisseurs*; chômage toujours important (deux tiers) chez les *tullistes à la chaîne*; pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; 10 p. o/o de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs-mouluriers du meuble*; toujours morte-saison chez les *graveurs pour impressions et gaufrage*; 17 p. o/o de chômeurs chez les *navetiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *bronziers*; de même et 60 heures chez les *litiers*; pas de changement, 60 heures chez les *orfèvres*; de même chez les employés et ouvriers de l'*ornement d'église*; de même chez les *dames employées de commerce*; pas de changement chez les *maçons*; un tiers de chômeurs, 60 heures chez les *ferblantiers-zingueurs*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *sculpteurs*; de même chez les *camionneurs*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce* (les associations patronales de la soierie ont décidé, à titre d'essai, la fermeture de leurs magasins, les samedis à partir de midi). A Villefranche, pas de changement chez les *filateurs*; pas de changement, 50 heures chez les *teinturiers*. A Givors, pas de chômage chez les *chapeliers*. A Grandris, les *tisseurs de cotonnade mécanique* chôment tous; un tiers de chômeurs chez les *tisseurs de cotonnade à la main*; pas de chômage chez les *tisseurs en soie*, 63 à 66 heures. A Neuville-sur-Saône pas de changement chez les *manouvriers*. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Saône (Haute-). — A Plancher-les-Mines, 13 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs chez les *typographes*; 14 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *mouleurs*; 6 p. o/o, 40 heures chez les *ouvriers sur cuivre*. A Digoin, pas de chômeurs, 60 heures chez les *faïenciers*. Au Creusot, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, travail actif, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Montchanin, pas de chômeurs; 60 heures chez les *tuiliers*. A Montceau-les-Mines, chez les *bateliers*, 7 p. o/o de chômeurs. A Nanton, chez les *carriers*, pas de chômeurs, 70 heures. A Saint-Léger-sur-Dheune, près de 2 p. o/o de chômeurs chez les *manouvriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Saint-Émiland, pas de chômeurs, 72 heures chez les *carriers*, *piqueurs de grès*.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail moins actif chez les *menuisiers*; pas de changement, 66 heures chez les *ébénistes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; travail actif chez les *galochiers*. A La Flèche, pas de chômeurs, 72 heures chez les *galochiers*. A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 72 heures, travail toujours actif chez les *tanneurs*. A Vibraye, 1 p. o/o de chômeurs, 69 heures chez les ouvriers en *manches de parapluies et ombrelles*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; un quart de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; de même chez les *serruriers*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; fermeture de l'usine par cessation d'industrie chez les *chapeliers foulours*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Meillerie, pas de changement chez les *bateliers carriers*.

Seine. — A Paris, environ 7 p. o/o de chômeurs, 84 heures par semaine en moyenne chez les *boulangers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 8 p. o/o, 60 à 70 heures chez les *confiseurs*; pas de changement chez les *charcutiers*.

3 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; moitié de chômeurs, 48 heures chez les *coloristes-enlumineurs*; pas de changement chez les *typographes*; de même chez les *femmes typographes*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; 4 p. o/o, 54 heures chez les *lithographes (Union)*; 5 p. o/o, 60 heures chez les *dessinateurs-lithographes*; 3 p. o/o, 60 heures chez les *graveurs-lithographes*; 9 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeurs chez les *graveurs sur bois*; 4 p. o/o, 60 heures chez les *opérateurs bitumiers de la photographie*.

12 p. o/o de chômeurs chez les *carroyeurs*; 6 p. o/o, 55 heures chez les ouvriers du *chevreau glacé*; pas de chômeurs, travail actif chez les *apprêteurs en pelletteries*; 10 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *fourreurs*; pas de changement chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; 5 p. o/o de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *gainiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *souffletiers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *talonniers*; 5 p. o/o chez les *arçonnières-ferreurs*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *selliers-harnacheurs*; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *bourelliers*.

26 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *tisseurs en tous genres*; 13 p. o/o chez les *dessinateurs en broderie*; 9 p. o/o, 60 heures chez les ouvriers de la *bretelle et ceinture*. Pas de chômeurs, 80 à 90 heures chez les ouvriers de l'*habillement*; 5 p. o/o de chômeurs, 78 heures chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; travail plus abondant, 70 à 76 heures chez les *couturières*; 3 p. o/o de chômeurs, 56 heures chez les *coupeurs-chemisiers*. Pas de changement chez les *chapeliers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; pas de changement pour ceux en *chapeaux de soie*; 16 p. o/o de chômeurs, 45 à 48 heures chez les *casquettiers*. Nombreux chômeurs chez les *façonniers* et les *passementiers à la barre*, l'article nouveau étant toujours peu demandé; 3 p. o/o de chômeurs, mais 38 heures seulement chez les *passementiers à la main*. Nombreux chômeurs chez les *apprêteurs-décatisseurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *teinturiers-dégraissers*.

30 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement, 66 heures chez les *menuisiers en bâtiment*; travail moins abondant, plus de moitié en chômage chez les *doreurs sur bois*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *monteurs en sièges*; 8 p. o/o chez les *ébénistes réparateurs*; pas de chômeurs, 66 à 70 heures chez les *tonneliers*; 19 p. o/o de chômeurs, 54 heures, travail plus abondant chez les *peintres en voitures*; travail moins abondant, 48 heures chez les ouvriers de la *marqueterie*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *brosserie pour peinture*; un quart de chômeurs, 66 heures chez les *baleiniers*.

15 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *chefs de service et contremaîtres de la métallurgie*; 37 p. o/o chez les *mouleurs en cuivre*; pas de chômeurs chez les *lamineurs*; pas de changement chez les *estampeurs-découpeurs-mécaniciens*; 8 p. o/o chez les *tourneurs-décolleteurs*; pas de changement chez les *tourneurs-robinettiers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *coffres-forts*; 5 p. o/o, 60 heures chez les ouvriers de la *mécanique industrielle*; 9 p. o/o, 60 heures chez les *électriciens*; 3 p. o/o chez les travailleurs de l'*air comprimé et électricité*; 2 p. o/o chez les *serruriers en bâtiment*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures chez les ouvriers *lanterniers*; pas de changement chez les *estampeurs-poêliers*; de même chez les *potiers d'étain* et chez les *trombonistes*; reprise du travail, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *instruments de musique*. Pas de changement chez les *balanciers*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *instruments de précision*; 4 p. o/o chez les *bijoutiers en argent*; un quart de chômeurs, 45 à 50 heures dans la *bijouterie dorée*; travail moins actif chez les *sertisseurs*; 4 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les *batteurs d'or*; 2 p. o/o chez les *opticiens*.

Légère reprise chez les *sculpteurs*; pas de changement chez les *graveurs de cimetières*; travail plus actif, 70 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *fourniers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *terrassiers-puisatiers*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *peintres en bâtiment*; pas de changement chez les *peintres-fleurs*; pas de chômeurs, 60 heures

chez les *enduseurs*. Pas de changement chez les *briquetiers* et *potiers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *biseauteurs* et *polisseurs de glaces*; 15 p. o/o, de chômeurs chez les *boucheurs à l'émeri*.

Pas de changement chez les employés des *tramways*; de même chez les *cochers de grande remise*; pas de chômeurs chez les *cochers* (Coopératives); de même chez les *receveurs pontonniers des bateaux parisiens*; travail peu abondant pour les *camionneurs*; près de 2 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs d'automobiles*. Pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*. Pas de changement chez les *représentants et employés de la bijouterie*; les *caissières comptables*; les *placiers en fleurs*; les *employés de bureaux de placement*; et les *clercs d'huissiers*. 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie*; 9 p. o/o chez les *comptables*; 3 p. o/o chez les *employés en serrurerie*; 2 p. o/o chez les *sténographes* (Association); de même chez les *femmes sténographes*.

Nombreux chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *garçons d'hôtels*; 7 p. o/o chez les *garçons de salles*; 3 p. o/o chez les *coiffeurs*; 2 p. o/o chez les *gens de maison*. 1 p. o/o de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*, de même chez les *employés de l'enseignement libre*; pas de changement chez les *professeurs de l'enseignement libre*. Pas de chômeurs chez les *gaziers*; pas de changement chez les *désinfecteurs des abattoirs*, de même chez les *étuvistes*.

A Saint-Denis, 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *graveurs pour impression*. A Arcueil, 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *blanchisseurs*. A Argenteuil, 6 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *mécaniciens*. A Aubervilliers, pas de changement chez les *échaudeurs*. A Clamart, pas de chômeurs, la main-d'œuvre fait défaut chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Gentilly, pas de changement chez les *travailleurs du chiffon*; de même à Ivry chez les *employés du nettoyage*, et au Kremlin, chez les *argileurs mineurs*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les *typographes*; 1 jour de chômage par semaine chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 44 heures par semaine chez les *teinturiers apprêteurs*. Pas de chômeurs, 60 heures chez les *fondeurs*; pas de changement chez les *chaudronniers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *charretiers livreurs*; pas de changement pour les *mariniers de la basse Seine*; 3 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *employés*; travail abondant, 108 heures chez les *maîtres d'hôtels-restaurateurs*.

A Bolbec, fermeture d'un établissement occupant 25 ouvriers chez les *ouvriers cotonniers*; pas de chômeurs, 66 heures chez ceux de Lillebonne. A Oissel, pas de chômeurs, chez les *tisseurs et fileurs*. A Deville, moitié de chômeurs 55 heures chez les *métallurgistes*.

Seine-et-Marne. — A Lagny, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*. A Bécard, pas de chômeurs, 72 heures chez les *maçons*. De même chez les *tailleurs de pierre* de Souppes.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail moins actif chez les *typographes*; pas de changement chez les *maçons*. A Étampes, travail moins abondant, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *peintres*. A Saint-Germain, pas de chômeurs chez les *typographes*; 7 p. o/o de chômeurs 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Argenteuil, pas de changement chez les *tisseurs*. A Bonnières, pas de chômeurs, chez les *raffineurs de pétrole*. A Chaville, pas de chômeurs, 68 à 70 heures chez les *blanchisseurs*. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs chez les *carriers*, de même chez ceux de Méry-sur-Oise. Pas de chômeurs chez les *poudriers* de Livry. A Montmorency, pas de chômeurs, 72 heures chez les *briquetiers*. A Poissy, 16 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez ceux de Melle. A La Rampière-de-Saint-Laurs, pas de chômeurs, 66 heures chez les *mineurs*. A Moulins, 15 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*; les mêmes à La Chapelle Lagueau ne travaillent que la moitié du temps.

Somme. — A Amiens, pas de changement chez les *lithographes*; pas de chômeurs chez les *corroyeurs*; 12 p. o/o de chômeurs 48 à 60 heures chez les *coupeurs en chaussures*; travail peu actif; 10 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*; chômeurs moins nombreux chez les *teinturiers*; 30 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les *mouleurs en fer*; 1 p. o/o de chômeurs

chez les *commis aux écritures*. A Fréville-Escarbotin; 18 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les *ouvriers sur cuivre*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; morte-saison, 25 à 30 heures par semaine chez les *chapeliers-appropriateurs*; chômage pas général chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; de même chez les *verriers*. A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. A Carmaux, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de Cagnac. A Briatexte, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Mazamet pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*. A La Bastide Rouairoux, un quart de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie laitière*.

Tarn-et-Garonne. — A Castelsarrazin, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; chômage presque général chez les *papetiers* de Montech. A Septfonds, pas de chômeurs chez les *chapeliers en paille*.

Var. — A Draguignan, 5 p. o/o de chômeurs, 77 à 84 heures par semaine chez les *boulangers*. A Toulon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *voiliers*; 3 p. o/o chez les *tonneliers*; chômage presque général chez les *machinistes*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*; 40 p. o/o de chômeurs, 84 heures chez les *employés*. A La Seyne, pas de changement chez les *charpentiers en fer et bois*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *tanneurs*; pas de chômeurs chez les *selliers bourreliers*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures et machines agricoles*; de même et 60 heures chez les *peintres*. A Carpentras, travail plus abondant, 54 heures chez les *ferblantiers*. A Cavaillon, pas de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs*; de même chez les *ouvriers du bâtiment*. A Caderousse, nombreux chômeurs, 48 heures chez les *balaitiers*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Valréas, 18 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*.

Vendée. — A La Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 72 heures chez les *maçons*. A Saint-Laurent-sur-Sèvres, 15 jours de chômage par mois chez les *tisseurs*. A Evrunes, 5 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*; 2 p. o/o, 54 heures par semaine chez ceux Saint-Malo-des-Bois. A Faymoreau, pas de changement, 66 heures chez les *mineurs*. Aux Sables, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de changement chez les *portefaix*.

Vienne. — A Châtellerault, 35 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de la manufacture d'armes*. A Ligné, pas de chômeurs, 66 heures chez les *typographes*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de changement chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; pas de chômeurs, 84 heures chez les *employés de tramways*. A Saint-Junien, pas de changement chez les *ouvriers en cuirs et peaux*.

Vosges. — A Saint-Dié, 40 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers textiles*. A Remiremont, pas de changement, 66 heures par semaine chez les *typographes-lithographes*. A Liéville-Grand, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'ameublement*. A Moussey, pas de changement chez les *tisseurs et filateurs*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *charpentiers de marine*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *mouleurs*; de même chez les *métallurgistes*. A Sens, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*. Travail actif, pas de chômeurs chez les *forestiers* de Saint-Sauveur; pas de chômeurs chez ceux de Treigny.

Algérie. — A Alger, pas de changement chez les *tailleurs*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes*; 10 p. o/o et 74 heures chez les *employés en quincaillerie*; pas de changement chez les *employés des chemins de fer sur route*. A Mustapha, 30 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; nombreux chômeurs chez les *cordonniers*. A Bône, 8 p. o/o de chômeurs,

54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les *employés de chemins de fer*; 16 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Philippeville, nombreux chômeurs chez les *boulangers*.

Adjudications. — Adjudications importantes en juin et en juillet.

ROUTES ET CHEMINS.

SEINE-ET-OISE. — 4 juin. — Préfecture : Entretien et construction d'un chemin vicinal.....	180.400
SEINE. — 6 juin. — Tribunal de Commerce : travaux sur routes nationales.....	248.000
CHARENTE-INFÉRIEURE. — 7 juin. — Sous-Préfecture de Jonzac : Entretien d'un chemin de grande communication (p. 5 et 6 a).....	433.775
ALPES (HAUTES-). — 8 juin. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux.....	95.900

CHEMINS DE FER.

PARIS ET HANOÏ. — 23 juillet. — Colonies : Ligne de Tourane à Hué, infrastructure, bâtiment, ballast et pose de voie, piastres.....	4.000.000
PUY-DE-DÔME. — Prochain. — Préfecture : ligne de Saint-Eloy à Pauniat. — Construction d'un viaduc.....	1.032.998
PUY-DE-DÔME. — Prochain. — Préfecture : ligne de Saint-Eloy à Pauniat. — Tablier métallique.....	1.646.766

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

YONNE. — 3 juin. — Préfecture : rivière d'Yonne, approfondissement du chenal.....	306.000
SEINE-INFÉRIEURE. — 4 juin. — Préfecture : canal du Havre à Tancarville. — Construction d'un pont tournant.....	164.000
SEINE-INFÉRIEURE. — 7 juin. — Préfecture : port de Rouen. — Travaux de dragages.....	225.000
SAINT-PÉTERSBOURG. — 8 juin. — Délégation municipale : construction de quais.....	1.604.692
MARNE (HAUTE-). — 22 juin. — Préfecture : canalisation de la Marne à la Saône. — Canaux de réserve.....	3.425.000
SOMME. — 29 juin. — Préfecture : canalisation de la Somme. — Reconstruction d'un barrage.....	103.000
PRINCIPAUTÉ DE MONACO. — 2 juillet. — Enrochement pour construction d'une jetée.....	2.600.000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

MORBIHAN. — 3 juillet. — Mairie d'Auray : Travaux communaux.....	120.055
MORBIHAN. — 4 juillet. — Mairie de Lorient : Construction de salle de fête et écoles.....	426.137
MEUSE. — 6 juillet. — Sous-Préfecture de Verdun. — Travaux communaux et vicinaux.....	155.499
NANCY. — 7 juillet. — Guerre : réorganisation du quartier Brichambeau.....	991.083
VERDUN. — 8 juillet. — Guerre : renforcement du fort de Douaumont.....	515.000
REMIREMONT. — 15 juillet. — Guerre : construction de deux pavillons.....	380.740
OISE. — 16 juillet. — Mairie de Montataire : construction d'un abattoir.....	178.963

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mai 1901.	Avril 1901.	Mai 1900.
Farine (Corbeil), les 157 kilogrammes.	43 ^f 96 ^c	43 ^f 96 ^c	47 ^f 80 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes ..	29 75	27 60	32 75
Alcool à 90 degrés, l'hectolitre	27 85	28 75	36 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	60 75	60 00	63 35
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes. .	72 00	73 25	"
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.	37 50	37 50	42 00
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	61 00	63 00	64 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	49 50	50 87	58 20
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.	123 50	125 50	160 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil..	44 00	42 00	48 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes mixtes			
(1 ^{re} classe)	"	21 00	31 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	173 90	186 50	196 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	361 00	360 50	364 00
Plomb, <i>idem.</i>	30 78	31 25	47 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	44 06	42 18	"
Blé à Paris, <i>idem.</i>	20 10	18 60	"
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	18 65	18 45	"
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	18 75	18 10	"
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette,			
le kilogramme	1 36	1 29	1 42
Viande veau, le kilogramme	1 97	1 81	1 90
— mouton, <i>idem.</i>	1 88	1 85	2 00
— porc, <i>idem.</i>	1 36	1 39	1 46

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine de juin 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine	26 ^f 844
Frais de panification	12 223
TOTAL	39^f 067

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3005 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6010, soit à 0 fr. 60.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	1901.	1900.	EN PLUS en 1901.	EN MOINS en 1901.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	304.040.000	321.725.000	"	17.685.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.404.494.000	1.443.457.000	"	38.963.000
Objets fabriqués	331.323.000	360.892.000	"	29.569.000
TOTAL	2.039.857.000	2.126.074.000	"	86.217.000
DIMINUTION en 1901				86.217.000^f
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	331.319.000	305.873.000	25.446.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	413.639.000	467.814.000	"	36.175.000
Objets fabriqués	892.423.000	837.459.000	54.964.000	"
Colis postaux	103.925.000	92.976.000	10.949.000	"
TOTAL	1.759.306.000	1.704.122.000	91.359.000	36.175.000
AUGMENTATION en 1901				55.184.000^f

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} janvier au 3 juin 1901 ont été de 525.611.200 francs. Elles étaient à la même date, en 1900, de 541.554.100 francs, soit une diminution de 3,0 p. 0/0.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS DE MAI	
	1901.	1900.
Faillites	115	104
Liquidations judiciaires	10	7
Conversions de liquidations en faillites	2	1

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mai 1901, il a été déposé 199 demandes en autorisation de bâtir, dont 165 pour des constructions neuves. Pendant le mois de mai 1900, le nombre des demandes avait été de 76, dont 64 pour des constructions neuves.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 1^{er} TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1901,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 25	1 86	1 60	2 81	6 00	"	"	4 39
Ardenne.....	0 25	"	1 54	2 05	"	0 43	"	4 41
Bouches-du-Rhône.....	0 34	"	"	2 59	9 14	0 33	"	"
Charente-Inférieure.....	0 27	"	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 25	1 59	2 06	2 84	7 50	0 30	"	"
Gironde.....	0 24	1 42	1 50	3 41	10 57	0 31	"	3 80
Loire.....	0 27	1 44	1 40	"	"	0 23	"	4 00
Marne.....	0 29	1 71	1 09	3 19	10 00	0 40	0 25	"
Meurthe-et-Moselle.....	0 27	1 45	1 59	2 87	6 70	0 34	"	4 90
Nord.....	0 31	"	1 80	3 17	8 52	0 61	"	3 11
Pas-de-Calais.....	0 29	2 02	1 95	3 19	9 23	0 73	"	"
Rhône.....	0 29	1 70	1 58	3 00	9 99	0 39	"	3 30
Saône-et-Loire.....	0 25	"	1 34	"	"	0 28	"	3 70
Seine.....	0 30	1 39	1 83	3 54	13 77	0 41	0 32	5 87
Seine-et-Oise.....	0 29	1 83	2 18	3 11	8 90	0 35	0 30	5 48
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 22	1 57	1 63	2 94	9 33	0 31	0 32	3 91
Quantités vendues par l'ensemble des 538 sociétés.	kil. 15.445.567	kil. 407.861	kil. 122.233	kil. 59.806	quint. 2.909	lit. 2.378.523	lit. 53.340	quint. 91.846

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 1^{er} trimestre de 1901 résultent du dépouillement des rapports de 538 sociétés, dont 369 qui ont donné le nombre de leurs adhérents groupent 102.393 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 538 sociétés.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mai 1901, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels de l'industrie et du commerce (syndicats agricoles non compris) :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1°. — SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [20 février 1901]. — Syndicat des **charcutiers** de Montluçon et de l'arrondissement (28 membres). Siège social : restaurant Larbot, MONTLUÇON.

Alpes-Maritimes [29 janvier 1901]. — Syndicat des fabricants de **poteries** culinaires en terre réfractaire des Alpes (28 membres). Siège social : VALLAURIS.

Ardèche [1^{er} février 1901]. — Syndicat professionnel de la **boucherie** et de la charcuterie albenassiennes (12 membres). Siège social : rue de la République, 5, à AUBENAS.

Aude [15 janvier 1901]. — Syndicat des **limonadiers** de Narbonne et de l'arrondissement (45 membres). Siège social : hôtel de ville, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [3 février 1901]. — Syndicat du patronat des **maréchaux ferrants** de l'arrondissement d'Arles (22 membres). Siège social : place Saint-Esprit, 18, ARLES. — [1^{er} mars 1901]. — Syndicat des établissements de **bains** et d'hydrothérapie (10 membres). Siège social : rue de Rome, 72, MARSEILLE. — [3 janvier 1901]. — Syndicat des **négociants en chiffons** et vieux métaux des départements du sud de la France (21 membres). Siège social : rue Jeune-Anacharsis, 18, MARSEILLE. — [25 avril 1901]. — Syndicat des **fleuristes** et jardiniers de Saint-Pierre-de-Marseille (60 membres). Siège social : boulevard Ruinat, 11, à MARSEILLE. — [20 avril 1901]. — Syndicat français des entrepreneurs de grattage et **peinture des carènes** et coques de navires en fer et d'entretien des navires en général (30 membres). Siège social : rue Saint-Cannat, 3, MARSEILLE. — [17 mars 1901]. — Syndicat des **éleveurs de porcs** des Bouches-du-Rhône (110 membres). Siège social : cours Belsunce, 32, MARSEILLE. — [12 février 1901]. — Syndicat des **gérants de débits de tabacs** des Bouches-du-Rhône (55 membres). Siège social : rue Cannebière, 5, à MARSEILLE. — [1^{er} janvier 1901]. — Chambre syndicale des **limonadiers**, maîtres d'hôtel et restaurateurs de la commune de Tarascon (19 membres). Siège social : café de la Poste, à TARASCON.

Calvados [3 avril 1901]. — Chambre syndicale des **loueurs de voitures** de Trouville-Deauville (21 membres). Siège social : hôtel de ville, TROUVILLE.

Charente-Inférieure [4 avril 1901]. — Syndicat des agents d'**assurances** de l'arrondissement de Rochefort (16 membres). Siège social : rue Thiers, 131, ROCHEFORT.

Corrèze [18 mars 1901]. — Syndicat de la **boucherie** et charcuterie de Tulle (18 membres). ¹Siège social : rue du Trech, 36, TULLE.

Doubs [29 janvier 1901]. — Chambre syndicale des patrons pierristes et **sertisseurs** de Besançon (24 membres). Siège social : BESANÇON.

Eure-et-Loir [26 avril 1901]. — Syndicat des **hôteliers**, limonadiers et débitants de boissons de l'arrondissement de Châteaudun (80 membres). Siège social : rue Péan, 5, CHÂTEAUDUN.

Finistère [8 mars 1901.] — Syndicat des négociants en **vins** et spiritueux de l'arrondissement de Brest (20 membres). Siège social : rue de la Rampe, 10, à BREST.

Gironde [14 janvier 1901]. — Syndicat des marchands de **vins** en détail de la ville de Bordeaux (300 membres). Siège social : cours du Jardin-Public, 4, à BORDEAUX. — [29 mars 1901]. — Union syndicale des négociants en **vins** de Bordeaux (91 membres). Siège social : quai des Chartrons, 60, BORDEAUX.

Indre-et-Loire [20 avril 1901]. — Syndicat des **bouilleurs** de cru ambulants à vapeur et à feu nu du département d'Indre-et-Loire (75 membres). Siège social : salle du Manège, TOURS. — [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des marchands **forains** de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire (80 membres). Siège social : rue Giraudeau, 6, TOURS.

Isère [17 janvier 1901]. — Chambre syndicale des **carrossiers**, charrons, selliers, menuisiers en voitures, bourreliers, peintres, maréchaux ferrants de la ville de Grenoble (28 membres). Siège social : cours Saint-André, 4, à GRENOBLE. — [9 mars 1901]. — Syndicat des propriétaires et industriels possédant ou exploitant des **forces motrices hydrauliques** (28 membres). Siège social : place du Lycée, 2, GRENOBLE. — [28 avril 1901]. — Syndicat professionnel des patrons **bouchers** de la ville de Vienne (16 membres). Siège social : rue du Collège, 4, VIENNE. — [6 mai 1901]. — Syndicat professionnel des patrons **charcutiers** de la ville de Vienne (19 membres). Siège social : rue Saint-Martin, 3, VIENNE. — [24 janvier 1901]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Voiron (38 membres). Siège social : hôtel de ville, à VOIRON. — [1^{er} janvier 1901]. — Association professionnelle des **tramways** et chemins de fer d'intérêt local du sud-est de la France (8 membres). Siège social : avenue de la Gare, VOIRON.

Loire-Inférieure [28 janvier 1901]. — Chambre syndicale des marchands et des producteurs de **lait** de Nantes et des environs (34 membres). Siège social : rue Scribe, 7, à NANTES. — [3 mars 1901]. — Syndicat des **laitiers** producteurs nantais (31 membres). Siège social : place de Bretagne, 12 bis, à NANTES. — [23 avril 1901]. — Syndicat des marchands de **charbons** en détail de la ville de Saint-Nazaire (12 membres) Siège social : rue du Bois-Savary, 14, SAINT-NAZAIRE. — [22 avril 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **charpente** du bâtiment de l'arrondissement de Saint-Nazaire (11 membres). Siège social : rue de Paris, 41, SAINT-NAZAIRE. — [7 mai 1901]. — Syndicat des entrepreneurs de **maçonnerie** (16 membres). Siège social : rue Thiers, 22, SAINT-NAZAIRE. — [24 janvier 1901]. — Syndicat des entrepreneurs de **menuiserie** du bâtiment (10 membres). Siège social : rue du Dolmen, à SAINT-NAZAIRE. — [29 janvier 1901]. — Syndicat des entrepreneurs de **plâtrerie** (7 membres). Siège social : rue du Croisic, SAINT-NAZAIRE.

Loir-et-Cher [19 février 1901]. — Chambre syndicale de la **boucherie** de Romorantin (10 membres). — Siège social : café Kédinger, ROMORANTIN.

Loiret [avril 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **peinture** et vitrerie de la ville et de l'arrondissement d'Orléans (25 membres). Siège social : rue de la Bretonnerie, 23, ORLÉANS.

Manche [28 avril 1901]. — Association professionnelle des **médecins** de l'arrondissement de Cherbourg (16 membres). Siège social : rue Bonhomme, 14, CHERBOURG.

Marne [31 mars 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiments** des ville et arrondissement d'Épernay (135 membres). Siège social : rue des Jancelins, 48, ÉPERNAY. — [20 avril 1901]. — Syndicat de l'industrie **textile** rémoise (38 membres). Siège social : rue Cérés, 30, REIMS. — [11 janvier 1901]. — Union syndicale des **maitres d'hôtels**, restaurants, cafetiers et débitants de l'arrondissement de Vitry-le-François (27 membres). Siège social : café du Midi, VITRY-LE-FRANÇOIS.

Marne (Haute-) [14 avril 1901]. — Syndicat du commerce des **bois** de la Haute-Marne et des industries s'y rattachant (65 membres). Siège social : salle de la Justice de paix, CHAUMONT. — [5 février 1901]. — Chambre syndicale des **limonadiers**-restaurateurs, marchands de vins et aubergistes de l'arrondissement de Chaumont (50 membres). Siège social : salle de la Justice de paix, à CHAUMONT. — [20 janvier 1901]. — Syndicat du commerce en gros des **vins** et spiritueux du département de la Haute-Marne (51 membres). Siège social : boulevard Thiers, 49, à CHAUMONT.

Meurthe-et-Moselle [6 janvier 1901]. — Association de la **presse** de l'Est (56 membres). Siège social : place Carnot, 5, à NANCY. — [3 janvier 1901]. — Syndicat des marchands de **vins** et restaurateurs de Nancy et du département de Meurthe-et-Moselle (101 membres). Siège social : rue de la Hache, 52, à NANCY.

Nord [6 janvier 1901]. — Syndicat de la construction **métallurgique** de Dunkerque et environs (21 membres). Siège social : rue L'Hermite, à DUNKERQUE. — [1^{er} mars 1901]. — Syndicat des **courtiers** et commissionnaires en marchandises de la place de Lille, alcools, sucres et dérivés (25 membres). Siège social : rue Jean-Bart, 64, LILLE. — [21 janvier 1901]. — Syndicat de l'**épicerie** et professions connexes de Lille et ses environs (50 membres). Siège social : Grande-Place, 12, à LILLE. — [27 février 1901]. — Syndicat des **filateurs** de lin, de chanvre et d'étoupes de France (135 membres). Siège social : rue de l'Hôpital-Militaire, 116, à LILLE. — [2 mars 1901]. — Syndicat des patrons **hôteliers**, cafetiers et restaurateurs de Lille (25 membres). Siège social : place Rihour, 9, Lille. — [6 février 1901]. — Chambre syndicale des fabricants de **toiles** de Lille (27 membres). Siège social : rue de l'Hôpital-Militaire, 116, à LILLE. — [15 janvier 1901]. — Syndicat des **filateurs** de coton de Roubaix-Tourcoing (25 membres). Siège social : rue Neuve, 51, à ROUBAIX. — [6 janvier 1901]. — Chambre syndicale des débitants de **boissons** de la ville de Valenciennes et de l'arrondissement (. . membres). Siège social : hôtel de ville, à VALENCIENNES.

Pas-de-Calais [10 février 1901]. — Syndicat **médical** de l'arrondissement d'Arras (24 membres). Siège social : ARRAS. — [2 mars 1901]. — Syndicat professionnel entre les **armateurs** contre les risques de chômage provenant de la grève (20 membres). Siège social : halle au poisson, salle des armateurs, à BOULOGNE-SUR-MER. — [25 mars 1901]. — Syndicat des **brasseurs** de Boulogne-sur-Mer et environs (15 membres). Siège social : rue Thiers, 31, BOULOGNE-SUR-MER. — [23 janvier 1901]. — Syndicat des négociants en **charbons** de Boulogne-sur-Mer (18 membres). Siège social : quai du Bassin, 92, à BOULOGNE-SUR-MER. — [12 février 1901]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Boulogne-sur-Mer (12 membres). Siège social : rue de l'Amiral-Bruix, 68, BOULOGNE-SUR-MER. — [16 mars 1901]. — Syndicat des **hôteliers** de Boulogne-sur-Mer (10 membres) Siège social : rue Thiers, 31, à BOULOGNE-SUR-MER.

Pyrénées (Hautes-) [2 janvier 1901]. — Syndicat des **limonadiers**, débitants et commerçants similaires de Bagnères-de-Bigorre (115 membres). Siège social : chez M. Pedrapade, promenade des Coustons, à BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Puy-de-Dôme [8 février 1901]. — Syndicat des **pharmaciens** de Clermont-Ferrand (22 membres). Siège social : hôtel de ville, à CLERMONT-FERRAND.

Rhin (Haut-) [1^{er} mars 1901]. — Syndicat des **limonadiers**, maîtres d'hôtels et restaurateurs de la ville de Belfort et du territoire (30 membres). Siège social : BELFORT.

Rhône [10 février 1901]. — Syndicat professionnel de la **charcuterie** de la ville de Givors (9 membres). Siège social : rue de Belfort, 4, à GIVORS. — [25 mars 1901]. — Syndicat professionnel des patrons **charcutiers** de la région lyonnaise (37 membres). Siège social : rue de la Pyramide, 113, LYON. — [septembre 1900]. — Syndicat de la **colonisation** lyonnaise en Tunisie (20 membres). Siège social : place Sathonay, 1, à LYON. — [13 janvier 1901]. — Syndicat des **faïenciers** du Sud-Est (7 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 9, à LYON. — [20 janvier 1901]. — Union patronale des **teinturiers-dégraisseurs** de Lyon et de la région (37 membres). Siège social : place Bellecour, 1, LYON. — [17 janvier 1901]. — Chambre syndicale des maîtres **tullistes** de toutes catégories de la ville de Lyon (40 membres). Siège social : rue Coste, 5, à LYON. — [23 août 1900]. — Syndicat central des petits marchands de **vins**, spiritueux et débitants ayant entrepôt de la ville de Lyon et de la région (124 membres). Siège social : rue de la Martinière, 1, à LYON.

Saône-et-Loire [20 avril 1901]. — Syndicat professionnel des **charcutiers** de la ville du Creusot (15 membres). Siège social : LE CREUSOT. — [22 mars 1901]. — Syndicat des **épiciers** en détail de la ville de Mâcon (24 membres). Siège social : rue Philibert-Laguiche, 43, MÂCON. — [18 décembre 1900]. — Syndicat des **maîtres-imprimeurs** de Saône-et-Loire (20 membres). Siège social : rue de l'Héritier, 5, MÂCON. — [1^{er} mars 1901]. — Syndicat des **limonadiers**, restaurateurs et cafetiers de Mâcon et des environs (88 membres). Siège social : rue de Rambuteau, 1, MÂCON.

Seine [octobre 1900]. — Syndicat des patrons **blanchisseurs** de Boulogne-Billancourt (151 membres). Siège social : Grande-Rue, 57, à BOULOGNE-SUR-SEINE. — [16 février 1901]. — Syndicat des **architectes** français (50 membres). Siège social : Bourse de Commerce, à PARIS 1^{er}. — [21 février 1901]. — Chambre syndicale des agents et commissionnaires en **bois** d'industrie (27 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, PARIS (1^{er}). — [28 mars 1901]. — Syndicat professionnel des producteurs de **céruse** de France (12 membres). Siège social : place des Vosges, 9, PARIS 4^e. — [11 février 1901]. — Chambre syndicale des **confituriers** français (11 membres). Siège social : rue Saint-Gilles, 7, PARIS 3^e. — [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **cylindrage** à vapeur et des constructeurs de rouleaux de France (11 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS 10^e. — [8 mars 1901]. — Syndicat général des producteurs et approvisionneurs français du carreau des **Halles** (68 membres). Siège social : rue de Turbigo, 14, PARIS (1^{er}). — [11 mars 1901]. — Union syndicale du commerce des **huîtres** en gros de Paris et des environs (14 membres). Siège social : rue Mondétour, 9, PARIS 1^{er}. — [9 janvier 1901]. — Syndicat de l'industrie du **jute** (21 membres). Siège social : rue du Louvre, 15, PARIS 1^{er}. — [29 avril 1901]. — Chambre syndicale des **mandataires** à la volaille et au gibier des halles centrales de Paris (10 membres). Siège social : rue des Halles, 15, PARIS (1^{er}). — [15 mai 1901]. — Chambre syndicale de la Ruche commerciale du pavillon n° 9 — **Marée** détail, Halles centrales — (36 membres). Siège social : rue Saint-Germain-Auxerrois, 9, PARIS 1^{er}. — [25 janvier 1901]. — Chambre syndicale des **mariniers** du département de la Seine (40 membres). Siège social : rue d'Austerlitz, 3, à PARIS 12^e. — [15 avril 1901]. — Syndicat parisien des industries **textiles** (17 membres). Siège social : boulevard de Sébastopol, 86, PARIS 3^e. — [11 avril 1901]. — Union des stations **thermales** climatiques et balnéaires de France (30 membres). Siège social : boulevard Haussmann, 40, PARIS 9^e. — [9 janvier 1901]. — Syndicat des **vétérinaires** du département de Seine-et-Oise (28 membres). Siège social : rue Serpente, 28, PARIS 6^e.

Seine-Inférieure [5 mars 1901]. — Chambre syndicale des **brasseurs** de cidre de la ville de Fécamp (38 membres). Siège social : rue Paul-Vasselin, FÉCAMP. — [28 janvier 1901]. — Syndicat des entrepreneurs de **vidanges** du Havre (2 membres). Siège social : rue Jeanne-Hachette, 8, LE HAVRE. — [18 février 1901]. — Syndicat d'**imprimeurs** pour étoffes (11 membres). Siège social : rue Ampère, 2, ROUEN.

Seine-et-Oise [24 janvier 1901]. — Syndicat **horticole** des jardiniers-maraîchers et horticulteurs du canton d'Étampes (29 membres). Siège social : hôtel de ville, ÉTAMPES. — [10 février 1901]. — Syndicat industriel des **blanchisseurs** et buandiers de la ville de Versailles (34 membres). Siège social : avenue de Paris, 52, à VERSAILLES.

Deux-Sèvres [25 mars 1901]. — Chambre syndicale des maîtres **imprimeurs** typographes et lithographes de Niort (7 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 79, NIORT.

Somme [7 mars 1901]. — Syndicat des **limonadiers**, débitants et restaurateurs de la ville d'Amiens (100 membres). Siège social : Pavillon bleu, à la Hotoie, AMIENS. — [6 mai 1901]. Chambre syndicale des marchands de **poissons** et des quatre-saisons d'Amiens (67 membres). Siège social : Rue Antonin, 22, AMIENS.

Vaucluse [1^{er} mars 1901]. — Syndicat de défense des propriétaires producteurs d'**asperges**, fruits et primeurs de Lauris (61 membres). Siège social : LAURIS. — [1^{er} janvier 1901]. — Chambre syndicale des **maîtres d'hôtels**, restaurateurs et limonadiers d'Orange (16 membres). Siège social : café de Provence, cours Pourtoulès, à ORANGE.

Vienne [2 avril 1901]. — Syndicat fraternel des **bouchers** de Poitiers (26 membres). Siège social : café de l'Abattoir, POITIERS.

2^e. — SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [28 avril 1901]. — Association laonnoise des travailleurs du **livre** (18 membres). Siège social : LAON. — [7 avril 1901]. — Syndicat « la Liberté » des ouvriers de **tissage** et de filature (115 membres). Siège social : rue de Baudreuil, 20 bis, SAINT-QUENTIN.

Allier [29 mars 1901]. — Syndicat des garçons **restaurateurs**, limonadiers, hôteliers et employés assimilés réunis (30 membres). Siège social : avenue des Célestins, 99, VICHY.

Aube [10 janvier 1901]. — Association amicale des corporations réunies de la **bonneterie** de Troyes et ses environs (100 membres). Siège social : rue de la Grande-Tannerie, 22, à TROYES.

Aude [8 janvier 1901]. — Chambre syndicale des garçons **limonadiers** et restaurateurs de la ville de Narbonne (40 membres). Siège social : bar des Nations, boulevard Gambetta, NARBONNE. — [14 janvier 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers **maçons**, plâtriers et tailleurs de pierre de la ville de Narbonne (43 membres). Siège social : boulevard Gambetta, 3, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [18 avril 1901]. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** et foudriers d'Arles (23 membres). Siège social : Bourse du travail, ARLES. — [8 avril 1901]. — Syndicat des **cantonniers** et parties similaires de la ville de Marseille (180 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [1^{er} janvier 1901]. — Chambre syndicale des **comptables** de Marseille (22 membres). Siège social : rue Thiers, 2, à MARSEILLE. — [1^{er} janvier 1901]. — Syndicat international des ouvriers des **docks** (céréales) [130 membres]. Siège social : boulevard de la Major, 17, MARSEILLE. — [24 février 1901]. — Syndicat des **emballeurs** des Docks et Entrepôts de Marseille [80 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [19 mars 1901]. — Syndicat des **employés** du restaurant navigateurs (160 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE. — [4 février 1901]. — Syndicat des auxiliaires de la **manutention** des marchandises et autres (contremaîtres, chefs d'équipes et tous auxiliaires) [270 membres]. Siège social : place de la Joliette, 5, à MARSEILLE. — [25 avril 1901]. — Association de la **presse** hebdomadaire et périodique de Marseille (18 membres). Siège social : rue Fongate, 25, MARSEILLE. — [3 mars 1901]. — Association des **sténographes** professionnels du Midi (19 membres). Siège social : rue Navarin, 14, MARSEILLE.

Calvados [13 janvier 1901]. — Syndicat des usines de **produits chimiques** phosphoguanu du canton de Honfleur (69 membres). Siège social : rue Bavale, 51, à HONFLEUR.

Charente-Inférieure [31 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'usine Saint-Gobain de Marennes (**glaces**) (186 membres). Siège social : rue Garesché, 6, MARENNES.

Cher [18 février 1901]. — Chambre syndicale de la **chaussure** militaire de Bourges (95 membres). Siège social : Bourse du travail, à BOURGES. — [1^{er} mars 1901]. — Syndicat du personnel civil libre des deux sexes, des établissements militaires de Bourges (**fonderie** de canons, pyrotechnie, arsenal) [1100 membres]. Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — [10 février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** et parties similaires du canton de Graçay (51 membres). Siège social : GRAÇAY. — [31 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **cartonniers** et similaires de la Guerche (107 membres). Siège social : hôtel de ville, LA GUERCHE. — [1^{er} février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Neuvy-le-Barrois (24 membres). Siège social : NEUVY-LE-BARROIS. — [13 mars 1901]. — Chambre syndicale des **laveuses**, nettoyeuses et femmes de journées de Saint-Amand (76 membres). Siège social : hôtel de ville, SAINT-AMAND. — [16 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers-ébénistes** de Saint-Amand (17 membres). Siège social : hôtel de ville, SAINT-AMAND. — [28 avril 1901]. — Chambre syndicale des **sabotiers**, galochiers et monteurs de Saint-Amand (20 membres). Siège social : hôtel de ville, SAINT-AMAND.

Côte-d'Or [8 mars 1901]. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des chemins de fer P. L. M. (section de Dijon) [50 membres]. Siège social : DIJON.

Drôme [8 avril 1901]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de Saint-Uze et Saint-Barthélemy-de-Vals (41 membres). Siège social : salle annexe de la salle de la Mairie SAINT-UZE.

Finistère [10 avril 1901]. — Syndicat des ouvriers **déchargeurs** réunis de la ville de Brest (30 membres). Siège social : rue Lamouron, 19, BREST.

Gironde [27 janvier 1901]. — Syndicat des **arrimeurs et manœuvres** de bois du Nord (78 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvrières des **capsules métalliques** et similaires de Bordeaux et de la banlieue (140 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [17 avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers municipaux du service des **eaux** de la ville de Bordeaux (17 membres). Siège social : rue de Lalande, n° 42, BORDEAUX. — [1^{er} mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers réunis du **nettoient** (22 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [28 octobre 1900]. — Association syndicale des ouvriers **papetiers**, relieurs et cartonniers de Bordeaux (54 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [12 décembre 1900]. — Association syndicale des élèves et étudiants en **pharmacie** de la Gironde et des départements limitrophes (29 membres). Siège social : rue Ravez, n° 12, BORDEAUX.

Hérault [19 mai 1901]. — Syndicat des ouvriers **jardiniers-maraîchers** de Montpellier et des environs (10 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [25 mars 1901]. — Syndicat des employés et ouvriers des **tramways** électriques de Montpellier (120 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [15 mars 1901]. — Chambre syndicale des travailleurs **d'artillerie** de l'atelier de construction de Rennes (343 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Indre [1^{er} mars 1901]. — Union syndicale des ouvriers **galochiers**, sabotiers, monteurs et parties similaires de Châteauroux et du département de l'Indre (? membres). Siège social : Bourse du travail, CHÂTEAUXROUX.

Indre-et-Loire [24 février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en limes de la ville de Tours (42 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS. — [29 avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés de la Compagnie des **tramways** de Tours et extensions (65 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Isère [1^{er} avril 1901]. — Association professionnelle des artistes **musiciens** du théâtre de Grenoble (25 membres). Siège social : Rue Vicat, n° 4, GRENOBLE. — [1^{er} janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et similaires d'Izeaux et des environs (110 membres). Siège social : hôtel de ville, IZEAUX. — [9 février 1901]. — Syndicat des ouvriers **papetiers** des usines situées sur la Morge et dans la région (180 membres). Siège social : Bourse du travail, VOIRON.

Loire-Inférieure [10 février 1900]. — Chambre syndicale des **mécaniciens** brevetés d'apport de Nantes (43 membres). Siège social : rue des Capucins, n° 4, NANTES. — [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **outilleurs** en bois de la ville de Nantes (12 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES. — [1^{er} mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **raffineurs** de la ville de Nantes (60 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Loiret [5 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs de de Faverelles (37 membres). Siège social, FAVERELLES. — [avril 1901]. — Syndicat **lithographique** d'Orléans (25 membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Lot-et-Garonne [10 janvier 1901]. — Chambre syndicale des garçons **bouchers** et charcutiers de la ville d'Agen et des environs (20 membres). Siège social : Bourse du travail, AGEN.

Maine-et-Loire [1^{er} février 1901]. — Syndicat des artistes **musiciens** angevins (23 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS.

Marne [20 février 1901]. Chambre syndicale des conducteurs, receveurs et professions similaires se rattachant à la **traction électrique** de Reims (100 membres). Siège social : rue de Champigny, n° 8, à REIMS.

Marne (Haute-) [1^{er} juin 1900]. — Association amicale des **employés** de commerce de la ville de Chaumont (35 membres). Siège social : rue de Chamaranche, 7, CHAUMONT.

Meurthe-et-Moselle [16 janvier 1901]. — Union syndicale des **employés de commerce** et comptables de la ville de Nancy (155 membres). Siège social : place Saint-Jean, n° 3, NANCY.

Meuse [15 janvier 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers **boulangers** de Verdun (40 membres). Siège social : quai de la Comédie, n° 13, VERDUN.

Nièvre [1^{er} janvier 1901]. Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** de la commune d'Arquian (80 membres). Siège social : ARQUIAN. — [10 janvier 1901]. — Chambre syndicale des **bûcherons** de la commune de Trois-Vèvres (5 membres). Siège social : TROIS-VÈVRES.

Nord [20 janvier 1901]. — Union syndicale de la **métallurgie** d'Onnaing et environs (? membres). Siège social : Salon de la Montagne, rue Nationale, ONNAING. — [7 février 1901]. — Syndicat des ouvrières des industries **textiles** réunies de Roubaix (477 membres). Siège social : rue de la Paix, n° 22, ROUBAIX. — [22 janvier 1901]. — Syndicat « la filature de coton » (30 membres). Siège social : Grand Place, estaminet du Bon Fermier à TOURCOING. — [22 janvier 1901]. Syndicat des **magasiniers** (30 membres). Siège social : rue Saint-Jacques, n° 26, à TOURCOING. — [mai 1890]. — Chambre syndicale ouvrière **textile** de Tourcoing et les environs (297 membres). Siège social : rue de la Malscense n° 120. TOURCOING.

Oise [27 décembre 1900]. — Syndicat des ouvriers en **bâtiments** (27 membres). Siège social : salle Desjardins, CRÉPY.

Pas-de-Calais [1^{er} août 1890]. — Chambre syndicale « l'Union des Travailleurs du livre de Calais (30 membres). Siège social : rue Thiers, n° 120, CALAIS.

Pyrénées (Basses-). — Association syndicale du livre Bayonne-Biarritz (34 membres). Siège social : BAYONNE.

Pyrénées (Hautes-) [19 janvier 1901]. — Syndicat de l'Union amicale du personnel civil libre de l'atelier de construction d'**artillerie** de Tarbes (1,218 membres). Siège social : rue Mercadieu, café Belon, TARBES.

Rhin (Haut-) [1^{er} mai 1901]. — Syndicat de l'Union des ouvriers du **bâtiment** de Girmagny (49 membres). Siège social : rue du Tilleul, GIRMAGNY.

Rhône [1^{er} mars 1901]. — Syndicat général des **chauffeurs, mécaniciens, électriciens** de la navigation et de l'industrie (65 membres). Siège social : rue d'Alger, n° 19, LYON. — [20 novembre 1899]. — Groupe corporatif des ouvriers **cordonniers** de la ville de Lyon (43 membres). Siège social : rue Paul-Bert, n° 26, LYON. — [13 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **modeleurs-mécaniciens** du Rhône (47 membres). Siège social : avenue de Saxe, n° 262, LYON. — [17 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **paveurs**, dresseurs et piqueurs de grès de la ville de Lyon (53 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [12 février 1901]. — Corporation des **gareurs** de métiers en soieries de l'agglomération lyonnaise (15 membres). Siège social : rue Sainte-Catherine, n° 12, LYON.

Saône-et-Loire [2 février 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers en **sièges** de la ville de Tournus (48 membres). Siège social : TOURNUS.

Sarthe [27 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **cuir** et peaux réunis de la ville de la Suze (123 membres). Siège social : hôtel de ville, LA SUZE.

Savoie [1^{er} mars 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers **forgerons** d'Arvillard (100 membres). Siège social : ARVILLARD.

Haute-Savoie [24 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **galochiers**, cordonniers et similaires de la ville d'Annecy et du département de la Haute-Savoie (45 membres). Siège social : rue de l'Île, 1 bis, ANNECY.

Seine [3 mars 1901]. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiment et parties similaires de Boulogne-Billancourt (30 membres). Siège social : Bourse du Travail, à BOULOGNE-SUR-SEINE. — [7 février 1901]. — Union des ouvriers des **pompes** à faire le vide (2 membres). Siège social : hôtel de ville, à IVRY. — [Décembre 1900]. — Union ouvrière de l'**ameublement** des quartiers Montmartre-Batignolles et environs (83 membres). Siège social : rue des Apennins, 8, PARIS 17^e. — [Mars 1901]. — *L'Officier de la Boulangerie de Paris rive gauche*, syndicat des ouvriers **boulangers** (50 membres). Siège social : boulevard Edgar-Quinet, 74, PARIS 14^e. — [7 mars 1901]. — Chambre syndicale des **cantonniers** et auxiliaires permanents d'empierrement des cimetières parisiens (60 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, PARIS 10^e. — [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvrières en **chapeaux** de soie et de feutre de Paris (112 membres). Siège social : rue des Blancs-Manteaux, 23, PARIS 4^e. — [Mars 1901]. — Chambre syndicale des **chauffeurs-mécaniciens** électriciens et parties similaires de l'administration générale de l'Assistance publique à Paris (102 membres). Siège social : rue du Temple, 169, PARIS 3^e. — [29 janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers et employés du **chemin de fer** métropolitain de Paris (990 membres). Siège social : rue Saint-Merri, 30, PARIS 4^e. — [2 avril 1901]. — Chambre syndicale ouvrière de la **dorure** sur cuirs, papiers, étoffes; etc. et des compositeurs (102 membres). Siège social : boulevard de Magenta, 6, PARIS 10^e. — [1^{er} janvier 1901]. —

Chambre syndicale des ouvriers graveurs de musique (47 membres). Siège social : rue de la Tour-d'Auvergne, 24, PARIS 9^e. — [3 mars 1901]. — **Syndicat des ouvriers en limes** et parties similaires de la Seine (168 membres). Siège social : rue de Ménilmontant, 114, PARIS 20^e. — [16 février 1901]. — **Syndicat des margeurs-pointeurs lithographes** de la Seine (167 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, PARIS 10^e. — [10 février 1901]. — **Chambre syndicale ouvrière des livreurs** de viandes de la boucherie, charcuterie et similaires de Paris (110 membres). Siège social : rue de Flandre, 209, PARIS 19^e. — [10 février 1901]. — **Chambre syndicale des ouvriers mouleurs** de carreaux en plâtre (70 membres). Siège social : place d'Aligre, 13 bis, PARIS 12^e. — [16 mars 1901]. — **Chambre syndicale des admissibles surveillants et surveillants de travaux des services municipaux** de la ville de Paris ou départementaux du département de la Seine (60 membres). Siège social : rue Servan, 37, PARIS 11^e. — [12 mars 1901]. — **Chambre syndicale des employés et ouvriers du service municipal** de la voie publique *Les Équitables* (29 membres). Siège social : boulevard Magenta, 1, PARIS 10^e. — [1^{er} avril 1901]. — **Syndicat des ouvriers tourneurs** en procédés de queues de billard (65 membres). Siège social : rue de Sambre-et-Meuse, 29, PARIS 10^e.

Seine-Inférieure [23 février 1901]. — **Syndicat professionnel des ouvriers de la menuiserie mécanique** des ateliers Baudelot à Arques-la-Bataille (69 membres). Siège social : ARQUES-LA-BATAILLE. — [28 février 1901]. — **Chambre syndicale des chauffeurs et mécaniciens de la marine** et de l'industrie (? membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Seine-et-Oise [1^{er} janvier 1901]. — **Syndicat des cantonniers** et chefs cantonniers du département de Seine-et-Oise (250 membres). Siège social : Bourse du Travail, à VERSAILLES. — [23 février 1901]. — **Chambre syndicale des ouvriers en instruments** de musique de Mantes (108 membres). Siège social : place du Marché-au-Blé, 6, à MANTES.

Somme [10 mars 1901]. — **Chambre syndicale des ouvriers en bâtiment** de la ville d'Abbeville (230 membres). Siège social : boulevard de la République, 5 bis, à ABBEVILLE.

Var [1^{er} janvier 1901]. — **Syndicat international des ouvriers en chaussures** de Barge-mon (134 membres). Siège social : BARGEMON.

Vaucluse [1^{er} février 1901]. — **Syndicat des ouvriers en bâtiments** de la ville de Carpentras (21 membres). Siège social : bar. des Deux-Mondes, place du Palais, à CARPENTRAS. — [15 avril 1901]. — **Syndicat international des ouvriers cordonniers** de la ville de Pertuis (34 membres). Siège social : hôtel de ville, à PERTUIS.

Vienne [1^{er} mai 1901]. — **Chambre syndicale des ouvriers bonnetiers** de Poitiers (26 membres). Siège social : hôtel de ville, à POITIERS. — [23 décembre 1900]. — **L'Union fraternelle des lithographes** et assimilés de Poitiers (26 membres). Siège social : Hôtel de ville, à POITIERS.

Haute-Vienne [3 janvier 1901]. — **Chambre syndicale des ouvriers boulangers** de Limoges (120 membres). Siège social : place des Écoles, 18, à LIMOGES.

Yonne [10 février 1901]. — **Chambre syndicale des ouvriers potiers** des communes de Moutiers et de Treigny (12 membres). Siège social : à TREIGNY.

Guadeloupe [2 décembre 1900]. — **Union syndicale des ouvriers boulangers** (28 membres). Siège social : faubourg Henri IV, 7, à LA POINTE-À-PÎTRE. — [13 septembre 1900]. — **Union syndicale des ouvriers charpentiers**, ébénistes, tonneliers, etc. (27 membres). Siège social : faubourg Henri IV, 7, à LA POINTE-À-PÎTRE. — [13 septembre 1900]. — **Syndicat des cordonniers** (31 membres). Siège social : faubourg Henri IV, 7, à LA POINTE-À-PÎTRE. — [En 1894]. — *La Truelle solidaire*, union syndicale des ouvriers maçons (21 membres). Siège social : faubourg Henri IV, 7, à LA POINTE-À-PÎTRE.

3° SYNDICATS MIXTES.

Seine [1^{er} mai 1900]. — Syndicat mixte de l'Union philanthropique des employés et assimilés de l'alimentation, habitant Paris et les départements (423 membres). Siège social : rue de Cléry, 79, PARIS 2^e. — [28 février 1901]. — Syndicat horticole des jardiniers de la région (42 membres). Siège social : hôtel de ville, à VILLEMONBLE.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [28 avril 1901]. — Syndicat central des unions fédérales (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du Commerce, PARIS 1^{er}. — [28 janvier 1901]. — Union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent (10 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Mogador prolongée, 2, PARIS 9^e. — [25 avril 1901]. — Union des syndicats patronaux des industries textiles de France (20 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue du Louvre, 15, PARIS 1^{er}.

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Gard [1^{er} janvier 1901]. — Union des chambres syndicales ouvrières d'Alais (8 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Local du Paucera, faubourg Rochebelle, ALAIS.

Seine-Inférieure [28 février 1901]. — Fédération des chambres syndicales des ouvriers du bâtiment du Havre et de la Seine-Inférieure (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE.

6° UNION DE SYNDICATS MIXTES.

Seine [5 mars 1901]. — Union syndicale des patrons, des employés et des ouvriers appartenant au commerce et aux industries du livre (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Cassette, n° 17, PARIS 6^e.

7° BOURSES DU TRAVAIL.

Indre [23 février 1901]. — Bourse du travail (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Neuve-du-Marché, à CHÂTEAUX-ROUX.

Mayenne [12 janvier 1901]. — Bourse du travail (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Renaise, n° 56, LAVAL.

Guadeloupe [17 février 1901]. — Bourse du travail de la Pointe-à-Pitre (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : faubourg Henri IV, n° 7, LA POINTE-À-PITRE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Doubs [20 juin 1898]. — Syndicat amical des patrons coiffeurs de Besançon (20 membres). Siège social : rue Pasteur, n° 8, BESANÇON.

Ille-et-Vilaine [5 octobre 1898]. — Syndicat des marchands de **charbons** de Rennes (24 membres). Siège social : rue de la Glacière, n° 1, RENNES. — [13 octobre 1887]. — Syndicat des patrons fabricants de **meubles** (8 membres). Siège social : rue de Rohau, n° 4, RENNES. — [Mars 1899]. — Chambre syndicale des **meuniers** d'Ille-et-Vilaine (34 membres). Siège social : Bourse du commerce, RENNES. — [27 avril 1894]. — Syndicat des patrons **relieurs** (5 membres). Siège social : rue Le Bastard, n° 19, RENNES.

Indre-et-Loire [11 avril 1879]. — Chambre syndicale des **entrepreneurs en bâtiment** de Tours et du département (4 membres). Siège social : rue Étienne-Pallu, n° 9, TOURS. — [16 décembre 1897]. — Chambre syndicale des marchands de fer et de **quincaillerie** de la Touraine et du Centre (23 membres). Siège social : TOURS.

Maine-et-Loire [février 1897]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de la ville d'Angers et du département de Maine-et-Loire (14 membres). Siège social : place Sainte-Croix, n° 13, ANGERS. — [8 janvier 1900]. — Syndicat professionnel des négociant en **combustibles** (54 membres). Siège social : café Gasnault, ANGERS. — [10 novembre 1896]. — Syndicat des **coiffeurs** de Saumur (9 membres). Siège social : hôtel de la Paix, SAUMUR.

Pyrénées (Basses-) [24 juillet 1888]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Pau (17 membres). Siège social : café Gil, PAU.

Pyrénées (Hautes-) [1^{er} mars 1891]. — Syndicat d'industrie **laitière** de Luz-Saint-Sauveur (15 membres). Siège social : LUZ-SAINT-SAUVEUR.

Seine-et-Oise [21 septembre 1884]. — Syndicat **médical** de l'arrondissement d'Étampes (16 membres). Siège social : ÉTAMPES. — [12 mai 1891]. — Chambre syndicale de la **boucherie** de Versailles (40 membres). Siège social : rue Duplessis, n° 25, VERSAILLES. — [30 novembre 1885]. — Chambre syndicale des **loueurs de voitures** de place de Versailles (35 membres). Siège social : rue du Parc-de-Clagny, n° 41, VERSAILLES.

Somme [11 juillet 1895]. — Syndicat **médical** d'Albert et de la région (15 membres). Siège social : ALBERT.

Vendée [9 octobre 1897]. — Syndicat régional de la **boulangerie** de Luçon et des communes environnantes (53 membres). Siège social : LUÇON.

Vienne (Haute-) [22 octobre 1890]. — Syndicat de l'**ameublement** (63 membres). Siège social : rue du Collège, n° 11, LIMOGES. — [11 mars 1895]. — Syndicat général des **coiffeurs** français (40 membres). Siège social : place de la République, n° 23, LIMOGES. — [28 août 1895]. — Syndicat de fabricants de **galoches** de Limoges et de la région (5 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, n° 1, LIMOGES. — [18 juin 1881]. — Chambre syndicale des **imprimeurs** lithographes et typographes de Limoges (18 membres). — Siège social : boulevard Gambetta, n° 6, LIMOGES.

Yonne [18 juillet 1887]. — Chambre syndicale professionnelle des **entrepreneurs du bâtiment** et de travaux publics de l'arrondissement de Tonnerre (45 membres). Siège social : TONNERRE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Charente [26 septembre 1898]. — Syndicat des ouvriers **plombiers-zingueurs** et similaires d'Angoulême (24 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — [2 août 1891]. — Chambre syndicale **métallurgique** d'Angoulême (30 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — [5 février 1895]. — Syndicat des ouvriers **poudriers** auxiliaires d'Angoulême (30 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME.

Doubs [10 mars 1899]. — Syndicats des ouvriers en **bonneterie** de Besançon (10 membres), Siège social : BESANÇON. — [1^{er} juillet 1895]. — Syndicat des ouvriers manœuvres,

terrassiers et similaires de Besançon (5 membres). Siège social : BESANÇON. — [19 novembre 1893]. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiments (40 membres). Siège social : BESANÇON.

Ille-et-Vilaine [mars 1898]. — Chambre syndicale des **commissionnaires** autorisés de la ville de Rennes (9 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES. — [8 mai 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **manœuvres** de la ville de Rennes (420 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES. — [Janvier 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux** (34 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Indre-et-Loire [14 mars 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de la ville de Tours (35 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Maine-et-Loire [15 mars 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** d'Angers (16 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [1^{er} novembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisserands** et parties similaires de la Chapelle-de-Genêt (16 membres). Siège social : Bourg de LA CHAPELLE-DE-GENÊT. — [En 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisserands** et parties similaires de Jallais (32 membres). Siège social : bourg de JALLAIS.

Pyrénées (Hautes-) [23 mars 1893]. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** de Lourdes (17 membres). Siège social : hôtel de ville, LOURDES.

Pyrénées-Orientales [1^{er} décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de Perpignan (64 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN.

Seine-et-Oise [25 mars 1895]. — Chambre syndicale de ouvriers **cordonniers** de la ville de Versailles (4 membres). Siège social : Bourse du travail, VERSAILLES.

Deux-Sèvres [24 mars 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et similaires de Niort (3 membres). Siège social : Bourse du travail, NIORT.

Somme [1^{er} décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires d'Albert (21 membres). Siège social : place Nationale, ALBERT.

Vienne [15 avril 1893]. — Syndicat professionnel des ouvriers **tailleurs** de Poitiers (16 membres). Siège social : hôtel de ville, POITIERS.

Vienne (Haute-) [7 septembre 1895]. — Syndicat des arts et métiers du **bâtiment** de Limoges (25 membres). Siège social : rue des Augustins, n° 3, LIMOGES. — [18 juillet 1896]. — Syndicat des ouvriers **bouchers** de Limoges (46 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — [Mai 1893]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Limoges (40 membres). Siège social : rue Élie-Berthet, n° 5, LIMOGES. — [1^{er} juin 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de Limoges (8 membres). Siège social : rue de la Fonderie, n° 4, LIMOGES. — [1^{er} mars 1894]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et **serruriers** de la ville de Limoges (105 membres). Siège social : École de la Monnaie, LIMOGES. — [30 avril 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres en bâtiment** de Limoges (70 membres). Siège social : place Saint-Pierre n° 4, LIMOGES. — [5 juillet 1893]. — « L'Indépendante », chambre syndicale des **choisisseurs** et **emballeurs sur porcelaines** de Limoges (95 membres). Siège social : Salle des Conférences, LIMOGES. — [26 février 1896]. — Groupe fraternel des **préposés** des ateliers de construction de Limoges (7 membres). Siège social : faubourg Montjoris, n° 93, LIMOGES. — [20 novembre 1892]. — « L'Avenir », chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Limoges (31 membres). Siège social : faubourg du Pont-Neuf, n° 3, LIMOGES.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Vienne (Haute-) [13 mars 1891]. — Syndicat mixte des patronnes et employées de

commerce pour l'alimentation (62 membres). Siège social : carrefour Beaupeyrat, n° 1, LIMOGES. — [12 mars 1891]. — Syndicat mixte de patronnes et employées de commerce pour l'ameublement (50 membres). Siège social : avenue de la Révolution, n° 24, LIMOGES. — [4 mai 1890]. — Syndicat mixte des patrons et ouvriers appartenant aux professions du bâtiment de Limoges (82 membres). Siège social : rue des Augustins n° 3, LIMOGES. — [19 novembre 1890]. — Syndicat de l'habillement (75 membres). Siège social : rue du Collège, n° 11, LIMOGES. — [En 1892]. — Syndicat des patronnes et employées de commerce pour l'habillement (300 membres). Siège social : LIMOGES.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Vienne (Haute-) [24 octobre 1890]. — Union syndicale du commerce de Limoges (2 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue du Collège, n° 11, LIMOGES.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [22 décembre 1896]. — Fédération des syndicats des pilotes et des mécaniciens des bateaux à voyageurs (2 chambres syndicales adhérentes). Siège social : boulevard Exelmans, n° 24, PARIS-16°.

Vienne (Haute-) [23 septembre 1895]. — Fédération des ouvriers du bâtiment (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Salle des Conférences, LIMOGES.

6° UNION DE SYNDICATS MIXTES.

Vienne (Haute-) [19 mars 1891]. — Corporation syndicale de Sainte-Marthe (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : avenue de la Révolution, n° 24, LIMOGES.

BIBLIOGRAPHIE.

ALLEMAGNE. — SECRÉTARIAT OUVRIER DE STUTTGARD. — *4^e rapport annuel sur l'exercice 1900.* — (1 broch. in-8° de 48 pages.) Stuttgart. — Imprimerie privée de la Fédération des associations syndicales.

Informations relatives au Bureau de renseignements. — Assurance contre les accidents. — Caisse de retraites pour la vieillesse. — Caisses de maladies. — Conflits industriels. — Apprentissage. — Informations relatives aux domestiques. — Statistique des demandes de reconnaissance comme citoyens, avec les droits civils et politiques. — Habitations et loyers. — Inspection du travail. — Jurisprudence des Conseils de prud'hommes. — Office de placement. — Organisation syndicale. — Grèves motivées par la question de salaires de ces divers groupes industriels. — Corporations, assurance ouvrière et autres institutions analogues. — 1^{er} mai. — Instruction. — Enquête sur le chômage. — Aperçu de la participation des ouvriers aux cours supérieurs d'enseignement populaire. — Travaux du Conseil d'administration. — Relevé (tableaux) de l'effectif des membres et des cotisations versées par les organisations ouvrières. — Protection des travailleurs dans le bâtiment. — Effectif total de la Fédération des syndicats de Stuttgart. — Bibliothèque. — Compte rendu financier du Secrétariat ouvrier. — Bourse du travail. — Rapport financier de la Fédération des syndicats de Stuttgart. Aperçu des cotisations versées par les divers syndicats dans la caisse de l'Union.

UNION DES SYNDICATS DE STUTTGARD. — *Contribution à l'étude de la situation ouvrière à Stuttgart.* — 1 broch. in-8° de 104 pages. Stuttgart, 1900.

La première partie de ce petit volume consiste dans cinquante courtes monographies de métiers. Pour chacun d'eux, l'auteur étudie, en suivant un plan commun, la condition des ouvriers et souvent celles des auxiliaires et des ouvrières.

Les points qu'il passe successivement en revue sont les suivants : modes d'établissement des salaires (à la tâche, à l'heure, etc.), durée du temps de travail, taux des salaires, les salaires par rapport à la durée du temps de travail, le jour de paye, l'âge des travailleurs, l'âge des ouvriers dans ses rapports avec l'échelle des salaires, état civil des ouvriers, le nombre d'enfants, le nombre d'enfants dans ses rapports avec le taux des salaires, le travail de la femme, les conditions de l'habitation, les loyers, les loyers en relation avec les salaires, le nombre de pièces des habitations, le nombre des pièces par rapport à celui des enfants, le nombre des pièces par rapport aux loyers, le montant des loyers payés par les célibataires, les ouvriers au point de vue syndical.

Dans la deuxième partie, les renseignements de même nature sont réunis dans autant de chapitres groupant ce qui concerne les divers métiers, d'abord en ce qui touche les ouvriers, puis les ouvrières.

AUTRICHE. — BUREAU DE LA COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Statistik der Sparkassen für 1898.* (1 fascicule in-4° de 65 p.; Vienne, 1901, Carl Gerold's Sohn.) — Statistique des Caisses d'épargne pour 1898.

ÉTATS-UNIS (CONNECTICUT). — *Sixteenth Report of the Bureau of Labor statistics.* (1 vol. relié, in-8°, de 327 pages, Hartford, 1900.) 16^e rapport de la Statistique du travail pour 1900.

(MASSACHUSETTS.) — SERVICE OFFICIEL. — *The annual statistics of Manufactures, 1899.* (1 vol. relié in-8°, de 168 pages; Boston, 1900.) — Annuaire des Manufactures.

(MASSACHUSETTS) — *Thirtieth annual Report of the Bureau of statistics of Labor, March 1900.* (1 vol. relié, in-8°, de 427 pages, Boston, 1900) 30^e rapport annuel du bureau de la Statistique du travail.

FRANCE. — COMPTE RENDU DU CONGRÈS INTERNATIONAL DU REPOS DU DIMANCHE, Paris 1900. (1 vol. in-8° de 138 p.; Paris, 1901, Picquoin.)

————— CONGRÈS DES ASSOCIATIONS AGRICOLES DES ALPES. — *La législation des Caisses d'épargne* (1 brochure in-8° de 35 p.; Nice, 1901. V.-E. Gauthier et C^{ie}.)

PRUSSE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Die Geburten, Eheschliessungen und Sterbefälle während des Jahres 1899.* (1 vol. in-4° de 310 p.; Berlin, 1901, imprimerie du Bureau statistique.) — Les naissances, mariages et décès en Prusse pendant l'année 1899.

SUISSE. — DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE. — *Rapports des gouvernements cantonaux sur l'exécution de la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques en 1899 et 1900.* — (1 vol. in-8° de 144 p.; Aarau, 1901, Sauerländer et C^{ie}.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY,

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

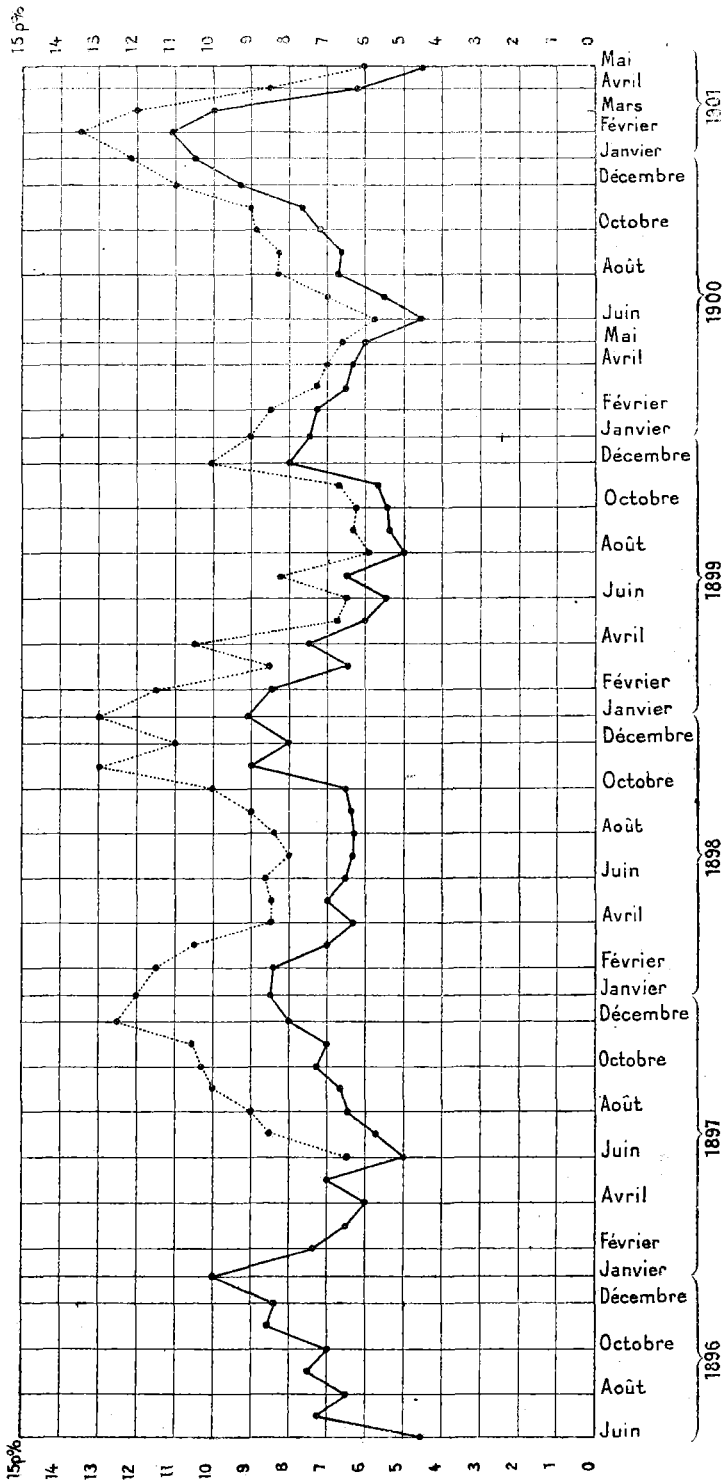
FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de juin, le travail a été abondant dans l'agriculture, la pêche, les carrières, les industries de l'alimentation, la tannerie, la corroierie, la mégisserie, la sellerie et la bourrellerie, le peignage et la filature de laine, la fabrication du drap et des tapis, la fabrication du velours, dans la généralité des industries du bois, dans le bâtiment et dans les diverses branches des transports et de la manutention. Il y a accalmie dans les mines, la filature et le tissage de coton, dans la fabrication des toiles, du tulle et des rubans, dans la fabrique de toiles cirées et de caoutchouc, dans la chappellerie, la cordonnerie et la fabrique de confections. La tendance au ralentissement est nettement marquée dans les industries du livre, chez les fleuristes, chez les apprêteurs en pelleteries, dans la construction mécanique et la grosse industrie métallurgique, dans la mécanique de précision et l'horlogerie. La situation est stationnaire dans les industries céramiques et la verrerie.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 936 chambres syndicales, groupant 203.754 adhérents. Parmi ces syndicats (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris), 760, groupant 110.000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 10.500, ce qui fait une proportion de 9,5 p. 0/0. En comprenant les syndicats de mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, la proportion de chômeurs s'abaisse à 7 p. 0/0. Le travail a été jugé plus abondant que le mois dernier par 15 p. 0/0 des syndicats,

Évaluation mensuelle du chômage de juin 1896 à mai 1901 (1).



(1) Sur ce diagramme, l'écartement des lignes horizontales correspond à une variation du chômage égale à 1 p. 100 du nombre des travailleurs considérés. D'autre part, certains syndicats des mineurs ne répondant pas régulièrement chaque mois, nous avons tracé séparément deux courbes dont l'une en pointillé, établie depuis 1897, correspond aux variations du chômage, les mineurs non compris, l'autre, en trait continu, aux variations du chômage, les mineurs compris.

groupant 14 p. 0/0 des adhérents; aussi abondant, par 65 p. 0/0 des syndicats, groupant 46 p. 0/0 des adhérents; moins abondant, par 20 p. 0/0 des syndicats, groupant 40 p. 0/0 des adhérents.

Comme en juillet 1900, nous publions ci-contre un diagramme fournissant une représentation graphique de la variation mensuelle du chômage, de juin 1896 à mai 1901; les courbes ont été établies d'après les moyennes de chômage publiées chaque mois dans notre *Revue du travail*.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les syndicats ne signalent pas de changements appréciables dans la situation de la pêche en général; amélioration toutefois dans le rendement de la pêche de la sardine. Chez les ouvriers agricoles et forestiers, le travail est abondant; la récolte des fourrages, le binage des pommes de terre et des betteraves occupent presque tout le monde.

Parmi les syndicats qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ceux-ci, au 15 juin, s'élevait à 5 p. 0/0; elle était de 10 p. 0/0 en mai, 13 p. 0/0 en avril, etc.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur 130.000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des exploitations minières pendant le mois de juin 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	
1	2	p. 0/0.	p. 0/0.	p. 0/0.	p. 0/0.	p. 0/0.
Nord et Pas-de-Calais...	5,83	"	"	"	56	64
Loire	5,85	"	"	4	32	64
Gard et Hérault.....	6,00	"	"	"	"	100
Provence (Iguiles).....	5,39	"	"	"	"	100
Tarn et Aveyron.....	5,92	"	"	"	50	70
Bourgogne, et nord-est..	5,78	"	"	"	89	11
Centre.....	5,99	"	"	"	5	95
ENSEMBLE pour la France.	5,85	"	"	"	33	67

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,93, il était de 5,90 en juin 1900.

CARRIÈRES. — Travail soutenu dans les carrières. On y fait en général 7½ heures par semaine. Chômage moyen 8 p. 0/0. Dans certaines régions, les chômeurs trouvent en ce moment à s'employer aux travaux agricoles.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Les boulangers, cuisiniers, pâtisseries, confiseurs, bouchers et charcutiers accusent une moyenne de chômage égale à 9 p. o/o. L'état général de ces industries ne diffère pas sensiblement en juin de ce qu'il était en mai; 25 p. o/o des syndicats, groupant 27 p. o/o des syndiqués, estiment qu'il y a amélioration par rapport au mois précédent; 60 p. o/o, avec 50 p. o/o des syndiqués, jugent la situation stationnaire; 15 p. o/o, avec 23 p. o/o des syndiqués, déclarent que le travail est moins abondant.

Dans la distillerie (1), la production à la fin de mai 1901 (huit premiers mois de la campagne 1900-1901) des bouilleurs et distillateurs de profession a été de 1.947.733 hectolitres, contre 2.018.811 hectolitres à la même époque de la campagne 1899-1900; la diminution porte exclusivement sur les alcools de betteraves (941.006 hectolitres contre 1.031.185 hectolitres en 1899-1900) et de substances farineuses (246.422 hectolitres contre 439.439 hectolitres en 1899-1900); la production des autres alcools, notamment de l'alcool de vins, est en augmentation. D'autre part, la production des bouilleurs de crû est évaluée à 214.698 hectolitres, contre 92.250 hectolitres en 1899-1900.

Chez les confiseurs et chocolatiers, reprise dans diverses régions par la vente des bonbons acidulés et le commencement de la fabrication en vue de la Saint-Nicolas.

INDUSTRIES CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Etat stationnaire dans la savonnerie, la raffinerie de pétrole, la fabrique de toiles cirées et de caoutchouc; de même, chez les papetiers, cartonniers, relieurs, doreurs. La proportion moyenne de chômeurs indiquée par les syndicats ressort à 4 p. o/o.

Chez les typographes, l'accalmie habituelle à cette époque a commencé à se faire sentir; 10 p. o/o de chômeurs à Paris, 2,5 p. o/o en province, 4,5 p. o/o dans l'ensemble des syndicats; 73 p. o/o de ces derniers, groupant 50 p. o/o des syndiqués ayant répondu au questionnaire, estiment qu'il n'y a pas de variation sensible par rapport au mois dernier; par contre, le reste, c'est-à-dire 27 p. o/o des syndicats avec l'autre moitié des adhérents, estiment que le travail est moins abondant. En comparaison avec l'année précédente, la situation est jugée moins favorable par 25 p. o/o des syndicats, groupant 60 p. o/o des syndiqués considérés.

CUIRS ET PEaux. — L'amélioration signalée précédemment dans la tannerie, la corroierie et la mégisserie se maintient dans la plupart des régions. Commencement de la morte-saison dans la ganterie. Chômage moyen: 7 p. o/o parmi les syndiqués de ces industries. L'industrie de la chaussure, à Paris, ne paraît pas encore avoir souffert de la morte-saison; en province, la plupart des syndicats signalent au contraire une diminution du travail. Travail très abondant chez les selliers, bourreliers et gainiers.

Le chômage moyen, pour l'ensemble des industries du cuir, ressort à 9 p. o/o environ.

TEXTILES. — Situation stationnaire dans la filature et la retorderie de coton; tendance au ralentissement dans le tissage. Dans l'industrie lainière, peignage et filature, l'amélioration se poursuit presque partout; à Reims et à Roubaix, les peignages sont bien alimentés; à Fourmies, la filature est en bonne activité; à Elbeuf, accalmie dans la fabrication de la nouveauté; celle des draps, au contraire, ne

(1) *Journal officiel* du 19 juin 1901.

manque pas de commandes. Chômage assez intense dans la fabrication de la toile, en Maine-et-Loire. Dans le rayon de Saint-Etienne, on évalue à 20 p. o/o le nombre de métiers chômeurs chez les tisseurs rubaniers; par contre le travail est toujours abondant chez les tisseurs veloutiers. A Lyon, de même, la fabrique de velours est très bien pourvue; les tisseurs en soieries grèges et mousseline mécanique accusent 2/5 de chômeurs; les tisserands à la main déclarent le travail abondant. Chômage annuel chez les tullistes et les brodeurs à Saint-Quentin. Accalmie chez les tulistes de Lyon; par contre, les brodeurs en soierie ont de l'ouvrage en abondance. Pas de changements appréciables dans la passementerie des diverses régions; situation jugée, en général, moins bonne que l'an dernier. Situation stationnaire dans la teinturerie; accalmie et morte-saison (à Lyon, notamment) dans l'impression sur étoffes. Rien à signaler dans la fabrique de lapis. Accalmie dans l'industrie de la confection à Paris, les tailleurs ont bénéficié du mouvement de commandes à l'approche du Grand-Prix. Morte-saison chez les fleuristes. Pas de changement dans la chapellerie, où la morte-saison continue, dans la plupart des régions. Diminution du travail chez les apprêteurs en pelleteries, à Paris.

La proportion moyenne de chômeurs, pour l'ensemble des industries textiles, ressort à 20 p. o/o environ, d'après les syndicats (au nombre de 136) qui ont envoyé des réponses au questionnaire de l'Office du travail.

BOIS. — Travail toujours abondant chez les scieurs, charpentiers, menuisiers, carrossiers, ouvriers de l'ameublement; un tiers des syndicats, comprenant environ 30 p. o/o des syndiqués, estiment la situation meilleure que le mois précédent; 60 p. o/o des syndicats avec 60 p. o/o des syndiqués, estiment qu'il n'y a pas de changement appréciable, enfin 7 p. o/o seulement des syndicats, avec 10 p. o/o des syndiqués tiennent que le travail est en diminution.

Chez les tonneliers, l'activité se maintient partout et même a augmenté depuis le mois dernier, entre autres à Nantes, Reims et Perpignan. Dans la tabletterie, il paraît y avoir ralentissement; dans la broserie et la vannerie, état stationnaire. Le chômage moyen, pour l'ensemble des industries du bois, ressort à 4 p. o/o.

MÉTAUX. — Pendant les cinq premiers mois de l'année 1901, l'importation totale des fontes, fers et aciers s'est élevée à 55.590 tonnes, contre 109.313 tonnes pendant la période correspondante de 1900, et l'exportation des mêmes produits s'est chiffrée à 62.411 tonnes, contre 89.213 tonnes en 1900 (1). L'importation a donc subi une diminution de 40 p. o/o, et l'exportation une diminution de 25 p. o/o.

Chez les mouleurs et ouvriers métallurgistes, le travail est jugé moins abondant que le mois dernier à Saint-Chamond, Caen, Mouzon, Fumay, Audincourt, Mâcon, Bourges, Firminy, Rive-de-Gier, Lille, Anzin, le Mans; partout ailleurs, les syndicats estiment que la situation n'a pas changé. Dans la chaudronnerie, à Roubaix, diminution du travail. Dans la construction mécanique et la serrurerie, un ralentissement s'est fait sentir à Paris, Marseille, Saint-Etienne et Toulon; par contre, le travail a augmenté à Saint-Quentin, Tourcoing, Chartres et Nantes; état stationnaire, de l'avis de tous les autres syndicats des diverses régions. Dans la ferblanterie, pas de changements; les boitiers, à Plœmeur, les ouvriers litiers, à Lyon, se déclarent bien pourvus de commandes.

L'horlogerie et la mécanique de précision ne manifestent pas de variations; morte-saison, à Besançon, chez les fabricants de boîtes de montres en or.

Le chômage moyen, pour le groupe entier des métaux, ressort d'après les rensei-

(1) *Bulletin du Comité des Forges de France*, N° 1798.

ments des syndicats, à 6,5 p. o/o; c'est la même proportion qu'en mai et en avril.

TAILLE DES PIERRES. — BÂTIMENT. — Chez les tailleurs de pierres, sculpteurs, marbriers, la situation se maintient bonne, le chômage indiqué n'est que de 2 p. o/o. A Paris, à Lyon, à Cousolre (marbriers) il y a accroissement des commandes depuis le mois dernier; partout ailleurs, état stationnaire.

Dans le bâtiment, le chômage, parmi les syndiqués en correspondance avec l'Office du travail, est descendu à 6 p. o/o. On considère que le travail est en hausse par rapport au mois dernier dans 27 p. o/o de syndicats, groupant 40 p. o/o de syndiqués, notamment à Paris, (terrassiers), Versailles, Dunkerque, Bourges, Saint-Étienne, Montbéliard, Montpellier, Menton, Aurillac, Bayonne. C'est surtout chez les peintres en bâtiment que le courant d'activité s'est accentué visiblement.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Dans la chaudièrerie, il n'y a pas de changements appréciables par rapport au mois précédent; il en est de même dans les fabriques de poterie, de faïence et de porcelaine. La durée hebdomadaire de travail est à peu près partout de 66 heures. Situation stationnaire également dans la verrerie.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans les transports, (chemins de fer non compris) la proportion de chômeurs indiquée par les syndicats est descendue au-dessous de 5 p. o/o. A Paris, les voitures de place profitent de la saison. Dans la manutention, le travail est jugé plus abondant que le mois dernier à Marseille, Bordeaux, Dunkerque, moins abondant à Paris (porteurs des Halles) et au Havre; partout ailleurs, sans changement. Par suite de grèves en divers endroits, la proportion de chômeurs indiquée par les syndicats qui ont envoyé des réponses au questionnaire s'est élevée à près de 20 p. o/o. Chez les employés du commerce et de l'alimentation, le chômage moyen ressort à 8 p. o/o; il était de 10 p. o/o en mai, d'après les réponses des mêmes syndicats; dans l'ensemble l'état du travail paraît stationnaire. Chez les garçons coiffeurs, (pour 4.533 syndiqués) le chômage n'est que de 4 p. o/o, en diminution sensible sur le mois précédent. Parmi les gens de maison, les déplacements dus à la saison s'opposent à une diminution du chômage. La situation ne paraît pas, d'ailleurs, s'être modifiée depuis le mois dernier.

LES GRÈVES EN JUIN 1901.

57 grèves ont été signalées en juin à la Direction du travail. Le nombre des grèves du premier semestre de 1901 est de 306; il a été de 475 pour la période correspondante en 1900.

Le nombre des ouvriers qui ont pris part aux grèves de juin, connu pour 55 d'entre elles, est de 7.532. Il y avait eu, en juin 1900, 70 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 58.

Ces 57 grèves, dont 37 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	36
Demandes de diminution du temps de travail.....	9
Réduction de salaire.....	1
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	9
Demandes de réintégration d'ouvriers ou contremaîtres.....	8
Réglementation du travail.....	3
Règlement d'atelier.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 36 départements et on en a compté :

4 dans le Calvados, l'Isère et le Rhône; 3 dans le Nord et la Seine; 2 dans les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Cher, l'Hérault, l'Ille-et-Vilaine, la Nièvre, la Seine-Inférieure et le Tarn, et 1 dans 23 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent ainsi :

Industries du bâtiment, 13 grèves; industries textiles, 8; déchargeurs de navires, 7; cuirs et peaux, 4; cochers, ferblantiers, mineurs, typographes, 2; garçons bouchers, garçons de café, découpeuses de chromolithographies, marinière, papeterie (ouvriers de), porcelainiers, potiers, raffineurs de sucre, sabotiers, tourneurs sur bois, employés de tramways, tripiers, 1 grève.

Des 57 grèves commencées en juin, 41 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Douze, 1 jour ou moins de 1 jour; six, 2 jours; sept, 3 jours; deux, 4 jours; deux, 5 jours; deux, 6 jours; trois, 7 jours; une, 9 jours; une, 14 jours; une, 15 jours; une, 19 jours; une, 21 jours; une, 23 jours, et une, 24 jours.

En outre, 9 grèves anciennes se sont terminées depuis le 1^{er} juin, après avoir duré respectivement, 98, 58, 43, 32, 21, 20, 17, 9 et 3 jours, ce qui donne 50 conflits ayant pris fin au cours du mois avec les résultats suivants :

10 réussites;
18 transactions;
22 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
1 ^{er} mars ..	.....	Saint-Amand	Cher.....	Peintres et plâtriers.....	1	19	1
14 mars ..	20 juin ..	Vieux-Condé.....	Nord.....	Cordonniers .....	.....	300	2
22 mars ..	.....	Vrigne-aux-Bois ..	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	40	3
28 mars ..	.....	Guerche-sur-Aubois	Cher.....	Cartonniers.....	1	150	4
10 avril ..	.....	Rimogne.....	Ardennes.....	Ardoisiers.....	1	600	5
22 avril ..	4 juin ..	Grenoble.....	Isère.....	Maçons.....	.....	300	6
25 avril ..	22 juin ..	Thiers.....	Puy-de-Dôme.....	Couteliers (émeuleurs)	52	115	7
11 mai ..	.....	Carpentras	Vaucluse.....	Ferblantiers	1	20	8
14 mai ..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Mécaniciens	1	250	9
15 mai ..	.....	Lorient.....	Morbihan.....	Peintres .....	.....	50	10
20 mai ..	.....	Caluire.....	Rhône.....	Rubaniers	1	114	11
24 mai ..	14 juin ..	Houleur.....	Calvados.....	Déchargeurs du port et ou- vriers des scieries.	.....	450	12
28 mai ..	14 juin ..	Pornic.....	Loire-Inférieure ..	Maçons.....	.....	42	13
28 mai ..	17 juin ..	Laval.....	Mayenne.....	Tisseurs	1	300	14
29 mai ..	7 juin ..	Agen.....	Lot-et-Garonne.....	Menuisiers	1	26	15
30 mai ..	1 ^{er} juillet ..	Crépy-en-Valois ..	Oise.....	Chaisiers.....	1	260	16
31 mai ..	3 juin ..	Alais - de - Berbi- gnières.	Dordogne.....	Chaufourniers.....	1	90	17
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} juin ..	4 juin ..	Reims.....	Marne.....	Tisseurs	1	454	18
1 ^{er} juin ..	20 juin ..	Sedan.....	Ardennes.....	Tisseurs	1	16	19
2 juin ..	3 juin ..	Grenoble.....	Isère.....	Employés de tramways.....	1	75	20
3 juin ..	10 juin ..	Annonay.....	Ardèche.....	Tisseurs de soie.....	1	50	21
3 juin ..	27 juin ..	Alais.....	Gard.....	Mouleurs.....	1	20	22
5 juin ..	5 juin ..	Saint-Servan.....	Ille-et-Vilaine.....	Déchargeurs de bois.....	1	57	23
5 juin ..	12 juin ..	Carpentras	Vaucluse.....	Ferblantiers	1	64	24
6 juin ..	10 juin ..	Pont-Audemer.....	Eure.....	Vernisseurs de cuir.....	1	102	25
6 juin ..	27 juin ..	Sauley.....	Vosges.....	Tisseurs	2	400	26
7 juin ..	7 juin ..	Lorient.....	Morbihan.....	Ouvriers du port .....	.....	.....	27
7 juin ..	8 juin ..	Stains.....	Seine.....	Papeterie (Ouvriers de).....	1	50	28
7 juin ..	19 juin ..	Nantes.....	Loire-Inférieure ..	Raffineurs de sucre.....	4	147	29
8 juin ..	10 juin ..	Saint-Amand.....	Cher.....	Sabotiers.....	9	12	30
8 juin ..	10 juin ..	Cublize.....	Rhône.....	Terrassiers	1	80	31
8 juin ..	13 juin ..	Hallurin.....	Nord.....	Découpeuses en chromolitho- graphie.	1	18	32
10 juin ..	10 juin ..	Montpellier	Hérault.....	Garçons bouchers.....	8	60	33
10 juin ..	3 juillet ..	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Maçons.....	.....	120	34
10 juin ..	.....	Elbeuf.....	Seine-Inférieure ..	Maçons et plâtriers.....	.....	150	35
10 juin ..	.....	Bordeaux.....	Gironde.....	Déchargeurs de charbon.....	.....	15	36

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du Travail.

N ^{OS} RÉFÉRENS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUIN 1901 (1).

1	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
2	Réduction de salaire.....	Échec.	
3	Réduction de salaire.....	.....	
4	Demandes de suppression des amendes et d'augmentation de salaire.	.....	
5	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de suppression des amendes.	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Demandes d'augmentation de salaire et de réintégration d'ouvriers.	.....	
9	Demandes de renvoi d'un contremaître et d'augmentation de salaire.	.....	
10	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
11	Demande de renvoi du directeur.....	.....	
12	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
13	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
14	Réduction de salaire.....	Échec.	
15	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

EN JUIN 1901.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
2	Réglementation du travail.....	Échec.	
3	Demande de réintégration d'un employé.....	Réussite.	
4	Réduction de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
5	Demandes de réintégration d'ouvriers et de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
6	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	
7	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
9	Demande d'augmentation du temps de travail.....	.....	La grève a pris fin après transaction le 27 juin dans un établissement.
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
11	Demande de réintégration de onze ouvriers.....	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
16	Protestation contre l'introduction en ville de viandes abattues dans d'autres communes.	Réussite.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
19	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPERES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
10 juin...		Villeneuve - Saint-Georges.	Seine-et-Oise	Mariniers	1	26	20
11 juin...	15 juin	Dunkerque	Nord	Tôliers	1	300	21
11 juin...	26 juin	La Motte-d'Aveillans.	Isère	Mineurs	2	1,600	22
13 juin...	14 juin	Cherbourg	Manche	Déchargeurs de charbon	3	150	23
14 juin...		Marseille	Bouches-du-Rhône.	Fileurs	1	100	24
15 juin...	17 juin	Villefranche	Rhône	Constructeurs mécaniciens	1	14	25
17 juin...	18 juin	Clamecy	Nièvre	Terrassiers	1	14	26
17 juin...	19 juin	Jallieu	Isère	Tisseurs	1	140	27
17 juin...	20 juin	Paris	Seine	Cochers	1	28	28
18 juin...	19 juin	Honfleur	Calvados	Déchargeurs de charbon	2	360	29
18 juin...	21 juin	Chassenard	Allier	Terrassiers	1	150	30
18 juin...	24 juin	Wignehies	Nord	Fileurs et rattacheurs	1	48	31
18 juin...	27 juin	Belfort	Haut-Rhin	Peintres			32
18 juin...		Paris	Seine	Cochers	1	106	33
19 juin...	23 juin	Marigny	Saône-et-Loire	Terrassiers	1	70	34
20 juin...		Bordeaux	Gironde	Doreurs sur métaux	1	5	35
20 juin...		Bagnères - de Bigorre.	Hautes-Pyrénées	Typographes	1	9	36
20 juin...	21 juin	Saint-Etienne	Loire	Tripiers		60	37
22 juin...	24 juin	Nouzilly	Indre-et-Loire	Taillieurs de pierres	1	23	38
24 juin...	25 juin	Aix-les-Bains	Savoie	Terrassiers	1	34	39
24 juin...		Cannes	Alpes-Maritimes	Terrassiers-maçons et manœuvres.		600	40
24 juin...	1 ^{er} juillet	Thorame-Haute	Basses-Alpes	Terrassiers et maçons	1	220	41
24 juin...	8 juillet	Nice	Alpes-Maritimes	Ferblantiers et plombiers		180	42
24 juin...		Villeneuve-sur-Loir.	Lot-et-Garonne	Maçons		34	43
24 juin...		Lyon	Rhône	Corroyeurs	1	140	44
25 juin...	28 juin	Mens	Isère	Tisseurs de soie	1	170	45
25 juin...	28 juin	Honfleur	Calvados	Déchargeurs de charbon	1	50	46
25 juin...		Vierzon	Cher	Porcelainiers		387	47
25 juin...		Saint-Rémy	Calvados	Mineurs		80	48
26 juin...	27 juin	Honfleur	Calvados	Ouvriers du port	1	200	49
26 juin...	27 juin	Mazamet	Tarn	Ouvrières en chaussures	1	23	50
27 juin...		Lyon	Rhône	Tourneurs sur bois	1	5	51
28 juin...		Saint-Amand	Nièvre	Potiers		43	52
28 juin...		Montdragon et Graulhet.	Tarn	Mécaniciens	1	110	53
29 juin...		Montpellier	Hérault	Garçons de café	1	6	54
29 juin...	2 juillet	Le Havre	Seine-Inférieure	Terrassiers-tobistes	1	140	55
29 juin...	5 juillet	Agen	Lot-et-Garonne	Marchaux-ferrants	10	13	56
30 juin...	3 juillet	Aix	Bouches-du-Rhône	Typographes	1	10	57

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

11 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en juin à la Direction du Travail.

N ^{OS} DES REPRÉSENTANTS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
20	Demandes de réintégration d'un directeur .....	.....	
21	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
22	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers	Transaction.	
23	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
25	Protestation contre la nomination d'un chef d'équipe	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
27	Demande de réintégration d'ouvriers	Échec.	
28	Demande de diminution du prix de location de l'équipage	Réussite.	
29	Demandes d'augmentation de salaire et de renvoi d'ouvriers	Réussite.	
30	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
31	Réglementation du travail et demande d'augmentation de salaire	Échec.	
32	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail	Échec.	
33	Demande de diminution du prix de location de l'équipage .....	.....	
34	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
35	Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	
36	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
37	Demandes de réintégration d'ouvriers et du repos du dimanche	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
39	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
40	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
41	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail	Échec.	
42	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail	Transaction.	
43	Demande de diminution du temps de travail .....	.....	
44	Demandes de renvoi d'un ouvrier .....	.....	
45	Demande de diminution du temps de travail	Réussite.	
46	Réglementation du travail	Échec.	
47	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
48	Demandes de réintégration d'un surveillant et de renvoi d'un sous-ingénieur .....	.....	
49	Demandes d'augmentation de salaire et de renvoi d'ouvriers	Échec.	
50	Demandes d'augmentation de salaire et de modification au règlement d'atelier	Transaction.	
51	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
52	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
53	Demande de renvoi d'un contremaître .....	.....	
54	Modification dans la répartition des pourboires	Réussite.	
55	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
56	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail	Transaction.	Cconciliation devant le juge de Paix.
57	Demande de renvoi d'ouvriers	Réussite.	

1^o Grève de tisseuses à Annonay. — Les tisseuses de soie de la maison Barbier et Révol, à Annonay (Ardèche), se sont mises en grève le 3 juin, au nombre de 50, par suite d'une réduction de salaire; elles réclamaient, en outre, le renvoi de deux ouvrières hostiles au syndicat.

Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 8 juin. L'ancien tarif a été maintenu, mais aucune ouvrière n'a été congédiée.

2° Grève de ferblantiers à Carpentras. — Les ouvriers de la maison Carnaud, à Carpentras, abandonnaient le travail le 5 juin, en demandant le renvoi d'un ouvrier qu'ils accusaient de propos malveillants à l'égard du directeur. Après les explications de l'ouvrier, le directeur se déclarait satisfait et refusait de le renvoyer.

Le juge de paix convoqua un comité de conciliation qui tint plusieurs réunions du 7 au 11 juin. L'ouvrier incriminé ayant quitté Carpentras pour aller dans un autre établissement de la même maison, le travail a été repris le 11 juin.

3° Grève de vernisseurs sur cuir, à Pont-Audemer. — 30 vernisseurs sur cuir de la maison Chapman, à Pont-Audemer, se sont mis en grève le 7 juin, en réclamant une augmentation de salaire. Le juge de paix réunit les parties en comité de conciliation le 8.

Les patrons offrirent le paiement des deux jours de grève et un litre de cidre par jour et par ouvrier pendant tout l'été.

Ces conditions furent acceptées par les ouvriers.

4° Grève de maréchaux ferrants à Agen. — 13 ouvriers maréchaux ferrants d'Agen abandonnaient le travail le 29 juin et demandaient : 1° la journée de dix heures ; 2° la liberté de ne pas prendre leurs repas chez les patrons ; 3° fermeture des ateliers à 11 heures le dimanche.

Sur l'initiative du juge de paix, un comité de conciliation a été constitué le 4 juillet et a conclu une convention transactionnelle qui a mis fin à la grève.

5° Dans la grève des maçons de Fougères, un comité de conciliation a été réuni le 14 juin, mais l'entente n'a pu s'y établir et le recours à un arbitrage a été repoussé par les deux parties.

Le 27 juin, sur une nouvelle convocation du juge de paix, les délégués se réunirent et nommèrent quatre arbitres qui ne purent se mettre d'accord. Le président du tribunal civil désigna alors un tiers arbitre, dont la sentence fut rendue le 28.

Les patrons ont refusé d'appliquer cette sentence et la grève continue.

6° Dans la grève des typographes de Bagnères-de-Bigorre, un des patrons a refusé de se prêter à la tentative de conciliation provoquée par le juge de paix, et les deux autres ont gardé le silence.

7° Dans la grève des porcelainiers de Vierzon (Cher), la tentative de conciliation réclamée au juge de paix par les ouvriers n'a pas abouti.

8° Dans la grève des tisseurs de l'usine Duchemin, à Laval, un comité de conciliation, réuni le 3 juin sur la demande des ouvriers n'a pu régler le différend. Le recours à un arbitrage repoussé par les ouvriers a été ensuite réclamé par eux le lendemain et repoussé cette fois par les patrons.

Le 15 juin, l'arbitrage a été définitivement accepté par les deux parties ; la sentence arbitrale, rendue le 17, a amené la reprise immédiate du travail.

9°, 10° et 11° Dans les grèves des peintres de Belfort, des tôliers de Dunkerque, des mineurs de la Mothe-d'Aveillans (Isère), les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

II. — Tableau récapitulatif des accidents par département.

NOMEROS D'ORDRE	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente		NOMBRE. pour le cas de mort.		
		Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	par-tielle.	des con-joints.	des en-fants.	des ascen-dants.
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
		de 16 ans	et plus.	de 16 ans	et plus.							
1	Ain	1	9	"	"	10	2	"	8	1	1	1
2	Aisne.....	2	18	1	1	23	2	"	20	1	1	2
3	Allier.....	1	20	"	"	21	1	"	20	1	2	"
4	Alpes (Basses-).....	"	1	"	"	1	"	"	1	"	"	"
5	Alpes (Hautes-).....	"	2	"	"	2	1	"	1	1	2	"
6	Alpes-Maritimes.....	"	21	"	1	22	2	"	20	2	4	"
7	Ardèche.....	"	14	"	"	14	3	"	11	2	3	"
8	Ardennes.....	1	20	"	1	22	1	1	20	1	"	"
9	Ariège.....	"	12	"	"	12	3	"	9	2	6	2
10	Aube.....	"	5	"	"	5	3	"	2	2	8	1
11	Aude.....	"	8	"	1	9	3	"	6	3	3	"
12	Aveyron.....	"	15	"	"	15	3	1	11	2	2	"
13	Bouches-du-Rhône....	1	90	"	4	95	18	1	76	11	18	2
14	Calvados.....	1	35	"	2	38	4	"	34	4	3	"
15	Cantal.....	"	5	"	"	5	"	"	5	"	"	"
16	Charente.....	"	23	"	"	23	7	4	12	6	14	"
17	Charente-Inférieure...	"	6	"	"	6	2	1	3	2	2	"
18	Cher.....	"	8	"	"	8	1	"	7	"	1	1
19	Corrèze.....	"	"	"	"	4	"	"	4	"	"	"
20	Corse.....	"	1	"	"	1	1	"	"	1	6	"
21	Côte-d'Or.....	1	"	"	"	23	3	"	20	3	1	"
22	Côtes-du-Nord.....	"	15	"	"	15	5	1	9	5	14	"
23	Creuse.....	"	3	"	"	3	1	"	2	1	2	"
24	Dordogne.....	"	4	"	1	5	1	"	4	1	1	"
25	Doubs.....	1	11	1	"	13	"	"	13	"	"	"
26	Drôme.....	2	21	"	1	24	4	2	18	3	5	2
27	Eure.....	"	28	"	3	31	6	"	25	4	7	1
28	Eure-et-Loir.....	1	14	"	"	15	2	"	13	2	3	"
29	Finistère.....	1	18	"	"	19	6	"	13	4	6	2
30	Gard.....	"	31	"	"	31	3	2	26	2	1	1
31	Garonne (Haute-)....	2	17	"	"	19	8	"	11	8	2	"
32	Gers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
33	Gironde.....	6	55	"	2	63	12	3	48	8	7	2
34	Hérault.....	1	29	"	"	30	4	2	24	4	6	"
35	Ile-et-Vilaine.....	"	15	"	"	15	9	"	6	7	12	3
36	Indre.....	"	9	"	"	9	3	"	6	3	8	"
37	Indre-et-Loire.....	"	12	"	"	12	4	"	8	3	"	1
38	Isère.....	"	41	2	3	46	6	1	39	4	7	4
39	Jura.....	"	12	"	"	12	"	1	11	"	"	"
40	Landes.....	"	13	"	"	13	3	1	9	3	1	"
41	Loir-et-Cher.....	1	1	"	"	2	"	"	2	"	"	"
42	Loire.....	2	157	1	3	163	26	1	136	21	39	4
43	Loire (Haute-).....	"	11	"	"	11	2	"	9	2	3	"

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS		CAS		NOMBRES pour		
	Hommes		Femmes		TOTAL.	de mort.	totale.	d'incapacité permanente	par- tielle.	le cas de mort.		
	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.						des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
44 Loire-Inférieure.....	2	66	0	0	68	6	1	61	5	6	1	
45 Loiret.....	0	9	0	0	9	1	0	8	1	4	0	
46 Lot.....	0	3	0	0	3	0	0	3	0	0	0	
47 Lot-et-Garonne.....	1	14	0	0	15	4	0	11	3	5	0	
48 Lozère.....	0	8	0	0	8	2	0	6	2	1	0	
49 Maine-et-Loire.....	1	15	0	0	16	4	0	12	4	5	0	
50 Manche.....	0	6	0	0	6	1	0	5	0	0	1	
51 Marne.....	1	19	0	3	23	4	0	19	1	3	1	
52 Marne (Haute-).....	2	15	0	0	17	3	0	14	3	1	0	
53 Mayenne.....	1	8	0	1	10	1	1	8	1	1	0	
54 Meurthe-et-Moselle....	4	104	0	0	110	12	1	97	7	7	8	
55 Meuse.....	0	15	0	0	15	4	2	9	2	0	3	
56 Morbihan.....	0	14	0	0	14	3	1	10	3	3	0	
57 Nièvre.....	1	16	0	0	17	2	0	15	2	0	0	
58 Nord.....	25	277	7	30	339	61	6	271	45	89	24	
59 Oise.....	3	18	0	2	23	4	1	18	3	3	0	
60 Orne.....	0	8	0	1	9	3	0	6	2	2	1	
61 Pas-de-Calais.....	2	77	0	0	79	25	1	53	18	30	4	
62 Puy-de-Dôme.....	0	18	0	0	18	2	0	16	2	2	0	
63 Pyrénées (Basses-)....	0	8	0	1	9	3	0	6	1	1	3	
64 Pyrénées (Hautes-)....	2	8	0	0	10	0	0	10	0	0	0	
65 Pyrénées-Orientales....	0	3	0	0	3	2	0	1	1	3	0	
66 Rhin (Haut-) { Belfort }	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
67 Rhône.....	2	81	1	4	88	11	0	77	9	13	3	
68 Saône (Haute-).....	2	31	0	5	38	2	0	36	2	5	0	
69 Saône-et-Loire.....	3	34	0	1	38	5	0	33	5	2	0	
70 Sarthe.....	0	8	0	0	8	3	2	3	3	5	0	
71 Savoie.....	0	10	0	2	12	1	1	10	0	0	0	
72 Savoie (Haute-).....	0	12	0	0	12	2	0	10	2	8	0	
73 Seine.....	1	240	1	8	250	45	2	203	34	44	8	
74 Seine-Inférieure.....	4	114	2	5	125	27	1	97	21	32	7	
75 Seine-et-Marne.....	1	15	0	0	16	4	0	12	3	4	1	
76 Seine-et-Oise.....	1	68	1	0	70	19	3	48	16	35	2	
77 Sèvres (Deux-).....	0	2	0	0	2	0	1	1	0	0	0	
78 Somme.....	1	29	0	2	32	5	1	26	5	12	0	
79 Tarn.....	0	17	0	0	17	2	1	14	2	6	0	
80 Tarn-et-Garonne.....	0	2	0	0	2	0	0	2	0	0	0	
81 Var.....	2	12	0	0	14	5	0	9	5	9	0	
82 Vaucluse.....	0	5	0	0	5	2	0	3	1	0	1	
83 Vendée.....	0	4	0	0	4	2	0	2	1	0	1	
84 Vienne.....	0	7	0	0	7	5	0	2	5	9	0	
85 Vienne (Haute-).....	0	9	0	0	9	5	0	4	5	15	0	
86 Vosges.....	1	40	2	3	46	4	0	42	4	13	0	
87 Yonne.....	0	2	1	0	3	0	0	3	0	0	0	
TOTAL.....	88	2,327	20	93	2,528	462	18	2,018	359	576	98	

III. — Tableau récapitulatif des accidents par branche d'industrie.

N ^{os} des grou- pes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente,		NOMBRE, pour le cas de mort,		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	par- tielle.	des con- joints.		
		de moins 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins 16 ans	de 16 ans et plus.					des en- fants.	des ascen- dants.	
1	I. — AGRICULTURE ET FO- RÊTS.	"	40	"	"	40	2	4	34	2	5	"
	II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
2	a) Mines, minières et sa- lines.	9	175	"	"	184	45	2	137	34	72	6
3	b) Carrieres.	"	64	"	"	64	15	1	48	12	19	4
	III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
4	a) Meuneries et minote- ries.	3	38	"	"	41	9	"	32	9	14	"
5	b) Sucreries et raffineries.	2	31	"	4	37	14	"	23	11	15	3
6	c) Distilleries.	1	32	"	"	33	5	"	28	3	5	3
7	d) Brasseries et malteries.	1	36	"	"	37	8	"	29	6	4	"
8	e) Autres industries de l'alimentation.	1	16	1	1	19	2	"	17	2	6	"
	IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
9	a) Industries chimiques en général.	"	49	"	4	53	14	1	38	12	19	2
10	b) Usines à gaz.	"	10	"	"	10	1	"	9	1	1	"
11	c) Teintures, blanchi- ment, apprêt, net- toyage.	3	14	4	6	27	3	"	24	1	2	3
	V. — PAPIERS, CAOUTCHOUC, ETC.											
12	a) Caoutchouc et succé- danés.	1	1	1	1	4	"	"	4	"	"	"
13	b) Papier et carton.	2	37	1	2	42	7	1	34	3	3	5
14	c) Industries du livre et industries polygra- phiques.	3	9	"	2	14	"	"	14	"	"	"
	VI. — TEXTILES.											
15	a) Industries textiles pro- prement dites.	13	111	12	53	189	5	1	183	4	7	2
16	b) Travail des étoffes et vêtements.	"	3	"	7	10	"	"	10	"	"	"
	VII. — CUIRS ET PEAUX.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux.	4	25	"	2	31	7	"	24	3	2	5
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau.	2	11	1	1	15	1	"	14	"	"	1
	VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
19	a) Travaux de bâtiment, charpente en bois, menuiserie.	4	139	"	"	143	12	1	130	7	9	4
20	b) Autres gros ouvrages en bois.	"	51	"	"	51	8	0	43	6	14	1
21	c) Ébénisterie et tablette- rie.	1	19	"	2	22	"	"	22	"	"	"

III. -- Tableau récapitulatif des accidents par branche d'industrie. (Suite.)

N ^{os} des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente.		NOMBRE, pour le cas de mort.		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
		de 16 ans	de 16 ans	de 16 ans	de 16 ans							
IX. — MÉTAUX.												
22 a)	Métallurgie du fer, de l'acier, ferronnerie..	13	230	"	"	243	25	6	212	16	21	8
23 b)	Charpente en fer et serrurerie.....	1	42	"	"	43	2	"	41	2	6	"
24 c)	Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et constructions mécaniques	17	197	"	"	214	8	2	204	5	11	3
25 d)	Métallurgie, fonderie et travail des métaux ordinaires autres que le fer et l'acier.....	1	8	"	"	9	"	"	9	"	"	"
26 e)	Mécanique fine.....	"	1	"	"	1	"	"	1	"	"	"
27 f)	Métaux précieux.....	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"
X. — TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENTS.												
28 a)	Distributions	1 ^{re} Électri- cité....		"	"	13	"	"	13	"	"	"
29 b)	Autres urbaines.	2 ^{de} Autres distribu- tions....		"	"	3	"	"	3	"	"	"
30 c)	Autres entreprises de travaux publics et de bâtiment.....	"	418	"	"	418	98	11	309	65	135	16
XI. — TRAVAIL DES PIERRES ET DES TERRES AU FEU.												
31 a)	Chaufournerie et briqueterie.....	2	26	"	"	28	7	1	20	6	10	1
32 b)	Céramique.....	"	8	"	1	9	1	1	7	1	3	"
33 c)	Verrerie.....	1	7	"	4	12	3	1	8	2	3	"
XII. — MANUTENTION ET TRANSPORTS.												
34 a)	Entreprises de chargement et déchargement. Entrepôts et magasins.....	1	99	"	2	102	28	3	71	21	43	4
35 b)	Transports par terre...	"	141	"	"	141	43	4	94	31	39	8
36 c)	Transports par voie ferrée.....	"	154	"	1	155	72	8	75	63	102	9
37 d)	Transports par eau...	1	59	"	"	60	16	"	44	11	6	8
XIII. — INDUSTRIES INSUF- FISAMENT DÉSIGNÉES...												
		1	8	"	"	9	1	"	8			2

TOTAUX..... 88 2,327 20 92 2,528 462 48 2,018 359 576 58

LES ACCIDENTS DE MER PENDANT LES ANNÉES 1898 ET 1899 (1).

Les naufrages, échouements et autres accidents de navigation survenus sur les côtes de France, d'Algérie, des autres colonies et pays de protectorat, ainsi que les pertes de bâtiments français sur les autres points du globe, ont atteint, en 1898, le nombre de 379 (261 sinistres sur les côtes de France, 24 sur celles d'Algérie, 35 sur celles des autres colonies françaises et 59 à l'étranger) et, en 1899, le nombre de 478 (235 sinistres sur les côtes de France et d'Algérie; 201 sur celles des autres colonies françaises et 42 à l'étranger). Le premier total (379) comprend 348 navires français et 31 navires étrangers (parmi les premiers sont compris 5 bâtiments de la marine militaire française); le second (478) comporte 444 bâtiments français et 34 navires étrangers; dans les premiers est compté 1 vaisseau de la marine militaire française.

Au point de vue du genre de navigation, les bâtiments naufragés se répartissent comme suit :

	ANNÉE 1898.	ANNÉE 1899.
Long cours	36	24
Grande pêche	38	8
Cabotage	79	117
Bornage	55	80
Pilotage	9	3
Petite pêche	140	243
Plaisance	8	2
État	5	1
TOTAUX	379	478

Comme les années précédentes, c'est la navigation à voile qui a été de beaucoup la plus éprouvée (en 1898 : 318 bâtiments à voile contre 61 à vapeur; en 1899 : 405 voiliers contre 73 vapeurs). Elle a cependant été relativement épargnée surtout pour les navires de moyen et fort tonnages. C'est l'année 1899 qui donne le plus de sinistres pour la navigation à vapeur : 73 dont 33 frappant des bâtiments au-dessus de 500 tonneaux. Au point de vue du tonnage, les pertes de 1898 sont plus élevées que les années précédentes depuis 1889, sauf l'année 1894, et également supérieures à celles de 1899.

D'après les causes et les circonstances matérielles qui les ont produits, les 379 sinistres de 1898 se répartissent de la façon suivante :

(1) D'après la *Statistique des naufrages et autres accidents de mer* publiée par le Ministère de la Marine. Imprimerie nationale 1900, et le *Rapport au Ministre de la Marine*, en date du 19 juin 1901. J. O. du 5 juillet 1901.)

	NOMBRE	
	en 1898.	en 1899.
Navires disparus corps et biens.....	34	27
Voies d'eau.....	22	46
Échouement avec bris.....	125	161
Submersion.....	39	5
Abordage.....	36	17
TOTAUX des navires perdus, sombrés ou brisés...	256	256
Navires avariés ou échoués sans bris.....	123	222
TOTAUX GÉNÉRAUX des sinistres.....	379	478

Les pertes d'hommes entraînées par ces sinistres s'élèvent à 1.043 pour l'année 1898, et à 434 pour 1899, se décomposant respectivement en :

	1898.	1899.
Marins (tous français).....	486	320 (1)
Passagers { français.....	154	55
{ étrangers.....	403	59

Il a été constaté, de plus, en 1898, 377 décès à bord des bâtiments français dont 302 pour les bâtiments de commerce et 75 pour la marine de guerre, et pour 1899 : 494 décès sur les navires français, dont 403 pour la marine du commerce et 91 pour la marine de guerre. En voici la décomposition par genre d'accidents :

	1898.			1899.		
	Marine du com- merce.	Marine de guerre.	Total.	Marine du com- merce.	Marine de guerre.	Total.
Submersions par causes autres que nau- frages.....	177	14	191	187	19	206
Accidents autres que submersions.....	46	10	56	37	18	55
Décès à bord par maladies.....	79	51	130	179	54	233
	302	75	377	403	91	494

Les deux totaux (377 et 494), se répartissent, au point de vue du genre de navigation, comme suit :

	1898.	1899.
Long cours.....	80	126
Grande pêche.....	86	121
Cabotage.....	43	41
Bornage.....	11	12
Pilotage.....	5	3
Petite pêche.....	77	100
Plaisance.....	"	"
État.....	75	91
TOTAUX.....	377	494

1) Ce chiffre relatif à 1899 comporte 286 hommes d'équipages français et 54 d'équipages étrangers

PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES.

Dans sa séance du 2 juillet 1901, la Chambre des députés, après avoir examiné pendant seize séances les bases générales du projet de loi sur les retraites ouvrières, a voté l'article 1^{er} de ce projet, ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière, a droit, s'il est de nationalité française et dans des conditions déterminées par la présente loi, à une retraite de vieillesse à soixante-cinq ans et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité, payable mensuellement sur certificat de vie, sans frais, délivré par le maire de sa résidence.

Ces retraites sont assurées par la Caisse nationale des retraites ouvrières, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les sociétés de secours mutuels et les caisses patronales ou syndicales, dans les conditions déterminées par les titres I à V de la présente loi.

Voici le texte des autres articles du projet arrêté par la Commission :

RÉDACTION DE LA COMMISSION (25 JUIN 1901).

TITRE PREMIER.

DE LA RETRAITE DE VIEILLESSE.

ART. 1^{er}. —

ART. 2. — Tout travailleur visé à l'article 1^{er} et âgé de moins de soixante-cinq ans, doit subir sur son salaire, avant paiement, une retenue comme suit :

Cinq centimes (0 fr. 05) par journée de travail, s'il n'a pas dix-huit ans ou si son salaire est inférieur à 2 francs par jour ;

Dix centimes (0 fr. 10) par journée de travail, si, ayant au moins dix-huit ans, il gagne un salaire égal ou supérieur à 2 francs par jour et inférieur à 5 francs ;

Quinze centimes (0 fr. 15) par journée de travail, s'il gagne un salaire égal ou supérieur à 5 francs par jour.

La présente loi ne s'applique pas aux employés recevant un traitement supérieur à 4,000 francs.

ART. 3. — Tout employeur, toute association ouvrière de production doit, sous sa responsabilité, effectuer chaque mois, sur les sommes dues aux travailleurs visés à l'article 1^{er}, les retenues fixées par l'article précédent, et y joindre une contribution personnelle d'égale quotité.

Pour les travailleurs étrangers, l'employeur n'opère pas de retenue. Il verse directement pour chaque journée de travail uniformément vingt-cinq centimes (0 fr. 25), sans distinction d'âge ni de salaire.

ART. 4. — Il est institué, sous la garantie de l'État, une Caisse nationale des retraites ouvrières, dont la gestion administrative est placée sous l'autorité du Ministre du Commerce et dont la gestion financière est confiée à la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 5. — Il est formé, auprès du Ministre du Commerce, une Commission supérieure

qui se réunit au moins une fois par an, pour donner son avis sur les questions concernant la gestion administrative de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Cette Commission est composée de :

Deux sénateurs et deux députés nommés, sur la proposition des Ministres du Commerce et des Finances, par un décret qui désigne le président de la Commission ;

Un membre du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels, désigné par le Ministre de l'Intérieur parmi les présidents des Sociétés de secours mutuels ;

Deux personnes connues par leurs travaux sur les institutions de prévoyance et désignées par le Ministre du Commerce ;

Une personne désignée dans les mêmes conditions par le Ministre des Finances ;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, au Ministère du Commerce ;

Le directeur du mouvement général des fonds au Ministère des Finances ;

Le chef du service de l'inspection générale des Finances.

Les membres autres que les membres de droit sont nommés pour trois ans.

ART. 6. — Un compte individuel est ouvert dans les écritures de la Caisse nationale des retraites ouvrières à chaque travailleur ; il est crédité du montant de ses versements et de ceux de l'employeur.

Ces versements sont faits, au gré de l'ouvrier, soit à capital aliéné, soit à capital réservé.

ART. 7. — Les versements des employeurs correspondant aux travailleurs étrangers sont portés par la Caisse des dépôts et consignations à un compte spécial, sur lequel seront imputés tout d'abord les frais de gestion administrative de la Caisse nationale des retraites ouvrières et les frais de gestion financière de la Caisse des dépôts et consignations. Le surplus, en fin d'exercice, vient en déduction de la charge que l'État a eu à supporter pour les pensions de vieillesse et d'invalidité servies pendant l'année, et, en cas d'excédent, il est reporté.

Toutefois, ce surplus est tout d'abord appliqué à l'exécution des dispositions de l'article 41.

Les sommes figurant à ce compte spécial sont productives d'un intérêt égal à celui que le Trésor sert à la Caisse des dépôts et consignations pour ses fonds propres.

ART. 8. — Les versements et les paiements effectués pour le compte de la Caisse nationale des retraites ouvrières sont opérés à la Caisse des dépôts et consignations ou à la caisse de ses préposés.

ART. 9. — La Caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer le montant des versements, ainsi que les revenus du portefeuille excédant les fonds nécessaires au service des paiements :

1° En valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État ;

2° En prêts aux départements, communes, colonies, pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, en valeurs internationales et en obligations foncières ou communales du Crédit foncier.

Les achats et les ventes de valeurs sont effectués avec publicité et concurrence, sur la désignation de la Commission de surveillance instituée par les lois des 28 avril 1816 et 6 avril 1876, et avec l'approbation du Ministre des Finances. Les achats et ventes de valeurs autres que les rentes pourront être opérés sans publicité ni concurrence.

Les sommes non employées seront versées en compte courant au Trésor, au taux de trois pour cent (3 p. o/o), dans les limites d'un maximum annuellement fixé par la loi de finances.

ART. 10. — Lorsque les disponibilités de la Caisse nationale des retraites ouvrières le permettent, il est procédé au remboursement d'une série des rentes perpétuelles en circulation ayant dépassé le pair et cette série est annulée au Grand Livre de la dette publique. La Caisse nationale des retraites ouvrières reçoit en paiement des obligations à long terme au taux nominal des rentes de même nature restant en circulation.

Au cas où l'ensemble des sommes placées ou déposées pour le compte de la Caisse des retraites ouvrières produirait un revenu inférieur à trois pour cent (3 p. o/o), la différence lui serait bonifiée par l'État.

ART. 11. — Le tarif des retraites sera calculé au taux de trois pour cent (3 p. o/o) d'après la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Une nouvelle table pourra être adoptée ultérieurement par un décret rendu sur le rapport du Ministre du Commerce et du Ministre des Finances, après avis de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Le tarif ne comprendra que des âges entiers; les versements des intéressés seront considérés comme effectués par eux à l'âge qu'ils auront accompli au cours de l'année dans laquelle les versements auront eu lieu.

ART. 12. — Dans les trois premiers jours de chaque mois, l'employeur doit adresser à la Caisse nationale des retraites ouvrières ou à son délégué, et dans les formes réglées par décret rendu sur la proposition du Ministre du Commerce et du Ministre des Finances, un bordereau nominatif indiquant les salaires payés pendant le mois écoulé, les retenues effectuées et les contributions patronales dues.

Ce bordereau est vérifié par la Caisse nationale des retraites ouvrières qui le renvoie, sous pli recommandé, dans les vingt jours de la réception à l'employeur, soit approuvé, soit rectifié, sans préjudice des vérifications ultérieures.

L'employeur, s'il n'accepte pas la rectification, doit, dans les trois jours de la réception, saisir le juge de paix qui statue dans un délai de huitaine, en dernier ressort.

Dans les trois jours qui suivent soit la réception du bordereau, soit la notification de la décision du juge de paix, l'employeur doit verser, ou adresser par mandat-carte spécial, le montant de la somme due, à peine, pour chaque jour de retard, de dommages-intérêts fixés à vingt-cinq centimes pour cent (0 fr. 25 p. 100) de la somme due, et ce au profit de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

ART. 13. — Dans le courant de chaque année, la Caisse nationale des retraites ouvrières indique à tout bénéficiaire qui le réclame, en acquittant un droit préalable de dix centimes (0 fr. 10), le total des sommes versées à son compte pendant l'année précédente et le montant de la retraite éventuelle acquise au 31 décembre.

ART. 14. — Tout travailleur peut réclamer la liquidation de sa retraite à partir de l'âge de cinquante-cinq ans. Cette liquidation s'opérera sur le montant des versements effectués tant par le travailleur que par le patron.

TITRE II.

DE LA RETRAITE ANTICIPÉE D'INVALIDITÉ.

ART. 15. — Lorsque les travailleurs visés à l'article 1^{er} sont atteints d'invalidité prématurée avant l'âge de soixante-cinq ans et en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, ils ont droit à tout âge, si les versements à leur compte représentent au moins deux mille journées de travail, à la liquidation anticipée de leur retraite, à raison des versements effectués.

Cette retraite est majorée dans les conditions indiquées à l'article 20 ci-après.

ART. 16. — N'est réputé invalide, dans le sens de l'article précédent, que le travailleur qui, pour toute autre cause que la vieillesse, n'est plus en état de gagner un tiers de ce que des personnes appartenant à son ancienne profession gagnent d'ordinaire par leur travail dans la même région.

ART. 17. — Cet état d'invalidité est établi sur la demande de l'intéressé accompagnée d'un certificat du maire et d'un avis du conseil municipal, par décision d'un comité siégeant au moins une fois par trimestre au chef-lieu du département.

Ce comité se compose du préfet, président, du trésorier général, du directeur de l'Enregistrement, du directeur des Contributions directes, de deux délégués du Ministre du Commerce, de deux conseillers généraux élus tous les trois ans par le conseil général, d'un médecin assermenté, d'un représentant des employeurs, d'un représentant des employés et de deux membres des sociétés de secours mutuels désignés dans les conditions déterminées par le Ministre du Commerce.

ART. 18. — Les décisions du comité, en application de l'article précédent, sont prises en dernier ressort.

Elles peuvent être attaquées, dans le délai de trois mois, par les intéressés, par la Caisse

nationale des retraites ouvrières ou par le préfet, pour violation de la loi, devant le Conseil d'État.

Le pourvoi est suspensif. Il est jugé comme affaire urgente, sans frais, avec dispense du timbre et du ministère d'avocat.

ART. 19. — Dans le mois qui suit la décision définitive, la Caisse nationale des retraites ouvrières procède à la liquidation anticipée de la retraite.

Si la retraite ainsi liquidée n'atteint pas deux cents francs (200 fr.) et si l'intéressé justifie qu'il ne jouit pas, y compris ladite retraite, d'un revenu personnel, indépendamment de tout salaire en argent ou en nature, égal à deux cents francs (200 fr.), cette retraite est majorée jusqu'à concurrence dudit revenu, par les soins de la Caisse nationale des retraites ouvrières, sans que pourtant la majoration puisse dépasser cent francs (100 fr.).

Si l'invalidé vient à jouir d'un revenu nouveau indépendamment de tout salaire en argent ou en nature, la majoration n'est maintenue que dans la mesure nécessaire pour parfaire un revenu total de deux cents francs (200 fr.).

ART. 20. — L'État, le département et la commune concourent aux charges résultant de ces majorations : l'État à raison de soixante-quinze pour cent (75 p. o/o), le département à raison de quinze pour cent (15 p. o/o) et la commune à raison de dix pour cent (10 p. o/o). Ces dépenses sont obligatoires.

La commune et le département appelés à concourir aux charges seront déterminés dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du Commerce, de l'Intérieur et des Finances, conformément aux principes généraux de la loi du 15 juillet 1893, titre II.

ART. 21. — Si l'invalidité définie à l'article 16 vient à cesser, cette cessation peut être constatée, à la requête soit de la Caisse nationale des retraites ouvrières, soit du préfet, soit du maire, dans les formes prévues à l'article 17 pour la déclaration d'invalidité.

Les pourvois prévus à l'article 18 sont applicables aux cas visés par le présent article.

A compter de la décision définitive, l'intéressé ne reçoit plus que le montant de sa retraite liquidée par anticipation, à l'exclusion de toute majoration. Peut obtenir une seconde retraite, l'ancien invalide qui a repris son travail et effectué, de ce chef, de nouveaux versements.

TITRE III.

DES RETRAITES SERVIES PAR LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET LES CAISSES PATRONALES OU SYNDICALES.

§ 1^{er}. — Sociétés de secours mutuels.

ART. 22. — Toute société de secours mutuels, préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du Ministre du Commerce, après avis du Ministre de l'Intérieur, est admise à recevoir, pour les travailleurs qui lui sont affiliés, les versements auxquels les employeurs sont assujettis en conformité du premier alinéa de l'article 3.

Lorsqu'il existe des sociétés de secours mutuels ainsi agréées dans le canton où sont payables les salaires, l'employeur est tenu de faire à ces sociétés les versements susmentionnés pour tous ceux de ses ouvriers et employés français qui s'y sont affiliés en vue de la retraite, dès que chaque intéressé en fait la demande, en désignant la société à laquelle il est affilié.

ART. 23. — Au moyen de ces versements, la Société assure aux travailleurs intéressés, dans les conditions et limites de la loi du 1^{er} avril 1898 et à l'âge prévu par la présente loi, des retraites de vieillesse garanties au moins égales à celles que produiraient lesdits versements à la Caisse nationale des retraites ouvrières, à charge de transférer à ladite Caisse la réserve mathématique de la retraite à trois pour cent (3 p. o/o) dès que sa constitution ne pourra plus être poursuivie par ses soins.

En cas d'invalidité constatée dans les termes du titre II de la présente loi, la Société opère la liquidation anticipée de la retraite de vieillesse acquise et en transfère la réserve mathématique à la Caisse nationale des retraites ouvrières, qui reste chargée, le cas échéant, des majorations prévues à l'article 19.

Sont applicables aux retraites constituées en vertu du présent titre les dispositions de l'article 42 ci-après.

§ 2. — Caisses patronales ou syndicales.

ART. 24. — Sont également dispensés d'effectuer à la Caisse nationale des retraites ouvrières les versements visés au premier alinéa de l'article 3 :

1° Les chefs d'entreprise qui ont organisé des caisses patronales ou adhéré à des caisses syndicales de retraites autorisées par décrets rendus, après avis de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites ouvrières, sur la proposition des Ministres du Commerce et des Finances.

Chaque décret doit constater :

a) Que la caisse autorisée, aux termes des statuts annexés, est alimentée au moins jusqu'à concurrence de moitié par les subsides patronaux;

b) Qu'elle assure aux ouvriers des retraites de vieillesse et d'invalidité au moins égales à celles que leur assure la présente loi;

2° Les établissements civils et militaires de l'État, les départements, les communes et les établissements publics qui ont organisé des retraites spéciales en vertu de décrets contenant les conditions spécifiées au paragraphe 1^{er} (a et b) du présent article et rendus sur la proposition du Ministre du Commerce, du Ministre des Finances et du Ministre intéressé.

ART. 25. — Chacun des décrets prévus à l'article précédent détermine le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires cessant de faire partie d'une caisse patronale ou syndicale, en vue du transfert de la valeur actuelle de ces droits à la Caisse nationale des retraites ouvrières.

En ce qui concerne les ouvriers de l'État régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales et quittant le service avant liquidation de pension, des règlements d'administration publique rendus sur le rapport du Ministre du Commerce, du Ministre des Finances et des Ministres intéressés déterminent sur des bases analogues le mode de liquidation à la charge de l'État des droits éventuels des bénéficiaires, en vue du transfert de leur valeur actuelle à la Caisse nationale des retraites ouvrières.

ART. 26. — Sont abrogées les dispositions de l'article 3 de la loi du 27 décembre 1895.

§ 3. — Dispositions communes.

ART. 27. — Les versements destinés soit aux sociétés de secours mutuels, soit aux caisses patronales ou syndicales dans les conditions du présent titre, sont effectués par l'employeur dans les trois premiers jours de chaque mois pour le mois écoulé, sous la sanction prévue au dernier alinéa de l'article 12. Ils sont inscrits sur un registre tenu en conformité de l'article 33.

ART. 28. — L'employeur demeure toujours tenu d'effectuer, au compte de la Caisse nationale des retraites ouvrières et en conformité de l'article 8, les versements afférents aux ouvriers non affiliés aux sociétés de secours mutuels agréées ou aux caisses patronales ou syndicales, ainsi qu'aux ouvriers étrangers.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 29. — Les pensions, soit de vieillesse, soit d'invalidité, constituées en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de trois cent soixante francs (360 fr.).

ART. 30. — L'État, les départements, les communes et les établissements publics, pour tous ceux de leurs ouvriers et employés qui ne sont pas régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales, sont soumis à la présente loi, sauf application du paragraphe 2 de l'article 24.

ART. 31. — Tout travailleur peut effectuer des versements personnels supplémentaires en vue de la retraite. Ces versements seront effectués à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et régis par la loi du 20 juillet 1886.

ART. 32. — Les certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi seront délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Un décret réglera le tarif postal réduit applicable aux objets de correspondance adressés à ou reçus par la Caisse nationale des retraites ouvrières pour l'exécution de la présente loi.

ART. 33. — Un décret rendu sur le rapport du Ministre du Commerce et du Ministre des Finances règle les conditions dans lesquelles tout employeur doit tenir les registres de paye, carnets ou autres documents relatifs au paiement des salaires.

La Caisse nationale des retraites ouvrières a le droit de faire vérifier sur place lesdits documents par des agents assermentés.

ART. 34. — Est traduit devant le tribunal correctionnel et passible d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à cinq cents francs (500 fr.) tout employeur ayant omis les versements prescrits par le titre I^{er}.

En cas de récidive dans l'année qui suit une précédente infraction, le maximum est toujours appliqué.

Si l'employeur n'a intentionnellement effectué que des versements insuffisants ou s'il a produit à la Caisse nationale des retraites ouvrières des documents mensongers ou incomplets, ou s'il a mis obstacle aux vérifications des agents assermentés dans le cas visé à l'article précédent, il est passible d'une amende de cinq cents francs (500 fr.) à cinq mille francs (5,000 fr.).

Toute condamnation entraîne de plein droit le versement, au profit de la Caisse nationale des retraites ouvrières, d'une somme triple du montant des versements qui auraient dû être effectués. Il ne peut être transigé sur ces dommages-intérêts.

ART. 35. — Toutes les contestations relatives à la quotité des salaires servant de base aux versements exigibles, à la quotité de ces versements ou à l'évaluation des salaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où doit avoir lieu le paiement du salaire. Ces décisions peuvent être déférées à la Cour de cassation pour violation de la loi.

Toutes les difficultés concernant la liquidation provisoire ou définitive des retraites de vieillesse ou des retraites d'invalidité sont soumises aux tribunaux civils; elles sont jugées en dernier ressort comme affaires sommaires, au rapport d'un juge, le ministère public entendu; l'assistance de l'avoué n'est pas obligatoire.

L'assistance judiciaire est accordée de droit aux ouvriers ou employés dans toutes les instances ouvertes en application du présent article.

ART. 36. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du Ministre du Commerce, après avis de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites ouvrières, déterminera les mesures d'exécution relatives à la gestion administrative de ladite Caisse.

Il pourra instituer des succursales régionales et organiser des modalités complémentaires de versement, tant par la création de timbres-retraites à apposer sur cartes d'identité individuelles que par l'intermédiaire de sociétés de secours mutuels appelées à concourir aux encaissements et aux paiements de la Caisse nationale des retraites ouvrières par voie de compte courant spécial à la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 37. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du Ministre des Finances, après avis de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, déterminera les mesures d'exécution relatives à la gestion financière de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

ART. 38. — Il n'est rien innové à la législation en vigueur sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse; sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi, notamment la législation sur les majorations de pensions de retraites, dans les conditions

prévues par la loi du 31 décembre 1895, en tant qu'elle s'appliquerait aux bénéficiaires de la présente loi.

Pour les retraites en cours d'acquisition dans les termes du titre II de la loi du 29 juin 1894 ou de l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890, un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des Ministres du Commerce, des Travaux publics et des Finances, déterminera les conditions de transfert de la réserve mathématique desdites retraites à la Caisse nationale des retraites ouvrières pour les employés et ouvriers qui viendraient à quitter les mines ou les chemins de fer.

ART. 39. — Une loi spéciale déterminera les conditions dans lesquelles les artisans, les petits commerçants, les domestiques attachés à la personne, les cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant habituellement que des membres de leur famille, seront admis à effectuer des versements à la Caisse nationale des retraites ouvrières, en vue de se constituer des retraites ou de procurer le même avantage aux membres de leurs familles travaillant habituellement avec eux.

TITRE V.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 40. — La présente loi ne sera applicable qu'à partir du 1^{er} janvier qui suivra la publication des règlements d'administration publique prévus aux articles 36, 37 et 41.

ART. 41. — Les travailleurs visés à l'article 1^{er} ayant à cette date soixante-cinq ans au moins, recevront une allocation viagère annuelle qui ne pourra être supérieure à cent francs (100 fr.), s'ils justifient de trente années de travail salarié, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique rendu sur le rapport du Ministre du Commerce et du Ministre des Finances.

Il sera pourvu à ces allocations au moyen d'un crédit annuel de quinze millions de francs (15,000,000 fr.) ouvert à la Caisse nationale des retraites ouvrières et des ressources prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article 7 et aux articles 12 et 34. L'ensemble de ces sommes sera réparti intégralement chaque année entre tous les bénéficiaires.

ART. 42. — Les travailleurs ayant, à la même date, moins de soixante-cinq ans, recevront successivement, suivant leur âge à cette date, la retraite minima ci-après fixée à soixante-cinq ans, pourvu qu'ils justifient, dans les conditions déterminées au règlement d'administration publique visé par l'article précédent : 1^o de trente années de travail salarié, la durée du service militaire étant réputée équivalente à une même durée de travail; 2^o de versements correspondant, au total à 250 journées de travail au moins pour chaque année au-dessous de soixante-cinq ans :

De 64 ans à 62 ans.....	100 ⁶
De 61 ans à 59 ans.....	110
De 58 ans à 56 ans.....	120
De 55 ans à 52 ans.....	130
De 51 ans à 48 ans.....	140
De 47 ans à 44 ans.....	150
De 43 ans à 41 ans.....	160
De 40 ans à 38 ans.....	170
De 37 ans à 36 ans.....	180

ART. 43. — Les allocations prévues aux articles 41 et 42 ne sont allouées que dans la mesure nécessaire pour parfaire aux ayants droit les sommes spécifiées auxdits articles, y compris le revenu personnel, mais indépendamment de tout salaire en argent et en nature ou de toute retraite susceptible d'une majoration en vertu de la loi du 31 décembre 1895.

Dans sa séance du 28 juin, la Chambre a voté, sur la proposition du Gouverne-

ment et de la Commission, la prise en considération des deux amendements suivants de M. Bienvenu-Martin, adoptant ainsi le principe de deux titres complémentaires destinés à régler : l'un la situation des travailleurs agricoles, l'autre le régime des versements facultatifs pour les petits patrons de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, les faconniers, les domestiques, etc.

TITRE VI.

RETRAITES DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DE L'AGRICULTURE.

ART. 39. — Pour les ouvriers et employés de l'agriculture, le versement pour la retraite est uniformément de cinq centimes par journée de travail salarié, dont moitié à fournir par l'exploitant lui-même et moitié à prélever par lui sur le salaire avant paiement.

Suivant que les travailleurs sont employés à titre permanent ou intermittent, les versements sont opérés sur déclarations trimestrielles de l'exploitant ou par voie d'apposition de timbres-retraites, lors de chaque paye, sur livrets individuels ou cartes d'identité délivrés aux titulaires sur leur demande, soit par les sociétés de secours mutuels agréées à cet effet dans les termes de l'article 22, soit par la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des Ministres du Commerce, des Finances et de l'Agriculture, détermine les conditions de ces divers versements.

ART. 40. — Les sommes versées au compte des travailleurs agricoles sont capitalisées, et les retraites de vieillesse sont liquidées dans les conditions prévues aux titres I, III et IV ci-dessus.

ART. 41. — Les retraites d'invalidité sont liquidées dans les conditions prévues au titre II. Toutefois la majoration spécifiée à l'article 19 ne peut atteindre que 75 francs et dans la mesure nécessaire pour parfaire, y compris la retraite, un revenu personnel de 150 francs, indépendamment de tout salaire en argent ou en nature.

ART. 42. — Sont applicables aux travailleurs agricoles visés à l'article 39 les dispositions transitoires du titre V, pourvu qu'ils justifient, au cas prévu par l'article 36, de trente années de travail salarié et, au cas prévu par l'article 37, qu'ils aient, en outre, à leur compte, des versements correspondant, au total, à 15 francs pour chaque année au-dessous de soixante-cinq ans, y compris les versements supplémentaires qu'ils sont autorisés à faire eux-mêmes à la Caisse nationale des retraites ouvrières pour compléter ladite somme.

Toutefois, les allocations imputables sur les ressources prévues par l'article 36 ne peuvent être supérieures à 75 francs, et chacun des minima de retraite prévus par l'article 37 est réduit de 50 francs, sans qu'il puisse être inférieur à 75 francs.

TITRE VII.

DES VERSEMENTS FACULTATIFS POUR LA RETRAITE.

ART. 43. — Les artisans ou faconniers, les colons partiaires, métayers et bordiers, les domestiques attachés à la personne, les commerçants ou cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant habituellement que des membres de leur famille sont admis à opérer trimestriellement des versements à la Caisse nationale des retraites ouvrières pour se constituer ou constituer aux membres de leur famille travaillant habituellement avec eux des retraites de vieillesse. Ces versements ne peuvent être inférieurs à 5 francs, ni supérieurs à 20 francs par trimestre pour chaque compte.

ART. 44. — Les sommes ainsi versées sont capitalisées et liquidées dans les conditions prévues aux titres I, III et IV ci-dessus.

ART. 45. — Les titulaires de comptes comportant les versements ci-dessus spécifiés pour au moins huit années, à raison de trois versements trimestriels au moins par année, auront

droit à la liquidation anticipée de leur retraite, dans les termes du titre II, et, le cas échéant, aux majorations prévues par l'article 19, s'ils ne sont plus en état de gagner le tiers du salaire courant des manœuvres dans la région de leur résidence.

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail. — Cumul de l'indemnité d'une pension de retraite.

La pension de retraite organisée par un chef d'entreprise en faveur de son personnel doit se cumuler avec la rente de la loi du 9 avril 1898, même s'il n'a pas été fait de retenues sur les salaires, alors que les bénéficiaires ont droit à une pension de vieillesse en vertu de leur contrat de travail et indépendamment de toute infirmité.

COUR DE BOURGES, 26 novembre 1900. — Compagnie du chemin de fer d'Orléans contre Soulat.

Cet arrêt réforme un jugement du tribunal de Bourges, en date du 7 juin 1900, dont les motifs ont été cités dans le *Bulletin* de mai 1901, page 331.

La jurisprudence est la même que celle du tribunal de Toulouse, 28 juin 1900 (même *Bulletin*, p. 332).

L'arrêt de la Cour déclare que l'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail du 12 juillet 1899, s'occupe dans son n° 1 « de l'institution de retraites impliquant attribution de pensions d'invalidité en cas d'accidents », et qu'il est à tort invoqué dans la cause, où il s'agit d'une pension de retraite basée sur l'âge et la durée des services.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin 1901 (1). — La situation générale du travail dans l'industrie en juin 1901 a été jugée sensiblement moins bonne que celle de la période correspondante de l'an dernier et analogue à celle du mois précédent.

Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu en juin 1900, 108,8 demandes seulement, il y en a eu 148,7 en juin 1901. (En mai 1901 : 145,3.)

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations,

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt* et le *Reichsanzeiger*.

des municipalités ou de l'État dans 77 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de juin 1900, une diminution du chômage dans 11 villes, une augmentation dans 61.

Les placements effectués dans ces 77 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juin 1900.	33.029	12.713	45.742	39.433	10.320	49.753	119,4	81,2	108,8
Juin 1901.	27.767	13.396	41.163	50.883	11.229	62.112	183,3	80,2	148,7

Grèves en juin. — 38 grèves contre 68 en mai 1901 et 54 en juin 1900. Les grèves les plus importantes se sont réparties : industrie du bâtiment, 20; de l'alimentation, 4.

Loi du 30 juin 1900, portant modifications à la «Gewerbeordnung». — La loi du 30 juin 1900 a modifié sur un grand nombre de points la « Gewerbeordnung » ou Code industriel de l'Allemagne (1). Les modifications les plus importantes concernent la situation des employés et ouvriers du commerce, et on en trouvera ci-après la traduction complète.

ART. 14.

I. Après l'article 139 *b* de la « Gewerbeordnung » (2), il sera intercalé :

VI. EMPLOYÉS, APPRENTIS ET OUVRIERS DANS LES MAGASINS DE VENTE OUVERTS AU PUBLIC.

ART. 139 *c*. Dans les magasins de vente ouverts au public et les bureaux (comptoirs) et magasins de marchandises y attachés, un repos ininterrompu d'au moins dix heures doit être accordé aux employés, apprentis et ouvriers, une fois leur journée de travail terminée.

Dans les communes pour lesquelles le dernier recensement a établi une population excédant 20,000 habitants, le repos dans les magasins de vente ouverts, occupant deux employés ou apprentis ou davantage, doit être d'au moins onze heures. Pour les localités plus petites, la durée du repos peut être fixée par règlement local.

Pendant la durée du travail, il doit être accordé aux employés, apprentis et ouvriers, un repos de midi convenable. Pour les employés, apprentis et ouvriers qui prennent leur repas principal en dehors du bâtiment où se trouve le magasin, la durée de ce repos doit être au moins d'une heure et demie.

ART. 139 *d*. Les dispositions du paragraphe 139 *c* ne s'appliquent pas :

- 1° Aux travaux urgents pour empêcher la détérioration des marchandises;
- 2° A l'inventaire prescrit par la loi, aux déménagements et nouvelles installations;

(1) On trouve la traduction d'une grande partie de cette loi dans le volume de l'Office du travail : *Hygiène et sécurité des travailleurs*.

(2) Code du travail.

3° En outre, pendant les jours qui seront fixés par la police locale, soit d'une façon générale, soit pour certains genres de magasins, et dont le nombre ne pourra excéder trente jours par an.

ART. 139 e. De 9 heures du soir à 5 heures du matin, les magasins de vente doivent être fermés au public. Si, au moment de la fermeture, des clients se trouvent encore dans le magasin, ils peuvent être servis.

Les magasins de vente peuvent rester ouverts au public au delà de 9 heures du soir :

1° Dans les cas de nécessité imprévue;

2° Pendant quarante jours au plus, fixés par la police locale, sans toutefois dépasser 10 heures du soir;

3° Sur l'autorisation de l'administration supérieure, dans les villes au-dessous de 2,000 habitants, ainsi que dans les communes rurales, lorsque, dans ces localités, les opérations commerciales ne s'effectuent, la plupart, qu'à certains jours de la semaine ou à certaines heures de la journée.

Les dispositions des articles 139 c et 139 d ne sont pas infirmées par les dispositions qui précèdent.

Pendant la durée de la fermeture obligatoire des boutiques, il est défendu de mettre en vente des marchandises sur les chemins, rues, places et autres lieux publics, comme aussi de maison en maison, sans commande préalable, qu'il s'agisse ici d'un commerce à une place fixe ou du colportage. Des exceptions peuvent être accordées par la police locale. Les dispositions de l'article 55 a, alinéa 2, ligne 2, s'appliquent à ce cas.

ART. 139 f. Sur la demande d'au moins deux tiers des patrons intéressés, l'administration supérieure, les autorités communales entendues, peut ordonner, pour une commune ou plusieurs communes voisines, la fermeture des magasins de vente, soit à certaines époques, soit pendant toute l'année, de 8 ou 9 heures du soir à 5 ou 7 heures du matin. Cette ordonnance peut s'appliquer, soit à certains genres de magasins, soit à tous les magasins à la fois. Ces dispositions n'infirmant en rien les articles 139 c et 139 d.

Sur la demande d'au moins un tiers des patrons intéressés, l'Administration supérieure peut les inviter, par la publicité d'usage local ou par avis spécial, à se prononcer pour ou contre la fermeture des magasins, dans les conditions de l'alinéa précédent. Lorsque les deux tiers des votants se prononcent pour la fermeture, l'autorité doit prendre des mesures à cet effet. Il appartient au Conseil fédéral de fixer la façon dont on déterminera le quorum à atteindre par les propriétaires de magasins.

Pendant la durée de la fermeture obligatoire des boutiques, en vertu de l'alinéa 1, il est interdit de vendre ou de proposer celles des marchandises qui y sont débitées, sur les chemins, routes, places ou autres lieux publics, comme aussi, sans commandes préalables, de maisons en maisons, qu'il s'agisse ici d'un commerce à une place fixe (art. 42 b, al. 1, chif. 1) ou du colportage (art. 55, al. 1, chif. 1). Des exceptions peuvent être admises par la police locale. Les dispositions de l'article 55 a, alinéa 2, ligne 2, s'appliquent ici.

ART. 139 g. Les autorités de police sont qualifiées pour édicter, par voie d'ordonnance, vis-à-vis de magasins déterminés, telles mesures apparemment praticables eu égard à la nature de l'établissement, et que semble nécessairement comporter l'application des principes contenus à l'article 62, alinéa 1, du Code de commerce (1), tant au point de vue de l'installation et de l'entretien des locaux, des dispositifs et appareils affectés à l'exploitation, que sous le rapport de la réglementation de cette exploitation.

Les dispositions, art. 120 d, alinéas 2 à 4, s'appliquent ici dans la mesure convenable.

ART. 139 h. Par un arrêté du Conseil fédéral, peuvent être édictées des prescriptions sur les

(1) Le paragraphe 62, alinéa 1, du Code de commerce est ainsi conçu : «Le patron est tenu d'installer et entretenir les magasins et les dispositifs et appareils affectés à l'exploitation, comme aussi de régler l'ensemble des services et la durée du travail, de telle manière que la santé de l'employé soit, dans la mesure permise par la nature de l'exploitation, à l'abri de tout danger, et que la moralité et la décence soient sauvegardées.»

conditions auxquelles doivent satisfaire les magasins, ateliers et dépôts de marchandises, et leur mode d'installation, ainsi que les machines et appareils, afin de réaliser les principes contenus art. 62, alinéa 1 du Code de commerce. La disposition, art. 120 c, alinéa 4, est ici applicable.

En tant que de telles prescriptions ne sont pas édictées par un arrêté du Conseil fédéral, elles peuvent l'être par une ordonnance des autorités désignées à l'article 120 c, alinéa 2.

ART. 139 i. L'obligation du patron, dûment créée par l'article 76, alinéa 4 du Code de commerce (1), comme par l'article 120, alinéa 1, s'impose, dans la mesure convenable, pour les endroits où existe une école professionnelle reconnue par l'Etat ou la commune, à l'égard de la fréquentation d'un pareil établissement.

Le patron doit tenir la main à ce qu'employés et apprentis au-dessous de 18 ans aillent à l'école de perfectionnement professionnel, et surveiller leur assiduité aux cours.

ART. 139 k. Pour tout magasin où sont d'ordinaire occupés au moins vingt employés et apprentis, il y a lieu d'établir un règlement de travail dans les quatre semaines qui suivent la mise en vigueur de la présente loi ou après l'ouverture de l'exploitation.

Au règlement de travail s'appliquent, dans la mesure convenable, les prescriptions des articles 134 a, 134 b, alinéa 1, chiffres 1 à 4, alinéa 2, alinéa 3, ligne 1; de l'article 134 c, alinéa 1, alinéa 2, lignes 2 et 3; de l'article 134 d, alinéa 1, et des articles 134 e, 134 f.

Les parties ne sauraient convenir, dans le contrat de travail, de motifs de renvoi ou de départ autres que ceux prévus dans le règlement du travail ou aux paragraphes 71 et 72 du Code de commerce.

Les amendes prononcées seront portées sur un état qui devra indiquer le nom de la personne punie, le jour de la peine, comme aussi le motif et le montant, et être soumis en tout temps, sur réquisition, à l'examen des autorités de police locales.

Aux règlements de travail formulés avant la mise en vigueur de la présente loi s'appliquent, dans la mesure convenable, les dispositions des articles 134 a, 134 b, alinéa 1, chiffres 1 à 4, alinéa 2, alinéa 3, ligne 1; de l'article 134 c, alinéa 1, alinéa 2, lignes 2 et 3; de l'article 134 e, alinéa 2, et de l'article 134 f. Ils doivent être remis en double expédition et dans un délai de quatre semaines à l'autorité administrative subalterne. Aux modifications ultérieures de ces règlements de travail et à ceux publiés pour la première fois depuis le 1^{er} octobre 1899 sont applicables, dans la mesure qui convient, les articles 134 d, alinéa 1, et 134 e, alinéa 1.

ART. 139 l. Pour ce qui est d'avoir des apprentis dans des magasins de vente comme dans d'autres locaux affectés à une exploitation commerciale, la disposition du paragraphe 128 se trouve être applicable.

ART. 139 m. Les dispositions des articles 139 c à 139 i s'appliquent, dans la mesure convenable, à l'exploitation des coopératives de consommation et autres sociétés.

AUTRICHE.

Grèves en avril 1901 (2). — 20 nouvelles grèves, avec 1.700 grévistes environ (3) et aucun lock-out. C'est en Bohême et en Basse-Autriche et dans le travail des métaux, l'industrie des pierres et terres et dans les textiles qu'elles ont été le

(1) Le paragraphe 76, alinéa 4 du Code de commerce est ainsi conçu : «Quant à l'obligation, pour le patron, d'accorder à l'apprenti le temps nécessaire à la fréquentation d'une «école de perfectionnement» (école supérieure professionnelle), les dispositions du paragraphe 120 de la «Gewerbeordnung» restent en vigueur».

(2) D'après la *Soziale Rundschau*.

(3) Nombre des grévistes inconnu dans 5 cas.

plus nombreuses. Pour ces grèves on a compté : 3 succès, 5 transactions, 4 échecs (3). Causes principales : insuffisance de salaires, 7 cas; durée du travail, 4 cas.

Placement en mars. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 746 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DES DEMANDES a été de :			POUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre d'offres a été de :			SUR 100 OFFRES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :			SUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
194	74	136	52	135	74	75	46	61	39	63	45

BELGIQUE.

Revue du travail en mai 1901 (1). — L'industrie *charbonnière* est assez calme : les demandes de l'industrie restent très réduites. L'industrie des *carrières* marque quelque faiblesse, dans la *métallurgie*, travail toujours fort ralenti. La grève des verriers est virtuellement terminée par la soumission des grévistes, mais le mois de mai a encore été perdu. Les industries du *vêtement*, de la *chaussure*, du *bâtiment* sont toujours en forte saison. Aucune amélioration dans les *textiles*; la crise du *tissage de coton* est toujours d'une rare intensité et commence à inquiéter la *filature*. Menaçante également la situation de la *filature de lin*, dont le marché est encombré par la surproduction.

Grèves en mai. — 11 grèves nouvelles avec 2.227 grévistes. Parmi les causes de conflit, le salaire vient toujours en premier rang (6 cas). Sur 14 grèves terminées en mai, anciennes et nouvelles: 3 succès (93 grévistes), 2 transactions (1.224 grévistes), 9 échecs avec 8.580 grévistes et 82 renvois (pour 4 grèves).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin (2). — Le marché du travail a montré de la faiblesse en juin par rapport à l'année dernière, dans plusieurs industries des plus importantes. Peu de changement par rapport au mois précédent.

3,4 p. o/o de chômeurs dans 143 *trade-unions* groupant 541.651 membres contre 3,6 p. o/o en mai 1901 et 2,6 p. o/o en juin 1900.

4,71 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 476.539 mineurs contre 5,18 en juin 1900.

307 hauts fourneaux en marche à la fin de juin 1901, chez 116 maîtres de forges, avec 21.800 ouvriers contre 302 en mai 1901 et 383 en juin 1900.

(1) *Revue du travail* (belge).

(2) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department* anglais.

(3) Résultat inconnu dans 8 conflits.

84 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en juin 1901 et 64 p. o/o dans les tissages avec 81.100 ouvrières, femmes et filles, contre 75 et 62 en mai 1901 et 83 et 75 en juin 1900.

Sur 24.560 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, baisse de salaires de 2 fr. 30 en moyenne par semaine pour 21.020 d'entre eux, principalement dans l'industrie des hauts fourneaux (11.750).

Cette baisse a été réglée :

Pour 3.771 ouvriers.	Par grève préalable.	Pour 435 ouvriers	Par des bureaux d'arbitrage ou de conciliation sans suspension du travail.
16.310	Par échelle mobile.	5.179	Par négociation directe entre patrons et ouvriers ou leurs représentants.

Grèves. — 39 nouvelles grèves en juin 1901 avec 10.474 chômeurs, contre 64 avec 8.039 en mai 1901, et 45 avec 22.978 en juin 1900; 8 grèves dans le bâtiment, 9, dans les mines et carrières, 4, dans les textiles, 5, dans la métallurgie et la mécanique. Sur 47 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 12.499 grévistes : 14 succès (avec 2.838 grévistes), transactions (avec . grévistes), 15 échecs (avec 5.852 grévistes), 18 solutions pendantes (avec 4.114 intéressés).

L'intoxication saturnine dans l'industrie céramique (1).

Le Département de l'Intérieur a publié un rapport donnant, pour les districts de Hanley, Burslem, Tunstall et Stoke, le nombre de cas d'empoisonnement par le plomb, relevés dans la fabrication de la faïence et de la porcelaine en 1899 et 1900, ainsi que celui des personnes qui ont dû être écartées des manipulations dangereuses sur l'attestation des médecins.

Les nombre des cas de saturnisme ont été les suivants :

INDUSTRIES placées sous le régime des <i>Règlements spéciaux</i> .	1899.			1900.		
	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.
Fabriques de :						
Porcelaine.....	13	8	21	11	10	21
Faïence.....	106	83	189	62	67	129
Tuiles.....	7	21	28	12	15	27
Majolique.....	2	4	6	3	2	5
Accessoires (en porcelaine et faïence) pour l'électricité.....	4	5	5	1	11	12
Faïence « Jet et Rockingham » (2).. Faïences sanitaires.....	4	4	4	5	4	5
Lithotransferts pour porcelaine et faïence.....	7	4	11	8	2	10
TOTAUX.....	135	145	260	103	107	210

(1) *Labour Gazette*.

(2) Sorte de majolique fabriquée dans les localités de Jet et Rockingham.

Les cas ci-dessus peuvent être classés comme il suit, d'après les occupations des travailleurs :

CLASSIFICATION PAR GENRES D'OCCUPATIONS.

	1899.			1900.		
	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.
Trempeurs.....	38	17	55	36	5	31
Aides-trempeurs.....	13	21	34	9	23	42
Nettoyeurs de faïences.....	3	33	36	6	44	50
Poseurs de couverte.....	57	2	59	35	1	36
Peintres en majolique.....	"	25	25	"	8	8
Poseurs de fonds.....	2	8	10	1	6	7
Poudreurs en litho.....	7	4	11	8	2	10
— en couleurs.....	"	9	9	"	5	5
Autres.....	15	6	21	8	13	21
TOTAUX.....	135	125	260	103	107	210

Les districts de Hanley, Burslem, Tunstall et Stoke, soumis à la visite des médecins rapporteurs, comprennent l'ensemble des faïenceries du Staffordshire septentrional (sauf quelques fabriques peu importantes, près de Congleton), soit un personnel d'environ 46.000 ouvriers employés à la fabrication de la porcelaine et de la faïence, dont à peu près 4.700 manipulant les substances plombiques.

Le nombre des travailleurs qui ont dû être écartés, dans ces districts, de toute manipulation dangereuse ressortissant à la fabrication de la faïence et de la porcelaine, s'est élevé à 129 (20 hommes et 109 femmes) en 1899, et à 95 (15 hommes et 80 femmes) en 1900; et, parmi eux, on a signalé, pour l'une et l'autre année, respectivement 27 et 30 cas d'empoisonnement par le plomb, qui ont été, en conséquence, inscrits dans les précédents tableaux.

Le tableau ci-dessous montre comment les exclusions se répartissent, en 1899 et 1900, d'après les divers genres d'occupation :

NOMBRE DE TRAVAILLEURS EXCLUS DES OCCUPATIONS CI-CONTRE POUR CAUSE DE SATURNISME.

NATURE DES OCCUPATIONS.	1899.			1900.		
	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.
Trempage.....	19	10	27	13	29	42
Nettoyage des faïences.....	"	34	34	"	20	20
Pose des couvertes.....	"	"	"	2	"	2
Majoliques.....	"	26	26	"	8	8
Pose des fonds.....	"	14	14	"	6	6
Poudrage des couleurs.....	"	16	16	"	13	13
Enlavage des couleurs.....	"	2	2	"	4	4
Besognes non spécifiées.....	1	7	8	"	"	"
TOTAUX.....	20	109	127	15	80	95

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du Ministre des Travaux publics, en date du 1^{er} juin 1901, aux Préfets, sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les chantiers de l'Administration des Travaux publics.

Mon attention ayant été appelée sur les dangers que présente pour la santé des ouvriers employés aux travaux de peinture l'usage des couleurs à base de céruse, j'ai prié M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, de saisir de la question le Comité consultatif d'hygiène publique de France. J'invitais en même temps les Ingénieurs en chef à me faire connaître si, au point de vue technique, ils avaient des objections à présenter contre l'emploi exclusif du blanc de zinc dans les travaux de peinture qu'ils sont appelés à diriger.

Il ressort de cette double enquête, d'une part, que la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse est tout à fait désirable au point de vue de l'hygiène; de l'autre, que cette substitution peut être réalisée sans inconvénient au point de vue technique.

J'ai en conséquence décidé que, dans tous les travaux exécutés pour le compte de mon Administration, il sera désormais interdit de faire usage de couleurs ou enduits à base de blanc de céruse.

Les marchés à passer pour l'exécution de ces travaux, soit de gré à gré, soit par adjudication, devront mentionner cette interdiction; une clause spéciale sera inscrite à cet effet dans les cahiers des charges.

Dans les cas tout à fait exceptionnels où les ingénieurs croiraient indispensable de recourir à l'emploi de la céruse, ils auraient à se pourvoir d'une autorisation spéciale de l'Administration supérieure.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire dont j'adresse directement ampliation à MM. les Ingénieurs en chef.

Circulaire, en date du 8 juin 1901, adressée aux Préfets par le Ministre du Commerce au sujet de la taxe additionnelle établie par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail,

(J. O., du 13 juin 1901.)

Monsieur le Préfet, au lendemain de la mise à exécution de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, d'assez nombreuses hésitations se sont produites relativement à la situation de certaines catégories d'exploitations qui, au premier abord, pouvaient ne point paraître assujetties aux obligations de cette loi.

Les circulaires publiées par le Ministre de la Justice et par mon Administration, et surtout les avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, institué auprès de mon Département, ont successivement levé beaucoup de ces hésitations et dégagé les principes généraux dont on pouvait avec quelque sûreté s'inspirer pour interpréter les intentions du législateur de 1898 et reconnaître l'assujettissement des diverses professions.

Mais, sans parler de difficultés accessoires relatives à l'assujettissement occasionnel ou partiel d'entreprises commerciales ou agricoles, exceptionnellement régies par la loi de 1898, certains doutes restaient entretenus par les divergences qui subsistaient entre ces interprétations et celle qu'impliquait jusqu'ici, au point de vue fiscal, la rédaction du tableau des professions patentées passibles de la taxe additionnelle à la contribution des patentes, en vertu de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, et mentionnées dans la circulaire de la direction générale des contributions directes, en date du 10 octobre 1899.

Obligé d'établir ce tableau dès la mise en application de la loi, le Département des Finances n'avait point eu le temps de se concerter avec le mien. Il lui a paru depuis qu'il y avait intérêt manifeste à réaliser ce concert et à faire état des études subséquentes, particulièrement des interprétations délibérées par le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. D'accord avec mon collègue, j'ai invité le comité consultatif à reprendre dans son

ensemble l'examen du tableau primitif, et cet examen, à la suite des observations minutieuses dont il a provoqué l'échange entre les administrations intéressées, a abouti à l'adoption d'un tableau un peu modifié qui représente à l'heure actuelle, en même temps que l'avis du comité consultatif, l'interprétation réfléchie des Départements des Finances et du Commerce. M. le Ministre des Finances a décidé de le consacrer dorénavant en ce qui concerne le recouvrement de la taxe additionnelle aux patentes.

En attendant les interprétations législatives dont se trouve saisi le Parlement, et sans préjuger la jurisprudence que, pour quelques assujettissements susceptibles de prêter encore à controverse, pourront d'ici là introduire les décisions de la Cour de cassation, quant à l'assujettissement au fond et, quant à l'imposition corrélatrice à la taxe additionnelle, les décisions du Conseil d'Etat, il semble que le tableau élaboré, avec l'aide du comité consultatif et du Département du Commerce, par le Ministre des Finances, peut désormais guider utilement et les exploitants patentés désireux d'être éclairés sur leur situation légale au regard des responsabilités des accidents du travail et les administrations chargées de contrôler l'exécution de la loi.

Vous voudrez donc bien signaler ce tableau aux intéressés qui demanderaient des renseignements à cet égard. Je vous prie, d'autre part, de le notifier aux maires de votre département, en les invitant expressément à provoquer désormais, notamment contre les chefs d'entreprises visées dans ledit tableau, l'application des peines prévues par l'article 14 de la loi du 9 avril 1898 pour infraction aux prescriptions de l'article 11 de la même loi sur les déclarations d'accidents.

Bien que les dispositions des décrets des 30 juin et 18 août 1899 et de ma circulaire du 21 août de la même année aient trop souvent été perdues de vue, j'ai cru pouvoir jusqu'ici ne pas trop insister auprès des autorités compétentes pour l'application des sanctions légales, en raison même des incertitudes qui pouvaient paraître peser sur l'assujettissement d'un certain nombre de professions. La publication du tableau susmentionné donne aujourd'hui une base suffisamment précise à l'action publique pour qu'elle puisse et doive s'exercer sans timidité, sauf au juge à décider souverainement sur les contraventions relevées.

Les maires, qui, dans ces conditions, se dispenseraient de dresser contravention pour infraction à l'article 11, seraient sans excuse, et ce refus de concours à l'exacte application de la loi, dont les déclarations d'accidents immédiates et régulières constituent, vous le savez, la base initiale, devrait être signalé sans retard au Gouvernement.

Je vais, de mon côté, donner des instructions à l'inspection du travail pour qu'elle assure activement, en ce qui la concerne, l'application de l'article 11 de la loi, conformément aux dispositions de son article 31.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, de la faire insérer au plus prochain numéro des *Actes administratifs* de votre département et de lui donner immédiatement « toute la publicité dont vous pourrez disposer ». Vous voudrez bien ensuite me rendre compte des mesures que vous aurez prises pour en contrôler de très près l'observation.

Recevez, etc.

ANNEXE I.

Tableau général par ordre alphabétique des professions passibles de la taxe additionnelle établie par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898.

[Voir ce tableau à l'Officiel du 13 juin, où il occupe 7 colonnes.]

ANNEXE II.

Avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, saisi par M. le Ministre du Commerce, au point de vue de l'interprétation à donner aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, de l'examen de la nomenclature générale des professions

passibles de la taxe additionnelle établie par l'article 25 de la loi susvisée, nomenclature annexée à la circulaire du directeur général des contributions directes, en date du 10 octobre 1899;

Considérant qu'il convient d'écarter, en principe, les professions classées dans la nomenclature générale des commerces, industries et professions passibles de la contribution des patentes, sous la rubrique : « marchand de... », en tant qu'elles sont limitées à la revente commerciale de produits ou denrées; — qu'elles deviendront au contraire passibles de la taxe additionnelle toutes les fois qu'elles comporteront, en outre des opérations commerciales proprement dites, des opérations quelconques de transformation industrielle; — que, dans cet ordre d'idées, il paraît même nécessaire d'indiquer, d'une manière générale, comme passibles de ladite taxe, certaines professions dont l'exercice implique le plus souvent des fabrications annexes ou des réparations d'entretien pour location, tout en spécifiant que la taxe n'atteint que les exploitations comportant effectivement des fabrications ou des réparations; — Considérant que les mêmes distinctions et réserves s'appliquent aux professions classées à la nomenclature générale sous la rubrique « fournisseur de... » — Considérant que certaines professions, même lorsqu'elles ne comportent pas des fabrications ou des réparations, doivent être retenues comme impliquant l'exploitation d'établissements assimilables aux « chantiers » : tels les marchands de bois, les marchands de charbons, les marchands de fer en gros, les marchands de vins en gros, etc. — Considérant que l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880 exempté de la patente les peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs, considérés comme artistes et ne vendant que le produit de leur art; — qu'il y a lieu, dès lors, de retenir toutes les industries d'art soumises à la patente et considérées par conséquent au point de vue de l'exploitation industrielle; — Considérant qu'il n'y a lieu de se préoccuper spécialement des ouvriers visés par le second alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880 exemptant de la patente, d'une manière générale, les ouvriers travaillant sans compagnons ni apprentis; — Considérant que l'expression légale « magasins publics » s'applique aux magasins généraux, docks, entrepôts, salles de ventes publiques, monts-de-piété, bureaux publics de conditions et généralement à tous magasins ouverts au public, en vertu d'une autorisation administrative, et où s'effectuent des opérations de chargement et de déchargement en vue d'un entrepôt, d'une vente ou d'un conditionnement; qu'il y a lieu, dès lors, d'inscrire au nombre des établissements passibles de la taxe additionnelle tous les magasins rentrant dans cette définition. — Considérant, au surplus, que toutes les professions patentées, non passibles, en principe, de la taxe additionnelle, deviennent passibles de cette taxe à raison de l'usage de machines mues par une autre force que celle de l'homme ou des animaux; — que, dans ce cas, l'imposition à la taxe additionnelle doit être corrélatrice à l'assujettissement même, qui peut, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, frapper de ce chef « l'exploitation » tout entière, ou seulement une « partie d'exploitation »; — que la portée légale de cette distinction a été précisée dans un avis du comité consultatif, en date du 7 mars 1900, aux termes duquel un exploitant faisant usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux est responsable des accidents survenus à tout son personnel, à moins qu'une portion de ce personnel ne soit confinée dans des parties d'exploitation indépendantes de celle qui utilise la machine; — que l'appréciation distincte des éléments d'imposition correspondant à une « partie d'exploitation » ainsi assujettie paraît pouvoir être faite administrativement par analogie avec les ventilations similaires déjà prescrites par la circulaire du directeur général des contributions directes, en date du 10 octobre 1899, à l'égard des industriels exerçant partiellement leur industrie à l'aide de façonniers ou des entrepreneurs n'exécutant par eux-mêmes qu'une partie de leur entreprise;

Est d'avis :

Qu'il y aurait lieu d'apporter à la nomenclature les modifications suivantes.....

Décret du 9 juin 1901 rendant la loi du 20 juillet 1886 (retraites sur la vieillesse) applicable aux colonies soumises au régime monétaire de la métropole.

(J. O. du 30 juin 1901.)

**Décret du 9 juin 1901 portant règlement d'administration publique
pour l'application de ladite loi.**

(J. O. du 30 juin 1901.)

**Décret du 18 juin 1901 nommant pour une période de trois ans les membres
de la Commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et en
cas d'accident**

(J. O. du 30 juin 1901.)

**Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
en date du 28 juin 1901, réservant sur le crédit de 1,200,000 francs, ouvert
par la loi de finances du 13 avril 1900, pour majoration de rentes, une somme
de 190,000 francs pour bonifications spéciales aux parents ayant élevé plus de
trois enfants.**

(J. O. du 30 juin 1901.)

Ces bonifications spéciales sont fixées à 16 p. 100. des rentes à majorer pour les parents
qui ont élevé quatre enfants jusqu'à l'âge de trois ans accomplis.

Il est attribué, à raison de chaque enfant au-dessus de quatre, élevé jusqu'à l'âge susdési-
gné, une bonification supplémentaire de 4 p. 100 des mêmes rentes.

**Décret du 18 juin 1901 créant un conseil des prud'hommes
à Corbeil (Seine-et-Oise.)**

(J. O. du 26 juin 1901.)

**Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
en date du 29 juin 1901, créant une école pratique d'industrie à Brive
(Corrèze).**

(J. O. du 3 juillet 1901.)

**Décret en date du 29 juin 1901,
portant réorganisation du conseil des prud'hommes de Calais (Pas-de-Calais).**

(J. O. du 4 juillet 1901.)

Loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

(J. O. du 3 juillet 1901.)

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

**pendant les mois de juin et juillet 1901, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.**

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juin 1901. — Suite
de la discussion des propositions de loi de MM. Groussier, Dubuisson, Mirman, etc., tendant
à modifier certaines dispositions de la loi du 9 avril 1898, relative aux accidents du travail.
Adoption de l'ensemble de la loi.

————— *Sénat.* — Séance du 6 juin 1901. — Communication d'une lettre de
M. le Président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi,

adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier divers articles de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 227.) Renvoi à une commission.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 juin 1901. — Dépôt, par M. Carnaud et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi au sujet des accidents dont sont victimes les marins du commerce. (Doc. parl. n° 2447.) [*J. O.*, p. 544.]

Assurances. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 juillet 1901. — Dépôt, par M. Ferrette, d'une proposition de loi sur le contrôle et la surveillance par l'État des sociétés d'assurances. (Doc. parl. n° .)

Chemins de fer. — *Sénat.* — Séances des 4, 6 et 7 juin 1901. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains. Adoption de la loi le 7 juin.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1901. — Communication d'une lettre de M. le Président du Sénat transmettant une proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat, relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains. (Doc. parl. n° 2412.) [*J. O.*, p. 507.]

————— *Chambre des députés.* — Séance du 2 juillet 1901. — Dépôt, par M. Rose, d'un rapport sur le projet de loi relatif aux mécaniciens, chauffeurs et agents des trains. (Doc. parl. n° 2557.)

Conseils du travail. — *Sénat.* — Séance du 5 juin 1901. — Dépôt, par M. Gomot, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Béranger et plusieurs de ses collègues, relative à l'institution des conseils consultatifs du travail. (Doc. parl. n° 224.)

————— *Sénat.* — Séance du 18 juin 1901. — Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Béranger et plusieurs de ses collègues, relative à l'institution des conseils consultatifs du travail. Adoption de la prise en considération.

Contrat d'association. — *Sénat.* — Séance du 6 juin 1901. — Dépôt, par M. Vallé, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au contrat d'association. (Doc. parl. n° 228.)

————— *Sénat.* — Séances des 11, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22. — Délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au contrat d'association. Adoption du projet de loi dans la séance du 22 juin.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 25 juin 1901. — Présentation du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, sur le contrat d'association. (Doc. parl. n° 2484.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 27 juin 1901. — Dépôt, par M. G. Trouillot, d'un rapport sur le projet de loi modifié par le Sénat. (Doc. parl. n° 2502.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 28 juin 1901. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat. Adoption du projet de loi.

Crédit agricole. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin 1901. — Dépôt, par M. Fernand David, d'une proposition de loi ayant pour objet le versement à la Caisse des dépôts et consignations des fonds affectés aux avances à consentir en faveur des caisses régionales de crédit agricole mutuel. Adoption à la séance du 25 juin. (Doc. parl. n° 2410.) [*J. O.*, p. 505.]

Crédit agricole. — *Sénat.* — Séance du 27 juin 1901. — Transmission de cette proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés. (Doc. parl. n° 280.)

————— *Sénat.* — Séance du 28 juin. — Dépôt d'un rapport, par M. Lourties, sur cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 291.)

————— *Sénat.* — Séance du 3 juillet. — Adoption, en première délibération, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 6 de la loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole.

————— *Sénat.* — Séance du 4 juillet 1901. — Dépôt, par M. Saint-Germain, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie, et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. (Doc. parl. n° .)

————— *Sénat.* — Séance du 5 juillet 1901. — Adoption de ce projet de loi.

Délégués mineurs. — *Chambre des députés.* — Dépôt, par M. Rose, au nom de la Commission du travail, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi de M. Basly, portant modification de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° 2454.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 5 juillet 1901. — Adoption de cette proposition de loi.

Médaille du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 juin 1901. — Dépôt, par M. Paul Beauregard, au nom de la Commission du budget de 1901, d'un rapport sur la proposition de loi tendant à accorder une allocation annuelle aux titulaires de la médaille du travail. (Doc. parl. n° 2411.) [J. O., p. 506.]

————— *Chambre des députés.* — Séance du 5 juillet 1901. — Dépôt, par M. Julien Goujon, d'une proposition de loi tendant à assurer aux ouvriers et employés du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, la propriété des médailles et diplômes qui leur sont accordés après 30 ans de travail dans la même maison. Urgence déclarée. Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° .)

Mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1901. — Dépôt, par M. Eugène Dufour, d'une proposition de loi ayant pour objet de reviser la législation sur les mines. Renvoyée à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 2414.) [J. O., p. 439.]

————— *Chambre des députés.* — Séance du 21 juin 1901. — Dépôt, par M. Camille Fouquet, au nom de la Commission du travail et de l'industrie, d'un rapport sur la proposition de loi ayant pour objet l'annulation des contrats qui ont aliéné la propriété nationale des mines et l'exploitation des mines par les travailleurs et employés. (Doc. parl. n° 2470.)

Office national des brevets d'invention. — Laboratoires d'essais mécaniques, physiques, chimiques et de machines. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1901. — Dépôt, par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, d'un projet de loi ayant pour objet l'organisation et le fonctionnement, au Conservatoire national des arts et métiers, du laboratoire d'essais mécaniques, physiques, chimiques et de machines, créé par le décret du 19 mai 1900, et d'un office national des brevets d'invention et des marques de fabrique. (Doc. parl. n° 2433.) [J. O., p. 518.]

————— *Chambre des députés.* — Séance du 17 juin 1901. — Dépôt, par M. Astier, au nom de la Commission du budget, d'un rapport sur ce projet de loi. (Doc. parl. n° 2439.) [J. O., p. 535.]

Office national des brevets d'invention. — Laboratoires d'essais mécaniques, physiques, chimiques et de machines. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 juin 1901. — Adoption de ce projet de loi.

————— *Sénat.* — Séance du 27 juin 1901. — Communication de ce projet de loi. (Doc. parl. n° 278.)

————— *Sénat.* — Séance du 2 juillet 1901. — Dépôt, par M. Poirrier, d'un rapport sur ce projet de loi. (Doc. parl. n° .)

————— *Sénat.* — Séance du 4 juillet 1901. — Adoption de ce projet de loi.

Protection du travail national. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 juin 1901. — Dépôt, par M. Haussmann, au nom de la Commission du travail, d'un rapport sur diverses propositions concernant le travail national et les ouvriers étrangers. (Doc. parl. n° 2500.)

Protection des personnes accomplissant un service militaire. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 juin 1901. — Dépôt, par M. Odilon Barrot, au nom de la Commission du travail, d'un rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire. (Doc. parl. n° 2389.) [*J. O.*, p. 452.]

————— *Chambre des députés.* — Séance du 13 juin 1901. — Adoption de cette proposition de loi.

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séances des 4, 6, 10, 11, 13, 18, 20, 24, 25, 27, 28 juin, 1^{er}, 2 juillet. — Délibération sur : 1° le projet de loi; 2° les diverses propositions de loi sur les caisses de retraites ouvrières.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 13 juin 1901. — Dépôt, par M. Carnaud et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi créant une caisse nationale de retraites ouvrières. Renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 2421.) [*J. O.*, p. 510.]

Sièges pour les employées. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin 1901. — Dépôt, par M. Gautret, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 décembre 1900 sur les conditions du travail des femmes employées dans les magasins. Déclaration de l'urgence. (Doc. parl. n° 2429.) [*J. O.*, p. 517.]

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants (1).

Allier. — Ralentissement dans le commerce des vins et spiritueux, attribué par les intéressés aux privilèges des bouilleurs de cru; les cours se maintiennent en hausse; légère diminution dans les salaires en raison de la réduction de la durée du travail; il y a plutôt surabondance de main-d'œuvre.

Alpes-Maritimes. — Aucune variation dans l'activité des exploitations agricoles et florales; les prix de vente ont été cette année plus rémunérateurs; la durée du travail est restée d'environ 60 heures par semaine; aucun changement dans les salaires; la main-d'œuvre, surtout en ouvriers expérimentés, fait plutôt défaut. Travail moins abondant que l'an der-

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au premier trimestre de 1901.

nier, pour la région de Menton, dans le *bâtiment* et les *travaux publics*, durée moyenne du travail : 60 heures par semaine.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE. — Pendant l'année 1900, dans les *fonderies de fer*, la production et la vente ont été très actives pendant le premier semestre, entraînant dans les prix de vente une hausse sensible correspondant à peu près à la majoration supportée par la matière première. Le ralentissement s'est fait sentir dès le mois de septembre amenant soit la réduction du personnel, soit la diminution des heures de travail. Les salaires qui avaient sensiblement augmenté tendent à revenir à leur taux normal. La durée du travail journalier a été à peu près uniformément réduite à 11 heures, la moyenne pour les mouleurs est de 10 heures.

Pas de changement dans les *fonderies de cuivre et de bronze*, les ateliers de *polissage et nickelage*. Affaires normales avec ralentissement marqué pendant le quatrième trimestre dans l'industrie du *fer battu et tôle galvanisée*. Dans les *forges, laminoirs, tréfileries, pointeries*, très forte activité pendant le premier semestre; à cette période de prospérité exceptionnelle a succédé, dès le mois de juillet, un ralentissement progressif causé par la pénurie des commandes et la baisse du prix de vente des produits laminés. Les salaires ont profité d'une hausse sensible pendant le premier semestre, mais ils ont subi ensuite une réduction par suite des chômages partiels entraînés par la diminution de la production. Par application de la loi du 3 mars 1900, la durée du travail a été réduite à 11 heures dans les usines ne travaillant que le jour. Il y a surcroît de main-d'œuvre.

Dans la *taillanderie*, la production a été plutôt faible, les prix de vente en baisse restant encore avantageux; pas de changement dans les salaires.

Les fabriques de *chaussures* et la *tannerie* ont eu un courant d'affaires modéré; cette dernière a réduit sa fabrication au minimum, les cours des cuirs fabriqués n'étant plus en rapport avec les prix de la matière première. Les *moulins à écorces*, par suite de la crise de la tannerie, ont réduit leur production, ne marchant que quatre jours par semaine.

Pas de changement dans la *verrerie*, la *fabrique d'ocres et couleurs* et la *fabrique de papiers*.

Dans l'*imprimerie*, l'activité s'est maintenue, les prix de vente n'ont pas été majorés malgré la hausse des papiers et autres matières premières. Les salaires sont restés stationnaires, il y a eu peu de chômage, journée de 10 heures dans toutes les maisons.

Dans les fabriques de *crayons*, de *pipes en terre*, de *céramique* et de *colle-forte*, on a constaté une baisse sensible dans la production par suite de la rareté des commandes. Pas de changement pour les *produits réfractaires* et les *carrières*. Bonne activité dans les *ardoisières*, augmentation du nombre des sièges d'exploitation. La production n'a pas cependant augmenté par suite du faible rendement du schiste et du manque d'ouvriers mineurs. Il n'y a pas eu de chômage pendant l'année, la durée du travail n'a pas été modifiée.

Pour la *brosserie*, les ventes ont été actives surtout pour l'article *pinces* dans le premier semestre, transactions ordinaires dans la *brosserie de ménage*. Les prix de vente ont subi une hausse notable par suite de l'augmentation des matières premières, principalement des soies de porc. Sauf en fin d'année, pour quelques maisons fabriquant spécialement les *pinces*, il n'y a eu ni chômage ni réduction de la durée du travail.

Calvados. — Situation stationnaire dans l'ensemble des industries de la région de Caen, pas de chômage signalé. L'industrie de la *dentelle à la main*, autrefois très florissante dans le pays, tend de plus en plus à disparaître. Dans la région de Lisieux, la situation générale de l'industrie est restée la même que pendant le trimestre précédent, inférieure à celle de 1900. Dans l'industrie *linière*, le chômage est évaluée à 5 p. o/o, la journée de travail variant de 8 à 9 heures; à 30 p. o/o et journée de 11 à 12 heures dans l'industrie *lainière*; à 20 p. o/o et journée de 8 à 9 heures dans le *bâtiment*; enfin à 10 p. o/o et journée de 11 heures dans les industries du *cuir* et la *chaussure*. Pas de variation dans les salaires.

Côte-d'Or. — Travail moins actif dans le commerce des *vins et spiritueux*; cours moins rémunérateurs (baisse estimée par les intéressés à 30 p. o/o). Diminution de la durée du travail, journée moyenne de 10 heures.

Dordogne. — Pas de changement dans l'activité de la *boulangerie*, les prix sont moins

rémunérateurs par suite de l'augmentation des farines; la durée du travail et les salaires restent comme précédemment.

Drôme. — Dans la région de Romans, les industries se rattachant au bâtiment ont montré peu d'activité; en revanche la fabrique de *chaussures* a très bien marché et a augmenté son personnel (la main-d'œuvre ferait presque défaut). Le chômage est évalué à 20 p. o/o pour les divers ouvriers du bâtiment. Pas de changement dans la durée du travail et dans le taux des salaires.

Loire. — A Saint-Étienne pas de changement dans l'industrie de la *chaussure*; il y aurait plutôt hausse dans la production. Pas de chômage, durée du travail : 75 heures par semaine, salaires habituels.

Loiret. — Activité moindre dans le *commerce des bois*, cours en baisse, pas de changement dans les salaires; dans la *plâtrerie* augmentation des salaires et de la durée du travail, 66 heures par semaine.

Lot-et-Garonne. — A Agen, activité moindre dans l'*horlogerie-bijouterie*; prix de vente moins élevés, durée du travail : 48 heures par semaine. Pas de changement dans la *charpente*, 60 à 66 heures par semaine.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ARMENTIÈRES. — Pendant l'année 1900, la *filature de lin* a traversé une période difficile par suite de la hausse du prix de la matière brute qui a atteint 100 p. o/o alors que le marché de fils ne suivait que de très loin le mouvement. Cette crise est surtout sensible pour la filature au sec. Situation satisfaisante dans la *filature de coton*, malgré la cherté de la matière première, tant au point de vue de la production que de la vente. La hausse des fils, commencée en 1899, qui s'est poursuivie en 1900 a créé une situation difficile au *tissage de toile* qui a dû restreindre sa production, les prix de vente des tissus n'étant pas suffisamment élevés malgré la hausse qui les a atteints. Même situation que les années précédentes pour la *meunerie*. La nouvelle réglementation sur l'emploi des *glucoses* dans la *brasserie* a créé une situation critique pour les usines qui fabriquent ces produits. L'*amidonnerie* s'est ressentie de la crise de la *glucoserie*; malgré les prix plus élevés des matières premières les cours se sont simplement maintenus.

La campagne 1900-1901 pour la *distillerie de betteraves* n'a pas été plus heureuse que les précédentes pour l'industrie des alcools; la vente, malgré la baisse des cours, est difficile; nombre de distilleries de grains ont cessé le travail. Malgré les prix élevés des houblons et des malts la fabrication a été abondante dans la *brasserie*.

La situation de la *tannerie* ne s'est guère améliorée au cours de l'année 1900. L'industrie du *bois*, en progrès pendant les années 1898 et 1899, est restée stationnaire en 1900; les salaires ont cependant plutôt augmenté. Ralentissement dans la production de la *briqueterie* par suite du peu d'activité de l'industrie du bâtiment. Les entrepreneurs de construction estiment de 20 à 25 p. o/o la diminution dans le nombre des ouvriers employés, le chômage ayant surtout atteint les ouvriers belges. Très forte activité pendant le premier semestre de l'année pour la *chaudronnerie*, puis ralentissement, comme dans l'industrie métallurgique en général.

Dans la région du Cateau, la *filature*, le *tissage*, la fabrication des *tulles* et *dentelles* et la *broderie* sont moins actives qu'en 1900; de même pour la *fonderie* et dans une moindre mesure pour la fabrication des *carreaux céramiques*. Le chômage est évalué pour la filature à 15 p. o/o; pour la préparation de la filature 25 p. o/o; pour le tissage mécanique de 10 à 20 p. o/o, sauf quelques établissements privilégiés dans lesquels il y a peu ou pas de chômage. Pour les tulles, dentelles, broderies : au moins 70 p. o/o. Dans la fonderie, peu ou pas de chômage, mais diminution du personnel. Pas de chômage dans la fabrique de carreaux céramiques. Pas de changement dans les salaires; la durée moyenne de la journée de travail reste fixée à 11 heures.

Oise. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS. — Pendant l'année 1900, la *minoterie* a diminué le nombre de ses établissements et terminé la transformation de son outillage; la production dépassant la consommation, la vente des farines a été difficile; par contre les

issues étaient recherchées. La production de la *féculerie* a diminué sans que la vente fût plus facile, malgré une baisse très sensible dans les prix; les salaires ont augmenté, la main-d'œuvre faisant défaut. Dans la *distillerie*, la production et la vente de l'alcool ont suivi leur cours normal jusqu'à la dernière quinzaine de décembre; la main-d'œuvre — française surtout — fait défaut. Dans la *sucrerie*, la production a été considérable par suite de la richesse des betteraves. Les salaires tendent à croître, surtout pour les ouvriers spéciaux, la main-d'œuvre est plus offerte que l'année précédente, par suite, croit-on, du reflux des ouvriers en province après l'Exposition. Dans les *usines à gaz*, on constate une tendance à l'extension des procédés mécaniques pour le chargement et le déchargement des cornues, ce qui rend le travail moins pénible, mais cause en même temps une économie de main-d'œuvre. Par suite de la hausse des charbons, les prix de vente ont été moins rémunérateurs, les salaires ont été élevés; la journée de travail reste d'environ 12 heures.

Les industries du *bâtiment* ont montré, en 1900, une activité satisfaisante, nombre de constructions neuves ayant été élevées. L'exploitation des *carrières de pierre* est restée stationnaire, les prix de vente n'ont pas subi de variation et la main-d'œuvre n'a pas fait défaut. Dans la *fabrique de produits céramiques*, la production et la vente ont été assez actives par suite des nombreuses constructions édifiées pendant l'année; cependant la hausse du prix des huiles a rendu les prix de vente moins rémunérateurs. Dans l'industrie du *bois*, la production n'a pas augmenté, les prix de vente tendent à la hausse. Les salaires n'ont point varié dans les *scieries* où la durée du travail a subi une réduction; mais, pour les travaux en forêt, ils ont augmenté de 10 à 15 p. o/o. Les chantiers de *construction de bateaux* ont eu des commandes assez régulières pour être occupés toute l'année.

Production très active et prix très élevés dans l'industrie *métallurgique*; fléchissement du nombre des commandes et des cours dans le deuxième semestre 1900. Les salaires des ouvriers ont maintenu l'augmentation obtenue en 1899; réduction de la journée de travail à 11 heures. La construction des *machines agricoles* a eu un courant d'affaires assez actif, la vente est cependant devenue plus difficile par suite de la mévente des blés; tendance des salaires à la hausse et réduction de la journée de travail. La fabrication des *paillons métalliques* est en progression continue par suite du développement de l'exportation aux Indes et en Amérique. Production et vente en augmentation dans l'*orfèvrerie*. Situation très florissante pour la *filature de coton*, par suite de la hausse du coton filé et des commandes très importantes de cette matière auxquelles la fabrique ne pourra peut-être satisfaire. Les salaires ont été relevés et il n'y a point de chômage à craindre pour longtemps. Les affaires sont plus difficiles pour la fabrication des *filés* et *tissus de laine*, les prix de vente en baisse sont peu rémunérateurs, il n'y a pas eu cependant de chômage.

L'ouverture de nouveaux débouchés à l'étranger a entretenu une production assez active dans la fabrication des *tapis et étoffes d'ameublement*, mais la hausse des matières premières rend les prix de vente plus désavantageux. Dans la *passenterie*, l'outillage se transforme par la substitution progressive du travail mécanique au travail à la main; pas de changement dans les cours pratiqués ni dans les salaires; il n'y a pas eu de chômage proprement dit, mais, à certains moments, réduction de la durée du travail par suite du manque d'écoulement des produits. Malgré la perturbation causée par la baisse des laines sur le marché de Roubaix, la *bonneterie* a maintenu son activité ordinaire; malgré les cours très bas, les salaires sont restés les mêmes, il n'y a pas eu de chômage. Dans l'industrie des *papiers*, en lutte avec la concurrence étrangère, les prix de vente sont en baisse et les salaires ont tendance à la hausse. Le développement de l'outillage mécanique dans la *fabrique de chaussures* a accru la production au delà des besoins; les prix de vente, en hausse depuis 1899, par suite de l'augmentation des matières premières, sont restés rémunérateurs; les salaires ont peu varié, il y a eu un peu de chômage pendant le second semestre 1900. Dans la *boutonnerie*, *brosserie* et *tableterie*, la production et la vente ont été assez actives pendant l'année 1900; pas de variation dans le taux des salaires, aucun chômage. Dans la *lunetterie et l'optique*, pas de changement; les salaires n'ont pas varié; il devient de plus en plus difficile de former des ouvriers dans cette spécialité.

Pas-de-Calais. — Dans la *fabrique de dentelles*, travail plus actif et reprise de plus en plus accentuée par suite de la consommation favorable aux articles, de la nécessité de satisfaire les ordres accumulés et de reconstituer les stocks épuisés. La durée du travail a diminué par suite de l'application de la loi du 3 mars 1900, elle est actuellement d'environ

50 heures par semaine. Le matériel se transforme d'une façon continue par le remplacement des métiers anciens par de nouveaux d'une plus grande puissance ou de points plus fins.

Rhône. — Dans la région de Tarare, l'activité du travail et la situation générale de l'industrie sont satisfaisantes. La proportion des ouvriers en chômage est très faible. Pas de changement dans la durée habituelle du travail et dans le taux des salaires.

Savoie. Le travail a été légèrement moins abondant chez les *carrossiers*, *charrons*, *forgerons*; pas de changement dans les prix, les salaires sont légèrement en hausse sur l'année dernière, la durée du travail a été augmentée d'environ 1 heure par jour, elle est de 64 heures par semaine.

Seine. — Dans la *chocolaterie*, *confiserie*, le travail se maintient assez régulièrement, durée moyenne, 66 heures par semaine; peu de chômage pour les ouvriers dont les salaires se maintiennent. Dans la *broderie*, le travail a été moins abondant que l'année précédente, le chômage a été plus fort, les salaires sont restés les mêmes. Dans la *bijouterie fantaisie*, affaires moins actives, situation semblable à celle de 1890 au lendemain de l'Exposition, diminution de la durée du travail, pas de changement dans les salaires. Même ralentissement chez les *doreurs*, *argenteurs*, 40 heures au maximum par semaine, le chômage s'est accentué, le taux des salaires est resté le même. Prix de façon en hausse, diminution du travail chez les *tourneurs décolleteurs*, 48 heures par semaine.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Le ralentissement des affaires dans l'industrie cotonnière pendant le premier trimestre 1901 est à peu près le même pour les diverses spécialités. Peu d'affaires et prix irréguliers dans la *filature de coton*, faibles transactions dans les *rouenneries*, *mouchoirs*, *indiennes* et *tissus teints*. Pour les *produits chimiques*, l'activité n'a pas encore repris. Les commandes restent peu abondantes dans les *ateliers de construction*. Dans la *tannerie*, la demande a repris de l'activité, la situation est beaucoup plus stable qu'elle ne l'a été depuis quatre ans. Dans la *fabrique d'alcools*, le commerce des *liquides* et *spiritueux*, la situation est considérée comme critique. Le trafic du port de Rouen s'est ressenti du calme des affaires en général; comparativement à la période correspondante de 1900, il y a diminution de plus de 29.000 tonnes. Les sorties, au contraire, accusent une augmentation de plus de 21.000 tonnes sur le trimestre correspondant de l'année précédente.

Dans la région de Darnétal, situation moins bonne que le trimestre précédent dans le *tissage* et la *filature*; augmentation du chômage, qui varie de 1 à 2 jours par semaine suivant les établissements. De même dans la *teinture* et l'*impression* où le chômage atteint parfois 3 jours par semaine. Peu de changement dans les autres industries, sauf le *bâtiment* et la *taille des pierres* où le chômage est très fort.

A Elbeuf, la *fabrique de draps et tissus* présente, dans son ensemble, plus d'activité que le trimestre précédent; les prix sont encore peu rémunérateurs par suite de l'élévation anormale des prix de la matière première achetée en 1901, dont quantité reste à employer alors que la vente des produits fabriqués est basée sur les cours actuels qui sont beaucoup plus bas. Pas de changement dans la *stéarinerie*, durée du travail, 72 heures par semaine. Dans la *filature* et l'*effilochage de laine*, la main-d'œuvre est restée peu abondante, les salaires n'ont subi aucune variation, les chômages ont été moins importants que le trimestre précédent. Dans la *teinture*, les prix sont en hausse par suite de l'augmentation du prix de la main-d'œuvre et des matières premières.

Tarn. — Dans l'industrie textile, pas de variation dans la durée du travail, légère hausse sur la marchandise de bonne qualité, baisse sur les laines communes, pas de chômage. Travail suivi, salaires sans changement dans la *chapellerie*. Dans la *mégisserie*, *tannerie*, les ouvriers ont toujours été occupés, la vente des produits a été facile avec des cours rémunérateurs. La *brosserie* et l'*arçonnerie* sont restées stationnaires. Situation propice pour la *verrerie*; affaires calmes, diminution des prix dans la *métallurgie*. Dans la *broderie*, production et vente satisfaisantes.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômage dans la *boulangerie* et la *cordonnerie*, la

tannerie, l'industrie du vêtement; défaut de main-d'œuvre dans le bâtiment et les travaux publics. Dans la tonnellerie, réduction de la durée du travail à 4 ou 5 heures par jour, beaucoup de chômeurs. Les typographes comptent 6 à 7 p. o/o des leurs en chômage; travail abondant chez les sabotiers et les porcelainiers. Chez les décorateurs sur porcelaine, moitié seulement des ouvriers sont occupés pour 6 à 7 heures de travail par jour. Pour l'ensemble pas de changement dans la durée du travail et le taux des salaires.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 juin.)

Ain. — A Bourg, 4 p. o/o de chômeurs chez les typographes. A Bellegarde, pas de chômeurs, 70 heures par semaine chez les ouvriers du bâtiment. A Thoiry, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre.

Aisne. — A Saint-Quentin, 16 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du piquage de carton; 6 p. o/o de chômeurs chez les typographes; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les tisseurs; 6 p. o/o, mais seulement 30 à 35 heures chez les tullistes; nombreux chômeurs chez les brodeurs. Travail plus actif, 66 heures chez les menuisiers. Moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les mouleurs; 1 p. o/o environ et 70 heures chez les mécaniciens; 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les couvreurs; 1 p. o/o de chômeurs chez les voyageurs et employés de commerce. A Chauny, pas de chômeurs chez les mouleurs; 2 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Michel.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les carrossiers; pas de chômeurs chez les maçons. A Montluçon, pas de changement chez les verriers. De même, chez les mineurs de Commentry. A la Ville-Gozet, travail plus actif, 66 heures chez les carrossiers; pas de chômeurs chez les ouvriers de la glacerie. A Bézenet, pas de changement chez les mineurs; de même chez ceux de la Croix de Montvicq. A Doyet, pas de chômeurs, 60 heures chez les mineurs (Union); 1 p. o/o de chômeurs chez les mineurs et similaires. A Treignat, pas de chômeurs, 66 à 72 heures chez les ouvriers agricoles. A Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les bûcherons; de même, 72 heures chez ceux de Saint-Ennemond; 30 p. o/o de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Cusset, pas de chômeurs chez les sabotiers-galochiers. Pas de changement chez les sourciers des eaux minérales de Saint-Yorre.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 40 p. o/o de chômeurs chez les confiseurs-pâtisseries; 6 p. o/o de chômeurs chez les typographes; 9 p. o/o, 72 heures chez les cordonniers; 5 p. o/o, 60 heures chez les tabletteurs; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les menuisiers; 18 p. o/o, 60 heures chez les électriciens; pas de changement chez les horlogers, de même chez les plâtriers; 4 p. o/o de chômeurs, morte-saison chez les employés de commerce. A Cannes, 13 p. o/o de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs chez les cuisiniers; 23 p. o/o de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures chez les menuisiers; pas de chômeurs chez les maçons. A Menton, travail plus abondant, 24 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les maçons. A Vallauris, pas de changement chez les potiers.

Ardèche. — A Annonay, 8 p. o/o de chômeurs, amélioration sensible chez les mégisiers-palissonneurs; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ferblantiers. A Tournon, 2 p. o/o environ de chômeurs, 63 heures chez les imprimeurs sur étoffes. Pas de chômeurs chez les chapeliers-fouleurs de Serrières. A Vals, pas de changement, 70 heures chez les terrassiers et manœuvres des eaux minérales.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les typographes. A Floing, travail actif, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les tisseurs; 24 p. o/o de chômeurs chez ceux de Pourru-aux-Bois. A Francheval, 23 p. o/o de chômeurs chez les travailleurs de l'industrie lainière. A Fumay, travail toujours actif, pas de

chômeurs chez les mineurs (sauf pour les fondeurs qui chôment 2 jours par quinzaine); pas de chômeurs, 56 heures chez les *mouleurs*, de même chez ceux de Laval-Dieu. A Deville, 25 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*, de même chez ceux de Nouzon; 15 p. o/o de chômeurs chez ceux de Revin; 2 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vivier-au-Court. Aux Mazures, pas de chômeurs, 50 heures chez les *métallurgistes*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *forgerons d'érous* de Neufmanil. A Haybes, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *ardoisiers*.

Ariège. — A Bélesta, 3 p. o/o de chômeurs, 75 heures par semaine chez les *scieurs*. A La Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs chez les ouvriers en *peignes*. A Lavelanet, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tisseurs*.

Aube. — A Troyes, moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *teinturiers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement, 72 heures chez les *coiffeurs*.

Aude. — A Narbonne, un tiers de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; pas de changement chez les *cuisiniers*; travail peu abondant pour les *tapissiers*. A Carcassonne, 7 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement, 60 heures chez les *mouleurs*; 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *métallurgistes*; pas de changement, 60 heures chez les *mouleurs*; 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*, de même et 112 heures chez les *limonadiers*. A Ouveillans, pas de changement chez les *cultivateurs*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *peignes*. A Chalabre, continuation de la morte-saison chez les *chapeliers*.

Aveyron. — A Millau, travail moins abondant, 30 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; 13 p. o/o de chômeurs chez les garçons *bouchers-charcutiers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *conducteurs-imprimeurs*. Pas de chômeurs, 72 à 80 heures par semaine chez les ouvrières *tailleuses*; un tiers de chômeurs, 44 heures chez les *blanchisseurs*. Pas de changement chez les *calfatse-perceurs*; pas de chômeurs chez les *démolisieurs de navires*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*. Pas de chômeurs chez les *modeleurs*, de même chez les *forgerons*; moins de 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *serruriers*; 1 p. o/o de chômeurs, 80 heures chez les *ajusteurs-mécaniciens*; pas de changement chez les *tôliers-fumistes*, de même chez les *chauffeurs-mécaniciens*. Un tiers de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*, de même chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 45 à 50 heures chez les *maçons*; 16 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *manœuvres* et *aides-maçons*. Pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de changement chez les *charretiers-camionneurs*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs inscrits*; pas de changement chez les *chauffeurs marins*. Travail abondant, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers des *entrepôts de bois*. Pas de changement chez les *employés de commerce* et les *coiffeurs*, de même chez les *employés d'hôtels et restaurants* et chez les *commissionnaires*.

A Arles, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 40 heures par semaine chez les *peintres*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *potiers*. A Châteaurenard, pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A La Ciotat, pas de changement chez les *boulangers*. A Fontvieille, 8 p. o/o de chômeurs chez les *carriers*. A Fuveau, pas de chômeurs chez les *mineurs*, de même chez ceux de Saint-Savournin. Pas de changement chez les *pêcheurs de Berre*, de même chez ceux de Martigues. A Gardanne, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 66 heures chez les *mouleurs*. A Honfleur, grève chez les ouvriers des *chantiers et usines de bois*. A Falaise, pas de chômeurs, 60 heures

chez les *bonnetiers*. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie cotonnière.

Cantal. — A Aurillac, travail actif pour les divers ouvriers du bâtiment.

Charente. — A Angoulême, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les travailleurs sur *cuivre*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Cognac, pas de changement, 60 heures par semaine chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, travail maintenu actif chez les *marins-pêcheurs*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*, de même chez les *métallurgistes*; 12 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Rochefort, 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; de même chez les *tailleurs de pierre* et les *maçons*.

Cher. — A Bourges, 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers *en toiles cirées*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; travail plus abondant, 66 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *ameublement*. Un tiers de chômeurs, 60 heures chez les *travailleurs sur métaux*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *ouvriers en essieux*. Pas de chômeurs, 66 heures chez les *tailleurs de pierre*, de même chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *terrassiers*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Vierzon, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*, de même chez les *couvreurs*. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*, de même chez les *maçons*. A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, travail plus actif, moyenne de 60 heures par semaine chez les *journaliers*; chômage presque général chez les *carriers*, par suite du curage et des réparations du canal; grève chez les *plâtriers*. A Jussy-le-Chaudrier, travail moins abondant, 66 heures chez les *chaufourniers*; travail toujours abondant, 72 heures chez les *bûcherons*. A la Guerche, pas de changement, 76 heures chez les *chaufourniers*; travail toujours actif, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Méry-ès-Bois, pas de chômeurs, 84 heures chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 72 heures chez ceux de Vallenay. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Apremont, Cuffy, Sancergues, Feux et la Chapelle-Hugon. A Nérondes, pas de changement chez les *ouvriers agricoles*. A Saint-Pierre-l'Étiéux, pas de chômeurs, 66 heures chez les *tuiliers*.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; travail assez actif, pas de chômeurs chez les *scieurs de long* et les *charpentiers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Brive, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; travail toujours abondant, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *scieurs de long*, de même chez les *sabotiers*; 16 o/o de chômeurs chez les *couvreurs*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers en *chaussures*; 7 p. o/o de chômeurs, 90 heures chez les *employés de commerce*. A Corcelles-Cîteaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. Aux Laumes, pas de chômeurs, 65 heures chez les *tuiliers*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail moins actif, 74 heures par semaine chez les *mineurs* de Lavaveix.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*. Au Bague, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; morte-saison chez les *monteurs en boîtes d'or*; pas de chômeurs chez les *employés*, de même chez les *limonadiers*. A Montbéliard, pas de chômeurs chez les ouvriers en *meubles*; pas de changement chez les *horlogers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Pontarlier, pas de changement chez les *typographes*. A Seloncourt, pas de chômeurs chez les *horlogers*. A Audincourt, pas de changement chez les *typographes*, de même et 60 heures chez les *métallurgistes*; 1 p. 0/0, de chômeurs chez les ouvriers en *automobiles*. A Colombier-Fontaine, pas de changement chez les *filateurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, travail cependant peu actif chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *peintres*. A Die, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Saint-Vallier, pas de changement chez les *carrossiers*. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs chez les *typographes*, de même et 66 heures chez les *mécaniciens*. A Châteaudun, travail moins abondant, salaires moins élevés pour les ouvriers *agricoles*; activité satisfaisante chez les *typographes* (sauf une maison où il n'est fait que 54 heures); travail abondant pour les *menuisiers* et les ouvriers du *bâtiment*, de même chez les *fondeurs-mécaniciens* et les ouvriers en *bijouterie*. A Nogent-le-Rotrou, travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *typographes*; pleine activité pour les industries du *bâtiment*; travail satisfaisant dans la *chapellerie*, moins abondant chez les *chaussonniers*, maintenu chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Finistère. — A Brest, pas de chômeurs chez les ouvrières du *vêtement*; pas de changement, 60 heures par semaine chez les *travailleurs réunis du port*. A Morlaix, pas de chômage chez les ouvrières de l'*habillement*. A Audierne, pas de changement chez les *serblantiers-boitiers*; pas de chômeurs chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, 12 p. 0/0 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*. A Alais, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *menuisiers-ébénistes*. A Trèscôls, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Bessèges, pas de chômeurs chez les ouvriers des *luminaires*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 10 p. 0/0 de chômeurs, 98 à 100 heures par semaine chez les *boulangers*; 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *meubles*, de même chez les *métallurgistes*; un tiers de chômeurs, 60 heures chez les *peintres en bâtiment*; nombreux chômeurs chez les *hommes de peine*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*.

Gironde. — A Bordeaux, 20 p. 0/0 de chômeurs, 70 heures par semaine chez les *jardiniers*; 4 p. 0/0 de chômeurs, 84 heures chez les *pâtisseries-glacières*; 3 p. 0/0 de chômeurs chez les *cuisiniers*. Pas de changement chez les *gaziers*. Pas de chômeurs, 60 heures chez les *photo-lithographes*; 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*. 2 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de chômeurs chez les *passementiers*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*. 15 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers de haute futaie*; 4 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs de long*; 3 p. 0/0 de chômeurs, 66 heures chez les *touilliers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *brossiers*; 6 p. 0/0 de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers des *constructions maritimes*. 2 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs chez les *bijoutiers*. Pas de changement chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; 30 p. 0/0 de chômeurs; morte-saison chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les *peintres*. 9 p. 0/0 de chômeurs chez les *charbonniers du port*; 30 p. 0/0 de chômeurs, travail moins abondant chez les *charbonniers-sacquières*; pas de changement chez les *coltineurs de poteaux*; moitié de chômeurs, 40 heures chez les ou-

vriers des nouveaux docks. Pas de changement, 120 heures par semaine chez les limonadiers; 8 p. o/o de chômeurs chez les gens de maison; pas de chômeurs chez les nettoyeurs de magasins, de même chez les balayeurs.

A Libourne, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les typographes; pas de changement, 93 heures chez les employés de commerce. A Dagnac, pas de chômeurs, 60 heures chez les carriers. A Vayres, pas de chômeurs, travail toujours actif chez les tonneliers.

Hérault. — A Montpellier, 33 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les jardiniers-fleuristes; un tiers de chômeurs. 84 heures chez les boulangers; pas de chômeurs chez les cordonniers; travail plus abondant chez les ébénistes; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les métallurgistes; un tiers de chômeurs chez les terrassiers; 33 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les plâtriers; pas de changement chez les commis et employés; 10 p. o/o de chômeurs chez les coiffeurs. A Cette, pas de changement chez les marins et pêcheurs; 6 p. o/o de chômeurs chez les typo-lithographes; 30 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en bois merrains. A Béziers, 20 p. o/o de chômeurs chez les typo-lithographes. A Fabrègues, travail moins abondant pour les travailleurs de terre. A Mèze, 18 p. o/o de chômeurs, 48 heures, travail moins actif chez les marins-pêcheurs. A Graissessac, 17 p. o/o de chômeurs, 52 heures chez les mineurs; pas de changement chez ceux de La Tour-sur-Orb. A Vic-les-Étangs, travail moins actif chez les agriculteurs-riguerons.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers des industries du cuir; pas de chômeurs, 66 heures chez les métallurgistes, de même et 66 heures chez les maçons; pas de chômeurs, 66 heures chez les peintres. A Fougères, 3 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les coupeurs en chaussures; 10 p. o/o de chômeurs, 24 à 30 heures chez les cordonniers; pas de chômeurs chez les couvreurs. A Louvigné-du-Désert, pas de chômeurs chez les granitiers (un accident à une pompe a entraîné un chômage de 8 jours). A Laignelet, travail moins abondant chez les verriers.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs; travail toujours abondant, journée de 11 heures, dans quelques maisons, chez les typographes; pas de chômeurs chez les ouvriers en drap; pas de chômeurs, 66 heures chez les menuisiers; travail abondant, pas de chômage pour les ouvriers du bâtiment. A Chinault, 20 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des cuirs et peaux. Au Poinçonnet, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les bûcherons et carriers.

Indre-et-Loire. — A Châteaurenault, 3 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les cordonniers; pas de changement chez les coupeurs et brocheurs en chaussures; travail plus actif, pas de chômeurs chez les tanneurs-corroyeurs; pas de changement, 72 heures chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les typographes; pas de chômeurs chez les gaziers. A Vienne, un tiers de chômeurs, 33 heures chez les ouvriers textiles. A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du livre; pas de chômeurs, 50 heures chez les tisseurs, travail actif et moins rémunérateur par suite du manque de matières premières. A Bourgoin, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les menuisiers. A Gières, travail un peu moins abondant chez les gantiers. A la Tour-du-Pin, pas de chômeurs chez les tullistes. A Parmillieu, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre. A Vinay, pas de changement chez les nacriers.

Jura. — A Lons-le-Saunier, un quart de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers agricoles; 6 p. o/o de chômeurs chez les typographes. A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 heures par semaine chez les typographes et les lithographes.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les ouvriers en draps. A Vendôme, pas de chômeurs, 66 heures chez les métallurgistes.

Loire. — A Saint-Étienne, 7 p. o/o de chômeurs, 98 heures par semaine chez les boulangers; pas de chômage chez les tripiers-boyaudiers; 5 p. o/o de chômeurs chez les typographes; 2 p. o/o de chômeurs chez les imprimeurs, graveurs et typographes; pas de

chômeurs, 68 heures, travail très actif chez les *selliers-bourreliers*; travail moins actif chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; deux tiers de chômeurs chez les *rubaniers*; 23 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* (Ligue); 7 p. o/o de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *mécaniciens-chauffeurs*; pas de chômeurs chez les *aiguiseurs-polisseurs*; pas de changement chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers*, de même chez les *maçons*, travail peu actif; 8 p. o/o chez les *employés de fabrique* et chez les *employés*.

A Roanne, pas de chômeurs, travail un peu moins actif que le mois dernier chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers*; 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; 2 p. o/o chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *tourneurs en poterie*. A Bourg-Argental, un tiers de chômeurs, 66 heures chez les *tourneurs sur bois*. A Saint-Chamond, pas de changement, 60 heures chez les *mouleurs* et les *métallurgistes*. A Saint-Jean-Bonnefonds, 40 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *passementiers*. A Saint-Rambert, 7 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*, de même à la Cergne. Aux Barques-Saint-Rambert, 20 p. o/o de métiers chôment chez les *tisseurs-rubanniers*, travail toujours actif chez les *tisseurs-veloutiers*. A Saint-Just-sur-Loire, 13 p. o/o de chômeurs chez les *rubanniers*. A Firminy, 1 p. o/o de chômeurs, 45 heures en moyenne chez les *métallurgistes*. A Terrenoire, un tiers de chômeurs chez les *passementiers*; un tiers de chômeurs chez ceux d'Avezieux; deux tiers de chômeurs, 60 heures chez ceux de la Fouillouse. A Saint-Genest-Lerpt, 35 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; pas de changement, 60 heures chez les *chefs d'ateliers passementiers*. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les *chapeliers*. A Régnv, pas de chômage chez les *teinturiers*. A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de changement chez ceux de Rive-de-Giers; un quart de chômeurs, 50 heures chez les *métallurgistes*; au Chambon, 10 p. o/o, 60 heures chez les *métallurgistes*. A Sail-sur-Couzan, travail plus abondant, 66 heures chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*, de même et 66 heures chez les *menuisiers*. A Saint-Sigolène, un tiers de chômeurs chez les *passementiers*; 40 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez ceux de Saint-Didier-la-Séauve.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 10 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les *relieurs-papetiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*. Pas de changement chez les *charpentiers de navires*; travail plus actif, pas de chômeurs, 66 heures chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *vanniers*. Pas de chômeurs, 60 heures chez les *modeleurs-mécaniciens*; 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *serruriers*; pas de changement chez les *peintres*; 2 p. o/o de chômeurs, 75 heures chez les *employés*; pas de changement chez les *canionneurs*.

A Pornic, pas de changement, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Chantenay, pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

Loiret. — A Orléans, 8 p. o/o de chômeurs, 90 heures par semaine chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs chez les ouvriers *tonneliers-vinaigriers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *tailleurs de pierre*.

A Gien, pas de chômeurs, 72 heures chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Chevilly (ces derniers sont tous occupés aux travaux agricoles).

Lot. — A Souillac, pas de chômeurs, 66 heures chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Cahors, 17 p. o/o, 66 heures chez les *peintres* et *tapissiers*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*, de même chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; pas de changement, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *peintres*, de même chez les *plâtriers*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*. A Casteljaloux, pas de changement, 66 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *hommes de peine*. A Fumel, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Lavardac, pas de chômeurs chez les *boucheonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 42 p. o/o de chômeurs, chez les *peigneurs de chanvre*; moins de 2 p. o/o, 65 heures chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens-ajusteurs*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de changement chez les *employés*. A Cholet, pas de chômeurs, 66 heures chez les *charpentiers*. A Saumur, pas de chômeurs chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 63 heures chez les *bijoutiers*. Chez les *tisserands* de la Tessouale, 36 heures par semaine, 40 p. o/o de chômeurs. Chez ceux de Saint-Philibert-en-Mauges, 40 p. o/o également; 90 heures chez les *tisserands* de Trémentines; moitié de chômeurs chez ceux de Saint-Léger, ainsi que chez ceux de la Séguinière.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs chez les *ébénistes*, *menuisiers* et *charpentiers*.

Marne. — A Châlons, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Reims, situation satisfaisante chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *teinturiers*; travail actif, 60 à 65 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tonneliers-caristes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *mouleurs*; moins de 2 p. o/o de chômeurs, 66 à 72 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 78 heures chez les *maçons*. A Épernay, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *boucheux*. A Fismes, 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *apprêteurs en pelleteries*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs chez les *mégissiers-palissiers*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 55 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les travailleurs de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs dans l'industrie du *vêtement*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de changement, 71 heures chez les ouvriers en *limes*. A Bouxières-aux-Dames, 20 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *mineurs* de Champigneulle et de Marbach; 1 à 2 jours de chômage par semaine chez ceux de Chavigny. Pas de chômeurs chez ceux de Ludres et de Gobbanches. Pas de changement chez ceux de Frouard; un tiers de chômeurs, 60 heures chez les *mineurs* de Bouxières-aux-Chênes.

Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Léroutville, pas de chômeurs; 72 heures par semaine chez les *carriers*. A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Savonnières, 11 p. o/o de chômeurs et 72 heures chez les *carriers* et les *mineurs*. A Vaucouleurs, 10 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *mouleurs*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers* (la Perrière), de même et 66 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*; grève chez les *peintres*; A Pontivy, pas de chômeurs, 72 heures chez les *tailleurs de pierre*. A Plœmeur, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ferblantiers-boitiers*.

Nièvre. — A Nevers, 11 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *maçons* de la Charité; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutiers. A Decize, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de Guérigny. A Corvol, pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois*, de même chez ceux de Perroy; pas de changement chez ceux de Ciez; de même et 90 heures chez ceux de Montavon; pas de chômeurs chez ceux de Menon, de même chez ceux de Saint-Amand et chez ceux de Saint-Verain; pas de changement chez ceux d'Entrains.

Nord. — A Lille, 7 p. o/o de chômeurs, 98 heures chez les *cuisiniers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 8 p. o/o de chômeurs, 56 à 58 heures chez les *lithogra-*

phes; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement* et *campement*; moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-chocolatiers*; pas de chômeurs, 50 ou 60 heures chez les *menuisiers en sièges*; 6 p. o/o de chômeurs, 65 heures chez les *carrossiers*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en métaux*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *terrassiers*; pas de changement chez les *commissionnaires*. A Douai, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Dunkerque, 6 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tordeurs d'huile*; pas de changement chez les *roiliers*, de même chez les *charpentiers*; 8 o/o chez les *tonneliers*; pas de changement, 66 heures chez les *marbriers*; 8 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; 12 o/o de chômeurs chez les *plombiers-zingueurs*; 23 p. o/o de chômeurs chez les *plafonneurs*; 2 à 3 jours de travail chez les *ouvriers du port*. A Roubaix, près de 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; travail moins actif chez les *ouvriers du usage*; 5 p. o/o de chômeurs, 63 heures chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *emballeurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 70 heures chez les *mouleurs*, 13 p. o/o de chômeurs chez les *chaudronniers*; pas de changement chez les *employés de tramways*. A Valenciennes, 2 p. o/o de chômeurs, 58 heures chez les *typographes*. A Cambrai, pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Armentières, 1 p. o/o de chômeurs, 63 heures chez les *charpentiers-menuisiers*. A Anzin, un quart de chômeurs, 50 heures chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures en moyenne chez les divers *ouvriers et ouvrières des filatures*; légère reprise, 60 à 66 heures chez les *tisserands*; 6 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *trieurs de laine*; pas de chômage chez les *ouvriers de la retorderie*; pas de chômage chez les *dévideuses*; légère reprise chez les *piquières*; 25 o/o de chômeurs chez les *mouleurs*; 1 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *mécaniciens*. A Avesnes, travail plus abondant, pas de chômeurs, 72 heures chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez ceux du Cateau. Pas de chômeurs chez les *tisserands* de Saulzoir; de même, travail très actif chez ceux d'Haspres; 2 p. o/o de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *ouvriers textiles* d'Houplines; pas de changement chez ceux de Wignehies. A Comines, 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *rubanniers*. A Cousolre, chômage prolongé, 45 heures chez les *marbriers à la pendule*. A Vieux-Condé, pas de chômeurs, 63 heures chez les *cordonniers*. A Jeumont, pas de chômeurs chez les *marbriers*. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Fresnes, pas de changement chez les *verriers à vitres*. A Haumont, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Lourches, pas de chômeurs chez les *verriers*. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Sin-le-Noble, pas de changement chez les *mineurs*.

Oise. — A Beauvais, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 14 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *menuisiers*. A Senlis, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Hermes, travail toujours actif chez les *sciurs à la mécanique de bois et d'os*, travail moins abondant pour les *ouvriers de l'industrie des peignes en celluloïd*. A la Croix-Saint-Ouen, pas de changement chez les *layetiers*. A Crépy-en-Valois, grève chez les *ouvriers de l'ameublement*. A Méru, travail toujours peu actif chez les *boutonniers en os*. A Tracy-le-Mont, pas de changement chez les *brossiers*. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 72 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*; de même, 66 heures chez les *couvreurs-zingueurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 66 heures, travail plus actif chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, 1 p. o/o de chômeurs, 90 heures chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *menuisiers*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; travail peu actif, 55 heures chez les *cordonniers* et *tanneurs*. A Arras, 5 o/o de chômeurs, 60 heures, morte-saison chez les *typographes*. A Calais, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 5 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *tullistes* (morte-saison); pas de chômeurs, 70 heures chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 à 66 heures chez les *ouvriers métallurgistes*; pas de changement chez les *ouvriers du bâtiment*. A Lens, travail moins actif, 60 heures chez les *mineurs* (certaines exploitations chôment le lundi). A Montreuil, pas de changement, 60 heures chez les *typographes*; travail toujours actif chez les *mouleurs* de Marquise.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 20 o/o de chômeurs, 98 heures par semaine chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *caout-*

choutiers; pas de chômeurs chez les ouvriers du *campement*, de même et 72 heures chez les *tapissiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*amcublement*; 6 o/o de chômeurs chez les *carrossiers*; 20 o/o de chômeurs chez les *employés de tramways*. A Saint-Rémy-sur-Durolle, pas de chômeurs, 65 heures chez les *émouleurs en coutellerie*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures par semaine chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *peintres*. A Bayonne, 16 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. Au Boucau, moitié des *métallurgistes* chôment 4 jours par semaine.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; 2 o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*. A Bagnères-de-Bigorre, pas de changement, 60 heures chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvriers textiles*; pas de changement, 60 heures chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 30 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *tonneliers*, ni chez les *peintres*: travail peu abondant chez les *maçons*, *menuisiers*, *charrons*, *forgerons*; pas de changement chez les *typographes*, *ébénistes*. Reprise sensible chez les *serruriers* (actuellement, chez ces derniers, défaut de main-d'œuvre). Par suite de la substitution de la traction électrique à la traction animale, nombreux chômeurs chez les *cochers* et *employés de tramways*. Chômeurs moins nombreux chez les *travailleurs de terre* et *vignerons* de Clair; 40 p. o/o de chômeurs, 48 heures, travail un peu plus abondant chez ceux de Pézilla-la-Rivière; de même chez ceux de Soler.

Rhin (Haut-). — A Belfort, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 8 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers textiles*, un jour d'arrêt par semaine; grève chez les *peintres*. A Héricourt, 7 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers textiles*; 4 p. o/o chez ceux de Pieux. A Giromagny, 20 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers textiles*.

Rhône. — A Lyon, 13 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *chocolatiers*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *papetiers-régisseurs*; 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *imprimeurs conducteurs*; pas de changement chez les *tisseurs*; travail actif, pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *chefs d'ateliers du velours mécanique*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *coupeurs-tailleurs*; 14 p. o/o de chômeurs, 58 heures chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *chapelières*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 20 p. o/o de chômeurs (morte-saison) chez les *imprimeurs sur étoffes*; 7 p. o/o de chômeurs, 25 à 30 heures chez les *apprêteurs de tulle*; travail plus actif chez les *brodeurs*; travail moins actif, 45 à 50 heures chez les *sculpteurs mouluriers*; nombreux chômeurs chez les *boulonniers*; pas de chômeurs, 40 heures chez les *bronziers*, de même chez les *litiers*; 16 p. o/o de chômeurs, 74 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de changement chez les *maçons*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *terrassiers-puissiers*; pas de changement chez les *sculpteurs*, de même chez les *tuiliers* et les *camionneurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés photographes*. Pas de chômeurs chez les *cantonniers-égoutiers*; 1/3 de chômeurs, 126 heures, chez les *limonadiers*; pas de changement chez les *coiffeurs*. A Grandris, 1/3 de chômeurs chez les *tisseurs en cotonnade mécanique* et à la main; travail toujours actif chez les *tisseurs en soieries à la main*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*; à Grigny, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *chapelières*. A Thizy, pas de chômeurs, 54 heures chez les *tisseurs*.

Saône (Haute-). — A Plancher-les-Mines, 13 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Saint-Loup-sur-Semouze, pas de chômeurs, 75 à 80 heures chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail moins abondant, 60 heures chez les *mouleurs*; 40 heures par semaine chez les *ouvriers sur cuivre*. A Chalon, pas de chômeurs, 66 à 72 heures chez les *sabotiers*. A Coublanc, moitié de chô-

meurs chez les *tisseurs*. A Digoin, pas de changement, 60 heures chez les *faïenciers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. Au Creusot, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, 60 heures, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Montchanin, pas de chômeurs, 60 heures chez les *tuiliers*. A Montceau-les-Mines, 17 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*. A Nanton, chez les *carriers*, pas de chômeurs, 60 heures. A Saint-Léger-sur-Dheune, pas de chômeurs chez les *manouvriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers*, de même chez les *métallurgistes*; pas de changement, 60 à 66 heures chez les *couvreurs*. A la Flèche, pas de chômeurs, 72 heures chez les *galochiers*. A Château-du-Loir, pas de changement, 72 heures chez les *tanneurs*. A Vibraye, pas de chômeurs, 69 heures chez les *ouvriers en manches de parapluies et ombrelles*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *serruriers-mécaniciens*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *plâtriers*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Meillerie, pas de changement chez les *bateliers carriers*.

Seine — A Paris, 20 p. o/o de chômeurs, 122 heures environ de travail régulier chez les *marais*; morte-saison pour les travailleurs de l'industrie floréale. 13 p. o/o de chômeurs, 91 à 94 heures en moyenne chez les *boulangers*; pas de changement chez les *pâtisseries*; 6 p. o/o de chômeurs, 76 heures par semaine chez les *confiseurs*.

6 p. o/o de chômeurs chez les *papetiers-régisseurs*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; plus du tiers en chômage, 48 heures par semaine chez les *coloristes-enlumineurs*; travail moins actif chez les *typographes*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; 8 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *lithographes* (Union); 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *graveurs-lithographes*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*. Pas de changement chez les *conducteurs-pointeurs*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs* (Gutenberg); 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *correcteurs*; 5 p. o/o de chômeurs, 48 à 50 heures chez les *graveurs en écritures*. 3 p. o/o de chômeurs et travail peu abondant chez les *graveurs*; pas de changement, 65 heures chez les *graveurs sur bois*; nombreux chômeurs, 45 à 50 heures chez les *dessinateurs-chronistes*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*; pas de changement chez les *fondeurs-typographes*.

6 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *corroyeurs du cuir noir*; 9 p. o/o de chômeurs, 50 heures par semaine, travail moins actif chez les *ouvriers du chevron glacé*; travail toujours peu actif chez les *apprêteurs en pelleteries*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; travail plus abondant, 24 à 60 heures chez les *gainiers*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *souffletiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *cordonniers*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *talonniers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *selliers-harnacheurs*.

6 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ouvriers de la bretelle et de la ceinture*; légère reprise, 75 à 78 heures chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 56 heures chez les *coupeurs-chemisiers*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures, morte-saison pour les *coupeurs de cols et cravates*; morte-saison pour les *ouvrières fleuristes-plumassières*. Pas de changement chez les *ouvriers de la coupe de poils*; 2 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*; 1 p. o/o de chômeurs chez ceux en *chapeaux de soie*. Moitié de chômeurs chez les *façonniers-passementiers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 4 p. o/o de chômeurs, mais 30 heures seulement chez les *passementiers à la main*. 3 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *teinturiers-dégraisseurs*.

Travail plus actif, pas de chômeurs chez les *scieurs de long*; 10 p. o/o de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *charpentiers*; 7 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *doreurs sur bois*; 11 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *scieurs-découpeurs*; pas de changement chez les *mouliniers-finisseries*; 4 p. o/o chez

les *ébénistes-réparateurs*; travail moins abondant, 40 heures en moyenne chez les ouvriers de la *marqueterie*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *brosserie pour peinture*.

33 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en cuivre*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolleteurs*; pas de changement chez les *tourneurs-robinettiers*; travail moins actif chez les *bronzers-galvaniseurs*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers de la *mécanique industrielle*; pas de changement chez les *électriciens*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de l'air comprimé et de l'électricité*; 23 p. o/o de chômeurs, fin de saison chez les *serruriers-machinistes*; pas de changement chez les *trombonistes*; de même chez les ouvriers en *instruments de musique*; 12 o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bronze imitation*. Pas de changement chez les *balanciers*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *instruments de précision*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *bijoutiers en argent*; moitié de chômeurs, 40 heures chez les ouvriers de la *bijouterie dorée*.

Pas de changement chez les *sculpteurs*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *graveurs de cimetières*; pas de changement chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; travail plus actif, 60 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; nombreux chômeurs, travail peu actif, 30 heures chez les *fourniers*; 7 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *terrasiers-puisatiers*; 22 p. o/o de chômeurs chez les *cimentiers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *peintres en bâtiment*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *enduseurs*; nombreux chômeurs chez les *plombiers-colonnards*. Pas de changement chez les *briquetiers-potiers*; de même chez les *boucheurs à l'émeri*.

Pas de changement chez les employés des *tramways*, de même pour les *cochers de grande remise*; pas de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier chez les *cochers* (coopératives); pas de chômeurs chez les *travailleurs des bateaux parisiens*. Pas de changement chez les *camionneurs*; pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*. Pas de changement chez les *employés représentants de commerce*, de même chez les *caissières-comptables*, chez les *placiers en fleurs* et chez les *clercs d'huissier*. Pas de chômeurs chez les *employés des bureaux de placement*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* (Union); 5 p. o/o chez les *employés de la Bourse du commerce*; moins de 1 p. o/o chez les *employés du commerce et de l'industrie*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *sténographes* (Alliance), de même chez les *employés en serrurerie*.

15 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; pas de changement chez les *garçons d'hôtel*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*, de même chez les *gens de maison*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de l'enseignement libre*; pas de changement chez les *professeurs de l'enseignement libre*; pas de chômeurs chez les *désinfecteurs des abattoirs*.

A Saint-Denis, 12 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. A Arcueil, 7 p. o/o de chômeurs, 66 à 70 heures chez les *blanchisseurs*. A Aubervilliers, pas de changement chez les *échaudeurs*. A Clamart, ralentissement du travail chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Ivry, pas de changement chez les employés du *nettoisement*; de même chez les *argileurs-mineurs* du Kremlin. A Pantin, 8 p. o/o de chômeurs, travail plus actif chez les *corroyeurs*. A Levallois, pas de chômeurs chez les *peintres*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *lithographes-papetiers*; toujours une journée de chômage par semaine chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*; pas de changement, 55 heures par semaine chez les *teinturiers-appréteurs*; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *fondeurs*; pas de changement chez les *constructeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*; nombreux chômeurs, 30 heures chez les *journaliers*; pas de changement chez les *mariniers de la basse Seine*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés*; travail abondant chez les *maîtres d'hôtels restaurateurs*; un tiers en chômage chez les *coiffeurs*.

Au Havre, pas de chômeurs chez les *tapissiers*; moitié de chômeurs, 24 heures chez les *charbonniers*. A Bolbec, deux établissements occupant environ 600 ouvriers chôment un jour par semaine chez les *ouvriers cotonniers*; pas de changement chez ceux de Lillebonne. A Elbeuf, grève chez les *maçons*. A Oissel, pas de chômeurs chez les *fleurs*; les *tisseurs* chôment un jour par semaine.

Seine-et-Marne. — A Meaux, travail plus actif, pas de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les *typographes*. A Lagny, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du bâtiment. A Bécard, pas de chômeurs, 72 heures chez les *maçons*. A Souppes, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *maréchaux*; pas de chômeurs, 70 à 72 heures chez les *maçons*. A Étampes, travail peu abondant, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *peintres*. A Saint-Germain, pas de chômeurs chez les *typographes*; 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du bâtiment. A Argenteuil, 21 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliérs*; pas de chômeurs chez les *caoutchoutiers*. A Bonnières, pas de chômeurs chez les *raffineurs de pétrole*. A Rueil, pas de chômeurs, 70 heures chez les *travailleurs du gaz*. A Chaville, 10 p. o/o de chômeurs, 60 à 65 heures chez les *blanchisseurs*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Montmorency, pas de chômeurs, 72 heures chez les *briquetiers*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 60 heures chez les *lithographes*; de même chez les *ferblantiers-chaudronniers*. A Melle, pas de changement chez les *typographes*. A La Rampière-de-Saint-Laurs, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Moulins, pas de changement, 48 heures par semaine chez les *tisserands*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *lithographes*; nombreux chômeurs chez les ouvriers de la *chaussure*; moitié de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; pas de changement chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *teinturiers*; 1 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *coupeurs-tailleurs*. A Fréville-Escarbotin, 1 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; morte-saison, 2 jours seulement de travail par semaine chez les *chapeliérs-appropriérs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du bâtiment. A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*, de même chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Cagnac. A Mazamet, pas de changement chez les *menuisiers ébénistes*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*.

Tarn-et-Garonne. — A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Montech, chômage presque général chez les *papetiers*. A Septfonds, pas de chômeurs chez les *chapeliérs en paille*.

Var. — A Draguignan, 6 p. o/o de chômeurs, 77 à 84 heures par semaine chez les *boulangers*. A Toulon, pas de chômeurs chez les *lithographes*, de même chez les *voiliérs*; pas de changement chez les *carrossiers*; chômage presque général chez les *machinistes*; un quart de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*; 2 p. o/o de chômeurs, 91 heures chez les *employés*. A la Seyne, pas de changement chez les *charpentiers en fer et bois*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*, de même chez les *métallurgistes* et les *employés de cafés*. A Cavaillon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs*. A Caderousse, 33 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *balaitiers*. A Ménerbes, pas de chômeurs, travail moins actif cependant chez les *carriers*. A Valréas, 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*.

Vendée. — A La Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, travail un peu plus abondant, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *maçons*. A Saint-Lauré-sur-Sèvres, pas de changement chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux d'Evrune et de Saint-Malo-des-Bois; 14 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez ceux des Epesses. A Faymoreau, pas de changement, 66 heures chez les *mineurs*. Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de changement chez les *maçons*.

Vienne. — A Ligugé, pas de chômeurs, 66 heures chez les *typographes*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 2 p. o/o de chômeurs, 95 à 100 heures chez les *cuisiniers-pâtisseries*; près de 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *relieurs-doreurs*; pas de changement chez les *imprimeurs-conducteurs*; travail plus abondant pour les ouvrières de l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *peintres*; pas de changement chez les employés de *commerce*. A Saint-Junien, travail moins abondant chez les ouvriers des *cuir*s et *peaux*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers*; travail plus actif, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vosges. — A Saint-Dié, 40 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de changement chez les *typographes-lithographes*. A Moussey, près de 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tisseurs* et *filateurs*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers de marine*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *maçons*. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*. A Saint-Sauveur, pas de chômeurs chez les *forestiers*, de même chez ceux de Treigny.

Algérie. — A Alger, pas de changement chez les *boulangers*; morte-saison chez les *tailleurs*; 8 p. o/o de chômeurs, 45 à 50 heures chez les *ébénistes*; 11 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *charrons-forgerons*; 4 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les employés en *quincaillerie*; pas de changement chez les employés de *commerce*; travail plus abondant, 112 heures chez les *limonadiers*. A Mustapha, 33 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*. A Constantine, 13 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*. A Bône, 1 p. o/o de chômeurs chez les employés de *chemins de fer*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Adjudications. — Adjudications importantes en juillet et en août.

CANALISATION ET ÉGOUTS.

PARIS-COLONIES. — 16 juillet. — Travaux d'adduction et distribution d'eau à Konakry..... 1.900.000^f

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

SEINE. — 25 juillet. — Tribunal de commerce : Rivière de Seine, établissement d'un quai..... 107.000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

RHÔNE. — 8 juillet. — Mairie de Lyon : construction de portes et grilles au parc de la Tête-d'Or..... 182.753

NANCY. — 8 juillet. — Guerre : construction de pavillons..... 186.027

TOUL. — 8 juillet. — Guerre : construction d'un bâtiment et d'un pavillon..... 195.000

ALPES (HAUTES-). — 11 juillet. — Sous-Préfecture de Briançon : travaux communaux..... 90.550

SEINE-INFÉRIEURE. — 12 juillet. — Mairie de Sotteville : construction d'une école..... 141.948

CHER. — 24 juillet. — Mairie de Saint-Amand : construction d'un groupe scolaire..... 89.068

SEINE. — 25 juillet. — Tribunal de Commerce : travaux de réorganisation à l'hôpital de Moisselles..... 180.404

SEINE. — 25 juillet. — Tribunal de Commerce : construction d'un bâtiment à la Maison de Nanterre.....	318.377 ^f
SEINE. — 27 juillet. — Tribunal de commerce : achèvement du monument crématoire.....	203.435
INDRE-ET-LOIRE. — 27 juillet. — Mairie de Tours : construction d'un lycée.....	662.807
SEINE. — 27 juillet. — Tribunal de commerce : travaux d'architecture du service des promenades pour quatre ans.....	167.000
PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 28 juillet. — Mairie de Prades : construction d'un groupe scolaire.....	136.700
SEINE-ET-OISE. — 30 juillet — Mairie de Versailles : restauration aux abattoirs.....	314.617
FINANCES. — 1 ^{er} août. — Préfecture de Marseille : construction d'une caserne de douaniers.....	3,750.598
BOUCHES-DU-RHÔNE. — 10 août. — Chambre de commerce de Marseille : construction d'un hangar.....	700.000

ROUTES ET CHEMINS.

SAVOIE (HAUTE-). — 9 juillet. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux.....	145.502
ALGÉRIE. — 17 juillet. — Préfecture de Constantine : construction de chemins d'intérêt commun.....	154.000
SEINE-ET-OISE. — 24 juillet. — Sous-Préfecture de Pontoise : travaux sur chemins vicinaux.....	145.600
EURE. — 24 juillet. — Préfecture : travaux sur route nationale et cylindrage des matériaux.....	177.200
SEINE. — 27 juillet. — Tribunal de commerce : travaux neufs et d'entretien des promenades et plantations pour trois ans. Montant annuel.....	315.000

CHEMINS DE FER.

PUY-DE-DÔME. — Prochain. — Préfecture : ligne de Saint-Éloy à Pauniat. — Tabliers métalliques.....	1.646.766
PUY-DE-DÔME. — Prochain. — Préfecture : ligne de Saint-Éloy à Pauniat. — Construction d'un viaduc.....	1.032.998
CANTAL. — 27 juillet. — Préfecture : ligne de Bort à Neussargues. — Travaux d'infrastructure.....	570.000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juin 1901.	Mai 1901.	Juin 1900.
Farine (Corbeil), les 157 kilogrammes.....	45 ^f 53 ^c	43 ^f 96 ^c	43 ^f 65 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes ..	27 37 ⁵	29 75	33 15
Alcool à 90 degrés, l'hectolitre	25 87 ⁵	27 85	39 25
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	57 75	60 75	50 00
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes...	82 87 ⁵	72 00	44 90
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	37 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	61 50	61 00	57 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	54 62	49 50	39 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	119 50	123 50	199 50
Soies grèges Cévennes, 2° qual. (à Lyon), le kil..	42 00	44 00	53 75
Fers marchands, les 100 kilogrammes mixtes (1 ^{re} classe)	"	"	20 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	170 00	173 90	204 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	360 00	361 00	315 00
Plomb, <i>idem.</i>	30 93	30 78	41 25
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	41 87	44 06	"
Blé à Paris, <i>idem.</i>	20 35	20 10	"
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	18 50	18 65	"
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	19 10	18 75	"
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette, le kilogramme.....	1 23	1 36	"
Viande veau, le kilogramme.....	1 81	1 97	"
— mouton, <i>idem.</i>	1 88	1 88	"
— porc, <i>idem.</i>	1 44	1 36	"

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine de juillet 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	27 ^f 390
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	39^f 613

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 304 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 608, soit à 0 fr. 61.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	1901. francs.	1900. francs.	EN PLUS en 1901. francs.	EN MOINS en 1901. francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	366.821.000	388.844.000	„	22.023.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.667.469.000	1.677.626.000	„	10.157.000
Objets fabriqués	395.184.000	431.714.000	„	36.530.000
TOTAL	2.429.474.000	2.498.184.000	„	68.710.000
DIMINUTION en 1901			68.710.000 ^f	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	388.329.000	369.920.000	18.409.000	„
Matières nécessaires à l'industrie	526.320.000	555.953.000	„	29.633.000
Objets fabriqués.	1.068.595.000	983.409.000	85.186.000	„
Colis postaux	122.091.000	108.903.000	13.188.000	„
TOTAL	2.105.335.000	2.018.185.000	116.783.000	29.633.000
DIMINUTION en 1901			87.150.000 ^f	

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} janvier au 24 juin 1901 ont été de 608.279.900 francs. Elles étaient à la même date, en 1900, de 629.931.500 francs, soit une diminution de 3,3 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS DE JUIN	
	1901.	1900.
Faillites	123	102
Liquidations judiciaires	12	15
Conversions de liquidations en faillites	"	1

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 30 juin 1901, il a été déposé 162 demandes en autorisation de bâtir, dont 136 pour des constructions neuves. Pendant le mois de juin 1900, le nombre des demandes avait été de 110, dont 94 pour des constructions neuves.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juin 1901, le Ministère du Commerce a été avisé de la création de 21 syndicats patronaux, 45 syndicats ouvriers, 5 unions de syndicats et 1 bourse du travail; total : 72.

Ces associations se répartissant comme suit d'après la date de leur fondation : juin, 1; mai, 7; avril, 6; mars, 13; février, 7; janvier, 27 et antérieurement au 1^{er} janvier 1901, 11.

Les dissolutions signalées sont au nombre de 3, dont 1 syndicat patronal, 1 syndicat ouvrier et 1 union de syndicats.

Les renseignements qui précèdent et ceux qui suivent concernent seulement les syndicats professionnels de l'industrie et du commerce (syndicats agricoles non compris).

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1°. — SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [16 septembre 1900]. — Syndicat des débitants de **boissons** du département de l'Ain (65 membres). Siège social : Bellegarde. — [20 janvier 1901]. — Syndicat des **cafetiers**, hôteliers, restaurateurs de Bourg et des environs (93 membres). Siège social : au domicile du président, faubourg de Lyon, 61, BOURG.

Bouches-du-Rhône [7 janvier 1901]. — Syndicat général des **industries chimiques** et commerces annexes (25 membres). Siège social : Société pour la défense du commerce, à MARSEILLE. — [10 février 1901]. — Syndicat des **experts** de l'Administration de la Guerre (26 membres). Siège social : rue d'Endoume, 43, MARSEILLE. — [18 janvier 1901]. — Chambre syndicale de la **parfumerie** de la ville de Marseille (26 membres). Siège social : rue Cannebière, 12, à MARSEILLE.

Cher [20 janvier 1901]. — Syndicat des **coiffeurs** de Saint-Amand et de l'arrondissement (10 membres). Siège social : rue Lafayette, 1, à SAINT-AMAND.

Hérault [1^{er} janvier 1901]. — Syndicat des loueurs de **futailles** de Cette et Mèze (35 membres). Siège social : quai Louis Pasteur, 9, à CETTE. — [23 janvier 1901]. — Comité du **vin** de France (150 membres). Siège social : rue Maguelonne, 17, à MONTPELLIER.

Nièvre [8 janvier 1901]. — Union des **limonadiers** de la Nièvre (30 membres). Siège social : place du Lycée, 4, à NEVERS.

Oise [24 mars 1901]. — Syndicat de la **presse** de l'Oise (35 membres). Siège social : rue de Solferino, 31, COMPIÈGNE.

Haute-Savoie [20 mars 1901]. — Syndicat patronal de l'**ameublement** d'Annecy (15 membres). Siège social : rue du Paquier, 18, à Annecy.

Seine [25 février 1901]. — Syndicat central des importateurs de **charbons** (24 membres). Siège social : rue Le Peletier, 31, à PARIS, 9^e. — [15 février 1901]. — Union amicale des négociants en **mercerie** et bonneterie en gros (37 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, PARIS, 1^{re}. — [25 mai 1901]. — Syndicat fédéré des **pharmaciens** (12 membres). Siège social : Bourse de commerce, PARIS, 1^{re}. — [16 février 1901]. — Syndicat des **remisiers à la Bourse de Paris** (70 membres). Siège social : rue Alfred-Stevens, 1, à PARIS, 9^e.

Seine-Inférieure [14 janvier 1901]. — Syndicat **cotonnier** de Bolbec-Lillebonne (15 membres). Siège social : BOLBEC. — [25 mars 1901]. Syndicat du commerce des **laines** (42 membres). Siège social : rue de la Bourse, 29, Le Havre.

Tarn [26 janvier 1901]. — Union des commerçants en **épicerie** et spiritueux au détail d'Albi (59 membres). Siège social : café glacier, place du Vigan, ALBI.

Vaucluse [1^{er} mars 1901]. — Chambre syndicale des **coiffeurs** d'Avignon (25 membres). Siège social : café de France, place de l'Hôtel-de-Ville, AVIGNON. — [30 mars 1901]. — Syndicat professionnel des **maitres-menusiers en bâtiments** de la ville de l'Isle (16 membres). Siège social : Hôtel de ville, L'ISLE.

Vienne (Haute-) [31 janvier 1901]. — Syndicat des **éleveurs de chevaux** du Limousin (200 membres). Siège social : cours Jourdan, 2 bis, LIMOGES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [18 novembre 1900]. — Chambre syndicale de l'Union des **tailleurs de pierre** et carriers de Divonne-les-Bains, Vesancy et des environs (29 membres). Siège social : DIVONNE-LES-BAINS.

Aisne [13 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et similaires de l'arrondissement de Château-Thierry (97 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à CHÂTEAU-THIERRY. — [24 mars 1901]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **boutons** et professions similaires (31 membres). Siège social : CRÉZANCY. — [22 avril 1901]. — *L'Indépendance*, syndicat des ouvriers **tullistes** et similaires réunis de l'arrondissement de Saint-Quentin (50 membres). Siège social : rue de Cambrai, 57, à SAINT-QUENTIN.

Alpes (Basses-) [20 janvier 1901]. — Syndicat des **cantonniers** et chefs cantonniers du département des Basses-Alpes (31 membres). — Siège social : DIGNE.

Alpes-Maritimes [24 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes**, sculpteurs et tourneurs sur bois de la ville de Nice (30 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE. — [5 avril 1901]. — Chambre syndicale des **garçons de magasin** et parties similaires de la ville de Nice (52 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE. — [1^{er} avril 1901]. — Association syndicale des élèves en **pharmacie** (44 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE.

Bouches-du-Rhône [17 janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers **peintres**, décorateurs, doreurs et vitriers réunis (90 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE. — [24 février 1901]. — Syndicat des ouvriers **portefaix**, emballeurs et meuniers du commerce (500 membres). Siège social : quai du Canal, 9, MARSEILLE.

Cher [23 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **useurs de grains** et parties similaires de Vierzon (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à VIERZON.

Côte-d'Or [21 mai 1901]. — Syndicat des employés et ouvriers des **tramways** de la ville de Dijon (54 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Garonne (Haute-) [20 janvier 1901]. — Association fraternelle des ouvriers **boulangers** de Toulouse (30 membres). Siège social : rue des Trois-Banquets, 7, à TOULOUSE. — [15 mai 1901]. — Union syndicale des **relieurs**, papetiers et cartonniers de la ville de Toulouse (5 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Hérault [1^{er} juin 1901]. — Syndicat des **manœuvres** et hommes de peine de Montpellier (14 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Isère [6 janvier 1901]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Bourgoin-Jallieu (200 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 26, à BOURGOIN.

Jura [septembre 1899]. — Syndicat des **horlogers** et mécaniciens de Morez (65 membres). Siège social : Cercle du travail, rue Notre-Dame, 2, MOREZ. — [1896]. — Syndicat des ouvriers **lunetiers** de Morez (75 membres). Siège social : Cercle du travail, rue Notre-Dame, MOREZ. — [Janvier 1900]. Syndicat des **scieurs** de Morez (30 membres). Siège social : Cercle du travail, rue Notre-Dame, 2, MOREZ.

Loir-et-Cher [28 avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et ébénistes de la ville de Blois (75 membres). Siège social : Bourse du travail, BLOIS.

Loire [septembre 1899]. — ERRATUM. — Syndicat des employés de la **batellerie** sur les canaux du Centre (50 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE.

Porté à tort comme patronal au *Bulletin de l'office du travail* du mois de mai 1901.

Loire (Haute-) [29 juillet 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** et similaires de Megecoste (200 membres). — Siège social : Bourse du travail, SAINTE-FLORINE.

Loire-Inférieure [2 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **tourneurs** sur bois de la ville de Nantes (15 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Maine-et-Loire [15 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvrières en **parapluies** de la ville d'Angers (96 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS.

Nièvre [3 février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Saint-Pierre-le-Moutier (11 membres). Siège social : SAINT-PIERRE-LE-MOÛTIER.

Nord [5 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs** en fer et en cuivre de Croix (30 membres). Siège social : rue de la Gare, au « Soleil levant », à CROIX. — [20 janvier 1901]. — Union de la **métallurgie** d'Onnaing et environs (? membres). Siège social : ONNAING. — [Mai 1890]. — Chambre syndicale ouvrière **textile** de Tourcoing et les environs (297 membres). Siège social : rue de la Malcense, 120, TOURCOING.

Rhône [15 avril 1901]. — Union syndicale des **blanchisseuses**, laveuses et repasseuses réunies de Lyon et la banlieue (90 membres). Siège social : cours Morand, 48, LYON. — [mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **fourreurs** et similaires (34 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON.

Seine [20 janvier 1901]. Association syndicale indépendante des ouvrières et ouvriers **blanchisseurs** de Courbevoie, Puteaux, Suresnes, Nanterre et Colombes (? membres). Siège social : COURBEVOIE. — [avril 1881]. — Chambre syndicale des ouvriers **billardiers** de la Seine (90 membres). Siège social : rue des Trois-Bornes, 31, PARIS, 11^e. — [10 janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** du 11^e arrondissement de Paris (31 membres). Siège social : rue Richard-Lenoir, 51, PARIS, 11^e. — [1^{er} février 1901]. — Union syndicale des **cantonniers** du service municipal et similaires de la ville de Paris (71 membres). Siège social : rue de Javel, 61, PARIS, 15^e. — [9 mai 1901]. — Chambre syndicale des **metteurs en couleur** de Paris (54 membres). Siège social : rue Saint-Nicolas, PARIS, 12^e. — [3 mars 1901]. — Syndicat des **employés** des mandataires et commissionnaires aux Halles centrales de Paris (29 membres). Siège social : boulevard Arago, 33, PARIS, 13^e. — [11 mai 1901].

— Union corporative des **employés du gaz** (573 membres). Siège social : boulevard Barbès, 2, PARIS 18^e. — [29 août 1897]. — Syndicat des ouvriers en **meubles** et sièges inodores du département de la Seine (3 membres). Siège social : avenue Ledru-Rollin, 80, PARIS 12^e. — [12 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers**, charretiers et manouvriers des brasseries du département de la Seine (156 membres). Siège social : rue du Château, 130, PARIS 14^e.

Seine-Inférieure [janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment du canton d'Elbeuf (42 membres). Siège social : Bourse du travail, ELBEUF. — [28 mars 1901]. — Syndicat des ouvriers **peintres** du Havre et de l'arrondissement (200 membres). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE.

Vaucluse [3 mars 1901]. — Syndicat des **cantonniers** de Vaucluse (202 membres). Siège social : hôtel de ville, L'ISLE. — [13 janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers des deux sexes **travailleurs de terre** de Valréas (14 membres). Siège social : café Jules, cours de Breteuil, à VALRÉAS.

Vienne (Haute-) [1^{er} janvier 1897]. — *La Prévoyante*, syndicat des ouvriers choisisseurs et emballeurs de **porcelaine** de Limoges (116 membres). Siège social : rue d'Alsace-Lorraine, 6, LIMOGES.

Vosges [4 janvier 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers**, plombiers, zingueurs, couvreurs, tôliers, fumistes d'Épinal (32 membres). Siège social : rue de l'Hôpital, 10, ÉPINAL. — [9 avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** d'Épinal (38 membres). Siège social : rue de l'Hôpital, 10, ÉPINAL.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [5 mars 1901]. — Syndicat général **cotonnier** (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : place Boieldieu, 1, à PARIS 2^e.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Cher [1901]. — Fédération départementale des syndicats **professionnels** du Cher (42 syndicats adhérents). Siège social : rue Cour-Sarlon, 42, BOURGES.

Jura [janvier 1900]. — Union des syndicats **ouvriers** de Morez (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Cercle du travail, rue Notre-Dame, MOREZ.

Haute-Savoie [19 janvier 1901]. — Fédération des syndicats **ouvriers** d'Annecy (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : ANNECY.

Vosges [6 mars 1901]. — Fédération des syndicats **ouvriers** des Vosges (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de l'Hôpital, 10, ÉPINAL.

5° BOURSE DU TRAVAIL.

Charente-Inférieure [1^{er} janvier 1901]. — Bourse du travail de Saintes (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Cuvilliers, 19, SAINTES.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICAT PATRONAL.

Doubs [2 novembre 1893]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **plomberie** et **zinguerie** de Besançon (11 membres). Siège social : BESANÇON.

2° SYNDICAT OUVRIER.

Allier [11 mars 1900]. — Union syndicale des ouvriers de l'Union des **produits chimiques** de Montluçon (190 membres). Siège social : édifice communal « la Ville-Gozet », MONTLUÇON.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine-et-Oise [18 octobre 1894]. — Comité de l'**alimentation** parisienne, section de Versailles (8 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Saint-Honoré, 1, VERSAILLES.

BIBLIOGRAPHIE.

ALLEMAGNE. — *Verwaltungsbericht der Stadt Leipzig für 1899.* (1 vol. in-4° de 669 pages; Leipzig, 1901, Duncker et Humblot.) — Rapport administratif de la ville de Leipzig, 1899.

— BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich.* (1 vol in-8°, de 234 pages; Berlin, 1901; Puttkammer et Mühlbrecht.) — Annuaire statistique de l'Empire allemand, 1901.

— DIRECTION DE L'INTÉRIEUR. — *Jahresberichte der Sächsischen Gewerbe Aufsichtsbeamten.* (1 vol. in-8°, de 375 pages; Berlin, 1901, Imprimerie impériale.) — Rapports annuels des Inspecteurs du travail en Saxe, 1900.

AUTRICHE. — *Bericht der Gewerbe-Inspectoren im Jahre 1900.* (1 vol. in-8° de 417 pages; Vienne, 1901, Imprimerie impériale.) — Rapport collectif des Inspecteurs du travail pour 1900.

ÉTATS-UNIS. — COMMISSAIRE FÉDÉRAL DU TRAVAIL. — *Fifteenth annual Report of the Commissioner of Labor.* (1 vol. in-8°, de 864 pages, Washington, 1900, Imprimerie du Gouvernement.) — 15^e Rapport annuel du Commissaire du travail, 1900.

Le présent volume renferme, sous forme de tableaux, les taux de salaires minima, moyens et maxima en vigueur pour la rémunération de la journée et de la semaine de travail dans un grand nombre de professions aux États-Unis, ainsi que la tarification et la durée du travail (minimum et maximum) à l'étranger. Ces calculs sont donnés pour chaque pays en tant qu'ils ont été fournis par quelque document officiel, et jusqu'à l'année 1900. L'ouvrage représente, dans l'ensemble, la matière de 714 rapports différents et d'à peu près 900,000 tarifs distincts, qui ont été groupés autour de 4,500 catégories ou spécialités de métiers environ. Les renseignements recueillis embrassent, en fait, la totalité des États et territoires des États-Unis et une centaine de contrées, colonies et provinces étrangères, dont ci-dessous la liste presque complète :

Algérie.	Iles Falkland.	Pérou.
Antique.	France.	Iles Philippines.
Argentine (République).	Allemagne.	Portugal.
Australie.	Gibraltar.	Porto-Rico.
Autriche-Hongrie.	Grande-Bretagne.	Russie.
Açores.	Grèce.	Saint-Christophe.
Iles de Bahama.	Guadeloupe.	Saint-Thomas.
La Barbade.	Iles d'Hawaï.	Samoa.
Belgique.	Honduras.	Saint-Domingue.
Iles Bermudes.	Irlande.	San Salvador.
Bolivie.	Italie.	Écosse.
Brésil.	Jamaïque.	Sénégal.
Guinée anglaise.	Japon.	Serbie.
Honduras anglais.	Corée.	Siam.
Indes anglaises.	Libéria.	Sierra Leone.
Canada.	Luxembourg.	Espagne.
Iles des Canaries.	Madagascar.	Établissements du Détroit.
Cap de Bonne-Espérance.	Iles Madère.	Suède.
Ceylan.	Malte.	Suisse.
Chili.	Martinique.	Île de Tabago.
Chine.	Mexique.	La Trinité.
Colombie.	Marocco.	Tripoli.
Corse.	Natal.	Tunis.
Costa-Rica.	Pays-Bas.	Turquie.
Cuba.	Terre-Neuve.	Turquie d'Asie.
Danemark.	Nouvelle-Zélande.	Uruguay.
Indes-Orientales hollandaises.	Nicaragua.	Vénézuéla.
Équateur.	Norvège.	Pays de Galles.
Angleterre.	Paraguay.	
Égypte.	Perse.	

FRANCE. — *Rapport et comptes-rendus des opérations de la Caisse d'épargne et de prévoyance des Bouches-du-Rhône.* (1 vol. in-4°, de 224 pages; Marseille, 1901, Barlatier.)

GRANDE-BRETAGNE. — *Statistical tables relating to the colonial and other possessions of the united Kingdom.* (1 vol. in-4°, de 855 pages; Londres, 1901, Darling and son.) — Tableaux statistiques relatifs aux Colonies et autres possessions du Royaume-Uni, 1897-1898.

HOLLANDE. — *Verlagen der Kamers van Arbeid over 1900.* (1 vol. in-8°, de 252 pages; La Haye, 1900, Van Cleef.) — Rapports des chambres de travail pour 1900 créées par la loi du 2 mai 1897 (voir *Bulletin* de juillet 1897, p. 476). Ces chambres de travail ont un rôle analogue à celui des conseils du travail créés en France par le décret du 17 octobre 1900. En trois ans, 76 de ces chambres de travail ont été créées aux Pays-Bas, et le compte rendu de leurs travaux témoigne de leur activité.

SUÈDE. — *Undersökning af den mekaniska verkstadsindustrien i Sverige.* (1 vol. in-8°, de 359 pages; Stockholm, 1901, Beckmans Boktryckeri.) — Enquête sur les conditions du travail dans les grands ateliers mécaniques.

ÉTATS-UNIS. — DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR. — *Population of the United States.* (1 vol. in-4°, de 480 pages; Washington, 1901, United States Census printing office.) Dénombrement des États-Unis, 1^{er} juin 1900.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de juillet, l'activité a été normale dans l'agriculture, la pêche, les carrières, les industries alimentaires, la fabrication de produits chimiques, de caoutchouc, de toiles cirées, la charpente, la menuiserie, l'ébénisterie, la carrosserie, les industries céramiques et la verrerie. Il y a eu reprise partielle dans l'imprimerie, la ganterie, la chapellerie, l'industrie sidérurgique, la construction mécanique; ralentissement dans l'horticulture, le travail des pierres, l'industrie minérale (houille), la mégisserie, la fabrique de chaussures, la gainerie, la filature et le tissage de coton, la bonneterie, la confection de vêtements. Bonne activité dans l'industrie lainière, la fabrication des draps des tapis et du velours.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 956 chambres syndicales, groupant 195.000 adhérents. Parmi ces syndicats, 749, groupant 161.000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 10.800, ce qui fait une proportion de 6,7 p. 0/0 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris).

Le travail, en juillet, a été jugé plus abondant que pendant le mois de juin par 13 p. 0/0 des syndicats, groupant 7 p. 0/0 des adhérents; aussi abondant, par 60 p. 0/0 des syndicats, groupant 43 p. 0/0 des adhérents; moins abondant, par 27 p. 0/0 des syndicats, comptant 50 p. 0/0 des adhérents.

Une autre appréciation du chômage professionnel est fournie par la comparaison des demandes et des offres de travail signalées à l'Office du travail par les bourses du travail et chambres syndicales ouvrières faisant le placement

de leurs adhérents. Les chiffres, pour les mois d'avril, mai et juin derniers, sont les suivants :

Nombre des demandes par 100 offres de travail, en avril 1901.....	167
en mai 1901.....	145
en juin 1901.....	146

SITUATION GÉNÉRALE (1).

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Pendant le mois de juillet, la pêche côtière a déployé une activité normale pour la saison; toutefois, les grandes chaloux au début du mois ont entravé la conservation du poisson frais et occasionné des pertes de marchandise. Sur la pêche hauturière, les syndicats n'ont fourni aucun renseignement. Pendant les 6 premiers mois de 1901, l'importation de la *morue salée* provenant en majeure partie de la grande pêche, a été de 3.281.000 francs, contre 6.669.000 francs en 1900 et 3.159.000 francs en 1899; et l'exportation a été de 6.863.000 francs, contre 8.283.000 francs en 1900 et 5.555.000 francs en 1899.

Chez les ouvriers agricoles, les travaux de la moisson ont commencé, et l'activité, en comparaison avec le mois précédent, ne se ralentit pas. Dans certaines régions, les moissonneurs se plaignent de la concurrence qui leur est faite par les faucheuses mécaniques et de la réduction considérable de main-d'œuvre qu'elles comportent. Chez les bûcherons, un grand nombre est employé à la moisson, dans certaines régions, néanmoins, le travail est jugé moins abondant que le mois précédent. Chez les horticulteurs et jardiniers, morte-saison d'été.

Parmi les syndicats qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, la proportion de ceux-ci, au 15 juillet, s'élevait à 14 p. o/o.

MINES. — La production houillère des bassins du Nord et du Pas-de-Calais pendant le premier semestre des années 1900 et 1901 est indiquée par le tableau ci-dessous (2) (deduction faite des déchets de triage) :

RÉGIONS.	1 ^{er} SEMESTRE 1900.	1 ^{er} SEMESTRE 1901.	EN PLUS pendant le 1 ^{er} SEMESTRE 1901.		EN MOINS pendant le 1 ^{er} SEMESTRE 1901.		PUITS D'EXTRACTION.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	p. o/o.	tonnes.	p. o/o.	
Bassin du Pas-de-Calais.....	7.385.235	7.192.945	"	"	195.296	2,65	78
Bassin du Nord.....	2.980.859	2.829.302	"	"	151.560	5,13	48
ENSEMBLE pour les deux bassins.	10.366.094	10.022.247	"	"	346.856	3,35	126

En ce qui concerne l'activité des mines pendant le mois de juillet 1901, les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 130.000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des exploitations minières pendant le mois de juillet 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et

(1) Les renseignements sur les importations et exportations sont extraits des *Documents statistiques de l'administration des douanes*, sur le commerce de la France pendant les six premiers mois de l'année 1901.

(2) D'après le *Bulletin du Comité des houillères*.

la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,57	"	"	14	68	18
Loire.....	5,64	"	"	4	84	12
Gard et Hérault.....	5,86	"	"	"	30	70
Provence (lignites).....	5,51	"	"	16	38	16
Tarn et Aveyron.....	5,88	"	"	"	18	82
Bourgogne et Nord-Est... Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne....	5,53 5,82	" "	" "	" "	65 47	35 53
ENSEMBLE pour la France.	5,62	"	"	9	63	28

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,85, il était de 5,91 en juillet 1900.

CARRIÈRES. — Dans les carrières, l'activité du travail ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le mois de juin. Le chômage moyen est de 5 p. o/o d'après les syndicats ouvriers.

Pendant le premier semestre de 1901, l'exportation des *meules à moudre* a été de 1.383.000 francs (1.452.000 francs en 1900 et 1.154.000 francs en 1899); celle des *pierres de construction brute* a été de 722.000 francs contre 784.000 francs en 1900 et 864.000 francs en 1899; en *ardoises* pour toitures, il a été exporté pour 1.964.000 francs, contre 2.461.000 francs en 1900 et 2.255.000 francs en 1899.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La proportion moyenne de chômeurs, pour les ouvriers boulangers, cuisiniers, pâtisseries, confiseurs, bouchers et charcutiers ressort à 7 o/o environ (9 p. o/o en juin). Parmi les syndicats de ces métiers qui ont répondu au questionnaire, 25 p. o/o des syndicats, groupant 45 p. o/o des syndiqués, estiment le travail plus abondant que le mois précédent; 50 p. o/o, avec 40 p. o/o des syndiqués, estiment qu'il n'y a pas de changement dans l'état d'activité du travail, enfin 5 p. o/o seulement des syndicats, avec 15 p. o/o des syndiqués, estiment qu'il y a diminution par rapport au mois précédent.

Chez les confiseurs, en particulier, le travail des fruits est en pleine activité.

Chez les cuisiniers, l'ouvrage est abondant comme chaque année à pareille époque; les offres sont nombreuses pour les villes d'eaux et les stations thermales.

En ce qui concerne la production des sucres, la quantité de betteraves travaillées, du 1^{er} septembre au 30 juin 1901, s'élève à 7.394.400 tonnes, au lieu de 8.717.400 tonnes pendant la période correspondante 1899-1900.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Pas de changement à signaler dans les industries chimiques proprement dites. Dans la plupart des usines à gaz, la durée du travail est réduite de 10 heures à 9 heures par jour, par suite de la réduction de la consommation pour l'éclairage. Dans les fabriques de caoutchouc et de toiles cirées, l'activité est station-

naire. Morte-saison dans divers centres, notamment à Paris, chez les papetiers, cartonniers, relieurs, régleurs.

Chez les typographes, appréciations diverses; les élections aux conseils généraux ont donné du travail à un certain nombre de maisons de la province; le chômage moyen, parmi les syndiqués (Paris non compris) ressort à 2,5 p. o/o. A Paris, il s'élève à 7 p. o/o environ. Dans l'ensemble, la situation est considérée comme meilleure qu'en juin, par 25 p. o/o des syndicats, groupant 12 p. o/o des syndiqués; comme stationnaire par 60 p. o/o des syndicats comptant 36 p. o/o des syndiqués, comme moins bonne par 15 p. o/o des syndicats, groupant 52 p. o/o des syndiqués. A Paris, en particulier, le ralentissement signalé déjà au précédent *Bulletin* continue à se faire sentir. Chez les dessinateurs lithographes, graveurs en écritures, graveurs sur bois, la morte-saison habituelle paraît sévir avec intensité.

CUIRS ET PEAUX. — La tannerie, la corroierie, la mégisserie sont, pour la plupart des régions, dans la même situation que le mois dernier. Le chômage indiqué est de 5 p. o/o pour l'ensemble des syndicats. Il y a tendance à l'amélioration chez les corroyeurs. La mégisserie est, au contraire, généralement moins bien pourvue que pendant le mois de juin. Dans l'industrie de la chaussure, ralentissement marqué; 50 p. o/o des syndicats comptant plus des trois quarts des syndiqués, déclarent avoir moins de travail; la morte-saison est d'ores et déjà commencée un peu partout. Proportion moyenne des chômeurs : 10 p. o/o environ. Avis divers chez les gantiers; ceux de Paris estiment la situation satisfaisante. Chez les gainiers, à Paris, morte-saison.

La proportion moyenne de chômeurs, relativement à la totalité des industries du cuir, ressort, d'après les réponses des syndicats, à un peu moins de 9 p. o/o, chiffre identique à celui du mois de juin.

TEXTILES. — Parmi les syndiqués de la filature et du tissage, la proportion de chômeurs s'élève à 13 p. o/o; l'état du travail est considéré comme stationnaire dans 74 p. o/o de syndicats groupant 68 p. o/o des syndiqués; en diminution par rapport au mois de juin, dans 26 p. o/o des syndicats, groupant 32 p. o/o des syndiqués. Dans la filature et le tissage de coton, accalmie à peu près générale; dans la région de Rouen, les métiers chôment un et parfois même deux jours par semaine; dans la région du Nord, ralentissement analogue. L'industrie lainière manifeste, au contraire, une bonne activité et une accentuation de la reprise. Le travail dans les filatures a été en hausse, notamment à Roubaix, Tourcoing, Avesnes. La fabrique de draps, à Elbeuf, se maintient en excellente situation. A Lyon, pas de chômeurs parmi les tisseurs. A Saint-Étienne, l'accalmie persiste chez les rubaniers; la fabrication du velours continue, par contre, à être bien alimentée. Situation sans changement chez les passementiers, tullistes, brodeurs, où le chômage moyen, pour l'ensemble de ces professions, est évalué par les syndicats à 20 p. o/o environ.

Dans la bonneterie, ralentissement sensible. Situation stationnaire chez les apprêteurs teinturiers. Bonne activité dans la fabrique de tapis.

Chez les tailleurs de vêtements et chez les ouvriers en confection, la morte-saison est à peu près générale. Pas de changements appréciables chez les coupeurs chemisiers. Dans la chapellerie, reprise partielle; à Paris, toutefois, la morte-saison se fait encore pleinement sentir.

Le chômage moyen, pour les groupes des industries textiles et du vêtement réunis, s'est élevé à 11 p. o/o (d'après 139 syndicats ouvriers). Il était de 20 p. o/o en juin.

Bois. — La situation se maintient bonne dans la généralité des industries du bois. Le chômage moyen s'élève à 7 p. o/o. Le travail est jugé plus abondant que le mois dernier par 18 p. o/o des syndicats, groupant 23 p. o/o des syndiqués; moins abondant, par 22 p. o/o des syndicats, avec 15 p. o/o des syndiqués; identique, par 60 p. o/o des syndicats, avec 62 p. o/o des syndiqués.

Dans la charpente et le sciage de long, accroissement du travail à Paris, Bordeaux, Libourne; pas de ralentissement à Bourges, Nantes (charpentiers en navire), Le Mans, Dunkerque, Saint-Amand, Auxerre, Valence, Agen. Dans la menuiserie, état stationnaire dans la plupart des localités; ralentissement à Paris, Beauvais, Boulogne-sur-Mer, Nantes, Périgueux. Rien à signaler touchant la fabrication du meuble, ni dans la carrosserie. Les sabotiers et galochiers sont en activité normale. La tonnellerie est bien pourvue de commandes, notamment à Paris, Orléans, Cette. L'accalmie continue dans la tabletterie. Dans la broserie, la fabrication des bouchons, travail normal.

MÉTAUX. — En ce qui concerne les fers, fontes et aciers, le mois de juillet a vu se conclure plus d'affaires que les mois précédents. La marine a conclu avec nos lamineurs des marchés assez importants, et les colonies ont adjugé de nombreux travaux; diverses compagnies de chemins de fer ont également fait certaines commandes importantes. Les laminaires du Nord ont augmenté d'un jour le travail hebdomadaire. A Paris, le marché des poutrelles a été actif; la construction métallique mieux alimentée. Dans la Meurthe-et-Moselle et les Ardennes, le travail augmente. Dans la Loire, l'activité est encore faible, les commandes sont toujours défaut; toutefois, le marché des usines de cette région a été moins pénible que les mois précédents.

Dans la serrurerie en bâtiment, travail soutenu. Ralentissement chez les ouvriers ferblantiers de la Bretagne; de même à Paris, chez les quincailliers, bronziers, orfèvres, mécaniciens de précision, horlogers, sertisseurs, bijoutiers en argent et opticiens. Dans le Doubs, situation satisfaisante pour l'horlogerie. Travail stationnaire en général dans la chaudronnerie.

Le chômage moyen, pour le groupe entier des métaux, ressort à 6 p. o/o, chiffre très voisin de ceux des mois précédents. C'est surtout dans la construction mécanique que l'impression d'une amélioration paraît se faire sentir parmi les syndicats ouvriers.

TAILLE DES PIERRES. — BÂTIMENT. — Chez les tailleurs de pierre, sculpteurs et marbriers, la proportion de chômeurs s'est relevée à 10 p. o/o; le travail est en baisse à Paris, Cousolre, Dunkerque et Bordeaux; partout ailleurs, la situation est jugée stationnaire. Chez les maçons, le chômage se maintient aux environs de 6 p. o/o; le travail est jugé plus abondant que le mois dernier dans 15 p. o/o des syndicats, groupant 26 p. o/o des syndiqués; identique dans 70 p. o/o des syndicats, groupant 62 p. o/o des syndiqués; moins abondant dans 15 p. o/o des syndicats, comptant 12 p. o/o des syndiqués. Dans cinq autres branches du bâtiment, il ne paraît pas y avoir de changement appréciable en comparaison avec le mois de juin.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — L'impression dominante pour ces industries est que l'activité du travail ne varie pas sensiblement. Les syndicats ne signalent pas de chômeurs. La briqueterie et la tuilerie sont en pleine activité, notamment dans les environs de Paris. Quelques verreries ont ralenti leur production dans le Nord et en Saône-et-Loire.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les cochers, camionneurs, charretiers, marins du commerce et bateliers, la situation n'a pas changé depuis le mois dernier. Le chômage moyen, indiqué par les syndicats, est de 10 p. o/o. Chez les ouvriers de la manutention, manœuvres, livreurs, ouvriers des docks, ports et entrepôts, le chômage moyen reste encore assez élevé, aux environs de 20 p. o/o. Dans divers ports, notamment, on signale un certain ralentissement.

Chez les employés du commerce et de l'alimentation, le chômage, d'après les syndicats, paraît être de 7 p. o/o environ. Une légère raréfaction du travail pour les employés de commerce se produit par l'effet de la morte-saison dans un certain nombre d'industries; par contre, les garçons de café, hôtels, restaurants ont des débouchés nombreux dans les villes d'eaux et de bains de mer. Chez les gens de maison, rien à signaler.

LES GRÈVES EN JUILLET 1901.

31 grèves ont été signalées en juillet à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part est de 5.489. Il y avait eu, en juillet 1900, 74 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 63.

Ces 31 grèves, dont 18 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	18
Demandes de diminution du temps de travail.....	4
Réduction de salaire.....	6
Demande de renvoi d'ouvriers.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	8
Réglementation du travail.....	4
Règlement d'atelier.....	3
Demande de suppression des amendes.....	1
Demandes de suppression de la retenue d'assurance.....	4
Demande de payement des frais de maladie par le patron.....	1
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 22 départements et on en a compté :

3 dans la Gironde; 2 dans la Charente-Inférieure, la Loire, la Marne, le Nord, la Seine et la Vaucluse et 1 dans 7 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Déchargeurs de navires, industries du bâtiment, 5 grèves; industries textiles, 4; boulangers, 3; allumettiers, travail des métaux, 2; ardoisiers, carriers, ouvriers en chaussures, employés et ouvriers de chemins de fer, ouvriers d'une fabrique de ciment, clisseuses de bouteilles, gabarriers, ouvriers d'une fabrique de papiers peints, tonneliers et verriers, 1 grève.

Des 31 grèves commencées en juillet, 26 ont pris fin après avoir duré :

Six, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; une, 3 jours; une, 4 jours; deux, 5 jours; trois, 6 jours; deux, 7 jours; une, 9 jours; une, 10 jours; une, 14 jours; une, 16 jours; une, 18 jours; deux, 21 jours, et une, 23 jours.

Si l'on y ajoute 11 grèves anciennes terminées depuis le 1^{er} juillet, après avoir duré respectivement, 126, 116, 99, 58, 49, 17, 17, 14, 13, 10 et 4 jours, on trouve 37 conflits terminés au cours du mois avec les résultats suivants :

5 réussites;
20 transactions;
12 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉ- SENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉE							
22 mars..	16 juillet.	Vrigne-aux-Bois..	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	40	1
28 mars..	1 ^{er} août..	Guerche-sur-Aubois	Cher.....	Cartonniers.....	1	150	2
10 avril..	18 juillet.	Rimogne.....	Ardennes.....	Ardoisiers.....	1	600	3
14 mai... 11 juillet.	Lyon.....	Rhône.....	Mécaniciens.....	1	250	4	
20 mai... 29 juillet.	Caluire.....	Rhône.....	Rubaniers.....	1	114	5	
10 juin... 14 juin..	Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Maçons et plâtriers..	"	150	6	
14 juin... 18 juin..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Fileurs.....	1	100	7	
18 juin... 20 juin..	Paris.....	Seine.....	Cochers.....	1	106	8	
20 juin... 24 juin..	Bagnères-de-Bigorre	Hautes-Pyrénées..	Typographes.....	1	9	9	
24 juin... 24 juin..	Cannes.....	Alpes-Maritimes..	Terrassiers, maçons et ma- nœuvres.....		600	10	
24 juin... 24 juin..	Villeneuve-sur-Lot.	Lot-et-Garonne...	Maçons.....		34	11	
24 juin... 25 juin..	Lyon.....	Rhône.....	Corroyeurs.....	1	140	12	
25 juin... 25 juin..	Vierzon.....	Cher.....	Porcelainiers.....		387	13	
25 juin... 28 juin..	Saint-Rémy.....	Calvados.....	Mineurs.....		80	14	
28 juin... 28 juin..	Saint-Amand.....	Nièvre.....	Potiers.....		43	15	
28 juin... 29 juin..	Montdragon-et-Graultet.	Tarn.....	Mégisiers.....	1	110	16	
29 juin... 1 ^{er} juillet.	Blois.....	Loir-et-Cher.....	Menuisiers.....	11	42	17	
GRÈVES COMMENCÉE							
1 ^{er} juillet.	5 juillet.	Montpellier.....	Hérault.....	Carriers.....	5	48	1
3 juillet.	4 juillet.	Halluin.....	Nord.....	Papiers peints (Ouvriers d'une fabrique de).....	1	90	2
3 juillet.	8 juillet.	Nîmes.....	Gard.....	Tonneliers.....	1	52	3
3 juillet.	10 juillet.	Tours.....	Indre-et-Loire...	Boulangers.....	87	100	4
4 juillet.	10 juillet.	Pantin et Aubervilliers.	Seine.....	Allumettiers.....	1	600	5
4 juillet.	17 juillet.	Lille.....	Nord.....	Constructeurs-mécaniciens..	1	100	6
8 juillet.	29 juillet.	Saint-Etienne.....	Loire.....	Veloutiers.....	12	800	7
8 juillet.	29 juillet.	Rochefort et Tonnay-Charente.	Charente-Inférieure	Déchargeurs de navires et ou- vriers des chantiers de bois.	3	600	8
8 juillet.	11 juillet.	Sorgues.....	Vaucluse.....	Terrassiers.....	1	43	9
10 juillet.	26 juillet.	Oran.....	Oran.....	Déchargeurs de charbon.....		50	10
10 juillet.	26 juillet.	Aix.....	Bouches-du-Rhône.	Allumettiers.....	1	100	11
11 juillet.	30 juillet.	Bordeaux.....	Gironde.....	Déchargeurs de charbon.....		300	12
12 juillet.	27 juillet.	Bordeaux.....	Gironde.....	Glisseuses de bouteilles.....	4	30	13
13 juillet.	17 juillet.	Angoulême.....	Charente.....	Boulangers.....	34	150	14
16 juillet.	17 juillet.	Apt.....	Vaucluse.....	Terrassiers (chemin de fer ..	1	40	15
16 juillet.	8 août..	Reims.....	Marne.....	Appréteurs.....	1	210	16
17 juillet.	23 juillet.	Bastia.....	Corse.....	Chemin de fer (Employés et ouvriers de).....	1	84	17
18 juillet.	19 juillet.	Calais.....	Pas-de-Calais...	Déchargeurs de bois.....	1	122	18
20 juillet.	22 juillet.	La Rochelle.....	Charente-Inférieure	Déchargeurs de navires.....	2	130	19
20 juillet.	25 juillet.	St-Etienne, Rive-de-Gier, le Cham- bon et Firminy.	Loire.....	Boulangers.....		200	20

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du Travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUILLET 1901 (1).

1	Réduction de salaire.....	Transaction.	
2	Demandes de suppression des amendes et d'augmentation de salaire.	Transaction.	
3	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de suppression des amendes.	Transaction.	
4	Demandes de renvoi d'un contremaître et d'augmentation de salaire.	Transaction.	
5	Demande de renvoi du directeur.....		
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....		
8	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.		
9	Demande d'augmentation de salaire.....		
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
11	Demande de diminution du temps de travail.....		
12	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....		
14	Demandes de réintégration d'un surveillant et de renvoi d'un sous-ingénieur.	Échec.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
16	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	L'usine de Montdragon a été fermée.
17	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	

EN JUILLET 1901.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	5 grévistes congédiés.
2	Réduction de salaire et demande de suppression de la retenue d'assurance.	Réussite.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
5	Demandes d'augmentation de salaire et règlement d'atelier.	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....		
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix à Tonnay-Charente.
9	Demande d'augmentation de salaire.....		
10	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
11	Réglementation du travail.....	Transaction.	Le travail a été repris provisoirement le 11.
12	Demandes de renvoi d'un ouvrier, d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.		
13	Réduction de salaire.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Arbitrage. 20 grévistes congédiés.
15	Demandes de suppression de la retenue d'assurance et de payement, par le patron, des frais de maladie.	Échec.	2 grévistes congédiés.
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	24 grévistes congédiés.
17	Demande d'augmentation de salaire, règlement d'atelier..	Transaction.	Arbitrage.
18	Réglementation du travail.....	Réussite.	
19	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
20	Demande d'augmentation de salaire, réglementation du travail.	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPONSE.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES:							
20 juillet.	30 juillet.	Roubaix	Nord	Fileurs et rattacheurs.....	1	36	21
22 juillet.	29 juillet.	Bordeaux	Gironde.....	Gabariers-leteurs.....	5	60	22
22 juillet.	12 août...	Macheconl.....	Loire-Inférieure..	Maçons		45	23
23 juillet.	24 juillet.	Tenay.....	Ain.....	Ciment (Ouvriers d'une fa- brique de).	1	12	24
23 juillet.	.....	Montluçon.....	Allier.....	Mouleurs en fer	1	500	25
24 juillet.	26 juillet.	Romilly-sur-Ande- lle.	Eure.....	Verriers.....	1	50	26
24 juillet.	.....	Combrée.....	Maine-et-Loire...	Ardoisiers.....	1	720	27
30 juillet.	31 juillet.	Champagne.....	Seine-et-Marne...	Maçons		50	28
30 juillet.	1 ^{er} août ..	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Monteurs et coupeurs en chaussures.	1	80	29
31 juillet.	3 août...	Reims.....	Marne.....	Tisseurs de laine.....	1	57	30
31 juillet.	6 août ..	Paris.....	Seine.....	Taillleurs de pierres	1	30	31

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

8 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en juillet à la Direction du Travail.

1^o Grève de tonneliers à Nîmes. Les 52 ouvriers tonneliers de la maison Larouzière Hérisson à Nîmes (Gard) réclamaient une augmentation de 50 centimes par futaile de 220 litres. Ils se mirent en grève le 3 juillet à la suite du refus des patrons de leur accorder satisfaction. Sur l'initiative du juge de paix, un comité de conciliation se réunit le 9 et ne fit que sanctionner l'accord qui s'était établi, la veille, entre les parties, moyennant 30 centimes d'augmentation par pièce.

2^o Grève de boulangers à Tours. — Sur le refus de la chambre syndicale des patrons boulangers de Tours d'accorder aux ouvriers un salaire minimum de 5 francs, ceux-ci se sont mis en grève le 3 juillet, au nombre d'une centaine, chez 87 patrons, en demandant une augmentation de 1 franc par jour. Les patrons proposèrent, sans succès, un salaire variant de 4 à 6 francs par jour, selon le nombre des fournées. Le juge de paix intervint alors et une transaction fut conclue, le 10 juillet, au cours de la réunion du comité de conciliation. Les salaires, sauf entente contraire entre ouvriers et patrons, seront désormais de 4 fr. 50 pour 3 fournées et au-dessous, de 5 francs pour 4 fournées et 1 franc en plus pour chaque fournée supplémentaire. Le travail reprit le 10 juillet au soir.

3^o Grève des déchargeurs de navires de Tonnay-Charente. — Les déchargeurs de charbon et les ouvriers des chantiers de bois de Rochefort, en grève depuis le 8 juillet, se sont rendus, le 15, à Tonnay-Charente (Charente-Inférieure) et ont décidé leurs collègues de ce port à faire grève par solidarité. Un comité de conciliation s'est réuni, le 17, sur l'initiative du juge de paix et les gré-

N ^{OS} DES REVEND.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUILLET 1901. (Suite.)			
21	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
22	Réduction de tarif.....	Réussite.	
23	Demandes d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue d'assurance.	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
25	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....	
26	Réglementation du travail.....	Transaction.	
27	Réduction de salaire.....		
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
29	Demandes de réintégration d'un ouvrier et de suppression des amendes.	Transaction.	
30	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
31	Demandes d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue d'assurance.	Échec.	

vistes ont accepté de reprendre le travail, le 18, aux conditions suivantes : salaire de 5 fr. 50 pour 10 heures de travail et 75 centimes pour les heures supplémentaires et le travail du dimanche.

4^e Grève des boulangers d'Angoulême. — Le 13 juillet au soir, les 150 ouvriers occupés dans les 34 boulangeries d'Angoulême (Charente) se sont mis en grève pour obtenir les salaires suivants, établis par le syndicat ouvrier :

Brigadiers : 5 francs par jour ou 35 francs par semaine.
Pétrisseurs : 4 fr. 50 — ou 32 fr. 20 —

Réunis en comité de conciliation, le 23 et le 24, sur la convocation d'office du juge de paix, les délégués des parties se sont mis d'accord sur les revendications accessoires formulées, mais n'ont pu s'entendre sur la question des salaires. Deux arbitres, nommés le 25 par les patrons et les ouvriers, ont dû, à leur tour, faire appel à un tiers arbitre. La sentence arbitrale, rendue le 26, accorde les salaires moyens de 4 fr. 285, soit 30 francs par semaine aux brigadiers, et de 3 fr. 80 ou 26 fr. 60 par semaine aux pétrisseurs.

5^e Grève d'employés et ouvriers de chemin de fer à Bastia. — De nombreuses revendications ayant trait notamment aux conditions d'avancement et de commissionnement, aux retraites, au paiement de la solde en cas de maladie et au repos hebdomadaire avaient été formulées, depuis plusieurs mois, par le personnel de la Compagnie des chemins de fer départementaux (réseau de la Corse). La compagnie avait donné satisfaction partielle à ces demandes, sauf sur la question de classement et de retraites. Les concessions faites furent jugées insuffisantes, rejetées en bloc le 1^{er} juin; enfin, le 17 juillet, les 84 agents de la Compagnie abandonnèrent leurs postes. Aux revendications anciennes, les grévistes ajoutaient une demande d'augmentation de salaire d'environ 60 p. 100 pour le personnel supérieur et de 30 p. 100 pour les agents subalternes.

Le juge de paix invita les parties à recourir à l'application de la loi du 27 décembre 1892 et une première réunion de conciliation eut lieu le 20. Elle ne donna aucune suite, le Directeur n'ayant pas les pouvoirs nécessaires pour traiter. Dans une seconde réunion à laquelle assistait cette fois un représentant de la Compagnie, les grévistes proposèrent l'arbitrage du Président du Tribunal civil. Cette offre fut acceptée et la reprise du travail décidée pour le lendemain 23.

La sentence arbitrale, remise le 1^{er} août au juge de paix, modifie, sur plusieurs points, les concessions accordées par la Compagnie, mais le Directeur a promis de maintenir telles quelles les propositions qu'il avait faites aux grévistes dès le début du conflit.

6° Dans la grève des **déchargeurs de charbon et ouvriers des chantiers de bois de Rochefort** (Charente-Inférieure), un comité de conciliation s'est réuni le 16 juillet, sur l'initiative du juge de paix. Seuls, les patrons de la catégorie des bois ont consenti à transiger avec leurs ouvriers, mais leur offre (15 centimes d'augmentation par jour) a été repoussée et aucune entente n'a pu s'établir. Les ouvriers ont repris le travail le 29 juillet à la suite d'une transaction conclue directement avec leurs patrons.

7° et 8°. Dans les grèves des **mouleurs en fer de Montluçon** (Allier) et des **fileurs et rattacheurs de l'usine Dillies-Catteau à Roubaix** (Nord), les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation sollicitée par les ouvriers.

RAPPORTS SUR L'APPLICATION
PENDANT L'ANNÉE 1899
DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN FRANCE (1).

Rappelons que les circonscriptions d'inspection entre lesquelles la France est partagée pour l'application des lois réglementant le travail sont les suivantes :

1^{re} CIRCONSCRIPTION. (Siège : Paris.)

Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise.

2^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Tours.)

Allier, Cher, Creuse, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Vienne et Haute-Vienne.

3^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Dijon.)

Aube, Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Nièvre, Haut-Rhin, Haute-Saône, Saône-et-Loire et Yonne.

4^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Nancy.)

Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges.

5^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Lille.)

Nord, Pas-de-Calais et Somme.

6^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Rouen.)

Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Oise, Orne et Seine-Inférieure.

7^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Nantes.)

Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres et Vendée.

8^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Bordeaux.)

Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées et Hautes-Pyrénées.

9^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Toulouse.)

Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Haute-Garonne, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn-et-Garonne.

10^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Marseille.)

Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Var et Vaucluse.

11^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Lyon.)

Ain, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

(1) Voir *Bulletin* de juin.

**RÉCAPITULATION, PAR CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION,
DES NOMBRES D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS EXISTANTS SOUMIS AUX LOIS
SUR LE TRAVAIL.**

Nos des circon- scrip- tions.	RÉSIDENCES des inspecteurs divisionnaires.	NOMBRE APPROXIMATIF DES ÉTABLISSEMENTS				TOTAL des établisse- ments.
		soumis				
		aux lois de 1848, 1892 et 1893.	aux lois de 1892 et 1893.	aux lois de 1848 et 1893.	à la loi de 1893 seule.	
1 ^{re} .	Paris.....	5.453	24.482	3.275	6.745	39.955
2 ^e .	Tours.....	1.569	7.761	1.624	8.264	19.218
3 ^e .	Dijon.....	1.834	5.774	2.722	6.188	16.518
4 ^e .	Nancy.....	2.785	7.647	2.012	11.280	23.724
5 ^e .	Lille.....	5.000	11.958	3.766	13.723	34.447
6 ^e .	Rouen.....	1.969	13.754	730	13.877	30.330
7 ^e .	Nantes.....	2.312	22.017	2.474	17.503	44.306
8 ^e .	Bordeaux.....	2.415	22.441	4.063	26.464	55.383
9 ^e .	Toulouse.....	1.411	5.015	1.018	4.782	12.226
10 ^e .	Marseille.....	2.450	6.479	1.551	4.545	15.025
11 ^e .	Lyon.....	3.891	6.551	2.807	5.294	18.543
TOTAUX.....		31.089	133.879	26.042	118.665	309.675

Nos des circon- scrip- tions.	RESIDENCES des inspecteurs divisionnaires.	n'occupant aucun ouvrier lors de la visite.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS				TOTAL des établisse- ments.
			soumis				
			aux lois de 1848, 1892 et 1893.	aux lois de 1892 et 1893.	aux lois de 1848 et 1893.	à la loi de 1893 seule.	
1 ^{re} .	Paris.	1.864	4.432	20.073	2.288	4.432	33.089
2 ^e .	Tours.	592	743	3.053	622	2.607	7.617
3 ^e .	Dijon.	127	1.391	2.672	1.045	2.369	7.604
4 ^e .	Nancy.	2.212	2.359	2.600	937	2.851	10.959
5 ^e .	Lille.	290	3.366	3.451	1.487	1.159	9.753
6 ^e .	Rouen.	194	1.710	3.861	529	1.622	7.916
7 ^e .	Nantes.	324	669	3.743	409	1.889	7.034
8 ^e .	Bordeaux.	627	1.121	4.277	671	2.350	9.046
9 ^e .	Toulouse.	605	944	2.054	589	1.334	5.526
10 ^e .	Marseille.	246	2.093	4.468	892	3.145	10.844
11 ^e .	Lyon.	1.063	2.801	3.448	1.851	3.263	12.426
TOTAUX.		8.144	21.629	53.700	11.320	27.021	121.814

(1) Voir *Bulletin* de juin.

RÉPARTITION PAR CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DU NOMBRE APPROXIMATIF : 1^o DES ÉTABLISSEMENTS EXISTANTS
SOUIS AUX LOIS SUR LE TRAVAIL; 2^o DE LEUR PERSONNEL.

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS divisionnaires.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS			PERSONNEL EXISTANT.					OBSERVATIONS.			
		avec un personnel exclusif- ment féminin.	avec un personnel mixte.	avec un personnel d'hommes adultes seulement	ENFANTS au-dessous de 18 ans.		FILLES mineures de 18 à 21 ans.	FILLES majeures et femmes.	HOMMES au-dessus de 18 ans.		TOTAL du personnel existant.		
					Garçons.	Filles.			Dans les établis- sements à personnel mixte.			Dans les établis- sements n'occupant que des hommes.	
													TOTAL.
1 ^{re} .	Paris	14.144	15.491	10.020	31.067	28.219	18.543	96.459	189.552	67.568	257.120	431.408	
2 ^e .	Tours	3.166	6.164	9.888	12.963	11.045	6.679	18.827	47.204	35.310	82.514	132.028	
3 ^e .	Dijon	2.090	5.518	8.910	18.101	12.309	7.310	22.056	91.811	37.520	129.331	189.107	
4 ^e .	Nancy	4.418	6.014	13.292	26.019	19.697	9.655	41.752	107.228	37.701	184.929	282.052	
5 ^e .	Lille	4.614	12.344	17.489	50.235	37.544	26.668	60.589	223.798	62.865	286.663	461.699	
6 ^e .	Rouen	6.425	9.298	14.607	22.306	21.016	13.692	37.483	104.939	54.653	159.592	254.089	
7 ^e .	Nantes	9.538	14.791	19.977	22.950	23.270	10.858	40.401	71.979	58.430	130.409	227.888	
8 ^e .	Bordeaux	9.157	15.699	30.527	14.054	18.323	10.746	29.998	59.222	78.132	137.354	210.475	
9 ^e .	Toulouse	2.729	3.697	5.800	5.317	6.479	6.094	19.455	31.980	17.545	49.525	86.870	
10 ^e .	Marseille	2.892	6.037	6.096	9.877	18.710	16.821	39.995	63.032	29.380	92.412	177.815	
11 ^e .	Lyon	3.924	6.518	8.101	16.443	23.863	29.038	55.616	99.677	37.501	137.178	262.138	
	Totaux ...	63.397	101.571	144.707	229.332	220.475	156.104	462.631	1.130.422	516.605	1.647.027	2.715.569	

RÉCAPITULATION PAR CIRCONSCRIPTION ET CLASSIFICATION
D'APRÈS LE NOMBRE

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS divisionnaires.	ÉTABLISSEMENTS					
		10 OUVRIERS au plus.		de 11 à 20 OUVRIERS.		de 21 à 50 OUVRIERS.	
		Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seu- lement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seu- lement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seu- lement.
1 ^{re} .	Paris.....	23.590	8.094	3.219	1.109	1.928	576
2 ^e .	Tours.....	8.131	9.528	508	229	394	96
3 ^e .	Dijon.....	5.879	8.321	683	395	510	160
4 ^e .	Nancy.....	7.586	12.560	1.073	466	767	192
5 ^e .	Lille.....	12.298	16.304	1.681	743	1.240	318
6 ^e .	Rouen.....	13.047	13.726	1.123	577	768	223
7 ^e .	Nantes.....	22.191	19.428	907	368	708	146
8 ^e .	Bordeaux.....	22.971	29.808	1.059	481	524	115
9 ^e .	Toulouse.....	5.079	5.415	639	259	448	108
10 ^e .	Marseille.....	6.315	5.494	944	370	1.068	178
11 ^e .	Lyon.....	7.224	7.234	1.252	528	1.016	265
	TOTAUX.....	134.311	136.002	13.088	5.525	9.371	2.377

DES ÉTABLISSEMENTS EXISTANTS SOUMIS AUX LOIS SUR LE TRAVAIL,
DE LEURS OUVRIERS.

OCCUPANT								RÉCAPITULATION		NOMBRE	PROPOR-
de 51 à 100 OUVRIERS.		de 101 à 200 OUVRIERS.		de 201 à 500 OUVRIERS.		plus de 500 OUVRIERS.				TOTAL des établisse- ments in- dustriels.	TIONNA- LITÉ des établisse- ments n'occu- pant pas plus de 10 ouvriers.
Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seu- lement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seu- lement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seu- lement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seu- lement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seu- lement.		p. 100.
700	168	300	50	152	18	46	5	29.935	10.020	39.955	79,6
171	26	63	8	44	1	19	"	9.330	9.888	19.218	91,8
249	20	117	14	102	"	38	"	7.608	8.910	16.518	86,0
434	61	339	13	188	"	45	"	10.432	13.292	23.724	84,9
746	98	578	18	336	7	79	1	16.958	17.489	34.447	83,0
415	58	219	14	108	6	43	3	15.723	14.607	30.330	88,0
333	28	126	6	47	1	17	"	24.329	19.977	44.306	93,0
192	19	82	13	21	1	7	"	24.836	30.527	55.363	95,0
164	15	65	1	24	2	7	"	6.426	5.800	12.226	85,8
392	38	146	11	43	4	21	1	8.929	6.096	15.025	78,6
444	57	279	15	177	2	50	"	10.442	8.101	18.543	78,0
4.240	588	2.344	163	1.242	42	372	10	164.968	144.707	309.675	87,3

RÉPARTITION PAR CIRCONSCRIPTIONS DU PERSONNEL RENCONTRÉ DA
ET COMPARAISON ENTRE L.

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS divisionnaires.	NOMBRE des ÉTABLISSEMENTS VISITÉS			ENFANTS DE 12 À 13 ANS ayant le certificat médical et le certificat d'études (1882)			NOMBRE D'ENFANTS DE 13 À 18 ANS		
		en	en	Différence pour 1899.	en	en	Différence pour 1899.	en	en	Différence pour 1899.
		1898.	1899.		1898.	1889.		1898.	1899.	
1 ^{re} .	Paris.....	32.613	33.089	+ 476	326	312	— 14	48.653	48.422	— 23
2 ^e .	Tours.....	8.048	7.617	— 431	82	75	— 7	15.171	12.586	— 2.58
3 ^e .	Dijon.....	7.210	7.604	+ 394	105	109	+ 4	23.440	24.098	+ 64
4 ^e .	Nancy.....	11.152	10.959	— 193	216	201	+ 75	33.475	35.450	+ 1.97
5 ^e .	Lille.....	9.609	9.753	+ 144	443	414	— 29	59.164	60.153	+ 98
6 ^e .	Rouen.....	7.932	7.916	— 16	189	273	+ 84	29.323	30.731	+ 1.40
7 ^e .	Nantes.....	7.778	7.034	— 744	181	172	— 9	16.265	15.356	— 90
8 ^e .	Bordeaux.....	9.085	9.046	— 39	72	57	— 15	10.087	13.167	+ 3.08
9 ^e .	Toulouse.....	6.039	5.526	— 513	9	19	+ 10	7.854	6.871	— 98
10 ^e .	Marseille.....	10.874	10.844	— 30	195	125	— 70	26.293	24.118	— 2.17
11 ^e .	Lyon.....	12.267	12.426	+ 159	130	180	+ 50	31.850	31.894	+ 4
	TOTAUX.....	122.607	121.814	— 793	1,948	2.027	+ 79	301.581	302.816	+ 1.24

LES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS EN 1899 PAR LE SERVICE DE L'INSPECTION,
ANNÉES 1898 ET 1899.

NOMBRE de FILLES MINEURES et de femmes			NOMBRE des OUVRIERS ADULTES			PROPORTION POUR CENT, EN 1899, par rapport au personnel total,			NOMBRE TOTAL des OUVRIERS ET OUVRIÈRES		
en 1898.	en 1899.	Différence pour 1899.	en 1898.	en 1899.	Différence pour 1899.	des enfants de moins de 18 ans.	des filles et femmes de tout âge.	des enfants et des femmes.	en 1898.	en 1899.	Différence pour 1899.
						p. 100.	p. 100.	p. 100.			
95.860	100.470	+ 4.610	203.820	193.558	— 10.262	14,2	29,3	43,5	348.659	342.762	— 5.897
16.674	12.811	— 3.863	54.521	47.494	— 7.027	17,3	17,6	34,9	86.448	72.966	— 13.482
24.308	21.821	+ 513	93.735	98.278	+ 4.543	16,4	16,8	32,3	141.597	147.306	+ 5.709
37.882	43.753	+ 5.871	140.953	135.122	— 5.831	16,6	20,4	37,0	212.526	211.616	+ 2.090
59.314	58.865	— 449	187.155	186.831	— 324	19,8	19,2	39,0	306.076	306.263	+ 187
39.769	40.700	+ 931	101.286	104.293	+ 3.007	17,6	23,2	40,7	170.567	175.997	+ 5.430
27.473	19.541	— 7.932	50.794	50.437	— 357	18,2	22,8	41,0	94.713	85.506	— 9.207
20.058	22.629	+ 2 571	45.105	53.604	+ 8.499	14,8	25,3	40,1	75.322	89.457	+ 14.135
16.504	15.057	— 1.507	32.310	29.991	— 2.319	13,3	29,0	42,3	56.737	51.938	— 4.799
49.004	49.572	+ 568	83.260	79.100	— 4.160	15,8	32,4	48,3	158.752	152.915	— 5.837
72.627	73.051	+ 424	116.966	116.488	— 478	14,5	33,0	47,4	221.573	221.613	+ 40
459.533	461.270	+ 1.737	1.109.905	1.095.196	— 14.709	15,4	27,8	41,2	1.872.970	1.861.339	— 11.631

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES
DES CONSÉQUENCES DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1899.

GROUPES D'INDUSTRIES.		MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE (sans les yeux).	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS et aux mains.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES et aux pieds.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	SIEGE DES BLESSURES INCOGNÉ.	TOTAUX.
NUMÉROS.	DÉSIGNATION.												
I	Alimentation.....	33	214	169	1.155	928	1.738	1.325	104	1	•	41	5.708
II	Bois (Industrie du)....	11	112	114	708	1.064	698	521	37	•	•	21	3.286
III	Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des).....	77	345	396	1.311	1.599	2.839	1.654	171	3	•	38	8.433
IV	Chimiques (Industries).	24	102	129	960	987	943	728	46	•	•	4	3.923
V	Construction.....	214	901	577	2.759	2.407	4.772	4.142	321	1	1	151	16.246
VI	Cuir et peaux.....	3	28	32	293	370	233	179	15	•	•	8	1.161
VII	Eau, chauffage, éclairage.....	13	86	78	468	440	583	407	27	1	•	7	2.110
VIII	Imprimerie.....	3	23	7	162	181	135	73	7	•	•	2	596
IX	Industrie textile.....	21	267	166	1.605	2.243	1.499	1.011	46	4	•	5	6.867
X	Machines, outils, instruments de précision, appareils.....	38	439	926	2.125	2.854	2.374	1.262	125	1	1	267	10.412
XI	Métallurgiques (Usines).	35	466	786	2.682	2.659	4.717	2.165	111	•	•	113	13.765
XII	Métaux (Travail des)...	15	140	361	1.064	1.462	874	485	31	•	1	13	4.446
XIII	Moulins.....	17	21	12	147	97	168	191	13	•	•	3	669
XIV	Papiers, cartons.....	7	39	25	298	314	271	232	22	•	•	3	1.211
XV	Pierres et terres (Industries des).....	28	119	127	902	709	1.161	762	71	1	1	10	3.891
XVI	Vêtements et accessoires.	•	13	5	90	122	52	43	5	•	•	1	331
XVII	Industries diverses.....	13	19	10	142	165	185	135	14	1	•	•	687
	TOTAUX.....	552	3.334	3.920	16.871	18.637	23.212	15.316	1.166	13	4	687	83.742

NOMBRE DES VICTIMES D'ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1898
SUIVANT LES CONSÉQUENCES ET LES CAUSES MATÉRIELLES DES ACCIDENTS.

CAUSES MATÉRIELLES DES ACCIDENTS.													
Nuéros.	DÉSIGNATION.	MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE sous les yeux.	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS ET AUX MAINS.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES ET AUX PIEDS.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉSIONS INTERES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	SIEGE DES BLESSURES INCONNU.	TOTAUX.
I	Moteurs.....	10	11	2	83	98	39	34	3	"	"	"	280
II	Transmissions.....	32	41	11	342	363	88	98	12	"	"	"	987
III	Machines-outils, métiers, etc.	20	249	337	2.407	4.704	679	420	27	"	"	"	8.843
IV	Ascenseurs, grues, appareils de levage.....	7	73	4	205	242	178	128	10	"	"	"	847
V	Chaudières à vapeur, auto- claves, etc.....	5	16	22	46	18	28	20	"	"	"	"	164
VI	Explosifs (poudre, dyna- mite, etc.).....	19	32	30	25	23	13	37	"	3	"	"	182
VII	Matières incandescentes, brû- lantes, corrosives.....	16	309	962	1.756	485	1.893	791	11	"	"	"	6.233
VIII	Éboulements, chutes d'ob- jets.....	70	904	393	2.044	2.213	6.537	1.658	106	"	"	4	13.959
IX	Chute (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un esca- lier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	229	794	160	2.431	1.044	5.605	5.842	342	1	4	29	16.481
X	Manutention des fardeaux..	27	261	105	2.785	3.458	3.632	2.681	516	"	"	7	13.472
XI	Conduite des voitures, acci- dents causés par les ani- maux.....	58	84	11	378	214	935	730	50	"	"	"	2.469
XII	Outils à main (marteaux, haches, scies, etc.).....	1	267	617	1.968	2.808	1.030	527	21	"	"	"	7.239
XIII	Causes diverses.....	58	293	1.266	2.401	2.937	2.585	2.332	68	9	"	647	12.596
	TOTAUX.....	552	3.334	3.920	16.871	18.637	23.212	15.316	1.466	13	4	687	83.742

RECAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1899 D'APRÈS LEURS CAUSES MATÉRIELLES.

GROUPES D'INDUSTRIES.															
NUMEROS.		DESIGNATION.													
		MOTEURS.	TRANSMISSIONS.	MACHINES-OUTILS. METIERS, ETC.	ASCENSEURS, GRUES, APPAREILS DE LEVAGE.	CHAUDIÈRES A VAPEUR, AUTOMATES, ETC.	EXPLOSIFS (POUDRE, DYNAMITE, ETC.)	MATIÈRES INCANDESCENTES, BRILLANTES, CORROSIVES.	BOULEMENTS, CHUTES D'OBJETS.	CHUTE (de l'ouvrier du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	MANUTENTION des PARREAUX.	CONDUITES DES VOITURES, accidents causés par les animaux.	OUTILS A MAIN, (MARTEAU, HACHES, scies, rabots, etc.)	CATUSES	
I	Alimentation.....	35	96	321	70	32	43	341	706	1.264	930	365	342	862	5.707
II	Bois (Industrie du).....	10	43	729	12	3	1	43	518	439	439	78	559	412	3.286
III	Chemin de fer (Construction et réparation du matériel des).....	51	31	385	82	42	22	382	1.440	1.882	1.634	256	804	1.060	8.432
IV	Chimiques (Industries).....	11	54	254	25	14	20	700	455	672	587	115	215	801	3.923
V	Construction.....	8	25	362	117	2	28	295	3.601	5.509	2.836	471	1.780	1.788	16.222
VI	Cuir et peaux.....	1	28	181	4	3	"	36	86	311	109	36	219	146	1.160
VII	Eau, chauffage, éclairage.....	15	12	131	4	6	14	254	290	502	351	82	186	263	2.110
VIII	Imprimerie.....	2	19	224	6	"	"	16	85	75	58	9	38	64	596
IX	Industrie textile.....	31	230	2.517	40	13	5	330	654	1.174	673	109	302	786	6.864
X	Machines, outils, instruments de précision, appareils.....	36	131	1.530	157	11	22	628	1.889	1.182	1.520	150	1.310	1.843	10.400
XI	Métallurgiques (Usines).....	30	65	677	222	15	9	2.304	2.482	1.630	2.458	120	1.044	2.708	3.764
XII	Mécanique (Travail des).....	13	75	863	36	11	5	346	647	430	639	143	652	586	4.446
XIII	Moulins.....	14	67	46	7	2	"	6	73	138	121	117	12	66	669
XIV	Papiers, cartons.....	9	44	301	7	5	"	45	157	283	157	23	107	73	1.211
XV	Pierres et terres (Industries des).....	11	46	198	48	5	9	263	738	832	783	260	184	514	3.891
XVI	Vêtements et accessoires.....	1	10	93	4	1	"	20	20	53	35	8	46	40	331
XVII	Industries diverses.....	1	10	29	6	"	2	13	110	126	142	27	39	182	687
	TOTAUX.....	279	986	8.842	847	163	182	6.222	13.951	36.462	13.472	2.469	7.239	12.594	83.708
															(A)
															(*) Nombre des déclarations.

(A) Nombre des déclarations.

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES DES VICTIMES D'ACCIDENTS,
EN 1899, D'APRÈS LE SEXE ET L'ÂGE.

NOMÉROS.	GROUPE D'INDUSTRIES. DÉSIGNATION.	ENFANTS AU-DESSOUS de 18 ans.		FILLES MINEURES et femmes de 18 à 21 ans.	FEMMES ADULTES.	OUVRIERS ADULTES.	TOTAUX.
		Garçons.	Filles.				
I	Alimentation.....	303	73	117	275	4.940	5.708
II	Bois (Industrie du).....	264	22	19	70	2.911	3.286
III	Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des).....	195	"	"	16	8.222	8.433
IV	Chimiques (Industries)....	157	56	61	296	3.353	3.923
V	Construction.....	769	"	"	2	15.475	16.246
VI	Cuir et peaux.....	100	14	24	66	957	1.161
VII	Eau, chauffage, éclairage..	57	10	12	54	1.977	2.110
VIII	Imprimerie.....	135	13	14	30	404	596
IX	Industrie textile.....	844	493	334	816	4.380	6.867
X	Machines, outils, instru- ments de précision, appa- reils.....	1.424	8	5	20	8.955	10.412
XI	Métallurgiques (Usines)...	1.575	6	1	36	12.147	13.765
XII	Métaux (Travail des)....	677	57	39	129	3.544	4.446
XIII	Moulins.....	13	"	"	2	654	669
XIV	Papiers, cartons.....	114	31	25	94	947	1.211
XV	Pierres et terres (Industries des).....	447	35	39	63	3,307	3.891
XVI	Vêtement et accessoires....	27	14	11	60	219	331
XVII	Industries diverses.....	13	10	5	101	558	687
	TOTAUX.....	7.114	842	706	2.130	72.950	83.742 (A)

(A) Nombre des victimes.

NATURE DES CONTRAVENTIONS VISÉES DANS LES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS, EN 1899,
PAR LES INSPECTEURS DU TRAVAIL.

LOIS ET DÉCRETS.		NATURE DE LA CONTRAVENTION.		NUMÉRO de contra- ventions.
Loi du 2 no- vembre 1882.	Art. 2.....	Âge d'admission.....		1.076
	Art. 3.....	Durée du travail.....		2.129
	Art. 4.....	Travail de nuit.....		834
	Art. 5.....	Non observation du repos hebdomadaire.....	\$ 1 ^{er}	1.132
	Art. 8.....		\$ 2.....	259
	Art. 10.....	Théâtres et cafés concerts sédentaires.....		
	Art. 10.....	Livrets, registres.....		2.671
	Art. 11.....	Affichage.....		1.466
	Art. 14.....	Hygiène et salubrité.....	\$ 1 ^{er}	27
			\$ 2.....	
	Art. 15.....	Insécurité. — Machines {	après accident.....	49
			non protégées. { sans accident.....	144
	Art. 16.....	Non déclaration d'accidents (femmes et enfants).....		45
	Art. 20.....	Maintien des bonnes mœurs.....		3
	Art. 20.....	Registres et livrets non représentés.....		57
	Art. 27.....	Récidive.....		15
	Art. 29.....	Obstacle à l'inspection.....		22
Décret du 13 mai 1893.	Art. 1 ^{er}	Visite, graissage de mécanismes en marche.....		20
	Art. 2.....	Machines non protégées.....		252
	Art. 3.....	Machines à pédales.....	\$ 1 ^{er}	"
			\$ 2.....	"
	Art. 4.....	Roues horizontales.....	\$ 1 ^{er}	"
			\$ 2.....	"
	Art. 5.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.....		"
	Art. 5.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux métiers dits « à la main ».....		1
	Art. 5.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.....		7
	Art. 6.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tran- chantes mécaniques.....		5
	Art. 7.....	Emploi d'enfants {	au-dessous de 13 ans à cueillir ou à souffler le verre.....	"
			de 13 à 16 ans à cueillir un poids supérieur à 1.000 grammes.....	"
			au-dessous de 16 ans à souffler les bouteilles.....	"
			au-dessous de 18 ans, un embout personnel.....	"
	Art. 8.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur.....		"
	Art. 9.....	Emploi d'enfants au-dessous de 16 ans en qualité de doubleurs pour le laminage et l'étirage de la verge de tréfilerie.....		"
	Art. 10.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages vo- lants.....		"
	Art. 11 et arrêté ministé- riel du 31 juillet 1894.	Surcharges.....		38
	Art. 12.....	Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....		23
	Art. 13.....	Confection d'écrits ou autres objets contraires aux bonnes mœurs.....		1
	Art. 14 et tableau A.....	Travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes.....		"
	Art. 15 et tableau B.....	Travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans.....		1
	Art. 16 et tableau C.....	Conditions imposées pour certains travaux.....		18
Loi du 12 juin 1893.	Art. 2.....	Hygiène et salubrité.....	\$ 1 ^{er}	2
			\$ 2.....	
	Art. 6.....	Insécurité. — Machines {	après accident.....	48
			non protégées { sans accident.....	101
	Art. 8.....	Défaut de registre.....		3
	Art. 9.....	Fermeture de l'établissement par l'autorité judiciaire.....		"
	Art. 11.....	Récidive.....		3
	Art. 12.....	Non-déclaration d'accidents (adultes, hommes).....		208
Obstacle à l'inspection.....				7
A reporter.....				10.673

LOIS ET DÉCRETS.		NATURE DE LA CONTRAVENTION.		NOMBRE de contra- ventions.
		Report.....		10.673
Décret du 10 mars 1894.	Art. 1 ^{er}	Nettoyage, mesures de propreté et d'hygiène.....		5
	Art. 2.....	Locaux où l'on travaille des matières organiques altérables.....		"
	Art. 2.....	Lessivage avec une solution désinfectante.....		"
	Art. 2.....	Résidus putrescibles.....		"
	Art. 2.....	Emanations d'égouts, etc.....		"
	Art. 3.....	Intercepteur hydraulique.....		"
	Art. 3.....	Ventilation des puits, ceintures de sûreté.....		"
	Art. 4.....	Cabinets d'aisances.....		24
	Art. 5.....	Cube d'air, locaux encombrés.....		78
	Art. 5.....	Aération, éclairage des dépendances, passages et escaliers.....		1
	Art. 5.....	Evacuation des gaz et des poussières insalubres, incommodes ou toxiques.....		1
	Art. 5.....	Evacuation des buées, gaz, vapeurs par des hottes avec chemi- nées d'appel.....		5
	Art. 6.....	Ventilation aspirante des poussières déterminées par des appareils mécaniques.....		8
	Art. 6.....	Ventilation <i>per descensum</i> des gaz lourds.....		"
	Art. 6.....	Pulvérisation en vase clos des matières irritantes ou toxiques.....		"
	Art. 6.....	Aération des ateliers.....		2
	Art. 8.....	Repas dans l'atelier.....		"
	Art. 8.....	Eau potable, vestiaires avec lavabos.....		3
	Art. 9.....	Evacuation des ateliers pendant les repas.....		"
	Art. 9.....	Moteur non isolé.....		10
	Art. 9.....	Passages, nivellement.....		"
	Art. 10.....	Escaliers dépourvus de fortes rampes.....		1
	Art. 10.....	Absence de barrières ou de garde-corps.....		4
	Art. 10.....	Echafaudages non protégés.....		47
	Art. 11.....	Monte-charges non protégés.....		10
	Art. 11.....	Parties dangereuses non protégées.....		216
	Art. 12.....	Machines, outils à instruments tranchants présentant des causes de danger.....		93
	Art. 12.....	Maniement des courroies à la main.....		7
	Art. 12.....	Ouvrier occupé dans le plan de rotation d'un engin pesant tour- nant à grande vitesse.....		"
	Art. 13.....	Signal de la mise en marche.....		"
Décret du 26 juillet 1895.	Art. 1 ^{er}	Arrêt des moteurs par le conducteur de la machine.....		1
	Art. 2.....	Arrêt des moteurs par le contremaître de l'atelier.....		"
Loi du 9 septembre 1848.....	Art. 1 ^{er}	Dispositifs de sûreté pour le nettoyage et le graissage des méca- nismes en marche.....		1
	Art. 2.....	Calage non assuré.....		"
Loi du 7 décembre 1874.	Art. 1 ^{er}	Portes s'ouvrant de dedans en dehors et non encombrées.....		4
	Art. 2.....	Escaliers multiples.....		1
Code pénal. — Art. 224.....	Art. 3.....	Escaliers incombustibles.....		1
	Art. 4.....	Isolément des huiles et pétrole.....		"
Loi du 9 avril 1898....	Art. 11.....	Isolément et protection des machines dynamos.....		"
	Art. 31.....	Vêtements flottants.....		2
		TOTAL.....		11.607

LES CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL EN 1900 (1).

La loi du 31 mars 1899 a institué des caisses régionales de crédit agricole mutuel, créées dans le but de faciliter les opérations de crédit agricole effectuées par les sociétés locales de crédit agricole.

Voici quelles sont, au 31 décembre 1900, les opérations effectuées par ces caisses :

CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES.	NOMBRE de CAISSES locales affiliées.	MONTANT des AVANCES de l'État. francs.	MONTANT				TAUX MOYEN de l'es- compte pendant l'année 1900. p. o/o.
			du CAPITAL souscrit. fr. c.	des AVANCES de l'État. francs.	des AVANCES faites par la société aux caisses locales. fr. c.	des EFFETS escomptés. fr. c.	
Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Sud-Est : Ain, Hautes - Alpes, Ardèche, Drôme, Haute-Loire, Loire, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie et Haute-Savoie	30	24.000	24.000 00	24.000	71.000 00	(1) 34.101 90	3,25
Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Var	6	20.000	24.000 00	20.000	6.160 00	1.500 00	3
Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Midi : Aude, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales	9	100.000	100.000 00	100.000	15.000 00	493.361 00	4
Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Charente ..	19	80.000	116.244 68	80.000	102.300 00	"	"
Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Pas-de-Calais ..	3	50.000	50.150 00	50.000	123.600 95	"	"
Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Beauce et Perche : Eure-et-Loir, Seine-et-Oise, Loiret, Loir-et-Cher, Sarthe, Orne, Eure...	5	155.000	155.000 00	155.000	"	410.160 60	3
Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Marne : Aisne, Ardennes	10	160.000	168.100 00	160.000	40.286 00	14.300 00	3
Caisse régionale de crédit agricole mutuel de l'Est (Epinal) : Vosges, Haute-Marne, Haute-Saône, territoire de Belfort ..	4	15.250	61.000 00	15.250	"	18.110 00	3,50
Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Centre : Eure, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Nièvre, Yonne, arrondissements de Fontainebleau et d'Étampes	1	8.000	8.000,00	8.000	15.000 00	"	"
TOTAUX	87	(1) 612.250	708.494 68	612.250	373.346 95	971.533 50	"

(1) Les chiffres de cette colonne sont ceux des effets escomptés par les caisses au 31 décembre 1900. Le montant des effets escomptés à ce jour est beaucoup plus considérable. Le chiffre total des avances accordées au 15 mai 1901 s'élève à 1.261.550 francs.

(1) D'après le rapport publié au *Journal officiel* du 18 juin 1901.

Ces caisses régionales reçoivent des avances de l'État sur les fonds versés au Trésor par la Banque de France, en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897.

Leurs opérations consistent à réescompter les effets souscrits par les membres des sociétés locales de leur circonscription et endossés par ces sociétés, et à consentir des avances à ces sociétés pour la constitution de leurs fonds de roulement.

Le service des avances aux caisses régionales n'a pu commencer à fonctionner d'une façon effective et suivie qu'à partir du mois de mai 1900.

Plus récemment les avances suivantes ont été accordées aux caisses ci-après :

DÉSIGNATION DES CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL.	NOMBRE DES CAISSES locales affiliées.	MONTANT des AVANCES.
		francs.
Est (Nancy).....	"	20.000
Bouches-du-Rhône.....	"	2.000
Pas-de-Calais.....	3	150.000
Maine.....	1	25.000
Turn.....	2	2.750
Gray et Haute-Saône.....	27	16.300
Sud-Ouest.....	3	54.175
Bourgogne et Franche-Comté.....	30	53.325
TOTAUX.....	66	302.550

Les caisses régionales existant en France au 31 décembre 1900, en dehors des sociétés précitées, sont les suivantes :

Caisse de crédit agricole mutuel de la région centrale (Guéret); la Creuse agricole (Bourganeuf); de la Vendée (la Roche-sur-Yon); du Gers (Auch); des Alpes-Maritimes (Menton); d'Orléans et du Centre (Orléans); d'Indre-et-Loire (Tours); de la Loire-Inférieure (Nantes); de l'Ouest (Angers); de Bordeaux.

Des caisses sont en formation dans les départements de l'Ardèche, de l'Aube, de la Charente-Inférieure, de la Dordogne, de la Drôme, de Maine-et-Loire, de la Manche, de la Mayenne, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Marne, du Nord (1° à Cambrai; 2° à Condé).

Il importait, afin de pouvoir se rendre compte très exactement de l'intérêt présenté par chacune des caisses régionales qui solliciteraient les avances de l'État, de connaître de façon précise le nombre et la situation des institutions locales de crédit régies par les lois de 1867 et de 1894.

Le tableau annexé à ce rapport donne les résultats généraux d'une enquête entre-

prise par le Ministère de l'agriculture et fournit une statistique des institutions de crédit agricole pour chaque département.

DÉPARTEMENTS.	CAISSES régio- nales. (Loi du 31 mars 1899.)	SOCIÉTÉS locales régies par la loi		TOTAL.	DÉPARTEMENTS.	CAISSES régio- nales. (Loi du 31 mars 1899.)	SOCIÉTÉS locales régies par la loi		TOTAL.
		du 5 no- vem- bre 1894.	du 24 juillet 1867.				du 5 no- vem- bre 1894.	du 24 juillet 1867.	
Ain.....	"	1	2	3	Lot.....	"	2	2	
Aisne.....	"	1	2	3	Lot-et-Garonne.....	"	7	7	
Allier.....	"	"	"	"	Lozère.....	"	1	"	1
Alpes (Basses).....	"	1	1	2	Maine-et-Loire.....	1	3	8	12
Alpes (Hautes).....	"	"	"	"	Mauche.....	1	"	1	2
Alpes-Maritimes.....	1	5	13	19	Marne.....	1	1	2	4
Ardèche.....	1	"	2	3	Marne (Haute).....	"	1	2	3
Ardennes.....	"	5	3	8	Mayenne.....	1	1	"	2
Ariège.....	"	2	3	5	Meurthe-et-Moselle.....	1	10	2	13
Aube.....	1	2	1	4	Meuse.....	"	3	3	6
Aude.....	1	7	"	8	Morbihan.....	"	"	5	5
Aveyron.....	"	"	"	"	Nièvre.....	"	2	10	12
Bouches-du-Rhône.....	1	10	2	13	Nord.....	2	2	5	9
Calvados.....	"	"	1	1	Oise.....	"	1	1	2
Cantal.....	"	"	"	"	Orne.....	"	"	"	"
Charente.....	1	14	6	21	Pas-de-Calais.....	1	5	16	22
Charente-Inférieure.....	1	1	1	3	Puy-de-Dôme.....	"	"	"	"
Cher.....	1	"	"	1	Pyrénees (Basses).....	"	5	9	14
Corrèze.....	"	"	"	"	Pyrénees (Hautes).....	"	"	6	6
Corse.....	"	"	"	"	Pyrénees-Orientales.....	"	5	1	6
Côte-d'Or.....	"	2	4	6	Rhin (Haut-) [Belfort].....	"	"	3	3
Côtes-du-Nord.....	"	2	7	9	Rhône.....	1	6	2	9
Creuse.....	2	"	"	2	Saône (Haute-).....	1	3	31	35
Dordogne.....	1	2	1	4	Saône-et-Loire.....	"	1	5	6
Doubs.....	1	10	51	62	Sarthe.....	1	1	"	2
Drôme.....	1	1	5	7	Savoie.....	"	2	2	4
Eure.....	"	3	"	3	Savoie (Haute-).....	"	"	7	7
Eure-et-Loir.....	1	4	"	5	Seine.....	"	1	"	1
Finistère.....	"	1	6	7	Seine-Inférieure.....	1	"	1	2
Gard.....	"	1	"	1	Seine-et-Marne.....	1	4	"	5
Garonne (Haute-).....	"	"	4	4	Seine-et-Oise.....	"	6	1	7
Gers.....	1	3	18	22	Sèvres (Deux-).....	"	"	1	1
Gironde.....	1	"	5	6	Somme.....	"	3	8	11
Hérault.....	1	7	"	8	Tarn.....	1	"	1	2
Ille-et-Vilaine.....	"	"	"	"	Tarn-et-Garonne.....	"	1	3	4
Indre.....	"	"	2	2	Var.....	1	8	1	10
Indre-et-Loire.....	1	2	2	5	Vaucluse.....	"	1	1	2
Isère.....	"	3	14	11	Vendée.....	1	1	1	3
Jura.....	"	3	16	19	Vienne.....	"	"	"	"
Landes.....	1	3	3	7	Vienne (Haute-).....	"	"	"	"
Loir-et-Cher.....	"	2	"	2	Vosges.....	1	3	"	4
Loire.....	"	"	"	"	Yonne.....	"	2	"	2
Loire (Haute).....	"	"	"	"					
Loire-Inférieure.....	1	"	11	12					
Loiret.....	1	4	2	7					
					TOTAL.....	37	189	326	552

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1901.

(D'APRÈS LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES PRÉFETS.)

On trouvera ci-après le classement par professions et par départements des associations ouvrières de production en France. Celles-ci étaient au nombre de 294 au 1^{er} janvier 1901; on en comptait 214 au 1^{er} janvier 1898, 246 au 1^{er} juillet 1899 et 247 au 1^{er} juillet 1900.

I. — Liste par ordre alphabétique d'industries.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Allicheurs	1	Ébénistes, menuisiers	2
Amueblement	1	Ébénistes, menuisiers, tapissiers	1
Armuriers	1	Ébénistes, menuisiers, tourneurs....	1
Balaitiers et brossiers	1	Ébénistes, scieurs, tourneurs	1
Bâtiment	11	Éclairage (appareils d')	2
Biseauteurs et polisseurs	3	Emballleurs	1
Blanchisseurs	1	Entreprise de travaux	3
Bouclonniers	3	Équipements et chaussures militaires.	2
Boulangers	2	Ferblantiers	1
Boutonniers en nacre	1	Fondeurs de cuivre	1
Brossiers	2	Fondeurs de fer	5
Bûcherons	1	Formiers	2
Camionnage	1	Fournitures militaires, chaussures civiles et d'Administration	2
Carreleurs-marbriers	1	Frotteurs-encaustiqueurs	1
Carriers, tailleurs de pierres	3	Fumistes	1
Carriers, tailleurs de pierres, voituriers.	1	Granitiers	1
Cartonniers	1	Granitiers et poseurs	1
Casseurs de pierres	2	Graveurs sur bois	1
Chapeliers	2	Grillageurs	1
Charbonniers	1	Horlogers	3
Charpentiers	10	Horlogers-bijoutiers	1
Chauffage (appareils de)	1	Huile d'olive (fabrication d')	1
Chicorée (fabrication de)	1	Imprimeurs sur étoffes	3
Cimentiers, paveurs	1	Instruments de musique	1
Cimentiers, puisatiers, terrassiers ...	1	Instruments de précision	1
Cochers	16	Jardiniers	1
Coiffeurs	4	Jardiniers-maraîchers	1
Colliers anglais (bourreliers)	1	Jardiniers-rondeurs	1
Confection	2	Lanterniers	1
Construction maritime	1	Limes (fabrication de)	1
Corderie	1	Lithographes	1
Cordonniers	6	Lunetiers	2
Cotonniers	1	Maçons	6
Couteliers	1	Maçons, tailleurs de pierres	3
Couvreurs	2	Mauouvriers et terrassiers	1
Couvreurs-plafonneurs	1	Mécaniciens	1
Couvreurs-plombiers	1	Menuisiers	9
Couvreurs, plombiers, zingueurs ...	2	Mineurs (fer)	2
Décatisseurs et apprêteurs	1	Mineurs (houille)	2
Décoration du bronze	1	Modeleurs mécaniciens	1
Dessin industriel	1	Ornemanistes sur métaux	1
Diamantaires	5	Parqueteurs	1
Doreurs sur bois	1	Paveurs	4
Ébénistes	4		

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Pêcheurs.....	1	Serruriers.....	7
Peignes (fabrication de).....	2	Sparterie.....	1
Peintres.....	12	Tabletters en nacre.....	2
Peintres décorateurs.....	2	Tailleurs de glaces.....	2
Peintres-plâtriers.....	5	Tailleurs d'habits.....	3
Peintres-vitriers.....	4	Tailleurs de pierres.....	1
Photographes.....	2	Tanneurs-corroyeurs.....	3
Pianos (fabrication de).....	1	Tapissiers.....	1
Piqueurs de grès.....	1	Terrassiers.....	3
Plâtriers-plafonneurs.....	3	Tisseurs.....	7
Production métallurgique.....	1	Tonneliers.....	2
Produits alimentaires (culture et fabrication).....	3	Tourneurs-décolleteurs.....	1
Puisatiers-terrasiers.....	1	Typographes.....	15
Rampistes (bois).....	1	Typographes, lithographes, graveurs.....	1
Replanisseurs de parquets.....	1	Vanniers.....	1
Sabotiers.....	1	Vendeurs de journaux.....	2
Sacs en papiers.....	3	Verriers.....	4
Sculpteurs mouleurs.....	1	Vignerons.....	2
Sculpteurs, décorateurs, ornemanistes.....	2	Voitures (fabrication de).....	2
Selliers.....	3	Zingueurs.....	1
		TOTAL.....	294

II. Liste par départements.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Ain.....	2	Loir-et-Cher.....	1
Aisne.....	1	Loire.....	10
Alpes-Maritimes.....	1	Loire-Inférieure.....	1
Ardennes.....	3	Lot-et-Garonne.....	3
Ariège.....	3	Nièvre.....	1
Aube.....	4	Nord.....	5
Belfort (Territoire de).....	1	Oise.....	2
Bouches-du-Rhône.....	4	Puy-de-Dôme.....	2
Charente.....	1	Pyrénées-Orientales.....	4
Cher.....	4	Rhône.....	19
Corrèze.....	2	Saône-et-Loire.....	5
Côte-d'Or.....	2	Sarthe.....	1
Creuse.....	1	Seine.....	141
Doubs.....	3	Seine-Inférieure.....	1
Eure.....	1	Seine-et-Oise.....	2
Finistère.....	9	Deux-Sèvres.....	1
Gard.....	1	Somme.....	1
Haute-Garonne.....	2	Tarn.....	4
Gers.....	1	Vendée.....	1
Gironde.....	11	Vienne.....	5
Ille-et-Vilaine.....	5	Haute-Vienne.....	9
Indre.....	1	Yonne.....	2
Indre-et-Loire.....	2		
Isère.....	5	TOTAL.....	294
Jura.....	3		

**Liste par département des sociétés coopératives de consommation
existant au 1^{er} janvier 1901.**

(D'après les renseignements fournis par les préfets.)

DÉPARTEMENTS.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT QUE DE BOULANGERIE.				SOCIÉTÉS S'OCCUPANT DE VENTES DIVERSES.			
	Total des sociétés au 1 ^{er} janvier 1901.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 1 ^{er} janvier 1901.	Total des sociétés au 1 ^{er} janvier 1901.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 1 ^{er} janvier 1901.
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	
AIN.....	3	3	290	"	12	11	2,741	1
AISNE.....	21	17	3,018	4	9	5	4,237	4
ALLIER.....	2	1	190	1	9	9	3,559	"
ALPES (BASSES-).....	1	"	"	1	1	1	292	"
ALPES (HAUTES-).....	"	"	"	"	1	"	"	1
ALPES-MARITIMES.....	"	"	"	"	3	2	184	1
ARDÈCHE.....	3	2	280	1	6	5	701	1
ARDENNES.....	13	11	2,037	2	43	36	7,208	9
ARIÈGE.....	"	"	"	"	"	"	"	"
AUDE.....	1	"	"	1	12	10	6,154	2
AUDE.....	3	2	182	1	1	"	"	1
AVEYRON.....	10	10	2,709	"	"	"	"	"
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	11	9	2,138	2	13	12	3,419	1
CALVADOS.....	"	"	"	"	3	2	676	1
CANTAL.....	1	1	381	"	"	"	"	"
CHARENTE.....	11	10	3,846	1	6	5	2,473	1
CHARENTE-INFERIEURE.....	158	130	24,196	28	1	1	176	"
CHER.....	3	1	358	2	6	6	3,093	"
CORRÈZE.....	2	2	788	"	1	"	"	1
CORSE.....	"	"	"	"	"	"	"	"
CÔTE-D'OR.....	8	8	2,071	"	"	"	"	"
CÔTES-DU-NORD.....	"	"	"	"	"	"	"	"
CREUSE.....	"	"	"	"	1	1	850	"
DORDOGNE.....	7	7	2,504	"	1	1	226	"
DOUBS.....	5	4	724	1	29	22	6,100	7
DRÔME.....	"	"	"	"	9	8	1,648	1
EGRE.....	"	"	"	"	6	6	1,460	"
EURE-ET-LOIR.....	"	"	"	"	4	3	3,488	1
FINISTÈRE.....	1	1	276	"	4	3	1,383	1
GARD.....	11	10	1,701	1	10	9	2,564	1
GARONNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	2	1	810	1
GEARS.....	6	3	433	3	1	1	104	"
GIROUDE.....	37	37	5,951	"	9	8	2,866	1
HÉRAULT.....	3	3	757	"	3	3	435	"
ILLE-ET-VILAINE.....	"	"	"	"	5	3	418	2
INDRE.....	2	2	410	"	1	"	"	1
INDRE-ET-LOIRE.....	24	21	5,166	3	4	3	1,341	1
ISÈRE.....	"	"	"	"	45	41	9,926	4
JURA.....	"	"	"	"	14	14	2,737	"
LANDES.....	1	1	244	"	1	"	"	1
LOIR-ET-CHER.....	3	3	789	"	4	3	1,207	1
LOIRE.....	13	11	2,706	2	32	28	13,343	4
LOIRE (HAUTE-).....	2	1	205	1	6	5	760	1
LOIRE-INFERIEURE.....	2	2	1,028	"	11	7	3,474	4
A reporter.....	368	313	63,390	55	331	275	90,973	36

DÉPARTEMENTS.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT QUE DE BOULANGERIE.				SOCIÉTÉS S'OCCUPANT DE VENTES DIVERSES.			
	Total des sociétés au 1 ^{er} janvier 1901.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connait pas le nombre de membres au 1 ^{er} janvier 1901.	Total des sociétés au 1 ^{er} janvier 1901.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connait pas le nombre de membres au 1 ^{er} janvier 1901.
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	
Report.....	368	813	65,390	55	331	275	90,973	56
LOIRET.....	2	2	320	"	3	2	467	1
LOT.....	2	1	110	1	"	"	"	"
LOT-ET-GARONNE.....	1	1	90	"	3	3	247	"
LOZÈRE.....	1	1	120	"	"	"	"	"
MAINE-ET-LOIRE.....	3	1	315	2	10	7	2,428	3
MANCHE.....	"	"	"	"	6	5	4,862	1
MARNE.....	"	"	"	"	6	4	1,810	2
MARNE (HAUTE-).....	1	1	149	"	9	5	1,945	4
MAYENNE.....	1	1	450	"	1	1	230	"
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1	1	110	"	14	12	7,534	2
MEUSE.....	2	2	168	"	4	4	1,733	"
MORBIHAN.....	13	12	3,875	1	"	"	"	"
NIÈVRE.....	6	5	864	1	9	9	3,696	"
NORD.....	34	18	8,582	16	71	42	30,435	29
OISE.....	4	4	1,248	"	10	7	1,736	3
ORNE.....	"	"	"	"	"	"	"	"
PAS-DE-CALAIS.....	2	1	774	1	37	24	6,501	13
POT-DE-DÔME.....	3	3	243	"	4	4	2,144	"
PYRÉNÉES (BASSES-).....	"	"	"	"	2	2	942	"
PYRÉNÉES (HAUTES-).....	"	"	"	"	3	3	313	"
PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	"	"	"	"	1	1	2,300	"
RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	1	1	360	"	10	9	1,933	1
RHÔNE.....	34	31	8,754	3	59	49	13,723	10
SAÔNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	8	6	1,400	2
SAÔNE-ET-LOIRE.....	64	58	7,632	6	36	30	5,981	6
SARTHE.....	8	7	1,394	1	1	1	620	"
SAVOIE.....	"	"	"	"	2	2	800	"
SAVOIE (HAUTE-).....	"	"	"	"	1	1	120	"
SEINE.....	"	"	"	"	103	92	105,519	13
SEINE-INFÉRIEURE.....	1	1	360	"	17	16	8,413	1
SEINE-ET-MARNE.....	13	13	1,983	"	6	5	722	1
SEINE-ET-OISE.....	4	4	156	"	27	26	7,086	1
SÈVRES (DEUX-).....	54	45	10,722	9	4	"	"	4
SOMME.....	6	5	1,957	1	7	6	2,355	1
TARN.....	3	2	1,451	1	6	4	692	2
TARN-ET-GARONNE.....	1	1	160	"	2	2	205	"
VAR.....	2	2	340	"	7	4	438	3
VAUCLUSE.....	7	7	1,010	"	2	2	185	"
VENDÉE.....	24	19	3,863	5	7	6	1,287	1
VIENNE.....	8	6	1,878	2	2	1	1,000	1
VIENNE (HAUTE-).....	6	6	1,122	"	2	2	8,120	"
VOSGES.....	"	"	"	"	23	21	3,724	2
YONNE.....	15	13	1,904	2	6	5	2,146	1
TOTAUX.....	695	588	128,854	107	864	700	325,865	164

Au 1^{er} juillet 1900, on comptait 641 sociétés ne s'occupant que de boulangerie et 822 sociétés s'occupant de ventes diverses. (Voir le détail au *Bulletin* de 1900, p. 808 et 809.)

Société de crédit, banques populaires et unions de coopératives.

	SOMME de sociétés.		SOMME de sociétés.
Alpes-Maritimes.....	3	Report.....	26
Bouches-du-Rhône.....	4	Loir-et-Cher.....	2
Charente.....	3	Loire.....	1
Cher.....	1	Hautes-Pyrénées.....	2
Haute-Garonne.....	3	Rhône.....	4
Gers.....	1	Saône-et-Loire.....	2
Gironde.....	2	Seine.....	13
Indre-et-Loire.....	2	Seine-et-Marne.....	2
Isère.....	2	Seine-et-Oise.....	7
Jura.....	5	Var.....	19
A reporter.....	26	TOTAL.....	78

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail. — Indemnité journalière pour incapacité temporaire.

L'indemnité « journalière » pour incapacité temporaire, prévue par l'article 33 de la loi du 9 avril 1898, est due pour tous les jours sans exception que dure l'incapacité, à partir du cinquième jour, y compris les dimanches et jours fériés, même lorsqu'avant l'accident l'ouvrier blessé ne travaillait pas ces jours-là.

COUR DE CASSATION, Ch. civ., 2 mai 1900.

Jugé de même en première instance dans l'affaire *Tillier contre Compagnie des mines de Blanzy*. (Tribunal civil de Chalon-sur-Saône, 19 décembre 1899.)

Confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Dijon 5 mars 1900, *Société Chugot et C^e (Mines de Blanzy) contre Tillier*.

Confirmé par la Cour de cassation, arrêt du 2 mai 1900.

TEXTE DE L'ARRÊT.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi;

Attendu qu'aux termes de l'article 33 de la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier victime d'un accident du travail a droit, pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour;

Attendu que le sens qu'il convient de donner au mot « journalière » ne saurait être douteux; que l'indemnité est due pour tous les jours sans exception que dure l'incapacité, à partir du cinquième jour, même lorsque, avant l'accident, l'ouvrier blessé ne travaillait pas les dimanches et jours fériés; qu'à aucun moment de la discussion devant les Chambres on n'a mis en question le caractère quotidien de cette indemnité.

Attendu, en effet, que, lorsqu'en 1895, la Commission du Sénat voulut, contrairement au texte voté par la Chambre des députés en 1893, tenir compte des jours de chômage dans la répartition du préjudice causé par les incapacités temporaires, elle proposa, le 28 octobre, de prendre pour base de l'indemnité journalière « le gain réalisé pendant les trente derniers jours qui ont précédé l'accident », mais qu'un amendement, voté le même jour, détruisit

l'œuvre de la Commission, prenant pour base de la détermination du salaire le trentième du gain total, non plus des « trente derniers jours » mais bien « des trente derniers jours de travail »; que le texte définitivement voté, qui rappelle celui de 1893 et sur lequel on ne trouve plus trace d'aucun débat, est manifestement conçu dans le même esprit qui animait la Chambre des députés en 1893 et le Sénat en 1895;

Que « le salaire touché au moment de l'accident » y a remplacé « le trentième du gain total des trente derniers jours de travail »; que, d'autre part, ce mode de détermination du salaire est exclusif de toute recherche des conditions dans lesquelles travaillait habituellement l'ouvrier blessé, notamment en ce qui concerne les dimanches et jours fériés, et, que, d'autre part, le sens naturel du mot « journalière » n'a pu s'en trouver modifié; qu'il suit de là qu'en jugeant, comme il l'a fait, que Tillier, ouvrier blessé au service de la Compagnie des mines de houille de Blanzv, toucherait de celle-ci l'indemnité journalière à laquelle il avait droit les dimanches et jours de fête, l'arrêt attaqué, d'ailleurs motivé, loin de violer les articles visés au pourvoi, en a fait, au contraire, une juste application;

Par ces motifs;

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel de Dijon, du 5 mars 1900.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juillet 1901 (1). — La situation générale du travail dans l'industrie en juillet 1901 a été jugée de beaucoup moins bonne que celle de la période correspondante de l'an dernier et moins satisfaisante encore que le mois précédent.

Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu en juillet 1900, 122,2 demandes, il y en a eu 160,9 en juillet 1901. (En juin 1901 : 148,7.)

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 81 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de juillet 1900, une diminution du chômage dans 6 villes seulement et une augmentation dans 71.

Les placements effectués dans ces 81 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juillet 1900	38.888	11.069	49.957	51.167	9.886	61.053	131,7	89,3	122,2
Juillet 1901	32.538	13.295	45.743	61.349	12.281	73.630	182,4	93	160,9

Grèves en juillet. — 49 grèves contre 38 en juin 1901. Les grèves les plus importantes se sont réparties : travail des pierres et terres (3,889 grévistes); confection [3,731 grévistes (2)]; industrie textile (451 grévistes).

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) Chiffre jusqu'ici connu, par suite tout provisoire. Même remarque pour les autres données.

AUTRICHE.

Grèves en mai et juin 1901. — 24 (25) nouvelles grèves, avec 1.520 (2.800) grévistes. C'est en Basse-Autriche pour les deux mois, et respectivement pour mai et juin dans le bâtiment et les mines qu'elles ont été le plus nombreuses. Sur 18 (21) grèves notoirement terminées : 4 (3) succès, 4 (7) transactions, 10 (11) échecs. Causes principales : insuffisance de salaires, pour chacun des deux mois, 11 cas; durée du travail, 5 (3) cas.

En mai, 2 lock-outs, en Bohême, dans l'industrie textile. — Aucun en juin.

Mouvement total des grèves pour les 6 premiers mois de l'année 1901 en chiffres ronds : 149 grèves avec 12.600 grévistes, et 3 lock-outs atteignant environ 35.600 travailleurs. — Résultats : 26 succès; 46 transactions; 62 échecs (1).

Placement en mai et juin. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 751 (757) bureaux de placement professionnels :

MOIS:	POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DES DEMANDES a été de :			POUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre d'offres a été de :			SUR 100 OFFRES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :			SUR 100 DEMANDES D'EMPLOI le nombre de placements a été de :		
	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
Mai 1901.	193	72	141	52	138	71	75	44	62	39	61	44
Jun 1901.	194	72	120	52	138	83	74	42	44	38	58	37

PROPORTION DES OFFRES PAR RAPPORT AUX DEMANDES, DE JANVIER À JUIN INCLUSIVEMENT.

Pour les hommes..... 1 : 2,6; 1 : 2,8; 1 : 2,1; 1 : 2; 1 : 2; 1 : 1,9.

Pour les femmes..... 1 : 1,9; 1 : 1,9; 1 : 1,6; 1 : 1,8; 1 : 1,5; 1 : 1,4.

Loi d'avril 1901 sur le travail des ouvriers adolescents et des ouvrières (femmes et jeunes filles) comme aussi sur la durée de la journée de travail et le repos dominical dans les mines (2).

ART. 1^{er}. — Dans les mines il n'est pas permis d'employer, en qualité d'ouvriers, des enfants au-dessous de 14 ans.

A titre exceptionnel, des enfants entre 12 et 14 ans révolus, peuvent être occupés à des travaux du jour d'une exécution facile (sans préjudice de la fréquentation scolaire obligatoire), à la demande de leurs parents ou tuteurs, avec l'autorisation spéciale de l'administration des mines.

Les femmes et jeunes filles de tout âge ne peuvent être employées qu'aux travaux du jour et les personnes accouchées, six semaines seulement après leur délivrance. Ce délai peut être

(1) Issue inconnue pour 15 conflits.

(2) *Soziale Rundschau*, mai 1901. — Les parties en italique sont les modifications apportées à la loi de 1884.

réduit à 4 semaines sur l'attestation d'un médecin les déclarant capables de reprendre le travail.

ART. 2. — Les jeunes gens et les jeunes filles n'ayant pas encore, respectivement, plus de 16 et 18 ans, ne peuvent être occupés, dans les exploitations minières, que d'une façon qui ne nuise point à leur développement physique.

ART. 3. — *La durée du travail journalier, pour les ouvriers des exploitations houillères, occupés dans la mine, ne peut excéder 9 heures. On calcule que la journée commence après la fin de la descente, pour se terminer une fois la sortie effectuée. Les périodes de repos résultant de la nature de l'exploitation, comme aussi les autres pauses, doivent être comprises dans la journée de travail, hormis le cas où elles ont lieu à l'extérieur; alors aussi, le temps nécessaire à la sortie et à la redescente relatives à ces pauses ne doit pas être compris dans la journée de travail.*

Par exception, peut être également admise une plus longue journée de travail que celle fixée par la présente loi, jusqu'à concurrence de 12 heures, avec une durée de travail effectif ne dépassant pas 10 heures par jour si, dans l'exploitation minière en cause, il était déjà établi, à l'époque de la promulgation de cette loi, une journée de travail plus longue, et si l'introduction de la journée de 9 heures, ou, d'une façon générale, une réduction du temps de travail en usage jusqu'alors, eu égard aux conditions techniques ou économiques régissant l'entreprise, en rendrait l'existence ultérieure impossible ou aléatoire.

Le bénéfice d'une telle exception peut être accordé soit pour l'ensemble des mineurs, soit pour certaines catégories d'entre eux.

L'autorisation à fin d'une pareille exception peut être délivrée, l'entrepreneur de la mine et le Comité local des délégués ouvriers entendus, (art. 23 de la loi du 14 août 1896, Bulletin des lois de l'Empire, n° 156) pour la durée d'existence des conditions d'exploitation mentionnées, en premier ressort, par l'intendance des mines, d'accord avec les autorités politiques du pays; en dernier ressort, par le Ministre de l'Agriculture, d'accord avec celui de l'Intérieur.

D'autre part, il est loisible au Ministre de l'Agriculture d'accorder aux exploitations minières situées à une grande altitude dans les contrées alpestres, le bénéfice de dérogations à la durée de la journée de travail, fixée alinéa 1 du présent article, avec ce tempérament que la durée totale du travail fourni par un ouvrier dans une semaine ne saurait excéder 54 heures.

L'Intendance des Mines a tous pouvoirs, en cas d'événements extraordinaires ou de besoins passagers pressants, pour autoriser des journées de travail supplémentaires, limitées quant à leur nombre et à leur durée.

ART. 4. — Les dimanches, les travaux dans les mines doivent chômer. Seules sont exceptées telles besognes qui, par leur nature, ne peuvent souffrir aucune interruption ou ne peuvent être entreprises qu'au moment où l'exploitation est arrêtée, par exemple : épuisement des eaux, ventilation, service des fourneaux de fusion, de grillage ou encore de carbonisation pour la houille; surveillance des mines et travaux dans celles à sables mouvants; travaux du fond et du jour pour le nettoyage et l'entretien des mines; puis aussi, le service des fours pour sels de soude et les occupations connexes; enfin, avec l'assentiment de l'Administration des mines, également les travaux de chargement à effectuer sans délai.

Le repos dominical commencera au plus tard à 6 heures du matin — au même moment, d'ailleurs, pour l'ensemble du personnel, — et durant 24 heures pleines et entières, à compter de l'heure initiale.

ART. 5. — Dans les cas de dangers pressants pour l'existence, la santé et la propriété, les dispositions des articles 3 et 4 ne sont point applicables.

ART. 6. — Il incombe à l'Administration des mines de surveiller l'observation des présentes prescriptions.

Les infractions aux dispositions de cette loi sont punies d'une amende de 200 florins⁽¹⁾ au maximum.

ART. 7. — L'emploi de femmes et de jeunes filles à des travaux dans la mine peut être

(1) La valeur normale du florin austro-hongrois est de 0 gr. 7258 d'or fin, soit 2 fr. 50.

autorisé par l'Administration pendant les cinq premières années de la mise en vigueur de la présente loi, dans le cas où un tel emploi était jusque là en usage.

ART. 8. — La présente loi entrera en vigueur un an après sa promulgation. — Les Ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur sont chargés de son exécution.

BELGIQUE.

Revue du travail en juin 1901 (1). — Période de ralentissement dans l'industrie. Les *charbonnages* restreignent encore leur production. Dans les *carrières*, l'activité est bonne, mais pourtant inférieure à la normale en cette saison. La *métallurgie du fer et de l'acier* est retombée en crise aiguë. La *grosse construction* est faible aussi, à l'exception du matériel de chemin de fer. Reprise générale en *verrerie*, mais production encore réduite. La *glacerie* est en progrès. Dans les *industries chimiques*, situation inégale; la *fabrication d'allumettes* marque un recul sérieux. Dans le groupe des *textiles*, la *filature de laine peignée* est seule en bonne marche; la crise intense du *tissage de coton* s'accroît encore; la *filature de coton* est atteinte, production systématiquement réduite; la *filature de lin* faiblit également et la *filature de laine cardée*, non plus que le *tissage de laine* ne parviennent à améliorer leur situation défavorable. L'industrie du *bâtiment* subit le contre-coup de ce ralentissement général.

Grèves en juin. — 9 grèves nouvelles avec 791 grévistes, pour 8 d'entre elles. Parmi les causes principales de conflit, augmentation de salaire (2 cas); renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres (2 cas). Sur 9 grèves terminées, anciennes et nouvelles: 1 succès (60 grévistes), 1 transaction (48 grévistes), 5 échecs [435 grévistes] (2).

DANEMARK.

Un bureau municipal de placement gratuit à Copenhague (3). — La ville de Copenhague a ouvert, le 5 juillet dernier, un bureau municipal de placement organisé sur le modèle des institutions analogues qui fonctionnent en Allemagne. Les patrons adressent leurs offres par lettre, téléphone ou autrement. La liste des emplois offerts est affichée dans le bureau, et un employé à demeure donne des renseignements complémentaires, s'il y a lieu.

Le bureau est ouvert à tous les travailleurs, syndiqués ou non, de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, aux domestiques, artistes, musiciens, etc... En moins de 15 jours, il a procuré des emplois à plus de 500 personnes.

(1) *Revue du travail* (belge).

(2) Résultat non encore déterminé pour 2 conflits.

(3) D'après une communication du Ministre de la République française à Copenhague.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juillet (1). — Le marché du travail a montré de la faiblesse en juillet par rapport à l'année dernière, mais la légère amélioration constatée en juin 1901 s'est maintenue dans le présent mois.

3,4 p. 0/0 de chômeurs dans 142 *trade-unions* groupant 539.422 membres contre 3,5 p. 0/0 en juin 1901 et 2,7 p. 0/0 en juillet 1900.

4,83 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 471.814 mineurs contre 5,52 en juillet 1900.

309 hauts fourneaux en marche à la fin de juillet 1901, avec 21.900 ouvriers contre 307 en juin 1901 et 376 en juillet 1900.

81 p. 0/0 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en juillet 1901 et 65 p. 0/0 dans les tissages avec 79.400 ouvrières, femmes et filles, contre 84 et 64 en juin 1901 et 66 et 59 en juillet 1900.

Travail très ralenti dans les *houillères*, satisfaisant dans les *mines de fer*, légèrement meilleur dans la *construction mécanique et navale* et dans les *métaux* en général ainsi que dans le *bâtiment*; un certain affaissement dans le *papier* et le *cuir*. Amélioration à noter pour le *livre* et le *verre*.

Sur 272.768 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, diminution de salaires de 1 fr. 42 en moyenne par semaine pour 270.416 d'entre eux, principalement dans l'industrie houillère; augmentation de salaires de 1.40 en moyenne par semaine pour les autres, soit 2.352.

Ces variations ont été réglées:

Pour 1.877 ouvriers,	Par grève préalable.	Pour 137.394 ouvriers	Par des bureaux d'arbitrage ou de conciliation sans suspension du travail.
— 126.740 —	Par échelle mobile.	— 6.757 —	Par négociation directe entre patrons et ouvriers ou leurs représentants.

Grèves. — 28 nouvelles grèves en juillet 1901 avec 7.951 chômeurs, contre 39 avec 10.474 en juin 1901, et 41 avec 10.244 en juillet 1900; 7 grèves dans le bâtiment, 9 dans les mines, et 12 dans d'autres industries. Sur 31 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 6.086 grévistes : 8 succès (2.837 grévistes), 10 transactions (2.179 grévistes), 12 échecs (870 grévistes), 1 solution pendante (200 intéressés).

PAYS-BAS.

Loi du 2 janvier 1901 sur l'assurance des ouvriers contre les acci-

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department* anglais.

dents du travail (1). -- Cette loi est destinée à assurer les ouvriers contre les accidents dont ils peuvent être victimes à l'occasion et au cours de leur travail.

Presque toutes les industries s'y trouvent soumises; les suivantes en sont écartées: agriculture, horticulture, industrie forestière, transport des passagers et des marchandises sur des navires autres que ceux qui font le cabotage national ou qui naviguent sur les voies navigables intérieures; la pêche sur la mer; le commerce par bateaux de moins de 20 tonneaux qui ne sont pas actionnés par une force mécanique.

La loi crée une Caisse nationale d'assurance dirigée par trois administrateurs, sous le contrôle d'un conseil de surveillance de six ou neuf membres, dont un tiers se compose de patrons et un autre tiers d'ouvriers. Trois suppléants sont nommés pour remplacer les administrateurs en cas de besoin. Un actuaire est attaché à la direction.

Le Conseil des administrateurs arrête le montant des indemnités et les paye aux intéressés par l'intermédiaire de l'Administration des Postes.

Les décisions de ce Conseil sont susceptibles d'appel devant un « Conseil des appels », et, en dernier ressort, devant un « Conseil national des appels » où sont représentés les patrons et les ouvriers.

La loi institue également des *inspecteurs* chargés de surveiller l'application de la loi, et des *commissions locales* qui doivent prendre les intérêts des assurés, introduire les appels et rechercher s'il n'y a pas lieu de reviser les indemnités accordées.

Voici comment la loi fixe les indemnités et les pensions.

Quand un accident s'est produit, l'ouvrier reçoit gratuitement les soins médicaux.

Si, par suite de l'accident, l'ouvrier n'a pu reprendre son travail au bout de trois jours, il reçoit, en plus de l'assistance médicale, une indemnité temporaire, à partir du jour de l'accident et jusqu'au 43^e jour, égale à 70 p. o/o de son salaire journalier.

Si, au bout de six semaines, l'ouvrier n'est pas rétabli, il recevra alors une pension pendant tout le temps de son incapacité; 70 p. o/o de son salaire journalier, si l'incapacité est totale; une pension variable, suivant gravité, si son incapacité n'est que partielle.

Quand l'ouvrier est mort à la suite de l'accident, la Caisse devra payer :

Pour les frais funéraires, 30 fois le salaire d'une journée; à la veuve, une pension égale à 30 p. o/o du salaire, jusqu'à sa mort ou à son remariage;

Au mari, s'il était à la charge de sa femme, une pension n'excédant pas 30 p. o/o du salaire, jusqu'à sa mort ou à son remariage;

A chaque enfant, 15 p. o/o du salaire, et 20 p. o/o s'il est orphelin, à payer jusqu'à l'âge de 16 ans;

Aux parents, ou grands-parents, s'ils étaient à la charge du défunt, une pension viagère n'excédant pas 30 p. o/o du salaire;

Aux petits-enfants qui étaient à sa charge, une pension n'excédant pas 20 p. o/o, jusqu'à leur seizième année.

Aux beaux-parents à la charge du défunt, une pension viagère n'excédant pas 30 p. o/o du salaire.

Quand le veuf ou la veuve se remarie, la pension cesse, et on leur donne une somme de une à deux fois leur pension annuelle, à titre de règlement définitif.

Toutes ces pensions totalisées ne peuvent excéder 60 p. o/o du salaire de l'ouvrier; on commence par satisfaire aux droits du conjoint survivant et des enfants; on

(1) *Nederlandsche Staats-Gourant*, 25 janvier 1901.

alloue ensuite des pensions aux autres bénéficiaires, suivant l'ordre dans lequel ils ont été cités.

Si les pensions à allouer au conjoint et aux enfants dépassent 60 p. o/o, on les réduit proportionnellement.

Tous les calculs sont basés sur le salaire journalier, dimanches et fêtes exceptés; tout salaire journalier supérieur à 4 gulden (8 fr. 335) est réduit à cette somme pour les calculs (1).

Il n'y a lieu à aucune indemnité ni pension quand il est prouvé que l'accident a été intentionnel; si l'accident est imputable à l'état d'ivresse de la victime, l'ouvrier n'a droit qu'à la moitié des indemnités temporaire ou permanente et, si cet accident est suivi de mort, ses survivants n'ont aucun droit aux pensions.

Les fonds nécessaires pour couvrir les dépenses de la présente assurance contre les accidents sont fournis entièrement par les patrons, auxquels il est interdit de faire des retenues sur les salaires, à cette occasion. Ils sont obligés d'avoir des livres de paye régulièrement tenus, pour servir de base au calcul des primes et des indemnités. Le patron peut remplir ses obligations par l'un des trois moyens suivants :

1° Payer des primes régulières à la Caisse nationale d'assurance d'après le montant de ses rôles de paye et le coefficient de risque attribué à son industrie. Les salaires supérieurs à 4 gulden (8 fr. 335) ne sont comptés que pour cette somme.

2° Se faire autoriser, en versant un cautionnement à la Caisse nationale d'assurance, à effectuer lui-même le paiement des indemnités prescrites.

3° Transférer sa responsabilité à une Compagnie d'assurances, à condition que celle-ci ait versé un cautionnement à la Caisse nationale d'assurance.

Les pensions allouées sont inaliénables et insaisissables jusqu'à concurrence de 262 gulden (540 francs).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret en date du 14 juillet 1901, modifiant le décret du 10 mars 1894 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

(J. O. du 26 juillet 1901.)

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 12 juin 1893;

Vu le décret du 10 mars 1894;

Vu l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

ART. 1^{er}. — L'article 5, § 2, du décret du 10 mars 1894 est modifié ainsi qu'il suit :

« Ils seront largement aérés et, en hiver, convenablement chauffés. Ces locaux, leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés. »

(1) La valeur nominale du florin de Hollande (*gulden*) est de 0 gr. 60/8 d'or fin, soit 2 fr. 0832.

LOI du 18 juillet 1901, garantissant leur travail et leur emploi aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire (1).

(J. O. du 19 juillet 1901.)

ART. 1^{er}. — En matière de louage de services, si un patron, un employé ou un ouvrier est appelé sous les drapeaux comme réserviste ou territorial pour une période obligatoire d'instruction militaire, le contrat de travail ne peut être rompu à cause de ce fait.

ART. 2. — Alors même que, pour une autre cause légitime, le contrat serait dénoncé par l'une des parties, la durée de la période militaire est exclue des délais impartis par l'usage pour la validité de la dénonciation, sauf toutefois dans le cas où le contrat de louage a pour objet une entreprise temporaire prenant fin pendant la période d'instruction militaire.

ART. 3. — En cas de violation des articles précédents par l'une des parties, la partie lésée aura droit à des dommages-intérêts, qui seront attribués par le juge conformément aux indications de l'article 1780 du Code civil.

ART. 4. — Toute stipulation contraire aux dispositions qui précèdent est nulle de plein droit.

Décret du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 19 juillet 1901, modifiant, en ce qui concerne l'obtention des bourses d'études, le décret du 11 octobre 1899, portant règlement des écoles nationales d'arts et métiers.

(J. O. du 25 juillet 1901.)

Loi du 20 juillet 1901, modifiant l'article 6 de la loi du 5 novembre 1894, relative à la création des sociétés de crédit agricole.

(J. O. du 27 juillet 1901.)

ARTICLE UNIQUE. — L'article 6 de la loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole, est modifié comme suit :

« Les membres chargés de l'administration de la société seront personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation.

« En outre, au cas de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs ou des sociétaires, ils pourront être poursuivis et punis d'une amende de seize francs (16 francs) à cinq cents francs (500 francs). »

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats patronaux, etc., et 2^o par les correspondants (2).

Alpes-Maritimes. — L'industrie florale du département se maintient sans variation; la durée hebdomadaire du travail est de 60 heures, en moyenne. A Vallauris, la poterie se plaint du manque de main-d'œuvre, par suite de l'accroissement des débouchés, qui se fait heureusement sentir depuis deux ans.

(1) Cette loi a été discutée et adoptée la première fois par la Chambre dans sa séance du 25 mars 1898, puis modifiée à trois reprises différentes par le Sénat. Cette assemblée l'adoptait pour la dernière fois dans sa séance du 12 mars 1901. Retournée à la Chambre des Députés, la loi était l'objet d'un rapport de M. Odilon Barrot, déposé le 6 juin, et la loi était enfin adoptée, conformément au texte transmis par le Sénat, le 13 juin 1901. Elle a été promulguée le 18 juillet 1901.

(2) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au deuxième trimestre de 1901.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, situation stationnaire dans la *minoterie*. L'importation des *graines oléagineuses* continue à traverser une période de ralentissement; l'importation est signalée comme moins abondante que l'an dernier; par suite de la concurrence des ports étrangers, la fabrication a dû élever ses prix d'achat de quantités variant de 6 à 20 p. o/o. Accalmie dans la *fabrication des chaussures*, la *tonnellerie*. Pas de changements dans la *savonnerie*. La *raffinerie de soufre* se plaint d'une diminution de la consommation par les propriétaires de vignobles, conséquence de la crise viticole. L'industrie de l'*acétylène* et du *carbure de calcium* est en pleine prospérité, la consommation ne cessant d'augmenter dans de grandes proportions. Les *peintres de navires* attribuent l'état stationnaire de leur industrie à l'insuffisance de l'*outillage* du port en ce qui concerne les cales sèches et au prix élevé des frais de bassin.

Charente-Inférieure. — Dans la région de Rochefort, le travail a été en général plus abondant que pendant le premier trimestre. Chômage atteignant, à Rochefort, environ 700 ouvriers par suite de la grève des journaliers des usines de *briquettes* et des *chantiers de bois de construction*.

A La Rochelle, les *charpentiers de navire* souffrent du chômage; le personnel continue à diminuer dans les *chantiers de construction navale* par suite de l'absence de commandes.

A Saintes, crise dans le commerce des *spiritueux*.

Doubs. — Dans la région de Besançon, situation prospère dans la *boucherie*, main-d'œuvre plutôt insuffisante. La *fabrique d'horlogerie* est bien pourvue de commandes; la durée quotidienne de travail, pour les ouvriers en fabrique, est de 10 heures; il n'y a pas eu de chômage depuis deux ans.

A Pontarlier et environs, accalmie dans la *fabrication des cuirs*. Dans la région de Montbéliard et d'Audincourt, état stationnaire de la plupart des industries.

Gironde. — A Bordeaux, pas de changements, en comparaison avec le trimestre précédent, dans la *minoterie*, le commerce des *grains et farines*, le commerce des *huiles minérales*. Diminution du travail chez les *loueurs de voitures*, par suite de la concurrence des tramways électriques. Accalmie dans l'*industrie du meuble*. Bon courant de commandes dans l'industrie du *papier peint*. Ralentissement dans les industries *typographiques*, réduction de la durée de travail de deux heures par jour environ. Dans l'arrondissement de Libourne, saison excellente pour l'*horticulture*. A Moritzes, les *tuileries et briqueteries* de la vallée du Dropt continuent à se plaindre du manque de moyens de communication permettant l'écoulement de leurs produits.

Isère. — Ralentissement marqué dans l'industrie *drapière*; en comparaison avec l'an dernier, la production a baissé d'un tiers. La durée moyenne de travail par semaine est réduite à environ 40 heures.

Loir-et-Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BLOIS. — Pendant l'année 1900, le travail a été en général actif dans les *carrières* et dans le *bâtiment*.

A Blois, la *brasserie* a vu ses affaires augmenter, la *distillerie*, la *fabrication des liqueurs*, la *chocolaterie* ont eu une marche plutôt ascendante, la *fabrication des biscuits et gâteaux secs* a eu un bon début. L'*industrie céramique*, et, en particulier, la *fabrication de faïences artistiques*, ont été prospères. La récolte des *vins* a été abondante et les prix bien maintenus.

Dans l'arrondissement de Vendôme, état stationnaire de la *meunerie*; la vente des farines a été laborieuse; situation normale dans la *briqueterie*, la *tannerie*, la *fonderie*. La *ganterie* périclité de plus en plus, de même que la *fonderie de suifs* et la *fabrication des chandelles*. Les commandes ont été abondantes dans la *papeterie*. La *verrerie*, encombrée de surproduction en vue de l'exposition, a été obligée de ralentir sa fabrication.

A Romorantin, la *fabrique de lingerie* et de *chemiserie* est restée stationnaire; dans la *fabrique de draps*, la main-d'œuvre a augmenté et les prix sont devenus moins rémunérateurs.

Loire. — Dans la région de Saint-Étienne, situation normale, pour la saison, dans

l'horticulture, quoiqu'avec tendance à réduction du personnel ouvrier; pas de changements dans la *fabrication des chaussures*.

A Roanne, l'accalmie continue dans *l'industrie cotonnière*; les *fabriques de lainage* sont en pleine activité.

A Saint-Chamond, ralentissement général, sauf dans *l'industrie du velours*, bien alimentée. Dans la *fabrique de lacets*, on ne travaille plus que cinq jours par semaine. *L'industrie métallurgique* est toujours dans une situation difficile.

A Charlieu, pas de changements à signaler dans la *soierie*; salaires habituels.

Loire-Inférieure. — A Nantes, ralentissement des commandes chez les *importateurs de charbons*, dans l'espérance d'une baisse future des cours; situation stationnaire chez les *armateurs de vapeurs* du port.

A Saint-Nazaire, l'activité a été satisfaisante dans le *bâtiment*, la *construction navale*, les *travaux du port*. La diminution dans les arrivages de charbons a été compensée par les arrivages de bois du nord. Chômage nul; salaires habituels, onze heures en moyenne de travail quotidien dans les principales industries de la ville.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — Pendant le premier semestre de 1901, *l'industrie lainière* a bénéficié d'une remarquable fixité de prix pour tout ce qui concerne la laine mérinos. L'alimentation des *filatures à façon* de laine peignée a été assez satisfaisante pendant tout le semestre; dans les *filatures à forfait*, la demande a été normale et les stocks constamment réduits. L'alimentation des *filatures de laine cardée* a été également satisfaisante mais la hausse des prix de façon a été moins élevée que pour la filature de laine peignée. Dans la *fabrique de tissus*, fin semestre, les prix restent stationnaires et les offres ont peu d'activité pour les mérinos et cachemires; ventes calmes pour les flanelles; dans la *fabrique de feutres*, ralentissement, après une période de grande activité, ce qui a entraîné une réduction des heures de travail, afin d'éviter la formation de stocks trop importants.

Le *commerce des vins de Champagne* a été sensiblement atteint par la diminution de consommation en Angleterre (291.065 douzaines de bouteilles dédouanées pendant les six premiers mois de 1901, contre 391.011 douzaines pendant la période correspondante de 1900). Il y a, par contre, une légère amélioration sur le marché des États-Unis, l'importation, pendant les cinq premiers mois de 1901, s'est élevée à 106.930 caisses au lieu de 84.406 caisses pendant la période similaire de 1900. La consommation sur le marché français continue à se maintenir, ainsi que sur les autres marchés étrangers secondaires. La vigne présente un bel aspect et de riches apparences de récolte.

En *verrerie*, les tirages de vins, qui viennent de se terminer, ont été importants et ont absorbé la production des verreries champenoises; la campagne se termine sans stock appréciable.

Il ne s'est pas produit d'amélioration dans *l'industrie du bâtiment*, qui a traversé péniblement les premiers mois du semestre; depuis le 24 juin, les réparations et les modifications d'agencement ont donné une certaine activité aux travaux; il y a aussi un certain nombre de constructions en cours, qui font espérer une amélioration pour le deuxième semestre.

Dans l'arrondissement d'Épernay, la situation *agricole* peut être considérée comme assez bonne; les blés d'hiver promettent une récolte satisfaisante; mais la persistance des pluies de printemps a gêné la culture des avoines. Les seigles sont généralement beaux, et on a commencé la fauchaison. Les prairies naturelles ne donneront pas le rendement que l'on pouvait en espérer. Les betteraves ont été faites dans de bonnes conditions et les orages de ces temps derniers ont favorisé le développement de la plante. Les cours des blés se sont un peu relevés; quant à ceux des avoines, ils sont toujours fort élevés.

Meurthe-et-Moselle. — *L'industrie sidérurgique*, dans la région de l'Est, a encore souffert pendant le 2^e trimestre de la cherté du combustible et de l'insuffisance des commandes. Les salaires se maintiennent néanmoins, mais les jours de repos sont plus fréquents et le personnel, restreint depuis le commencement de l'année, n'a pas été augmenté.

Nièvre. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NEVERS. — Pendant l'année 1900, la récolte du blé a été bonne dans le département, mais les cours faibles; le prix du pain a diminué proportionnellement au prix du blé; le cours du bétail gras a subi de grandes fluctuations. La

vente des engrais a été assez active; la *distillation des bois*, à Prémery et à Demeurs a fonctionné de manière satisfaisante. Les *constructions* ont été moins abondantes qu'en 1899, les bois de charpente ont augmenté sensiblement. L'*industrie céramique* a de moins en moins d'importance, sauf la *tuilerie*, qui a eu un bon courant d'affaires, avec augmentation de prix. Les *industries extractives* sont restées stationnaires, les prix de la houille locale ont baissé. L'*industrie métallurgique* du département n'a pas échappé à la crise générale, diminution des commandes et baisse des prix; la fermeture de la forge de Fourchambault est une conséquence de cette situation. Le *commerce des bois de chauffage* a été plus actif; toutes les sortes se sont vendues à des prix plus rémunérateurs.

Nord. — A Lille, chez les *pâtisseries-confiseurs*, affaires plus restreintes que pendant le premier trimestre; chez les *tripiers*, situation identique; chez les *épiciers*, concurrence croissante des coopératives. Accalmie dans les *industries du cuir* de la région du Nord et du Pas-de-Calais; les *cordonniers sur mesure* signalent une légère diminution sur les cours des matières premières. L'*industrie lainière* subit une diminution de commandes qui se traduit par une réduction du travail évaluée par le syndicat linier du département à plus de 1/6. Accalmie analogue dans la *retorderie* et la *filature de coton*. Dans la *construction mécanique* (grosse et petite mécanique), pas de variations appréciables par rapport au précédent trimestre.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Pendant le premier semestre de 1901, plusieurs *filatures et tissages en laines* ont été fermés. La production est évaluée à 20 p. o/o au-dessous de celle d'une année normale; la production des *filatures de coton* a diminué. Les prix sont les mêmes qu'à la fin du précédent semestre, les salaires nominaux sont restés les mêmes, mais il y a eu diminution des salaires réels par suite du chômage. En comparaison avec le deuxième semestre de 1900, la situation générale peut être néanmoins considérée comme un peu meilleure.

Dans la région de Fourmies (2^e trimestre de 1901), l'activité du travail est en général satisfaisante. Pas de variations sur les salaires. En ce qui concerne spécialement l'*industrie lainière* (renseignements fournis pour 104 établissements groupant 855.000 broches, 16.500 métiers et 450 unités de peignage), le *peignage* est moins abondamment pourvu, la *filature* plus active, le *tissage* suffisamment alimenté. Amélioration des prix, quoique non encore à la parité des cours des matières premières. Il y a tendance à remettre en marche des métiers à tisser arrêtés antérieurement; 66 heures en moyenne par semaine. La main d'œuvre est suffisante pour le *peignage* et la *filature*; en *tissage*, elle fait toujours défaut. Les fabricants qui remettent des métiers en route sont obligés de faire venir des tisseurs de Saint-Quentin ou du Cambrésis.

Dans l'arrondissement de Valenciennes, le ralentissement s'est encore accentué dans les *industries métallurgiques*; le taux nominal des salaires est resté le même, mais les grands établissements sont arrivés à ne plus faire faire à leur personnel que 4 à 5 jours par semaine.

Dans l'arrondissement d'Armentières, il y a diminution de la production dans les *filatures de lin et de coton*, néanmoins le stock augmente; quelques établissements sont arrêtés; le chômage est évalué à 15 p. o/o pour les *filatures de lin*, à zéro pour les *filatures de coton*; les salaires n'ont pas subi de variation pour les ouvriers à la journée; pour les ouvriers à la pièce, il a subi une réduction d'environ 1/6 correspondant à l'arrêt de la production dans les *filatures de lin*. Dans les *tissages*, raréfaction générale de commandes, réduction de la journée de travail à 8 ou 9 heures dans un certain nombre d'établissements.

Pyrénées-Orientales. — **CHAMBRE DE COMMERCE DE PERPIGNAN.** — Pendant l'année 1900, le *commerce du bétail* n'a pas été aussi actif que les années précédentes, les cours ont fléchi sur les espèces chevaline et bovine; par contre, les nombreux achats anglais en Espagne ont relevé le prix des mulets. L'*importation des bois* a été considérable. La *fabrication des espadrilles* a dépassé celle de 1899, malgré la forte concurrence des manufactures de la Haute-Garonne et des Basses-Pyrénées. Le *commerce des fruits et primeurs* s'est maintenu; le *commerce des grains* a été fort actif, nombreux arrivages à Port-Vendres. L'*industrie des manches à fouet* dits *Perpignans* décline de plus en plus; les fabricants se plaignent de la concurrence italienne, qui fait entrer ses produits en France sous le nom de *Perpignans italiens*. La production des *bois merrains* s'est maintenue; cette industrie occupe un grand nombre des ouvriers

des montagnes. L'exploitation des mines se développe sur tous les points du département. La fabrication des papiers à cigarettes a progressé. L'industrie séricicole s'est maintenue; les magnaniers ont produit 28.482 kilogrammes de cocons en 1900, contre 28.337 kilogrammes en 1899. Le commerce des vins, assez actif au début de l'année, s'est ralenti dès le mois d'avril, et, en août, la baisse était de près de 40 p. o/o en comparaison avec les prix de la récolte de 1899. Ce commerce travaille avec difficulté.

Rhône. — Dans la région de Lyon, situation normale pour le commerce des primeurs; les fruits sont très abondants, les légumes rares, la baisse de prix des premiers est compensée par la hausse des seconds; pas de variation dans la boucherie et la charcuterie. Bonne activité dans la brasserie; manque de main-d'œuvre; à défaut d'ouvriers du métiers, on embauche des manœuvres ordinaires; dans le commerce en gros des spiritueux, état stationnaire.

Dans le tissage mécanique des soieries (région de Lyon et des départements limitrophes), on signale une baisse sensible des prix de façon, qui s'est fait sentir dès la fin du mois de mai; par contre, la fabrication à la main de l'étoffe de soie pure, teinte en fil, est plus active que les années précédentes. Chez les tullistes, légère hausse des salaires, transformation graduelle de l'outillage. L'industrie métallurgique a moins de travail que l'an dernier, mais, par rapport au trimestre précédent, il n'y a pas de changement sensible.

Dans l'arrondissement de Tarare, l'état du travail n'a pas sensiblement changé, sauf une certaine baisse dans la fabrication des soieries, des plumetis et des mousselines. Ce ralentissement est d'ailleurs normal pour la saison. Salaires habituels; la durée moyenne du travail quotidien est toujours de 10 heures.

Savoie. — Chez les carrossiers, charrons, forgerons en voitures de Chambéry, travail assez abondant, augmentation du nombre des établissements, hausse légère des salaires depuis l'an dernier. Chez les menuisiers, on se plaint du manque d'ouvriers; développement croissant de l'outillage mécanique.

Seine-Inférieure. — Dans la région de Rouen, ralentissement de fabrication chez les minotiers, comme tous les ans à même époque, hausse des cours (1 fr. 50 par 100 kilogrammes), mais vente très difficile; la hausse des cours est provoquée par les apparences de la récolte future; chez les charcutiers, situation normale; introduction d'outillages mécaniques dans quelques maisons. Dans la filature de coton, commandes moins abondantes que l'an dernier à pareille époque, chômage à craindre à bref délai; situation analogue dans les établissements de tissage, arrêt d'un certain nombre de métiers; chômage général en perspective de 1 à 2 jours par semaine. Rien à signaler chez les cordonniers-bottiers, de même chez les ouvriers de l'ameublement. Travail plus abondant que l'an dernier à la même époque chez les imprimeurs typographes et les papetiers.

A Elbeuf, chez les filateurs et effilocheurs de laine, travail plus abondant que l'an dernier, pénurie de main-d'œuvre; les chômages ont été moins fréquents que pendant le trimestre précédent. L'impression est analogue chez les fabricants de draps et nouveautés, toutefois l'activité du second trimestre de 1901 est loin d'avoir suffi à compenser les pertes subies dans le premier trimestre.

A Dieppe, les entrepreneurs de bâtiment estiment la situation bonne et le ralentissement aux approches de la saison balnéaire moindre que les années précédentes.

Au Havre, peu de travail chez les arimeurs du port; vente moins facile des engrais par les entrepreneurs de vidanges.

Seine-et-Oise. — Pas de changements dans la meunerie à Étampes. A Pontoise, légère augmentation du travail dans la boulangerie, augmentation des cours des farines. A l'Isle-Adam, travail moins abondant que l'an dernier dans le bâtiment, de même, à Saint-Germain-en-Laye et à Enghien; chez les blanchisseurs de Rueil, ralentissement du travail par suite des villégiatures, légère hausse sur les savons et les sels de soude.

Somme. — Pendant le premier semestre de 1901, la filature de jute a été assez favorisée par les cours des produits fabriqués; les prix ont été un peu plus faibles que ceux des lils, pour les produits du tissage. Les cordages de chanvre n'ont pu obtenir le prix rémunérateur; la situation a été meilleure pour les cordages de Manille. La fabrique de bonneterie de

laine n'a été que faiblement alimentée. La *bonneterie de coton* a été très bien alimentée pendant le premier trimestre; mais pendant le second trimestre, la baisse du coton a fait arrêter les ordres; on craint une nouvelle baisse pour le troisième trimestre. En ce qui concerne la *meunerie*, il reste à la fin du semestre un stock en blé et en farine suffisant pour attendre les rentrées de la récolte actuelle. Le marché des *laines brutes* a été touché par la baisse des laines communes et picardes; les laines mérinos ont été plutôt en hausse.

La situation a été difficile pour la *filature de laine* pendant tout le semestre, à cause de l'abondance du stock; toutefois, il n'y a pas eu de diminution des heures de travail; un chômage partiel est à craindre pour le deuxième semestre. La fabrication des *velours d'Utrecht* souffre toujours de la concurrence étrangère, les produits se vendent à très petit bénéfice. La *teinture de lainages* (velours et silésiennes) s'est jusqu'à présent bien maintenu à Amiens — A. LEFÈVRE.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 juillet.)

Ain. — A Bourg, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Bellegarde, pas de chômeurs, 70 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*. A Thoiry, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Aisne. — A Saint-Quentin, 6 p. o/o de chômeurs. 60 heures par semaine chez les *typographes*; Pas de chômeurs, 60 à 64 heures par semaine chez les *tisseurs et filateurs*; de même 66 heures chez les *apprêteurs*; 7 p. o/o de chômeurs, 30 à 35 heures chez les *tullistes en guipures*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*; de même et 66 heures chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *peintres*. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*. A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures chez les *mouleurs*; pas de changement chez ceux de Tergnier. A Saint-Michel, travail moins actif, 4 à 5 jours seulement de travail par semaine chez les ouvriers en *chaussures*; pas de changement chez les *mouleurs*. A Origny-en-Thiérache, pas de changement chez les *vanniers*.

Allier. — A Montluçon, 14 p. o/o de chômeurs travail moins actif chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *verriers en bouteilles*; 10 o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*. A Commentry, pas de changement chez les *mineurs*; 22 o/o de chômeurs, 66 heures par semaine, travail moins abondant chez les *métallurgistes*. A Treignat, pas de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers *agricoles*. A Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même et 72 heures chez ceux de Saint-Ennemond; 60 p. o/o de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. Pas de changement chez les *mineurs* de la Croix de Montvicq; de même chez ceux de Durdar-Larequille; pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Doyet. A Cusset, pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*. A Saint-Yorre, pas de changement chez les *sourciers des eaux minérales*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de changement chez les *boulangers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *électriciens-mécaniciens*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers-stucateurs*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail moins abondant chez les *restaurateurs-limonadiers*.

A Cannes, pas de changement chez les *boulangers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. A Menton, travail plus abondant, pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*. A Valauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardeche. — A Annonay, 10 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers-pâtisseries*; 4 p. o/o de chômeurs, travail toujours peu actif chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *ferblantiers*. A Tournon, près de 2 p. o/o de

chômeurs, 63 heures chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Serrières, pas de chômeurs, reprise du travail, 1 jour de plus par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*.

Ardennes. — A Charleville, travail plus abondant, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même et 60 heures chez ceux de Floing. A Pourru-aux-Bois, 15 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. A Francheval, 24 p. o/o de chômeurs chez les travailleurs de l'industrie lainière. A Fumay, pas de changement chez les *mineurs*, 1 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*, pas de changement, 60 heures chez ceux de Renwez, de même et 66 heures chez ceux de Laval-Dieu; 2 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vivier-au-Court; 11 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vrineux-aux-Bois. Aux Mazures, travail moins actif chez les *métallurgistes*; 4 p. o/o de chômeurs, 40 heures, travail toujours peu abondant chez ceux de Braux. A Neufmanil, 40 o/o de chômeurs chez les *forgerons d'écrous*. A Haybes, 1 p. o/o de chômeurs, 46 heures chez les *ardoisiers*.

Ariège. — A Lavelanet, pas de changement chez les *tisseurs*. A La Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, mais ralentissement du travail chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *filateurs*; pas de chômeurs, 66 heures, cependant travail moins actif chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; 8 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de changement, 72 heures chez les *coiffeurs*.

Aude. — A Narbonne, travail plus abondant pour les *cuisiniers*; travail moins actif chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A Carcassonne, 10 p. o/o de chômeurs, travail un peu plus abondant chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de changement, 60 heures chez les *mouleurs*; 22 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 18 p. o/o de chômeurs, 112 heures chez les *limonadiers*. A Onveillans, 45 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*. A Chababre, 20 p. o/o de chômeurs, reprise partielle du travail chez les *chapeliers*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, travail toujours abondant, pas de chômeurs, 57 heures chez les *tisseurs*; chômage presque général chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Millau, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers du bâtiment.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 9 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 7 p. o/o de chômeurs, 50 à 60 heures chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de changement chez les *conducteurs-imprimeurs*. 15 p. o/o de chômeurs, 30 heures chez les *blanchisseurs*. 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *caissiers-layetiers*; 25 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *carrossiers*; 2 p. o/o de chômeurs, 80 heures chez les *ajusteurs-mécaniciens*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *forgerons*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs-noyauteurs*; pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tôliers-fumistes*. Pas de chômeurs, 55 heures chez les *maçons limousinants*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *carreleurs*; pas de changement chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *tuiliers-céramistes*. Pas de changement chez les *charretiers-camionneurs*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *marins du commerce*; deux tiers de chômeurs chez les ouvriers des *docks (céréales)*; de même chez les ouvriers des *môles*; plus de moitié en chômage chez les ouvriers des *ports et quais*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers des *entrepôts de bois*. 30 p. o/o de chômeurs chez les *piqueurs de sel*. Pas de changement chez les *représentants et placiers du commerce*; de même chez les *employés d'hôtels et restaurants*; 8 p. o/o de chômeurs 72 heures chez les *liquoristes*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *égoutiers*.

A Arles, pas de changement chez les *boulangers*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. A Aubagne, travail moins abondant chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *potiers*. A Châteaurenard, pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A Fontvieille, 22 p. o/o de chômeurs, travail moins actif chez les *carriers*. A la Ciotat, pas de changement chez les

boulangers. A Fuveau, pas de chômeurs, mais seulement 5 jours de travail par semaine chez les mineurs. Pas de changement chez les pêcheurs de Berre, de même chez ceux de Martigues. A Salon, pas de changement chez les maçons.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les mouleurs; pas de chômeurs, 112 heures chez les coiffeurs. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 47 à 55 heures chez les ouvriers de l'industrie cotonnière. A Falaise, pas de changement chez les bonnetiers.

Cantal. — A Aurillac, grande activité, 72 heures en moyenne, chez les maçons, tailleurs de pierre, serruriers, charpentiers, menuisiers, peintres et plâtriers; les ouvriers en parapluies, les tanneurs, les scieurs à la mécanique et les galochiers. Ralentissement chez les cordonniers et chez les ébénistes.

Charente. — A Angoulême, grève chez les boulangers; travail toujours actif chez les cordonniers; pas de chômage chez les ouvrières de la confection; pas de changement chez les tailleurs de pierre et maçons. A Cognac, 7 p. o/o de chômeurs et les typographes; pas de chômeurs, 60 heures chez les métallurgistes. A la Couronne, pas de chômeurs, 66 heures chez les tisseurs en métaux.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, travail toujours actif chez les marins-pêcheurs; pas de chômeurs chez les typographes; 1 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes; 3 p. o/o de chômeurs chez les employés de commerce. A Rochefort, 20 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant, 110 à 115 heures par semaine chez les boulangers; travail actif chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures chez les tailleurs de pierre et maçons.

Cher. — A Bourges, 6 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers en toiles cirées; pas de changement chez les ouvriers des cuirs et peaux; pas de chômeurs, 66 heures chez les charpentiers; 6 p. o/o de chômeurs, 70 heures chez les ouvriers en voitures; pas de chômeurs, 54 heures chez les ouvriers en essieux; pas de chômeurs, 66 heures chez les tailleurs de pierre, de même chez les peintres; pas de chômeurs, 78 heures chez les terrassiers et journaliers; un tiers en chômage chez les employés de commerce.

A Saint-Amand, travail plus abondant chez les menuisiers; pas de chômeurs chez les ouvriers en voitures, 9 p. o/o de chômeurs chez les sabotiers-galochiers; pas de chômeurs chez les maçons; pas de changement chez les plâtriers et peintres. A Dun-sur-Auron, nombreux chômeurs, 60 heures chez les carriers; pas de chômeurs, 66 heures chez les maçons. A Jussy-le-Chaudrier, travail plus actif, 66 heures chez les chauffourniers; pas de chômeurs, travail toujours abondant chez les bûcherons. A la Guerche, pas de changement, 71 heures chez les chauffourniers; pas de chômeurs chez les bûcherons; de même chez ceux d'Apremont et de la Chapelle-Hugon. Nombreux chômeurs chez les bûcherons de Cully et chez ceux de Sancergues; pas de chômeurs, 78 heures chez ceux de Neuvy-le-Barrois; de même et 84 heures chez ceux de Méry-en-Bois; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux de Grossouvre, pas de changement chez ceux de Vallenay. A Nérondes, travail peu abondant chez les ouvriers agricoles. A Mehun-sur-Yèvre, pas de chômeurs chez les peintres en porcelaines. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs, 66 heures chez les tuiliers.

Corrèze. — A Tulle, travail toujours actif, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les typographes; travail plus abondant chez les menuisiers. A Brive, 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures chez les maçons et tailleurs de pierre; 17 o/o de chômeurs chez les couvreurs. A Bort, pas de chômeurs chez les chapeliers-fouleurs.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs chez les relieurs-doreurs; de même chez les typographes; nombreux chômeurs chez les ouvriers en chaussures; 3 p. o/o de chômeurs, 90 heures chez les employés de commerce. A Beaune, pas de chômeurs, 60 heures chez les typographes. A Semur, pas de chômeurs, 60 heures chez les typographes. A Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs chez les bûcherons. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les tûcherons agricoles.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs. 72 heures par semaine chez les *mineurs* de Lavaveix.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *typo-lithographes*. 40 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; travail peu abondant, 60 heures par semaine chez les *menuisiers-ébénistes*; 20 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *peintres en bâtiment*. Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers*; de même et 66 heures chez les *sabotiers*.

Doubs. — A Besançon, pas de changement chez les *grandisseurs-pierristes*; pas de chômeurs chez les *cochers*. A Montbéliard, pas de changement chez les *horlogers*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *maçons*. A Audincourt, pas de changement chez les *typographes*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, travail soutenu chez les *filateurs*; peu actif chez les *tisseurs*. A Sainte-Suzanne travail un peu plus actif chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 67 heures chez les *scieurs de bois*; pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers en *chaussures*. A Die, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Saint-Resitut, pas de chômeurs, 40 heures chez les *carriers*. A Saint-Uze, travail plus abondant, pas de chômeurs 66 heures chez les *métallurgistes*. A Saint-Vallier, pas de changement, 78 heures chez les *carrossiers*.

Eure. — A Louviers, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tisseurs*. A Pont-de-l'Arche, 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *chaussonniers*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 66 à 72 heures par semaine chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Châteaudun, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* (tous occupés aux moissons ou au battage); travail assez actif dans l'*imprimerie*; de même pour les autres professions.

Finistère. — A Brest, pas de changement pour les travailleurs du *vêtement*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *travailleurs réunis du port*; pas de changement, 72 heures chez les *charbonniers*. A Audierne, pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, mais travail moins abondant chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs chez les *lithographes*. A Bessèges, pas de chômeurs chez les ouvriers des *laminoirs*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *vanniers*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 13 p. o/o de chômeurs, 98 heures par semaine chez les *boulangers*; pas de changement chez les *confiseurs-distillateurs*; 6 p. o/o de chômeurs 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; de même et 60 heures chez les ouvriers en *meubles*, de même chez les *métallurgistes*; reprise partielle chez les *hommes de peine* et *manœuvres*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*.

Gironde. — A Bordeaux, 6 p. o/o de chômeurs, travail moins actif, 70 heures par semaine chez les *jardiniers*; 4 p. o/o de chômeurs, 84 heures chez les *pâtisseries-glaciers*; travail plus abondant chez les *cuisiniers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*. Pas de changement chez les *gaziers*. Travail moins actif chez les *photo-lithographes*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *papetiers-relieurs*. Nombreux chômeurs, morte-saison chez les *tailleurs*; pas de changement, 54 heures chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de chômage chez les *passementiers*. Travail un peu plus abondant, 50 à 55 heures chez les *charpentiers de haute-futaie*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs de long*; 10 p. o/o de chômeurs, 65 heures, travail maintenu chez les *ébénistes-billardiers*; pas de chômeurs, 68 heures chez les *brossiers*; 6 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les ouvriers

des constructions maritimes; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *bijoutiers*; 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre* et les *maçons*. Pas de changement chez les *marins du commerce*; travail moins abondant chez les *déménageurs-emballeurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *service des eaux*; de même chez les *balayeurs*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *nettoyeurs de magasins*.

A Arcachon, pas de chômage chez les *chauffeurs-marins*. A Libourne, travail plus abondant, 84 heures chez les *charpentiers*.

Hérault. — A Montpellier, morte-saison, travail contrarié par la sécheresse, 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *jardiniers fleuristes*; 11 p. o/o de chômeurs, 75 heures chez les *boulangers*; morte-saison, 25 à 30 heures chez les *tailleurs*; travail moins actif, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ébénistes*; travail plus abondant chez les *terrassiers*; 34 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *commis et employés*; 30 p. o/o chez les *garçons d'hôtel et limonadiers*. A Béziers, 13 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*. A Cette, travail plus abondant, 12 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en bois *merrains*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Fabrègues, nombreux chômeurs chez les *travailleurs de terre*. A Marsillargues, nombreux chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*. A Vic-les-Étangs, travail moins abondant chez les ouvriers *agriculteurs*. A Graissessac, 18 p. o/o de chômeurs, 52 heures chez les *mineurs*. A Mèze, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, travail moins abondant, pas de chômeurs chez les *chapeliers*. A Fougères, travail actif, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 10 p. o/o de chômeurs, 20 à 25 heures chez les *cordonniers*; 2 p. o/o de chômeurs, 45 heures chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*. A Bruz, pas de changement, 72 heures (au jour), 48 heures (fond) chez les *mineurs*. A Louvigné-du-Désert, pas de chômeurs chez les *granitiers*. A Saint-Malo, 40 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *charbonniers*.

Indre. — A Châteauroux, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômage chez les *ouvriers en draps*; de même et 60 heures par semaine chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômage pour les *ouvriers du bâtiment*. Au Poinçonnet, 40 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *bûcherons et carriers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 16 p. o/o de chômeurs, 55 heures par semaine, travail moins actif chez les *typographes*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; 23 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômage, 66 heures par semaine chez les *ébénistes*. A Châteaurenault, pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; 10 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de chômage, 72 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, travail plus abondant, pas de chômeurs, 98 heures par semaine chez les *cuisiniers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeurs chez les *teinturiers en peaux*; 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ébénistes-sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs en fer*; travail moins abondant chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *gaziers*; travail peu actif chez les *artistes musiciens*; pas de changement chez les *employés des tramways*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*. A Rives, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Bouvesse-Quirieu, 20 p. o/o de chômeurs, chez les *carriers*. A Parmillieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*; de même chez les *nacriers de Vinay*. A Izeaux, pas de chômeurs, 66 heures chez les *cordonniers*.

Jura. — A Lons-le-Saunier, 20 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *ouvriers agricoles*; pas de chômage chez les *typographes*. A Dôle, travail plus abondant, pas de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les *typographes*. A Champagnolle, pas de chômeurs, 73 heures chez les *fromagers*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *mécaniciens*. A Dax, pas de changement chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, chez les *mouleurs*.

Loir-et-Cher. — A Blois, travail moins actif, 40 à 60 heures chez les *typographes*; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *coupeurs en chaussures*. A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers en *draps*. A Vendôme, pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 98 heures par semaine chez les *boulangers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *imprimeurs, graveurs*; pas de changement chez les *veloutiers*; pas de changement, 60 p. o/o de métiers arrêtés chez les *rubaniers*; 34 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tisseurs* (Ligue); 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tisseurs à la mécanique*; 8 p. o/o de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *métallurgistes*; pas de changement, 60 heures chez les *maçons*; de même chez les *mécaniciens-chauffeurs de tramways*; pas de changement chez les *employés de fabrique*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Roanne, pas de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers*; pas de changement, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*. A Bourg-Argental, travail moins actif, 35 à 40 heures chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *tourneurs en poterie*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en fonte*. A Saint-Chamond, pas de changement chez les *métallurgistes*; travail plus actif, 70 heures chez les *armuriers*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *marchaux ferrants*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Saint-Jean-de-Bonnefonds, pas de chômeurs chez les *mineurs*; 40 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *passemmentiers*. A Saint-Rambert, 20 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. A Aveizieux, pas de changement chez les *passemmentiers*. A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. Aux Barques-Saint-Rambert, 13 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tisseurs-rubaniers*. A Jarnasse, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Terrenoire, 23 p. o/o de chômeurs chez les *passemmentiers*; deux tiers de chômeurs chez ceux de la Fouillouse. A Saint-Genest-Lerpt, 60 p. o/o de chômeurs, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; pas de changement, 60 heures chez les *chefs d'ateliers passemmentiers*. A Saint-Denis-de-Cabannes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en soieries*. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les *chapeliers*; pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*. A Régnv, pas de chômeurs chez les *teinturiers*. A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; travail moins abondant chez ceux de Rive-de-Giers A Firminy, 60 heures en moyenne dans les ateliers de *hauts fourneaux et puddlage*; 50 heures dans les *forges, fonderies, tours et ajustage*; 30 à 40 heures dans les ateliers de *laminoirs et tréfilerie*. A Sail-sous-Couzan, pas de changement, 66 heures chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même et 72 heures par semaine chez les *cordonniers*. A Saint-Didier-la-Séauve, 40 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *chefs d'ateliers passemmentiers*. A Sainte-Florine, pas de chômeurs, 66 heures chez les *mineurs*. A Sainte-Sigolène, deux tiers de chômeurs chez les *passemmentiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 7 p. o/o de chômeurs, 54 à 66 heures par semaine chez les *relieurs-papetiers*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de changement chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; travail plus abondant, 6 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; pas de chômeurs chez les *granitiers*; 6 p. o/o de chômeurs, 75 heures chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Chantenay, pas de changement chez les *ferblantiers boitiers*. A Montoir-Trignac, pas de changement chez les *mouleurs en métaux*.

Loiret. — A Orléans, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers

en voitures; pas de chômeurs chez les *tonneliers-vinaigriers*; de même et 66 heures chez les *tailleurs de pierre*. A Montargis, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Pithiviers, pas de changement chez les *typographes*. A Chevilly, pas de chômeurs chez les *bâcherons*.

Lot. — A Cahors, 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *peintres-tapisseries*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 119 heures par semaine chez les *bouchers-charcutiers*; 24 p. o/o de chômeurs, 45 à 50 heures chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même et 77 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; de même chez les *peintres* et chez les *plâtriers*. A Villeneuve-sur-Lot, 35 p. o/o de chômeurs, 58 heures chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; 10 p. o/o de chômeurs, 78 heures chez les *employés de commerce*. A Casteljaloux, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement, 66 à 72 heures chez les *hommes de peine*. A Fumel, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Lavardac, pas de changement, 60 heures chez les *bouchonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *peigneurs de chanvre*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures* (l'incendie d'une maison a arrêté le travail de 200 ouvriers); pas de chômeurs chez les *galochiers*; travail moins abondant pour les *manœuvres* et les *terrassiers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés*. A Cholet, pas de chômeurs chez les *tisserands*; 7 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saumur, pas de chômeurs chez les *tailleurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 45 à 63 heures chez les *bijoutiers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Gestié, pas de chômeurs mais travail peu abondant chez les *tisserands*; nombreux chômeurs et 90 heures chez ceux de Trémentines. Au May-sur-Evre, pas de chômeurs, 36 heures chez les *tisserands*; de même et 30 heures chez ceux de la Tessoualle; 35 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Philibert-en-Mauges; travail toujours peu actif chez ceux de Saint-Léger. A la Séguinière, pas de changement chez les *tisserands*; 8 jours seulement de travail par mois chez les *blanchisseurs*.

Marne. — A Reims, 2 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*; pas de changement, 60 heures par semaine chez les *typographes*; travail plus actif, pas de chômeurs chez les *teinturiers et apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tonneliers cavistes*; pas de changement, 60 à 65 heures chez les *menuisiers-ébénistes*, pas de chômeurs, 78 heures chez les *maçons*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs de la traction électrique*. A Épernay, travail plus actif, pas de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *bouchonniers*. A Fismes, 21 o/o de chômeurs chez les *apprêteurs en pelletteries*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *mégissiers-palissonneurs*. A Saint-Dizier, 4 p. o/o de chômeurs, 63 heures chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 9 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*. A Renazé, travail moins abondant chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *métallurgistes*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de chômeurs mais morte-saison chez les *tailleurs*; de même dans l'*industrie du vêtement*; travail moins abondant, 20 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Buxières-aux-Dames, pas de chômeurs, 66 heures chez les *mineurs*; travail moins actif, un tiers de chômeurs chez ceux de Frouard et de Bouxières-aux-

Chênes; 3 jours de chômage par quinzaine chez ceux de Chavigny; travail moins actif chez ceux de Champigneulle; pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Jeuf et de Ludres; de même et 72 heures chez ceux de Gobbranchés.

Meuse. — A Lérrouville, pas de chômeurs, 72 heures par semaine chez les *carriers*. A Vaucouleurs, 12 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *mouleurs*. A Cousances-aux-Forges, travail toujours peu actif chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers* de la Perrière; de même et 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; greve chez les *peintres*; pas de changement, 60 heures chez les *travailleurs réunis du port*. A Ploemeur, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ferblantiers-boitiers*.

Nièvre. — A Nevers, pas de changement chez les *subotiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs chez ceux de la Charité; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutiers. A Decize, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement, 60 heures chez ceux de Guérigny. A Corvol, pas de changement chez les *ouvriers des bois*; pas de changement chez ceux de Ciez; de même chez ceux d'Entrains. A Arquian, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *bâcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Amand, de la Chapelle-Saint-André et de Saint-Verain.

Nord. — A Lille, travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *confiseurs-chocolatiers*; 8 p. o/o de chômeurs, 98 heures chez les *cuisiniers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-papetiers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des industries du *cuir*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de chômeurs, 55 heures chez les *menuisiers en sièges*; de même et 66 heures chez les *carrossiers*; travail moins abondant chez les *métallurgistes*; 1 p. o/o de chômeurs, 70 heures chez les *voyageurs et employés de commerce*.

A Douai, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail assez actif, 60 heures chez les *métallurgistes*. A Dunkerque, 5 o/o de chômeurs, 66 heures chez les *tordeurs d'huile*; pas de changement chez les *charpentiers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 à 80 heures chez les *métallurgistes*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers-podliers*; 10 p. o/o de chômeurs, 56 heures chez les *marbriers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; un quart de chômeurs, 66 heures chez les *plafonneurs*. A Roubaix, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*; 60 p. o/o de chômage, 40 heures chez les *liscurs-piqueurs*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; un quart en chômage, 70 heures chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers*; de même chez les employés de *tramways*. A Valenciennes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Cambrai, 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *travailleurs du tissu*; pas de changement chez les *mouleurs*. A Maubeuge, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, travail moins actif, 48 à 66 heures chez les divers ouvriers de *filatures*; pas de changement chez les employés et *contremaitres de filatures*; travail moins abondant, 50 à 66 heures chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers du *peignage*; travail moins actif, 33 à 48 heures chez les *dévideuses*; pas de changement, 60 à 66 heures chez les ouvriers de la *retorderie*; pas de chômeurs, 34 à 66 heures chez les *piqurières*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers en grosse moquette*; 26 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. A Avesnes-le-Sec, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même et 66 heures chez ceux d'Avesnes-les-Aubert; de même chez ceux du Cateau. Pas de changement chez les *tisserands* de Saulzoir; travail très actif, pas de chômeurs chez ceux d'Haspres; pas de changement chez les ouvriers *textiles* de Wignehies. A Comines, 6 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *rubaniers*. A Marly, pas de chômeurs, mais 22 heures seulement chez les *imprimeurs sur tissus*.

A Auberschicourt, pas de changement chez les *mineurs*. A Armentières, moins de 1 p. o/o de chômeurs, 62 heures chez les *charpentiers*. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Vieux-Condé, 1 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les *cordonniers*; pas de changement, 65 heures chez les *métallurgistes*. A Hautmont, 1 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux d'Onnaing. A Cousolre, travail peu abondant.

40 heures chez les *marbriers à la pendule*. A Jeumont, travail plus actif, 60 à 66 heures chez les *marbriers*. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 66 heures chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Lourches, pas de chômeurs chez les *verriers*. Pas de changement chez les *verriers à vitres* de Fresnes.

Oise. — A Beauvais, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 36 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les *menuisiers*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables et employés*. A Senlis, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Hermes, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les *scieurs à la mécanique de bois et d'os*. A la Croix-Saint-Ouen, pas de changement chez les *layetiers*. A Creil, 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*. A Crépy-en-Valois, grève chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers en bâtiment*. A Méru, travail un peu peu actif chez les *boutonniers en os*. A Saint-Sauveur, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *brossiers*. A Tracy-le-Mont, pas de changement chez les mêmes ouvriers. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant chez les *mouleurs*. Pas de chômeurs, mais morte-saison, 63 heures chez les *brossiers* de Béthézy-Saint-Pierre.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *menuisiers*, travail plus actif chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *plâtriers*; de même, chez les *couvreurs-zingueurs*. A Flers, travail moins abondant, 50 heures chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; travail plus actif, 66 heures chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, travail plus actif, 72 heures chez les *typographes*; travail moins actif, 5 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *cordonniers et tanneurs*; 1 jour de chômage, 66 à 72 heures chez les ouvriers en bois et du bâtiment; 10 o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 68 heures chez les *menuisiers*; de même, et 48 heures chez les *tailleurs*. A Calais, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Lens, pas de chômeurs, mais travail moins abondant chez les *mineurs*. A Montreuil, travail plus actif; 66 heures chez les *typographes*. A Marquise, pas de changement chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de changement, 84 heures par semaine chez les *boulangers*; moins de 2 o/o chez les *typographes*; 12 o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers du campement*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, travail plus abondant chez les *carrossiers*, travail moins abondant chez les *limonadiers*. A Riom, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers des tabacs*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail toujours très abondant, 66 heures par semaine chez les *maçons*; 10 p. o/o de chômeurs, morte-saison, chez les *tailleurs*. A Bayonne, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail maintenu chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *ouvriers du bâtiment*, 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. Au Boucau, 7 jours de chômage par quinzaine chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, moins de 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*. A Bagnères-de-Bigorre, grève chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *ouvriers textiles*; de même chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 20 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. A Canohès 30 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de terre et vignerons* (les chômeurs sont occupés 3 jours par semaine dans les chantiers municipaux). Moitié en chômage chez les

travailleurs de terre de Clairac; de même et 48 heures chez ceux d'Espira-de-l'Agly; 1/4 de chômeurs, 45 heures chez ceux du Soler.

Rhin (Haut-). — A Belfort, 10 p. o/o de chômeurs, 55 heures par semaine chez les *ouvriers textiles* (la plupart des usines, depuis le 15 juin, chôment 1 jour par semaine, les autres ont renvoyé le 1/6 de leur personnel). A Héricourt, 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers textiles*; ceux de Rougegoutte ne comptent point de chômeurs, mais ne travaillent pas le samedi depuis le 15 juin. A Giromany, pas de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; de même chez les *ouvriers du bâtiment*.

Rhône. — A Lyon, 8 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *chocolatiers*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *photographes*. Pas de chômeurs chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; de même chez les *tisseurs*; travail plus abondant, 14 p. o/o de chômeurs chez les *tullistes à la chaîne*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *coupeurs-tailleurs*; morte-saison, 40 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; 20 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *chapeliers*; 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tourneurs sur bois*; 9 p. o/o de chômeurs, 50 à 55 heures chez les *tréfileurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *litières*; 10 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *bronziers*, pas de changement chez les *horlogers-bijoutiers*. Nombreux chômeurs, 50 à 60 heures chez les *paveurs*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *sculpteurs*; pas de chômeurs chez les *camionneurs*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *dames employées de commerce*. Pas de changement chez les *coiffeurs*. A Thizy, pas de chômeurs, 54 heures chez les *tisseurs*, 1/4 de chômeurs chez ceux de Thizy-au-Bourg. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliers*; travail toujours abondant pour l'article fantaisie. A Sainte-Suze, 3 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers des cuirs et peaux*. A Grandris, faible reprise chez les *tisseurs de cotonnade à la main*, qui comptent 1/5 des leurs en chômage; 2/5 de chômeurs chez les *tisseurs à la mécanique*; 63 heures de travail par semaine chez les *tisseurs en soieries à la mécanique*; travail toujours abondant chez les *tisseurs en soieries à la main*.

Saône (Haute-). — A Plancher-les-Mines, 13 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Digoin, pas de chômeurs, 60 heures chez les *faïenciers*; pas de changement chez les *maçons*. Au Creusot, 60 heures en moyenne chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs, 50 heures chez les *piqueurs de grès*. A Montchanin, pas de chômeurs, 60 heures chez les *tuiliers*. A Montceau-les-Mines, travail abondant chez les *bateliers*. A Epinac, 2 p. o/o, 60 heures chez les *verriers*. A Coublanc, 40 p. o/o chez les *tisseurs*. A Nanton, chez les *carriers*, pas de chômeurs, 60 heures. A Saint-Émilion, 20 p. o/o de chômeurs 72 heures chez les *carriers*, *piqueurs de grès*. A Perrecy-les-Forges, 54 heures, 25 o/o chez les *mineurs*. A Tournay, pas de changement, 72 heures chez les *mineurs*. A Tournus, pas de chômeurs chez les *ouvriers en sièges*.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 15 o/o de chômeurs chez les *menuisiers*, pas de changement, 66 à 72 heures chez les *couvreurs*; 46 o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; 23 o/o de chômeurs, 72 heures chez les *maçons*; travail actif, la main-d'œuvre fait défaut chez les *galochiers*, pas de chômeurs, 72 heures chez ceux de la Flèche. A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 72 heures chez les *tanneurs*. A Vibray, 10 p. o/o de chômeurs, 66 à 69 heures chez les *ouvriers en manches de parapluies et ombrelles*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *menuisiers*, de même et 60 heures chez les *serruriers*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Arvillard, pas de changement, 60 à 66 heures chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chô-

meurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Thollon, pas de chômeurs, 62 heures chez les *carriers*.

Seine. — A Paris, morte-saison chez les *travailleurs de l'industrie florale*; environ 9 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *biscuitiers en pain d'épices*; travail plus abondant, 4 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 15 p. o/o de chômeurs, chez les *charcutiers*.

Travail moins abondant, 15 p. o/o de chômeurs chez les *papetiers-règleurs*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 12 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *coloristes enlumineurs*; travail moins abondant, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* 5 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *lithographes* (Union); 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; un peu plus du 1 p. o/o de chômeurs chez les *graveurs*, morte-saison, 48 à 50 heures chez les *graveurs en écriture française*, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *graveurs de musique*; pas de changement chez les *graveurs sur bois*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *conducteurs-pointeurs*; 18 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant chez les *imprimeurs-lithographes* (Résistance); 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*; 7 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *dessinateurs-chromistes*.

Travail un peu plus abondant, 8 p. o/o de chômeurs chez les *corroyeurs du cuir noir*; 33 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *mégisseurs du mouton*; 21 p. o/o de chômeurs; 50 heures chez les ouvriers du *cheveau glacé*; 15 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *apréteurs en pelleteries*; travail assez actif, pas de changement chez les *gantiers*; travail plus actif, 60 à 66 heures chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; travail moins abondant, 42 à 54 heures chez les *gainiers*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *monteurs en chaussures*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *talonniers*; 8 p. o/o de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *doreurs sur cuir*.

20 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *tisseurs en tous genres*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *bretelle* et de la *ceinture*; 10 o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; demie journée chez les *couturières*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*; pas de changement chez les *coupeurs de poils*; 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; moitié de chômeurs chez les *façonniers-passementiers à la barre*; 4 p. o/o de chômeurs, 25 heures seulement chez les *passementiers à la main*; 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-couleurs de lavoirs*.

4 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; 30 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *menuisiers*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ébénistes en photographie*; 13 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *scieurs-déconpeurs-mouluriers*. Pas de changement chez les *tonneliers*; 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *peintres en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tourneurs en procédés (billard)*; pas de changement, 60 heures chez les ouvriers de la *broserie pour peinture*.

24 p. o/o de chômeurs, travail moins actif chez les *modeleurs-mécaniciens*; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *limes*; 24 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *mouleurs en cuivre*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolleteurs*; pas de changement chez les *tourneurs-robinettiers*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *mécanique industrielle*; moins de 1 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *serruriers en bâtiment*; travail moins abondant chez les *plombiers-colonnards*; 2 p. o/o de chômeurs, 45 heures chez les *bronzers-galvaniseurs*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *potiers d'étain*; pas de changement chez les *trombonistes*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *instruments de précision*; 6 p. o/o chez les *bijoutiers en argent*; travail moins actif, 36 heures chez les *sertisseurs*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *opticiens*.

Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *sculpteurs du bâtiment*; nombreux chômeurs chez les *sculpteurs statuaires*; pas de chômeurs chez les *graveurs de cimetières*; pas de changement chez les *fourniers*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *cimentiers*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *terrassiers-puisatiers*; travail plus actif, 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 65 heures chez les *enduseurs*. Pas de chômeurs chez les *biseauteurs et polisseurs de glaces*; travail plus abondant chez les *boucheurs à l'émeri*.

Pas de changement chez les *cochers de grande remise*; de même chez les *receveurs pontonniers des bateaux parisiens*; près de 2 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs d'automobiles*. Pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*. Pas de changement chez les *représentants et employés de la bijouterie*; les *placiers en fleurs et plumes*; les *employés des bureaux de placement*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de la Bourse du commerce*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *clercs d'huisserie*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie*; de même chez les *employés en serrurerie*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*; moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *sténographes (Alliance)*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de l'alimentation*.

Nombreux chômeurs, moyenne de 126 heures chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de changement chez les *employés d'hôtel*; de même chez les *garçons laitiers*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*; de même chez les *élèves en pharmacie*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de l'enseignement libre*; pas de changement chez les *professeurs de l'enseignement libre*. Travail moins abondant chez les *porteurs de journaux*; pas de changement chez les *ouvriers des chantiers de la Ville*; pas de chômeurs, 70 heures chez les *ouvriers de la voie publique*; pas de chômeurs, 70 heures chez les *fosseyeurs*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *gaziens*.

A Saint-Denis, travail moins abondant chez les *graveurs pour impressions*. A Arcueil, 6 p. o/o de chômeurs, 70 à 80 heures chez les *blanchisseurs*. A Argenteuil, 25 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers*. A Aubervilliers, pas de changement chez les *échaudeurs*. A Clamart, travail moins abondant chez les *treillageurs-rustiqueurs*, de même chez les *travailleurs du chiffon de Gentilly*. A Levallois, pas de changement chez les *peintres*; de même chez les *employés du nettoyage à Ivry*. A Boulogne, travail moins abondant, 60 heures chez les *peintres*. A Villemonble, un quart de chômeurs, 50 heures chez les *jardiniers*. A Colombes, pas de chômeurs, 40 à 45 heures chez les *chapeliers*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail moins actif, un peu de chômage chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *chaudronniers*; pas de changement, 66 heures par semaine chez les *maçons-plâtriers*; 28 p. o/o de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés*; pas de changement chez les *maîtres d'hôtels de restaurants*.

Au Havre, plus de 60 p. o/o de chômeurs chez les *canionneurs*; 2/3 de chômeurs chez les *charbonniers*. Pas de changement chez les *boulangers*, nombreux chômeurs chez les *voiliers*; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *modeleurs en fonderie*; 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ajusteurs*; 28 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *maçons-plâtriers*. A Elbeuf, 12 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les mêmes ouvriers. A Bolbec, pas de changement chez les *ouvriers cotonniers*; pas de chômeurs, 66 heures chez ceux de Lillebonne. A Arques, pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers à la mécanique*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 60 à 72 heures par semaine, travail plus abondant chez les *typographes*. A Lagny pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*; 72 heures, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre de Souppes*. A Fontainebleau, 28 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail un peu plus abondant chez les *typographes*; pas de changement chez les *cantonniers*. A Étampes, 5 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *peintres*. A Ruell, pas de changement chez les *gaziens*. A Essonne, pas de changement, 66 heures chez les *mouleurs*. A Bonnières, pas de chômeurs chez les *raffineurs de pétrole*. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs chez les *carriers*; de même chez ceux de Méry-sur-Oise. A Corbeil, travail actif, pas de chômeurs chez les *maçons-plâtriers*. A Montmorency, pas de chômeurs, 72 heures chez les *briqueyeurs*. A Sèvres, pas de changement chez les *blanchisseurs*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *ferblantiers*; pas de changement chez ceux de Melle. A Moulins, 40 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*.

Somme. — A Amiens, pas de changement chez les *typographes*; 25 p. o/o de chômeurs,

50 heures chez les *coupeurs en chaussures*; un peu de chômage chez les ouvriers en *chaussures*; travail peu actif chez les *tisseurs*; 30 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs en fer*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *commis aux écritures*; 12 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 64 heures chez les *couvreurs*. A Corbie, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Abbeville, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du bâtiment. A Fréville-Escarbotin, 15 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les ouvriers sur cuivre.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *verriers*. A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Cagnac. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers de l'industrie lainière.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; de même chez les *plâtriers*. A Castelsarrazin, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Septfonds, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *chapeliers en paille*.

Var. — A Draguignan, 6 p. o/o de chômeurs, chez les *boulangers*. A Toulon, pas de changement, travail toujours actif chez les *typographes*; pas de changement chez les *voiliers*; 11 p. o/o de chômeurs, 84 heures par semaine chez les *employés*. A la Seyne, pas de changement, 66 heures chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *charpentiers en fer et bois*. A Bargemon, pas de chômeurs, 85 à 90 heures chez les ouvriers en *chaussures*. A Saint-Zacharie, pas de changement, 66 heures chez les *potiers*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tanneurs*; travail toujours abondant chez les ouvriers en *chaussures*, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *ferblantiers*, de même et 126 heures chez les *employés de cafés et hôtels*. A Cavaillon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuir*; de même chez les ouvriers en bâtiment. A Caderousse, 25 p. o/o de chômeurs, chez les *balutiers*. A Ménerbes, pas de chômeurs, chez les *carriers*. A Valréas, 23 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*. A Pertuis, 10 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, chez les *maçons*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre, pas de changement chez les *tisseurs*. A Saint-Malo-des-Bois, les *tisserands* chôment la moitié du temps; 8 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez ceux des *Épesses*; pas de chômeurs, 48 heures chez ceux d'*Évrunes*. A Faymoreau, pas de changement, 66 heures chez les *mineurs*. Aux Sables, pas de chômeurs chez les *maçons*.

Vienne. — A Poitiers, travail plus abondant, pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre ravauteurs*. A Ligugé, pas de chômeurs, 66 heures chez les *typographes*. |

Vienne (Haute). — A Limoges, 6 p. o/o de chômeurs, 75 à 80 heures chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de changement chez les *peintres sur porcelaine*; pas de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*. A Saint-Junien, pas de changement chez les ouvriers en *cuir et peaux*; chômage presque général chez les *gantiers*. A Saint-Yrieix, pas de chômeurs, 66 heures chez les *feuilleardiens*.

Vosges. — A Saint-Dié, 40 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers *textiles*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *charpentiers de marine*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine, travail plus actif chez les *mouleurs*; de même chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Sens, pas de changement chez les *brossiers*. A Saint-Sauveur, 30 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *forestiers*. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, pas de changement chez les *tailleurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *charrons forgerons*; 3 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *employés en quincaillerie*. A Oran, 12 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*. A Bône, pas de chômeurs chez les *employés de chemins de fer*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Philippeville, pas de changement chez les *boulangers*.

Adjudications. — Adjudications importantes en août :

ROUTES ET CHEMINS.

EXPOSITION UNIVERSELLE. — 1 ^{er} août. — Travaux de viabilité.	255.703 ^f
ALPES (BASSES-). — 1 ^{er} août. — Préfecture : travaux sur routes nationales.	140.000
OISE. — 3 août. — Mairie de Clermont : travaux de pavage et d'entretien pour trois ans.	104.000
SAÔNE-ET-LOIRE. — 11 août. — Mairie d'Autun : travaux pour alimenter les fontaines publiques.	108.012
RHÔNE. — 12 août. — Mairie de Lyon : travaux de viabilité.	126.258
SEINE-ET-OISE. — 13 août. — Préfecture : travaux sur routes nationales.	110.000
NORD. — 21 août. — Préfecture : canal de la Sensée. — Travaux d'amélioration.	495.000
ARDENNES. — 22 août. — Mairie de Nouzon : travaux d'adduction d'eau.	137.000
RHÔNE. — 29 août. — Mairie de Lyon : construction d'égouts.	97.934

CHEMINS DE FER.

SAÔNE (HAUTE-). — 14 août. — Préfecture : ligne d'intérêt local. — Travaux d'infrastructure et bâtiment.	275.000
SAÔNE (HAUTE-). — 14 août. — Préfecture : ligne d'intérêt local. — Tabliers métalliques.	183.900
CREUSE. — 19 août. — Préfecture : ligne de Guéret à la Châtre. — Travaux d'infrastructure.	510.000
PARIS. — 22 août. — Chemin de fer de l'État. — Établissement de voie.	123.665
YONNE. — 30 août. — Préfecture : construction de portes d'écluses.	157.000

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

PAS-DE-CALAIS. — 3 août. — Préfecture : canal d'Aire. — Établissement de gare d'eau.	360.500
SEINE-ET-OISE. — 6 août. — Préfecture : rivière d'Oise. — Démolition d'un barrage et amélioration.	300.000
NORD. — 21 août. — Préfecture : canal de la Sensée. — Travaux d'amélioration.	495.000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

FINANCES. — 1 ^{er} août. — Préfecture de Marseille : construction d'une caserne de douaniers.	3.756.598
SEINE. — 1 ^{er} août. — Mairie de Nanterre : constructions diverses.	135.119
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — 2 août. — Travaux de menuiserie, de fumisterie et de peinture.	128.200
ROYAN. — 3 août. — Guerre : construction d'un casernement.	275.100
DIRECTION DES BEAUX-ARTS. — 6 août. — Agrandissement de la Bibliothèque nationale.	1.400.000
BOUCHES-DU-RHÔNE. — 10 août. — Chambre de commerce de Marseille : construction d'un hangar.	700.000

BIZERTE. — 12 août. — Guerre : construction d'un casernement...	764.000
CHAMBÉRY. — 12 août. — Direction des Douanes : construction d'une caserne de douaniers.....	195.996
MARNE (HAUTE). — 13 août. — Mairie de Langres : travaux communaux.....	102.000
GIRONDE. — 17 août. — Préfecture : construction de casernes de gendarmerie.....	169.806
ALPES-MARITIMES. — 21 août. — Mairie de Puyet-Théniers : construction d'un hôpital.....	95.000
MARNE. — 22 août. — Mairie de Châlons-sur-Marne : reconstruction du collège.....	241.314
MEUSE. — 28 août. — Sous-préfecture de Commercy : construction de mairie et groupe scolaire.....	312.148
BREST. — 31 août. — Guerre : construction d'un réduit dans l'île d'Ouessant.....	1.200.000
LA ROCHELLE. — 31 août. — Guerre : construction d'un casernement et agrandissement d'un bâtiment.....	603.000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juillet 1901.	Juin 1901.	Juillet 1900.
Farine (Corbeil), les 157 kilogrammes.....	48 ^f 67 ^c	45 ^f 53 ^c	46 ^f 31 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes ..	25 75	27 375	38 00
Alcool à 90 degrés, l'hectolitre.....	27 25	25 875	35 50
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	63 00	57 75	66 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes...	78 50	82 875	80 50
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	36 50	37 50	41 00
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	61 00	61 50	64 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	51 62	54 62	59 60
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr....	122 00	119 50	147 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil..	44 00	42 00	51 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes mixtes (1 ^{re} classe).....	"	"	31 00
Cuivre en lingots, idem.....	174 81	170 00	215 00
Étain Banka, idem.....	214 00	360 00	400 00
Plomb, idem.....	29 68	30 93	53 00
Zinc, bonnes marques, idem.....	41 25	41 87	60 00
Blé à Paris, idem.....	22 10	20 35	"
Blé à Nantes, idem.....	19 35	18 50	"
Blé à Dijon, idem.....	19 75	19 10	"
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette, le kilogramme.....	1 20	1 23	1 36
Viande veau, le kilogramme.....	1 74	1 81	1 80
— mouton, idem.....	1 88	1 88	2 00
— porc, idem.....	1 45	1 44	1 56

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine d'août 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	29 ^f 186
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	41^f 409

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3185 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6370, soit à 0 fr. 64.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les sept premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	1901. francs.	1900. francs.	EN PLUS en 1901. francs.	EN MOINS en 1901. francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	433.123.000	446.004.000	"	12.881.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.953.751.000	1.907.460.000	42.291.000	"
Objets fabriqués	460.172.000	499.371.000	"	39.199.000
TOTAL	2.847.046.000	2.852.835.000	42.291.000	52.080.000
DIMINUTION en 1901				5.789.000^f
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	443.368.000	420.847.000	22.521.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	612.170.000	640.079.000	"	27.909.000
Objets fabriqués	1.221.732.000	1.151.968.000	69.764.000	"
Colis postaux	132.726.000	119.201.000	13.525.000	"
TOTAL	2.409.996.000	2.332.095.000	105.810.000	27.909.000
DIMINUTION en 1901				77.901.000^f

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} janvier au 29 juillet 1901 ont été de 744.961.900 francs. Elles étaient à la même date, en 1900, de 775.631.300 francs, soit une diminution de 4,11 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS DE JUILLET	
	1901.	1900.
Faillites	121	104
Liquidations judiciaires	16	17
Conversions de liquidations en faillites	1	"

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 30 juillet 1901, il a été déposé 109 demandes en autorisation de bâtir, dont 84 pour des constructions neuves. Pendant le mois de juillet 1900, le nombre des demandes avait été de 82, dont 64 pour des constructions neuves.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 2^e TRIMESTRE 1901.

Pour 100 offres de travail, on compte 95 demandes en avril, 96 en mai et 103 en juin ;
les proportions analogues étaient, l'an dernier : 85 en avril, 91 en mai et 96 en juin.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris. (1 ^{er} arrondissement) ...	202	236	162	20	201	191	116	11	"	"	"	"
— (2 ^e — — — — —)	1.368	1.363	863	"	1.482	1.483	959	"	966	965	577	35
— (3 ^e — — — — —)	479	453	403	8	461	462	400	4	412	414	384	12
— (4 ^e — — — — —)	122	163	126	5	137	161	139	6	110	127	119	5
— (5 ^e — — — — —)	416	754	268	414	362	674	218	425	379	457	194	227
— (6 ^e — — — — —)	323	498	100	40	284	449	105	10	435	571	116	189
— (7 ^e — — — — —)	191	137	106	1	168	94	83	3	135	82	73	"
— (8 ^e — — — — —)	383	376	271	"	376	372	300	"	408	396	327	"
— (9 ^e — — — — —)	251	193	144	4	235	178	133	1	227	182	137	2
— (10 ^e — — — — —)	325	259	230	2	278	221	201	2	367	227	172	"
— (11 ^e — — — — —)	408	661	283	9	342	630	235	6	332	526	208	18
— (12 ^e — — — — —)	544	349	270	3	565	345	273	1	544	338	238	35
— (13 ^e — — — — —)	101	239	130	7	194	254	142	11	205	230	128	20
Levallois-Perret.....	152	128	117	"	165	140	117	"	140	116	116	"
Bordeaux.....	183	66	29	"	236	66	49	2	171	61	26	"
Brest.....	66	24	24	"	43	16	16	"	54	15	15	"
Charleville.....	16	14	4	"	14	17	5	"	10	10	2	"
Douai.....	5	10	"	"	4	10	"	"	"	"	"	"
Le Puy.....	18	9	10	"	9	7	6	"	9	8	5	"
Lille.....	4	4	"	"	6	8	"	"	14	21	"	"
Lisieux.....	154	136	73	2	141	121	56	2	123	158	64	2
Lyon.....	150	227	58	3	136	183	57	2	102	170	51	5
Montpellier.....	7	10	5	"	103	51	53	"	"	"	"	"
Nancy.....	79	28	17	"	73	54	41	"	109	37	21	"
Orléans.....	4	4	4	"	5	4	4	"	5	3	3	"
Reims.....	"	"	"	"	28	102	"	"	28	61	"	"
Saint-Dié.....	41	39	26	3	39	35	22	3	42	38	25	4
Sens.....	40	28	13	"	36	19	8	"	46	14	13	"
Trouville.....	"	"	"	"	"	"	"	"	49	23	20	2
Versailles.....	8	5	6	"	7	4	4	"	9	5	5	"
Vienne.....	2	4	2	"	"	"	"	"	1	1	1	"

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (2^e TRIMESTRE 1901.)

D'après le tableau ci-dessous, on comptait dans les bourses de travail, pour 100 offres de travail, 163 demandes en avril, 142 en mai et en juin; l'an dernier, les chiffres correspondants étaient : 143 en avril, 130 en mai, 116 en juin.

LOCALITÉS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			demeure	en extra.			demeure	en extra.			demeure	en extra.
Agen.....	21	41	8	"	7	45	6	1	(2)	24	3	2
Aix.....	86	53	52	"	87	55	51	"	71	60	53	"
Belfort.....	138	116	77	"	128	88	65	"	157	142	117	"
Béziers.....	257	79	68	"	200	118	95	"	190	141	107	"
Bordeaux.....	481	209	77	77	"	"	"	"	"	"	"	"
Boulogne-sur-Mer.....	71	67	21	"	114	80	57	"	62	71	20	"
Bourges.....	"	"	"	"	315	232	195	12	"	"	"	"
Calais.....	252	136	83	6	172	127	76	13	"	"	"	"
Carcassonne (1).....	"	"	"	"	"	"	"	"	193	145	98	"
Clermont-Ferrand.....	"	"	"	"	231	117	108	6	"	"	"	"
Dijon.....	"	"	"	"	52	32	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	73	107	"	92	99	101	90	"	(3)	105	"	105
Fougères.....	59	56	35	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Grenoble.....	"	"	"	"	153	110	89	18	103	71	69	2
La Rochelle.....	45	53	24	2	20	31	5	"	22	19	7	3
Montpellier.....	31	17	12	"	103	51	53	"	"	"	"	"
Narbonne.....	204	115	60	55	526	380	51	328	278	125	19	101
Nevers.....	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nice.....	"	"	"	"	284	192	178	10	"	"	"	"
Nîmes.....	99	63	60	39	97	77	70	26	142	107	87	50
Orléans.....	177	104	56	"	143	128	61	"	154	162	79	"
Perpignan.....	48	26	16	19	61	35	24	7	48	46	16	9
Rennes (3).....	"	"	"	"	"	"	"	"	1,144	822	568	"
Roanne.....	11	10	5	3	46	24	7	14	42	25	23	"
Saint-Etienne.....	135	107	76	"	103	96	49	"	205	109	92	"
Saumur.....	"	"	"	"	"	"	"	"	69	49	29	19
Toulon.....	96	30	20	10	111	61	30	27	91	35	21	8
Toulouse.....	316	221	211	"	296	195	180	"	272	206	184	"
Tours.....	458	230	205	"	"	"	"	"	426	351	290	"
Valence.....	200	120	51	"	222	124	71	"	"	"	"	"
Versailles.....	20	35	15	1	13	19	9	"	12	25	"	"
Vierzon-Ville.....	40	32	13	17	57	63	20	42	103	87	27	60
Villeneuve-sur-Lot.....	65	13	12	"	34	9	5	1	"	"	"	"
Voiron.....	29	11	4	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	431	295	202	255	460	326	232	195	543	300	223	310
Mustapha.....	42	41	41	"	77	47	47	"	54	51	51	"

(1) Du 16 avril au 15 juin.

(2) Chiffre non indiqué.

(3) Pendant le 2^e trimestre.

D. — SYNDICATS PATRONAUX. (2^e TRIMESTRE 1901.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure. à	en extra.			demeure. à	en extra.			demeure. à	en extra.
Bordeaux.....	Boucherie et charcuterie.	"	"	"	"	"	"	"	"	15	7	7	"
Id.....	Bijouterie.....	"	"	"	"	(1)	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Coiffeurs.....	60	(1)	25	67	"	"	"	"	"	"	"	"
Bayonne.....	Coiffeurs.....	16	17	5	10	23	8	6	"	"	"	"	"
Chartres.....	Charcuterie.....	18	12	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Grenoble.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	12	15	10	2	"	"	"	"
Le Havre.....	Épicerie.....	25	26	24	"	"	"	"	"	10	12	6	"
Le Mans.....	Épicerie.....	30	26	14	"	31	19	11	"	30	16	9	"
Lyon.....	Horticulteurs.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Macon.....	Pharmaciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	8	6	"
Nancy.....	Boucherie.....	20	15	15	"	16	9	9	"	11	11	11	"
Paris.....	Boulangerie.....	"	"	"	"	94	97	67	"	85	70	55	"
Id.....	Briquettiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	(1)	1	"
Id.....	Carriers.....	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Id.....	Alliance des chambres syn- dicales.....	92	33	33	"	"	"	"	"	62	50	44	"
Id.....	Couteliers.....	38	35	32	"	41	32	28	"	34	31	28	"
Id.....	Débitants de vins.....	10	3	2	1	"	"	"	"	132	145	112	14
Id.....	Doreurs, argentiers et et nickeliers.....	19	8	5	3	12	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Gérants de débits de tabac.	"	"	"	"	12	7	6	"	"	"	"	"
Id.....	Épicerie française.....	632	805	551	"	"	"	"	"	589	848	527	"
Id.....	Épicerie en détail.....	452	295	267	"	454	330	291	"	370	312	214	"
Id.....	Magnétiseurs et masseurs.	50	10	8	3	10	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Marchands de beurre, œufs et fromages.....	236	268	111	1	"	"	"	"	(1)	110	82	5
Id.....	Marchands de charbons en détail.....	142	27	21	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Menuiserie française.....	10	10	10	"	16	7	7	"	13	11	11	"
Id.....	Négociants commission- naires.....	13	10	6	"	14	4	3	"	14	5	5	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	33	59	25	"	55	25	17	"	39	32	27	"
Id.....	Fabricants de papiers.....	"	"	"	"	37	3	3	"	25	5	3	2
Id.....	Presse technique et com- merciale.....	3	3	1	1	"	"	"	"	14	1	1	"
Id.....	Produits alimentaires.....	11	4	5	"	12	6	4	"	15	4	4	"
Id.....	Propriétaires de bains de Paris et de la Seine.....	45	12	2	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Quincaillerie.....	(1)	52	38	"	(1)	60	44	"	(1)	61	41	"
Id.....	Relieurs.....	"	"	"	"	91	45	27	"	"	"	"	"
Reims.....	Loueurs de chevaux et voi- tures.....	"	"	"	"	6	10	6	3	"	"	"	"
Id.....	Pharmaciens.....	"	"	"	"	1	3	1	"	"	"	"	"
Saint-Germain- en-Laye.....	Bâtiment.....	40	40	5	29	43	37	1	34	"	"	"	"
Tours.....	Charcutiers.....	40	34	29	"	50	27	26	"	34	40	32	"
Id.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	50	40	25	"
Id.....	Office des travailleurs.....	127	78	72	"	120	92	77	"	128	86	82	"
Id.....	Boucherie.....	"	"	"	"	15	19	12	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL
DESIGNÉES CI-DESSUS.

(Avril, mai, juin 1901.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à domicile	ou extra.			à domicile	ou extra.			à domicile	ou extra.
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.													
Bordeaux . . .	Jardiniers	0	0	0	0	6	0	0	0	12	8	2	6
Montpellier . .	Jardiniers-fleuristes	30	0	0	0	20	8	6	2	12	7	3	2
Champagnole (Jura)	Fromagers	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	2	0
Paris	Maraisiers	0	0	0	0	10	(1)	0	4	0	0	0	0
Id.	Industrie florale	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Villemonble . .	Jardiniers	0	0	0	0	0	0	0	0	19	2	2	0
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.													
Nîmes	Confiseurs-pâtisseries	16	4	2	2	30	2	0	0	8	4	4	0
Carcassonne . .	Cuisiniers	(1)	(1)	0	2	2	4	0	6	2	5	0	5
Marseille . . .	Confiseurs-pâtisseries	20	17	12	8	0	0	0	0	20	2	2	0
Id.	Boulangers-châtriers	63	54	33	11	44	53	39	5	29	(1)	29	15
Rochefort . . .	Boulangers	0	0	0	0	16	18	4	14	9	16	4	12
Toulouse . . .	Id.	0	0	0	0	17	12	0	32	8	8	0	0
Bordeaux . . .	Cuisiniers	(1)	(1)	23	80	(1)	(1)	23	93	0	0	0	0
Id.	Pâtisseries-glacières	24	15	15	11	24	16	16	12	20	32	24	8
Tours	Boulangers	0	0	0	0	6	8	0	0	0	0	0	0
Montpellier . .	Id.	6	4	2	2	10	6	4	2	5	3	0	0
Grenoble . . .	Cuisiniers	0	0	0	0	0	0	0	0	(1)	15	20	25
Nevers	Boulangers	0	0	0	0	(1)	10	6	35	0	0	0	0
Nancy	Cuisiniers-pâtisseries	0	0	0	0	0	0	0	0	(1)	(1)	15	20
Lille	Confiseurs-chocolatiers	6	12	14	1	11	4	7	0	3	6	5	0
Id.	Cuisiniers	0	0	0	0	(1)	(1)	8	100	(1)	(1)	10	85
Boulogne-sur- Mer	Boulangers	0	0	0	0	4	0	0	0	5	2	2	0
Clermont-Fer- rand	Id.	30	18	12	6	15	(1)	10	5	12	10	10	0
Id.	Cuisiniers	0	0	0	0	(1)	(1)	4	7	0	0	0	0
Bayonne . . .	Boulangers	4	4	2	2	10	3	1	1	4	4	2	4
Perpignan . . .	Cuisiniers	0	0	0	0	3	4	0	0	(1)	2	2	0
Id.	Pâtisseries-confiseurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lyon	Confiseurs-pâtisseries	6	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Toulon	Boulangers	0	0	0	0	0	0	0	0	12	8	0	0
Paris	Cuisiniers	142	82	40	326	0	0	58	387	72	208	64	387
Id.	Pâtisseries	0	0	0	0	29	10	6	1	0	0	0	0
Id.	Confiseurs	20	6	4	2	(1)	(1)	17	38	0	0	0	0
Id.	Biscuits pain d'épices	19	4	4	1	16	5	0	8	16	2	4	5
Id.	Boulangers (b. du travail) . . .	14	11	7	4	42	24	9	12	0	0	0	0
Id.	Id. (XIII ^e arrond ^l)	0	0	0	0	40	45	20	75	90	80	30	50
Id.	Id. (XIV ^e —	(1)	(1)	12	15	(1)	12	8	10	0	4	12	15
Id.	Id. (rive gauche)	0	0	0	0	0	0	0	0	36	30	10	20
Id.	Id. (Belleville)	0	0	0	0	0	0	0	0	(1)	32	20	12
Id.	Charcutiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Denis . .	Boulangers	5	5	2	3	12	9	7	2	180	30	30	0
Limoges	Cuisiniers-pâtisseries	4	10	2	20	4	3	2	25	4	5	2	40
Mostapha (Al- gérie)	Id.	10	(1)	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à domicile	ou extra.			à domicile	ou extra.			à domicile	ou extra.
INDUSTRIES DU LIVRE.													
Bourg.....	Typographes.....	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Quentin.....	Id.....	1	1	1	"	2	1	1	1	"	"	"	"
Nice.....	Id.....	9	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Conducteurs imprimeurs.....	1	"	1	"	(1)	(1)	1	"	2	(1)	12	9
Id.....	Imprimeurs lithographiques.....	"	"	"	"	19	10	8	2	10	6	5	"
Dijon.....	Typographes.....	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Valence.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	"	1
Chartres.....	Id.....	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Id. (Société).....	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Id. (Union).....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	"	"
Bordeaux.....	Papetiers-relieurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	22	3	3	2
Id.....	Imprimeurs lithographiques.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	2	"	"
Grenoble.....	Id.....	3	2	"	"	2	2	"	2	"	"	"	2
Id.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	1	"
Dôle.....	Imprimeurs.....	"	"	"	"	4	1	1	"	3	2	"	2
Blois.....	Id.....	2	1	1	"	"	"	"	"	3	"	"	"
Nantes.....	Imprimeurs-relieurs.....	"	"	"	"	2	"	"	"	3	2	1	1
Angers.....	Imprimeurs.....	5	1	"	1	"	"	"	"	8	1	"	1
Épernay.....	Id.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Laval.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	"	2
Nancy.....	Id.....	"	2	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"
Lille.....	Id.....	30	4	4	"	31	6	"	6	27	5	"	5
Id.....	Lithographes.....	"	"	"	"	15	(1)	7	"	"	"	"	"
Beauvais.....	Id.....	4	4	3	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Clermont-Fer- rand.....	Typographes.....	"	"	"	1	"	"	"	"	2	1	"	1
Lyon.....	Papetiers-régisseurs.....	4	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Photographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	4	"	"
Paris.....	Typographes.....	180	(1)	"	103	"	"	"	"	300	35	"	"
Id.....	Id. (Gutenberg).....	13	16	3	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Imprimeurs lithographiques.....	"	"	"	"	62	33	"	42	62	18	"	"
Id.....	Conduct. point., marg.....	"	"	"	"	40	27	12	15	44	23	8	15
Id.....	Typograph. (r. de Savoie).....	"	"	"	"	250	80	"	"	"	"	"	"
Id.....	Id. (femmes).....	14	10	8	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Dessinat., écriv. lithogr.....	"	"	"	"	9	11	3	4	14	10	2	4
Id.....	Lithographes (Union).....	17	11	9	2	32	19	15	4	35	27	20	7
Id.....	Correcteurs.....	"	"	"	"	7	2	"	"	"	"	"	"
Id.....	Graveurs lithographiques.....	10	9	"	9	4	(1)	1	4	(1)	(1)	2	4
Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	12	4	2	5	8	3	2	4	"	"	"	"
Id.....	Papetiers-régisseurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	32	4	2	2
Id.....	Relieurs-doreurs.....	16	(1)	9	"	60	5	5	"	12	(1)	5	"
Id.....	Opérateurs photogravure.....	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Papetiers-régisseurs.....	"	"	"	"	27	15	8	7	"	"	"	"
Auxerre.....	Typographes.....	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
CUIRS ET PEAUX.													
Angoulême.....	Cordonniers.....	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fismes (Marne).....	Pelletiers.....	15	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Industrie du cuir.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	3	5	"
Lyon.....	Cordonniers cousu-main.....	40	57	"	40	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Chevreau glacé.....	10	(1)	5	"	10	(1)	8	"	30	5	5	"
Id.....	Appréteurs en pelleterie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	6	"	6
Id.....	Selliers articles de chasse.....	3	3	3	"	3	2	1	"	4	2	4	"
Id.....	Selliers-harnacheurs.....	"	"	"	"	14	(1)	14	"	"	"	"	"
Id.....	Doreurs sur cuir.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	2	1	1
Avignon.....	Selliers-bourrelliers.....	3	4	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.													
Saint Quentin..	Broderie, tulle.....					7	(1)	(1)	(1)				
Troyes.....	Ouvrières en filature....	6	(1)		2					24	(1)		6
Id.....	Bonneterie.....												
Carmaux.....	Vêtement.....	(1)	10	4									
Marseille.....	Tailleuses.....					31	57	40	4				
Id.....	Blanchisseurs.....	25	30			78	(1)	(1)	4				
Angoulême.....	Taillleurs.....									15	8		
Saint-Brieux.....	Id.....												
Brive.....	Scieurs de long.....					7	(1)	3	(1)				
Id.....	Charpentiers.....					(1)	5	1	(1)				
Bordeaux.....	Taillleurs.....	20	15	15	5								
Id.....	Charpentiers.....					3	2						
Les Barques (Loire).....	Fisseurs.....	8	5			15	6	(1)	(1)	10	4	4	
Saint-Didier-la- Séauve.....	Passementiers.....					10				42	2	2	
Angers.....	Peigneurs de chanvre....	30											
Saumur.....	Taillleurs.....									(1)	2	1	
Nancy.....	Id.....									6	2	2	
Héricourt.....	Textiles.....	172	21	9	11	22	8	6	2	17	8	7	1
Le Pieu.....	Id.....					3	(1)	2	1				
Cholet.....	Charpentiers.....					1	1	1	(1)				
Lyon.....	Chapeliers foulleurs....	4	3		1					12	3	3	
Id.....	Teinturiers dégraisseurs..					1	1	1	(1)				
Roanne.....	Charpentiers.....					2	10	2	(1)				
Paris.....	Chapeliers.....	4	4	4									
Id.....	Coupeurs de puits.....	(1)	(1)	5		(1)	(1)	10		(1)	(1)	7	
Id.....	Apprêteurs en pelletteries					11	7	(1)	7				
Id.....	Casqueuthiers.....	143	61										
Id.....	Tisseurs.....	50	10	10									
Id.....	Taillleurs.....	5	7	5		2	2	(1)	(1)	20	8		5
Id.....	Couturiers.....	10	30							(1)	6		10
Id.....	Habilleinent.....	4	9	4									
Id.....	Coupeurs chemisiers.....	25	19	15	4	20	18	15	3	20	12	5	7
Id.....	Passementiers à la barre.					20	5	(1)	8				
Id.....	Passementiers à la main.	30	9	1		5				5			
Id.....	Id.....	20	6	1	15								
Id.....	Crin, bretelle et ceinture	4	2	2		5	2	2	(1)		1		
Id.....	Cols et cravates.....	2	1	1	4	4	1	2	1	6	(1)	2	2
Id.....	Teinturiers dégraisseurs..	106	183	17	79	106	180	17	19	113	184	11	90
La Bastide (Tarn).....	Textiles.....	17	6			(1)	22	22	(1)				
Le Havre.....	Tapissiers.....					8	10	2	(1)				
Avignon.....	Habilleinent.....					8	(1)	(1)	(1)				
BOIS.													
Montluçon.....	Ménuisiers.....	15											
Nice.....	Tabletters.....					3		(1)	(1)				
Marseille.....	Caissiers-layetiers.....									12	2	2	
Vierzon.....	Ménuisiers.....	35				35	20						
Tulle.....	Ménuisiers-ébénistes....	6	4	3						6	4	3	1
Brive.....	Charpentiers.....	3	3	3		2							
Toulouse.....	Tonnelliers.....					2	12	2					
Id.....	Meubles.....									3	11		3
Périgueux.....	Id.....	15	2										
Chartres.....	Ménuisiers.....	2	8	2	(1)	8					3		
Alais.....	Ébénistes.....					3	5	3	(1)				
Bordeaux.....	Scieurs de long.....	4	12										
Id.....	Tonnelliers.....					1		(1)	(1)	(1)	13	8	

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à	demander en			à	demander en			à	demander en
					extra.				extra.				extra.
BOIS. (Suite.)													
Béziers.....	Ébénistes.....	7	"	"	"	5	"	"	"	3	2	2	"
Id.....	Charreurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	3	"	"
Mézec.....	Tonnelliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	12	"	"
Rouanne.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	10	(1)	"	"	"	"	"	"
Sauvaur.....	Carrossiers.....	"	"	"	"	5	12	5	(1)	"	"	"	"
Nancy.....	Menuisiers.....	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Beauvais.....	Id.....	36	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chalon-s.-Saône	Sabottiers.....	5	7	2	"	3	13	7	(1)	"	"	"	"
Le Mans.....	Charpentiers.....	15	(1)	6	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Doreurs sur bois.....	24	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Baleiniers.....	20	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Peintres en voitures.....	8	6	4	2	"	"	"	"	4	3	2	1
Id.....	Scieurs découpeurs.....	"	"	"	"	50	12	16	"	60	15	20	"
Id.....	Menuisiers (Union).....	(1)	6	"	6	"	"	"	"	97	35	"	35
Id.....	Menuisiers (Pernetty).....	"	"	"	"	11	6	2	7	"	"	"	"
Id.....	Menuisiers (syndic. libre).....	7	10	"	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ébénistes en photographie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	1	1	"
Id.....	Tourneurs-billardiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	"	"	7
Avignon.....	Ouvriers en voitures.....	(1)	(1)	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Caderousse.....	Balaitiers.....	"	"	"	"	(1)	12	(1)	(1)	"	"	"	"
Alger.....	Ameublement.....	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
MÉTAUX.													
Saint-Quentin ..	Mécaniciens.....	4	"	"	"	3	"	(1)	(1)	"	"	"	"
Montluçon.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	150	(1)	"	30
Nice.....	Mécaniciens.....	10	4	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Électriciens.....	12	"	"	"	10	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	Chaudronniers-mécaniciens.....	8	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Serruriers.....	346	227	227	"	27	24	(1)	(1)	"	"	"	"
Id.....	Ajusteurs-mécaniciens.....	6	4	4	"	10	3	3	(1)	10	4	4	"
Id.....	Ferblantiers.....	12	6	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Caen.....	Mouleurs.....	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bourges.....	Graveurs sur métaux.....	"	"	"	"	15	4	3	(1)	"	"	"	"
Ploërmec (Finis- tère).....	Ferblantiers-boitiers.....	9	"	"	"	9	(1)	9	(1)	"	"	"	"
Bordeaux.....	Chaudronniers.....	(1)	2	"	2	4	2	"	"	"	"	"	"
Saint-Chamond ..	Mouleurs.....	"	"	"	"	57	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne ..	Mécaniciens-chauffeurs.....	2	"	"	"	6	"	(1)	(1)	"	"	"	"
Id.....	Maréchaux-ferrants.....	4	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Serruriers.....	"	"	"	"	18	4	4	"	(1)	3	2	"
Sauvaur.....	Serruriers-mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	(1)	"	"	"	"
Agen.....	Métallurgistes.....	3	5	3	"	"	"	"	"	2	(1)	"	1
Reims.....	Id.....	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Vaucluse.....	Mouleurs.....	"	"	"	"	15	"	(1)	(1)	"	"	"	"
Tourcoing.....	Mécaniciens.....	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Flers.....	Mouleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roubaix.....	Chaudronniers.....	6	"	"	"	14	(1)	1	(1)	2	(1)	"	1
Id.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	(1)	"	2
Tarbes.....	Mécaniciens.....	6	"	"	"	5	(1)	2	(1)	"	"	"	"
Lyon.....	Chaudronnerie cuivre.....	30	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers.....	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Métallurgistes (contre- maîtres).....	5	7	1	"	"	"	"	"	4	3	"	"
Id.....	Id.....	28	(1)	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Electriciens.....	2	1	1	"	5	(1)	4	2	"	"	"	"
Id.....	Instruments de précision.....	62	21	35	"	49	22	19	(1)	70	14	19	"
Id.....	Bijouterie dorée.....	50	5	5	"	110	10	10	(1)	"	"	"	"
Id.....	Bijouterie argent.....	"	"	"	"	"	"	"	"	22	6	"	"
Id.....	Opticiens.....	3	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	2	"
Id.....	Serruriers en bâtiment.....	189	9	1	9	"	"	"	"	10	35	26	9
Id.....	Mécanique industrielle.....	5	"	"	"	11	2	2	"	9	5	5	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure en extra.	en extra.			demeure en extra.	en extra.				
MÉTALUX. (Suite.)													
Paris.....	Tourneurs-décolleteurs..	89	"	"	"	125	25	"	"	97	15	15	"
Id.....	Lanterniers de voiture..	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Instruments de musique..	8	6	8	"	"	"	12	"	"	"	"	"
Id.....	Bronze imitation.....	35	16	14	2	40	15	"	3	"	"	"	"
Id.....	Poterie d'étain.....	10	9	"	"	"	"	"	"	2	"	2	"
Id.....	Serruriers-machinistes..	26	6	"	6	30	4	"	4	"	"	"	"
Id.....	Modeleurs-mécaniciens..	"	"	"	"	"	"	"	"	12	3	"	"
Id.....	Ouvriers en limes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	2	"	2
Id.....	Bronzeurs-galvaniseurs..	"	"	"	"	"	"	"	"	3	(1)	1	"
Argenteuil.....	Mécaniciens.....	9	(1)	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Ivry.....	Ouvriers en pompes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	(1)	6	"
Amiens.....	Serruriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	(1)	"	3
Avignon.....	Métallurgistes.....	"	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	2	4	"
Limoges.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	2	"
TAILLE DES PIERRES.													
Marseille.....	Taillleurs de pierre.....	25	5	"	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Id.....	"	3	"	"	"	"	"	"	35	19	"	"
Id.....	Ravaleurs.....	65	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Sculpteurs.....	16	3	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Polisseurs de glace.....	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
BÂTIMENT.													
Vichy.....	Maçons.....	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Id.....	10	13	"	10	"	"	"	"	6	18	"	6
Marseille.....	Peintres.....	"	"	"	"	30	12	2	(1)	"	"	"	"
Arles.....	Peintres et tapissiers..	"	"	"	"	"	"	"	"	3	(1)	"	1
Cahors.....	Peintres.....	3	7	"	"	"	"	"	"	3	(1)	3	"
Agen.....	Ouvriers du bâtiment..	(1)	7	"	5	(1)	3	(1)	6	"	"	"	"
Lorient.....	Maçons.....	61	8	"	53	22	(1)	(1)	10	10	"	"	"
Dunkerque.....	Couvreurs.....	"	"	"	3	1	(1)	(1)	"	"	"	"	"
Id.....	Peintres.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	"	"	"
Perpignan.....	Paveurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	(1)	"	5
Lyon.....	Couvreurs.....	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Terrassiers-puitsiers..	9	(1)	9	"	22	(1)	22	"	21	19	"	"
Paris.....	Peintres en bâtiment..	"	"	"	"	2	"	"	"	"	60	"	"
Id.....	Peintres (Gr. du P. La- chaise).....	2	4	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Peintres (B. du travail)..	20	"	"	"	56	12	"	"	65	"	"	"
Id.....	Peintres (rive gauche)..	102	(1)	"	42	4	80	4	"	"	"	"	"
Id.....	Enduiseurs.....	10	40	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"
Id.....	Peintres (Union).....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	15	"	"
Saint-Germain..	Ouvriers en bâtiment..	7	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TRANSPORTS ET MANUTENTION.													
Bordeaux.....	Charbonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	60	10	"
Paris.....	Chauffeurs d'automobiles.	45	29	35	6	60	63	17	45	46	11	5	6
Lyon.....	Chauffeurs-mécaniciens..	"	"	"	"	"	"	"	"	30	2	"	2
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Saint-Quentin..	Voyageurs et employés..	"	"	"	"	8	(1)	2	"	"	"	"	"
Nice.....	Employés de commerce..	7	"	"	"	8	4	4	"	4	2	"	2
Troyes.....	Id.....	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dijon.....	Id.....	8	6	5	"	12	8	6	"	5	2	3	"
Dax.....	Id.....	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Id.....	5	2	2	"	8	2	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	2	2	"
Nancy.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	6	4	"
Beauvais.....	Comptables et employés.	3	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure en extra.	en extra.			à demeure en extra.	en extra.				
EMPLOYÉS DE COMMERCE (Suite.)													
Bayonne.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	"	"	"	"	8	3	3	"
Lyon.....	Id.....	30	17	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés photographes.	"	"	"	"	2	3	1	"	"	"	"	"
Id.....	Dames employées de com.	"	"	"	"	10	(1)	2	"	5	2	"	4
Paris.....	Femmes sténographes...	(1)	(1)	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Sténographes (Alliance).	2	4	"	"	4	8	1	"	4	15	2	"
Id.....	Employés de la Bourse du commerce.	2	"	"	"	3	1	1	"	9	3	3	"
Id.....	Com. et ind. du Livre...	1	2	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Comptables (Union)....	24	16	10	3	19	26	10	4	4	21	9	1
Id.....	Employés de commerce et d'industrie.	54	134	26	"	64	80	36	"	51	118	32	"
Id.....	Caissières-comptables...	"	"	"	"	(1)	(1)	"	4	"	"	"	"
Id.....	Employés et représen- tants de commerce.	"	"	"	"	12	8	(2)	11	"	"	"	"
Rouen.....	Id.....	8	2	5	"	5	8	5	"	"	"	"	"
Id.....	Employés (Union)....	6	7	4	"	"	"	"	"	7	3	2	"
Toulon.....	Employés.....	5	5	5	"	17	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Employés de quincaillerie	6	1	1	"	6	(1)	"	"	4	1	1	"
EMPLOYÉS DE L'ALIMENTATION.													
Carcassonne.....	Limonaillers.....	(1)	(1)	"	1	1	1	"	"	2	1	1	"
Marseille.....	Liquoristes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	39	40	34	274
Besançon.....	Id.....	(1)	(1)	10	150	(1)	(1)	16	125	"	"	"	"
Bordeaux.....	Limonaillers.....	"	"	"	"	40	(3)	90	10	80	"	"	"
Montpellier.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	40	10	15	50
Angers.....	Id.....	9	6	4	10	4	2	2	6	"	"	"	"
Clerm.-Ferrand.	Limonaillers-restaurant.	"	"	"	"	"	"	"	"	200	190	26	190
Lyon.....	Garçons limonaillers-rest.	"	"	"	"	(1)	(1)	20	150	"	"	"	"
Paris.....	Employés d'hôtels.....	42	25	14	10	37	30	15	14	30	28	13	81
Id.....	Limonaillers - restaura- teurs (Espérance)....	"	"	"	"	245	229	19	210	305	237	18	219
Id.....	Employés de Paliment...	"	"	"	"	"	"	"	"	600	300	100	200
Rouen.....	Maîtres d'hôtels, etc....	(1)	183	11	172	305	185	9	161	(1)	125	9	113
Alger.....	Employés limonaillers.	"	"	"	"	40	27	15	50	"	"	"	"
COIFFEURS.													
Troyes.....	Coiffeurs.....	3	3	"	3	7	9	5	2	5	7	5	"
Caen.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	18	7	2
Montpellier.....	Id.....	7	5	5	2	22	18	2	"	"	"	"	"
Nantes.....	Id.....	4	11	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Id.....	(1)	(1)	103	511	(1)	(1)	121	630	"	"	"	"
Rouen.....	Id.....	"	"	"	"	25	18	12	20	"	"	"	"
Bône.....	Id.....	2	(1)	"	2	1	(1)	"	1	(1)	"	"	1
GENS DE MAISON ET DIVERS.													
Mehun (Cher)...	Peintres sur porcelaine..	"	"	"	"	"	"	"	"	5	(1)	2	3
Bordeaux.....	Gens de maison.....	64	97	34	6	61	103	27	2	50	75	16	5
Paris.....	Personnel de maisons bourgeoises.	8	36	7	"	11	20	"	"	12	9	9	"
Id.....	Gens de maison (Union).	80	132	61	18	66	135	52	28	32	72	23	7
Id.....	Employés de l'enseigne- ment libre.	2	2	2	"	3	2	2	"	6	1	1	"
Id.....	Professeurs de l'enseigne- ment libre.	2	5	2	3	6	6	3	3	5	5	3	2
Id.....	Enseignement libre....	8	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Clercs d'huissiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	40	8	25	"
Id.....	Travailleurs du gaz.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	10	12	2
Id.....	Biseauteurs-polisseurs de glaces.	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Y compris les placements en extra.

(3) Y compris 80 demandes d'extra.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET COMPAGNONNAGES (2^e TRIMESTRE 1901).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS.	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
Abbeville.....	Union commerciale et industrielle.	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Amiens.....	Garçons de cafés et restaurants.	43	182	32	146	98	247	56	182	89	251	53	184
<i>Id.</i>	Voyageurs et représentants de commerce.	"	"	"	"	"	1	"	"	"	2	"	"
Angers.....	Boulangers.....	320	25	24	320	(1)	(1)	29	315	300	280	50	280
Arcueil (Seine)...	« Les Robustes ».....	"	"	"	"	6	(1)	1	"	23	(1)	5	"
Bagatelle (Seine)	Union fraternelle des jardiniers.	"	"	"	"	"	"	"	"	22	25	22	"
Belfort.....	Employés de commerce.	3	3	3	"	2	1	2	"	1	"	"	"
<i>Id.</i>	« La Jeanne d'Arc ».....	7	(1)	3	"	6	"	"	"	11	(1)	3	"
Besançon.....	Employés de commerce.	1	"	"	"	1	1	1	"	3	"	"	"
Bordeaux.....	Union fraternelle des liquoristes.	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.	3	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Charleville.....	Association des employés.	"	2	"	"	"	"	"	"	2	2	2	"
Elbeuf.....	Fileurs.....	22	12	10	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Grenoble.....	Typographes.....	4	2	"	2	3	2	"	2	5	2	"	2
Le Havre.....	Coiffeurs.....	70	59	16	38	88	83	23	60	66	47	14	35
Lyon.....	Garçons de salle et de chambre.	(1)	(1)	159	574	(1)	(1)	124	571	(1)	(1)	135	590
<i>Id.</i>	Confiseurs et pâtisseries.	"	"	"	"	"	"	"	"	63	67	47	15
<i>Id.</i>	Institutrices et dames professeurs libres.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	2	"
Marseille.....	« Le Vatel ».....	105	95	68	30	55	46	35	11	65	75	33	32
<i>Id.</i>	Société philanthropique.	92	4	4	"	92	5	5	"	92	4	4	"
Montbéliard.....	Employés de commerce.	1	1	1	"	3	2	1	"	"	"	"	"
<i>Id.</i>	Commis et employés....	8	3	2	1	7	2	2	"	"	"	"	"
Nantes.....	Mécaniciens et chauffeurs.	(1)	(1)	3	"	2	(1)	1	"	(1)	(1)	2	"
<i>Id.</i>	La Réunion des maçons.	28	16	16	"	16	5	5	"	16	5	"	5
Nevers.....	Employés de commerce.	4	3	"	"	3	2	"	"	2	1	"	"
Nice.....	La Fraternelle des cuisiniers.	15	9	9	36	"	"	"	"	"	"	"	"
Pantin (Seine).	Caoutchoutiers.....	"	"	"	"	1	(1)	1	"	2	2	2	"
Paris.....	Boucherie (2).....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	739	255	49
<i>Id.</i>	Charenterie (Union de la).	360	349	304	4	370	399	300	"	333	399	295	2
<i>Id.</i>	Compagnons charrons....	38	69	38	"	46	82	"	46	57	79	8	49
<i>Id.</i>	Commis-chapelières.....	"	"	"	"	3	2	2	"	5	"	"	"
<i>Id.</i>	Chauffeurs - mécaniciens « l'Amitié ».	4	(1)	16	1	2	(1)	2	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 2^e trimestre.

LOCALITÉS.	DESIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à domicile	en extra.			à domicile	en extra.			à domicile	en extra.
Paris	Union des chauffeurs-mé- caniciens-electriciens.	5	2	1	1	11	5	4	1	"	"	"	"
Id.	Chauffeurs conducteurs de machines à vapeur.	2	1	1	"	"	"	"	"	2	2	1	1
Id.	Association des comp- tables.	130	93	42	10	179	88	49	20	190	75	49	13
Id.	« Le Bâtiment »	8	9	2	"	11	15	5	"	5	9	1	"
Id.	Union des employés du commerce et de l'in- dustrie.	3	2	1	"	4	3	"	"	2	7	1	"
Id.	Société suisse des com- merçants.	95	29	18	"	67	33	23	"	54	32	20	"
Id.	Commis d'entrepreneurs de peinture.	3	1	"	"	3	2	2	"	"	"	"	"
Id.	Concierges-gérants	11	20	8	"	6	8	2	"	16	7	2	"
Id.	« La Couturière »	20	38	"	14	12	84	"	8	14	54	"	10
Id.	Société des cuisiniers	300	200	150	250	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Union « Helvetia »	210	87	53	5	297	101	75	3	226	119	78	8
Id.	Employés d'hôtels	(1)	(1)	31	232	(1)	(1)	35	259	(1)	(1)	24	138
Id.	Epicierie	88	59	50	"	88	54	52	"	89	50	48	"
Id.	Société « l'Etoile »	425	1,310	96	1,214	(1)	(1)	92	1,511	(1)	(1)	95	1,598
Id.	Garçons de recette et de caisse.	3	(1)	"	1	3	2	1	1	4	2	2	1
Id.	Employés des établisse- ments de bains.	"	"	"	"	34	14	3	11	45	12	3	9
Id.	« La Franc-Comtoise »	"	"	"	"	1	(1)	1	"	2	(1)	2	"
Id.	« L'Etoile bisontine »	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	28	121
Id.	Gens de maison	(1)	79	10	"	(1)	82	16	"	(1)	67	7	2
Id.	Industries réunies	"	"	"	"	1	(1)	1	"	2	(1)	"	1
Id.	« La Luxembourgeoise »	"	"	"	"	25	8	6	1	10	6	5	1
Id.	Mécaniciens	50	18	35	3	45	13	31	"	"	"	"	"
Id.	Ménagiers	"	"	"	"	"	"	"	"	7	4	3	"
Id.	« La Saint-Michel »	1,140	223	156	308	780	195	157	412	840	235	173	289
Id.	Pâtisseries et cuisiniers ..	57	51	49	465	54	51	48	496	49	41	39	304
Id.	Paveurs	175	62	"	62	40	25	"	25	"	"	"	"
Id.	« La Prévoyance humani- taire »	"	"	"	"	5	3	1	2	6	3	2	1
Id.	Quincaillerie	42	38	27	8	26	20	15	4	32	23	13	8
Id.	Sommeliers d'hôtels	208	150	120	80	"	"	"	"	120	92	72	65
Id.	Société amicale des sourds-muets.	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Anciens sous-officiers de terre et de mer.	5	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Tisseurs-ferrandiers	19	1	"	1	25	3	"	3	"	"	"	"
Id.	Voyageurs de com- merce.	"	"	"	"	(1)	54	54	"	"	"	"	"
Id.	Union générale des gan- tiers.	"	"	"	"	"	"	"	"	5	4	4	"
Rouen	« La Prévoyance mu- tuelle »	5	2	2	"	4	2	1	"	3	5	3	"
Id.	Association des secré- taires et employés de mairie.	2	1	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Valenciennes...	Société de prévoyance des employés.	1	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Id.	Secrétariat du peuple	1	(1)	"	1	"	"	"	"	1	1	1	"
Id.	Anciens sous-officiers	"	"	"	"	4	2	"	"	"	"	"	"
Le Vésinet	La Prévoyance	"	1	"	"	2	(1)	1	"	1	1	1	"
Batna (Constan- tine).	La Fraternelle	"	"	"	"	2	4	"	2	2	1	1	"

(1) Chiffre non indiqué.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (2^e TRIMESTRE 1901).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Angers	Oeuvre du Bon Pasteur.	15	6	3	"	6	2	"	"	"	"	"	"
<i>Id.</i>	Patronage des libérés . . .	(1)	(1)	"	1	(1)	(1)	"	1	"	"	"	"
Bayonne	Société de Sainte-Anne . .	95	105	38	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Blaye	Patronage des libérés . .	"	"	"	1	1	"	1	"	1	"	"	"
Bordeaux	Assistance par le travail.	(1)	(1)	23	2	(1)	(1)	11	2	(1)	(1)	15	21
<i>Id.</i>	Maison du Marin	85	(1)	88	"	70	29	27	48	"	"	"	"
Bourges	Patronage des libérés . .	1	"	"	"	2	"	"	"	1	"	"	"
Brest	Bonnes sans place	(1)	(1)	32	4	(1)	(1)	35	4	(1)	(1)	15	4
Clermont - Fer- rand	Sœurs de l'Immaculée Conception	(1)	(1)	20	4	(1)	(1)	20	5	(1)	(1)	30	5
Cluses (Haute- Savoie)	École d'horlogerie	"	1	"	"	2	"	"	"	1	1	"	"
Coubeyrac (Gi- ronde)	Orphelinat agricole	1	(1)	2	"	"	"	"	"	(1)	(1)	2	"
Courville (Eure- et-Loir)	Assistance par le travail.	(1)	74	5	74	(1)	(1)	9	83	(1)	(1)	3	71
Die	Asile orphelinat	3	7	2	"	3	4	"	1	1	3	"	"
Dunkerque	Maison du Marin	(1)	(1)	133	"	(1)	(1)	98	"	(1)	(1)	323	"
Fournies	École pratique d'industrie	"	"	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"
Grand - Quevilly (Seine-Inférie) La Chalmelle (Marne)	Refuge	(1)	(1)	4	1	(1)	4	2	"	"	5	"	"
La Rochelle	Colonie agricole	12	11	11	"	19	19	18	32	17	26	14	46
Le Havre	Maison du Marin	87	(1)	25	"	(1)	(1)	8	"	35	(1)	18	"
Le Mans	Assistance par le travail.	69	(1)	"	7	79	(1)	"	3	"	"	"	"
<i>Id.</i>	Sœurs servantes de Marie.	31	"	"	"	13	"	"	"	15	"	"	"
Le Puy	Patronage des libérés . .	"	"	"	"	5	(1)	5	"	"	"	"	"
Lille	Maison des filles	10	(1)	"	10	12	(1)	"	12	6	(1)	"	6
Le Vesinet (Sei- ne-et-Oise)	Patronage des libérés . .	"	"	"	"	(1)	(1)	22	"	263	124	35	"
Libourne	Orphelinat d'Alsace-Lor- raine	"	"	"	"	(1)	2	2	"	(1)	1	1	"
Luc par Alzon (Gard)	Orphelinat Saint-Paul . .	"	"	"	"	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"
Lyon	Colonie agricole	1	3	1	"	1	1	1	"	1	1	1	"
<i>Id.</i>	Asile protestant	27	70	16	1	18	47	14	2	30	37	13	"
<i>Id.</i>	Asile Saint-Léonard . . .	(1)	3	3	"	1	3	4	"	(1)	1	1	"
<i>Id.</i>	Assistance par le travail.	132	(1)	"	14	87	(1)	"	24	52	(1)	"	17
<i>Id.</i>	Assistance des femmes par le travail	"	"	"	"	"	"	"	"	53	70	32	21
<i>Id.</i>	Association de patrons ca- tholiques	248	153	84	17	373	228	192	"	351	435	184	"
<i>Id.</i>	Patronage des libérés . .	36	(1)	29	"	35	(1)	25	"	34	(1)	24	"
<i>Id.</i>	Société philanthropique savoisienne	52	46	41	"	61	57	46	"	59	55	46	"
Maillevilliers près Chartres (Eure- et-Loir)	Oeuvre de Saint-Jean . .	(1)	22	4	18	(1)	12	2	10	(1)	12	5	7
Marseille	Assistance par le travail.	33	14	18	"	28	15	19	"	27	10	15	"
<i>Id.</i>	La Préservation	46	50	23	"	19	23	9	"	33	40	26	"
Melun	Assistance par le travail.	23	22	"	22	28	28	4	24	16	16	6	10

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DESIGNATION.	AVRIL.				MAY.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				a demeure	en extra.			a demeure	en extra.			a demeure	en extra.
Nantes.....	Maison du marin.....	55	55	44	11	70	71	67	3	108	111	100	2
Id.....	OÈuvre du Sacré-Cœur..	(1)	23	11	"	(1)	5	4	"	(1)	8	3	"
Nice.....	Le Foyer.....	39	100	9	"	37	44	18	"	"	"	"	"
Orléans.....	Patronage des libérés...	"	"	"	"	2	(1)	1	"	1	1	1	"
Paris.....	Asile Saint-Charles.....	146	395	107	"	102	338	80	"	70	269	58	"
Id.....	Union d'assistance par le travail du 6 ^e arron- dissement.	38	(1)	19	"	32	1	13	"	20	3	12	"
Id.....	Association générale d'Al- sace-Lorraine.	247	494	180	"	235	531	178	"	189	389	140	"
Id.....	Employés du bâtiment..	"	"	"	"	19	10	8	"	"	"	"	"
Id.....	OÈuvre de l'hospitalité de nuit.	(1)	(1)	"	12	(1)	(1)	4	"	"	"	"	12
Id.....	Home français.....	(1)	(1)	"	12	(1)	(1)	4	"	"	"	"	"
Id.....	Home allemand.....	(1)	22	49	"	(1)	21	27	"	38	119	18	"
Id.....	Home israélite français..	(1)	(1)	4	8	"	"	"	"	(1)	(1)	3	11
Id.....	Maison des Sœurs de la Croix.	(1)	(1)	"	515	(1)	(1)	"	462	(1)	(1)	"	372
Id.....	Maison de travail pour jeunes gens.	75	63	57	"	"	"	"	"	53	69	48	"
Id.....	Patronage des libérés...	270	(1)	54	"	292	(1)	73	"	247	(1)	64	"
Id.....	Patronage de la Providence	10	7	"	"	"	"	"	"	5	2	"	"
Id.....	Patronage Saint-Antoine- de-Padoue.	(1)	(1)	27	"	(1)	(1)	20	"	(1)	(1)	26	"
Id.....	Société philanthropique..	320	132	160	158	190	70	83	134	226	110	58	49
Id.....	Société philanthropique savoisienne.	110	259	148	2	69	214	134	2	63	222	135	"
Id.....	Société des pauvres hon- tenx.	28	7	4	"	32	9	7	"	35	10	8	"
Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains.	(1)	2	2	"	(1)	2	2	"	(1)	2	2	"
Id.....	Solidarité mutuelle dans la recherche du travail.	500	85	62	"	500	80	60	"	600	85	57	"
Id.....	« The english catholic home. »	40	43	10	"	"	"	"	"	47	44	12	1
Id.....	« The mission home. »...	"	"	"	"	122	109	31	10	103	77	20	4
Id.....	Refuges municipaux...	(1)	(1)	103	219	(1)	(1)	112	228	(1)	(1)	95	131
Quimper.....	Enfants de la Providence.	(1)	(1)	3	"	(1)	(1)	1	"	(1)	(1)	3	"
Remiremont....	Orphelinat de l'Enfant- Jésus.	(1)	5	1	"	"	3	"	"	"	4	"	"
Rochefort.....	Fourneau économique...	2	(1)	1	1	2	(1)	1	1	2	(1)	1	1
Roissé (Vienne)	École de réforme de St-Hi- laire.	(1)	14	11	"	(1)	13	11	"	(1)	40	8	"
Roubaix.....	École des arts industriels.	8	6	1	"	5	6	4	"	3	4	3	"
Rouen.....	Maison des Sœurs Saint- Aubin.	51	96	36	1	39	86	28	2	39	95	43	1
St-Germain-Vil- lage (Eure).	Orphelinat.....	(1)	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Patronage des libérés...	"	"	"	"	41	(1)	3	2	36	(1)	1	"
Troyes.....	Id.....	10	3	2	2	8	9	9	"	10	3	"	3
Valenciennes..	Id.....	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles.....	Id.....	116	(1)	7	12	129	34	39	4	115	3	9	5
Yzeure (Allier).	École professionnelle des pupilles de la Seine.	(1)	(1)	4	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Union internationale des amies de la jeune fille.	22	8	"	"	25	19	13	4	12	10	4	5

(1) Chiffre non indiqué.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juillet 1901, le Ministère du Commerce a été avisé de la création de 26 syndicats patronaux, 65 syndicats ouvriers, 1 syndicat mixte et 2 unions de syndicats; total : 94, ces associations se répartissant comme suit d'après la date de leur fondation : juillet, 6; juin, 21; mai, 15; avril, 10; mars, 16; février, 8; janvier, 4 et antérieurement au 1^{er} janvier 1901, 14.

Les dissolutions signalées sont au nombre de 23, dont 10 syndicats patronaux et 13 syndicats ouvriers.

Les renseignements qui précèdent et ceux qui suivent concernent seulement les syndicats professionnels de l'industrie et du commerce (syndicats agricoles non compris).

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS
ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^{er}. — SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [15 juin 1901]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** de Vichy-Cusset (30 membres). Siège social : rue de Nîmes, 96, à VICHY.

Alpes-Maritimes [10 juin 1901]. — Syndicat des **agents d'immeubles** et d'administrateurs de propriétés (6 membres). Siège social : rue Gioffredo, 55, à NICE.

Calvados [1^{er} février 1901]. — Syndicat de la **charcuterie** de Caen (14 membres). Siège social : salle de la Justice de paix, rue Saint-Laurent, à CAEN.

Cher [13 juin 1901]. — Syndicat du commerce en gros des **vins**, spiritueux et liqueurs du Cher (82 membres). Siège social : brasserie de Strasbourg, à BOURGES.

Gironde [3 juin 1901]. — Syndicat spécial des maîtres **cochers** de place de la ville de Bordeaux (40 membres). Siège social : à l'Athénée, à BORDEAUX. — [25 mars 1901]. — Chambre syndicale des **électriciens** de Bordeaux et du Sud-Ouest (6 membres). Allées de Tourny, à BORDEAUX. — [18 avril 1901]. — Syndicat pour la défense des intérêts du commerce d'**exportation** des prunes et noix sèches, conserves alimentaires et branches similaires (28 membres). Siège social : rue Guillaume-Brochon, à BORDEAUX.

Isère [1^{er} février 1901]. — Syndicat des **représentants de commerce** en gros (vins et spiritueux) de Grenoble et de la région (10 membres). Siège social : rue Docteur Mazet, 2, à GRENOBLE.

Haute-Loire [7 juillet 1901]. — Syndicat des **représentants de commerce** de la ville du Puy (12 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, LE PUY.

Loire-Inférieure [1^{er} mai 1901]. — La Fraternité **médicale** (syndicat professionnel breton) (20 membres). Siège social : rue de Strasbourg, 3, à NANTES. — [20 juin 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **serrurerie** du bâtiment de l'arrondissement de Saint-Nazaire (11 membres). Siège social : rue des Caboteurs, 63, à SAINT-NAZAIRE.

Marne [8 novembre 1893]. — Cercle des négociants en **charbons** de l'Est, du Nord-

Est et des départements limitrophes (14 membres). Siège social : rue Saint-André, 18, à REIMS. — [1^{er} juillet 1901]. — Syndicat rémois des **teinturiers** et **apprêteurs** (20 membres). Siège social : rue Cérés, 30, à REIMS.

Haute-Marne [13 avril 1901]. — Chambre syndicale du commerce des **bois** et **charbons de bois** de la Haute-Marne et des départements circonvoisins (48 membres). Siège social : SAINT-DIZIER.

Nièvre [15 janvier 1901]. — Union des **coiffeurs** de la Nièvre (16 membres). Siège social : place du Lycée, 1, à NEVERS. — [21 mai 1901]. — Syndicat général de commerce de l'**épicerie** du département de la Nièvre (15 membres). Siège social : rue de la Banque, 19, à NEVERS.

Nord [5 février 1901]. — Syndicat des **filateurs** de laines peignées de Tourcoing (17 membres). Siège social : place Le Verrier, 1, à TOURCOING. — [30 mars 1901]. — Syndicat des fabricants de **tissus** de Roubaix-Tourcoing (87 membres). Siège social : rue Neuve, 51, à ROUBAIX.

Pas-de-Calais [28 janvier 1901]. — Syndicat des débitants de **boissons** de la ville de Béthune (105 membres). Siège social : rue Eugène-Haynaut, 6, à BÉTHUNE.

Haut-Rhin [3 mai 1901]. — Syndicat patronal de l'industrie **textile** des départements du Haut-Rhin, du Doubs et de la Haute-Saône (20 membres). Siège social : à BELFORT.

Rhône [26 juin 1901]. — Syndicat professionnel des **artistes** lyonnais (67 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 106, à LYON. — [3 juin 1901]. — Union syndicale des **gérants d'immeubles** de la ville de Lyon (52 membres). Siège social : rue Mercière, 56, à LYON.

Seine [15 mai 1901]. — Syndicat des **casinos**, concerts et établissements similaires (29 membres). Siège social : rue de Bondy, 92, à PARIS, 10^e. — [20 juin 1900]. — Syndicat général de l'industrie **frigorifique** (22 membres). Siège social : rue de la Chaussée-d'Antin, 23, à PARIS, 9^e. — [9 mars 1901]. — Chambre syndicale des fabricants de **tissus** élastiques et industries s'y rattachant (bretelles, jarretières, ceintures, boucleries) (33 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, à PARIS, 2^e.

Seine-Inférieure [21 avril 1901]. — Chambre syndicale des **gérants et gérantes de débits de tabac** du département de la Seine-Inférieure (80 membres). Siège social : rue Orbe, 59, à ROUEN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [21 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** en bouteille d'Hirson (70 membres). Siège social : Hôtel de Ville d'Hirson.

Alpes-Maritimes [11 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment et parties similaires de la ville de Cannes (28 membres). Siège social : salle des prud'hommes, à CANNES.

Bouches-du-Rhône [19 février 1901]. — Fédération syndicale des **navigateurs** civils du port de Marseille (1,180 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE — [22 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **typographes** d'Aix (30 membres). Siège social : rue Saint-Laurent, 16, à AIX. — [7 juin 1901]. — Syndicat des ouvriers **peintres** en voitures, tapissiers, garnisseurs et parties similaires (26 membres). Siège social : Bourse du travail, à ARLES.

Calvados [1^{er} juillet 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **charbonniers** du port de Honfleur (30 membres). — Siège social : rue Bavole, à HONFLEUR.

Charente [14 mars 1901]. — Syndicat de la **carrosserie**, sellerie, bourellerie et parties similaires d'Angoulême (27 membres). Siège social : rue de Genève, 29 et 31, à ANGOULÊME.

Cher [21 juin 1901]. — Union syndicale des **employés de commerce** de Vierzon (47 membres). Siège social : Bourse du travail, à VIERZON. — [28 avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** du canton de la Guerche (24 membres). Siège social : LA GUERCHE. — [1^{er} juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **bouchers-charcutiers**, tripiers et parties similaires de la ville de Bourges (36 membres). Siège social : Au rendez-vous des bouchers, rue du Pré-Boulet, à BOURGES.

Drôme [9 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **tuiliers** et aides-tuiliers de Romans et de la région. (20 membres). Siège social : rue Saint-Nicolas, 55, Café Armand, à ROMANS.

Eure [1^{er} mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **bûcherons** de l'Habit et environs (19 membres). Siège social : L'HABIT.

Eure et Loir [14 avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiments et parties similaires de Chartres et du département d'Eure-et-Loir. (42 membres). Siège social : Cloître Notre-Dame, 5, à CHARTRES.

Garonne (Haute-) [27 Janvier 1901]. — Association fraternelle des ouvriers **boulangers** de Toulouse (115 membres). Siège social : rue des Trois-Banquets, 3, à TOULOUSE.

Gironde [1^{er} janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **paveurs** et cimentiers réunis du département de la Gironde (26 membres). Siège social : Chemin vicinal, 36, à BORDEAUX.

Hérault [9 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **charretiers** et camionneurs de la ville de Montpellier (10 membres). Siège social : Bourse du travail, à MONTPELLIER.

Indre-et-Loire [18 mai 1901]. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** et parties similaires du département d'Indre-et-Loire et départements limitrophes. (10 membres). Siège social : Bourse du travail, à TOURS. — [11 Mai 1901]. — Chambre syndicale de l'Union des ouvriers **boulangers** de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire (130 membres). Siège social : Bourse du travail, à TOURS.

Isère [5 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Grenoble (51 membres). Siège social : Bourse du travail, à GRENOBLE. — [1^{er} juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de la ville de Grenoble (30 membres). Siège social : Bourse du travail, à GRENOBLE.

Loire-Inférieure [15 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de la ville de Nantes (48 membres). Siège social : rue Sainte-Catherine, Café de la Belle Étoile, à NANTES. — [1^{er} mai 1901]. — Chambre syndicale des écrivains-graveurs et dessinateurs **lithographes** de la ville de Nantes (35 membres). Siège social : buvette Barreau, rue du Cheval blanc, à NANTES.

Loiret [5 juillet 1901]. — Syndicat des ouvriers des **lignes télégraphiques-téléphoniques** et de tous les services réunis (50 membres). Siège social : rue Pélerine, 5, à ORLÉANS. — [juin 1901]. — Syndicat des **cantonniers** et chefs cantonniers du département du Loiret. [? membres). Siège social : chez M. Quertier, cantonnier, à ORLÉANS. — [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Thou (40 membres). Siège social : THOU.

Lot-et-Garonne [18 février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville d'Agen (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à AGEN.

Mayenne [11 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers en **chaussures** de la ville de Laval (45 membres). Siège social : Bourse du travail, à LAVAL.

Meurthe-et-Moselle [27 mai 1901]. — Syndicat ouvrier des **industries chimiques** et branches similaires de Meurthe-et-Moselle (210 membres). Siège social : rue du Haut de Tilly, 33, SAINT-NICOLAS.

Morbihan [7 avril 1901]. — Syndicat ouvrier de l'**industrie métallurgique** du canton d'Hennebont (1,168 membres). Siège social : rue Neuve, 113, à HENNEBONT. — [20 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers-boitiers** de Belle-Isle-en-Mer (48 membres). Siège social : SAUZON.

Nièvre [24 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **potiers** du canton de Saint-Amand-en-Puisaye (43 membres). Siège social : SAINT-AMAND-EN-PUISAYE.

Nord [14 mars 1901]. — Syndicat d'ouvrières de **tissage** « L'Espérance du Tissage » (30 membres). Siège social : rue du Menin, 202, à TOURCOING. — [11 mars 1901]. — Syndicat d'ouvriers **tisserands** « La Navette » (30 membres). Siège social : rue du Bruu-Pain, 231, à TOURCOING. — [12 mars 1901]. — Syndicat d'ouvrières de **filature** de coton « La Concorde » (30 membres). Siège social : rue de la Potente, 28, à TOURCOING. — [14 mars 1901]. — Syndicat d'ouvrières de préparation de **filature** de laine « Le Bobinoir » (30 membres). Siège social : rue Saint-Omer, 20, à TOURCOING. — [25 février 1901]. — Syndicat d'ouvrières de **filature** de coton « Le Bon fil » (30 membres). Siège social : rue de la Croix-Rouge, 163, à TOURCOING. — [7 mars 1901]. — Syndicat d'ouvriers de **tissage** « L'Espérance » (30 membres). Siège social : rue du Touquet, 66, à TOURCOING. — [14 mars 1901]. — Syndicat des **piquières** « La Draperie » (30 membres). Siège social : rue d'Alsace, 105, à TOURCOING. — [10 avril 1901]. — Syndicat des **travailleurs** français (22 membres). Siège social : Grande-Rue, 87, à ROUBAIX. — [7 février 1901]. — Syndicat d'employés et contremaîtres de **tissage** « Le Tissage » (30 membres). Siège social : rue Nationale, 68, à TOURCOING. — [14 mars 1901]. — Syndicat d'ouvrières en **guipures** « La Guipure » (30 membres). Siège social : rue d'Auvers, 142, à TOURCOING.

Oise [1^{er} avril 1901]. — Syndicat **typographique** et des industrie similaires de Creil (10 membres). Siège social : rue de Montataire, 1, à CREIL.

Puy-de-Dôme [25 novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** similaires de Saint-Éloy-les-Mines (854 membres). Siège social : LA ROCHE (commune de Saint-Éloy-les-Mines).

Basses-Pyrénées [9 juin 1901]. — Union syndicale des ouvriers du **port** de Bayonne (152 membres). Siège social : rue Maubec-Marquisat.

Rhône [15 mars 1901]. — Chambre syndicale des **menuisiers** en sièges de Lyon (47 membres). — Siège social : Bourse du travail, à LYON. — [15 juin 1901]. — Union syndicale des représentants de **pompes** funèbres (30 membres). Siège social : place du Petit-College, 2, à LYON. — [22 mars 1901]. — Syndicat des ouvriers **tisseurs** traitant l'article meublé (58 membres). Siège social : rue d'Ivry, 10, à LYON.

Saône-et-Loire [3 novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** de Chalon-sur-Saône (80 membres). Siège social : rue de la Verrerie, à CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine [19 juillet 1901]. — Syndicat des employés et ouvriers des **tramways** électriques de la rive gauche de Paris (200 membres). Siège social : avenue d'Orléans, 73, à Paris, 14^e. — [28 mai 1901]. — Chambre syndicale ouvrière des **dessinateurs** et graveurs sur bois d'art industriel, illustrations et applications typographiques (? membres). Siège social : rue Pastourelle, 35, à PARIS, 3^e. — [18 juin 1901]. — Chambre syndicale des garçons de **cuisine** de Paris (130 membres). Siège social : maison Bouldoin, rue Jean-Jacques Rousseau, 27, à PARIS, 1^{er}. — [13 mai 1901]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de Paris

(510 membres). Siège social : boulevard Rochechouart, 74, à PARIS, 18^e. — [Mai 1898]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** (38 membres). Siège social : rue des Petits-Carreaux, 14, à PARIS, 2^e.

Seine-Inférieure [23 mars 1901]. — Chambre syndicale des **tisseurs** en chaussons de Rouen (32 membres). Siège social : Bourse du travail, à ROUEN.

Seine-et-Oise [15 juin 1901]. — Syndicat des travailleurs du **livre** (23 membres). Siège social : ancienne mairie, boulevard Héloïse, à ARGENTEUIL.

Vaucluse [24 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Cavaillon (12 membres). Siège social : Café de Paris, cours Gambetta, à CAVAILLON.

Alger [24 septembre 1900]. — Syndicat des **charbonniers** du port d'Alger (700 membres). Siège social : Bourse du travail, à ALGER. — [15 avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** et tapissiers de Mustapha (28 membres). Siège social : Bourse du travail, à MUSTAPHA. — [12 octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers des quais et du port d'Alger (500 membres). Siège social : Bourse du travail, à ALGER.

Constantine [10 juillet 1900]. — Union syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Bougie (46 membres). Siège social : à BOUGIE. — [1^{er} juillet 1900]. — Syndicat des ouvriers **cochers** de fiacre, cochers livreurs, conducteurs et charretiers de la ville de Constantine (87 membres). Siège social : Bourse du travail, à CONSTANTINE. — [15 juillet 1890]. — Syndicat des **employés limonadiers**, hôtels, restaurants et parties similaires de la ville de Constantine (37 membres). Siège social : Bourse du travail, à CONSTANTINE.

Oran [16 mars 1901]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** du département d'Oran (200 membres). Siège social : Bourse du travail, à ORAN. — [1^{er} mai 1901]. — Syndicat des **bateliers** du port d'Oran (62 membres). Siège social : rue d'Orléans, 39, à ORAN. — [17 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers **mouleurs cimentiers** de la ville d'Oran (43 membres). Siège social : Bourse du travail, à ORAN.

3^e SYNDICAT MIXTE.

Gironde [en février 1901]. — Syndicat des **gabariers-lesteurs** du port de Bordeaux (90 membres). Siège social : quai Sainte-Croix, 2, à BORDEAUX.

4^e UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [en 1900]. — Fédération générale des Chambres syndicales patronales françaises de l'industrie du **bâtiment** et des travaux publics (37 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de Lutèce, 3, à PARIS, 4^e.

5^e UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [2 juillet 1901]. — Fédération des **syndicats ouvriers** du département de la Gironde (26 syndicats adhérents). — Siège social : rue Lafande, 43, BORDEAUX.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [5 mars 1894]. — Chambre syndicale des fabricants de **chapeaux** de soie et fabricants de peluches pour la chapellerie (20 membres). Siège social : rue des Archives, 18, PARIS, 4^e.

Alger [20 juillet 1898]. — Syndicat des négociants en **alimentation**, denrées coloniales, céréales, huiles, etc. (30 membres). — Siège social : ALGER. — [18 juillet 1898]. — Chambre syndicale des négociants **bijoutiers** et horlogers d'Alger (14 membres). Siège social : ALGER. — [20 juin 1895]. — Syndicat des patrons des **calèches** de place de la ville d'Alger (40 membres). Siège social : ALGER. — [26 février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **charretiers** et assimilés du département d'Alger (75 membres). Siège social : ALGER. — [18 juillet 1898]. — Syndicat des négociants en **cuirs**, peaux et chaussures d'Alger (18 membres). Siège social : ALGER. — [1^{er} août 1898]. — Chambre syndicale des marchands de **journaux**, propriétaires de kiosques et magasins du département d'Alger (51 membres). Siège social : ALGER. — [20 juillet 1898]. — Chambre syndicale des **tissus** et nouveautés (27 membres). Siège social : ALGER. — [1900]. — Syndicat des **médecins** communaux algériens (50 membres). Siège social : GUYOTVILLE.

Oran [15 août 1897]. — Syndicat professionnel des nourrisseurs de **lait** (16 membres). Siège social : ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Hautes-Pyrénées [11 février 1900]. — Syndicat des ouvriers **tourneurs** de la ville de Bagnères-de-Bigorre (11 membres). Siège social : Bourse du travail, BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Alger [24 août 1899]. — Syndicat des garçons **bouchers** et charcutiers du département d'Alger (80 membres). Siège social : ALGER. — [18 octobre 1899]. — Syndicat des employés des **messageries** de Belcourt (60 membres). Siège social : ALGER. — [16 février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **paveurs** et assimilés d'Alger, Mustapha, Saint-Eugène (25 membres). Siège social : ALGER. — [26 février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** du département d'Alger (64 membres). Siège social : ALGER. — [25 septembre 1897]. — Syndicat des **pointeurs** de la marine de commerce d'Alger (25 membres). Siège social : ALGER. — [4 décembre 1898]. — Syndicat des ouvriers **selliers**, bourreliers, harnacheurs et assimilés (37 membres). Siège social : MUSTAPHA. — [27 mai 1898]. — Syndicat des **serruriers** (50 membres). Siège social : ALGER. — [10 janvier 1899]. — Chambre syndicale des **employés de commerce** de la ville de Mustapha (10 membres). Siège social : MUSTAPHA. — [20 juillet 1898]. — Syndicat des employés des **trams-algériens** (68 membres). Siège social : MUSTAPHA.

Constantine [1^{er} mars 1883]. — Union syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres**, carriers et mineurs du département de Constantine (42 membres). Siège social : CONSTANTINE.

Oran [28 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville d'Oran (21 membres). Siège social : ORAN. — [8 septembre 1894]. — Syndicat des ouvriers sur **métaux** (10 membres). Siège social : ORAN.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'activité du travail, pendant le mois d'août, a été satisfaisante dans la pêche, l'agriculture et les forêts, dans les métiers de l'alimentation, la tannerie, la corroierie, la mégisserie, les industries céramiques et la verrerie; très active dans la fabrication du velours, des fleurs artificielles et des plumes, dans la charpente, la menuiserie, les travaux du bâtiment. Le travail a été calme dans les mines (bien qu'il y ait une légère reprise par rapport au mois précédent), dans les industries du papier, du carton et du livre, dans la plupart des industries textiles, filature et tissage, dans l'ébénisterie, l'horlogerie, la mécanique de précision; à peu près stationnaire dans l'industrie de la chaussure, du vêtement, de la confection et de la chapellerie.

Elle a laissé à désirer dans l'industrie florale, dans les carrières, dans l'industrie métallurgique et la construction mécanique, dans les travaux de maintenance des ports et de transports par eau.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 898 chambres syndicales, groupant 180.000 adhérents. Parmi ces syndicats, 775, groupant 143.000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15.941, ce qui correspond à une proportion de 11 p. 0/0 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris).

Le travail pendant le mois d'août a été jugé plus abondant que pendant le mois de juillet par 10 p. o/o des syndicats, groupant 9 p. o/o des adhérents; aussi abondant, par 63 p. o/o des syndicats, groupant 55 p. o/o des adhérents; moins abondant, par 27 p. o/o des syndicats, groupant 36 p. o/o des adhérents.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Pendant le mois d'août, la situation dans la pêche maritime ne s'est pas sensiblement modifiée. Sur les côtes de l'Océan, la grosse sardine a fait place à la petite, trouvant plus difficilement acquéreur; les grandes chaleurs ont fait du tort à la pêche du thon, difficile à conserver frais.

Dans l'agriculture, les travaux de la moisson se sont achevés et ont fourni un travail amplement suffisant, au moins pendant la première moitié du mois. Dans les travaux forestiers, l'état est stationnaire; les bûcherons ont été employés comme de coutume aux travaux de la moisson. Les travaux viticoles, les vendanges n'étant pas encore commencées, ont laissé un assez grand nombre d'ouvriers sans ouvrage dans les régions du midi. La morte-saison continue dans les travaux horticoles et l'industrie florale.

Le chômage moyen, pour le groupe considéré, et parmi les syndicats qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, ressort, au 15 août, à près de 18 p. o/o, (14 p. o/o en juillet).

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 130.000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des exploitations minières, pendant le mois d'août 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
1	2	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,74	"	"	"	71	29
Loire.....	5,85	"	"	2	33	65
Gard et Hérault.....	6,20	"	"	"	4	96
Provence (lignites).....	5,24	"	"	"	100	"
Bourgogne et Nord-Est..	5,83	"	"	"	33	67
Centre.....	5,92	"	"	"	58	42
ENSEMBLE pour la France.	5,77	"	"	"	60	40

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,62, il était de 5,94 en août 1900.

CARRIÈRES. — Situation stationnaire dans les carrières. Dans diverses régions, les ouvriers ont été employés aux travaux de la moisson dans les intervalles entre les jours et heures d'extraction. Le chômage moyen, indiqué par 4 syndicats, ne dépasse pas 5 p. o/o, comme le mois précédent.

ALIMENTATION. — La moyenne de chômage, pour les ouvriers boulangers, cuisiniers, pâtisseries, confiseurs, bouchers et charcutiers, ressort, pour le mois d'août, à près de 8 p. o/o; elle est donc sensiblement la même que le mois précédent (7 p. o/o); 12 p. o/o des syndicats, groupant 15 p. o/o des syndiqués, estiment le travail plus abondant qu'en juillet; 70 p. o/o, groupant 45 p. o/o des syndiqués, estiment qu'il n'y a pas de changement; 18 p. o/o, avec 40 p. o/o des syndiqués, estiment qu'il y a diminution dans l'activité du travail.

Travail toujours abondant chez les pâtisseries et chez les cuisiniers. La production à la fin de juillet 1901 (10 premiers mois de la campagne 1900-1901) des distillateurs et des bouilleurs de profession a été de 2.215.112 hectolitres, contre 2.268.111 hectolitres pendant la même période de la campagne 1899-1900. En particulier, la production des alcools de betteraves a été de 941.283 hectolitres (contre 1.031.612 hectolitres en 1899-1900), celle des alcools de mélasses de 765.063 hectolitres (contre 604.951 hectolitres en 1899-1900); celle des alcools de vins, cidres et poirés de 218.432 hectolitres (contre 82.008 hectolitres en 1899-1900). D'autre part, la production des bouilleurs de crû est évaluée à 263.914 hectolitres (contre 102.685 hectolitres en 1899-1900).

En industrie sucrière, la nouvelle campagne va commencer en septembre, elle s'annonce satisfaisante au point de vue du rendement des betteraves, grâce aux pluies récentes. La quantité de glucoses fabriquée depuis le 1^{er} septembre 1900 jusqu'au 31 juillet 1901, s'élève à 27.290.177 kilogrammes (contre 35.400.074 kilogrammes pendant la période correspondante de la campagne 1899-1900).

Dans la brasserie, activité normale et satisfaisante pour la saison.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Pas de changement à signaler dans l'huilerie et la savonnerie. La raffinerie de pétrole est en situation satisfaisante; les fabriques de gaz d'éclairage n'ont pas encore repris l'activité des mois d'hiver. Dans les industries typographiques et lithographiques, la grande majorité des syndicats, 66 p. o/o, groupant 44 p. o/o des syndiqués, estiment que la situation est stationnaire; 12 p. o/o, avec 18 p. o/o des syndiqués, trouvent le travail plus abondant qu'en juillet; 22 p. o/o, avec 38 p. o/o des syndiqués, le jugent moins abondant. En particulier, le travail a été regardé comme plus abondant que le mois dernier à Besançon, Pontarlier, Toulouse, Grenoble, Saint-Étienne, Châlons-sur-Marne, Paris (imprimeurs-lithographes, graveurs), Limoges; moins abondant à Laon, Bordeaux, Libourne, Montpellier, Dôle, Nantes, Nancy, Vannes, Lille, Valenciennes, Tarbes, Lyon, Rouen, Amiens, Avignon.

La morte-saison touche à sa fin chez les dessinateurs-lithographes et graveurs divers.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage moyen, chez les tanneurs, mégissiers, corroyeurs, d'après les réponses des syndicats, n'est que de 3 p. o/o. Bonne situation à Paris, Rennes, Châteaurenault, Château-du-Loir, Avignon, Saint-Junien. La

mégisserie est mieux pourvue que le mois dernier. Morte-saison dans la sellerie et la harnacherie, de même dans la gainerie à Paris. Toujours accalmie chez les gantiers de la région de Grenoble.

En ce qui concerne l'industrie de la chaussure, on ne signale pas d'amélioration sensible par rapport au mois précédent; même, un tiers des syndicats groupant plus de 20 p. o/o des syndiqués, estiment qu'il y a encore diminution. La proportion moyenne des chômeurs s'élève à 13 p. o/o d'après les réponses des syndicats.

Pour le groupe entier des industries du cuir et des peaux, le chômage moyen ressort à 11 p. o/o (9 p. o/o en juillet et en juin).

TEXTILES. — Parmi les syndiqués de la filature et du tissage, la proportion moyenne des chômeurs, au 15 août, s'élève à 23 p. o/o; l'état du travail est considéré comme stationnaire dans 58 p. o/o des syndicats, groupant 66 p. o/o des syndiqués; plus abondant que le mois dernier dans 5 p. o/o des syndicats, avec 1 p. o/o des syndiqués; moins abondant dans 37 p. o/o des syndicats, groupant 33 p. o/o des syndiqués. Le travail s'est ralenti notamment à Saint-Quentin (tisseurs), Saint-Rambert, Angers (peigneurs de chanvre), Reims (lainiers), Laval, Tourcoing (coton et laine), Thizy (tisseurs), Lyon (tisseurs), Paris, Moulins. Dans la région de Rouen, la filature et le tissage de coton sont en reprise assez sensible. A Reims, pendant le premier semestre de 1901, la situation du marché des laines a fait preuve d'une grande fixité. Dans la région d'Elbeuf, la fabrication de la nouveauté a été très active pendant le mois de juillet, tant en articles peignés que cardés. La production totale de la fabrique lyonnaise (d'après la Chambre de commerce de Lyon), pendant l'année 1900, s'est élevée à 441.350.000 francs (contre 451.000.000 francs en 1899). Malgré la baisse des prix de la soie qui a été d'environ 8 p. o/o sur l'année 1899, la production des soieries n'a donc été inférieure que de 10 millions à celle de 1899. Elle a été notablement supérieure à la moyenne des dix années antérieures, qui n'est que de 394 millions environ.

Dans la bonneterie, pas de changement à signaler; chez les passementiers, légère tendance à la diminution, morte-saison à Paris, notamment; travail un peu moins abondant chez les tullistes de diverses régions. Situation stationnaire dans la fabrique de tapis; dans la rubanerie, pas d'amélioration; travail toujours actif chez les veloutiers.

La morte-saison continue chez les tailleurs et les couturières. L'industrie des fleurs et plumes est assez active en ce moment à Paris. La chapellerie est en reprise à Lille, Albi, Serrières, Chalabre; elle est encore en morte-saison à Paris. La situation est sans changement chez les apprêteurs en pelletterie. Chez les blanchisseurs, principalement ceux de la région de Paris et des grands centres, il y a morte-saison en raison des villégiatures d'été.

Le chômage moyen, pour les groupes des industries textiles et du vêtement réunis, s'élève à 22 p. o/o (d'après 135 syndicats ouvriers), chiffre sensiblement supérieur à celui du mois précédent (11 p. o/o).

BOIS. — Bon courant d'activité dans la charpente et la menuiserie; l'ouvrage est regardé comme plus abondant qu'en juillet dans 27 p. o/o des syndicats, groupant 35 p. o/o des syndiqués; comme équivalent, dans 65 o/o des syndicats, avec 59 p. o/o des syndiqués; comme moins abondant, dans 8 p. o/o des syndicats, avec seulement 6 p. o/o des syndiqués. Accalmie générale dans l'industrie du meuble. Travail abondant chez les carrossiers de Bourges et de Clermont-Ferrand. Travail normal dans la tonnellerie. Travail plus abondant chez les ouvriers en parapluie, en peignes, en marqueterie (à Paris); situation satisfaisante, en général, chez les

sabotiers et galochiers. Pas de changements à signaler dans la fabrication des brosses, ni dans celle des bouchons.

La proportion moyenne de chômeurs, pour le groupe des industries du bois, ressort à 8 p. o/o (à peu près le même chiffre qu'en juillet).

MÉTAUX. — L'industrie métallurgique en général n'est pas dans une situation sensiblement différente de celle qui a été signalée précédemment. Les forges du Nord travaillent 5 jours par semaine; le calme se maintient dans les aciéries de Meurthe-et-Moselle et des Ardennes; dans la région de Paris, l'activité du bâtiment se répercute heureusement sur le marché des poutrelles et des fers de construction; la situation dans les établissements de la Loire ne paraît pas être encore en voie d'amélioration.

Le chômage moyen, pour les industries métallurgiques et de la construction mécanique, ressort à 4 p. o/o. Il est relativement faible; ceci tient à ce que la plupart des établissements, tout en réduisant les jours de marche, se sont efforcés de conserver la totalité de leur personnel.

Les serruriers en bâtiment, les plombiers, zingueurs, bénéficient de l'activité générale de la construction. Travail un peu plus abondant chez les ferblantiers-boitiers du littoral breton. Chez les quincailliers, chaudronniers, ouvriers en cuivre, la situation est stationnaire. La fabrique des ressorts d'horlogerie est en bonne activité; de même dans la fabrication des plumes métallurgiques. Chez les horlogers, mécaniciens de précision, opticiens, bijoutiers, accalmie générale, normale, d'ailleurs, pour la saison.

Le chômage moyen pour les ouvriers en métaux, autres que ceux de la métallurgie et de la grande construction métallique, s'élève à 3 p. o/o, d'après les réponses des syndicats ouvriers.

TAILLE DES PIERRES. — BÂTIMENT. — Chez les tailleurs de pierre, sculpteurs, marbriers, la proportion de chômeurs est de 10 p. o/o, comme en juillet; dans la majorité des syndicats, on estime qu'il n'y a pas de changements appréciables par rapport au mois précédent.

Dans le bâtiment, l'activité se maintient. Elle est jugée équivalente à celle du mois précédent, dans 74 p. o/o des syndicats, groupant 69 p. o/o des syndiqués; supérieure, dans 11 p. o/o des syndicats, avec 22 p. o/o des syndiqués; inférieure, dans 15 p. o/o des syndicats, avec 9 p. o/o seulement des syndiqués. L'impression générale est donc, à quelques exceptions près, nettement favorable. La proportion moyenne de chômeurs, parmi les maçons, plâtriers, peintres, badigeonneurs, ravaumeurs, couvreurs, n'est que de 5 p. o/o.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — État stationnaire dans la chaudière, la fabrique de ciments, la briqueterie et la tuilerie. Dans les fabriques de faïence et de porcelaine, travail régulier, activité normale, de même dans la verrerie. Le chômage moyen, parmi les syndiqués de ce groupe, est de 6 p. o/o environ.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les cochers, camionneurs, charretiers, livreurs, marins du commerce et bateliers, la proportion moyenne de chômeurs ressort à moins de 10 p. o/o. Chez les ouvriers de la manutention, manœuvres, journaliers divers de la voie publique et des ports, le travail est jugé moins abondant qu'en juillet par 30 p. o/o des syndicats les plus importants, grou-

pant près de la moitié des syndiqués; en particulier, la situation des manœuvres, débardeurs, déchargeurs des ports ne paraît pas s'être améliorée.

Chez les employés de commerce, comptables, commis aux écritures, etc., la situation est stationnaire; le chômage accusé par les réponses des syndicats ne dépasse pas 4 p. o/o. Chez les employés de commerce de l'alimentation, garçons d'hôtels, de restaurants, de cafés, le travail est abondant comme de coutume dans les villes d'eaux et les stations estivales; il s'est, pour la même raison, plutôt raréfié dans certains grands centres, tels que Paris. Le chômage moyen ressort à 15 p. o/o environ.

Chez les coiffeurs, le chômage n'est que 2 à 3 p. o/o. Chez les gens de maison (Paris), la proportion est infime et ne dépasse pas 2 p. o/o.

LES GRÈVES EN AOÛT 1901.

34 grèves ont été signalées en août à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 33 d'entre elles, est de 5.249. Il y avait eu, en août 1900, 95 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 48.

Ces 34 grèves, dont 27 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	15
Réduction de salaire.....	8
Demandes de diminution du temps de travail.....	4
Demandes de renvoi d'ouvriers, de contremaîtres et de directeurs.....	5
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	4
Réglementation du travail.....	4
Règlement d'atelier.....	1
Demande de suppression des amendes.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 23 départements et on en a compté :

5 dans le Nord, 3 dans les Bouches-du-Rhône, 2 dans l'Hérault, l'Isère, la Loire, le Rhône, la Haute-Vienne et 1 dans 16 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 7 grèves; bâtiment, déchargeurs de navires, 3; ouvriers en chaussures, cuirs et peaux, travail des métaux, mineurs, ouvriers de papeteries, employés de tramways, 2; allumettiers, boulangers, camionneurs, carrossiers, coffretiers, démolisseurs de navires, sabotiers, tonneliers, tuiliers, 1 grève.

Des 34 grèves commencées en août, 27 ont pris fin après avoir duré :

Huit, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; trois, 3 jours; trois, 4 jours; trois, 5 jours; deux, 6 jours; une, 7 jours; une, 9 jours; une, 16 jours; une, 19 jours; et une, 27 jours.

Si l'on y ajoute 8 grèves anciennes terminées depuis le 1^{er} août, après avoir duré respectivement, 75, 55, 38, 23, 21, 21, 6 et 3 jours, on trouve 35 conflits terminés au cours du mois avec les résultats suivants :

9 réussites;
14 transactions;
12 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉ- SENTÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉE							
18 juin...	1 ^{er} sept.	Paris.....	Seine.....	Cochers.....	1	106	1
25 juin...	19 août...	Vierzon.....	Cher.....	Porcelainiers.....		1,200	2
4 juillet...		Lille.....	Nord.....	Constructeurs-mécaniciens.....	1	106	3
7 juillet...	14 août...	Bordeaux.....	Gironde.....	Déchargeurs de charbon.....		225	4
16 juillet...	8 août...	Reims.....	Marne.....	Appréteurs.....	1	210	5
22 juillet...	12 août...	Macheoul.....	Loire-Inférieure ..	Maçons.....		45	6
23 juillet...		Montluçon.....	Allier.....	Mouleurs en fer.....	1	500	7
24 juillet...	14 août...	Combrée.....	Maine-et-Loire.....	Ardoisiers.....	1	720	8
31 juillet...	3 août...	Reims.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	57	9
31 juillet...	6 août...	Paris.....	Seine.....	Taillleurs de pierres.....	1	30	10

GRÈVES COMMENCÉE:

1 ^{er} août...	6 août...	Moisans.....	Isère.....	Ouvriers d'une fabrique de papier.....	1	60	1
1 ^{er} août...	6 août...	Le Havre.....	Seine-Inférieure.....	Terrassiers-tubistes.....	1	90	2
2 août...	3 août...	Beaumont-blant.....	Drôme.....	Tuiliers.....	1	32	3
3 août...	5 août...	Honfleur.....	Calvados.....	Déchargeurs de navires.....	1	45	4
5 août...	6 août...	Saint-Dié.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	46	5
5 août...	8 août...	Saint-Junien.....	Haute-Vienne.....	Chaussonnières.....	1	17	6
5 août...	9 août...	Oran.....	Oran.....	Déchargeurs de charbon et ouvriers du port.....		1,500	7
5 août...	12 août...	Saint-Etienne.....	Loire.....	Carrossiers.....		134	8
5 août...	24 août...	Paris.....	Seine.....	Coffretiers.....		300	9
7 août...	8 août...	Labastide.....	Aveyron.....	Mineurs.....	1	44	10
8 août...	4 sept.	Brive.....	Corrèze.....	Sabotiers.....	8	150	11
8 août...		Villeneuve-sur-Lot.....	Lot-et-Garonne.....	Boulangers.....		44	12
9 août...	12 août...	Hôpital-Comfront.....	Finistère.....	Taillleurs de pierres.....		125	13
10 août...	12 août...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Déchargeurs de navires.....	1	80	14
10 août...	19 août...	Anzin.....	Nord.....	Lamineurs.....	1	56	15
13 août...	14 août...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Démolisseurs de navires.....	1	80	16
13 août...	16 août...	Laignelet.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	113	17
16 août...	19 août...	Avesnes.....	Nord.....	Fileurs.....	1	85	18
16 août...	22 août...	Saint-Etienne.....	Loire.....	Mineurs.....	1	411	19
17 août...	2 sept.	Voiron.....	Isère.....	Ouvriers de papeteries.....	2	380	20
17 août...	18 août...	Essoignes.....	Seine-et-Oise.....	Ouvriers en peaux de lapin.....	1	45	21
18 août...	20 août...	Saint-Quentin.....	Aisne.....	Employés de tramways.....	1	22	22
18 août...		Cette.....	Hérault.....	Tonneliers.....	1		23
20 août...	26 août...	Lyon.....	Rhône.....	Camionneurs.....	1	7	24
20 août...		Marchiennes.....	Nord.....	Tréfileurs.....	1	37	25
20 août...	3 août...	Moreuil.....	Somme.....	Bonneters.....	1	7	26
21 août...	22 août...	Neyrolles.....	Ain.....	Maçons.....	1	20	27
22 août...		Fives-Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	150	28
24 août...	28 août...	Lyon.....	Rhône.....	Tisseuses.....	1	9	29
28 août...	29 août...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Allumettiers.....	1	600	30
28 août...		Romilly-sur-Seine.....	Aube.....	Passementiers.....	1	20	31
29 août...	30 août...	Saint-Junien.....	Haute-Vienne.....	Mégissiers.....	1	450	32
30 août...	3 sept.	Béziers.....	Hérault.....	Employés de tramways.....	1	70	33
30 août...	4 sept.	Armentières.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	20	34

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du Travail.

N ^o	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} AOÛT 1901 (1).

1	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	Échec.	24 grévistes congédiés.
2	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
4	Demandes de renvoi d'un ouvrier, d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
6	Demandes d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue pour l'assurance.	Échec.	
7	Demande de suppression du travail aux pièces.	Échec.	
8	Réduction de salaire.	Échec.	
9	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
10	Demandes d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue pour l'assurance.	Échec.	

EN AOÛT 1901.

1	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Arbitrage.
2	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
3	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
5	Réduction de salaire.	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
7	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	
8	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Réussite.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
10	Demande de diminution du temps de travail.	Transaction.	
11	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire et réglementation du travail.	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
14	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.	Réussite.	
15	Réduction de salaire.	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
17	Réduction de salaire.	Réussite.	
18	Réduction de salaire.	Transaction.	
19	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
20	Demandes de réintégration d'un ouvrier et d'augmentation de salaire.	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
22	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	
23	Demande de renvoi de deux ouvriers.	Échec.	
24	Réglementation du travail.	Échec.	
25	Demande de modification au règlement d'atelier.	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
26	Réduction de salaire.	Réussite.	
27	Demande de renvoi d'un chef de chantier.	Réussite.	
28	Réduction de salaire.	Transaction.	
29	Réglementation du travail et demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
30	Réduction de salaire et réglementation du travail.	Transaction.	
31	Demande de suppression d'amendes.	Réussite.	Intervention du conseil de prud'hommes.
32	Demande de réintégration de deux ouvriers.	Transaction.	
33	Demandes de réintégration d'un chef de contrôle et de renvoi d'un directeur de dépôt et d'un contrôleur.	Transaction.	
34	Réduction de salaire.	Transaction.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

7 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en août à la Direction du Travail.

1° Grève de fileurs à Avesnes. — 89 ouvriers et ouvrières de la filature Sterbecq et C^{ie}, à Avesnes (Nord), se sont mis en grève le 16 août par suite de l'application d'un nouveau tarif réduisant leurs salaires. — Les deux parties se sont présentées devant le juge de paix, et un comité de conciliation s'est réuni le 17 août. Les patrons ayant consenti à abaisser de moitié la diminution proposée, la grève a été déclarée terminée et le travail a repris le lundi 19 août.

2° Grève d'ouvriers en peaux de lapins à Essonnes. — Les ouvrières d'une usine de préparation de peaux de lapins à Essonnes (Seine-et-Oise) ont abandonné le travail le 17 août en réclamant une augmentation de salaire. Sur l'initiative du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 26 et a conclu une convention donnant toute satisfaction aux ouvrières.

3° Grève d'ouvriers sabotiers à Brive. — Les sabotiers de Brive (Corrèze) se sont mis en grève le 8 août, au nombre de 150, en réclamant une élévation des tarifs et le paiement des heures supplémentaires employées à la corvée, c'est-à-dire à l'emmagasinement des bois.

Le juge de paix a réuni un comité de conciliation qui a tenu plusieurs séances ; les parties n'ayant pu se mettre d'accord, ont accepté de recourir à un arbitrage. Un patron sabotier d'Angoulême, désigné comme arbitre, a rendu le 4 septembre, une sentence qui a été acceptée par les deux parties et a mis fin à la grève. — Les ouvriers avaient d'ailleurs repris le travail aussitôt après la désignation de l'arbitre.

4° Grève de teinturiers à Armentières. — 20 ouvriers teinturiers de la fabrique Dulac, à Armentières (Nord), ont cessé le travail le 30 août parce que leur patron voulait leur imposer la réfection de la teinture de 55 pièces non conformes à l'échantillon. — Les ouvriers ne préparant pas eux-mêmes les bains de teinture déclinaient toute responsabilité dans cette malfaçon.

Ils se sont rendus immédiatement chez le juge de paix ; mais ce dernier étant absent, l'affaire a été portée devant le conseil de prud'hommes, qui a fait accepter une transaction et le travail a été repris le 4 septembre.

5° Grève d'employés de tramways à Béziers. — Les employés des tramways électriques de Béziers (Hérault) ont cessé le travail le 30 août en formulant les principales revendications suivantes :

- 1° Réintégration de deux employés congédiés ;
- 2° Renvoi d'un contrôleur et d'un chef de dépôt.

Le juge de paix a invité les parties à constituer un comité de conciliation qui a tenu plusieurs réunions les 30, 31 août, 1^{er} et 2 septembre.

La question relative à la demande de renvoi du contrôleur a été confiée à l'arbi-

trage du sous-préfet, et le 2 septembre, l'accord s'est établi aux conditions suivantes :

1° Ouverture d'une enquête en ce qui concerne la réintégration des deux employés révoqués ;

2° Suppression des mises à pied remplacées par des amendes qui seront versées à la caisse de secours ;

3° Payement intégral des journées de grève.

Enfin le sous-préfet a rendu une sentence d'après laquelle le contrôleur devait être retiré d'un service le mettant en contact direct avec le personnel.

6° et 7°. — Dans la grève des **lamineurs d'Anzin** (Nord), les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation sollicitée par les ouvriers et dans celle des **ouvriers de papeteries de Voiron** (Isère), les patrons ont repoussé l'offre faite par le juge de paix de constituer un comité de conciliation.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

D'APRÈS LES ORDONNANCES ET LES JUGEMENTS RENDUS

EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

PÉRIODE DU 1^{er} AVRIL AU 30 JUIN 1901 (1).

Les ordonnances et jugements rendus par les tribunaux de première instance, en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, pendant le deuxième trimestre de l'année 1901, s'élèvent au nombre de 2.457 (2.528 pendant le premier trimestre).

Ce total comprend : 395 affaires relatives à des cas de mort, 51 à des cas d'incapacité permanente et absolue, et 2.011 à des cas d'incapacité permanente et partielle.

Les trois tableaux ci-après font connaître la répartition des cas : 1° par cour d'appel; 2° par département; 3° par branche d'industrie.

I. — Tableau récapitulatif des accidents par Cour d'appel.

DÉSIGNATION	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente totale.	NOMBRE, pour le cas de mort,			
	Hommes		Femmes		TOTAL.			par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des as- cendants.
	de moins de 16 ans	de et plus.	de moins de 16 ans	de et plus.							
	16 ans	plus.	16 ans	plus.							
Agen.....	"	17	"	"	17	7	"	10	6	7	1
Aix.....	1	130	"	3	134	17	2	115	8	12	4
Amiens.....	1	67	"	5	73	9	"	64	8	6	1
Angers.....	1	43	"	3	47	11	2	34	9	13	2
Bastia.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.....	1	48	1	"	50	6	1	43	3	"	5
Bordeaux.....	3	84	1	4	92	18	7	67	15	16	3
Bourges.....	2	31	"	1	34	5	1	28	3	4	2
Caen.....	"	36	1	2	39	11	2	26	9	16	2
Chambéry.....	"	20	"	1	21	2	1	18	1	1	2
Dijon.....	3	68	"	2	73	12	2	59	10	17	2
Douai.....	16	509	8	16	349	37	5	307	34	62	2
Grenoble.....	1	61	1	1	64	6	2	56	5	1	2
Limoges.....	1	15	"	"	16	4	1	11	4	"	"
Lyon.....	9	249	1	8	267	32	4	231	21	46	12
Montpellier.....	1	49	1	"	51	14	1	36	11	18	3
Nancy.....	7	163	"	2	172	21	3	148	14	20	7
Nîmes.....	"	50	"	"	50	12	"	38	10	23	2
Orléans.....	"	18	"	1	19	5	"	14	5	5	"
Paris.....	8	420	"	14	442	77	4	361	58	118	8
Pau.....	"	28	"	1	29	7	1	21	6	3	1
Poitiers.....	2	41	"	1	44	6	1	37	5	4	1
Rennes.....	1	107	"	2	110	20	2	88	20	45	"
Riom.....	2	65	"	1	68	11	1	56	10	25	2
Rouen.....	2	147	1	2	152	38	3	111	29	49	9
Toulouse.....	2	40	"	2	44	7	5	32	7	3	"
TOTAUX.....	64	2.306	15	72	2.457	395	51	2.011	311	514	73

(1) Voir dans le Bulletin n° 7 (juillet 1901) la statistique relative au premier trimestre 1901.

II. — Tableau récapitulatif des accidents par département.

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente totale.	par- tielle.	NOMBRE, pour le cas de mort,		
		Hommes		Femmes		TOTAL. et plus.				des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins 16 ans	de 16 ans et plus.							
		de 16 ans	de 16 ans	de 16 ans	de 16 ans							
1	Ain	1	8	"	1	10	2	"	8	1	"	1
2	Aisne	"	29	"	"	29	5	"	24	5	2	"
3	Allier	2	34	"	"	36	4	1	31	3	2	2
4	Alpes (Basses)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
5	Alpes (Hautes)	"	3	"	"	3	"	"	3	"	"	"
6	Alpes-Maritimes	"	25	"	"	25	2	1	22	1	1	1
7	Ardèche	"	11	"	"	11	4	"	7	4	8	"
8	Ardennes	2	30	"	1	33	8	2	23	6	7	2
9	Ariège	1	6	"	"	7	"	2	5	"	"	"
10	Aube	"	6	"	"	6	1	"	5	1	2	"
11	Aude	"	10	"	"	10	3	"	7	3	3	"
12	Aveyron	"	13	"	"	13	5	"	8	4	7	"
13	Bouches-du-Rhône	1	89	"	3	93	12	1	80	7	7	2
14	Calvados	"	19	1	2	22	7	1	14	5	9	2
15	Cantal	"	5	"	"	5	3	"	2	3	16	"
16	Charente	2	15	"	"	17	3	2	12	3	3	"
17	Charente-Inférieure	2	11	"	"	13	2	1	10	2	4	"
18	Cher	2	12	"	1	15	3	"	12	2	2	1
19	Corrèze	"	5	"	"	5	1	1	3	1	"	"
20	Corse	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
21	Côte-d'Or	1	23	"	2	26	6	1	19	4	7	2
22	Côtes-du-Nord	"	14	"	"	14	3	1	10	3	11	"
23	Creuse	"	4	"	"	4	"	"	4	"	"	"
24	Dordogne	"	8	"	"	8	1	"	7	1	"	"
25	Doubs	"	16	"	"	16	1	"	15	"	"	2
26	Drôme	"	15	1	"	16	3	1	12	3	1	"
27	Eure	"	28	1	"	29	8	"	21	6	7	3
28	Eure-et-Loir	"	9	"	"	9	5	"	4	5	12	"
29	Finistère	1	13	"	1	15	3	"	12	3	3	"
30	Gard	"	31	"	"	31	8	"	23	6	15	2
31	Garonne (Haute)	1	19	"	1	21	4	1	16	4	"	"
32	Gers	"	2	"	"	2	1	"	1	1	1	"
33	Gironde	1	61	1	4	67	14	5	48	11	13	3
34	Hérault	1	26	"	"	27	6	1	20	4	8	3
35	Ille-et-Vilaine	"	15	"	"	15	6	1	8	6	11	"
36	Indre	"	5	"	"	5	1	"	4	"	"	1
37	Indre-et-Loire	"	6	"	"	6	3	"	3	3	4	"
38	Isère	1	43	"	1	45	3	1	41	2	"	2
39	Jura	"	11	1	"	12	3	"	9	2	"	1
40	Landes	"	11	"	"	11	2	1	8	2	"	"
41	Loir-et-Cher	"	4	"	1	5	2	"	3	2	1	"
42	Loire	7	152	"	3	162	19	3	140	13	40	6
43	Loire (Haute)	"	11	"	"	11	2	"	9	2	5	"

NUMÉROS D'ORDRE.

NOMBRES DÉCÈS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente		NOMBRE, pour le cas de mort,		
		Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	par-tielle.	des con-joints.	des en-fants.	des ascen-dants.
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
44	Loire-Inférieure.....	"	50	"	1	51	6	"	45	6	8	"
45	Loiret.....	"	8	"	"	8	"	"	8	"	"	"
46	Lot.....	"	3	"	"	3	2	"	1	2	2	"
47	Lot-et-Garonne.....	"	12	"	"	12	4	"	8	3	4	1
48	Lozère.....	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"
49	Maine-et-Loire.....	1	22	"	1	24	8	1	15	7	11	"
50	Manche.....	"	12	"	"	12	4	1	7	4	7	"
51	Marne.....	"	13	"	"	13	5	"	8	4	12	"
52	Marne (Haute-).....	"	14	"	"	14	1	"	13	1	"	"
53	Mayenne.....	"	11	"	2	13	2	"	11	1	"	2
54	Meurthe-et-Moselle....	4	105	"	"	109	10	1	98	5	4	5
55	Mense.....	1	12	"	"	13	2	"	11	2	1	"
56	Morbihan.....	"	15	"	"	15	2	"	13	2	12	"
57	Nièvre.....	"	14	"	"	14	1	1	12	1	2	"
58	Nord.....	9	224	6	15	254	11	5	238	9	10	1
59	Oise.....	1	17	"	1	19	1	"	18	1	3	"
60	Orne.....	"	5	"	"	5	"	"	5	"	"	"
61	Pas-de-Calais.....	7	85	2	1	95	26	"	69	25	52	1
62	Puy-de-Dôme.....	"	15	"	1	16	2	"	14	2	2	"
63	Pyrénées (Basses-)....	"	8	"	"	8	1	"	7	1	"	"
64	Pyrénées (Hautes-)....	"	9	"	1	10	4	"	6	3	3	1
65	Pyrénées-Orientales...	"	"	1	"	1	"	"	1	"	"	"
66	Rhin (Haut-) [Belfort]	1	10	"	"	11	1	"	10	1	"	"
67	Rhône.....	1	89	1	4	95	11	1	83	7	6	5
68	Saône (Haute-).....	"	11	"	"	11	1	1	9	"	"	2
69	Saône-et-Loire.....	2	31	"	"	33	5	1	27	5	10	"
70	Sarthe.....	"	10	"	"	10	1	1	8	1	2	"
71	Savoie.....	"	16	"	1	17	2	1	14	1	1	2
72	Savoie (Haute-).....	"	4	"	"	4	"	"	4	"	"	"
73	Seine.....	5	308	"	9	323	39	3	280	27	52	3
74	Seine-Inférieure.....	2	119	"	2	123	30	3	90	23	42	6
75	Seine-et-Marne.....	1	19	"	3	23	10	1	12	9	9	1
76	Seine-et-Oise.....	2	56	"	2	60	14	"	46	10	25	4
77	Sèvres (Deux-).....	"	12	"	"	12	1	"	11	1	"	"
78	Somme.....	"	21	"	4	25	3	"	22	2	1	1
79	Tarn.....	"	11	"	1	12	3	1	8	3	3	"
80	Tarn-et-Garonne.....	"	4	"	"	4	"	1	3	"	"	"
81	Var.....	"	16	"	"	16	3	"	13	"	4	1
82	Vaucluse.....	"	6	"	"	6	"	"	6	"	"	"
83	Vendée.....	"	8	"	1	9	1	"	8	1	"	"
84	Vienne.....	"	10	"	"	10	2	"	8	1	"	1
85	Vienne (Haute-).....	1	6	"	"	7	3	"	4	3	"	"
86	Vosges.....	"	16	"	1	17	1	"	16	1	8	"
87	Yonne.....	"	9	"	"	9	3	"	6	2	6	"
TOTAUX.....		64	2,306	15	72	2,457	395	51	2,011	311	514	73

III. — Tableau récapitulatif des accidents par branche d'industrie.

N ^{os} des grou- pes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					cas de mort.	CAS d'incapacité permanente,		NOMBRE, pour le cas de mort,		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	par- tielle.	des con- joint.		
		de moins 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins 16 ans	de 16 ans et plus.					des en- fants.	des ascen- dants.	
1	I. — AGRICULTURE ET FO- RÊTS.	1	28	"	3	32	3	1	28	2	"	2
	II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
2	a) Mines, minières et sa- lines.	7	169	"	"	176	43	4	129	39	78	6
3	b) Carrieres.	1	60	"	"	61	18	2	41	16	35	"
	III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
4	a) Meuneries et minote- ries.	"	29	"	"	29	9	2	18	8	10	2
5	b) Sucreries et raffineries.	1	32	"	1	34	7	1	26	7	11	"
6	c) Distilleries.	"	20	"	"	20	2	1	17	2	1	"
7	d) Brasseries et malteries.	"	19	"	"	19	3	"	16	2	3	"
8	e) Autres industries de l'alimentation.	1	27	"	4	32	3	1	28	3	7	"
	IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
9	a) Industries chimiques en général.	"	30	"	1	31	7	1	23	5	14	"
10	b) Usines à gaz.	"	10	"	"	10	2	"	8	1	4	"
11	c) Teintures, blanchi- ment, apprêt, net- toyage.	"	20	1	4	25	"	"	25	"	"	"
	V. — PAPIERS, CAOUTCHOUC, ETC.											
12	a) Caoutchouc et succé- danés.	1	2	"	1	4	"	"	4	"	"	"
13	b) Papier et carton.	3	30	"	5	38	5	"	33	5	5	"
14	c) Industries du livre et industries polygra- phiques.	4	11	"	"	15	"	"	15	"	"	"
	VI. — TEXTILES.											
15	a) Industries textiles pro- prement dites.	3	59	7	14	83	4	1	78	2	1	1
16	b) Travail des étoffes et vêtements.	2	50	3	14	69	4	"	65	4	7	"
	VII. — CUIRS ET PEAUX.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux.	1	16	"	"	17	2	"	15	2	2	"
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau.	1	5	"	2	8	"	"	8	"	"	"
	VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
19	a) Travaux de bâtiment, charpente en bois, menuiserie.	2	160	"	"	162	16	4	142	11	17	6
20	b) Autres gros ouvrages en bois.	"	29	"	"	29	2	"	27	2	"	"
21	c) Ébénisterie et tablette- rie.	"	16	"	1	17	1	"	16	"	"	1

N° des grou- pos.	BRANCHES	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS d'incapacité permanente.			NOMBRE, pour le cas de mort,		
		Hommes		Femmes		Total.	de mort.	totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins 16 ans	de 16 ans et plus.							

IX. — MÉTAUX.

22 a)	Métallurgie du fer, de l'acier, ferronnerie...	11	262	"	1	274	19	4	251	11	26	9
23 b)	Charpente en fer et serrurerie.....	"	41	"	1	42	"	1	41	"	"	"
24 c)	Chaudronnerie, fonderie de 2° fusion et constructions mécaniques	18	215	3	11	247	14	2	231	10	13	3
25 d)	Métallurgie, fonderie et travail des métaux ordinaires autres que le fer et l'acier.....	1	12	"	"	13	1	1	11	1	3	"
26 e)	Mécanique fine.....	"	7	"	"	7	"	"	7	"	"	"
27 f)	Métaux précieux.....	"	"	"	1	1	"	"	1	"	"	"

X. — TRAVAUX PUBLICS
ET BÂTIMENTS.

28 a)	Distribu- tions	1° Électri- cité. . .	"	8	"	"	8	"	"	8	"	"	"
29	urbaines.	2° Autres distribu- tions....	"	3	"	"	3	1	"	2	1	"	"
30 b)	Autres entreprises de travaux publics et de bâtiment.....		2	381	"	"	383	69	12	302	55	88	13

XI. — TRAVAIL DES PIERRES
ET DES TERRES AU FEU.

31 a)	Chaufournerie et briquetterie.....	2	43	"	"	45	6	1	38	4	11	2
32 b)	Céramique.....	1	9	"	"	10	4	"	6	3	4	1
33 c)	Verrerie.....	1	14	"	"	15	1	"	14	1	5	"

XII. — MANUTENTION
ET TRANSPORTS.

34 a)	Entreprises de chargement et déchargement. Entrepôts et magasins	"	118	1	6	125	19	2	104	17	21	"
35 b)	Transports par terre..	"	108	"	"	108	32	1	75	20	33	5
36 c)	Transports par voie ferrée.....	"	197	"	1	198	84	7	107	70	119	14
37 d)	Transports par eau...	"	62	"	"	62	14	2	46	7	6	8

XIII. — INDUSTRIES INSUF-
FISAMMENT DÉSIGNÉES..

"	4	"	1	5	"	"	5	"	"	"	"	"
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

TAUX.....	64	2.306	15	72	2.457	395	51	2.011	311	514	73
-----------	----	-------	----	----	-------	-----	----	-------	-----	-----	----

CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1899.

D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur*, publiée récemment par le Ministère des travaux publics.
(Cf. statistique pour 1898, *Bulletin* de 1900, p. 647 et suivantes.)

I. — CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOILLÈRE.

ANNÉES.	(a)	(n)	NOMBRE			(c)	(b)	(c-d)	VALEUR MOYENNE DE LA TONNE sur le carreau de la mine.	SALAIRE TOTAL DISTRIBUÉ PAR TONNE EXTRAITE.	(c-d) A	(A) PAR TONNE EXTRAITE.	PRODUCTION ANNUELLE (A) tonnes.	SALAIRE MOYEN ANNUEL PAR OUVRIER.	(c-d) B	BÉNÉFICE ANNUEL PAR OUVRIER EMPLOIÉ.
	millions de tonnes.	millions de tonnes.	MOYEN d'ouvriers employés.	DE CONCESSIONS existant au total.	DE CONCESSIONS exploitées dans la période.	EN GAIN. NOMBRE DE MINES	EN GAIN. NOMBRE DE MINES	DE DÉFICIT (Admis par le Comité d'évaluation.) millions de francs.	millions de francs.	fr. c.	(c-d) A	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1881-1890.....	31.8	21.5	108	636	391	179	11.4	4.9	36.5	11.50	5.45	1.70	199	1.090	338	
1891.....	30.6	26.1	132	633	216	176	65.0	5.0	60.0	13.25	6.10	2.30	197	1.203	455	
1892.....	30.5	26.2	133	636	208	158	46.6	7.3	39.3	12.40	6.20	1.50	197	1.221	295	
1893.....	30.3	25.7	133	636	208	151	31.0	8.9	25.0	11.50	5.95	1.00	193	1.146	190	
1894.....	38.0	27.4	135	633	317	133	36.0	17.7	9.8	11.29	5.80	0.95	201	1.181	191	
1895.....	38.6	28.0	137	636	301	146	36.4	6.9	29.5	11.01	5.69	1.05	201	1.161	215	
1896.....	39.9	29.2	140	634	294	146	31.5	8.2	26.3	10.84	5.66	0.90	208	1.178	188	
1897.....	41.8	30.8	143	631	287	135	35.2	8.9	26.3	10.84	5.56	0.85	215	1.194	184	
1898.....	43.3	32.4	149	634	281	144	42.9	7.4	35.5	11.22	5.63	1.10	217	1.228	235	
1899.....	43.2	32.9	154	637	292	161	61.5	6.6	51.9	12.41	5.90	1.70	214	1.261	350	(1)

(1) Le revenu net imposé des mines en grain ressort à n fr. 09 par tonne de charbon en 1899 contre 1 fr. 48 en 1898.

II. — COMPARAISON DE LA PRODUCTION HOUILLÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

ANNÉES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilog.	kilog.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1899	France.....	32.863.000	2.578.000	834.000	1.240.000	"	14.500	6.600	16.000	39.300	"
1899	Algérie.....	150	"	"	"	"	20	472	"	"	"
1899	Colonies françaises et protector.	223.616.000	9.572.000	1.238.000	4.639.000	2.116	5.970	60.800	48.100	25.200	8.050
1899	Grande-Bretagne et Irlande....	135.874.000	7.160.000	1.199.000	6.317.000	112	104.190	34.600	129.200	153.000	1.480
1899	Empire d'Allemagne.....	983.000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1899	Luxembourg.....	22.072.000	1.025.000	475.000	634.000	"	"	"	15.700	123.000	"
1898	Belgique.....	32.031.000	958.000	450.000	881.000	73	39.378	1.205	10.300	7.300	48
1898	Autriche.....	5.531.000	451.600	"	"	2.574	15.910	"	2.200	"	"
1899	Hongrie et Croatie-Slavonie....	389.000	19.000	198.000	109.000	308	24.724	10.200	20.500	250	"
1898-99	Italie.....	59.385.000	392.222.000	596.000	(3) 493.000	(7) 33.354	(5) 4.190	(5) 5.900	(5) 260	(5) 6.300	(5) 2
1898-99	Russie.....	(6) 236.000	(6) 532.000	199.000	(6) 261.000	(7) 106	2.290	(6) 235	(6) 1.539	"	"
1898	Suède.....	230	"	avec l'acier.	380	"	4.968	"	"	"	"
1898	Norvège.....	2.671.000	113.000	40.000	113.000	"	186.400	57.700	163.000	6.200	"
1898	Espagne.....	22.500	"	"	"	7	119	"	"	"	"
1898	Portugal.....	12.000	"	"	"	"	36.060	"	19.000	"	"
1898	Grèce.....	992.000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1898-98	Chili.....	4.141.000	"	"	"	31.656	95.752	6.800	9.900	"	"
1898	Canada.....	2.900	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1898	La Trinité.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1898-99	Australasie.....	(6) 6.410.000	(6) 400	"	"	(7) 113.883	(9) 476.000	(6) 16.770	(6) 48.000	(6) 18	(6) 2.950
1898-99	Indes et possessions en Asie....	(6) 5.016.000	"	"	"	(7) 12.816	"	"	"	"	"
1898-99	Le Cap et poss. anglaises en Afrique.	(6) 568.000	"	"	"	(7) 2.242	"	"	"	"	"
1897-98	Japon.....	(4) 5.220.000	(4) 34.000	"	"	(6) 869	(4) 51.638	(4) 20.400	(4) 770	"	(4) 50
1898	République Sud-Africaine.....	1.938.000	"	"	"	118.971	"	"	"	"	"
1898	États-Unis.....	228.684.000	13.615.000	2.630.000	9.076.000	106.911	1.703.720	263.700	196.900	117.600	"
1898	Mexique.....	"	"	"	"	"	"	16.000	71.400	"	"
1899	Bolivie.....	"	"	"	"	"	"	2.100	"	"	"
1899	Hollande et les Antilles.....	"	"	"	"	154	83	"	"	"	7.634
1899	Centre et Sud-Amérique (8)....	"	"	"	"	27.717	2.232.856	"	"	"	61.000
1898	Chine.....	"	"	"	"	9.993	"	"	"	"	"
1899	Corée.....	"	"	"	"	2.129	"	"	"	"	"
1899	Turquie.....	"	"	"	"	11	7.007	"	"	"	"
1896	Séché.....	"	"	"	"	20	570	"	"	"	"
	ENSEMBLE (en chiffres ronds)	718.000.000	30.300.000	7.880.000	24.770.000	467.000	5.096.000	472.000	753.000	478.000	81.000

(1) Production de l'Indo-Chine. (2) Production de la Guyane française, du Soudan et de Madagascar. (3) Fonte, fer en massaux, acier en lingots pour 1898. (4) Production pour 1897. (5) Production pour 1896. (6) Production pour 1898. (7) Production pour 1899. (8) Nous avons groupé pour la production des métaux précieux les pays du centre et du Sud de l'Amérique, excepté la Guyane française. La production se rapporte toute ici à l'année 1899.

III. — SALAIRES DES OUVRIERS MINEURS EN FRANCE, POUR 1899 ⁽¹⁾.

1° HOUILLÈRES. (HOUILLE, ANTHRACITE ET LIGNITE.)

A l'intérieur :

110.200 ouvriers, dont 98.000 hommes, 6.600 jeunes gens de 16 à 18 ans et 5.600 enfants de 13 à 16 ans.

A l'extérieur :

43.700 ouvriers, dont 30.700 hommes, 2.700 jeunes gens de 16 à 18 ans, 5.600 femmes et 4.700 enfants de 13 à 16 ans.

Le tableau suivant indique la moyenne, par ouvrier, des salaires des journées de travail et de la production dans les principaux bassins :

BASSINS HOUILLERS.	NOMBRE des journées de travail par ouvrier		SALAIRE annuel par ouvrier		SALAIRE journalier par ouvrier		PRODUCTION annuelle par ouvrier		FRAIS de main- d'œuvre par tonne pro- duite.
	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	sans distinc- tion.	
			francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	tonnes.	fr. c.
Valenciennes (Nord et									
Pas-de-Calais.....	284	301	1.438	1.074	5,06	3,57	319	247	5,48
Saint-Étienne.....	302	293	1.485	997	4,91	(2)3,40	314	206	6,39
Alais.....	274	322	1.261	999	4,61	3,10	235	163	7,23
Le Creusot et Blanzv....	279	282	1.261	971	4,52	3,45	277	155	7,32
Aubin et Carmaux.....	301	259	1.294	777	4,30	3,00	287	186	5,92
Commentry.....	309	297	1.245	960	4,03	3,23	285	193	5,98
Lignites de Fveau (Pro- vence.....	257	285	1.152	1.022	4,49	3,59	300	214	5,20
ENSEMBLE.....	286	292	1.372	979	4,80	3,35	298	213	5,91

2° AUTRES MINES, Y COMPRIS LES SALINES.

A l'intérieur :

10.991 ouvriers, dont 10.745 hommes, 173 jeunes gens de 16 à 18 ans, et 73 enfants au-dessous de 16 ans.

A l'extérieur :

5.047 ouvriers, dont 4.124 hommes, 297 jeunes gens de 16 à 18 ans, 351 femmes et 275 enfants au-dessous de 16 ans.

Dans les mines de fer et minières (6.000 ouvriers du fond et 3.100 du jour), le salaire journalier du fond est de 4 fr. 77; celui du jour est de 3 fr. 58, et celui de l'ensemble de 4 fr. 40, en hausse de 6 centimes par ouvrier sans distinction sur le salaire de 1898.

(1) Non compris l'Algérie.

(2) On constate une diminution de 2 centimes par comparaison avec les chiffres de 1898. Cette diminution provient d'une élévation notable du nombre des enfants employés dans le bassin de la Loire.

IV. --- ACCIDENTS DANS LES MINES.

MINES DE CHARBON.

En 1899, on a compté 16,2 tués par 10.000 ouvriers du fond, 6,7 par 10.000 ouvriers de la surface et 13,5 par 10.000 ouvriers employés tant au fond qu'au jour.

La proportion des tués par 10.000 ouvriers employés tant à la surface qu'au fond des exploitations a été la suivante pendant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE DES TUÉS dans les charbonnages par 10.000 ouvriers.		
	1° Grisou.	2° Autres causes.	TOTAL.
1894.....	0,0	8,5	8,5
1895.....	0,4	11,5	11,9
1896.....	0,2	12,8	13,0
1897.....	0,4	10,3	10,7
1898.....	0,0	10,7	10,7
1899.....	0,1	13,5	13,6

En 1899, il y a eu environ 6 tués par million de tonnes de charbon extrait contre 5 en 1898; vers 1835, ce million de tonnes coûtait plus de 30 vies d'hommes.

AUTRES MINES.

En 1899, on a compté 21,1 tués par 10.000 ouvriers du fond, 10,2 par 10.000 ouvriers de la surface et 17,8 par 10.000 ouvriers tant du fond que du jour.

V. — ACCIDENTS DE CHAUDIÈRES ET RÉCIPIENTS À VAPEUR.

Nombres d'accidents rapportés à 10.000 appareils en activité.

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1879-1880.....	3,6	3,9	4,9
1881-1885.....	3,4	3,7	3,5
1886-1890.....	3,2	2,6	1,8
1891-1895.....	2,9	1,9	1,8
1896-1899.....	3,4	1,7	2,0

MANUFACTURES NATIONALES DE TABACS (1).

SITUATION DU PERSONNEL AU 31 DÉCEMBRE 1899. (Préposés et ouvriers.)

Manufactures.

DÉSIGNATION DES MANUFACTURES.	PRÉPOSÉS.			OUVRIERS (A).		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
Bordeaux	29	10	39	56	948	1.004
Châteauroux	28	8	36	98	1.333	1.431
Dieppe	24	5	29	46	885	931
Dijon	25	2	27	76	416	492
Le Havre	20	2	22	44	360	404
Le Mans	23	4	27	69	468	537
Lille	27	8	35	166	769	935
Limoges	13	"	13	102	"	102
Lyon	30	1	31	72	466	538
Marseille	35	8	43	83	993	1.076
Morlaix	29	10	39	108	960	1.068
Nancy	28	4	32	60	710	770
Nantes	34	8	42	92	1.142	1.234
Nice	27	3	30	51	776	827
Orléans	17	1	18	39	275	314
Pantin	21	9	30	84	678	762
Paris (Gros-Cailloü)	57	35	92	145	1.094	1.239
Paris (Reuilly)	28	8	36	39	805	844
Riom	23	3	26	60	561	621
Tonneins	23	8	31	72	837	909
Toulouse	29	7	36	90	1.056	1.146
TOTAUX au 31 décembre 1899..	570	144	714	1.652	15.532	17.184(A)

(1) D'après le *Compte en matières et deniers de l'exploitation du monopole des tabacs pour l'année 1899*. Paris, 1900. Imprimerie nationale.

(A) Le taux moyen des salaires pour une journée de 10 heures a été, en 1899, de 5 fr. 44 pour les ouvriers et de 3 fr. 33 pour les ouvrières.

Il avait été, en 1898, de 5 fr. 36 pour les ouvriers et de 3 fr. 34 pour les ouvrières.

Magasins.

DÉSIGNATION DES MAGASINS.		PRÉPOSÉS. (Hommes.)	OUVRIERS (A).		
			Hommes.	Femmes.	Total.
Magasins de feuilles indigènes.	Aiguillon.....	2	2	7	9
	Aire.....	1	1	3	4
	Antibes.....	2	1	1	2
	Bergerac.....	4	3	16	19
	Béthune.....	3	10	"	10
	Blida.....	2	8	1	9
	Bône.....	3	4	"	4
	Cahors.....	4	3	18	21
	Damazan.....	2	1	4	5
	Dijon.....	"	1	2	3
	Hussein-Dey.....	4	7	18	25
	Langon.....	4	3	21	24
	Lille.....	4	10	4	14
	Marmande.....	4	3	16	19
	Merville.....	1	2	4	6
	Montreuil-sur-Mer.....	3	3	5	8
	Nancy.....	3	5	12	17
	Orange.....	1	1	4	5
	Périgueux.....	4	4	18	22
	Pont-de-Beauvoisin.....	4	6	21	27
	Riom.....	"	1	1	2
	Rumilly.....	4	6	29	35
	Saint-Cyprien.....	3	2	12	14
	Saint-Malo.....	3	5	10	15
	Saint-Marcellin.....	4	6	17	23
	Saint-Pol.....	3	4	14	18
	Souillac.....	2	2	5	7
	Tonneins.....	4	2	11	13
	Vesoul.....	3	5	18	23
		81	111	292	403
Magasins de feuilles exotiques et de transit.	Bordeaux.....	6	22	"	22
	Dieppe.....	6	9	"	9
	Dunkerque.....	3	16	"	16
	Havre (le).....	8	30	"	30
	Marseille.....	8	21	"	21
		31	98	"	98
TOTAUX.....		112	209	292	501

(A) Le travail n'étant pas continu dans les magasins, le nombre d'ouvriers a été déterminé en divisant par 300 le nombre de journées de travail constatées dans l'année.

**DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES EN TRAITEMENTS, GAGES, SALAIRES,
RETRAITES ET INSTITUTIONS, DESTINÉES À AMÉLIORER LA SITUATION DU PERSONNEL.**

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.		1895.	1896.	1897.	1898.	1899.
Personnel.	Traitements des agents des manufactures de tabacs.....	747.684 23	756.884 25	777.249 25	777.909 19	759.103 13
	Traitements des agents des magasins et du service de la culture....	1.365.824 58	1.359.093 07	1.343.185 19	1.322.077 85	1.340.460 10
	TOTAUX.....	2.113.508 81	2.115.977 32	2.120.434 44	2.099.987 04	2.099.563 23
Gages et salaires.	Magasins. { Gages.....	170.309 20	169.767 01	170.514 18	172.811 64	174.192 28
	{ Salaires.....	462.809 40	448.359 20	444.218 54	466.346 91	397.673 08
	Manufac- { Gages.....	1.367.281 87	1.363.811 23	1.360.666 09	1.357.489 08	1.363.186 03
	{ Salaires.....	13.613.919 23	13.684.906 92	13.894.205 03	14.444.779 60	15.266.778 28
	TOTAUX.....	15.614.319 70	15.666.844 36	15.869.608 84	16.441.427 23	17.201.759 67
Service des retraites.	Majorations des gages et salaires versées sur livrets individuels à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	611.318 92	615.207 62	623.706 82	645.469 67	679.311 09
	Compléments de pensions et secours viagers....	437.910 23	488.198 21	518.653 74	538.266 44	555.593 79
	TOTAUX.....	1.049.229 15	1.103.405 83	1.142.360 56	1.183.736 11	1.234.904 88
Secours, indemnités et gratifications.	Indemnités de licenciement.....	20.650 90	16.056 34	11.858 05	14.042 28	14.765 53
	Indemnités aux ouvriers blessés.....	11.434 36	12.964 93	15.972 66	14.046 05	20.764 81
	Indemnités aux ouvrières accouchées.....	18.300 00	17.180 00	15.320 00	20.180 00	26.730 00
	Indemnités aux ouvriers sous les drapeaux....	4.418 85	5.283 15	4.953 00	7.227 00	6.790 50
	Secours accidentels....	22.203 00	27.439 70	38.135 63	31.867 65	35.291 10
	Gratifications et divers....	27.125 00	27.180 00	27.810 00	27.295 00	26.962 50
	TOTAUX.....	104.125 21	106.104 12	114.049 34	114.657 98	131.304 44
Institutions diverses.	Traitements des médecins.	25.856 06	26.160 86	26.424 09	26.397 12	27.006 18
	Médicaments et bandages.	10.215 88	11.461 00	10.643 52	10.517 99	11.267 72
	Boissons hygiéniques et désinfectantes.....	11.414 12	9.939 04	10.026 84	12.073 72	13.633 62
	Bains.....	827 81	626 81	797 46	1.160 62	1.430 34
	Écoles maternelles.....	4.911 99	4.445 58	5.388 93	5.160 65	5.589 14
	Crèches.....	13.847 94	16.300 87	17.947 51	20.538 53	21.512 59
	Assistance en cas de maladie.....	148.217 87	179.298 78	177.583 32	175.326 89	178.015 81
	Fonctionnement des bureaux d'épargne.....	990 32	1.051 40	1.062 75	973 97	1.038 82
	Bibliothèques à l'usage des ouvriers.....	726 00	553 10	748 37	649 45	655 79
	Dépenses diverses.....	500 78	363 64	373 01	765 51	507 03
	TOTAUX.....	217.508 77	250.221 08	250.995 80	253.564 45	260.656 86
TOTAUX GÉNÉRAUX..		1.370.863 13	1.459.731 03	1.507.405 70	1.551.958 54	1.626.866 18

MANUFACTURES NATIONALES D'ALLUMETTES.

SITUATION DU PERSONNEL AU 31 DÉCEMBRE 1899.

DÉSIGNATION DES MANUFACTURES.	NOMBRE								
	de proposés.			d'ouvriers.			Ensemble.		
	hom- mes.	fem- mes.	TOTAL.	hom- mes.	fem- mes.	TOTAL.	hom- mes.	fem- mes.	TOTAL.
Aix (Bouches-du-Rhône).....	11	"	11	44	127	171	55	127	182
Bègles (Gironde).....	8	1	9	52	124	176	60	125	185
Marseille (Bouches-du-Rhône).....	17	8	25	72	426	498	89	434	523
Pantin-Aubervilliers (Seine).....	20	8	28	225	456	681	245	464	709
Saintines (Oise).....	12	1	13	140	97	237	152	98	250
Trélazé (Maine-et-Loire).....	8	3	11	106	178	284	114	181	295
Dijon (Côte d'Or). — Ateliers de débitage des bois.	1	"	1	4	2	6	5	2	7
TOTAUX.....	77	21	98	643	1.410	2.053	720	1.431	2.151

DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES EN TRAITEMENTS, GAGES, SALAIRES,
RETRAITES ET EN INSTITUTIONS DESTINÉES À AMÉLIORER LA SITUATION DU PERSONNEL.

DÉSIGNATION.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.
Traitements des agents des manu- factures.....	93.449 34	95.679 06	96.239 26	92.025 62	92.665 39
Gages et salaires. { Gages.....	125.284 79	153.056 88	157.306 54	157.859 52	175.496 32
{ Salaires.....	2.229.181 87	2.415.664 81	2.331.463 83	2.437.996 52	2.602.373 30
TOTAUX.....	2.354.466 66	2.568.721 69	2.488.770 37	2,595.856 04	2.777.869 62
Service des re- traites et d'épar- gne. { Majorations des gages et sa- lares versés sur livrets individuels à la Caisse na- tionale des retraites pour la vieillesse.....	94.772 16	10.3436 13	100.093 79	104.345 91	111.644 43
{ Compléments de pension et secours viagers.....	820 97	1.562 65	23.315 69	29.071 62	28.557 26
TOTAL.....	95.593 13	104.998 78	123.409 48	133.417 53	140.201 69
Indem- nités, secours et gratifi- cations. { Indem- nités } blessés en cours aux } de travail....	12.372 60	17.093 97	12.725 75	15.051 37	23.364 48
{ ouvriers. } mis au repos pour soins de la bou- che ou licenciés	118.288 69	391.100 51	118.717 73	93.709 77	15.838 55
{ Indemnités aux ouvrières accouchées.....	4.460 00	4.760 00	4.020 00	4.850 00	5.970 00
{ Indemnités aux ouvriers sous les drapeaux.....	4.545 00	3.823 50	3.741 00	3.762 30	3.876 00
{ Secours accidentels.....	3.220 71	7.214 44	8.917 40	7.415 17	5.347 94
{ Gratifications.....	4.550 00	3.610 00	3.785 00	6.325 00	3.775 00
TOTAL.....	147.437 00	427.602 42	151.906 88	131.113 61	58.171 97
Institutions di- verses. { Honoraires des médecins et des dentistes.....	9.213 97	10.839 98	12.809 99	13.008 99	12.867 99
{ Médicaments et bandages..	19.076 41	48.394 23	26.778 66	29.007 92	23.959 06
{ Bains.....	414 10	6.912 75	7.059 10	7.394 50	7.314 96
{ Boissons hygiéniques et dé- sinfectants.....	10.186 57	8.994 33	8.607 48	8.320 07	4.795 88
{ Assistance en cas de mala- die.....	6.944 36	9.685 72	9.398 75	13.966 80	19.976 09
{ Crèches subventionnées....	"	"	"	1.061 40	979 20
{ Bibliothèques à l'usage des ouvriers.....	141 25	282 01	288 40	285 65	304 35
{ Dépenses diverses.....	84 50	62 35	42 00	89 10	94 25
TOTAUX.....	46.061 16	85.171 37	64.984 38	73.134 43	70.191 78
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	289.091 29	617.772 57	340.300 74	337.665 57	268.665 44

LE SECOURS DE ROUTE (VIATICUM) DE LA FÉDÉRATION DU LIVRE.

1885-1900. (1)

Une des œuvres de solidarité dues à l'initiative des syndicats ouvriers, et qui sont appelées à rendre les plus grands services, est, sans contredit, le *viaticum*. On désigne sous ce nom les secours de route accordés par certaines corporations à leurs adhérents obligés par suite du chômage qui sévit dans leur localité, de se rendre d'une ville à l'autre à la recherche du travail. Le service du *viaticum* fonctionne régulièrement en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Belgique et en Italie dans plusieurs corporations et principalement dans celle du Livre.

En France, la Fédération du Livre et la Fédération lithographique ont seules, à notre connaissance, un service régulièrement organisé.

L'institution du *viaticum* présente d'inappréciables avantages pour les travailleurs et est appelée à être adoptée, dans un temps plus ou moins éloigné, à la suite du développement de l'esprit d'association syndicale, par tous les syndicats organisés et surtout par les Fédérations et les Bourses du Travail.

Dans les Fédérations dont nous parlons plus haut, se trouve-t-il un ouvrier forcé par le manque de travail de quitter l'endroit où il était employé pour se mettre à la recherche d'une occupation, il lui suffit, s'il se trouve au pair de ses cotisations, de retirer son livret de fédéré, qui est visé par le secrétaire ou le trésorier de la section, et dans chaque ville où il passe, s'il ne trouve pas de travail, il se rend chez le préposé au *viaticum*, où on lui remet la somme prévue par le règlement pour qu'il puisse continuer sa route.

Ce n'est donc plus un secours, plus ou moins humiliant pour celui qui le reçoit, mais un droit acquis par suite du versement d'un certain nombre de cotisations, par la solidarité montrée en payant pour ceux qui se voient forcés de se mettre sur la route, alors que l'on a du travail sédentaire, et lorsqu'à son tour le chômage force l'ouvrier à quitter son foyer, il recueille le fruit de sa confraternité passée.

Le *viaticum* a encore un autre avantage, dont ne peuvent se rendre compte ceux qui ne le possèdent pas, mais auquel tiennent beaucoup les adhérents de la Fédération du Livre obligés de voyager, et dont nous sommes à même de constater chaque jour les bons effets. Il est, pour les *sans-travail* que la malechance a jetés sur la grand'route, comme un véritable passeport. Avec lui, pas de crainte d'être arrêté comme vagabond, car si le représentant de l'autorité vous demande vos moyens d'existence, il suffit de montrer votre livret de fédéré, et il est aussitôt démontré que vous possédez une pièce vous garantissant tout au moins le gîte et le couvert, que vous trouverez à la ville prochaine; et le gendarme ne peut que s'incliner.

Le *viaticum*, sous sa forme actuelle de secours régulièrement organisé, n'est guère partiqué en France que depuis 1881, époque de la fondation de la Fédération du Livre. Avant cette époque, il existait bien le compagnonnage; les ouvriers qui accomplissaient leur *tour de France* étaient aidés par les compagnons de même profession, mais c'étaient des secours facultatifs qui étaient distribués sans aucune régularité. Dans ses premiers statuts, établis en septembre 1881, la Fédération du Livre inscrivit ces secours et en fit un droit pour tous les fédérés obligés de quitter leur ville par suite de chômage.

(1) D'après un rapport de M. Malfait à la Société pour l'éducation sociale.

Les premiers règlements furent modifiés dans les différents Congrès et actuellement le service du *viaticum* est réglé dans ses grandes lignes par les articles suivants du règlement de la Fédération :

.....
 ART. 23. — Tous les fédérés recevront le *viaticum* dans les sections françaises et étrangères et dans les sociétés typographiques qui accepteront les engagements de la réciprocité.

Le *viaticum* ne sera délivré dans les sections qu'au fédéré ayant terminé son noviciat de six mois, et ayant quitté une localité pour manque de travail indiqué par le cachet spécial ou pour *mise-bas* signalée sur le livret.

Les fédérés lithos en règle avec leur organisation recevront le *viaticum* comme les sociétaires typos.

Le noviciat ne pourra être exigé, pour le droit au *viaticum*, dans le cas de grève se produisant avant l'expiration réglementaire dudit noviciat. — Un contrôle très sévère devra être exercé à cet égard par les confrères chargés de le délivrer.

Le *viaticum* sera refusé au confrère dont la dette sera supérieure à trois mois de cotisations, dette contractée pour d'autres motifs que le chômage ou la maladie dûment justifiée.

.....
 ART. 27. — Le *viaticum*, basé sur le système kilométrique, doit se régler d'après le mode qui suit :

Chaque voyageur recevra, pour toute distance de 40 kilomètres et au-dessous, un premier secours de 2 francs, depuis la section ou la sous-section la plus voisine dans la direction d'où vient le sociétaire, quand bien même il ne s'y serait pas arrêté.

Toute distance au-dessous de 40 kilomètres donnera droit à une subvention supplémentaire de cinquante centimes par fraction de 20 kilomètres, jusqu'à concurrence de 200 kilomètres.

Les sommes versées aux voyageurs seront totalisées en toutes lettres au bas de chaque page du livret, afin de faciliter le contrôle indiqué au premier paragraphe de l'article 34. —

Les sections ne doivent pas négliger de mettre la date sur le livret chaque fois qu'elles donnent le *viaticum*. Elles devront également bien spécifier sur le livret la nature de la dette du voyageur.

ART. 28. — Chaque section doit avoir un livre-répertoire indiquant le matricule, le nom, le prénom, la date du passage du fédéré.

ART. 29. — Les confrères qui voyagent en chemin de fer d'un point à un autre, sans visiter les sections intermédiaires, n'ont pas droit au *viaticum* pour la distance ainsi parcourue.

ART. 30. — Une feuille-type, contenant le nom de toutes les imprimeries de la ville, sera remise au voyageur par les soins du secrétaire; cette feuille, signée du préposé de chaque atelier, devra être retournée au secrétaire pour prouver que le fédéré s'est rendu dans tous les ateliers typographiques de la localité. Après la remise de cette feuille, le visa de départ sera apposé sur le livret.

ART. 31. — Le *viaticum* ne sera délivré aux fédérés voyageurs que lorsqu'il y aura au moins dix-huit mois qu'ils seront passés dans la section où ils se présentent de nouveau.

Après huit jours consécutifs de travail dans une section, le voyageur perdra son droit au *viaticum*. Pour l'Algérie et la Tunisie, ce droit expirera au bout de douze jours.

.....
 ART. 34. — Tout fédéré ne pourra recevoir plus de 100 francs de *viaticum*. Passé cette somme, il devra s'écouler dix-huit mois avant d'avoir droit de nouveau aux secours de route. à moins toutefois que le susdit fédéré ne quitte sa place pour un des cas prévus dans l'article 17.

La situation de *gréviste* reconnu donnera un nouveau droit au *viaticum* aux voyageurs ayant touché les 100 francs depuis moins de dix-huit mois.

Comme on peut le voir par ces articles, si les avantages accordés aux sociétaires

sont de quelque importance, des précautions ont été prises afin d'éviter les abus, et par la fixation d'un maximum de 100 francs et d'un espace de temps de dix-huit mois, avant de toucher de nouveaux secours, on est arrivé à empêcher la transformation de ces secours de route en une véritable rente, et à éviter ainsi toute exploitation.

Avant le Congrès de 1900, il était fait face aux dépenses du *viaticum* au moyen de la répartition entre tous les fédérés.

Chaque trimestre, les sections envoyaient au Comité central les reçus des sommes versées aux voyageurs; le Comité central les totalisait, établissait la quote-part afférente à chaque fédéré, et chaque section avait autant de parts à payer qu'elle possédait de sociétaires.

Depuis le 1^{er} janvier 1901, le système de la répartition a été supprimé, et les dépenses sont prélevées sur la cotisation mensuelle que payent les sections à la Fédération, et qui est de 1 fr. 25 par sociétaire.

Les sommes versées comme *viaticum* sont relativement importantes. En voici le détail depuis 1885, époque où la comptabilité de ce service a été tenue d'une façon tout à fait distincte de la comptabilité générale, jusqu'à la fin de 1900 :

ANNÉES.	NOMBRE DE fédérés (1)	DÉPENSES annuelles.	MOYENNE par fédéré.
1885.....	6.321	6.570 ^f 40 ^c	1 ^f 041 ^c
1886.....	6.393	12.182 25	1 905
1887.....	5.816	10.026 55	1 724
1888.....	5.168	8.444 95	1 634
1889.....	5.223	7.466 65	1 429
1890.....	4.933	9.543 25	1 934
1891.....	5.449	8.163 70	1 498
1892.....	5.502	6.597 70	1 199
1893.....	5.917	7.867 60	1 329
1894.....	5.957	8.142 35	1 367
1895.....	7.053	6.763 40	0 959
1896.....	6.917	6.667 75	0 964
1897.....	7.356	8.463 75	1 151
1898.....	8.074	7.471 45	0 925
1899.....	8.654	8.194 25	0 947
1900.....	8.949	8.792 50	0 982
		131.358 ^f 50 ^c	20 ^f 988 ^c

Des conventions de réciprocité ont été conclues avec la Fédération lithographique française et avec les Fédérations typographiques d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Italie, de Suède et Norvège, de sorte que les fédérés français se rendant dans l'un de ces pays touchent le *viaticum* au même titre que leurs nationaux qui, lorsqu'ils viennent en France, profitent des avantages accordés par la Fédération française.

La Fédération lithographique possède à peu près le même règlement que la Fédération du Livre, sauf en ce qui touche la réciprocité avec les Fédérations étrangères.

Séduite par les avantages que l'on pouvait tirer du *viaticum* au point de vue de la propagande, et par les services qu'il rendrait aux sans-travail, la Fédération des

(1) Ces chiffres indiquent le nombre des fédérés ayant payé leurs cotisations dans le cours de l'année et non celui des fédérés inscrits.

Bourses résolut de doter toutes les Bourses de travail de France de cette utile institution.

Le Congrès des Bourses du Travail, tenu à Rennes en septembre 1898, en adopta le principe et le Comité fédéral mit la question à l'étude.

Elle fut de nouveau posée au Congrès tenu à Paris au mois de septembre 1900. Une discussion assez longue eut lieu. Presque tous les délégués prirent la parole pour appuyer la création de ce nouveau service, qui aurait été le corollaire indispensable du service de placement que venait de créer cette Fédération, mais aucun moyen d'application pratique ne sortit de cette discussion. Le principe en fut néanmoins adopté à la presque unanimité, et on laissa au secrétaire le soin d'organiser ce service, d'accord avec le Comité fédéral.

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ EN 1900.

Rapport présenté au Conseil supérieur des habitations à bon marché par M. Cheysson, inspecteur général des ponts et chaussées, membre de l'Institut.

EXTRAITS.

I. — *Statuts présentés à l'approbation.*

Aux termes de l'article 9 du règlement du 21 septembre 1895, c'est sur l'avis du Comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché que le Ministre du Commerce approuve les statuts des sociétés qui veulent bénéficier des faveurs de la loi du 30 novembre 1894.

Le nombre des sociétés dont les statuts étaient régulièrement approuvés à la date du 27 mars 1900 s'élevait à 37. En 1900, deux nouvelles seulement, le *Foyer villeneuvois* et le *Cottage Bréard*, ont obtenu l'approbation, ce qui fait un total de 39 sociétés approuvées à la date du 31 décembre 1900.

Dans ces derniers mois, 14 sociétés nouvelles nous ont soumis leurs statuts, qui sont à l'instruction et seront bientôt, au moins pour la plupart d'entre eux, en état de recevoir l'approbation ministérielle. 7 de ces sociétés ont pris la forme anonyme, 6 la forme coopérative et une la forme civile.

Le nombre total des sociétés d'habitations à bon marché fonctionnant en 1899 s'élevait à 61, savoir :

Sociétés anonymes.....	41
Sociétés coopératives.....	14
Société de crédit.....	1
Société d'épargne.....	1
Sociétés d'utilité publique.....	4

Leur capital social est de 16.689.458 francs, sur lesquels 13.324.357 francs (ou 80 p. 0/0) ont été versés. En outre, il a été contracté des emprunts pour 6.203.410 francs, ce qui donne pour les ressources disponibles un total de près de 23 millions (22.892.868 fr.)

La valeur des immeubles et des terrains appartenant à ces sociétés est de 18.844.915 francs.

Le nombre des maisons isolées construites est de 1.907, qui se décomposent ainsi :

Maisons vendues	545
Maisons en cours de vente	608
Maisons louées par bail simple	754

Les 608 maisons en cours de vente ont une valeur de 3.564.394 francs, ce qui les fait ressortir en moyenne à 5.862 francs. Sur cette somme, il a été payé jusqu'ici 1.122.195 francs, soit environ le tiers du total (31 p. 0/0).

Quant aux 545 maisons vendues et entièrement libérées, elles représentent une valeur de 2.431.667 francs, soit une moyenne de 4.467 francs.

En outre de ces 1.907 maisons isolées, on comptait 278 maisons collectives, comprenant 2.743 logements et ayant coûté 11.139.416 francs, soit en moyenne 40.000 francs par maison et 4.000 francs par logement (1).

En ajoutant ces 2.743 logements aux 1.907 maisonnettes, on arrive à un total de 4.650 familles ou d'environ 15.000 personnes, dont les conditions d'habitation ont été améliorées ou transformées par les sociétés dont il s'agit.

II. — Immunités fiscales.

Voici quelles sont les conséquences de la loi du 30 novembre 1894, au point de vue des avantages fiscaux qu'elle a procurés en 1900 aux sociétés d'habitations à bon marché.

40 départements ont participé aux exemptions prévues par l'article 9 de la loi, et ceux qui en ont le plus profité sont les suivants :

Nord, pour 9.553 fr. 47; — Seine, pour 3.053 fr. 21; — Somme, pour 2.968 fr. 05; — Gironde, pour 1.818 fr. 96; — Seine-Inférieure, pour 1.256 fr. 22; — Seine-et-Oise, pour 954 fr. 44; — Meurthe-et-Moselle, pour 717 fr. 68; — Manche, pour 652 fr. 05.

En ce qui concerne la dispense du timbre et l'enregistrement gratis des actes nécessaires à la constitution des sociétés de construction d'habitations à bon marché et de crédit (art. 11 de la loi), 4 sociétés dans autant de départements en ont profité et ont évité ainsi une dépense de 197 fr. 60.

Enfin, 21 sociétés dans 15 départements ont été exemptées de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, conformément à l'article 13 de la loi du 30 novembre 1894; ce qui, sur un revenu de 24.625 francs, au taux de 4 p. 0/0, représente une exonération de taxe de 984 fr. 92.

Il n'a été fait aucun usage en 1900 de la faculté, prévue par l'article 10 de la loi, de ne payer que par fraction les droits de mutation.

En récapitulant ces différentes exonérations, on trouve que, pour l'année 1900, elles se sont élevées à :

Contribution foncière, propriété bâtie	10.500 ^f 25 ^c
Contribution des portes et fenêtres	19.045 91
Taxe de mainmorte	1.030 »
Patente	1.240 40
Timbre et enregistrement	197 50
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	984 92
EXONÉRATION TOTALE	<u>32.998^f 98^c</u>

(1) Voir dans le *Bulletin de la Société française des habitations à bon marché*, n° 4, 1899, les tableaux dressés par M. Dubois, sous le titre : *Les Sociétés d'habitations à bon marché en France en 1899*.

Quoique étant plus élevé que les années précédentes, ce chiffre reste encore modique et ne réalise ni les espérances de ceux qui avaient cru obtenir pour les sociétés d'habitations à bon marché une intervention efficace, ni les inquiétudes de ceux qui avaient craint d'ouvrir aux flancs du budget, par ces immunités fiscales, une blessure dangereuse

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en août 1901 (1). — La situation générale du travail dans l'industrie en août 1901 a été jugée meilleure qu'en juillet, sans toutefois être comparable à celle de la période correspondante de l'an dernier.

Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu en août 1900, 107,5 demandes seulement, il y en a eu 150,2 en août 1901. (En juillet 1901 : 160,9.)

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 79 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'août 1900, une diminution du chômage dans 15 villes, une augmentation dans 64.

Les placements effectués dans ces 79 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.
Août 1900.	38.409	14.712	53.121	46.679	10.450	57.129	121,5	71,	107,5
Août 1901.	29.293	16.490	45.783	54.762	13.996	68.758	186,9	84,9	150,2

Grèves en août. — 25 grèves contre 49 en juillet 1901 et 56 en août 1900. Les grèves les plus importantes se sont réparties : bâtiment (1249 grévistes); alimentation (552 grévistes); mines et fonderies (520 grévistes).

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

BELGIQUE.

Revue du travail en juillet 1901 (1). — Situation générale à peu près stationnaire. Dans l'industrie *houillère*, réduction systématique de l'extraction en plusieurs endroits et partout affaiblissement des cours du combustible, d'où une influence déprimante sur les salaires. Les *carrières* et la *construction* sont languissantes en plus d'un centre. Dans les *briqueteries*, activité partout intense et production considérable. Nul symptôme d'amélioration dans la *sidérurgie* ni dans la *grosse construction*: crise très intense. Les *industries chimiques* restent aussi stationnaires et la *fabrication d'allumettes* est toujours sérieusement éprouvée. Affaissement pour la plupart des métiers du *vêtement*. Dans le groupe des *textiles*, commencement de reprise pour les *tissages de coton*; mais en même temps la crise est aggravée dans les *filatures de coton et de lin* (surtout à Gand.)

Grèves en juillet. — 11 grèves nouvelles avec 2,000 grévistes environ. Principales causes: opposition à une réduction de salaire (3 cas); opposition à des changements dans l'organisation du travail (3 cas); augmentation de salaire (2 cas). Sur 9 grèves terminées, anciennes et nouvelles: 1 transaction et 8 échecs, dont 4 ayant entraîné au total 268 renvois.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août (1). — Le marché du travail a subi une dépression assez sensible en août par rapport à l'année dernière et au mois précédent dans plusieurs industries des plus importantes.

3,9 p. 0/0 de chômeurs dans 142 *trade-unions* groupant 543.971 membres contre 3,4 p. 0/0 en juillet 1901 et 3 p. 0/0 en juin 1900 (pour 138 *trade-unions* comprenant 534.331 membres).

4,91 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 472.068 mineurs contre 5,43 journées en août 1900.

317 hauts fourneaux en marche à la fin d'août 1901, avec 22.100 ouvriers contre 309 en juillet 1901 et 371 en août 1900.

80 p. 0/0 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en août 1901 et 64 p. 0/0 dans les tissages avec 71.000 ouvrières, femmes et filles, contre 81 et 65 en juillet 1901 et 70 et 67 en août 1900.

Travail toujours satisfaisant dans les mines de fer, plus abondant qu'en juillet dans les articles manufacturés en *fer*, *fer-blanc* et *acier*; amélioration persistante dans les *métaux* en général. Un peu de faiblesse dans la *construction navale*; le *bâtiment* toujours en progrès. La lourdeur s'accroît dans l'*ameublement* et dans le *livre* (*impressions* et *reliure*). Affaissement constant pour le *papier* et le *cuir*, et seulement à dater du présent mois, pour le *verre*.

(1) *Revue du travail* (belge).

Sur 103.419 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, diminution de salaires de 2 fr. 81 en moyenne par semaine pour 101.354 d'entre eux, principalement dans l'industrie houillère; augmentation de salaire de 1 fr. 92 en moyenne par semaine pour les autres, soit 2,065.

Ces variations ont été réglées :

Pour 679 ouvriers,	Par grève préalable.	Pour 83.820 ouvriers	Par des bureaux d'arbitrage ou de conciliation sans suspension du travail.
— 1.740 —	Par échelle mobile.	— 17.180 —	Par négociation directe entre patrons et ouvriers ou leurs représentants.

Grèves. — 32 nouvelles grèves en août 1901 avec 6.544 chômeurs, contre 28 avec 8.148 en juillet 1901, et 32 avec 9.334 en août 1900; 3 grèves dans le bâtiment, 10 dans les mines et carrières, 6 dans les textiles, 8 dans la métallurgie, les machines et la construction navale, et 5 dans d'autres industries. Sur 40 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 11.134 grévistes : 9 succès (avec 4.237 grévistes), 11 transactions (avec 2.732 grévistes), 18 échecs (avec 3.765 grévistes).

Les accidents dans les mines et carrières. — Le *Home Office* vient de publier la statistique des accidents suivis de mort survenus dans les mines, minières et carrières du Royaume-Uni, pendant l'année 1900.

Les exploitations assujetties au *Coal Mines Act* sont les houillères, les exploitations d'argile réfractaire, de minerai de fer sédimentaire et de schiste.

Le nombre des accidents suivis de mort qui y sont survenus, en 1900, a été de 960 avec 1.011 décès, alors qu'en 1899, il n'y en avait eu que 868 avec 916, soit un accroissement de 92 unités dans le nombre des accidents et de 95 unités dans celui des morts.

LES ACCIDENTS MORTELS DANS LES HOUILLÈRES EN 1900.

DISTRICTS.	EXPLOI- SIONS de grisou et de poussière.	ÉBOU- LEMENTS.	ACCIDENTS de puits.	DIVERS dans les travaux du fond.	DIVERS à la surface.	TOTAL en 1900.	TOTAL en 1899.
Nombre des accidents suivis de mort	25	482	76	271	106	960	868
Nombre des morts.....	46	495	79	281	110	1.011	916

Dans les exploitations soumises au *Metalliferous Mines Act*, c'est-à-dire dans toutes les mines qui ne sont pas assujetties au *Coal Mines Regulation Act*, il n'y a eu en 1900 que 37 accidents suivis de morts au lieu de 47, en 1899; et, de même, le nombre des victimes n'a été, pendant cette année, que de 38 au lieu de 56 pendant la précédente.

Enfin, dans les exploitations soumises au *Quarries Act*, dans celles où l'ouvrier

(1) *Report on changes of wages and Hours in 1899.*

travail, à moins de 20 pieds de profondeur (6^m,095), à l'extraction de l'ardoise, de la pierre, du phosphate de chaux et d'autres substances minérales, il s'est produit en 1900, 122 accidents suivis de mort qui ont fait 125 victimes, tandis qu'en 1899, on n'avait eu à enregistrer que 117 accidents et 117 morts.

Les Trade-Unions en 1899 (1). — Le dernier rapport officiel sur les syndicats anglais (18 décembre 1900) constate l'existence, au 31 décembre 1899, de 1.292 Unions groupant 1.802.518 membres. (1.310, fin 1898, avec 1.649.231 adhérents.) Elles se répartissent comme suit, entre les grands groupes d'industries :

INDUSTRIES.	NOMBRE			p. o/o du total.
	des Unions centrales.	de leurs succursales.	des membres.	
Mines et carrières.....	60	2.029	424.783	24
Métallurgie, constructions maritimes	272	2.570	331.245	19
Bâtiment.....	136	3.202	251.065	14
Textiles.....	242	521	220.098	12
Transports, docks.....	68	1.289	163.283	9
Mancœuvres.....	21	900	111.716	6
Vêtement.....	47	615	68.309	4
Typographes, relieurs.....	53	356	56.471	3
Emplois publics..	32	908	41.119	2
Travail du bois, ameublement.....	123	618	39.352	2
Divers.....	238	1.541	95.077	5
ENSEMBLE.....	1.292	14.549	1.802.518	100

Il y avait, fin 1899 : 120.448 femmes affiliées aux *Trade-Unions*, soit environ 7 p. o/o de la population totale des associations et 39 o/o de l'effectif des 139 unions mixtes. Les neuf dixièmes des adhérentes sont fournis par l'industrie textile.

La situation financière des 100 Unions les plus importantes, pour 1892, 1898 et 1899, ressort du tableau ci-dessous :

ANNÉES.	NOMBRE de membres.	RECETTES		DEPENSES		CAPITAL en fin d'année.	
		totales.	par membre.	totales.	par membre.	total.	par membre.
		francs.	fr. c.	fr.	fr. c.	francs.	fr. c.
1892.....	905.116	36.933.125	40.80	35.902.375	39.62	40.487.550	44.70
1898.....	1.043.183	47.931.725	45.90	37.278.000	35.70	67.460.550	64.62
1899.....	1.117.465	44.100.125	41.67	31.987.650	28.57	82.073.050	73.40

Voici enfin l'état, pour ces trois années, des catégories de dépenses les plus importantes :

ANNÉES.	PAYE de grève.		ALLOCATIONS de chômage et autres caisses de prévoyance.		FRAIS d'administration.	
	totale.	p. o/o de toute la dépense.	totales.	p. o/o de toute la dépense.	généraux.	p. o/o de toute la dépense.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1892.....	9.888.200	27.5	19.672.175	54.8	6.342.000	17.7
1898.....	7.835.750	21	21.807.250	58.5	7.635.000	20.5
1899.....	3.018.200	9.4	20.881.475	65.3	8.087.975	25.3

(1) D'après la *Labour Gazette*.

Les Grèves en Angleterre pendant l'année 1899 (1). — Il y a eu 719 conflits, avec un total de 180.217 grévistes, qui chômerent en tout 2.516.416 jours. Aucun lock-out.

Hormis le nombre des grèves, un peu supérieur à celui de l'an dernier, le mouvement gréviste de 1899 est moins accentué, à tous égards, que les autres années.

ANNÉES.	NOMBRE de grèves.	NOMBRE de grévistes.	NOMBRE de jours chômés.	DURÉE moyenne du chômage d'un gréviste.
1894.....	929	325.248	9.529.010	29,7
1895.....	745	263.123	5.724.670	22,0
1896.....	926	198.190	3.746.368	18,5
1897.....	864	230.267	10.345.523	45,2
1898.....	711	253.907	15.289.478	59,5
1899.....	719	180.217	2.516.416	14,0

En 1899, la proportion des grévistes anglais n'a été que de 2,2 p. o/o pour une population ouvrière de 8 millions 1/3, et celle des jours chômés, de 1/1000 seulement pour une moyenne annuelle de 2 milliards 1/2 de journées de travail (2).

IMPORTANCE ET RÉSULTATS DES GRÈVES DANS LES DIVERS GROUPES D'INDUSTRIES.

INDUSTRIES.	NOMBRE de grèves.	NOMBRE de grévistes.	PROPOR- PROPOR- TION TION p. o/o p. o/o du nom- du nom- bre des bre des gré- gré- vistes vistes de au chaque nombre groupe total au nom- des ou- bre to- vriers tal des de la gré- profes- vistes, sion.	DURÉE moyen- ne du chô- mage d'un gréviste	NOMBRE de jours chômés.	RÉSULTATS proportion p. o/o des grévistes ayant obtenu (dans chaque groupe d'industries).			
						Ré- ussite.	Tran- saction.	Échec.	Solu- tions mal définies ou pen- dantes.
Bâtiment.....	180	30.524	17,0 3,7	28,0	854.207	41.13	51.81	6.75	0.31
Mines et carrières.	109	46.831	26,0 5,6	10,8	504.428	42.71	29.13	27.81	0.35
Métaux.....	140	21.119	11,7 1,9	19,9	420.660	32.32	33.21	30.80	3.67
Textiles.....	124	61.499	34,1 4,9	9,0	552.485	12.55	11.75	75.70	"
Vêtement.....	37	2.258	1,3 0,4	18,7	42.154	35.49	35.42	29.09	"
Transports.....	47	12.611	7,0 "	5,0	62.450	14.30	19.50	36.20	"
Régies municipales.	11	1.163	0,6 "	5,8	6.787	23.44	31.32	44.48	0.76
Industries diverses.	60	4.212	2,3 0,6	17,4	73.245	2.87	12.07	85.06	"

ENSEMBLE. 719 180.217 100,0 2,2 (3) 14,0 2.516.416 26.66 29.15 43.66 0.53

(1) D'après le *Report on the Strikes and lock-outs of 1899.* (Board of Trade; Labour Department.)

(2) $8.300.000 \times 300 = 2.490.000.000.$

(3) Proportion obtenue sans mettre en ligne de compte les laboureurs, pêcheurs et marins. Cette remarque s'applique d'ailleurs à toutes les données de la statistique officielle.

A part le bâtiment et les régies municipales, toutes les industries considérées accusent, du fait des conflits du travail, un chômage moins sensible en 1899 que les années précédentes. Ce fait est surtout patent dans les mines et carrières; on l'attribue à la situation prospère des charbonnages et aussi à l'établissement amiable des salaires, dans les principaux districts, par les soins de bureaux de conciliation ou d'institutions analogues.

IMPORTANCE ET RÉSULTATS DES GRÈVES SELON LEURS CAUSES.

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE de grèves où la cause a été in- voquée.	NOMBRE des grévistes.	PROPOR- TION du nom- bre to- tal des gré- vistes. (180. 217.)	DURÉE moyen- ne du chô- mage d'un gréviste	NOMBRE de jours chômés.	RÉSULTATS, proportion p. o/o des grévistes ayant obtenu (pour chaque cause).			
						Ré- ussite.	Tran- saction.	Échec.	Solu- tions mal définies ou pen- dantes.
Questions de sa- laire.	460	94 651	68,6	17,72	1.678.011	24,0	27,2	48,3	0,6
Durée du temps de travail.	17	3.857	2,8	8,30	32.014	10,6	41,2	48,2	#
Contestations rela- tives à la régle- mentation du tra- vail.	170	26.082	9,45	22,91	597.798	39,3	36,1	24,4	0,2
Affiliation à des syn- dicats (Tradeunio- nisme).	46	5.130	3,7	19,70	101.061	22,7	22,1	53,9	1,3
Grèves de sympathie.	24	8.233			106.597	27,3	28,8	43,9	#
Causes diverses ne rentrant pas dans les rubriques ci- dessus.	2	105	6,0	12,89	935	71,4	#	28,6	#
ENSEMBLE.	719	138.058	18,0	18,22	2.516.416	26,7	29,1	43,7	0,5

Voici, d'autre part, une classification des grèves en 1899 d'après le mode des solutions intervenues :

	NOMBRE de grèves.	NOMBRE de grévistes.	PROPOR- TION p. o/o du nombre total des grévistes. (180.217)
Arbitrage.	16	3.319	1,85
Conciliation et médiation.	22	8.386	4,70
Arrangement direct ou négociations entre les parties ou leurs représentants.	562	156.743	86,4
Reprise du travail aux conditions stipulées par les patrons, sans négociations.	22	7.054	3,9
Remplacement des ouvriers.	88	3.980	2,2
Fermeture d'ateliers ou chantiers.	3	95	0,05
Solutions mal définies ou pendantes.	6	640	0,9
TOTAL.	719	180.217	100,00

Ce classement fait ressortir le petit nombre de grèves terminé par la conciliation et l'arbitrage. Il ne faudrait pas en conclure à l'inutilité des méthodes de conciliation et d'arbitrage, mais il faut comprendre que ces méthodes sont surtout efficaces pour prévenir les grèves plutôt que pour les terminer. Si en effet on se reporte à la récente publication du *Labour Department* sur les *variations du salaire en 1899* (1) on constate que 47 p. o/o des changements de l'année, en tant que mesurés par le nombre des bénéficiaires, ont été réglés par des commissions de salaires, échelles mobiles, ou diverses méthodes de conciliation et d'arbitrage, tandis que seulement 3 p. o/o de ces changements ont suivi des grèves.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 31 juillet 1901 instituant des comités locaux des habitations à bon marché dans les départements du Loiret et du Puy-de-Dôme.

(J. O. du 3 août 1901.)

Décret du 31 juillet 1901 portant modification au décret du 17 janvier 1876 qui a créé un conseil de prud'hommes à Albi (Tarn).

(J. O. du 5 août 1901.)

Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 24 août 1901, créant une école pratique de commerce à Marmande (Lot-et-Garonne).

(J. O. du 25 août 1901.)

Analyse par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats patronaux, etc., et 2° par les correspondants (1).

Calvados. — Dans l'arrondissement de Caen, la situation est restée sensiblement la même et on ne signale ni chômage important, ni variation sur les salaires. Contrairement à certains bruits, l'industrie *dentellière* n'a pas repris son essor. Le commerce en gros des *vins et spiritueux* n'a pas eu la reprise sur laquelle il comptait; il fait entendre de nouvelles protestations contre le privilège des bouilleurs de cru. Dans l'arrondissement de Lisieux, il n'y a pas non plus de changements notables; un établissement de l'industrie *lainière*, occupant 300 ouvriers, a été fermé en juin; on évalue le chômage à 50 p. o/o et la journée de 11 à 12 heures dans l'industrie *lainière*, le chômage à 5 p. o/o et la journée de 10 à 11 heures dans l'industrie *linière*, le chômage à 10 p. o/o et la journée de 11 heures dans l'industrie du *cuir*; une légère baisse s'est produite sur les salaires de l'industrie *linière*. Dans l'arrondissement de Vire, pas de changements. A Trouville, le commerce des *loueurs de voitures* a déjà commencé à bénéficier de la saison.

(1) Sauf indication contraire les renseignements se rapportent au deuxième trimestre de 1901.

Drôme. — Dans la région de Romans, accalmie dans la *chapellerie* et la *fabrique de chaussures*, situation normale pour le *bâtiment*. Chômage évalué à 25 p. 0/0 chez les *chapeliers*, 10 p. 0/0 chez les *ouvriers en chaussures*, 10 p. 0/0 chez les *ouvriers du bâtiment*. Pas de variation dans la durée du travail, ni dans le taux des salaires, ni dans les prix de façon depuis le premier trimestre.

Eure. — A Brionne, marche normale des *filatures* diverses (*chanvre, lin, coton, laine*); peu de chômeurs; mais disparition graduelle des *tisseurs de draps*, travaillant à domicile pour le compte des maisons d'Elbeuf.

Haute-Loire. — Travail normal pour la saison chez les *horticulteurs, jardiniers, fleuristes* de la région du Puy, 72 heures en moyenne de travail hebdomadaire. Travail plus abondant chez les *sabotiers* du Puy, hausse des prix de façon par suite du manque de main-d'œuvre, augmentation de la durée de travail : 72 à 75 heures par semaine.

Loiret. — Région d'Orléans : prix légèrement plus rémunérateurs dans la *charcuterie*, malgré la hausse des pores, montés de 106 à 108 francs; 55 heures en moyenne par semaine, pour le personnel; le *commerce des vins* se maintient à peu près stationnaire; diminution dans le *commerce des spiritueux* et des *vinaigres*; la *tonnellerie* manque en ce moment d'apprentis et de matières premières; activité normale pour la saison dans le *bâtiment*, chômage nul, 72 heures en moyenne par semaine.

Lot-et-Garonne. — Dans les *pêcheries* du bassin central de la Garonne, la campagne actuelle, commencée en avril, n'a donné jusqu'à présent que des résultats médiocres; la concurrence des *pêcheries* à vapeur de l'Océan et de la Méditerranée se fait sentir sur les marchés de la région, en les alimentant plus abondamment et à plus bas prix. Activité toujours calme dans la *batellerie* du sud-ouest (siège à Agen), qui se plaint de l'insuffisance des voies d'eau de la région.

A Agen, travail de 48 heures par semaine, en moyenne, dans l'*horlogerie*, la *bijouterie*, l'*orfèvrerie*; cours plus rémunérateurs. Chez les *charpentiers* d'Aiguillon, prix soutenus; 60 à 66 heures par semaine.

Maine-et-Loire. — Travail moins abondant que l'an dernier à pareille époque chez les *entrepreneurs de maçonnerie et terrassement* de Cholet.

Haute-Marne. — Travail moins abondant que l'an dernier dans le *commerce et l'industrie du bois* de la région; la diminution est évaluée à 40 p. 0/0 sur les produits destinés à l'*ameublement*, à 30 p. 0/0 sur les travaux de *parqueterie* et de *menuiserie*, à 20 p. 0/0 sur les *sciages bruts*. Situation stationnaire dans la *fonderie*; cours en baisse par suite de la nécessité d'écouler les stocks. A Bourbonne-les-Bains, le *commerce des hôtels* est plus prospère que l'an dernier.

Mayenne. — L'*industrie cotonnière*, dans la région de Laval, paraît être en moins bonne situation que les années précédentes. On évalue à un tiers la proportion des ouvriers en chômage dans le tissage à la main ainsi que dans le tissage mécanique. Accalmie dans l'*activité des carrières de marbre*,

Meuse. — Dans l'arrondissement de Bar-le-Duc, pleine activité dans les *chantiers de construction*, pénurie de main-d'œuvre. Ralentissement dans les *fonderies*; durée moyenne de la journée de travail : 11 heures. Taux des salaires sans variation. Manque de main-d'œuvre dans les *scieries*, les *ateliers de menuiserie* et les *entrepôts de bois*; 72 heures de travail par semaine.

Oise. — Ralentissement général dans la *féculerie*; fermeture d'une usine occupant 12 ouvriers; prix de façon en hausse; cours en baisse; salaire moyen de l'ouvrier féculier : 3 fr. 50 par jour; cours actuel de la fécule, 23 francs les 100 kilogrammes. Travail normal dans la *fabrication des boîtes* à la Croix-Saint-Ouen; cette industrie souffre cependant de la pénurie des bois de peupliers de la région, notamment dans la forêt de Compiègne, et se plaint de la

cherté des transports sur les réseaux autres que celui du Nord pour les matières premières la concernant; d'où difficulté de s'approvisionner.

Pas-de-Calais. — Travail plus abondant que l'an dernier chez les *entrepreneurs de charpente et de menuiserie*, pas de changement dans les prix de façon, ni dans les cours des produits fabriqués; moyenne hebdomadaire de travail, 61 heures. Dans la *minoterie* et la *meunerie riveraine*, la fabrication se réduit, le travail hebdomadaire est de 60 heures; les intéressés attribuent la crise au manque d'exportation.

Dans l'arrondissement de Saint-Omer, la situation générale de l'industrie demeure satisfaisante; en dehors des *fabricques de sucre*, dont les ouvriers travaillent actuellement aux champs, toutes les usines de la région sont en pleine activité et occupent le même nombre d'ouvriers. On ne signale aucune variation, en comparaison avec le précédent trimestre, ni dans la durée du travail ni dans le taux des salaires.

Légère diminution du nombre des établissements chez les *cafetiers et restaurateurs* de Boulogne-sur-Mer.

Saône-et-Loire. — A Montceau-les-Mines, état stationnaire dans la *boulangerie*, diminution des profits par suite de la hausse des bois et des salaires, d'environ 10 p. 0/0. Le travail paraît devoir diminuer, par suite de l'exode d'un grand nombre d'ouvriers; état stationnaire de même dans la *charcuterie* et la *boucherie*, hausse des cours des marchandises, et par suite travail moins rémunérateur.

A Chalon-sur-Saône, dans les mêmes industries, situation sans changement; concurrence des coopératives.

Seine. — Pas de changements à signaler dans la *boulangerie*. Grande activité dans la fabrication des *conserves alimentaires*; les *fruits et primeurs*, arrivés en abondance, se sont vendus à des cours très bas; les *pâtes alimentaires* se maintiennent bien, avec tendance à la hausse pour les marchés d'hiver. Chômage annuel dans le commerce des *huîtres en gros*; le personnel de ces maisons se place généralement pour la saison d'été chez les *marchands d'eau de seltz*, de glace, chez les *entrepôts de bière*, etc. Travail moins abondant que l'an dernier chez les *débarqueurs et conducteurs de bestiaux* du marché de la Villette; de même, chez les *facteurs-commissionnaires de l'abattoir de Vaugirard*. Le commerce en gros de la *boucherie* (*abattoirs de la Villette*) se plaint de l'arrivée aux Halles d'une plus grande quantité de viandes abattues provenant de province, ce qui diminue la quantité de travail; 32 heures en moyenne de travail manuel pour le personnel; salaires actuels : 1^{er} garçons, 90 francs par semaine; 2^e garçons, 60 francs; 3^e garçons, 50 francs; enfants de 16 ans, 30 francs. Dans la *poissonnerie*, on signale une élévation notable des cours des poissons fins, tels que saumons, soles, langoustes, homards, crevettes roses. Travail moins abondant que l'an dernier, mais prix plus rémunérateurs par suite de la baisse des matières premières, dans la *chocolaterie* et la *confiserie*; les produits, toutefois, s'écoulent lentement. Accalmie dans le commerce en gros des vins et spiritueux, diminution du nombre des maisons de vente. Bonne activité chez les *entrepôts des bières étrangères*; pas de chômage dans le personnel, qui fait environ 60 heures par semaine. Accalmie chez les *distillateurs-liquoristes en gros*; la durée moyenne du travail hebdomadaire se maintient néanmoins à 72 heures.

Travail très actif dans la *tonnellerie*, qui traverse une période florissante par suite de l'abondance de la dernière récolte et des promesses de la présente; 60 heures par semaine, à 0 fr. 70 l'heure en moyenne. Travail abondant également chez les *fabricants d'eaux gazeuses*, 70 heures par semaine. Diminution de travail, normale pour la saison, chez les *marchands de charbons de terre en gros*; pas de changements sur les cours; 48 à 50 heures en moyenne par semaine pour le personnel des entrepôts, à raison de 0 fr. 50 par heure. D'après le Comité des houillères (renseignements fournis par 56 entreprises occupant près de 150.000 ouvriers), le travail se ralentit dans les charbonnages français, la durée d'extraction subit une diminution générale, de manière à maintenir tout le personnel occupé en dépit de la réduction de la production. Pas de changements appréciables, en comparaison avec le premier trimestre, chez les *fleuristes* en boutique. La morte-saison ne commence qu'avec le troisième trimestre. Le syndicat se plaint toutefois de la diminution de consommation des fleurs naturelles pour les convois mortuaires. L'initiative a été prise récemment par les

patrons d'une campagne en faveur de la fermeture des magasins le dimanche et entre 7 et 8 heures du soir pendant la semaine.

Léger ralentissement dans la *fabrication des phosphates*; concurrence des engrais américains, par suite de la baisse des frêts. Baisse sensible des prix de vente, dans l'industrie des *colles et gélatines*. Accalmie dans la *fabrication des ciments de Portland* (régions du nord, de l'est, de l'ouest et du sud-ouest réunies); baisse des prix de vente, de 15 p. o/o environ. Rien à signaler dans la *fabrication du gaz d'éclairage*.

La *fabrication des toiles cirées* et des *linoléums* a à lutter contre la concurrence anglaise; disparition près de Lyon, d'une usine occupant 150 ouvriers. Chez les *mégissiers et teinturiers en peaux*, les salaires se maintiennent à 6 ou 7 francs par journée de 10 heures; la moyenne hebdomadaire est actuellement de 40 à 50 heures. Chez les fabricants de *chaises en cuir*, de nouveaux tarifs de façon sont à l'étude dans différentes maisons; la moyenne des heures de travail varie de 30 à 50 heures au plus en ce moment, par semaine. Diminution de l'exportation dans la *ganterie en peaux*. Chez les *chapeliers détaillants*, travail moins abondant que l'an dernier à pareille époque; pas de changements dans les cours des produits fabriqués ni dans les prix de façon; on signale la création à Paris de deux nouveaux établissements. La concurrence par les grands magasins, en ce qui concerne la vente, paraît avoir atteint son maximum d'intensité. La morte-saison a commencé pour les *tailleurs sur mesure*; pas de variations sensibles sur les prix de vente; baisse légère des salaires depuis l'Exposition. Chez les *fabricants de plumes pour parures*, la morte-saison est terminée, mais le travail paraît devoir être moins abondant que l'an dernier; création de cinq nouvelles maisons à Paris. Dans la *broserie*, la situation, quoique satisfaisante, est un peu moins bonne que l'an dernier; perfectionnements graduels de l'outillage mécanique; la chambre syndicale (pour toute la France), se plaint de la concurrence faite par le travail dans les prisons.

La *fabrication des tissus de Picardie* (tissages à la main de la région de Picardie), est en assez bonne activité, mieux pourvue de commandes que l'an dernier; il y a, comme tous les ans à pareille époque, légère diminution, la fabrication des tissus d'hiver étant moins abondante que celle des tissus d'été. L'industrie du *jute* (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne), continue à souffrir de la surproduction; le nombre des établissements en activité n'a cependant pas encore diminué et la journée de travail est toujours de 11 heures. Dans la *blanchisserie* (région de Paris), pas de changement.

Activité toujours croissante dans les *usines d'électricité* (syndicat général pour la France); création de 10 nouveaux établissements; par rapport au précédent trimestre, diminution du travail dans les usines d'éclairage, en raison de l'augmentation de durée des jours. La *construction mécanique*, la *grosse chaudronnerie* et la *fonderie* (région de Paris) n'ont pas subi de changements appréciables depuis le précédent trimestre; le travail est limité à 55 heures par semaine. Morte-saison chez les *fondeurs en cuivre et en bronze*; chômage estimé à 25 p. o/o. Pas de changements chez les *constructeurs et négociants en mécanique de précision*. Pas d'amélioration chez les fabricants d'*orfèvrerie d'église*. L'*orfèvrerie en argent* subit en ce moment la diminution de commandes qui se produit chaque année en été; le nombre des établissements en activité est resté le même, mais la durée du travail est en diminution par rapport au précédent trimestre. La *bijouterie* et l'*horlogerie* n'ont en ce moment que très peu de chômeurs, mais les salaires, depuis l'Exposition, ont tendance à diminuer. Pour la bijouterie, la main-d'œuvre paraît abondante; l'horlogerie et le rhabillage, par contre, manquent plutôt de main-d'œuvre, conséquence de la pénurie d'apprentis et même de la disparition progressive de l'apprentissage dans la partie. Accalmie chez les *photographes*; devant l'augmentation constante du nombre des ouvriers et employés étrangers, le besoin d'un enseignement professionnel photographique se fait impérieusement sentir.

Les *verreries à bouteille* (renseignement général) ont été maintenues en activité pendant le second trimestre, mais ont dû travailler en grande partie pour le magasin; les stocks ont par suite augmenté; la tendance à remplacer le soufflage des bouteilles par des procédés mécaniques, quoiqu'encore peu accentuée, se poursuit. Travail aussi abondant que l'an dernier à pareille époque chez les *entrepreneurs de ravalements et loueurs d'échafaudages*; l'état général de cette industrie à Paris, est satisfaisant, à cause des trois arrondissements dont le ravalement est ordonné pour cette année. Travail assez abondant chez les *entrepreneurs de cylindrage à vapeur*, le chômage d'hiver est terminé; réduction de la fabrication chez les *constructeurs de rouleaux*. Chez les *blanchisseurs* de Boulogne, le travail est un peu moins

abondant que l'année dernière, qui a été exceptionnellement favorable. L'industrie du blanchissage depuis 10 ans, a subi des transformations nombreuses par suite de la création, dans la région, d'usines importantes. Les petits établissements sont progressivement amenés à transformer leur outillage; on signale la fermeture d'un certain nombre de blanchisseries.

Chez les *distillateurs-liquoristes* de Saint-Denis, réduction du personnel des établissements, variant de 25 p. 0/0 à 12 p. 0/0; on continue à faire, en général, de 66 à 72 heures de travail.

Somme. — Pendant le premier semestre de 1901, dans l'industrie de la chaussure, la vente a été difficile, le travail moins abondant; il y a du stock chez le fabricant. On attribue cette situation aux restrictions imposées à la suite des dépenses occasionnées par l'Exposition. L'augmentation du prix des cuirs a influé sur les bénéfices, qui sont en ce moment très restreints. Le tissage mécanique en *velours de coton* a peu de stock, malgré le ralentissement de la demande. Baisse des cours; velours écru, 2 fr. 80 et 2 fr. 90, au lieu de 3 fr. 40 à 3 fr. 50. Le velours cannelé a la préférence. La vente a été peu active pour les *velours teints*.

La coupe mécanique se substituant de plus en plus à la coupe à la main, ce genre de travail diminue pour les ouvriers de la campagne. Les ouvriers teinturiers ont subi des pertes de travail; ils ne sont pas, à quelques exceptions près, occupés plus de 4 jours par semaine; les prix de teinture n'ont pas été augmentés. La vente des velours façon soie ne s'accroît pas. En *velours d'Utrecht*, on s'ingénie à faire des nouveautés, et il y a plutôt augmentation que diminution dans la vente.

A. LEFÈVRE.

Tarn. — En ce qui concerne l'industrie textile du département, la matière première a été moins recherchée que pendant le premier trimestre et les prix ont subi une légère baisse. Le nombre des broches en activité est resté sensiblement le même. Le travail s'est bien maintenu dans la *chapellerie*. Il n'y a pas eu non plus le moindre ralentissement dans la *mégisserie* et la *tannerie*; certains patrons ont dû même restreindre leur fabrication pour cause d'insuffisance de personnel. Il n'y a pas de stock en magasin et l'écoulement des produits est aisé. Étant donnés les arrivages importants de la Plata, il y a lieu d'espérer le maintien de l'activité présente. La fabrication de *brosses* et celle des *arçons* ont été assez actives. L'extraction de la *houille* à Carmaux et à Albi, ainsi que la vente, ont été très actives. La situation des *verreries* est restée la même. En *métallurgie*, la fabrication est faible, surtout en *faulx*; vente calme; personnel occupé : 1,400 ouvriers environ. L'industrie de la *broderie* continue à être très prospère.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 août.)

Ain. — A Bellegarde, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers du bâtiment. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry; 20 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Divonnes.

Aisne. — A Laon, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Saint-Quentin, 30 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. Pas de chômeurs, situation identique, chez les *ouvriers de filatures*; de même chez les *apprêteurs*; 10 p. 0/0 de chômeurs, chez les *tisseurs*; 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *tullistes en guipures*; pas de changement chez les *mouleurs*; 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 20 p. 0/0 chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *maçons* ni les *peintres*. A Soissons, situation identique chez les *typographes*. A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Tergnier. A Château-Thierry, pas de chômeurs chez les *maçons* et similaires.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*. A Commentry, 9 p. 0/0 de chômeurs, situation stationnaire chez les *ouvriers métallurgistes*. A Treignat, pas

de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers *agricoles*. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lurey-Lévy, Saint-Ennemond; 40 p. o/o de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. Rien à signaler chez les *mineurs* de Bézenet et de Durdar-Larequille; chez ceux de Doyet, départ d'une trentaine d'ouvriers par suite d'arrêt des travaux d'une société de recherches. A Saint-Yorre, pas de changement chez les *sourciers des eaux minérales*. A la Ville-Gozet, situation identique au mois précédent; de même chez les *ouvriers en glaces*.

Alpes (Basses-). — A Digne, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *cantonniers* et *terrassiers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 30 o/o de chômeurs chez les *boulangers*; même chiffre chez les *pâtisseries* et *confiseurs*; pas de changement chez les *tailleurs*; travail plus abondant chez les *charpentiers*, pas de chômeurs; de même chez les *menuisiers*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes*; 16 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *électriciens-mécaniciens*; 66 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs, augmentation du travail chez les *plâtriers-stucateurs*; état stationnaire chez les *employés de commerce*; 16 o/o de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; 13 p. o/o chez les *garçons de magasin*.

A Cannes, pas de changement chez les *boulangers*; chômage nul, travail plus abondant chez les *menuisiers*. A Menton, travail plus abondant, chômage nul, 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Vallauris, situation identique chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 10 p. o/o de chômeurs, comme précédemment, chez les *mégissiers-palissonneurs*. A Serrières, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *chapeliers-fouleurs*.

Ardennes. — A Charleville, situation identique chez les *typographes*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Sedan, ni chez ceux de Floing. A Francheval, 40 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *lainiers*. A Fumay, pas de changement chez les *mineurs*. De même, pas de changement chez les *mouleurs* de Renwez, de Vivier-au-Court; 11 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vrine-aux-Bois. Aux Mazures, 35 p.o/o de chômeurs, travail toujours en diminution chez les *métallurgistes*. A Neufmanil, 50 p. o/o de chômeurs chez les *forgerons d'écrans*. A Haybes, 2 p. o/o de chômeurs, 46 heures chez les *ardoisiers*. A Pourru-aux-Bois, 16 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. A Deville, 9 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. Situation identique à celle du mois de juillet chez les *métallurgistes* de Sedan et de Bourg-Fidèle.

Ariège. — A La Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, travail soutenu chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; de même, et 60 heures par semaine chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aude. — A Narbonne, travail normal chez les *cuisiniers*; chez les *cordonniers*, chômage nul; chômage considérable chez les *peintres en bâtiment*. A Carcassonne, 5 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *vêtement*, de même chez les *charpentiers*, chez les *mouleurs*; 23 p. o/o de chômeurs, travail faible chez les *métallurgistes*; situation identique à celle du mois précédent chez les *maçons*; 18 p. o/o de chômeurs, 112 heures chez les *limonadiers*. A Chalabre, 20 p. o/o de chômeurs, reprise partielle chez les *chapeliers*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, travail identique, chômage nul, chez les *tisseurs*; chômage presque général chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — Travail normal, situation identique à celle du mois précédent chez les *mineurs* de Decazeville.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les ouvriers *jardiniers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. o/o chez les *conducteurs-imprimeurs*; plus de 30 p. o/o chez les *ouvriers en crins*; 25 p. o/o environ chez les *ouvriers de la fonte*; chômage intense chez les *blanchisseurs*; pas de chômeurs chez les *carrossiers* ni chez les *mode-*

leurs; 30 p. o/o de chômeurs chez les *ajusteurs-mécaniciens*. Situation sans changement, par rapport au mois dernier, pour les *paveurs*, les *manœuvres* et *aides-maçons*, les *tuiliers-céramistes*, les *charretiers-camionneurs*; les *employés de commerce*; les *représentants et placiers du commerce*; 50 o/o de chômeurs chez les *ouvriers des ports et quais*, 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers des entrepôts de bois*; 2/3 de chômeurs chez les *portefaix*; 50 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers calfats et perceurs*; pas de chômeurs chez les *démolisseurs de navires*; diminution du travail chez les *piqueurs de sel*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *employés sténographes*; 6 p. o/o chez les *garçons bouchers et charcutiers*.

A Aix, 6 p. o/o de chômeurs, 35 à 38 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Arles, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 40 p. o/o chez les *peintres en bâtiment*. Pas de chômeurs, toujours 60 heures chez les *potiers* d'Aubagne, chez les *cordonniers* de Châteaurenard. A Fontvieille, 16 p. o/o de chômeurs, travail moins actif chez les *carriers*. A la Ciotat, 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de chômeurs, mais seulement 5 jours de travail par semaine chez les *mineurs* de Fuveau, et chez ceux de Gardanne. Pas de changement chez les *pêcheurs* de l'étang de Berre. A Salon, travail plus abondant chez les *maçons*.

Calvados. — A Caen, 8 o/o de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *mouleurs en fer*. Pas de chômeurs chez les *bonnetiers* de Falaise. A Honfleur, environ 15 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers des chantiers de bois*.

Charente. — A Angoulême, 12 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. o/o chez *typographes*, 0 chez les *tisseurs en métaux*, 0 chez les *tailleurs*; situation stationnaire chez les *cordonniers*, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Cognac, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; travail plus abondant chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs chez les *couvreur-zingueur*s, etc. Pas de changement chez les *tisseurs en métaux* de la Couronne.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *boulangers*, les *typographes*, les *ouvriers en métaux*, les *maçons* et similaires; 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Rochefort, bonne activité chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*, *menuisiers*, *tailleurs de pierre*, *maçons*, 60 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *ouvriers en glaces*, de Marennes.

Cher. — A Bourges, situation normale et sans changement chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *charpentiers*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; travail plus abondant chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*, chez les *plâtriers*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; 20 p. o/o chez les *employés de commerce*.

A Vierzon, grève chez les *useurs de grains*. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*, ni chez les *sabotiers-galochiers*. A Dun-sur-Auron, nombreux chômeurs, travail moins abondant chez les *carriers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; 1/3 de chômeurs chez les *journaliers*. A Jussy-le-Chaudrier, pas de changement chez les *chaufourniers*. A la Guerche, 66 heures chez les *chaufourniers*. Nombreux chômeurs chez les *bûcheurs* d'Apremont et de la Chapelle-Hugon, 15 p. o/o chez ceux de Cuffy, 40 p. o/o chez ceux de Sancergues, 20 p. o/o chez ceux de Méry-ès-Bois, pas de chômage et 78 heures chez ceux de Neuville Barrois. A Néronde, travail peu abondant chez les *ouvriers agricoles*. Pas de chômeurs chez les *peintres en porcelaines* de Mehun-sur-Yèvre, chez les *ouvriers en bâtiment* de Graçay, chez les *tuiliers* de Saint-Pierre-lès-Étieux.

Corrèze. — A Tulle, pas de changement, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Brive, grève chez les *sabotiers*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, travail plus abondant chez les *ouvriers du bâtiment*; situation stationnaire chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 4 p. o/o chez les *typographes*; travail plus abondant chez les *ouvriers en chaussures*. A Beaune, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*, travail sensiblement plus abondant que l'an passé.

Pas de chômeurs non plus chez les *typographes* de Semur, chez les *bûcherons* de Corcelles-de-Cîteaux, chez les *journaliers agricoles* de Villiers-le-Duc.

Creuse. — Travail normal, 72 heures par semaine chez les *mineurs* de Lavaveix.

Dordogne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Périgueux, pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Bugue.

Doubs. — A Besançon, travail plus abondant chez les *typographes*; travail abondant, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, chez les *maçons*, chez les *garçons limonadiers*; augmentation du travail, pas de chômeurs chez les ouvriers en *ressorts d'horlogerie*. A Montbéliard, pas de chômeurs chez les ouvriers en bâtiment. A Audincourt, situation identique à celle du mois dernier chez les *typographes*; 1 p. o/o de chômeurs, 40 à 50 heures seulement, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs chez les *constructeurs d'automobiles*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, travail soutenu chez les *filateurs* et les *tisseurs*. Pas de chômeurs non plus chez les *horlogers* de Sainte-Suzanne.

Drôme. — Travail abondant, pas de chômeurs chez les *scieurs de bois* de Valence, pas de chômeurs non plus et 66 heures chez les ouvriers de l'*ameublement* de Die, ni chez les *galochiers* de Romans. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, mais travail moins abondant, 30 heures seulement chez les *carriers*. A Saint-Uze, travail plus abondant, pas de chômeurs 66 heures chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Pont-de-l'Arche, ralentissement chez les ouvriers *chaussonniers*. A Ézy, reprise du travail chez les ouvriers en *peignes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs chez les *menuisiers*, chez les *mécaniciens*, chez les *mouleurs*, chez les *maçons*, situation normale pour ces industries; 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Châteaudun, pas de changement chez les ouvriers *agricoles* ni chez les *typographes*, 10 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* et similaires.

Finistère. — A Brest, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; situation stationnaire chez les *ouvrières en robes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *travailleurs réunis du port*; chômage accentué chez les *déchargeurs*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *charbonniers*. A Morlaix, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*. A Concarneau, pas de chômeurs, travail constant chez les *ferblantiers-boîtiers*.

Gard. — A Nîmes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. A Bessèges, pas de chômeurs parmi les ouvriers des *laminoirs*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 10 p. o/o de chômeurs, 90 heures par semaine chez les *boulangers*; situation stationnaire chez les *confiseurs-distillateurs*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*; pas de changement chez les ouvriers en *fauteuils*; travail plus abondant chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en métaux*; morte-saison intense chez les *trépointeurs*; continuation de la reprise chez les *hommes de peine* et *manœuvres*.

Gironde. — A Bordeaux, 15 p. o/o de chômeurs chez les *terrassiers-mineurs*, 60 heures; 6 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *pâtisseries-glacières*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; moins de 1 p. o/o 60 heures chez les *papetiers-relieurs*; 40 p. o/o de chômeurs, morte-saison chez les *tailleurs d'habits*; pas de changement, 54 heures chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de chômeurs chez les *passementiers*; travail plus abondant, 60 heures chez les *ouvriers de haute-futaie*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, mais ralentissement chez les *brossiers*, pas de chômeurs, travail normal chez les *vanniers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers des *constructions maritimes*; pas de changement chez les *chandronniers*; pas de chômeurs chez les *bijoutiers*; 40 p. o/o de

chômeurs, 45 heures chez les *tailleurs de pierre* et chez les *maçons*. Pas de changement chez les *marins du commerce*; 27 p. o/o de chômeurs chez les *charbonniers du port*; 35 p. o/o chez les *arrimeurs de bois du nord*; pas de chômeurs chez les *balayeurs*, les *nettoyeurs de magasins*, les *garçons limonadiers*, travail abondant pour ces derniers; 8 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Libourne, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Doignac, pas de chômeurs 60 heures chez les *carriers*.

Hérault. — A Montpellier, travail toujours peu abondant, 20 p. o/o de chômeurs, 42 heures par semaine chez les *jardiniers-fleuristes*; 30 p. o/o de chômeurs, 75 heures chez les *boulangers*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*; 30 p. o/o chez les *cordonniers*; morte-saison complète chez les *tailleurs*; travail stationnaire, pas de chômeurs chez les *ébénistes*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *terrassiers*; 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Béziers, 13 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*. A Cette, morte-saison chez les *tailleurs*; travail identique à celui du mois dernier, 12 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *bois merrains*. A Fabrègues, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*. A Graissessac, 18 p. o/o de chômeurs, 52 heures par semaine chez les *mineurs*. A Mèze, 17 p. o/o de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*. A Courmontal, chômage chez les *vignerons*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *cair*; ouvrage abondant chez les *plâtriers* et dans le bâtiment, en général. A Fougères, 10 p. o/o de chômeurs, 20 à 28 heures seulement chez les *cordonniers*; 12 p. o/o de chômeurs, 36 heures chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *plâtriers* ni chez les *couvreurs*. A Bruz, pas de changement, 72 heures (au jour), 48 heures (au fond) chez les *mineurs*. A Louvigné-du-Désert, pas de chômeurs chez les *granitiers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers *drapiers*. Au Poinçonnet, 40 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *bûcherons* et chez les *carriers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *ébénistes*. A Châteaurenault, 1 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*, 7 p. o/o chez les *cordonniers-galochiers*; pas de chômage, 72 heures chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures chez les *imprimeurs-lithographes*, chez les ouvriers *gaziers*; situation identique chez les *employés des tramways*. A Gières, ralentissement chez les *gantiers*. A Bouvesse-Quirieu, 17 p. o/o de chômeurs chez les *carriers*. A Parmillieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*, 13 p. o/o de chômeurs chez ceux de Porcieu. Situation stationnaire chez les *mineurs* de la Motte-d'Aveillans, chez les *ouvriers du livre* de Voiron, chez les *nacriers* de Vinay. A Izeaux, chômage accentué chez les *cordonniers*. A Voiron, pas de chômeurs chez les *tisseurs de toile*. A Bourgoin, 20 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Jura. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Lons-le-Saunier; travail stationnaire, 60 heures par semaine chez ceux de Dôle. A Dôle, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Morez, 15 p. o/o de chômeurs, chez les *scieurs*, 13 p. o/o chez les ouvriers en *horlogerie*.

Landes. — Situation identique à celle du mois dernier chez les *mécaniciens* de Mont-de-Marsan. A Dax, 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — Pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes* de Vendôme.

Loire. — A Saint-Étienne, 2 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *typographes*; pas de changement chez les *veloutiers*; pas d'amélioration, 60 p. o/o des métiers arrêtés, chez les *rubaniers*; 38 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers* (Ligue); pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*; état stationnaire

chez les *armuriers* ; pas de changement, 60 heures chez les *maçons* ; près de 10 p. o/o de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*, chez les *menuisiers*, chez les *sabotiers* (travail abondant), chez les *tailleurs de pierre*, chez les *plâtriers* (ouvrage abondant) ; 5 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* ; pas de chômeurs, mais réduction du travail à 54 heures par semaine chez les *tourneurs en poterie* ; pas de changement chez les *bateliers*. A Saint-Chamond, situation toujours précaire pour les *métallurgistes*. A Saint-Jean-de-Bonnefonds, pas de chômeurs chez les *mineurs* ; 50 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers*. A Saint-Rambert, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*. A Aveizieux, pas de changement chez les *passementiers* ; 30 p. o/o de chômeurs chez ceux de Barques-Saint-Rambert ; 30 p. o/o de même chez ceux de Terrenoire ; 60 p. o/o chez ceux de la Fouillouse. A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Jarnasse, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Saint-Genest-Lerpt, 60 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'ateliers rubaniers* ; pas de changement, 60 heures chez les *chefs d'ateliers passementiers*. A Chazelles-sur-Lyon, travail très actif chez les *chapeliers* et chez les *chapeliers-fouleurs*. A Régnv, pas de chômeurs chez les *teinturiers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de la Talaudière ; situation identique chez ceux de Rive-de-Giers. A Firminy, 2 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*, mais travail réduit à 45 heures en moyenne par semaine. A Sail-sous-Couzan, ralentissement, 60 heures chez les ouvriers des *eaux minérales*. A Villars, pas de chômeurs chez les *mineurs*. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* du Cergne ; 12 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Just.

Loire (Haute-). — Pas de chômeurs chez les *typographes* du Puy ; trois quarts de chômeurs environ chez les *passementiers* de Sainte-Sigolène.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 1 p. o/o de chômeurs, 54 à 66 heures par semaine chez les *relieurs-papetiers* ; 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'habillement et du campement ; chez les *charpentiers* (60 à 66 heures), chez les *ajusteurs*, *tourneurs*, *raboteurs* ; situation stationnaire chez les *ferblantiers boitiers* et chez les *charpentiers de navires* ; 5 p. o/o de chômeurs, 76 heures chez les *employés de commerce* ; 4 p. o/o chez les *garçons coiffeurs*. Pas de changement chez les *typographes* de Châteaubriant ni chez les ouvriers du port de Saint-Nazaire.

Loiret. — A Orléans, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 72 heures chez les *ouvriers en voitures* ; pas de chômeurs chez les *tonneliers* ni chez les *plâtriers* ; 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Montargis, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. Pas de chômeurs chez les *ouvriers forestiers* et *agricoles* de Favrelles, chez les *bûcherons* de Gien ainsi que chez ceux de Chevilly.

Lot. — Pas de chômage chez les *tanneurs* de Souillac.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 90 heures par semaine chez les *boulangers* ; pas de chômeurs non plus, 119 heures par semaine chez les *bouchers*, *charcutiers* ; nombreux chômeurs, morte-saison complète chez les *tailleurs d'habits* ; pas de chômeurs chez les *charpentiers* et chez les *menuisiers* (travail plus abondant) ; situation sans changement chez les *métallurgistes*, chez les *tailleurs de pierre*, chez les *peintres* et chez les *plâtriers* ; travail plus abondant, 6 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce* ; 5 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*.

A Casteljalous, pas de chômeurs chez les *charpentiers*. A Fumel, situation stationnaire chez les *métallurgistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes* ; 30 p. o/o de chômeurs chez les *peigneurs de chanvre* ; 13 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers* ; 5 p. o/o chez les *employés de commerce*. A Cholet, 15 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* ; pas de chômeurs chez les *menuisiers*. A Saumur, travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *serruriers-mécaniciens*. Pas de chômeurs chez les *tisserands* de la Tessoualle, 40 p. o/o chez ceux de Saint-Philibert-en-Mauges, pas d'améliora

tion chez ceux de Saint-Léger, pas de chômeurs chez ceux de la Séguinière. Situation sans changement chez les *blanchisseurs* de la Séguinière.

Marne. — A Châlons, travail abondant chez les *typographes*. A Reims, 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers lainiers*, 48 heures par semaine; 8 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers-apprêteurs*; pas de chômeurs chez les *mouleurs* ni chez les *maçons* (78 heures par semaine); situation identique à celle du mois dernier chez les *métallurgistes*, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Épernay, léger ralentissement mais pas de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *boucheonniers*. A Fismes, 38 o/o de chômeurs chez les *apprêteurs en pelleteries*.

Marne (Haute-). — Pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *mégissiers-palissonneurs* de Chaumont.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*, ni chez les *métallurgistes*, ni chez les *ouvriers du bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pleine morte-saison chez les *tailleurs et couturiers*; travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'ameublement*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Bouxières-aux-Dames, pas de chômeurs, 40 heures chez les *mineurs*; travail moins actif chez ceux de Frouard; pas de chômeurs chez ceux de Bouxières-aux-Chênes; travail moins actif chez ceux de Champigneulle; pas de chômeurs chez ceux de Ludres (60 heures) ni chez ceux de Gobbranches (72 heures).

Meuse. — Pas de chômeurs, 72 heures par semaine chez les *carriers* de Lérrouville, de même chez les *mouleurs* de Vaucouleurs. A Cousances-aux-Forges, pas d'amélioration chez les *métallurgistes*. A Savonnières-en-Perthois, 1 p. o/o de chômeurs, état stationnaire chez les *carriers, mineurs*.

Morbihan. — A Vannes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers* de la Perrière; chez les *ouvriers du bâtiment*, (66 heures), chez les *peintres*, (grève terminée); pas de changement, 60 heures chez les *travailleurs réunis du port*. A Ploëmeur, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *ferblantiers bottiers*.

Nièvre. — A Nevers, 5 p. o/o de chômeurs chez les *bonlangers*; pas de chômeurs chez les *maçons*, (66 heures), de même chez ceux de la Charité et de Saint-Pierre-le-Moutiers. A Decize, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, de même chez ceux de Guérigny. Situation identique à celle du mois dernier chez les *bûcherons* de Ciez, chez ceux des Loges-de-Montavon. Pas de chômeurs, mais ralentissement chez les *bûcherons* d'Arquian; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Amand, de la Chapelle-Saint-André, de Saint-Verain, de Trois-Yèvres, de Perroy, de Menou.

Nord. — A Lille, 7 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 8 p. o/o chez les *papetiers-relieurs*; 5 p. o/o chez les *typographes*; 7 p. o/o chez les *lithographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'habillement* et du *campement*; moins de 10 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *chapeliers*; 40 heures seulement par semaine chez les *métallurgistes*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*; 9 p. o/o chez les *sculpteurs-ornemanistes*; pas de chômeurs chez les *voyageurs et employés de commerce*.

A Douai, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; A Dunkerque, 5 o/o de chômeurs, 66 heures chez les *tordeurs d'huile*; pas de changement chez les *ouvriers voiliers*; travail plus abondant chez les *charpentiers*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs, chez les *plafonneurs*; 50 p. o/o de chômeurs, très peu de travail chez les *ouvriers du port*. A Valenciennes, 2 p. o/o de chômeurs, 58 heures chez les *typographes*. A Cambrai, situation stationnaire chez les *mouleurs*. A Maubeuge, pas de chômeurs, mais travail toujours aussi ralenti chez les *métallurgistes*.

A Roubaix, 48 p. o/o de chômeurs, chez les ouvriers des industries textiles; nombreux chômeurs, 34 heures chez les liseurs-piqueurs; pas de chômeurs chez les ferblantiers, plombiers, zingueurs; de même chez les employés de tramways.

A Tourcoing, travail moins actif, 50 heures au plus chez les ouvriers de filatures; ralentissement, de même, 40 à 55 heures chez les tisseurs; pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers du peignage; 2 p. o/o de chômeurs chez les trieurs de laine; ralentissement, 40 à 45 heures chez les ouvriers de la retorderie; 7 p. o/o de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les piqueurs; 5 p. o/o de chômeurs, chez les tapissiers en grosse moquette; 21 p. o/o de chômeurs chez les mouleurs. 4 p. o/o de chômeurs chez les mécaniciens.

A Avesnes-le-Sec pas de chômeurs chez les tisseurs; 1 p. o/o de chômeurs chez ceux du Cateau. Pas de chômeurs chez les tisserands de Saulzoir; travail toujours actif, pas de chômeurs chez ceux d'Haspres; situation sans changement chez les ouvriers de l'industrie textile de Wignehies. A Comines, 17 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les rubaniers. A Marly, pas de chômeurs, 44 heures seulement chez les imprimeurs sur tissus; A Sin-le-Noble, situation identique à celle du mois précédent chez les mineurs. A Caudry, pas de chômeurs, 55 heures, chez les tullistes.

A Auberchicourt, pas de changement chez les mineurs. A Armentières, pas de chômeurs chez les charpentiers. A Felleries, pas de chômeurs chez les tourneurs sur bois. Au Vieux-Condé, 1 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les cordonniers. A Onnaing, pas de changement; chez les métallurgistes. A Cousolre, travail plus abondant, 60 heures chez les marbriers à la pendule; pas de chômeurs, situation bonne, chez les marbriers à la cheminée. Pas de chômeurs chez les métallurgistes de Saint-Amand, ni chez les verriers de Lourches.

Oise. — A Beauvais, 8 p. o/o de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs chez les comptables et employés. A Senlis, pas de chômeurs chez les typographes. A Hermes, travail toujours actif, 2 p. o/o de chômeurs chez les scieurs à la mécanique de bois et d'os. A la Croix-Saint-Ouen, même situation que le mois dernier chez les layetiers. A Crépy-en-Valois, continuation de la grève chez les ouvriers de l'ameublement; pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers en bâtiment. A Méru, ralentissement chez les boutonnières en os. A Béthézy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, mais morte-saison, chez les brossiers; A Cressonsacq, travail identique chez les ouvriers agricoles. A Nogent-les-Vierges, 30 p. o/o de chômeurs, chez les mouleurs.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 72 heures par semaine chez les charpentiers; de même chez les menuisiers en bâtiment; pas de chômeurs, 66 heures, chez les plâtriers; de même, chez les couvreurs-zingueurs. A Flers, situation stationnaire, normale, chez les ouvriers de l'industrie cotonnière.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures chez les typographes; pas de chômeurs, travail moins abondant, chez les menuisiers du bâtiment; pas de chômeuses, 60 heures par semaine, chez les ouvrières en plumes métalliques. A Calais, 2 p. o/o de chômeurs, 52 heures, chez les tullistes; 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'habillement; pas de chômeurs chez les métallurgistes, ni chez les ouvriers du bâtiment. A Montreuil, situation sans changement chez les typographes.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs chez les typographes, ni chez les tapissiers; 3 p. o/o de chômeurs, chez les menuisiers; ralentissement chez les ouvriers de l'ameublement; travail plus abondant chez les carrossiers; de même, pas de chômeurs, chez les limonadiers; près de 10 p. o/o de chômeurs chez les garçons épiciers. A Riom, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de changement chez les typographes; pas de chômeurs, chez les maçons ni chez les peintres. A Bayonne, 7 p. o/o de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs, 60 heures chez les typographes; pas de chômeurs, état stationnaire chez les tapissiers; morte-saison, chez les tailleurs; pas de chômeurs, travail un peu moins abondant chez les ouvriers du bâtiment.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, ralentissement chez les imprimeurs; pas de chô-

meurs, chez les menuisiers ni chez les ouvriers civils des établissements de l'artillerie, ni chez les mouleurs, ni chez les peintres en bâtiment. A Bagnères-de-Bigorre, grève non encore terminée chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures chez les cordonniers; situation identique à celle du mois dernier chez les ouvriers en textiles et chez les tourneurs.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs chez les pâtisseries-confiseurs, ni chez les cuisiniers. A Canohès 20 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers agricoles et viticoles. Chômage presque général chez ceux de Claira; 40 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Espira-de-l'Agly.

Rhin (Haut-). — A Belfort, 8 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers de l'industrie textile; 6 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez ceux d'Héricourt; pas de chômeurs chez ceux de Rougegoutte. Moins de 1 p. o/o de chômeurs chez ceux de Giromagny.

Rhône. — A Lyon, 5 p. o/o de chômeurs chez les carriers, puisatiers, terrassiers; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les chocolatiers; 3 p. o/o de chômeurs, ralentissement chez les typographes; pas de changement chez les imprimeurs-conducteurs; 5 p. o/o de chômeurs chez les photographes; chômage considérable chez les cordonniers (cousu-main); pas de chômeurs chez les chefs d'ateliers veloutiers; 10 p. o/o de chômeurs chez les tisseurs; état stationnaire, 28 p. o/o de chômeurs chez les tullistes à la chaîne; 10 p. o/o de chômeurs chez les couturières; pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en confection; 10 p. o/o de chômeurs chez les coupeurs-chemisiers; 16 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les chapeliers (fantaisie); pas de chômage, travail plus abondant, chez les machinistes sur bois; pas de changement chez les sculpteurs sur bois; 5 p. o/o de chômeurs chez les chauffeurs-mécaniciens; 9 p. o/o de chômeurs chez les tôleurs-fumistes, 1 p. o/o de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les bronziers; pas de chômeurs, 60 heures chez les litiers; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les paveurs; pas de chômeurs chez les tuiliers-briquettiers; grand chômage chez les bouchers à l'émeri; situation sans changement chez les employés de commerce.

A Thizy, pas de chômeurs, 54 heures chez les tisseurs, A Neuville-sur-Saône, situation identique à celle du mois dernier chez les manouvriers. A Grigny, travail toujours abondant pas de chômeurs chez les chapeliers. A Grandis, pas de changement chez les tisseurs.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs chez les typographes. A Plancher-les-Mines, 15 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs chez les typographes. A Digoin, pas de chômeurs, 60 heures chez les faïenciers; situation sans changement chez les maçons. A Châlon-sur-Saône, pas de chômeurs chez les peintres. Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures en moyenne chez les métallurgistes. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs, 50 heures chez les piqueurs de grès. A Montchanin, pas de chômeurs, 60 heures chez les tuiliers. A Montceau-les-Mines, travail abondant chez les mineurs. A Coublanc, 50 p. o/o de chômeurs chez les tisseurs. A Nanton, pas de chômeurs chez les carriers. A Perrecy-les-Forges, diminution du travail chez les mineurs. A Tournus, situation sans changement chez les ouvriers en sièges. A Saint-Léger-sur-Dheune, 2 p. o/o de chômeurs chez les manouvriers.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs chez les typographes ni chez les cordonniers; ralentissement chez les charpentiers; 10 o/o de chômeurs chez les menuisiers en bâtiment, pas de changement chez les métallurgistes. A la Flèche, pas de chômeurs, 72 heures chez les galochiers. A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 72 heures, chez les tanneurs. A Vibraye, 5 p. o/o de chômeurs, reprise encore peu accentuée chez les ouvriers en manches de parapluies et ombrelles.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures chez les menuisiers; de même et 60 heures chez les serruriers; situation identique à celle du mois dernier chez les maçons. A Arvillard, pas d'amélioration chez les forgerons.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs chez les typographes; situation sans changement chez les tailleurs de pierre.

Seine. — A Paris, morte-saison chez les *horticulteurs-fleuristes*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *biscuitiers en pain d'épiers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *coloristes-enlumineurs*; travail moins abondant, chez les *typographes*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *lithographes* (Union); 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; un peu moins de 10 p. o/o de chômeurs chez les *graveurs*; morte-saison, 48 à 50 heures chez les *graveurs en écriture française*; pas de changement chez les *graveurs de musique* et chez les *graveurs sur bois*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-pointeurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *margeurs-lithographes*; 9 p. o/o de chômeurs, travail un peu plus abondant chez les *imprimeurs-lithographes* (Résistance); travail plus abondant chez les *graveurs-lithographes*.

Situation sans changement chez les *mégissiers-pâtissemiers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs* et chez les *corroyeurs du cuir noir*; 17 p. o/o de chômeurs chez les *selliers*; morte-saison, 30 à 36 heures seulement, chez les *garniers*; pas de chômeurs chez les *couseurs en chaussures*; 7 p. o/o, et 60 heures chez les *talonniers*; 3 p. o/o, 40 à 50 heures chez les *doreurs sur cuir*; ralentissement, 40 heures chez les *apprêteurs en pelleteries*.

17 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs en tous genres*; 2 p. o/o de chômeurs 60 heures chez les ouvriers de la *bretelle* et de la *ceinture*; 30 o/o de chômeurs chez les *tailleurs en général*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *couturières*; 3 p. o/o chez les *coupeurs-chemisiers*; 50 p. o/o chez les *faconniers-passementiers à la barre*; 4 p. o/o, mais 20 heures seulement par semaine, morte-saison chez les *passementiers à la main*; 7 p. o/o chez les *dessinateurs en broderies*; augmentation du travail chez les *fleuristes-plumassiers*; 25 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 4 p. o/o chez les *chapeliers-fantaisie*; ralentissement chez les *décatiseurs*; 5 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 7 p. o/o chez les *chauffeurs-couleurs de lavoirs*.

2 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *menuisiers*; de même chez les *replanisseurs de parquets*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *scieurs-découpeurs-mouluriers*; 12 p. o/o et 54 heures, chez les *ébénistes en photographie*; pas de chômeurs, reprise chez les ouvriers en *marqueterie*; pas de changement chez les *souffletiers*.

17 p. o/o de chômeurs chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; 50 à 55 heures seulement dans les établissements *métallurgiques*; ralentissement chez les *mécaniciens*; état stationnaire chez les *électriciens*; 40 p. o/o de chômeurs, ralentissement chez les *mouleurs en cuivre*; pas d'amélioration chez les *tourneurs-robinetiers*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolleurs*; nombreux chômeurs chez les *plombiers-colonnards*; 2 p. o/o, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; pas de changement chez les ouvriers en *instruments de musique*; de même chez les *balanciers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *batteurs d'or*; 3 p. o/o chez les *opticiens*.

Situation identique à celle du mois dernier chez les *tailleurs de pierre*; chez les *sculpteurs du bâtiment*, chez les *peintres en bâtiment* (rive gauche); 15 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers du meuble*; pas de chômeurs chez les *graveurs de cimetières*; ni chez les *peintres* (Union et Groupe du Père-Lachaise); 6 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *terrasiers-puisatiers*; 2 p. o/o chez les *biseauteurs et polisseurs de glaces*; 45 heures seulement chez les *boucheurs à l'émeri*.

Pas de changement chez les *cochers de grande remise*, chez les *employés de tramways*, et chez les *receveurs-pontoniers des bateaux parisiens*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs d'automobiles*;

diminution du travail chez les *porteurs des Halles*. Pas de changement chez les *représentants et employés de la bijouterie*; les *employés des bureaux de placement*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *employés de la Bourse du commerce*; pas de chômeurs chez les *clers d'huissiers*; diminution du travail chez les *caissières-comptables*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* (Union); moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *sténographes* (Alliance).

Nombreux chômeurs chez les *employés de l'alimentation*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; 5 p. o/o chez les *employés d'hôtels*; 20 p. o/o chez les *livreurs de viande*; travail plus abondant chez les *gens de maison* et chez les *élèves en pharmacie*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; 3 p. o/o chez les *employés de l'enseignement libre*; pas de changement chez les *professeurs de l'enseignement libre*, pas de chômeurs chez

les *ouvriers des chantiers de la ville*, et chez les *ouvriers de la voie publique*; moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *giziers*.

Au Kremlin, travail stationnaire chez les *argileurs-mineurs*. A Ivry, 4 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en pompes*, pas de chômeurs chez les *ouvriers du nettoient*. A Arcueil, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs*; chômage accentué chez ceux de Courbevoie. A Aubervilliers, 5 p. o/o de chômeurs chez les *échaudeurs*. A Gentilly, travail moins abondant chez les *chiffonniers*. A Levallois, pas de chômeurs chez les *peintres*. A Maisons-Alfort, travail régulier chez les *marailleurs*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail un peu ralenti, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; chômage d'un jour par semaine chez les *tisseurs de la région*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; 10 p. o/o chez les *fondeurs en fer*; 4 p. o/o chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *plombiers-zingueurs*; nombreux chômeurs chez les *journaliers du port*; 36 p. o/o chez les *charretiers-livres*; 15 p. o/o chez les *voyageurs en lignes*.

Au Havre, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; travail plus abondant chez les *voiliers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*; 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *modelleurs en fonderie*; 2 p. o/o chez les *ajusteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*; situation stationnaire chez les *journaliers des docks et entrepôts*; près de 50 p. o/o de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Elbeuf, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons, les plâtriers et les peintres*. A Bolbec, pas de chômeurs chez les *ouvriers cotonniers*; de même, et 66 heures, chez ceux de Lillebonne. A Deville; 17 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, ralentissement annuel chez les *typographes*. A Lagny, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Souppes, ni chez les *maçons* de la Ferté-sous-Jouarre.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail moins abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *scieurs-découpeurs*; situation sans changement chez les *maçons* et chez les *cantonniers*. A Étampes, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *peintres*. A Essonne, situation stationnaire, pas de changement chez les *mouleurs*. A Bonnières, pas de chômeurs chez les *raffineurs de pétrole*. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Corbeil, pas de chômeurs chez les *maçons, plâtriers*. A Claville, chômage accentué chez les *blanchisseurs*. Au Pecq, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Argenteuil, 20 p. o/o de chômeurs chez les *brodeurs*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs chez les *ferblantiers*. A Melle, travail plus abondant chez les *typographes*. A Moulins, 50 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*.

Somme. — A Amiens, pas de changement, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *lithographes*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; état stationnaire en général chez les *ouvriers de la chaussure*, de même chez les *tisseurs*; moins de chômage chez les *teinturiers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *commis aux écritures*. A Corbie, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Abbeville, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Fréville-Escarbotin, 2 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Villers-Bretonneux, travail actif chez les *bonnetiers*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; reprise du travail chez les *chapeliers-apprêteurs*. A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes* ni chez les *maçons*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Cagnac, chez les *menuisiers-ébénistes* de Mazamet, chez les *ouvriers lainiers* de la Bastide-Rouairoux (60 heures par semaine).

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, situation stationnaire chez les *ouvriers du bâtiment*. A Castelsarrazin, crise intense, 50 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Septfonds, début de la morte-saison chez les *chapeliers en paille*. A Grisolles, 20 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en balais*.

Var. — A Draguignan, 10 p. o/o de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*. A Toulon, 7 p. o/o de chômeurs, 91 heures par semaine, chez les *boulangers*; pas de changement, travail toujours actif chez les *typographes*; pas de changement non plus chez les *ouvriers voiliers*. A la Seyne, ralentissement chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs chez les *cordonniers* de Bargemon.

Vaucluse. — A Avignon, 15 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs*; travail très abondant chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *ferblantiers-plombiers*, de même chez les *employés de cafés et d'hôtels*. A Cavaillon, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Caderousse, 17 p. o/o de chômeurs, chez les *balaitiers*. A Ménerbes, pas de chômeurs, mais 54 heures seulement par semaine, chez les *carriers*. Pas de changement chez les *maçons* de Valréas, chez les *cordonniers* de Pertuis, chez les *cantonniers* de l'Isle.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs chez les *maçons*. Situation identique à celle du mois dernier chez les *tisseurs* de Saint-Malo-du-Bois, chez ceux de Saint-Laurent-sur-Sèvres (chômage accentué); 8 p. o/o de chômeurs, 40 heures, chez ceux des Épesses. Situation sans changement, 66 heures, chez les *mineurs* de Faymoreau. Aux Sables, ralentissement du travail chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre ravaieurs*. A Ligugé, pas de chômeurs, 66 heures chez les *typographes*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail plus abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de chômeurs chez les *sabotiers*; travail normal chez les *ouvriers constructeurs de machines des manufactures de tabac*; pas de chômeurs chez les *plâtriers-plafonneurs*, ni chez les *terrassiers*, ni chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *peintres sur porcelaine*; travail plus abondant chez les *mouffletiers*. A Saint-Junien, pas de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux*, ni chez les *maçons*; chômage presque général chez les *gantiers*.

Vosges. — A Épinal, 25 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*. A Saint-Dié, travail toujours peu abondant, 40 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie textile*. A Liffol-Grand, pas de chômeurs chez les *ébénistes*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *charpentiers de marine*; 20 p. o/o de chômeurs, diminution du travail chez les *maçons*. Pas de changement chez les *carriers* de Ravières; 20 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Sauveur; 15 p. o/o chez les *ouvriers agricoles*; de même, et 84 heures, chez les *ouvriers potiers* de Treigny.

Algérie. — A Alger, pas de changement; toujours morte-saison chez les *tailleurs*; à Mustapha, pas de changement chez les *cuisiniers-pâtisseries*, ni chez les *employés de chemins de fer sur route*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Bône, 20 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés de chemins de fer*, ni chez les *coiffeurs*. A Constantine, 15 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *peintres en bâtiment*.

Adjudications. — Adjudications importantes en septembre et octobre :**ROUTES ET CHEMINS.**

CHARENTE. — 14 septembre. — Préfecture : travaux divers, 15 lots.....	229.400
PARIS. — 21 septembre. — Tribunal de commerce : travaux de maçonnerie d'égout à exécuter sous diverses voies, 6 lots.....	214.305
RHÔNE. — 26 septembre. — Mairie de Lyon : enlèvement des immondices des 1 ^{er} , n ^o , III ^e et VI ^e arrondissements, du 1 ^{er} octobre 1901 au 31 décembre 1902. Dépense annuelle, 4 lots.....	208.100
GIRONDE. — 26 septembre. — Mairie de Bordeaux : amélioration des égouts de la Bastide, construction du collecteur principal de l'avenue Thiers et prolongement des égouts y aboutissant.....	277.705
GIRONDE. — 26 septembre. — Mairie de Bordeaux : amélioration du régime des égouts au quartier Bacalan.....	201.115
DRÔME. — 7 octobre. — Préfecture : route nationale n° 7, annexe 2, reconstruction du pont de Valence sur le Rhône, en remplacement du pont suspendu actuel, avec déviations de la route aux abords à Valence.....	1.165.000

CANAUx, NAVIGATION ET PORTS.

RHÔNE. — 14 septembre. — Préfecture : travaux d'entretien pour la navigation du Rhône et de la Saône, de 1901 à 1906, dans le département du Rhône, de l'Isère et de la Loire, 3 lots.....	135.000
PAS-DE-CALAIS. — 12 octobre. — Préfecture : port de Boulogne, création d'un bassin de marée.....	5.930.000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

PARIS. — 14 septembre. — Tribunal de commerce. — Service du génie. — Direction de Paris. — Chefferie de Paris (sud) : installation, aux Invalides, de la pharmacie centrale et des magasins centraux du service de santé, 6 lots.....	657.500
RHÔNE. — 14 septembre. — Mairie d'Oullins : construction d'un hôtel de ville, 6 lots.....	177.223
VOSGES. — 2 octobre. — Préfecture. — Service du génie. — Chefferie d'Épinal : travaux de charpente et de menuiserie à exécuter dans la place d'Épinal pour l'entretien des bâtiments et ouvrages de ladite place et de ses dépendances, pendant les années 1901 et 1902.....	„
PARIS. — 5 octobre. — Tribunal de commerce : travaux divers pour la construction des ateliers de l'Institut des sourds-muets d'Asnières, 5 lots.....	211.069

CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS.

CREUSE. — 26 septembre. — Préfecture. — Chemin de fer de Guéret à la Châtre. — Infrastructure : terrassements, chaussées, caniveaux, ouvrages d'art.....	1.020.000
SEINE-ET-MARNE. — 5 octobre. — Préfecture. — Tramways départementaux. — Lignes de Bray-sur-Seine à Sablonnières, de Beton-Bazoches à Saint-Siméon. Construction de la plate-forme de la déviation de Saint-Siméon.....	96.000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Août. 1900.	Juillet 1901.	Août 1901.
Farine (Corbeil), les 157 kilogrammes.....	46 ^f 31 ^c	48 ^f 67 ^c	49 ^f 45 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes ..	30 00	25 75	25 25
Alcool à 90 degrés, l'hectolitre.....	34 00	27 25	28 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	69 00	63 00	63 625
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes...	79 25	78 50	80 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	41 00	36 50	39 00
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	62 50	61 00	62 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	57 50	51 62	57 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr....	116 50	122 00	125 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil..	45 00	44 00	44 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes mixtes (1 ^{re} classe).....	31 00	"	"
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	194 00	174 81	166 25
Étain Banka, <i>idem.</i>	375 62	331 37	311 30
Plomb, <i>idem.</i>	49 60	29 68	29 525
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	"	41 25	42 50
Blé à Paris, <i>idem.</i>	"	22 10	21 10
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	"	19 35	20 45
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	"	19 75	22 35
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette, le kilogramme.....	1 50	1 20	1 24
Viande veau, le kilogramme.....	1 70	1 74	1 53
— mouton, <i>idem.</i>	2 00	1 88	1 85
— porc, <i>idem.</i>	1 50	1 45	1 50

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine de septembre 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	30 ^f 118
Frais de panification.....	12 223

TOTAL..... 42^f 341

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3257 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6514, soit à 0 fr. 65.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	1901.	1900.	EN PLUS en 1901.	EN MOINS en 1901.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	501.644.000	517.064.000	"	15.420.000
Matières nécessaires à l'industrie	2.183.168.000	2.115.789.000	67.379.000	"
Objets fabriqués	529.087.000	565.936.000	"	36.849.000
TOTAL	3.213.899.000	3.198.789.000	67.379.000	52.269.000
AUGMENTATION en 1901			15.110.000^f	
.				
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	498.519.000	477.622.000	20.897.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	709.163.000	732.290.000	"	23.127.000
Objets fabriqués	1.387.659.000	1.325.700.000	61.959.000	"
Colis postaux	149.787.000	136.641.000	13.146.000	"
TOTAL	2.745.128.000	2.672.253.000	96.002.000	23.127.000
AUGMENTATION en 1901			72.875.000^f	

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer du 1^{er} janvier au 2 septembre 1901 ont été de 891.874.500 francs. Elles étaient à la même date, en 1900, de 930.352.400 francs, soit une diminution de 4,13 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS D'AOUT	
	1901.	1900.
Faillites	108	127
Liquidations judiciaires	16	20
Conversions de liquidations en faillites	"	5

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 31 août 1901, il a été déposé 118 demandes en autorisation de bâtir, dont 91 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'août 1900, le nombre des demandes avait été de 82, dont 64 pour des constructions neuves.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'août 1901, le Ministère du Commerce a été avisé de la création de 37 syndicats patronaux, 52 syndicats ouvriers, 1 syndicat mixte et 4 unions de syndicats; total : 94; ces associations se répartissent comme suit d'après la date de leur fondation : août, 9; juillet, 26; juin, 22; mai, 5; avril, 7; mars, 6; février, 4; janvier, 2 et antérieurement au 1^{er} janvier 1901, 13.

Aucune dissolution n'a été signalée pendant le mois d'août.

Les renseignements qui précèdent et ceux qui suivent concernent seulement les syndicats professionnels de l'industrie et du commerce (syndicats agricoles non compris).

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o. — SYNDICATS PATRONAUX.

Aube [11 juillet 1901]. — Syndicat des **vétérinaires** de l'Aube (18 membres). Siège social : TROYES.

Aude (27 juillet 1901). — Syndicat central des **viticulteurs** de l'Aude pour la vente des vins (78 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, CARCASSONNE.

Bouches-du-Rhône [15 avril 1901]. — Syndicat des patrons borneurs commissionnés (**remorqueurs**) (46 membres). Siège social : quai du Port, 10, MARSEILLE.

Côte-d'Or [24 juillet 1901]. — Association syndicale des **confiseurs**, pâtisseries, glacières et chocolatiers de Dijon (23 membres). Siège social : rue Bossuet, 4, DIJON.

Eure [1^{er} avril 1901]. — Syndicat des débitants de **boissons** de l'arrondissement de Bernay (19 membres). Siège social : boulevard Dubus, 13, BERNAY.

Garonne (Haute-) [31 juillet 1901]. — Syndicat du **bâtiment** et des métaux de Toulouse et de la Haute-Garonne (5 membres). Siège social : rue de Rémusat, 44, TOULOUSE. — [31 juillet 1901]. — Syndicat de la **cordannerie**, des cuirs et peaux de Toulouse et de la Haute-Garonne (5 membres). Siège social : rue de Rémusat, 44, TOULOUSE. — [31 juillet 1901]. — Syndicat des marchands **tailleurs** de Toulouse et de la Haute-Garonne (3 membres). Siège social : rue de Rémusat, 44, TOULOUSE. — [1^{er} août 1901]. — Syndicat des marchands de **tissus** et chemisiers de Toulouse et de la Haute-Garonne (5 membres). Siège social : rue de Rémusat, 44, TOULOUSE.

Gironde [juillet 1901]. — « Le Travail », syndicat des patrons **bouchers**, encanteurs de la criée de Bordeaux au marché des Capucins (21 membres). Siège social : Café du XIX^e siècle, BORDEAUX.

Hérault [23 juillet 1901]. — Syndicat des patrons **bouchers** et bouchères détaillants de la ville de Montpellier (23 membres). Siège social : café Carrier, rue Collot, MONTPELLIER.

Indre [12 juillet 1901]. — Syndicat professionnel des **cafetiers**, restaurateurs et débitants de boissons de Châteauroux et de la banlieue (membres). Siège social : place du Marché, CHÂTEAUX. — [14 juin 1901]. — Syndicat du commerce en gros des **liquides** du département de l'Indre (membres). Siège social : CHÂTEAUX.

Indre-et-Loire [30 juillet 1901]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** du canton de Châteaurenault et cantons limitrophes (21 membres). Siège social : Hôtel de Ville, CHÂTEAURENAULT.

Loir-et-Cher [11 juillet 1901]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de l'arrondissement de Vendôme et cantons limitrophes (54 membres). Siège social : rue du Change, 10, VENDÔME.

Loire-Inférieure [11 juillet 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **zinguerie**, plomberie, chaudronnerie et fumisterie de la ville de Saint-Nazaire (4 membres). Siège social : rue de Paris, 12, SAINT-NAZAIRE.

Loiret [9 juin 1901]. — Syndicat des marchands **forains** de l'arrondissement d'Orléans (50 membres). Siège social : rue du Poirier, 36, ORLÉANS.

Marne (Haute-) [3 juin 1901]. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de Nogent-en-Bassigny (12 membres). Siège social : place du Collège, 11, à NOGENT-EN-BASSIGNY.

Morbihan [15 juin 1901]. — Syndicat **médical** de Lorient (17 membres). Siège social : LORIENT.

Nord [1^{er} juin 1901]. — Chambre syndicale des fabricants de **chicorée** de Cambrai (9 membres). Siège social : CAMBRAI. — [1^{er} janvier 1901]. — Association syndicale des marchands **bouchers** et charcutiers de la ville de Caudry (31 membres). Siège social : Café de Paris, place Thiers, CAUDRY. — [1^{er} mars 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de **bâtiments** de la ville de Dunkerque et des environs (41 membres). Siège social : place Minck, DUNKERQUE. — [13 février 1901]. — Chambre syndicale des **maitres d'hôtels**, restaurateurs, limonadiers et débitants de boissons de la ville de Dunkerque (123 membres). Siège social : place Jean-Bart, 37, DUNKERQUE. — [1^{er} février 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **peinture** et vitrerie de la ville de Dunkerque et environs (27 membres). Siège social : place du Théâtre, DUNKERQUE. — [29 avril 1901]. — Syndicat de l'**ameublement** de Lille et ses environs (43 membres). Siège social : Grand-Place, 12, LILLE. — [31 mai 1901]. — Chambre des **assureurs** à primes fixes contre les accidents de Lille (19 membres). Siège social : Grand Hôtel, rue Faidherbe, LILLE. — [27 février 1901]. — Syndicat des **fileteurs de lin**, de chanvre et d'étoupes de France (57 membres). Siège social : rue Faidherbe, LILLE. — [1^{er} mars 1901]. — Syndicat des débitants de **boissons** de La Madeleine (17 membres). Siège social : rue de Lille, 100, LA MADELEINE. — [22 juin 1901]. — Chambre commerciale des **vins** et spiritueux de l'arrondissement de Valenciennes (107 membres). Siège social : rue des Fabriques, MARLY. — [1^{er} avril 1901]. — Union syndicale des fabricants de **sabots** de l'arrondissement d'Avesnes (11 membres). Siège social : café Deghaye, LE QUESNOY.

Pas-de-Calais [12 juillet 1901]. — Chambre syndicale des **imprimeurs** typographes et lithographes de Calais (7 membres). Siège social : place Crèvecœur, à CALAIS.

Saône-et-Loire [24 janvier 1901]. — Syndicat des patrons **boulangers** de Chagny et des environs (40 membres). Siège social : à CHAGNY.

Seine [5 juillet 1901]. — Chambre syndicale des représentants et voyageurs de **céramique** et de verrerie (39 membres). Siège social : rue Martel, 8 bis, PARIS 10°. — [19 août 1901]. — Union du commerce des **combustibles** de Paris et département (6 membres). Siège social : Bourse du commerce, PARIS 1^{re}. — [24 juillet 1901]. — Chambre syndicale des fabricants de **matériel** et appareils pour boissons gazeuses (15 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, PARIS, 1^{re}. — [4 novembre 1900]. — Syndicat des patrons **blanchisseurs** du canton de Puteaux (30 membres). Siège social : rue des Écoles, 69, à PUTEAUX. — [1^{re} novembre 1900]. — Syndicat de la **boulangerie** de la région de Puteaux (15 membres). Siège social : rue de Paris, 94, à PUTEAUX.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [23 juillet 1901]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **mineurs** de Saint-Hilaire (44 membres). Siège social : à SAINT-HILAIRE.

Alpes-Maritimes [1^{re} août 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **fumistes** et tôliers de Nice (48 membres). Siège social : Bourse du travail, à NICE.

Ardèche [21 juin 1901]. — Fédération **métallurgiste** annonçenne (60 membres). Siège social : hôtel de ville, à ANNONAY.

Bouches-du-Rhône [19 janvier 1900]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers **cordonniers** de la Ciotat (26 membres). Siège social : rue Gabriel-Long, 16, à LA CIOTAT. — [décembre 1900]. — Syndicat des sociétés chorales et **musicales** des Bouches-du-Rhône (50 membres). Siège social : rue Paradis, 31, à MARSEILLE. — [1^{re} août 1901]. — Syndicat des employés de **tramways** de la ville de Marseille (21 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE.

Cantal [15 juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **bouchers** et charcutiers de la ville d'Aurillac (22 membres). Siège social : à AURILLAC. — [4 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de Champagnac-les-Mines (100 membres). Siège social : à l'hôpital, commune d'YDES.

Charente-Inférieure [12 mai 1901]. — Syndicat des ouvriers des quais, **docks** de commerce, usines et des professions similaires de la Rochelle et la Palice (250 membres). Siège social : Bourse du travail, à LA ROCHELLE.

Drôme [9 juin 1901]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux de Romans (20 membres). Siège social : rue Saint-Nicolas, 55, à ROMANS.

Garonne (Haute-) [21 août 1901]. — Syndicat des secrétaires, comptables et dessinateurs civils, employés aux services de l'**artillerie** et du génie à Toulouse [? membres]. Siège social : à l'arsenal, à TOULOUSE.

Gironde [10 juillet 1901]. — Syndicat des ouvrières **clisseuses** en paille et fourreaux métalliques de Bordeaux (100 membres). Siège social : Bourse du travail, à BORDEAUX.

Indre [21 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en **chaussures** et parties similaires de Châteauroux (? membres). Siège social : Bourse du travail, à CHÂTEAURoux.

Isère [17 juillet 1901]. — Syndicat des **employés** de Grenoble (91 membres). Siège social : Bourse du travail, à GRENOBLE. — [4 juillet 1901]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers du **tissage** mécanique de Bourgoin-Jallieu et des environs (232 membres). Siège social : Grande-Rue, 123, JALLIEU.

Loire [15 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** à vitres de Rive-de-Gier (44 membres). Siège social : rue de la Barrière, RIVE-DE-GIER.

Loire (Haute-) [30 juillet 1901]. — Chambre Syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires réunis des bassins houillers de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme (40 membres). Siège social : VERGONGHEON.

Loiret [1901]. Syndicat fédéré des ouvriers de la manufacture des **tabacs** (10 membres). Siège social : Manufacture des tabacs, ORLÉANS. — [Août 1901]. — Syndicat **typographique** d'Orléans, rattaché à la Fédération typographique de France (84^e section) (105 membres). Siège social : ORLÉANS.

Lot-et-Garonne [29 avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers des usines des produits **céramiques** de la ville d'Agen (24 membres). Siège social : Bourse du travail, à AGEN. — [21 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux-ferrants** de la ville d'Agen (2 membres). Siège social : Bourse du travail, à AGEN. — [14 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers** et galochiers et parties similaires de la ville d'Agen (2 membres). Siège social : Bourse du travail, à AGEN.

Marne [3 février 1901]. — Chambre syndicale des **hommes de peine** de la ville de Reims (49 membres). Siège social : rue de Merfy, 25, à REIMS.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} juin 1901]. — Syndicat d'ouvriers d'**habillement** (11 membres). Siège social : rue Drouin, 13, à NANCY.

Nord [11 mai 1901]. — Syndicat **textile** du canton de Lannoy (2 membres). Siège social : Estaminet du Coq, rue de Lille, LANNOY. — [19 novembre 1883]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chapellerie** de Lille et environs (14 membres). Siège social : rue de Béthune, 10, à LILLE. — [1^{er} juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **galochiers** de Lille et environs (10 membres). Siège social : rue Léon Gambetta, 27, à LILLE. — [26 juillet 1901]. — Association des ouvriers **pâtisseries** du Nord (180 membres). Siège social : rue des Arts, 60, à LILLE. — [9 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **tapissiers** et parties similaires de Lille et des environs (60 membres). Siège social : rue Léon Gambetta, 31, à LILLE. — [3 avril 1901]. — « La Fraternité », chambre syndicale des ouvriers **tisserands** de Lille et ses environs (96 membres). Siège social : rue Léon Gambetta, 261, à LILLE. — [18 juin 1901]. — Syndicat des **tisserands** de Linselles (30 membres). Siège social : rue des Processions, LINSSELLES. — [5 février 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **textile** de Neuville et environs (240 membres). Siège social : rue Légère, à NEUVILLY. — [14 avril 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **textile** de Saint-Souplet et environs (135 membres). Siège social : chez M. Huet Faldoni, rue de la Fabrique, à SAINT-SOUPLET. — [25 avril 1901]. — Syndicat Saint-Laurent (**verriers**) (76 membres). Siège social : rue de Famars, 115, à VALENCIENNES.

Oise [juin 1901]. — Chambre syndicale des **tabletiers** d'Andeville et ses environs (50 membres). Siège social : Mairie, à ANDEVILLE.

Puy-de-Dôme [20 juillet 1901]. — Syndicat des **employés civils de l'artillerie** et du

génie de Clermont-Ferrand (10 membres). Siège social : place Saint-Georges, 14, à CLERMONT-FERRAND.

Pyrénées (Basses-) [30 juin 1901]. — Syndicat des corporations ouvrières des **forges** de l'Adour et de ses dépendances (50 membres). Siège social : BOUCAU.

Saône-et-Loire [24 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et **similaires** des communes de Montceau-les-Mines, Saint-Vallier, Sanvignes et Blanzay (38 membres). Siège social : salle Bigot, rue Croix-des-Oiseaux, MONTCEAU-LES MINES.

Savoie (Haute-) [1^{re} août 1901]. — Syndicat **typographique** de Thonon-les-Bains (7 membres). Siège social : rue Saint-Sébastien, 11, à THONON-LES-BAINS.

Seine [7 juillet 1901]. — Syndicat du **bâtiment**, parties similaires et connexes (88 membres). Siège social : rue de la Station, 2, à COURBEVOIE. — [20 mars 1900]. — Chambre syndicale des **bitumiers**, asphaltiers et bétonniers des travaux de la ville de Paris (100 membres). Siège social : rue de l'Ouest, 132, à PARIS, XIV^e. — [20 juillet 1901]. — Chambre syndicale des **paveurs en bois**, bétonniers et assimilés de la Seine (40 membres). Siège social : boulevard de Magenta, 6, à PARIS, X^e. — [21 juin 1901]. — Chambre syndicale ouvrière de la **serrurerie** et **cuivrierie** pour meubles (22 membres). Siège social : faubourg Saint-Antoine, 81, à PARIS, XI^e. — [13 juin 1901]. — Association syndicale des employés et dessinateurs civils de l'atelier de construction (**artillerie**) de Puteaux (48 membres). Siège social : Hôtel de ville, à PUTEAUX. — [7 août 1901]. — Syndicat du personnel civil libre des établissements militaires (**artillerie**) de Puteaux-Mont-Valérien-Versailles (700 membres). Siège social : Hôtel de ville, PUTEAUX. — [20 mars 1901]. — Syndicat général du personnel de la Compagnie du **chemin de fer** du Bois de Boulogne (86 membres). Siège social : place Henri IV, 36, à SURESNES. — [11 juillet 1901]. — Union syndicale du personnel civil libre des deux sexes des établissements militaires de l'**artillerie** et du génie (353 membres). Siège social : rue de Montreuil, 66, à VINCENNES.

Seine-Inférieure [24 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie **textile** de la vallée de Darnetal-les-Bains (41 membres). Siège social : rue Albert-Fauquet, à DARNETAL.

Constantine [1^{er} septembre 1901]. — Syndicat professionnel des **chargeurs** et **déchargeurs** du port de Bône (396 membres). Siège social : rue Thiers, 2, à BÔNE. — [Avril 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers sur **métaux** de Constantine (95 membres). Siège social : Bourse du travail, CONSTANTINE. — [1^{er} janvier 1900]. — Syndicat des **terrassiers**, **carriers** et **mineurs** du département de Constantine (95 membres). Siège social : Bourse du travail, à CONSTANTINE.

Oran [20 juin 1901]. — Syndicat jaune des ouvriers **chargeurs** et **arrimeurs** du port d'Oran (161 membres). Siège social : rue d'Orléans, 39, à ORAN.

3° SYNDICAT MIXTE.

Bouches-du-Rhône [20 juillet 1901]. — Syndicat des **voituriers** desservant la ville d'Aix (21 membres). Siège social : cours Mirabeau, à AIX.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Gironde [19 décembre 1900]. — Comité de l'**alimentation** bordelaise (8 syndicats adhérents). Siège social : rue Scaliger, 15, à BORDEAUX.

5^e UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [20 avril 1900]. — Union des syndicats ouvriers et employés du canton de Cannes (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de la Gare, 17, CANNES.

Seine [1^{er} juin 1901]. — Union des syndicats ouvriers industries du livre (2 syndicats adhérents). Siège social : rue des Petits-Carreaux, 14, à PARIS, II^e. — [20 mars 1901]. — Union fédérative des syndicats et groupements ouvriers professionnels de France et des colonies (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Rue Trézel, 31, à PARIS, XVII^e.

BIBLIOGRAPHIE.

ALLEMAGNE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Die Beschäftigung verheiratheter Frauen in Fabriken.* (1 vol. in-8° de 259 pages, Berlin, 1901; K. de Decker.) Le travail des femmes mariées dans les fabriques.

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Annuaire statistique* (1900). — (1 vol. in-4° de 413 pages; Bruxelles, 1901; J. B. Stevens.)

DANEMARK. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistiske Meddelelser* (1 vol. in-8°; Copenhague, 1901, B. Lunos). Communications statistiques, 4^e série, tome IX.

FINLANDE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Industri-Statistik. (Fabriker och Handtverkerier.)* (1 vol. in-4° de 122 pages, Helsingfors, 1901; Finska.) Statistique industrielle (Fabriques et travail manuel).

———— BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Industri-Statistik. (Bergshandtering och Maskinindustri; Mynk-och kontrollverket.)* (1 fasc. in-4° de 55 pages; Helsingfors, 1901; O. Weilin et G. Aktiebolag.) Statistique industrielle (Mines et carrières).

———— *Väkiluvun-Tilastoa.* (1 fasc. in-4° de 88 pages; Helsingissä, 1901; Keisarillisen Senaatin Kirjapainossa.) Mouvement de la population de Finlande (1898).

FRANCE. — MINISTÈRE DES FINANCES. — *Procès-verbaux de la Commission du cadastre*, fasc. n° 7 (décembre 1899 à mars 1900. — 1 vol. in-4° de 411 pages; Paris, 1900, Imprimerie nationale.)

———— MINISTÈRE DES FINANCES. — *Renseignements statistiques relatifs aux contributions directes et aux taxes assimilées.* [11^e année.] — 1 vol. in-8° de 31 pages; Paris, Imprimerie nationale.)

JAPON. — BUREAU DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Résumé statistique de l'Empire japonais* (1 vol. in-4°, 150 pages; Tokio, 1901, Imprimerie impériale).

MEXIQUE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Censo de 1900* [28 de octobre]. — (1 fascicule in-4° de 15 pages; Mexique, 1901; Imprimerie officielle.) — Recensement du 28 octobre 1900.

———— DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Anuario estadístico de la República mexicana.* — (1 vol. in-4° de 357 pages; Mexique, 1900; Imprimerie officielle.) — Annuaire statistique du Mexique.

SERBIE. — *Statistique du royaume de Serbie.* — (1 vol. in-4° de 797 pages, Belgrade 1901; Imprimerie officielle.)

SUÈDE. — STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Undersökning af den mekaniska verkstadsindustrien i Sverige.* (1 vol. in-8° de 359 pages; Stockholm, 1901; K.-L. Beckman.) Étude sur les grands ateliers mécaniques.

TABLE DES MATIÈRES.

Activité des ateliers. Condition des salles de travail. — Personnel de l'administration. — Ouvriers, classés d'après les lieux de travail et les spécialités de métier, etc. — Âge et état-civil des ouvriers, etc. Enfants des ouvriers. — Lieu de naissance des ouvriers. — Métiers des pères des ouvriers. Métier précédent des ouvriers mêmes. — Enseignement reçu par les ouvriers. Âge des ouvriers à leur entrée aux ateliers. Durée du service chez le patron, etc. — Habitation des ouvriers. — Durée du travail. Travail de soir, de nuit, de dimanche, etc. — Salaire des ouvriers, etc. — Les ouvriers et leurs associations. Caisses de secours en cas de maladie et de mort. Autres caisses de secours — Cas de maladie et de mort. Maladies chroniques et défauts corporels. Accidents.

Conditions personnelles des ouvriers. — Ouvriers classés d'après l'âge et l'état civil : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécialités. — Ouvriers classés d'après l'âge et l'état civil. — Âge des ouvriers lors de leur mariage. — Ouvriers classés d'après le lieu de naissance. — Lieu de naissance des ouvriers par rapport au lieu de leur travail actuel. — Ouvriers ayant eu une autre occupation que la présente. — Ouvriers classés d'après le métier du père : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécialités. — Enfants des ouvriers : a) enfants en vie; b) enfants à la maison; c) Enfants à la maison, travaillant dans un métier. — Enseignement reçu : a) ouvriers classés d'après les lieux de travail; b) ouvriers classés d'après les spécialités. — Ouvriers ayant travaillé à l'étranger : a) ouvriers classés d'après les lieux de travail; b) ouvriers classés d'après les spécialités. — Ouvriers classés d'après l'âge à leur entrée au service : a) en différents lieux de travail; b) En diverses spécialités. — Ouvriers classés d'après la durée du service chez le patron : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécialités. — Habitations des ouvriers : a) Aperçu général; b) Habitations occupées par des ouvriers avec famille, nombre des membres de la famille et des personnes logées chez elle; c) moyenne des loyers pour diverses catégories d'habitations. Ouvriers à domicile gratuit ou à propre demeure; d) ouvriers logés chez les parents ou chez d'autres.

Durée du travail, salaires, etc. — Durée ordinaire du travail par semaine (d'après les données des ouvriers). — Durée ordinaire du travail par semaine et par jours spéciaux de la semaine et le taux des heures supplémentaires par rapport au taux normal (d'après les données des patrons). — Excédent du temps de travail pendant l'année 1898 (d'après les données des ouvriers) : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécialités. — Absence du travail pendant l'année 1898 : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécialités. — Salaires (par an) pour ouvriers à l'année (avantages extraordinaires non comptés) : a) en différents lieux de travail; b) En diverses spécialités. — Revenus annuels des ouvriers à l'année (avantages extraordinaires y compris) : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécialités. — Revenus annuels des ouvriers à l'année, classés d'après les spécialités et les lieux de travail. — Revenus annuels des ouvriers à l'année, classés d'après les spécialités, l'âge et l'état civil. — Moyenne des revenus annuels des ouvriers à l'année, classés d'après l'âge et l'état civil : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécialités. — Moyenne des revenus annuels des ouvriers adultes et à l'année, classés d'après certaines spécialités et différents lieux de travail. — Ouvriers classés d'après leur salaire hebdomadaire : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécialités. — Montant du paiement à l'heure : a) pour ouvriers en différents lieux de travail; b) pour ouvriers en diverses spécialités. — Moyenne du paiement à l'heure pour ouvriers, classés d'après différents lieux de travail et spécialités. — Dernière augmentation (ou diminution) du paiement à l'heure : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécialités. — Époque de la dernière augmentation du paiement à l'heure : a) en différents lieux de travail; b) en diverses spécia-

lités. — Travail à forfait pour ouvriers à l'année : *a*) en différents lieux de travail; *b*) en diverses spécialités. — Mode d'établissement du salaire et son influence sur le salaire annuel : *a*) en différents lieux de travail; *b*) en diverses spécialités. — Salaires payés aux ouvriers à l'année, classés d'après le mode d'établissement du salaire à l'heure et à forfait. — Augmentation du revenu hebdomadaire (maximum) pour le travail exclusivement à forfait.

Associations, etc. — *Cas de maladie et de mort, etc.* — Ouvriers membres de syndicats professionnels. — Ouvriers membres de sociétés de tempérance. — Ouvriers membres de sociétés de secours mutuels : *a*) en différents lieux de travail; *b*) en diverses spécialités. — Assurance sur la vie et contre l'incendie : *a*) en différents lieux de travail; *b*) en diverses spécialités. — Caisses de secours en cas de maladie et de mort, ainsi que d'autres caisses de secours. — Cas de mort parmi les ouvriers d'ateliers mécaniques pendant les années 1894-1898. (D'après les rapports de 23 caisses de secours en cas de maladie et de mort.) — Cas de maladie parmi les ouvriers d'ateliers mécaniques de l'année 1898. (D'après les rapports de 25 caisses de secours en cas de maladie.) — Ouvriers affectés de maladies chroniques ou de défauts corporels.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations sur la situation industrielle à la fin du deuxième trimestre ou au commencement du troisième trimestre 1901, qui ont été envoyées à l'Office du travail par les syndicats patronaux, au nombre de 174, groupant 9,432 établissements occupant 460.214 ouvriers :

1^e Comparaison avec l'état du travail en 1900 à pareille époque :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS (1).
Travail plus abondant.....	8 p. o/o	7 p. o/o	4 p. o/o
— équivalent.....	41	32	10
— moins abondant.....	51	61	86

2^e Comparaison avec les prix de vente en 1900 à pareille époque :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
Prix de vente plus rémunérateurs.....	9 p. o/o	2 p. o/o	0,2 p. o/o
— équivalents.....	55	58	18,2
— moins rémunérateurs.....	40	40	81,6

3^e Mouvement des prix par rapport au trimestre précédent :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
Prix de vente en hausse.....	13 p. o/o	11 p. o/o	1 p. o/o
— sans variation.....	63	72	52
— en baisse.....	19	17	67

(1) Proportion par rapport au total indiqué de 460.214 ouvriers, de l'effectif des établissements classés dans les catégories correspondantes.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 1.019 chambres syndicales ouvrières, groupant 184.000 adhérents. Parmi ces syndicats, 808, groupant 129.000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 11.800, ce qui fait une proportion de 9 p. 0/0 environ (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris).

Le travail, pendant le mois de septembre, a été jugé plus abondant que pendant le mois d'août par 12 p. 0/0 des syndicats, groupant 1/4 p. 0/0 des adhérents; aussi abondant par 67 p. 0/0 des syndicats, groupant 66 p. 0/0 des adhérents; moins abondant par 21 p. 0/0 des syndicats, groupant 20 p. 0/0 des adhérents.

Pendant le mois de septembre, l'activité du travail s'est bien maintenue dans la pêche, l'agriculture, les carrières, les industries chimiques, la filature et le tissage de laine, la céramique et la verrerie, l'orfèvrerie, l'horlogerie et la bijouterie. Il n'y a pas eu d'amélioration dans l'horticulture. Dans les industries typographiques, la menuiserie, l'ébénisterie, l'industrie des transports par terre, et chez les employés de commerce, la situation est restée stationnaire. Dans les mines, légère reprise. Il y a eu augmentation du travail dans certaines industries de l'alimentation, dans les industries de la gravure et de la lithographie, la cordonnerie, la ganterie, la pelleterie, et dans les diverses industries du vêtement. Il y a eu, au contraire, ralentissement dans les industries de la charpente, du bâtiment, dans la filature et le tissage du coton et de la soie, dans les industries métallurgiques et la construction mécanique. On signale une augmentation de l'activité dans la manutention des principaux ports. Parmi les domestiques et gens de maison, l'ouvrage est en ce moment en reprise marquée.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Excellente situation de la pêche côtière dans certaines régions du littoral méditerranéen. Situation stationnaire sur le littoral de l'océan. Rien à signaler en ce qui concerne la pêche hauturière.

Dans l'agriculture, les travaux des vendanges ont commencé et ont occupé tout le monde dans nombre de régions viticoles; ailleurs, l'achèvement de la rentrée des récoltes, le battage des grains, ont donné un ouvrage suffisant. Les travaux en forêt n'ont pas encore repris. La situation reste la même dans l'horticulture et l'industrie florale.

Le chômage moyen, pour le groupe agricole et forestier, ressort, d'après les réponses des syndicats qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, à 15 p. 0/0.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 135.000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de septembre 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par

l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,79	"	"	2	49	49
Loire	5,82	"	"	6	21	73
Gard et Hérault.....	5,97	"	"	"	15	85
Provence (lignites).....	5,12	"	"	"	"	100
Bourgogne et Nord-Est...	5,93	"	"	"	26	74
Centre. Bourbonnois...					16	54
Creuse et Auvergne...	5,91	"	"	"	47	53
ENSEMBLE pour la France.	5,82	"	"	2	11	57

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,77, il était de 5,98 en septembre 1900.

CARRIÈRES. — La proportion de chômeurs, d'après les réponses des syndicats, est de 4 p. o/o (5 p. o/o en août). Le travail est normal et n'a pas diminué depuis le mois précédent. En général, les syndicats jugent que l'extraction est plus abondante que l'an dernier à pareille époque.

ALIMENTATION. — Chez les ouvriers boulangers, pâtisseries, confiseurs, cuisiniers, bouchers et charcutiers, la proportion de chômeurs se maintient à 8 p. o/o. Travail plus abondant chez les pâtisseries-confiseurs de Marseille, chez les biscuitiers et fabricants de pain d'épices de Paris, chez les chocolatiers de Lyon. Dans l'ensemble, 30 p. o/o des syndicats, groupant 38 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail est plus abondant que le mois dernier; les autres jugent le travail équivalent.

Pendant la campagne 1900-1901, l'industrie sucrière a mis en œuvre, depuis le 1^{er} septembre 1900 jusqu'au 31 août 1901, 8,717 tonnes de betteraves (7,394 tonnes pendant la période correspondante de 1899-1900). La nouvelle campagne est commencée. Une incertitude relative règne à l'égard de la richesse de la racine. La saison d'été a été généralement très favorable à l'industrie de la brasserie.

La production des alcools à la fin d'août (11 premiers mois de la campagne 1900-1901) s'est élevée à 2.349.144 hectolitres, en ce qui concerne les distillateurs et les bouilleurs de profession, contre 2.393.687 hectolitres pendant la période correspondante de la campagne 1899-1900. En particulier, la production de l'alcool de vins a été de 241.088 hectolitres, en augmentation de 159.818 hectolitres sur la production de la période correspondante de 1899-1900, et celle de l'alcool de mélasses a été de 844.970 hectolitres, en augmentation de 161.484 hectolitres sur le chiffre de 1899-1900. Il y a eu, par contre, diminution notable de l'alcool de betteraves (941.325 hectolitres seulement, au lieu de 1.031.651 hectolitres en 1899-1900), et de l'alcool de substances farineuses (300.164 hectolitres, au lieu de 579.721 hectolitres en 1899-1900). D'autre part, la production des

bouilleurs de cru est évaluée à 287.556 hectolitres (contre 110.420 hectolitres en 1899-1900).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Accroissement d'activité, comme tous les ans à même époque, dans les usines à gaz. Rien à signaler dans les industries chimiques proprement dites, ni dans l'industrie de la papeterie, du cartonnage.

Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, la moyenne de chômage est d'un peu plus de 6 p. o/o (renseignement fourni par 90 syndicats); elle est de moins de 4 p. o/o à Paris, de plus de 7 p. o/o en province; 14 p. o/o de syndicats, groupant 9 p. o/o de syndiqués, estiment que l'ouvrage est plus abondant que le mois dernier; 20 p. o/o, avec 31 p. o/o de syndiqués, le jugent moins abondant; 66 p. o/o, avec 60 p. o/o des syndiqués, le jugent équivalent. En particulier, il y a eu augmentation du travail chez les typographes de Marseille, Saint-Étienne, Nantes, Vannes, Calais, Rouen, Bordeaux, Etampes; chez les photographes de Lyon, chez les graveurs d'écritures de Paris. La morte-saison est, en général, terminée chez les graveurs et lithographes.

CUIRS ET PEAUX. — Chez les tanneurs, mégissiers, corroyeurs, la situation est généralement stationnaire. Dans l'industrie de la chaussure, la situation paraît un peu meilleure. Reprise dans la ganterie, la sellerie, la gainerie.

Le chômage moyen, pour le groupe entier, ressort à près de 15 p. o/o; 20 p. o/o des syndicats, avec 10 p. o/o des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant que le mois dernier; 67 p. o/o des syndicats, avec 87 p. o/o des adhérents, l'estiment équivalent; 13 p. o/o des syndicats, avec 3 p. o/o des adhérents, l'estiment moins abondant.

En particulier, il y a eu augmentation du travail chez les corroyeurs à Pantin, chez les ouvriers en chevreau glacé à Paris, chez les cordonniers à Amiens, Dijon, Châteaurenault, chez les gantiers à Saint-Junien, chez les doreurs sur cuir à Paris.

TEXTILES. — Chez les ouvriers de la filature et du tissage, le chômage moyen indiqué par les syndicats est de 13 p. o/o (renseignement fourni par 95 syndicats); l'ouvrage est considéré comme plus abondant que le mois dernier dans 7 p. o/o des syndicats, groupant 10 p. o/o des adhérents; comme moins abondant dans 43 p. o/o des syndicats, groupant 38 p. o/o des adhérents; comme équivalent dans 50 p. o/o des syndicats, groupant 52 p. o/o des adhérents.

En particulier, il y a un ralentissement marqué à Saint-Quentin, Roubaix, Tourcoing, Laval, Lyon. Dans la région de Rouen, continuation de la reprise précédemment signalée de la filature et du tissage de coton; la fabrique d'indiennes est en bonne activité. Dans les régions d'Elbeuf, de Louviers, de Sedan, la fabrique de draps est toujours assez bien pourvue; on prévoit que la fabrication des tissus d'été qui va commencer prochainement sera plus favorable que l'an dernier. A Reims, la filature de peigné est bien alimentée. A Roubaix, Tourcoing, l'accalmie persiste, tant sur le coton que sur la laine. Ralentissement dans la fabrique lyonnaise; le chômage atteint surtout les métiers à bras.

Dans la bonneterie, situation stationnaire. Accalmie dans la fabrique de tulles. Pas d'amélioration sensible chez les rubaniers.

La morte-saison va prendre fin chez les tailleurs et couturières; et la reprise s'accroît dans la chapellerie et dans l'industrie de la fourrure.

En particulier, l'ouvrage a été plus abondant que le mois dernier chez les tailleurs à Paris, Nancy, Lyon, Angoulême, Agen, Bayonne; chez les chapeliers à

Paris, Argenteuil, Albi, Aix, Lyon; chez les couturières, chez les passementiers à la main, à Paris.

Le chômage moyen, pour l'ensemble des industries textiles et du vêtement, ressort à 12 p. o/o, d'après les réponses de 132 syndicats ouvriers.

Bois. — Chez les charpentiers, menuisiers et ébénistes, 10 p. o/o des syndicats, groupant 11 p. o/o des syndiqués, estiment l'ouvrage plus abondant que le mois dernier; 67 o/o, groupant 66 p. o/o des syndiqués, l'estiment équivalent; 23 p. o/o, groupant 23 p. o/o des syndiqués, l'estiment abondant. En particulier, il y a eu diminution du travail chez les charpentiers à Saint-Amand, Bordeaux, Périgueux; chez les menuisiers à Arles, Chartres, Montpellier, Voiron, Nancy, Boulogne, Le Mans, Dieppe, Nantes. État stationnaire dans l'ébénisterie, dans la carrosserie, la saboterie; le travail n'a pas manqué, comme d'ordinaire à la même époque, chez les tonneliers, notamment à Reims. En ce qui concerne la tabletterie, il y a eu augmentation du travail chez les brossiers de Bethisy-Saint-Pierre (Oise), chez les ouvriers en parapluie de Vibraye (Sarthe), chez les ouvriers en peignes de Sainte-Colombe-sur-l'Hers; à Paris, au contraire, il y a ralentissement chez les ouvriers marquetiers, brossiers, coffretiers. Ailleurs, pas de changement.

Le chômage moyen, pour le groupe entier, s'élève à un peu plus de 4 p. o/o (renseignement fourni par 83 syndicats).

MÉTAUX. — D'après le *Bulletin du Comité des forges*, pendant les huit premiers mois de 1901 l'importation des fers, fontes et aciers a été de 75,576 tonnes (au lieu de 107,599 tonnes importées pendant la période correspondante de 1900) et l'exportation a été de 110,305 tonnes (au lieu de 121,867 tonnes pendant la période correspondante de 1900). Il y a donc une diminution, par rapport à l'année précédente, de 30 p. o/o sur les importations et de près de 10 p. o/o sur les exportations.

Chez les ouvriers métallurgistes, fondeurs, mouleurs, constructeurs-mécaniciens, la situation ne se modifie que très lentement; 11 p. o/o des syndicats, groupant 8 p. o/o des syndiqués qui ont répondu au questionnaire, estiment le travail plus abondant que le mois dernier; 65 p. o/o des syndicats, avec 67 p. o/o des syndiqués, l'estiment équivalent; 24 p. o/o des syndicats, avec 25 p. o/o des syndiqués, l'estiment moins abondant. En particulier, il y a ralentissement chez les mouleurs d'Amiens, Nantes, Noyon, Nogent-les-Vierges, Renvez, Castres; chez les métallurgistes de Sedan, Cognac, Bourges, Rennes, Hennebont, Maubeuge, Douai, le Boucau, Deville; chez les mécaniciens d'Amiens, Marseille, Nantes, Le Mans; chez les chaudronniers de Saint-Quentin et du Havre. Il y a, par contre, reprise par rapport au mois précédent, chez les métallurgistes de Commentry, Vieux-Condé, Auxerre; chez les trefileurs de Lyon; chez les ouvriers de la manufacture d'armes de Châtellerault.

Chez les serruriers en bâtiment, plombiers, zingueurs, l'activité de la saison d'été tire à sa fin. A Paris, les ouvriers en scies, en limes, ainsi que les estampeurs-découpeurs ont moins d'ouvrage que le mois dernier.

Dans l'industrie des boîtes, travail plus abondant. Chez les potiers d'étain, activité toujours faible; chez les tourneurs et chaudronniers en cuivre, reprise assez sensible. Situation toujours aussi bonne dans la fabrique de ressorts d'horlogerie à Besançon; reprise chez les bronziers-galvaniseurs et chez les bijoutiers en argent à Paris. Accalmie générale dans la fabrique d'instruments de précision.

Pour l'ensemble des industries des métaux, le chômage moyen ressort à 11 p. o/o (renseignement fourni par 122 syndicats).

TAILLE DES PIERRES. — BÂTIMENT. — Chez les tailleurs de pierre, sculpteurs, marbriers, le chômage moyen se maintient à 10 p. o/o; il y a tendance au ralentissement dans la taille des pierres; pour le reste, il n'y a pas de changement notable.

Dans le bâtiment, l'activité se ralentit, comme tous les ans à la même époque; 25 p. o/o des syndicats, groupant 25 p. o/o des syndiqués, estiment le travail moins abondant que le mois dernier; les autres syndicats l'estiment équivalent.

En particulier, on signale une diminution du travail à Nice, Narbonne, Marseille, Montbéliard, Bourges, Cholet, Reims, Alençon, Lyon, Chambéry, Paris, Amiens, Auxerre.

Le chômage moyen, chez les ouvriers du bâtiment (maçons, plâtriers, peintres, badigeonneurs, ravaieurs, couvreurs), s'élève à 6 p. o/o, d'après les réponses de 90 syndicats.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Activité normale, sans changement par rapport au mois précédent chez les chaudières, fabricants de ciments, briquetiers, tuiliers. Courant général d'activité dans les fabriques de poteries, de faïence, de porcelaine et dans la verrerie. Chômage moyen, pour le groupe, d'après les évaluations syndicales : 5 p. o/o environ.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — En ce qui concerne les travailleurs des transports, cochers, camionneurs, charretiers, livreurs, marins du commerce, mariniers, bateliers, la totalité des syndicats qui ont répondu au questionnaire estiment la situation stationnaire. Le chômage moyen n'est que de 4 p. o/o.

Chez les ouvriers de la manutention, le chômage indiqué est de 15 p. o/o; 20 p. o/o des syndicats, groupant 34 p. o/o des syndiqués, estiment le travail plus abondant que le mois dernier; 72 p. o/o, groupant 61 p. o/o des syndiqués, le jugent équivalent; 8 p. o/o, avec seulement 5 p. o/o des syndiqués, le jugent moins abondant. En particulier, il y a augmentation du travail chez les charbonniers du port à Bordeaux, chez les débardeurs de Dunkerque, du Havre, de Bayonne, chez les garçons de magasin de Nancy.

Chez les employés de commerce, comptables, etc., le chômage moyen est de 5 p. o/o; la situation est jugée par presque tous les syndicats identique à celle du mois dernier. Dans le commerce de l'alimentation, il se dessine un léger ralentissement; notamment à Paris, chez les limonadiers, garçons d'hôtels et de restaurant, le chômage augmente. Chez les gens de maison, les offres de placement sont plus nombreuses, en raison de la fin des vacances. L'augmentation de l'ouvrage est surtout sensible à Paris; le chômage indiqué par les syndiqués est toujours aussi faible et ne dépasse pas 3 p. o/o.

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1901.

32 grèves ont été signalées en septembre à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 29 d'entre elles, est de 4.400. Il y avait eu, en septembre 1900, 78 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 44.

Ces 32 grèves, dont 24 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	19
Réduction de salaire.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	2
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres et directeurs.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	3
Règlement d'atelier.....	2
Demande de suppression des amendes.....	3
Protestation contre des punitions infligées à des ouvriers.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 19 départements et on en a compté :

5 dans la Seine, 4 dans le Nord, 2 dans les Bouches-du-Rhône, la Charente-Inférieure, la Meurthe-et-Moselle, le Puy-de-Dôme, le Rhône, la Haute-Vienne, et 1 dans 11 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 6 grèves; travail des métaux, 4; déchargeurs de navires, bâtiment, cuirs et peaux, 3; boulangers, produits chimiques, employés de tramways, 2; allumettiers, bouchers, charretiers, diamantaires, marins, perlières, tonneliers, 1 grève.

Des 32 grèves commencées en septembre, 25 ont pris fin après avoir duré :

Quatre, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; trois, 3 jours; deux, 4 jours; deux, 5 jours; quatre, 6 jours; une, 7 jours; deux, 9 jours; une, 10 jours; une, 11 jours; une, 13 jours, et une, 14 jours.

Si l'on y ajoute 3 grèves anciennes terminées en septembre, après avoir duré respectivement 29, 16 et 14 jours, on trouve 28 conflits terminés au cours du mois avec les résultats suivants :

4 réussites;
8 transactions;
16 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RETRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements. * 6	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
23 juillet.	.....	Montluçon.....	Allier.....	Mouleurs en fer.....	1	500	1
17 août...	2 sept...	Voiron.....	Isère.....	Ouvriers de papeteries.....	2	380	2
20 août...	3 sept...	Marchiennes.....	Nord.....	Tréfileurs.....	1	37	3
22 août...	20 sept...	Fives-Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	150	4
28 août...	.....	Romilly-sur-Seine.	Aube.....	Passementiers.....	1	20	5
GRÈVES COMMENCÉES							
2 sept...	3 sept...	Bordeaux.....	Gironde.....	Déchargeurs de charbon.....	1	170	1
2 sept...	4 sept...	Thiers.....	Puy-de-Dôme.....	Conteliers-émouleurs.....	200	625	2
3 sept...	14 sept...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Charretiers.....	1	15	3
3 sept...	.....	Nouzon.....	Ardennes.....	Mouleurs en fer.....	1	9	4
4 sept...	5 sept...	Lourdes.....	Hautes-Pyrénées.	Employés de tramways.....	1	10	5
4 sept...	5 sept...	Le Havre.....	Seine-Inférieure.	Déchargeurs de navires.....	.....	140	6
5 sept...	6 sept...	La Rochelle.....	Charente-Inférieure	Déchargeurs de charbon.....	1	60	7
6 sept...	9 sept...	Avesnes.....	Nord.....	Fileurs.....	1	89	8
6 sept...	16 sept...	Reims.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	145	9
10 sept...	16 sept...	Fives-Lille.....	Nord.....	Constructeurs-mécaniciens.....	1	320	10
10 sept...	23 sept...	La Frette.....	Isère.....	Tisseuses.....	1	156	11
11 sept...	13 sept...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	50	12
11 sept...	.....	Limoges.....	Haute-Vienne.....	Boulangers.....	49	.....	13
12 sept...	26 sept...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Tonneliers.....	.....	200	14
12 sept...	.....	Paris.....	Seine.....	Casquetiers.....	.....	350	15
13 sept...	.....	Marchiennes.....	Nord.....	Ouvriers d'une fabrique de cirage.....	1	25	16
14 sept...	18 sept...	Carbaix.....	Finistère.....	Terrassiers.....	1	23	17
14 sept...	19 sept...	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Coupeurs en chaussures.....	1	27	18
16 sept...	23 sept...	La Pallice-Rochelle	Charente-Inférieure	Ouvriers d'une usine de pro- duits chimiques.....	2	520	19
19 sept...	21 sept...	Pantin - Aubervil- liers.....	Seine.....	Allumettiers.....	1	650	20
21 sept...	25 sept...	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Chaudronniers.....	1	65	21
21 sept...	30 sept...	Nantes.....	Loire-Inférieure.....	Marins.....	.....	31	22
23 sept...	29 sept...	Béziers.....	Hérault.....	Boulangers.....	.....	169	23
23 sept...	.....	Chantilly.....	Oise.....	Sculpteurs.....	1	.....	24
25 sept...	30 sept...	Saint-Junien.....	Haute-Vienne.....	Mécaniciens.....	1	200	25
26 sept...	5 oct...	Lyon.....	Rhône.....	Cimentiers.....	1	8	26
26 sept...	.....	Paris.....	Seine.....	Diamantaires.....	1	.....	27
28 sept...	1 ^{er} oct...	Paris.....	Seine.....	Perliciers.....	1	49	28
28 sept...	4 oct...	Lyon.....	Rhône.....	Appréteurs.....	1	7	29
29 sept...	2 oct...	Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme.....	Employés de tramways.....	1	40	30
30 sept...	6 oct...	Niort.....	Deux-Sèvres.....	Boulangers.....	6	27	31
30 sept...	.....	Paris.....	Seine.....	Fourreurs.....	.....	220	32

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

RECHERCHES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} SEPTEMBRE 1901 (1).

1	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....
2	Demandes de réintégration d'un ouvrier et d'augmentation de salaire.....	Échec.
3	Demande de modification au règlement d'atelier.....	Échec.
4	Réduction de salaire.....	Réussite.
5	Demande de suppression d'amendes.....	.....

EN SEPTEMBRE 1901.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
4	Réduction de salaire.....	.....	
5	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	9 grévistes congédiés.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Réduction de salaire.....	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
10	Demandes de suppression des amendes et de renvoi du directeur.....	Transaction.	
11	Demande de modification au règlement d'atelier.....	Échec.	
12	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution des amendes.....	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
15	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	.....	
16	Demande de suppression d'amendes.....	.....	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	9 grévistes ont refusé de rentrer.
18	Demande de modification au règlement d'atelier.....	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Protestation contre une punition infligée à un ouvrier.....	Échec.	
21	Demande de renvoi du directeur.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
23	Protestation contre l'application d'un nouvel arrêté municipal.....	Échec.	
24	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	.....	
25	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
28	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Échec.	
29	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
30	Demande de réintégration d'employés.....	Réussite.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en septembre à la Direction du travail.

1° Grève de chaudronniers, à Nancy. — Les ouvriers de la Chaudronnerie lorraine, à Nancy, se sont mis en grève au nombre de 65, le 21 septembre, en réclamant le renvoi du directeur, dont ils jugeaient l'attitude trop sévère à leur égard. Sur l'initiative du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 24 septembre. L'administrateur délégué de la Société avait promis de donner satisfaction aux ouvriers, ceux-ci ont repris le travail le lendemain 25.

2° et 3°. Dans la grève des **tisseuses de La Frette (Isère)**, un comité de conciliation a été réuni sur la demande des ouvrières, mais l'entente n'a pu s'y établir; et dans celle des **boulangers de Niort**, les patrons n'ont pas répondu à l'invitation faite par le juge de paix à constituer un comité de conciliation.

4° Les fileurs de l'usine Sterbeeck, à Avesnes (Nord), ont cessé le travail le 6 septembre, par suite de l'application d'un tarif réduisant leurs salaires. Les ouvriers ont fait appel au juge de paix, mais une entente est intervenue presque aussitôt entre les parties, aux termes d'un procès-verbal de conciliation, signé lors d'une grève précédente, le 17 août 1901.

Dans la grève des **coupeurs en chaussures** de la maison Laurent, à Nancy, le syndicat patronal a, sur la demande du patron, traité directement avec le syndicat ouvrier et amené la solution du conflit.

CONGRÈS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS,
TENU À BÂLE LES 27 ET 28 SEPTEMBRE 1901.

Dans sa dernière séance, le Congrès a décidé de fixer ainsi qu'il suit l'ordre du jour des travaux les plus prochains de l'Office international, travaux qui devront être entrepris graduellement à mesure que le permettront les ressources de cet établissement.

a) Négociations avec la Belgique pour la publication et la distribution de l'annuaire international de législation du travail.

b) Publication d'un bulletin comprenant :

1. Dans le premier numéro : les titres et objets des lois protectrices du travail dans chaque pays, avec indication des sources où on peut trouver le texte complet.

2. Le sommaire des travaux parlementaires relatifs à la législation protectrice du travail dans les différents pays.

3. Les résolutions des congrès et spécialement des congrès corporatifs nationaux et internationaux, relatives à la législation protectrice du travail.

4. Suivant les ressources disponibles, le texte ou l'analyse des lois et règlements nouvellement promulgués sur la législation protectrice du travail.

5. Une bibliographie des publications officielles et des publications privées d'ordre documentaire, relatives à la protection et à la statistique du travail, avec indications du titre, des matières traitées, de l'étendue du volume, du prix et du libraire.

c) Recherches comparées sur l'état du travail de nuit des femmes dans l'industrie, dans les différents pays.

d) Établissement d'un cadre uniforme pour la statistique des accidents du travail dans les différents pays.

e) Recherches sur le degré d'insalubrité et la réglementation des industries insalubres, et notamment sur celles qui fabriquent et emploient les couleurs de plomb et le phosphore blanc.

En principe, les renseignements concernant la protection de l'ouvrier seront fournis gratuitement aux gouvernements; ils ne seront adressés gratuitement aux particuliers que lorsque ceux-ci feront partie de l'une des sections nationales ou de l'Association internationale.

Le Congrès recommande aux sections d'encourager et de faciliter de toutes façons relations de l'Office international avec les associations ouvrières et les associations patronales. A cette fin, le moyen le plus efficace sera de fournir à l'Office international les adresses des associations. Les sections pourront aussi adresser des circulaires à ces dernières pour les inviter à envoyer leur imprimés à l'Office international⁽¹⁾.

STATISTIQUE

DES TRAVAUX DE SECOURS EN CAS DE CHÔMAGE PENDANT L'ANNÉE 1900.

Le nombre des départements dans lesquels des travaux de secours ont été organisés en 1900 est de 59. En 1899 ce nombre était de 48.

En ce qui concerne le montant des dépenses, il s'est élevé à 1.675.181 fr. 80, sensiblement supérieur à celui de l'année 1899 qui était de 1.027.205 fr. 53.

Départements dans lesquels les municipalités n'ont pas organisé de travaux de secours en 1900.

Alpes-Maritimes.	Eure.	Saône-et-Loire.
Ardèche.	Loire (Haute-).	Savoie.
Ariège.	Loire-Inférieure.	Savoie (Haute-).
Cantal.	Lot.	Seine-Inférieure.
Corse.	Lozère.	Seine-et-Marne.
Côte-d'Or.	Marne (Haute-).	Somme.
Creuse.	Nord.	Var.
Dordogne.	Orne.	Vaucluse.
Doubs.	Rhin (Haut-).	Vosges.

(1) Adresser les renseignements au directeur de l'Office international :

M. le docteur BAUER,
Clarahof Rebgasse,
Bâle SUISSE).

*Départements dans lesquels les municipalités
ont organisé des travaux de secours contre le chômage.*

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT	OBSERVATIONS.
		des DÉPENSES.	
		fr. c.	
AIN.....	Bourg.....	8.000 00	22 chômeurs ont été occupés pour un salaire variant de 1 fr. 50 à 2 francs.
AISNE.....	Laon.....	1.093 50	22 ouvriers employés représentant 592 journées. 10 ouvriers employés à 0 fr. 24 l'heure.
	Bethénill.....	1.181 70	
	Moulins.....	34.450 90	
ALLIER.....	Cusset.....	1.484 65	La ville de Moulins occupe toute l'année un atelier de secours pour les chômeurs et organise divers chantiers pendant l'hiver, 250 ouvriers ont été occupés à tour de rôle. 22 ouvriers employés. 230 ouvriers employés représentant 15.000 journées. Réserve aux ouvriers âgés dont l'état physique ne permet plus de travailler dans les usines.
	Vichy.....	33.000 00	
	Montluçon.....	7.840 00	
ALPES (BASSES-).	Digne.....	600 00	
ALPES (HAUTES-)	Gap.....	2.549 35	
	Embrun.....	323 30	
ARDENNES.....	Mézières.....	1.350 00	Travaux de voirie pendant l'hiver.
AUDE.....	Châtres.....	91 00	
	Étrelles.....	16 00	
AUDE.....	Bizanet.....	2.000 00	50 chômeurs employés 800 journées faites. 18 — — 260 — — 50 — — 3.240 — — 40 — — 750 — — 30 — — 154 1/2 — — 292 — — 1.185 — — 62 — — 1.550 — — 50 — — 2.500 — — 600 — — 1.800 — — 12 — — 300 — — 46 — — 917 1/2 — — à Limoux s'étaient fait inscrire : 164 chômeurs, à Narbonne, 120.
	Boutenac.....	521 75	
	Carcassonne.....	7.292 23	
	Fabrezan.....	1.500 00	
	Plénry.....	269 00	
	Lesignan.....	2.425 00	
	Limoux.....	3.875 00	
	Montréal.....	4.500 00	
	Narbonne.....	3.400 00	
	Pezenas-de-Mer.....	640 00	
	Rieux-Minervois..	1.376 00	
AVEYRON.....	Milhan.....	6.180 50	206 ouvriers ont effectué 2,468 journées de travail avec un salaire de 2 fr. 50. 112 ouvriers employés, 1,545 journées faites.
	Rodez.....	3.405 44	
	Aix.....	3.000 00	
BOUCHES-DU-RHÔNE			La commune de Tarascon a organisé des ateliers de charité sous la surveillance de l'architecte de la ville, salaire 2 fr. 50, 8 heures de travail. 419 ouvriers chômeurs employés pour lesquels il a été payé 51,086 francs de salaires, le reste employé à l'achat des matériaux nécessaires.
	Marseille.....	104.000 00	
CALVADOS.....	Caen.....	27.000 00	Atelier communal de charité : 101 chômeurs ont effectué 7,575 journées de présence. Atelier de charité : 98 employés pour 8,741 journées de travail. 50 chômeurs, 50 journées payées 1 fr. 25. Les communes de Caumont, Saint-Pierre-sur-Dives, Bonnebosq, Saint-Galien-des-Bois, Vire, Vassy, Bénv-Boeuge, ont prélevé sur leurs ressources disponibles quelques journées de travail pour les chômeurs. La Société de Solidarité sociale pour l'amélioration des classes ouvrières a ouvert au 1 ^{er} juin 1900, un atelier de travail qui a payé 1,560 francs de salaires.
	Falaise.....	8.500 00	
	Lisieux.....	20.000 00	
	Orbec.....	4.200 00	

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
CHARENTE.	Angoulême.....	70.518 62	227 ouvriers employés, 63,263 journées faites.
	Barbezieux.....	1.086 27	16 — 830 —
	Cognac.....	5.982 00	66 — 7.976 —
	Confolens.....	2.700 00	72 — 1.800 —
	Jarnac.....	901 00	42 — 379 —
	Ruffec.....	300 00	20 — 200 —
CHARENTE-INFÉRIEURE.	Fouras.....	1.200 00	
	Marennes.....	500 00	
	Royan.....	3.200 00	87 ouvriers employés, 1,704 journées.
CHER.	Brinay.....	135 00	
	Cerbois.....	400 00	
	Cully.....	880 00	
	Crézançay.....	500 00	330 ouvriers environ ont été employés.
	Germigny.....	560 00	
	Incuil.....	841 76	
	Moulon.....	2.600 00	
	Ourouer-les-Bour-		
	delins.....	500 00	
	Quincy.....	600 00	
CORRÈZE.	Saint-Loup-des-		
	Chausses.....	526 75	
	Saint-Priest.....	290 93	
	Sevry.....	600 00	
	Vallenay.....	1.200 00	
	Vernais.....	600 00	
CORRÈZE.	Tulle.....	6.200 00	A Brive, l'importance des travaux a rendu inutile l'organisation d'ateliers de secours en 1900.
CÔTES-DU-NORD.	Châtelain.....	650 00	18 chômeurs employés, 420 journées faites.
	Lamhalle.....	337 50	10 — 208 —
	Quintin.....	356 25	31 — 285 —
	Saint-Brieuc.....	30.098 00	350 — 27.673 —
DRÔME.	Beaumont-lès-Val-		
	bonne.....	800 00	20 chômeurs employés, 400 journées faites.
	Châteaufort.....	291 50	15 — 147 —
	Grane.....	316 00	6 — 210 —
EURE-ET-LOIR.	Epie.....	350 00	8 — 180 —
	Bonneval.....	6.328 11	
	Chartres.....	19.684 00	934 ouvriers occupés; 30,928 journées de travail.
	Châteaudun.....	3.274 50	Travail à la tâche, excepté pour les ouvriers âgés ou infirmes. Salaires : 1 franc, 1 fr. 75 et 2 francs.
EURE-ET-LOIR.	Dreux.....	5.688 80	
	Nogent-le-Rotrou.....	10.262 00	Il existe à Chartres une société d'assistance par le travail.
	101 communes di-		
verses (1).....	43.300 34		

(1) Ces communes sont : Allaines, Amilly, Argenville, Aunay-sous-Cher, Baugnot, Baillan-Étiépie, Baillan-le-Pin, Bazoches-Gouet (la), Beaulieu, Beaulieu-la-Saint-Père, Baillay-Thierry, Brion, Bu, Champel, Chapelle-Royale, Charay, Châteaufort, Chêne-Chenu, Chuisnes, Cloves, Coudray (le), Courville, Crécy-Plouffe, Dammarie, Daney, Dangeau, Digny, Drôme, Epanrolles, Euville, Ermenonville-la-Grande, Faverolles, Faviel (le), Ferté-Vidame (la), Fontenay-sur-Eure, Fontenay-le-Guyon, Frazé, Francville, Fresnay-Évêque, Frotigny, Froidé, Frenay, Gassville, Gassay, Gâtelle, Germignonneville, Girouville, Guillouville, Illiers, Jauville, Jony, Lèves, Louville-la-Perche, Lucé, Mainvilliers, Marbais, Meslay-le-Grenet, Mée (le), Mittainvilliers, Moulainville, Moléans, Montboisier, Montigny, Moriers, Ollé, Ornoy, Orrouy, Ouere, Oulins, Ponthières (les), Pontgouin, Poupry, Prunay-le-Gillon, Puiseux (le), Romilly-sur-Aigre, Rouvres, Saint-Amand-le-Bois, Saint-Éloph, Saint-Eman, Saint-Léger-des-Aubiers, Saint-Loup, Saint-Luc, Saint-Maurice, Saint-Germain, Sancheville, Sandaville, Sautnières, Sévignonneville, Soan, Thimert, Thivars, Thénay-Achères, Tréon, Vermondt, Vert-en-Drouais, Viabon, Villiers-le-Monastier, Voves, Yvres-en-Ymonville.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
FINISTÈRE	Brest.....	22.000 00	Réservé aux vieux ouvriers pour le balayage des rues.
	Lambezellec.....	3.600 00	12 ouvriers employés.
	Landerneau.....	3.354 00	13 —
	Quimper.....	4.000 00	53 —
GARD.....	Bagnols.....	250 00	22 ouvriers employés, 108 journées faites.
	Nîmes.....	13.700 00	495 — 3,486 —
	Pujaut.....	250 00	13 — 91 —
	Roquemaure.....	300 00	40 — 160 —
	St-Vitot-la-Coste..	200 00	15 — 49 —
	Sauveterre.....	250 00	11 — 67 —
	Vauvert.....	3.716 00	32 — 3,477 —
			Il existe à Nîmes une société d'assistance par le travail.
GARONNE (HAUTE-)	Auragne.....	500 00	A Toulouse, pendant l'année 1900, 1,758 ouvriers ont été employés à des travaux de vicinalité.
	Auriac.....	200 00	
	Avignonet.....	400 00	
	Jeanmout.....	100 00	
	Lagarde.....	20 00	
	Seyre.....	24 00	
GERES.....	Auch.....	8.000 00	
GIRONDE.....	Bordeaux.....	26.781 32	124 chômeurs employés, 14.361 journées faites.
	Cadillac.....	104 09	6 — 40 —
	Conquègues.....	39 00	1 — 29 1/2 —
	Jan.....	114 00	5 — 113 —
	Libourne.....	8.296 50	45 — 5,531 —
	Ludon.....	1.000 00	30 — 400 —
	Pompignac.....	80 00	3 — 40 —
	Saint-Vivien.....	581 25	18 — 387 1/2 —
	Talais.....	200 00	6 — 100 —
	Le Teich.....	300 00	6 — 140 —
	Vendays.....	1.160 00	64 — 644 —
			Il existe à Bordeaux une société privée d'assistance par le travail.
HÉRAULT.....	46 communes diverses (1).....	83.508 80	Le prix des journées varie de 1 fr. 50 à 2 fr. 50. Il existe à Montpellier une société d'assistance par le travail.
ILLE-ET-VILAINE..	Fougères.....	11.973 00	Cette somme représente le salaire de 6,000 journées.
	Rennes.....	18.595 75	— — 10,851 —
	Vitré.....	21.041 25	— — 13,715 —
INDRE.....	Châteauroux.....	11.466 00	478 chômeurs et 6,120 journées faites.
	Issoudun.....	5.925 90	314 — 2,410 —
INDRE-ET-LOIRE..	Tours.....	52.089 69	266 chômeurs employés et 14,286 journées faites.
ISÈRE.....	La Mure.....	724 90	24 chômeurs employés et 321 journées faites.
	Viègne.....	2.980 00	364 — 1,192 —
JURA.....	Poligny.....	1.800 00	92 chômeurs employés et 600 journées faites.

(1) Ces communes sont : Aiguillon-du-Vent, Bassan, Bédarriex, Béziers, Candillargues, Castelnau de Guers, Cazédarnes, Cazoul-Béziers, Caynes, Fabrègues, Florensac, Gigeau, Guzargues, Joncels, Jonquières, Lansargues, Lospignan, Lésignan-la-Croix, Lancel-Viel, Maraussan, Marsillargues, Manguis, Mezé, Miraval, Mudaison, Muviel-Béziers, Nébian, Neflies, Pinet, Pomerols, Poussan, Pouzolles, Quarante, Rouyon, Saint-Clément, Saint-Félix-de-Lodez, Saint-Thibery, Saussan, Sauvian, Sérignan, Tonnes, Vaillan, Vendres, Vias, Villeneuve-Béziers et Villeveyrac.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
LANDES.....	Arrondissement de Mont-de-Marsan	26,941 20	570 chômeurs employés et 10,117 1/2 journées faites.
	Arrondissement de Saint-Sever.	10,535 00	219 — 3,136 —
	Arrondissement de Dax.	38,529 34	631 — 16,632 — Il faut ajouter au montant des dépenses une somme de 8,000 francs inscrite au budget départemental et une autre de 2,500 francs allouée par le ministère de l'in- térieur.
LOIRE-ET-CHER.....	Blois.....	17,000 00	45 chômeurs employés et 687 journées.
	Mer.....	6,466 00	30 — 3,000 —
	Vendôme.....	5,000 00	80 — 2,660 —
	12 communes di- verses (1).	7,037 00	130 — 2,279 —
LOIRE.....	Bouanne.....	16,606 00	1,174 chômeurs employés et 4,854 journées.
	Saint-Etienne.....	70,500 00	329 chômeurs. Les ouvriers sont inscrits et embauchés pour une semaine, suivant leur tour d'inscription, 2 fr. 50 par journée de huit heures.
LOIRET.....	Beaugency.....	120 00	6 chômeurs employés et 60 journées.
	Bouzonville.....	203 64	5 — " —
	Broucilles.....	107 70	2 — 62 —
	Chambon.....	100 00	3 — " —
	Champoude.....	220 25	12 — 88 —
	Dampierre.....	476 00	12 — 228 —
	Neuville.....	161 00	8 — " —
	Orléans.....	12,541 28	248 — 6,967 —
	Saint-Benoît.....	400 00	12 — " —
	Saint-Brisson.....	650 00	40 — " — A Orléans, 74 ouvriers trop âgés pour travailler ont reçu des secours en aliments.
LOT-ET-GARONNE..	Agen.....	2,000 00	Il a été effectué 400 journées de travail pour un sa- laire de 2 fr. 50.
MAINE-ET-LOIRE..	Angers.....	18,860 00	12,595 journées faites par un nombre d'ouvriers qui a varié de 50 à 400.
	Cholet.....	8,615 00	130 ouvriers et 3,589 journées.
	Saumur.....	2,000 00	Allocation de la ville à titre de subvention à la caisse de secours contre le chômage.
	44 communes di- verses (2).	24,875 00	
MANCHE.....	Avanches.....	5,350 00	Ouvriers isolés, âgés ou infirmes.
	Cherbourg.....	10,980 00	
	Coutances.....	9,000 00	
	Granville.....	500 00	
	Honnerville.....	400 00	
	Saint-Lô.....	6,575 00	
MARNE.....	Épernay.....	2,880 00	38 ouvriers et 960 journées de travail.
	Reims.....	31,485 88	396 — 18,439 — Châlons-sur-Marne. — N'a pas encore organisé des travaux de secours contre le chômage. Mais un crédit de 500 francs est inscrit au budget de l'exercice en cours pour l'établissement de chantiers municipaux et un autre de 500 francs pour la création de jardins ouvriers.

(1) Ces communes sont : Avaray, Cormeray, Couffy, Le Gault, Houssay, Maves, Montoire, Les Montils, Morée, Saint-Denis-sur-Loire, Suèvres et Villabaron.

(2) Ces communes sont : Audard, Antoine, Armaille, Beaufort, Beaudien, Bohalle (la), Brain-sur-l'Authion, Briollay, Chenille, Cizay, Corné, Courcéon, Douces, Elriche, Faveraye, Fontaine-Guérin, Gée, Jougé-Etiau, Mazé, Mcintré (la), Mèrou, Montreuil-Bellay, Moulberne, Noyseau, Plessis-Grammoire (le), Possonnière (la), Pouéze (la), Rosiers (les), Saint-Clément-de-la-Place, Saint-Laurent-de-la-Plaine, Saint-Martin-de-la-Place, Saint-Mathurin, Saint-Sylvain, Sarriqué, Segré, Thouaré, Thorigné, Thourcil (le), Trelzé, Trémontines, Trèves-Cunault, Verchers (les), Veru, Villeveque.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr c.	
MAYENNE.....	Ambrières.....	500 00	25 chômeurs occupés et 205 journées de travail.
	Château-Gontier..	990 25	60 — 949 —
	Ernée.....	3,014 05	103 — 3,990 —
	Laval.....	6,741 97	274 — 4,209 —
	Mayenne.....	10,708 30	215 — 7,468 —
			A Château-Gontier s'étaient inscrits 220 chômeurs et à Laval 371.
METZ-ET-MOSELLE.....	Nancy.....	23,500 00	650 ouvriers pour 10,445 journées de travail. Il reste à Nancy l'œuvre nancéienne d'assistance par le travail qui a distribué en 1900, 12,591 francs de salaires.
MEUSE.....	Bar-le-Duc.....	1,341 84	
	Dun.....	250 00	
MORBIHAN.....	Auray.....	1,426 11	973 ouvriers avec un salaire de 1 fr. 75 par jour.
	Baill.....	140 00	10 ouvriers employés.
	Faoët (Le).....	100 00	10 —
	Hennebont.....	654 00	26 —
	Locminé.....	1,300 00	25 —
	Ploëmeur.....	2,500 00	63 —
	Pontivy.....	1,200 00	30 —
	Port-Louis.....	223 97	7 —
	Vannes.....	10,203 70	758 — et 64,374 heures de travail.
NIEVRE.....	27 communes (1).	12,966 13	667 ouvriers employés et 3,378 journées faites.
OISE.....	Beauvais.....	32,800 00	123 ouvriers employés et 15,620 journées faites.
	Catenoy.....	357 50	6 — 143 —
	Clermont.....	266 55	7 — 98 —
	Senlis.....	3,000 00	60 — 4,000 —
	Verderonne.....	81 00	3 — 27 —
PAS-DE-CALAIS....	Arras-Saint-Waast	940 00	19 ouvriers employés et 600 journées faites.
	Bapaume.....	1,200 70	16 — 600 —
	Hesdin.....	1,549 00	38 — 3,033 —
PUY-DE-DÔME.....	Clermont-Ferrand.	4,480 00	80 ouvriers employés et 1,490 journées faites.
PYRÉNÉES (BASSES-)	Pau.....	16,351 73	51 ouvriers occupés. L'union d'assistance par le travail a distribué 338 bons de travail de couture et une somme de 2,993 fr. 55 a été payée à titre de salaires à 164 ouvrières en état de chômage.
PYRÉNÉES (HAUTES-)	Bagnères-de-Bigorre.	1,755 00	42 ouvriers employés, 1,170 journées à 1 fr.
	Lannemezan.....	149 95	10 — 60 — 150.
	Tarbes.....	2,030 00	134 — 1,000 —
			Ce dernier crédit est surtout réservé aux ouvriers âgés ou infirmes.
PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	Perpignan.....	6,000 00	323 ouvriers employés, 2,000 journées à 3 francs. Il existe à Perpignan une œuvre d'assistance par le travail.

(1) Ces communes sont : Arques, Amay-Cosne, Belleray, Billy-sur-Oise, Bussey-la-Peule, Colles-sur-Nievre (la), Cosne, Cour, Fours, Garclisy, Garchy, Laxy, Millay, Montaubert-Tonnay, Moraches, Monrou, Narey, Nevers, Nolay, Poil, Saint-Aubin-les-Forges, Saint-Benin-des-Bois, Saint-Père, Saint-Pierre-le-Moutier, Tracy-sur-Loire, Troussanges et Verneuil.

DEPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DEPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
RHÔNE.....	Courcour.....	300 00	4 chômeurs, 25 journées à 3 francs. Il existe à Lyon une œuvre de l'hospitalité de nuit et de l'assistance par le travail.
SAÔNE (HAUTE-).	16 communes (1).....	7.520 00	
SARTHE.....	Château-du-Loir.....	364 00	3 ouvriers occupés, 62 journées de travail.
	Pléche (La).....	1.000 00	40 — 800 —
	Mauvers.....	1.952 00	72 — 1.952 —
	Mans (Le).....	33.033 26	600 — 18.440 —
	Bazoches.....	450 00	
	Bellefontaine.....	158 87	3 ouvriers occupés, 46 journées de travail.
	Bois-d'Arcy.....	1.111 50	8 — —
	Cormeilles.....	1.528 17	21 — —
	Choiselles.....	500 00	45 — 79 —
	Maisons-Laffitte.....	199 00	
	Mandres.....	22 75	1 — 6 1/2 —
	Maule.....	500 00	4 — —
SEINE-ET-OISE.....	Mauvercourt.....	40 00	3 — 20 —
	Montfermeil.....	200 00	6 — 48 —
	Montfort-l'Amaury.....	8.000 00	60 — 3.600 —
	Orcefontaine.....	800 00	6 — 180 —
	Pontoise.....	800 00	30 — —
	Rambouillet.....	1.500 00	15 — 450 —
	Saint-Farge.....	700 00	
	Saint-Sulpice.....	150 00	3 — 50 —
	Saulx-les-Chartreux.....	90 50	3 — 30 —
	Sucy.....	6.5 00	115 communes ont alloué ensemble une somme de 5.347 francs à la maison d'assistance par le travail (Société de patronage des libérés) qui en 1900 a employé 1.032 ouvriers ayant effectué 11.109 journées.
	Azay-le-Rouille.....	2.750 00	25 ouvriers occupés, 1.850 journées faites.
	Breilleville.....	3.000 00	28 — 2.534 —
	Coulonges-l'Autiz.....	2.235 00	24 — 1.786 —
	Melle.....	2.000 00	8 — 167 —
	Niort.....	2.317 81	238 — 1.850 —
DEUX-SEVRES.....	Parthenay.....	3.000 00	120 — —
	St-Hilaire-la-Palud.....	2.228 77	44 — —
	Saint-Maixent.....	6.500 00	35 — 4.375 —
	Thouars.....	2.942 00	65 — 1.471 —
	171 communes diverses.....	71.622 04	2.452 — 36.229 —
			En résumé le montant des secours pour le chômage a été de 2.001 fr. 14 pour 1.166 journées de travail et pour l'atelier de charité de 98.635 fr. 62 pour 50.264 journées de travail.
SOMME.....		"	Il existe à Amiens une œuvre d'assistance par le travail qui en 1900 a distribué une somme de 16.513 francs à 972 ouvriers ayant effectué 11.312 journées de travail.
	Albi.....	9.618 17	175 chômeurs employés, 6.400 journées faites.
	Brens.....	110 50	12 — 61 —
	Cabannes (Les).....	100 00	12 — 67 —
TARN.....	Cabuzac.....	117 00	10 — 167 —
	Cordes.....	120 00	15 — 80 —
	Cuq.....	236 79	39 — 136 —
	Gaillac.....	3.798 50	123 — 2.533 —
	Graulhet.....	972 80	76 — 608 —

(1) Ces communes sont : Amance, Arbecy, Cambourg, Dompierre-sur-Linotte, Fontenoy-les-Montbajou, Froidecouche, Jussey, Mailley, Montereau, Noidans-le-Ferron, Nony-le-Bourg, Ormoy, Passavant, Vavre, Villadien-en-Fontenette (la) et Villersexel.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
TARN..... (Suite.)	Lagrange.....	83 15	8 chômeurs employés, 47 journées faites.
	Larroque.....	306 00	15 — 200 —
	Lavaur.....	1.588 71	77 — 1.251 —
	Loubers.....	27 00	6 — 18 —
	Rivieres.....	249 35	1 — 14 —
	Saint-Amancet....	250 00	10 — 167 —
	Sénauls.....	183 75	18 — 147 —
	Tourac.....	60 00	8 — 40 —
TARN-ET-GARONNE.	61 communes (1).	37.805 77	679 ouvriers occupés.
VENDÉE.....	Fontenay-le-Comte	1.997 97	83 ouvriers occupés, 1.028 journées faites.
	Luçon.....	11.337 60	131 — 7.188 —
	Roche-sur-Yeu (La)	4.816 00	95 — 2.433 —
	Sables - d'Olonne (Les).	33.685 10	223 — 18.207 —
			6 communes ayant un revenu de moins de 100.000 fr. ont également organisé des travaux de chômage qui ont occasionné une dépense de 5.400 fr. 20 pour 263 chô- meurs et 3.129 journées faites.
VIENNE.....	Châtellerault....	879 75	60 ouvriers employés.
	Loudun.....	4.341 31	24 — 851 journées faites.
	Poitiers.....	8.540 00	477 — 3.542 —
VIENNE (HAUTE-).	Limoges.....	26.899 77	
YONNE.....	Bléneau.....	2.979 00	108 ouvriers employés, 904 journées faites.
	Domats.....	672 00	6 — 336 —
	Lavau.....	11.449 00	102 — 4.575 —
	Montacher.....	34 50	3 — 16 —
	Michery.....	191 30	4 — 76 —
	Pont-sur-Yonne..	1.851 40	42 — 1.028 —
	Rogzy.....	2.876 00	70 — 1.005 —
	Saint-Fargeau....	1.430 00	60 — 4.000 —
	Saint-Martin-des- Champs.	925 00	30 — 362 —
	Saint-Privé.....	2.800 00	83 — 823 —
	Sens.....	900 00	30 — 300 —
	Villiers-St-Benoit.	700 00	45 — 280 —
TOTAL.....		1.675.181 80	

(1) Ces communes sont : Albias, Angeville, Aucanville, Auvillans, Barry-d'Usemade, Barthes (les), Beaumont-de-Lomagne, Belmontet, Bessens, Bourret, Bressols, Bruniquet, Canals, Cayrieix, Cordes-Tolosanes, Corberieu, Dienprentole, Espazac, Espinas, Fajolles, Glatens, Labastide-du-Temple, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Lacour, Larrazet, Lavilledieu, Lauzerte, Leojac et Bellegarde, Mas-Grenier, Manmusson, Meauzac, Mirabel, Moissac, Molières, Montberton, Montesquieu, Montauban, Montalzat, Montpezat, Montricourt, Nègrelisse, Nohic, Puylaroque, Réalville, Saint-Arconnoix, Saint-Cirq, Saint-Neauphary, Saint-Nicolas, Saint-Sardos, Saint-Vincent, Septfonds, Vaissac, Valence-d'Agen, Varennes, Vazerac, Verdun, Villemade.

STATISTIQUE

DES TRAVAUX DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES DE FRANCE ET D'ALGÉRIE

PENDANT L'ANNÉE 1900.

141 conseils de prud'hommes ont fonctionné en France en 1900; en 1899, ce chiffre n'était que de 138.

Ces tribunaux ont été saisis de 52.090 affaires, soit une augmentation de 1.287 affaires par rapport à l'année 1899.

Les bureaux particuliers ont concilié 21.345 affaires; 11.509 ont été retirées par les parties avant que les bureaux aient statué; 19.236 n'ont pu être conciliées; 15.195 seulement ont été portées devant le bureau général; comme, d'autre part, les bureaux de jugement avaient encore à examiner 213 affaires restant de l'année 1899, ils ont eu à statuer sur 15.408 différends. Parmi ceux-ci 8.196 ont été retirés avant jugement, 5.791 ont été terminés par des jugements en dernier ressort et 1.230 par des jugements susceptibles d'appel. Enfin 191 ont été reportés à l'année 1901.

En Algérie, 6 conseils ont fonctionné en 1900. Ils ont été saisis de 2.243 affaires soit une diminution de 167 affaires par rapport à l'année 1899. 1146 ont été conciliées; 319, retirées par les parties avant que le bureau ait statué. 778 affaires n'ont pu être conciliées mais 671 seulement ont été portées devant le bureau général. 12 affaires restant à juger de l'année précédente, les bureaux de jugement ont examiné 683 différends. 418 ont été retirés avant le jugement, 203 terminés par des jugements en dernier ressort; 46 par des jugements susceptibles d'appel; 16 ont été reportés à l'année suivante.

LISTE DES 159 CONSEILS DE PRUD'HOMMES EXISTANT EN FRANCE ET EN ALGÉRIE

AU 1^{ER} OCTOBRE 1901,

AVEC LE NOMBRE D'AFFAIRES SOUMISES À CHAQUE CONSEIL EN 1900.

Abbeville.....	45	Cambrai.....	198	Grenoble.....	340
Aix.....	38	Cannes.....	164	Guise.....	10
Alais.....	49	Carcassonne (1).....	"	Halluin.....	46
Albi.....	65	Castres.....	54	Le Havre.....	806
Alençon.....	31	Le Cateau.....	57	Hazebrouck.....	15
Amiens.....	343	Cette.....	281	Laval.....	79
Amplepuis.....	4	Châlons-sur-Marne.....	104	Lille.....	967
Anduze.....	8	Charleville.....	151	Limoges.....	388
Angers.....	197	Charlieu.....	18	Lisieux.....	200
Angoulême.....	279	Châteauroux.....	24	Lodève.....	10
Armentières.....	71	Châtellerault.....	112	Lorient.....	60
Aubusson.....	12	Cholet.....	54	Louviers.....	49
Auxerre.....	26	Clermont-Ferrand.....	159	Lunéville.....	91
Avignon.....	73	Clermont-l'Hérault (1).....	"	Lyon (soieries).....	1.341
Bapaume.....	13	Cognac.....	39	— (bât. et ind. div.).....	1.589
Bar-le-Duc.....	110	Condé-sur-Noireau.....	34	Le Mans.....	106
Beauvais (1).....	"	Corbeil (2).....	"	Marseille.....	1.498
Bédarieux.....	15	Cousolre.....	22	Maubeuge.....	124
Belfort.....	189	Darnétal.....	30	Mayenne.....	3
Bernay.....	8	Dijon.....	256	Mazamet.....	5
Besançon.....	155	Donai.....	419	Menton.....	14
Béziers.....	489	Dunkerque.....	443	Millau.....	15
Blois.....	123	Elbeuf.....	421	Montalieu-Vercieu.....	172
Bohain.....	35	Épinal.....	84	Montbéliard.....	17
Bolbec.....	31	Évreux.....	22	Montluçon.....	141
Bordeaux.....	43	Falaise.....	80	Montpellier.....	344
Boulogne.....	336	Fécamp.....	38	Morlaix.....	84
Bourges.....	111	La Ferté-Macé.....	4	Moulins (3).....	"
Brest.....	395	Flers.....	24	Nancy.....	368
Brionne.....	18	Fougères.....	55	Nantes.....	498
Caen.....	119	Fournies.....	142	Narbonne.....	168
Calais.....	674	Fréville-Escarbotin.....	10	Nice.....	434

(1) N'a pas fonctionné en 1900. — (2) Créé en 1901. — (3) Créé en 1900.

Nîmes.....	238	Saint-Chamond.....	88	Valenciennes.....	329
Niort.....	48	Saint-Claude.....	33	Versailles.....	234
Orléans.....	144	Saint-Didier-la-Séauve..	138	Vichy.....	91
Paris (bâtiment).....	9.067	Saint-Dié.....	65	Vienne.....	101
— (métaux).....	4.327	Saint-Étienne (ind. div.)..	963	Vierzon.....	24
— (prod. chim.).....	6.273	— (tissus).....	1.301	Villebois.....	11
— (tissus).....	4.389	Saint-Junien.....	80	Villefranche (1).....	"
Périgueux.....	1.318	Saint-Nazaire.....	44	Vire.....	52
Perpignan (1).....	"	Saint-Omer.....	140	Voiron..	66
Poitiers.....	116	Saint-Quentin.....	498		
Pont-Audemer.....	38	Saumur (3).....	"	TOTAL.....	5.2090
Le Puy.....	44	Sedan.....	81		
Reims.....	297	Sens (1).....	"		
Rennes.....	172	Tarare.....	23		
Rethel.....	15	Thiers.....	69		
Rive-de-Gier.....	58	Thizy.....	18		
Roanne.....	161	Tinchebray.....	18		
Rochefort.....	65	Toulon.....	367		
La Rochelle.....	80	Toulouse.....	576		
Romans.....	145	Tourcoing.....	327		
Romilly-sur-Seine (1)...	"	La Tour-du-Pin.....	10		
Romorantin (2).....	"	Tours.....	470		
Roubaix.....	676	Troyes.....	405		
Rouen.....	290	Tulle (3).....	"		

OPÉRATIONS DES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES EN 1899 (4).

Chiffres définitifs.

Le nombre des caisses d'épargne ayant fonctionné pendant l'année 1899 était de 547; celui des succursales et des bureaux auxiliaires de 1.244, soit 40 de plus qu'en 1898; enfin 342 perceptions, au lieu de 353 l'année précédente, ont prêté leur concours à ces institutions; ce qui donne un total de 2.133 établissements de toute classe contre 2.102, en 1898.

Les opérations effectuées donnent lieu aux constatations suivantes :

Le nombre des livrets en cours au 31 décembre 1898 était de 6.877.057; au 31 décembre 1899, ce nombre était de 6.998.213, en augmentation de 121.156.

Quant aux versements ils ont été au nombre de 3.385.746, représentant une somme de 696.690.126 francs, ce qui donne une moyenne de 205 francs, contre 208 francs en 1898.

Les remboursements ont été au nombre de 2.672.306, représentant un capital de 770.461.411 francs, soit une moyenne de 288 francs, contre 285 francs en 1898.

Relativement à l'année précédente, il y a eu 148.630 versements en plus, et une somme versée supérieure de 22.930.515 francs; les remboursements ont donné 30.696 unités en moins, avec également 14.133.510 francs en moins.

(1) Créé en 1900.

(2) N'a pas fonctionné en 1900.

(3) Créé en 1901.

(4) D'après le rapport adressé au Président de la République par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. (J. O. du 26 mai 1901.)

Voici les résultats comparés des cinq dernières années :

ANNÉES.	MONTANT DES VERSEMENTS.	MOYENNE PAR OPÉRATION.	MONTANT DES REMBOURSEMENTS.	MOYENNE PAR OPÉRATION.
	fr.	fr.	fr.	fr.
1895.....	839.595.252	244	830.749.430	819
1896.....	696.947.303	215	807.964.076	303
1897.....	719.112.135	215	790.250.989	300
1898.....	673.759.611	208	784.594.921	285
1899.....	696.690.126	205	770.461.411	288

Le solde dû aux déposants, à la date du 31 décembre 1899, était de 3.407.310.726 francs, contre 3.400.240.064 francs au 31 décembre 1898; c'est donc une augmentation de 7.070.662 francs pour l'année 1899.

RÉPARTITION DES LIVRETS PAR CATÉGORIE D'IMPORTANCE.

Voici comment se répartissent, pour 1899, d'une part, les opérations de versement et de remboursement, et, d'autre part, le total des livrets en cours, selon l'importance soit des opérations, soit des livrets eux-mêmes :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE.	NOMBRE.	PRO- PORTION	MONTANT.	PRO- PORTION	MOYENNES.
		p. 100 dans le total.		p. 100 dans le total.	

1° VERSEMENTS.

Versements :

			fr.	c.		fr.	c.
20 fr. et au-dessous.....	901.312	26,62	8.107.991	76	1,16	9	00
21 à 100 fr.....	1.129.905	33,37	72.439.611	49	10,40	64	11
101 à 200 fr.....	476.344	14,07	77.758.664	96	11,16	163	24
201 à 500 fr.....	511.488	15,11	183.163.424	71	26,29	358	10
501 à 1.000 fr.....	241.059	7,12	187.653.072	72	26,93	778	45
1.001 à 1.500 fr.....	124.159	3,67	165.085.878	62	23,70	1.329	63
1.501 à 2.000 fr. et au-dessus	1.469	0,04	2.481.482	67	0,36	1.689	23

TOTAUX et MOYENNE GÉNÉ-

RALE.....	3.385.746	100,00	696.690.126	93	100,00	205	77
-----------	-----------	--------	-------------	----	--------	-----	----

2° REMBOURSEMENTS (ESPÈCES).

Remboursements :

20 fr. et au-dessous.....	275.852	10,32	3.446.216	97	0,45	12	49
21 à 100 fr.....	1.236.871	46,28	72.515.558	94	9,41	58	63
101 à 200 fr.....	322.850	12,08	51.823.388	48	6,73	160	52
201 à 500 fr.....	372.993	13,96	131.242.368	86	17,03	351	86
501 à 1.000 fr.....	238.790	8,94	180.288.161	28	23,40	755	00
1.001 à 1.500 fr.....	139.568	5,22	180.331.841	46	23,41	1.292	07
1.501 à 2.000 fr. et au-dessus	85.382	3,20	150.813.875	94	19,57	1.766	34

TOTAUX et MOYENNE GÉ-

NÉRALE.....	2.672.306	100,00	770.461.411	93	100,00	288	31
-------------	-----------	--------	-------------	----	--------	-----	----

3° LIVRETS EXISTANT AU 31 DÉCEMBRE 1898.

CATÉGORIES D'IMPORTANCE.	NOMBRE.	PRO- PORTION p. 100 dans le total.	MONTANT.	PRO- PORTION p. 100 dans le total.	MOYENNES.
Livrets :					
20 fr. et au-dessous.....	2.186.160	31,24	19.890.591 54	0,58	9 10
21 à 100 fr.....	1.163.181	16,62	59.741.754 03	1,75	51 34
101 à 200 fr.....	544.997	7,79	78.184.773 32	2,29	143 46
201 à 500 fr.....	774.673	11,07	252.584.313 01	7,42	326 05
501 à 1.000 fr.....	744.075	10,63	522.455.234 68	15,33	702 15
1.001 à 1.500 fr.....	617.121	8,82	753.154.680 23	22,10	1.220 43
1.501 à 2.000 fr.....	631.799	9,03	1.014.741.470 76	29,78	1.606 11
2.000 fr. et au-dessus passibles de réduction dans le délai de trois mois, ...	331.323	4,73	682.586.194 56	20,04	2.060 18
2.000 fr. et au-dessus exemptés de réduction par la loi.....	4.884	0,07	24.001.714 19	0,71	4.914 36
TOTAUX et MOYENNE GÉNÉ- RALE.....	6.998.213	100,00	3.407.310.726 32	100,00	486 88

Au point de vue de la profession et du sexe des déposants, les livrets nouveaux se partagent de la manière suivante :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAUX PAR PROFESSIONS.	
	NOMBRE de livrets.	P. o/o du total.	NOMBRE de livrets.	P. o/o du total.	NOMBRE de livrets.	P. o/o du total.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux ..	27.125	11,55	18.292	7,65	45.417	9,58
Journaliers et ouvriers agricoles	30.610	13,04	19.093	7,98	49.703	10,48
Ouvriers d'industrie.....	38.571	16,43	30.138	12,60	68.709	14,40
Domestiques.....	15.192	6,47	30.468	12,73	45.660	9,63
Militaires et marins.....	4.234	1,80	1.077	0,45	5.311	1,12
Employés.....	14.982	6,38	4.581	1,91	19.563	4,13
Professions libérales.....	3.997	1,70	2.642	1,10	6.639	1,40
Propriétaires, rentiers et per- sonnes sans profession.....	16.974	7,22	54.750	22,88	71.724	15,13
Enfants mineurs sans profession	83.152	35,41	78.259	32,70	161.411	34,04
TOTAUX.....	234.837	100,00	239.300	100,00	474.137	100,00

En résumé, il y a un déposant nouveau sur 81,89 habitants. Le chiffre de 1898 était de 83,21.

Pour l'ensemble des livrets, on compte 182 déposants par 1.000 habitants. La moyenne générale, par habitant, au 31 décembre 1899 était de 88 fr. 46, et la valeur moyennée par livret de 486 fr. 88. Les chiffres pour 1898 étaient de 179 déposants par 1.000 habitants, la moyenne du solde par habitant de 88 fr. 28, et la moyenne par livret de 494 fr. 43.

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE L'ÉPARGNE EN 1899 (1).

Les renseignements ci-dessous se rapportent à la Caisse nationale d'épargne postale et à l'ensemble des caisses d'épargne ordinaires réunies et fournissent un résumé des opérations de ces institutions pour l'année 1899.

Le nombre des livrets en cours s'élevait, au 1^{er} janvier 1899, à 9.964.644, soit 258 livrets pour 1.000 habitants; et, au 31 décembre, à 10.316.674 soit 268 livrets pour 1.000 habitants, avec une augmentation sur 1898 de 352.030 livrets, soit 3,53 p. o/o.

Quant aux versements, ils ont été au nombre de 6.586.663 représentant une somme de 1.080.739.263 francs, soit une moyenne de 164 francs, en augmentation sur 1898 de 485.435 pour le nombre des versements, de 58.726.052 francs pour le montant, et en diminution de 3 francs pour la moyenne par opération.

Les remboursements en espèces ont été au nombre 4.239.717 représentant un capital de 1.138.347.787 francs, soit une moyenne de 268 francs; en augmentation sur 1898 de 3.076 comme nombre, de 2.565.390 francs comme montant; la moyenne par opération n'a subi aucune modification.

Voici, à ce point de vue, les résultats comparés des cinq dernières années.

ANNÉES.	VERSEMENTS.	MOYENNE par opération.	REMBOURSEMENTS.	MOYENNE par opération.
	francs.	francs.	francs.	francs.
1895.....	1.237.678.555	198	1.183.358.251	301
1896.....	1.052.155.388	174	1.144.093.577	283
1897.....	1.085.811.287	173	1.095.904.369	270
1898.....	1.035.719.081	165	1.146.765.944	266
1899.....	1.080.739.263	164	1.131.040.195	267

Le solde dû aux déposants, à la date du 31 décembre 1899, était de 4.336.765.008 francs, contre 4.275.261.452 francs au 31 décembre 1898, soit une augmentation de 61.503.556 francs pour l'année 1899.

Répartition des livrets par catégorie d'importance.

Les 10.316.674 livrets, existant au 31 décembre 1899 et représentant un capital de 4.336.765.008 francs, soit une moyenne de 412 francs par livret se partagent en diverses catégories dans les proportions suivantes :

LIVRETS DE :	NOMBRE.	PROPOR- TION P. 100.	MONTANT.	PROPOR- TION P. 100.	MOYENNE par livret.
			francs.		francs.
20 fr. et au-dessous	3.345.773	31,77	34.793.098	0,80	13
21 à 100 fr.	1.927.746	18,30	108.828.938	2,52	56
101 à 200 fr.	911.544	8,65	129.377.228	2,98	142
201 à 500 fr.	1.285.821	12,21	364.401.837	8,40	327
501 à 1.000 fr.	1.111.820	10,58	7.045.960	16,61	646
1.001 à 1.500 fr.	89.151	8,25	1.076.791.253	24,83	1.211
1.501 fr. et au-dessus passibles de réduction.	1.070.408	10,19	1.536.539.781	35,26	1.717
2.000 fr. et au-dessus transitoirement ex- ptés de réduction par la loi	5.694	0,05	26.040.904	0,60	4,75
TOTAUX et moyennes.....	10.533.049	100,00	4.337.145.005	100,00	412

(1) Extrait du Rapport adressé au Président de la République par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. (J. O. du 7 juin 1901).

Par rapport aux chiffres de l'année 1898, on peut signaler le léger gain des livrets de 500 à 1.000 francs, qui, comme nombre, passent de 9,72 à 10,58 p. o/o et comme valeur de 16,45 à 16,61 p. o/o. Par contre, la proportion des livrets de plus de 1.500 francs s'abaisse légèrement de 10,82 à 10,19 comme nombre et de 45,06 à 43,26 comme valeur. Dans l'ensemble, la proportion des diverses catégories reste à peu près la même.

Au point de vue du sexe et de la profession, les déposants nouveaux se répartissent de la manière suivante :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAUX PAR PROFESSION.	
	NOMBRE de livrets.	P. 100 du total général.	NOMBRE de livrets.	P. 100 du total général.	NOMBRE de livrets.	P. 100 du total.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	49.553	5,27	23.960	2,55	73.493	7,82
Journaliers et ouvriers agricoles.....	66.762	7,20	39.711	4,22	106.473	11,32
Ouvriers d'industrie.....	99.273	10,56	60.259	6,41	159.532	16,97
Domestiques.....	31.888	3,39	67.352	7,16	99.240	10,55
Militaires et marins.....	17.906	1,90	1.125	0,12	19.031	2,02
Employés.....	40.466	4,31	10.001	1,06	50.467	5,37
Professions libérales.....	13.269	1,41	6.212	0,66	19.481	2,07
Propriétaires, rentiers et personnes sans pro- fession.....	36.402	3,87	109.418	11,64	145.820	15,51
Mineurs sans profession.....	134.060	14,26	131.649	14,00	265.709	28,26
Nomades.....	846	0,09	176	0,02	1.022	0,11
TOTAUX et moyennes.....	490.405	52,16	449.863	47,84	940.268	100,00

Il ressort de ce tableau que l'épargne féminine, dont on constatait l'accroissement progressif dans les dernières années et qui l'emportait en 1898, sur l'épargne masculine dans la proportion de 2,72 p. o/o avec un gain de 2,19 sur l'année 1897, ne représente plus que 47,84 p. o/o sur l'ensemble des nouveaux versements contre 52,16 p. o/o de versements masculins. Indépendamment de ces comptes ouverts à des particuliers, il en a été ouvert 2.073 (1.641 en 1898) à des sociétés se répartissant ainsi :

	NOMBRE de livrets.
Sociétés de secours mutuels.....	617
Syndicats ou associations professionnelles.....	309
Sociétés de coopération.....	87
Sociétés de bienfaisance.....	129
Sociétés d'épargne.....	53
Compagnies de sapeurs-pompiers.....	111
Comices agricoles.....	35
Cercles d'officiers et de sous-officiers.....	43
Sociétés commerciales.....	16
Sociétés et institutions diverses.....	673
TOTAL.....	2.073

JURISPRUDENCE.

**Loi du 9 septembre 1848. — Durée du travail dépassant 12 heures.
Absence de force majeure.**

L'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, aux termes de laquelle la journée de l'ouvrier dans les usines et manufactures ne peut dépasser douze heures de travail effectif, ne comporte d'exception que dans les cas de force majeure dûment établie, notamment ceux prévus par le règlement du 17 mai 1851.

En conséquence la Cour annule la décision qui, pour prononcer la relaxe d'un entrepreneur poursuivi pour avoir employé pendant deux heures supplémentaires, des ouvriers consentants qui avaient terminé leur journée de douze heures, se fonde sur ce qu'il s'agissait d'un travail exceptionnel et dangereux qui ne pouvait s'exécuter pendant que les ouvriers étaient à l'usine, qui ne pouvait par conséquent être accompli pendant les heures normales sans entraîner un chômage général très préjudiciable à tout le personnel.

Ces circonstances n'établissent pas le cas de force majeure, car rien n'empêchait de confier l'opération à des ouvriers qui n'eussent pas déjà fourni leur journée régulière de douze heures.

COUR DE CASSATION, ch. crim., 16 février 1901, affaire Mougin dit Monneret.

Travaux agricoles. — Élagueur d'arbres non assujetti à la loi du 9 avril 1898.

L'accident survenu à un élagueur d'arbres ne saurait rentrer dans la catégorie de ceux que les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 ont entendu viser.

L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ne comprend pas les travaux agricoles quand ils ne comportent ni la fabrication ni la mise en œuvre de produits explosibles, ni l'emploi de moteurs inanimés. Cette omission est expressément consacrée par la loi du 30 juin 1899 dans le dernier paragraphe de son article unique.

COUR DE CASSATION, ch. des req., 8 mai 1901. — Affaire Orsolle contre Terreux.

**Accidents du travail. — Incapacité absolue
et Incapacité partielle antérieure.**

Il serait contraire à l'esprit de la loi de 1898 d'apprécier le degré de gravité d'une incapacité de travail en tenant compte de circonstances antérieures à l'accident et extrinsèques à ses suites. L'indemnité à la victime d'une incapacité de travail permanente et absolue doit être des 2/3 de son salaire annuel et la loi précitée n'apporte aucune exception à ce principe, notamment pour le cas où la capacité de travail de la victime aurait été déjà diminuée avant l'accident; dans ce cas cette diminution a déjà retenti sur la fixation dudit salaire annuel et rien ne prouve que la réparation imposée au patron, quoique

motivée par un état d'incapacité absolue, excède celle qu'il aurait dû payer à un ouvrier normal pour une incapacité partielle ayant la même cause.

COUR DE CAEN, 11 février 1901. — Goudemant contre Thuriot-Gaudin.

Il s'agissait d'un ouvrier borgne dont le salaire annuel pouvait être évalué à 900 francs et qui avait perdu son dernier œil dans un accident. Le patron soutenait qu'en considérant l'incapacité de la victime comme devenue absolue par son fait on aggravait à son égard les suites d'un accident qui pour tout autre ouvrier qui n'aurait pas été borgne n'aurait entraîné qu'une incapacité partielle.

MEMENTO DE JURISPRUDENCE

CONCERNANT LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Les *Bulletins* de mai et juillet 1900 (p. 469 et 703) et de mars 1901 ont signalé l'apparition des trois premiers volumes d'une publication du Ministère du commerce (Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales), intitulée : *Accidents de travail. — Jurisprudence*, et ont reproduit leurs tables des matières sous forme de *mementos*.

Le 4^e volume de cette publication porte la date de *février 1901*. De sa table nous avons extrait ce qui concerne les jurisprudences créées ou confirmées par des jugements nouveaux.

Le 4^e volume renferme le texte *in-extenso* de tous les jugements cités ci-après (1).

ACCIDENT PROFESSIONNEL.

L'accident survenu pendant le travail est présumé accident du travail jusqu'à la preuve contraire, qui est à la charge du patron. (Trib. civ. de Lorient, 26 juin 1900.) — (Trib. civ. de Brive, 1^{er} août 1900.)

L'ouvrier blessé pendant qu'il circulait dans le chantier est victime d'un accident du travail. (Cour d'appel de Besançon, 24 octobre 1900.)

L'ouvrier frappé d'une attaque d'apoplexie survenue pendant son travail, peu après une chute sans gravité, n'est pas victime d'un accident du travail, si la relation entre la chute accidentelle et l'attaque n'est pas établie. (Trib. civ. de Grenoble, 2^e chambre, 23 juillet 1900.)

L'accident survenu sur le lieu du travail durant une interruption régulière, momentanée, et pendant laquelle l'ouvrier reste soumis aux règlements du chantier, est un accident du travail. (Trib. civ. de Saint-Étienne, 1^{re} chambre, 29 octobre 1900.) — Cour d'appel de Rouen, 26 décembre 1900.)

Pour que l'accident soit survenu par le fait ou à l'occasion du travail, il faut qu'il se soit produit dans le travail industriel de l'ouvrier; l'ouvrier blessé en accomplissant, sans ordre, un travail dangereux pour lequel il n'avait pas été embauché n'a pas droit aux indemnités de la loi du 9 avril 1898. (Trib. civ. de Boulogne, 26 juillet 1900.)

V. Battense. (*Accident causé par une*).

(1) La table du 4^e volume réunit toutes les jurisprudences qui concernent les jugements contenus dans les quatre premiers volumes; notre quatrième *memento* est, au contraire, la suite des trois premiers et ne les remplace pas.

AFFECTION ANTÉRIEURE.

L'état d'alcoolisme de la victime, fût-il établi, ne déchargerait pas le patron de sa responsabilité sous le prétexte que l'ouvrier a succombé non des suites de sa blessure, mais à cause de ses habitudes d'intempérance. (Trib. civ. d'Orléans, 8 août 1900. — Confirmé en appel, Orléans, 8 décembre 1900.)

Le patron ne saurait prétendre, sous le prétexte que les conséquences de l'accident ont été aggravées par une affection antérieure, diminuer la réduction que subit le salaire au cas d'incapacité permanente partielle; la réduction du salaire reçu au moment de l'accident est la base nécessaire du règlement de l'indemnité. (Trib. civ. de Marvejols, 26 octobre 1900.)

Solution contraire. — Le tribunal tiendra compte, dans l'appréciation de la réduction de salaire, de l'état de maladie antérieur de la victime et recherchera la part de l'incapacité qui résulte de la maladie et celle qui résulte de l'accident. (Trib. civ. de Limoux, 13 novembre 1900.) — (Cour d'appel de Chambéry, 19 novembre 1900.)

V. *Police d'assurance.*

ALCOOLISME.

V. *Affection antérieure.*

AMPUTATION.

DE LA JAMBE GAUCHE. V. *Incapacité permanente partielle.*

DU BRAS DROIT. V. *Incapacité permanente partielle.*

APPAREILS CHIRURGICAUX.

V. *Frais médicaux et pharmaceutiques.*

APPAREIL PROTECTEUR.

V. *Faute inexcusable du patron.*

APPEL.

La partie qui prend en appel des conclusions sur l'indemnité journalière sans avoir émis sur ce point aucune prétention en première instance, introduit une demande nouvelle, irrecevable sur l'appel du jugement. (Cour d'appel de Nancy, 20 décembre 1900.)

Le délai d'appel fixé par la loi du 9 avril 1898 est fixe et ne peut pas être augmenté du délai des distances. (Cour d'appel d'Agen, 2^e chambre, 7 août 1900.)

Est irrecevable l'appel formé dans les huit jours d'un jugement sur accident du travail. (Cour d'appel de Lyon, 5 novembre 1900.) — (Cour d'appel de Grenoble, 1^{re} chambre, 14 novembre 1900.) — (Cour d'appel de Toulouse, 1^{re} chambre, 22 janvier 1901.)

Solution contraire. — La disposition de l'article 449 C. civ., n'est pas applicable en la matière et l'appel est recevable. (Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 5 janvier 1901.) (Cour d'appel de Nancy, 15 janvier 1901.)

L'appel est recevable en tous cas si le jugement attaqué était exécutoire par provision. (Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 5 janvier 1901.)

V. *Conciliation.* — *Point de départ de la rente.*

APPRENTI.

L'apprenti doit être indemnisé sur les bases indiquées par la loi, même s'il ne touchait aucun salaire. (Just. de paix de Mâcon, canton Sud, 20 juin 1900.) — Trib. civ. d'Uzès, 19 juillet 1900.)

L'apprenti ne serait pas fondé à prétendre calculer son salaire de base sur celui qu'il aurait touché dans une profession future mais incertaine, par exemple dans le corps des mécaniciens de la flotte où il n'était pas encore reçu. (Trib. civ. d'Uzès, 19 juillet 1900.)

ASCENDANTS À LA CHARGE DE LA VICTIME.

Le droit à la rente de l'ascendant à la charge de la victime est analogue au droit aux aliments des articles 205 et suivants du Code civil et comporte les mêmes justifications. (Trib. civ. de Besançon, 17 juillet 1900.)

... et par suite la mère d'un enfant naturel n'a pas droit à la rente de l'ascendant à la charge, puisqu'elle n'aurait pu invoquer l'obligation alimentaire. (Trib. civ. de Dax, 9 août 1900.)

Le fait que la victime remettait son salaire à ses parents ne suffit pas à établir que ceux-ci étaient à sa charge, et ce versement n'a pas nécessairement le caractère d'un secours alimentaire. (Trib. civ. de Saint-Dié, 1^{er} juin 1900.) — Trib. civ. de Nantes, 15 novembre 1900.) — Trib. civ. de Bourgoin, 21 novembre 1900.)

... le tribunal peut retenir d'autres éléments d'appréciation tels que l'âge et la situation des parents. (Cour d'appel de Douai, 1^{re} chambre, 7 avril 1900.)

Le tribunal pourra cependant admettre sur ce point une présomption qui résulterait des faits de la cause. (Trib. civ. de la Seine, 17 novembre 1900.)

N'est pas à la charge de la victime l'ascendant chez qui elle ne logeait pas et à qui elle n'a jamais fourni de secours alimentaires.

Solution contraire. — Le tribunal peut estimer que l'ascendant était à la charge de la victime, sans que celle-ci fût soumise à l'obligation alimentaire. (Trib. civ. de Bourgoin, 21 novembre 1900.)

Pour que l'ascendant ait droit à la rente, il suffit qu'il soit établi qu'il était, même dans une mesure partielle, à la charge de la victime, sans que les tribunaux puissent proportionner le tarif de la rente à la mesure de la contribution alimentaire que l'ascendant était en droit d'exiger. (Trib. civ. de Nîmes, 16 juin 1900.)

Le tribunal pourra retenir comme un des éléments de l'état de besoin où doit se trouver l'ascendant, la circonstance qu'il a lui-même plusieurs descendants à sa charge. (Cour d'appel de Rouen, 5 décembre 1900.)

L'existence d'un enfant naturel empêche le droit à la rente de se fixer sur la tête d'un ascendant. (Trib. civ. de Béthune, 10 mai 1900.)

Pour que l'ascendant d'un enfant naturel puisse prétendre aux indemnités de la loi du 9 avril 1898, il faut que la victime ait été reconnue avant l'accident. (Trib. civ. de Dax, 9 août 1900.)

V. Réduction de la rente.

ASSUJETTISSEMENT (à la loi du 9 avril 1898).

Le marchand de bicyclettes n'est pas assujéti. (Trib. civ. de Fontainebleau, 29 novembre 1900.)

La coupe de bois et la mise en œuvre d'une exploitation forestière n'entraîne pas assujettissement à la loi du 9 avril 1898. (Trib. civ. de Grenoble, 1^{re} chambre, 25 octobre 1900.)

Solution contraire. — L'exploitation d'une coupe de bois constitue un chantier. (Trib. civ. de Tulle, 1^{re} chambre, 29 mai 1900.) — (Confirmé en appel, Limoges, 7 novembre 1900.)

Les établissements des marchands de bois sont des chantiers au sens de la loi. (Trib. civ. de la Seine, chambre des vacations, 3 octobre 1900.)

Le boucher qui n'a qu'un établissement de petite importance peut être assimilé au petit patron travaillant seul d'ordinaire. (Just. de paix de Paris, VIII^e arrondissement, 20 décembre 1900.)

Le marchand de charbon qui n'est que commerçant n'est pas assujéti, même pour ses transports. (Trib. civ. de Lyon, 3^e chambre, 8 décembre 1900.)

Est soumis au régime de la loi du 9 avril 1898 l'atelier où est fait un triage de chiffons. (Just. de paix de Limoges, canton Sud, 24 février 1900.) — (Réformé en appel.)

Est assujéti le maréchal ferrant.

Solution contraire. — Le maréchal ferrant n'est pas assujéti. (Just. de paix de Paris, VIII^e arrondissement, 8 novembre 1900.) — (Trib. civ. de la Seine, vacation, 4 octobre 1900.) — (Cour d'appel d'Aix, 4^e chambre, 17 novembre 1900.)

Les mareyeurs sont assujétis. (Just. de paix de Boulogne, canton Sud, 12 mai 1900.) — Réformé en appel.

Solution contraire. — Les mareyeurs ne sont pas assujétis, même pour les transports accessoires à leur commerce. (Trib. civ. de Boulogne, 7 décembre 1900.)

Le mot « chantier » de l'article 1^{er} de la loi comprend les chais des marchands de vins en gros. (Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 5 janvier 1901.)

Solution contraire. — N'est pas assujéti le négociant en vins qui n'a ni entreprise de transports, ni entrepôt public. (Trib. comm. de la Seine, 19 mars 1900.)

Le marchand de vins en gros qui ne fait de transport que pour les besoins de son commerce n'est pas assujéti. (Trib. civ. de Narbonne, 23 octobre 1900. — Trib. civ. de Perpignan, 4 décembre 1900.)

Le patron de l'usine est responsable des accidents survenus dans son travail au cocher qui conduisait tous les matins la voiture de l'usine, alors même que ce cocher serait payé comme domestique par un autre que le patron. (Trib. civ. de Lille, 8 novembre 1900.)

L'accident survenu à l'aide-cocher livreur au service d'une entreprise industrielle est régi par la loi du 9 avril 1898. (Cour d'appel de Paris, 15 décembre 1900.)

L'agriculteur qui se sert accessoirement ou accidentellement d'une machine n'est pas assujéti. (Trib. civ. de la Seine, vacation, 6 octobre 1900.)

N'est pas assujéti le patron qui occupait un ouvrier au broyage des pommes à cidre pour sa consommation personnelle. (Cour d'appel de Caen, 31 octobre 1900.)

ASSURANCE.

V. *Police d.* — *Retenue sur les salaires.*

BATTEUSE (Accident causé par une).

L'ouvrier blessé en tombant d'une voiture d'où il passait les gerbes à la batteuse est victime d'un accident prévu et régi par la loi du 30 juin 1899.

Solution contraire. — Un tel accident n'est pas survenu par le fait de la batteuse et n'est pas régi par la loi du 30 juin 1899. (Cour d'appel de Riom, 3 décembre 1900.)

L'accident causé par une batteuse à l'ouvrier chauffeur employé habituellement par l'agriculteur en cette qualité reste à la charge de son patron ordinaire, sans que la responsabilité de l'exploitant de la batteuse puisse être invoquée. (Même jugement.)

Mais cet ouvrier qui s'est si imprudemment et sans l'ordre de son patron exposé à un danger qu'il connaissait a commis une faute inexcusable. (Même jugement.)

BOIS (Coupe de, marchands de).

V. *Assujétissement.*

CASSATION.

V. *Frais et démarches (Indemnités pour)*. — *Indemnité journalière*.

CHANTIERS.

V. *Assujettissement*.

CHARBONS (Marchand de).

V. *Assujettissement*.

CHARGES DE FAMILLE (Indemnités pour).

V. *Salaire de base*.

CHARRETIER.

V. *Insolation*.

CHEMINS DE FER (Ouvrier des).

V. *Accident professionnel*. — *Pension de retraite*. — *Salaire de base*.

CHIFFONS (Triage de).

V. *Assujettissement*.

COCHERS.

V. *Assujettissement*.

COMPÉTENCE.

V. *Indemnité journalière*. — *Juge de paix*. — *Tribunal civil*.

CONCILIATION (Audience de).

L'accord des parties en conciliation fixe l'indemnité, et l'ouvrier n'aurait pas d'action pour en obtenir la revision en dehors du cas de l'article 19, spécialement par les motifs que les pourboires n'auraient pas été compris dans le salaire de base. (Trib. civ. d'Albi, 30 novembre 1900.)

N'est pas recevable l'appel formé contre une ordonnance de conciliation du Président qui s'est borné à constater la non-conciliation des parties. (Cour d'appel de Dijon, 2^e chambre, 19 décembre 1900.)

CONTRAT DE LOUAGE.

V. *Entrepreneur*.

CONVENTION.

Jugé que le Tribunal peut sanctionner une convention résultant de l'accord des parties en justice et rachetant la rente inférieure à 100 francs et, de plus, tout ce qui peut être dû à raison de l'incapacité, par le versement d'un capital. (Trib. civ. de Briey, 5 septembre 1900.)

V. *Retenue sur les salaires*. — *Traitement thermal*.

CONVERSION DE LA RENTE EN CAPITAL.

V. *Convention*.

COUPES DE BOIS.

V. *Assujettissement*.

CUMUL DES RENTES.

Jugé que si la victime laisse après décès une veuve et plusieurs enfants de deux lits, la pension attribuée à la veuve ne fait pas obstacle et ne limite pas dans son chiffre les pensions accordées par la loi aux enfants, quel que soit le chiffre qu'atteignent les rentes.

Solution contraire. — Le total des rentes ne pourra jamais dépasser 60 p. 100 du salaire annuel, et c'est sur les rentes des enfants que portera la réduction. (Cour d'appel de Rennes, 22 janvier 1901.)

V. *Pension de retraite.*

DÉCLARATION D'ACCIDENT.

La procédure de la loi n'est pas établie à peine de nullité et, en cas d'absence de déclaration et d'enquête, la victime pourra être admise à prouver, par d'autres éléments de procédure, son droit à indemnité en vertu de la loi sur les accidents.

Solution contraire. — En l'absence de toute déclaration d'accident, la victime n'a aucune action à raison de l'accident, celle de la loi de 1898 lui étant fermée par le vice initial de la procédure, et cette loi elle-même lui interdisant toute autre action. (Confirmé en appel, Nîmes, 2^e chambre, 10 août 1900.)

La déclaration tardive de la victime n'entraîne pas la nullité de son action. (Trib. civ. de Châteauroux, 27 novembre 1900.)

L'ouvrier ne saurait soutenir que le patron qui a fait déclaration de l'accident s'est par là même reconnu assujéti à la loi. (Trib. civ. de Lyon, 3^e chambre, 8 décembre 1900.)

Mais la circonstance de la déclaration pourra être retenue comme un indice que le patron ne s'est pas cru d'abord en droit de discuter sa responsabilité. (Trib. civ. de Perpignan, 31 octobre 1899.) — (Trib. civ. de Tulle, 29 mai 1900.)

DÉLAI.

V. *Appel.*

DEMANDE NOUVELLE.

L'ouvrier qui conclut à ce que le patron soit condamné non seulement à lui payer les indemnités de la loi, mais à l'indemniser de la totalité du préjudice causé, à raison d'une retenue qu'il subissait à cet effet sur son salaire, introduit une demande nouvelle qui nécessite une nouvelle instance. (Trib. civ. de Trévoux, 14 août 1900.)

V. *Appel.*

DÉNONCIATION.

V. *Police d'assurance.*

DÉPENS.

Est condamnée aux dépens la partie qui offre une rente insuffisante. (Trib. civ. de Lorient, 6 novembre 1900.)

... ou la partie dont les offres sont tardives. (Trib. civ. de Lyon, 30 novembre 1900.)

L'ouvrier qui réclame une pension exagérée sera condamné à une partie des dépens. (Trib. civ. d'Arbois, 11 septembre 1900.) — (Trib. civ. d'Arbois, 18 octobre 1900.) — (Trib. civ. de Lyon, 13 novembre 1900.)

DÉPLACEMENT (Indemnité de).

V. *Salaire de base.*

DESCENDANTS A LA CHARGE.

V. Ascendants à la charge.

DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS.

V. Indemnité journalière. — Salaire de base

DOMICILE.

V. Ouvrier étranger.

ECZÉMA.

V. Maladie professionnelle.

ENFANT CONÇU AVANT L'ACCIDENT.

Le droit à la rente est fixé sur la tête de l'enfant conçu avant l'accident, sous la condition qu'il naîtra viable. (Trib. civ. de la Seine, vacations, 10 octobre 1900.)

ENFANT NATUREL.

V. Ascendants à la charge.

ENQUÊTE.

Une partie ne saurait prétendre qu'une demande d'enquête introduite en cours d'instance est irrecevable sous prétexte que, dans la procédure de la loi, l'enquête préalable est seule possible. (Trib. civ. de Versailles, 20 décembre 1900.)

V. Déclaration d'accident.

ENTREPRENEUR.

L'ouvrier qui, bien qu'embauchant d'autres ouvriers et leur payant leurs salaires afin d'exécuter un travail pour le compte d'un tiers, ne fait que transmettre à ces ouvriers les sommes qu'il reçoit lui-même à cet effet, et qui n'est pas intéressé dans l'affaire où il est occupé, est un ouvrier et non un entrepreneur, et celui qui l'emploie lui doit, en cas d'accident, les indemnités de la loi. (Confirmé en appel, Douai, 1^{re} chambre, 25 juillet 1900.)

L'ouvrier qui dirige un certain nombre d'autres ouvriers dans l'exécution d'un travail pour un tiers, mais qui reste lui-même sous les ordres et l'autorité du patron ou de ses agents n'est pas entrepreneur et n'est pas responsable, en cette qualité, des accidents survenus aux ouvriers qu'il dirige. (Trib. civ. de Tulle, 1^{re} chambre, 29 mai 1900.)

L'association de deux ouvriers, en l'espèce scieurs de long, pour effectuer en commun un travail aux pièces, ne saurait leur donner la qualité de chef d'industrie. (Trib. civ. de Saint-Yrieix, 31 octobre 1900.)

... non plus que la faculté qui leur aurait été laissée de choisir pour se faire aider un ouvrier payé par eux. (Trib. civ. de Saint-Yrieix, 31 octobre 1900.)

... surtout si le patron a pris la direction du travail, spécialement au moment même de l'accident. (Trib. civ. de Saint-Yrieix, 31 octobre 1900. — Confirmé en appel, Limoges, 19 décembre 1900.)

Le fait que la victime recevait un salaire journalier ne suffit pas à lui donner la qualité d'ouvrier; est entrepreneur celui qui paye la patente, fournit les matériaux et dirige lui-même son travail. (Trib. civ. de Sarlat, 27 novembre 1900.)

L'ouvrier qui fournit, en même temps que ses services, son cheval et sa voiture pour effectuer des transports, est un ouvrier et non un entrepreneur. (Cour d'appel de Pau, 13 décembre 1900.)

ÉPOQUES DE PAYEMENT DE LA RENTE.

La rente n'est pas due à l'avance et le paiement n'en peut être exigé qu'à terme échu. (Trib. civ. d'Orléans, 25 avril 1900. — Trib. civ. de Mirande, 17 mai 1900. — Trib. civ. de Villefranche, 13 juillet 1900. — Trib. civ. de Pont-Audemer, 7 août 1900. — Trib. civ. de Lorient, 6 novembre 1900. — (Trib. civ. d'Aubusson, 7 novembre 1900. — Trib. civ. de Limoux, 13 novembre 1900. — Trib. civ. de Lyon, 13 novembre 1900. — Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 23 juin 1900. — Cour d'appel de Lyon, 25 juillet 1900. — Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 4 août 1900. — Cour d'appel de Pau, 13 décembre 1900.)

... au moins au cas où aucun motif particulier ne justifierait le paiement d'avance. (Cour d'appel de Chambéry, 8 décembre 1900.)

Solution contraire. — La rente est due par trimestre et d'avance. (Trib. civ. de Villefranche, 2 février 1900. — Trib. civ. de Fontainebleau, 22 mars 1900. — Réformé en appel, Paris, 7^e chambre, 23 juin 1900. — Trib. civ. de Montpellier, 11 mai 1900. — Trib. civ. de Marseille, 25 mai 1900. — Trib. civ. de Bar-le-Duc, 27 juin 1900. — Trib. civ. de Senlis, 25 juillet 1900. — Trib. civ. de Saint-Yrieix, 31 octobre 1900.)

Si les parties acceptent le paiement d'avance des arrérages, le tribunal n'a plus qu'à sanctionner cet accord. (Trib. civ. de Remiremont, 9 août 1900.)

Jugé que le tribunal peut décider que la rente sera payée semestriellement ou mensuellement.

Solution contraire. — La rente doit être payée par trimestre. (Trib. civ. de Mirande, 17 mai 1900.)

ESCROQUERIE.

L'artifice de la victime qui obtient le paiement de l'indemnité journalière, en simulant la prolongation de l'incapacité, est une escroquerie. (Cour d'appel de Douai, 14 octobre 1900.)

ÉTRANGER.

V. *Ouvrier étranger.*

ÉTRENNES.

V. *Salaire de base.*

FAUTE INEXCUSABLE DE L'OUVRIER.

L'ouvrier se met en état de faute inexcusable par la désobéissance aux avertissements réitérés du patron. (Trib. civ. de Saint-Yrieix, 31 octobre 1900.) — (Confirmé en appel, Limoges, 19 décembre 1900.)

L'état d'ivresse, fût-il établi, ne constituerait pas la faute inexcusable à la charge de l'ouvrier. (Cour d'appel d'Orléans, 8 décembre 1900.)

Solution contraire. — L'ivresse manifeste dans le travail constitue la faute inexcusable. (Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 24 novembre 1900.)

Pour que l'état d'ivresse ait mis la victime en état de faute inexcusable, il faudrait en tous cas qu'il eût été la cause certaine et directe de l'accident. (Trib. civ. de Nancy, 13 juillet 1900.) — (Confirmé en appel, Nancy, 20 décembre 1900.)

L'ouvrier qui a été blessé pour n'avoir pas fait usage du bâton réglementaire pour enlever les laines tombées sous la machine dite « le loup » a commis la faute inexcusable qui autorise le tribunal à diminuer sa pension.

Solution contraire. — Une telle imprudence ne constitue pas nécessairement la faute inexcusable, et le tribunal pourra retenir d'autres circonstances, telles que le jeune âge de la victime. (Trib. civ. de Vesoul, 26 juin 1900.)

L'ouvrier n'a pas commis la faute inexcusable pour s'être prématurément approché des trous de mine, alors surtout que l'on peut reprocher au patron de n'avoir pas, sur ce point, établi une rigoureuse discipline de chantier. (Trib. civ. de Brives, 8 août 1900.)

V. *Batteuse* (*Accident par une*).

FAUTE INEXCUSABLE DU PATRON.

Le patron qui n'a pas muni ses machines d'un appareil protecteur n'est pas, par cette seule circonstance, dans un cas de faute inexcusable. (Trib. civ. de Villefranche-sur-Saône, 13 juillet 1900.) — (Trib. civ. de la Seine, 4^e chambre, 4 août 1900.) — (Trib. civ. de la Seine, 8 septembre 1900.) — (Trib. civ. de Pontoise, 14 novembre 1900.)

La faute inexcusable du patron résulte de l'oubli de toute précaution pour un travail de fouille en terrain mouvant. (Trib. civ. de Pont-l'Évêque, 28 juin 1900.) — (Confirmé en appel, Caen, 1^{re} chambre, 19 novembre 1900.)

... ou du défaut d'éclayage de terrains mouvants. (Trib. civ. de Toulouse, 1^{re} chambre, 24 novembre 1900.)

N'a pas commis la faute inexcusable, le patron qui, dans un but de charité, a ouvert ses ateliers à un enfant de 13 ans. (Cour d'appel de Douai, 1^{re} chambre, 14 novembre 1900.)

Le patron n'est pas en état de faute inexcusable pour n'avoir pas obligé l'ouvrier à mettre des lunettes. (Trib. civ. de la Seine, vacations, 10 octobre 1900.) — (Trib. civ. de Lorient, 6 novembre 1900.)

FRAIS ET DÉMARCHES (Indemnités pour).

L'attribution d'indemnité pour frais et démarches occasionnées par l'instance est de l'appréciation souveraine du juge de paix et ne saurait donner ouverture à un pourvoi en cassation. (Cour de cassation, chambre civile, 29 janvier 1901.)

FRAIS FUNÉRAIRES.

Le règlement des frais funéraires est de la compétence du juge de paix et le tribunal civil qui en serait saisi se déclare incompétent. (Trib. civ. de Saint-Yrieix, 31 octobre 1900.) — (Trib. civ. de Bourgoïn, 21 novembre 1900.) — (Trib. civ. de Lyon, 30 novembre 1900.)

FRAIS MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES.

Le juge pourra ajouter à la rente une prestation supplémentaire annuelle pour fourniture et renouvellement d'un appareil orthopédique. (Cour d'appel de Pau, 13 décembre 1900.)

Restent à la charge de l'ouvrier les honoraires du deuxième médecin appelé par l'ouvrier lui-même, après qu'un premier médecin, dont il avait accepté les soins, a conclu à la guérison. (Just. de paix de Mâcon, canton sud, 20 juin 1900.)

L'hospice a une action directe pour le paiement de ces frais contre le patron. (Just. de paix de Boulogne-sur-Mer, canton sud, 5 janvier 1901.)

V. *Juge de paix* (*Compétence du*).

GARDE-NAVETTE.

V. *Faute inexcusable du patron*.

GRATIFICATIONS.

V. *Salaire de base*.

HERNIE.

La hernie ne saurait être considérée toujours comme une maladie, et peut être le résultat d'un accident donnant droit aux indemnités de la loi. (Trib. civ. de Lille, 8 novembre 1900.)

Mais l'ouvrier qui réclame les indemnités de la loi parce qu'il est atteint d'une hernie doit établir que cette affection est résultée de son travail. (Trib. civ. de Saint-Étienne, 21 mai 1900.)

HOSPITALISATION.

Le patron est tenu intégralement des frais d'hospitalisation, et ne serait pas fondé à prétendre distinguer dans la somme qu'ils représentent les frais médicaux et pharmaceutiques et ceux de subsistance et de séjour.

Solution contraire. — Les frais d'hospitalisation comprennent une part afférente aux dépenses de nourriture, au paiement de laquelle le débiteur des frais médicaux et pharmaceutiques n'est pas tenu. (Just. de paix de Donzenac, 6 octobre 1900.) — (Just. de paix de Boulogne-sur-Mer, canton sud, 5 janvier 1901.) — (Trib. civ. de Toulouse, 1^{re} chambre, 28 décembre 1900.)

... au moins pour le cas de l'ouvrier célibataire qui ne peut soutenir que cette partie supplémentaire serait destinée à l'entretien de sa famille. (Trib. civ. de Lons-le-Saunier, 24 juillet 1900.)

Le patron est débiteur cumulativement de l'intégralité des frais d'hospitalisation et de l'indemnité journalière. (Trib. civ. de Nancy, 2 juillet 1900.) — (Confirmé en appel, Nancy, 28 novembre 1900.)

Le patron qui ne paye pas d'indemnité journalière pour les dimanches et jours fériés, est débiteur pour ces jours-là, et pour ces jours-là seulement, de la somme intégrale des frais d'hospitalisation; pour les autres, il ne devra que la partie de ces frais qui représente les frais médicaux, l'autre partie représentant la nourriture et l'entretien. (Just. de paix de Pont-d'Ain, 30 juin 1900.)

V. *Frais médicaux et pharmaceutiques.*

INCAPACITÉ PERMANENTE ABSOLUE.

Pour que l'incapacité permanente soit absolue, il faut qu'elle empêche la victime de se livrer à un travail quelconque. (Trib. civ. de Bar-le-Duc, 27 juin 1900.) — (Cour d'appel de Bordeaux, 4^e chambre, 29 juin 1900.)

V. *Incapacité permanente partielle.*

L'amputation d'une jambe est une cause d'incapacité permanente absolue. (Trib. civ. de Bordeaux, 1^{re} chambre, 28 mars 1900.) — (Réformé en appel, Bordeaux, 4^e chambre, 29 juin 1900.)

INCAPACITÉ PERMANENTE PARTIELLE.

La perte d'un œil est en tout cas une cause d'incapacité permanente partielle. (Trib. civ. de Mirande, 17 mai 1900.)

L'amputation du bras droit entraîne une incapacité permanente partielle, mais non absolue. (Cour d'appel de Poitiers, 27 décembre 1899.)

V. *Incapacité permanente absolue.*

L'amputation d'une jambe entraîne une incapacité permanente partielle, mais non absolue. (Cour d'appel de Bordeaux, 4^e chambre, 29 juin 1900.) — (Trib. civ. d'Angoulême, 23 janvier 1901.)

L'écrasement des extrémités de trois doigts est une cause d'incapacité permanente partielle. (Trib. civ. de Saint-Amand, 27 décembre 1900.)

V. *Indemnité journalière. — Réduction de salaire.*

INDEMNITÉ JOURNALIÈRE.

L'indemnité journalière est due pour les dimanches et jours fériés, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le chantier où travaillait la victime était à ces jours ouvert ou fermé. (Just. de paix de Douzenac, 6 octobre 1900.) — (Just. de paix de Darnetal, 9 octobre 1900.) — (Cour d'appel de Besançon, 1^{re} chambre, 14 novembre 1900.) — (Cour d'appel de Chambéry, 8 décembre 1900.)

Solution contraire. — Jugé que l'indemnité journalière n'est due que pour les jours ouvrables et n'est pas due, par conséquent, pour les dimanches et jours fériés. (Just. de paix de Pont-d'Ain, 30 juin 1900.) — (Trib. civ. de Montreuil, 27 juillet 1900.) — (Trib. civ. de Saint-Dié, 23 août 1900.) — (Trib. civ. de Nantua, 24 août 1900.)

La question de savoir si les dimanches et jours fériés seront compris dans le compte de l'indemnité temporaire est de la compétence souveraine du juge de paix statuant en dernier ressort, et ne saurait donner ouverture à un pourvoi en cassation. (Cour de cassation, ch. civ., 29 janvier 1901.)

Le règlement d'indemnité journalière est de la compétence du juge de paix. (Trib. civ. d'Avesnes, 2 juin 1900.) — (Trib. civ. de la Seine, référés, 6 novembre 1900.)

... alors même qu'il serait introduit au tribunal civil sous la forme d'une demande en provision alimentaire. (Trib. civ. de la Seine, référés, 6 novembre 1900.)

Solutions contraires. — Le tribunal civil saisi à la suite d'une déclaration d'incapacité permanente est seul compétent pour assurer le règlement de toutes les conséquences de l'accident, même de l'indemnité journalière, (Trib. civ. de Mirande, 17 mai 1900.) — (Trib. civ. de Corbeil, 2 août 1900.) — (Trib. civ. de Toulouse, 1^{re} chambre, 28 décembre 1900.) — (Cour d'appel de Lyon, 2^e chambre, 14 décembre 1900.)

Si les parties ne soulèvent pas l'exception d'incompétence, le tribunal réglera en tous cas à la fois les indemnités journalières et d'incapacité permanente. (Trib. civ. de Villefranche, 2 février 1900.) — (Trib. civ. de Narbonne, 18 juillet 1900.) — (Trib. civ. de Lons-le-Saunier, 24 juillet 1900.) — (Cour d'appel de Chambéry, 8 décembre 1900.)

Solution contraire. — Le tribunal civil est incompétent à raison de la matière; il devra donc se dessaisir d'office. (Trib. civ. de Saint-Amand, 27 décembre 1900.) — (Cour d'appel de Douai, 1^{re} chambre, 25 juillet 1900.)

Le tribunal civil qui juge que l'accident dont le règlement lui est soumis n'entraînera qu'une incapacité temporaire et non permanente n'est pas compétent pour régler l'indemnité journalière et renvoie les parties à se pourvoir, à cet effet, devant le juge de paix. (Trib. civ. de Narbonne, 15 novembre 1900.)

V. *Point de départ de la rente.*

Si, dans sa demande introductive d'instance, l'ouvrier a fixé le nombre des journées d'incapacité pour lesquelles il réclame l'indemnité journalière ou la somme même de cette indemnité, le juge ne peut lui attribuer une indemnité plus élevée, même si le rapport de l'expert commis indiquait une durée d'incapacité plus longue que la demande de la victime. (Trib. civ. de Montreuil, 27 juillet 1900.) — (Trib. civ. de Chambéry, 2 décembre 1900.)

V. *Appel. — Hospitalisation. — Revision. — Saisie-arrêt.*

INSOLATION.

L'ouvrier camionneur frappé d'insolation pendant qu'il disposait en meule des bottes de fourrage est victime d'un accident du travail, et le patron soutiendrait en vain que l'accident est dû au cas fortuit d'une congestion cérébrale. (Trib. civ. de Versailles, 20 décembre 1900.)

IVRESSE.

V. *Faute excusable de l'ouvrier.*

JOURS OUVRABLES.

V. *Indemnité journalière. — Salaire de base.*

JUGE DE PAIX (Compétence du).

Les demandes en paiement de frais médicaux et pharmaceutiques sont en tous cas de la compétence du juge de paix, et le tribunal civil qui en est saisi accessoirement à une demande de règlement d'incapacité permanente partielle se déclarera incompétent. (Trib. civ. de Lons-le-Saulnier, 24 juillet 1900.) — (Trib. civ. de Vannes, 2 novembre 1900.) — (Trib. civ. de Chambéry, 2 décembre 1900.) — (Trib. civ. de Saint-Amand, 27 décembre 1900.)

... alors même qu'il retiendrait à bon droit le règlement de l'indemnité journalière (Trib. civ. de Lons-le-Saulnier, 24 juillet 1900.) — (Trib. civ. de Vannes, 2 novembre 1900.) — (Trib. civ. de Chambéry, 2 décembre 1900.)

Le juge de paix est seul compétent pour le règlement des frais funéraires. (Trib. civ. de Saint-Yrieix, 31 octobre 1900.) — (Trib. civ. de Bourgoin, 21 novembre 1900.) — (Trib. civ. de Lyon, 30 novembre 1900.)

V. *Indemnité journalière.*

LIEU DE PAYEMENT DE LA RENTE.

La rente est payable au domicile du rentier. (Trib. civ. de Clermont, 8 août 1900.)

LIEU DU TRAVAIL.

V. *Accident professionnel.*

LOGEMENT (Indemnité de).

V. *Salaire de base.*

MALADIE PROFESSIONNELLE.

L'eczéma des mains, ayant son origine dans la manipulation prolongée de substances malsaines est une maladie professionnelle et ne donne pas lieu, par conséquent, à l'application de la loi du 9 avril 1898. (Just. de paix de Paris, XI^e arrondissement, 12 décembre 1900.)

V. *Hernie.*

MARÉCHAL FERRANT.

V. *Assujettissement.*

MÉDECIN.

V. *Frais médicaux et pharmaceutiques.*

MINEUR DE 16 ANS.

Le salaire de base servant à la fixation de la rente du mineur de 16 ans est le salaire des ouvriers parvenus à la maturité de leurs forces, et non des ouvriers d'un âge à peine supérieur à celui de la victime. (Cour d'appel de Rennes, 1^{re} chambre, 26 décembre 1900.)

MORTE-SAISON.

V. *Salaire de base.*

OUVRIER ÉTRANGER.

La condition de résidence en territoire français, imposée aux représentants d'un ouvrier étranger, s'entend non d'un domicile de droit mais d'une résidence de fait. (Trib. civ. de Nice, 2 janvier 1901.)

Le débiteur de la rente d'un ouvrier étranger ne saurait lui offrir le capital égal à trois fois cette rente si cet ouvrier n'a pas cessé en fait de résider sur le territoire français, eût-il même été frappé d'expulsion. (Trib. civ. de Narbonne, 8 novembre 1900.)

Les représentants de l'ouvrier étranger qui ne résidaient pas sur le territoire français au moment de l'accident et qui, par suite, n'ont droit à aucune indemnité en vertu de la loi du 9 avril 1898, ne sont pas davantage fondés à prétendre exercer l'action de l'article 1382 du Code civil. (Trib. civ. de la Seine, 1^{re} chambre, 7 novembre 1900.)

L'ouvrier étranger qui ne résidait pas en France au moment de l'accident est assimilable à celui qui a cessé d'y résider depuis l'accident : il sera donc indemnisé par le paiement d'un capital égal à trois fois la rente. (Cour d'appel de Douai, 1^{re} chambre, 14 novembre 1900.)

... et il importe peu que cet ouvrier ait depuis l'accident loué une maison en France, si d'ailleurs il ne justifie pas avoir obtenu l'autorisation d'y établir son domicile. (Cour d'appel de Douai, 1^{re} chambre, 14 novembre 1900.)

OUVRIER RENTRÉ APRÈS L'ACCIDENT.

V. Réduction de salaire.

PENSION DE RETRAITE.

L'ouvrier des chemins de fer n'est pas fondé à prétendre cumuler la pension qui lui est constituée par la Compagnie avec la rente à laquelle la loi du 9 avril 1898 lui donne droit et la pension s'imputera, à due concurrence, sur la rente.

Solution contraire. — La pension de retraite due par les Compagnies de chemins de fer aux veuves de leurs ouvriers ou aux ouvriers eux-mêmes doit être servie cumulativement avec la rente de la loi du 9 avril 1898, et la Compagnie soutiendrait en vain que cette loi a fait disparaître toutes conventions antérieures et par conséquent le droit contractuel à la pension. (Trib. civ. de Narbonne, 2 janvier 1901.) — (Trib. civ. d'Étampes, 15 janvier 1901.) — (Cour d'appel de Bourges, 26 novembre 1900.)

PÉRIODE DE SERVICE MILITAIRE.

Le salaire de base de la victime d'accident qui a accompli une période de service militaire pendant l'année qui a précédé l'accident doit être augmenté de la rémunération moyenne des ouvriers de même catégorie pendant cette période. (Cour d'appel de Besançon, 1^{re} chambre, 8 août 1900.)

PERTE D'UN ŒIL.

V. Incapacité permanente partielle.

POINT DE DÉPART DE LA RENTE.

Le point de départ de la rente ne sera pas le jour de l'accident. (Trib. civ. de Nantua, 24 août 1900.) — (Cour d'appel de Pau, 13 décembre 1900.)

... mais le moment, fixé par l'appréciation du juge, où il a été certain que l'incapacité est permanente, c'est-à-dire le jour de la consolidation de la blessure. (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 2 mai 1900.) — (Trib. civ. de Montluçon, 13 juillet 1900.)

... et si l'indemnité journalière a continué à être servie après la consolidation, les sommes ainsi versées seront imputées sur la rente. (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 2 mai 1900.) — (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 15 mai 1900.) — (Trib. civ. de Bordeaux, 21 mai 1900.)

Le point de départ de la rente sera le jour de la demande en règlement d'indemnité. (Trib. civ. de Nantua, 24 août 1900.)

... ou le jour du règlement définitif. (Trib. civ. d'Avesnes, 2 juin 1900.) — (Trib. civ. d'Aubusson, 7 novembre 1900.) — (Cour d'appel de Pau, 13 décembre 1900.)

Le point de départ de la rente sera le jour de la reprise du travail. (Trib. civ. de Lorient, 6 novembre 1900.)

... ou même l'époque, fixée équitablement par le tribunal, où les indemnités déjà remises à la victime ne la couvrent plus des conséquences du sinistre. (Cour d'appel de Montpellier, 2^e chambre, 29 mars 1900.)

Solutions contraires. — Jugé que le point de départ de la rente est le jour de l'accident. (Trib. civ. de Valenciennes, 21 février 1900.) — (Trib. civ. de Bordeaux, 1^{re} chambre, 28 mars 1900.) — Trib. civ. de Senlis, 25 juillet 1900.)

... au moins pour la victime qui n'a pas reçu en fait d'indemnité journalière. (Trib. civ. de Gray, 29 novembre 1900.)

et si une indemnité journalière a déjà été accordée par le juge de paix, elle doit se défalquer de la rente accordée ultérieurement. (Trib. civ. de Bordeaux, 1^{re} chambre, 28 mars 1900.)

POLICE D'ASSURANCE.

Une police antérieure à la loi et portant une double assurance, l'une collective, l'autre individuelle contre la responsabilité civile, et ne comportant aucune prime distincte est résiliée entièrement, et pour les deux assurances, par la dénonciation. (Trib. civ. des Ardelys, 6 novembre 1900.)

La police d'assurance, antérieure à la loi du 9 avril 1898, du marchand de vins en gros est résiliée dans les conditions de la loi du 29 juin 1899, alors même que l'assujettissement de l'assuré ne serait pas certain. (Trib. comm. de Saint-Dizier, 6 avril 1900.)

L'assuré qui n'a pas payé sa prime à l'échéance ne sera débiteur que de la partie de la prime afférente au temps écoulé entre l'échéance et la dénonciation.

Solution contraire. — La prime échue est due intégralement. (Just. de paix de Paris, VIII^e arrondissement, 20 décembre 1900.)

L'assuré est libéré de l'obligation de payer les primes au jour de la résiliation nonobstant la clause stipulant que les primes sont dues d'avance. (Trib. comm. de la Seine, 26 février 1900.) — (Trib. comm. de Lyon, 30 octobre 1900.)

Solution contraire. — L'assuré qui a accepté la clause du paiement anticipé de la prime est tenu de la payer malgré dénonciation postérieure. (Trib. comm. de la Seine, 3 novembre 1899.) — (Trib. comm. de la Seine, 29 décembre 1899.) — (Trib. comm. de Châlons-sur-Marne, 31 janvier 1900.) — (Trib. comm. de la Seine, 10 avril 1900.) — (Trib. comm. de la Seine, 30 juin 1900.)

La résiliation en vertu de la loi du 29 juin 1899 opère au jour même de la dénonciation, et la compagnie d'assurances prétendrait vainement que le contrat doit suivre son effet jusqu'à l'expiration de l'année en cours. (Confirmé en appel, Paris, 20 décembre 1900.) (Trib. comm. de la Seine, 31 janvier 1900.) — (Trib. comm. de la Seine, 14 décembre 1900.)

Les polices qui peuvent être résiliées en vertu de la loi du 29 juin sont les polices antérieures au 1^{er} juillet 1899, date d'entrée en application de la loi et non celles antérieures au 9 avril 1898, date de la loi elle-même. (Trib. comm. de la Seine, 23 novembre 1900.)

• *Solution contraire.* — La faculté de résiliation dans les termes de la loi du 29 juin 1899 ne s'applique qu'aux polices souscrites antérieurement à la promulgation de la loi du 9 avril 1898; une police postérieure ne saurait être résiliée dans ces conditions, même

si elle a été souscrite avant la date d'entrée en application de la loi. (Trib. civ. de Pau, 15 novembre 1900.)

La tacite reconduction d'un contrat d'assurance, survenue postérieurement à la loi du 9 avril 1898, n'opère pas comme un nouveau contrat et n'a pas l'effet d'engager l'assuré pour une nouvelle période fixe. (Trib. civ. de la Seine, 3 janvier 1900.)

La loi du 29 juin 1899 a fixé les formes nécessaires de la résiliation; la dénonciation par lettre recommandée ne suffit pas en conséquence à opérer la résiliation. (Just. de paix de Tours, canton sud, 15 juin 1900.) — (Trib. comm. de la Seine, 12 février 1900.) — Trib. civ. de la Seine, 7^e chambre, 14 décembre 1900.)

... et si l'assuré a dénoncé la police successivement par lettre recommandée et par acte extrajudiciaire la résiliation ne produira effet qu'à la date de ce dernier acte, seul opérant. (Just. de paix de Lyon, 3^e canton, 9 mars 1900.)

En faisant d'ailleurs connaître son intention de dénonciation par acte extrajudiciaire après lettre recommandée, l'assuré a lui-même reconnu que le premier moyen ne suffisait pas. (Just. de paix de Lyon, 3^e canton, 9 mars 1900.)

Solution contraire. — La résiliation produit effet à dater du jour où elle a été connue, c'est-à-dire à dater du jour de la réception de la lettre recommandée. (Trib. civ. d'Aurillac, 12 avril 1900.) — (Trib. civ. de Fontainebleau, 22 novembre 1900.)

... si d'ailleurs la compagnie d'assurances a répondu à la dénonciation par un accusé de réception. (Trib. civ. des Andelys, 6 novembre 1900.)

POURBOIRES.

V. *Salaire de base.*

PREMIERS JOURS APRÈS L'ACCIDENT.

V. *Retenue sur les salaires.*

PRESCRIPTION.

L'introduction d'une demande d'indemnité journalière interrompt la prescription de l'action en règlement d'incapacité permanente. (Trib. civ. de Fontainebleau, 26 décembre 1900.)

La prescription de l'action en indemnité pour incapacité permanente est interrompue par la seule comparution en conciliation alors même que l'ordonnance n'aurait été rendue qu'après le délai d'un an. (Trib. civ. de Lyon, 28 décembre 1900.)

PRÉSUMPTION.

V. *Accident professionnel. — Ascendants à la charge.*

PRESTATIONS EN NATURE.

V. *Salaire de base.*

PREUVE.

V. *Accident professionnel.*

PRIMES AUX OUVRIERS.

V. *Salaire de base.*

PROPRIÉTAIRE.

V. *Responsabilité du patron.*

PROVISION.

La demande d'indemnité journalière introduite par l'ouvrier alors que le tribunal est saisi d'une demande en règlement d'incapacité permanente n'a pas le caractère d'une provision; elle en est entièrement distincte et le juge de paix est compétent pour procéder à ce règlement.

Solution contraire. — Une telle demande a le caractère d'une provision; elle est donc de la compétence du tribunal civil et le juge de paix ne saurait en connaître. (Trib. civ. de Narbonne, 18 juillet 1900.)

La provision ne peut être accordée que lorsque la cause n'est pas en état. (Trib. civ. de Pont-Audemer, 7 août 1900.)

Solution contraire. — Jugé que le tribunal pourra attribuer la provision que les parties acceptent sans conclure au paiement de l'indemnité journalière. (Trib. civ. de Fontainebleau, 22 mars 1900.)

Jugé que le tribunal pourra, tout en réglant la rente, accorder à la victime une provision supplémentaire, à raison de son âge et de son état d'indigence. (Trib. civ. de Fontainebleau, 26 décembre 1900.)

La provision accordée par le tribunal, même si elle est servie journellement, ne peut se cumuler avec l'indemnité journalière.

Solution contraire. — La provision accordée par le tribunal, lorsque la cause n'est pas en état, doit être servie cumulativement avec l'indemnité journalière. (Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 5 janvier 1901.)

Le président du tribunal, statuant en référé, n'a pas compétence pour allouer des provisions. (Trib. civ. de la Seine, référés, 6 novembre 1900.)

V. *Faute inexcusable du patron.*

PUISATIER (Ouvrier).

V. *Faute inexcusable de l'ouvrier.*

RAYON D'ACTION DE LA MACHINE.

V. *Battuse (Accident causé par une).*

RÉDUCTION DE LA RENTE.

Le juge ne saurait réduire la pension de l'ascendant qui était à la charge de la victime, sous le prétexte que cet ascendant était à la charge de plusieurs enfants. (Cour d'appel de Rouen, 26 décembre 1900.)

RÉDUCTION DU SALAIRE.

Le patron n'est pas fondé à soutenir qu'il ne doit pas d'indemnité à l'ouvrier atteint d'incapacité permanente partielle, qui peut accomplir après l'accident le même travail auquel il était occupé auparavant. (Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 5 janvier 1901.)

... ni qu'il a indemnisé l'ouvrier atteint d'une telle incapacité en l'embauchant de nouveau avec le même salaire qu'avant l'accident. (Confirmé en appel, Paris, 7^e chambre, 4 août 1900.) — (Trib. civ. de Saint-Dié, 23 août 1900.) — (Trib. civ. de Lyon, 27 octobre 1900.) — (Trib. civ. des Andelys, 30 octobre 1900.) — (Trib. civ. de Lorient, 6 novembre 1900.) — (Trib. civ. de Pontoise, 14 novembre 1900.)

Si le salaire réduit payé à l'ouvrier par le patron n'est pas la base du calcul, il en est un des éléments les plus essentiels.

Solution contraire. — Jugé que, pour apprécier s'il y a réduction de salaire et, par conséquent, incapacité permanente partielle, et la quotité de cette diminution, le tribunal doit considérer non les diverses circonstances qui pourront influer sur l'incapacité de

l'ouvrier, mais uniquement le chiffre de son salaire avant et après l'accident. (Trib. civ. de Toulon, 19 juin 1900.)

... et par conséquent, l'ouvrier repris après l'accident, aux mêmes conditions et au même salaire, n'est pas atteint d'incapacité permanente et n'a pas droit à la rente. (Trib. civ. de Toulon, 19 juin 1900.)

La réduction que l'accident fait subir au salaire doit être appréciée d'après le degré d'infériorité résultant pour l'ouvrier de l'accident et non d'après des circonstances passagères, telles que la générosité du patron, ou l'inertie ou la mauvaise chance de l'ouvrier dans la recherche d'un emploi. (Trib. civ. de Valenciennes, 21 février 1900.) — (Trib. civ. de Dôle, 5 juillet 1900.) — (Trib. civ. d'Amiens, 20 octobre 1900.) — (Cour d'appel de Chambéry, 19 novembre 1900.)

Le tribunal peut tenir compte, dans l'appréciation de la réduction, de ce que la victime retrouve, par l'habitude, une capacité de travail plus grande dans les conditions où l'a réduit l'accident. (Trib. civ. de Nancy, 30 octobre 1900.)

V. *Affection antérieure.*

RÉFÈRES.

V. *Provision.*

RÉSIDENT (Conditions de).

V. *Ouvrier étranger.*

RÉSIDENT (Indemnité de).

V. *Salaire de base.*

RÉSILIATION.

V. *Police d'assurance.*

RESPONSABILITÉ DU PATRON.

L'exploitant d'une scierie qui fait effectuer dans son atelier un ouvrage étranger à sa profession est dans la situation d'un propriétaire pour qui sont effectués des travaux qu'il ne dirige pas, et qui n'est pas responsable de l'accident. (Trib. civ. de Marseille, 2^e chambre, 15 juin 1900.)

V. *Tiers responsable de l'accident.*

RETENUE SUR LES SALAIRES.

Les ouvriers peuvent exiger le remboursement de la somme retenue. (Cons. prud. de Morlaix, 14 décembre 1900.) — (Cons. prud. de Morlaix, 14 décembre 1900.)

La convention même par laquelle l'ouvrier autorise son patron à prélever une retenue sur le salaire pour assurance est contraire à la loi, aux termes de l'article 30; l'ouvrier peut donc en tout temps invoquer la nullité de cette convention et demander le remboursement des sommes indûment retenues. (Just. de paix de Paris, XVII^e arr., 21 novembre 1900.) — (Cons. prud. de Morlaix, 14 décembre 1900.)

Le Conseil des prud'hommes pourra ordonner la restitution des sommes retenues pour l'assurance affectée spécialement à couvrir l'indemnité journalière des quatre premiers jours si la retenue est hors de proportion avec les risques de cette assurance pour les quatre premiers jours. (Cons. prud. de la Seine, bâtiment, 29 septembre 1900.)

REVISION.

La revision ne peut frapper que la rente, et la victime ne serait pas fondée à réclamer, par l'action en revision, une nouvelle indemnité journalière. (Trib. civ. de Bernay, 13 novembre 1900.)

La demande en revision est une action nouvelle et doit être précédée d'un préliminaire de conciliation. (Trib. civ. de Toulouse, 1^{re} chambre, 28 décembre 1900.)

SAISIE-ARRÊT.

A la différence des rentes, l'indemnité temporaire est saisissable, pour partie, comme le salaire même de l'ouvrier. (Just. de paix de la Ferté-Saint-Aubin, 25 octobre 1900.)

SALAIRE DE BASE.

Le gain mensuel ou annuel de l'ouvrier travaillant à la journée s'obtient en multipliant le salaire journalier par le chiffre fixe de 300 jours. (Trib. civ. de Bordeaux, 21 mai 1900.) — (Trib. civ. de Lyon, 30 novembre 1900.) — (Cour d'appel de Chambéry, 8 décembre 1900.)

... ou de 305 jours. (Trib. civ. de Saint-Amand, 27 décembre 1900.)

Pour calculer le salaire annuel de l'ouvrier dont le salaire journalier est connu, le tribunal recherchera si la profession de l'ouvrier comporte ou non un travail de tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés. (Trib. civ. de Bayonne, 12 juin 1900.) — (Trib. civ. de Pont-Audemer, 7 août 1900.)

Le salaire de base de l'ouvrier occupé pendant une partie de l'année comprend le gain réalisé par l'ouvrier pour un travail non salarié exécuté pour son propre compte. (Trib. civ. de Mâcon, 8 août 1900.)

Ne peuvent être considérés comme gains de l'ouvrier et entrer dans le salaire de base, ceux que la victime n'aurait pas acquis en qualité d'ouvrier, par exemple les bénéfices qu'elle fait comme fermier. (Trib. civ. d'Angoulême, 23 janvier 1901.)

Dans les industries sujettes à la morte-saison, la base de salaire de l'ouvrier comprend, outre les sommes qu'il a gagnées dans l'entreprise où l'accident est survenu, le gain réalisé ailleurs pendant la période de morte-saison. (Trib. civ. de Nancy, 13 juillet 1900.)

A la différence de l'indemnité journalière, le salaire de base pour la fixation de la rente est calculé sur la rémunération effectivement reçue par l'ouvrier dans l'année qui a précédé l'accident, le salaire eût-il été augmenté dans les derniers mois. (Trib. civ. des Andelys, 30 octobre 1900.)

Le tribunal calculera le salaire de la victime occupée dans l'usine depuis moins d'un an sur son salaire réel au moment de l'accident, si d'ailleurs la victime n'est pas dans les mêmes conditions d'expérience et d'âge que les autres ouvriers de même catégorie. (Trib. civ. de Gray, 20 novembre 1900.)

Le salaire de base de la victime qui était occupée à un autre travail dans la même usine moins d'un an avant l'accident est arbitré par le tribunal sur la base de son salaire au moment de l'accident. (Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 15 mai 1900.)

La circonstance que les ouvriers de la même catégorie que la victime ont été augmentés depuis l'accident ne suffit pas à justifier une augmentation correspondante du salaire de base. (Trib. civ. de Senlis, 1^{er} mai 1900.)

Le tribunal ne saurait tenir compte dans l'appréciation du salaire de base de la probabilité d'augmentation prochaine du salaire de l'ouvrier. (Trib. civ. de Pontoise, 14 novembre 1900.)

L'évaluation des prestations en nature doit être comprise dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. de la Seine, vacations, 2 octobre 1900.)

L'autorisation donnée par le patron à ses ouvriers d'emporter parfois des débris de bois ne saurait être considérée comme une prestation en nature dont l'évaluation doit être comprise dans le salaire de base. (Trib. civ. d'Arbois, 11 septembre 1900.)

Les prestations de charbon, accordées par certaines Compagnies minières en vertu de leurs propres règlements, entrent comme gain de l'ouvrier dans le calcul du salaire

de base, ce combustible fût-il sans valeur pour la Compagnie. (Trib. civ. d'Arras, 14 août 1900.)

Les pourboires, qui sont aléatoires, et dont il est impossible de fixer la quotité, n'entrent pas dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. de Pont-Audemer, 7 août 1900.) — (Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 5 janvier 1901.)

Mais si une partie du pourboire représente le prix d'un travail supplémentaire, cette partie entrera dans le calcul du salaire de base sur l'évaluation du juge. (Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 5 janvier 1901.)

L'indemnité pour charges de famille, qui est attribuée par un règlement général du patron, dont peuvent bénéficier tous ses ouvriers, constitue pour ceux-ci un droit et doit être comprise dans le calcul du salaire de base.

Solution contraire. — L'indemnité pour charges de famille ne doit pas entrer dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. de Bayeux, 12 juillet 1900.) — (Confirmé en appel, Caen, 6 décembre 1900.)

L'indemnité de déplacement représente en réalité une augmentation de salaire et doit donc être comprise tout entière dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. de Bayeux, 12 juillet 1900.) — (Confirmé en appel, Caen, 6 décembre 1900.) — (Trib. civ. de Corbeil, 9 août 1900.) — Trib. civ. d'Étampes, 15 janvier 1901.)

Solutions contraires. — L'indemnité de déplacement n'a pas le caractère d'un supplément de salaire et ne saurait par conséquent être comprise dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. de Lyon, 30 novembre 1900.) — (Trib. civ. de Narbonne, 2 janvier 1901.)

Le tribunal peut estimer d'après les circonstances que l'indemnité de déplacement représente uniquement le remboursement de dépenses de nourriture, et qu'elle ne doit pas, par conséquent, être comprise dans l'évaluation du salaire de base. (Trib. civ. de Bourges, 7 juin 1900.) — (Confirmé en appel, Bourges, 26 novembre 1900.)

L'indemnité de logement représente un supplément de rémunération et doit être comprise dans le calcul du salaire de base, à moins que le logement ne soit concédé en vertu d'un contrat de louage immobilier, le prix fût-il inférieur à la valeur locative. (Trib. civ. d'Arras, 14 août 1900.)

L'indemnité de résidence représente un supplément de salaire et doit être comprise dans le calcul du salaire de base. (Trib. civ. d'Étampes, 15 janvier 1901.)

Solution contraire. — L'indemnité de résidence n'est pas un supplément de salaire. (Trib. civ. de Narbonne, 2 janvier 1901.)

Les primes allouées aux ouvriers des Compagnies de chemins de fer pour entretien des machines ou pour économie de combustible représentent la rémunération d'un surcroît de travail et de soins; elles entrent dans l'évaluation du salaire de base. (Trib. civ. de Corbeil, 9 août 1900.) — (Confirmé en appel, Bourges, 26 novembre 1900.)

V. *Période de service militaire.*

SCIEURS DE LONG (Ouvriers).

V. *Entrepreneur.*

TIERS RESPONSABLE DE L'ACCIDENT (Action contre le).

Le patron, subrogé aux droits de son ouvrier, devra agir contre le tiers auteur par voie directe et principale et non par voie de recours en garantie. (Trib. civ. de la Seine, vacations, 18 septembre 1900.)

Une Compagnie de chemins de fer contre qui aucune faute n'est établie n'est pas responsable, à l'égard de l'entrepreneur, des accidents survenus à l'ouvrier travaillant sur la voie. (Trib. civ. du Havre, 5 avril 1900.)

TITRE DE RENTE.

Le tribunal ne saurait imposer au patron l'obligation d'acheter un titre de rente au nom de la victime. (Cour d'appel de Rouen, 26 décembre 1900.)

TRAITEMENT MÉDICAL.

Le patron ne saurait exiger que la victime dont l'état reste longtemps incertain suive un traitement déterminé avant la fixation définitive de la rente. (Trib. civ. de Louviers, 15 juin 1900.)

Le patron n'est pas fondé à invoquer l'insuffisance du traitement médical choisi par la victime. (Trib. civ. de Valenciennes, 6 juillet 1900.)

Le patron ne saurait échapper aux obligations de la loi par le motif que l'ouvrier se serait refusé à subir une deuxième opération, et qu'il ne serait pas possible de savoir, par suite, si son incapacité provient de l'accident ou de son refus. (Cour d'appel de Douai, 1^{re} chambre, 14 novembre 1900.)

TRAITEMENT THERMAL.

Si le patron, d'accord avec la victime, s'engage en justice à faire les frais d'un traitement thermal qui peut amener la guérison, le tribunal pourra surseoir à statuer jusqu'à la fin du traitement qui doit fixer le caractère de l'incapacité. (Trib. civ. de Narbonne, 20 novembre 1900.)

TRANSPORTS (Entrepreneur de).

V. *Assujettissement. — Entrepreneur.*

TRAVAIL (Accidents à l'occasion du).

V. *Accident professionnel.*

TRAVAIL NON CONTINU.

V. *Salaire de base.*

TRIBUNAL CIVIL (Compétence du).

En cas d'incertitude sur le caractère temporaire ou permanent de l'incapacité, le tribunal civil sursoiera à statuer sur la question de compétence en matière d'indemnité temporaire et de frais médicaux dont la solution dépend du caractère de l'incapacité. (Trib. civ. de Marvejols, 19 octobre 1900.)

TRIBUNAL DE COMMERCE.

Les tribunaux de commerce sont en tous cas incompétents pour connaître des différends auxquels peuvent donner lieu, même envers les tiers, les accidents du travail. (Trib. comm. de Marseille, 8 mai 1900.)

VINS (Marchands de).

V. *Assujettissement. — Police d'assurance.*

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en septembre 1901 (1). — La situation générale du travail dans l'industrie en septembre 1901 a été jugée moins bonne que celle de septembre 1900; mais, par contre, en progrès sur le mois dernier.

Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu en septembre 1900 seulement 110,5 demandes, il y en a eu 147,5 en septembre 1901. (En août 1901 : 150,2.)

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 77 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de septembre 1900, une diminution du chômage dans 7 villes, une augmentation dans 70.

Les placements effectués dans ces 77 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Sept. 1900.	35.137	13.247	48.384	43.254	10.208	53.462	123,1	77,1	110,5
Sept. 1901.	30.963	14.757	46.720	54.881	14.056	68.937	177,2	89,2	147,5

Grèves en septembre. — 21 grèves contre 25 en août 1901 et 28 en septembre 1900. Les grèves les plus importantes se sont produites dans la fabrication des allumettes, chez les tailleurs pour dames et dans le bâtiment.

Le nouveau texte du Code industriel (Gewerbeordnung). — Le nouveau texte de la *Gewerbeordnung*, le code industriel allemand, tel que ce texte résulte notamment de la récente loi du 30 juin 1900, a été publié dans le n° 47 du *Reichs-Gesetzblatt* (Bulletin des lois allemand), à la date du 26 juillet 1900. Il y occupe 108 pages.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

AUTRICHE.

Grèves en juillet et août 1901. — 22 (11) nouvelles grèves, avec 2.100 (500) grévistes; 0 lock-out en juillet et 3 en août. C'est, pour le premier mois, en basse Autriche et Moravie, dans les textiles, la fabrication des machines, appareils, instruments et moyens de transports, et dans l'industrie du bois et du caoutchouc; pour le second mois, en basse Autriche et Galicie, dans le bâtiment, les pierres et terres et dans l'industrie textile que les conflits ont été le plus nombreux. Sur 19 (10) grèves notoirement terminées : 6 (4) succès, 8 (3) transactions, 5 (3) échecs. Causes principales : insuffisance de salaires, 12 (1) cas.

Mouvement total des grèves pour les 8 premiers mois de l'année 1901 en chiffres ronds : 185 grèves avec 15.900 grévistes, et 3 lock-outs atteignant environ 302 travailleurs.

Placement en juillet et août. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 751 (738) bureaux de placement professionnels :

MOIS.	POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DES DEMANDES a été de :			POUR 100 DEMANDES D'EMPLOI, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 OFFRES D'EMPLOI, le nombre de placements a été de :			SUR 100 DEMANDES D'EMPLOI, le nombre de placements a été de :		
	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
Juillet...	202	81	155	49	123	65	75	45	63	37	56	41
Août....	207	68	147	48	146	68	75	40	60	36	59	41

Loi du 27 juin 1901 sur la durée du travail dans les mines. (Errata.)

— Le *Bulletin* d'août 1901, à sa page 579, a publié cette loi avec l'indication erronée de loi d'avril 1901. En effet, la loi n'a été votée que le 8 juin par la Chambre des Seigneurs et elle a été promulguée le 27 juin. Elle a été publiée par le *Reichsgesetzblatt* du 1^{er} juillet dernier (pièce X L n° 81).

Une erreur s'est également glissée dans la traduction de cette loi. Le texte de l'article 3, 2^e phrase, porte : « *Der Beginn der Schicht wird nach der Zeit der Einfahrt..... berechnet.* » Or de la discussion parlementaire et des déclarations du Gouvernement il résulte que ce passage doit être entendu comme il suit : *On comptera le commencement de la journée de travail à partir du commencement de la descente.....*

Le travail à domicile dans le vêtement et la lingerie au point de vue de l'hygiène (1). — L'enquête provoquée à ce sujet par le Conseil supérieur du travail autrichien (séance du 20 mars 1899), a porté sur 409 logements ou-

(1) Extrait des *Wohnungs- und Gesundheits-Verhältnisse der Heimarbeiter in der Kleider- u. Wäscheconfection*. — Service de la Statistique du travail ; Ministère du Commerce. Vienne, 1901.

vriers occupés, au total, par 347 chefs de famille travaillant dans la confection et 62 dans la lingerie. Les visites sur place ont pris 47 jours, à raison d'une journée en moyenne par 4 à 5 maisons. Les informations relatives au taux des salaires ont été recueillies auprès des intéressés mêmes et n'ont pu être contrôlées.

On trouvera ci-après les conclusions des enquêteurs sur les points essentiels de leurs recherches.

I. — LOGEMENTS.

a) Répartition par étage :

Dans les sous-sols.....	0,4 p. 0/0
Au rez-de-chaussée.....	32,8 p. 0/0
A l'entresol.....	2,7 p. 0/0
Au 1 ^{er} étage.....	27,4 p. 0/0
Au 2 ^e étage.....	19,8 p. 0/0
Au 3 ^e étage.....	14,2 p. 0/0
Au 4 ^e étage.....	2,7 p. 0/0

b) Humidité et salubrité :

A l'égard de l'humidité, 70 logements insalubres sur 409 visités, soit.....	17,1 p. 0/0
111 pièces malsaines pour d'autres causes sur 1.038 comprises dans les 409 logements, soit.....	10,0 p. 0/0

c) Affectation des pièces des logements visités :

Pièces utilisées à la fois.

Comme ateliers, chambres à coucher et cuisines.....	26,4 p. 0/0
Comme ateliers et cuisines.....	18,1 p. 0/0
Comme chambres à coucher.....	12,1 p. 0/0
Comme ateliers et chambres à coucher.....	11,7 p. 0/0
Comme cuisines et vestibules.....	7,2 p. 0/0
Comme cuisines et chambres à coucher.....	5,5 p. 0/0
Comme ateliers sans autre affectation.....	3,8 p. 0/0

d) Densité des locataires :

Rapport du nombre des maisons au nombre des logements.....	1 : 2,5
Rapport du nombre des maisons au nombre des habitants.....	1 : 6,1
Rapport du nombre des logements au nombre des habitants.....	1 : 2,4

Ainsi, grande agglomération si l'on considère, en outre, que les calculs ci-dessus ne comprennent pas le personnel passant seulement la journée chez les ouvriers à domicile. D'ailleurs, à l'égard de la densité pendant le jour et pendant la nuit, il a été établi que, respectivement, les trois quarts et les quatre cinquièmes des 409 habitations examinées n'ont pas la surface requise par l'hygiène la moins exigeante. Le volume d'air est insuffisant aussi pour les cinq sixièmes et les six septièmes des logements.

e) État matériel des habitations :

Ventilation par les fenêtres, défectueuse dans.....	114 cas
Éclairage insuffisant dans.....	103 cas
Pas de cabinets d'aisances dans.....	11 cas
En général, service des eaux (arrivée et écoulement) établi dans des conditions antihygiéniques.	

II. — LES DIFFÉRENTES PIÈCES DES LOGEMENTS.

a) *Affectation*. — Les 1.038 pièces que comprennent les 409 habitations visitées se décomposent comme suit :

53 ateliers ;	22 cuisines-ateliers ;
264 chambres à coucher ;	108 cuisines-chambres à coucher ;
317 chambres à coucher-ateliers ;	53 cuisines-ateliers-chambres à coucher ;
221 cuisines ;	

b) *Ateliers*. — Des 43 ateliers relevés à un titre quelconque dans le décompte ci-dessus :

76 étaient occupés par 4 personnes ;	8 étaient occupés par 8 personnes ;
34 ————— 5 —————	2 ————— 9 —————
22 ————— 6 —————	7 ————— 10 —————
15 ————— 7 —————	

Enfin, plus de 10 ouvriers et ouvrières, par pièce, ont été rencontrés dans 8 de ces locaux, la plupart d'une exigüité extrême. À signaler, en particulier, un réduit mesurant 25^m8 avec un cube d'air de 85^m5 où se tenaient 25 lingères (dont 15 avec une machine à coudre), en sorte que chaque personne avait simplement à sa disposition une surface de 1^m03 et 3^m42 d'air respirable.

c) *Chambres à coucher*. — Au nombre de 742, d'après le tableau précédent. 1.493 personnes y couchaient, d'où une moyenne de 3, 4 personnes par pièce. En fait, on a compté :

136 chambres à coucher avec 1 personne ;	25 chambres à coucher avec 7 personnes ;
157 ————— 2 —————	13 ————— 8 —————
151 ————— 3 —————	6 ————— 9 —————
99 ————— 4 —————	1 ————— 10 —————
90 ————— 5 —————	2 ————— 11 —————
61 ————— 6 —————	1 ————— 13 —————

L'exigüité est encore ici le défaut essentiel à souligner et, en outre, l'état souvent fruste des lits véritables ou improvisés : dans les villes, de simples bancs ; à la campagne, des sacs de paille sur des sièges ou par terre, voire même le tout petit espace nu derrière la vaste cheminée ou le four, d'ordinaire réservé aux berceaux des enfants en bas âge.

III. — ÉTAT-CIVIL ET SITUATION PÉCUNAIRE DES OUVRIERS OBSERVÉS.

La plupart sont mariés et avaient, lors de l'enquête, au total, 1.090 enfants, dont 88.2 p. 0/0, presque les 9/10, entièrement à charge aux parents.

Quant aux salaires hebdomadaires de cette catégorie de travailleurs, ils ressortent en moyenne (sous la réserve indiquée au début du présent compte-rendu) à :

5 ^f 25 pour 3,9 p. 0/0 des personnes envisagées ;
10 ^f 50 pour 19,5 p. 0/0 —————
21 ^f 00 pour 32,1 p. 0/0 —————
31 ^f 50 pour 23,5 p. 0/0 —————
42 ^f 00 pour 12,1 p. 0/0 —————
52 ^f 50 pour 5,2 p. 0/0 —————
et à plus de 52 ^f 50 pour 3,7 p. 0/0 des personnes envisagées.

Il se trouva, au surplus, 9 ouvriers et ouvrières à domicile, gagnant moins de 5 fr. 25 par semaine; par exemple : 3 fr. 85, 3 fr. 45, 3 fr. 15, 2 fr. 85 et même, dans un seul cas, 1 fr. 70. A remarquer, à la vérité, que la lingerie, surtout, est entreprise par beaucoup d'ouvrières à titre de gagne-pain complémentaire. D'ailleurs, auprès de ces taux infimes, il en est de plus élevés, qui dépassent grandement 52 fr. 50; par exemple : de 63 francs à 105 francs, et même 147 francs (maximum). Ajoutons enfin, pour permettre de se former une idée la plus exacte possible de la situation matérielle desdits ouvriers, qu'un bon nombre (128 sur 409) parviennent à augmenter leurs gains en habitant avec des parents qui les aident plus ou moins du produit de leur travail, ou encore en prenant des pensionnaires étrangers.

Néanmoins, la conclusion des enquêteurs est que la condition de l'ouvrier à domicile apparaît extrêmement modeste sous le rapport pécuniaire et laisse beaucoup à désirer au point de vue de l'hygiène. A l'heure actuelle, ce n'est pas encore précisément le sweating system brutal du Canada; mais cette exploitation éhontée des travailleurs du vêtement pourrait bien s'implanter à brève échéance en Autriche et rendre leur existence plus précaire encore, si le gouvernement ne se préoccupait point de remonter le courant en temps utile.

BELGIQUE.

Revue du travail en août 1901 (1). — Dans les *charbonnages*, les stocks augmentent et la baisse des salaires s'accroît; de même dans la *fabrication du coke*. La *sidérurgie* (hauts-fourneaux, laminoirs, fonderies, aciéries) est toujours dans la même situation pénible. La *grosse construction* est sérieusement éprouvée. Situation encore très favorable dans l'industrie des *allumettes* et activité faible dans l'industrie du *tabac*, du *meuble*, du *livre*, la *tonnellerie* et les métiers du *vêtement*. Par contre, allure bonne dans la *meunerie*; la *brasserie*, l'industrie *diamantaire*, la *brigneterie*, l'*émaillerie*, la *verrerie* et la *glacerie*. Dans le groupe des textiles, reprise pour la *filature du lin*, mais faiblesse dans la *filature* et le *tissage du coton*, ainsi que dans la *filature de laine cardée*; la *filature de laine peignée* garde au contraire une bonne activité.

Grèves en août. — 10 grèves nouvelles avec 672 grévistes dans 8 grèves. Parmi les causes de conflit, les questions de salaire sont toujours au premier rang (5 cas). Sur 10 grèves terminées, anciennes et nouvelles: 1 succès (40 grévistes), 9 échecs (130/4 grévistes dans 8 grèves), renvois dans 3 cas (19 au total).

Loi du 30 juillet 1901, réglementant le mesurage du travail des ouvriers.
ART. 1^{er}. — Lorsqu'il est fait usage, pour mesurer le travail des ouvriers en vue de déterminer leur salaire, soit de poids, soit de mesures de longueur, de surface,

(1) *Revue du travail* (belge).

de capacité ou de solidité, il est interdit de se servir d'unités de poids ou de mesures autres que celles établies par la loi du 1^{er} octobre 1855.

ART. 2 à 12. — (Concernent la vérification et l'emploi des instruments de mesures légaux.)

Disposition additionnelle.

ART. 13. — L'article 5 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires aux ouvriers, sera conçu comme suit :

Les salaires ne dépassant pas 5 francs par jour doivent être payés à l'ouvrier, au moins deux fois par mois, à seize jours d'intervalle au plus.

Pour les ouvrages à façon, à la pièce ou par entreprise, le règlement partiel ou définitif sera effectué au moins une fois chaque mois; lors de chaque règlement partiel, le patron est tenu de remettre aux ouvriers un état sur lequel il mentionnera la quantité de travail effectué ainsi que le montant des salaires payés.

On trouvera ci-après le texte de la loi précitée du 16 août 1887 :

LOI DU 16 AOÛT 1887. PORTANT RÉGLEMENTATION
DU PAYEMENT DES SALAIRES.

ART. 1^{er}. — Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire, ayant cours légal. Tous paiements effectués sous une autre forme sont nuls et non avenus.

ART. 2. — Toutefois, le patron peut fournir à ses ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires :

- 1^o Le logement;
 - 2^o La jouissance d'un terrain;
 - 3^o Les outils ou instruments nécessaires au travail, ainsi que l'entretien de ceux-ci;
 - 4^o Les matières ou matériaux nécessaires au travail et dont les ouvriers ont la charge selon l'usage admis ou aux termes de leur engagement;
 - 5^o L'uniforme ou le costume spécial que les ouvriers seraient astreints à porter;
- Les objets compris sous les n^{os} 3^o, 4^o et 5^o ne peuvent être portés en compte à l'ouvrier un prix dépassant le prix de revient.

ART. 3. — La députation permanente peut autoriser les patrons à fournir à leurs ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires, les denrées, les vêtements, les combustibles, à condition que ces fournitures soient faites au prix de revient.

Elle détermine les autres conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée.

S'il y a dans la localité un conseil de l'industrie et du travail, ces conditions doivent être préalablement soumises soit à son avis, soit à celui de la section compétente.

L'autorisation est toujours révocable pour cause d'abus, le conseil de l'industrie ou de la section entendu.

En cas de refus ou de révocation d'autorisation, il peut être interjeté appel au Roi dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêt de la députation permanente aux intéressés.

ART. 4. — Le paiement des salaires ne peut être fait aux ouvriers dans des cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou dans des locaux y attenants.

ART. 5. — Les salaires ne dépassant pas 5 francs par jour doivent être payés à l'ouvrier, au moins deux fois par mois, à seize jours d'intervalle au plus. Pour les ouvrages à façon, à la pièce ou par entreprise, le règlement partiel ou définitif sera effectué au moins une fois chaque mois.

ART. 6. — Hors les cas prévus par les n^{os} 3^o, 4^o et 5^o de l'article 2, il est interdit tant aux

patrons qu'aux directeurs, contremaîtres, porions, employés d'une administration publique ou privée, chefs d'entreprise ou sous-traitants, d'imposer à l'ouvrier travaillant sous leurs ordres ou de stipuler, conventionnellement avec lui, des conditions de nature à lui enlever la faculté de disposer librement de son salaire.

Néanmoins, le logement et la jouissance d'un terrain prévus par les n°s 1° et 2° de l'article 2 peuvent former l'objet de baux entre les patrons, directeurs, contremaîtres, porions, employés d'une administration publique ou privée, chefs d'entreprise ou sous-traitants et les ouvriers, pourvu que ces baux soient librement conclus.

ART. 7. — Il ne peut être fait de retenue sur le salaire de l'ouvrier que :

1° Du chef d'amendes encourues en vertu du règlement d'ordre intérieur régulièrement affiché dans l'établissement ;

2° Du chef des cotisations dues par l'ouvrier à des caisses de secours et de prévoyance ;

3° Du chef des fournitures faites dans les conditions autorisées par les articles 2 et 3 ;

4° Du chef d'avances faites en argent, mais à concurrence du cinquième du salaire seulement.

Est considéré comme avance le prix d'un terrain à bâtir vendu par le patron à l'ouvrier.

ART. 8. — N'est pas recevable, sauf pour les fournitures relatives au commerce exercé par l'ouvrier, l'action du patron, du directeur ou contremaître, du porion, de l'employé ou d'une administration publique ou privée, du chef d'entreprise ou du sous-traitant, ayant pour objet le paiement de fournitures faites dans d'autres conditions que celles qui sont indiquées aux articles 2 et 3.

ART. 9. — Jusqu'à preuve du contraire, toute fourniture faite par la femme ou par les enfants du patron, directeur, contremaître, porion, employé d'une administration publique ou privée, chef d'entreprise ou sous-traitant, est présumée faite par le patron lui-même, le directeur, contremaître, porion, employé, chef d'entreprise ou sous-traitant.

De même est présumée faite à l'ouvrier lui-même toute fourniture qui aurait été livrée à sa femme ou à ses enfants vivant avec lui.

ART. 10. — Le patron qui aura contrevenu ou fait contrevenir par ses agents ou mandataires à l'une des dispositions des articles 1^{er} à 7 inclusivement sera puni d'une amende de 50 à 2,000 francs.

Les directeurs, contremaîtres, porions, employés d'une administration publique ou privée, chefs d'entreprise et sous-traitants qui auront commis la même infraction, seront punis de la même peine. Toutefois, s'ils ont agi d'après les instructions du patron ou d'un préposé ayant autorité sur eux et sans y avoir un intérêt personnel, ils ne seront passibles que d'une amende de 26 à 100 francs, dont le paiement pourra être poursuivi à charge du patron, sauf recours de celui-ci contre le condamné.

Toute action du chef d'une des infractions prévues par la présente loi sera prescrite par le laps de six mois à dater du jour où l'infraction aura été commise.

ART. 11. — Le livre 1^{er} du code pénal sans exception du chapitre VII et de l'article 85 sera appliqué aux infractions ci-dessus.

ART. 12. — La présente loi ne concerne ni les ouvriers agricoles, ni les domestiques, ni, d'une manière générale, les ouvriers logés et nourris chez leur patron.

ART. 13. — La présente loi ne sera mise en vigueur qu'au 31 décembre 1887.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre. — Le marché du travail a montré de la faiblesse en septembre par rapport à l'année dernière, mais il est en légère amélioration par rapport au mois précédent dans plusieurs industries des plus importantes.

2,40 p. o/o de chômeurs dans 142 *trade-unions* groupant 543.917 membres contre 3,9 p. o/o en août 1901 et 3,6 p. o/o en juillet 1900.

5,36 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 473.007 mineurs contre 4,91 en août 1901 et 5,65 en septembre 1900.

321 hauts fourneaux en marche à la fin de septembre 1901, avec 22.300 ouvriers contre 317 en août 1901 et 360 en septembre 1900.

88 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en septembre 1901 et 69 p. o/o dans les tissages avec 77.500 ouvrières, femmes et filles, contre 80 et 64 en août 1901 et 59 et 41 en septembre 1900.

Le travail reste mauvais dans la *cordonnerie*. La faiblesse s'accroît dans la *construction navale*, le *bâtiment*, les industries du *cuir*. Pas de changement dans la *construction mécanique*, les *métanx* et le *verre*. Amélioration dans les *mines de fer*, dans la *métallurgie du fer et de l'acier*, dans l'*ameublement*, les industries du *livre*, le *papier*, la *filature et le tissage du coton*. Grande amélioration dans la *quincaillerie*, les industries de la *laine* et la *bonneterie*.

Sur 172.890 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, diminution de salaires de 1 fr. 05 en moyenne par semaine pour 168.452 d'entre eux, principalement dans l'industrie houillère (125.000 mineurs gallois et du Monmouthshire).

Ces variations ont été réglées pour 112 ouvriers par arbitrage et pour 170.337 par échelle mobile. 516 ouvriers se sont mis en grève préalable, et 1.935 ouvriers ou leurs représentants se sont arrangés directement avec les patrons.

Grèves. — 33 nouvelles grèves en septembre 1901 avec 8.654 chômeurs, contre 32 avec 10.129 en août 1901, et 29 avec 6.132 en septembre 1900; 3 grèves dans le *bâtiment*, 12 dans les *mines*, 8 dans les *textiles*, 4 dans la *métallurgie*. Sur 46 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 9.922 grévistes: 9 succès (avec 2.621 grévistes), 17 transactions (avec 2.412 grévistes), 20 échecs (avec 4.889 grévistes).

ITALIE.

Projet de création d'un Office du travail. — Le Président du Conseil a déposé, en juin dernier, un projet de loi portant création d'un Office du travail et

d'un Conseil supérieur du travail. Les Chambres se sont séparées sans discuter ce projet, mais il est probable qu'elles en reprendront l'étude à la rentrée. Une proposition similaire a déjà été présentée par deux députés, MM. Colajanni et Pantano.

Les dispositions du projet gouvernemental paraissent inspirées sur plusieurs points des lois et décrets qui règlent l'existence des institutions similaires en France.

L'exposé des motifs contient une étude intéressante et détaillée sur les Offices du travail ou organismes équivalents qui existent déjà en Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et dans les États-Unis d'Amérique.

Le Conseil supérieur du travail nommera une commission permanente dont les membres n'habitant pas Rome recevront une indemnité de voyage et de séjour.

L'Office du travail publiera un Bulletin mensuel. Ses publications seront vendues au prix de revient. Les autorités locales, les établissements (*corpi morali*), les associations agricoles, industrielles, commerciales et ouvrières devront lui fournir tous les renseignements qui leur seront demandés, dans la limite de ses attributions.

Analyse par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats patronaux, etc., et 2° par les correspondants (1).

Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES. — Pendant le 1^{er} semestre de 1901, les ateliers de construction de machines agricoles ont été moins occupés que pendant le dernier semestre de 1900; l'activité s'est maintenue dans la céramique. Dans la fabrique de poterie de grès, bonne activité; situation très prospère dans la tuilerie mécanique; précaire, par contre, dans la tuilerie à la main; toujours gênée dans la verrerie. Pas de changement dans la tannerie; assez grande activité dans l'exploitation des carrières de pierre; les cours restent toujours peu rémunérateurs dans l'industrie de la laine; la batellerie a été très occupée pendant tout le semestre. Dans la métallurgie, les affaires sont toujours difficiles; reprise très sensible dans la fabrication des ustensiles de ménage en fer battu; activité maintenue dans la fabrique d'essieux, de toiles cirées, dans la confection et dans la lingerie; situation très bonne pour la bijouterie. Grande activité dans la carrosserie, la reliure et le cartonnage. Malaise persistant dans la menuiserie. Amélioration sensible pour la chaufferie; situation moins favorable pour les ciments de laitier et la fabrique d'équipements militaires par suite de la hausse maintenue des cuirs.

Ille-et-Vilaine. — (1^{er} semestre 1901). — Dans la brasserie, activité moindre par suite de l'abondance des pommes à cidre, prix de vente en baisse, tendance des salaires à la hausse par suite du recrutement difficile des bons ouvriers. Dans la laiterie production et vente actives, prix de vente en hausse pour le beurre; pas de chômage, aucun changement dans les salaires. Production trop active pour la vente dans la minoterie, les prix de vente sont estimés en baisse et désavantageux; pas de changement dans les salaires et la durée du travail. Situation stationnaire dans l'imprimerie. Dans la filature, production et vente faibles par suite du prix élevé des matières premières. Transactions assez actives dans la chapellerie, prix de vente en baisse cependant, peu de chômage pendant le semestre. Production et vente normales dans l'industrie minière, prix de vente en baisse, salaires sans changement. Pas de chômage, manque de main-d'œuvre, vente faible cependant dans les ardoisières. Activité maintenue dans les carrières, pas de variation dans le taux des salaires et la durée

(1) Sauf indication contraire les renseignements se rapportent au deuxième trimestre de 1901.

du travail ; de même dans les *constructions navales* où les prix de vente restent les mêmes ; pas de chômage, la main-d'œuvre faisant plutôt défaut (surtout après le départ des terre-neuviens, dont beaucoup sont charpentiers-marins). Pas de changement dans l'industrie du gaz ; prix stationnaires, afflux de main-d'œuvre. Production très active dans la fabrique d'*extraits tanniques*, les prix de vente sont en hausse et avantageux. Pas de changement dans l'industrie des *phosphates* et des *produits chimiques*. Assez bonne activité dans la *tannerie* ; prix de vente maintenus et plutôt avantageux ; tendance des salaires à la hausse. Dans l'industrie de la *chaussure*, sans modification importante, perfectionnement de l'*outillage*, ventes moins nombreuses ; prix de vente et salaires stationnaires. Dans les *scieries*, amélioration des machines-outils, vente assez active, aucun chômage. Transactions faibles et diminution d'une heure de la journée de travail dans la *brosserie*, augmentation des matières premières, cours en baisse. Pas de changement dans les *forges*, prix stationnaires et variant avec les cours des matières premières ; tendance des salaires à croître. Dans la *fonderie*, ventes plutôt faibles, salaires sans changement, main-d'œuvre abondante. Dans la construction de *machines agricoles*, outillage amélioré et complété, activité plutôt faible, main-d'œuvre abondante. Situation stationnaire dans la *construction mécanique*, prix de vente en baisse. Vente et production normales dans l'industrie des *métaux ouvrés*, afflux de main-d'œuvre comme manœuvres, pénurie d'ouvriers exercés. Il y a eu un peu de chômage pendant les six premières semaines du semestre, la durée du travail journalier varie de 10 à 12 heures. Dans le *bâtiment*, assez grande activité, manque de main-d'œuvre surtout en charpentiers. Pas de changement et production ordinaire dans la *verrière* ; assez forte activité dans la fabrique d'*émeris*.

Isère. — Travail moins abondant dans la *maçonnerie*, baisse sur les métaux, le prix des autres matériaux reste stationnaire, la durée du travail varie entre 9 et 10 heures par jour.

Haute-Loire. — Vente et production actives, salaires maintenus, pas de chômage dans les *houillères* et dans les *mines d'antimoine*. Bonne activité dans la *minoterie*, prix de vente en hausse et avantageux. Pas de changement dans la *matierie* et la fabrication du *papier*. Activité normale et cours avantageux dans la *clergerie* et la fabrication des *bougies*. Situation stationnaire, main-d'œuvre suffisante, pas de chômage dans le *moulinage de la soie*. Assez bonne activité dans la *rubannerie*, où l'*outillage* se perfectionne, prix de vente et salaires en baisse, main-d'œuvre abondante. Dans la *passementerie*, production assez active, tendance à l'amélioration des salaires, main-d'œuvre abondante, pas de chômage. Pas de changement dans la *confection*. Dans la *construction mécanique*, activité normale, salaires sans changement, manque de main-d'œuvre. Affaires actives dans la fabrication des *faux et faucilles*, prix de vente en hausse, main-d'œuvre suffisante. Pas de changement dans la *chaufournerie* et la *verrière*.

Nord. — Dans la région de Fourmies, assez bonne activité du travail, en général. La proportion des ouvriers en chômage, pour cause de réparations ou modifications au matériel, manque de matières premières et maladies, peut être évaluée à 3 p. o/o. La durée habituelle et moyenne du travail est de 11 heures par jour. Aucun changement sensible dans le taux des salaires.

Orne. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de la Ferté-Macé, ralentissement du travail dans les *tissages mécaniques* ; dans quelques maisons, les améliorations apportées à l'*outillage* ont causé un chômage important. Il y a eu une moyenne d'un jour de chômage par semaine. Les causes principales en sont attribuées à la hausse des fils d'une part, à la baisse des cotons de l'autre.

Seine. — Pendant le premier semestre 1901, à Paris, les diverses spécialités de l'industrie du bâtiment ont joui d'une bonne activité ; les demandes en autorisation de bâtir, qui s'élèvent, pour les six premiers mois de l'année, au chiffre de 959, présentent une très forte augmentation sur le nombre du semestre correspondant de l'année dernière (488 en 1900) soit 471 en plus. Dans les *ateliers des compagnies de chemins de fer*, activité normale ; journée de 10 heures, salaires journaliers variant de 5 à 10 francs. L'effectif des travailleurs est

sensiblement le même qu'en fin décembre 1900; la diminution sensible relevée dans les ateliers de la Compagnie du Nord se compense par une légère augmentation dans le personnel ouvrier de la Compagnie d'Orléans. La Compagnie parisienne du gaz, comme les années précédentes, s'est défaite progressivement de son personnel d'hiver; journée de 10 et 11 heures, salaires de 3 à 7 fr. 50 suivant les spécialités. Pas de changement dans le personnel des dépôts de la Compagnie générale des *voitures*, légère diminution à la Compagnie des *omnibus*. Assez bonne activité chez les *constructeurs-mécaniciens*, journée moyenne de 11 heures; il y a eu plutôt augmentation du nombre des ouvriers occupés. Travail très suivi dans la *charpente en fer*; de même dans la *fonderie*. L'industrie *vélocipédique* a été très productive au cours du semestre; très grande activité dans la construction des *automobiles*. Dans la *chaudronnerie* et la *ferblanterie*, courant des plus actifs; travail assez abondant dans les *petits bronzes* dits de piété; grande activité dans la fabrique de *bijoux en doublé*. Semestre très favorable pour la *joaillerie*, l'*orfèvrerie*, et l'*horlogerie*, les fabricants d'*appareils électriques* et d'*instruments de précision*. A part un léger ralentissement dans quelques maisons, les affaires ont été très suivies dans l'*ameublement*, où la journée est, en moyenne, de 10 heures, avec un salaire moyen de 8 francs par jour. Dans la *tapiserie*, les ouvriers ont été assez occupés; on a même constaté une légère augmentation dans leur effectif. Bonne activité chez les fabricants de *papiers peints* et les *facteurs de pianos et orgues*. Situation satisfaisante chez les *chapeliers* et les *tailleurs sur mesure*. Chez les *couturières* et dans la *confection*, les premiers mois de l'année ont été assez favorables; la morte-saison s'est faite sentir en fin de semestre. Assez bon courant d'affaires dans la *lingerie*, les *fleurs et plumes* et la *passenterie*. Chez les fabricants de *boutons*, production très abondante. Dans l'*imprimerie*, activité moindre pendant tout le semestre; légère diminution dans le nombre des ouvriers; travail assez régulier dans la *reliure* et le *brochage*; bonne activité dans les *fonderies de caractères*; de même dans la *carrosserie*, chez les *charrons* et les *selliers*. Dans la *tannerie*, la *mégisserie* et la *maroquinerie*, la situation paraît s'être améliorée; plusieurs maisons ont, en effet, augmenté leur personnel ouvrier. Production normale dans les manufactures de *chaussures*, où les ouvriers ont été facilement occupés. Activité considérable dans les *raffineries*: deux maisons ont un peu augmenté le chiffre de leur personnel. Les affaires ont été satisfaisantes dans le commerce en gros de la *draperie*, du *blanc* et de la *bonneterie*, de la *soierie* et *nouveautés pour dames*; plus calmes dans la *mercerie*.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Le ralentissement signalé pour le 1^{er} trimestre n'a fait que s'accroître pendant le second. Dans la *filature de coton* le travail n'a été alimenté que pour l'exécution des marchés antérieurs, le défaut de nouveaux marchés conclus menaçait d'entraîner une réduction de la production.

Diminution presque générale du travail dans les ateliers de *tissage*, *rouenneries* et *mouchoirs*. Diminution des affaires par suite de la baisse du coton dans les *indiennes*, *filés* et *tissus teints*. Dans la fabrique de *produits chimiques*, les engrais seuls ont été l'objet de demandes importantes. Malgré l'abaissement des prix, peu d'affaires traitées pour les *ateliers de construction*. La reprise signalée précédemment dans la *tannerie* s'est accentuée à partir du mois de juin. La *distillerie d'alcools de grains* ne peut soutenir la concurrence de la *betterave* et de la *mélasse*.

Le mouvement du trafic du port de Rouen présente une diminution de 79,156 tonnes sur le trimestre correspondant de 1900, avec une augmentation, pour les sorties, de 8,508 tonnes par rapport à la même période correspondante.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS (1^{er} semestre 1901). — Dans l'industrie du *jute* la demande soutenue maintient la hausse des *filés*; les *tissus* sont moins favorisés; la *ficellerie* et la *corde* subissent des prix peu rémunérateurs; il en est de même pour la *corde de chanvre*. Dans la *filature de laine*, la situation a été assez difficile par suite du stock important restant au 1^{er} janvier. La *bonneterie de laine* n'a exécuté que peu d'ordres dans le 1^{er} trimestre, elle a été mieux alimentée pendant le second et a pu occuper facilement son personnel. Il n'y a pas eu de chômage et la fabrication a été très active dans la *bonneterie de coton*. La fabrique de *silésiennes*, *mérinos*, *velours d'Utrecht* est très gênée par les bas prix de la concurrence étrangère. Pas de changement dans le *tissage mécanique du velours*. Prix en baisse et moins rémunérateurs dans les *velours teints*; stationnaires dans les *velours imprimés*. Dans la *filature de lins*, par suite de la hausse de la matière première, une partie des *broches*

ont été arrêtées (évaluée de 20 à 30 p. o/o de la totalité des broches françaises). Ralentissement dans le *tissage des toiles de lin* par défaut d'écoulement des stocks; de même dans l'industrie de la *chaussure*. Dans l'*industrie sucrière*, la campagne 1900-1901 inscrit le plus haut rendement obtenu jusqu'ici (moyenne de 10 p. o/o en raffiné correspondant à une production de plus d'un million de tonnes). Ralentissement dans la *meunerie*, par suite du défaut d'écoulement des produits. Dans les ateliers de *construction mécanique* et les *fonderies*, réduction du nombre des heures de travail pour occuper tout le personnel. Dans la *confection de vêtements*, la main-d'œuvre a été plus que suffisante, le taux des salaires tend à baisser pour les articles ordinaires et se maintient pour les articles soignés.

Vosges. — Les *tissages et filatures* de coton chôment le samedi de chaque semaine, on compte sur une reprise prochaine du travail. Dans la *fromagerie*, prix élevés et demandes nombreuses. Les bois de construction et de chauffage sont à des prix très élevés et sont bien demandés. (E. THIATCOURT.)

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)

Ain. — A Bellegarde, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, travail maintenu chez les ouvriers du *bâtiment*. A Divonne, 20 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Aisne. — A Laon, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 10 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *tisseurs*; 60 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *filateurs-rattacheurs*; pas de changement chez les *ouvriers noueurs*; pas de chômeurs, travail moins abondant, 48 heures, chez les *tullistes*; 6 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant, 24 à 30 heures seulement chez les *tullistes en guipures*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de changement, 64 heures chez les *chaudronniers*. A Soissons, pas de changement chez les *typographes*. A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Tergnier; pas de changement chez ceux de Saint-Michel. A Château-Thierry, pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs 66 heures, chez les *carrossiers-selliers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; à Commentry, 1 jour de chômage par semaine chez les *mineurs*; légère amélioration chez les ouvriers *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*. A Montluçon, pas de changement chez les *verriers*. Pas de chômeurs chez les *bûche-rons* de Lurcy-Lévy et de Cérilly; 37 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant chez ceux de Saint-Ennemond; 40 p. o/o de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mézangy. Rien à signaler chez les *mineurs* de Bézenet et de Durdar-Larequille; pas de chômeurs chez ceux de Doyet; 40 p. o/o de chômeurs et 1 jour de chômage par semaine chez ceux de La Croix-de-Montvicq. A Vichy pas de chômeurs chez les *tailleurs*. A Saint-Yorre, pas de changement chez les *sourciers des eaux minérales*. A la Ville-Gozet, pas de chômeurs chez les *ouvriers en glaces*.

Alpes (Basses-). — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures chez les *cantonniers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 17 p. o/o de chômeurs chez les *pâtisseries et confiseurs*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers* et chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *électriciens-mécaniciens*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *plâtriers-stuqueurs*; pas de chômeurs chez les *conducteurs-camionneurs*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*; 85 à 90 heures chez les *garçons de magasin*.

A Cannes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; le travail n'a pas encore repris pour les *cuisiniers*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 15 p. o/o de chômeurs chez le me-

nuisiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*. A Menton, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 8 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; 10 p. o/o, de chômeurs, pas de changement, chez les *mégissiers-palissonneurs*, dans la moitié des ateliers journée complète, dans l'autre moitié 5 à 6 heures par jour seulement. A Serrières, pas de chômeurs 4 à 5 journées de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *ferblantiers*. A Tournon, 3 p. o/o de chômeurs, 60 à 63 heures chez les *imprimeurs sur étoffes*.

Ardennes. — A Charleville, pas de changement, 60 heures chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Sedan ni chez ceux de Floing. A Francheval, 26 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *lainiers*. A Fumay, pas de changement chez les *mineurs*. Pas de changement chez les *mouleurs* de Renwez; pas de chômeurs, 65 heures chez ceux de Vivier-au-Court; 11 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez ceux de Vigne-au-Bois; 38 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez ceux de Nouzon; à Laval-Dieu, travail diminué de moitié chez les *mouleurs*. A Deville, 12 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*. Aux Mazures, 14 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux de Sedan; 3 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vigne-au-Bois; pas de chômeurs, 72 heures par semaine chez ceux de Bourg-Fidèle. A Neufmanil, 40 p. o/o de chômeurs chez les *forgerons d'écrous*. A Pourru-au-Bois, 12 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, mais ralentissement du travail chez les ouvriers en *peignes*. A Lavelanet, 1/2 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers *textiles*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *filateurs*, 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs en fer*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; 4 p. o/o de chômeurs, 84 à 87 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Aix-en-Othe, pas de chômeurs, 63 à 66 heures chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, pas de chômeurs chez les *cultivateurs* à cause des vendanges; travail moins abondant, 50 à 55 heures chez les *maçons-plâtriers*. A Carcassonne, 15 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *vêtement*, de même chez les *mouleurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 112 heures chez les *limonaillers*. A Chalabre, 40 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *chapeliers*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômage chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Rodez, pas de changement, 60 heures chez les *typographes*; pas de changement chez les *mineurs* de Decazeville. A Milhau, 20 p. o/o de chômeurs, continuation de la morte-saison chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les ouvriers *jardiniers*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-biscuitiers*; travail plus abondant chez les *cuisiniers-navigateurs*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *conducteurs-imprimeurs*; 4 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant, 55 à 60 heures chez les *imprimeurs-lithographes*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *tente*; pas de chômeurs chez les *forgerons*; 4 p. o/o de chômeurs, 80 heures chez les *mécaniciens*; pas de changement chez les *tôliers-fumistes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *modelleurs*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *maçons limousinants*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *manœuvres* et *aides-maçons*. Pas de changement chez les *tuiliers-céramistes*; pas de chômeurs chez les *carreleurs*; de même chez les *peintres décorateurs*. Pas de changement chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *démolisseurs de navires*; moitié de chômeurs chez les ouvriers des *ports et quais*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers des *entrepôts de bois*; 40 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *calfs et*

perçeurs. Pas de changement chez les *employés de commerce*; de même chez les *employés d'hôtels et restaurants*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *égoutiers*.

A Arles, pas de changement chez les *boulangers*; travail moins abondant chez les *menuisiers-ébénistes*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. A Aix, 20 p. o/o de chômeurs, 48 à 50 heures; travail plus abondant chez les *chapeliers-fouteurs*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *potiers*. A Châteaurenard, pas de chômeurs, 60 heures chez les *cordonniers*. A Fontvieille, 15 p. o/o de chômeurs, travail moins actif chez les *carriers*. A la Ciotat, 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; à Fuveau, pas de chômeurs, mais 5 jours seulement de travail par semaine chez les *mineurs*; pas de changement chez ceux de Gardanne. A Berre, pas de changement chez les *pêcheurs*; pêche plus abondante que les années précédentes pour ceux de Martigues. A Salon, travail abondant chez les *maçons*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *mouleurs en fer*. A Falaise, pas de changement chez les *bouquetiers*. A Honfleur, pas de chômeurs, 60 heures chez les *charbonniers*.

Cantal. — A Aurillac, travail assez abondant, 72 heures chez les *maçons et charpentiers*; ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, 12 p. o/o de chômeurs, 112 heures par semaine chez les *boulangers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; travail plus abondant, 71 heures chez les *tailleurs*; moitié en chômage, 70 heures chez les *cordonniers*, pas de chômeurs, 66 heures chez les *travailleurs sur cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômage, 85 à 90 heures chez les *employés de commerce*. A Cognac, pas de chômage, 48 heures, 12 à 13 journées seulement de travail par mois chez les *tonneliers*; pas de chômage, 60 heures chez les *métallurgistes*; de même chez les *couvreurs*. A la Couronne, pas de changement chez les *tisseurs en métaux*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de changement chez les *marins-pêcheurs* 10 p. o/o de chômeurs, 84 heures par semaine chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *métallurgistes* et chez les *ouvriers du bâtiment*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Rochefort, pas de chômeurs, 105 à 115 heures chez les *boulangers*; activité maintenue chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*. A Marennes, pas de chômeurs, 88 heures chez les *ouvriers en glaces*.

Cher. — A Bourges, pas de changement chez les *bouchers-charcutiers*; de même et 60 heures par semaine chez les *ouvriers en toile cirée*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *charpentiers*; de même et 60 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *ouvriers en voitures*. Un tiers de chômeurs, 60 heures chez les *travailleurs sur métaux*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*; de même chez les *plâtriers*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs*; nombreux chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Vierzon, travail moins abondant, 54 heures chez les *journaliers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *usiers de grains*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*; de même et 91 heures chez les *employés de commerce*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; de même chez les *ouvriers en voitures*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *plâtriers*. A Dun-sur-Auron, moitié de chômeurs chez les *carriers*; pas de chômeurs, 50 à 55 heures chez les *maçons*. A Jussy-le-Chaudrier, pas de chômeurs, 72 heures chez les *bûcherons*; pas de changement chez les *chaufourniers*. A la Guerche, 40 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons*; grève chez les *cartonniers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *chaufourniers*. A Cuffy, pas de changement chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Vallenay et de Sancergues; 20 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Aprémont; 30 p. o/o, 60 heures chez ceux de Neuville-Barrois; 40 p. o/o chez ceux de la Chapelle-Hugon; 22 p. o/o et 66 heures chez ceux de Méry-ès-Bois. A Nérondes, pas de change-

ment chez les *ouvriers agricoles*. A Saint-Pierre-lès-Étiéux, pas de chômeurs chez les *tuiliers*; de même chez les *peintres en porcelaine* de Mehun-sur-Yèvre.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Brive, 14 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; reprise du travail, pas de chômeurs, 66 heures chez les *sabotiers*.

Corse. — A Ajaccio, 2 p. o/o de chômeurs, 84 à 90 heures chez les *employés de commerce*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus abondant chez les *typographes*; un tiers de chômeurs, 30 à 40 heures chez les *ouvrières du vêtement*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs chez les *bûcherons-terrasiers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs, 90 heures par semaine chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*. A Corcelles-les-Cîteaux, pas de changement chez les *bûcherons*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement chez les *typographes*; à Lavaveix, 2 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *boulangers*; de même chez les *chapeliens* et chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs et 60 heures chez les *tailleurs de pierre*. A Saint-Astier, pas de chômeurs, 77 heures chez les *chaufourniers*.

Doubs. — A Besançon, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers en ressorts d'horlogerie*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*. A Montbéliard, pas de changement chez les *ouvriers en ameublement*; de même chez les *horlogers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *cochers*. A Audincourt, pas de changement chez les *typographes*; 14 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *constructeurs d'automobiles*. A Valentigney, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Colombier-Fontaine, pas de changement, travail soutenu chez les *fileurs et tisseurs*; pas de chômeurs, reprise du travail chez les *ouvriers textiles*. A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures chez les *horlogers*.

Drôme. — A Valence, 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; les *ouvriers pour le cousu-main* sont recherchés. A Saint-Vallier, pas de changement, 77 heures chez les *carrossiers*. A Die, pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers de l'ameublement*. A Romans, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Saint-Remès, pas de chômeurs, 30 heures seulement chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, travail maintenu chez les *chapeliens-appréteurs*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Pont-de-l'Arche, 8 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers chaussonniers*. A Ézy, pas de changement chez les *ouvriers peignés*. A Saint-Habit, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*, pas de chômeurs chez les *charrons*, les *sciurs de long*, les *mécaniciens*; pas de changement chez les *mouleurs*. A Chateaudun, travail assez satisfaisant dans tous les corps de métier; journée maintenue à 11 heures dans le *bâtiment*. A Nogent-le-Rotrou, bonne situation chez les *typographes* et chez les *tanneurs*; travail très actif chez les *chapeliens* et chez les *chaussonniers*; bonne activité dans le *bâtiment*.

Finistère. — A Brest, situation stationnaire chez les *ouvrières en robes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *travailleurs réunis du port*; pas de changement chez les *dé-*

chargeurs; 10 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *charbonniers*. A Morlaix, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*.

Gard. — A Nîmes, pas de changement chez les *typographes-lithographes*. A Alais, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*. A Bessèges, pas de chômeurs chez les *ouvriers des luminaires*. A Tréseols, pas de chômeurs, chez les *mineurs*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 10 p. o/o de chômeurs, 84 à 96 heures par semaine chez les *boulangers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers en fauteuils*; de même chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*; 35 p. o/o de chômeurs, 40 heures seulement chez les *sculpteurs-ornemanistes*.

Gironde. — A Bordeaux, travail plus abondant chez les *jardiniers, agriculteurs et vignerons*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; de même chez les *bouchers-charcutiers*, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*, 4 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant, chez les *photo-lithographes*. Pas de changement chez les ouvriers des *usines à gaz*; de même chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement* et chez les *coupeurs en chaussures*; travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *charpentiers de haute-futaie*; 10 p. o/o de chômeurs, chez les *scieurs de long*; pas de changement chez les *vanniers*; travail plus abondant que le mois dernier, 2 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 70 p. o/o de chômeurs 45 heures, chez les *tailleurs de pierre ravauteurs*; 25 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 3 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier chez les *peintres*. Pas de changement chez les *marins du commerce*; travail moins abondant chez les *gabariers lesteurs du port*; 35 p. o/o de chômeurs chez les *charbonniers du port*; moitié de chômeurs chez les *arrimeurs de bois du Nord*; pas de chômeurs chez les *nettoyeurs de magasins*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Libourne, travail moins abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail très abondant chez les *serruriers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Arcachon, 4 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs et marins*. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Vayres, travail actif chez les *tunneliers*.

Hérault. — A Montpellier, pas de changement, 4 p. o/o de chômeurs, 42 heures par semaine chez les *jardiniers fleuristes*; 8 p. o/o de chômeurs, 75 heures, travail plus abondant chez les *boulangers*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*; persistance de la morte-saison chez les *tailleurs*; 18 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tunneliers*; nombreux chômeurs chez les *plâtriers*; pas de changement chez les *commis et employés*; 5 p. o/o de chômeurs, 98 heures chez les *coiffeurs*; 35 p. o/o de chômeurs chez les *manœuvres et hommes de peine*.

A Béziers, un quart de chômeurs chez les *typo-lithographes*. A Cette, pas de chômeurs chez les *typographes*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en bois merrains*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *employés de commerce*. A Mèze, 16 p. o/o de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*, pas de changement chez les *tunneliers*. A Courmonterral, nombreux chômeurs chez les *travailleurs de la terre*. A Graissessac, 20 p. o/o de chômeurs, 52 heures chez les *mineurs*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers du cuir*; pas de chômeurs chez les *chapelières-appropriés*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail abondant chez les *charpentiers scieurs de long*. A Fougères, 10 p. o/o de chômeurs, 24 à 28 heures seulement chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; de même chez les *plâtriers et les couvreurs*. A Bruz, pas de changement, chez les *mineurs*. A Louvigné-du-Désert, pas de chômeurs chez les *granitiers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 66 heures chez les *drapiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *galochiers*; pas de changement chez les *maçons*. A Issoudun,

18 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en cuirs et peaux. Au Poinçonnet, nombreux chômeurs, 66 heures chez les bûcherons et chez les carriers.

Indre-et-Loire. — A Tours, 8 p. o/o de chômeurs chez les boulangers; pas de changement chez les coupeurs-brocheurs en chaussures; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les tisseurs; 6 p. o/o de chômeurs chez les ébénistes. A Châteaurenault, pas de chômeurs chez les tanneurs-corroyeurs; 10 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les cordonniers-galochiers; pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, 8 p. o/o de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs chez les gaziers ni chez les teinturiers en peaux; travail moins abondant, 60 heures chez les mouleurs en fer; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les maçons. A Gières, ralentissement chez les gantiers. A Vienne, 4 p. o/o de chômeurs chez les conducteurs-déviders; pas de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant chez les mouleurs en fer. A Parmillieu, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre et carriers. A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures chez les typographes et chez les menuisiers. A Bouvesse-Quirieu, 13 p. o/o de chômeurs chez les carriers. Pas de changement chez les mineurs de la Motte-d'Aveillans. A Izeaux, pas de changement chez les cordonniers. A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers; 20 p. o/o de chômeurs chez les mécaniciens.

Jura. — A Lons-le-Saulnier, travail plus abondant, 60 heures chez les ouvriers agricoles; 9 p. o/o de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Dôle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les typographes. A Champagnole, pas de changement chez les fromagers.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs chez les mécaniciens. A Dax, pas de chômeurs chez les mouleurs en métaux; pas de changement chez les employés de commerce.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, pas de changement, 60 à 66 heures par semaine chez les ouvriers en draps. A Vendôme, pas de chômeurs, 66 heures chez les métallurgistes.

Loire. — A Saint-Étienne, 5 p. o/o de chômeurs chez les typographes; 3 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les imprimeurs-lithographes; chez les tisseurs (Ligue), 38 p. o/o de chômeurs pour le ruban; travail soutenu chez les veloutiers. 3 p. o/o de chômeurs chez les maréchaux ferrants; 5 p. o/o de chômeurs, 70 heures par semaine chez les mécaniciens-chauffeurs; pas de changement chez les armuriers; pas de chômeurs, 57 heures chez les maçons; 38 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les plâtriers-peintres; pas de chômeurs chez les employés; 9 p. o/o de chômeurs, chez les employés de fabrique.

A Roanne, pas de chômeurs chez les typographes; 5 p. o/o de chômeurs, 50 à 60 heures chez les charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers, 1 p. o/o de chômeurs chez les mouleurs en fonte; 5 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les tourneurs en poterie; pas de changement chez les coiffeurs.

A Saint-Chamond, pas de changement pour les métallurgistes; 2 p. o/o de chômeurs, 58 heures chez ceux de Firminy. A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 10 p. o/o de chômeurs chez les mineurs; travail un peu plus abondant, 40 p. o/o de chômeurs chez les passementiers; pas de changement chez ceux d'Avezieux et chez ceux des Barques-Saint-Rambert; nombreux chômeurs, 60 heures chez ceux de la Fouillouse. A la Cergue, pas de chômeurs chez les tisseurs; 1 p. o/o de chômeurs chez ceux de la Gresle; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Just-sur-Loire; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Jarnosse. A Saint-Genest-Lerpt, 25 p. o/o de chômeurs chez les chefs d'atelier rubaniers. A Chazelles-sur-Lyon, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les chapeliers et chez les chapeliers-fouleurs. A Régny, pas de chômeurs chez les teinturiers. A la Talaudière, pas de chômeurs chez les mineurs. A Bourg-Argental, travail plus abondant, 66 heures chez les tourneurs sur bois. A Sail-sous-Couzan, pas de changement, 54 heures chez les ouvriers des eaux minérales.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les typographes, de même et 60 heures chez les cordonniers. A Sainte-Sigoline, 30 p. o/o de chômeurs; 78 heures chez

les *passementiers*. A Saint-Didier-la-Séauve, travail un peu plus abondant; 50 heures chez les *chefs d'atelier rubaniers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *lithographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement et du campement*; pas de changement chez les *charpentiers de navires*; travail moins abondant chez les *replanisseurs de parquets*; pas de changement chez les *vanniers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *ajusteurs*; *tourneurs*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *modèleurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tourneurs-robinettiers*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *chaudronniers*; pas de changement chez les *ferblantiers-bûtièrs*. Pas de changement, 66 heures chez les *peintres*; 11 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens du port*; pas de changement chez les *camionneurs*. A Saint-Nazaire, pas de changement chez les *typographes*.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers en *voitures*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Montargis, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Gien, 16 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *bûcherons*; 13 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez ceux de Cheville; pas de chômeurs, travail moins abondant chez ceux de Thou.

Lot. — A Souillac, pas de chômeurs chez les *tanneurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs chez les *boulangers*; de même et 119 heures par semaine chez les *bouchers-charcutiers*; légère reprise, 6 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs*; travail moins abondant, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *peintres*, de même chez les *plâtriers*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers*. A Casteljalous, pas de changement chez les *charpentiers*; de même chez les *hommes de peine*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de changement chez les *peigneurs de chanvre*; de même chez les *coupeurs en chaussures*; 28 p. o/o de chômeurs, 112 heures chez les *cochers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Cholet, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même et 66 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; 6 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saumur, 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *bijoutiers-chapeletiers*. A la Tessoualle, ralentissement, 42 heures chez les *tisserands*; chômage presque général chez ceux de Geste; 10 jours seulement de travail par mois chez ceux de la Séguinière.

Manche. — A Cherbourg, pas de changement, 66 heures par semaine chez les *ébénistes*, *menuisiers et charpentiers*.

Marne. — A Châlons, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*; 10 p. o/o de chômeurs, 63 heures chez les ouvriers *lainiers*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tonneliers*; de même et 66 heures chez les *mouleurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *maçons*.

A Épernay, travail moins abondant, mais pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Fismes, 38 p. o/o de chômeurs; 66 heures chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs; aucun changement chez les *mégisiers-pelissonneurs*.

Mayenne. — A Laval, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 40 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *métallurgistes*; de même et 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; travail plus abondant chez les ouvriers en *chaussures*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 10 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, repris du travail, 65 à 70 heures par semaine chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *menuisiers*; de même et travail plus abondant chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail moins abondant, 72 heures chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; de même et 80 heures chez les *garçons de magasin*.

A Saint-Nicolas, pas de chômeurs; 72 à 84 heures par semaine chez les ouvriers des *industries chimiques*. A Bouxières-aux-Dames, 16 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*; un tiers de chômeurs chez ceux de Bouxières-aux-Chênes; 1 jour de chômage par semaine chez ceux de Chavigny; pas de chômeurs chez ceux de Ludres; pas de changement, 45 heures chez ceux de Gobbanchies; travail un peu plus abondant que le mois dernier, 60 heures chez ceux de Jœuf.

Meuse. — A Lérrouville, pas de chômeurs, 72 heures par semaine chez les *carriers*. (Le syndicat des *carriers de Lérrouville* demande 50 *carriers de nationalité française* pour travailler aux *carrières d'Euville* à 5 kilomètres de Commercy au prix de 50 centimes et 55 centimes l'heure, travail assuré pour plusieurs années.) A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus abondant que le mois dernier chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*; de même chez les *peintres* et les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement, 60 heures chez les *travailleurs réunis du port*. A Hennebont, 2 p. o/o de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *métallurgistes*. A Ploëmeur, pas de chômeurs, travail plus actif chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs, 50 heures chez ceux de Saugon.

Nièvre. — A Nevers, 18 p. o/o de chômeurs, 85 heures par semaine chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*. A la Charité pas de changement chez les *maçons*; de même chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutiers. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures chez les *potiers*. Pas de changement chez les *bûcherons* de Ciez, d'Entrais, de Coulaute, de Saint-Pierre-le-Moutiers; pas de changement chez ceux d'Arquian, Saint-Amand, la Chapelle-Saint-André, Saint-Verain, Trois-Vèvres, Perroy, Menou. Deux tiers de chômeurs, 36 à 48 heures chez ceux des Loges-de-Montavon.

Nord. — A Lille, 7 p. o/o de chômeurs, 98 heures par semaine chez les *cuisiniers*; 6 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; 6 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les *sculpteurs-ornemanistes*; pas de changement chez les *voyageurs* et *employés de commerce*; de même chez les *commissionnaires publics*.

A Douai, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 7 p. o/o de chômeurs, travail moins actif, 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*. A Dunkerque, 7 o/o de chômeurs chez les *tordeurs d'huile*; pas de chômeurs chez les *charpentiers de navire*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du port. A Valenciennes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Cambrai, pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Croix. A Maubeuge, travail toujours peu actif, pas de chômeurs, 40 heures chez les *métallurgistes*; travail moins abondant que le mois dernier, 65 heures chez ceux de Vieux-Condé; pas de changement chez ceux d'Onnaing; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Amand.

A Roubaix, pas de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant chez les *typographes*; travail peu actif, 32 heures seulement chez les ouvriers du *lisage*; pas de changement, 63 heures chez les *maçons*. A Auberchicourt, pas de changement chez les ouvriers des *ateliers des mines*. A Fellerries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Cousolre, travail moins abondant, 45 à 55 heures chez les *marbriers à la pendule*; 3 p. o/o de chômeurs, situation assez bonne, 66 heures chez les *marbriers à la cheminée*. A Jeumont, pas de

changement, 60 heures chez les *marbriers*. Pas de chômeurs chez les *verriers* de Lourches ; pas de changement chez ceux de Fresnes.

A Tourcoing, travail toujours peu actif, 30 à 66 heures par semaine chez les ouvriers et ouvrières de *filatures*; ralentissement continu, 40 à 60 heures chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 55 à 66 heures chez les ouvriers du *peignage*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *trieurs de laines*; 16 p. o/o de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *soigneuses*; pas de chômage, 40 à 60 heures chez les *doubleuses*; pas de chômeurs, 40 à 66 heures chez les ouvriers de la *préparation*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers en grosse moquette*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*; de même chez les *employés*. A Avesnes-les-Aubert, pas de chômeurs, 60 heures chez les *tisseurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez ceux du Cateau; pas de chômeurs chez ceux de Pieu. Travail moins actif, 10 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* d'Haspres. A Wignehies, 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 54 heures chez ceux d'Houphines. A Marly, pas de chômeurs, 44 heures chez les *imprimeurs sur tissus*. A Candry, pas de chômeurs, 48 à 66 heures chez les *tallistes*.

Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs chez les *typographes*; 16 p. o/o de chômeurs, 66 à 69 heures par semaine; travail plus actif chez les *menuisiers*. A Senlis, pas de changement chez les *typographes*; 12 p. o/o de chômeurs, 63 heures, travail moins abondant chez ceux de Creil. A Hermes, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les *scieurs à la mécanique de bois et d'os*. A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 heures chez les *layetiers*. A Béthizy-Saint-Pierre, légère reprise, pas de chômeurs chez les *brossiers*; ralentissement chez ceux de Tracy-le-Mont. A Méru, travail peu actif chez les *boutonniers en os*. A Nogent-les-Verges, 30 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Noyon. A Cressonsacq, pas de changement pour les *ouvriers agricoles*.

Orne. — A Alençon, 60 heures par semaine, chômage partiel chez les *typographes*; pas de changement, 72 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers en bâtiment*; de même, chez les *maçons*, chez les *plâtriers* et chez les *couvreurs-zingueurs*. A Flers, pas de chômeurs, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*; de même, et 66 heures chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; travail toujours moins abondant chez les *menuisiers en bâtiment*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens-navigateurs*. A Calais, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, légère reprise chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs, 52 heures chez les *tallistes*; 2 p. o/o de chômeurs, 36 à 40 heures chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs, 70 heures chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *métallurgistes*; travail moins abondant, 25 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 55 à 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Montreuil, pas de changement chez les *typographes*; de même chez les *mouleurs* de Marquise.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *tapissiers*; pas de changement chez les *caoutchoutiers*; 4 p. o/o de chômeurs, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; de même chez les ouvriers et commis du campement; travail moins abondant, 40 p. o/o de chômeurs chez les *employés de tramways*; 6 p. o/o de chômeurs, 102 heures chez les *coiffeurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 136 heures chez les *linonadiers*; pas de chômeurs chez les *garçons épiciers*. A Riom, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers des *tabacs*; de même, et 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Saint-Éloy, pas de chômeurs, 65 heures chez les *mineurs*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de changement chez les *typographes*; travail toujours abondant, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *maçons*; de même chez les *peintres*. A Bayonne, 8 p. o/o de chômeurs, 90 à 95 heures chez les *boulangers*; travail moins abondant chez les *tapissiers*; légère reprise chez les *tailleurs*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. Au Boucau, pas de chômeurs, 48 heures chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; de même et 60 heures chez les *ouvriers des ateliers de construction de l'artillerie*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *employés de commerce*. A Bagnères-de-Bigorre, pas de changement chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *marbriers*; pas de changement chez les *maçons*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs chez les *pâtisseries-confiseurs*; 15 o/o de chômeurs, 77 heures par semaine chez les *cuisiniers*; 28 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. A Canohès, par suite des vendanges, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et viticoles*, de même chez ceux de Clairac; travail un peu plus abondant que le mois dernier, 46 heures chez ceux de Soler; de même et 48 heures chez ceux de Pézilla-la-Rivière; moitié en chômage chez ceux d'Espira-de-l'Agly.

Rhin (Haut-). — A Belfort, 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *ouvriers de l'industrie textile*; 7 p. o/o de chômeurs, chez ceux d'Héricourt; pas de chômeurs, 55 heures. chez ceux de Rougegoutte. A Giromagny, pas de changement, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Rhône. — A Lyon, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *chocolatiers*; 9 p. o/o de chômeurs, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *imprimeurs-conducteurs*; 7 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant chez les *lithographes*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *photographes*; travail actif chez les *graveurs pour impressions*. Chez les *tisseurs*, 25 p. o/o de chômeurs, 200 métiers à bras sont arrêtés, tous les métiers mécaniques marchent; moitié de chômeurs, 25 à 30 heures chez les *apprêteurs en tulle*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *coupeurs-tailleurs*, légère reprise chez les *tailleurs*, 4 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 25 à 30 heures chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *chapeliers fantaisie*.

Pas de changement chez les *chevriers-maroquins*; 32 p. o/o de chômeurs, 42 heures chez les *cordonniers (cousu-main)*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*. 4 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en sièges*. Pas de chômeurs, 60 heures chez les *tréfileurs*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *polisseurs sur métaux*, 5 p. o/o de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *bronziers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *litiers*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *terrassiers-puisatiers*, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *paveurs*; pas de chômeurs chez les *tuiliers*. Pas de chômeurs chez les *camionneurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *dames employées de commerce*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Thizy, pas de changement chez les *tisseurs*. A Grigny, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les *chapeliers*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*. A Grandis, toujours même activité chez les *tisseurs à la mécanique et à la main*, 40 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs en soierie à la mécanique*.

Saône (Haute-). — A Plancher-les-Mines, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 3 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *ouvriers sur cuivre*; pas de changement chez les *ouvriers en sparterie et vannerie*. A Châlon-sur-Saône, pas de changement, 66 heures chez les *maçons*; 45 p. o/o de chômeurs chez les *verriers*. A Digoïn, pas de chômeurs, 60 heures chez les *faienciers*. Au Creusot, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Tavérnay, pas de changement chez les *mineurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez ceux de Perrecy-les-Forges. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures chez les *carriers*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Montchanin, pas de chômeurs, 60 heures chez les *tuiliers*. A Tournus, pas de changement chez les *ouvriers en sièges*. A Saint-Léger-sur-Dheune, 2 p. o/o de chômeurs chez les *manouvriers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *galochiers*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*, pas de chômeurs, 66 heures chez les *ébénistes*; pas de

changement chez les *métallurgistes*; travail moins abondant, 60 heures par semaine chez les *mécaniciens*; 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*. A la Flèche, pas de chômeurs, 72 heures chez les *galochiers*. A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 72 heures chez les *tanneurs*. A Vihaye, 5 p. o/o de chômeurs, 66 à 72 heures chez les ouvriers en manches de parapluies et ombrelles.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers* et chez les *serruriers*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 25 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*. A Arvillard, pas de changement chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Meillierie, pas de changement chez les *bateliers* et *carriers*.

Seine. — A Paris, 4 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant, chez les *boulangers*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, travail moins abondant à cause des vacances, chez les *relieurs-doreurs*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *coloristes-enluminateurs*; 9 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant chez les *typographes*; 8 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *lithographes* (Union); 4 p. o/o de chômeurs, 50 heures, travail un peu plus abondant chez les *graveurs en écriture française*; pas de changement chez les *graveurs de musique* ni chez les *graveurs sur bois*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-pointeurs*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes* (Résistance); pas de chômeurs chez les *graveurs-lithographes*.

Chez les *tanneurs*, 7 p. o/o de chômeurs; 14 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les ouvriers du *cheveau glacé*; 9 p. o/o de chômeurs et 60 heures chez les *talonniers*; 4 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *doreurs sur cuir*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *selliers en articles de voyage*.

Fin de la morte-saison, 17 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs en tous genres*; pas de chômeurs, légère reprise chez les ouvriers de l'*habillement*; la morte-saison continue chez les *tailleurs en général*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; 15 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *couturières*; 5 p. o/o, 56 heures chez les *coupeurs-chemisiers*; reprise du travail, 40 heures chez les *passementiers à la main*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*; grève chez les *casquettiers*; pas de changement chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 3 o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 6 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *teinturiers-dégraisseurs*.

Pas de chômeurs, travail plus abondant, 66 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouliniers-finisseries*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes-réparateurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement* ni chez les ouvriers en *meubles et sièges inodores*; un tiers de chômeurs, 70 heures chez les *tonneliers*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *coffretiers*; pas de changement chez les *souffletiers*; travail moins abondant, 58 heures dans la *brosserie pour peintures*.

15 p. o/o de chômeurs chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *mécanique industrielle*; 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *soies*; travail moins abondant, 50 heures chez les ouvriers en *lignes*; 5 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les *estampeurs-découpeurs*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *soudeurs et apprêteurs de tubes en cuivre*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *poterie d'étain*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *bronziers-galvaniseurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *instruments de précision*; pas de changement chez les *balanciers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *bijoutiers en argent*; 3 p. o/o de chômeurs, 50 à 60 heures chez les *opticiens*.

Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; travail plus abondant chez les *sculpteurs du bâtiment*; pas de chômeurs, 40 heures chez les *graveurs de cimetières*; 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *terrasiers-puitsiers*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *peintres de la Seine*; pas de changement chez les *peintres* (Union); travail plus abondant, pas de chô-

meurs, 63 heures chez les *peintres* (rive gauche); travail plus abondant, 60 à 70 heures chez les *peintres* (rue de Maistre).

Pas de changement chez les *receveurs-pontonnières* des *bateaux parisiens*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs d'automobiles*; pas de changement pour le *personnel des omnibus*; 10 p. de chômeurs, 70 heures chez les *employés et ouvriers des tramways électriques*; pas de chômeurs chez les *cochers des coopératives* ni chez les *porteurs aux halles*. Travail plus abondant chez les *placiers en fleurs et plumes*; pas de changement chez les *employés des bureaux de placement autorisés*; pas de changement chez les *clercs d'huissiers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*, de même chez les *sténographes* (Alliance) et chez les *femmes sténographes*; pas de chômeurs chez les *employés en serrurerie*.

Nombreux chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de salles et restaurants*; un tiers de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; pas de changement chez les *employés d'hôtels* ni chez les *garçons laitiers en gros*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *livreurs de viande*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de l'enseignement libre*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*. Reprise du travail chez les *gens de maison*; moins de 1 p. o/o de chômeurs dans le *personnel des maisons bourgeoises*. Pas de changement chez les *cantonniers* ni chez les *désinfecteurs de la Villette*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du périmètre du gaz* et chez les *travailleurs du gaz*; travail plus abondant chez les *artistes musiciens*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *porteurs de journaux*; travail moins abondant chez les *masseurs et masseuses*.

Au Kremlin, travail stationnaire chez les *argileurs-mineurs*. A Ivry, 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en pompes*; pas de changement chez les *ouvriers du nettoyage*. A Arcueil, 40 p. o/o de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *blanchisseurs*. A Aubervilliers, 3 p. o/o de chômeurs chez les *échaudeurs*. A Gentilly, travail toujours peu abondant chez les *chiffonniers*. A Maisons-Alfort, travail moins abondant chez les *marbriers*. A Issy-les-Moulineaux, pas de chômeurs, 60 heures chez les *cartouchiers*. A Malakoff, 30 p. o/o de chômeurs, travail très réduit chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Montreuil, 6 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de l'air comprimé et de l'électricité*. A Pantin, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant chez les *corroyeurs*. A Villemonble, travail moins actif chez les *jardiniers*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 6 p. o/o de chômeurs, morte-saison chez les *typographes*; 4 p. o/o de chômeurs, légère augmentation chez les *lithographes-papetiers*; un jour de chômage par semaine chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*; pas de changement chez les *tisseurs en chaussons*; travail moins abondant, 40 heures chez les *teinturiers-appréteurs*; 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *fondeurs en fer*; pas de changement chez les *constructeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *chaudronniers*; 28 p. o/o de chômeurs chez les *charretiers-lieyeurs*; pas de changement chez les *mariniers de la basse Seine*.

Au Havre, pas de changement chez les *boulangers*; 1 p. o/o de chômeurs, 63 heures chez les *huiliers-pétroliers*; travail moins abondant chez les *voiliers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *modelleurs pour fonderie*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; deux tiers de chômeurs chez les *chaudronniers*; pas de changement, 60 heures chez les *maçons-plâtriers*; 14 p. o/o de chômeurs, 54 à 57 heures chez les *peintres*; un tiers de chômeurs, 30 heures chez les *journaliers du port*; 40 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *manœuvres et hommes de peine*; pas de chômeurs chez les *journaliers des docks et entrepôts*; pas de changement chez les *employés de magasin*.

A Elbeuf, 35 p. o/o de chômeurs, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*. A Arques-la-Bataille, pas de changement chez les *menuisiers à la mécanique*. A Bolbec, pas de chômeurs chez les *ouvriers cotonniers*; de même, 55 à 56 heures chez ceux de Lillebonne. A Deville, 13 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *fondeurs*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, ralentissement annuel chez les *typographes*. A Lagny, pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Souppes, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs chez les *maçons*; de même et 72 heures chez ceux de Bécard.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 8 p. o/o de chômeurs, 66 heures par semaine chez les

tailleurs de pierre; pas de chômeurs, 66 heures chez les *maçons*. A Étampes, 5 p. o/o de chômeurs, 56 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Sèvres, pas de changement chez les *blanchisseurs*. A Essonnes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*. A Bonnières, pas de chômeurs chez les *raffineurs de pétrole*. A Montmorency, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *briquetiers*. A Argenteuil, travail plus abondant chez les *chapeliers*. A Saint-Germain, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même et 66 heures chez les ouvriers en *bâtiment*. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Rueil, 10 p. o/o de chômeurs, 68 à 70 heures chez les *travailleurs du gaz*. A Livry, pas de chômeurs chez les *poudriers*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 66 heures, travail plus abondant chez les *carriers*.

Sèvres (Deux). — A Niort, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typo-lithographes*; chômage presque général, 36 heures chez les *gantiers*. A Melle, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Moulins, 50 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*. A la Rampierre, pas de chômeurs, 66 heures chez les *mineurs*. A la Chapelle-Largeau, les *tisserands* chôment la moitié du temps.

Somme. — A Amiens, 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 27 p. o/o de chômeurs, légère reprise chez les *coupeurs en chaussures*; pas de changement chez les ouvriers de la *chaussure*, de même chez les *tisseurs*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers*; un tiers de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *mouleurs en fer*; 15 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; de même chez les *couvreurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *conunis aux écritures*. A Fréville-Escarbotin, le travail tend à reprendre, 30 p. o/o de chômeurs, 36 heures chez les ouvriers en *cuirs*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; de même et 60 heures par semaine chez les *typographes*; travail plus abondant, 40 heures chez les *chapeliers-apprêteurs*; 20 p. o/o de chômeurs, 25 à 30 heures chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de changement chez les *verriers*. A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; de même chez les *maçons*; travail un peu plus abondant, 20 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *mouleurs*. A Cagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Mazamet, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers *lainiers*. A Graulhet, un tiers de chômeurs, 54 heures chez les *ouvriers moutonniers*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; de même chez les *plâtriers*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Septfonds, morte-saison chez les *chapeliers en paille*. A Grisolles, 25 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *balais*.

Var. — A Draguignan, 7 p. o/o de chômeurs, 77 à 84 heures par semaine chez les *boulangers*. A Toulon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers voiliers*; 23 p. o/o de chômeurs; 85 heures chez les *employés de commerce*. A la Seyne, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tanneurs*; pas de changement chez les *ouvriers en chaussures*; de même chez les *ferblantiers-plombiers*. A Cavaillon, pas de chômeurs, 71 heures chez les *ouvriers agriculteurs*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; de même et 66 heures chez les *ouvriers sur cuir*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cadrouse, 8 p. o/o de chômeurs, reprise du travail chez les *balaitiers*. A Ménerbes, pas de chômeurs, 54 heures chez les *carriers*. A Pertuis, pas de changement chez les *cordonniers*; de même chez les *maçons de Valréas*. A l'Isle, pas de chômeurs chez les *cantonniers*.

Vienne. — A Poitiers, 12 p. o/o de chômeurs, 72 heures par semaine chez les *serruriers*. A Châtelleraut, 30 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *manufacture d'arnes*. A Ligugé, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs, travail abondant chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de changement chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers-plafonneurs*; de même chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; pas de changement chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 77 heures chez les *employés des tramways*. A Saint-Yricix, pas de changement chez les *feuillardiers*. A Saint-Junien, pas de changement chez les ouvriers en *cuir* et *peaux*; 23 p. o/o de chômeurs, reprise un peu lente chez les *garniers*.

Vosges. — A Saint-Dié, travail toujours peu abondant, 45 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie textile*. A Remiremont, pas de changement chez les *typographes*. A Moussey, reprise du travail chez les *tisseurs*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs chez les *ébénistes*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les ouvriers en *cuir*; pas de chômeurs chez les *charpentiers de marine*; de même et 66 heures, travail abondant chez les *mouleurs*; travail plus actif, 66 heures chez les *métallurgistes*. A Sens, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*. A Saint-Sauveur, 14 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons*.

Algérie. — A Alger, 8 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *charrons-forgerons*; 15 p. o/o de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *plâtriers*. A Bône, pas de chômeurs, 60 heures chez les *employés de chemins de fer*; 6 p. o/o de chômeurs, 70 heures chez les *coiffeurs*. A Constantine, 10 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; 4 o/o de chômeurs chez les *cochers*. A Bougie, 10 o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *bâtiment*.

La Guadeloupe. — A La Pointe-à-Pitre, pendant le mois de juillet, 32 o/o de chômeurs, 126 heures par semaine, travail plus abondant que le mois précédent chez les *boulangers*; 40 o/o de chômeurs, 72 heures, travail moins actif chez les *maçons*; 45 o/o de chômeurs, 72 heures, travail moins abondant chez les *charpentiers, ébénistes et tonneliers*; 25 o/o de chômeurs, 72 heures, travail moins actif chez les *cordonniers*.

Pendant le mois d'août, 26 o/o de chômeurs, toujours 126 heures, l'amélioration continue chez les *boulangers*; 28 o/o de chômeurs, travail toujours en diminution chez les *cordonniers*.

Adjudications. — Adjudications importantes en octobre et novembre :

ROUTES ET CHEMINS,

ALGÉRIE. — 16 octobre. — Préfecture d'Alger : travaux de pavage.	115.000
ALGÉRIE. — 16 octobre. — Préfecture d'Alger : travaux de pavage dans la traverse de Maison-Carrée.....	68.000
RHÔNE. — 31 octobre. — Mairie de Lyon : construction de chaussées.....	125.000
CALVADOS. — 17 octobre. — Préfecture : travaux pour atténuer l'effet des inondations.....	160.000
SEINE. — 19 octobre. — Tribunal de commerce : travaux sur routes et chemins.....	314.500
AUBE. — 19 octobre. — Préfecture : travaux d'entretien des routes nationales pour 5 ans.....	219.170

CANALISATION ET ÉGOUTS.

ALGÉRIE. — 14 octobre. — Mairie de Boghari : construction d'égouts.....	220.000
---	---------

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

DRÔME. — 7 octobre. — Préfecture : construction d'un pont sur le Rhône.....	1.165.000
PAS-DE-CALAIS. — 12 octobre. — Préfecture : port de Boulogne, création d'un bassin de marée.....	5.930.000
SEINE-INFÉRIEURE. — 12 octobre. — Préfecture. — Port de Dieppe : travaux de dragages.....	170.323
NORD. — 26 octobre. — Sanatorium de Saint-Pol-sur-Mer : construction d'une digue.....	500.000

CHEMINS DE FER.

LOIRET. — 19 octobre. — Préfecture. — Ligne d'Étampes à Beaune : construction de maisons de garde.....	110.000
--	---------

CONCOURS.

TARN. — 31 décembre. — Mairie d'Albi : construction d'un marché couvert.....	180.000
--	---------

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — 7 octobre. — Sous-préfecture de Briey : travaux communaux.....	
ALGÉRIE. — 7 octobre. — Hôpital de Douéra : construction d'un bâtiment.....	106.000
GEIS. — 8 octobre. — Sous-préfecture de Mirande : aménagement d'écoles.....	97.800
TOULON. — 9 octobre. — Marine : construction d'un réservoir d'eau.....	89.400
PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 10 octobre. — Mairie de Perpignan : démolition d'immeubles.....	
AVIGNON. — 14 octobre. — Guerre : construction de casernement du génie.....	205.500
ALIER. — 15 octobre. — Mairie de Montluçon : construction d'un orphelinat et d'une crèche.....	116.500
SARTHE. — 15 octobre. — Le Mans. — Presbytère de Saint-Pavin : construction de l'église.....	173.120
TOULON. — 16 octobre. — Marine : réparations et construction de nefs.....	202.900
MEUSE. — 18 octobre. — Préfecture : travaux communaux.....	
MEURTHE-ET-MOSELLE. — 19 octobre. — Sous-préfecture de Toul : agrandissement de la caserne de gendarmerie.....	
YONNE. — 19 octobre. — Sous-préfecture d'Avallon : travaux communaux.....	
LE HAVRE. — 21 octobre. — Guerre : réorganisation d'une batterie.....	300.000
PAS-DE-CALAIS. — 26 octobre. — Mairie de Saint-Omer : construction des baraques de la foire pour neuf ans.....	
BOUCHES-DU-RHÔNE. — 28 octobre. — Marseille. — Hôtel-Dieu : entretien des bâtiments.....	
HAUTE-GARONNE. — 28 octobre. — Mairie de Toulouse : construction de croisées en fer.....	
LORIENT. — 28 octobre. — Guerre : construction d'une batterie à Saint-Julien.....	165.000
ALGÉRIE. — 31 octobre. — Tiaret. — Bureau arabe : construction d'une mosquée.....	47.250

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Sept. 1900.	Août 1901.	Sept. 1901.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	46 ^f 31 ^c	49 ^f 45 ^c	47 ^f 88 ⁵
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t . . .	31 06	25 25	23 50
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	34 00	28 00	27 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr. . .	79 00	63 625	60 72
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	79 50	80 00	78 50
Pétrole dispon., les 100 kilogr.	40 00	39 00	40 25
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	62 50	62 50	69 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	71 87	57 12	54 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t .	111 50	125 00	122 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	42 50	44 50	44 50
Fers marchands, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).	25 00	#	#
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	194 50	166 25	174 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	341 50	311 30	303 00
Plomb, <i>idem.</i>	50 00	29 52	35 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	54 00	42 505	44 75
Blé à Paris, <i>idem.</i>	#	21 10	21 25
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	#	20 45	19 45
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	#	22 35	21 10
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette,			
le kilogramme	1 24	1 24	1 30
Viande veau, <i>idem.</i>	1 70	1 53	1 60
— mouton, <i>idem.</i>	1 79	1 85	1 85
— porc, <i>idem.</i>	1 45	1 50	1 37

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine d'octobre 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine	29 ^f 624
Frais de panification	12 223

TOTAL 41^f 847

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3219 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6438, soit à 0 fr. 64.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	NEUF premiers mois 1901.	NEUF premiers mois 1900.	AUGMENTATION en 1901.	DIMINUTION en 1901.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation	570.797.000	579.119.000	#	8.322.000
Matières nécessaires à l'industrie	2.383.195.000	2.292.433.000	90.762.000	#
Objets fabriqués	588.873.000	627.549.000	#	38.676.000
TOTAL	3.542.865.000	3.499.101.000	90.762.000	46.998.000
AUGMENTATION en 1901			43.764.000^f	

EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	553.421.000	536.396.000	17.025.000	#
Matières nécessaires à l'industrie	794.148.000	819.771.000	#	25.623.000
Objets fabriqués	1.567.957.000	1.491.589.000	76.368.000	#
Colis postaux	165.798.000	151.278.000	14.520.000	#
TOTAL	3.081.324.000	2.999.034.000	107.913.000	25.623.000
AUGMENTATION en 1901			82.290.000^f	

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer, du 1^{er} janvier au 23 septembre 1901, ont été de 1.019.524.600 francs. Elles étaient, à la même date, en 1900, de 1.066.984.100 francs, soit une diminution de 47.459.500 francs, ou 4,4 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires pendant le mois de septembre 1901 :

	MOIS DE SEPTEMBRE	
	1901.	1900.
Faillites	93	127
Liquidations judiciaires	12	20
Conversions de liquidations en faillites	#	5

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 26 septembre 1901, il a été déposé 50 demandes en autorisation de bâtir, dont 37 pour des constructions neuves.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 2° TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1901.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre)	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne	0 26	1 71	1 61	3 09	6 00	0 58	"	4 36
Ardennes	0 25	1 11	1 55	2 00	13 00	0 50	"	4 10
Bouches-du-Rhône ..	0 33	"	2 45	3 74	15 00	0 31	"	"
Charente-Inférieure ..	0 21	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	0 25	1 64	2 09	2 68	5 20	0 27	"	"
Gironde	0 23	1 90	"	3 40	15 00	0 30	"	4 00
Loire	0 28	1 55	1 47	"	"	0 24	"	4 00
Marne	0 30	1 71	1 10	3 40	10 00	0 40	"	5 00
Meurthe-et-Moselle ..	0 22	1 78	1 99	2 99	8 00	0 31	"	4 00
Nord	0 28	1 64	1 95	3 17	13 00	0 74	"	2 90
Pas-de-Calais	0 27	1 39	1 50	3 09	"	0 71	"	3 00
Rhône	0 27	"	1 60	2 45	10 00	0 27	"	4 00
Saône-et-Loire	0 26	1 56	1 35	"	"	0 29	"	4 00
Seine	0 29	1 39	1 84	3 17	6 00	0 37	0 30	6 80
Seine-et-Oise	0 30	1 80	2 03	2 61	"	0 35	0 30	5 27
Deux-Sèvres	0 23	"	"	"	"	"	"	"
ENSEMBLE du terri- toire	0 26	1 50	1 57	2 67	12 00	0 31	0 27	4 20
Quantités vendues par l'ensemble des 553 sociétés	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
	15.292.470	362.766	122.174	60.727	1.536	2.388.903	79.368	48.788
RAPPEL du 1 ^{er} trimestre 1901.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 538 sociétés	15.445.567	407.861	122.233	59.806	2.909	2.378.523	53.340	91.846
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Prix moyen	0 27	1 57	1 63	2 94	9 33	0 31	0 32	3 91
RAPPEL DU 2° TRIMESTRE 1900.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 506 sociétés	14.288.263	310.591	99.459	97.428	1.379	2.328.813	41.483	51.757
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Prix moyen	0 24	1 61	1 62	2 57	9 84	0 39	0 20	4 17

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 2° trimestre de 1901 résultent du dépouillement des rapports de 553 sociétés, dont 440 qui ont donné le nombre de leurs adhérents, groupaient 114.929 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 553 sociétés.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de septembre 1901, le Ministère du commerce a été avisé de la création de 21 syndicats patronaux et 69 syndicats ouvriers, total : 90 ; ces associations se répartissent comme suit d'après la date de leur fondation : septembre, 5 ; août, 18 ; juillet, 9 ; juin, 11 ; mai, 8 ; avril, 10 ; mars, 19 ; janvier, 1 et antérieurement au 1^{er} janvier 1901, 9.

Un syndicat ouvrier a été signalé comme dissous.

Les renseignements qui précèdent et ceux qui suivent concernent seulement les syndicats professionnels de l'industrie et du commerce (syndicats agricoles non compris).

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o. — SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [7 juillet 1901]. — Chambre syndicale du commerce en gros des **liquides** de Vichy-Cusset et environs (45 membres). Siège social : restaurant Roche, place de l'Ancien-Champ-de-Foire, VICHY.

Alpes-Maritimes [25 juin 1901]. — Syndicat des entrepreneurs du **bâtiment** du canton de Cannes (16 membres). Siège social : Tribunal de commerce, CANNES. — [10 mai 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **fumisterie**, tôlerie et ventilation de la ville de Nice et du département des Alpes-Maritimes et principauté de Monaco (12 membres). Siège social : quai Saint-Jean-Baptiste, 20, NICE.

Charente-Inférieure [1^{er} août 1901]. — Syndicat des débitants de **boissons** de la Rochelle et de sa banlieue (62 membres). Siège social : rue du Brave-Rondeau, 13, LA ROCHELLE.

Finistère [14 juin 1901]. — Syndicat de la **meunerie** de la région de Brest (9 membres). Siège social : aux Moulins Brestois, BREST. — [25 juin 1901]. — Syndicat professionnel des **tissus** et nouveautés de Brest (20 membres). Siège social : Grand'Rue, 26, BREST.

Hérault [28 juillet 1901]. — Chambre syndicale des **pharmaciens-droguistes** en gros du Midi (30 membres). Siège social : rue de la Loge, 8, MONTPELLIER.

Jura [10 août 1901]. — Syndicat des débitants de **boissons** de Saint-Claude (membres). Siège social : rue du Marché, 1, SAINT-CLAUDE.

Loire [30 décembre 1900]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** de l'arrondissement de Montbrison (40 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, MONTEBRISON. — [11 décembre 1900]. — Syndicat patronal des **coiffeurs** du département de la Loire (40 membres). Siège social : place Dorian, 1, SAINT-ÉTIENNE. — [1^{er} juin 1901]. — Syndicat des marchands de **primeurs** en gros de Saint-Étienne (20 membres). Siège social : place Chavanelle, 10, SAINT-ÉTIENNE.

Nièvre [1898]. — Syndicat des **médecins** de la Nièvre (62 membres). Siège social : café Bussy, NEVERS.

Nord [avril 1901]. — Chambre syndicale des **perruquiers-coiffeurs** de Dunkerque (30 membres). Siège social : café du Soleil, place Jean, DUNKERQUE. — [26 novembre 1900]. — Syndicat **médical** de Tourcoing et ses environs (30 membres). Siège social : Grand-Hôtel, rue Carnot, TOURCOING.

Seine [11 mars 1901]. — Chambre syndicale des fabricants d'**acide carbonique** liquide et autres gaz comprimés ou liquéfiés (27 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS, 10^e. — [4 mai 1901]. — Chambre syndicale des produits **chimiques** pour l'industrie du blanchissage (55 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS, 10^e. — [19 août 1901]. — Syndicat des **courtiers** et représentants en becs et manchons d'éclairage (75 membres). Siège social : rue Saint-Martin, 181, PARIS, 3^e. — [3 septembre 1901]. — Syndicat des **crémiers** de Paris et de la banlieue (10 membres). Siège social : rue des Prouvaires, 8, PARIS, 1^{er}.

Seine-et-Marne [4 juin 1901]. — Syndicat central du commerce en gros des **liquides** du département de Seine-et-Marne (45 membres). Siège social : café de la Seine, MELUN.

Seine-Inférieure [12 septembre 1901]. — Syndicat général de l'industrie du **bâtiment** de la ville et de l'arrondissement de Dieppe (50 membres). Siège social : rue Richard-Simon, 7, DIEPPE.

Deux-Sèvres [4 juillet 1901]. — Syndicat central du commerce des **vins**, spiritueux et vinaigres en gros du département des Deux-Sèvres (60 membres). — Siège social : ancienne Mairie, rue Thiers, NIORT.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain. [4 mars 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tourneurs** d'Arbent, Oyonnax et la région (34 membres). Siège social : ARBENT.

Alpes-Maritimes. [22 juin 1901]. — Chambre syndicale indépendante des ouvriers **maçons** de la ville de Cannes et des environs (200 membres). Siège social : Bar Fouque, rue Rouquière, CANNES. — [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **typographes** et industries similaires de Menton et du département (11 membres). Siège social : rue Saint-Michel, MENTON.

Aube. [12 août 1901]. — Union syndicale des ouvriers **ferblantiers**, plombiers, tôliers, couvreurs, zingueurs de la ville de Troyes et ses environs (27 membres). Siège social : rue Thiers, 40, TROYES.

Charente-Inférieure. [1^{er} juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la Rochelle (27 membres). Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE. — [10 août 1901]. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiments, voitures, doreurs, décorateurs et colleurs de papiers de la Rochelle (18 membres). Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE.

Côtes-du-Nord. [septembre 1901]. — Syndicat des travailleurs du livre (**typographes**) de Dinan (13 membres). Siège social : DINAN.

Doubs. [3 septembre 1901]. — Union syndicale du personnel civil de l'**Arsenal** de Besançon (21 membres). Siège social : Café du Caveau, rue Pasteur, BESANÇON.

Eure. [10 mai 1901]. — Union syndicale du personnel civil libre de l'établissement militaire (**artillerie**) de Vernon (35 membres). Siège social : route de Rouen, 50, VERNON.

Gironde. [1^{er} novembre 1896]. — «Chambre syndicale» l'Union des **terrassiers** et

manœuvres de Bordeaux et banlieue (20 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Loire. [28 avril 1901]. — Union syndicale du personnel civil libre de la manufacture nationale d'armes de Saint-Étienne (984 membres). Siège social : rue de Roanne, 51, SAINT-ÉTIENNE. — [1^{er} juillet 1901]. — Union syndicale et philanthropique des **employés municipaux** de la ville de Saint-Étienne (250 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [18 mai 1901]. — Syndicat libre des **passementiers** de Montaud, (50 membres). Siège social : rue de Montaud, 37, SAINT-ÉTIENNE. — [1^{er} juillet 1901]. — Syndicat libre et indépendant des **passementiers** de Saint-Roch (20 membres). Siège social : rue de la Mulatière, 124, SAINT-ÉTIENNE. — [juin 1901]. — Syndicat des **tisseurs** de Baubeun (27 membres). Siège social : rue Paillon, 20, SAINT-ÉTIENNE. — [21 avril 1901]. — Union syndicale des **voyageurs** et représentants du commerce et de l'industrie de Saint-Étienne et de la Loire (175 membres). Siège social : rue de la Bourse, 23, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure. [7 août 1901]. Union syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Nantes (13 membres). Siège social : chez M. Douillard, rue du Bouffay, NANTES. — [27 juillet 1901]. — Chambre syndicale des garçons **tripiers**, boyaudiers et volontaires du département de la Loire-Inférieure (24 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Nord [14 janvier 1901]. — Chambre syndicale **métallurgique** d'Armentières et environs (50 membres). Siège social : estaminet du Pompier de Paris, rue du Quesnoy, ARMEN-
TIÈRES. — [1^{er} mai 1901]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de la ville de Dunkerque et des environs (20 membres). Siège social : rue du Château, 20, DUNKERQUE. — [9 avril 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres**, vitriers et métiers similaires de Dunkerque et des communes de son arrondissement (102 membres). Siège social : rue de Sou-
bise, 24, DUNKERQUE. — [20 avril 1901]. — Chambre syndicale **textile** ouvrière de Dun-
kerque et environs (652 membres). Siège social : rue du Milieu, 34, Dunkerque. — [5 juillet 1901]. — Chambre syndicale des **plieurs**, emballeurs, garçons et demoiselles de magasin de Lille et des environs (36 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — [29 mars 1901]. — Syndicat de **filature** «l'Amitié» (30 membres). Siège social : maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [12 mars 1901]. — Syndicat de **filature** «la Bobineuse» (30 membres). Siège social : rue des Phalempins, 24, TOURCOING. — [13 mars 1901]. — Syndicat de **filature** «le Doublage» (30 membres). Siège social : rue du Clin-
quet, 75, TOURCOING. — [6 avril 1901]. — Syndicat de **filature** «l'Épargne» (30 membres). Siège social : rue de Belfort, 26, TOURCOING. — [13 mars 1901]. — Syndicat de **filature** «l'Étirage» (30 membres). Siège social : rue de Paris, 183, TOURCOING. — [4 avril 1901]. — Syndicat de **filature** «la Filature de laine» (30 membres). Siège social : rue du Dragon, 150, TOURCOING. — [21 mars 1901]. — Syndicat de **filature** «l'Indépendance» (30 membres). Siège social : rue du Brun-Pain, 319, TOURCOING. — [11 avril 1901]. — Syndicat de **fila-
ture** «les Indépendants» (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [21 mars 1901]. — Syndicat de **filature** «la Liberté» (30 membres). Siège social : rue de la Vigne, 41, TOURCOING. — [12 mars 1901]. — Syndicat de **filature** «la Retorderie» (30 membres). Siège social : rue du Petit-Village, 1, TOURCOING. — [5 avril 1901]. — Syndicat de **filature** «les Fidèles soigneuses» (30 membres). Siège social : chez Augustine Coulon, maisons Béghin, rue de Melbourne, TOURCOING. — [28 mars 1901]. — Syndicat de **filature** «l'Union amicale» (30 membres). Siège social : rue de Dunkerque, 64, TOURCOING. — [5 avril 1901]. — Syndicat de **filature** «l'Union» (30 membres). Siège social : rue de Strasbourg, 14, TOURCOING. — [22 mars 1901]. — Syndicat de **tissage** «l'Aiguille» (30 membres). Siège social : rue du Bois, 140, TOURCOING. — [23 mars 1901]. — Syndicat de **tissage** «la Bonne aiguille» (30 membres). Siège social : rue des Girondins, 4, TOURCOING. — [22 mars 1901]. — Syndicat de **tissage** «l'Espérance du piquage» (30 membres). Siège social : rue Boulogne, 44, TOURCOING. — [21 mars 1901]. — Syndicat de **tissage** «les Guipurières» (30 membres). Siège social : rue d'Armentières, 54, TOURCOING. — [22 mars 1901]. — Syndicat de **tissage** «l'Union fraternelle» (30 membres). Siège social : rue de Strasbourg, 5, TOURCOING. — [21 mars 1901]. — Syndicat de **tissage** «l'Union des Piquières» (30 membres). Siège social : rue de Gand, 90, TOURCOING. — (21 mars 1901).

— Syndicat de **tissage «la Popeline»** (30 membres). Siège social : rue de Paris, 175, TOURCOING. — [22 mars 1901]. — Syndicat de **tissage «le Satin»** (30 membres). Siège social : rue d'Anvers, 131, TOURCOING. — [23 mars 1901]. — Syndicat de **triage et peignage «la Peigneuse»** (30 membres). Siège social : rue de la Guerre, 119, TOURCOING. — [23 mars 1901]. — Syndicat de **triage et peignage «l'Union des peigneuses»** (30 membres). Siège social : rue du Bois, 116, TOURCOING.

Basses-Pyrénées [9 août 1901]. — Syndicat des **hommes de peine** de la ville de Salies-de-Béarn (47 membres). Siège social : hôtel de ville, SALIES-DE-BÉARN.

Rhône [2 août 1901]. — Syndicat des ouvriers **égoutiers** de la ville de Lyon (52 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON.

Seine [22 juin 1901]. — Syndicat et solidarité des **maçons** de Pantin et d'Aubervilliers (72 membres). Siège social : rue Auvry, 2, à AUBERVILLIERS. — [4 août 1901]. — Syndicat des employés et ouvriers de la Compagnie des **tramways** de l'Ouest-Parisien (180 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, à ISSY-LES-MOULINEAUX. — [20 juin 1901]. — Union syndicale des agents de la traction et des dépôts de la Compagnie générale parisienne de **tramways** (71 membres). Siège social : rue de la Convention, 1, LE KREMLIN-BICÊTRE. — [25 mai 1901]. — Fraternité syndicale des ouvriers du **bâtiment** du canton de Charenton (membres). Siège social : Grande-Rue, à MAISONS-ALFORT. — (30 août 1901). — Syndicat des ouvrières **brocheuses** des journaux officiels (28 membres). Siège social : rue du Bac, 17, à PARIS, VII^e. — [29 août 1901]. — Syndicat français des ouvriers et employés des **chemins de fer** (45 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 8, à PARIS, I^{er}. — [29 août 1901]. — Syndicat français des **comptables** (36 membres). Siège social : Rue Saint-Denis, 8, à PARIS, I^{er}. — [29 août 1901]. — Syndicat français des ouvriers **cordonniers** (28 membres). — Siège social : rue Saint-Denis, 8, à PARIS, I^{er}. — [21 août 1901]. — Union syndicale des **correcteurs** parisiens (11 membres). Siège social : rue des Abbesses, 38, à PARIS, XVIII^e. — [29 août 1901]. — Syndicat français des ouvriers et employés du **gaz** (32 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 8, à PARIS, I^{er}. — [29 août 1901]. — Syndicat français des ouvriers **journaliers** (57 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 8, à PARIS, I^{er}. — [3 septembre 1901]. — Syndicat français des ouvriers **mécaniciens** (29 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 8, à PARIS, I^{er}. — [29 août 1901]. — Syndicat français des ouvriers **peintres** (23 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 8, à PARIS, I^{er}. — [29 août 1901]. — Syndicat français des ouvriers **raffineurs** (25 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 8, à PARIS, I^{er}. — [16 juin 1901]. — Union corporative des ouvriers de la **terre** et parties similaires de Vitry-sur-Seine (152 membres). — Siège social : place de l'Église, 11, à VITRY-SUR-SEINE.

Seine-et-Oise [6 septembre 1899]. — Union syndicale des ouvriers **chauffeurs**, conducteurs, mécaniciens et parties similaires de l'arrondissement de Corbeil (77 membres). Siège social : rue de Paris, 9, à ESSONNES. — [1^{er} mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de Saint-Germain-en-Laye (45 membres). Siège social : rue de Colonne, 63, à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. — [28 juin 1901]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Saint-Leu et de ses environs (104 membres). Siège social : Grande-Rue, 1, à SAINT-LEU.

Alger [24 juin 1901]. — Chambre syndicale des **employés de magasins** et comptables d'Alger (120 membres). Siège social : Bourse du Travail, à ALGER. — [14 juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières du **liège** du département d'Alger (membres). Siège social : Bourse du Travail, à ALGER.

Oran [20 mai 1901]. — Syndicat des **employés et commis en quincaillerie** (43 membres). Siège social : rue Irénée, 6, à ORAN.

B. — SYNDICAT DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICAT OUVRIER.

Aisne [24 mars 1901]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **boutons** et professions similaires (37 membres). Siège social : CRÉZANCY.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Poisons industriels*. (1^{er} vol. in-8° de 449 pages. Paris, 1901; Imprimerie nationale.) — Cet ensemble de notions pratiques sur l'insalubrité qui règne dans certaines industries a été classé par natures de poisons : c'est ainsi qu'on passe en revue successivement les empoisonnements causés par le plomb, le cuivre, le zinc, le mercure, l'arsenic, le phosphore, les hydrocarbures (benzine, nitrobenzine, aniline, etc.), le tabac et le groupe des gaz vénéneux : hydrogène sulfuré, oxyde de carbone, acide carbonique et sulfure de carbone. L'étude se termine sur un poison microbien, le virus charbonneux.

Pour chaque poison, on examine successivement la nature des matières toxiques, les voies de pénétration et d'élimination, les formes médicales que revêt l'intoxication, les industries menacées et les mesures de préservation. Dans 169 pages d'annexes formant la deuxième partie du volume, on trouve la plupart des lois et ordonnances édictées en France et dans les principaux pays industriels d'Europe pour sauvegarder l'hygiène des ateliers dans les industries spécialement insalubres.

————— **CONSEIL CENTRAL DE SALUBRITÉ ET DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT DU DÉPARTEMENT DU NORD.** — *Rapport sur les travaux de l'année 1900*. (1 vol. in-8° de 408 pages. Lille, 1901; L. Danel.)

————— **CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON.** — *Compte rendu des travaux de l'année 1900*. (1 vol. in-4° de 509 pages. Lyon, 1901; imprimerie du Salut public.)

————— **MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.** — *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1899*. (1 vol. in-4° de 412 pages. Paris, 1901; Imprimerie nationale.)

ALLEMAGNE. — **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.** — *Landesbehördliche Arbeiterschutzvorschriften*. (1 vol. in-4° de 140 pages; Berlin, 1897; P. Stankiewicz.) — Mesures de protection du travail prises dans diverses contrées de l'Allemagne.

————— **SERVICE DE LA STATISTIQUE.** — *Die Krankenversicherung*. (1 vol. in-4° de 191 pages, Berlin 1901; Puttkammer et Mühlbrecht.) — L'assurance contre la maladie (1899).

ÉTATS-UNIS. — **COMMISSAIRE FÉDÉRAL DU TRAVAIL.** — *Fifteenth annual Report of the Commissioner of Labor-Wages in commercial countries, tome II* (1 vol. in-8° de 778 pages; Washington, 1900. Govern. printing office). C'est la suite et la fin de l'important rapport que nous avons déjà signalé sur la durée du travail et les taux de salaires, minima, moyens et maxima dans l'industrie aux États-Unis et dans presque tous les pays du globe. Voir la bibliographie complète au *Bulletin* de juillet 1901, page 543.

FINLANDE. — SERVICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE. — *Statistisk Årsbok*. (1 vol. in-16° de 218 pages; Helsingfors, 1901; Finska Litteratursälls kapets tryckeri.) — Annuaire statistique (1901).

GRANDE-BRETAGNE. — SERVICE OFFICIEL. — *Statement showing the production, consumption and export of coal, and the number of persons employed in coal production in the principal countries of the world, from 1883 to 1899*. . . . (1 fasc. de 64 pages; Londres, Imprimerie royale.) — Production, consommation et exportation du charbon, et nombre des personnes occupées à son extraction dans les principaux pays du monde, de 1883 à 1899.

BOARD OF TRADE. — *Second abstract of foreign labor statistics*. (1 vol. in-8° de 325 pages; Londres, 1901; Darling et fils, Bacon street, E.) — Deuxième aperçu statistique du travail à l'étranger.

NOUVELLE-ZÉLANDE. — SERVICE OFFICIEL DE STATISTIQUE. — *Officiel year-book*. (1 vol. in-8° de 648 pages. Wellington, 1900; J. Mackay.) — Annuaire statistique officiel (1900).

PAYS-BAS. — DÉPARTEMENT DES FINANCES. — *Bescheiden betreffende de Geldmiddelen*. (1 vol. in-4° de 120 pages; La Haye, 1901; M. Nijhoff.) — Relevé des impôts en 1900.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique de Buenos-Ayres pour 1900*. (1 vol. in-4° de 342 pages; Buenos-Ayres, 1901; C^{ie} Sud-Américaine de billets de banque.)

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Anuaris de la Direccion general de estadistica*. (1 vol. in-4° de 533 pages. Buenos-Ayres, 1900; Compania sud-americana de billetes de banco). — Annuaire de la Direction générale de la statistique.

SUISSE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Les décès en Suisse de 1871 à 1890*. (1 vol. in-4° de 198 pages; Berne, 1901; Art. Orell Füssli, à Zurich.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois d'octobre, la reprise d'activité précédemment signalée dans les mines, dans certaines industries de l'alimentation, dans les industries de la chaussure et du vêtement s'est accentuée. Il y a amélioration dans la tannerie, la mégisserie, la gainerie, dans les industries textiles en général, notamment dans le peignage, la filature et le tissage de la laine, dans la bonneterie, la passementerie, la rubanerie, la fabrication des tapis, dans l'orfèvrerie et la bijouterie en argent. Le travail est aussi plus abondant dans les raffineries d'huile et de pétrole, ainsi que dans certaines industries du papier et du carton, et dans certaines branches de la tabletterie. L'activité est normale dans les carrières, les fabriques de poterie et les verreries. Dans la pêche, les travaux forestiers, l'horticulture, les industries typographiques, l'ébénisterie, la vannerie, la broserie, et dans la plupart des industries des métaux, la situation est stationnaire. La morte-saison d'hiver commence pour les travaux agricoles. Il y a accalmie dans la brasserie, la sellerie, la chapellerie, la fabrique de tulle; ralentissement marqué, normal pour la saison, chez les charpentiers et les divers ouvriers du bâtiment, ainsi que chez les chauxfourniers, briquetiers et tuiliers.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 1.022 chambres syndicales ouvrières, groupant 161.000 adhérents. Parmi ces syndicats, 805 avec 125.000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 11.470, ce qui fait une proportion de 9 p. 0/0 environ. Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais ne sont pas compris dans ces chiffres.

Le travail en octobre a été jugé, en comparaison avec le mois de septembre, plus abondant par 15 p. 0/0 des syndicats, groupant 19 p. 0/0 des adhérents; aussi abondant par 62 p. 0/0 des syndicats, groupant 63 p. 0/0

des adhérents; moins abondant par 23 p. o/o des syndicats, groupant 18 p. o/o des adhérents.

Un autre mode d'appréciation du chômage professionnel est fourni par la comparaison des demandes et des offres de travail signalées à l'Office du travail par les bourses du travail et les chambres syndicales ouvrières faisant le placement de leurs adhérents. Les chiffres relatifs aux mois de juillet, août et septembre derniers sont les suivants :

Nombre de demandes par 100 offres de travail en juillet 1901.....	184
..... en août 1901.....	123
..... en septembre 1901.....	245

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Situation stationnaire dans la pêche côtière sur le littoral méditerranéen. Sur le littoral de l'Océan, le travail a été contrarié par le mauvais temps; le rendement de la pêche de la sardine et du thon paraît avoir été inférieur à celui de l'an passé; la pêche hauturière du hareng est commencée.

En agriculture, la récolte des pommes de terre et des betteraves, les emblavements ont donné du travail. Néanmoins, le nombre des chômeurs est sensiblement plus élevé que le mois précédent. La situation est sans changement dans l'industrie florale. Le travail en forêts n'a pas encore pleinement repris.

Le chômage moyen, pour le groupe agricole et forestier, d'après les syndicats qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, ressort à 17 p. o/o environ.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 136.000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'octobre 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	6,00	"	"	"	"	100
Loire.....	5,91	"	"	"	33	67
Gard et Hérault.....	6,00	"	"	"	"	100
Provence (lignites)....	5,95	"	"	"	17	83
Bourgogne et Nord-Est....	5,97	"	"	"	5	95
Centre.....	5,00	"	"	"	"	100
Tarn et Aveyron.....	5,91	"	"	"	35	65
ENSEMBLE pour la France.	5,98	"	"	"	7	95

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,82; il était de 5,85 en septembre 1900.

CARRIÈRES. — Dans les carrières, l'activité se maintient très bien pour la saison. Dans la région de l'Est, les commandes de fin de saison ont été abondantes. Le chômage moyen, d'après les syndicats qui ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, n'est que de 2 p. o/o.

ALIMENTATION. — Chez les ouvriers boulangers, pâtisseries, confiseurs, cuisiniers, bouchers, charcutiers, le chômage moyen ressort à 15 p. o/o; continuation de la reprise du travail chez les confiseurs, biscuitiers, chocolatiers. En particulier, le travail est jugé plus abondant que le mois précédent à Paris, Lille, Lyon, Angoulême, Montpellier, Narbonne.

La production des alcools à la fin du mois de septembre (12 mois de la campagne 1900-1901) s'est élevée à 2.485.106 hectolitres, en ce qui concerne les bouilleurs et les distillateurs de profession, contre 2.513.675 hectolitres pendant la campagne 1899-1900. En particulier, la production de l'alcool de vins a été de 266.573 hectolitres, en augmentation de 182.072 hectolitres sur la production de la campagne précédente; celle de l'alcool des substances farineuses a été de 320.766 hectolitres; en diminution de 301.854 hectolitres, celle de l'alcool de betteraves a été de 942.281 hectolitres, en diminution de 98.410 hectolitres; et celle de l'alcool de melasses a été 932.131 hectolitres, en augmentation de 185.243 hectolitres. D'autre part, la production des bouilleurs de cru est évaluée à 314.437 hectolitres, contre 127.830 hectolitres pendant la campagne de 1899-1900.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de betteraves mises en œuvre depuis le 1^{er} septembre 1901 jusqu'à la fin d'octobre (deux premiers mois de la campagne), a été de 3.092 tonnes (3.069 tonnes pendant la période correspondante de la campagne 1899-1900).

Dans la brasserie, le ralentissement accoutumé s'est fait sentir comme tous les ans, à pareille époque.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Augmentation du travail chez les ouvriers tordeurs d'huile et chez les raffineurs de pétrole. Travail normal dans les usines à gaz. Chez les papetiers, régleurs, cartonniers, le travail est plus abondant par suite de la rentrée des classes. Rien à signaler, situation stationnaire chez les ouvriers en caoutchouc et en toiles cirées.

Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le chômage moyen ressort à 7 p. o/o; un peu plus de 8 p. o/o à Paris, environ 6 p. o/o en province. L'ouvrage est jugé plus abondant qu'en septembre par 21 p. o/o de syndicats, groupant 14 p. o/o des adhérents, moins abondant par 17 p. o/o des syndicats, groupant 36 p. o/o des adhérents, équivalent par 52 p. o/o des syndicats, groupant 50 p. o/o des adhérents. En particulier, il y a augmentation du travail à Marseille (lithographes), Cognac, Valence, Brest, Toulouse, Nantes, Épernay, Creil, Tarbes, Belfort, Lyon, Tours, Avignon, et diminution, par contre, à Charleville, Rochefort, Grenoble, Reims, Lille, Valenciennes, Beauvais, Bayonne, Meaux, Versailles, Amiens, Aixerre. Partout ailleurs, à Paris notamment, la situation est stationnaire.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation des cuirs et des peaux, principalement

chez les mégissiers, il paraît y avoir amélioration; dans l'industrie de la chaussure, la reprise signalée précédemment s'accroît nettement. Il en est de même dans la ganterie. Morte-saison dans la sellerie. Dans la gainerie, travail plus abondant.

Le chômage moyen, pour le groupe entier, ressort à 8 p. o/o; 32 p. o/o des syndicats, groupant 40 p. o/o des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant que le mois dernier; 56 p. c/o des syndicats, avec 30 p. o/o des adhérents, l'estiment équivalent; 12 p. o/o des syndicats, avec 30 p. o/o des adhérents, l'estiment moins abondant.

TEXTILES. — Le chômage moyen, dans la filature et le tissage, s'élève d'après les réponses des syndicats (au nombre de 102) à un peu plus de 10 p. o/o. L'ouvrage est considéré comme plus abondant que le mois dernier par 15 p. o/o des syndicats, groupant 38 p. o/o des adhérents, comme moins abondant par 35 p. o/o des syndicats, groupant 12 p. o/o des adhérents; comme équivalent par 50 p. o/o des syndicats, groupant 50 p. o/o des adhérents. En comparaison avec les chiffres des mois d'août, ces proportions, ainsi que la moyenne de chômage, accusent une tendance à l'amélioration.

Dans la région de Rouen, la situation continue à être assez satisfaisante en ce qui concerne la filature et le tissage de coton; les métiers sont suffisamment alimentés. A Elbeuf, pas de changements dans la fabrique de draps; A Roubaix, la situation générale pour les tissus est calme; les peignages sont très occupés et travaillent jour et nuit; la marche de la filature est satisfaisante ainsi que celle de la bonneterie. Dans la région lyonnaise, la fabrique de soierie reste stationnaire. Les chiffres de la condition des soies de Lyon, pendant les dix premiers mois de 1901, témoignent d'une allure satisfaisante de la consommation : 5.731.000 kilogrammes contre 4.900.000 kilogrammes en 1900.

La passementerie paraît assez bien alimentée. Il y a reprise chez les rubaniers de la région de Saint-Etienne. La situation et la fabrique de tulles ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le mois dernier.

Dans l'industrie du vêtement (tailleurs et couturières), la morte-saison a pris fin; et il y a reprise générale. Situation stationnaire chez les chapeliers. Chez les ouvriers en tapis, le travail est généralement plus abondant.

Le chômage moyen, pour l'ensemble des industries textiles et du vêtement, ressort à 10 p. o/o, d'après les réponses fournies par 154 syndicats.

Le travail est jugé plus abondant que le mois dernier par 24 p. o/o des syndicats, groupant 42 p. o/o des adhérents; aussi abondant par 51 p. o/o des syndicats, avec 47 p. o/o des adhérents, moins abondant 25 p. o/o des syndicats, avec 11 p. o/o des adhérents. L'impression générale est par conséquent favorable.

Bois. — Comme tous les ans, à pareille époque, les industries du bois, en relation avec l'industrie du bâtiment, ont subi un ralentissement. Chez les charpentiers et menuisiers, 4 p. o/o des syndicats, groupant 9 p. o/o des adhérents, estiment le travail plus abondant qu'en septembre, 62 p. o/o des syndicats, avec 64 p. o/o des adhérents, l'estiment aussi abondant; 33 p. o/o des syndicats, avec 27 p. o/o des syndicats, l'estiment moins abondant. Chez les ébénistes, la situation reste toujours stationnaire. Dans la carrosserie, il y a ralentissement. Dans la tonnellerie, l'augmentation du travail devrait se faire sentir, eu égard à la saison; toutefois la majorité des syndicats indique un état stationnaire du travail. Chez les sabotiers et galochiers, l'ouvrage paraît plus abondant. Dans la tabletterie et industries similaires, l'impression générale est favorable, notamment dans la fabrique de para-

pluies, de peignes, de marqueterie. Situation calme chez les brossiers et les vanniers.

Le chômage moyen, pour le groupe entier des industries du bois et similaires, ressort à 6 p. o/o, d'après les réponses de 83 syndicats.

MÉTAUX. — Pendant le premier semestre de 1901, la production totale des fontes, fers et aciers a été, en France, de 2.275.824 tonnes, ainsi réparties : 1.254.279 tonnes de fontes, 284.824 tonnes de fers et tôles, 736.721 tonnes d'aciers divers. Ces chiffres marquent une diminution sensible par rapport au semestre correspondant de l'année 1900, pendant lequel il avait été produit 1.341.988 tonnes de fontes, 410.803 tonnes de fers et tôles, et 813.164 tonnes d'aciers (1).

Pendant le mois d'octobre, la marche des laminoirs a été satisfaisante dans le Nord : les toleries ont marché généralement cinq et même six jours par semaine. Dans l'Est, la marche des aciéries est normale ; la besogne d'hiver paraît assurée dans toutes les forges.

Pour l'ensemble des ouvriers métallurgistes, mouleurs, fondeurs, monteurs-mécaniciens, l'état du travail en octobre est jugé meilleur qu'en septembre par 7 p. o/o des syndicats, groupant 5 p. o/o des adhérents ; 74 p. o/o des syndicats, avec 68 p. o/o des adhérents, l'estiment équivalent ; 29 p. o/o des syndicats, avec 27 p. o/o des adhérents, l'estiment moins abondant.

Le travail se fait plus rare chez les serruriers en bâtiment, ferblantiers, plombiers, zingueurs, à l'exception des tôliers-fumistes, qui bénéficient de l'approche de l'hiver. Chez les ferblantiers-boîtiers du littoral breton, l'activité ne s'est pas maintenue par suite du mauvais rendement de la pêche de la sardine. La reprise continue chez les chaudronniers en cuivre ; de même chez les bronziers, chez les orfèvres et bijoutiers en argent à Paris. Il n'y a pas de changements appréciables dans la situation de l'horlogerie et de la mécanique de précision.

Le chômage moyen, afférent à l'ensemble des industries des métaux, ressort à 6 p. o/o, d'après les réponses de 103 syndicats.

TAILLE DES PIERRES. — BÂTIMENT. — Chez les tailleurs de pierre, sculpteurs, marbriers, le chômage indiqué s'élève à 13 p. o/o ; la diminution du travail est surtout sensible parmi les tailleurs de pierre.

Dans le bâtiment, le ralentissement déjà signalé s'est accentué : 40 p. o/o des syndicats, groupant 34 p. o/o des adhérents, jugent l'ouvrage moins abondant qu'en septembre ; 55 p. o/o, avec 61 p. o/o des adhérents le jugent équivalent et 5 p. o/o seulement des syndicats, avec 5 p. o/o des adhérents le jugent plus abondant. Ces chiffres, comparés à ceux du mois dernier, montrent bien la marche actuelle vers la morte-saison.

Le chômage moyen, pour l'ensemble des industries du bâtiment (maçons, plâtriers, peintres, badigeonneurs, ravaleurs, couvresseurs), est de 10 p. o/o, (renseignements fournis par 97 syndicats ; le chiffre indiqué pour septembre était de 6 p. o/o).

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Chez les chaudières, fabricants de ciments, briquetiers, tuiliers, l'activité a diminué, comme tous les ans, du reste, à la même époque. Dans les fabriques de faïence et de porcelaine ainsi que dans les verreries, la situation se maintient à peu près sans modification. Le chô-

(1) Bulletin du Comité des Forges, n° 1851.

mage moyen, pour le groupe entier, ressort d'après les évaluations syndicales à environ 7 p. o/o.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les ouvriers des transports (cochers, camionneurs, charretiers, livreurs, marins du commerce, mariniers et bateliers), situation également stationnaire : 85 p. o/o des syndicats, groupant 90 p. o/o des adhérents, estiment que le travail est aussi abondant qu'en septembre ; 15 p. o/o, avec 10 p. o/o des adhérents, estiment qu'il y a diminution. Le chômage moyen indiqué est de 8 p. o/o.

Chez les ouvriers de la manutention, le chômage paraît s'accroître ; il ressort à 19 p. o/o, au lieu de 15 p. o/o en septembre ; 13 p. o/o des syndicats, groupant 5 p. o/o des adhérents, estiment le travail plus abondant que pendant le mois précédent ; 70 p. o/o des syndicats, groupant 83 p. o/o des adhérents, l'estiment aussi abondant, 17 p. o/o des syndicats, avec 12 p. o/o des adhérents, estiment qu'il y a diminution.

Chez les employés de commerce, comptables, dactylographes, etc., le chômage moyen est de 5 p. o/o, comme le mois dernier. Chez les employés de l'alimentation, la situation ne s'améliore pas pour les garçons de cafés, de restaurants, d'hôtel ; par contre, le commerce de l'épicerie qui va entrer dans sa période accoutumée de fortes ventes, tend plutôt à augmenter son personnel.

Chez les gens de maison, à Paris, les offres de travail augmentent ; le chômage indiqué est insignifiant.

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1901.

40 grèves ont été signalées en octobre à la Direction du travail; il y a eu en outre, une grève de patrons bouchers.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 36 d'entre elles, est de 4.160. Il y avait eu, en octobre 1900, 69 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 44.

Ces 41 grèves, dont 34 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	19
Réduction de salaire.....	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	2
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres et directeurs.....	8
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	4
Demande de suppression des amendes.....	1
Demande de paiement mensuel des salaires.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 31 départements et on en a compté :

6 dans la Seine, 5 dans la Gironde, 4 dans le Nord, et 1 dans les 28 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, cuirs et peaux, 7 grèves; travail des métaux, industries textiles, 5; chapeliers, déchargeurs de navires, tailleurs, tonneliers et employés de tramways, 2; carriers, auxiliaires de chemins de fer, peigniers, ouvriers de raffinerie de sucre, savonniers, ouvriers pour sièges en cuir, verriers, 1 grève.

Des 40 grèves commencées en octobre, 35 ont pris fin après avoir duré :

Dix, 1 jour ou moins de 1 jour; neuf, 2 jours; cinq, 3 jours; deux, 4 jours; une, 5 jours; une, 7 jours; une, 10 jours; une, 17 jours; deux, 18 jours; une, 21 jours, et une, 25 jours.

Si l'on y ajoute 3 grèves anciennes terminées en octobre, après avoir duré respectivement 38, 28 et 27 jours, on trouve 38 conflits terminés au cours du mois avec les résultats suivants :

11 réussites;
14 transactions;
13 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établiss- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
23 juillet.	.....	Montluçon.....	Allier.....	Mouleurs en fer.....	1	500
12 sept....	10 oct....	Paris.....	Seine.....	Casquettiers.....	50	350
26 sept....	23 oct....	Paris.....	Seine.....	Diamantaires.....	3	18
30 sept....	7 nov....	Paris.....	Seine.....	Fournisseurs.....	.....	220
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} oct....	3 oct....	Graulhet.....	Tarn.....	Mégisseries.....	1	25
1 ^{er} oct....	19 oct....	Tours.....	Indre-et-Loire.....	Tisseurs.....	1	95
2 oct....	3 oct....	Le Havre.....	Seine-Inférieure.....	Terrassiers (tubistes).....	1	90
3 oct....	5 oct....	Bordeaux.....	Gironde.....	Employés de tramways.....	1	557
3 oct....	8 oct....	Les Avenières.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	86
4 oct....	.....	La Bastide sur- l'Hers.....	Ariège.....	Peigniers.....	1	80
5 oct....	8 oct....	Paris.....	Seine.....	Talonniers.....	1	10
7 oct....	9 oct....	Bordeaux.....	Gironde.....	Déchargeurs de mornes.....	4	40
7 oct....	9 oct....	Béziers.....	Hérault.....	Tonnelliers.....	1	28
7 oct....	10 oct....	Agen.....	Lot-et-Garonne.....	Tailleurs.....	24	39
8 oct....	12 oct....	Wattrelos.....	Nord.....	Forgerons et frappeurs.....	1	14
10 oct....	4 nov....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle.....	Ouvriers en chaussures.....	10	1.200
10 oct....	.....	Epinae.....	Saône-et-Loire.....	Verriers.....	1	50
10 oct....	28 oct....	Paris.....	Seine.....	Replanisseurs de parquets.....	10	100
11 oct....	14 oct....	Monthoumet.....	Aude.....	Terrassiers.....	1	28
12 oct....	.....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en sièges de cuir.....	1	5
13 oct....	14 oct....	Bordeaux.....	Gironde.....	Déchargeurs de bois.....	1	83
14 oct....	15 oct....	Bessèges.....	Gard.....	Métallurgistes.....	1	210
14 oct....	16 oct....	La Cavalerie.....	Aveyron.....	Terrassiers.....	1	40
14 oct....	24 oct....	Marnaz.....	Haute-Savoie.....	Horlogers.....	1	21
14 oct....	31 oct....	Dieulefit.....	Drôme.....	Tisseurs.....	1	50
14 oct....	16 oct....	Paris.....	Seine.....	Ferblantiers.....	1	10
16 oct....	18 oct....	Châteauroux.....	Indre.....	Ouvriers en chaussures.....	1	34
16 oct....	18 oct....	Wattrelos.....	Nord.....	Aides-maçons.....	1	30
16 oct....	6 nov....	Albi.....	Tarn.....	Chapelliers (fouleurs).....	1	18
17 oct....	18 oct....	Chazelles.....	Loire.....	Chapelliers (fouleurs).....	1	40
18 oct....	18 oct....	Bordeaux.....	Gironde.....	Ouvrières de raffineries de sucre.....	1	42
18 oct....	.....	Alençon.....	Orne.....	Galochiers.....	4	22
21 oct....	22 oct....	Dunkerque.....	Nord.....	Aides-maçons.....	1	15
22 oct....	23 oct....	Bastia.....	Corse.....	Bouchers (patrons).....	40	40
22 oct....	25 oct....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Savonniers.....	1	38
22 oct....	23 oct....	Paris.....	Seine.....	Employés de tramways.....	1	21
23 oct....	24 oct....	Laguette.....	Corrèze.....	Terrassiers.....	1	40
16 oct....	28 oct....	Barsac et Preignac.....	Gironde.....	Tonnelliers.....	9	200
25 oct....	29 oct....	Lure.....	Haute-Saône.....	Fileuses de chappe.....	1	150
25 oct....	.....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvrières en chaussures.....	1	.....
26 oct....	26 oct....	Cerbère.....	Pyrénées-Orientales.....	Ouvriers auxiliaires de che- mins de fer.....	1	15
26 oct....	.....	Pertuis.....	Vaucluse.....	Cordonniers.....	.....	55
28 oct....	30 oct....	Bessèges.....	Gard.....	Ouvriers d'aciéries.....	1	50
28 oct....	31 oct....	Evville.....	Meuse.....	Carriers.....	1	500
28 oct....	4 nov....	Lyon.....	Rhône.....	Appréteurs.....	1	29

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

RÉSU- LTS.	CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} OCTOBRE 1901 (1).

1	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....
2	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Échec.
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.
4	Demande de la journée de 8 heures.....	Échec.

EN OCTOBRE 1901.

1	Refus de travailler avec deux ouvriers non syndiqués.....	Échec.	Tous les ouvriers ont trouvé immédiatement du travail ailleurs. Conciliation devant le juge de paix.
2	Demande de renvoi de deux ouvriers.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
4	Demande de réintégration d'employés, d'augmentation de salaire et de réglementation du travail.....	Transaction.	
5	Demande de renvoi du nouveau directeur et de suppression des amendes infligées par lui.....	Échec.	
6	Demande de renvoi de trois ouvriers non syndiqués.....	.....	
7	Demande de suppression de la retenue pour l'assurance.....	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
9	Réduction de salaire.....	Réussite.	
10	Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Échec.	
11	Demande de renvoi de quatre ouvriers allemands.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
18	Demande de maintien de la journée de huit heures.....	Transaction.	
19	Demande de renvoi d'ouvriers italiens.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
20	Demande de modification au paiement des salaires.....	Transaction.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
22	Réduction de salaire.....	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Les grévistes ont été remplacés, mais le prix qu'ils demandaient a été accordé.
30	Demande de modification au règlement de l'octroi.....	Transaction.	
31	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
32	Retard dans le paiement des salaires.....	Réussite.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
34	Réduction de tarif.....	Transaction.	
35	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	Le contremaître a été changé de poste.
36	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
37	Protestation contre un surveillant.....	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
39	Demandes de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
40	Demande de renvoi d'ouvriers italiens.....	Échec.	
41	Demande de modification au règlement.....	Réussite.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

9 applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées en octobre à la Direction du travail.

1° Grève de tisseurs à Tours. — Les ouvriers tisseurs en soie de la maison Combé et Delaforge, à Tours, se sont mis en grève le 1^{er} octobre pour obtenir le renvoi de deux ouvriers non syndiqués et nouvellement embauchés, venant de Cholet. Les patrons ont quitté aussitôt la ville et le bruit a couru qu'ils avaient l'intention de transférer leur établissement dans une autre localité. Cependant, le juge de paix leur ayant écrit, le 10 octobre, pour leur demander l'application de la loi sur la conciliation, ils ont accepté et un comité s'est réuni le 18. Les ouvriers, après discussion, ont abandonné leur demande et l'usine a été rouverte le lendemain.

2° Grève d'horlogers à Marnaz. — 21 ouvriers de la fabrique d'horlogerie Dancet, à Marnaz (Haute-Savoie), se sont mis en grève, le 14 octobre, pour obtenir que la paye eût lieu une fois par mois et non tous les trois mois; qu'elle se fit intégralement en argent et non pas en marchandises, et que toutes les fournitures nécessaires au travail fussent faites par le patron sans modification du tarif en vigueur.

Sur l'initiative du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 23; les ouvriers ont obtenu gain de cause sur les deux premières demandes et une transaction est intervenue au sujet des fournitures. Le travail a été repris le lendemain.

3° Grève de fileuses de chappe à Lure. — Les fileuses de chappe de la maison Ringevald, à Lure, se sont mises en grève, le 25 octobre, pour obtenir le renvoi d'un contremaître grossier et brutal. Dans la réunion du comité de conciliation, qui a eu lieu le 27, à la demande des grévistes, le patron a offert de changer le contremaître de poste, en l'employant comme jardinier ou mécanicien, de façon qu'il n'eût plus de rapport avec les ouvrières. Celles-ci n'ont pas accepté cette proposition et ont continué la grève le lendemain; puis, elles se sont ravisées et ont repris le travail, le 29, aux conditions offertes par le patron.

4° Grève d'ouvriers en chaussures à Nancy. — 32 monteurs en chaussures de l'établissement Spire et Coblenz, à Nancy, se sont mis en grève le 10 octobre, en demandant le rétablissement d'un ancien tarif, en vigueur avant l'incendie qui a détruit la fabrique il y a trois ans.

Un comité de conciliation s'est réuni, le 14, en présence du juge de paix, sur la demande des patrons. Ceux-ci ont exposé que le tarif de leur fabrication, avant l'incendie, formait un volume de 30 pages; que ce tarif avait été brûlé ainsi que tous les livres; que sur les 32 grévistes, 5 seulement faisaient alors partie de leur personnel et qu'aucun d'eux ne pouvait préciser les détails de ce tarif; qu'il y avait donc lieu d'écarter la demande de rétablissement d'un tarif que personne ne pouvait reproduire. Passant ensuite à l'examen des tarifs actuels, ils ont déclaré que la moyenne des salaires de leur usine était au moins égale à celle des autres fabriques de chaussures de Nancy et que déjà le tarif de montage était en hausse sur celui de l'année dernière.

Les ouvriers n'ont pas contesté ces diverses affirmations; mais, après en avoir référé à leur syndicat, ils ont persisté dans leur première demande et, le 15 octobre,

200 autres ouvriers de l'usine se sont joints aux grévistes, en demandant le renvoi d'un contremaître jugé par eux inutile et ne servant qu'à accroître les frais généraux de l'établissement.

MM. Spire et Coblenz ont alors remis au syndicat patronal le soin de défendre leurs intérêts. Cependant les pourparlers ont continué avec la médiation de diverses personnes, et, le 22, on offrait de reprendre tout le personnel avec une augmentation de 5 centimes sur une façon et la suppression de la retenue pour l'usure des machines. Le syndicat patronal ajouta alors à ces conditions celle du renvoi de 5 grévistes à désigner par leurs camarades. Cette adjonction a fait échouer la conciliation.

Le 25 octobre, jour de la Saint-Crépin, habituellement fêté par les cordonniers, la grève s'est étendue à 9 autres établissements, et le nombre des grévistes s'est élevé à 1,200, demandant des augmentations variant de 10 à 20 p. 0/0; le lundi 28, il y avait encore 1,100 grévistes.

Le 30, un patron ayant fait quelques concessions, la reprise du travail fut décidée chez lui; les autres patrons exigeaient la reprise préalable du travail avant toute discussion. Le même jour, le syndicat ouvrier a demandé au juge de paix de convoquer les patrons en comité de conciliation; ceux-ci ont refusé de se présenter.

Le nombre des grévistes est alors allé en diminuant : 860, le 30 octobre; 760 le 31; 500, le lundi 2 novembre. Le lundi 4, la reprise a été générale, sauf pour une trentaine d'ouvriers qui, prévoyant leur renvoi, ont pris la résolution de quitter Nancy.

5° Dans une **grève de terrassiers à Monthoumet** (Aude), déclarée le 11 octobre, les ouvriers ont eu recours au juge de paix le même jour; mais les demandeurs étant tous de nationalité espagnole, la loi de 1892 sur la conciliation n'a pu être appliquée; une entente a été établie directement entre les parties le 13.

6° Dans la **grève des galochiers d'Alençon**, déclarée le 17 octobre, il y a eu recours des patrons au juge de paix le 18; les ouvriers ont gardé le silence; la grève continue.

7° Dans celle des **tisseurs de la maison Morin, à Dieulefit** (Drôme), il y a eu recours des ouvriers au juge de paix, le 8 octobre, refus des patrons et reprise du travail le 31, aux anciennes conditions.

8° Dans la **grève des cordonniers de Pertries** (Vaucluse), la réunion d'un comité de conciliation, convoqué sur la demande des ouvriers, n'a pu établir une entente et la grève continue.

9° Le recours au juge de paix des ouvriers **forgerons de Wattrelos** (Nord), formé le 9 octobre, est devenue sans objet par suite de conciliation directe entre les parties.

LE PLACEMENT PAR LES BUREAUX DE PLACEMENT AUTORISÉS

DURANT L'ANNÉE 1900.

Les deux tableaux ci-après résument les renseignements fournis par 512 bureaux de placement autorisés. Un questionnaire a été adressé à chacun des 1,455 bureaux

dont l'existence a été signalée en 1898 par les Préfets des départements (1); le nombre des questionnaires remplis représente donc un peu plus du tiers du nombre de ceux qui ont été distribués.

Le nombre des placements à demeure effectués par ces 512 bureaux au cours de l'année 1900 serait de 347,000, soit une moyenne de 677 par bureau, tandis que pour la période 1893-1897 cette moyenne ressortait seulement à 427 par bureau. La différence n'implique d'ailleurs pas nécessairement une extension des opérations des bureaux autorisés, car, pour la période 1893-1897, les chiffres n'étaient pas fournis directement et s'appliquaient à la presque totalité des bureaux, tandis que pour 1900 les bureaux autorisés qui ont répondu directement au questionnaire de l'Office du travail sont peut-être composés surtout de bureaux assez importants. Cependant, il y a lieu d'admettre que l'Exposition a amené un surcroît d'activité dans les opérations des bureaux parisiens.

Pour la période 1893-1897, on avait relevé 146 demandes de travail pour 100 offres; cette fois la proportion n'est que de 117 demandes pour 100 offres.

Le premier des deux tableaux ci-dessous est l'état par département des bureaux qui ont fourni des renseignements.

Sur le second, les bureaux et leurs opérations sont classés, d'après la profession des individus placés, en cinq catégories. On observera que le nombre total des bureaux n'est pas le même sur les deux tableaux : cela tient à ce que certains bureaux placent dans plusieurs professions.

Les proportions des individus placés dans les divers groupes professionnels sont assez différentes de celles qui résultaient de l'enquête de 1898; il est probable que parmi les bureaux consultés cette année par un questionnaire direct, ceux qui placent des employés et ouvriers de l'alimentation ont répondu dans une plus forte proportion que ceux qui se consacrent au placement des domestiques.

Mais une constatation intéressante ressort de la comparaison, pour les deux époques, des chiffres relatifs aux domestiques. Tandis qu'à l'époque de la première enquête le nombre des demandes de travail était notablement supérieur aux offres en 1900, le fait inverse s'est produit : le nombre des offres s'est trouvé supérieur à celui des demandes; comme on pouvait le prévoir, l'Exposition a provoqué une rarefaction sensible de la main-d'œuvre employée au service domestique.

ÉTAT PAR DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN 1900
PAR LES BUREAUX DE PLACEMENT AUTORISÉS.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de bureaux ayant fourni des chiffres de placement.	NOMBRE			
		de demandes.	d'offres.	de placements effectués	
				à demeure.	en extra.
Aisne.....	10	2.637	3.782	1.478	16
Allier.....	"	"	"	"	"
Alpes-Maritimes.....	9	6.064	4.822	2.746	721
Ardèche.....	1	6	6	6	1
Ardennes.....	5	300	292	280	"
Aube.....	2	1.311	1.604	433	67
Aude.....	2	1.135	930	645	"
Bouches-du-Rhône....	11	24.143	20.695	10.819	5.455

(1) Voir Bulletin de l'Office du travail, numéro de décembre 1900, page 1193.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de bureaux ayant fourni des chiffres de placement.	NOMBRE			
		de demandes.	d'offres.	de placements effectués.	
				à demeure.	en extra.
Calvados	15	4.167	5.091	2.826	1.050
Cantal	1	430	425	346	50
Charente	2	1.410	859	609	70
Charente-Inférieure	4	870	1.034	639	82
Cher	4	1.036	927	620	252
Corrèze	1	3.452	3.378	2.500	500
Côte-d'Or	12	11.817	9.937	5.156	910
Dordogne	4	4.805	6.126	2.783	1.430
Doubs	2	502	1.085	438	"
Drôme	6	4.129	5.402	2.923	152
Eure	9	1.858	1.955	1.218	60
Gard	5	5.003	2.957	1.118	215
Garonne (Haute-)	1	286	744	279	3
Gironde	14	33.564	21.222	5.474	817
Hérault	4	5.975	4.335	2.402	1.573
Indre-et-Loire	4	6.069	2.591	1.380	566
Isère	3	1.670	1.950	849	100
Jura	3	699	608	237	"
Loir-et-Cher	4	814	1.107	179	58
Loire	10	7.031	8.672	3.147	1.397
Loire (Haute-)	1	163	220	88	"
Loire-Inférieure	5	1.083	2.762	1.052	40
Loiret	10	4.641	5.915	3.125	1.075
Lot	1	150	150	100	"
Lot-et-Garonne	1	86	79	73	1
Maine-et-Loire	3	1.125	876	607	90
Manche	2	1.422	1.333	741	7
Marne	12	8.125	13.218	5.183	800
Marne (Haute-)	"	"	"	"	"
Mayenne	1	1.000	1.500	600	500
Meurthe-et-Moselle	9	5.493	7.668	2.202	260
Meuse	1	97	109	52	"
Morbihan	1	7	7	7	"
Nièvre	4	581	454	354	16
Nord	20	11.746	12.215	7.161	2.355
Oise	13	5.947	7.177	3.682	698
Orae	8	2.407	1.988	1.448	210
Pas-de-Calais	5	3.150	3.426	768	"
Puy-de-Dôme	4	770	792	445	50
Pyrénées (Basses-)	1	80	37	25	"
Rhin (Haut-)	3	1.248	1.421	672	268
Rhône	25	46.753	50.557	29.287	12.649
Saône (Haute-)	3	398	648	265	"
Saône-et-Loire	10	1.662	1.750	1.328	212
Sarthe	5	3.136	3.733	1.857	150
Savoie	5	392	299	280	34
Seine	124	749.649	507.940	192.718	261.218
Seine-Inférieure	23	27.117	29.545	14.701	6.269
Seine-et-Marne	13	9.689	10.034	6.014	1.239
Seine-et-Oise	18	16.324	18.784	8.786	3.107
Sèvres (Deux-)	1	215	215	215	"
Somme	7	6.101	2.713	1.671	8

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de bureaux ayant fourni des chiffres de placement.	NOMBRE			
		de demandes.	d'offres.	de placements effectués.	
				à demeure.	en extra.
Tarn.....	1	369	526	369	84
Tarn-et-Garonne.....	1	104	83	83	"
Var.....	2	3.236	3.604	2.084	983
Vaucluse.....	7	1.613	1.532	1.021	463
Vendée.....	1	218	135	127	"
Vienne.....	1	180	180	8	7
Vienne (Haute-).....	2	3.800	4.000	3.100	300
Vosges.....	3	621	779	437	30
Yonne.....	3	1.170	1.409	681	"
Algérie.....	4	2.456	3.951	2.016	46
TOTAUX.....	512	1.057.207	816.500	346.963	308.714

RÉCAPITULATION PAR PROFESSIONS.

PROFESSIONS.	NOMBRE de bureaux		NOMBRE				ENSEMBLE
	ayant fourni des chiffres de place- ment profes- sionnel.	spécia- lisés à la pro- fession.	de demandes.	d'offres.	de placements effectués.		à demeure et en extra.
					à demeure.	en extra.	
Domestiques:.....	362	273	391.765	404.085	169.445	67.220	236.665
Employés et ouvriers de l'alimentation.	138	60	433.543	238.253	108.534	170.295	278.829
Ouvriers de l'industrie. .	8	2	5.505	5.662	3.469	415	3.884
Employés de commerce, coiffeurs, artistes, etc.	77	29	64.432	40.847	14.321	16.753	31.074
Toutes professions.....	63	"	161.962	127.653	51.194	54.031	105.225
TOTAUX	648	364	1.057.207	816.500	346.963	308.714	655.677

JURISPRUDENCE.

Accident du travail. — Jeune ouvrier. — Salaire de base.

Lorsque le travail de cocher-livreur et de son aide se rattache par un lien direct et nécessaire à l'entreprise industrielle, il est soumis à la loi sur les accidents du travail.

Lorsque la victime, à raison de son âge, n'est pas encore en pleine possession de son métier au moment de l'accident, le législateur a voulu que l'indemnité fût fixée en tenant compte non du salaire actuel, mais de celui auquel, suivant l'expression du rapporteur de la loi, « l'ouvrier en formation » doit incessamment pouvoir prétendre.

La catégorie d'ouvriers que vise le texte précité doit s'entendre de celle des ouvriers valides se livrant au travail spécial auquel se destine le jeune ouvrier, soit, dans la cause, s'agissant d'un aide cocher-livreur, la catégorie même des cochers-livreurs, dont le salaire est, dans l'entreprise considérée, de 6 francs par jour.

Toutefois, pour l'indemnité journalière, il y a lieu d'appliquer la restriction édictée par le paragraphe final de l'article 8 prescrivant que l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de 16 ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

Il s'agissait d'un aide cocher-livreur, au salaire de 30 francs par mois. La Cour lui a alloué une indemnité journalière de 1 franc.

Caractères du marchandage prohibé. — Nécessité de l'intention de nuire.

Le marchandage nécessite, pour être délictueux, la réunion de ces trois éléments : le fait matériel, l'intention de nuire et un préjudice causé aux ouvriers.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL de la Seine, 23 mai 1901.

LE TRIBUNAL.

Attendu que, suivant exploit du ministère de Marécat, huissier à Paris, en date du 6 mars 1901, dûment enregistré, le sieur Charles a fait assigner devant le tribunal correctionnel de la Seine, Héringier et Aubrun, sous la prévention d'infraction à la loi sur le marchandage;

Attendu, en droit, que le marchandage nécessite, pour être délictueux, la réunion de ces trois éléments : le fait matériel, l'intention de nuire et un préjudice causé aux ouvriers;

Attendu que, si le fait matériel du sous-traité est constant, il n'est pas établi que ce sous-traité ait été passé dans l'intention de nuire et de mauvaise foi; que, si une certaine somme reste due actuellement aux ouvriers, il n'est même pas établi que les ouvriers ne pourront pas ultérieurement recevoir paiement;

Qu'il n'y a aucune présomption de fraude permettant de faire droit aux conclusions à fin d'expertise;

Par ces motifs, dit que la présomption n'est pas établie;

En conséquence, renvoie Héringier et Aubrun des fins de la poursuite sans dépens;

Condamne Charles aux dépens.

NOTA. — Le tribunal correctionnel de la Seine suit la jurisprudence qui a été adoptée par la Cour de cassation, dans deux arrêts de la chambre criminelle des 4 février 1898, 16 février 1900 et un arrêt de la Cour en chambres réunies, du 31 janvier 1901. Voir *Bull.* de 1900, p. 1119, et 1901, p. 181.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre 1901 (1). — La légère amélioration constatée le mois dernier dans l'industrie a été toute temporaire; la situation générale du

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

travail est jugée particulièrement mauvaise en octobre 1901, contrairement à celle de la période correspondante de l'an dernier. Beaucoup de patrons réduisent leurs exploitations et renvoient de nombreux ouvriers.

Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait en octobre 1900 135,3 demandes, il y en a eu 198,1 en octobre 1901. (En septembre 1901 : 147,5.)

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 81 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'octobre 1900, une diminution du chômage dans 11 villes seulement, une augmentation dans 70.

Les placements effectués dans ces 81 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Octob. 1900.	36.284	12.567	48.851	53.776	12.326	66.102	148,2	98,1	135,3
Octob. 1901.	28.701	13.486	42.187	66.326	17.246	83.572	231,5	127,9	198,1

Grèves en octobre. — 28 grèves contre 21 en septembre 1901 et 99 en octobre 1900. Les grèves les plus importantes ont éclaté dans l'industrie des pierres et terres, les textiles, le travail du bois et le bâtiment.

L'assurance contre la maladie en 1899 (1). — Le nombre moyen des caisses d'assurance contre la maladie qui ont fonctionné en 1899 s'élève à 22.364 (22.130 en 1898), et le nombre des adhérents à ces caisses est de 9.155.582 (8.770.057 en 1898).

Les recettes se sont montées au total à 194.682.188 marks (179.646.158 marks en 1898) et les dépenses à 183.654.357 marks (169.313.386 marks en 1898).

Le compte des recettes s'établit comme suit :

	Marks.
En caisse au début de l'exercice.....	10.214.061
Intérêts.....	4.776.754
Droits d'entrée.....	1.581.073
Cotisations des assurés et des patrons.....	152.746.491
Suppléments de cotisations pour les soins médicaux aux familles des assurés.....	383.843
Recouvrement d'avances prévues par la loi.....	1.298.314
Indemnités versées par des tiers pour les caisses de maladie.....	1.172.995
Indemnités versées par les corporations d'assurance contre les accidents.....	1.513.005
Produits de la vente de valeurs.....	14.762.759
Emprunts divers.....	2.230.911
Recettes diverses.....	3.070.990
Recettes provenant des établissements d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.....	940.992
TOTAL des recettes.....	194.682.188

(1) D'après le Rapport officiel (*Statistik des Deutschen Reichs, Neue Folge, Band 133*).

Voici, en second lieu, le détail du compte des dépenses :

	Marks.
Honoraires des médecins.....	31.918.163
Médicaments, appareils, etc.....	24.562.651
Secours pécuniaires { aux assurés malades.....	62.194.712
{ aux ayants droit.....	1.363.678
Secours aux femmes en couches.....	2.443.854
Frais funéraires.....	4.852.713
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	17.883.762
Secours aux convalescents.....	104.709
TOTAL des frais de maladie.....	145.324.242
Remboursements { à des tiers pour soins à des malades.....	1.314.390
{ d'avances.....	758.035
{ de cotisations et de droits d'entrée.....	241.903
Achats de titres, placements, versements au fonds de réserve.....	22.966.674
Remboursements d'emprunts divers.....	1.975.669
Frais d'administration.....	8.878.833
Dépenses affectées aux établissements d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.....	1.011.935
Dépenses diverses.....	2.194.611
TOTAL des dépenses.....	184.666.292

Statistique de la morbidité.

Le nombre des journées de maladie indemnisées a été de 60.406.683 (en 1898: 53.201.173). Le nombre des cas de maladie a été de 3.476.067 (en 1898: 3.002.593). La durée moyenne des cas de maladie s'est élevée à 17 j. 4 (17 j. 7 en 1898). La moyenne correspondant à la période 1888-1899 est de 17 jours.

Rapportés au nombre moyen des assurés, les nombres de jours et de cas de maladie indiquent la morbidité annuelle. Voici les chiffres relevés, pour l'ensemble des caisses, depuis l'année 1888 :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an :		DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.		Jours.
1888.....	5,5	0,33	16,8
1889.....	5,4	0,33	16,4
1890.....	6,0	0,37	16,2
1891.....	5,9	0,35	17,0
1892.....	6,1	0,36	17,3
1893.....	6,6	0,39	16,5
1894.....	6,0	0,34	17,5
1895.....	6,2	0,35	17,2
1896.....	6,0	0,35	17,2
1897.....	6,2	0,36	17,4
1898.....	6,1	0,34	17,7
1899.....	6,6	0,38	17,4
MOYENNE (1888-1899).	6,0	0,36	17,0

Les moyennes varient beaucoup, suivant les catégories de caisses. Voici, à cet égard, les résultats constatés en 1899 :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an, en 1899.		DURÉE MOYENNE des cas de maladie en 1899.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.		Jours.
Caisses communales.....	4,4	0,26	17,1
— locales.....	6,8	0,38	18,2
— de fabriques.....	7,4	0,46	16,0
— d'entreprises de constructions	8,1	0,58	14,1
— libres enregistrées.....	7,0	0,39	18,3
— libres d'États particuliers...	6,2	0,30	20,7
— de corporations.....	5,7	0,35	16,2
ENSEMBLE des caisses.....	6,6	0,38	17,4

Ces différences proviennent des différences correspondantes dans la morbidité de la clientèle des différentes catégories de caisses, et aussi, en ce qui concerne le nombre de jours de maladie par tête et la durée moyenne des cas de maladie, des différences dans la durée statutaire de l'allocation des secours.

En 1899, les caisses, classées d'après la durée statutaire des secours, se groupaient de la manière suivante :

CATÉGORIES DE CAISSES.	DURÉE STATUTAIRE DES SECOURS.			
	13 semaines.	Plus de 13 semaines jusqu'à 26 semaines.	Plus de 26 semaines jusqu'à 52 semaines.	Plus de 52 semaines.
Caisses communales.....	8.516	5	„	„
— locales.....	3.671	819	133	„
— de fabriques.....	4.916	1.901	527	„
— d'entreprises de constructions	85	1	4	„
— de corporations.....	453	148	11	„
— libres enregistrées.....	617	551	265	14
— d'États particuliers.....	78	76	67	14
NOMBRE TOTAL des caisses ayant fonctionné dans l'exercice...	18.336	3.501	1.007	28

La durée moyenne statutaire de secours, pour chaque catégorie de caisses et pour l'ensemble des caisses, est donnée par le tableau ci-dessous (période 1888 à 1899):

ANNÉES.	CAISSES commu- nales.	CAISSES locales.	CAISSES de fabriques.	CAISSES d'entre- prises de construc- tions.	CAISSES de corpo- rations.	CAISSES libres enregis- trées.	CAISSES d'États parti- culiers.	ENSEMBLE des CAISSES.
	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.	semaines.
1888.....	13,0	16,1	18,9	13,4	16,2	30,4	38,6	17,5
1889.....	13,0	15,9	18,5	13,6	16,1	28,6	37,0	17,1
1890.....	13,0	16,0	18,6	13,6	16,0	27,1	36,3	17,0
1891.....	13,0	15,9	18,7	14,4	16,1	27,3	36,0	17,0
1892.....	13,0	15,8	18,6	14,3	15,9	26,9	36,0	15,8
1893.....	13,0	15,8	18,3	14,6	15,8	23,4	32,1	16,2
1894.....	13,0	15,7	18,3	14,4	16,1	23,5	32,3	16,2
1895.....	13,0	15,6	18,4	14,5	16,0	23,5	31,9	16,2
1896.....	13,0	15,6	18,0	14,8	16,1	23,5	32,0	16,1
1897.....	13,0	15,7	18,3	14,5	16,0	23,6	32,0	16,2
1898.....	13,0	15,9	18,4	14,7	16,2	23,8	31,5	16,3
1899.....	13,0	16,0	18,3	14,6	16,5	24,3	31,2	16,4

La dépense moyenne par jour de maladie, limitée aux secours en argent et aux frais de traitement dans les hôpitaux, a été de 1 mark 35 (1 mark 36 en 1898).

L'ensemble des frais de maladie, par jour de maladie, représente une dépense moyenne de 2 marks 41 (2 marks 41 en 1898).

Le secours en argent est, d'après la loi allemande, au moins égal à la moitié du salaire; mais un grand nombre de caisses allouent une indemnité supérieure.

Voici, pour 1899, la répartition des caisses au point de vue du taux des secours en argent :

CATEGORIES DE CAISSES.	SECOURS PÉCUNIAIRES DE CRÉDIT en cas de maladie :		
	égaux à la moitié du salaire.	supérieurs à la moitié et au plus égaux aux 2/3 du salaire.	supérieurs aux 2/3 et au plus égaux aux 3/4 du salaire.
Caisses communales.....	8.499	16	6
— locales.....	3.958	521	144
— de fabriques.....	6.049	956	339
— d'entreprises de constructions.....	84	3	3
— de corporations.....	493	99	20
TOTAUX.....	19.083	1.595	512

Le renseignement fait défaut en ce qui concerne les caisses libres. On sait néanmoins que la plupart d'entre elles dépassent le taux légal minimum de la moitié du salaire.

Enfin les caisses prélèvent des cotisations plus ou moins élevées, en rapport avec le taux des secours. Le taux légal de la cotisation est de 1,5 p. o/o du salaire. Mais, dans un grand nombre de caisses, la cotisation dépasse 2 p. o/o et même 3 p. o/o

du salaire. Voici de même la répartition en 1899 des caisses, d'après le taux des cotisations qui y sont perçues.

CATÉGORIES DE CAISSES.	COTISATIONS			
	jusqu'à 1 1/2 p. o/o du salaire.	de plus de 1 1/2 p. o/o à 2 p. o/o du salaire.	de plus de 2 p. o/o à 3 p. o/o du salaire.	de plus de 3 p. o/o du salaire.
Caisses communales	6.138	2.383	"	"
— locales.....	209	1.195	2.820	599
— de fabriques.....	1.242	1.516	4.087	499
— d'entreprises de constructions	13	17	56	4
— de corporations.....	126	260	212	14
TOTAUX	7.728	5.371	7.175	916

Pour ce qui est des caisses libres, qui ne figurent pas au tableau ci-dessus, il y a lieu de faire une remarque analogue à la précédente. La cotisation y dépasse presque toujours 1,5 p. o/o du salaire.

AUTRICHE.

Les caisses des associations minières en 1899 (1). — Les caisses mutuelles des associations minières (*Bruderladen*) étaient en 1899 au nombre de 443 (449 en 1898). Ce total comprend : 200 caisses de secours en cas de maladie (*Krankencassen*) et 243 caisses de pensions en cas d'invalidité (*Provisionscassen*). Les premières comptaient 165.424 membres participants cotisants (159.908 en 1898), et les secondes, 160.310 participants cotisants (154.201 en 1898). Les personnes pensionnées par les caisses de pensions étaient en 1899 au nombre de 43.850, chiffre qui comprend : 16.367 invalides, 16.548 veuves et 10.935 orphelins.

Les opérations de ces caisses, pendant l'exercice considéré, se résument comme suit (2) :

1° CAISSES DE SECOURS.

	Florins.
Cotisations des participants.....	2.084.688
Cotisations des chefs d'entreprise	1.910.994
TOTAL des cotisations.....	3.995.682
Secours en argent aux malades.....	1.687.434
Secours extraordinaires.....	127.067
Frais funéraires.....	130.652
Honoraires des médecins et frais pharmaceutiques.....	1.715.560
Frais scolaires.....	33.978
Frais d'administration.....	297.375
TOTAL des dépenses.....	3.991.466

(1) *Statistisches Jahrbuch des K. K. Ackerbau-Ministeriums für das Jahr 1899.* (Tome II, 2^e livraison.

(2) La valeur nominale du florin austro-hongrois est de ogr. 7258 d'or fin, soit : fr. 50.

1^{re} CAISSES DE PENSIONS.

	florins.
Cotisations des participants.....	3.938.065
Cotisations des chefs d'entreprise.....	4.369.566
TOTAL des cotisations.....	8.307.631
Pensions d'invalides	3.576.991
Pensions de veuves.....	1.482.984
Pensions d'orphelins.....	349.781
TOTAL des pensions payées en 1899.....	5.409.756
	florins.
Montant de l'avoir total des caisses de pensions au 31 décembre 1899.	70.706.536
— — — au 31 décembre 1898.	67.345.710
AUGMENTATION pour 1899.....	3.360.826

BELGIQUE.

Revue du travail en septembre 1901 (1). — L'industrie *charbonnière* ne s'est guère modifiée : extraction modérée de la houille, main-d'œuvre largement suffisante et réduction des salaires consécutive à la baisse des cours du charbon. Situation médiocre pour les *carrières*. La *métallurgie* et la *grosse construction métallique* continuent à attendre une reprise. La *verrière* garde une allure satisfaisante. La saison s'achève, pour les industries du *bâtiment*, de manière inégale. Les métiers du *vêtement* sont encore dans leur crise saisonnière. Crise intense, pour la *filature du coton*, à Gand, et pour le *tissage*, dans la Flandre occidentale. La *filature du lin* a retrouvé une marche excellente. Dans l'industrie *lainière*, activité modérée.

Grèves en septembre. — 12 grèves nouvelles avec 3.600 grévistes environ. Parmi les causes de conflit, l'opposition à des réductions de salaire vient au premier rang (6 cas) et en seconde ligne l'augmentation de salaire (2 cas). Sur 10 grèves terminées, anciennes et nouvelles : 4 transactions (503 grévistes), 5 échecs (298 grévistes) (2).

La caisse d'épargne et de retraite belge en 1900 (3).

1^{re} CAISSE D'ÉPARGNE.

La caisse d'épargne a reçu en 1900 3.329.377 versements représentant une somme totale de 279.901.994 francs et effectué 864.500 remboursements pour une somme de 244.481.894 francs. Le nombre des livrets existant au 31 décembre 1900 était de 1.757.906, et le compte total, après capitalisation, de 661.507.887 francs. L'accroissement des dépôts a atteint 53 millions; le nombre des livrets a augmenté de 115.128.

La moyenne du compte, par livret, s'élevait à 376 francs.

(1) *Revue du travail* (belge).

(2) La 10^e s'est terminée à la satisfaction des deux parties, la cause étant venue à disparaître; cependant, les grévistes ont dû accepter une légère diminution dont il n'était pas question avant le conflit.

(3) D'après le compte rendu officiel des opérations en 1900.

Voici quelle a été, depuis 1875, la marche des comptes de la caisse d'épargne :

ANNÉES.	NOMBRE DE LIVRETS au 31 décembre.	SOLDE TOTAL.	MOYENNE par livret.
		au 31 décembre. francs.	
1875.....	106.312	44.857.001	422
1880.....	200.565	125.098.287	624
1885.....	444.087	189.061.089	425
1890.....	731.057	325.415.412	445
1895.....	1.145.408	453.429.304	396
1896.....	1.238.601	481.160.337	388
1897.....	1.377.643	532.081.818	386
1898.....	1.514.810	564.829.271	373
1899.....	1.642.778	592.074.437	370
1900.....	1.757.906	643.860.875	376

Les livrets nouveaux créés en 1900, au nombre de 209.620, se répartissent, au point de vue de la profession et du sexe des titulaires, ainsi qu'il suit :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	4.148	3	4.151
Ouvriers des autres industries.....	26.001	6.502	32.503
Journaliers et ouvriers agricoles.....	10.086	2.854	12.940
Domestiques.....	1.719	6.384	8.105
Militaires.....	1.745	"	1.745
Commerçants et détaillants.....	3.483	2.299	5.782
Professeurs et instituteurs.....	532	457	989
Fonctionnaires et employés.....	5.343	702	6.045
Professions libérales.....	361	17	378
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	512	79	591
Propriétaires, rentiers, ménagères et personnes n'exerçant aucune profession.....	2.446	19.582	22.028
Enfants mineurs.....	58.869	53.537	112.406
TOTAUX des livrets aux noms des particuliers.	115.245	92.418	207.663
Livrets au nom de sociétés diverses.....	"	"	1.957
TOTAL GÉNÉRAL.....	"	"	209.620

Les 1.757.906 livrets existant à la fin de l'année, classés d'après l'importance sommes, se décomposent en :

	NOMBRE.	SOMMES.	p. o/o du nombre total de livrets.
		francs.	
Livrets de 1 à 20 francs...	729.191	192.109.932	41,5
— de 20 à 100 francs...	338.423		19,2
— de 100 à 500 francs...	335.302		19,1
— de 500 à 1.000 francs...	127.246		7,2
— de 1.000 à 2.000 francs...	121.575	382.940.713	6,9
— de 2.000 à 3.000 francs...	85.287		4,9
— de plus de 3.000 francs...	20.882		1,2
TOTAUX.....	1.757.906	661.507.887	100,0

Prêts aux sociétés d'habitations à bon marché. — Au 31 décembre 1900, la caisse d'épargne avait avancé 37.225.302 francs à 135 sociétés de construction d'habitations à bon marché. Les prêts se répartissent de la manière suivante :

NATURE DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE de sociétés ayant emprunté.	SOMMES avancées.
		francs.
Sociétés de crédit anonymes.....	100	33.433.456
— coopératives.....	8	2.136.918
Sociétés immobilières anonymes.....	26	1.618.428
— coopératives.....	1	36.500

Le développement précédemment signalé (1) des sociétés d'habitations à bon marché a continué en 1900. Le nombre des sociétés agréées par la caisse d'épargne, qui était en 1899 de 138 (dont 129 ayant reçu des avances de la caisse), s'est élevé en 1900 à 140 (dont 135 ayant obtenu des subsides).

Au point de vue du taux de l'intérêt des avances consenties, le montant total des sommes avancées se subdivise comme suit : 28.115.424 francs à 2 1/2 p. o/o, 8.550.877 francs à 3 p. o/o et 559,000 francs à 3 1/4 p. o/o.

Au 31 décembre 1899, le solde des fonds déposés en comptes courants à la caisse d'épargne par les sociétés agréées se montait à 2.274.083 francs à 3 p. o/o.

Rapports de la caisse avec les sociétés coopératives de crédit agricole. — Au 31 décembre 1900, 85 sociétés de crédit agricole avaient obtenu des ouvertures de crédit à la caisse d'épargne pour une somme totale de 325.182 francs. Ces ouvertures de crédit n'ont été réalisées que pour un total de 91.230 francs.

2° CAISSE DE RETRAITE.

Il a été effectué, en 1900, 856.116 versements pour une somme de 5.121.056 francs. Ce total se compose de 746.693 versements à capital réservé pour une somme de 2.554.805 francs, et de 109.423 versements à capital aliéné pour une somme de 2.566.251 francs.

Pendant les huit dernières années, le mouvement des versements a été le suivant :

ANNÉES.	VERSEMENTS.	
	NOMBRE.	MONTANT.
		francs.
1893.....	58.882	1.620.280
1894.....	69.242	1.762.792
1895.....	85.477	2.354.079
1896.....	111.020	2.558.583
1897.....	171.506	2.648.682
1898.....	332.029	3.505.701
1899.....	627.100	4.598.637
1900.....	856.116	5.121.056

(1) *Bulletin de l'Office du travail* (octobre 1899-novembre 1900).

Les livrets créés en 1899, au nombre de 136.384, se répartissent, d'après la profession et le sexe des titulaires, de la manière suivante :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	956	5	961
Ouvriers des autres industries.....	22.754	5.682	28.436
Journaliers et ouvriers agricoles.....	9.291	2.751	12.042
Domestiques.....	956	2.752	3.681
Militaires.....	55	"	55
Commerçants et détaillants.....	2.520	1.040	3.560
Professeurs et instituteurs.....	517	300	817
Fonctionnaires et employés.....	2.798	116	2.914
Professions libérales.....	937	80	1.017
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	377	143	520
Propriétaires, rentiers, personnes sans pro- fession.....	1.565	15.828	17.393
Enfants mineurs.....	36.929	28.059	64.988
TOTAUX.....	79.655	56.729	136.384

Au 31 décembre 1900, le nombre des pensionnés en cours de jouissance de leur rente était de 3.937 et le montant total des rentes correspondantes s'élevait à 1.437.283 francs.

Ces rentes se décomposent de la manière suivante :

182	rentes au-dessous de 12 francs.
537	— de 12 à 24 —
1.061	— de 24 à 120 —
645	— de 120 à 360 —
775	— de 360 à 720 —
757	— de 720 à 1.200 —
3.937	

3° CAISSE D'ASSURANCE.

Les polices d'assurance en cas de décès (assurances mixtes en faveur des sociétés d'habitations ouvrières), en cours au 31 décembre 1900, étaient au nombre de 13.289 représentant 31.598.750 francs de capitaux assurés.

Voici quel a été, depuis huit ans, le nombre et le montant, chaque année, des polices en cours :

ANNÉES.	NOMBRE	
	de polices en cours au 31 décembre.	de capitaux en cours au 31 décembre.
1893.....	1.520	3.823.033
1894.....	2.538	6.280.470
1895.....	3.719	9.024.105
1896.....	5.171	12.134.722
1897.....	6.873	16.031.651
1898.....	8.936	20.891.118
1899.....	11.198	26.279.791
1900.....	13.289	31.598.750

Les 13.289 contrats en cours à la fin de 1900 comprenaient 1.546 contrats de dix ans, 3.286 de quinze ans, 3.495 de vingt ans, et 4.962 de vingt-cinq ans. D'après l'importance des sommes, ils se divisent en :

1.494	contrats	de moins de 1.000 francs.
3.809	—	de 1.000 à 2.000 —
3.419	—	de 2.000 à 3.000 —
2.716	—	de 3.000 à 4.000 —
1.851	—	de 4.000 et au-dessus.

Ces contrats ont été souscrits par 12.730 personnes se répartissant ainsi d'après la profession :

Ouvriers mineurs, bouilleurs.....	1.741
Ouvriers des autres industries.....	7.272
Journaliers et ouvriers agricoles.....	2.341
Ménagères.....	119
Agents inférieurs d'administration.....	1.257
TOTAL.....	12.730

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre (1). — Le marché du travail a montré de la faiblesse en octobre par rapport à l'année dernière dans plusieurs industries des plus importantes, mais il est sans changement par rapport au mois dernier, et il est bien meilleur que la moyenne des dix dernières années.

3,7 p. o/o de chômeurs dans 142 *trade-unions* groupant 544.827 membres contre 3,7 p. o/o en septembre 1901 et 3,3 p. o/o en octobre 1900.

5,36 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 483.000 mineurs contre 5,36 en septembre 1901 et 5,63 en octobre 1900.

315 hauts fourneaux en marche à la fin d'octobre 1901, avec 21.900 ouvriers contre 321 en septembre 1901 et 344 en octobre 1900.

84 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en octobre 1901 et 71 p. o/o dans les tissages avec 80.000 ouvrières, femmes et filles, contre 88 et 69 en septembre 1901 et 64 et 52 en octobre 1900.

Grèves. — 26 nouvelles grèves en octobre 1901 avec 10.501 chômeurs, contre 33 avec 8.654 en septembre 1901, et 30 avec 16.079 en octobre 1900; 10 grèves dans les mines, 6 dans les textiles, 8 dans la métallurgie et les transports. Sur 30 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 7.216 grévistes : 4 succès (avec 1.304 grévistes), 10 transactions (avec 2.668 grévistes), 16 échecs (avec 3.244 grévistes).

SUÈDE.

Loi sur la réparation des accidents du travail. — Voici, résumées, les principales dispositions de la loi votée le 24 avril dernier par le parlement suédois :

L'obligation de payer une indemnité à l'ouvrier blessé par suite d'accident du travail, ou en cas de mort, aux ayants droit de la victime, s'étend aux chefs d'entreprise appartenant à l'une quelconque des industries ci-après :

Exploitations forestières, exploitations de glace et de tourbe et, en général, toutes industries extractives, fabriques, chantiers de construction navale, chemins de fer, tramways, bâtiment, pavage, terrassement, canalisation d'eau, de gaz ou d'électricité.

Les indemnités sont les suivantes :

1° En cas d'incapacité de travail temporaire d'une durée de plus de 60 jours à partir de l'accident, une couronne à titre de secours de chômage à partir du début du 61^e jour jusqu'à ce que le blessé ait recouvré sa capacité de travail, ou que l'incapacité ou la réduction de la capacité de travail aient acquis un caractère permanent, ou que la mort soit survenue;

2° En cas d'incapacité permanente de travail, totale ou partielle, une pension annuelle de 300 couronnes, dans le premier cas; dans le second cas, une pension moindre correspondant à la réduction de la capacité de travail; toutefois, il ne doit pas être alloué de pension dans le cas où la capacité de travail n'a pas été réduite d'au moins un dixième;

3° En cas de mort dans le délai de deux ans, à partir de l'accident: a) une indemnité funéraire se montant à 60 couronnes; b) une pension à la veuve de 120 couronnes; c) à chaque enfant né avant l'accident ou qui vient à naître après l'accident d'un mariage contracté avant l'accident, une pension de 60 couronnes jusqu'à l'âge de 15 ans révolus. Si les pensions de veuve et d'orphelins réunies dépassent le chiffre de 300 couronnes, elles seront réduites proportionnellement.

Le secours temporaire de chômage est payable par semaine; les rentes aux blessés et aux ayants droit des décédés sont payables par trimestre.

Il est institué par l'État un *Établissement royal d'assurance*, destiné à l'assurance des ouvriers en vue du paiement des indemnités prévues par la présente loi. Les frais de gestion de cet établissement incombent à l'État.

L'adhésion des chefs d'entreprise à l'Établissement royal d'assurance n'est pas obligatoire. Mais le fait pour un chef d'entreprise d'assurer ses ouvriers auprès de l'Établissement royal l'affranchit de la responsabilité aux termes de la présente loi. Sans être assuré, tout chef d'entreprise peut, d'ailleurs, au moment où commence pour lui, par suite d'un accident survenu, l'obligation de payer une pension, s'affranchir de l'obligation en achetant la pension, c'est-à-dire en versant le montant du capital représentatif à l'Établissement royal d'assurance.

En cas de faillite, de liquidation ou de cession d'entreprise, la garantie correspondant à la créance d'une pension doit être constituée en capital et versée à l'Établissement royal d'assurance.

Le droit à indemnité doit, sous peine de forclusion, être invoqué, par voie de citation ou par demande de recours à un arbitrage, dans un délai de deux ans à l'encontre du chef d'entreprise et de trois ans à l'encontre de l'Établissement royal d'assurance, à dater de l'accident ou du décès de la victime, s'il s'agit d'un accident mortel.

Les contestations relatives aux indemnités sont soumises au tribunal de première instance de la localité où l'accident est survenu ou de celle où le défendeur a son domicile.

La présente loi entrera en application à l'époque qui sera fixée par le roi, après que l'Établissement royal d'assurance aura été créé.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté du Ministre des travaux publics, en date du 10 octobre 1901, sur la durée du travail des agents des grandes compagnies de chemins de fer (1) chargés de la surveillance et de l'entretien des voies (2).

CHAPITRE I.

AGENTS CHARGÉS DE LA SURVEILLANCE, DE L'ENTRETIEN ET DU REMANIEMENT DES VOIES.

ARTICLE PREMIER. — Sur les réseaux ci-dessus désignés, les dispositions suivantes sont applicables aux agents chargés de la surveillance, de l'entretien et du remaniement des voies, aux gardes-sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine voie ainsi qu'aux gardes-barrières en faction permanente aux barrières.

ART. 2. — La durée du travail effectif des agents chargés de la surveillance, de l'entretien et du remaniement des voies ne peut excéder douze heures par vingt-quatre heures.

Le grand repos journalier a une durée ininterrompue de neuf heures au moins, qui peut être réduite à huit heures pour les agents logés dans l'enceinte du chemin de fer. Cette durée est portée à dix heures au moins pour les agents qui, ayant leur femme garde-barrière, sont exposés à se lever la nuit à l'appel du public.

Un repos d'une heure environ est accordé aux agents vers le milieu de la journée pour leur repas qui est pris sur place. Il est accordé en outre, lorsque la durée du travail effectif dépasse onze heures, un repos supplémentaire d'une demi-heure environ, soit le matin, soit l'après-midi.

CHAPITRE II.

GARDES-SÉMAPHORES, BLOQUEURS, AIGUILLEURS DE PLEINE VOIE, GARDES-BARRIÈRES EN FACTION PERMANENTE AUX BARRIÈRES.

ART. 3. — La durée du service effectif des gardes-sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine voie et des gardes-barrières en faction permanente aux barrières ne peut excéder douze heures par vingt-quatre heures.

Le grand repos journalier a une durée ininterrompue de neuf heures au moins qui peut être réduite à huit heures pour les agents logés par la compagnie à proximité de leur poste.

Ces postes sont munis d'un abri chauffé où les agents peuvent prendre leurs repas.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS COMMUNES.

ART. 4. — Tout agent des catégories ci-dessus désignées a droit, chaque année, à une journée ou à deux demi-journées de repos; deux journées de repos au maximum afférentes à deux mois consécutifs peuvent être cumulées; mais il ne doit y avoir, en aucun cas, un intervalle de deux mois sans journée de repos.

Une journée de repos comprend tout l'intervalle s'étendant entre deux nuits de repos consécutives.

Une demi-journée de repos commence ou finit vers le milieu de la journée habituelle de travail et doit précéder ou suivre immédiatement une nuit de repos.

Durant ces journées ou demi-journées de repos, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence.

(1) Chemins de fer de l'État, de l'Est, du Midi, du Nord, de l'Ouest, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans et du Syndicat des chemins de fer de ceinture de Paris.

(2) Les conditions du travail des autres agents des chemins de fer ont été réglées par trois arrêtés précédents, savoir : *mécaniciens et chauffeurs*, arrêté du 4 novembre 1899, *Bull.* de nov. 1899, page 1029; *autres agents des trains*, un autre arrêté du 4 novembre 1899, *ibidem*, page 1030; *agents des gares, stations et halles*, arrêté du 23 novembre 1899, *Bull.* de déc. 1899, page 1105.

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux agents qui bénéficient des repos de vingt-quatre et de trente-six heures prévus à l'article 5 ci-après.

ART. 5. — Dans les postes qui comportent service de jour et service de nuit et qui sont desservis par des hommes, la période continue de service de nuit ne doit pas comprendre plus de quatorze nuits consécutives. Les agents alternant pour le service de jour et le service de nuit bénéficient, à chaque changement de service, d'un repos ininterrompu de vingt-quatre heures au moins.

Les postes de gardes-barrières, en faction permanente, et ceux de gardes-sémaphores peuvent être desservis, sans alternance, le jour par une femme et la nuit par un homme.

Ces agents ont droit, chaque mois, à un grand repos ininterrompu de trente-six heures. Dans le cas où les agents d'un même poste sont le mari et la femme, ils bénéficient simultanément de ce grand repos, pendant vingt-quatre heures, s'ils le désirent.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 6. — Les compagnies doivent afficher d'une façon apparente pour chaque brigade et pour chaque poste des tableaux indiquant les heures de service du personnel qui y est attaché.

ART. 7. — Il ne peut être dérogé aux prescriptions du présent arrêté que dans des cas spéciaux pleinement justifiés par les nécessités du service et sous réserve, pour les tableaux du service normal, de l'autorisation de l'Administration.

Toutefois aucune dérogation aux prescriptions des articles 4 et 5 ne sera admise.

ART. 8. — Si en service, par suite de circonstances imprévues ou accidentelles, le travail des agents excède les limites prescrites par le présent arrêté, la compagnie en informe le Service du contrôle par un compte rendu adressé le 10 de chaque mois pour le mois précédent à l'ingénieur en chef du contrôle compétent. Ces comptes rendus font ressortir les différences entre le travail prévu et le travail réellement effectué.

L'ingénieur en chef du contrôle compétent prescrit à la compagnie de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître sans retard les causes permanentes qui amèneraient des dérogations répétées aux prescriptions du présent arrêté. Les suites données à ces observations sont signalées à l'Administration par le Service du contrôle qui propose en outre les mesures nécessaires pour compléter celles déjà prises par la compagnie dans le cas où il les jugerait insuffisantes.

ART. 9. — En aucun cas et sous aucun prétexte, les agents ne peuvent invoquer la prolongation de la durée de leur travail pour abandonner le service public qu'ils sont chargés d'assurer. Mais ils doivent rendre compte à leur chef aussitôt que possible de toutes les dérogations qui se sont produites au cours de leur travail. Ils peuvent également, pendant leurs repos ou leurs jours de congé, inscrire leurs observations sur le registre spécial ouvert dans la gare la plus voisine, par application de l'article 8 de l'arrêté du 23 novembre 1899.

ART. 10. — Les tableaux de service sont constamment tenus à la disposition des ingénieurs du contrôle et des agents sous leurs ordres.

ART. 11. — Un délai de trois mois est imparti aux compagnies pour assurer l'exécution intégrale du présent arrêté.

Arrêté du Préfet de police en date du 18 octobre 1901, fixant la durée du travail et des repos des agents du Chemin de fer métropolitain.

ARTICLE PREMIER. — Sur le réseau exploité par la Compagnie du chemin de fer métropolitain, la durée du travail et des repos :

1° Des mécaniciens chargés de la conduite des trains, machines et automotrices;

2° Des agents des trains;

3° Des agents des gares et stations dont le service peut intéresser la sécurité des manœuvres,

Est régie par les dispositions suivantes :

ART. 2. — La journée de travail doit contenir dix (10) heures de travail effectif, et le service doit être organisé de telle sorte que chaque semaine, et pour chaque agent, le total des grands repos soit au moins de soixante-dix (70) heures.

Chaque période de travail doit être comprise entre deux grands repos séparés par un intervalle de dix-sept (17) heures au plus.

ART. 3. — Sont seuls considérés comme grands repos ceux qui ont une durée ininterrompue de neuf (9) heures au moins.

Chaque semaine, il doit y avoir un grand repos de vingt-quatre (24) heures au moins.

Durant les grands repos, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence.

Les grands repos de vingt-quatre heures ne sont comptés que pour dix (10) heures dans le calcul du total hebdomadaire fixé à l'article 2.

ART. 4. — On compte comme travail effectif tout le temps pendant lequel les agents sont tenus soit de rester sur les machines, sur les voitures et dans les trains, ou de ne pas s'en éloigner, soit d'effectuer un travail quelconque dans les gares, stations, dépôts et ateliers.

Sont notamment considérées comme service toutes les opérations que les mécaniciens ou les agents des trains peuvent avoir à effectuer dans les dépôts, gares et stations, avant le départ ou après l'arrivée des trains ou des machines.

Il en est de même pour tout intervalle de temps, ne dépassant pas une heure, compris entre deux périodes de service effectif, et pendant lequel un agent est laissé inoccupé ou même entièrement libre.

En ce qui concerne les réserves, les périodes pendant lesquelles des agents restent inoccupés dans les dépôts, gares ou stations, à disposition, sont également comptées comme service effectif tant qu'elles ne dépassent pas une heure. Au delà de cette durée, tout l'excédent est considéré comme repos; mais en aucun cas cet excédent ne peut entrer en compte des grands repos.

ART. 5. — La Compagnie doit faire approuver par Nous les tableaux et graphiques de roulement, préalablement à leur mise en vigueur.

Des copies conformes de ces tableaux et graphiques, ainsi que des exemplaires du présent arrêté, doivent être affichés d'une façon apparente dans les dépôts, gares ou stations, de manière à les porter à la connaissance des intéressés.

ART. 6. — Il ne peut être dérogé, dans les tableaux de roulement, aux prescriptions du présent arrêté que dans des cas spéciaux pleinement justifiés par les nécessités du service, et sous réserve de notre autorisation.

ART. 7. — Si, en service, par suite de circonstances imprévues ou accidentelles, le travail des agents excède les limites prescrites par le présent arrêté, la Compagnie doit en avertir le service du Contrôle par un compte rendu adressé, le 10 de chaque mois, pour le mois précédent, à l'ingénieur en chef du Contrôle. Ces comptes rendus font ressortir les différences entre le travail prévu et le travail réellement effectué. Des extraits en sont affichés dans les dépôts ou les gares auxquels sont attachés les agents en cause.

L'ingénieur en chef du Contrôle prescrit à la Compagnie de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître sans retard les causes permanentes qui amèneraient des dérogations réitérées aux prescriptions du présent arrêté. Les suites données à ces observations Nous sont signalées par le service du Contrôle, qui propose, en outre, les mesures nécessaires pour compléter celles déjà prises par la Compagnie dans le cas où il les jugerait insuffisantes.

ART. 8. — En aucun cas et sous aucun prétexte, les agents ne peuvent invoquer la prolongation de la durée de leur travail pour abandonner le service public qu'ils sont chargés d'assurer. Mais ils doivent rendre compte à leur chef, aussitôt que possible, de toutes les dérogations au présent arrêté qui se sont produites au cours de leur travail, en inscrivant leurs observations sur un registre spécial ouvert à cet effet dans chaque dépôt et dans chaque gare ou station.

ART. 9. — Les roulements en vigueur, les bulletins de traction ou de service, et les registres mentionnés à l'article précédent sont tenus constamment à la disposition des ingénieurs du Contrôle et des agents sous leurs ordres.

ART. 10. — Un délai d'un mois est imparti à la Compagnie du chemin de fer métropolitain pour assurer l'exécution intégrale du présent arrêté.

Projet de loi sur les retraites des mineurs déposé à la Chambre au nom du Gouvernement, le 5 novembre 1901, et renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

ARTICLE PREMIER. — Il sera attribué à tout employé ou ouvrier français, justifiant de trente ans de travail salarié dans des mines en France et ayant atteint l'âge de cinquante-cinq ans avant le 1^{er} janvier 1925, des allocations ou bonifications déterminées par la présente loi.

ART. 2. — Les employés ou ouvriers soumis à la loi du 29 juin 1894 devront justifier des versements sur leur livret individuel prescrits par cette loi.

ART. 3. — Les bonifications sont allouées aux ayants droit pour élever jusqu'à 300 francs la pension de retraite de la loi du 29 juin 1894 et le montant des autres revenus, y compris les revenus personnels, mais indépendamment de tout salaire en argent ou en nature.

La pension de retraite de la loi du 29 juin 1894 doit s'entendre pour l'application du paragraphe précédent, de la pension acquise à capital aliéné, en supposant les versements effectués en totalité sur la tête de l'ouvrier. Sont assimilées à la pension du titre II de la loi du 29 juin 1894 celles dues à l'intéressé par des exploitants ou des caisses de liquidation en vertu du titre IV de ladite loi, ainsi que de celles dont il pourrait jouir en dehors de toute disposition de cette loi, sur le livret individuel de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de toute autre caisse, syndicale ou patronale, légalement autorisée.

ART. 4. — Une année ne peut entrer en compte pour l'application de l'article 1^{er} que si elle donne 250 jours au moins de travail salarié.

Est assimilé au travail salarié le temps pendant lequel l'ouvrier a chômé pour maladie, si, pendant ce temps, ont été faits sur son livret individuel les versements prévus à l'article 8 de la loi du 29 juin 1894.

Il en sera de même durant la période pour laquelle l'intéressé recevrait l'indemnité temporaire pour un accident de travail, si de pareils versements étaient effectués sur son livret.

Dans les cas prévus aux paragraphes 2 et 3 du présent article, la semaine de maladie ne comptera que pour 5 jours de travail salarié.

ART. 5. — Les bonifications de retraites prévues aux articles précédents sont liquidées et servies par la Caisse des dépôts et consignations au moyen d'un fonds de bonification qui ne pourra dépasser cinq millions et qui sera constitué par une subvention de l'État.

Cette subvention sera récupérée :

1° A l'aide du produit des sommes provenant des adjudications faites pour l'attribution des concessions de mines ;

2° A l'aide du produit des sommes résultant moitié d'une retenue sur les salaires de tous les ouvriers et employés, moitié d'un versement des patrons égal à ladite retenue dans les conditions et les limites prévues au paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1894 ;

3° A l'aide du produit de centimes additionnels à la redevance proportionnelle des mines dont le montant sera annuellement déterminé par la loi de finances.

La retenue sur les salaires sera de 1/2 p. o/o des salaires quand le total des retenues déjà subies par l'ouvrier pour la Caisse nationale des retraites ou pour les Caisses de liquidation reconnues par le titre IV de la loi du 29 juin 1894 sera inférieur à 3 p. o/o des salaires ; elle sera seulement de 1/4 p. o/o quand ce total sera égal ou supérieur à 3 p. o/o.

L'exploitant versera chaque mois à la Caisse des dépôts et consignations la somme résultant de la retenue sur les salaires et du versement égal qui lui incombe.

Lorsque les sommes provenant de la retenue et du versement seront supérieures au montant des bonifications dues, ladite retenue et ledit versement seront réduits l'année suivante dans une proportion égale.

ART. 6. — Tout employé ou ouvrier qui se trouve dans les conditions des articles 1 et 2 doit, s'il veut bénéficier de la présente loi, en faire la déclaration au maire de la commune de sa résidence.

L'ouvrier mis à la retraite à partir de la présente loi devra faire cette déclaration dans le mois qui suit l'époque fixée pour la liquidation de sa retraite. La déclaration devra être faite avant le 1^{er} janvier de l'année qui suivra la date de la promulgation de la présente loi pour tous les ayants droit aux bonifications, âgés de plus de cinquante-cinq ans à cette date. Toute déclaration faite après le délai prescrit ne donne droit à la répartition que l'année suivante.

ART. 7. — La déclaration est faite soit par l'intéressé lui-même, soit par un mandataire; elle est exempte de frais.

Elle doit indiquer distinctement les revenus de toute nature dont jouit l'intéressé, y compris les revenus personnels, mais indépendamment de tout salaire en argent ou en nature.

La déclaration rédigée par les soins du maire est signée par le déclarant. Le maire la transmet immédiatement avec son avis motivé à l'ingénieur des mines de la circonscription à laquelle appartient l'ouvrier.

ART. 8. — Une commission spéciale statuera sur les déclarations prévues aux articles précédents.

Les décisions de la commission sont prises en dernier ressort. Elles peuvent être attaquées, dans le délai de trois mois, par les intéressés ou par le préfet pour violation de la loi, devant le Conseil d'Etat.

Le pourvoi est suspensif. Il est jugé comme affaire urgente, sans frais, avec dispense du timbre et du ministère d'avocat.

ART. 9. — La révision des déclarations peut être demandée soit par les bénéficiaires, soit par l'Etat, mais seulement lorsque la période écoulée depuis la remise de la déclaration précédente n'est pas moindre de trois années. La nouvelle déclaration est établie et instruite dans les mêmes formes que la déclaration primitive.

ART. 10. — Les déclarations qui auront été admises par la Commission seront transmises par le président de la Commission au trésorier-payeur général, préposé de la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 11. — Au moyen de ces déclarations, la Caisse des dépôts et consignations détermine, tant pour les nouvelles demandes que pour les anciennes, qui n'ont été l'objet d'aucune révision, la part revenant à chacun sur les fonds de bonification de l'année.

ART. 12. — Les bonifications ne sont dues qu'à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit la déclaration. Elles sont payées trimestriellement par les soins des préposés de la Caisse des dépôts et consignations. En cas de décès au courant d'un trimestre, le trimestre est acquis en entier aux ayants droit du bénéficiaire.

Les trimestres non perçus se prescrivent par trois ans.

Ces allocations sont incessibles et insaisissables en totalité.

ART. 13. — Pour assurer l'exécution de la présente loi, les ingénieurs et contrôleurs des mines auront tout droit de contrôle et de vérification auprès des exploitants des mines, notamment en ce qui touche le calcul des années de travail et les versements exigés par les articles 1 et 2.

Les frais administratifs résultant de l'application de la présente loi seront remboursés par prélèvement sur le fonds de bonification.

ART. 14. — Les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la présente loi, seront délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 15. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode de fixation et de justification de la durée de travail ainsi que des versements prévus par les articles 1 et 2, la forme de la déclaration prévue par les articles 6 et 7, la composition de la Commission chargée de statuer sur l'admission des demandes et généralement sur toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois d'octobre 1901, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 octobre 1901. — Dépôt et lecture, par M. Charles Dumont, d'une proposition de loi ayant pour objet de garantir les ouvriers bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 contre les risques du chômage résultant de l'incendie ou de la destruction des usines, magasins, chantiers où ils sont employés. — Déclaration de l'urgence, renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl., n° 2694; J. O. p.)

Habitations à bon marché. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 octobre 1901. — Dépôt par MM. Holtz, Paulin-Méry et Ernest Roche d'une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. (Doc. parl. n° 2697; J. O. p.)

Retraites des ouvriers mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 octobre 1901. — Dépôt par M. Odilon-Barrot d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 et d'assurer le fonctionnement des caisses de retraite des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° 2687; J. O. p.)

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Dépôt par M. Guieysse d'un rapport supplémentaire au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales sur le projet de loi concernant les caisses de retraites ouvrières. (Doc. parl. n°; J. O. p.)

Salaire minimum des mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 octobre 1901. — Dépôt et lecture, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à l'établissement d'un salaire minimum pour tous les ouvriers employés dans les mines et minières. Déclaration de l'urgence, renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 2665; J. O. p.)

Sociétés de prévoyance. — *Chambre des députés.* — Séance du 29 octobre 1901. — Dépôt, par M. Gauthier de Clagny et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à assimiler les sociétés dites « chatelusiennes » aux établissements reconnus d'utilité publique. (Doc. parl. n° 2705; J. O. p.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats patronaux, etc., et 2° par les correspondants (1).

Aisne. — Pas d'amélioration dans la situation du commerce des vins et spiritueux de la région de Soissons; aucun changement dans la boulangerie. Dans l'industrie de la vannerie d'Origny-en-Thiérache, qui occupe dans la région environ 4,500 ouvriers, travail un peu

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au troisième trimestre de 1901.

moins abondant ; par suite de la surabondance de la production, les commandes ne sont pas suffisantes pour occuper continuellement tous les ouvriers.

Bouches-du-Rhône. — Dans la *minoterie*, travail moins abondant ; les cours restent toujours peu rémunérateurs ; le personnel ouvrier est abondant, il a eu à subir quelques chômages partiels. Dans la *savonnerie*, le travail n'a guère varié au point de vue salaires et durée du travail ; cette industrie subit actuellement une crise par suite de la hausse des corps gras qui a augmenté le prix de revient et empêche de conclure de nouveaux marchés. Travail maintenu dans la *bijouterie-joaillerie* ; les prix de façon tendent toujours à être augmentés ; le personnel ouvrier souffre de chômages partiels ; durée du travail : 40 heures par semaine en moyenne. Travail régulier pour les *voitures de place* ; activité moindre chez les *maîtres d'hôtels, restaurateurs, Chez les expéditeurs de fruits, légumes et primeurs de Châteaurenard, fin de la morte-saison annuelle.*

Charente-Inférieure. — Pas de changement dans la situation générale de l'industrie, dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Rochefort ; il y a eu peu de chômage, aucune variation dans la durée du travail et dans le taux des salaires. De même à la Rochelle, où l'activité du travail se maintient bien. Dans le *bâtiment*, tous les ouvriers sont occupés.

Cher. — Travail normal à Bourges chez les *horticulteurs-maraîchers* ; aucun chômage, il y a plutôt manque de main-d'œuvre par suite de l'embauchage dans les arsenaux. Pas de changement chez les entrepreneurs de *serrurerie* ; quelque peu chômage. Dans la *maçonnerie*, le travail s'est maintenu comme les années précédentes, pas de chômage, durée du travail réduite à 54 heures à cause de la saison.

Doubs. — A Besançon, pas de changement notable dans la *boucherie* ; légère augmentation dans les salaires. Travail un peu moins abondant que l'an dernier dans la fabrique d'*horlogerie* ; pas de changement dans les cours et les prix de façon. Pour l'ouvrage soigné et le bon courant, la main-d'œuvre fait défaut. La transformation de l'outillage, survenue il y a une douzaine d'années, avait amené une réduction considérable des salaires et enrayé l'apprentissage. Pour obvier à cette situation, les fabricants d'*horlogerie* ont institué des primes d'apprentissage. A Pontarlier, dans la *tannerie*, activité moindre, par suite de la concurrence étrangère, les prix de vente sont moins rémunérateurs et les prix de façon pour les ouvriers péniblement maintenus. A Montbéliard, travail moins abondant et cours moins rémunérateurs dans le commerce des *vins et spiritueux*.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *boulangerie*, travail moins actif, cours plus élevés ; pas de changement dans les prix de façon et le nombre du personnel employé ; la durée du travail est de 77 heures par semaine. Chez les entrepreneurs de *serrurerie*, travail moins abondant, 60 heures par semaine. Travail moins actif, cours en hausse dans le commerce des *papiers peints*. Pas de changement dans l'*horticulture* de l'arrondissement de Libourne, journée de 9 heures en général. Pas de changement dans la *boulangerie* de Coutras ; de même chez les *marins et ostréiculteurs* de Taussat.

Hérault. — A Béziers, dans la circonscription du conseil des prud'hommes, pas de chômage sensible pour la généralité des industries, surtout au point de vue du personnel ouvrier qui a été occupé aux travaux des vendanges. Travail moins actif chez les *camionneurs*, par suite de la mévente des vins qui affecte toutes les industries de la région. Pas de changement dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Lodève.

Loire. — A Saint-Étienne, dans l'industrie du *ruban* et du *velours*, travail moins abondant, cours moins rémunérateurs, prix de façon en baisse. A Roanne, dans le *tissage mécanique de cotonnades*, légère reprise du travail, on fait 50 heures au lieu de 30 et 35 par semaine pour le trimestre précédent. On peut évaluer cependant à un tiers la réduction du travail et des salaires sur la production normale, les ouvriers continuant à ne conduire qu'un métier au lieu de deux comme ordinairement. Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Saint-Chammond, l'extraction de la *houille* continue à être en pleine acti-

vité; la *grosse forge* occupe facilement et régulièrement tout son personnel; la *petite forge* se plaint du manque d'ordres. La fabrique de *lacets* souffre pour les articles communs en laine et coton du surcroît de production; en revanche, la fabrication de certains articles de *passenterie* a demandé un personnel plus nombreux, ce qui a évité du chômage aux ouvriers des autres parties similaires. A Charlieu, pas de variation dans le *tissage de soieries*; le chômage est estimé atteindre 20 p. 100 du personnel ouvrier; pas de variation dans la durée du travail (11 heures par jour) ni dans le taux des salaires.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail aussi abondant dans la *meunerie*; les produits restent aussi rémunérateurs que précédemment, les cours des farines ont été en hausse; pas de changement dans le personnel ni dans la durée du travail. Pas de changement dans l'industrie en général dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Reims par rapport au trimestre précédent.

Meuse. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Bar-le-Duc, la situation générale de l'industrie est estimée bonne. Il y a pénurie d'ouvriers pour le *bâtiment*, pas de chômage dans les autres industries. Les *fonderies* subissent toujours un ralentissement. La moyenne de la journée de travail est de 10 heures, le taux des salaires est sans changement.

Nord. — A Lille, pas de changement dans la *filature* et la *retorderie de coton*; cours en baisse et moins rémunérateurs, prix de façon sans changement; le personnel ouvrier travaille au complet, à plein salaire. Dans l'*industrie linière*, travail toujours peu abondant, réduit comme pour le trimestre précédent d'environ un sixième. A Dunkerque, travail en diminution dans l'industrie du *bâtiment*, l'abondance des produits fabriqués empêchant la création d'industries nouvelles et l'extension des autres. Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Valenciennes, l'activité du travail est modifiée surtout pour les industries *métallurgiques* qui, sans renvoi d'ouvrier, ne font plus faire à leur personnel que 3 à 4 jours par semaine; pas de changement dans le taux des salaires. A Halluin, pour l'ensemble des industries, la situation ne s'est pas améliorée. A Roubaix, travail moins abondant, prix moins rémunérateurs pour les entrepreneurs de *peinture et vitrerie* par suite de la crise générale des affaires; de même dans le *bâtiment* au Cateau; situation meilleure pour la *boucherie* de Caudry.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, la situation générale de l'industrie est restée stationnaire, pas de variation dans le nombre des établissements ni dans le personnel occupé par eux; seule l'industrie du *caoutchouc* est en grande prospérité. La journée moyenne a été de 10 à 11 heures par jour; pas de changement dans le taux des salaires.

Rhône. — Pas de changement dans la *brasserie*, malgré l'arrêt ordinaire causé par la saison, il n'y a pas de chômage pour le personnel ouvrier. Dans la *carrosserie*, travail plutôt moins abondant par suite de la surproduction des années précédentes, moyenne de 60 heures de travail par semaine. Dans les *tissages mécaniques de soieries à façon*, travail beaucoup moins abondant et rémunérateur, la baisse commencée précédemment pour l'étoffe teinte s'est encore accentuée, une grande partie des métiers a subi de longs chômages. On signale une transformation de l'outillage par le remplacement des métiers étroits par des métiers larges permettant de tisser deux pièces à la fois. Dans l'*orfèvrerie d'église et de table*, diminution de l'activité du travail, prix de façon en hausse, prix de vente diminués, réduction de la durée du travail.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Thizy, le travail a repris quelque activité, la proportion des ouvriers en chômage est estimée à 10 p. 0/0.

Seine. — Pas de changement notable dans l'*horticulture*, d'une façon générale le prix des plantes est en baisse depuis le mois de juillet. Depuis quelques années, de notables progrès sont faits par l'horticulture parisienne, particulièrement en ce qui concerne les appareils de chauffage des serres. La durée du travail est d'environ 72 heures par semaine. D'après le Comité des bouillères, le travail est moins abondant et les prix en baisse dans l'industrie mi-

nière; la durée du travail est en diminution. Dans la fabrication des *glucoses*, activité moindre par suite de la diminution de la consommation. Les prix de vente sont en baisse sur l'an dernier. Pas de changement dans la *chocolaterie-confiserie*, les cours des matières premières, moins élevés que l'an dernier, rendent les prix de vente plus rémunérateurs; la durée du travail est de 11 heures par jour. Dans la fabrication des *produits alimentaires*, la crise du commerce des vins et spiritueux se fait toujours sentir, la fabrication des *conserves* se poursuit de façon satisfaisante. Celle des pâtes alimentaires va toujours en augmentant, situation très bonne dans cette partie. L'industrie des *eaux et boissons gazeuses* montre une diminution considérable d'activité avec des cours moins rémunérateurs; cette situation est attribuée au dégrèvement des boissons hygiéniques. Chez les entrepositaires de *bières étrangères*, la concurrence des bières françaises a amené une légère diminution dans les transactions. Travail beaucoup plus abondant chez les commissionnaires en *charcuterie* des Halles; cours en hausse, travail toujours régulier. Travail plus abondant que l'an dernier chez les entrepreneurs de *ravalement*; moins abondant dans la *marbrerie*. Reprise très sensible chez les fabricants d'*enseignes*, salaires sans changement. Les *industries du papier*, tributaires de l'imprimerie, se ressentent du ralentissement des affaires; malgré les prix élevés des matières premières, les cours sont en baisse. Pas de changement dans la *blanchisserie*. Travail moins abondant et moins rémunérateur dans la *ganterie de peau*. La *vannerie* souffre de la concurrence étrangère, surtout pour l'exportation; on craint du chômage pour l'hiver. Il y a plutôt diminution dans la *broserie* par rapport au précédent trimestre. Pas de changement notable, journée de 10 heures, pas de chômage chez les *grillagurs*. Morte-saison annuelle dans la fabrication du matériel et *appareils pour boissons gazeuses*, prix de façon sans changement, mais l'élévation du cours des matières premières principalement de l'étain rend les cours des produits moins rémunérateurs.

Affaires difficiles, moyenne de 50 heures seulement de travail par semaine chez les *docteurs, argentiers*; pas de changement dans le taux des salaires. Situation sans changement dans l'*horlogerie, bijouterie, joaillerie*. Dans l'*orfèvrerie-argent*, on escompte une prochaine reprise des affaires. Baisse sensible chez les *graveurs-stampeurs*; de même dans la *bimbeloterie* et l'*article de Paris*; les fabricants de *poids et mesures*. Légère amélioration dans la *fonderie en bronze et cuivre*. Chez les *modeleurs-mécaniciens*, travail moins abondant, diminution de la durée du travail. Pas de changement dans la *maréchalerie*, main-d'œuvre toujours abondante, les salaires marquent une tendance à la baisse. Dans la *statuaire en aménagement*, diminution sensible d'activité, quelques augmentations de salaires. Dans la *verrerie à bouteilles*, activité maintenue, pas de chômage, prix de vente moins rémunérateurs que ceux pratiqués l'an dernier. Dans la *fabrique de colle et gélatine*, travail ralenti, cours en baisse par suite de la concurrence étrangère.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *filature de coton*, activité moindre, un certain nombre de filatures ont chômé un jour par semaine; de même dans le *tissage de coton*. Pas de changement dans l'industrie de l'*ameublement*. Diminution dans la *maçonnerie* et le *bâtiment*, moyenne de 54 heures de travail par semaine. Dans l'*industrie cidricole*, prix de revient plus élevés par suite de la récolte médiocre de cette année.

A Dieppe, la situation se maintient bonne dans l'industrie du *bâtiment*; sans qu'il y ait des travaux importants, tout le personnel ouvrier est facilement occupé. A Saint-Pierre d'Elbeuf, le travail a été moins actif que dans le trimestre précédent; prix sans changement peu rémunérateurs chez les *filateurs* et *effilocheurs de laine*. Pas de changement pour la *tannerie* de Saint-Saëns, les cours du fabriqué sont en hausse, mais la matière première a augmenté d'autant.

Tarn. — Dans l'*industrie textile*, la matière première a été très recherchée, les prix en général ont une légère tendance à la baisse; le nombre des broches en activité n'a pas varié; pas de changement dans la durée du travail; quelques chômages signalés à la Bastide-Rouaix. Dans la *chapellerie*, tout le personnel ouvrier a été occupé régulièrement. De même dans la *mégisserie et tannerie*, dont la situation est toujours bonne. L'écoulement des peaux fabriquées a été facile; il n'y a pas de stock en magasin, les nombreux ordres reçus journalièrement permettent de prévoir que cet état favorable se maintiendra. Les fabriques de *brosses* et d'*arçons* occupent toujours le même personnel; la fabrication et l'écoulement des produits se maintiennent sans difficulté. Production et vente toujours actives pour les *houillères*. Le

nombre des fours en activité n'a pas varié dans la *verrerie* où les salaires sont sans changement. Dans la *métallurgie*, la fabrication est peu active, les transactions calmes. Pour la *broderie*, la situation continue à être très prospère.

Vosges. — A Épinal, dans l'industrie *cotonnière*, le chômage d'un jour par semaine vient de prendre fin; il a réussi à relever un peu les prix, mais ce relèvement est estimé par les intéressés encore insuffisant. Pas de changement dans le *commerce du bois* à Saint-Dié. A Remiremont, dans l'industrie, reprise du travail plein dans l'industrie *cotonnière* à partir du 26 octobre.

Yonne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Auxerre, travail assez actif dans l'industrie en général; le nombre des ouvriers en chômage est estimé à 5 p. o/o; la durée moyenne du travail est de 10 heures par jour; pas de changement dans le taux des salaires. Pas de variation, 60 heures en moyenne par semaine dans le *bâtiment*.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)

Ain. — A Bourg, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; travail moins abondant, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Oyonnax, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*. A Thoiry, pas de chômeurs, légère diminution chez les *tailleurs de pierre*. A Montalieu-Vercieu, 8 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*; 18 p. o/o de chômeurs, 51 heures chez ceux de Divonne. A Bellegarde, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Aisne. — A Soissons, pas de changement chez les *typographes*. A Saint-Quentin, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures de travail par semaine chez les *typographes*; 15 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *tallistes*; 20 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *mouleurs*; 16 p. o/o de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *mécaniciens*; 2 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *couvreurs-zingueurs*.

A Saint-Michel, pas de changement, 66 heures chez les ouvriers de la *chaussure*. A Laon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Château-Thierry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Tergnier, pas de changement chez les *mouleurs*; 7 p. o/o de chômeurs, 65 heures chez ceux de Chauny; 2 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez ceux de Vigne aux-Bois; travail moins actif chez ceux de Renwez; 2 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vivier-au-Court.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *carrossiers-bourreliers*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *maçons*. A Commentry, pas de changement chez les *mineurs*. A Montluçon, 6 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail moins abondant chez les *verriers en bouteilles*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers*. A la Ville-Gozet, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacière*.

A Pouzy-Mézangy, moitié de chômeurs, travail moins abondant chez les *bûcherons-fendeurs*; très peu de chômeurs, pas de changement chez ceux de Lurcy-Lévy; pas de chômage chez ceux de Cérilly; pas de changement, 60 heures chez ceux de Saint-Ennemond. A la Croix-de-Montvicq, 2 p. o/o de chômeurs, 65 heures, travail moins abondant chez les *mineurs*; pas de chômeurs, travail un peu plus abondant que l'an dernier, 54 heures au fond, 66 heures au jour, chez ceux de Saint-Hilaire; pas de changement, 60 heures chez ceux de Doyet. A Saint-Yorre, pas de changement, 60 heures, chez les *sourciers* des eaux minérales.

Alpes (Basses-). — A Digne, pas de changement chez les *cantonniers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 23 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. o/o de chômeurs, 54 heures, travail moins abondant chez les *charpentiers*; pas de chô-

meurs, 60 heures chez les *menuisiers* en bâtiment; pas de chômeurs, 70 heures chez les *ébénistes-sculpteurs*; pas de changement chez les *carrossiers* et *chaudronniers*; pas de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; 3 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *serruriers-mécaniciens*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *funistes-tôliers*. Pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *maçons*; un tiers de chômeurs, 48 heures chez les *plâtriers-stucateurs*; 13 p. o/o de chômeurs, 94 heures chez les *garçons de magasin*. Chez les *employés de commerce*, moins de 2 p. o/o de chômeurs, 83 heures; nombreux chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers* en attendant la reprise d'hiver.

A Cannes, pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *peintres*. A Menton, pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 10 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*, 5 p. o/o de chômeurs, situation du travail un peu meilleure, la moitié des ateliers font la journée complète chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Tournon, pas de changement, 63 heures chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Serrières, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Ardennes. — A Charleville, 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Fumay, pas de changement chez les *mineurs*. Moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ardoisiers* d'Haybes. Aux Mazures, travail un peu plus abondant que le mois dernier chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Bourg-Fidèle; moitié de chômeurs chez les *forgerons d'écrus* de Neufmanil. A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs et tisseuses*; de même chez ceux de Floing. A Pourru-aux-Bois, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *lainière* de Francheval.

Ariège. — A Lavelanet, 30 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *filateurs*; 8 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*. A Aix-en-Othe, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, nombreux chômeurs 48 heures, chez les ouvriers *cultivateurs*; travail plus abondant que le mois dernier chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers *cordonniers*; un tiers de chômeurs, 60 heures chez les *serriers*.

A Carcassonne, 19 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; 18 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *maçons*; pas de changement, 112 heures chez les *limonadiers*. A Ouveillan, chômage presque général chez les ouvriers *cultivateurs*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 69 heures, travail beaucoup plus abondant chez les ouvriers en *peignes*. A Chalabre, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *chapeliers*.

Aveyron. — A Rodez, pas de changement, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Milhau, 10 p. o/o de chômeurs, légère reprise chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les ouvriers *jardiniers*; 68 p. o/o de chômeurs, 72 heures de travail par semaine chez les *meuniers-rhabilleurs*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers* et *charcutiers*; 14 p. o/o de chômeurs, 70 heures chez les *confiseurs* et *pâtisseries*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; 30 p. o/o de chômeurs, 100 heures, travail moins abondant chez les *cuisiniers de terre et de mer*. Pas de chômeurs chez les employés du gaz. Chez les *typographes*, 4 p. o/o de chômeurs; 60 heures chez les *conducteurs-imprimeurs-clicieurs*; 9 p. o/o de chômeurs, 62 heures en moyenne chez les *imprimeurs lithographes*. Pas de chômeurs, 70 heures chez les *voiliers-tentiers-lacheurs*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *blanchisseurs*; travail moins abondant chez les ouvriers des *entrepôts de bois*; pas de chômeurs chez les *modeleurs*; 17 p. o/o de chômeurs

chez les *mécaniciens brevetés de la marine de commerce*; 24 p. o/o de chômeurs, 80 heures chez les *ajusteurs-mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *forgerons*; pas de changement chez les *tôliers-fumistes*. Deux tiers en chômage chez les *tailleurs de pierre tendre*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *carreleurs*; près d'un tiers de chômeurs chez les *manœuvres et aides-maçons*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; 2 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *peintres décorateurs*; pas de changement chez les *tuiliers céramistes*. Chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*, 4 p. o/o de chômeurs; pas de changement chez les *cochers*; moitié de chômeurs chez les *ouvriers des ports et quais*. Pas de changement chez les *employés de commerce*; de même chez les *sténographes* et les *représentants et placiers de commerce*. Pas de changement chez les *employés d'hôtels et restaurants*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *égoutiers*.

A Arles, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *peintres*. A la Ciotat, 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures chez les *ouvriers de la chaussure*. A Châteaurenard, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la chaussure*. A Aubagne, pas de chômeurs, 60 heures chez les *potiers*. A Fuveau, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de Gardanne. 8 p. o/o de chômeurs, chez les *carriers de Fontvieille*. A Berre, pas de changement chez les *pêcheurs*; de même chez ceux de Martigues.

Calvados. — A Caen, 5 p. o/o de chômeurs, 66 heures, travail plus abondant chez les *mouleurs*. A Falaise, pas de changement chez les *bonnetiers*. A Honfleur, pas de changement chez les *ouvriers des usines et chantiers de bois*. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*. A Honfleur, nombreux chômeurs chez les *charbonniers du port*.

Cantal. — A Aurillac, pas de changement chez les *bouchers et charcutiers*.

Charente. — A Angoulême, 32 p. o/o de chômeurs, 112 heures par semaine, travail plus abondant que le mois précédent chez les *boulangers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 71 à 75 heures, légère reprise chez les *tailleurs*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *travailleurs sur cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*; un quart de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; bonne activité chez les *ébénistes*, les *sabotiers*, les *zinguieurs* et les *cordonniers*.

A Cognac, travail plus abondant, 60 heures chez les *dessinateurs-imprimeurs-lithographes*; pas de changement chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *carrossiers*; 13 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *couvriers*. A la Couronne, pas de chômeurs chez les *tisseurs en métaux*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Rochefort, 20 p. o/o de chômeurs, 105 à 115 heures chez les *boulangers*; pas de chômeurs, situation bonne chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A l'Aumône, pas de chômeurs, chez les *ouvriers en glaces*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs, 60 heures de travail par semaine chez les *ouvriers en toiles cirées*; 4 p. o/o de chômeurs, travail irrégulier chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; pas de changement, 60 heures chez les *charpentiers*; 18 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers en voitures*; travail un peu plus abondant chez les *ouvriers en essieux*; pas de chômeurs, 60 heures pour le personnel de la *fonderie* et de l'*arsenal*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *tailleurs de pierre*; un tiers de chômeurs, 48 heures chez les *terrassiers* et *journaliers*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *maçons*; 18 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *peintres*.

A Vierzon, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs,

50 heures chez les *maçons*. A Jussy-le-Chaudrier, pas de changement, 60 heures chez les *chaufourniers*; de même chez ceux de la Guerche-sur-l'Aubois. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Gracay, pas de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment*. A Saint-Pierre-l'Étieux, pas de changement chez les *tailleurs*. A Mehun-sur-Yèvre, pas de changement chez les *peintres en porcelaine*.

A Cuffy, 8 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier chez les *bûcherons*; pas de changement, 54 heures chez ceux de Vallenay; pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail un peu plus abondant chez ceux de Méry-ès-Bois; pas de changement chez ceux de Sancergues; 20 p. o/o de chômeurs chez ceux de Grossouvre; 25 p. o/o de chômeurs, 50 heures, travail moins abondant chez ceux de Torteron; moitié de chômeurs, 72 heures, travail moins abondant chez ceux de Neuvy-le-Barrois; 21 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Apremont; un quart en chômage, travail moins actif chez ceux de la Chapelle-Hugon. A Nérondes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers agricoles*. A la Guerche, chômage considérable chez les *cartonniers*.

Corrèze. — A Tulle, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Brive, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 4 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tachérons agricoles*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement chez les *typographes*; à Lavaveix, travail plus abondant que le mois dernier chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs, 90 heures de travail par semaine chez les *ouvriers boulangers*; pas de changement chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre, maçons et manœuvres*. Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers-apprêteurs*.

Doubs. — A Besançon, 16 p. o/o de chômeurs, 91 heures de travail par semaine chez les *ouvriers boulangers*; pas de changement chez les *typographes*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en ressorts d'horlogerie*; pas de chômeurs chez les *employés en pharmacie et droguerie*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 61 heures chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment*. A Pontarlier, pas de changement chez les *typographes*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; pas de changement chez les *filateurs*. A Valentigney, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Audincourt, pas de changement chez les *métallurgistes*; 24 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en automobiles*. A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures chez les *horlogers*; pas de changement chez ceux de Seloncourt.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail abondant, 67 heures de travail par semaine chez les *scieurs*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; situation satisfaisante, pas de chômeurs chez les *peintres et plâtriers*.

A Die, pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers de l'ameublement*. A Saint-Remès, pas de chômeurs, mais 20 heures seulement de travail par semaine chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, travail stationnaire chez les *chapeliers-appropriateurs*. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 71 heures chez les *carrossiers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Louviers, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tisseurs*. A Saint-Habit, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Ézy, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *ouvriers en peignes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 à 63 heures de travail par semaine

chez les *menuisiers*, pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *peintres*.

Finistère. — A Brest, 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures de travail par semaine chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvrières en robes*; pas de chômeurs, 70 à 72 heures chez les *charbonniers*; pas de changement, 59 h. 1/2 par semaine chez les *travailleurs réunis du port*. A Morlaix, pas de chômage chez les *ouvrières de l'habillement*. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; de même chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, pas de changement chez les *typographes-lithographes*. A Bessèges, pas de chômeurs chez les *ouvriers des laminoirs et forges*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures de travail par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même chez les *menuisiers en fauteuils*; pas de chômeurs, travail plus abondant, 60 heures chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*.

Gironde. — A Bordeaux, moitié de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *jardiniers-vignerons*; un tiers de chômeurs chez les *jardiniers*; 6 p. o/o de chômeurs, 74 à 98 heures chez les *pâtisseries-glacières*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-navigateurs*; pas de changement chez les ouvriers des *usines à gaz*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *passementiers*. Chez les *scieurs de long*, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures; 15 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *charpentiers de haute-futaie*; pas de changement chez les *vanniers*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 à 63 heures chez les ouvriers des *constructions maritimes*; pas de chômeurs chez les *chaudronniers*; pas de changement, les ouvriers exercés font toujours défaut chez les *bijoutiers-horlogers*; un tiers de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs*; 38 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs chez les *paveurs et cimentiers*; moitié de chômeurs chez les *plâtriers*; 2 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *peintres*. Pas de changement chez les *marins du commerce*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs inscrits*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *charbonniers du port*; de même chez les *charbonniers-sacquiers*; 35 p. o/o de chômeurs chez les *coltineurs de poteaux de mine*; pas de chômeurs chez les *nettoyeurs de magasins*; un quart de chômeurs environ chez les *déménageurs-emballers*. Pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Vayres, pas de chômeurs, travail moins abondant cependant que l'an dernier chez les *tonneliers*. A Arcachon, pas de chômeurs chez les *chauffeurs* et les *marins inscrits*.

Hérault. — A Montpellier, 42 heures par semaine chez les *jardiniers fleuristes*; 7 p. o/o de chômeurs, 75 heures chez les *boulangers*; 17 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de changement chez les *ébénistes*; moitié de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de changement chez les *manœuvres et hommes de peine*; de même chez les *commis et employés*.

A Cette, pas de chômeurs, travail plus actif chez les *tailleurs*; 60 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en bois merrains*. A Fabrègues, travail toujours peu abondant chez les *travailleurs de la terre et vigneron*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant que le mois précédent chez les *travailleurs de la terre* de Courmonterral. A Graissessac, 20 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*. A Mèze, pas de chômeurs, 48 heures en moyenne par semaine chez les *marins-pêcheurs*; pas de changement chez les *tonneliers*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; 66 heures dans la *tannerie* et la *corroirie*, 60 heures dans la *sellerie*; pour la *confection*

militaire, les *selliers et cordonniers* ne font plus que 9 heures par jour, soit une diminution de 12 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*; 4 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs.

A Fougères, 7 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; 10 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *peintres*. A Bruz, pas de changement chez les *mineurs*. A Louvigné-du-Désert, pas de chômeurs chez les *granitiers*.

Indre. — A Châteauroux, travail moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, travail plus abondant chez les *ouvriers en chaussures*; pas de changement chez les *ouvriers en draps*; un quart de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment*. A Issoudun, pas de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux*. Au Poinçonnet, travail peu abondant, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de changement chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de changement, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*; moitié de chômeurs chez les *plâtriers*. A Châteaurenault, 2 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers en bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les *gaziers*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeurs chez les *teinturiers en peaux*. A Vienne, nombreux chômeurs, 48 heures chez les *ouvriers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; de même et 50 heures chez ceux de Voiron. A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mécaniciens*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.

A Izeaux, 4 jours seulement de travail par semaine chez les *cordonniers en cousu-main*; travail abondant pour le *cousu-machine*. A Rives, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Montaliou-Vercieu, 28 p. o/o de chômeurs, 65 heures chez les *tailleurs de pierre et carriers*; pas de changement chez ceux de Parmillieu.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Saint-Claude, pas de changement chez les *lapidaires*; de même chez les *lunettiers* et les *horlogers* de Morez.

Landes. — A Dax, pas de chômeurs chez les *mouleurs*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Mont-de-Marsan, pas de changement chez les *mécaniciens*.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 66 heures de travail par semaine chez les *ouvriers en draps*; pas de chômeurs, 57 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Vendôme, pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*.

Loire. — A Saint-Étienne, 11 p. o/o de chômeurs, 85 à 90 heures de travail par semaine chez les *tripiers-boyaudiers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; nombreux chômeurs chez les *tisseurs* (bonne tenue pour le *velours*, légère reprise sur le *ruban* sans augmentation des prix de façon; 31 p. o/o des métiers chôment); légère reprise, 30 p. o/o de métiers arrêtés chez les *chefs d'atelier rubanniers*; pas de changement chez les *armuriers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *aiguseurs et polisseurs*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de changement chez les *mécaniciens-chauffeurs des tramways*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*; 16 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers textiles*; 25 p. o/o de chômeurs, 40 à 45 heures chez les *charpentiers*; 12 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *tourneurs en poterie*. A Saint-Just-sur-Loire, légère reprise du travail pour le *ruban* chez les *tisseurs*;

1 p. o/o de chômeurs chez ceux de la Gresle; légère augmentation chez les *passementiers*; légère baisse chez les *veloutiers* des Barques-Saint-Rambert. Pas de changement chez les ouvriers en *soieries* de Saint-Denis-de-Cabannes. A Régnv, pas de chômeurs chez les *teinturiers*. A Saint-Jean-de-Bonnefonds, travail un peu plus abondant, 60 heures chez les *passementiers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'atelier rubaniers* de Saint-Genest-Lerpt. Situation meilleure que le mois précédent chez les *passementiers* de Terrenoire. A Chazelles, pas de changement chez les *chapeliens*; de même et pas de chômeurs chez ceux de Grigny.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 42 à 50 heures chez les *verriers à vitres*; arrêt presque complet du travail par suite de l'envahissement des eaux chez les *mineurs*; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; pas de chômeurs chez ceux de la Talaudière. A Bourg-Argental, travail plus abondant, 66 heures chez les *tourneurs sur bois*. A Saint-Chamond, continuation de la crise chez les *métallurgistes*; 5 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez ceux de Firminy. A Sail-sous-Couzan, travail moins abondant, 48 heures chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A Sainte-Florine, pas de changement, 66 heures chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 63 heures chez ceux de Vergonghon; 18 p. o/o de chômeurs, 60 à 75 heures chez les *passementiers* de Sainte-Sigoline.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *lithographes*; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; pas de changement, 60 heures chez les *charpentiers*; 6 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les *ajusteurs-tourneurs*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*; travail moins abondant, 36 heures chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de changement chez les *peintres*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *camionneurs*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés* des deux sexes. A la Turballe, chômage général chez les *ferblantiers-boitiers*. A Pornic, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loiret. — A Orléans, 20 p. o/o de chômeurs chez les *houlangers*; pas de chômeurs 66 heures chez les ouvriers en *voitures*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*, 12 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *peintres*. A Gien, pas de chômeurs, 54 heures chez les *bûcherons*; chômage presque général chez ceux de Chevilly; pas de changement chez ceux de Thou. A Montargis, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

Lot. — A Cahors, 25 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *peintres* et *tapissiers*. A Souillac, 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *vignerons*; par de changement, 69 heures chez les *tanneurs-corroyeurs*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 119 heures de travail par semaine chez les *bouchers* et *charcutiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; un tiers de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; 4 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; pas de chômeurs, 52 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *céramistes*; 5 p. o/o de chômeurs, 78 heures chez les *employés de commerce*; 4 p. o/o de chômeurs, 105 heures chez les *coiffeurs*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lavardac, moins de 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *bouhoniers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*. A Casteljaloux, pas de changement 60 heures chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *hommes de peine*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures de travail par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures chez les *cordonniers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *textiles* (moitié des ateliers chôment un ou deux jours par semaine); pas de changement chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; 24 p. o/o de chômeurs, 45 heures chez les *sculpteurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés*.

A Cholet, pas de chômeurs chez les *tisserands*; travail moins abondant, pas de chômeurs,

50 heures chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *menuisiers*; travail moins abondant, un tiers de chômeurs chez les *tisserands* de Saint-Philibert-en-Mauges; pas de changement chez ceux de Trémentines; travail peu abondant chez ceux de Saint-Léger; 12 p. o/o de chômeurs chez ceux de Gesté; pas de chômeurs chez ceux de la Tessoualle.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 68 heures de travail par semaine chez les *typographes*. A Reims, 4 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant que le mois dernier chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; pas de chômeurs, 70 heures chez les *teinturiers-apprêteurs*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tonneliers-cavistes*; 66 heures par semaine chez les *mouleurs*; travail peu abondant chez les *métallurgistes*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail un peu plus abondant chez les *imprimeurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *boucheonniers*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs; mais 36 heures seulement par semaine chez les *gantiers*.

Mayenne. — A Laval, 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers en *chaussures*; 30 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 10 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 72 heures de travail par semaine chez les ouvriers de l'*habillement*; de même et 63 heures chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre et ravaumeurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 84 heures chez les *garçons de magasin*; reprise du travail chez les *employés de commerce*.

A Chavigny, pas de chômeurs, 40 heures chez les *mineurs*; pas de chômeurs, mais travail réduit chez ceux de Gobbranches; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux de Frouard; 4 p. o/o chez ceux de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Jœuf; 18 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez ceux de Bouxières-aux-Dames. A Saint-Nicolas, pas de chômeurs, 72 à 84 heures chez les ouvriers des *industries chimiques*.

Meuse. — A Bar-le-Duc, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures de travail par semaine chez les *typographes*. A Lérrouville, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant que l'an et le mois précédents chez les *carriers*. A Cousance-aux-Forges, la fabrication des appareils de chauffage occupe une grande partie des *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs, 63 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. A la Perrière, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Sauzon, chômage presque général chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, mais travail moins abondant chez ceux de Ploëmeur.

Nièvre. — A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez ceux de Decize; pas de chômeurs chez ceux de la Charité. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*. A Saint-Verain, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; deux tiers de chômeurs, 33 à 44 heures chez ceux des Loges-de-Montavon; pas de chômeurs, 66 heures chez ceux de Trois-Vèvres; pas de changement chez ceux de Ciez et d'Entrains; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Amand, de Corvol-l'Orgueilleux, de Perroy, de la Chapelle-Saint-André; de même chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier, occupés aux travaux agricoles.

Nord. — A Lille, moins de 1 p. o/o de chômeurs, 73 heures de travail par semaine chez les *confiseurs et chocolatiers*; 17 p. o/o de chômeurs, 98 heures chez les *cuisiniers*; quelques maisons chôment 2 à 3 jours par semaine par suite du manque de travail chez les *typo-*

graphes; pas de chômeurs, 66 heures chez les *tisserands*; 5 p. o/o de chômeurs, 40 à 45 heures chez les *coupeurs en confection*; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tapissiers*; 3 p. o/o de chômeurs, 54 à 56 heures chez les *métallurgistes*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 à 62 heures chez les *serruriers-poêliers*; 12 p. o/o de chômeurs, 55 à 60 heures chez les *sculpteurs*; pas de changement chez les *commissionnaires publics*.

A Dunkerque, travail plus abondant, 66 heures, chez les *tordeurs d'huile*; pas de changement chez les ouvriers *voiliers*; 40 p. o/o de chômeurs, 50 à 55 heures chez les *plafonneurs*; 2 o/o de chômeurs, 54 heures chez les *maçons*. A Calais, 2 p. o/o de chômeurs chez les *tullistes*; 6 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les *tailleurs et ouvriers de l'habillement*. A Valenciennes, 4 p. o/o de chômeurs, 58 heures chez les *typo-lithographes*. A Roubaix, pas de chômeurs chez les *employés et ouvriers des tramways*; 9 p. o/o de chômeurs, 58 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 57 heures chez ceux d'Armentières.

A Jeumont, moins de 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *marbriers*; les deux tiers des *marbriers* à la pendule ne font que 50 heures par semaine à Cousolre. A Saint-Amand, par de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail plus abondant que l'an dernier chez ceux de Maubeuge; pas de chômeurs, 52 à 54 heures chez ceux d'Hautmont; pas de changement chez ceux d'Onnaing. A Louches, pas de chômeurs chez les *verriers*; pas de changement chez les *verriers à vitres* de Fresnes. A Vieux-Condé, 2 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *cordonniers*; travail moins abondant, 54 heures chez les *métallurgistes*. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Croix, 30 p. o/o de chômeurs, 43 à 63 heures chez les *mouleurs*; moitié de chômeurs chez ceux de Tourcoing; pas de changement chez ceux de Cambrai.

A Tourcoing, travail moins actif chez les *mécaniciens*; la baisse semble un peu enrayée et on constate une légère reprise dans la *filature* et le *tissage*; dans la *retorderie*, la situation reste stationnaire, les ouvrières continuent à ne travailler que 4 jours par semaine. Moins de 2 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les *trieurs de laine*; travail moins abondant chez les *peigneuses de laine*; pas de changement chez les *piquières*; de même chez les ouvrières en *guipure*; 5 jours seulement de travail par semaine chez les ouvrières *textiles* d'Armentières; 27 p. o/o de chômeurs, 30 heures chez les ouvriers de *lisage* de Roubaix. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* du Cateau, d'Avesnes-les-Aubert, de Neuville, de Saint-Souplet, de Lannoy et d'Houplines; pas de changement chez ceux de Wignehies. A Saulzoir, pas de chômeurs chez les *tisserands*; travail moins abondant chez ceux de Linselles; situation assez bonne, pas de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Marly, 3 p. o/o de chômeurs, légère reprise chez les *imprimeurs*. A Auberchicourt, pas de changement chez les *mineurs*; de même chez ceux de Sin-le-Noble. A Comines, 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *rubaniers*; travail un peu plus abondant, moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *tullistes* de Caudry.

Oise. — A Beauvais, 5 p. o/o de chômeurs, chez les *typographes*; 60 au lieu de 66 heures chez les *cordonniers*; pas de changement, 60 heures chez les *menuisiers*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables et employés*. A Creil, travail plus abondant que le mois dernier, 65 heures chez les *typographes*; pas de changement chez ceux de Senlis. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures chez les *tabletiers*. A Noyon, pas de chômeurs, 54 heures chez les *mouleurs*; 40 p. o/o de chômeurs chez ceux de Montataire. A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs chez les *layetiers*. A Béthisy, pas de chômeurs, 63 heures chez les *brossiers*; pas de changement pour ceux de Tracy-le-Mont. Pas de chômeurs, 66 heures chez les *boutonniers* de Méru. A Crépy, pas de changement chez les ouvriers en *bâtiment*. A Cressonsacq, pas de chômeurs, 98 heures, travail plus abondant que le mois précédent chez les ouvriers *agricoles*. 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *scieries mécaniques* d'Hermes.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 66 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*. A Flers, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de changement, 66 heures chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures chez les ouvriers en *bâtiment*. A Calais, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Montreuil-sur-Mer, pas de changement chez les *typographes*. A Esquermes, pas

de changement chez les *poudriers*. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, travail plus abondant chez les *tonneliers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 4 p. o/o de chômeurs, 112 heures par semaine chez les ouvriers *boulangers*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *caoutchoutiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant chez les *tapissiers*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*; travail moins actif chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les employés civils de l'*artillerie* et du *génie*; travail moins abondant chez les *maçons* et *aides-maçons*; 126 heures chez les *limonadiers*. A Riom, pas de chômeurs, chez les ouvriers des *tabacs*. A Saint-Éloy, pas de changement chez les *mineurs*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; tendance à la diminution du travail, 60 heures chez les *tapissiers*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; travail moins abondant chez les ouvriers du port; A Pau, pas de changement chez les *typographes*; travail toujours abondant chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de l'*atelier de construction de l'artillerie*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*. A Bagnères-de-Bigorre, grève chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les ouvriers *textiles*; pas de changement, 54 heures chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 80 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; travail un peu moins abondant chez les *boulangers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *pâtisseries-confiseurs*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *ébénistes*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *charrons-forgerons*; pas de chômeurs, 68 heures chez les *maréchaux ferrants*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. A Rivesaltes, chômage presque général chez les *travailleurs de la terre*; 60 p. o/o de chômeurs chez ceux de Canolès; 70 p. o/o de chômeurs chez ceux de Clairà; 60 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez ceux d'Espira-de-l'Agly; 37 p. o/o de chômeurs, 42 heures chez ceux de Soler; 77 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez ceux de Pézilla-la-Rivière.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs, travail plus abondant, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 8 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs chez ceux de Rougegoutte; pas de changement, 66 heures, 9 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Héricourt. A Giromagny, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs, 66 heures de travail par semaine, travail plus abondant chez les *chocolatiers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers et régleurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *photographes*. Chez les *tanneurs-corroyeurs*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures; 16 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *cordonniers*; un quart de chômeurs chez les *tisseurs*; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *gareurs en soieries*; 23 p. o/o de chômeurs, 72 heures chez les *teinturiers-dégraisseurs*; travail très abondant chez les *tullistes à la chaîne*; 12 p. o/o de chômeurs, légère reprise chez les *coupeurs-tailleurs*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs chez les *approprieurs chapeliers*; pas de changement, 60 heures les *tréfileurs*; 4 p. o/o de chômeurs, 45 à 50 heures chez les *bronziers*; 18 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*; pas de chômeurs, 45 à 54 heures chez les *paveurs*. Chez les *chauffeurs-mécaniciens*, 5 p. o/o de chômeurs, pas de changement chez les *camionneurs*; pas de changement chez les *comptables*; travail moins abondant chez les *dames employées de commerce*. Chez les *cantonniers* et *égoutiers*, pas de chômeurs.

A Thizy, pas de chômeurs, 65 heures, travail plus abondant chez les *tisseurs*. A Gran-

dris, grande activité chez les tisseurs de cotonnade à la mécanique; même activité chez les tisseurs en soieries à la main, travail moins abondant chez ceux à la mécanique. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les manouvriers..

Saône (Haute-). — A Saint-Loup-sur-Semouze, pas de chômeurs, 80 à 85 heures chez les cordonniers.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de changement chez les typographes. A Digoin, pas de changement chez les faïenciers. Pas de chômeurs chez les tuiliers de Montchanin. A Epinac, grève chez les verriers. A Tavernay, pas de changement chez les mineurs; 2 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant chez ceux de Perrecy-les-Forges; pas de changement, 54 heures chez ceux de Montceau-les-Mines. A Saint-Émillaud, pas de chômeurs, 50 heures chez les carriers; pas de changement, 50 heures chez ceux de Nanton. A Coublanc, pas de changement chez les tisseurs. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en sièges. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les piqueurs de grès. A Saint-Léger-sur-Dheune, 6 p. o/o de chômeurs chez les manouvriers.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les typographes; pas de chômeurs, 54 heures chez les charpentiers; 16 p. o/o de chômeurs chez les menuisiers; pas de changement chez les métallurgistes; de même chez les mécaniciens; 12 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les maçons; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les couvreurs. A la Flèche, pas de chômeurs, 72 heures chez les galochiers. A la Suze, pas de chômeurs, 72 heures, le travail va très bien chez les ouvriers en cuirs et peaux; pas de chômeurs, 72 heures chez les tanneurs-corroyeurs de Château-du-Loir. A Vibraye, 4 p. o/o de chômeurs, 66 à 72 heures chez les ouvriers en manches de parapluies.

Savoie. — A Chambéry, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les menuisiers; pas de chômeurs, 60 heures chez les serruriers-mécaniciens; pas de changement chez les tailleurs de pierre; 45 p. o/o de chômeurs chez les maçons. A Arvillard, légère amélioration chez les forgerons.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs, travail plus abondant, 60 heures chez les galochiers. A Thonon, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant chez les typographes; 30 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les ouvriers en bâtiment. A Meillerie, pas de changement chez les bateliers et carriers.

Seine. — A Paris, 20 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers boulangers; pas de changement chez les échaudeurs; 3 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les biscuitiers en pain d'épices; 3 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier chez les confiseurs; 5 p. o/o de chômeurs chez les cuisiniers. Pas de changement chez les travailleurs du gaz. Moins de 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant chez les relieurs-doreurs; chez les typographes, diminution sensible du travail, 9 p. o/o de chômeurs; 4 p. o/o en chômage, 60 heures chez les femmes typographes; 10 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier chez les imprimeurs de journaux; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les dessinateurs-écrivains-lithographes; 9 p. o/o de chômeurs chez les imprimeurs-lithographes (Résistance); 12 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les lithographes (Union); moins de 2 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier chez les graveurs-lithographes; pas de chômeurs chez les graveurs de musique; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les graveurs en écriture; pas de changement chez les graveurs sur bois; 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail un peu plus actif que le mois dernier chez les coloristes-enlumineurs, 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les opérateurs bitumiers de la photogravure.

Pas de changement chez les mégissiers; un tiers de chômeurs, travail plus actif que le mois précédent chez les mégissiers du mouton; 8 p. o/o de chômeurs, 55 heures chez les ouvriers du chevreau glacé; 8 p. o/o de chômeurs chez les corroyeurs du cuir noir; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers et ouvrières en talons; reprise du travail chez les gantiers; morte-saison, 50 heures, chez les selliers-harnacheurs; travail moins abondant chez les selliers et mécaniciennes de l'article de chasse; pas de chômeurs, 66 heures, travail plus abondant chez les gantiers.

18 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* ; 7 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs* ; travail moins abondant chez les *apprêteurs-décatisseurs* ; chez les *passementiers à la main*, travail plus actif, moins de 1 p. o/o de chômeurs ; situation moins favorable chez *passementiers à la barre* ; deux tiers en chômage chez les *façonniers-passementiers à la barre* ; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *coupeurs de cols et cravates* ; 3 p. o/o de chômeurs 56 heures chez les *coupeurs-chemisiers* ; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs* ; 17 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs* ; moins de 2 p. o/o chez les *couturières* ; pas de changement chez les *foueurs* ; pas de chômage chez les *fleuristes-plumassiers* ; reprise de saison difficile chez les ouvriers en *chapeaux de soie* ; 20 p. o/o de chômeurs, 90 heures chez les *casquettiers* ; 4 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers* ; 8 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-couleurs garçons de lavoir*.

Pas de changement chez les *scieurs de long* ; de même chez les *charpentiers* ; 3 p. o/o de chômeurs environ, 60 heures chez les *menuisiers* ; pas de changement chez les *mouliniers-finisseries* ; 10 p. o/o de chômeurs chez les *monteurs en sièges* ; 14 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la *marqueterie* ; 16 p. o/o de chômeurs, 65 heures, travail plus abondant chez les *tourneurs en procédés de queues de billard* ; travail moins actif chez les ouvriers de la *broserie pour peinture*.

30 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs* ; 10 p. o/o de chômeurs chez les *chefs de service et contremaîtres de la métallurgie* ; pas de changement chez les *lamineurs* ; travail plus abondant, 60 heures chez les *tourneurs-décolleteurs* ; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *mécanique industrielle et scientifique* ; pas de changement chez les *balanciers* ; 2 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens* ; 2 p. o/o de chômeurs chez les employés en *serrurerie* ; 8 p. o/o de chômeurs chez les *potiers d'étain* ; pas de changement chez les *plombiers (colonnards)* ; 1 p. o/o de chômeurs, 65 heures chez les *bronziers-galvaniseurs* ; baisse persistante du travail chez les *tourneurs-robinettiers* ; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *instruments de précision* ; 7 p. o/o de chômeurs, 60 à 75 heures chez les ouvriers de l'*orfèvrerie* ; 5 p. o/o de chômeurs chez les *bijoutiers en argent*.

Chez les *tailleurs de pierre*, 11 p. o/o de chômeurs, 60 à 63 heures ; pas de changement chez les *tailleurs et scieurs de pierre* ; pas de chômeurs, 50 à 60 heures chez les *graveurs de cimetière* ; pas de changement chez les *sculpteurs du bâtiment* ; près de moitié de chômeurs chez les *sculpteurs-statuaires* ; 24 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs* ; 21 p. o/o de chômeurs, 30 heures chez les *fourniers spécialistes* ; 20 p. o/o de chômeurs chez les *cimentiers* ; 40 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *bitumiers-asphalteurs* ; 12 p. o/o de chômeurs chez les *peintres (Union)* ; pas de chômeurs, 54 heures chez les *peintres en bâtiment* ; pas de chômeurs, 70 heures chez les *metteurs en couleurs*, 14 p. o/o de chômeurs chez les *briquettiers et potiers*.

3 p. o/o de chômeurs chez les *employés et ouvriers des tramways électriques* ; 2 p. o/o de chômeurs, 50 à 60 heures chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens* ; pas de chômeurs chez les *recruteurs-pontoniers des bateaux parisiens* ; pas de changement chez les *désinfecteurs de la Villette* ; pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles* ; situation plutôt mauvaise chez les *placiers en fleurs et plumes* ; pas de changement chez les *employés des bureaux de placement autorisés* ; 5 p. o/o de chômeurs chez les *sténographes (Alliance)* ; 6 p. o/o de chômeurs chez les *femmes sténographes* ; pas de chômeurs chez les *sténographes judiciaires* ; 2 p. o/o de chômeurs chez les *clercs d'huissier* ; 13 p. o/o de chômeurs chez les *employés à la Bourse du commerce* ; 7 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* ; 7 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de salles et restaurants* ; 37 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs* ; pas de changement chez les *employés d'hôtels* ; 28 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de cuisine* ; travail plus abondant, moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison* ; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre* ; de même chez les *employés de l'enseignement libre* ; pas de changement chez les *artistes musiciens* ; pas de chômeurs chez les employés de la *voie publique*, chez les *cantonniers*.

A Villemonble, travail moins actif, 45 heures chez les *jardiniers*. A Issy-les-Moulineaux, pas de chômeurs, 54 heures chez les *cartouchiers*. A Colombes, pas de chômeurs, 54 heures chez les *chapeliers*. A Boulogne, travail moins abondant chez les ouvriers *blanchisseurs* ; 16 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Arcueil ; pas de changement chez ceux de Sèvres. A Puteaux, pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers des établissements de l'*artillerie*. A Levallois, 24 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *serruriers*. A Ivry, 3 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en pompes*. A Malakoff, reprise faible du travail chez les *treillageurs*.

rustiqueurs. Au Kremlin, pas de changement chez les *argileurs-mineurs*. A Courbevoie, 10 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Suresnes, 6 p. o/o de chômeurs, 70 heures chez les *ouvriers du chemin de fer* du bois de Boulogne. A Maisons-Alfort, pas de changement chez les *cochers* (coopératives). A Ivry, pas de changement chez les employés du *nettoisement*; travail moins abondant chez les *travailleurs du chiffon* de Gentilly.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tisseurs en chaussons*; travail moins actif, 50 heures, chez les *teinturiers-apprêteurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 45 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs en fer*; 2 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et plâtriers*; 24 p. o/o de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*; 30 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Au Havre, pas de changement chez les *boulangers*; 27 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers voiliers*; 23 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant, chez les *tapissiers*; 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; 22 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs*; pas de changement chez les *chaudronniers-formeurs*; travail moins actif, 50 heures, chez les *terrassiers-puisatiers*; pas de changement chez les *journaliers des docks et entrepôts*; moitié de chômeurs chez les *journaliers du port*; 40 p. o/o de chômeurs, 32 heures, chez les *charbonniers du port*; 10 p. o/o de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *employés*.

A Lillebonne, pas de changement, 66 heures, chez les *ouvriers cotonniers*; travail moins abondant chez ceux de Bolbec; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux d'Oissel. A Arques, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers à la mécanique*. A Deville, 14 p. o/o de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*. A Elbeuf, 21 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres en bâtiment*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *typographes*. A Souppes, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Lagny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail moins actif chez les *typographes*; pas de changement chez les *scieurs-découpeurs-boisiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers maréchaux*; 20 p. o/o de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *maçons*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Bonnières, pas de chômeurs chez les *raffineurs de pétrole*. A Rueil, 3 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du gaz*. A Étampes, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez ceux du Pecq. A Essonnes, 5 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Chaville, 10 p. o/o de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Bécard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez ceux de Corbeil.

Sèvres (Deux-). — A Niort, un tiers en chômage partiel, légère amélioration, chez les *gantiers*. A Melle, un quart de chômeurs chez les *typographes*. A Moulins, moitié de chômeurs chez les *tisserands*. A la Rampierre-de-Saint-Laurs, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, moins de 2 p. o/o de chômeurs, travail peu abondant, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de changement chez les *lithographes*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; reprise du travail chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de changement chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs chez les *tisseurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 45 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures, reprise chez les *tapissiers*; 33 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs*; 20 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Abbeville, travail moins abondant, 54 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*. A Fréville-Escarbotin, pas de changement chez les *métallurgistes*; 26 p. o/o de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvriers en cuivre*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail moins actif. 3 journées

seulement de travail par semaine chez les *chapeliers-appropriateurs* : pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en bâtiment ; pas de changement chez les *verriers*. A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes* ; pas de changement, 66 heures, chez les *tourneurs sur bois* ; un tiers de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Cagnac, pas de changement chez les *mineurs*. A Graulhet, 23 p. o/o de chômeurs, 45 heures, travail moins abondant, chez les ouvriers moutonniers. A la Bastide-Rouaix, 25 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de l'industrie lainière. A Mazamet, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes* ; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment* ; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*. A Sept-Fonds, morte-saison chez les *chapeliers en paille*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Draguignan, 6 p. o/o de chômeurs, 84 heures de travail par semaine chez les *boulangers*. A Toulon, 3 p. o/o de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers* ; travail moins actif, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; pas de chômeurs chez les *voiliers* ; pas de changement, 59 heures, chez les *métallurgistes* ; 9 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Bargemon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs* ; 3 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* ; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Cavaillon, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* ; pas de chômeurs chez les ouvriers sur cuir ; pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Caderousse, pas de chômeurs, 54 heures ; chez les ouvriers *balaitiers*. A Valréas, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *maçons* ; 15 p. o/o de chômeurs chez ceux de la Roche-sur-Yon. A Faymoreau, pas de changement, 66 heures, chez les *mineurs*. Aux Épesses, travail moins abondant, 36 heures, chez les *tisserands* ; reprise sensible du travail chez ceux de Saint-Laurent-sur-Sèvres ; 15 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Évrunes.

Vienne. — A Poitiers, 13 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes* ; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *serruriers* ; 5 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs*. A Ligugé, 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de changement chez les *cuisiniers-pâtisseries* ; pas de chômeurs chez les *relieurs-doreurs* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* ; pas de changement chez les *imprimeurs-conducteurs* ; 6 p. o/o de chômeurs, 30 à 50 heures, chez les *ordonniers* ; moitié de chômeurs chez les ouvrières *porcelainières*. A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *feuillardiens*. A Saint-Junien, environ 2 p. o/o de chômeurs, travail moins actif que le mois dernier chez les ouvriers en cuirs et peaux ; 16 p. o/o de chômeurs, reprise du travail lente chez les *gantiers* ; pas de changement chez les ouvriers du bâtiment.

Vosges. — A Saint-Dié, 40 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de changement chez les *typographes*. A Moussey, pas de changement chez les *tisseurs et filateurs*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs chez les ouvriers en *ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *charpentiers de marine* ; 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs* ; pas de changement chez les *métallurgistes* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Sens, pas de changement chez les ouvriers *brossiers* ; pas de chômeurs, 51 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Treigny, 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures, travail plus actif que le mois précédent chez les *forestiers-agriculteurs* ; moins abondant chez ceux de Saint-Sauveur-en-Puisaye. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, 42 heures, travail moins abondant chez les *selliers-bourreliers*; 10 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *charrons*; 22 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *employés en quincaillerie*. A Mustapha, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *terrassiers*. A Oran, morte-saison chez les *bateliers du port*; un cinquième de chômeurs, 60 heures, chez les *chargeurs et arrimeurs du port*. A Bône, 15 p. o/o de chômeurs, 54 heures, travail plus abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés de chemins de fer*; plus de moitié de chômeurs chez les *chargeurs et déchargeurs du port*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

La Guadeloupe. — A la Pointe-à-Pitre, travail moins abondant, chômage presque général chez les *maçons*.

Adjudications. — Adjudications importantes en novembre et décembre :

ROUTES ET CHEMINS.

DRÔME. — 4 novembre. — Préfecture : travaux sur routes.....	166.310
LOT. — 9 novembre. — Préfecture : construction d'un pont.....	80.200
CORRÈZE. — 13 novembre. — Préfecture : fourniture de matériaux d'empierrement pour 5 ans.....	350.670
ORNE. — 14 novembre. — Préfecture : entretien de chemins vicinaux pour 5 ans.....	243.400
TARN-ET-GARONNE. — 16 novembre. — Préfecture : fondation d'un pont.....	148.500
ALGÉRIE. — 18 novembre. — Mairie d'Aïn-M'Lila. — Matériaux d'empierrement.....	120.000
PAS-DE-CALAIS. — 18 novembre. — Sous-préfecture de Saint-Pol : entretien de chemins de grande communication pour 5 ans	
Montant annuel.	116.953
PAS-DE-CALAIS. — 25 novembre. — Sous-préfecture de Béthune : entretien de chemins de grande communication pour 5 ans.	
Montant annuel.	364.830
NORD. — 27 novembre. — Préfecture : entretien sur routes et chemins pour 2 ans.....	258.352
ALGÉRIE. — 27 novembre. — Préfecture d'Alger : entretien sur routes nationales pour 5 ans.....	158.634
Exposition. — 28 novembre. — Travaux de viabilité.....	96.108
ILLE-ET-VILAINE. — 30 novembre. — Préfecture : entretien de routes nationales pour 5 ans.....	215.600
Montant annuel.	

CANAUx, NAVIGATION ET PORTS.

GIRONDE. — 15 novembre. — Port de Bordeaux : allongement d'un appontement.....	375.000
BREST. — 20 novembre. — Marine : achèvement de la rade du refuge.....	7.600.000

CANALISATION ET ÉGOUTS.

LOIRE-INFÉRIEURE. — 9 novembre. — Mairie de Nantes : amélioration du service des eaux.....	235.734
HAUTE-VIENNE. — 13 novembre. — Mairie de Limoges : construction d'un aqueduc.....	87.000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

SEINE-INFÉRIEURE. — 7 novembre. — Mairie de Rouen : construction d'un bâtiment.....	89.118
SEINE-ET-OISE. — 13 novembre. — Sous-préfecture de Pontoise : construction d'un groupe scolaire.....	181.513
SEINE-ET-OISE. — 19 novembre. — Mairie de Versailles : maçonnerie et carrelage aux abattoirs.....	101.146
HÉRAULT. — 20 novembre. — Mairie de Béziers : construction de l'hôtel de la 61 ^e brigade.....	110.000
NORD. — 23 novembre. — Mont-de-piété de Lille : travaux divers...	95.500
HÉRAULT. — 24 novembre. — Mairie de Bédarieux : restauration et agrandissement du collège.....	90.338
HAUT-RHIN. — 25 novembre. — Mairie de Belfort : construction d'un groupe scolaire.....	351.155
PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 5 décembre. — Mairie de Perpignan : construction d'une annexe au collège.....	92.287

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

ALPES (BASSES-). — 7 novembre. — Préfecture : ligne de Saint-André à Puget-Théniers.....	190.000
LOIRET. — 9 novembre. — Préfecture : construction de portes d'écluses.....	84.500
MARCHE. — 7 décembre. — Préfecture : construction de portes d'écluses.....	130.000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Oct. 1900.	Sept. 1901.	Oct. 1901.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	45 ^f 53 ^c	47 ^f 885	47 ^f 885
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t ...	28 25	23 50	21 875
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	33 00	27 75	27 625
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr....	78 75	60 72	59 75
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	80 75	78 50	78 50
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	41 00	40 25	40 25
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	63 50	69 00	67 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	60 25	54 25	47 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	104 00	122 00	119 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil..	43 50	44 50	43 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).	191 50	174 50	163 12
Étain Banka, idem.....	342 50	303 00	302 00
Plomb, idem.....	49 50	35 75	34 50
Zinc, bonnes marques, idem.....	"	44 75	45 75
Blé à Paris, idem.....	"	21 25	20 50
Blé à Nantes, idem.....	"	19 45	19 55
Blé à Dijon, idem.....	"	21 10	20 50
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Vilette, le kilogramme.....	1 20	1 30	1 28
Viande veau, idem.....	1 76	1 60	1 77
— mouton, idem.....	1 71	1 85	1 77
— porc, idem.....	1 32	1 37	1 33

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine de novembre 1901, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	29 ^f 09 ³
Frais de panification.....	12 22 ³
TOTAL.....	41^f 316

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3178 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6356, soit à 0 fr. 64.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	DIX premiers mois 1901.	DIX premiers mois 1900.	AUGMENTATION en 1901.	DIMINUTION en 1901.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	646.194.000	655.826.000	#	9.632.000
Matières nécessaires à l'industrie	2.632.460.000	2.531.964.000	100.496.000	#
Objets fabriqués.....	655.635.000	689.758.000	#	34.123.000
TOTAL.....	3.934.289.000	3.877.548.000	100.496.000	43.755.000
AUGMENTATION en 1901....			56.741.000^f	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	617.882.000	608.329.000	9.553.000	#
Matières nécessaires à l'industrie	898.875.000	909.816.000	#	10.941.000
Objets fabriqués.....	1.741.150.000	1.678.477.000	62.673.000	#
Colis postaux.....	172.992.000	168.623.000	4.369.000	#
TOTAL.....	3.430.899.000	3.365.245.000	76.595.000	10.941.000
AUGMENTATION en 1901....			65.654.000^f	

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer, du 1^{er} janvier au 28 octobre 1901, ont été de 1.143.565.100 francs. Elles étaient, à la même date, en 1900, de 1.200.783.400 francs, soit une diminution de 57.218.300 francs ou 4,76 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires pendant le mois d'octobre 1901 :

	MOIS D'OCTOBRE	
	1901.	1900.
Faillites	107	125
Liquidations judiciaires.	13	22
Conversions de liquidations en faillites	2	//

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 octobre 1901, il a été déposé 70 demandes en autorisation de bâtir, dont 56 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'octobre 1900, le nombre des demandes avait été de 71, dont 66 pour des constructions neuves.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 3^e TRIMESTRE 1901.

Pendant le 3^e trimestre 1901, on comptait pour 100 offres de travail, 112 demandes et par 100 demandes, 59 placements à demeure; l'an dernier, durant la même période, on comptait pour 100 offres, 95 demandes et pour 100 demandes, 75 placements à demeure.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement)...	267	221	116	27	152	156	61	15	206	239	109	32
— (11 ^e —)...	695	674	423	5	844	843	548	"	1.318	1.321	840	"
— (14 ^e —)...	441	390	360	5	572	532	494	8	402	361	340	9
— (5 ^e —)...	138	140	130	8	163	103	113	3	152	191	132	2
— (16 ^e —)...	390	298	143	136	397	134	109	"	319	487	186	282
— (18 ^e —)...	267	293	103	5	246	276	111	"	197	177	69	32
— (21 ^e —)...	133	78	68	1	130	100	70	11	146	98	74	"
— (20 ^e —)...	437	365	205	"	398	348	284	"	357	379	275	"
— (14 ^e —)...	292	280	130	6	285	256	134	7	280	263	113	7
— (17 ^e —)...	343	256	205	2	265	173	145	2	200	234	189	2
— (17 ^e —)...	381	424	221	9	300	323	195	11	440	502	311	9
— (18 ^e —)...	536	339	264	1	543	333	269	11	661	345	275	1
— (22 ^e —)...	225	237	151	7	255	195	147	"	205	277	150	9
— (refuges municipaux).....	"	"	"	"	"	"	131	126	"	"	85	130
Levallois-Perret.....	116	100	90	"	121	94	94	"	118	102	102	"
Bordeaux.....	166	39	19	"	53	38	21	"	78	28	11	60
Brest.....	44	19	19	"	64	20	28	"	68	15	15	"
Charleville.....	28	28	9	"	29	16	2	"	30	22	3	"
Douai.....	9	12	"	"	2	6	"	"	2	5	"	"
Épinal.....	2	"	"	"	5	3	2	"	4	3	2	"
Lille.....	2	"	"	"	1	3	"	"	3	"	"	"
Lisieux.....	110	115	42	1	195	148	76	3	159	128	64	1
Lyon.....	102	147	44	4	124	129	46	"	122	179	62	5
Montpellier.....	4	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	70	29	17	"	78	25	14	"	83	18	12	"
Orléans.....	5	4	4	"	4	3	3	"	3	2	2	"
Puy (Lo).....	6	9	5	"	13	14	8	"	6	9	5	"
Reims.....	40	50	"	"	43	56	"	"	21	80	"	"
Saint-Dié.....	34	36	23	4	35	33	22	3	32	30	20	2
Sens.....	53	39	17	"	51	18	14	"	53	17	14	"
Trouville.....	"	"	"	"	99	55	51	4	"	"	"	"
Versailles.....	8	5	6	"	5	4	3	"	8	6	5	"
Vienne.....	2	4	"	"	3	2	"	"	9	1	"	"

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

D'après le tableau ci-dessous, on comptait en moyenne pendant le 3^e trimestre 1901, par 100 offres, 141 demandes, et pour 100 demandes, 47 placements à demeure; durant la même période de l'année 1900, on avait relevé pour 100 offres, 105 demandes, et pour 100 demandes, 69 placements à demeure.

LOCALITÉS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Agén.....	12	11	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Aix.....	70	57	47	"	59	44	38	"	76	58	51	"
Albi.....	"	"	"	"	86	66	34	16	"	"	"	"
Amiens.....	"	"	"	"	80	11	2	"	111	26	26	"
Belfort.....	103	114	66	"	101	125	73	"	112	84	63	"
Béziers.....	"	"	"	"	196	184	150	10	139	117	99	"
Bordeaux.....	"	"	"	"	317	201	91	100	295	350	123	123
Boulogne-sur-Mer.....	105	80	25	"	71	54	25	"	74	63	42	"
Bourges.....	304	230	77	17	227	131	96	11	332	258	163	14
Calais.....	154	100	61	8	"	"	"	"	209	104	66	17
Carcassonne.....	(1)166	106	53	"	"	"	"	"	(2)660	713	536	16
Clermont-Ferrand.....	"	"	"	"	237	99	97	10	282	107	101	6
Cognac.....	90	60	60	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Commeny.....	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	131	69	14	92	120	48	48	"	"	"	"	"
Fougères.....	13	10	5	"	10	14	6	"	"	"	"	"
Grenoble.....	118	78	46	22	"	"	"	"	"	"	"	"
La Rochelle.....	"	"	"	"	43	27	15	"	"	"	"	"
Montpellier.....	"	"	"	"	78	42	20	9	"	"	"	"
Narbonne.....	262	164	24	122	209	110	36	63	180	160	44	107
Nice.....	119	72	53	12	194	129	102	10	"	"	"	"
Nîmes.....	68	62	48	20	43	57	43	"	71	70	57	14
Orléans.....	187	138	"	75	183	135	89	"	219	179	115	"
Perpignan.....	47	33	17	11	40	32	14	10	"	"	"	"
Poitiers.....	38	26	4	5	78	45	12	17	"	"	"	"
Roanne.....	65	24	23	"	43	29	7	17	"	"	"	"
Saint-Etienne.....	273	162	108	10	245	155	130	"	216	172	141	"
Saumur.....	70	76	32	18	42	24	12	12	"	"	"	"
Tours.....	411	340	263	"	(3)300	301	228	"	"	"	"	"
Valence.....	232	150	71	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles.....	46	16	12	"	"	"	"	"	14	7	6	"
Vierzon-ville.....	74	58	28	30	45	36	16	20	65	60	26	29
Villeneuve-sur-Loir.....	35	57	10	29	"	"	"	"	26	14	6	1
Alger.....	390	323	209	230	367	325	227	202	429	303	223	357
Mustapha.....	36	44	25	"	57	49	"	"	68	62	62	"

(1) Du 16 juillet au 1^{er} août.

(2) Août et septembre.

(3) Du 20 août au 20 septembre.

C. — SYNDICATS PATRONAUX.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.
Bordeaux.....	Bijouterie.....	"	1	"	"	"	"	"	"	(1) "	"	5	2
Id.....	Boucherie et charcuterie.	21	8	7	"	23	20	12	1	"	"	"	"
Chartres.....	Entrepreneurs spéciaux du bâtiment.....	"	"	"	"	14	6	"	"	"	"	"	"
Isle-Adam.....	Boucherie et charcuterie.	"	"	"	"	13	9	7	2	7	6	6	"
Le Havre.....	Épicerie.....	28	26	25	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Épicerie.....	32	16	12	"	21	21	17	"	32	26	22	"
Lyon.....	Horticulteurs.....	2	(1) "	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Fabricants d'articles de voyage.....	2	5	2	"	"	"	"	"	5	"	"	"
Mâcon.....	Pharmaciens.....	4	6	3	"	5	7	1	"	"	"	"	"
Nancy.....	Boucherie.....	14	18	14	"	11	8	8	"	25	21	21	"
Nîmes.....	Horticulteurs.....	"	"	"	"	1	"	"	"	2	1	1	"
Paris.....	Union nationale du com- merce et de l'industrie.	69	47	47	"	59	59	40	"	"	"	"	"
Id.....	Boulangerie.....	68	87	60	"	98	57	43	"	107	90	56	"
Id.....	Briquettiers.....	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Matériaux de construction	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Plâtriers.....	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Carriers.....	1	2	"	"	"	"	"	"	4	"	"	"
Id.....	Couteliers.....	34	31	28	"	24	29	22	"	41	45	29	"
Id.....	Débits de vins.....	"	"	"	"	135	128	112	11	117	110	94	10
Id.....	Doreurs, argentiers et nickeleurs.....	"	"	"	"	10	"	"	"	24	2	2	"
Id.....	Épicerie fine.....	611	920	568	"	73	114	67	"	571	909	571	"
Id.....	Épicerie en détail.....	315	298	227	"	435	451	324	"	474	370	286	"
Id.....	Magnétiseurs et masseurs.	"	"	"	"	25	4	1	3	50	7	3	4
Id.....	Marchands de beurre, œufs et fromages.....	"	"	"	"	(1) "	182	110	"	"	"	"	"
Id.....	Marchands de charbons en détail.....	"	"	"	"	45	38	38	"	"	"	"	"
Id.....	Négociants commission- naires.....	9	2	1	"	8	6	3	"	20	5	5	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	"	"	"	"	24	19	13	"	51	34	23	"
Id.....	Marchands et fabricants de papiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	36	5	"	"
Id.....	Presse technique et com- merciale.....	5	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Gérants de débits de tabac.	12	"	"	"	"	"	"	"	14	10	8	3
Id.....	Produits alimentaires.....	12	6	5	"	20	4	4	"	6	6	6	"
Id.....	Fabricants de quincail- lerie.....	(1) "	70	32	"	(1) "	54	42	"	(1) "	134	88	"
Id.....	Relieurs.....	135	20	34	"	83	34	42	"	135	36	36	"
Id.....	Pharmaciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	24	6	6
Id.....	Teinturiers nettoyeurs.....	81	95	"	50	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Loueurs de chevaux et voi- tures.....	10	2	2	3	"	"	"	"	7	5	5	"
Id.....	Pharmaciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Germain- en-Laye.....	Bâtiment.....	48	9	"	9	3	7	"	"	2	7	2	"
Tours.....	Charcutiers.....	35	32	24	"	36	45	30	"	"	"	"	"
Id.....	Office des travailleurs.....	140	87	83	"	108	80	74	"	132	73	71	"
Id.....	Boucherie.....	22	19	15	"	21	20	12	"	"	"	"	"
Versailles.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	46	42	40	35

(1) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.
(Juillet, août, septembre 1901.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				démeure à	en extra.			démeure à	en extra.			démeure à	en extra.
AGRICULTURE.													
Maisons-Alfort.	Maraîchers.....	15	(1)	"	5	20	2	"	4	"	"	"	"
Bordeaux....	Jardiniers-vignerons....	"	"	"	"	"	"	"	"	35	17	14	11
Id.....	Jardiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	18	2	"	2
Montpellier....	Jardiniers-fleuristes....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	0	"	"
Courmonterrat.	Travailleurs de la terre..	"	"	"	"	"	"	"	"	100	40	"	100
Pézilla-la-Bi- vière.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	35	0	"	"
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.													
Angoulême....	Boulangers.....	10	10	10	"	80	65	10	25	50	20	3	15
Perignenx....	Id.....	"	"	"	"	14	0	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Id.....	8	3	3	23	8	(1)	4	14	"	"	"	"
Montpellier....	Id.....	"	"	"	"	4	(1)	3	"	4	2	"	"
Nevers.....	Id.....	15	13	13	24	10	11	8	43	"	"	"	"
Toulon.....	Id.....	"	"	"	"	6	(1)	4	"	6	7	5	"
Bayonne.....	Id.....	4	4	4	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris (XI*)....	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	35	10	(1)	(1)	38	"
Paris (XIV*)..	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	15	20	(1)	15	16	20
Albi.....	Id.....	(1)	6	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Id.....	"	"	"	"	20	35	"	18	"	"	"	"
Alger.....	Id.....	"	"	"	"	20	(1)	"	15	"	"	"	"
Rochefort.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	15	5	10
Besançon.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	150	90	50	"
Clermont-Fer- rand.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	13	3	20
Marseille.....	Bouchers-charcutiers....	"	"	"	"	43	68	29	10	56	54	27	17
Agen.....	Id.....	"	"	"	"	2	4	2	"	"	"	"	"
Nice.....	Confiseurs-pâtisseries....	19	1	1	"	8	2	"	2	23	1	1	"
Marseille.....	Id.....	"	"	"	"	48	18	12	6	48	18	12	6
Bordeaux.....	Pâtisseries-glacières....	"	"	"	"	"	"	"	"	24	20	16	"
Lille.....	Confiseurs-chocolatiers....	"	"	"	"	"	"	"	"	11	16	14	1
Perpignan....	Pâtisseries-confiseurs....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	1	1
Paris.....	Biscuitiers pain d'épices..	22	5	5	14	8	14	"	21	9	18	"	11
Id.....	Confiseurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	16	8	"	"
Lyon.....	Chocolatiers.....	"	"	"	"	1	1	1	"	0	1	"	"
Carcassonne..	Cuisiniers.....	1	(1)	"	6	3	9	"	9	"	"	"	"
Nancy.....	Id.....	"	"	"	"	19	11	6	10	15	10	"	8
Lille.....	Id.....	(1)	(1)	14	94	(1)	(1)	14	93	(1)	(1)	2	60
Paris.....	Id.....	97	(1)	69	318	"	"	"	"	(1)	(1)	30	312
Perpignan....	Id.....	3	2	2	15	(1)	(1)	"	8	4	2	2	20
Limoges.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	3	30	(1)	(1)	3	38
Agen.....	Id.....	(1)	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	21	201	(1)	(1)	17	179
Narbonne.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	2	2	1
Montpellier....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	9	2	4	8
Clermont-Fer- rand.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	14	5	3	17

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				a demeure	en extra.			a demeure	en extra.			a demeure	en extra.
INDUSTRIES DU LIVRE.													
Bordeaux.....	Papetiers-relieurs.....	2	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Relieurs-doreurs.....	"	"	"	"	2	(1)	"	2	(1)	(1)	"	2
Saint-Quentin.....	Typographes.....	2	(1)	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Imprimeurs lithographes.....	6	3	2	"	5	1	1	"	15	5	5	"
Id.....	Conducteurs imprimeurs.....	"	"	"	"	2	(1)	2	"	2	(1)	2	"
Cognac.....	Lithographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	"	"
Valence.....	Id.....	"	"	"	"	4	1	"	1	"	"	"	"
Chartres.....	Typographes.....	5	(1)	5	1	3	3	"	3	"	"	"	"
Guéret.....	Id.....	"	"	"	"	1	1	"	2	"	"	"	"
Brest.....	Id.....	2	1	"	1	"	"	"	"	6	3	3	"
Toulouse.....	Lithographes.....	15	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Typographes.....	3	1	1	"	20	12	12	"	"	"	"	"
Id.....	Imprimeurs lithographes.....	"	"	"	"	42	25	25	"	"	"	"	"
Grenoble.....	Typographes.....	1	1	1	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Voiron.....	Ouvriers du livre.....	2	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Oôle.....	Typographes.....	"	"	"	"	3	1	1	"	2	1	"	1
Laval.....	Id.....	3	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Id.....	"	"	"	"	6	2	"	2	3	1	1	"
Nancy.....	Id.....	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Id.....	"	"	"	"	35	7	"	7	35	0	"	"
Id.....	Lithographes.....	12	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Calais.....	Typographes.....	"	"	"	"	(1)	2	"	2	"	"	"	"
Bayonne.....	Id.....	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Lithographes-papetiers.....	"	"	"	"	3	"	"	2	"	"	"	"
Lyon.....	Photographes.....	3	4	4	1	2	3	"	"	4	2	1	"
Paris.....	Margeurs-lithographes.....	30	(1)	10	20	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Union lithographique.....	36	18	14	4	35	22	10	12	32	18	10	8
Id.....	Conducteurs-pointeurs.....	59	39	18	21	63	41	12	29	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs-lithogr.....	10	14	5	5	15	12	3	5	22	8	1	4
Id.....	Imprimeurs de journaux.....	"	"	"	"	"	"	"	"	21	(1)	"	11
Id.....	Typographes.....	"	"	"	"	300	20	"	"	250	60	"	"
Id.....	Femmes-typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	16	4	"	"
Id.....	Imprimeurs-typographes.....	"	"	"	"	49	23	"	38	"	"	"	"
Avignon.....	Typographes.....	7	2	"	2	"	"	"	"	3	(1)	3	"
Auxerre.....	Id.....	1	1	1	"	(1)	1	1	"	3	1	1	"

CUIRS ET PEAUX.

Paris.....	Chevreau glacé.....	"	"	"	"	30	10	10	"	11	5	5	"
Angoulême.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	9	6	1	"	"	"	"	"
Cognac.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	1	"
Lyon.....	Cordonniers cousu-main.....	102	4	"	4	51	5	5	"	49	27	"	"
Paris.....	Selliers articles de chasse.....	"	"	"	"	3	3	3	"	4	4	3	1
Id.....	Doreurs sur cuir.....	5	2	2	"	10	4	3	1	16	4	3	1

INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.

Troyes.....	Filateurs.....	"	"	"	"	4	(1)	2	2	1	(1)	1	"
Id.....	Bonneters.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	5	"	5
Héricourt.....	Ouvriers de l'indus. text.....	7	3	3	1	74	16	6	10	30	6	4	2
Saint-Didier-la- Seauve.....	Chefs d'atelier rubaniers.....	"	"	"	"	16	2	2	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Voiliers.....	"	"	"	"	(1)	2	2	"	"	"	"	"
Paris.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	101	144	7	63	88	119	4	57	119	102	52	4
Id.....	Appréteurs-décatiseurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	25	(1)	10	3

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT. (Suite.)													
Lyon	Couturiers	"	"	"	"	25	4	4	"	"	"	"	"
Calais	Tullistes	14	8	"	"	44	9	9	"	34	6	6	"
Paris	Fleuristes-plumassières	5	7	"	1	"	"	"	"	4	7	4	"
Id.	Passementiers à la main	"	"	"	"	5	5	4	1	"	"	"	"
Id.	Passementiers à la harre	"	"	"	"	"	"	"	"	30	10	"	"
Id.	Façonniers-passementiers	"	"	"	"	"	"	"	"	48	11	"	"
Argenteuil	Brodeurs	20	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Clerm ^t -Ferrand	Tapissiers	"	"	"	"	2	0	"	"	(1)	2	"	2
Le Havre	Id.	1	(1)	"	4	"	"	"	"	(2)	2	"	"
Paris	Ouvriers de la bretelle et de la ceinture	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Tailleurs de la Seine	83	4	4	"	(1)	4	"	4	31	7	"	7
Id.	Ouvriers de l'habillement	18	14	14	"	22	20	14	"	"	"	"	"
Id.	Couturières	"	"	"	"	(1)	7	7	"	(1)	10	"	"
Id.	Coupeurs chemisiers	10	7	5	2	16	12	10	2	18	14	10	4
Id.	Coupeurs cols et cravates	"	"	"	"	"	"	"	"	7	1	3	1
Angoulême	Tailleurs	"	"	"	"	8	2	2	"	11	7	3	"
Saint-Brieuc	Id.	"	"	"	"	90	6	"	3	"	"	"	"
Agen	Id.	"	"	"	"	5	3	2	1	"	"	"	"
Nancy	Id.	"	"	"	"	(1)	10	10	"	(1)	(1)	5	"
Versailles	Id.	"	"	"	"	3	3	3	"	"	"	"	"
Serrières	Chapeliers	5	(1)	"	3	4	(1)	4	"	"	"	"	"
Lille	Id.	11	6	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Tapissiers	"	"	"	"	"	"	"	"	20	4	1	3
Lyon	Chapeliers fantaisie	10	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Gareurs de métiers	"	"	"	"	"	"	"	"	5	3	3	"
Paris	Chapeliers fantaisie	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Appréteurs en pelletteries	10	(1)	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Garçons de lavoie	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	4	2
Marseille	Blanchisseurs	90	(1)	1	"	"	"	"	"	31	3	"	"
BOIS.													
Toulouse	Charpentiers	30	25	25	"	(1)	(1)	60	"	"	"	"	"
Bordeaux	Scieurs de long	(1)	7	"	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Rennes	Charpentiers	"	"	"	"	"	"	"	"	15	1	"	1
Cholet	Id.	5	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans	Id.	12	4	"	"	"	"	"	"	25	0	"	"
Rochefort	Menuisiers-charpentiers	2	1	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Toulouse	Ouvriers en meubles	"	"	"	"	"	"	"	"	0	8	"	"
Chartres	Menuisiers	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	1	1
Nevers	Id.	"	"	"	"	4	(1)	"	4	"	"	"	"
Agen	Id.	3	5	3	"	"	"	"	"	2	2	2	"
Nancy	Ouvriers en ameublement	"	"	"	"	"	"	"	"	0	1	"	"
Id.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	2	"
Beauvais	Menuisiers	"	"	"	"	11	(1)	7	4	"	"	"	"
Lyon	Machinistes sur bois	4	3	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Chambery	Menuisiers	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Id.	Marquetterie	"	"	"	"	4	4	4	4	13	"	"	"
Paris	Menuisiers	"	"	"	"	4	8	4	4	72	7	"	7
Id.	Ameublement (ébénistes)	1	14	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Tourneurs en procédés (billards)	"	"	"	"	"	"	"	"	10	(1)	"	4
Rouen	Ameublement	"	"	"	"	20	5	"	"	"	"	"	"
Nice	Ébénistes	2	1	1	"	2	3	2	"	"	"	"	"
Crépy-en-Valois	Id.	150	(1)	30	25	"	"	"	"	"	"	"	"
Limoges	Id.	8	(1)	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Sabotiers	4	6	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bourges	Carrossiers	"	"	"	"	9	11	7	2	4	3	3	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				démou- lé	en câble.			démou- lé	en câble.			démou- lé	en câble.

MÉTALX.													
Castres.....	Mouleurs en métaux....	4	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angoulême.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	4	6	"
Paris.....	Chefs de service des in- dustries métallurgiques	8	3	"	"	3	11	"	"	4	5	1	"
Id.....	Syndicat des ouvriers de la métallurgie.....	24	12	11	"	48	12	9	"	"	"	"	"
Id.....	Lamineurs.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Quentin..	Mécaniciens.....	5	3	"	"	"	"	"	"	50	0	"	"
Nice.....	Electriciens-mécaniciens.	"	"	"	"	16	19	16	"	6	4	4	2
Troyes.....	Id.....	"	"	"	"	5	2	"	2	"	"	"	"
Nantes.....	Mécaniciens.....	7	(1)	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	1	"	"
Marseille.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	182	2	2	"	120	2	"	2
Saint-Etienne..	Id.....	"	"	"	"	3	2	1	"	"	"	"	"
Tarbes.....	Id.....	5	4	3	1	"	"	"	"	2	1	1	"
Paris.....	Tourneurs-décolleteurs..	120	26	"	"	"	"	"	"	6	(1)	6	"
Id.....	Estampeurs-découpeurs..	"	"	"	"	40	4	"	"	"	"	"	"
Argenteuil.....	Mécaniciens.....	3	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Mécanique industrielle..	10	3	3	"	7	2	2	"	7	2	2	"
Id.....	Ouvriers en scies.....	"	"	"	"	4	2	"	2	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en limes.....	"	"	"	"	20	2	2	"	"	"	"	"
Lyon.....	Bronziers.....	1	0	"	"	"	"	"	"	6	0	"	"
Id.....	Tôliers-fumistes.....	10	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Avignon.....	Ferblantiers-plombiers..	6	2	6	"	4	4	4	"	"	"	"	"
Id.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	10	1	"
Paris.....	Potiers d'étain.....	"	"	"	"	11	(1)	8	"	10	(1)	9	"
Id.....	Electriciens.....	(1)	(1)	10	15	"	"	"	"	"	"	"	"
Ivry.....	Ouvriers en pompes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	2	"
Besançon.....	Horlogers.....	"	"	"	"	(1)	4	3	"	"	"	"	"
Morez.....	Horlogers.....	20	"	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Opticiens.....	3	(1)	"	"	4	(1)	1	"	"	"	"	"
Id.....	Bijouterie argent.....	"	"	"	"	19	7	6	1	14	6	6	"
Id.....	Orfèvres.....	"	"	"	"	"	"	"	"	300	(1)	"	20
Id.....	Mécaniciens de précision.	67	12	28	"	60	10	18	"	74	7	21	"
Id.....	Bronzeurs-galvaniseurs..	"	"	"	"	8	(1)	5	"	9	"	"	"
Id.....	Mécaniciens (Union)....	"	"	"	"	"	"	"	"	90	17	10	"

TAILLE DES PIERRES. .													
Bourges.....	Taillieurs de pierre.....	0	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Id.....	33	7	"	"	"	"	"	"	67	13	"	"
Lille.....	Sculpteurs-ornemanistes.	10	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Paveurs et piqueurs de grès.....	"	"	"	"	12	3	3	"	"	"	"	"
Marseille.....	Taillieurs de pierre tendre	"	"	"	"	"	"	"	"	100	14	14	"
Paris.....	Taillieurs de pierre.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	10	"	3
Poitiers.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	(1)	3	"

BÂTIMENT.													
Saint-Quentin..	Convreurs-zingueurs....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	1	1
Nice.....	Maçons.....	"	"	"	"	12	2	"	"	"	"	"	"
Chalon-s.-Saône	Maçons.....	10	25	10	"	21	33	21	"	"	"	"	"
Marseille.....	Maçons-limousinants....	"	"	"	"	4	3	"	"	"	"	"	"
Id.....	Manœuvres et aides.....	"	"	"	"	60	(1)	20	"	45	40	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.			AOÛT.			SEPTEMBRE.					
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS demandeur en extra.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS demandeur en extra.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS demandeur en extra.			
BÂTIMENT. (Suite.)													
Marseille.....	Peintres.....	60	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	Peintres-plâtriers.....	17	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roanne.....	Plâtriers.....	10	1	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Pornic.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	1	"	"
Agen.....	Peintres et colleurs de pa- piers.....	2	3	"	"	"	"	"	(1)	1	1	"	"
Lille.....	Sculpteurs.....	"	"	"	"	"	"	"	10	2	"	"	"
Crépy.....	Ouvriers en bâtiment.....	"	"	"	"	"	"	"	3	(1)	3	"	"
Thonon.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	"	"	"
Paris.....	Peintres (Union).....	"	"	"	22	15	"	"	10	1	1	"	"
Id.....	Terrassiers.....	"	"	"	"	"	"	"	27	22	22	"	"
Id.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	"	"	(1)	1	1	"	52	14	"	14	"
Id.....	Bitumeurs-asphalteurs.....	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	"	"	"
Rouen.....	Maçons.....	"	"	"	"	"	"	"	60	20	"	"	"
Elbeuf.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	25	"	4	"	"
Saint-Etienne.....	Plâtriers-peintres.....	"	"	"	50	30	25	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Plâtriers.....	(1)	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TRANSPORTS ET MANUTENTION.													
Troyes.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Camionneurs.....	"	"	"	"	"	"	"	20	4	3	1	"
Paris.....	Chauffeurs - conducteurs d'automobiles.....	102	81	73	8	35	7	3	4	"	"	"	"
Id.....	Conducteurs-mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	11	4	4	3	"
Nancy.....	Garçons de magasin.....	"	"	"	"	(1)	(1)	5	1	(1)	(1)	1	"
Nice.....	Id.....	20	9	"	"	7	1	3	"	30	0	"	"
Bordeaux.....	Charbonniers de port.....	(1)	(1)	10	"	35	(1)	10	"	37	(1)	12	"
Oran.....	Chargeurs - arrimeurs de port.....	"	"	"	"	"	"	"	30	(1)	3	"	"
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Nice.....	Employés de commerce.....	"	"	"	"	(1)	(1)	5	1	8	5	5	"
Troyes.....	Id.....	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Marseille.....	Sténographes.....	10	3	3	"	9	2	2	"	"	"	"	"
Besançon.....	Employés en pharmacie.....	"	"	"	"	"	"	"	3	4	"	"	"
Dijon.....	Employés de commerce.....	"	"	"	"	15	5	6	"	"	"	"	"
Agen.....	Id.....	10	(1)	5	"	"	"	"	"	8	(1)	2	1
Angoulême.....	Id.....	"	"	"	"	2	(1)	2	"	"	"	"	"
Montpellier.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	6	4	2
Nantes.....	Id.....	"	"	"	"	10	2	3	"	8	5	4	1
Angers.....	Id.....	"	"	"	"	3	7	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Id.....	(1)	(1)	2	"	(1)	11	7	"	11	7	7	"
Beauvais.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	1	"
Paris.....	Sténographes (Alliance).....	2	9	2	"	4	2	1	"	5	7	3	"
Id.....	Femmes sténographes.....	"	"	"	"	12	3	3	3	(1)	8	3	1
Id.....	Employés de la Bourse du commerce.....	7	5	5	"	"	"	"	"	11	6	6	"
Id.....	Comptables (Union).....	28	17	10	"	22	23	13	2	15	27	8	4
Id.....	Clercs d'huissiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	3	3	"
Bayonne.....	Employés de commerce.....	"	"	"	"	6	7	4	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure en ville.	en campa.			demeure en ville.	en campa.			demeure en ville.	en campa.
EMPLOYÉS DE COMMERCE (Suite.)													
Lyon.....	Dames employées de com- merce.....	"	"	"	"	(1)	(1)	1	"	(1)	4	4	"
Toulon.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	25	10	10	"	16	6	6	"
Alger.....	Employés de quincaillerie	"	"	"	"	"	"	"	"	14	(1)	10	"
EMPLOYÉS DE L'ALIMENTATION.													
Carcassonne....	Limonadiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	3	3	1
Marseille.....	Garçons bouchers et char- cutiers.....	29	47	22	12	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons limonadiers.....	200	149	12	137	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.....	Limonadiers.....	"	"	"	"	32	29	27	97	"	"	"	"
Bordeaux.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	50	40	18	22
Agen.....	Garçons-limonadiers....	10	1	1	10	4	3	"	30	"	"	"	"
Angers.....	Id.....	7	5	2	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Clerm.-Ferrand.	Id.....	25	25	25	60	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Id.....	800	300	200	50	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés d'hôtels.....	25	23	8	4	12	31	11	15	27	18	10	36
Id.....	Livreurs-bouchers.....	37	(1)	110	90	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons de cuisine.....	"	"	"	"	216	309	114	285	82	64	16	75
COIFFEURS.													
Montpellier....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	24	32	14	23	"	"	"	"
Angers.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	"	1
Paris.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	102	650	"	"	"	"
Rouen.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	18	14	6	8
Clerm.-Ferrand.	Id.....	"	"	"	"	18	11	7	21	"	"	"	"
Bône.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
GENS DE MAISON.													
Bordeaux.....	Gens de maison.....	56	62	19	3	55	73	28	1	50	85	29	3
Paris.....	Id.....	23	47	15	8	25	64	20	18	60	112	45	22
Id.....	Personnel des maisons bourgeoises.....	17	22	13	"	10	19	10	"	44	39	19	2
DIVERS.													
Limoges.....	Monfletiers.....	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roanne.....	Tourneurs en poterie....	"	"	"	"	(1)	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers du gaz.....	39	9	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Professeurs de l'enseigne- ment libre.....	9	5	1	4	10	9	5	4	26	22	17	5
Id.....	Employés de l'enseigne- ment libre.....	8	4	1	"	30	16	4	"	26	6	6	"
Id.....	Clercs d'huissier.....	20	10	"	20	10	15	"	6	"	"	"	"
Id.....	Porteurs de journaux....	"	"	"	"	20	15	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET COMPAGNONNAGES.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				a demeure en extra.				a demeure en extra.				a demeure en extra.	
Amiens.....	Garçons de cafés et res- taurants.....	93	230	45	184	71	206	39	165	91	230	38	188
Id.....	Voyageurs et représen- tants de commerce...	(1) "	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Boulangers.....	200	210	50	155	280	240	35	240	(1) "	(1) "	25	270
Arcueil (Seine)...	« Les Robustes » (manou- vriers).....	6	1	4	"	45	(1) "	14	2	"	"	"	"
Armentières....	Chaqueurs.....	(1) "	(1) "	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bagatelle (Seine)	Union fraternelle des jardiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(2) 10	10	10	"
Belfort.....	Employés de com- merce.....	4	"	"	"	"	"	"	"	4	1	1	"
Id.....	« La Jeanne d'Arc ».....	8	(1) "	1	"	9	2	2	"	6	(1) "	1	"
Besançon.....	Employés de com- merce.....	3	"	"	"	2	"	"	"	1	(1) "	1	"
Id.....	« L'Étoile bizontine » (gar- çons de café-cuisiniers)	"	"	"	"	"	"	"	"	25	29	18	"
Bordeaux.....	Union fraternelle des liquoristes.....	"	"	"	"	4	"	"	"	7	"	"	"
Id.....	Union de la boucherie et charcuterie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	37	27	32	"
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.....	"	"	"	"	2	3	1	"	"	"	"	"
Charleville....	Association des employés.	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Grenoble.....	Typographes.....	"	"	"	"	12	2	2	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Coiffeurs.....	74	61	47	41	80	69	25	43	102	83	31	53
Lyon.....	Garçons de salle et de chambre.....	"	"	"	"	(1) "	(1) "	113	598	(1) "	(1) "	102	445
Id.....	Confiseurs et pâtis- siers.....	"	"	"	"	54	30	30	"	65	48	42	6
Id.....	Institutrices et dames professeurs libres.....	(1) "	(1) "	3	"	(1) "	(1) "	6	1	(1) "	(1) "	10	2
Marseille.....	Société philanthropique.	78	12	12	"	84	7	7	"	82	10	10	"
Id.....	« Le Vatel » (cuisiniers).	48	41	35	6	52	48	38	10	370	200	80	110
Montbéliard...	Employés de com- merce.....	2	1	1	"	1	1	1	"	1	1	1	"
Nantes.....	La Réunion des ma- çons.....	17	9	8	1	8	7	7	"	14	9	9	9
Id.....	Fédération des chauffeurs et mécaniciens.....	2	1	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Nevers.....	Employés de com- merce.....	3	2	"	"	3	2	"	"	2	2	"	"
Nice.....	Commis et employés....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Paris.....	« Les Vrais Amis » (bon- cheries).....	"	"	"	"	"	"	"	"	247	45	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	(1) "	300	100	300	600	550	136	490	(1) "	600	130	450
Id.....	Pâtisseries et cuisiniers.	53	42	39	424	43	32	31	493	53	49	44	468
Id.....	Union de la charcuterie..	322	445	311	1	287	397	277	"	"	"	"	"
Id.....	Union de l'épicerie.....	144	59	37	"	132	50	40	"	189	143	102	"
Id.....	Sommeliers d'hôtel.....	115	105	103	83	63	55	53	40	230	150	147	90
Id.....	Employés d'hôtel.....	(1) "	(1) "	30	15	(1) "	(1) "	20	32	(1) "	(1) "	18	26
Id.....	« Union Helvetia » (gar- çons d'hôtel).....	209	98	90	6	159	80	45	3	353	110	65	10
Id.....	Société suisse des com- merçants.....	63	34	20	"	60	32	17	"	72	30	16	"
Id.....	Gens de maison.....	(1) "	29	11	"	(1) "	19	2	1	(1) "	50	11	3
Id.....	Concierges-gérants.....	15	15	6	"	11	6	2	"	18	9	5	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 3^e trimestre.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				démou- re	en extra.			démou- re	en extra.			démou- re	en extra.
Paris.....	« La Couturière ».....	"	"	"	"	10	15	7	"	23	19	19	"
Id.....	Commis-chapeliers.....	6	(1)	1	"	5	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Compagnons tisseurs-fer- randiniers.....	29	4	"	"	22	7	"	"	17	3	"	"
Id.....	Compagnons charrons du Devoir.....	62	73	17	43	49	65	12	37	37	58	15	22
Id.....	Chauffeurs - conducteurs de machines à vapeur.	3	2	2	1	"	"	"	"	1	1	1	"
Id.....	« L'Amitié » (chauffeurs- conducteurs-mécan.).....	(1)	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Union des chauffeurs-con- ducteurs - mécaniciens- électriciens.....	6	5	3	2	8	5	3	2	16	4	3	1
Id.....	Les Mécaniciens de la Seine.....	47	47	20	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	La Quincaillerie.....	23	17	14	3	40	30	30	4	59	47	42	5
Id.....	« Le Bâtiment » des em- ployés architectes.....	"	"	"	"	18	15	6	1	11	7	1	"
Id.....	Commis d'entrepreneurs de peinture.....	3	3	2	"	1	2	1	"	4	4	4	"
Id.....	Compagnons vitriers- peintres.....	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Association des voyageurs de commerce.....	(1)	51	51	"	(1)	57	57	"	(1)	57	57	"
Id.....	Association des comp- tables.....	161	86	46	18	192	82	50	15	"	"	"	"
Id.....	Union des employés du commerce et de l'in- dustrie.....	"	"	"	"	3	7	1	"	7	3	1	"
Id.....	« La Prévoyance » des em- ployés d'assurances ma- ritimes.....	"	"	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons de recette et de caisses.....	3	2	2	"	3	"	"	"	5	1	1	1
Id.....	Employés de transport.....	"	"	"	"	(1)	(1)	3	3	"	"	"	"
Id.....	« La Franc-Comtoise » (em- ployés de commerce).....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	« La Saint-Michel » (pa- tissiers).....	530	175	144	224	390	125	109	236	450	164	138	269
Id.....	Instituteurs et institu- trices de la Seine.....	"	"	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"
Id.....	« La Prévoyance humani- taire ».....	"	"	"	"	4	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Compagnons boulangers du Devoir.....	"	"	"	"	(1)	(1)	30	20	"	"	"	"
Id.....	Association nationale de la meunerie française.....	18	9	9	"	11	10	10	"	18	10	10	"
Id.....	Garçons restaurateurs-li- monadiers.....	(1)	(1)	102	900	450	1,086	70	2,072	450	931	87	844
Id.....	Anciens sous-officiers des armées de terre et de mer.....	(1)	(1)	"	2	62	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Anciens militaires de l'in- fanterie de marine.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	"	2
Rouen.....	« La Prévoyance mutuelle »	3	3	1	"	3	3	1	"	4	3	"	"
Id.....	Association des secré- taires et employés de mairie.....	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes...	Le Secrétariat du peuple.	"	"	"	"	2	2	1	(1)	1	"	1	"

(1) Chiffre non indiqué.

N. — SOCIÉTÉS DIVERSES.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à démourir	en campa.			à démourir	en campa.			à démourir	en campa.
Angers	Patronage des libérés . . .	(1) "	(1) "	1	"	(1) "	(1) "	"	1	(1) "	(1) "	"	2
Id.	Œuvre du Bon Pasteur . . .	6	3	"	"	"	"	"	"	15	7	2	"
Id.	Sœurs de la Miséricorde . .	"	"	"	"	"	"	"	"	(1) "	(1) "	(2) 386	60
Belle - Isle-en- Mer	Patronage des pupilles li- bérés	(1) "	22	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon	Patronage des détenus de la prison cellulaire . . .	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Blaye	Patronage des prisonniers libérés	(1) "	(1) "	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	Maison du Marin	"	"	"	"	"	"	"	"	82	43	43	"
Id.	Assistance par le travail . .	(1) "	(1) "	17	3	11	(1) "	11	11	13	12	12	5
Bourges	Société de patronage des prisonniers libérés . . .	1	"	"	"	"	"	"	"	2	(1) "	1	"
Brest	Bonnes sans place	(1) "	(1) "	32	5	(1) "	(1) "	15	2	(1) "	(1) "	21	5
Chalmelle (La) (Marne)	Colonie agricole d'assis- tance	(1) "	38	13	"	8	38	7	"	18	(1) "	9	"
Clermont - Fer- rand	Sœurs de l'Immaculée Conception	(1) "	(1) "	20	4	(1) "	(1) "	20	5	(1) "	(1) "	20	4
Cluses (Haute- Savoie)	École nationale d'horlo- gerie	3	6	3	3	5	3	3	"	5	3	3	"
Coubeyrac (Gi- ronde)	Orphelinat agricole	"	"	"	"	3	6	3	"	"	"	"	"
Conville (Eure- et-Loir)	Assistance par le travail . .	(1) "	(1) "	3	52	(1) "	(1) "	8	53	(1) "	(1) "	4	48
Die	Asile-orphelinat	2	4	1	"	5	3	4	"	7	1	2	"
Dunkerque	Maison du Marin	(1) "	(1) "	164	"	(1) "	(1) "	187	"	(1) "	(1) "	177	"
Épinal	Anciens élèves de l'école industrielle	"	"	"	"	"	"	"	"	41	34	28	8
Grand - Quevilly (Seine-Inférie) La Rochelle	Refuge	"	"	"	"	2	2	"	"	3	3	"	"
Id.	Maison du Marin	79	(1) "	11	"	75	22	"	"	81	(1) "	45	"
Le Havre	Assistance par le travail . .	65	(1) "	4	6	77	(1) "	4	"	17	(1) "	1	6
Id.	École pratique d'industrie .	3	"	"	"	37	37	37	"	"	"	"	"
Le Mans	Sœurs servantes de Marie .	18	"	"	"	24	"	"	"	23	"	"	"
Le Puy	Maison de filles	(1) "	(1) "	"	10	(1) "	(1) "	"	9	(1) "	(1) "	"	9
Libourne	Orphelinat Saint-Paul . . .	(1) "	(1) "	2	"	(1) "	(1) "	1	"	(1) "	(1) "	1	"
Lille	Office central des institu- tions charitables	331	155	50	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Patronage des libérés	16	4	7	"	13	(1) "	12	1	341	171	71	"
Luc par Alzon (Gard)	Colonie agricole	1	1	1	"	2	3	2	"	"	"	"	"
Lyon	Patronage des prisonniers libérés	29	(1) "	26	"	33	(1) "	26	"	28	(1) "	4	13
Id.	Asile Saint-Léonard	(1) "	2	2	"	(1) "	1	1	"	2	(1) "	2	"
Id.	Assistance par le travail . .	"	"	"	"	98	(1) "	"	24	55	(1) "	"	18
Id.	Asile protestant	18	31	10	"	17	73	13	"	"	"	"	"
Id.	Association des patrons ca- tholiques	"	"	"	"	255	316	152	"	330	304	182	"
Id.	Société philanthropique savoisienne	"	"	"	"	"	"	"	"	66	55	45	"
Mainvilliers (Eu- re-et-Loir)	Œuvre de Saint-Jean	(1) "	15	"	18	(1) "	16	"	15	(1) "	9	"	9
Marseille	La Préservation	47	59	28	"	27	47	25	"	88	106	51	"
Id.	Assistance par le travail . .	40	8	14	1	46	20	19	9	49	16	25	"
Id.	Les servantes protestantes .	"	"	"	"	"	"	"	"	(1) "	(1) "	(2) 30	"
Melun	Assistance par le travail . .	17	17	2	15	17	17	4	13	14	14	"	14
Nantes	Maison du marin	135	155	135	11	111	65	"	"	"	"	"	"
Id.	Œuvre du Sacré-Cœur	(1) "	15	6	"	(1) "	8	5	"	(1) "	12	6	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DESIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	ou extra.			à demeure	ou extra.			à demeure	ou extra.
Paris.....	Asile Saint-Charles.....	56	245	50	"	"	"	"	"	75	298	61	"
Id.....	Assistance par le travail.	29	(1)	17	"	30	(1)	11	"	15	(1)	7	"
Id.....	Association générale d'Alsace-Lorraine.....	197	363	137	"	150	220	124	"	170	418	128	"
Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains....	(1)	"	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés du bâtiment..	40	10	8	"	35	8	7	"	"	"	"	"
Id.....	OEuvre de l'hospitalité de nuit.....	(1)	(1)	"	"	22	(1)	(1)	"	5	(1)	(1)	"
Id.....	Home israélite français..	(1)	(1)	"	"	11	(1)	(1)	"	11	(1)	(1)	14
Id.....	Home allemand.....	(1)	"	10	17	(1)	"	14	28	(1)	"	12	46
Id.....	Maison des Sœurs de la Croix.....	(1)	(1)	"	362	"	"	"	"	(1)	(1)	"	560
Id.....	Maison de travail pour jeunes gens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	56	64	45	3
Id.....	Patronage des libérés.....	269	(1)	"	69	311	(1)	"	99	282	(1)	"	68
Id.....	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue.....	(1)	(1)	"	18	"	20	(1)	"	12	"	(1)	"
Id.....	Patronage de la Providence	2	1	"	"	5	4	"	"	"	"	"	"
Id.....	Société philanthropique de Paris.....	254	138	88	147	316	111	81	229	341	122	12	312
Id.....	Société philanthropique savoisiennne.....	56	212	112	"	62	172	109	"	101	257	142	2
Id.....	Société des pauvres honteux.....	28	8	5	"	"	"	"	"	40	13	7	"
Id.....	Solidarité mutuelle dans la recherche du travail.	300	78	55	"	450	99	78	"	200	110	72	"
Id.....	« The mission home ».....	110	54	9	1	72	63	20	"	165	114	21	2
Id.....	« The english catholic home ».....	23	19	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	La Fédération des anciens sous-off. des armées de terre et de mer.....	"	"	"	"	7	11	7	"	"	"	"	"
Id.....	Assistance par le travail du 11 ^e arrondissement....	(1)	"	81	16	65	(1)	45	34	11	"	"	"
Id.....	Association charitable des visitenses.....	41	26	17	9	"	"	"	"	"	"	"	"
Pau.....	Association Sainte-Anne..	35	94	25	"	29	79	20	"	"	"	"	"
Quimper.....	Orphelinat des enfants de la Providence.....	(1)	(1)	"	1	(1)	(1)	"	4	(1)	(1)	"	4
Remiremont....	Orphelinat de l'Enfant-Jésus.....	(1)	"	6	1	"	"	"	"	1	5	1	"
Rochefort.....	Fourneau économique....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	"	2
Roissé (Vienne)	École de réforme de St-Hilaire.....	(1)	"	21	15	(1)	"	10	7	(1)	"	13	10
Roubaix.....	Association amicale des anciens élèves de l'école des arts industriels....	2	4	2	1	1	4	1	1	2	2	2	"
Rouen.....	Maison des Sœurs de Saint-Aubin.....	"	"	"	"	36	71	21	"	37	76	29	1
Saint-Étienne..	Les Jardins ouvriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	35	30	10	"
Toulouse.....	Patronage des libérés.....	39	1	1	"	31	(1)	"	1	1	27	(1)	1
Troyes.....	Patronage des condamnés libérés.....	16	1	1	"	15	12	12	5	9	4	4	"
Valenciennes..	Patronage des condamnés libérés.....	"	"	"	2	2	(1)	"	2	1	(1)	"	1
Versailles.....	Patronage des condamnés libérés.....	102	20	9	11	25	10	2	"	113	5	5	8
Villefranche...	OEuvre de Sainte-Blandine.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(2) 150	200	65	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 3^e trimestre.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre 1901, le Ministère du commerce a été avisé de la création de 30 syndicats patronaux, 63 syndicats ouvriers, 1 syndicat mixte, 1 union de syndicats patronaux, 3 unions de syndicats ouvriers et 1 bourse du travail, total: 99. Ces associations se répartissent comme suit d'après la date de leur fondation : octobre, 5; septembre, 20; août, 17; juillet, 16; juin, 10; mai, 6; avril, 7; mars, 2; février, 1; janvier, 2; et antérieurement au 1^{er} janvier 1901, 13.

Trois chambres syndicales ouvrières ont été signalées comme dissoutes.

Les renseignements qui précèdent et ceux qui suivent concernent seulement les syndicats professionnels de l'industrie et du commerce (syndicats agricoles non compris).

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o. — SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes (Hautes-) [30 janvier 1901]. — Syndicat des **limonadiers**, restaurateurs, hôtels et cafés de Briançon (40 membres). Siège social : BRIANÇON.

Alpes-Maritimes [1^{er} août 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **menuiserie** de la ville de Cannes (17 membres). Siège social : bar Rolan, rue de la Gare, CANNES.

Bouches-du-Rhône [31 août 1901]. — Syndicat des **capitaines au cabotage** de la Méditerranée (25 membres). Siège social : place de la Bourse, 2, MARSEILLE. — [30 septembre 1901]. — Syndicat des maîtres **cordonniers** et fabricants de chaussures de Marseille (22 membres). Siège social : brasserie du Chapitre, MARSEILLE. — [11 septembre 1901]. — Syndicat des **receveurs de rentes** et gérants d'immeubles patentes de Marseille et des Bouches-du-Rhône (10 membres). Siège social : rue de la Palud, 33, MARSEILLE.

Cantal [janvier 1901]. — Association des **pharmaciens** d'Aurillac affilié au syndicat général des pharmaciens de France. (8 membres). Siège social : AURILLAC.

Cher [6 septembre 1901]. — Chambre syndicale des débitants de **boissons** de la ville de Bourges (85 membres). Siège social : rue Moeryenne, 16, BOURGES. — [1^{er} juillet 1901]. — Association des patrons **maréchaux ferrants** du Cher (30 membres). Siège social : hôtel Saint-Joseph, place Saint-Bonnet, BOURGES.

Côtes-du-Nord [24 septembre 1901]. — Syndicat des **capitaines au long cours** et des officiers brevetés de la marine marchande (18 membres). Siège social : quai Loti, 3, PAIMPOL.

Drôme [28 juillet 1901]. — Syndicat des **bouilleurs de cru** et bouilleurs ambulants de la Drôme et autres départements limitrophes (300 membres). Siège social : SAINT-VALIER.

Eure [9 juin 1901]. — Chambre syndicale des fabricants de **peignes** de l'Eure et des industries qui s'y rattachent (56 membres). Siège social : salle Hamouy, route de Dreux, Ezy.

Gironde [5 juin 1888]. — Chambre syndicale des patrons **fondeurs** en fer et en cuivre de Bordeaux (9 membres). Siège social : rue des Trois-Conils, 59, BORDEAUX.

Jura [19 août 1901]. — Chambre syndicale des marchands **lapidaires** du Haut-Jura (33 membres). Siège social : SEPTMONCEL.

Loir-et-Cher [3 août 1901]. — Syndicat du commerce en gros des **vins** et vinaigres et des liqueurs et spiritueux du département de Loir-et-Cher (40 membres). Siège social : Blois. — [18 août 1901]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** du canton de Montoire et cantons limitrophes (27 membres). Siège social : café Suisse, Grande-Place, MONTOIRE.

Loire-Inférieure [12 septembre 1901]. — Chambre syndicale professionnelle des entrepreneurs de **couvertures** (8 membres). Siège social : rue Thiers, 8, SAINT-NAZAIRE.

Nièvre [19 novembre 1900]. — Syndicat **forestier** du Morvand (80 membres). Siège social : chez M. Chanteclair, avoué, place Notre-Dame, CHÂTEAU-CHINON. — [29 août 1901]. — Syndicat **forestier** du centre (12 membres). Siège social : hôtel de France, NEVERS.

Rhône [9 septembre 1901]. — Syndicat des **épiciers** en comestibles de Lyon (73 membres). Siège social : rue de la Charité, 78, LYON.

Seine [27 septembre 1898]. — Syndicat général de l'industrie de la **chaussure** de France (136 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, PARIS, 1^{re}. — [30 avril 1901]. — Chambre syndicale des articles de voyage, de **maroquinerie** et de campement (47 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS, 5^e. — [11 juin 1901]. — Syndicat des **teinturiers** en plumes pour parures (33 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS, 5^e.

Seine-et-Oise [25 octobre 1894]. — Syndicat de la **boulangerie** de l'arrondissement de Corbeil et des cantons sud du département de Seine-et-Oise (183 membres). Siège social : Grande-Rue, 61, ARPAJON.

Seine-Inférieure [8 février 1901]. — Chambre syndicale des débitants **cafetiers** et limonadiers du canton d'Elbeuf (80 membres). Siège social : hôtel de ville, ELBEUF. — [24 juin 1901]. — Syndicat des négociants **saieurs** du port de Fécamp (36 membres). Siège social : Grand-Quai, 20, FÉCAMP. — (26 septembre 1901). — Chambre syndicale des **brocanteurs** et marchands fretin (54 membres). Siège social : hôtel de ville, LE HAVRE.

Somme. [1^{re} octobre 1901]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** d'Amiens (46 membres). Siège social : café du Globe, rue des Trois-Cailloux, AMIENS.

Vienne. [14 août 1901]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de la ville de Loudun et de la banlieue (23 membres). Siège social : hôtel Mossion, place Sainte-Croix, LOUDUN.

Vosges. [12 juin 1901]. — Syndicat des entrepreneurs et maîtres ouvriers du **bâtiment** du département des Vosges (220 membres). Siège social : rue des Petites-Boucheries, 2, ÉPINAL. — [7 juin 1901]. — Syndicat des **boulangers** de Remiremont, de la banlieue et de l'arrondissement (22 membres). Siège social : Grande-Rue, 4, REMIREMONT.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne. [18 juin 1901]. — Chambre syndicale des garçons **brasseurs** et similaires de Saint-Quentin et de l'arrondissement (90 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN. — [7 septembre 1901]. — Syndicat professionnel des employés des **tramways** de Saint-Quentin (21 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN.

Alpes-Maritimes. [6 juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvrières **couturières** et professions similaires du canton de Cannes (45 membres). Siège social : rue Rostan, 21, CANNES.

Ardèche. [16 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** et peintres de la ville d'Aubenais (22 membres). Siège social : rue du Quatre-Septembre, 37, AUBENAS. — [4 juillet 1901]. — Union syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Vals-les-Bains (46 membres). Siège social : VALS-LES-BAINS.

Aveyron. [5 juin 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de Decaze ville (406 membres). Siège social : place Decazes, DECAZEVILLE.

Bouches-du-Rhône. [15 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **corroyeurs-chevriers-maroquiniers** de la ville de Marseille (120 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Calvados. [15 août 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers du **port**, des docks et des magasins de Caen (... membres). Siège social : rue des Carmélites, 3, CAEN.

Finistère. [19 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** de l'Hôpital-Camfrout et environs (156 membres). Siège social : LOGONNA-DAOULAS.

Gironde. [mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **forgerons** en mécanique et marine de Bordeaux (62 membres). Siège social : rue de Lormont, 29, BORDEAUX.

Hérault. [30 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **agriculteurs** de Mèze et des environs (200 membres). Siège social : avenue de Pézenas, 5, MÈZE.

Ile-et-Vilaine. [1884]. — Chambre syndicale des travailleurs du livre (**typographes**) de Rennes (140 membres). Siège social : l'Eglise du travail, RENNES.

Indre-et-Loire. [3 août 1901]. — Union syndicale des employés de **tramways** de la ville de Tours (25 membres). Siège social : rue Marceau, 20, TOURS.

Isère. [20 septembre 1901]. — Syndicat des employés de la Compagnie des **tramways** de l'Isère (46 membres). Siège social : café Thomas, place de la Halle, LA CÔTE-SAINT-ANDRÉ. — [1^{er} mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **charbonniers** de Grenoble (22 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE. — [25 août 1901]. — Chambre syndicale des employés de la Compagnie des **chemins de fer** économiques du Nord (réseau de Vienne à Charavines et Voiron) (90 membres). Siège social : SAINT-JEAN-DE-BOURNAY. — [28 décembre 1899]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières en **chaussures** et similaires de Vienne et de la région (28 membres). Siège social : rue des Clercs, 3, VIENNE.

Loire-Inférieure. [12 septembre 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers **maçons** (79 membres). Siège social : rue Thiers, 8, SAINT-NAZAIRE. — [12 septembre 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers **peintres** (30 membres). Siège social : rue Thiers, 8, SAINT-NAZAIRE. — [12 septembre 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers **serruriers** (10 membres). Siège social : rue Thiers, 8, SAINT-NAZAIRE.

Lot-et-Garonne. [8 juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'**ameublement** et parties similaires de la ville d'Agen (34 membres). Siège social : Bourse du travail, AGEN.

Nièvre. [1^{er} juillet 1901]. — Syndicat des **bûcherons** de Billy-sur-Oisy (30 membres). Siège social : BILLY-SUR-OISY.

Nord [24 août 1901]. — «La Liberté», chambre syndicale des ouvriers de la **filature** de coton et annexes de Lille et de ses environs (50 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta, 261, LILLE. — [22 avril 1901]. — Syndicat de **filature** «la Bobine mélangée»

(30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [3 juillet 1901]. — Syndicat de **filature** « le Coton » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [10 septembre 1901]. — Syndicat de **filature** « le Coton retors » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [4 juillet 1901]. — Syndicat de **filature** « le Dévidage » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [22 avril 1901]. — Syndicat de **filature** « les Bonnes Doubleuses » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [11 avril 1901]. — Syndicat de **filature** « les Bons Fileurs » (30 membres). Siège social : rue de Gand, 304, TOURCOING. — [2 juillet 1901]. — Syndicat de **filature** « le Fil de coton » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [7 mai 1901]. — Syndicat de **filature** « les Ouvrières réunies » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [23 avril 1901]. — Syndicat de **filature** « la Préparation du coton » (30 membres). — Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — 6 avril 1901]. — Syndicat de **filature** « la Prévoyance » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [11 avril 1901]. — Syndicat de **filature** « la Sécurité » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [16 juillet 1901]. — Syndicat de **tissage** « la Confiance » (30 membres). Siège social : rue du Brun-Pain, 316, TOURCOING. — [31 mai 1901]. — Syndicat de **tissage** « les Croskoes » (30 membres). Siège social : rue du Brun-Pain, 316, TOURCOING. — [4 mai 1901]. — Syndicat de **tissage** « les Bonnes Ouvrières » (30 membres). Siège social : rue du Brun-Pain, 316, TOURCOING. — [4 mai 1901]. — Syndicat de **tissage** « les Prévoyantes » (30 membres). Siège social : rue du Brun-Pain, 316, TOURCOING. — [24 août 1901]. — Syndicat de **tissage** « les Tisserands de la Croix-Rouge » (30 membres). Siège social : rue Achille-Testelin, 129, TOURCOING. — [1^{er} juillet 1901]. — Syndicat de **tissage** « l'Union du Blanc-Sceau » (24 membres). Siège social : estaminet du Jean du Pot, rue de la Tossée, TOURCOING. — [18 juillet 1901]. — Syndicat de **triage** et peignage « la Balle d'Australie » (30 membres). Siège social : rue du Château, 50, TOURCOING.

Oise [21 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et de l'industrie de l'Oise (33 membres). Siège social : Bourse du travail, CREIL.

Pas-de-Calais [17 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** calaisiens (20 membres) [reconstituée avec l'Union des ouvriers cordonniers de Calais et environs]. Siège social : place Crevecoeur, 13, CALAIS. — [16 avril 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **carriers** et similaires du canton de Marquise (45 membres). Siège social : café Wierre, FERQUES.

Puy-de-Dôme [4 décembre 1900]. — Chambre syndicale des **mineurs** de la région de Messeix (210 membres). Siège social : salle Mazuel, MESSEIX.

Rhône [26 septembre 1901]. — Syndicat des **jardiniers** des services municipaux de la ville de Lyon (43 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [15 août 1901]. — Syndicat de la **soie** (21 membres). Siège social : rue Sainte-Catherine, 13, LYON.

Savoie (Haute-) [1^{er} septembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** réunis de Thonon-les-Bains (32 membres). Siège social : café des Allobroges, boulevard du canal, THONON-LES-BAINS.

Seine [31 août 1901]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Noisy-le-Sec et des environs (51 membres). Siège social : rue de Paris, 43, à BONDRY. — [1^{er} octobre 1901]. — Syndicat des **employés civils de l'artillerie** et du génie (dessinateurs, comptables et écrivains) de la région de Paris (55 membres). Siège social : rue Cambroune, 111, à PARIS XV^e. — [1^{er} juillet 1901]. — Syndicat du personnel civil libre de la section technique de l'artillerie (101 membres). Siège social : boulevard Saint-Germain, 204, à PARIS, VII^e. — [13 août 1901]. — Union syndicale des ouvrières et ouvriers **doreurs** sur bois (ateliers) (32 membres). Siège social : rue de Montmorency, 6, à PARIS, III^e. — [1^{er} septembre 1901]. — Association professionnelle des dames **employées aux écritures** (caissières, comptables, sténo-dactylographes, traductrices, etc.) [10 membres]. Siège social : rue Serpente, 28.

à PARIS, VI^e. — [1^{er} octobre 1901]. — Syndicat des garçons **limonadiers**, restaurateurs et assimilés «le Central» (50 membres). Siège social : rue Saint-Martin, 130, à PARIS, IV^e. — [5 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **terrassiers**, puisatiers, mineurs du bassin de la Seine (200 membres). Siège social : rue de la Voie-Verte, 37, à PARIS, XIV^e. — [26 juillet 1901]. — Chambre syndicale du personnel de la Compagnie des **tramways** mécaniques des environs de Paris (Nord-Ouest-Parisien) [receveurs, conducteurs, électriciens, employés de dépôt et ouvriers] (115 membres). Siège social : rue de Sévigné, 42, à PARIS, III^e. — [7 juillet 1901].

Seine-et-Oise [10 septembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en **pelletterie** d'Essonnes (45 membres). Siège social : rue de Paris, 9, à ESSONNES. — [29 juin 1883]. — Syndicat des **chauffeurs**-conducteurs-mécaniciens automobilistes de toute industrie [25^e groupe] (30 membres). Siège social : rue Liénard, 29, à RUEIL. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers**, mécaniciens de Seine-et-Oise (21 membres). Siège social : rue Colbert, 15, à VERSAILLES.

Tarn [15 août 1901]. — Association amicale des **employés** des deux sexes de la ville de Castres pour le repos du dimanche (70 membres). Siège social : boulevard Carnot, 1, à CASTRES.

Vaucluse [5 septembre 1901]. — Syndicat des conducteurs et receveurs de **tramways** de la ville d'Avignon (50 membres). Siège social : rue Tête-Noire, à AVIGNON.

Vienne (Haute-) — [4 juin 1901]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** de Limoges (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à LIMOGES. — [1^{er} octobre 1901]. — Chambre syndicale des **modeleurs** et mouleurs en plâtre céramistes de Limoges (70 membres). Siège social : ancienne route d'Aixe, 116, à LIMOGES.

3° SYNDICAT MIXTE.

Isère [1^{er} juillet 1901]. — Chambre syndicale mixte des **vendeurs de journaux** de la ville de Grenoble (12 membres). Siège social : Bourse du travail, à GRENOBLE.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [25 mai 1901]. — Union des chambres syndicales de la région saint-quentinoise (8 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de la Caisse-d'Épargne, 10, à SAINT-QUENTIN.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Loire-Inférieure [12 septembre 1901]. — Office du travail de l'arrondissement de Saint-Nazaire (10 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Thiers, 8, à SAINT-NAZAIRE.

Saône-et-Loire [19 août 1901]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **potiers**, tourneurs et mouleurs de Dijon (10 syndicats adhérents) Siège social : DIJON.

Seine-et-Oise [5 septembre 1901]. — Union des syndicats ouvriers de la région d'Argenteuil (7 syndicats adhérents). Siège social : boulevard Héloïse, 18, à ARGENTEUIL.

6° BOURSE DU TRAVAIL.

Orne [1^{er} juillet 1900]. — Bourse du travail d'Alençon (11 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'Écusson, 19, à ALENÇON.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS OUVRIERS.

Loire [28 février 1890]. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres** de Saint-Denis-de-Cabanne (10 membres). Siège social : SAINT-DENIS-DE-CABANNE.

Seine [11 mai 1881]. — Fédération des ouvriers **charpentiers** de la Seine (145 membres). Siège social : Bourse du travail, à Paris, X°.

Seine-et-Oise [8 septembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment de la ville d'Etampes (20 membres). Siège social : hôtel de ville, à ETAMPES.

BIBLIOGRAPHIE.

GRAND-DUCHÉ DE BADE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Jahresbericht der Fabrik-inspektion*. (1 vol. in-4° de 166 pages. Karlsruhe, 1900; F. Thiergarten). — Rapport annuel de l'inspection des fabriques (1899).

DANEMARK. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Folketællingen*. (1 vol. in-8° de 131 pages Copenhague, 1901; B. Lunos). -- La population au 1^{er} février 1901.

FRANCE. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Poisons industriels*. (1 vol. in-8° de 449 pages. Paris, 1901; Imprimerie nationale. En vente chez Berger-Levrault et C^{ie}, éditeurs, 5, rue des Beaux-Arts, à Paris.) — Cet ensemble de notions pratiques sur l'insalubrité qui règne dans certaines industries a été classé par natures de poisons : c'est ainsi qu'on passe en revue successivement les empoisonnements causés par le plomb, le cuivre, le zinc, le mercure, l'arsenic, le phosphore, les hydrocarbures (benzine, nitrobenzine, aniline, etc.), le tabac et le groupe des gaz vénéneux : hydrogène sulfuré, oxyde de carbone, acide carbonique et sulfure de carbone. L'étude se termine sur un poison microbien, le virus charbonneux.

Pour chaque poison, on examine successivement la nature des matières toxiques, les voies de pénétration et d'élimination, les formes médicales que revêt l'intoxication, les industries menacées et les mesures de préservation. Dans 169 pages d'annexes formant la deuxième partie du volume, on trouve la plupart des lois et ordonnances édictées en France et dans les principaux pays industriels d'Europe pour sauvegarder l'hygiène des ateliers dans les industries spécialement insalubres.

— MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — *Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale en France et en Algérie pendant l'année 1898*. (1 vol. in-4° de 176 pages. Paris, 1901; Imprimerie nationale.

GRAND-DUCHÉ DE HESSE. — INSPECTION DU TRAVAIL. — *Jahresberichte der Gewerbe-Inspektoren*. (1 vol. in-4° de 105 pages. Darmstadt, 1900; Wittich.) — Rapports annuels des inspecteurs du travail (1899).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de novembre, l'activité s'est bien maintenue (même avec une légère hausse) dans les mines, la préparation des cuirs et des peaux, les industries textiles (coton et laine), les industries céramiques et la verrerie, ces dernières paraissant être en situation très satisfaisante. Par rapport au mois précédent, il y a eu augmentation du travail dans certaines industries de l'alimentation, telles que la sucrerie (dont la campagne est en pleine activité), la fabrication de biscuits, de chocolat, de confiserie, dans la cordonnerie, la fabrication du drap, la fabrication des vêtements et les diverses industries de la couture, dans la fabrication des soieries, la passementerie, la rubanerie, la fabrication des tapis, dans l'imprimerie et certaines industries du bois, du papier et du carton. La situation est restée stationnaire pour les carrières, la menuiserie et les industries du meuble. Il y a eu diminution du travail dans la brasserie, la préparation des fourrures, la ganterie, la sellerie et la bourrellerie, la chapellerie et la fabrication du velours, la carrosserie, la charpente, la menuiserie en bâtiment et les diverses industries de la construction, la taille des pierres, la chaudièrerie et la briqueterie. Les travaux agricoles sont en morte-saison ; le travail des forêts va reprendre. La morte-saison sévit sur la fabrication des fleurs artificielles. Il paraît y avoir reprise partielle dans la grande industrie métallurgique.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 1.007 chambres syndicales ouvrières, groupant 216.000 adhérents. Parmi ces syndicats, 788 avec 170.000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 13.950, ce qui fait un peu plus de 8 p. o/o. Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais sont com

pris dans ces chiffres ; si on les défalque, le taux du chômage moyen s'élève à 10,7 p. o/o.

Le travail en novembre a été jugé, en comparaison avec le mois d'octobre, plus abondant par 14 p. o/o des syndicats, groupant 33 p. o/o des adhérents ; aussi abondant par 65 p. o/o des syndicats, groupant 50 p. o/o des adhérents ; moins abondant par 21 p. o/o des syndicats, groupant 17 p. o/o des adhérents.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur le littoral méditerranéen, la pêche paraît plus abondante que les années précédentes à la même époque, toutefois, le rendement de la pêche de coquillages laisse à désirer. Sur le littoral de l'Océan, situation stationnaire ; fin de la pêche de la sardine et du thon. Pleine morte-saison dans les travaux des champs. Chez les bûcherons, le travail en forêt a repris plus tôt que de coutume dans plusieurs régions. Dans certaines régions viticoles, la mevente des vins continue à être signalée comme une cause de diminution de l'ouvrage aux vignes.

Le chômage moyen, dans le groupe agricole et forestier, ressort à 18 p. o/o environ, d'après les réponses des syndicats.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 136.000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de novembre 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	6,00	"	"	"	3	97
Loire.....	5,87	"	"	"	50	50
Gard et Hérault.....	5,98	"	"	"	9	91
Provence (lignites).....	5,80	"	"	"	84	16
Bourgogne et Nord-Est..	6,00	"	"	"	"	100
Centre.....	6,05	"	"	"	11	69
Tarn et Aveyron.....	6,25	"	"	"	"	100
ENSEMBLE pour la France.	6,00	"	"	"	10	90

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,98 ; il était de 5,95 en novembre 1900.

CARRIÈRES. — Début de la morte-saison d'hiver. Toutefois, la diminution de travail ne s'est pas encore fait sentir dans nombre de centres importants. D'après les réponses des syndicats, le chômage indiqué ressort à 4 p. o/o.

ALIMENTATION. — Dans le groupe des ouvriers boulangers, pâtisseries, confiseurs, cuisiniers, bouchers, charcutiers, le chômage moyen ressort à près de 13 p. o/o. La reprise précédemment signalée chez les chocolatiers, biscuitiers, confiseurs s'est encore accentuée, comme cela se produit chaque année à cette époque. L'industrie des conserves de sardines et de thon vient de terminer sa campagne avec la pêche. La production des alcools à la fin du mois d'octobre (premier mois de la campagne 1901-1902), a été de 200.561 hectolitres, en ce qui concerne les distillateurs et les bouilleurs de profession, contre 317.953 hectolitres pendant le premier mois de la campagne précédente, ce qui fait une diminution de 117.392 hectolitres. La diminution a porté principalement sur l'alcool de betteraves, et aussi sur les alcools de substances farineuses, de cidres et de poirés. La production des bouilleurs de cru est évaluée, pour le premier mois de la présente campagne, à 27.770 hectolitres, contre 35.920 hectolitres produits pendant le mois d'octobre 1901.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de novembre, 332 fabriques ont commencé la fabrication (contre 334 à la fin de novembre 1900) : les quantités de betteraves mises en œuvre pendant les deux premiers mois de la présente campagne s'élèvent à 6.350.855,000 kilogrammes contre 6.046.003.000 kilogrammes en 1900. Continuation de la campagne de la féculerie.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Rien à signaler dans les industries chimiques (produits chimiques, usines à gaz, raffineries d'huile, de pétrole, savonneries, fabriques de bougies, etc.). La totalité des syndicats qui ont répondu au questionnaire estiment que le travail n'est ni plus ni moins abondant qu'en octobre.

Situation normale dans les fabriques de toiles cirées et de caoutchouc.

Chez les papetiers, relieurs, cartonniers, doreurs, régleurs, amélioration sensible, notamment à Paris.

Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le chômage moyen indiqué est de 7 p. o/o comme le mois précédent. Cependant, l'impression générale est nettement en faveur d'une augmentation de travail ; 45 p. o/o des syndicats, groupant 38 p. o/o des syndiqués, estiment l'ouvrage plus abondant ; 51 p. o/o des syndicats, avec 55 p. o/o des syndiqués, l'estiment équivalent ; et 4 p. o/o des syndicats, avec 7 p. o/o des syndiqués, l'estiment moins abondant. L'amélioration est générale chez les lithographes et chez les graveurs.

CUIRS ET PEAUX. — La préparation des cuirs et des peaux se maintient dans un bon courant d'activité, sauf dans quelques centres. A Paris, notamment, les ouvriers tanneurs se plaignent de la concurrence des machines-outils. Dans l'industrie de la chaussure, l'ouvrage paraît même être plus abondant. Dans la ganterie, la situation se maintient sans changement par rapport au mois précédent. Chez les selliers et bourrelliers, il y a ralentissement. Chez les apprêteurs en pelleteries, pleine mort-saison. Le chômage moyen, pour l'ensemble des syndicats du groupe, ressort à 6 p. o/o ; chiffre plus faible qu'en octobre. En comparaison avec le mois précédent, l'état du travail est jugé meilleur par 32 p. o/o des syndicats, groupant 24 p. o/o des syndiqués ; équivalent par 56 p. o/o des syndicats, groupant 68 p. o/o des syndiqués ; moins satisfaisant par 12 p. o/o des syndicats, groupant 8 p. o/o des syndiqués.

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage, le chômage moyen indiqué par les syndicats serait de 10 p. o/o.

Dans la région de Rouen, l'industrie cotonnière a un approvisionnement suffisant

pour alimenter les métiers, mais ne reçoit pas d'ordres nouveaux. A Elbeuf, la fabrication des nouveautés a été très active.

A Roubaix, on s'attend à une reprise prochaine en ce qui concerne la fabrication des tissus de laine et de coton. Il en est de même à Fourmies.

Dans la fabrique lyonnaise, les tissages mécaniques reprennent de façon sensible, et les métiers à bras disponibles commencent à être rares; l'impression générale est devenue beaucoup plus favorable. Dans la région de Saint-Etienne, les veloutiers subissent un ralentissement; par contre, l'activité précédemment signalée dans la passementerie et la rubanerie n'a fait que s'accroître.

Il y a diminution du travail chez les tullistes du Nord et du Pas-de-Calais.

Dans la fabrication des tapis, les commandes affluent en ce moment.

Pleine saison pour les ouvriers et ouvrières du vêtement. Dans la chapellerie, le ralentissement habituel à cette époque s'est fait sentir. Morte-saison dans la fabrication des fleurs artificielles.

Le chômage moyen, pour l'ensemble des industries du groupe des textiles et du vêtement, ressort à 9 p. o/o (10 p. o/o en octobre), d'après les réponses de 150 syndicats.

Le travail est jugé plus abondant que le mois dernier par 20 p. o/o des syndicats, groupant 32 p. o/o des adhérents, aussi abondant par 66 p. o/o des syndicats, groupant 44 p. o/o des adhérents, moins abondant par 14 p. o/o des syndicats, groupant 24 p. o/o des adhérents.

BORS. — Chez les charpentiers, scieurs et menuisiers en bâtiment, la morte-saison d'hiver a commencé. Pour les ouvriers du meuble, les syndicats indiquent toujours même situation. Chez les ouvriers en voiture, l'accalmie précédemment signalée continue sans aggravation. Chez les sabotiers-galochiers et chez les tonneliers, l'état du travail reste le même que le mois dernier.

L'approche du jour de l'an se fait sentir par une augmentation de commandes dans la broserie et la fabrication des articles en corne, écaille, os, ivoire, celluloïd, etc.

Pour l'ensemble des industries du groupe, le chômage moyen ressort à 9 p. o/o; et est en augmentation sur le chiffre constaté en octobre. On a estimé le travail plus abondant que le mois dernier dans 10 p. o/o des syndicats, groupant 7 p. o/o des syndiqués, aussi abondant dans 68 p. o/o des syndicats, groupant 61 p. o/o des syndiqués, moins abondant dans 22 p. o/o des syndicats, groupant 32 p. o/o des syndiqués (réponses de 83 syndicats).

MÉTAUX. — D'après le *Bulletin du Comité des Forges* (1), l'importation totale des fers, fontes et aciers, pendant les dix premiers mois de 1901 a été de 165.234 tonnes, en diminution de 114.994 tonnes, soit environ 41 p. o/o, par rapport aux résultats de la période correspondante de 1900. Les exportations se sont élevées à 222.942 tonnes (dont 77.339 tonnes en décharge d'acquets); la diminution, comparativement aux résultats des dix premiers mois de 1900, est de 7.436 tonnes, ou 3 p. o/o environ.

Dans la grande industrie métallurgique, la situation ne se modifie que très lentement. Les usines du Nord ont une allure normale; il est de même dans la plupart des établissements de l'Est. Malheureusement, le plus grand calme continue à régner dans les forges de la Loire et du Midi, qui marchent de 12 à 15 jours par mois au grand maximum.

Pour l'ensemble des ouvriers métallurgistes, mouleurs, fondeurs, monteurs-mé-

(1) *Bulletin du Comité des Forges*, n° 1866.

caniciens, l'état du travail en novembre est jugé plus abondant qu'en octobre par 8 p. o/o des syndicats, groupant 10 p. o/o des adhérents, aussi abondant par 64 p. o/o des syndicats, groupant 63 p. o/o des adhérents, moins abondant par 28 p. o/o des syndicats, groupant 27 p. o/o des adhérents.

Situation stationnaire chez les ouvriers en cuivre; continuation de la reprise chez les potiers d'étain, les bronziers et divers branches de l'orfèvrerie et de la bijouterie. Ralentissement chez les opticiens et ouvriers en instruments de précision, à Paris. Chômage chez les ferblantiers-boitiers du littoral, en raison de la fin de la pêche de la sardine et du thon.

Pour l'ensemble des industries du groupe des métaux, le chômage moyen ressort à 7 p. o/o, d'après les réponses des 104 syndicats.

TAILLE DES PIERRES. — BÂTIMENT. — Chez les tailleurs de pierre, sculpteurs, marbriers, le chômage indiqué est de 13 p. o/o comme le mois dernier, le ralentissement du travail est normal pour la saison.

Dans l'industrie du bâtiment et ses dépendances, chômage d'hiver; la moyenne de chômeurs indiquée ressort à près de 20 p. o/o (renseignement résultant des réponses de 97 syndicats).

Les ouvriers marbriers du Nord estiment que l'état du travail est satisfaisant pour la saison.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Chez les chauxfourniers, fabricants de ciments, briquetiers, tuiliers, le ralentissement du travail va en s'accroissant, comme tous les ans à la même époque, et suit le mouvement du travail dans l'industrie du bâtiment. Les fabriques de poteries, de faïences et de porcelaines sont toujours bien alimentées; l'ouvrage paraît même être cette année plus abondant que l'an dernier. Quant à la verrerie, elle est, dans le Nord, notamment, en pleine prospérité, en comparaison avec l'état de crise qui a sévi l'an dernier.

Le chômage moyen accusé par les réponses des syndicats ressort à 5 p. o/o environ, pour l'ensemble des industries du groupe.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — En ce qui concerne les ouvriers des transports, aucun changement n'est signalé, si ce n'est par les cochers des voitures de place, pour lesquels le mois de novembre est habituellement un des mauvais mois de l'année.

Chez les ouvriers de la manutention, la moyenne de chômage ressort à 12 p. o/o, au lieu de 19 le mois dernier; le travail est jugé plus abondant qu'en octobre par 24 p. o/o des syndicats, groupant 35 p. o/o des adhérents, équivalent par 60 p. o/o des syndicats, groupant 57 p. o/o des adhérents; moins abondant par 16 p. o/o des syndicats, groupant 8 p. o/o des adhérents.

Chez les employés de commerce, comptables, sténographes, dactylographes, etc., il paraît y avoir offre abondante de travail; le chômage indiqué n'est que de 4 p. o/o. Chez les garçons-limonadiers et similaires, au contraire, la demande dépasse beaucoup l'offre et le chômage est intense. Les gens de maison, à Paris, se plaignent d'une diminution des places, par suite des départs pour les stations hivernales.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
23 juillet.	.....	Montluçon.	Allier.	Mouleurs en fer.	1	500
10 oct. ....	.....	Épinac.	Saône-et-Loire.	Verriers.	1	50
12 oct. ....	.....	Paris.	Seine.	Ouvriers en sièges de cuir.	1	5
18 oct.	4 nov.	Alençon.	Orne.	Galochiers.	4	22
26 oct.	30 nov.	Perpuis.	Vaucluse.	Cordonniers.	.....	55
30 oct. ....	.....	Digoin.	Saône-et-Loire.	Potiers.	1	125
GRÈVES COMMENCÉES						
4 nov.	6 nov.	Hyères.	Var.	Vanniers.	.....	.....
4 nov.	15 nov.	St-Jean-de-Muzols.	Ardèche.	Imprimeurs sur étoffes.	1	10
4 nov.	28 nov.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Démolisseurs de navires.	1	100
5 nov.	25 nov.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	150
5 nov. ....	.....	Nancy.	Meurthe-et-Moselle.	Typographes.	3	145
6 nov.	15 nov.	Roneq.	Nord.	Tisseurs.	1	20
6 nov. ....	.....	Sens.	Yonne.	Auxiliaires de chemins de fer.	1	15
7 nov.	8 nov.	Templeux-la-Fosse.	Somme.	Phosphatiers-mineurs.	1	6
7 nov.	8 nov.	Saint-Junien.	Haute-Vienne.	Ouvriers de papeterie.	1	45
9 nov.	25 nov.	.....	Nord et Pas-de-Calais.	Mineurs.	.....	6.434
11 nov.	13 nov.	Reims.	Marne.	Tisseurs.	1	418
11 nov.	14 nov.	Saint-Genix.	Savoie.	Tisseurs.	1	155
12 nov. ....	.....	Pau.	Basses-Pyrénées.	Mécaniciens.	1	18
13 nov.	19 nov.	St-Lubin-des-Joncherets.	Eure-et-Loir.	Tisseurs.	1	360
15 nov.	25 nov.	Lille.	Nord.	Ouvriers en sparterie.	1	38
18 nov.	25 nov.	Lonzac.	Corrèze.	Terrassiers.	1	50
18 nov.	19 nov.	Rochefort.	Charente-Inférieure.	Dragueurs du port.	1	80
18 nov. ....	.....	Suippe.	Marne.	Tisseurs.	1	60
20 nov. ....	.....	Calais.	Pas-de-Calais.	Déchargeurs de bois.	.....	.....
21 nov. ....	.....	Paris.	Seine.	Ébénistes.	1	14
21 nov.	1 ^{er} déc.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Maréchaux-ferrants.	1	100
22 nov. ....	.....	Voiron.	Isère.	Ouvriers de papeterie.	1	.....
24 nov.	26 nov.	Lyon.	Rhône.	Employés des bateaux-omnibus.	1	42
25 nov.	9 déc.	Morez.	Jura.	Polisseurs (lunetiers).	1	9
25 nov. ....	.....	Choisy-le-Roi.	Seine.	Verriers.	1	40
27 nov.	29 nov.	Desnes.	Jura.	Terrassiers.	1	40
28 nov. ....	.....	Lille.	Nord.	Tisseurs.	1	60
29 nov.	2 déc.	Reims.	Marne.	Tisseurs.	1	80
30 nov.	3 déc.	Armentières.	Nord.	Teinturiers.	1	14

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1901.

29 grèves, dont la tentative de grève générale dans le Nord et le Pas-de-Calais,

DÉTERMIN.	CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

U 1^{er} NOVEMBRE 1901 (1).

1	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....
2	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....
3	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
6	Durée de la journée de travail.....	.....

IN NOVEMBRE 1901.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Dans deux établissements la grève n'a duré qu'un jour, ce qui ramène le nombre des grévistes à 83.
2	Retard dans le paiement des salaires.....	Réussite.	
3	Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués et d'ouvriers étrangers.....	Échec.	
4	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
6	Demande de suppression d'une retenue remboursable en marchandises.....	Échec.	Tentative de grève générale.
7	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8	Demande de modification dans le mode d'établissement du salaire.....	Échec.	
9	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
10	Demandes de fixation légale de la journée de huit heures, d'un minimum de salaire et de la retraite.....	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
12	Réduction de tarif pour un article nouveau.....	Transaction.	
13	Demande de renvoi d'un surveillant.....	.....	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
15	Réduction de salaire.....	Réussite.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
19	Demande de renvoi d'ouvriers syndiqués n'ayant pas versé leur cotisation.....	.....	
20	Réduction d'un temps de repos.....	.....	
21	Demandes d'augmentation de salaire et de la journée de dix heures.....	Transaction.	
22	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier.....	.....	
23	Protestation contre le renvoi d'une équipe et réduction de salaire.....	Transaction.	
24	Réduction de salaire.....	Échec.	
25	Réduction de salaire.....	.....	
26	Demande de renvoi d'un chef de chantier.....	Échec.	
27	Réduction de salaire.....	.....	
28	Demande de réintégration d'une ouvrière.....	Échec.	
29	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Échec.	

ont été signalées en novembre à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers, connu pour 26 d'entre elles, est de 8.503. Il y avait eu, en novembre 1900, 70 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 45.

Les 29 grèves de novembre, dont 25 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	8
Réduction de salaire.....	5
Demandes de diminution du temps de travail.....	2
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres et directeurs....	5
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	4
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Règlement d'atelier.....	1
Retard dans le paiement des salaires.....	1
Demande de suppression des retenues.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 20 départements et on en a compté :

6 dans le Nord, 2 dans le Jura, la Marne, le Pas-de-Calais et la Seine et 1 seule dans les 15 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 10; travail des métaux, mineurs, ouvriers de papeterie, terrassiers, 2; auxiliaires de chemins de fer, démolisseurs de navires, déchargeurs, dragueurs, ébénistes, employés de bateaux-omnibus, lunetiers, ouvriers en sparterie, typographes, vanniers, verriers, 1 grève.

Des 29 grèves commencées en novembre, 20 ont pris fin après avoir duré :

Trois, 1 jour ou moins de 1 jour; quatre, 2 jours; trois, 3 jours; une, 6 jours; une, 7 jours; deux, 9 jours; une, 10 jours; une, 11 jours; une, 14 jours; une, 16 jours, une, 20 jours et une, 24 jours.

Si l'on y ajoute 2 grèves anciennes terminées en novembre, après avoir duré l'une 25 jours, l'autre 17 jours, on trouve 22 conflits terminés au cours du mois avec les résultats suivants :

3 réussites;
7 transactions;
12 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

5 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en novembre à la Direction du travail.

1° Grève de tisseurs à Saint-Genix. — Les ouvriers du tissage mécanique de soie Bouillon et C^{ie}, à Saint-Genix (Savoie), étaient payés 23 centimes le mètre. Le 11 novembre ils étaient avisés qu'un article nouveau ne serait payé que 20 centimes et ils se sont mis en grève au nombre de 155.

Sur l'initiative du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 14. Les patrons ont déclaré que la fabrication de l'article payé 20 centimes ne serait confiée qu'aux ouvriers qui voudraient bien s'en charger et que le tarif de 23 centimes serait maintenu pour tous les autres articles.

Le travail a repris le jour même à ces conditions.

2° Dans la grève des **tisseurs de Saint-Lubin-des-Joncherets** (Eure-et-Loir), les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation sollicitée par les ouvriers. Ceux-ci ont repris le travail aux anciennes conditions.

3° et 4° Dans les grèves des **terrassiers de Lonzac** (Corrèze) et des **lunetiers de Morez** (Jura), les patrons ont repoussé l'offre de conciliation, faite par le juge de paix.

5° Dans la grève des **vanniers d'Hyères** (Var), les ouvriers ont refusé de recourir à la conciliation, proposée par le juge de paix. La grève s'est d'ailleurs terminée, au bout de deux jours, par une réussite pour les ouvriers.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

D'APRÈS LES ORDONNANCES ET LES JUGEMENTS RENDUS

EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

PÉRIODE DU 1^{er} JUILLET AU 30 SEPTEMBRE 1901 (1).

Les ordonnances et jugements rendus par les tribunaux de première instance, en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, pendant le troisième trimestre de l'année 1901, s'élèvent au nombre de 2.451 (2.528 pendant le premier trimestre, 2.457 pendant le deuxième trimestre).

Ce total comprend : 381 affaires relatives à des cas de mort, 51 à des cas d'incapacité permanente absolue, et 2.019 à des cas d'incapacité permanente partielle.

Les trois tableaux ci-après font connaître la répartition des cas : 1° par cour d'appel; 2° par département; 3° par branche d'industrie.

I. — Tableau récapitulatif des accidents par Cour d'appel.

DÉSIGNATION	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente totale.	NOMBRE, pour le cas de mort.			
	Hommes		Femmes		TOTAL.			par- tielle.	des con- joinfs.	des en- fants.	des ascen- dants.
	de moins 16 ans	de 16 ans plus.	de moins 16 ans	de 16 ans plus.							
	de 16 ans	de plus.	de 16 ans	de plus.							
des cours d'appel.											
Agen.....	..	6	..	2	8	2	1	5	2	1	..
Aix.....	..	128	..	6	134	14	4	116	9	20	4
Amiens.....	2	78	..	6	86	14	5	67	12	17	2
Angers.....	..	35	..	2	37	15	3	19	14	31	1
Bastia.....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Besançon.....	3	45	..	2	50	6	..	44	6	6	..
Bordeaux.....	1	60	..	5	66	19	1	46	15	18	6
Bourges.....	..	19	..	1	20	4	1	15	3	5	2
Caen.....	2	36	..	1	39	8	1	30	8	5	..
Chambéry.....	..	27	..	..	27	1	..	26	..	..	2
Dijon.....	2	63	..	1	66	10	1	55	7	8	3
Douai.....	23	267	3	16	309	40	7	262	32	80	8
Grenoble.....	4	45	..	2	51	8	4	39	8	9	..
Limoges.....	1	24	..	..	25	6	1	18	6	6	..
Lyon.....	1	231	..	7	239	21	3	215	14	16	9
Montpellier.....	..	45	1	1	47	9	1	37	7	7	..
Nancy.....	9	129	..	1	139	18	2	119	12	25	5
Nîmes.....	1	29	..	..	30	7	1	22	6	3	..
Orléans.....	..	23	..	1	24	5	..	19	4	1	1
Paris.....	8	589	1	38	636	112	7	517	72	104	22
Pau.....	..	13	..	..	13	1	..	12	1	1	..
Poitiers.....	1	29	..	..	30	4	..	26	2	1	3
Rennes.....	4	100	..	3	107	16	2	89	13	22	6
Riom.....	..	68	..	..	68	11	3	54	10	23	..
Rouen.....	9	119	1	13	142	19	2	121	16	13	3
Toulouse.....	2	55	..	1	58	11	1	46	10	26	2
TOTAUX.....	73	2.263	6	109	2.451	381	51	2.019	289	448	79

(1) La statistique relative au premier et au deuxième trimestre 1901 a été publiée dans le *Bulletin de l'Office du travail*, numéros de juillet et de septembre.

II. — Tableau récapitulatif des accidents par département.

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente		NOMBRE, pour le cas de mort,			
		Hommes		Femmes		TOTAL.				le cas de mort,			
		de moins 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins 16 ans	de 16 ans et plus.					des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.	
		16 ans	plus.	16 ans	plus.								
1	Ain	"	12	"	"	12	2	"	10	1	"	1	
2	Aisne.....	1	26	"	1	28	5	5	18	4	7	"	
3	Allier.....	"	25	"	"	25	3	1	21	3	6	"	
4	Alpes (Basses).....	"	1	"	"	1	"	"	1	"	"	"	
5	Alpes (Hautes).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
6	Alpes-Maritimes.....	"	10	"	"	10	2	1	7	1	2	1	
7	Ardèche.....	"	10	"	"	10	1	"	9	1	"	"	
8	Ardennes.....	3	21	"	"	24	5	1	18	3	6	2	
9	Ariège.....	"	6	"	"	6	2	"	4	2	6	"	
10	Aube.....	"	9	"	"	9	4	"	5	3	7	"	
11	Aude.....	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"	
12	Aveyron.....	"	11	"	"	11	5	1	5	4	3	"	
13	Bouches-du-Rhône....	"	103	"	6	109	11	3	95	7	18	3	
14	Calvados.....	"	19	"	"	19	5	"	14	5	5	"	
15	Cantal.....	"	6	"	"	6	3	"	3	2	8	"	
16	Charente.....	1	11	"	"	12	3	"	9	3	4	"	
17	Charente-Inférieure...	1	10	"	"	11	1	"	10	"	"	1	
18	Cher.....	"	9	"	1	10	1	1	8	"	"	2	
19	Corrèze.....	1	7	"	"	8	2	1	5	2	2	"	
20	Corse.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
21	Côte-d'Or.....	"	13	"	1	13	3	"	10	2	5	1	
22	Côtes-du-Nord.....	1	10	"	"	11	3	1	7	3	4	"	
23	Creuse.....	"	6	"	"	6	2	"	4	2	2	"	
24	Dordogne.....	"	8	"	1	9	2	"	7	1	3	1	
25	Doubs.....	2	16	"	"	18	1	"	17	1	"	"	
26	Drôme.....	"	11	"	"	11	4	2	5	4	6	"	
27	Eure.....	1	17	"	2	20	4	1	15	4	3	"	
28	Eure-et-Loir.....	1	8	"	"	9	"	"	9	"	"	"	
29	Finistère.....	1	20	"	"	21	3	"	18	2	6	2	
30	Gard.....	1	13	"	"	14	4	"	10	3	3	"	
31	Garonne (Haute-)....	2	24	"	"	26	2	"	24	2	7	"	
32	Gers.....	"	1	"	"	1	"	"	1	"	"	"	
33	Gironde.....	"	41	"	4	45	14	1	30	11	11	5	
34	Hérault.....	"	26	"	1	27	4	"	23	3	4	"	
35	Ile-et-Vilaine.....	"	17	"	"	17	8	"	9	7	9	2	
36	Indre.....	"	5	"	"	5	3	"	2	3	5	"	
37	Indre-et-Loire.....	"	10	"	"	10	2	"	8	2	1	"	
38	Isère.....	4	34	"	2	40	4	2	34	4	3	"	
39	Jura.....	1	6	"	1	8	"	"	8	"	"	"	
40	Landes.....	"	2	"	"	2	"	"	2	"	"	"	
41	Loir-et-Cher.....	"	6	"	"	6	1	"	5	1	"	"	
42	Loire.....	"	125	"	5	130	7	2	121	5	9	2	
43	Loire (Haute-).....	"	17	"	"	17	1	1	15	1	3	"	

NUMÉROS D'ORDRE.

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES. tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente totale.	NOMBRE pour le cas de mort,			
		Hommes.		Femmes.		par- tielle.			des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.	
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
		TOTAL.										
44	Loire-Inférieure.....	2	44	"	3	48	2	1	45	1	3	2
45	Loiret.....	"	7	"	1	8	2	"	6	1	"	1
46	Lot.....	"	1	"	1	2	1	"	1	1	1	"
47	Lot-et-Garonne.....	"	4	"	1	5	1	1	3	1	"	"
48	Lozère.....	"	1	"	"	1	"	1	"	"	"	"
49	Maine-et-Loire.....	"	10	"	1	11	6	"	5	6	10	"
50	Manche.....	"	9	"	"	9	2	1	6	2	"	"
51	Marne.....	1	19	"	1	21	3	"	18	3	1	"
52	Marne (Haute-).....	1	10	"	"	11	3	"	8	3	1	1
53	Mayenne.....	"	13	"	1	14	4	"	10	4	10	"
54	Meurthe-et-Moselle....	3	75	"	1	79	7	1	71	3	4	3
55	Meuse.....	"	13	"	"	13	4	"	9	4	8	"
56	Morbihan.....	"	9	"	1	10	"	"	10	"	"	"
57	Nièvre.....	"	5	"	"	5	"	"	5	"	"	"
58	Nord.....	18	179	2	16	215	22	6	187	16	31	7
59	Oise.....	1	23	"	2	26	2	"	24	2	"	"
60	Orne.....	2	8	"	1	11	1	"	10	1	"	"
61	Pas-de-Calais.....	5	88	1	"	94	18	1	75	16	49	1
62	Puy-de-Dôme.....	"	20	"	"	20	4	1	15	4	6	"
63	Pyrénées (Basses)....	"	5	"	"	5	1	"	4	1	1	"
64	Pyrénées (Hautes-)...	"	6	"	"	6	"	"	6	"	"	"
65	Pyrénées-Orientales...	"	6	1	"	7	"	"	7	"	"	"
66	Rhin (Haut-) [Belfort].	"	12	"	"	12	1	"	11	1	1	"
67	Rhône.....	1	94	"	3	97	12	1	84	8	7	6
68	Saône (Haute).....	"	11	"	1	12	4	"	8	4	5	"
69	Saône-et-Loire.....	1	41	"	"	42	4	1	37	3	2	1
70	Sarthe.....	"	12	"	"	12	5	3	4	4	11	1
71	Savoie.....	"	18	"	"	18	"	"	18	"	"	"
72	Savoie (Haute-).....	"	9	"	"	9	1	"	8	"	"	2
73	Seine.....	5	471	"	36	512	80	4	428	48	68	14
74	Seine-Inférieure.....	8	102	1	11	122	15	1	106	12	10	3
75	Seine-et-Marne.....	1	19	1	"	21	7	1	13	5	6	4
76	Seine-et-Oise.....	"	58	"	1	59	17	1	41	12	22	4
77	Sèvres (Deux-).....	"	5	"	"	5	"	"	5	"	"	"
78	Somme.....	"	29	"	3	32	7	"	25	6	10	2
79	Tarn.....	"	24	"	1	25	6	1	18	5	9	2
80	Tarn-et-Garonne.....	"	1	"	"	1	1	"	"	1	4	"
81	Var.....	"	14	"	"	14	1	"	13	1	"	"
82	Vaucluse.....	"	5	"	"	5	2	"	3	2	"	"
83	Vendée.....	"	7	"	"	7	2	"	5	1	"	2
84	Vienne.....	"	7	"	"	7	1	"	6	1	1	"
85	Vienne (Haute-).....	"	11	"	"	11	2	"	9	2	2	"
86	Vosges.....	3	20	"	"	23	2	"	21	2	7	"
87	Yonne.....	"	5	"	"	5	1	1	3	1	"	"
TOTAUX.....		73	2.263	6	109	2.451	381	51	2.019	289	448	79

III. — Tableau récapitulatif des accidents par branche d'industrie.

Nos des grou- pes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente		NOMBRE, pour le cas de mort,		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins 16 ans de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins 16 ans de 16 ans	de 16 ans et plus.							
1	I. — AGRICULTURE ET FO- RÊTS.	2	29	"	"	31	9	"	22	7	20	2
	II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
2	a) Mines, minières et sa- lines.	7	192	"	2	201	41	6	154	35	85	6
3	b) Carrieres.	"	59	"	"	59	17	1	41	17	23	"
	III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
4	a) Meuneries et minote- ries.	"	37	"	"	37	6	4	27	5	11	2
5	b) Sucreries et raffineries.	"	30	"	1	31	5	2	24	5	10	"
6	c) Distilleries.	1	8	"	"	9	"	"	9	"	"	"
7	d) Brasseries et malteries.	"	23	"	"	23	1	1	21	1	1	"
8	e) Autres industries de l'alimentation.	"	48	1	3	52	3	2	47	3	2	"
	IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
9	a) Industries chimiques en général.	1	52	"	3	56	8	"	48	7	12	"
10	b) Usines à gaz.	"	6	"	"	6	1	"	5	1	"	"
11	c) Teintures, blanchi- ment, apprêt, net- toyage.	4	17	"	5	26	4	"	22	2	1	1
	V. — PAPIERS, CAOUTCHOUC, ETC.											
12	a) Caoutchouc et succé- dants.	"	8	"	"	8	"	"	8	"	"	"
13	b) Papier et carton.	3	38	"	1	42	7	"	35	6	7	1
14	c) Industries du livre et industries polygra- phiques.	3	16	"	3	21	1	"	20	"	"	1
	VI. — TEXTILES.											
15	a) Industries textiles pro- prement dites.	9	78	4	38	129	8	4	117	6	10	2
16	b) Travail des étoffes et vêtements.	1	23	"	5	29	1	"	28	1	"	"
	VII. — CUIRS ET PEAUX.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux.	"	21	"	"	21	2	1	18	2	3	"
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau.	2	14	"	5	21	"	"	21	"	"	"
	VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
19	a) Travaux de bâtiment, charpente en bois, menuiserie.	2	112	"	"	114	14	"	100	12	23	"
20	b) Autres gros ouvrages en bois.	2	112	"	2	116	7	4	105	4	6	3
21	c) Ébénisterie et tablette- rie.	"	17	"	"	17	"	"	17	"	"	"

N ^o des grou- pes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente.		NOMBRE, pour le cas de mort.		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins 16 ans	de 16 ans et plus.							

IX. — MÉTAUX.

22 a)	Métallurgie du fer, de l'acier, ferronnerie...	10	164	"	1	175	15	1	159	9	10	6
23 b)	Charpente en fer et serrurerie.....	3	58	"	1	62	4	"	58	3	1	2
24 c)	Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et constructions mécaniques	15	206	"	11	232	16	3	213	11	10	1
25 d)	Métallurgie, fonderie et travail des métaux ordinaires autres que le fer et l'acier.....	"	9	"	1	10	"	"	10	"	"	"
26 e)	Mécanique fine.....	1	4	"	"	5	"	"	5	"	"	"
27 f)	Métaux précieux.....	"	2	"	"	2	1	"	1	1	"	"

X. — TRAVAUX PUBLICS
ET BÂTIMENTS.

28	a)	Distributions urbaines.	1 ^{re} Électricité. . .	"	20	"	"	20	3	"	17	"	1	3
29			2 ^e Autres distributions. . .	"	2	"	1	3	"	"	3	"	"	"
30	b)	Autres entreprises de travaux publics et de bâtiment.		2	401	"	"	403	86	12	305	61	87	24

XI. — TRAVAIL DES PIERRES
ET DES TERRES AU FEU.

31 a)	Chaufournerie et briqueterie.....	3	34	"	2	39	4	1	34	4	10	"
32 b)	Céramique.....	"	6	"	1	7	1	"	6	1	2	"
33 c)	Verrerie.....	1	15	"	"	16	1	"	15	1	"	"

XII. — MANUTENTION
ET TRANSPORTS.

34 a)	Entreprises de chargement et déchargement. Entrepôts et magasins.....	1	121	1	21	144	31	2	111	20	33	3
35 b)	Transports par terre...	"	106	"	"	106	21	"	85	12	18	6
36 c)	Transports par voie ferrée.....	"	147	"	2	149	59	6	84	50	59	14
37 d)	Transports par eau...	"	24	"	"	24	4	1	19	2	3	2

XIII. — INDUSTRIES INSUFFISAMMENT DÉSIGNÉES..

TOTAUX.....	73	2.263	6	109	2.451	381	51	2.019	289	448	79
-------------	----	-------	---	-----	-------	-----	----	-------	-----	-----	----

LE PERSONNEL PROTÉGÉ DANS L'INDUSTRIE EN 1900.

EXTRAITS DU RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 PENDANT L'ANNÉE 1900, PRÉSENTÉ AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

(J. O. du 17 octobre 1901.)

CHAPITRE 1^{er}.

GÉNÉRALITÉS.

La loi nouvelle du 30 mars 1900 vise, d'une part, les établissements qui se trouvaient antérieurement classés comme soumis à la loi de 1892 seule, et, d'autre part, ceux qui étaient indiqués comme soumis à la fois aux lois de 1848 et 1892.

C'est pour cette raison que, dans le tableau ci-après, tous les établissements où se trouvent employés des enfants ou des femmes sont compris sous la désignation d'établissements soumis à la loi du 30 mars 1900. Seules les usines et manufactures n'employant que des hommes adultes continuent à figurer à part :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.
Établissements soumis aux lois de 1900 et 1893.....	164.786
Établissements soumis aux lois de 1848 et 1893.....	29.622
Établissements soumis aux lois de 1893 seulement.....	114.969
TOTAL.....	309.377

Les usines et manufactures qui emploient des hommes adultes et un personnel protégé par la loi du 2 novembre 1892 ne sauraient plus, en fait, être séparées des autres établissements soumis à la loi de 1900, et leur nombre qui était, d'après le rapport de l'an dernier, de 57,131, ne peut plus être aujourd'hui fixé, même approximativement.

Les établissements industriels se décomposent de la façon suivante, en ce qui concerne la composition du personnel qu'ils emploient :

PERSONNEL.	NOMBRES	
	absolus.	p. o/o.
Exclusivement féminin.....	59.039	19,3
Mixte.....	105.747	33,9
Adulte.....	144.591	46,8
TOTAL.....	309.377	100,0

Voici le relevé de ces mêmes établissements d'après l'importance du personnel occupé :

DÉSIGNATION.	NOMBRES	
	absolus.	p. o/o.
Établissements occupant		
de 1 à 5 ouvriers.....	227.345	73,6
de 6 à 20 ouvriers.....	60.667	19,9
de 21 à 100 ouvriers.....	17.027	5,5
de 101 à 500 ouvriers.....	2.936	0,9
plus de 500.....	402	0,1
TOTAL.....	309.377	100,0

Quant au nombre des établissements visités en 1900, il s'élève à 118.946, sur les 309.377 établissements dont l'existence a été constatée. Le personnel rencontré dans ces établissements est de 1.822.024.

Relativement au total, la proportion des établissements visités n'atteint cette année que 38,3 p. o/o, alors qu'elle était l'an dernier de 39,3 p. o/o.

Cette diminution peut être attribuée en partie aux recherches que le service a faites des établissements nouveaux.

Les 118.946 établissements visités en 1900 comprenaient 1.822.024 ouvriers répartis de la façon suivante :

DÉSIGNATION.	NOMBRE DE		NOMBRES ABSOLUS		p. o/o.
	garçons.	filles.	de garçons et de filles.	d'ouvriers et ouvrières.	
Enfants de douze à treize ans, munis du certificat.....	954	906	1.860		
Enfants de treize à dix-huit ans.....	147.354	141.045	288.399		
TOTAL.....	148.308	141.951	290.259	290.259	15,9
Fillles majeures de dix-huit ans et femmes de tout âge.....				453.489	24,8
Ouvriers adultes.....				1.078.276	59,3
TOTAL.....				1.822.024	100

Les départements suivants sont ceux où les jeunes ouvriers et ouvrières présentent la proportionnalité pour cent la plus forte sur l'ensemble du personnel :

Basses-Alpes, 38,8 p. o/o; Ardèche, 27,3 p. o/o; Hautes-Alpes, 27 p. o/o; Haute-Loire, 25,1 p. o/o; Drôme, 23,9 p. o/o; Côtes-du-Nord, 22 p. o/o; Hautes-Pyrénées, 22 p. o/o; Cher, 21 p. o/o; Nord, 20,6 p. o/o; Corrèze, 20,2 p. o/o; Vosges, 20 p. o/o; Finistère, 20 p. o/o.

Les départements suivants présentent la proportionnalité la plus considérable du personnel féminin sur l'ensemble :

Ardèche, 66,4 p. o/o; Finistère, 65 p. o/o; Drôme, 62 p. o/o; Vaucluse, 55,6 p. o/o; Isère, 54,8; Vosges, 54 p. o/o; Haute-Loire, 53,9 p. o/o; Tarn-et-Garonne, 53,2 p. o/o; Lot-et-Garonne, 49,6 p. o/o; Creuse, 48 p. o/o; Vendée, 45 p. o/o; Hautes-Alpes, 44,6 p. o/o; Basses-Alpes, 43,5 p. o/o; Marne, 43 p. o/o; Puy-de-Dôme, 42,1 p. o/o; Ain, 42 p. o/o.

Voici, enfin, dans un ordre décroissant, les départements dans lesquels le personnel protégé de la loi de 1892 représente plus de la moitié du nombre des ouvriers :

Ardèche, 72,3 p. o/o; Finistère, 72 p. o/o; Drôme, 66,9 p. o/o; Vaucluse, 61,1 p. o/o; Haute-Loire, 60,5 p. o/o; Isère, 58,4 p. o/o; Lot-et-Garonne, 58 p. o/o; Tarn-et-Garonne, 57 p. o/o; Gard, 56,6 p. o/o; Basses-Alpes, 55,7 p. o/o; Creuse, 55 p. o/o; Vosges, 54 p. o/o; Vendée, 53 p. o/o; Hautes-Alpes, 52,2 p. o/o; Orne, 52 p. o/o.

Les établissements qui font l'objet de rapports spéciaux n'ont pas été compris dans les relevés qui précèdent. Ces établissements sont les mines, minières et carrières, et les établissements dépendant des Ministères de la guerre et de la marine.

Ateliers de famille. — D'une façon générale, les inspecteurs divisionnaires déclarent qu'il est impossible de déterminer exactement le nombre des ateliers de famille.

Ils constatent pourtant d'une façon à peu près unanime la progression croissante de ces ateliers.

Dans la 11^e circonscription notamment, leur nombre considérable crée un obstacle à l'application de la loi chez les autres industriels qui ne comprennent point que certains de leurs confrères bénéficient d'un régime plus favorable au point de vue de la production.

Établissements de l'État. — Le personnel des établissements de l'État se décomposait l'an dernier de la façon suivante :

Jeunes ouvriers et jeunes ouvrières.....	1.277
Ouvrières adultes.....	16.632
Hommes adultes.....	3.076
TOTAL.....	<u>22.984</u>

On rappelle que les établissements de l'État soumis aux lois réglementant le travail sont, en déduisant les ateliers de la guerre et de la marine, soumis à un contrôle spécial : l'Imprimerie nationale, les ateliers des ponts et chaussées, la Monnaie, les ateliers du Timbre et de l'Enregistrement, les manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais, les fabriques d'allumettes, les manufactures de tabacs, etc.

Voici la désignation des industries dans lesquelles le plus grand nombre des procès-verbaux ont été dressés pour infraction aux prescriptions relatives à l'âge d'admission :

Verreries et cristalleries, 223; établissements de bienfaisance, 210; corderies, 23; filatures et peignage de laine, 22; modes, confections, couture, lingerie, 22; fabriques de peignes, 22; moulinage de la soie, 15; imprimeries, 14; cartons, cartonnage et papeterie, 13; sucreries, 13.

CHAPITRE III.

DURÉE DU TRAVAIL.

Les dispositions nouvelles de la loi du 30 mars 1900, relatives à la durée du travail, ne semblent pas avoir sérieusement modifié, dans la grande industrie tout au moins, la durée de travail antérieurement en usage. Presque partout, l'inspection a constaté que la durée du travail effectif ne dépassait pas, dans ces industries, la limite de onze heures par jour.

Bien que cette réglementation soit trop récente pour qu'on en puisse apprécier, dès à présent, les conséquences économiques, on a pu déjà constater que, dans la plupart des industries où la limitation à onze heures n'existait pas avant la loi, des dispositions ont été prises en vue d'empêcher une diminution dans la production.

M. l'inspecteur divisionnaire de la 7^e circonscription signale qu'à Angers, dans une usine où la durée du travail a été abaissée à onze heures (constructions mécaniques), la quantité de travail fournie par les ouvriers qui sont aux pièces est restée la même. Il est vrai de dire que la discipline n'a pas été étrangère à ce résultat (interdiction de fumer, de s'habiller avant l'heure de sortie, exactitude demandée pour les heures d'entrée). D'ailleurs, ajoute-t-il, il a été constaté maintes fois, de l'avis des industriels, que la douzième heure ne profitait pas à l'usine, et que la production n'a pas varié avec la réduction du travail à onze heures.

A Belfort, des mesures spéciales ont été prises afin d'augmenter le plus possible la productivité du travail :

« Toutes les fois que les machines motrices et les transmissions s'y prêtaient, les

métiers à tisser ont été munis de pignons de commande plus petits pour accélérer leur vitesse et produire davantage dans l'unité de temps.

« Lorsque l'emploi de ce moyen était impraticable, comme dans les filatures à machines modernes où la production effective atteint presque la production théorique, certains chefs d'établissements ont réglementé avec plus de sévérité la sortie et le repos des ouvriers, afin que ceux-ci fournissent réellement onze heures de travail effectif. »

Cependant, dans certaines industries où l'ouvrier n'est qu'un simple surveillant de la machine, où la production est rigoureusement proportionnée à la durée de la marche de l'outillage, toute réduction dans la durée du travail a nécessairement pour conséquence une diminution correspondante de la production.

Certains inspecteurs signalent, d'autre part, des dispositions déjà prises par quelques industriels en vue de l'application de la disposition qui doit réduire l'an prochain le travail à dix heures et demie :

« Dans le but d'habituer son personnel, comptant 1.200 ouvriers, à une journée réduite, le tissage de soie de Jujurieux a commencé à ne faire travailler que dix heures trois quarts; de plus, il a fait venir quelques métiers construits récemment aux États-Unis, et qui passent pour produire en moins de temps une quantité d'étoffe au moins égale aux métiers actuels. » (Lyon.)

Une disposition nouvelle de la loi du 30 mars 1900 (art. 3, § 3, de la loi du 2 novembre 1892 modifiée), prescrit l'obligation pour l'industriel de faire prendre ses repos aux mêmes heures au personnel protégé qu'il emploie.

Des instructions ministérielles ont précisé de la façon suivante les obligations qu'entraîne la simultanéité des repos :

« L'horaire du travail, dans un établissement mixte, doit prévoir une heure d'ouverture, une heure de fermeture et des repos s'appliquant à tout le personnel protégé par la loi du 30 mars 1900; la durée du travail sera donc l'intervalle de temps qui s'écoule entre l'heure d'entrée et l'heure de sortie, déduction faite du repos pris en commun par tout le personnel. C'est cette durée, dont le maximum est fixé à onze heures jusqu'au 30 mars 1902, à dix heures et demie jusqu'au 30 mars 1904, et à dix heures à partir de cette dernière date. »

Voici l'indication des industries dans lesquelles a été relevé le plus grand nombre de contraventions aux dispositions légales qui réglementent la durée du travail :

Modes, confections, couture, lingerie, 641; blanchisserie et repassage, 214; confiseurs, fabriques de chocolat, 162; établissements de bienfaisance, 115; imprimeries, 77; cartons, cartonnage et papeterie, 62; relieurs, 39; teintureries, apprêts, 34; buscs, corsets, 34; ferronneries, fabriques de vis, quincaillerie, 27.

CHAPITRE IV.

TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

Les industries dans lesquelles le travail de nuit est pratiqué d'une façon permanente varient suivant les régions. Le service de l'inspection a signalé cette année comme travaillant habituellement la nuit, en dehors des usines à feu continu, des industries appartenant aux catégories suivantes :

Peignage de laine; fabrique de faulx; fabrique de ciment; produits chimiques; manufactures de tulles; manufactures de glaces; usines à gaz; moulins; brasseries; imprimeries; fours à chaux, fours à porcelaine; stéarineries; féculeries; fabriques de bonneterie; filatures; fabriques de feutre; stations électriques, etc.

Voici les principales industries dans lesquelles le travail de nuit est pratiqué seulement à certaines époques de l'année ou à titre accidentel :

Filature de coton; filature de laine cardée; apprêts d'étoffe; fabriques de conserves de poissons ou de légumes; ateliers de couture, lingerie, mode; ateliers de construction mécanique; scierie mécanique; corderies; fonderies, etc.

Travail à double équipe. — L'article 11, paragraphe 4, de la loi de 1892, modifié par la loi du 30 mars 1900, a porté remède à cet abus en décidant qu'en cas d'organisation du travail par équipes, le travail de chaque équipe serait continu, sauf l'interruption pour le repos.

Par une autre disposition (art. 4, paragraphe additionnel), elle supprime entièrement, à partir du 30 mars 1902, l'exception apportée en faveur de la double équipe au principe de l'interdiction du travail de nuit.

Des inspecteurs signalent que le travail à double équipe a presque entièrement disparu grâce à l'interdiction de chevauchement des équipes qui réduit le travail de chacune d'elles à huit heures. On peut même prévoir son entière disparition avant le délai fixé par la loi.

Une autre cause de la disparition de ce mode de travail est la difficulté de donner les repos aux mêmes heures au personnel de la double équipe et à celui d'une équipe de jour fonctionnant parallèlement.

Veillées. — Un certain nombre d'industries, telles que la confection et la couture, sont autorisées à porter à douze heures la durée du travail pendant soixante jours par an, et à veiller jusqu'à onze heures du soir pendant cette même période.

La commission supérieure du travail ne peut que signaler cette année encore aux pouvoirs publics cette dérogation abusive. La prolongation de la durée du travail peut toujours, à son avis, s'effectuer sans difficulté dans la limite du travail de jour, et la sortie des ouvrières à 11 heures du soir lui paraît une pratique déplorable au point de vue de la famille et de la moralité.

Cependant, on a remarqué une tendance marquée des tailleurs, confectionneurs, couturières même, à supprimer leur atelier et à donner à faire le travail à domicile; l'ouvrière travaillant chez elle échappe ainsi au contrôle de l'inspection, et le patron également. Il est hors de doute que la suppression légale des veillées accélérerait ce mouvement. (Bordeaux).

L'article 6 du décret du 15 juillet 1893 modifié exige que l'inspecteur soit prévenu par l'industriel chaque fois que ce dernier voudra faire usage de l'exception prévue pour le travail de nuit.

Cette disposition est généralement observée. Il n'en est pas de même de l'affichage dans les ateliers de la copie de l'avis, exigible aux termes du paragraphe 3 du même article, et les ouvrières sont simplement prévenues, souvent même en fin de journée, de l'obligation où elles sont de veiller.

La copie de l'avis affichée en temps utile permettrait aux ouvrières de prévenir leur famille et d'exercer sur le nombre des veillées, dont la loi a fixé le maximum à 60, un contrôle plus efficace.

Travail de nuit permanent pendant sept heures. — Quatre ordres de travaux peuvent, aux termes du décret de 1893, bénéficier de l'exception permanente à l'interdiction du travail de nuit.

Le coulage et le séchage de l'amidon de maïs n'était pratiqué que dans une seule fabrique de la région du Nord. L'industriel vient d'abandonner l'ancien mode de séchage qu'il a remplacé par des fours à feu continu. Cette dérogation n'a donc plus de raison d'être.

L'opération du pliage des journaux, également inscrite au décret, peut être aujourd'hui effectuée mécaniquement. De plus, il peut arriver que les ouvrières ainsi employées aient déjà effectué dans la journée un travail industriel, parfois même dans l'imprimerie où elles sont occupées la nuit.

Enfin, certains patrons s'entendraient pour échanger entre eux leurs ouvrières à la fin de la journée. Les ouvrières passent ainsi d'un atelier à l'autre et y restent une partie de la nuit; cette pratique aboutit à des journées de seize et dix-huit heures que le service de l'inspection ne peut empêcher. Un tel état de choses cesserait et le travail de nuit disparaîtrait si les directeurs des grandes publications périodiques envoyaient quelques heures plus tôt leurs feuilles au brochage.

Bien que la question soulevée ne présente qu'une importance relative, la commission supérieure estime que les dérogations permanentes au travail de nuit, qui ont d'ailleurs fait l'objet d'une enquête administrative, soient soumises à une révision.

Travail de nuit temporaire. — Huit industries sont autorisées à déroger, pour trente à cent vingt jours, aux dispositions relatives au travail de nuit, sous la condition que la durée de ce travail ne puisse dépasser dix heures par vingt-quatre heures. Le nombre des infractions relevées aux dispositions relatives à la réglementation du travail de nuit a été, pendant l'année 1900, de 1.534, en augmentation de 700 sur le chiffre de 1899. La liste ci-après indique les industries dans lesquelles les contraventions de cette nature ont été les plus nombreuses :

Modes, confections, couture, lingerie, 819; blanchisserie, repassage, 68; imprimeries, 68; cartons, cartonnage et papeterie, 65; travail des métaux, 58; tissage de coton, 58; conserves (fabriques de), 39; moulinsages de la soie, 37; verreries et cristalleries, 33; tulles et rideaux (fabriques de), 29.

Repos hebdomadaire et jours fériés. — Le jour généralement choisi pour le repos hebdomadaire reste fixé au dimanche, à l'exception des industries dans lesquelles les usages ne permettent pas de chômer ce jour-là et des établissements qui ont établi un roulement pour le repos hebdomadaire.

Le repos des jours fériés paraît généralement respecté, sauf, toutefois, dans les blanchisseries, où des contraventions nombreuses ont été relevées de ce chef.

Le tableau ci-après donne la nomenclature des industries dans lesquelles les infractions aux repos hebdomadaires et des jours fériés ont été les plus fréquentes :

Blanchisseries, repassage, 446 contraventions; modes, confections, couture, lingerie, 329; filatures de soie, 246; établissements de bienfaisance, 218; réglisses (fabriques de), 158; confiseurs, fabriques de chocolat, 135; tulles et rideaux (fabriques de), 103; imprimeries, 95; gants (fabriques de), 78; cartons, cartonnages et papeterie, 75; tissages de coton, 74; verreries et cristalleries, 67; produits alimentaires, 65; conserves de poissons, 60.

Usines à feu continu. — La durée du travail des enfants et des femmes ne dépasse généralement pas dix heures dans les usines à feu continu, et le temps total des repos accordés atteint les deux heures réglementaires.

Toutefois, dans certains centres industriels, les repos d'une durée de deux heures imposés la nuit aux enfants et aux femmes mécontentent en général les intéressés, qui préféreraient ne prendre qu'une heure de repos et quitter l'usine une heure plus tôt.

Le contrôle des repos du personnel protégé et de l'observation du repos hebdomadaire est assuré, en principe, par l'affichage des noms, mais la vérification reste

difficile. Elle devient presque impraticable en cas d'organisation du travail par relais ou en cas de roulement dans l'attribution du repos hebdomadaire.

CHAPITRE V.

TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

L'interdiction du travail de nuit n'a été levée que dans 22 établissements, au cours de l'année 1900, par le service de l'inspection, pour cas de chômage résultant d'interruption accidentelle ou de force majeure.

Le nombre des industries qui ont été autorisées à prolonger en 1900 la durée du travail est de 1.912, et le nombre des journées d'ouvriers (hommes, femmes et enfants) auxquelles s'est appliquée la dérogation, s'élève à 2.536.666 (1).

1.309 industries ont obtenu l'autorisation de travailler le jour du repos hebdomadaire, et le nombre de ces jours de repos non chômés s'élève, d'après les mêmes calculs que ci-dessus, à 168.402.

Les 7 industries suivantes n'ont adressé, au cours de l'année 1900, aucune demande de dérogation en ce qui concerne la durée du travail :

Fabrication d'appareils orthopédiques; fabrication de colle et gelatine; corderies en plein air; delainage des peaux de moutons; dorure pour ameublement; papiers de tenture; devidage de la soie pour étoffes de nouveautés.

Une revision de l'article 5 du décret de 1893 semble donc s'imposer en ce qui concerne ces industries, et un certain nombre d'autres qui n'ont fourni qu'un très petit nombre de demandes.

Voici, par contre, la nomenclature des industries qui ont obtenu le plus grand nombre d'autorisations :

INDUSTRIES.	NOMBRE des établissements ayant bénéficié d'autorisations.		INDUSTRIES.	NOMBRE des établissements ayant bénéficié d'autorisations.	
	Durée du travail.	Repos hebdomadaire.		Durée du travail.	Repos hebdomadaire.
Confections, couture et lingerie pour femmes et enfants.....	416	272	légumes et poissons...	184	128
Blanchisseries de linge fin	251	258	Confections pour hommes	76	85
Imprimeries.....	214	135	Chapeaux (fabrication et confection de), en toutes matières, pour hommes et femmes.....	67	101
Conserves de fruits et confiseries, conserves de					

CHAPITRE VI.

LIVRETS. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Livrets. — La délivrance par les maires du livret prescrit par l'article 10 de la loi de 1892, s'opère d'une façon de plus en plus régulière. L'administration préfectorale a été avisée chaque fois qu'il a été constaté que des mairies n'en étaient pas munies, et elles se sont aussitôt conformées aux exigences de la loi.

Les plus nombreuses contraventions pour absence de livrets ont été relevées dans des établissements visités pour la première fois.

Le tableau ci-après indique par circonscription la proportion des enfants qui ont

(1) Ce chiffre a été obtenu en multipliant, pour chaque avis, le nombre de jours où il a été dérogé par le nombre des ouvriers et ouvrières auxquels s'est appliquée la dérogation.

été rencontrés en 1900 en possession d'un livret. Les chiffres de l'année précédente, qui sont rappelés dans ce tableau, font connaître dans quelle mesure cette proportion s'est accrue :

N ^{os} des circonscriptions.	RÉSIDENTES des inspecteurs divisionnaires.	PROPORTION		N ^{os} des circonscriptions.	RÉSIDENTES des inspecteurs divisionnaires.	PROPORTION	
		en 1899.	en 1900.			en 1899.	en 1900.
		p. 100.	p. 100.			p. 100.	p. 100.
1 ^{re}	Paris	88,4	90,6	7 ^e	Nantes.....	84,0	84,0
2 ^e	Tours.....	84,0	86,0	8 ^e	Bordeaux.....	69,0	81,0
3 ^e	Dijon.....	92,0	95,0	9 ^e	Toulouse.....	87,5	89,8
4 ^e	Nancy.....	95,0	96,0	10 ^e	Marseille.....	92,0	97,9
5 ^e	Lille.....	93,0	93,0	11 ^e	Lyon.....	97,4	98,0
6 ^e	Rouen.....	94,0	95,0				

En ce qui concerne les enfants de nationalité étrangère employés dans l'industrie, les mairies continuent à se conformer, en général, à la circulaire ministérielle du 20 avril 1899, qui exige le visa des pièces d'identité par le consulat de la nation à laquelle ces enfants appartiennent.

Registre d'inscription. — Dans la grande industrie, les registres d'inscription sont généralement bien tenus et contiennent toutes les indications réglementaires. Il n'en est pas toujours de même dans la petite industrie où le soin de porter les inscriptions au registre est parfois confié à des enfants.

Affichage des lois, de l'horaire et des avis ou autorisations. — Les affiches de la loi de 1892 et des décrets sont toujours placardés dans les grands établissements. Il n'en est pas de même dans les petits ateliers qui laissent souvent à désirer sous ce rapport.

Depuis que l'unification des heures de travail est devenu un fait accompli, l'affichage de l'emploi du temps constitue le moyen de contrôle le plus sûr de l'observation des dispositions qui limitent la durée du travail. Il est, pour le service, le principal élément de surveillance, en même temps que pour les ouvriers la plus sérieuse garantie de l'observation de la loi.

Fournitures d'imprimés aux industriels. — Les imprimés nécessaires aux industriels tels que : affiches des lois et décrets, registres, horaires, sont généralement fournis aux industriels par l'inspecteur, lors de la première visite. Ils ne sont plus renouvelés qu'à titre exceptionnel, et, dans certaines circonscriptions, seulement pour les petits ateliers.

Certains préfets ont bien voulu se charger d'approvisionner d'imprimés les mairies de leurs départements.

Dans la Sarthe, tous les imprimés sont fournis par le département; ils sont payés par la commune. L'inspecteur du travail, qui a son bureau à la préfecture, fait parvenir aux maires les livrets et autres imprimés nécessaires aux diverses communes.

Les préfets des Côtes-du-Nord et du Finistère, sur la demande de l'inspecteur de Rennes, ont fait imprimer plus d'un millier de registres que ce dernier distribue au cours de ses visites nouvelles.

Il serait à désirer que cette solution fût adoptée dans tous les départements. Elle contribuerait puissamment à faire pénétrer dans toutes les régions la connaissance de la loi.

CHAPITRE VII.

I. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont inscrites dans les articles 12 à 16 de la loi du 2 novembre 1892, complètes par le décret du 13 mai 1893, et par l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894.

Ces prescriptions restent spéciales au personnel protégé par cette loi, et elles peuvent être invoquées en sa faveur, indépendamment des dispositions de la loi de 1893.

Échafaudages volants. — Une seule contravention a été relevée aux dispositions de l'article 10, qui interdit d'employer des enfants de moins de 16 ans aux travaux de réfection ou de nettoyage des maisons, exécutés à l'aide d'échafaudages volants. Nous rappelons que certains inspecteurs ont demandé l'an dernier que cette interdiction, qui s'applique aux travaux de réparations, fût également étendue aux constructions neuves (1).

Les contraventions relatives à la loi de 1892 et au décret de 1893, se répartissent de la façon suivante :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des contraventions.
Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892	211
Graissage de mécanismes en marche	55
Machines non protégées	236
Machines à pédales	3
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales . . .	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux métiers dits à la main	4
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires . .	11
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques	9
Emploi d'enfants de moins de 16 ans à souffler les bouteilles	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux robinets à vapeur .	3
Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants	1
Surcharges	104
Travail des machines à coudre avant 16 ans	16
Travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes	1
Travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans	3
Conditions imposées pour certains travaux	27

(1) Les prescriptions relatives au maximum de poids que peuvent trainer ou pousser les mineurs de dix-huit ans ont fait l'objet de 98 contraventions, soit une augmentation de 60 sur le chiffre de l'année précédente. Les procès-verbaux dressés se rapportent surtout aux industries de la construction, de l'imprimerie, du bois et de la fumisterie.

Les contestations qui s'étaient fréquemment élevées sur le poids des fardeaux transportés ont diminué depuis que les agents ont la possibilité de faire peser les véhicules et les fardeaux sur les appareils de pesage dont l'état, dressé par le service de la vérification des poids et mesures, a été mis à leur disposition. C'est une circulaire ministérielle du 6 octobre 1900 qui, en prescrivant ces disposi-

II. — ACCIDENTS.

La disposition finale de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents, décide formellement que l'article 15 de la loi de 1892 cessera d'être applicable dans tous les cas visés par la loi de 1898.

Il résulte de cette disposition que le champ d'application de l'article 15 se trouve singulièrement réduit, et que cet article ne pourrait plus être appliqué qu'aux industries énumérées à l'article 1^{er} de la loi de 1892 qui se trouveraient exceptées de la réglementation de 1898.

Il est peut-être possible de concevoir l'existence théorique de quelques industries dans lesquelles ces conditions se trouveraient réunies. Toutefois, aucun cas pratique d'application de l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 n'a été signalé à notre connaissance par le service de l'inspection.

CHAPITRE VIII.

ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Établissements de bienfaisance. — L'attention du service de l'inspection a été appelée tout particulièrement pendant l'année 1900, sur les établissements de bienfaisance dans lesquels les constatations de l'année précédente avaient révélé de nombreux abus.

On exécute dans ces établissements des travaux manuels dont le caractère d'enseignement professionnel est extrêmement contestable. La besogne à laquelle se livrent les mineurs de 13 ans est souvent purement mécanique, et paraît être, pour bien des maisons, une source de bénéfices. De plus, le caractère industriel des travaux exécutés, étant susceptible d'appréciation, n'est pas toujours reconnu par le tribunal qui juge en fait, c'est-à-dire sans recours possible.

Quant aux garanties destinées à assurer l'exécution de la loi, et notamment à empêcher que le travail excède la limite d'âge légale, elles consistent, en dehors de l'obligation du livret, du tableau de l'emploi du temps et du registre d'usine, dans l'affichage d'un tableau spécial indiquant les conditions de travail, et dans

tions, a facilité grandement la constatation des surcharges. À la suite de cette circulaire, des négociations ont été entamées en vue d'obtenir que le plus grand nombre possible d'appareils de pesage fussent mis à la disposition des agents. Déjà, par une décision spéciale, tous les appareils du réseau de l'État peuvent être utilisés pour les constatations de surcharge, et il y a lieu d'espérer que toutes les grandes compagnies de chemins de fer suivront prochainement cet exemple.

Toutefois, les inspecteurs signalent qu'il n'est pas toujours possible d'utiliser les appareils de pesage mis à leur disposition, soit en raison de leur éloignement du lieu où la contravention est constatée, soit parce que ces appareils sont principalement construits pour des poids beaucoup plus importants.

Déjà, en 1894, une circulaire ministérielle avait rappelé aux préfets que les agents de police dans les villes, les gendarmes et les gardes champêtres dans les campagnes, avaient qualité pour relever les contraventions aux prescriptions relatives aux surcharges qui seraient commises sur la voie publique. Aucun procès-verbal, à quelques exceptions près, n'ayant été dressé par ces agents, il a paru à M. le Ministre du commerce que leur négligence à user des droits que leur confère la loi était de nature à compromettre gravement la sécurité des jeunes travailleurs. Il a donc prescrit aux préfets par une nouvelle circulaire datée du 10 novembre 1900, de donner aux agents de l'autorité administrative, des ordres formels en vue de veiller à la stricte application des dispositions légales.

Le service de l'inspection signale qu'un certain nombre de procès-verbaux pour surcharge d'enfants ont été dressés à la suite de ces instructions par des agents de police ou officiers de police judiciaire. Toutefois, l'inspecteur de la 6^e circonscription (Rouen) exprime la crainte que la circulaire du 10 novembre ne produise pas tout son effet parce qu'elle a été adressée aux maires par l'intermédiaire des préfets. Il estime que les instructions qu'elle contient auraient eu plus d'efficacité si elles avaient été données aux commissaires de police et aux gendarmes par les magistrats de l'ordre judiciaire.

l'envoi périodique d'un état nominatif complet des enfants élevés dans l'établissement.

A cette occasion, on s'est demandé si les garanties exigées de toutes les industries par l'article 10 de la loi de 1892 étaient également exigibles des établissements de bienfaisance, à l'égard desquels une disposition spéciale a été prise à l'article 11, paragraphes 4 et 5. Une série d'arrêtés de la Cour de cassation, en date du 8 décembre 1900, se sont prononcés pour l'affirmative.

Le nombre des établissements de bienfaisance soumis à la loi de 1892 était de 1.472 en 1900. Sur ce nombre, 1.023 ont reçu pendant la même année la visite de l'inspecteur.

Le personnel rencontré a été de 48.432, réparti de la façon suivante :

DÉSIGNATION DU PERSONNEL.	NOMBRE d'enfants protégés par sexe.	TOTAL.
Enfants au-dessous de 13 ans non munis du certificat.....	Garçons... 1.057 Filles... 13.134	14.191
Enfants de 12 à 13 ans munis du certi- ficat.....	Garçons... 13 Filles... 348	361
Enfants de 13 à 18 ans.....	Garçons... 1.846 Filles... 18.944	20.790
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	.....	6.532
Filles et femmes majeures.....	.....	6.538
Hommes adultes.....	.....	20
ENSEMBLE.....	.....	48.432

Le nombre des contraventions relevées s'élève à 1.371 et se décompose de la façon suivante :

DÉSIGNATION DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des contraventions.	DÉSIGNATION DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des contraventions.
Livrets.....	507	Report.....	1.223
Registres.....	80	Envoi de l'état trimestriel....	42
Durée du travail.....	532	Hygiène.....	102
Affichage.....	104	Sécurité.....	4
A reporter.....	1.223	TOTAL.....	1.371

Les infractions s'étaient élevées, l'année précédente, à 4.429. La diminution considérable constatée en 1900 n'accuse aucunement un relâchement dans la surveillance. Elle corrobore, au contraire, les conclusions des inspecteurs dont les rapports reconnaissent unanimement que les prescriptions légales sont aujourd'hui mieux observées dans les établissements de bienfaisance.

Théâtres, cafés-concerts sédentaires. — Les enfants des deux sexes âgés de moins de treize ans ne peuvent, aux termes de l'article 8 de la loi de 1892, être employés comme acteurs ou figurants dans les théâtres ou cafés-concerts.

Toutefois, cette interdiction peut être exceptionnellement levée, à Paris, par le Ministre de l'Instruction publique, et dans les départements, par les préfets.

Les inspecteurs s'accordent à déclarer qu'il est tenu que peu de compte de la circulaire du 25 janvier 1897 de M. le Ministre de l'Instruction publique, recommandant de n'accorder que les autorisations indispensables.

A Paris, 132 enfants de moins de treize ans ont été employés comme acteurs ou comme figurants dans les théâtres. On signale notamment l'emploi d'une petite fille de trois ans, d'une autre de trois ans et demi, de deux garçons de cinq ans, et de douze âgés de six ans à six ans et demi.

En province, des autorisations sont données à partir de l'âge de trois ans. Un acrobate de huit ans a été rencontré dans un café-concert.

Il est regrettable que les bureaux des préfectures ne tiennent pas suffisamment compte de l'esprit et même du texte de l'article 8 de la loi de 1892, et de la circulaire ministérielle du 15 janvier 1897. Les textes portent que ces autorisations ne peuvent être accordées qu'exceptionnellement, mais l'exception est devenue la règle; l'autorisation n'est plus guère qu'une formalité administrative, toujours accordée sitôt que demandée, alors qu'elle pourrait et devrait être refusée toutes les fois que la présence d'enfants de moins de treize ans ne serait pas indispensable.

Aucune autosisation concernant des enfants âgés de moins de treize ans ne devrait être accordée à des cafés-concerts sédentaires. L'emploi fréquemment constaté d'enfants comme chanteurs dans les cafés-concerts est en contradiction formelle avec les termes de la loi, qui n'a prévu d'exception qu'en ce qui concerne les théâtres, et pour la représentation de pièces déterminées.

L'accès dans les ménageries renfermant des fauves est interdit aux enfants de moins de dix-huit ans, par le décret du 13 mai 1893 (tableau C).

Plusieurs infractions à cette disposition ont été constatées; l'inspecteur divisionnaire de la 8^e circonscription a signalé, notamment à Valence-d'Agen, la présence d'un enfant de huit ans dans la cage des fauves.

CHAPITRE IX.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. — COMITÉS DE PATRONAGE.

Commissions départementales. — Les commissions départementales qui ont tenu des réunions pendant l'année 1900 appartiennent aux 39 départements désignés ci-après :

Seine, Cher, Loir-et-Cher, Allier, Nièvre, Vienne, Haute-Vienne, Eure, Eure-et-Loir, Indre-et-Loire, Deux-Sèvres, Savoie, Manche, Aube, Yonne, Pas-de-Calais, Charente-Inférieure, Gironde, Gers, Somme, Lot, Lot-et-Garonne, Hautes-Pyrénées, Vaucluse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Ardennes, Marne, Ariège, Aude, Hérault, Tarn, Alpes-Maritimes, Var, Hautes-Alpes, Gard et territoire de Belfort.

Ces commissions ne s'étaient réunies, en 1899, que dans neuf départements.

La circulaire adressée aux préfets par M. le Ministre du Commerce, à la date du 17 avril 1899, a certainement provoqué, pour une part importante, un fonctionnement plus actif des commissions départementales.

Par cette circulaire, M. le Ministre avait prié les préfets de signaler aux conseils généraux l'utilité qu'il y aurait à adjoindre des représentants d'associations patronales et ouvrières aux membres de ces commissions. Il demandait à ces fonctionnaires d'insister auprès des assemblées départementales en vue d'appeler à siéger dans ces commissions ceux-là même que la réglementation du travail intéresse le plus.

Quelques conseils généraux, dans le but de faciliter la représentation des organisations ouvrières dans ces assemblées, décidèrent, à la suite de la circulaire pré-

citée, de prélever, sur le budget du département, un crédit destiné à indemniser les délégués ouvriers de leur frais de déplacement.

C'est en vue de généraliser cette mesure que M. le Ministre du Commerce, par une nouvelle circulaire, en date du 21 mars 1900, demanda aux préfets de solliciter des conseils généraux le vote d'une somme suffisante pour assurer le fonctionnement régulier des commissions.

33 conseils généraux ont donné suite en 1900 au vœu formulé dans cette circulaire. Nous mentionnerons notamment le conseil général de la Seine qui a voté, pour cet objet, un crédit de 5,350 francs, et celui des Bouches-du-Rhône qui a voté un crédit de 500 francs.

Voici l'énumération des vœux les plus importants formulés par les commissions départementales :

Extension des lois protectrices du travail aux ouvriers employés dans l'industrie de l'alimentation; augmentation du nombre des inspecteurs et des inspectrices, et leur recrutement par l'élection, après examen; abrogation du décret du 17 mai 1851; production par les patrons de nouveaux documents permettant de vérifier la durée du travail journalier; extension des attributions des commissions départementales à toutes les lois concernant le travail dans l'industrie; limitation égale de la durée du travail de tous les ouvriers; élévation à treize ans, sans exception, de l'âge d'admission dans les ateliers; suppression absolue du travail de nuit pour les femmes; suppression du paragraphe 6 de l'article 2 de la loi de 1892 admettant, dans les établissements de bienfaisance des enfants au-dessous de treize ans; création d'écoles professionnelles d'apprentis, etc.

Comités de patronage. — Ces comités, dont l'institution est prévue par l'article 25 de la loi du 2 novembre 1892, ont pour objet la protection et le développement de l'instruction professionnelle des apprentis et des enfants employés dans l'industrie.

On peut dire que, seul, le comité de patronage institué à Bordeaux fonctionne d'une façon normale et régulière. Partagé en deux sections, dont l'une s'occupe spécialement des jeunes filles et l'autre des jeunes ouvriers, il est administré par une commission directrice qui a élaboré des statuts et un règlement intérieur adopté par le conseil général.

Il est regrettable que l'exemple donné par la commission d'administration de la Gironde ne soit pas suivi par les autres départements. Peut-être le développement des œuvres post scolaires, qui remplissent à l'égard des jeunes gens les principales obligations que la loi assignait aux comités de patronage a-t-il détourné l'attention du but plus spécial qu'avait visé le législateur lorsqu'il a prévu leur institution.

CHAPITRE X.

INSPECTION.

L'effort principal du service s'est porté cette année sur les établissements qui n'avaient pas encore reçu la visite de l'inspection, sur les ateliers signalés comme n'observant pas la loi, enfin sur les ateliers mixtes soumis à la loi du 30 mars 1900.

La diminution du nombre des visites, constatée dans le tableau ci-après, est due aux pertes de temps occasionnées par la recherche des établissements nouveaux ou à leur éloignement, aux interruptions de tournées nécessitées par l'obligation de visiter sans délai des établissements signalés comme n'observant pas la loi, enfin à

la mise en application de la loi de 1900, dont les dispositions nouvelles ont dû être longuement expliquées aux industriels :

NOMBRES des circonscriptions.	RÉSIDENCES des inspecteurs divi- sionnaires.	NOMBRE DE VISITES EFFECTUÉES PAR LES INSPECTEURS PENDANT LES ANNÉES							
		1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.
1 ^{re}	Paris.....	26.647	38.596	39.067	40.674	40.079	39.514	39.790	39.956
2 ^e	Tours.....	3.683	6.708	7.320	8.171	7.718	8.743	8.613	8.167
3 ^e	Dijon.....	1.669	6.620	6.461	6.494	8.314	8.224	8.565	7.985
4 ^e	Nancy.....	4.402	9.121	10.009	10.329	11.299	11.916	11.585	11.253
5 ^e	Lille.....	5.385	10.316	9.644	11.809	12.644	10.738	12.267	17.681
6 ^e	Rouen.....	1.632	7.702	8.019	8.586	9.851	8.883	8.955	8.160
7 ^e	Nantes.....	3.744	10.118	9.798	10.248	9.609	9.492	8.562	8.102
8 ^e	Bordeaux....	3.826	7.947	9.072	9.754	10.848	10.724	10.758	6.511
9 ^e	Toulouse....	4.346	6.589	7.659	7.574	7.864	7.795	7.215	7.232
10 ^e	Marseille....	5.245	12.110	12.903	13.127	14.028	13.477	14.101	12.548
11 ^e	Lyon.....	7.911	12.973	13.782	14.112	14.250	14.979	15.500	13.537
TOTAL..		68.490	128.800	133.734	140.878	146.504	144.485	145.911	145.132

Il faut également faire entrer pour une part dans cette diminution le travail de bureau, de plus en plus absorbant, que les lois nouvelles et surtout la loi du 9 avril 1898, exigent des inspecteurs.

Dans ces conditions, le service de l'inspection donne actuellement son maximum de rendement possible.

Le service de l'inspection entretient les meilleures relations avec les autorités administratives et judiciaires. Ses rapports avec les industriels sont généralement bons.

Les inspecteurs se sont, d'autre part, conformés avec le plus grand empressement aux instructions ministérielles qui leur prescrivaient d'entrer en relations avec les organisations ouvrières et d'expliquer, dans des conférences aux travailleurs, les dispositions légales qui les protègent. Le but de ces instructions, qui était d'apporter dans le monde ouvrier une connaissance plus complète de la loi et, par suite, d'en assurer de la part des patrons une plus stricte observation, a été, on peut le dire, effectivement atteint.

Ces relations fréquentes ont fait, en outre, disparaître la suspicion imméritée dans laquelle avait été tenu trop longtemps le service. De son côté, l'inspection a pu recueillir, pour assurer partout l'application de la loi, des indications souvent intéressantes.

CHAPITRE XI.

PÉNALITÉS.

Le nombre des procès-verbaux dressés par le service de l'inspection du travail était, en 1899, de 1,837, soit de 35 p. 100 supérieur au chiffre de 1898; il s'est élevé, en 1900, à 2,776, accusant une nouvelle augmentation de 50 p. 100 sur le chiffre précédent.

Ce nombre indique, mieux que tout commentaire, la vigilance qu'apporte le service dans la répression des contraventions.

Les industries dans lesquelles le plus grand nombre de contraventions ont été relevées sont les suivantes :

INDUSTRIES.	NOMBRE		INDUSTRIES.	NOMBRE	
	de procès- verbaux.	de contra- ventions		de procès- verbaux.	de contra- ventions
Modes, confections, couture, lingerie.....	293	2.425	Cartons, cartonnages et papiers.....	68	1.202
Blanchisseries et repassage... 214	1.038	Entrepreneurs de bâtiments.. 57	207		
Serruriers, mécaniciens..... 121	383	Métallurgiques (Usines)..... 55	358		
Imprimeries..... 106	624	Etablissements de bienfaisance. 52	866		
Scieries mécaniques..... 105	581	Teintureries. — Apprêts..... 52	414		
Entrepreneurs de maçonnerie..... 96	403	Filatures de coton..... 46	1.135		
Tulles et rideaux (Fabriques de)..... 79	505	Tréfileries d'or et d'argent... 41	247		
Verreries..... 73	675	Tissages de coton..... 32	2.481		
		Filatures de chanvre, de lin, d'étoupes et de jute..... 17	2.208		

Quant aux procès-verbaux dressés, les solutions qu'ils ont reçues sont indiquées ci-après :

Suivis de condamnations, 2.246; suivis d'acquiescement, 101; encore en instance, 40; amnistiés (loi du 27 décembre 1900), 322; classés par le service, 6; classés par le parquet, 61.

ANNEXE

relative à l'application, pendant l'année 1900, de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières.

Statistique des établissements et de leur personnel. — La statistique de l'industrie extractive en 1900, pour l'application de la loi du 2 novembre 1892, s'établit comme suit :

PERSONNEL						PROPORTION				
DÉSIGNATION.	NOMBRE.	existant			visité.	du personnel protégé au personnel total.		du personnel protégé qui a été visité.		
		protégé.	adulte (hommes).	Total.		En 1900.	En 1899.	En 1900.	En 1899.	
							p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Mines exploitées.....	523	28.162	155.282	183.444	28.032	15,3	14,6	99,5	99,3	
Minnières { souterraines.	11	71	346	417	71	17,0	9,3	100,0	100,0	
	{ à ciel ouvert.	156	104	1.519	1.623	77	6,4	6,5	74,0	72,2
Carrières {	{ (souter) continues..	1.586	1.565	17.118	18.683	1.381	8,3	8,7	88,2	95,2
	{ raines } temporaires	2.601	207	3.516	3.723	120	5,5	5,8	57,9	57,3
	{ à ciel } continues..	10.752	3.391	53.392	56.783	2.006	5,9	6,1	59,1	69,3
	{ ouvert } temporaires	23.793	2.000	47.511	49.511	577	4,8	4,1	28,8	29,9
TOTAL.....	39.422	35.500	278.684	314.184	32.264	11,2	11,1	90,9	91,6	
TOTAL en 1899.....	39.547	34.282	251.293	307.665	31.433	"	"	"	"	

En ne retenant toujours que les mines pour lesquelles ces questions présentent le plus d'importance, en même temps que les chiffres ont le plus de sûreté, le personnel protégé s'y rencontre dans les conditions du tableau suivant :

DÉSIGNATION.	AU FOND.		AU JOUR.		TOTAL.		P. 100.	
	En 1900.	En 1899.	En 1900.	En 1899.	En 1900.	En 1899.	En 1900.	En 1899.
Enfants de 12	Garçons. 19	17	56	48	75	65	0,04	0,04
à 13 ans ..	Filles. "	"	1	5	1	5		
Enfants de 13	Garçons. 6.158	5.952	4.616	4.340	10.774	10.292	6,75	6,88
à 16 ans ..	Filles. "	"	1.633	1.668	1.633	1.668		
Enfants de 16	Garçons. 7.287	6.961	3.210	2.674	10.497	9.635	6,34	6,21
à 18 ans ..	Filles. "	"	1.183	1.187	1.183	1.187		
Filles mineures de 18 à 20 ans.....	"	"	3.999	1.133	3.999	1.133	2,17	2,16
Femmes majeures.....	"	"		2.642		2.642		
TOTAUX.....	13.464	12.930	14.698	13.697	28.162	26.627	15,3	15,2
Proportion p. 100 du personnel total (fond et jour compris).....	7,2	7,4	8,0	7,8	15,3	15,2	"	"

Âge d'admission. — Le nombre des enfants de douze à treize ans a légèrement augmenté en chiffres absolus. Il est resté relativement le même.

Tous ces enfants étaient régulièrement munis de leurs deux certificats.

Pour les enfants au-dessus de treize ans, il n'a pas paru utile de provoquer le certificat médical d'aptitudes spéciales.

Durée du travail. — La loi du 30 mars 1900 se trouve avoir, pour l'industrie extractive, des conséquences spéciales, en ce qui concerne le travail des adultes. Jusqu'ici, ce travail échappait à toute stipulation légale, puisque la loi du 9 septembre 1848 n'était pas applicable aux exploitations minérales. Désormais, lorsque ces exploitations occuperont simultanément aux mêmes opérations et, partant, dans les mêmes locaux, des adultes et du personnel protégé, le personnel adulte se trouvera soumis, au moins quant à la durée du travail, aux règles de la loi du 2 novembre 1892, les exploitations minérales ayant d'ailleurs été explicitement relevées par la loi elle-même de la règle relative à la simultanéité des repos.

Actuellement, le régime du travail effectif de onze heures ne pouvait pas avoir de portée pratique, parce qu'une pareille durée de travail effectif n'est pour ainsi dire pas pratiquée dans l'industrie extractive. On a néanmoins signalé des carrières où, pendant la belle saison, le travail effectif durait douze heures et où des enfants, accompagnant leurs parents, sont occupés, au jour, à des travaux accessoires tels que l'épluchage des terres dans des carrières d'argile fine. Le service des mines a été invité à faire cesser ces irrégularités.

La loi du 30 mars 1900 a conservé pour les exploitations minérales le travail à deux postes, de neuf heures, de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892, entre 4 heures du matin et 10 heures du soir. Ce système n'avait donné lieu à aucun abus dans les mines, mais, au contraire, à de précieux avantages à de multiples points de vue. Il reste le régime normal du district de Blancy et de quelques autres exploitations. L'autre régime spécial des deux postes entre 4 heures du matin et minuit, de l'article 9, § 3, de la loi, continue à être également pratiqué par quelques exploitations du Pas-de-Calais.

Diverses mines recourent au travail exceptionnel des femmes dans les lampisteries, la nuit, tel qu'il est prévu au décret du 15 juillet 1893, article 2.

Tolérances accordées par les ingénieurs. — Deux autorisations pour travailler exceptionnellement la nuit, par suite d'accidents, en vertu de l'article 4, § 5, de la loi du 2 novembre 1892, ont été accordées.

Livrets. — Registres. — Affichage. — La situation reste sensiblement la même que les années précédentes.

Les dispositions de la loi sont convenablement observées dans les grandes exploitations; on retrouve toujours des infractions dans les petites entreprises.

Procès-verbaux. — Il a été dressé 23 procès-verbaux de contraventions contre 5 en 1899; 16 ont été suivies de condamnations montant à 321 francs d'amende.

Résumé. — La loi du 30 mars 1900 n'ayant eu encore en fait aucun effet sensible sur l'industrie extractive, la situation, dans son ensemble, est restée ce qu'elle était déjà l'année dernière : la loi du 2 novembre 1892 et les règlements qui l'accompagnent sont convenablement appliqués dans la grande industrie; dans les petites exploitations, on relève quelques irrégularités de procédure plutôt que des infractions de fond.

Application, pendant l'année 1900, dans les établissements dépendant de la Guerre, des lois des 2 novembre 1892 et 30 mars 1900 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Généralités. — Les établissements militaires dont il s'agit se répartissent ainsi qu'il suit entre les différents services de la Guerre :

Administration centrale.....	1	Report.....	62
Service géographique de l'armée....	1	Service des subsistances militaires...	41
Écoles militaires.....	8	Service de l'habillement.....	46
Service de l'artillerie.....	37	Service des poudres et salpêtres....	15
Service du génie.....	15	Service de santé.....	99
À reporter.....	62	TOTAL.....	263

RÉCAPITULATION.

(Personnel des deux sexes.)

1° Par services :

Administration centrale.....	53	Report.....	21.306
Service géographique de l'armée.....	103	Subsistances militaires.....	416
Écoles militaires.....	174	Habillement.....	1.088
Artillerie.....	20.788	Poudres et salpêtres.....	3.548
Génie.....	188	Service de santé.....	559
À reporter.....	21.306	TOTAL.....	26.917

2° Par catégories d'agents :

Hommes adultes.....	22.292	Report.....	26.604
Femmes ou filles majeures.....	3.651	Filles de 16 à 18 ans.....	68
Femmes ou filles de 18 à 21 ans.....	287	Garçons de 13 à 16 ans.....	243
Garçons de 16 à 18 ans.....	374	Filles de 13 à 16 ans.....	2
À reporter.....	26.604	TOTAL ÉGAL.....	26.917

Age d'admission. — § I. Les établissements militaires n'emploient pas d'enfants âgés de moins de treize ans. La proportion des enfants de treize à seize ans est très faible dans les établissements dépendant des services de la guerre, par rapport au nombre total des agents employés (245 sur 26.917 ouvriers).

Durée du travail. — La durée du travail varie dans les établissements et les divers services.

Administration centrale et service géographique. — La présence exigée des ouvriers et ouvrières est de neuf heures, avec un repos de une heure et demie pour le déjeuner; au service géographique, elle est de huit heures, avec une heure de repos.

Écoles militaires. — La durée du travail varie de huit heures trois quarts à dix heures; mais le plus souvent elle est de dix heures, coupées par une heure de repos.

Artillerie. — Les ouvriers, dans la plupart des établissements, sont employés dix heures. La durée du travail est de huit à dix heures au maximum pour les enfants, les femmes et les filles de dix-huit à vingt et un ans.

La durée totale des repos varie de une heure à deux heures dans presque tous les établissements; elle ne descend jamais au-dessous d'une heure.

Génie. — Dans aucun établissement la durée effective du travail journalier ne dépasse pas dix heures.

La durée des repos varie; elle n'est nulle part inférieure à une heure et demie.

Subsistances et habillement. — La durée de la journée de travail effectif est de dix heures pour les enfants au-dessous de seize ans, ainsi que pour les filles mineures et les femmes; elle est en moyenne de dix heures pour les hommes.

Poudres et salpêtres. — La durée du travail est de dix à douze heures pour les hommes, de dix heures pour les enfants de treize à dix-huit ans, et de huit à dix heures pour les femmes et les filles mineures.

Les femmes et les enfants travaillent dans des locaux spéciaux. Il n'y a pas eu lieu, par suite, d'appliquer à ces établissements l'article 2 de la loi du 30 mars 1900.

La durée totale des repos est d'une façon générale de une à deux heures.

Service de santé. — La durée de la journée de travail effectif a été en moyenne de neuf à dix heures pour les hommes et pour les femmes.

La durée totale des repos varie de une heure à deux heures.

Travail de nuit et repos hebdomadaire. — En principe, les établissements militaires ne fonctionnent pas la nuit.

Le jour choisi pour le repos hebdomadaire est le dimanche. Les établissements chôment également les jours fériés.

Affichages. — Ces dispositions sont appliquées, conformément à la loi, par les directeurs des établissements.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — Bonnes mœurs. — Les officiers du service de santé visitent les établissements, présentent, s'il y a lieu, leurs observations, et

remplissent, le cas échéant, la mission qui, aux termes de la loi, incombe à des membres du corps médical.

Accidents. — Les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sont strictement observées dans tous les établissements militaires; les conditions suivant lesquelles elle est appliquée sont réglées par l'instruction ministérielle D, du 25 mai 1899, complétée par différentes circulaires publiées dans un volume spécial de l'édition refondue du *Bulletin officiel* du ministère de la guerre.

Voici le relevé des accidents survenus pendant l'année 1900 et classés par causes et par services :

DÉSIGNATION.	ADMINISTRATION centrale.	SERVICE GÉOGRAPHIQUE de l'armée.	ÉCOLES MILITAIRES.	ARTILLERIE.	GÉNIE (établissement d'acrostation).	SUBSISTANCES.	HABILLEMENT.	POUDRES ET SALPÊTRES.	SERVICE DE SANTÉ.	TOTAUX.	P. 100.
Moteurs.....	»	»	»	3	»	»	»	»	»	3	0,1
Transmissions.....	»	»	»	18	»	»	»	5	»	23	1,0
Machines-outils, métiers, etc.....	»	»	»	516	»	5	1	18	1	541	23,0
Ascenseurs, grues, appareils de levage...	»	»	»	19	»	»	»	5	»	24	1,0
Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.....	»	»	»	14	»	»	»	2	»	16	0,7
Explosifs (poudre, dynamite, etc.).....	»	»	»	10	»	»	»	4	»	14	0,6
Matières incandescentes, brûlantes, corrosives, etc.....	»	»	»	109	»	»	»	42	»	151	6,5
Éboulements, chutes d'objets.....	»	»	»	275	»	1	2	26	1	305	13,0
Chute (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	»	»	»	111	»	3	1	31	»	146	6,2
Manutention des fardeaux.....	»	»	»	354	»	3	1	37	5	400	17,2
Conduite des voitures, accidents causés par des animaux, etc...	»	»	»	24	»	1	»	3	»	28	1,2
Outils à main (mar-teaux, haches, scies, rabots, etc.).....	»	»	»	214	»	1	3	13	2	233	10,0
Causes diverses.....	»	»	»	399	7	»	4	43	»	453	19,4
TOTAL.....	»	»	»	2.066	7	14	12	229	9	2.237	100,0

Quatre de ces accidents ont entraîné la mort et, parmi les autres, 102 ont atteint des protégés, savoir : des enfants (49), des filles mineures (4) et des femmes adultes (49).

Bien que la loi du 9 avril 1898 ne prévoit, en cas d'incapacité temporaire, l'allocation de l'indemnité journalière du demi-salaire que si l'incapacité de travail a

duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour, par mesure de bienveillance, l'administration de la guerre alloue cette indemnité dès le lendemain de l'accident.

Application, en 1900, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, dans les arsenaux et établissements de la Marine.

Le nombre total des garçons de treize à seize ans employés, en 1900, dans les arsenaux de la marine a été de 712, celui des garçons de seize à dix-huit ans de 898 et celui des filles et femmes majeures de 436.

La durée maximum du travail des enfants de treize à seize ans et de seize à dix-huit ans est, suivant les arsenaux, de sept heures dix minutes, huit heures quinze minutes, neuf heures quarante minutes ou dix heures.

La durée maximum du travail journalier des filles et femmes majeures ne dépasse pas dix heures, alors que la limite fixée par la loi est de onze heures.

La durée totale des repos pour tout le personnel indiqué ci-dessus varie, selon les arsenaux et les saisons, de une heure à deux heures. Ce personnel ne travaille que six jours par semaine; le jour de repos hebdomadaire est le dimanche; il n'est jamais employé à aucun travail de nuit, ni à des travaux pénibles ou dangereux.

Le nombre d'accidents survenus à des enfants de moins de dix-huit ans a été, en 1900, de 275, pour l'ensemble des arsenaux et établissements de la marine. Ces accidents, pour la plupart, n'ont pas eu de conséquences graves; ils consistent surtout en blessures aux bras, aux mains, aux jambes et aux pieds, occasionnées par des outils à main, par des matières incandescentes ou par des chutes.

Enfin, il s'est produit 45 accidents parmi les filles et les femmes majeures.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

COMMISSION DU GRISOU.

Note sur l'emploi des inhalations d'oxygène dans les cas d'empoisonnement par l'oxyde de carbone, par M. le docteur Henri Roux (1). (Extraits.)

Une communication faite à l'Académie des sciences par M. Mosso, professeur de physiologie à l'Université de Turin (3 septembre 1900), a appelé de nouveau l'attention sur l'emploi des inhalations d'oxygène pour combattre l'empoisonnement par l'oxyde de carbone.

D'une part, il suffit parfois d'inhalations de faibles quantités (25 à 30 litres), dans les conditions que nous indiquerons plus loin, pour ramener les malades à la vie; d'autre part, il ne faut pas perdre trop tôt patience, et, dans un cas, les inhalations ont dû être pratiquées pendant plus de douze heures consécutivement, pour obtenir la guérison. Enfin, l'oxygène donne des résultats satisfaisants aussi bien dans les cas d'empoisonnement aigu que dans les cas d'intoxication lente.

Au point de vue spécial qui intéresse les ouvriers mineurs, on sait que les explosions de grisou développent une quantité notable d'oxyde de carbone, et que, dans

(1) Extrait des *Annales des Mines* (5^e livraison de 1901) qui viennent de paraître.

nombre de catastrophes, la plupart des morts imputées au grisou peuvent être mises sur le compte de l'action toxique de l'oxyde de carbone.

Nous croyons utile de rappeler sommairement les symptômes variés qui peuvent se présenter. Dans les cas légers, on notera des maux de tête, des vertiges avec obscurcissement de la vue, battements dans les tempes, quelquefois des vomissements. A un degré plus avancé, les jambes deviennent faibles, la marche impossible; bientôt surviennent l'oppression avec accélération excessive des battements du cœur, affaiblissement du pouls, plaques violacées aux extrémités des membres, respiration bruyante, ronflante, enfin perte de connaissance, somnolence complète avec perte de la sensibilité de la peau, quelquefois rigidité de tout le corps.

Nous préconisons, dans tous les cas, l'emploi d'un appareil que connaissent tous les médecins, qui se trouve dans toutes les pharmacies un peu achalandées, et dont le maniement très simple pourrait être montré aux contremaîtres, aux chefs d'équipe.

Il consiste : 1° en un ballon cylindrique de caoutchouc d'une contenance de 30 litres, relié par un tube en caoutchouc, muni d'un robinet, à un récipient en verre; 2° le récipient, à la forme d'une carafe à large base, est fermé par un bouchon en caoutchouc que traversent deux tubes en verre, soudés : le premier sert à l'arrivée de l'oxygène contenu dans le ballon et plonge au fond du vase qui contient de l'eau; l'autre prend le gaz, qui a barboté dans l'eau, à la partie supérieure du récipient, et se continue avec un tube en caoutchouc que termine un embout en verre ou en celluloid. L'embout est introduit dans la bouche, si le malade respire bien, ou, s'il y a contracture des mâchoires, dans une des narines.

Si le malade respire, l'embout étant placé dans la bouche, on exerce une pression douce sur le bout terminal du ballon en caoutchouc pour chasser peu à peu l'air; on exerce ces pressions en suivant, autant que possible, les mouvements d'aspiration de l'empoisonné.

Si le malade a perdu connaissance et respire mal, il peut être utile de combiner, avec la projection d'oxygène dans les poumons, les mouvements rythmiques de la respiration artificielle.

Au moment où l'élévation des bras dilate la poitrine, on presse sur l'extrémité en cuir-de-sac du ballon; quand on abaisse le bras, on suspend la pression, et on recommence, en faisant 12 à 15 mouvements alternatifs de respiration artificielle par minute. Il est bon de rappeler qu'à chaque respiration il rentre, puis sort environ un demi-litre d'air.

Il convient de faire respirer au moins 30 litres d'oxygène, et on peut sans inconvénient en faire respirer plusieurs centaines de litres.

Il existe, en outre, des récipients métalliques d'une contenance de 2 à 500 litres d'oxygène sous pression qui permettent de remplir d'oxygène le ballon de caoutchouc au fur et à mesure des besoins.

JURISPRUDENCE.

Loi du 9 avril 1898. — Marchand de vin en gros assujetti.

Quand les manipulations effectuées dans une entreprise commerciale pour la réception, l'emmagasinement, le conditionnement, l'expédition et la livraison de marchandises d'un

poids considérable exposent des ouvriers à un ensemble de risques professionnels de même nature que ceux qui se rencontrent à la fois dans les chantiers, les entreprises de chargement et de déchargement et les magasins publics; quand ce caractère industriel est confirmé par la disposition des locaux, le nombre des ouvriers, l'importance de l'aménagement des approvisionnements;

L'établissement considéré doit être classé parmi les « chantiers » auxquels s'applique la loi du 9 avril 1898.

COUR DE PARIS, 12 janvier 1901. — Demoiselle Bosselet contre Péraldi et Thiébault.

Il s'agissait du charretier-livreur d'un marchand de vins en gros, tué en descendant une pièce de vin dans la cave d'un épicier, en compagnie de trois autres ouvriers de la même maison.

Décret du 4 juin 1888. — Caractère d'une société d'ouvriers.

Une société d'ouvriers ne perd pas ses droits au bénéfice de l'article 5 du décret du 4 juin 1888 parce qu'elle comprend des sociétaires non ouvriers, alors surtout que ceux-ci touchent seulement l'intérêt à 4 p. 0/0 de leurs actions et que les sociétaires ouvriers conservent la totalité des bénéfices de la société et la part principale de sa direction.

CONSEIL D'ÉTAT, 19 juillet 1901. — Société d'ouvriers imprimeurs *La Laborieuse* (de Nîmes), contre Préfet du Gard. Ci-après l'arrêt.

ARRÊT.

Considérant que, pour demander l'annulation de l'arrêt attaqué, rendu sur avis conforme de la commission départementale du Gard, la Société requérante soutient que le préfet a violé les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 5 du décret du 4 juin 1888, en refusant de la déclarer adjudicataire, le 19 octobre 1898, de la fourniture des imprimés au compte du département, moyennant le rabais de 25 p. 0/0, de préférence à deux autres fournisseurs ayant offert le même rabais, et en ordonnant une nouvelle adjudication, laquelle a été prononcée le 22 novembre suivant au profit du sieur Gory;

Considérant qu'aux termes de l'article 5 du décret précité, à égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou de fournisseur et une soumission de Société d'ouvriers, cette dernière sera préférée;

Qu'il résulte de l'instruction, et notamment des statuts de la Société « *La Laborieuse* », qu'elle est une association coopérative d'ouvriers de l'imprimerie, ayant pour objet l'achat et l'exploitation d'un établissement appartenant à cette industrie;

Que, si elle comprend un certain nombre de sociétaires non ouvriers, la majorité des membres du conseil d'administration et le directeur de la Société doivent être pris parmi les sociétaires ouvriers;

Que ces derniers ont seuls droit au capital constituant le fonds de réserve, aux pensions de retraite et à l'assurance contre les maladies et les accidents;

Que les sociétaires non ouvriers touchent seulement l'intérêt à 4 p. 0/0 de leurs actions, que du reste la Société s'est réservée la faculté de rembourser au fur et à mesure de ses ressources;

Que, dans ces conditions, la Société requérante est fondée à soutenir qu'elle constitue une Société d'ouvriers, ayant droit au bénéfice des dispositions de l'article 5 susvisé, et, par suite, à demander l'annulation, comme entaché d'excès de pouvoir, de l'arrêt attaqué;

Décide :

Sont annulés l'arrêt préfectoral attaqué, rendu sur avis conforme de la commission départementale du Gard, le 3 novembre 1898, et, par voie de conséquence, toute approbation donnée à l'adjudication passée au profit du sieur Gory, le 22 novembre 1898.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en novembre 1901 (1). — La mauvaise situation générale du travail signalée le mois dernier dans l'industrie n'a fait qu'empirer en novembre 1901, et d'une façon assez sensible.

Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu en novembre 1900 169,3 demandes, il y en a eu 223,9 en novembre 1901. (En octobre 1901 : 198,1.)

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 76 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de novembre 1900, une diminution du chômage dans 12 villes seulement, une augmentation dans 64.

Les placements effectués dans ces 76 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Nov. 1900..	21.829	10.313	32.142	44.435	9.989	54.424	203,6	96,8	169,3
Nov. 1901..	19.874	9.991	29.865	54.128	12.743	66.871	272,4	127,6	223,9

Grèves en novembre. — 17 grèves contre 28 en octobre 1901 et 30 en novembre 1900. Les grèves les plus importantes se sont produites dans les mines et le bâtiment.

Création d'un Office du travail. — La tâche de la Commission allemande de la statistique du travail incombera, à partir du nouvel exercice budgétaire, à une division de l'Office statistique, sous la direction immédiate du directeur de l'Office. Cette division sera assistée d'une section de 12 membres élus par le Conseil fédéral et par le Reichstag. Le champ d'activité de la statistique du travail sera considérablement élargi. La division précitée sera chargée de recueillir, de grouper et de publier périodiquement les documents concernant la statistique du travail, ainsi que toutes autres communications intéressant les questions du travail; elle procédera à des enquêtes particulières et elle aura voix consultative.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

AUTRICHE.

Grèves en septembre 1901. — 14 nouvelles grèves, avec 800 grévistes et aucun lock-out. C'est en Basse-Autriche et dans l'industrie du bois et du caoutchouc qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte jusqu'à présent : 3 succès, 2 transactions, 3 échecs. Cause principale : insuffisance de salaires, 7 cas.

Mouvement total des grèves pour les 7 premiers mois de l'année 1901 en chiffres ronds : 200 grèves avec 15.700 grévistes et 3 lock-outs atteignant environ 302 travailleurs.

Placement en septembre. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 703 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DES DEMANDES a été de :			POUR 100 DEMANDES D'EMPLOI, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 OFFRES D'EMPLOI, le nombre de placements a été de :			SUR 100 DEMANDES D'EMPLOI, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
190	76	132	53	131	76	76	48	62	90	63	47

PROPORTION DES OFFRES PAR RAPPORT AUX DEMANDES.

	SEPT. 1901.	AOÛT. 1901.	SEPT. 1900.
Hommes.....	1 : 1,9	1 : 2,1	1 : 1,6
Femmes.....	1,3 : 1	1,5 : 1	1,4 : 1
ENSEMBLE.....	1 : 1,3	1 : 1,5	1 : 1,1

BELGIQUE.

Revue du travail en octobre. — La situation du marché houiller s'est plutôt raffermie et l'extraction est normale. La fabrication du coke est toujours réduite. L'industrie des carrières marque quelque faiblesse. Pour la métallurgie du fer et de l'acier, situation générale pénible comme les mois précédents; dans la grosse construction, crise inégale dans l'ensemble, activité peu brillante. Dans les métiers du bâtiment, ralentissement sensible; dans la briqueterie, interruption presque complète; dans les professions du vêtement, reprise peu satisfaisante; dans les industries alimentaires, ouverture de la campagne des sucreries, diminution sensible de la fabrication des boissons, regain d'activité pour la boulangerie, la pâtisserie et la confiserie.

La *ganterie* est cruellement éprouvée. Reprise sensible pour les *allumettes*. Amélioration lente pour le *tissage du coton*, mais la *filature* reste dans le marasme.

Grèves en octobre. — Dix grèves nouvelles avec 700 grévistes dans six grèves. La grève de solidarité des houilleurs liégeois s'est terminée, du 8 au 16 octobre, par la reprise du travail aux conditions antérieures. Mais les houilleurs grévistes de Sersaing, à l'intention desquels s'était déchaîné ce mouvement d'ensemble, continuaient encore la lutte le 15 novembre, moins, il est vrai, dans le but d'empêcher la réduction des salaires (cause primitive de la grève) que dans celui d'obtenir la réadmission en bloc de tous les participants au conflit, sans « victimes ».

Sur 10 grèves nouvelles d'octobre, on trouve 7 fois pour cause les questions de salaire.

Par industries : mines, cinq grèves; textiles, deux grèves; verrerie, métallurgie et taille du diamant, une grève.

Sur neuf grèves terminées en octobre, trois succès, trois échecs et deux transactions; la grève des houilleurs liégeois s'est terminée sans résultat.

L'assurance contre le chômage à Gand (1). — Le *Bulletin* de juin 1900, (p. 600), a reproduit le projet de règlement communal gantois destiné à favoriser l'assurance contre le chômage. Ce texte a été adopté intégralement par le Conseil communal le 29 octobre 1900 avec les deux seuls changements qui suivent.

L'alinéa 3 de l'article 5 est ainsi rédigé :

Les grèves ou lockouts ou leurs conséquences, les maladies et les incapacités physiques de travail ne pourront pas donner lieu à indemnisation par le fonds de chômage.

Le paragraphe 2 de l'article 7 a été remplacé par le texte suivant :

Le vérificateur aura le droit de contrôler tous les livres des associations participantes relatifs à l'assurance contre le chômage et de communiquer les renseignements ainsi obtenus au comité. Tous les membres du comité prêteront serment de ne divulguer aucun de ces renseignements ni les renseignements personnels qu'ils auraient puisés dans lesdits livres.

On se souvient que le système adopté consiste à majorer à l'aide d'une subvention communale, égale au plus à leur montant, les secours accordés par les associations ouvrières à leurs membres sans travail, ou les retraits effectués par les ouvriers non associés à une caisse d'épargne spéciale alimentée par leurs versements volontaires. Ces retraits ne peuvent excéder 6 francs par semaine et les indemnités de chômage ne peuvent être portées en compte à un même membre, pour plus de cinquante jours par an ni pour plus de 1 franc par jour.

Le système de subventions a commencé son fonctionnement en août 1901. Le montant de la subvention municipale pour 1901 a été fixé à 10.000 francs et le taux provisoire de la majoration à 50 p. 0/0 avec maximum d'indemnité de 1 franc par jour.

Les secours de chômage étaient depuis longtemps pratiqués par les syndicats gantois, mais pour plusieurs ce secours était très faible.

Sur 35 syndicats ayant fait connaître leur opinion sur le projet municipal,

(1) Pour renseignements détaillés sur ce sujet, voir la collection de la *Revue du travail* (belge), 1900, p. 600 et 1232; 1901, p. 731, 442, 811, 923, 1035.

26 avec 13,170 membres avaient consacré 26,500 francs à ces secours et aux indemnités de voyage, en 1899; à la fin d'août 1901, 20 syndicats avec 14,563 membres étaient inscrits pour participer au fonds communal, savoir : 11 syndicats socialistes, 7 antisocialistes et 2 neutres.

Le repos dominical et la presse belge. — Les directeurs de journaux quotidiens belges ont été convoqués le 3 novembre en assemblée générale par l'Association de la Presse. Ordre du jour : Question du repos dominical pour les journaux.

Douze journaux seulement étaient représentés. Des renseignements recueillis, il résulte qu'il y a en Belgique 73 journaux quotidiens, dont 45 paraissent sept fois par semaine et 28 ne publient pas de numéro le dimanche.

Après un échange de vues assez long, note a été prise de l'avis de chacun des journaux présents. Il en résulte que 5 journaux demandent une loi interdisant le travail le dimanche pendant 24 heures consécutives. Parmi les autres, deux sont opposés à toute restriction, d'autres acceptent que la loi impose l'obligation d'un jour de repos hebdomadaire laissé au choix des intéressés; d'autres enfin voudraient voir se réaliser l'accord unanime des journaux en faveur d'une suppression partielle ou totale du numéro du dimanche.

L'Assurance communale contre le chômage. — A Gand, deux nouvelles unions professionnelles ont été admises à participer au fonds d'assurance contre le chômage.

En septembre 1901, les 13 syndicats affiliés ont consacré à l'assurance 5.297 fr. 98 et ont obtenu de ce chef 1.821 fr. 13 de majoration communale.

On a décidé de réduire à 30 p. o/o le montant des majorations accordées dans les cas de bris et arrêts dans les fabriques; pour le chômage proprement dit, la majoration reste établie à 50 p. o/o.

A Bruxelles, les bourgmestres de l'agglomération ont été convoqués à une réunion pour discuter la question de l'assurance contre le chômage par la création d'une caisse de chômage intercommunale. Aucune décision n'a été prise.

A Louvain et à Verviers, des fédérations de syndicats ouvriers se sont formées pour étudier la création de fonds de chômage.

ÉTATS-UNIS.

Le havage mécanique dans les houillères américaines (1). — Le havage mécanique s'est imposé aujourd'hui dans tous les États où l'exploitation houillère est développée et plus de 3.000 machines fonctionnent aux États-Unis. Les États qui en font le plus grand usage sont ceux de Pensylvanie, Ohio, Illinois, Indiana et Kentucky. Les tableaux ci-après (pages 882-883) montrent pour chacun de ces États l'influence de l'introduction du havage mécanique sur sa production houillère, sur le prix de revient de cette production et sur l'accroissement du personnel des mines de charbon.

(1) D'après la circulaire n° 2123 du Comité central des houillères de France.

ÉTATS-UNI

États ayant en usage le plus de machines mécaniques

AN- NÉES.	PENNSYLVANIE.	OHIO.	ILLINOIS.									
1° CHIFFRES MOYEN												
1891..	63.661	22.182	32.951									
1896..	72.625	25.500	39.560									
1897..	77.272	26.410	33.788									
1898..	79.611	26.986	35.026									
1899..	82.812	26.038	36.756									
2° NOMB												
1891..	72	114	241									
1896..	454	209	307									
1897..	690	224	320									
1898..	1.086	245	392									
1899..	1.313	278	440									
3° PRODUCTION À LA MA												
ANNÉES.	À LA MAIN. — Millions de short tons.	À LA MACHINE. — Millions de short tons.	TOTAUX. — Millions de short tons.	PRIX MOYEN par ton. — dollar.	À LA MAIN. — Millions de short tons.	À LA MACHINE. — Millions de short tons.	TOTAUX. — Millions de short tons.	PRIX MOYEN par ton. — dollar.	À LA MAIN. — Millions de short tons.	À LA MACHINE. — Millions de short tons.	TOTAUX. — Millions de short tons.	PRIX MOYEN par ton. — dollar.
1891..	42,4	0,4	42,8	0,87	11,2	1,7	12,9	0,94	12,6	3,1	15,7	0,9
1896..	43,5	0,1	49,6	0,71	9,5	3,4	12,9	0,79	15,9	3,9	19,8	0,8
1897..	45,7	8,9	54,6	0,69	8,3	3,8	12,1	0,78	16,1	3,9	20,0	0,7
1898..	48,7	16,5	65,2	0,67	9,3	5,2	14,5	0,83	15,2	3,4	18,6	0,7
1899..	52,1	22,0	74,1	0,76	9,7	6,8	16,5	0,83	18,4	6,1	24,5	0,8
4° POURCENTAGE DES CHARBONS EXPLOITÉS À LA MACH												
1891..	1,01				12,85				19,33			
1896..	12,09				26,16				19,57			
1897..	16,40				31,51				19,66			
1898..	25,34				35,76				18,36			
1899..	29,67				41,35				24,91			

NOTA. — 1 short ton ou ton = 1015 kilogram. — La valeur nominale d'un dollar est de 1 gr. 505 d'or fin, soit 5 fr. 183.

NOTA. — 1 short ton ou ton = 1015 kilogr. — La valeur nominale d'un dollar est de 1 gr. 565 d'or fin, soit 5 fr. 1813.

Les chiffres de ces tableaux sont extraits d'un document officiel, les *Annual reports of the United States geological Survey*.

On peut voir que l'emploi des machines ainsi que leur production suivent une progression constante et qu'à un plus grand nombre de machines en usage et à un pourcentage supérieur de production mécanique sur la production totale, soit des États considérés, soit même de l'ensemble des États-Unis, a correspondu un accrois-

D'AMÉRIQUE.

dans leurs houillères bitumineuses (1891 et 1896-1899).

INDIANA.				KENTUCKY.				TOTAUX POUR LES ÉTATS-UNIS.			
DI PERSONNEL.											
5,879				6,355				205,803			
8,506				7,549				244,171			
8,886				7,983				247,817			
8,971				7,611				255,717			
9,712				7,461				271,027			
DE MACHINES.											
47				"				545			
186				"				1,446			
174				152				1,956			
235				158				2,622			
247				189				3,125			
ET À LA MACHINE.											
À LA MAIN.	À LA MACHINE.	TOTAUX.	PREX MOYEN par ton.	À LA MAIN.	À LA MACHINE.	TOTAUX.	PREX MOYEN par ton.	À LA MAIN.	À LA MACHINE.	TOTAUX.	PREX MOYEN par ton.
Millions de short tons.	Millions de short tons.	Millions de short tons.	doll.	Millions de short tons.	Millions de short tons.	Millions de short tons.	doll.	Millions de short tons.	Millions de short tons.	Millions de short tons.	doll.
2,8	0,2	3,0	1,03	2,9	"	2,9	0,93	111,7	6,2	117,9	0,994
2,9	1,0	3,9	0,84	3,3	"	3,3	0,78	121,2	16,4	137,6	0,83
3,1	1,0	4,1	0,81	2,3	1,3	3,6	0,79	125,1	22,6	147,7	0,81
3,5	1,4	4,9	0,81	2,5	1,9	3,9	0,79	134,2	32,4	166,6	0,80
4,3	1,7	6,0	0,82	3,0	1,6	4,6	0,79	149,4	44,0	193,4	0,87
SUR LA PRODUCTION TOTALE DE CHAQUE ÉTAT.											
7,16				"				6,66			
24,69				"				14,17			
24,65				36,07				16,19			
28,71				35,15				20,39			
28,52				35,29				23,00			

sement constant du nombre des ouvriers occupés à l'extraction de la houille. On peut voir aussi que l'intervention des machines a amené un double résultat favorable à la suprématie des charbons américains : une progression très rapide de la production et, parallèlement, une baisse continue du prix de revient, principalement dans les États qui emploient le plus grand nombre de machines.

Il ne paraît pas cependant que la machine ait exercé aucune action déprimante

sur les salaires. Elle supprime, il est vrai, un certain nombre de piqueurs à la veine, mais elle offre des places de mécaniciens et, d'autre part, permettant une exploitation beaucoup plus intensive que précédemment, elle exige un plus grand nombre d'hommes au chargement, de sorte qu'elle a causé plutôt une disette qu'une surabondance de main-d'œuvre minière. Elle augmenterait aussi, paraît-il, la sécurité, notamment là où les toits laissent à désirer.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre(1). — Le marché du travail a montré de la faiblesse en novembre par rapport au mois précédent dans la *construction mécanique et navale*, ainsi que dans le *bâtiment*. Amélioration saisonnière des industries du *livre*. Pas d'autre changement notable. La situation est moins bonne qu'il y a un an, mais bien meilleure que la moyenne des dix dernières années. Il y a eu peu de grèves et un grand nombre de mineurs de houille ont subi des réductions de salaire.

3,8 p. o/o de chômeurs dans 142 *trade-unions* groupant 545.832 membres contre 3,7 p. o/o en octobre 1901 et 3,2 p. o/o en novembre 1900. Moyenne des dix dernières années pour novembre : 4,6.

5,33 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 474.578 mineurs contre 5,36 en octobre 1901 et 5,45 en novembre 1900.

314 hauts fourneaux en marche à la fin de novembre 1901, avec 21.800 ouvriers contre 316 en octobre 1901 et 342 en novembre 1900.

94 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en novembre 1901 et 71 p. o/o dans les tissages avec 78.000 ouvrières, femmes et filles, contre 84 et 71 en octobre 1901 et 86 et 84 en novembre 1900.

Sur 257.973 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, diminution de salaires pour 246.921 d'entre eux, principalement des mineurs. Ces variations ont été réglées pour 109.032 ouvriers par un comité d'arbitrage et pour 136.370 par une échelle mobile. 1.133 travailleurs seulement ont fait grève et 11.470 autres ou leurs représentants se sont arrangés directement avec les patrons.

Grèves. — 25 nouvelles grèves en novembre 1901 avec 6.809 chômeurs, contre 26 avec 10.501 en octobre 1901, et 48 avec 18.099 en novembre 1900; 8 grèves dans les mines, 3 dans les textiles, 9 dans la métallurgie. Sur 25 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 6.500 grévistes : 7 succès (avec 1.556 grévistes), 7 transactions (avec 1.762 grévistes), 11 échecs (avec 3.182 grévistes).

GRÈCE.

Loi du 21 février 1901, concernant la réparation des accidents du travail. — Le 20 décembre de cette année entre en vigueur une loi promulguée le 21 février dernier, touchant la réparation des accidents. Cette loi s'applique

exclusivement aux ouvriers employés dans les mines, minières et carrières, ainsi que dans les établissements métallurgiques. En voici les principales dispositions :

Une indemnité est accordée au blessé pour tout accident survenu dans le travail et ayant causé une incapacité de travail de plus de quatre jours. Si l'incapacité dure moins de trois mois, le chef d'entreprise est tenu de payer au blessé une indemnité journalière égale à la moitié de son salaire quotidien. Si l'incapacité dure plus de trois mois, le paiement est pour moitié à la charge du chef d'entreprise et pour moitié à la charge de la caisse de secours instituée en 1882, qui prend le nom de « Caisse des mineurs » et qui sera désormais régie par les dispositions de la présente loi.

En cas d'incapacité totale, ou de perte d'une main ou d'un pied, la rente allouée est égale à la moitié du salaire de la victime ; en cas d'incapacité partielle, la rente est égale au tiers du salaire. Cette rente est payée par mois et d'avance ; elle prend cours à la fin des trois premiers mois qui sont à la charge du chef d'entreprise.

En cas de décès de la victime, la rente est reversible pour les $\frac{3}{4}$ de son montant sur la tête de la veuve et des enfants, qui se la partagent par parties égales ou, à leur défaut, sur la tête des ascendants. Lorsque la victime laisse un seul ayant-droit, la rente de l'ayant-droit est la moitié de celle du défunt.

Si le blessé meurt avant que la rente à laquelle il a droit n'ait été fixée, la rente des ayants-droit prend cours à partir du jour du décès, et elle est calculée en supposant que la rente du défunt était une pension d'incapacité totale.

Les frais médicaux et pharmaceutiques sont à la charge du chef d'entreprise pendant les trois premiers mois de l'accident. En cas de mort, le chef d'entreprise supporte les frais funéraires, dont le montant est fixé à 60 drachmes.

La Caisse des mineurs est alimentée par les recettes suivantes :

1 p. o/o du produit net des mines, minières et carrières, et des établissements métallurgiques ; le produit des amendes prévues par la loi ; les contributions des sociétés de secours mutuels.

La Caisse est gérée par le Ministre de l'Intérieur et ses revenus sont perçus comme les impôts publics.

Les rentes de blessés ou d'ayants droit sont payées aux bénéficiaires par les chefs d'entreprise responsables, la moitié devant être remboursée par la Caisse des mineurs. En cas de non exécution de ses engagements par le chef d'entreprise, la Caisse des mineurs paye la rente et recouvre son dû par voie de contrainte, avec une amende égale au dixième du principal. En cas de faillite ou de déconfiture de l'entreprise, la Caisse des mineurs est chargée d'assurer le paiement des rentes. Sa créance sur les biens du chef d'entreprise débiteur est privilégiée ; elle vient immédiatement après le privilège stipulé au § 3 de l'article 940 du Code civil.

ITALIE.

Création d'un Office du travail. — La Commission parlementaire italienne chargée d'étudier le projet de loi sur la création d'un Office du travail a approuvé le rapport de M. Luzzatti. L'intention du Président du Conseil est de soumettre ce projet à la discussion de la Chambre dans la semaine prochaine et, dans tous les cas, avant la fin de la présente session, l'Office du travail devant être le centre de toutes les enquêtes « qui seront le point de départ d'une législation sociale adaptée aux conditions réelles de l'Italie ».

LUXEMBOURG.

Loi du 31 juillet 1904 sur l'assurance obligatoire contre la maladie.

— Voici, résumées, les principales dispositions de cette loi :

L'obligation de l'assurance contre la maladie s'étend aux ouvriers de l'industrie, du commerce et des transports, et de toute exploitation où il est fait usage de chaudières ou de moteurs mus par une autre force que la force humaine, à l'exception toutefois des exploitations agricoles et forestières où l'usage de moteurs est passager. Les fonctionnaires, contre-maitres et employés techniques, les employés de commerce ne sont assujettis à l'obligation de l'assurance que lorsque leur traitement ne dépasse pas 3.000 francs.

Les organes de l'assurance sont : 1° les sociétés de secours mutuels reconnues en vertu de la présente loi ; 2° les caisses instituées par les exploitations, et dont les statuts sont en harmonie avec les dispositions de la présente loi ; 3° les caisses régionales instituées par application de la présente loi.

Les secours minima alloués par les caisses régionales consistent en : soins médicaux et pharmaceutiques, à partir du début de la maladie ; secours pécuniaire aux malades, pour chaque *jour ouvrable*, égal à la moitié du salaire quotidien moyen fixé par les statuts de la caisse ; secours égal au précédent accordé aux femmes en couches pendant les quatre semaines qui suivent leur délivrance ; en cas de décès, indemnité funéraire égale à 20 fois le montant du salaire quotidien moyen.

La durée minimum d'allocation des secours est fixée pour les caisses régionales à 13 semaines. Leurs statuts peuvent, d'ailleurs, élever la durée des secours de maladie au delà de 13 semaines jusqu'à un an, la durée des secours aux femmes en couches jusqu'à 6 semaines, les indemnités funéraires jusqu'à 40 fois le salaire quotidien.

Les caisses de fabriques et les sociétés de secours mutuels doivent allouer au moins les secours minima prévus par les caisses régionales.

Les cotisations destinées à couvrir les dépenses de l'assurance sont pour deux tiers à la charge des assurés et pour un tiers à la charge des patrons.

La part contributive des assurés est fixée initialement, en ce qui concerne les caisses régionales, à 2 p. o/o du salaire au plus ; elle pourra être portée ultérieurement, s'il y a lieu, à 3 p. o/o du salaire.

Le versement des cotisations est effectué par les soins des patrons, qui fournissent de leurs deniers un tiers de la cotisation totale et qui ont le droit de retenir les deux tiers restants sur le salaire du personnel assuré qu'ils occupent.

L'administration des caisses régionales est contrôlée par une assemblée générale qui se compose de tous les membres de la caisse ou de délégués nommés par eux et de représentants des patrons. Il ne peut être accordé aux patrons plus d'un tiers des voix, ni dans l'assemblée générale ni dans la direction de la caisse ; celle-ci est, d'ailleurs, nommée par l'assemblée générale.

La surveillance des caisses régionales incombe au Gouvernement ; l'institution des organes de surveillance fera l'objet d'un règlement d'administration publique.

Les caisses de fabriques peuvent être fondées par les patrons dont les exploitations occupent au moins 50 personnes, soumises à l'assurance obligatoire. Le Gouvernement peut, d'ailleurs, sur la proposition de la caisse régionale, astreindre les chefs d'entreprise à fonder une caisse de malades, notamment dans le cas où l'entreprise comporterait des risques particuliers de maladie.

Les caisses de fabriques sont soumises à la même surveillance que les caisses régionales.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, en date du 11 juillet 1901, adressée aux préfets, concernant l'emploi exclusif du blanc de zinc dans tous les travaux relevant du Ministère de l'Intérieur.

L'attention du Gouvernement a été appelée sur les dangers que présente, pour la santé des ouvriers employés aux travaux de peinture, l'usage des couleurs à base de céruse.

Déjà, en 1852, une circulaire du Ministre de l'Intérieur recommandait aux préfets de veiller à ce que le blanc de zinc soit employé généralement dans les travaux de peinture à exécuter par les départements et les communes. Ces recommandations paraissent avoir été perdues de vue, si j'en juge par les réclamations dont le Gouvernement a été saisi. Je crois devoir les renouveler.

Le comité consultatif d'hygiène publique de France, auquel j'ai soumis la question, a émis l'avis que « la substitution des peintures à base d'oxyde de zinc aux peintures à base de céruse est tout à fait désirable au point de vue de l'hygiène; que cette substitution semble possible dans la très grande majorité des travaux de peinture; que, par suite, les administrations de l'État donneraient un exemple salulaire, feraient une œuvre d'hygiène très utile, en poursuivant, chaque fois que cela sera possible, la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les travaux exécutés pour le compte de ces administrations ».

J'ai décidé, en conséquence, que dans tous les travaux relevant du Ministère de l'Intérieur, l'emploi exclusif du blanc de zinc sera imposé aux soumissionnaires. Dans les cas tout à fait exceptionnels où les architectes croiraient indispensable de déroger à cette prohibition, ils devront se pourvoir d'une autorisation spéciale de l'Administration supérieure.

Circulaire du Ministre de la Guerre, en date du 21 octobre 1901, adressée à MM. les généraux commandant les corps d'armée, sur l'interdiction des couleurs et enduits à base de blanc de céruse pour tous les travaux exécutés dans les établissements militaires (1).

Les dangers que présente, pour les ouvriers employés aux travaux de peinture, l'usage des couleurs à base de blanc de céruse ont été souvent signalés, et ont donné lieu récemment à un avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France faisant ressortir qu'il est très désirable, au point de vue hygiénique, de substituer le blanc de zinc au blanc de céruse; cette substitution peut, d'ailleurs, être réalisée sans inconvénient au point de vue technique.

J'ai, en conséquence, décidé que, pour tous les travaux exécutés dans les établissements militaires, il sera, à l'avenir, interdit de faire usage de couleurs ou enduits à base de blanc de céruse.

Les marchés à passer pour l'exécution de ces travaux, soit de gré à gré, soit par adjudication, devront mentionner cette interdiction; une clause spéciale sera inscrite à cet effet dans les cahiers des charges. En ce qui concerne ceux des marchés en cours qui n'expireraient pas à la fin du présent exercice, les services intéressés passeront avec les adjudicataires des actes additionnels fixant le prix et le mode d'exécution des peintures et enduits à base de blanc de zinc. Les directeurs des services et établissements et les chefs de corps auront également à faire observer cette interdiction lorsqu'il sera procédé à des travaux de peinture par la main-d'œuvre militaire.

Circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en date du 30 novembre 1901, concernant l'interdiction des couleurs ou enduits à base de blanc de céruse dans les travaux exécutés pour le compte de son Administration.

L'attention du Gouvernement ayant été appelée sur les dangers que présente, pour la santé des ouvriers employés aux travaux de peinture, l'usage des couleurs à base de céruse,

(1) C. F. la circulaire semblable du Sous-Secrétaire d'État des postes et télégraphes du 20 février 1901 et l'arrêté du Ministre du Commerce en date du 25 mars 1901 (*Bull.* d'avril 1901), ainsi que la circulaire du Ministre des Travaux publics, en date du 1^{er} juin 1901 (*Bull.* de juillet 1901).

le comité consultatif d'hygiène de France a été saisi de la question et le conseil général des bâtiments civils a été chargé d'examiner s'il était possible, au point de vue pratique, de substituer l'emploi du blanc de zinc au blanc de céruse.

Il ressort de cette enquête, d'une part, que la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse est tout à fait désirable au point de vue de l'hygiène; de l'autre, que cette substitution peut être réalisée sans inconvénient sérieux au point de vue technique.

J'ai en conséquence décidé que dans les travaux exécutés pour le compte de mon Administration, il sera désormais interdit de faire usage de couleurs ou enduits à base de blanc de céruse.

Les marchés à passer pour l'exécution de ces travaux, soit de gré à gré, soit par adjudication, devront mentionner cette interdiction.

Dans les cas tout à fait exceptionnels où vous croiriez indispensable de recourir à l'emploi de la céruse, vous auriez à vous pourvoir d'une autorisation spéciale de l'Administration supérieure.

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

(Exécution de l'article 19 du décret du 2 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.)

Addition à la liste des sociétés d'assurances contre les accidents du travail qui ont effectué à la Caisse des dépôts et consignations le versement du cautionnement réglementaire (1) :

LA GARANTIE, 49, rue Taitbout, à Paris.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes fixant la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes françaises ou étrangères fonctionnant conformément à la loi du 9 avril 1898.

(J. O. du 29 novembre 1901.)

Vu l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution dudit article 27, notamment en son article 18 ainsi conçu :

Chaque année, avant le 1^{er} décembre, le Ministre du Commerce arrête, après avis du comité consultatif, et publie au *Journal officiel* la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 et par le présent décret :

Vu l'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail;

Sur la proposition du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales,

ARTICLE 1^{er}. — Est arrêtée, telle qu'elle est annexée ci-après, la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 et par le règlement d'administration publique du 28 février 1899.

ANNEXE.

LISTE DES SOCIÉTÉS QUI FONCTIONNENT DANS LES CONDITIONS PRÉVUES PAR LES ARTICLES 26 ET 27 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 ET PAR LE RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU 28 FÉVRIER 1899.

1^{re} Sociétés françaises d'assurances mutuelles contre les accidents du travail.

LA PRÉSERVATRICE, rue de Londres, 18, à Paris.

LA MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE, rue Chanzy, 19 et 21, au Mans (Sarthe).

(1) Cf. arrêté du 29 novembre 1900 fixant la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes d'assurance contre les accidents, *Bull.* de décembre 1900, pag. 1213.

LA CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES INDUSTRIES TEXTILES DE FRANCE, 2, cité de Londres, à Paris.

LA CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES FORGES DE FRANCE, cité de Londres, 2, à Paris.

L'UNION INDUSTRIELLE, rue Lanterne, 4, à Lyon.

LE SYNDICAT DU NORD, rue des Lignes, 20, à Roubaix (Nord).

LA MUTUALITÉ INDUSTRIELLE, rue de Berlin, 36, à Paris.

L'ASSOCIATION INDUSTRIELLE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS, boulevard Chasles, 16, à Chartres (Eure-et-Loir).

LA PARTICIPATION, rue de Richelieu, 92, à Paris.

L'INDUSTRIE FRANÇAISE, rue des Pyramides, 29, à Paris.

LA CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES AGRICULTEURS DE FRANCE, 3 bis, rue d'Athènes, à Paris.

L'AUXILIAIRE, rue Mercière, 41, à Lyon.

LA CAISSE DES ENTREPRENEURS, rue Noël, 5 bis, à Reims (Marne).

LA CAISSE SYNDICALE MUTUELLE, rue Nationale, 94, à Armentières (Nord).

LA CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES INDUSTRIES SUCRIÈRES DE FRANCE, cité de Londres, 2, à Paris.

LA RESPONSABILITÉ AGRICOLE, rue de Soisy, 5, à Corbeil (Seine-et-Oise).

L'ALIMENTATION, rue de Richelieu, 24, à Paris.

2° Sociétés françaises d'assurances à primes fixes contre les accidents du travail.

L'ABEILLE, rue Taitbout, 57, à Paris.

LE PATRIMOINE, rue Taitbout, 59, à Paris.

LA PRÉSERVATRICE (compagnie anonyme), rue de Londres, 18, à Paris.

LA PRÉVOYANCE, rue de Londres, 23, à Paris.

L'URBAINE et la SEINE, rue Le Peletier, 37, à Paris.

LE SECOURS, rue des Pyramides, 15, à Paris.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES ASSURANCES AGRICOLES ET INDUSTRIELLES, rue Grétry, 5, à Paris.

LA FONCIÈRE, place de la Bourse, 12, à Paris.

LE SOLEIL-SÉCURITÉ GÉNÉRALE, cité d'Antin, 7, à Paris.

LA PROVIDENCE, rue de Grammont, 12, à Paris.

LA CAISSE GÉNÉRALE DES FAMILLES, rue de la Paix, 4, à Paris.

LA FLANDRE, rue des Lignes, 20, à Roubaix (Nord).

L'ÉTERNELLE, rue Blanche, 38, à Paris.

L'UNION INDUSTRIELLE DU NORD, boulevard de la Liberté, 76, à Lille (Nord).

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS, rue de Châteaudun, 53 bis, à Paris.

LA THÉMIS, place Saint-Ferréol, 11, à Marseille.

L'ESPÉRANCE, rue Saint-Augustin, 10, à Paris.

LA GAULOISE, rue Grétry, 5, à Paris.

LA CONSERVATRICE, rue Lafayette, 37, à Paris.

LA GARANTIE, rue Taitbout, 49, à Paris.

3° Sociétés étrangères d'assurances contre les accidents de travail.

LA SOCIÉTÉ SUISSE D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS, à Winterthur (Suisse), ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, rue de la Chaussée-d'Antin, 15, à Paris.

LA ZÜRICH, compagnie générale d'assurances contre les accidents et la responsabilité civile, à Zurich (Suisse), ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 14, rue Favart à Paris.

THE OCEAN ACCIDENT AND GUARANTEE CORPORATION, à Londres, ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, rue Montmartre, 109, et rue Réaumur, 128, à Paris.

LA UNION et LE PHÉNIX ESPAGNOL à Madrid, ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, rue de la Chaussée-d'Antin, 96, à Paris.

Toute autre société qui pratiquerait l'assurance des risques prévus par la loi du 9 avril 1897, avant d'avoir déposé le cautionnement réglementaire serait passible des peines édictées par les articles 171 et 174 du code pénal, ainsi que l'a rappelé la circulaire du Garde des sceaux aux procureurs généraux, en date du 12 août 1899, publiée au *Journal officiel* du 20 août suivant.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

pendant le mois de novembre 1901, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Agents des trains. — *Chambre des députés.* — 1^{re} Séance du 14 novembre 1901. — Dépôt par M. Rose, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français. (Doc. parl., n° 2750; J. O. p. ...)

2^e Séance du 14 novembre 1901. — Déclaration de l'urgence de cette proposition de loi. — Discussion. — Dépôt, par M. Berteaux, d'un contre-projet. — Adoption de ce contre-projet. (Doc. parl. n° ...; J. O. p. ...)

Transmission au Sénat le 15 novembre 1901.

Habitations à bon marché. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 novembre 1901. — Dépôt, par M. Authier, d'un rapport sommaire, au nom de la 21^e commission d'initiative, sur la proposition de loi de M. Holtz, tendant à compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. (Doc. parl. n° 2730; J. O. p. ...)

Placement. — *Sénat.* — Séance du 22 novembre 1901. — Dépôt, par M. Lelièvre, au nom de M. Expert-Bezançon, du rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative au placement des employés et des ouvriers des deux sexes et de toutes professions. (Doc. parl. n° ...; J. O. p. ...)

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 novembre 1901. — Dépôt, par le Ministre des travaux publics, d'un projet de loi tendant à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° ...; J. O. p. ...)

Saisie-arrest des salaires. — *Sénat.* — Séance du 19 novembre 1901. — Dépôt, par M. Choquet, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la saisie-arrest sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés. (Doc. parl. n° 411; J. O. p. ...)

Sociétés de Secours mutuels. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 novembre 1901. — Dépôt, par M. Puech, d'un rapport, au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales sur : 1° La proposition de loi de M. Rouanet tendant à ajouter une disposition à l'article 17 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (n° 2661); 2° La proposition de loi de M. Gauthier (de Clagny) tendant à assimiler les sociétés de prévoyance dites « Chatelusiennes » aux établissements d'utilité publique (n° 2705). (Doc. parl. n° 2762; J. O. p. ...)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats patronaux, etc., et 2° par les correspondants (1).

Bouches-du-Rhône. — Dans la parfumerie, à Marseille, la situation est considérée comme précaire par les intéressés. Le travail est en diminution, les cours pratiqués moins avanta-

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1901.

geux. Cette situation est attribuée aux nouveaux droits qui frappent la parfumerie. Dans la fabrication du *saron*, par suite de la hausse des corps gras, le prix de revient a considérablement augmenté; pas de changement dans le travail par rapport au mois précédent. A Arles, dans la *boulangerie*, pas de changement notable dans la durée du travail et le taux des salaires, peu de chômage.

Cher. — A Bourges, travail en baisse sur l'an dernier, dans le commerce des *vins et spiritueux*; pas de changement au point de vue du trimestre précédent. Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Vierzon, travail ralenti; peu de chômeurs, mais diminution de la durée du travail pour l'ensemble des industries en général. Pour la fabrique de *porcelaine*, fermeture d'une usine occupant une centaine d'ouvriers. Journée de travail réduite dans la *verrière* et la *métallurgie*. Pas de changement dans la *boulangerie*: les prix sont cependant moins rémunérateurs que l'an dernier. Dans la *chaufournerie* de Jouet-sur-l'Aubois, les prix de vente, restés sans changement, sont moins rémunérateurs par suite de la hausse du charbon; la durée du travail est sans changement, la main-d'œuvre reste toujours rare.

Doubs. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Montbéliard et d'Audincourt, activité du travail moindre que l'an et le trimestre précédents; par suite, augmentation du nombre des ouvriers en chômage; pas de variation sensible dans la durée du travail, le taux des salaires et le nombre du personnel occupé.

Eure. — A Evreux, pas de changement notable pour l'ensemble des industries; le *bâtiment* a cependant montré une activité moindre que l'année précédente; presque pas de chômage, sauf dans l'industrie *textile*, où quelques ouvriers chôment 2 à 3 journées par quinzaine. A Bernay, pas de changement chez les entrepreneurs de *bâtiment*, la durée du travail est réduite à 10 et 9 heures à cause de la saison.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, dans l'industrie de la *chaussure*, quelques maisons font la journée complète, les deux tiers des ouvriers ne font encore que 8 à 9 heures par jour. Dans le *bâtiment*, activité maintenue, diminution des heures de travail par suite de la saison. La proportion des ouvriers en chômage pour l'ensemble des industries dans la circonscription du conseil des prud'hommes est évaluée à 6 p. o/o. Aucun changement dans le taux des salaires. La crise que subit actuellement l'industrie de la *chaussure* est attribuée au développement de l'emploi de machines qui ne nécessitent qu'un personnel restreint.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de changement, 60 heures de travail en moyenne chez les *tapissiers*. Dans la *peinture en bâtiment*, travail moins abondant, pas de changement dans les salaires, moyenne de 50 heures de travail par semaine.

Isère. — A Vienne dans l'industrie *drapière*, pas de variation notable dans les cours et prix de vente, moyenne de 35 heures seulement de travail par semaine. A Voiron, l'industrie des *transports* montre une tendance à la baisse, principalement en ce qui concerne les matériaux pour la construction, la *métallurgie* et les *liqueurs*. Le transport des bois de chauffage, au contraire, augmente en raison de la cherté du charbon. Pas de changement dans la situation du personnel ouvrier.

Jura. — A Salins, dans les *fruitières*, la fabrication du gruyère est plutôt moins abondante par suite de la mauvaise saison et de la disette de fourrages. La nécessité de ne produire que les qualités supérieures pouvant soutenir la concurrence suisse a conduit à une transformation onéreuse de l'outillage non encore terminée.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de changement dans l'*horticulture*, la situation est en général estimée satisfaisante, la moyenne de la durée du travail est de 60 heures. Dans l'industrie des *cuirs et peaux*, situation semblable au trimestre précédent, cours de 5 p. o/o environ en hausse, pas de chômage, tendance des salaires à augmenter. Dans le *bâtiment*, travail en diminution sur le trimestre précédent, pas de variation pour les salaires. Le commerce des *vins et vinaigres* est moins actif, diminution notable du personnel occupé. Transactions restreintes dans le commerce des *grains*, la meunerie n'écoulant ses produits que

difficilement ; pas de variation dans les salaires ; durée du travail : 60 heures par semaine. Chez les *importateurs de charbons*, prix maintenus, recrudescence du travail en prévision de l'hiver, main-d'œuvre suffisante.

A Saint-Nazaire, très grande activité du travail dans l'industrie du *bâtiment* et la *construction navale*. L'achèvement de quelques commandes importantes aux chantiers de construction maritime a entraîné quelques renvois d'ouvriers. Ralentissement notable dans l'industrie *métallurgique*. Morte-saison annuelle de juillet et d'août dans les travaux de *déchargement du port* ; la proportion des ouvriers en chômage dans la circonscription du conseil des prud'hommes est évaluée à 10 p. o/o. Pas de variation appréciable dans les salaires. Travail moins abondant, prix moins rémunérateurs dans la *serrurerie*.

Marne. — A Châlons, pas de changement dans la *boulangerie*, la main-d'œuvre est plutôt rare, durée moyenne du travail : 70 heures par semaine. A Reims, dans l'industrie *textile* (peignage, filature et tissage de laines), cours un peu plus élevés que l'an dernier par suite de la hausse des matières premières, en général peu rémunérateurs ; pas de variations dans la durée du travail, qui est de 11 heures par jour.

Mayenne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Laval, la fabrication des *coutils*, qui est la principale industrie de la ville de Laval, laisse toujours à désirer. La proportion des ouvriers en chômage peut être évaluée à 35 p. o/o pour le tissage à la main et le tissage mécanique. D'une façon générale, la situation des autres industries et corps de métier n'est pas plus favorable. Aucune variation dans le nombre des établissements, la durée du travail et le taux des salaires.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, aucun changement notable dans la *boucherie* ; les cours restent sensiblement les mêmes ; la durée du travail, les salaires sont sans changement. Dans la *brasserie*, diminution de travail, cours maintenus ; la main-d'œuvre est abondante par suite du chômage un peu général dans toutes les industries ; aucun changement dans les salaires.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Lunéville, la situation générale des industries est estimée bonne et l'activité du travail satisfaisante, sauf pour les *mouleurs en filance* qui, chaque semaine, souffrent un peu du chômage, par suite du surcroît de fabrication. Il y a aussi quelques chômeurs dans la *construction des wagons* par défaut de commandes (personnel réduit de 1110 ouvriers à 950). Pas de changement dans le taux des salaires et la durée du travail.

Morbihan. — A Morlaix, dans la circonscription du conseil des prud'hommes, aucune variation dans la situation générale de l'industrie au point de vue de l'activité du travail. Les taux des salaires et les prix de façon n'ont subi aucun changement depuis le dernier trimestre. Le nombre des ouvriers en chômage est peu élevé.

Nord. — A Lille, dans l'industrie de l'*ameublement*, diminution du travail, baisse sur tous les articles, augmentation des prix de façon pour les tapissiers, la durée du travail varie de 54 à 60 heures par semaine. Dans la *fabrique de toiles*, travail sensiblement moins abondant, cours moins rémunérateurs ; quelques chômages partiels, moyenne de 60 heures de travail par semaine. La situation actuelle est considérée comme provenant du mouvement de réaction qui a suivi l'activité intense provoquée pendant deux ans par l'Exposition et comme due aussi à la hausse des matières premières, lin et coton. Travail moins abondant dans la *filature de lin, chanvre et étoupes* ; les cours des filés ne sont point rémunérateurs. La production a été réduite d'un sixième, salaires diminués dans la même proportion ; main-d'œuvre abondante.

A Fourmies, dans la circonscription du conseil des prud'hommes, activité du travail relativement bonne pendant le 3^e trimestre 1901 pour l'ensemble de l'industrie ; la situation est la même que l'an dernier à la même époque. La proportion des ouvriers en chômage peut être évaluée à 5 p. o/o ; les causes principales sont les réparations ou modifications au matériel, l'attente des matières premières et la maladie. Aucune variation dans la durée du travail, le taux des salaires. Dans les *piquage, filature et tissage de laines peignées*, travail plus abondant en piquage et en filature, pas de changement dans le tissage ; les prix se maintiennent

faiblement. La filature surtout a été bien alimentée à cause de la demande en fils fins, le tissage n'a pas suivi et a laissé à désirer. Aucun changement dans l'outillage, le personnel a travaillé à journées complètes (moyenne de 66 heures par semaine).

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Armentières, pour le tissage de toile, une légère amélioration se dessine; la situation générale, depuis un an, est toujours peu satisfaisante. Dans presque tous les établissements, on constate des arrêts de métiers et des réductions d'heures de travail; la durée moyenne varie de 48 heures, dans certains établissements, à 60 heures. Aucune variation dans le taux des salaires, mais la plupart des ouvriers travaillant à la tâche, la diminution de la durée du travail a son contre-coup sur les salaires. Dans la filature de lin, plusieurs établissements sont arrêtés, les autres ont diminué leur production en arrêtant un sixième de leurs broches ou en chômant un jour par semaine. La situation actuelle de la filature de lin est attribuée à la hausse des lins et à la pénurie des commandes. Dans le bâtiment, la menuiserie reste stationnaire; le parquetage, au contraire, va en augmentant.

A Cambrai, dans la circonscription du conseil des prud'hommes, il y a plutôt baisse du travail dans la plupart des usines, on ne travaille qu'environ 4 à 5 jours par semaine, surtout dans la blanchisserie. Le nombre des établissements accuse une légère augmentation. Aucun variation dans le taux des salaires ou prix de façon; jusqu'ici, à part quelques chômages partiels, aucune industrie n'a subi de chômage permanent. Dans la fabrique de *chicorée*, prix moins rémunérateurs à cause de la hausse des matières premières, aucune variation dans les salaires; la durée du travail n'a pas changé, la période d'été étant toujours moins active; la main-d'œuvre est abondante, il n'y a pas eu de chômage notable.

A Dunkerque, chez les entrepreneurs de peinture, il y a augmentation du nombre des établissements, mais diminution du travail et cours moins rémunérateurs. A Tourcoing, dans la filature de laine peignée, le travail est plus abondant que l'an dernier, les cours sont sans changement. Pendant le 3^e trimestre, la filature de laine a trouvé une alimentation régulière, la durée journalière du travail s'est maintenue à 11 heures pour tout le personnel ouvrier. La main-d'œuvre n'est pas abondante, et, pour assurer la marche au complet des établissements, la main-d'œuvre étrangère est estimée nécessaire.

Oise. — A Compiègne, travail un peu moins abondant que l'an dernier dans le bâtiment, situation générale cependant satisfaisante; pas de changement dans les prix et les salaires, 60 heures de travail en moyenne par semaine. A la Croix-Saint-Ouen, dans la fabrication des boîtes et caisses d'emballage, le travail s'est maintenu aussi abondant, la main-d'œuvre a été suffisante, il n'y a pas eu de chômage; les prix sont sans changement; 66 heures de travail en moyenne par semaine.

Pas-de-Calais. — A Calais, dans la fabrique de tulles et dentelles, le travail serait peut-être moins abondant que l'an dernier en cette période de morte-saison. Les cours sont sensiblement les mêmes; aucune variation dans la durée du travail (54 heures par semaine). Il y a peu de chômage. L'outillage continue à se perfectionner par le remplacement des anciens métiers par de nouveaux à points plus fins.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Saint-Omer, l'activité du travail est en général satisfaisante. A part une distillerie agricole fermée, toutes les usines et établissements sont en pleine activité, aucun chômage à signaler. Pas de variation dans le personnel ouvrier occupé, dans la durée du travail et le taux des salaires.

Rhône. — A Lyon, dans la fabrique de tulles, travail moins actif que l'an dernier, cours moins rémunérateurs, la durée du travail s'est généralement maintenue à 60 et 66 heures par semaine, le chômage peut être évalué à 8 et 10 p. 0/0 du personnel. L'outillage continue à se perfectionner par le remplacement des vieux métiers par des métiers neufs. Chez les teinturiers-dégraisseurs, travail moins abondant, prix de revient plus élevés et moins rémunérateurs; durée du travail: 50 heures en moyenne par semaine.

A Tarare, dans la circonscription du conseil des prud'hommes, bonne activité du travail, l'accroissement de la fabrication et de l'apprêt qui se manifeste généralement à l'automne est très marqué cette année. Pas de variation dans le nombre des établissements et du personnel. La proportion des ouvriers en chômage dans les différentes industries: tissages, broderies, apprêts, est très faible; les deux jours de chômage par semaine que subissaient précédem-

ment ces industries, notamment les apprêts, n'ont plus lieu actuellement. Aucune variation dans la durée du travail et le taux des salaires.

Seine. — A Paris, travail plus abondant dans les usines d'éclairage et de force motrice par l'électricité (France et colonies), cours en général moins rémunérateurs. Par rapport au trimestre précédent, augmentation sensible, le travail étant proportionnel au point de vue de l'éclairage à la durée de la nuit, les ouvriers sont occupés tous les jours, même le dimanche. Dans les industries électriques, travail moins abondant, cours moins rémunérateurs, réduction du travail à 48 et 54 heures par semaine. Chez les fabricants de bronze, travail plus actif que le trimestre précédent, journée de 11 heures, pas de changement dans les cours et prix de façon. Travail un peu moins abondant que l'an dernier chez les fabricants de machines à coudre; pas de chômage pour le personnel ouvrier, pas de changement dans les salaires. Dans la fabrique de placage pour ébénisterie, travail moins abondant que l'an dernier; il n'y a pas eu cependant de chômage pour le personnel ouvrier et les salaires se sont maintenus comme précédemment. Même mouvement d'affaires dans la bonneterie, prix en baisse par suite de la diminution des matières premières, coton et laine; quelques usines travaillant pour la saison d'hiver ont fait des heures supplémentaires. Légère augmentation de la durée du travail sur le trimestre précédent, 54 à 57 heures en moyenne dans la maroquinerie, gainerie. Prix en hausse, diminution du travail par suite du défaut d'exportation dans la mégisserie et teinturerie de peaux. Le chômage a atteint 20 p. o/o du personnel dans la mégisserie et 10 p. o/o dans la teinture. Dans la corderie, diminution du travail, hausse des matières premières, prix de façon sans changement.

Dans la glacerie, activité moindre que l'an dernier, cours en baisse sur l'an et le trimestre précédents. Dans la cristallerie et gobeletterie, aucun changement dans les cours et prix de façon, diminution de la durée du travail. Dans la verrerie à vitre, cours des produits en baisse, prix de façon en hausse; installation de trois nouveaux établissements.

A Boulogne, chez les blanchisseurs, le travail est moins abondant que l'an dernier, diminution de la durée du travail par suite de la saison; de même chez ceux de Puteaux.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la meunerie, les cours restent faibles, peu rémunérateurs pour les farines, plus avantageux pour les issues; cette situation est due à l'encombrement des farines fabriquées par suite d'un excès de la production sur la consommation.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Elbeuf, le nombre des métiers inoccupés est de 10 à 15 p. o/o; pour la fabrication d'étoffes, l'article nouveautés est en hausse de 15 p. o/o sur l'année dernière. La filature a suivi la même marche ascendante. Quant au tissage à la main, le nombre des métiers tend de plus en plus à disparaître. Pour la teinture, le chômage peut être évalué à 15 p. o/o. Pour l'épincetage, la production est dans les mêmes conditions que l'année dernière. La maçonnerie est en baisse; la peinture et la menuiserie en bonne activité. Il n'y a pas de chômage à signaler dans la chaudronnerie, la métallurgie et la charpente.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Darnétal, situation sans changement sur le trimestre précédent dans le tissage et la filature; journée de 11 heures, chômage de 2 jours par semaine dans quelques établissements, de 1 jour dans les autres. Dans la teinturerie, le chômage atteint parfois jusqu'à 3 jours par semaine. Situation normale pour l'impression sur étoffes, bonne pour le grattage et l'apprêt des tissus de coton, journée moyenne de 11 heures. Situation plutôt mauvaise pour le bâtiment et la taille de pierre, qui comptent respectivement jusqu'à 40 p. o/o et 60 p. o/o de chômeurs.

A Fécamp, activité moindre dans la brasserie de cidre, quelques petits établissements ont fermé; hausse du cours des pommes; journée de 11 heures presque générale. A Bolbec, dans l'industrie cotonnière, travail moins actif, cours plus rémunérateurs, 45 à 66 heures de travail par semaine.

Seine-et-Oise. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Versailles, situation assez bonne pour l'industrie en général, l'activité s'est plutôt ralentie, aucune variation notable dans le nombre des établissements et la durée du travail (journée de 8 à 10 heures en moyenne). La proportion des ouvriers en chômage varie de 10 à 20 p. o/o. Dans la boulangerie, pas de changement dans la durée du travail et les salaires; il y a pénu-

rie d'ouvriers à certaines époques, surtout l'été. Pas de changement avec le trimestre précédent dans le *bâtiment*.

A Étampes, chez les *jardiniers, maraîchers, horticulteurs*, travail moins abondant que le trimestre précédent, journée moyenne de 11 heures; pas de changement dans la *meunerie*. A Saint-Germain-en-Laye, le travail n'a pas changé dans l'industrie du *bâtiment*, la durée du travail a été réduite à 54 heures par semaine; de même chez les *entrepreneurs* de l'Isle-Adam. Diminution légère du travail chez les *blanchisseurs* de Sèvres.

Vienne (Haute-). — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Linioges, l'activité du travail s'est maintenue dans de bonnes conditions. Aucun changement dans le nombre des établissements et l'importance du personnel employé. Peu de chômeurs, particulièrement chez les *typographes*, les *menuisiers, ébénistes, plâtriers* et dans le *bâtiment* en général, les *sabotiers, tanneurs et corroyeurs, ouvriers de la porcelaine blanche*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *décorateurs sur porcelaine*. Le taux des salaires se maintient, sauf pour les *boulangers*, qui ont obtenu une augmentation.

Vosges. — A Remiremont, dans la *filature* et le *tissage de coton*, reprise du travail le samedi dans tous les établissements. Les prix de vente des bois sont en forte hausse.

Yonne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Auxerre, assez bonne activité du travail; aucune modification dans la situation générale de l'industrie en ce qui concerne la durée du travail (journée de 10 heures en moyenne) et le taux des salaires. La proportion des ouvriers en chômage est évaluée à 5 p. o/o.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 novembre.)

Ain. — A Bellegarde, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Arbert, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*. A Thoiry, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Oyonnax, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, journée de 9 heures, chez les ouvriers *nouveaux*; 6 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *piquage de cartons*; 5 p. o/o de chômeurs, 58 heures chez les *menuisiers*; 30 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *mécaniciens*; 2 p. o/o de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *couvreurs*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs et employés de commerce*.

A Soissons, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Laon. A Saint-Michel, travail plus actif que le mois dernier chez les ouvriers de la *chaussure*; légère augmentation du travail chez les *mouleurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 65 heures, chez ceux de Chauny. A Origny, pas de changement chez les *vanniers*.

Allier. — A Moulins, 37 p. o/o de chômeurs, 80 heures en moyenne par semaine, chez les *boulangers*; chômage presque général à cause de la température chez les *maçons*. A Montluçon, 2 p. o/o de chômeurs environ, 60 à 63 heures, chez les *métallurgistes*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *linonaliens*. A Commentry, pas de chômeurs chez les *mineurs*; 16 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*. A la Croix-de-Montvicq, 4 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures au fond, 77 heures au jour, chez ceux de Saint-Hilaire; pas de changement chez ceux de Durdar-Larquille.

A la Ville-Gozet, pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacière*. A Pouzy-Mézangy, travail moins abondant que l'an dernier, chômage presque complet chez les *bûcherons-fendeurs*; très peu de chômeurs chez les *bûcherons* de Lurcy-Lévy; pas de chômeurs, 48 heures, travail plus actif que le mois dernier chez ceux de Saint-Ennemond. A Saint-Yorre, 20 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *sourciers* des eaux minérales.

Alpes (Basses-). — A Digue, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cantonniers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 20 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de changement chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus abondant, chez les *électriciens-mécaniciens*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *fumistes-tôliers*; 27 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; moitié de chômeurs chez les *plâtriers-stucateurs*; 21 p. o/o de chômeurs, 96 heures, chez les *garçons de magasin*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*; 26 p. o/o de chômeurs, journée de 16 heures, chez les *restaurateurs-limonadiers*.

A Cannes, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *peintres*. A Menton, pas de chômeurs, 54 heures chez les *maçons*. A Vallauris, pas de chômeurs chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 5 p. o/o de chômeurs, légère reprise, journée de 8 heures en moyenne chez les *mégissiers de rivière*; 8 p. o/o de chômeurs, travail un peu plus actif chez les *mégissiers-pâtisseries*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *ferblantiers-zingueurs*. A Tournon, moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Serrières, pas de chômeurs, mais travail moins abondant chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, mais travail moins actif chez les *brosiers*. A Fumay, pas de chômeurs, 38 heures en moyenne chez les *mineurs* (les fendeurs chôment un jour par quinzaine par défaut de matière première); travail actif chez les *mouleurs en fonte*; les *tourneurs en mécanique* subissent un peu de chômage. A Francheval, 20 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *tissus de Floing*; pas de changement, aucun chômeur chez ceux de *Pourru-aux-Bois*. A Laval-Dieu, pas de chômeurs chez les *mouleurs*; 4 p. o/o de chômeurs chez ceux de *Vrigne-aux-Bois*; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez ceux de *Déville*. A Bourg-Fidèle, pas de changement, 72 heures, chez les *métallurgistes*; reprise partielle, 60 à 65 heures chez ceux de *Sedan*.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 2 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine, travail plus abondant que l'an et le mois précédents chez les *filateurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de la *teinturerie* (une maison avec 300 ouvriers chôme cependant un jour par semaine); 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs en fonte*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*.

Aude. — A Narbonne, toujours beaucoup de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *peintres*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *employés vendeurs*.

A Carcassonne, 15 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, reprise du travail chez les ouvrières de l'*habillement*; 16 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *mouleurs*; 18 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *métallurgistes*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*; travail moins abondant chez les *limonadiers*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 84 heures chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 1 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant, chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers* et *charcutiers*; 22 p. o/o de chômeurs, 70 heures par semaine, chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de changement chez les employés du *gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-imprimeurs*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-*

graphes. Pas de chômeurs, 60 heures, mais fin de saison, chez les ouvriers de la *tente*; 17 p. o/o de chômeurs, journée de 10 heures, chez les *blanchisseurs*; 20 p. o/o de chômeurs, 40 heures, chez les *tonneliers*; 30 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs* et *noyauteurs*; 12 p. o/o de chômeurs, 70 heures, chez les *ajusteurs* et *mécaniciens*; pas de changement chez les *modeleurs*; de même et 60 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

Un tiers de chômeurs, journée de 9 heures, chez les *maçons*; 45 p. o/o de chômeurs chez les *maçonniers* et *aides maçons*; deux tiers de chômeurs, 40 à 54 heures, chez les *cimenteurs*; 73 p. o/o de chômeurs chez les *maçons limousinants*; travail moins actif, 54 heures, chez les *peintres*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de changement chez les *tuiliers céramistes*. Pas de changement chez les *charretiers camionneurs*; pas de chômeurs chez les *cochers de place*; 30 p. o/o de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers des *entrepôts de bois*; moitié de chômeurs chez les ouvriers des *ports et quais*; pas de changement chez les *nettoyeurs* et *circiers d'appartements*; pas de changement chez les *commissionnaires*, les *représentants* et *placiers de commerce* et chez les *employés de commerce*.

A Arles, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. o/o de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; un tiers de chômeurs chez les *peintres*. A Aix, pas de chômeurs chez les *typographes*; 6 p. o/o de chômeurs, 25 à 30 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*. A Fontvieille, 16 p. o/o de chômeurs chez les *carriers*. A la Ciotat, 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. A Châteaurenard, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Salon, pas de changement chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Martigues, travail plus abondant que l'an dernier chez les *pêcheurs*; pas de changement chez ceux de Berre. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Fuveau et de Gardanne; de même et 49 heures, chez ceux de Saint-Savournin. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Calvados. — A Caen, 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*. A Honfleur, 16 p. o/o de chômeurs, 51 heures, chez les *charbonniers* du port.

Cantal. — A Aurillac, pas de changement chez les *bouchers-charcutiers*; ralentissement du travail pour les *maçons* et *peintres*; un tiers de chômeurs chez les *charpentiers*; moitié en chômage chez les *tailleurs de pierre*; travail assez abondant chez les *ébénistes* et les ouvriers en *parapluies*. A Champagnac, pas de chômeurs, travail normal et régulier, 60 heures au fond, 66 heures au jour, chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *travailleurs sur cuivre*; travail moins abondant que l'an dernier, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Cognac, pas de chômeurs chez les *dessinateurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 48 heures, morte-saison, chez les *carrossiers*; moitié de chômeurs, 30 heures, chez les *tonneliers*, *foudriers* et *doleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A la Couronne, pas de chômeurs chez les *tisseurs en métaux*.

Charente-Inférieure. — A La Rochelle, pas de changement chez les *marins-pêcheurs*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie*.

A Rochefort, pas de chômeurs, situation satisfaisante chez les *typographes*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A l'Aumône, pas de changement chez les ouvriers de la *glacière*.

Cher. — A Bourges, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 30 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail peu actif, nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; un tiers de chômeurs, 64 heures, chez les *plâtriers*; 32 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Vierzon, pas de chômeurs, mais travail moins abondant que l'an dernier chez les *carriers*

Savoie : pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *useurs de grains*. A Mehun-sur-Yèvre, pas de chômeurs chez les *peintres en porcelaine*. A Saint-Amaud, 20 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*; même situation que le mois précédent chez les *plâtriers* et les *peintres*. A Dun-sur-Auron, travail moins actif, 45 à 50 heures chez les *tailleurs de pierre*. A Gracay, pas de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment*. A Jussy-le-Chaudrier, pas de changement, 54 heures, chez les *chaufourniers*; travail moins actif que le mois dernier, 52 heures, chez ceux de la Guerche.

A Néronde, pas de chômeurs, 54 heures chez les *ouvriers agricoles*. A Apremont, un tiers de chômeurs chez les *bûcherons*; 30 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail un peu plus actif que le mois dernier chez ceux de la Chapelle-Hugon; 40 p. o/o de chômeurs, l'exploitation des bois n'est pas encore commencée, chez ceux de Cussy; 15 p. o/o de chômeurs, 54 heures, travail plus abondant chez ceux de Méry-ès-Bois; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Sancergues. Pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; de même et travail plus abondant que le mois dernier chez ceux de Neuvy-le-Barrois; pas de changement chez ceux de Vallenay; moitié de chômeurs chez ceux de La Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Torteron.

Corrèze. — A Tulle, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*. A Bort, pas de changement, 36 à 40 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*.

Gôtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lavaveix, 3 p. o/o de chômeurs, 74 heures, chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*; pas de changement chez les *typographes*; de même et 112 heures par semaine chez les *boulangers*; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; travail plus abondant que le mois dernier, 60 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*; près du tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*. Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers*. A Saint-Astier, travail moins abondant que le mois dernier chez les *chaufourniers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les *employés en pharmacie et droguerie*; 8 p. o/o de chômeurs, journée de 17 à 18 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 65 heures, mais travail moins actif que l'an dernier chez les *ouvriers en meubles*; 13 p. o/o de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; pas de changement chez les *filateurs*.

A Audincourt, 5 jours seulement de travail par semaine chez les *métallurgistes*; 27 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en automobiles*. A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures, travail plus actif que le mois dernier chez les *ouvriers en horlogerie*; pas de changement chez ceux de Seloncourt.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 129 heures par semaine, chez les *scieurs de bois*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Saint-Vallier, travail moins actif, 60 heures chez les *carrossiers*. A Romans, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les

tourneurs et mouleurs en porcelaines. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 40 heures, travail plus abondant que le mois dernier chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, travail moins actif chez les *chapeliers-appropriers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *compositeurs-typographes*. A Louviers, pas de chômeurs, 66 heures, situation satisfaisante chez les *tisseurs*. A Pont-de-l'Arche, 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures, travail plus actif que le mois dernier chez les *chaussonniers*. A Vernon, pas de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les ouvriers des établissements de l'*artillerie*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, travail plus abondant que le mois dernier, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, mais légère diminution de travail chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres en bâtiment*. A Châteaudun, travail très satisfaisant chez les *imprimeurs*; de même chez les ouvriers du *bâtiment* (maçons, charpentiers, couvreurs, peintres), journée de 9 à 10 heures.

Finistère. — A Brest, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvrières de l'*habillement*; pas de changement, 60 heures, chez les *travailleurs réunis du port*. A Audierne, la fin de la pêche a entraîné la fermeture de presque tous les ateliers chez les *ferblantiers-boîtiers*; commencement du chômage chez ceux de *Concarneau*.

Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*. A Tréséols, pas de changement chez les *mineurs*. A Aramon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*. A Bes-sèges, pas de chômeurs chez les ouvriers des *luminaires et forges*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant que le mois dernier chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *meubles*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *trépointeurs*; 23 p. o/o de chômeurs chez les *hommes de peine*.

Gironde. — A Bordeaux, 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-navigateurs*; 17 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*; pas de changement chez les ouvriers des *usines à gaz*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *photo-lithographes*. Pas de chômeurs, mais saison très mauvaise chez les *passementiers*; 30 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *scieurs de long*; de même et 50 heures chez les *charpentiers de haute-futaie*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; de même chez les *vanniers*; 14 p. o/o de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *chaudronniers*; pas de changement chez les *bijoutiers-horlogers*.

Pas de chômeurs chez les *paveurs-cimentiers*; pas de changement chez les *plâtriers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*; pas de changement chez les *marins du commerce*; 16 p. o/o de chômeurs chez les *charbonniers-sacquiers*; pas de changement chez les *gabariers-leteurs*; près de moitié de chômeurs, cependant le travail est plus abondant, chez les *charbonniers du port*; pas de chômeurs chez les *nettoyeurs de magasins*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*. Pas de chômeurs, journée de 10 heures, chez les ouvriers du *nettoyement*.

A Arcachon, pas de changement chez les *chauffeurs-marins*. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *carriers*. A Libourne, travail plus abondant, 54 heures chez les *charpentiers de haute-futaie*.

Hérault. — A Montpellier, chômage général chez les *jardiniers fleuristes*; 13 p. o/o de chômeurs, 75 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les ouvriers *cordonniers*; pas de chômeurs, 100 heures, travail plus abondant chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *ébénistes*; 60 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers*; pas de changement, 54 heures, chez les *hommes de peine*; de même chez les *commis et employés*.

A Béziers, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés en nouveautés*; manque de main-

d'œuvre chez les *tapissiers*; nombreux chômeurs chez les *fondriers*; de même chez ceux de Mèze. A Cette, près de moitié de chômeurs, 51 heures, chez les *ouvriers en bois merrains*. A Courmonterral, pas de changement chez les *travailleurs de terre*; travail un peu plus abondant, 42 heures, chez les *ouvriers cultivateurs et terrassiers* de Marsillagues. A Mèze, pas de chômeurs, 56 heures de travail par semaine, dimanche compris, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs*. A Fabrègues, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*. A Graissessac, 20 p. o/o de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, mais travail en diminution chez les *ouvriers en cuirs* (un tiers en moins dans la *cordannerie*; par contre, dans la *confection militaire*, la *sellerie*, la *corroierie* et la *tannerie*, le travail est satisfaisant). Pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*; 1 p. o/o de chômeurs, 51 et 54 heures, chez les *charpentiers* et *scieurs de long*.

A Fougères, pas de chômeurs, 54 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *couvreurs*. A Pont-Péan, moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*. A Louvigné-du-Désert, pas de chômeurs, mais travail moins abondant chez les *granitiers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*, certaines maisons ne font que 42 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *ouvriers en draps*; un tiers de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Issoudun, pas de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux*. A Niherne, 25 p. o/o de chômeurs, 30 à 60 heures de travail par semaine chez les *bûcherons* et *journaliers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 15 p. o/o de chômeurs, 98 heures en moyenne par semaine chez les *boulangers*; pas de changement, toujours du chômage chez les *coupeurs en chaussures*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures environ chez les *mouleurs*. A Châteaurenault, pas de chômeurs, 66 heures chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 78 heures chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Isère. — A Vienne, deux tiers de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie textile*; un quart de chômeurs, 40 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Bourgoin, pas de changement chez les *mécaniciens*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Montalieu-Vercieu, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; moitié de chômeurs chez ceux de *Parmilieu*.

A Izeaux, 9 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*, diminution pour le *cousu-machine*; par contre, commandes plus nombreuses pour le *cousu-main*. A Gières, pas de chômeurs, travail maintenu chez les *gantiers*. A Vinay, pas de changement chez les *nacriers*. A Rives, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Lons-le-Saunier, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Dax, 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers en draps*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Loire. — A St-Étienne, 20 p. o/o de chômeurs, 90 heures en moyenne par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; 16 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeurs, 68 à 70 heures par semaine, chez les *selliers-bourreliers*. Chez les *chefs d'ateliers tisseurs*, 12 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant, surtout pour le ruban, chez les *tisseurs* (Ligue); 40 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. o/o de chômeurs, 45 à 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *armuriers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de la manufacture d'armes*; pas de changement chez les *maréchaux ferrants*; 4 p. o/o de chô-

meurs chez les *aiguiseurs* et *polisseurs*. Pas de changement chez les *mécaniciens-chauffeurs* des *tramuys* ; 1 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs* et *représentants de commerce* ; morte-saison habituelle chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes* ; 25 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* ; 3 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs* ; 20 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* ; travail plus abondant, journée de 8 heures, chez les *tailleurs de pierre* ; 40 p. o/o de chômeurs, 30 heures, chez les *plâtriers* et *peintres* ; 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures, travail plus abondant que l'an dernier chez les *tourneurs en poterie*. A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs* ; de même chez ceux de Saint-Jean-Bonnefonds ; pas de changement chez ceux de Rive-de-Gier. Aux Barques-Saint-Rambert, travail plus actif chez les *passementiers* ; en diminution chez les *veloutiers* ; à Saint-Just, 4 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* ; légère reprise pour le ruban, baisse pour le velours ; à la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs* ; pas de changement chez ceux de Saint-Rambert. A Régny, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *teinture*. A Saint-Jean-Bonnefonds, 12 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *passementiers* ; pas de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier chez ceux d'Avezieux, de même chez ceux de Terrenoire et de Saint-Genest-Lerpt. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les *chapeliers-appropriers*.

A Firminy, 5 p. o/o de chômeurs, 45 heures en moyenne, chez les *métallurgistes* ; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Chamond ; à Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 36 à 40 heures, chez les *verriers à vitres*. A Sail-sur-Couzan, travail moins abondant, 45 heures chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *cordonniers* ; 25 p. o/o de chômeurs, 6½ heures, chez les *métallurgistes*. A Vergongheon, pas de changement chez les *mineurs*. A Saint-Didier-la-Séauve, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers* ; pas de chômeurs, travail un peu plus abondant, chez ceux de Sainte-Sigolène.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement et du campement* ; pas de changement, journée de 9 heures chez les *charpentiers de navires* ; chômage presque général chez les *replanisseurs de parquets* ; 9 p. o/o de chômeurs, journée de 8 à 9 heures, chez les *serriers* ; pas de chômeurs chez les *modeleurs-mécaniciens* ; pas de changement, 54 heures, chez les *granitiers* ; un quart de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres* ; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés* ; 6 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Nazaire, pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs* ; pas de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier chez les *ouvriers du port*.

Loiret. — A Orléans, 14 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers boulangers*, 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *lithographes* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures* ; pas de changement chez les *maçons* ; un tiers de chômeurs chez les *plâtriers* ; 4 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*.

A Gien, 23 p. o/o de chômeurs, 5½ heures, travail plus abondant chez les *bûcherons* ; pas de chômeurs, 40 heures, travail plus abondant chez ceux de Thou ; 16 p. o/o de chômeurs chez ceux de Chevilly. A Montargis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Lot. — A Cahors, un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et tapissiers*. A Souillac, pas de chômeurs chez les *tanneurs et corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs chez les *ouvriers boulangers* ; pas de chômeurs chez les *menuisiers et chénistes* ; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers* ; 7 p. o/o de chômeurs, chez les *métallurgistes* ; travail moins actif que le mois dernier chez les *tailleurs de pierre et maçons* ; 7 p. o/o de chômeurs chez les *peintres* ; 27 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *céramique* ; 5 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de changement chez les *typo-lithographes* ; pas de changement chez

les ouvriers de l'*ameublement* : 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Casteljalous, pas de changement, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *hommes de peine*. A Lavardac, 2 p. o/o de chômeurs, chez les *boucheonniers*. A Fumel, 13 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 17 p. o/o de chômeurs chez les *peigneurs de chanvre*; 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des industries *textiles*; pas de changement chez les *manœuvres* et *terrassiers*.

A Saumur, 6 p. o/o de chômeurs, 66 à 68 heures, chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Cholet, pas de changement chez les *tisserands*; de même chez ceux de May-sur-Evre; pas de chômeurs chez ceux de la Tessoualle; de même chez ceux de la Séguinière; travail moins abondant que l'an dernier chez ceux de Saint-Léger; pas de changement chez ceux de Tréméntines.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ébénistes*, *menuisiers* et *charpentiers*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*; pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures en général, chez les *teinturiers-apprêteurs*; pas de changement chez les *menuisiers* et *ébénistes*; 28 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*; 10 p. o/o de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les ouvriers et employés de la *traction électrique*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *imprimeurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail normal, chez les *boucheonniers*. A Fismes, chômage général chez les *apprêteurs en pelleteries*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, travail plus actif chez les *mégisiers-polissonneurs*; pas de chômeurs chez les *gantiers*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 30 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; 7 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 38 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs, 66 et 72 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 5 p. o/o de chômeurs, 63 à 69 heures, chez les ouvriers en *limes*; travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *employés de commerce* et *comptables*.

A Bouxières-aux-Dames, 18 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; travail moins abondant chez ceux de Frouard; pas de chômeurs, chez ceux de Gohbranches; de même, et 60 heures, chez ceux de Jœuf; 6 p. o/o de chômeurs chez ceux de Ludres; pas de chômeurs, 40 heures, chez ceux de Chavigny. A Saint-Nicolas, 16 p. o/o de chômeurs, 70 à 81 heures de travail, chez les ouvriers des industries *chimiques*.

Meuse. — A Lérrouville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers* (la main-d'œuvre fait défaut). A Cousance-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs chez les ouvriers *galochiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 60 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *travailleurs réunis du port*. A Hennebont, pas de chômeurs, 72 heures, travail plus actif chez les *métallurgistes*.

Nièvre. — A Nevers, 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers*; 20 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Decize,

arrêt du travail chez les *maçons* et *couvreurs*; journée de 8 heures chez les *charpentiers menuisiers*. A la Charité, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*. Pas de chômeurs, ouvrage très abondant, hausse du prix de la main-d'œuvre chez les *bûcherons* de la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Verain; pas de changement chez ceux des Loges-de-Montavon; pas de changement chez les ouvriers des *bois* d'Entrains et de Ciez. Moitié de chômeurs, 72 heures, chez les *bûcherons* de Trois-Vèvres; le travail n'a pas encore repris chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs chez ceux de Menou.

Nord. — A Lille, moins de 1 p. o/o de chômeurs, 78 heures par semaine, chez les *confiseurs-chocolatiers*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *typographes*; 1 p. o/o de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *cuirs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tisserands*; travail moins actif chez les ouvriers de la *filature* (le travail vient d'être réduit à 4 jours par semaine au lieu de 5 comme précédemment); pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; 4 p. o/o de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez les *tapissiers*; 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *métaux*; pas de changement chez les *dragueurs*; 4 p. o/o de chômeurs, 72 à 75 heures, chez les *garçons de magasin*; pas de changement chez les *commissionnaires publics*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Vieux-Condé, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *cordonniers*; 30 à 40 heures seulement chez les *métallurgistes*. A Croix, pas de changement chez les *mouleurs*; 46 p. o/o de chômeurs, 40 à 45 heures, chez ceux de Tourcoing. A Valenciennes, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Dunkerque, pas de changement chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 11 p. o/o de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *plafonneurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 35 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres-vitriers*. A Roubaix, pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 11 p. o/o de chômeurs, 55 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; un quart de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, légère reprise chez les *ferblantiers-zingueurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 65 heures, travail plus abondant chez les *pareurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 57 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 12 p. o/o de chômeurs, 56 heures, chez les *métallurgistes*. A Onnaing, pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez ceux d'Hauumont. A Cousolre, 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures, situation assez bonne chez les *marbriers* à la *cheminée*. A Louches, pas de chômeurs chez les *verriers*; 4 p. o/o de chômeurs, 42 heures, travail abondant chez ceux d'Aniche; pas de changement chez ceux de Fresnes.

A Tourcoing, tendance à l'augmentation du travail, 45 à 60 heures chez les ouvriers de *préparation* de la *filature*; travail en diminution sur le mois dernier pour les ouvriers du *triage* et *peignage*; pas de changement chez les *piquiers*, il y aurait plutôt tendance à l'amélioration; pas de changement sensible chez les ouvriers de la *filature*, de la *retorderie*, et du *tissage*. A Haspres, situation satisfaisante, travail actif, pas de chômeurs chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux de Linselles; de même chez ceux de Saulzoir. A Houplines, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*; de même, et 61 heures, chez ceux de Saint-Souplet. Au Cateau, pas de chômeurs, reprise du travail chez les *tisseurs*; la *préparation* de *filature* chôme 1 jour par semaine; travail moins abondant chez les *tisseurs* d'Avènes-les-Aubert; pas de chômeurs chez ceux de Neuville. A Marly, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en tissus*; pas de chômeurs chez les *tullistes*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *rubaniers* de Comines.

Oise. — A Beauvais, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 33 p. o/o de chômeurs 54 à 60 heures chez les *menuisiers*; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* et *employés*. A Cambrai, journée de 10 à 12 heures, aucun changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Noyon; 6 p. o/o de chômeurs chez ceux de Creil. A Senlis, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *layetiers*; 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* d'Hermes. A Crépy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs

chez les ouvriers *agricoles*. A Sin-le-Noble pas de changement chez les *mineurs*; de même chez ceux d'Auberchicourt. A Tracy-le-Mont, travail moins abondant chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 66 heures, travail très abondant chez ceux de Béthisy-Saint-Pierre. A Méru, travail plus abondant chez les *boutonniers en os*. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 16 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*. A Flers, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs, 52 heures, chez les *tullistes*; pas de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les ouvrières de l'*habillement*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*; morte-saison pour les *peintres*.

A Montreuil, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*. A Boulogne-sur-Mer, travail plus abondant, 60 heures chez les *cordonniers* et *tanneurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *tonneliers*. A Lens, travail plus abondant (quinzaine de la sainte Barbe), 66 heures, chez les *mineurs*. A Esquerdes, pas de changement chez les *poudriers*. A Marquise, travail plus actif chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de changement chez les ouvriers *boulangers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *caoutchoutiers*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*; de même, et 54 à 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*.

A Riom, 12 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement, 60 heures chez les ouvriers des *tabacs*. A Saint-Éloy, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mineurs*.

Pyrénées (Basses-). — Pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *peintres*.

A Bayonne, 8 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers *boulangers*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; un tiers de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez les ouvriers du *port*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Au Boucau, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, 4 p. o/o de chômeurs chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*arsenal*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de changement, 60 à 64 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 40 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; moitié de chômeurs chez les *charrons-forgeons*; 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux ferrants*, 3 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en art décoratif*.

A Rivesaltes, pas de changement chez les *travailleurs de la terre*; nombreux chômeurs chez ceux de Clairà, Canohès et Espira-de-l'Agly.

Rhin (Haut-). — A Belfort, 3 p. o/o de chômeurs, chez les *typographes*; 8 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Giromagny, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*. A Rougegoutte,

pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 20 p. o/o de chômeurs, 66 heures ceux d'Héricourt.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs, chez les *jardiniers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les employés *photographiques*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *imprimeurs-conducteurs*; 13 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de changement, 60 heures chez les *chevriers-maroquinières*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers du consu main*. Léger ralentissement, journée de 10 heures chez les *chefs d'ateliers de velours mécanique*; pas de chômeurs, travail un peu plus actif chez les *tisseurs*; 12 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *teinturiers-dégraisseurs*; pas de changement, 30 heures chez les *apprêteurs de tulle*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *tullistes à la chaîne*; pas de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 95 heures chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *chapelières fantaisie*; 18 p. o/o de chômeurs, 50 heures, chez les *navetiers*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *bronziers*; pas de changement chez les *litiers*; 22 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *sculpteurs*; 30 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *cimentiers*. travail moins actif chez les *camionneurs*.

A Thizy, pas de changement, 66 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez ceux de Grandris; bonne activité dans le *tissage mécanique et à la main en cotonnade*, journée de 11 heures au lieu de 10 précédemment; toujours peu d'activité dans le *tissage de soieries mécanique et à la main*. A Villefranche, pas de changement chez les *teinturiers*. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapelières*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Plancherles-Mines, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Saint-Loup-sur-Semouze, pas de chômeurs, 85 heures par semaine chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Digoin, pas de changement chez les *faïenciers*. A Epinac, grève chez les *verriers*. A Coublanc, 40 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*. A Tournus, pas de chômeurs chez les ouvriers en *sièges*.

A Saint-Léger-sur-Dheune, 6 p. o/o de chômeurs chez les *manouvriers*. A Perrecy-les-Forges, 2 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*; 18 p. o/o de chômeurs chez ceux de Montceau; pas de changement chez ceux de Tavernay. A Nanton, pas de changement chez les *carriers*. A Montchanin, pas de chômeurs chez les *tuilières*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; travail moins abondant, 54 heures chez les *charpentiers*; 19 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 12 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *maçons*.

A la Flèche, pas de chômeurs, 66 heures chez les *galochiers*. A Château-du-Loir, pas de chômeurs, diminution de 2 p. o/o sur les salaires chez les *tanneurs*; pas de chômeurs, journée de 12 heures chez ceux de la Suze. A Vibraye, 4 p. o/o de chômeurs, 66 et 72 heures chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, 60 heures chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Arvillard, pas de chômeurs, légère amélioration chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs, 51 heures chez les *menuisiers*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierres: maçons, plâtriers et pierres*; à Thonon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; à Meillierie, pas de changement chez les *bateliers-carriers*.

Seine. — A Paris, 25 p. o/o de chômeurs environ chez les *boulangers*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *échaudeurs*; 3 p. o/o de chômeurs, travail abondant chez les *confiseurs*;

1 p. o/o de chômeurs, 66 heures de travail par semaine, travail plus abondant chez les *biscuitiers*; 8 p. o/o de chômeurs, 65 heures chez les *chocolatiers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *allumeurs du gaz*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'éclairage en général.

4 p. o/o de chômeurs chez les *papetiers-régleurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *doreurs sur cuirs et papiers*. Pas de chômeurs, 60 à 66 heures, travail plus actif que le mois dernier chez les ouvriers de l'industrie du livre; 13 p. o/o de chômeurs, travail plus actif chez les *conducteurs-pointeurs*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes* (Résistance); 7 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *lithographes* (Union); 9 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; pas de changement chez les *graveurs sur bois*; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs* (Gutenberg); 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs-lithographes*; pas de changement chez les *graveurs pour l'illustration*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *chromistes de la photographie*; 23 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *coloristes-enlumineurs*; pas de changement, 60 heures, chez les *opérateurs et bitumiers de la photographie*.

Pas de changement chez les *corroyeurs du cuir noir*; 19 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs*; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *talonniers*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *chevreau glacé*; pas de changement, travail peu abondant chez les *gantiers*; 11 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *tisseurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 40 heures environ chez les *casquettiers*; 12 p. o/o de chômeurs, 50 heures, commencement de la morte-saison chez les *teinturiers-dégraisseurs*; pas de changement chez les *apprêteurs-décatisseurs*; pas de changement chez les *passementiers à la barre* et chez les *façonniers-passementiers*; de même et 50 heures chez les *passementiers à la main*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*; travail moins actif chez les *fleuristes-plumassiers*.

Pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 à 70 heures chez les *tailleurs*; 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'habillement. Environ 3 p. o/o de chômeurs, 56 heures chez les *coupeurs-chemisiers*. Pas de changement, 60 heures chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 4 p. o/o de chômeurs, 40 heures environ chez les ouvriers en *chapeaux de soie et feutre*; 1 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *couleurs et garçons de lavoirs*.

Pas de chômeurs chez les *replanisseurs de parquets*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'ameublement; pas de changement chez les *mouliniers-finisseries*; travail moins abondant, 58 heures chez les *brossiers*; 18 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *marqueterie*; pas de chômeurs, 66 heures et travail plus abondant chez les *souffletiers*.

Travail moins abondant, nombreux chômeurs chez les *mouleurs en cuivre*; pas de chômeurs chez les *luniers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; 15 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les *chefs de service et contremaîtres de la métallurgie*; 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la *mécanique industrielle et scientifique*; travail moins abondant que l'an et le mois précédents chez les *électriciens*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*, situation sans changement, seules les usines d'automobiles sont en pleine activité; 4 p. o/o de chômeurs chez les *soudeurs-apprêteurs en tubes de cuivre*; légère augmentation du travail, 60 heures chez les *potiers d'étain*; pas de changement chez les *plombiers* (colonnards); chômage plus fort chez les *tourneurs-robinettiers*; moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *bronziers-galanisiers*; pas de changement chez les *troubadistes*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *bijoutiers en argent*; 10 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *bijoutiers en doré*; 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; 4 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *opticiens*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *instruments de précision*.

Pas de changement chez les *paveurs et granitiers*; travail en diminution, 40 à 50 heures chez les *tailleurs de pierre*, un tiers de chômeurs chez les *sculpteurs du bâtiment*; pas de chômeurs, 40 heures chez les *graveurs de cimetière*; 20 p. o/o de chômeurs, travail moins actif chez les *marbriers du meuble*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; 17 p. o/o de chômeurs, 54 à 63 heures chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; 29 p. o/o de chômeurs, 20 à 30 heures chez les *fourniers spécialistes*; moitié de chômeurs chez les *bitumiers-asphalteurs*; 26 p. o/o de chômeurs chez

les cimentiers : 36 p. o/o de chômeurs environ, 42 heures en moyenne chez les peintres ; pas de chômeurs chez les metteurs en couleurs.

Pas de changement chez les camionneurs ; pas de chômeurs chez les agents de la Compagnie générale des tramways ; 2 p. o/o de chômeurs chez les employés et ouvriers des tramways électriques de la rive gauche ; travail moins abondant que l'an dernier pour les cochers de grande remise ; pas de chômeurs mais travail moins actif que le mois dernier chez les cochers (coopératives) pas de chômeurs chez les porteurs aux halles.

7 p. o/o de chômeurs chez les sténographes (Alliance) ; pas de changements chez les femmes sténographes ; 6 p. o/o de chômeurs chez les comptables ; pas de changement chez les représentants et employés de la bijouterie ; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les employés en serrurerie ; pas de changement chez les employés des bureaux de placement autorisés et chez les placiers en fleurs et plumes ; 28 p. o/o de chômeurs chez les clerks d'huissier ; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les élèves en pharmacie. Pas de chômeurs chez les employés de l'enseignement libre ; pas de changement chez les professeurs de l'enseignement libre.

Pas de changement chez les employés d'hôtels ; moitié de chômeurs chez les employés de l'alimentation ; 20 p. o/o de chômeurs chez les limonadiers-restaurateurs ; 22 p. o/o de chômeurs, 76 heures chez les garçons de cuisine ; moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les gens de maison ; de même pour le personnel des maisons bourgeoises. Environ 12 p. o/o de chômeurs chez les artistes musiciens ; pas de chômeurs chez les musseurs.

A Vitry, pas de chômeurs, journée moyenne de 11 heures chez les ouvriers de la terre. A Maisons-Alfort, 6 p. o/o de chômeurs, 78 heures chez les maraîchers. Au Kremlin, pas de changement chez les argileurs-mineurs. A Issy-les-Moulineaux, pas de chômeurs, 54 heures chez les cartouchiers. A Pantin, 8 p. o/o de chômeurs chez les corroyeurs. A Arcueil, pas de changement chez les blanchisseurs ; 20 p. o/o de chômeurs (hommes), 10 p. o/o (femmes) 55 à 60 heures en moyenne chez ceux de Chaville. A Puteaux, pas de changement, 54 heures chez les ouvriers des établissements de l'artillerie.. A Aubervilliers, 40 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les maçons. A Levallois, 6 p. o/o de chômeurs, 42 à 48 heures chez les peintres. A Suresnes, 6 p. o/o de chômeurs chez les employés du chemin de fer du bois de Boulogne. A Ivry, pas de changement chez les ouvriers du nettoyage.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les lithographes-papetiers ; pas de changement, 66 heures chez les ouvriers de l'industrie cotonnière ; pas de chômeurs chez les tisseurs en chaussons ; pas de changement chez les teinturiers et apprêteurs ; pas de chômeurs, 56 heures, chez les tapissiers ; 18 p. o/o de chômeurs, 45 heures, chez les charpentiers ; pas de changement chez les constructeurs-mécaniciens ; de même et 54 heures chez les chefs d'équipes mécaniciens ; 27 p. o/o de chômeurs chez les charretiers-livreurs ; près de moitié de chômeurs chez les charbonniers du port ; 2 p. o/o de chômeurs chez les employés de commerce ; légère reprise chez les voyageurs en liquides.

Au Havre, pas de changement chez les boulangers ; 19 p. o/o de chômeurs, 63 heures chez les huiliers-pétroliers ; pas de chômeurs, 48 heures chez les voiliers ; un tiers de chômeurs environ, 48 heures chez les maçons et plâtriers ; 20 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les terrassiers-puisatiers-mineurs ; 27 p. o/o de chômeurs, 45 heures, chez les peintres.

A Bolbec, pas de chômeurs chez les ouvriers cotonniers ; pas de changement, 66 heures, chez ceux de Lillebonne ; pas de chômeurs, 55 heures, chez ceux d'Oissel. A Elbeuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers ; 28 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les peintres en bâtiment. A Arques-la-Bataille, travail plus abondant que l'an dernier, 60 heures, chez les menuisiers à la mécanique. A Deville, 6 p. o/o de chômeurs, 47 heures, chez les métallurgistes.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les typographes. A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 48 heures, chez les maçons. A Lagny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Souppes, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 120 heures par semaine, travail de fin d'année chez les typographes ; pas de chômeurs, 48 à 52 heures chez les scieurs-découpeurs à la mécanique ; pas de chômeurs, 73 heures chez les maréchaux ; pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre ; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les maçons.

A Étampes, pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Germain-en-Laye. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Saint-Germain, travail moins actif, 42 heures, chez les *menuisiers*. A Saint-Leu, pas de chômeurs, 52 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Villemonble, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *jardiniers*. A Cernay, pas de chômeurs, 54 heures chez les *carriers*. A Bonnières, pas de changement chez les *raffineurs de pétrole*. A Rueil, pas de changement chez les *travailleurs du gaz*. A Sèvres, pas de changement chez les *blanchisseurs*. A Essonne, pas de changement chez les *mouleurs*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*. A Corbeil, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *maçons-plâtriers*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typo-lithographes*. A Melle, 25 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; moitié de chômeurs chez les *tisserands* de Moulins. A la Rampierre, 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *corroyeurs*; continuation de la reprise du travail chez les *cordonniers*; 7 p. o/o de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez les *coupeurs en chaussures*; pas de changement chez les *tisseurs*; moins de chômage que le mois précédent chez les *teinturiers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs et tailleurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 45 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; un quart de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Escarbotin, pas de changement chez les *métallurgistes*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers sur cuivre*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. o/o de chômeurs, 30 heures en moyenne chez les *chapeliers-fouleurs*; travail peu actif, 30 heures chez les *chapeliers-appropriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de changement chez les *verriers*.

A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; moitié de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Cagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Graulhet, 14 p. o/o de chômeurs, chez les *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, 34 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *ouvriers de l'industrie lainière*. A Carmaux, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de changement chez les *représentants et employés de commerce*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *plâtriers*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs, reprise du travail chez les *ouvriers en chapeaux de paille*. A Grisolfes, pas de chômeurs, 66 heures, travail plus abondant que le mois dernier chez les *balaitiers*.

Var. — A Draguignan, 7 p. o/o de chômeurs, 84 heures chez les *boulangers*. A Toulon, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de la Seyne; 4 p. o/o de chômeurs, 84 heures, chez les *employés de commerce*; 13 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bargemon, pas de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez les *ouvriers en chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *peintres*.

A Pertuis, reprise du travail chez les *cordonniers*; à Ménerbes, pas de chômeurs, mais 30 heures seulement chez les *carriers*. A Cavaillon, pas de chômeurs, chez les *ouvriers sur cuirs*. A Caderousse, pas de chômeurs, 52 heures, chez les *balaitiers*; de même chez les *ouvriers du bâtiment*.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne, pas de changement chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A La Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; moitié de chômeurs chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de changement chez les *mineurs*, 15 p. o/o de chômeurs, 40 heures, chez les *tisserands* des Épesses; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Laurent-sur-Sèvre; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Évrunes.

Vienne. — A Poitiers, 13 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *lithographes*; 15 p. o/o de chômeurs, journée de 8 heures chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Ligugé, 17 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 11 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *allumeurs du gaz*; 3 p. o/o de chômeurs, 40 à 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier chez les *employés de commerce*.

A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *feuillardiers*. A Saint-Junien, 10 p. o/o de chômeurs, reprise du travail très lente chez les *gantiers*; pas de changement chez les *ouvriers en cuirs et peaux*.

Vosges. — A Épinal, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Saint-Dié, 40 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; pas de changement chez ceux de Moussey. A Remiremont, pas de changement chez les *typographes*.

Yonne. — A Auxerre, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *charpentiers de marine*; pas de chômeurs, 66 heures, bonne activité chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

A Sens, 14 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Treigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *forestiers-agriculteurs*; de même et travail plus abondant que le mois dernier chez ceux de Saint-Sauveur.

Algérie. — A Alger, 8 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* de Mustapha; 26 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *charrons-forgerons*; 24 p. o/o de chômeurs, 63 heures, commencement de la morte-saison chez les *employés en quincaillerie*.

A Oran, 40 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers agricoles*; travail moins actif que le mois dernier chez les *bateliers du port*; moitié de chômeurs chez les *chargeurs et arrimeurs du port*.

A Constantine, 6 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*. A Bône, pas de chômeurs chez les *employés de chemins de fer*; pas de changement, 25 heures chez les *chargeurs et déchargeurs du port*. A Bougie, 7 p. o/o de chômeurs, 64 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

La Guadeloupe. — Pendant le mois de septembre, chez les *cordonniers* de la Pointe-à-Pitre, 35 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier, 72 heures de travail par semaine; pendant le mois d'octobre, 26 p. o/o de chômeurs, même nombre d'heures de travail.

La Martinique. — A Saint-Pierre, chez les *tonneliers*, pendant les mois de septembre et d'octobre, travail moins abondant que l'année précédente, 48 heures de travail au plus par semaine.

Adjudications. — Adjudications importantes en décembre :

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

MARNE. — 1^{er} décembre. — Mairie de Chouilly : travaux communaux.

70304

ALGÉRIE. — 2 décembre. — Mairie de Boufarik : construction d'école.....	74.100
PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 5 décembre. — Mairie de Perpignan : construction d'une annexe au collège.....	92.287
CÔTE-D'OR. — 7 décembre. — Mairie de Beaune : agrandissement du marché couvert.....	124.663
ARDENNES. — 8 décembre. — Mairie de Bazeilles : construction de l'église.....	107.000
LANDERNEAU. — 9 décembre. — Guerre. — Aménagement en caserne de l'ancienne maison centrale.....	100.500
DOUBS. — 12 décembre. — Sous-préfecture de Pontarlier : travaux communaux.....	88.979
PAS-DE-CALAIS. — 14 décembre. — Préfecture : construction d'une prison cellulaire.....	259.000
FINISTÈRE. — 16 décembre. — Mairie de Quimper : construction d'une salle de fêtes.....	147.678
LOIRE. — 28 décembre. — Mairie de Saint-Étienne : entretien des bâtiments communaux pendant 4 ans.....	86.000
MARNE. — 28 décembre. — Mairie de Châlons : reconstruction du collège.....	304.470
ORNE. — 29 décembre. — Mairie de Laigle : construction des abattoirs.....	106.307

ROUTES ET CHEMINS.

ORNE. — 3 décembre. — Sous-préfecture d'Argentan : travaux vicinaux et communaux.....	168.080
NORD. — 13 décembre. — Sous-préfecture d'Avesnes : travaux sur chemin de grande communication.....	160.113
INDRE-ET-LOIRE. — 14 décembre. — Préfecture : cylindrage de matériaux sur chemin de grande communication pendant 5 ans. Montant annuel.....	75.000
MARNE. — 18 décembre. — Préfecture : entretien des routes nationales pour 5 ans. Montant annuel.....	99.290
EXPOSITION. — 19 décembre. — Travaux de jardinage.....	66.000
PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 19 décembre. — Préfecture : fourniture de matériaux d'empierrement sur chemins pendant 5 ans. Mont. ann.....	80.100
SAVOIE. — 28 décembre. — Préfecture : entretien des routes nationales pendant 5 ans. Montant annuel.....	86.850

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — 4 décembre. — Préfecture : entretien du port de Marseille pour 5 ans.....	1.280.000
SEINE-INFÉRIEURE. — 16 décembre. — Préfecture : port du Havre. Construction de quais.....	970.000

CANALISATIONS ET ÉGOUTS.

TROYES. — 11 décembre. — Guerre : fourniture et pose de canalisations en fonte.....	180.000
LOIRE. — 14 décembre. — Mairie de Saint-Étienne : travaux d'alimentation en eau.....	550.000
RHIN (HAUT-). — 23 décembre. — Mairie de Belfort : construction d'une conduite d'eau.....	339.765
ALLIER. — 26 décembre. — Mairie de Vichy : construction d'un réseau d'égouts.....	350.000

CHEMINS DE FER.

SEINE-ET-MARNE. — 7 décembre. — Préfecture : tramways départementaux. Infrastructure, ballast et pose de voie.	232.000
SEINE-ET-MARNE. — 7 décembre. — Préfecture : travaux d'infrastructure.	77.000

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

MANCHE. — 7 décembre. — Construction de portes d'écluses.	130.000
--	---------

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Nov. 1900.	Oct. 1901.	Nov. 1901.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	46 ^f 31 ^c	47 ^f 885 ^c	47 ^f 885 ^c
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	31 06	21 875	22 50
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	34 00	27 625	27 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr. ...	70 00	59 75	58 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	79 50	78 50	77 375
Pétrole dispon., les 100 kilogr.	40 00	40 25	40 25
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	62 50	67 00	70 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	71 87	47 50	48 87
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	111 50	119 00	116 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil..	42 50	43 00	44 00
Fers marchands, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).	25 00	"	"
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	194 50	163 12	178 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	341 50	302 00	301 00
Plomb, <i>idem.</i>	50 00	34 50	33 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	54 00	45 75	41 40
Blé à Paris, <i>idem.</i>	19 60	20 50	21 60
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	19 15	19 55	20 05
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	18 00	20 50	20 50
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette, le kilogramme.	1 25	1 28	1 26
Viande veau, <i>idem.</i>	1 79	1 77	1 75
— mouton, <i>idem.</i>	1 74	1 77	1 85
— porc, <i>idem.</i>	1 26	1 33	1 25

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain à Paris pour la première quinzaine de décembre 1901, calculée d'après la valeur des farine pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.	28 ^f 940
Frais de panification.	12 223
TOTAL.	41 ^f 163

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3166 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6332, soit à 0 fr. 63.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de 1901 (commerce spécial).

	1901.	1900.	AUGMENTATION en 1901.	DIMINUTION en 1901.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	721.957.000	739.518.000	#	17.561.000
Matières nécessaires à l'industrie	2.860.355.000	2.760.773.000	99.582.000	#
Objets fabriqués	719.852.000	761.397.000	#	41.545.000
TOTAL	4.302.164.000	4.261.688.000	99.582.000	59.106.000
AUGMENTATION en 1901			40.476.000^f	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	699.103.000	686.084.000	13.019.000	#
Matières nécessaires à l'industrie	1.001.562.000	989.799.000	11.763.000	#
Objets fabriqués	1.908.889.000	1.857.129.000	51.760.000	#
Colis postaux	285.071.000	187.622.000	17.449.000	#
TOTAL	3.814.625.000	3.720.634.000	93.991.000	#
AUGMENTATION en 1901			93.991.000^f	

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer, du 1^{er} janvier au 2 décembre 1901, ont été de 1.276.474.900 francs. Elles étaient, à la même date, en 1900, de 1.345.228.400 francs, soit une diminution de 68.753.500 francs ou 5,11 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires pendant le mois de novembre 1901 :

	NOVEMBRE	
	1901.	1900.
Faillites	122	118
Liquidations judiciaires	16	9
Conversions de liquidations en faillites	#	3

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 novembre 1901, il a été déposé 92 demandes en autorisation de bâtir, dont 82 pour des constructions neuves. Pendant le mois de novembre 1900, le nombre des demandes avait été de 63, dont 54 pour des constructions neuves.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 3^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1901,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne	0 27	1 72	"	3 07	"	0 67	"	"
Ardenne	0 25	1 85	1 40	2 65	"	0 41	"	3 86
Bouches-du-Rhône	0 32	"	"	"	11 00	0 25	"	"
Charente-Inférieure	0 24	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	0 26	1 61	1 84	2 50	"	0 30	"	"
Gironde	0 22	1 70	"	"	11 00	0 27	"	4 11
Loire	0 28	1 54	1 61	"	"	0 20	"	"
Marne	0 30	1 57	1 40	1 66	10 00	0 32	0 25	"
Meurthe-et-Moselle	0 29	1 24	1 47	2 85	7 66	0 23	"	3 80
Nord	0 29	1 46	1 80	3 08	15 00	0 70	"	3 42
Pas-de-Calais	0 25	1 69	2 04	3 26	"	0 65	"	"
Rhône	0 31	"	"	1 86	10 00	0 25	"	4 18
Saône-et-Loire	0 25	"	1 38	"	"	0 28	"	3 76
Seine	0 30	"	2 03	3 10	13 44	0 36	0 31	7 32
Seine-et-Oise	0 33	1 93	1 97	3 06	9 58	0 25	0 30	4 91
Somme	0 25	1 78	1 70	3 43	"	0 51	"	3 80
ENSEMBLE du terri- toire	0 26	1 50	1 57	2 60	9 71	0 29	0 25	4 31
Quantités vendues par l'ensemble des 579 sociétés	kil. 15.605.181	kil. 362.859	kil. 95.580	kil. 82.514	quint. 924	lit. 2.709.640	lit. 42.689	quint. 45.962
RAPPEL du 2 ^e trimestre 1901.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 553 sociétés	15.292.470	362.766	122.174	60.727	1.536	2.388.903	79.368	48.788
Prix moyen	fr. c. 0 26	fr. c. 1 50	fr. c. 1 57	fr. c. 2 67	fr. c. 12 00	fr. c. 0 31	fr. c. 0 27	fr. c. 4 20
RAPPEL DU 3 ^e TRIMESTRE 1900.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 489 sociétés	13.478.289	227.051	94.516	69.474	1.572	2.346.099	50.904	57.827
Prix moyen	fr. c. 0 24	fr. c. 1 61	fr. c. 1 71	fr. c. 2 81	fr. c. 9 96	fr. c. 0 39	fr. c. 0 24	fr. c. 4 45

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 3^e trimestre de 1901 résultent du dépouillement des rapports de 579 sociétés, dont 431 qui ont donné le nombre de leurs adhérents, groupaient 115.605 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 579 sociétés.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de novembre 1901, le Ministère du commerce a été avisé de la création de 12 syndicats patronaux, 36 syndicats ouvriers, 3 unions de syndicats patronaux et 3 unions de syndicats ouvriers; total : 54. Ces associations se répartissent comme suit d'après la date de leur fondation : novembre, 3; octobre, 20; septembre, 12; août, 3; juillet, 1; juin, 2; mai, 5; avril, 4; février, 2; janvier, 1 et antérieurement au 1^{er} janvier 1901, 1.

Deux syndicats ouvriers ont été signalés comme dissous.

Les renseignements qui précèdent et ceux qui suivent concernent seulement les syndicats professionnels de l'industrie et du commerce (syndicats agricoles non compris).

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets {} est celle de la création du syndicat.)

1°. — SYNDICATS PATRONAUX.

Corrèze. [26 avril 1901]. — Syndicat des **représentants** de commerce du département de la Corrèze (8 membres). Siège social : boulevard Docteur-Marbeau, 11, BRIVE.

Creuse. [7 septembre 1901]. — Syndicat du commerce en gros des **vins** et spiritueux du département de la Creuse (60 membres). Siège social : route de Limoges, GUÉRET.

Drôme. [1^{er} septembre 1901]. — Syndicat des **hommes d'affaires** des départements de la Drôme, l'Isère et l'Ardèche (30 membres). Siège social : place de l'Université, 3, VALENCE.

Finistère. [16 octobre 1901]. — Syndicat des négociants en **vins** et spiritueux des arrondissements de Quimper, Quimperlé et Châteaulin (48 membres). Siège social : Quimper.

Loire. [1^{er} avril 1901]. — Syndicat des **pâtisseries**, confiseurs et chocolatiers de la Loire à Saint-Étienne (40 membres). Siège social : rue Général-Foy, 8, SAINT-ÉTIENNE.

Meurthe-et-Moselle. [7 septembre 1901]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Lunéville et banlieue (38 membres). Siège social : Café de Lorraine, LUNÉVILLE.

Hautes-Pyrénées. [8 septembre 1901]. — Syndicat **horticole** de Bagnères-de-Bigorre (16 membres). Siège social : Hôtel de Ville, BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Rhône. [20 octobre 1901]. — Syndicat de la **presse** périodique de Lyon et de la région (15 membres). Siège social : place de l'Hôpital, 1, LYON.

Seine. [19 novembre 1901]. — Chambre syndicale des **dénaturateurs d'alcool** de France (24 membres). Siège social : rue des Quatre-Fils, 18, PARIS, III^e. — [17 avril 1900]. — Chambre syndicale des fabricants de **baguettes** dorées pour encadrements et tentures (25 membres). Siègesocial : rue de Lancry, 10, PARIS, X^e.

Vosges. [9 octobre 1901]. — Syndicat des **épiciers** de Remiremont (35 membres). Siège social : café veuve Mathieu, dit Gadévil, Grande-Rue, REMIREMONT.

Alger. [5 août 1901]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** d'Alger et du département (16 membres). Siège social : rue de Strasbourg, 9, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne. [1^{er} août 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires du canton de Chauny (57 membres). Siège social : rue de la Chaussée, 20, CHAUNY.

Bouches-du-Rhône. [13 octobre 1901]. — Chambre syndicale internationale des **trieuses** de haricots, graines et cafés de Marseille (25 membres). Siège social : boulevard National, 210, MARSEILLE.

Charente-Inférieure. [7 novembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **plâtriers** de La Rochelle (27 membres). Siège social : Bourse du travail, La Rochelle.

Corrèze. [14 septembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** et **plâtriers** de la ville de Brive (16 membres). Siège social : rue Blaise-Raynal, BRIVE. — [1^{er} octobre 1901]. — Syndicat des **comptables** et **dessinateurs** civils de la manufacture nationale d'armes de Tulle (30 membres). Siège social : Hôtel de Ville, TULLE.

Drôme. [18 mai 1901]. — Syndicat du personnel civil libre des deux sexes des établissements militaires de Valence (**arsenal-cartoucherie**) (283 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Finistère. [20 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Brest et des environs (25 membres). Siège social : rue de Paris, 36, BREST. — [7 septembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers-zingueurs** de la ville de Brest (32 membres). — Siège social : Marché aux Toiles, 2, BREST. — [2 septembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **démolisseurs de navires** de la ville de Brest (30 membres). Siège social : rue Lamouron, 13, BREST. — [11 août 1901]. — Syndicat des travailleurs en régie directe du **port** de Brest (115 membres). Siège social : rue Graveran, 2, BREST.

Haute-Garonne. [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **typographes** et industries similaires de la ville de Saint-Gaudens (9 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-GAUDENS.

Indre. [27 octobre 1901]. — Syndicat des hommes, ouvriers de la manufacture des **tabacs** de Châteauroux (... membres). Siège social : place du Marché, CHÂTEAUXOUX.

Isère. [1^{er} octobre 1901]. — Association syndicale et fraternelle des ouvriers **charpentiers** de la ville de Grenoble (15 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE.

Loiret. [9 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et agricoles d'Ouzouer-sur-Trézé (60 membres). Siège social : OUZOUEUR-SUR-TRÉZÉ.

Meurthe-et-Moselle. [19 octobre 1901]. — Syndicat des **dessinateurs comptables**, secrétaires et surveillants civils employés dans les établissements du génie du 20^e corps d'armée (15 membres). Siège social : chefferie du génie, caserne Hugo, NANCY.

Nord. [20 juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **scieurs** et autres (68 membres). Siège social : chez M. Léon Jouglet, rue de Carnoy, GOMMEGNIES. — [10 octobre 1901]. Union des travailleurs indépendants (industrie **textile**) de Roubaix (15 membres). Siège social : rue Salomon de Caus, 15, ROUBAIX.

Puy-de-Dôme. [16 octobre 1901]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** militaire de Clermont-Ferrand (34 membres). Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND.

Rhône [octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **baguetteurs** et pleuses de Lyon et la banlieue (80 membres). Siège social : Café Kléber, place Kléber, LYON.

Saône-et-Loire [5 mai 1901]. — Syndicat des **mariniers**, débardeurs et similaires de Chalon-sur-Saône (27 membres). Siège social : Bourse du travail, CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine [24 février 1901]. — Chambre syndicale des **verriers** (90 membres). Siège social : Hôtel de ville, LIVRY-SUR-SEINE. — [31 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **cantonniers** du service des promenades et plantations de la ville de Paris (173 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, à PARIS, X^e. — [10 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chaussures** militaires de Paris (100 membres). Siège social : rue Blomet, 33, à PARIS, XV^e. — [27 septembre 1901]. — Conseil syndical de l'**enseignement** primaire libre et laïque (26 membres). Siège social : rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 39, à PARIS, IV^e. — [14 août 1886]. — Chambre syndicale des ouvriers en **comptoirs d'étain** (45 membres). Siège social : rue du Faubourg-Saint-Antoine, 33, à PARIS, XI^e. — [13 octobre 1901]. — Syndicat des ouvrières en **dentelles**, broderies et tapisseries d'art (20 membres). Siège social : rue Antoine-Roucher, 10, à PARIS, XVI^e. — [25 octobre 1901]. — Syndicat de l'association philanthropique des **employés** de commerce et de l'industrie (30 membres). Siège social : rue du Champ-de-Mars, 6, à PARIS, VII^e. — [6 novembre 1901]. — Union syndicale ouvrière des Alsaciens-Lorrains **limonadiers-restaurateurs-hôteliers** (44 membres). Siège social : rue Poissonnière, 7, à PARIS, II^e. — [19 mai 1901]. — Chambre syndicale des surveillants de travaux de la ville de Paris, Service technique du **Métropolitain** (52 membres). Siège social : rue Crozatier, 18, à PARIS, XII^e. — [13 octobre 1901]. — Syndicat des dames **peintres**, sculpteurs, graveurs, céramistes, dessinatrices, ornementistes et de professions similaires (22 membres). Siège social : rue Antoine-Roucher, 10, à PARIS, XVI^e. — [1^{er} octobre 1901]. — Chambre syndicale ouvrière des **pompes** à feu et hydrauliques de la Direction des eaux de la ville de Paris (50 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, à PARIS, X^e. — [14 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en **salaisons** du département de la Seine (230 membres). — Siège social : avenue d'Italie, 153, à PARIS, XIII^e.

Seine-Inférieure [1^{er} juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **granitiers** de la ville du Havre (40 membres). Siège social : Cercle Franklin, LE HAVRE.

Seine-et-Oise [1^{er} septembre 1901]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** (34 membres). Siège social : ORSAY.

Somme [janvier 1901]. — Syndicat des travailleurs de l'industrie **textile** du département de la Somme (50 membres). Siège social : rue Antonin, 22, AMIENS.

Tarn [22 septembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** de Castres (28 membres). Siège social : Hôtel de ville, CASTRES.

3° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Calvados [18 septembre 1901]. — Fédération normande des sociétés de **Pharmacie** (6 syndicats adhérents). Siège social : Hôtel des Sociétés savantes, CAEN.

Seine [1^{er} février 1901]. — Syndicat central des **marins** (2 syndicats adhérents). Siège social : rue Bayard, 5, à PARIS, VIII^e. — [23 octobre 1901]. — Syndicat général des industries du **vêtement** et de la toilette (20 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue des Pyramides, 8, à PARIS, I^{er}.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Loire [28 juin 1901]. — Fédération nationale du personnel civil des établissements

militaires de la **Guerre** (17 syndicats adhérents). Siège social : rue de Roanne, 51, SAINT-ÉTIENNE.

Rhône [1^{er} septembre 1901]. — Union des syndicats des services **municipaux** de la ville de Lyon et services s'y rattachant (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, LYON.

Seine-et-Oise [26 mai 1901]. — Fédération des syndicats ouvriers du département de Seine-et-Oise (31 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Colbert, 15, VERSAILLES.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^o SYNDICATS OUVRIERS.

Meuse [1^{er} septembre 1900]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** de Bar-le-Duc (180 membres). Siège social : BAR-LE-DUC.

Seine [21 octobre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs sur acier** (110 membres). Siège social : boulevard de Belleville, 110, à PARIS, XX^e.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Recensement des industries et professions en 1896*. — La publication complète des résultats comprend 4 volumes : les trois premiers ont paru en 1899 et 1900 et le dernier en 1901. Les trois premiers volumes contiennent des tableaux spéciaux aux divers départements : sur chaque tableau, la population active est classée par industrie, par situation dans l'industrie et par sexe ; les établissements sont classés suivant le nombre des salariés qui y sont occupés.

Le quatrième et dernier volume fournit la récapitulation générale des chiffres publiés dans les trois premiers. Il contient, de plus, un état par arrondissement du personnel occupé dans les divers groupes professionnels, une classification par sexe, âge, état civil, nationalité, lieu de naissance, des personnes engagées à des titres divers dans les diverses industries, et quelques tableaux relatifs à la situation des personnes en chômage.

Les résultats généraux contenus dans ce quatrième volume sont analysés dans un rapport préliminaire ; rappelons que le *Bulletin de l'Office du Travail* a déjà résumé les principaux de ces résultats dans les numéros de novembre 1899, juin et décembre 1900, juin 1901.

Le rapport compare d'abord les chiffres obtenus en 1896 à ceux qu'avait fournis en 1866 un recensement général de la population assez détaillé au point de vue des professions. On étudie ensuite l'importance relative des diverses industries dans les diverses parties de la France, on établit par exemple un classement des départements suivant qu'ils sont principalement agricoles ou plus spécialement industriels. D'autre part, on compare les industries entre elles au point de vue de l'importance des établissements ; la répartition des entreprises suivant leur importance, la concentration du personnel en communautés de travail de plus en plus étendues sont l'objet d'observations qui permettront de mesurer dans l'avenir la rapidité de cette évolution d'un certain nombre d'industries.

La répartition par sexe, âge, état civil, nationalité, lieu de naissance, des patrons, des salariés, des travailleurs isolés, des individus en chômage est indiquée par industrie en nombres proportionnels, ce qui permet, par exemple, de se rendre compte immédiatement des proportions variables d'enfants, de vieillards, de femmes mariées, d'étrangers, etc., employés

dans les diverses industries, de la fixité plus ou moins grande du personnel dans le voisinage de son pays natal.

Enfin, le chômage est étudié par industrie, par sexe et par âge; on distingue des autres les chômeurs pour cause de maladie ou d'invalidité; on fait connaître la durée du manque d'emploi.

C'est la première fois qu'en France le recensement général de la population a permis d'obtenir sur les conditions professionnelles de cette population des renseignements aussi précis et aussi détaillés. Par suite, la plupart de ces renseignements ne prêtent encore à aucune étude comparative; il n'en sera plus de même lorsque les prochains recensements fourniront de nouvelles données à rapprocher de celles qui auront été recueillies en 1896.

ÉCOLE INTERNATIONALE DES EXPOSITIONS. — *Rapport sur les services organisés à l'exposition de 1900 pour la réception des délégations ouvrières des départements.* (1 broch. in-8° de 55 pages. Paris, 1901; Rousseau.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. — *Rapport sur les opérations des Sociétés de secours mutuels* (1898). [1 vol. in-4° de 1012 pages. Melun, 1901; Impr. administrative.]

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — *Résultats statistiques du recensement des industries et professions (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896; tome IV: Résultats généraux).* [1 vol. in-4° de 440 pages. Paris, 1901; Imp. Nation.].

INDRE-ET-LOIRE. — *Compte rendu des travaux du Conseil d'hygiène et de salubrité* (1900). — [1 broch. in-8° de 211 pages. Tours, 1901; Arrault.]

ALLEMAGNE. — MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Verwaltungsberichte der Gewerbeaufsichtsbeamten in Elsass-Lothringen.* — (1 vol. in-8° de 249 pages. Berlin, 1900; Imp. impériale). — Rapports administratifs des inspecteurs du travail en Alsace-Lorraine (1899).

HANOVRE. — *Geschäftsbericht des Arbeiter-Sekretariats.* (1 vol. in-8° de 80 pages. Hanovre, 1901; Dörcke et Löber). — Compte de gestion du «Secrétariat ouvrier» de Hanovre (1898 à 1900).

SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Berufs-und Gewerbestatistik der Stadt Dresden.* (1 fasc. in-4° de 58 pages. Dresde, 1901). — Statistique des professions et industries à Dresde (1900).

FÉDÉRATION DES MINEURS. — *Sechszehnter Bericht über die Verwaltung der Knappschafts-Berufs-Genossenschaft.* (1 vol. in-4° de 63 pages. Berlin, 1900). — 16^e rapport sur la gestion des mineurs (1900).

AUTRICHE. — MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Bericht über die Förderung des Kleingewerbes.* (1 vol. in-4° de 207 pages. Vienne, 1900; Imprimerie officielle). — Rapport sur l'impulsion donnée à la petite industrie. (1900.)

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Annuaire de la législation du travail* (1900) [1 volume in-8° de 905 pages. Bruxelles, 1901; Lebègue et Schepens.]

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Recensement général des industries et des métiers* (31 octobre 1896; analyse des volumes IV et V). [1 vol. in-4°. Bruxelles, 1901; Hayez.]

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Statistique des salaires dans*

les mines de houille (octobre 1896-mai 1900). (1 vol. in-4° de 104 pages. Bruxelles, 1901; Fourrez).

————— MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Recensement général des industries et métiers* (31 octobre 1896; vol. IV et V). (1 vol. in-4° de 525 pages. Bruxelles, 1901; Weissenbruch et Lesigne).

————— MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Salaires des ouvriers dans les mines de houille au 31 octobre 1896*. (1 vol. in-4° de 192 pages. Bruxelles, 1901; Hayez).

————— MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Statistique des salaires dans les mines de houille (octobre 1896-mai 1900)* (1 vol. in-4° de 104 pages. Bruxelles, 1901; Fourrez).

CAROLINE DU NORD. — BUREAU DU TRAVAIL. — *Fourteenth annual report*. (1 vol. in-8° de 378 pages. Raleigh, 1901; Edwards et Broughton). — 14^e rapport sur le travail (1900).

GRANDE-BRETAGNE. — BOARD OF TRADE. — *Third report of proceedings under the conciliation act*. (1 vol. in-8° de 129 pages. Londres, 1901; impr. officielle). — 3^e rapport sur les applications de la loi concernant la conciliation et l'arbitrage, de juillet 1899 à juin 1901.

————— BOARD OF TRADE. — *Report on Trade-Unions*. (1 vol. in-8° de 251 pages. Londres, 1901; impr. royale). Rapport sur les trade-unions (1900).

————— BOARD OF TRADE. — *Report on workmen's co-operative societies*. (1 vol. in-8° de 252 pages. Londres, 1901; impr. royale). Rapport sur les coopératives ouvrières (1900).

————— BOARD OF TRADE. — *Report on changes in rates of wages and hours of labor*. (1 vol. in-8° de 273 pages. Londres, 1901; imprimerie officielle). — Rapport sur les variations dans les taux des salaires et sur la durée du temps de travail (1900).

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistical abstract for the united Kingdom*. (1 vol. in-8° de 274 pages. Londres, 1901; imprimerie officielle). — Résumé statistique concernant le Royaume-Uni (années 1886 à 1900).

HONGRIE. — MINISTÈRE DU COMMERCE. — *La grande industrie*. — (1 vol. in-4° de 220 pages. Budapest, 1901, Franklin).

ILLINOIS. — BUREAU DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Nineteenth annual coal report, also second annual report of the free Employment Offices*. — (1 vol. in-8° de 327 pages. Springfield, 1901; Ph. Bros). 19^e rapport annuel sur l'exploitation houillère et 2^e rapport annuel sur les bureaux de placement gratuit (1900). — A signaler dans cet ouvrage: 1^o une convention du 2 mars 1901 formant échelle de salaires et règlement du travail, entre les représentants des associations patronales et ouvrières de l'industrie houillère; 2^o le rapport détaillé sur une année de fonctionnement des trois bureaux de placement gratuit créés en 1899.

ITALIE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Rivista del servizio minerario*. (1 vol. in-4° de 419 pages. Rome, 1901; Bertero). — Revue statistique des mines (1900).

NOUVELLES GALLES DU SUD. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE. — *Report of the working of the factories and shops act, conciliation and arbitration act, etc., etc.* (1 fasc. in-4° de 32 pages. Sydney, 1900; W. Applegate Gullick). — Rapport sur les effets des lois sur les fabriques et magasins, sur l'arbitrage et la conciliation, etc., etc. (1899).

————— BUREAU DU TRAVAIL. — *Annual Report of the Government labour bureau.* (1 fasc. in-4° de 38 pages. Sydney, 1900; W. A. Gullick). — Rapport annuel sur le travail (1900).

NOUVELLE-ZÉLANDE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL. — *Report on the labor.* — (1 fasc. grand in-4° de 70 pages. Wellington, 1901; J. Mackay). — Rapport sur le travail (1^{er} avril 1900-31 mars 1901).

Report of the department of labor. (1 fasc. in-4° de 47 pages. Wellington, 1894; S. Costall). — Rapport sur le travail (1894).

————— DÉPARTEMENT DU TRAVAIL. — *Report of the department of labor.* (1 fasc. in-4° de 106 pages. Wellington, 1899; J. Mackay). — Rapport sur le travail (1899).

PAYS-BAS. — BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE. — *Statistisch Jaarboek der Gemeente Amsterdam.* (1 vol. in-8° de 254 pages. Amsterdam, 1901; Müller). Annuaire statistique d'Amsterdam (1899).

————— MINISTÈRE DES EAUX, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — *Verslagen van de inspecteurs van den arbeid.* (1 vol. in-8° de 593 pages. La Haye, 1901; van Cleef). — Rapports des Inspecteurs du travail (1899 à 1900).

SUÈDE. — SERVICE DE L'INSPECTION. — *Yrkes-inspektionens verksamhet.* (1 vol. in-8° de 380 pages. Stockholm, 1901; Beckman). — Rapport de l'inspection du travail industriel (1900).

————— BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Bergshandteringar.* (1 fasc. grand in-4° de 24 pages. Stockholm, 1901; Beckman.) — Statistique des mines (1900).

————— MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE. — *Beretning om Fabriktilsynets Virksomhed.* (1 fasc. in-4° de 22 pages. Copenhague, 1901; Schultz). — Rapport des Inspecteurs des fabriques (1900-1901).

SUISSE. — OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *Notice sur son organisation et son but.* (1 broch. in-8° de 20 pages. Bâle, 1901).

VICTORIA. — INSPECTION DU TRAVAIL. — *Report of the chief inspector of factories, work-rooms and shops.* (1 fasc. in-4° de 64 pages. Melbourne, 1900; R. S. Brain). — Rapport de l'Inspecteur en chef des manufactures, ateliers et magasins (1900).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

215

1901

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS
EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE
DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME VIII

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

ANNÉE 1901.

	Pages.
Janvier	1
Février	97
Mars	169
Avril	249
Mai	313
Juin	381
Juillet	477
Août	545
Septembre	625
Octobre	689
Novembre	769
Décembre	841

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

I. — Lois, décrets et arrêtés.

Pages.

1849.

24 août. . . .	ARRÊTÉ du Ministre des travaux publics, relatif à la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse pour les travaux de peinture à l'huile exécutés dans les bâtiments de l'Etat.	278
----------------	---	-----

1900.

17 juillet. . .	DÉCRET relatif à l'organisation de la Bourse du travail de Paris.	206
5 décembre.	DÉCRET nommant à nouveau 4 membres de la commission supérieure du travail et de l'industrie pour une période de quatre années. . . .	45
11 décembre.	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, instituant une commission d'hygiène industrielle et nommant les membres de cette commission.	45
22 décembre.	DÉCRET modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes.	46
	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, déterminant les primes prévues par le décret du 28 février 1899 et l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, relatifs aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail.	47
	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, déterminant un barème minimum pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.	48
25 décembre.	Loi modifiant la loi du 31 mars 1899, ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner.	48
27 décembre.	Loi concernant l'organisation et la fixation des traitements du personnel des écoles professionnelles.	48
28 décembre.	DÉCRET fixant pour 1901 le taux de l'intérêt à servir aux déposants par la Caisse nationale des retraites.	49
29 décembre.	Loi fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant.	49

1901.

2 janvier. . .	DÉCRET portant modifications au décret du 17 septembre 1900, qui a institué des conseils du travail.	50
5 janvier. . .	DÉCRET instituant un conseil de perfectionnement près des écoles nationales d'arts et métiers d'Aix, d'Angers, de Châlons et de Lille. . . .	136
8 janvier. . .	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, créant une école pratique de commerce et d'industrie à Pamiers (Ariège).	136
18 janvier. . .	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, nommant les membres du conseil supérieur de l'enseignement technique.	136

	Pages.
19 janvier... DÉCRET portant création d'un conseil de prud'hommes à Saumur.....	136
19 janvier... ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, fixant la date des élections pour la nomination des représentants des écoles d'enseignement professionnel au conseil supérieur de l'enseignement technique.....	139
20 janvier... DÉCRET fixant au 24 mars 1901, la date du dénombrement de la population.....	137
24 janvier... DÉCRET instituant une commission chargée de donner son avis sur les demandes présentées par les syndicats et autres associations ouvrières relativement à la situation du personnel civil des établissements militaires.....	137
30 janvier... ARRÊTÉS du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, relatifs à l'hygiène des bureaux de poste, aux conditions d'aptitude physique à remplir par les postulants aux emplois de l'Administration des postes et instituant une commission, en vue d'établir un sanatorium affecté aux agents des postes et des télégraphes atteints de la tuberculose.....	137
2 février... ARRÊTÉ modifiant l'arrêté du 17 octobre 1900 sur les conseils du travail à Paris.....	137
6 février... DÉCRET complétant le décret du 6 mars 1875, relatif à la juridiction du conseil des prud'hommes du Havre.....	207
13 février... ARRÊTÉ du Ministre des travaux publics créant des comités du travail sur le réseau des chemins de fer de l'État.....	207
14 février... DÉCRET supprimant le conseil des prud'hommes de Pavilly (Seine-Inférieure).....	208
24 février... DÉCRET modifiant l'article 2 du décret du 5 janvier 1901, portant organisation du conseil supérieur de l'enseignement technique.....	215
11 mars.... DÉCRET sur le maximum de la rente viagère des cantonniers.....	280
25 mars.... ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'interdiction de l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture effectués pour le compte de son administration.....	279
Loi modifiant la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.....	280
13 avril.... ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, modifiant l'arrêté du 28 décembre 1900, déterminant les conditions d'admission dans les écoles nationales professionnelles	341
18 avril.... DÉCRET complétant la nomenclature du décret du 15 juillet 1893, relative aux tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892.....	341
29 avril.... ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes créant une école pratique de commerce et d'industrie de jeunes filles à Dijon.....	341
16 mai.... DÉCRET promulguant à la Nouvelle-Calédonie la loi du 21 mars 1884 relative aux syndicats professionnels.....	440
18 mai.... DÉCRET relatif à la répartition en 1901 des majorations de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895.....	440
9 juin.... DÉCRET rendant la loi du 20 juillet 1886 (retraites sur la vieillesse) applicable aux colonies soumises au régime monétaire de la métropole.....	513

	Pages.
9 juin..... DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi.....	514
18 juin..... DÉCRET nommant, pour une période de trois ans, les membres de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et d'accident.....	514
..... DÉCRET créant un conseil des prud'hommes à Corbeil (Seine-et-Oise).	514
28 juin..... ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, réservant sur le crédit de 1,200,000 francs, ouvert par la loi de finances du 13 avril 1900, pour majoration de rentes, une somme de 190,000 francs pour bonifications spéciales aux parents ayant élevé plus de trois enfants.....	514
29 juin..... ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, créant une école pratique d'industrie à Brive (Corrèze).....	514
29 juin..... DÉCRET portant réorganisation du conseil des prud'hommes de Calais (Pas-de-Calais).....	514
14 juillet... DÉCRET modifiant le décret du 10 mars 1894 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.....	584
18 juillet... Loi garantissant leur travail et leur emploi aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire.....	585
19 juillet... DÉCRET modifiant, en ce qui concerne l'obtention des bourses d'études, le décret du 11 octobre 1899, portant règlement des écoles d'arts et métiers.....	585
20 juillet... Loi modifiant l'article 6 de la loi du 5 novembre 1894, relative à la création des sociétés de crédit agricole.....	585
31 juillet... DÉCRET instituant des comités locaux des habitations à bon marché dans le Loiret et le Puy-de-Dôme.....	660
..... DÉCRET portant modification au décret du 17 janvier 1876, qui a créé un conseil des prud'hommes à Albi (Tarn).....	660
24 août..... ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, créant une école pratique de commerce à Marmande (Lot-et-Garonne).....	660
10 octobre.. ARRÊTÉ du Ministre des travaux publics sur la durée du travail des agents des grandes compagnies de chemins de fer chargés de la surveillance et de l'entretien des voies.....	795
18 octobre.. ARRÊTÉ du Préfet de police fixant la durée du travail et des repos des agents du chemin de fer métropolitain.....	796

II. — Circulaires et lettres ministérielles.

1852.

février... CIRCULAIRE du Ministre de l'intérieur adressée aux préfets, relative à l'emploi du blanc de zinc dans les travaux de peinture des bâtiments départementaux.....	278
--	-----

1899.

14 octobre... LETTRE ministérielle relative aux droits des inspecteurs comme membres des commissions départementales.....	52
25 octobre... LETTRE ministérielle relative à l'observation, dans les teintureries, des prescriptions du décret du 10 mars 1894.....	52

	Pages.
1899.	
7 novembre. DÉCISION MINISTÉRIELLE rejetant une demande de classement des fabriques de faux parmi les usines à feu continu	53
2 décembre. LETTRE ministérielle concernant l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les orphelinats, ouvroirs et établissements de bienfaisance	53
19 décembre. DÉCISION MINISTÉRIELLE portant que la loi du 29 novembre 1892 n'est pas applicable au grainage des vers à soie	54
1900.	
17 janvier... LETTRE ministérielle relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 dans les théâtres	54
23 février... LETTRE ministérielle relative au classement des papeteries dans les usines à feu continu	54
17 novembre. CIRCULAIRE du Ministre des travaux publics aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées, supprimant les retenues disciplinaires du salaire des agents inférieurs	45
19 décembre. CIRCULAIRE du Ministre des travaux publics aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées, sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les peintures	46
1901.	
15 février... CIRCULAIRE du Ministre des travaux publics aux préfets, relative à la durée du travail et des repos des agents dans les entreprises de chemins de fer d'intérêt local et de tramways	208
20 février... CIRCULAIRE du Sous-Secrétaire d'État des postes et des télégraphes, relative à l'interdiction d'employer des peintures au blanc de céruse dans les travaux effectués pour le compte de son administration...	279
25 février... CIRCULAIRE du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes aux préfets, sur l'application du décret du 17 septembre 1900, modifié par un décret du 2 janvier 1901, portant organisation des conseils du travail	209
1 ^{er} juin. CIRCULAIRE du Ministre des travaux publics aux préfets sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les chantiers de l'administration des travaux publics	511
8 juin. CIRCULAIRE du Ministre du commerce aux préfets, au sujet de la taxe additionnelle établie par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail	511
11 juillet... CIRCULAIRE du Président du conseil aux préfets, concernant l'emploi exclusif du blanc de zinc dans tous les travaux relevant du ministère de l'intérieur	887
21 octobre .. CIRCULAIRE du Ministre de la guerre aux généraux commandant les corps d'armée, sur l'interdiction des couleurs et enduits à base de blanc de céruse pour tous les travaux des établissements militaires.	887
30 novembre. CIRCULAIRE du Ministre de l'instruction publique sur l'interdiction des couleurs ou enduits à base de blanc de céruse dans les travaux pour son administration	887
MINISTÈRE DU COMMERCE. — Addition à la liste des sociétés d'assurances contre les accidents du travail	888
novembre. ARRÊTÉ du Ministre du commerce fixant la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes françaises ou étrangères fonctionnant selon la loi du 9 avril 1898	888

**IV. — Avis du Comité consultatif
des assurances contre les accidents du travail.**

1901.

20 février . . . DIVERS AVIS.	215
---------------------------------------	-----

V. — Travaux législatifs.

1901.

5 novembre. PROJET de loi sur les retraites des mineurs	798
ÉTAT RÉCAPITULATIF. (Annexe du <i>Bull.</i> de janvier.)	III
ÉTATS MENSUELS 55, 142, 216, 281, 441, 514 et	800

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME VIII

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1901.

NOTA. — Sous chaque rubrique de la table, on trouvera, autant qu'il y aura lieu, l'indication des articles concernant :

1° Le mouvement social en France;

2° La jurisprudence française;

3° Les actes officiels (français): Lois, décrets, circulaires;

4° Le mouvement social et la législation des pays étrangers, ceux-ci classés par ordre alphabétique.

Au nom de chaque pays, dans la table, on trouvera l'indication des diverses rubriques sous lesquelles sont classés des faits relatifs à ce pays.

Pages.

Accidents. — Voir : ASSURANCES.

Statistique des accidents du travail en France.....	124, 323, 489, 636 et	850
Les accidents dans les mines en France.....		178
Les accidents d'appareils à vapeur en France.....		178
Les accidents de mer en France (1898 et 1899).....		494
Les accidents dans les mines françaises (1899).....		644
Les accidents de chaudières et de récipients à vapeur (1879-1899).....		644
JURISPRUDENCE.....	20, 23, 267, 331, 428, 429, 504, 577, 713, 782 et	876
————— Memento de jurisprudence relatif aux accidents du travail. 184 et		714
ACTES OFFICIELS: Lettre ministérielle du 17 janvier 1900, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 dans les théâtres.....		54
————— Circulaire du Ministre du commerce aux préfets, du 8 juin 1901, au sujet de la taxe additionnelle établie par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898.....		511
————— Divers avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.....		215
AUTRICHE: Commission pour la prévention des accidents du travail.....		34
DANEMARK: Réparation des accidents du travail (1899).....		338
GRANDE-BRETAGNE: Loi du 30 juillet 1900, étendant à l'agriculture la loi du 6 août 1897 sur la réparation des accidents du travail.....		37
————— Loi de septembre 1900 sur la prévention des accidents dans le personnel des chemins de fer.....		36
————— Les accidents dans les mines et carrières (1900).....		656
GRÈCE: Loi du 21 février 1901, concernant la réparation des accidents du travail.....		884
SUÈDE: Loi sur la réparation des accidents du travail.....		794

Actes et documents officiels.

En France, voir l'index spécial, page .
A l'étranger, voir sous les rubriques concernant chaque sujet.

Adjudications de travaux publics.

ÉTATS MENSUELS 74, 159, 238, 357, 458, 534, 603, 676, 758, 818 et 909

Adolescents (Travail des). — Voir : FEMMES ET ENFANTS. (TRAVAIL DES).

Agents des chemins de fer. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Agents des postes et des télégraphes. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Agriculture. — Voir : ACCIDENTS.

Alcool. — Voir : ALIMENTATION.

Algérie. — Voir : CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Alimentation. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE (états mensuels);

Prix du quintal de blé sur les principaux marchés de France 76, 163, 240, 302 et 358
Prix au détail de certaines denrées dans les coopératives, 76, 162, 300, 461, 762 et 913
PRIX COURANTS d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris :
ÉTATS MENSUELS : 163, 240, 302, 358, 459, 536, 604, 678, 760, 819 et 911
Prix du PAIN . . . 77, 161, 240, 302, 358, 459, 536, 604, 678, 760, 820 et 911
Prix moyen de la VIANDE en France 77, 163, 240, 302 et 358
Consommation des VINS, CIDRES ET ALCOLS 79

Allemagne. — Voir : ACCIDENTS ; ASSURANCES ; CONDITIONS DU TRAVAIL ; FAILLITES ; GRÈVES ; INDUSTRIE HOULLÈRE ; INSPECTION DU TRAVAIL ; OFFICE DU TRAVAIL ; PLACEMENT, PROTECTION DU TRAVAIL ; RECENSEMENT ; RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL ; REVUE DU TRAVAIL ; SALAIRES ; SECRÉTARIATS OUVRIERS.

Allumettes. — Voir : MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Angleterre. — Voir : GRANDE-BRETAGNE.

Appareils à vapeur. — Voir : ACCIDENTS ; MINES.

Aptitude physique. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Arbitrage. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE ; GRÈVES.

Arrêtés. — Voir ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arts et métiers. — Voir : ÉCOLES.

Ascendants (Droit des). — JURISPRUDENCE 23

Assistance.

Prix de la journée dans les hôpitaux et hospices de l'assistance publique à Paris.. 17

Associations. — Voir : COOPÉRATION ; PROTECTION DU TRAVAIL ; SECOURS MUTUELS, SYNDICATS.

Assurances. — Voir : ACCIDENTS.

Assurances contre les accidents.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du Ministre du Commerce du 22 décembre 1900, déterminant les primes prévues par le décret du 28 février 1899 et l'arrêté ministériel du 29 mars 1899 relatifs aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	47
Arrêté du Ministre du Commerce, du 22 décembre 1900, déterminant un barème minimum pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	48
Circulaire du Ministre du commerce aux préfets du 8 juin 1901, au sujet de la taxe additionnelle établie par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898.....	511
Décret du 18 juin 1901, nommant pour trois ans les membres de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents.....	514
Ministère du Commerce. — Addition à la liste des sociétés d'assurances contre les accidents du travail qui ont effectué le versement du cautionnement réglementaire.....	888
Arrêté du Ministre du Commerce, fixant la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes françaises ou étrangères fonctionnant conformément à la loi du 9 avril 1898.....	888
Divers avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.....	915
Opérations et situation en 1899 des caisses nationales d'assurance en cas de décès et d'accidents.....	125
JURISPRUDENCE.....	332
ALLEMAGNE : L'assurance obligatoire contre les accidents (1899).....	431
AUTRICHE : L'assurance contre les accidents (1898).....	30
NOUVELLE-ZÉLANDE : Suppression du paiement partiel des primes d'assurances par les ouvriers.....	44
PAYS-BAS : Loi du 2 janvier 1901 sur l'assurance des ouvriers contre les accidents du travail.....	582

Assurances contre le chômage.

BELGIQUE : L'assurance contre le chômage à Gand.....	880
L'assurance communale contre le chômage.....	881

Assurances contre l'invalidité.

ALLEMAGNE : L'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse (1899)....	335
---	-----

Assurances contre la maladie.

AUTRICHE : L'assurance contre la maladie (1898).....	201
LUXEMBOURG : Loi du 31 juillet 1901 sur l'assurance obligatoire contre la maladie.....	885

Autorisations de bâtir.

ÉTATS MENSUELS.. 78, 161, 241, 301, 359, 460, 537, 605, 679, 761, 821 et	912
--	-----

Autriche. — Voir : ACCIDENTS; ASSURANCES; CAISSES DE SECOURS; DURÉE DU TRAVAIL; FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); GRÈVES; HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; PLACEMENT; SECOURS MUTUELS.

Banques populaires. — Voir COOPÉRATION.

Barème. — Voir : ASSURANCES.

Belgique. — Voir : ASSURANCES; CAISSES D'ÉPARGNE; GRÈVES; CONTRAT DE TRAVAIL;
REVUE DU TRAVAIL.

Bibliographie.

ÉTATS MENSUELS..... 95, 168, 248, 311, 380, 475, 543, 686, 767, 840 et 917

Bienfaisance. — Voir : ASSISTANCE.

Blanc de céruse; de zinc. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Blé. — Voir : ALIMENTATION.

Bonifications. — Voir : RETRAITES.

Bourses d'études. — Voir : ÉCOLES.

Bourses du travail. — Voir : PLACEMENT; — SYNDICATS.

ACTES OFFICIELS : Décret du 17 juillet 1900 relatif à l'organisation de la bourse
du travail de Paris 206

Boutiques. — Voir : FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES).

Bureaux de garantie.

ÉTATS MENSUELS..... 77 et 161

Bureaux de poste. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Cafés. — Voir : PROTECTION DU TRAVAIL.

Caisses d'assurances, décès et accidents. — Voir : ASSURANCES.

Caisses de crédit agricole. — Voir : COOPÉRATION.

Caisses d'épargne.

Opérations des Caisses d'épargne ordinaires en France (1899)..... 708
Mouvement général de l'épargne (Caisses ordinaires et nationale) [1899]..... 711
BELGIQUE : La Caisse d'épargne et de retraite (1900)..... 789

Caisse nationale d'épargne. — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE.

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Voir : RETRAITES.

Caisses de secours. — Voir : SECOURS MUTUELS.

Cantonniers. — Voir : RETRAITES.

Carrières. — Voir : ACCIDENTS.

Céruse. — Voir : HYGIÈNE.

Chaudières. — Voir : ACCIDENTS; MINES. ;

Chemins de fer. — Voir : ACCIDENTS, COMITÉS DU TRAVAIL; DURÉE DU TRAVAIL; TRANSPORTS.

Chômage. — Voir : ASSURANCES.

Statistique des travaux de secours en cas de chômage, pour la France (1900) .. 699

Cidres. — Voir : ALIMENTATION.

Circulaires. — Voir : ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Coalitions. — Voir : GRÈVES.

Colonies. — Voir : RETRAITES.

Colorado. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Comité consultatif d'hygiène publique. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Comités du travail.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du Ministre des Travaux publics du 13 février 1901, créant des comités du travail sur le réseau des chemins de fer de l'État 207

Commerce extérieur.

ÉTATS MENSUELS.. 78, 160, 241, 301, 359, 460, 537, 605, 679, 761, 820 et 912

Commissions départementales. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Commission d'hygiène industrielle. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Commission supérieure du travail et de l'industrie. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Décret du 5 décembre 1900 nommant à nouveau 4 membres de la commission pour une nouvelle période de 4 années..... 45

Conciliation et arbitrage.

ÉTATS MENSUELS. 10, 114, 176, 261, 322, 390, 486, 554, 634, 698, 778 et 848
La conciliation et l'arbitrage en France (1900)..... 262

Conditions du travail. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Congrès. — Voir : PROTECTION DU TRAVAIL, SYNDICATS.

Conseil général des bâtiments civils. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Conseils de perfectionnement. — Voir : ÉCOLES.

Conseils de Prud'hommes.

ACTES OFFICIELS : Décret du 19 janvier 1901, créant un conseil à Saumur..... 136
— Décret du 6 février 1901, complétant le décret du 6 mars 1875, relatif à la juridiction du conseil du Havre..... 207
— Décret du 14 février 1901, supprimant le conseil de Pavilly.... 208

	Pages.
ACTES OFFICIELS : Décret du 18 juin 1901, créant un conseil à Corbeil.....	514
————— Décret du 29 juin 1901, réorganisant le conseil de Calais.....	514
————— Décret du 31 juillet 1901, modifiant celui du 17 janvier 1876, qui a créé un conseil à Albi.....	660
Statistique des travaux des conseils de prud'hommes de France et d'Algérie en 1899.....	266
Statistique des travaux des conseils de prud'hommes de France et d'Algérie en 1900.....	706

Conseil supérieur de l'enseignement technique. — Voir : ÉCOLES.

Conseil supérieur du travail.

La session du 3 au 13 juin 1901.....	391
--------------------------------------	-----

Conseils du travail. — Voir : COMITÉS DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 2 janvier 1901, modifiant celui du 17 septembre 1900, qui a institué des conseils du travail.....	50
————— Arrêté du Ministre du commerce, en date du 2 février 1901, modifiant divers articles de l'arrêté du 17 octobre 1900, créant cinq conseils du travail à Paris.....	137
Circulaire du 25 février 1901 sur l'organisation des conseils du travail.....	209

Consommation. — Voir : COOPÉRATION.

Contrat de travail. — Voir : LOUAGE.

BELGIQUE : Loi du 30 juillet 1901, réglementant le mesurage du travail des ou- vriers	738
--	-----

Coopération. — Voir : ALIMENTATION; SYNDICATS.

Subventions accordées aux associations ouvrières de production ou de crédit sur le budget de 1900	264
Les associations ouvrières de production en France au 1 ^{er} janvier 1901.....	573
Liste, par départements, des coopératives de consommation, sociétés de crédit, banques populaires et unions de coopératives, existant au 1 ^{er} janvier 1901....	575
Les caisses régionales de crédit agricole mutuel (1900).....	570
Le congrès national et international des associations ouvrières de production...	15
JURISPRUDENCE : Caractère d'une société d'ouvriers.....	877
ACTES OFFICIELS : Loi du 25 décembre 1900, modifiant la loi du 31 mars 1899 sur les caisses régionales de crédit agricole.....	48
————— Loi du 20 juillet 1901, modifiant la loi du 5 novembre 1894, relative à la création des sociétés de crédit agricole.....	585

Crédit agricole, populaire. — Voir : COOPÉRATION.

Cumul.

JURISPRUDENCE.....	504
--------------------	-----

Danemark. — Voir : ACCIDENTS; PLACEMENT.

Décrets. — Voir : ACTES et DOCUMENTS OFFICIELS.

Délégués mineurs. — Voir : HYGIÈNE et SÉCURITÉ.

Dénombrement. — Voir : RECENSEMENT.

Denrées (Prix des). — Voir : ALIMENTATION.

Douane. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR.

Durée du travail.

JURISPRUDENCE.....	713
ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre des travaux publics aux préfets, du 15 février 1901, relative à la durée du travail et des repos des agents dans les entreprises de chemins de fer d'intérêt local et de tramways.....	208
———— Arrêté du Ministre des travaux publics, du 10 octobre 1901, sur la durée du travail des agents des grandes compagnies de chemins de fer, chargés de la surveillance et de l'entretien des voies.....	795
———— Arrêté du Préfet de police, en date du 18 octobre 1901, fixant la durée du travail et des repos des agents du Métropolitain..	796
La diminution de la durée du travail et les salaires des ouvrières en France....	12
VIRGINIE OCCIDENTALE ET COLORADO : Introduction de la journée de huit heures..	39

Écoles de commerce et d'industrie.

ACTES OFFICIELS : Loi du 27 décembre 1900 sur l'organisation et la fixation des traitements du personnel des écoles professionnelles.....	48
———— Décret du 5 janvier 1901, organisant le conseil supérieur de l'enseignement technique.....	136
———— Décret du 5 janvier 1901, instituant un conseil de perfectionnement auprès des Écoles nationales d'arts et métiers d'Aix, d'Angers, de Châlons et de Lille.....	136
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 8 janvier 1901, créant une école pratique de commerce et d'industrie à Pamiers.....	136
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 18 janvier 1901, nommant les membres du Conseil supérieur de l'enseignement technique.....	136
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 19 janvier 1901, fixant la date des élections pour la nomination des représentants des écoles d'enseignement professionnel au conseil supérieur de l'enseignement technique.....	136
———— Décret du 24 février 1901, modifiant l'article 2 du décret du 5 janvier 1901, portant organisation du conseil supérieur de l'enseignement technique.....	215
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 13 avril 1901, modifiant l'arrêté du 28 décembre 1900, déterminant les conditions d'admission dans les écoles nationales professionnelles.....	341
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 29 avril 1901, créant une école pratique de commerce et d'industrie de jeunes filles à Dijon.....	341
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 29 juin 1901, créant une école pratique d'industrie à Brive.....	514
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 19 juillet 1901, modifiant, en ce qui concerne l'obtention des bourses d'études, le décret du 11 octobre 1899, portant règlement des écoles nationales d'arts et métiers.....	585
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 24 août 1901, créant une école pratique de commerce à Marmande.....	660

Élagueur.

JURISPRUDENCE.....	713
--------------------	-----

Employés de commerce. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Pages.

HONGRIE : Projet de loi sur les conditions du travail des employés de commerce 438

Enfants. — Voir : FEMMES ET ENFANTS; RETRAITES.

Enseignement. — Voir : ÉCOLES.

Épargne. — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE.

Espagne. — Voir : MINÉRALE (INDUSTRIE).

Établissements insalubres, dangereux ou incommodes.

————— Décret du 22 décembre 1900, modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes 46

Établissements de bienfaisance. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Établissements militaires. — Voir : SYNDICATS.

États-Unis. — Voir : GRÈVES; HOUILLÈRE (INDUSTRIE); MÉTALLURGIE; SYNDICATS.

Faillites et liquidations judiciaires. — ÉTATS MENSUELS : 78, 161, 241, 301, 359, 460, 537, 605, 679, 761, 821 et 912
ALLEMAGNE : Les faillites en 1898 et 1899 334

Faux. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Femmes et enfants (Travail des). — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; SALAIRES.

17 octobre . . Extraits du rapport sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, pendant l'année 1900 855

JURISPRUDENCE 22, 130

ACTES OFFICIELS : Décision ministérielle du 7 novembre 1899, rejetant une demande de classement des fabriques de faux parmi les usines à feu continu 53

————— Lettre ministérielle du 2 décembre 1899 concernant l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les orphelinats, ouvriers et établissements de bienfaisance 53

————— Décision ministérielle du 29 décembre 1899, portant que la loi du 2 novembre 1892 n'est pas applicable au grainage des vers à soie 54

————— Lettre ministérielle du 23 février 1900, relative au classement des papeteries dans les usines à feu continu 54

————— Loi du 30 mars 1900 sur le travail des ouvriers adultes dans les établissements à personnel mixte 130

————— Loi du 29 décembre 1900 fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant 49

————— Décret du 18 avril 1901 complétant la nomenclature du 15 juillet 1893 relative aux tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892 341

ALLEMAGNE : Protection du travail des enfants 27

	Pages.
AUTRICHE : Loi du 27 juin 1901 sur le travail des ouvriers adolescents et des ouvrières (femmes et jeunes filles), comme aussi sur la durée de la journée de travail et le repos dominical dans les mines.....	579
———— Loi du 27 juin 1901 sur la durée du travail dans les mines (<i>errata</i>).....	735
ESPAGNE : Décret du 13 novembre 1900, sur la protection du travail des femmes et des enfants.....	132
GRANDE-BRETAGNE : Loi de septembre 1900 sur le travail des enfants dans les mines.....	38
ITALIE : Le travail des enfants dans l'industrie et dans les mines.....	439

Fer. — Voir : **SIDÉRURGIQUE (INDUSTRIE).**

Feu continu (usines à). — Voir : **FEMMES ET ENFANTS.**

Gewerbeordnung. — Voir : **RÉGLEMENTATION.**

Grainage (des vers à soie). — Voir : **FEMMES ET ENFANTS.**

Grande-Bretagne. — Voir : **ACCIDENTS; — FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — GRÈVES; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSTRUCTION PRIMAIRE; — MINES; — REVUE DU TRAVAIL; — SYNDICATS.**

Grèce. — Voir : **ACCIDENTS.**

Grèves et lock-outs. — Voir : **CONCILIATION ET ARBITRAGE.**

ÉTATS MENSUELS des grèves :

En FRANCE.....	8, 111, 173, 253, 317, 385, 483, 551, 631, 695,	775 et 846
En ALLEMAGNE.....	23, 132, 200, 273, 333, 430, 505, 578, 654,	734, 784 et 878
En AUTRICHE.....	29, 201, 275, 436, 507, 735 et	879
En BELGIQUE.....	35, 205, 338, 437, 508, 581, 655, 738, 789 et	880
En GRANDE-BRETAGNE.	36, 133, 205, 278, 339, 438, 509, 582, 656, 741,	793 et 884
Les grèves en France en 1900.....		258
JURISPRUDENCE.....		22
ALLEMAGNE : Les grèves et lock-outs en 1899.....		23
AUTRICHE : Les grèves et lock-outs (1899).....		275
GRANDE-BRETAGNE : Les grèves en 1899.....		658
ÉTATS-UNIS : L'arbitrage et la fin de la grève du bâtiment à Chicago.....		277

Habitations à bon marché.

ACTES OFFICIELS : Décret du 31 juillet 1901 instituant des comités locaux des habitations à bon marché dans le Loiret et le Puy-de-Dôme...	660
———— Les habitations à bon marché en France (1900).....	652

Havage. — Voir : **HOUILLÈRE (INDUSTRIE).**

Hernie.

JURISPRUDENCE.....	267
--------------------	-----

Hongrie. — Voir : **CONDITIONS DU TRAVAIL; — MINÉRALE (INDUSTRIE).**

Hôpitaux. — Voir : **ASSISTANCE.**

Hospices. — Voir : ASSISTANCE.

Hôtels — Voir : PROTECTION DU TRAVAIL.

Houillère (Industrie).

Comparaison de la production houillère des principaux pays.....	642
Production houillère du Pas-de-Calais et du Nord (1899 et 1900).....	242
ÉTATS-UNIS : Le lavage mécanique dans les houillères américaines.....	881

Huit heures (journée de). — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Hygiène et sécurité. — Voir : FEMMES ET ENFANTS; — INSPECTION DU TRAVAIL;
— PROTECTION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS: Arrêté du Ministre des travaux publics, du 24 août 1849, relatif à la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse pour les travaux de peinture à l'huile, exécutés dans les bâtiments de l'État.....	278
———— Rapport au Président de la République française sur l'application, en 1900, de la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....	404
———— Rapport du 27 février 1901 au Conseil général des bâtiments civils sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les travaux de peinture.....	328
———— Avis du Conseil général des bâtiments civils sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les travaux de peinture faits par l'État.....	329
———— Rapport au Comité consultatif d'hygiène publique de France sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les travaux de peinture exécutés pour le compte des Administrations publiques.....	270
———— Note sur l'emploi des inhalations d'oxygène dans les cas d'empoisonnement par l'oxyde de carbone, présentée à la Commission du grisou (Ministère des travaux publics).....	875
———— Circulaire du Ministre de l'intérieur, de février 1852, aux préfets, relative à l'emploi du blanc de zinc dans les travaux de peinture des bâtiments départementaux.....	278
———— Lettre ministérielle du 25 octobre 1899, relative à l'observation, dans les teinturerie, des prescriptions du décret du 10 mars 1894.....	52
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 11 décembre 1900, instituant une commission d'hygiène industrielle et nommant les membres de cette commission.....	45
———— Circulaire du Ministre des travaux publics, du 19 décembre 1900, aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les peintures.....	46
———— Décret du 22 décembre 1900 modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes.....	46
———— Arrêtés du Ministre du commerce, du 30 janvier 1901, relatifs à l'hygiène des bureaux de poste, aux conditions d'aptitude physique à remplir par les postulants aux emplois de l'Administration des postes et instituant une commission en vue d'établir un sanatorium affecté aux agents des postes et télégraphes atteints de la tuberculose.....	137
———— Circulaire du Sous-Secrétaire d'État des postes et télégraphes, en date du 20 février 1901, relative à l'interdiction d'em-	

	Pages.
ployer des peintures au blanc de céruse dans les travaux effectués pour le compte de son Administration.....	279
ACTES OFFICIELS : Loi du 25 mars 1901, modifiant celle du 8 juillet 1890 sur les délégués mineurs.....	278
———— Arrêté du Ministre du commerce, du 25 mars 1901, sur l'interdiction de l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture effectués pour le compte de son Administration....	279
———— Circulaire du Ministre des travaux publics, du 1 ^{er} juin 1901, aux préfets, sur la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse dans les chantiers de l'Administration des travaux publics.....	511
———— Circulaire du Président du Conseil, en date du 11 juillet 1901, aux préfets, sur l'emploi exclusif du blanc de zinc dans tous les travaux du Ministère de l'intérieur.....	887
———— Décret du 14 juillet 1901, modifiant celui du 10 mars 1884 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.....	584
———— Circulaire du Ministre de la guerre, du 21 octobre 1901, aux généraux commandant les corps d'armée, sur l'interdiction des couleurs et enduits à blanc de céruse pour tous les travaux militaires.....	887
———— Circulaire du Ministre de l'instruction publique, du 30 novembre 1901, sur l'interdiction des couleurs ou enduits à blanc de céruse dans les travaux pour son Administration.....	887
AUTRICHE : Le travail à domicile dans les vêtements et la lingerie au point de vue de l'hygiène.....	735
GRANDE-BRETAGNE : L'intoxication saturnine dans l'industrie céramique.....	509

Illinois. — Voir : PLACEMENT.

Industrie. — Voir : COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE ; — ÉCOLES ; — HOUILLÈRE (INDUSTRIE) ; — MINÉRALE (INDUSTRIE).

Inspection du travail. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

RAPPORT sur l'application, en 1899, des lois réglementant le travail en France..	557
RÉSUMÉ des rapports des inspecteurs du travail sur l'application de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....	404
ACTES OFFICIELS : Lettre ministérielle du 14 octobre 1899, relative aux droits des inspecteurs comme membres des commissions départementales.....	52
———— Lettre ministérielle du 25 octobre 1899, relative à l'observation, dans les teintureries, des prescriptions du décret du 10 mars 1894.....	52
———— Lettre ministérielle du 2 décembre 1899, concernant l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les orphelinats, ateliers et établissements de bienfaisance.....	53
———— Décision ministérielle du 29 décembre 1899, portant que la loi du 2 novembre 1892 n'est pas applicable au grainage des vers à soie.....	54
———— Lettre ministérielle du 17 janvier 1900, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 dans les théâtres.....	54
———— Arrêté du Ministre des travaux publics, du 13 février 1901, créant des comités du travail sur le réseau des chemins de fer de l'État.....	207
———— Résumé des rapports des inspecteurs du travail sur l'application de la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....	404

ACTES OFFICIELS : Rapports sur l'application, pendant l'année 1899, des lois réglementant le travail en France.....	Pages. 557
ALLEMAGNE : L'inspection des industries et des mines en Prusse (1899).....	273

Institutions de prévoyance. — Voir : PRÉVOYANCE.

Instruction militaire. — Voir : RÉSERVISTES ET TERRITORIAUX.

Instruction primaire.

GRANDE-BRETAGNE : Loi de septembre 1900 sur l'instruction primaire	38
--	----

Instruction professionnelle.

Cours professionnels organisés par les chambres syndicales patronales et ouvrières.
Couvertures des Bulletins de janvier, avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre.....

Intérêts. — Voir : RETRAITES.

Invalidité. — Voir : ACCIDENTS; — ASSURANCES; — RETRAITES.

Italie. — Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL; FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); OFFICE DU TRAVAIL.

Jeune ouvrier.

JURISPRUDENCE.....	782
--------------------	-----

Jurisprudence. — Voir: ACCIDENTS; ASSURANCES; COOPÉRATION; CUMUL; DURÉE DU TRAVAIL; ÉLAGUEUR; FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); GRÈVES; HERNIE; JEUNE OUVRIER; LOUAGE; MARCHANDAGE; MARCHAND DE VINS; PRUD'HOMMES; SALAIRES.

Législation du travail. — Voir sous chaque rubrique concernant l'objet de la législation, à la France et à l'étranger. Pour la France, voir aussi l'état chronologique à la page 923.

Lettres ministérielles. — Voir : ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Lingerie. — Voir : HYGIÈNE.

Liquidations judiciaires. — Voir : FAILLITES.

Lock-outs. — Voir : GRÈVES.

Lois. — Voir : ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Logements ouvriers. — Voir : HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Louage (contrat de).

JURISPRUDENCE.....	22
--------------------	----

Luxembourg. — Voir : ASSURANCES; PLACEMENT.

Machines et moteurs. — Voir : ACCIDENTS.

Magasins. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Main-d'œuvre. — Voir : PLACEMENT.

Majorations. — Voir : RETRAITES.

Maladie. — Voir : ASSURANCES.

Manufactures de l'État.

Statistique des manufactures nationales de tabacs (1899).....	645
Statistique des manufactures nationales d'allumettes (1899).....	648

Marchandage.

JURISPRUDENCE.....	181 et 783
--------------------	------------

Marchand de vins (en gros).

JURISPRUDENCE.....	876
--------------------	-----

Marchandises. — Voir : ALIMENTATION.

Marine marchande. Marins. — Voir : ACCIDENTS.

Mesurage (du travail). — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL.

Métallurgie.

Comparaison de la production métallurgique des principaux pays.....	642
ÉTATS-UNIS. — La fédération des ouvriers du métal.....	437

Métropolitain. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Minérale (Industrie).

Conditions principales de l'industrie minérale en France (1899).....	641
ESPAGNE. — Statistique de l'industrie minérale (1899).....	38
HONGRIE : Production de l'industrie minérale (1898).....	34

Mines, mineurs. — Voir : ACCIDENTS; RETRAITES; SALAIRES; SECOURS MUTUELS.

Les salaires des mineurs en France (1899).....	643
Les accidents dans les mines en France (1899).....	643
ACTES OFFICIELS : Loi du 25 mars 1901 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.....	280
————— Projet de loi en date du 5 novembre 1901, sur les retraites des mineurs.....	798
GRANDE-BRETAGNE : Les accidents dans les mines et carrières (1900).....	656
RUSSE : Loi réglementant le service des chaudières dans les mines.....	45

Monts-de-Piété.

ÉTAT MENSUEL.....	86
Avis relatif à la statistique des monts-de-piété.....	163

Mouvement syndical. — Voir : SYNDICATS.

Mutualité. — Voir : SECOURS MUTUELS.

Navigation. — Voir : TRANSPORTS.

New-Jersey. — Voir : STATISTIQUES DU TRAVAIL.

Nouvelle-Calédonie. — Voir : SYNDICATS.

Nouvelle-Zélande. — Voir : ASSURANCES; SALAIRES.

Offices du travail. — Voir : STATISTIQUE DU TRAVAIL.

ALLEMAGNE : Création d'un office du travail.....	878
ITALIE : Projet de création d'un office du travail.....	741
——— Création d'un office du travail.....	885

Or et argent. — Voir : BUREAUX DE GARANTIE.

Orphelinats. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Ouvriers adultes. — Voir : FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES).

Ouvroirs. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Pain (Prix du). — Voir : ALIMENTATION.

Papeteries. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Pays-Bas. — Voir : ASSURANCES.

Peinture. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Pensions ouvrières. — Voir : RETRAITES.

Personnel civil des établissements militaires.

ACTES OFFICIELS : Décret du 24 janvier 1901 instituant une commission chargée de donner son avis sur les demandes présentées par les syndicats et autres associations ouvrières relativement à la situation du personnel civil des établissements militaires.....	137
---	-----

Personnel mixte. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Placement.

ÉTAT MENSUEL.....	88
Avis relatif à la publication des opérations de placement.....	163
ÉTATS TRIMESTRIELS.....	367, 606 et 822
Le placement en France par les bureaux de placement autorisés (1900).....	779
ALLEMAGNE : Placement gratuit.....	23, 131, 200, 273, 333, 430 et 504
——— Les bureaux de placement communaux de 1894 à 1900.....	24

	Pages.
AUTRICHE : Placement gratuit.....	29, 201, 275, 436, 508, 579, 735 et 879
———— Les opérations de l'Office municipal de placement de Vienne.....	33
DANEMARK : Un bureau municipal de placement gratuit à Copenhague.....	581
ILLINOIS : Les bureaux de placement officiels.....	40
LUXEMBOURG : Le placement gratuit.....	42

Population. — Voir : RECENSEMENT.

Postes (Bureaux de). — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Prévoyance. — Voir : ASSURANCES; CAISSES D'ÉPARGNE; DE RETRAITES; SECOURS MUTUELS.

Primes. — Voir : ASSURANCES.

Prisons.

Le travail dans les prisons en France (1898).....	13
---	----

Production (Sociétés de). — Voir : COOPÉRATION; SYNDICATS.

Professions. — Voir : RECENSEMENT.

Protection du travail.

Congrès de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (27-28 septembre 1901).....	698
ALLEMAGNE : Protection du travail des enfants.....	27
SUISSE : La protection du personnel des hôtels et cafés.....	134

Prud'hommes — Voir : CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Questions sociales (Renseignements sur les). — Voir : OFFICES DU TRAVAIL.

Recensements.

La population active de la France d'après le recensement de 1896.....	400 et 577
ACTES OFFICIELS : Décret du 20 janvier 1901, fixant au 24 mars 1901 la date du dénombrement de la population.....	137
ALLEMAGNE : La population de l'État de Hambourg (1875-1900).....	274
———— La population de Nuremberg (1895-1900).....	200
———— Résultats du recensement au 1 ^{er} décembre 1900.....	333
SUISSE : Résultats du recensement du 1 ^{er} décembre 1900.....	333

Récipiènts. — Voir : ACCIDENTS.

Réglementation du travail. — Voir : INSPECTION.

ALLEMAGNE : Loi du 30 juin 1900, portant modification à la <i>Gewerbeordnung</i> ...	503
--	-----

Rémunération du travail. — Voir : SALAIRES.

Renseignements sur les questions sociales. — Voir : OFFICES DU TRAVAIL.

Rentes. — Voir : RETRAITES.

Réparation des accidents. — Voir : ACCIDENTS.

Repos dominical. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.		Pages.
ALLEMAGNE : Règlement sur le repos dominical à Francfort-sur-le-Mein.....		28
————— Règlement sur le repos dominical dans le commerce à Leipzig.....		28
————— Ordonnance du 3 avril 1901, concernant les exceptions aux dispositions sur le repos dominical.....		434
BELGIQUE : Le repos dominical et la presse belge.....		881

Réserves mathématiques. — Voir : ASSURANCES.

Réservistes et territoriaux.

ACTES OFFICIELS : Loi du 18 juillet 1901, garantissant leur travail et leur emploi aux réservistes et territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire.....	585
--	-----

Responsabilité des accidents. — Voir : ACCIDENTS.

Retenues sur salaires. — Voir : SALAIRES.

Retraites. — Voir : MINEURS.

ACTES OFFICIELS : Décret du 28 décembre 1900, fixant l'intérêt à servir aux déposants de la Caisse nationale des retraites.....	49
————— Décret du 11 mars 1901, fixant le maximum de la rente viagère à laquelle les cantonniers peuvent avoir droit pour l'exercice 1901.....	280
————— Décret du 18 mai 1901, relatif à la répartition en 1901 des majorations de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895.....	440
————— Décret du 9 juin 1901, rendant la loi du 20 juillet 1886 (Retraites sur la vieillesse) applicable aux colonies soumises au régime monétaire de la métropole.....	513
————— Décret du 9 juin 1901, portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi.....	514
————— Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date du 28 juin 1901, réservant, sur le crédit de 1.200.000 francs ouvert par la loi de finances du 13 avril 1900 pour majoration de rentes, une somme de 190.000 francs pour bonifications spéciales aux parents ayant élevé plus de trois enfants.....	514
La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en 1899.....	129

Revue du travail.

Le *Bulletin* contient chaque mois une *Revue du travail* en France, en Allemagne, en Autriche, en Belgique, et en Grande-Bretagne.
Pour la France, cette *Revue* se compose :

- 1° D'une situation générale;
- 2° De l'analyse des renseignements fournis par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et par les correspondants;
- 3° Des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Les paginations qui correspondent, pour chaque mois, à ces différentes rubriques, sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

		REVUE DU TRAVAIL						
DATE	Mois auxquels se rapportent les faits constatés.	en France.			en	en	en	en
		Situation générale.	Renseignements des associations patronales.	des associations ouvrières.	Allemagne	Belgique.	Grande-Bretagne.	Autriche
Bulletins.		Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.
Janvier.	Déc. 1900..	1	56	61	23	35	36	29
Février.	Janvier 1901	97	143	146	131	"	133	"
Mars..	Février.....	169	218	223	200	204	205	"
Avril..	Mars.....	249	281	285	273	"	277	"
Mai..	Avril.....	313	342	345	333	338	338	"
Juin..	Mai.....	381	442	445	430	437	438	436
Juillet.	Juin.....	477	517	522	504	508	508	"
Août..	Juillet.....	544	585	590	578	581	582	"
Sept...	Août.....	625	660	664	654	655	655	"
Octobre	Septembre..	689	742	745	734	738	741	"
Nov...	Octobre....	769	800	804	783	789	793	"
Déc...	Novembre..	842	890	895	878	879	884	"

Russie. — Voir : MINES, MINEURS.

Salaires.

Salaires des ouvriers mineurs en France (1899).....	643
La diminution de la durée du travail et les salaires des ouvrières en France....	12
ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre des travaux publics aux ingénieurs des ponts et chaussées, du 17 novembre 1900, supprimant les retenues disciplinaires du salaire des agents inférieurs.....	45
JURISPRUDENCE.....	331
ALLEMAGNE : Tarif et mode de réglementation des salaires des ouvriers communaux à Francfort-sur-le-Mein.....	26
NOUVELLE-ZÉLANDE : Établissement d'un salaire minimum pour les jeunes ouvriers des deux sexes.....	44

Sanatorium. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Secours mutuels.

Les sociétés de secours des mineurs en France.....	178
Le secours de route (<i>viaticum</i>) de la Fédération française du Livre (1885-1900).....	649
AUTRICHE : Les caisses des associations minières (1899).....	788

Secrétariats ouvriers.

ALLEMAGNE : Développement des secrétariats ouvriers.....	26
--	----

Sécurité. — Voir : HYGIÈNE.

Séricicole (Production).

La production séricicole en France (1899).....	242
--	-----

Sociétés. — Voir : ASSURANCES; COOPÉRATION.

Soie. — Voir : SÉRICICOLE.

Statistiques du travail.

NEW-JERSEY : Déclarations obligatoires relativement aux statistiques du travail... 41

Suède. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Suisse. — Voir : PROTECTION DU TRAVAIL; RECENSEMENT.

Syndicats. — Voir : PLACEMENT.

ÉTATS-MENSUELS du mouvement syndical. 80, 164, 243, 303, 360, 462, 538,	
619, 680, 763, 835 et	914
Les syndicats professionnels et les bourses du travail en France (1899)	115
ACTES OFFICIELS : Décret du 16 mai 1901 promulguant à la Nouvelle-Calédonie la	
loi du 21 mars 1884 relative aux syndicats professionnels...	440
ÉTATS-UNIS : La fédération des ouvriers du métal.....	437
GRANDE-BRETAGNE : Les <i>Trade-Unions</i> en 1899.....	657

Tabacs. — Voir : MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Teintureries. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Territoriaux. — Voir : RÉSERVISTES.

Théâtres. — Voir : ACCIDENTS; INSPECTION DU TRAVAIL.

Trade-Unions. — Voir : SYNDICATS.

Tramways. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Transports.

ÉTATS-MENSUELS : 78, 160, 241, 301, 359, 460, 537, 605, 679, 761, 820 et 912

Travail. — Voir : ACCIDENTS; COMITÉS DU TRAVAIL; COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE; CONSEILS DU TRAVAIL; FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); JURISPRUDENCE; PROTECTION DU TRAVAIL.

Travail de nuit. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Travaux publics. — Voir : ADJUDICATIONS.

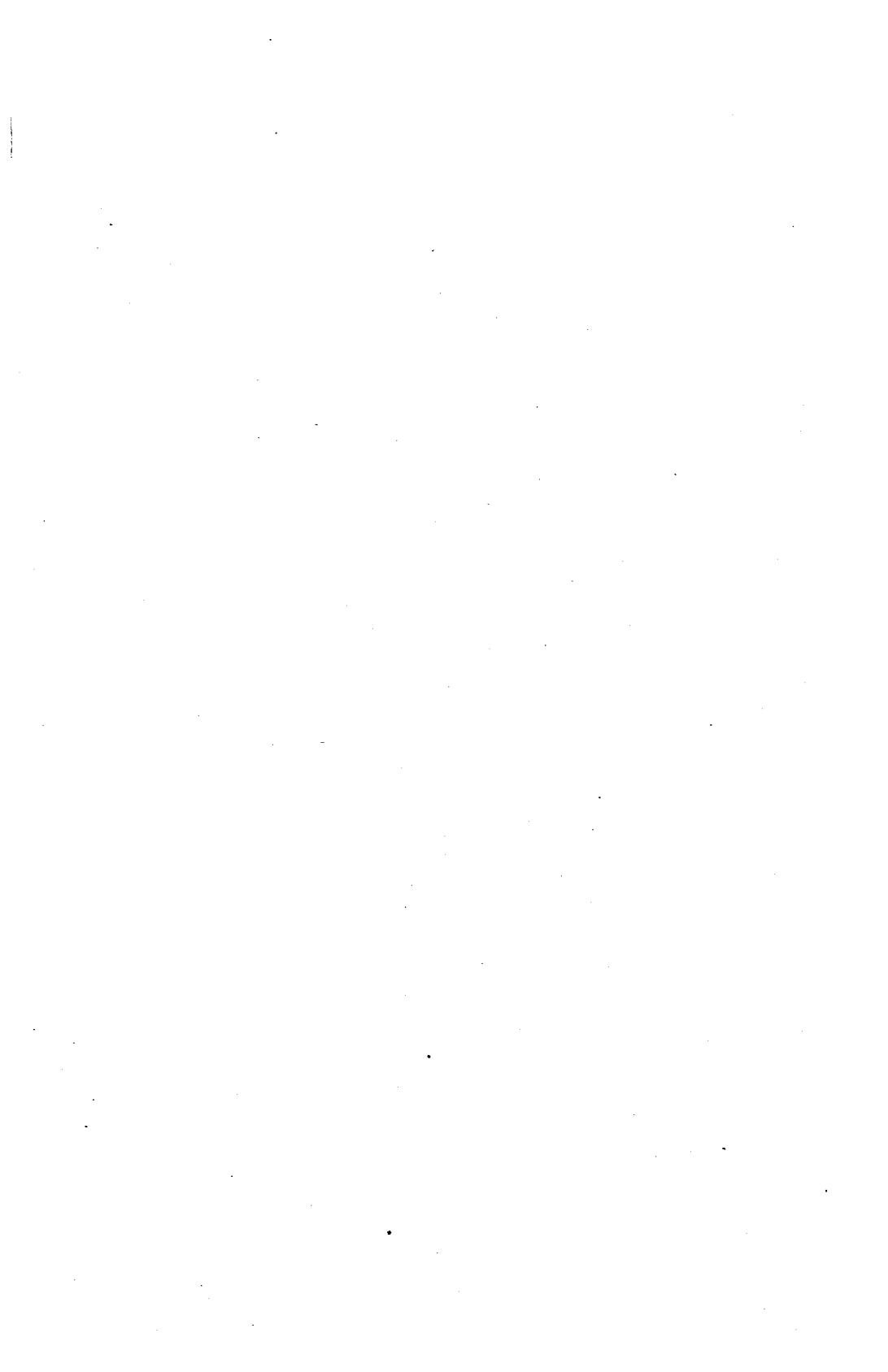
Travaux de secours. — Voir : CHÔMAGE.

Tuberculose. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Vers à soie. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; SÉRICICOLE (PRODUCTION).

Viaticum. — Voir : SECOURS MUTUELS.

Virginie occidentale. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.



ÉTAT

AU 1^{ER} JANVIER 1902

DES

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIVES

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES

SOU MIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT

7^e LÉGISLATURE

ÉTAT,

AU 1^{er} JANVIER 1902,

DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES, SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT.

(7^e LÉGISLATURE.)

LE TRAVAIL.

A. — L'INDIVIDU.

1^o Contrat de travail.

Code du travail. — Voir ci-après, page xx.

Règlements d'atelier. — *Proposition de loi* sur les règlements d'atelier, présentée par MM. Alexandre Zévaès, etc., députés, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 313; *J. O.*, p. 148). — Renvoyée à la Commission du travail.

Liberté du travail. — *Proposition de loi* relative à l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal, déposée par M. Coutant, député, le 11 juillet 1898 (doc. parl. n° 232; *J. O.*, p. 1393).

Voir ci-après : *Coalitions*, p. ix.

Réglementation du travail. — *Proposition de loi* ayant pour objet la réglementation du travail de telle sorte que les salaires soient assurés conformément aux prix de série, le marchandage réprimé, la dignité et la sécurité des ouvriers placées sous la sauvegarde de la loi, présentée par M. Ernest Roche, député, le 1^{er} février 1899 (doc. parl. n° 694; *J. O.*, p. 1495).

Louage de services. — *Proposition de loi* sur le louage de services, présentée par M. Paul Beauregard, le 28 février 1900 (doc. parl. n° 1466; *J. O.*, p. 596).

Renvoyée à la Commission du travail.

2^o Recherche du travail.

Placement. — *Proposition de loi* relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 328; *J. O.*, p. 158). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Georges Berry, 15 décembre 1899 (doc. parl. n° 1289; *J. O.*, p. 348). — Séances des 15, 22 et 29 novembre 1900 : discussion et adoption. — Transmission au Sénat, le 30 novembre (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 776). — Rapport Expert-Bezançon, 22 novembre 1901 (doc. parl. n° 419; *J. O.*, p. 411). — Rapport supplémentaire Ch. Prevot, 10 décembre 1901 (doc. parl. n° 443; *J. O.*, p.).

Protection du travail national (ouvriers étrangers). — *Proposition de loi* ayant pour objet de limiter le nombre des ouvriers étrangers employés dans les usines, manufactures et établissements industriels quelconques, déposée par M. Cliché, député, le 6 juillet 1898 (doc. parl. n° 170; *J. O.*, p. 1339).

Proposition de loi établissant une taxe sur les ouvriers étrangers, déposée par M. Jules Brice, député, le 18 juillet 1898 (doc. parl. n° 242; *J. O.* p. 162).

Rapport, déposé, au nom de la Commission du travail, par M. G. Haussmann, dans la 2^e séance du 27 juin 1901 (doc. parl. n° 2500; *J. O.* p. 637).

Proposition de loi tendant à protéger le travail national, présentée par M. Magnaudie, député, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 297; J. O., p. 225).

Proposition de loi tendant à soumettre au paiement d'une taxe spéciale les patrons qui occupent des ouvriers ou employés étrangers, présentée par M. Holtz, député, le 7 novembre 1898 (doc. parl. n° 315; J. O., p. 149).

*Proposition de loi portant règlement du travail sur les chantiers de l'Etat, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers (titre II, limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers), présentée par M. André Castelin, député, le 13 novembre 1898 (doc. parl. n° 383; J. O., p. 338). — Voir, pour les articles 1 à 5 et 19 à 26 de cette proposition, page vi : *Conditions du travail dans les travaux publics.**

Proposition de loi relative au salaire des ouvriers étrangers, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 24 novembre 1898 (doc. parl. n° 415; J. O., p. 316). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à assujettir les étrangers résidant en France au paiement : 1° de la taxe militaire établie par la loi du 15 juillet 1889; 2° d'une taxe supplémentaire, présentée par MM. de Montfort, etc., députés, le 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 382; J. O., p. 426). — [Voir annexes 2353 et 2262].

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 août 1893, relativement au séjour des étrangers en France, présentée par M. Sommeiller, député, le 27 janvier 1899 (doc. parl. n° 670; J. O., p. 504). — Renvoyée à la 5^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. Renou, 25 février 1899 (doc. parl. n° 761; J. O., p. 699).

Proposition de loi relative au séjour et à l'emploi des étrangers, présentée par M. Charles Bernard, député, le 26 mars 1901 (doc. parl. n° 2299; J. O., p. 271). — Renvoyée à la Commission du travail.

Protection du travail agricole. — *Proposition de loi tendant à dispenser les ouvriers agricoles de la troisième année de service dans l'armée active, déposée par M. Muteau, député, le 15 juillet 1898 (doc. parl. n° 167; J. O., p. 1338).*

Renvoyée à la Commission de l'armée.

Chômage professionnel. — *Proposition de loi ayant pour objet : 1° la reconstitution et l'extension du domaine agricole communal; 2° sa culture; 3° le prêt par la commune aux petits cultivateurs du matériel agricole communal; 4° la création d'un domaine industriel communal; 5° une atténuation du chômage, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 117; J. O., p. 1284).*

Proposition de loi tendant à autoriser les communes des départements frappés par la crise viticole à emprunter en dehors des formalités d'usage les sommes nécessaires pour venir en aide, par l'ouverture de chantiers communaux, aux travailleurs réduits au chômage, présentée et lue par M. Ferroul, député, le 6 décembre 1901 (doc. parl. n° 2820; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission de législation fiscale, après déclaration de l'urgence.

*Proposition de loi ayant pour objet de garantir les ouvriers bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 contre les risques du chômage résultant de l'incendie ou de la destruction des usines, magasins, chantiers où ils sont employés, présentée par M. Charles Dumont, député, le 28 octobre 1901 (doc. parl. n° 2694; J. O., p. 26). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, urgence déclarée. — Voir : *Accidents*, page xv.*

Voir ci-après : Chômage légal.

3^e Chômage légal.

Durée de la journée de travail (limitation). — Voir ci-après, p. x : *Hygiène et sécurité.*

4^e Salaires et moyens d'existence.

Code du travail. — Voir ci-après, page xx.

Salaires. — *Proposition de loi sur le paiement des salaires, adoptée avec modifications par le Sénat, le 27 avril 1894. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 72; J. O., p. 1169). — Renvoi à la Commission du travail. — Rapport Dubief, 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 409; J. O., p. 312). — Discussion et adoption, 6 et 8 décembre 1898. — Retour au Sénat, le 13 décembre 1898 (doc. parl. n° 353; J. O., p. 603). — Rapport Maxime Lecomte, 24 décembre 1901 (doc. parl. n° 484; J. O., p.).*

Proposition de loi tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 1285).

Voir ci-après une autre proposition de M. Vaillant, page VI : *Durée du travail*.

Proposition de loi ayant pour but d'assurer aux employés limonadiers, restaurateurs et assimilés l'intégralité de leur salaire par la suppression du versement qui leur est imposé par les employeurs sous la désignation de « frais », présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 28 novembre 1898 (doc. parl. n° 444; *J. O.*, p. 354). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition Ernest Roche. — Voir ci-dessus, p. III : *Réglementation du travail*.

Proposition de loi ayant pour objet de prévenir la dépression des salaires et la fermeture des usines, ateliers, chantiers, manufactures ou magasins, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1201; *J. O.*, p. 138). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour but d'empêcher la confiscation des libéralités accordées aux travailleurs des deux sexes, présentée par MM. Antide Boyer, etc., députés, le 22 janvier 1901 (doc. parl. n° 2138; *J. O.*, p. 38). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à l'établissement d'un salaire minimum pour tous les ouvriers employés dans les mines et minières, présentée par MM. Basly, etc., députés, le 22 octobre 1901 (doc. parl. n° 2665; *J. O.*, p. 2). — Renvoyée à la Commission du travail, après déclaration de l'urgence.

Vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels. — *Proposition de loi* relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, présentée par M. Paul Strauss, sénateur, le 2 juillet 1901 (doc. parl. n° 300 et 300 rectifié; *J. O.*, p. 336 et ...) — Rapport sommaire, 13 décembre 1901 (doc. parl. n° 454; *J. O.*, p.).

Saisie-arrest. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrest sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Basly, député, le 25 novembre 1897 (doc. parl. n° 2840; *J. O.*, p. 157).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrest des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 2888; *J. O.*, p. 282).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrest sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Plichon, député, le 13 janvier 1898 (doc. parl. n° 2949; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi ayant pour objet de compléter le paragraphe II de l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrest des salaires ou appointements des ouvriers et employés, déposée par M. César Siro, le 29 mars 1900 (doc. parl. n° 1558; *J. O.*, p. 1091).

Renvoyée à la Commission du travail.

Taxe du pain. — *Proposition de loi* tendant à l'abrogation : 1^{re} de l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791; 2^{de} du paragraphe 6, 3^e alinéa, de l'article 479 du Code pénal (taxe de la boulangerie), présentée par MM. Aynard, etc., députés, le (doc. parl., n° 844; *J. O.*, p.).

Projet de loi relatif à la taxe du pain, présenté à la Chambre des députés par M. Jean Dupuy, Ministre de l'Agriculture, le 29 janvier 1901 (doc. parl. n° 2158; *J. O.*, p. 61). — Renvoyé à la Commission du commerce et de l'industrie.

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Rose, 21 mars 1898 (doc. parl. n° 3131; *J. O.*, p. 875). — Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 1^{er} avril 1898. — Transmission au Sénat le 4 avril 1898 (doc. parl., n° 218; *J. O.*, p. 457). — Rapport Chovet, 19 novembre 1901 (doc. parl. n° 411; *J. O.*, p. 391).

Rapport Alexis Muzet, le 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2345; *J. O.*, p. 406).

Habitations à bon marché. — Voir ci-après, p. IX : *Syndicats professionnels (proposition Berthet)*.

Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché, présentée par MM. Holtz, etc., députés, le 28 octobre 1901 (doc. parl. n° 2697; *J. O.*, p. 29). — Rapport sommaire Authier, 8 novembre 1901 (doc. parl. n° 2730; *J. O.*, p. 64).

Bien de famille. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'organiser en France le bien de famille, afin de faciliter à tous l'acquisition la conservation et la transmission héréditaire de la petite propriété, présentée par M. Lemire, député, le 23 juin 1898 (doc. parl. n° 101; *J. O.*, p. 1361). — Commission d'initiative. — Rapp. somm. Roy de Loulay, 24 mai 1899 (doc. parl. n° 964; *J. O.*, p. 1604).

Rapp. Lemire, au nom de la Commission de l'Agriculture, 6 juillet 1900 (doc. parl. n° 1825; *J. O.*, p. 25).

Proposition de loi ayant pour objet de créer en France des biens insaisissables de famille, présentée par M. Morillot, député, le 8 juillet 1898 (doc. parl. n° 197; *J. O.*, p. 1361).

Proposition de loi ayant pour objet de créer le bien de famille insaisissable, présentée par MM. Léon Vacher, etc., députés, le 21 novembre 1898 (doc. parl. n° 396; *J. O.*, p. 301). — 3^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. Odilon-Barrot, 2 décembre 1898 (doc. parl. n° 466; *J. O.*, p. 360).

Petite propriété rurale. — *Proposition de loi tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale*, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 11 mars 1897 (doc. parl. n° 2336; *J. O.*, p. 369). — Renvoyée à la 26^e Commission d'initiative parlementaire. — Rapp. somm. Siegfried, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 2386; *J. O.*, p. 903). — Prise en considération dans la séance du 1^{er} avril 1897. — Adoption en première délibération, le 24 mars 1898. — Adoption en deuxième délibération, le 1^{er} avril 1898. — Transmission au Sénat, le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 219; *J. O.*, p. 394). — Rapp. Siegfried, 5 juillet 1898 (doc. parl. n° 279; *J. O.*, p. 512). — Première délibération et adoption : 5 et 6 décembre 1898. — Rapp. supp. Siegfried, 26 juin 1899 (doc. parl. n° 179; *J. O.*, p. 415). — Avis déposé au nom de la Commission par M. Charles Prévot, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 188; *J. O.*, p. 420).

Ateliers de famille. — *Proposition de loi portant établissement d'une subvention annuelle destinée au maintien et au développement des PETITS ATELIERS DE FAMILLE*, présentée par MM. Bonard et Florent, députés, le 16 mars 1899 (doc. parl. n° 816; *J. O.*, p. 914). — Renvoyée à la Commission du budget (1).

Proposition de loi portant établissement d'une subvention destinée à favoriser le maintien et le développement des ateliers de famille dans la région de Saint-Étienne, présentée par M. Victor Gay, député, le 12 avril 1900 (doc. parl. n° 1630; *J. O.*, p. 1067).

Renvoyée à la Commission du budget.

Conditions du travail dans les travaux publics. — *Proposition de loi relative aux conditions du travail dans les ADJUDICATIONS PUBLIQUES*, présentée par M. Dansette, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 27; *J. O.*, p. 1418).

Proposition de loi relative à l'établissement des conditions du travail dans les TRAVAUX COMMUNAUX de la ville de Paris et de chaque commune, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 116; *J. O.*, p. 1279).

Proposition de loi sur les CONDITIONS DU TRAVAIL à insérer dans les cahiers des charges des travaux exécutés au compte de l'État, des départements, des communes et des établissements publics, présentée par M. Holtz, député, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 301; *J. O.*, p. 114).

Articles 1 à 5 et 19 à 26 de la *proposition de loi portant RÈGLEMENT DU TRAVAIL sur les chantiers de l'État, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers*, présentée par M. Castelin, député, le 13 novembre 1898 (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 338). — Voir pour le titre II de cette proposition, page IV : *Protection du travail national (ouvriers étrangers)*.

Proposition de loi portant réglementation du travail sur les chantiers de l'État, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers, relative : 1^o aux conditions du travail, assurances, accidents, hospitalisation, repos hebdomadaire; 2^o à la limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers; 3^o à la participation des associations ouvrières aux travaux publics, présentée par M. André Castelin, député, le 13 novembre 1898 (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 338). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à autoriser les départements et les communes à insérer dans les cahiers des charges des travaux mis en adjudication l'obligation, pour les entrepreneurs, de payer aux ouvriers le salaire courant pour chaque métier, présentée par M. Gervaise, député, le 10 mars 1899 (doc. parl. n° 800; *J. O.*, p. 872). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi relative aux conditions du travail dans l'exécution des travaux publics, présentée par M. Argeliès, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 34 — non distribué; *J. O.*, p. 331).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Pierre Baudin, 3 mars 1899 (doc. parl. n° 776; *J. O.*, p. 839).

Première délibération : 4 mai, 5 mai, 29 juin 1899.

(1) Demande de subvention de 500,000 francs plus particulièrement destinée aux tisseurs de la région lyonnaise.

Participation aux bénéfices. — *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier la loi sur les sociétés, d'autoriser la création des actions de 25 francs et de faciliter la participation aux bénéfices, présentée par MM. Graux et Boudenoot, députés, le 13 juillet 1898 (doc. parl. n° 269; *J. O.*, année 1899, p. 2704). — Renvoi à la 2^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. Odilon-Barrot, 4 décembre 1899 (doc. parl. n° 1253; *J. O.*, p. 652).

Économats. — Voir ce mot, plus loin, page 18.

5^o Crédit.

Crédit agricole. — *Proposition de loi* relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; *J. O.*, p. 397). — Rapp. somm. Poirrier, 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; *J. O.*, p. 542). — Prise en considération le 28 janvier 1896.

Proposition de loi ayant pour objet de donner des garanties spéciales aux prêts chirographaires consentis aux agriculteurs et à constituer le crédit agricole immobilier, présentée par M. Georges Graux, député, le 2 mai 1899 (doc. parl. n° 905; *J. O.*, p. 1541). — Renvoyée à la Commission de l'agriculture.

Proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs, présentée par M. Laterrade, sénateur, le 12 mai 1899 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 357). — Rapport Destieux-Junca, 19 mai 1899 (doc. parl. n° 136; *J. O.*, p. 367).

Proposition de loi ayant pour objet de développer le crédit agricole par le développement des petits prêts hypothécaires, présentée par M. Klotz, député, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 1037; *J. O.*, p. 2323). — Renvoyée à la Commission de législation fiscale.

Proposition de loi ayant pour objet de rendre applicable à l'Algérie la loi du 31 mars 1899, qui a pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel, présentée par M. Morinaud, député, le 23 juin 1900 (doc. parl. n° 1776; *J. O.*, p.).

Projet de loi ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel, présenté par MM. les Ministres de l'intérieur et des finances, le 4 décembre 1900 (doc. parl. n° 2060; *J. O.*, p. 122).

Renvoyés à la Commission de l'agriculture. — Rapport Lemire, le 29 décembre 1900. (Doc. parl. n° 2100; *J. O.*, p. 362). — Adoption, après déclaration de l'urgence, le 17 janvier 1901. — Transmission au Sénat, le 31 mai 1901 (doc. parl. n° 209; *J. O.*, p. 276). — Renvoi à la Commission de l'Algérie. — Rapport Saint-Germain, déposé le 4 juillet 1901 (doc. parl. n° 330; *J. O.*, p.). — Adoption, le 5 juillet 1901.

Projet de loi tendant à modifier la loi du 31 mars 1899 ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, déposé par MM. les Ministres de l'agriculture et des finances, le 8 novembre 1900 (doc. parl. n° 1911; *J. O.*, p. 37). — Renvoyé à la Commission de l'agriculture. — Rapp. Lemire, le 30 nov. 1900 (doc. parl. n° 1986; *J. O.*, p. 108). — Chambre. — Séance du 4 décembre 1900. — Adoption. — Transmission au Sénat, le 7 décembre 1900 (doc. parl. n° 396; *J. O.*, p. 801). — Rapp. Lourties, le 18 décembre 1900 (doc. parl. n° 408; *J. O.*, p. 841). — Séance du 21 décembre. — Adoption en 1^{re} délibération.

Projet de loi ayant pour objet le versement à la Caisse des dépôts et consignations des fonds affectés aux avances à consentir en faveur des caisses régionales de crédit agricole mutuel, présenté par MM. les Ministres de l'agriculture et des finances, le 24 décembre 1900 (doc. parl. n° 2075; *J. O.*, p. 267) en exécution de l'engagement pris par le Gouvernement à la suite de la prise en considération, dans la séance du 3 du même mois, de l'amendement n° 77 au projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1901, présenté par MM. de Gailhard-Bancel, etc., députés. — Rapport Guillain, déposé le 28 mars 1901 (doc. parl. n° 2319; *J. O.*, p. 327). — Déclaration de l'urgence et adoption, le 25 juin 1901. — Transmission au Sénat, le 27 juin 1901 (doc. parl. n° 280; *J. O.*, p. 330).

Proposition de loi ayant pour objet le versement à la Caisse des dépôts et consignations des fonds affectés aux avances à consentir en faveur des caisses régionales de crédit agricole, présentée par M. Fernand David, député, le 10 juin 1901 (doc. parl. n° 2410; *J. O.*, p. 505). — Renvoyée à la Commission du budget de 1901.

Projet de loi tendant à modifier la loi du 31 mars 1899 relative à l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel, présenté par M. Jean Dupuy, Ministre de l'agriculture, et par M. J. Caillaux, Ministre des finances, le 6 juillet 1901 (doc. parl. n° 2625; *J. O.*, p. 1487).

Projet de loi tendant à modifier la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles, présenté par M. Jean Dupuy, Ministre de l'agriculture, le 24 octobre 1901 (doc. parl. n° 2683; *J. O.*, p. 14). — Renvoyé à la Commission de l'agriculture.

6° Différends et contestations.

Juridiction du travail. — Voir ci-après, page xx: *Code du travail*.

Prud'hommes. — *Proposition de loi* sur la réforme des conseils de prud'hommes, présentée par MM. Paul Beauregard et Lannes de Montebello, députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 324; *J. O.*, p. 230).

Proposition de loi tendant à modifier la législation des conseils de prud'hommes, présentée par M. Dutreix, député, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 356; *J. O.*, p. 280).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Dutreix, 9 mai 1899 (doc. parl. n° 931; *J. O.*, p. 1563). — Déclaration de l'urgence, discussion et adoption : 11, 12 et 14 février 1901. — Transmission au Sénat, 25 février 1901 (doc. parl. n° 88; *J. O.*, p. 196).

Proposition de loi sur la réforme des conseils de prud'hommes, présentée par M. Haussmann, député, le 2 mai 1899 (doc. parl. n° 894; *J. O.*, p. 990). — Renvoyée à la Commission du travail.

Prud'hommes agricoles. — *Proposition de loi* ayant pour but la création de conseils de prud'hommes agricoles chargés, sous la dénomination de tribunaux agricoles, de concilier et de juger les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de bail à ferme, à colonat et à métayage, et entre employeurs et employés des campagnes, présentée par MM. Dubochet, Roche et Beauregard, députés, le 16 février 1899 (doc. parl. n° 745; *J. O.*, p. 808). — Renvoyées à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour but la création de conseils de prud'hommes agricoles chargés de concilier et de juger les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de bail à ferme, à colonat ou à métayage, présentée par MM. Lachèze et Emile Rey (Lot), le 14 février 1901 (doc. parl. n° 2188; *J. O.* p. 81). — Renvoyée à la Commission du travail.

Prud'hommes mineurs. — *Proposition de loi* tendant à créer des conseils de prud'hommes mineurs, présentée par MM. Basly, etc., députés, le 2 décembre 1898 (doc. parl. n° 468; *J. O.*, p. 400). — Renvoyée à la Commission du travail.

Employés des chemins de fer de l'État. — *Proposition de loi* tendant à attribuer aux tribunaux ordinaires l'appréciation des difficultés qui peuvent s'élever entre l'Administration des chemins de fer de l'État et ses employés à l'occasion du contrat de travail, présentée par M. Lhopiteau, député, le 4 mars 1899 (doc. parl. n° 779; *J. O.*, p. 854). — Renvoyée à la Commission du travail.

Conciliation et arbitrage. — *Proposition de loi* portant modification à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons et ouvriers, présentée par MM. Bovier-Lapierre, etc., députés, le 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 408; *J. O.*, p. 311). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Charles Ferry, 24 mai 1899 (doc. parl. n° 962; *J. O.*, p. 1602).

Proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs, présentée par M. Magnien, sénateur, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 174; *J. O.*, p. 411). — Rapp. somm. Magnien, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 195; *J. O.*, p. 424). — Prise en considération, le 3 juillet 1899.

Proposition de loi tendant à rendre l'arbitrage obligatoire, présentée par M. Fournière, député, le 15 juin 1900 (doc. parl. n° 1721; *J. O.*, p. 1324). — Urgence déclarée. — Renvoyée à la Commission du travail.

Projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail présenté par M. le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur, et M. le Ministre du commerce, le 15 novembre 1900 (doc. parl. 1937; *J. O.* p. 58). — Renvoyé à la Commission du travail.

Tribunaux de commerce. — *Proposition de loi* ayant pour objet de compléter l'article 1^{er} de la loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce, présentée par M. Bienvenu Martin, député, le 10 janvier 1901 (doc. parl. n° ; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du commerce et de l'industrie.

B. — L'ASSOCIATION.

1^o Associations de personnes.

Syndicats professionnels. — *Proposition de loi* tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Barthe, sénateur, le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; *J. O.*, p. 533).

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° 131; *J. O.*, p. 173).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Dansette, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 82; *J. O.*, p. 1172).

Proposition de loi ayant pour objet de reviser la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 180; *J. O.*, p. 1346).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et tendant à permettre à ces syndicats de créer des habitations à bon marché, présentée par M. Léon Berthet, député, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 350; *J. O.*, p. 239). — Renvoyée à la Commission du travail.

Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposé par M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1185; *J. O.*, p. 125). — Renvoyé à la Commission du travail.

Sociétés de secours mutuels. — Voir ci-après, page xv : *Mutualité*.

Coopération. — *Proposition de loi* sur les sociétés coopératives de consommation, présentée par MM. Georges Berry, etc., députés, le 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 389; *J. O.*, p. 500). — Rapp. somm. Massabuau, le 19 janvier 1899 (doc. parl. n° 629; *J. O.*, p. 253). — Prise en considération, le 24 janvier 1899.

Coopération et sociétés coopératives. — Voir ci-dessus, page vii : *Participation aux bénéfices*; — et page vi : *Conditions du travail dans les travaux publics*. (Proposition Castelin.)

Économats. — *Proposition de loi* tendant à la suppression des économats, présentée par M. Georges Berry, député, le 27 juin 1899 (doc. parl. n° 1064; *J. O.*, p. 1898) (doc. parl. n° 1064 rectifié; *J. O.*, p. 1908). — Renvoyée à la Commission des sociétés coopératives de consommation.

Proposition de loi ayant pour but d'interdire aux patrons non commerçants de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1202; *J. O.*, p. 138). — Renvoyée à la Commission du travail.

Coalitions. — *Proposition de loi* interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, sénateur, le 21 décembre 1894 (doc. parl. n° 58; *J. O.*, p. 247). — Rapp. somm. Marquis, 21 janvier 1895 (doc. parl., n° 7; *J. O.*, p. 3). — Prise en consid., le 8 février 1895.

Projet de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou cesser le travail dans les services publics de l'État, présenté au Sénat par M. Trarieux, Ministre de la justice, le 4 mars 1895 (doc. parl. n° 38; *J. O.*, p. 107). — Retrait par M. Ricard, Ministre de la justice, le 30 janvier 1896 (*J. O.*, p. 45).

Rapp. Bérenger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; *J. O.*, p. 188).

Rapp. Demôle, 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; *J. O.*, p. 339). — Première délibération, 3 et 4 février 1896. Adoption en première délib., le 4 février 1896. — Deuxième délibération et adoption, le 14 février 1896 (1). — Transmission à la Chambre des députés, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 77; *J. O.*, p. 1170). — Renvoyée à la Commission du travail. (1)

(1) Dans sa séance du 14 février 1896 (voir *J. O.*, p. 541, 1^{re} col.), le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal.*

Proposition de loi tendant à organiser le droit de grève présentée par MM. Zévaès, etc., députés, le 4 décembre 1900 (doc. parl. n° 1998; *J. O.*, p. 120). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition Coutant. — Voir ci-dessus, page III : *Liberté du travail*.

2° Associations de capitaux.

Sociétés par actions. — *Proposition* Graux et Boudenoot. — Voir ci-dessus, p. VII : *Participation aux bénéfices*.

C. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Santé publique. — *Proposition de loi* relative à l'assainissement des logements et habitations insalubres, présentée par M. Édouard Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 12; *J. O.*, p. 26).

Proposition de loi relative à l'organisation des services de l'hygiène publique, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 13; *J. O.*, p. 29).

Proposition de loi relative à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 février 1889 (doc. parl. n° 16; *J. O.*, p. 52).

Proposition de loi sur l'organisation de l'administration de la santé publique, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 27 mars 1890 (doc. parl. n° 502; *J. O.*, p. 602). — Rapport sommaire Chamberland, déposé le 4 juillet 1890 (doc. parl. n° 779; *J. O.*, p. 715).

Projet de loi pour la protection de la santé publique, présenté par M. Constans, Ministre de l'intérieur, le 3 décembre 1891 (doc. parl. n° 1774; *J. O.*, p. 2892).

Rapport sommaire Armez, déposé le 1^{er} mars 1890 (doc. parl. n° 399; *J. O.*, p. 393).

Renvoyés à la Commission de l'hygiène publique. — Rapport Langlet, déposé le 13 juillet 1892 (doc. parl. n° 2334; *J. O.*, p. 2162). — Discussion, séances des 26 et 27 juin 1893.

Sénat. — PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique, présenté par M. Ch. Dupuy, Ministre de l'intérieur, le 11 juillet 1893 (doc. parl. n° 267; *J. O.*, p. 539). — Rapport Cornil, déposé le 27 décembre 1895 (doc. parl. n° 74; *J. O.*, p. 200). — Première délibération : séances des 2, 4, 5, 9 et 12 février 1897. — Renvoi à la Commission. — Suite de la discussion : 26 octobre 1897. — Adoption : 16 décembre 1897. — Deuxième délibération : 11, 18, 20 décembre 1900; 21, 23 et 24 mai 1901. — Avis de la Commission des finances, le 14 juin 1901 (doc. parl. n° 236; *J. O.*, p. 290). — Adoption : 28 juin 1901.

Chambre. — Retour à la Chambre, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 2602; *J. O.*, p. 763). — Renvoi à la Commission d'hygiène publique. — Rapport Borne, 3 décembre 1901 (doc. parl. n° 2807; *J. O.*, p. 193). — Déclaration de l'urgence et adoption, le 16 décembre 1901.

Sénat. — Transmission au Sénat, le 19 décembre 1901 (doc. parl. n° 467; *J. O.*, p.).

Hygiène dans les ateliers, bureaux et magasins. — *Proposition de loi* tendant à sauvegarder la santé et l'hygiène des deux sexes dans les magasins de vente en détail, déposée par M. Achille Adam, député, le 12 janvier 1900 (doc. parl. n° 1335 — non distribué; *J. O.*, p. 531). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire.

Proposition de loi tendant à l'analyse de l'eau, de l'air et des poussières du sol dans les ateliers, bureaux et magasins qui contiennent un grand nombre d'ouvriers et d'employés, déposé par M. Émile Dubois, député, le 24 janvier 1900 (doc. parl. n° 1462; *J. O.*, p. 249). — Renvoyée à la Commission d'hygiène publique. — Retirée par son auteur.

Proposition de loi ayant pour objet d'étendre à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs (1), présentée par MM. Groussier, etc., députés, le 13 novembre 1900 (doc. parl. n° 1934; *J. O.*, p. 55). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Groussier, déposé le 28 février 1901 (doc. parl. n° 2222; *J. O.*, p. 138).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 29 décembre 1900 sur les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, présentée par M. Gautret, député, le 14 juin 1901 (doc. parl. n° 2429; *J. O.*, p. 517). — Déclaration de l'urgence.

Durée du travail. — *Proposition de loi* relative à l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers et employés de l'État, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 115; *J. O.*, p. 1297).

Proposition de loi concernant la diminution des heures de travail, présentée par MM. Ernest Loyer et Rogez, députés, le 16 décembre 1898 (doc. parl. n° 540; *J. O.*, p. 544). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à limiter à huit heures, au maximum, la journée de travail dans les mines, déposée par MM. Basly, etc., députés, le 29 mars 1900 (doc. parl. n° 1564; *J. O.*, p. 780). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Odilon-Barrot, 12 décembre 1901 (doc. parl. n° 2827; *J. O.*, p. 209).

Repos hebdomadaire. — Voir ci-dessus page : *Conditions du travail dans les travaux publics*.

CHEMINS DE FER. — Voir ci-après, page XII.

CODE DU TRAVAIL. — Voir ci-après, page XX.

Proposition de loi tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés de commerce et de magasins, présentée par MM. Zévaès, etc., députés, le 6 avril 1900 (doc. parl. n° 1592; *J. O.*, p. 798). — Renvoyée à la Commission du travail.

Inspection du travail. — *Proposition de loi* portant organisation du corps des inspecteurs du travail, présentée par MM. Bernard et Chiché, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 182; *J. O.*, p. 1349).

Proposition de loi tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail dans les usines, manufactures, chantiers, et son mode de recrutement, présentée par MM. Alexandre Zévaès, etc., députés, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 312; *J. O.*, p. 148). — Renvoyée à la Commission du travail.

Délégués mineurs. — *Proposition de loi* tendant à rendre la loi du 30 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, député, le 27 février 1895 (doc. parl. n° 1198; *J. O.*, p. 225); — Renvoyée à la Commission du travail. — Urgence déclarée. — Rapp. Lacombe, déposé le 30 mars 1895 (doc. parl. n° 1260; *J. O.*, p. 347). — Délibération et adoption, le 21 décembre 1895. — Transmission au Sénat, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 546). — Rapp. Félix Martin, 14 décembre 1896 (doc. parl. n° 45; *J. O.*, p. 396). — Déclaration d'urgence, délibération et adoption (2), le 2 février 1897. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 80; *J. O.*, p. 1172).

Projet de loi portant modification à la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par M. le Ministre des travaux publics, le 6 avril 1898 (doc. parl. n° 249; *J. O.*, p. 47). — Renvoyé à une commission spéciale. — Retrait par M. Baudin, ministre des travaux publics, le 15 janvier 1901 (*J. O.*, débats Sénat, p. 27, et doc. parl. n° 17; *J. O.*, p. 58).

Proposition de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 21 mars 1899 (doc. parl. n° 836; *J. O.*, p. 940). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Rose, 22 février 1900 (doc. parl. n° 1453; *J. O.*, p. 559). — Rapport suppl. Rose, 20 juin 1901 (doc. parl. n° 2454; *J. O.*, p. 615). — Adoption, le 5 juillet 1901. — Transmission au Sénat, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 385; *J. O.*, p. 368).

(1) Le titre primitif de cette proposition de loi était le suivant : *Proposition de loi* ayant pour objet d'étendre les dispositions protectrices du travail à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce. L'article 3 a été renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (voir, p. XII : *Accidents*. — Rapport Mirman, doc. parl. n° 2332, déposé le 14 mai 1901).

(2) Dans sa séance du 2 février 1897, le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi* concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs.

Chemins de fer. — *Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries*, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; *J. O.*, p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; *J. O.*, p. 1627).

Projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. Turrel, Ministre des travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; *J. O.*, p. 226). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; *J. O.*, p. 231). — Renvoyée à la Commission du travail.

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; *J. O.*, p. 237). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption, le 17 décembre 1897. — Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897 (doc. parl. n° 79; *J. O.*, p.). — Rapp. Jules Godin, 25 février 1901 (doc. parl. n° 85; *J. O.*, p. 190). — Déclaration d'urgence et discussion, les 30 et 31 mai, 4, 6 et 7 juin 1901. — Adoption avec modifications. — Retour à la Chambre, le 12 juin 1901 (doc. parl. n° 2412; *J. O.*, p. 507). — Rapp. Rose, déposé le 2 juillet 1901 (doc. parl. n° 2557; *J. O.*, p. 750). — 1^{re} séance du 14 novembre 1901 : dépôt, par M. Rose, d'un rapp. suppl. (doc. parl. n° 2750; *J. O.*, p. 79). — 2^e séance du 14 novembre 1901 : déclaration de l'urgence; discussion; dépôt, par M. Berteaux, d'un contre-projet; adoption de ce contre-projet (doc. parl. n° ; *J. O.*, p.) et d'un projet de résolution de M. Zévaès et plusieurs de ses collègues. — Transmission au Sénat, le 15 novembre 1901 (doc. parl. n° 409; *J. O.*, p. 390).

Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations des chemins de fer (travail et retraites des agents des services des trains), déposée par M. Monestier, sénateur, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 357; *J. O.*, p. 740). — Renvoyée à une Commission spéciale.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 au profit des chauffeurs, mécaniciens et autres agents des compagnies de chemins de fer, présentée par MM. Julien Goujon, etc., députés, le 5 décembre 1901 (doc. parl. n° 2811; *J. O.*, p. 200). — Déclaration 1901 (doc. parl. n° 440; *J. O.*, p.).

Accidents. — *Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, présentée par MM. Gervais, etc., députés, le 2 mai 1899 (doc. parl. n° 908; *J. O.*, p. 1001). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Audiffred, 12 mai 1899 (doc. parl. n° 939; *J. O.*, p. 1576).

Proposition de loi tendant à étendre aux incapacités temporaires de travail les dispositions de la loi du 11 juillet 1868 sur la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, présentée par M. Aimond, député, le 16 mai 1899 (doc. parl. n° 949; *J. O.*, p. 1592). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par M. Dubuisson, député, le 23 juin 1898 (doc. parl. n° 105; *J. O.*, p. 1200).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 109; *J. O.*, p. 1248).

Proposition de loi concernant les risques prévus par la loi du 9 avril

Rapport Mirman, 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2332; *J. O.*, p. 335). — [En outre des propositions de loi mentionnées ci-contre, ce rapport vise les articles 412 à 458 et 3 des propositions Groussier : 1° sur le

1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Pourquery de Boisserin et Ferrette, députés, le 16 mai 1899 (doc. parl. n° 948; *J. O.*, p. 1686). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi relative à la création d'une société mutuelle nationale d'assurances contre les accidents du travail, présentée par M. Guillaume Chastenet, député, le 25 mai 1899 (doc. parl. n° 968; *J. O.*, p. 1608). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, députés, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1170; *J. O.*, p. 32). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à faire établir la liste des professions assujetties à la loi sur les accidents du travail du 9 avril 1898, déposée par M. Mirman, député, le 1^{er} mars 1900 (doc. parl. n° 1474; *J. O.*, p. 601). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 3, § 2, de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, déposée par MM. Péronneau, etc., députés, le 10 avril 1900 (doc. parl. n° 1598; *J. O.*, p. 805). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi portant abrogation du dernier alinéa de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Holtz, etc., députés, le 8 novembre 1900 (doc. parl. n° 1917; *J. O.*, p. 3). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par M. Rivals, député, le 15 novembre 1900 (doc. parl. n° 1938; *J. O.*, p. 62). Urgence déclarée. — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Mirman, 22 janvier 1901 (doc. parl. n° 2136; *J. O.*, p. 35).

Proposition de loi tendant à améliorer la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, et à augmenter les délais d'appel et de prescription des articles 17 et 18 de ladite loi, présentée par MM. Gonjon, etc., députés, le 18 décembre 1900 (doc. parl. n° 2048; *J. O.*, p. 180). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Mirman, 22 janvier 1901 (doc. parl. n° 2135; *J. O.*, p. 34).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par MM. Dubuisson, etc., députés, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 1960; *J. O.*, p. 132). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Mirman, 22 janvier 1901 (doc. parl. n° 2134; *J. O.*, p. 34).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député, le 6 décembre 1900 (doc. parl. n° 2006; *J. O.*, p. 124). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 par une disposition relative au cas où la victime d'un accident ne laisse ni conjoint, ni enfants, ni ascendants, mais seulement des frères ou sœurs d'un âge moindre et à sa charge, présentée par M. Mirman, député, le 11 décembre 1900 (doc. parl. n° 2024; *J. O.*, p. 159). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi étendant le bénéfice de la loi sur les accidents du travail à tous les salariés (réserve faite des accidents survenus dans les exploitations agricoles et qui sont régis par une loi spéciale), déposée par

Code du travail (doc. parl. n° 33); 2° ayant pour objet d'étendre les dispositions protectrices du travail à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce (doc. parl. n° 1934). — Voir pages xx et xix.] — Déclaration de l'urgence, discussion et adoption : séances des 20, 23 et 30 mai et 3 juin 1901. — Transmission au Sénat, le 6 juin 1901 (doc. parl. n° 227; *J. O.*, p. 283). — Renvoi à la Commission relative à la modification des articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Stance du 4 février 1901 : Déclaration d'urgence de la deuxième proposition. — Jonction des deux propositions sous un même titre. — Adoption. — Transmission au Sénat, le 5 février 1901 (doc. parl. n° 54; *J. O.*, p. 149).

M. Mirman, député, le 13 décembre 1900 (doc. parl. n° 2027; *J. O.*, p. 160). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (1).

Proposition de loi relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles, présentée par M. Mirman, député, le 13 décembre 1900 (doc. parl. n° 2028; *J. O.*, p. 164). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'une des dispositions de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par MM. Zévaès, etc., députés, le 20 décembre 1900 (doc. parl. n° 2060; *J. O.*, p. 231). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3, § C, de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par M. Desfarges, député, le 31 janvier 1901 (doc. parl. n° 2164; *J. O.*, p. 65).

Proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, en ce qui concerne le paiement de l'indemnité temporaire les dimanches et les jours fériés, présentée par MM. Mirman, etc., députés, le 1^{er} février 1901 (doc. parl. n° 2168; *J. O.*, p. 68). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier les dispositions de l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, concernant la responsabilité des accidents, présentée par MM. de Ramel, etc., députés, le 1^{er} février 1901 (doc. parl. n° 2169; *J. O.*, p. 68). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour but de compléter les articles 13 et 18 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Chabrié, député, le 5 février 1901 (doc. parl. n° 2173; *J. O.*, p. 70). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à la réforme de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Albert Poulain, etc., députés, le 7 février 1901 (doc. parl. n° 2179; *J. O.*, p. 73). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi réglant les conditions de compétence et de délais pour la fixation des indemnités journalières lorsqu'un accident du travail, visé par la loi du 9 avril 1898, a entraîné une incapacité permanente, présentée par M. Mirman, député, le 15 février 1901 (doc. parl. n° 2195 et annexe; *J. O.*, p. 97 et 250). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à compléter les articles 3 et 18 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée et lue par M. Devèze, député, le 28 février 1901 (doc. parl. n° 2221; *J. O.*, p. 138). — Urgence déclarée. — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de donner à toute personne occupant des salariés le droit de substituer à sa responsabilité éventuelle, résultant de l'article 1382 du Code civil, la responsabilité forfaitaire déterminée par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député, le 18 mars 1901 (doc. parl. n° 2273; *J. O.*, p. 215). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Ferrette, etc., députés, le 20 mai 1901 (doc. parl. n° 2352; *J. O.*, p. 377). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Mirman, 2 décembre 1901 (doc. parl. n° 2799; *J. O.*, p. 185) (2).

Proposition de loi concernant les accidents dont les marins du commerce sont victimes, présentée par MM. Carnaud, etc., députés, le 18 juin 1901 (doc. parl. n° 2447; *J. O.*, p. 544). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

(1) Voir plus loin proposition Ferrette (n° 2352).

(2) Ce rapport vise également la proposition Mirman (n° 2027), mentionnée ci-dessus.

Proposition de loi ayant pour objet de garantir les ouvriers bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 contre les risques du chômage résultant de l'incendie ou de la destruction des usines, magasins, chantiers où ils sont employés, présentée et lue par M. Charles Dumont, député, le 28 octobre 1901 (doc. parl. n° 2694; J. O., p. 26). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, après déclaration de l'urgence.

Proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Breton, député du Cher, le 5 décembre 1901 (doc. parl. n° 2810; J. O., p. 200). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, après déclaration de l'urgence.

Proposition de loi de MM. Julien Goujon, etc., députés (doc. parl. n° 2811). — Voir *Chemins de fer* p. XII.

Maladies d'origine professionnelle. — Voir, ci-dessus, *Accidents* : proposition Breton (du Cher), n° 2810.

PRÉVOYANCE.

Mutualité. — *Proposition de loi* tendant à modifier et à compléter le paragraphe 5 de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, présentée par MM. Suchetet, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 349; J. O., p. 467). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à autoriser l'Administration des postes et des télégraphes à effectuer, pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, l'encaissement des fonds des sociétés de secours mutuels approuvées, présentée par M. Fleury-Ravarin, député, le 29 mars 1899 (doc. parl. n° 875; J. O., p. 984). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Rapport Duvau, 5 février 1900 (doc. parl. n° 184; J. O., p. 480).

Discussion. — Urgence déclarée. — Adoption. — Séance du 13 février 1900.

Transmission au Sénat, le 15 février 1900. — Rapport Béraud (doc. parl. n° 208; J. O., p.).

Discussion. — Urgence déclarée. — Adoption. — Séance du 12 juin 1900.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 28 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, présentée par M. Berteaux, député, le 1^{er} février 1901 (doc. parl. n° 2167; J. O., p. 67). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à ajouter une disposition à l'article 17 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, présentée par M. Rouanet, député, le 22 octobre 1901 (doc. parl. n° 2661; J. O., p. 1).

Proposition de loi tendant à assimiler les sociétés dites « châtellusiennes » aux établissements reconnus d'utilité publique, présentée par MM. Gauthier (de Clagny), etc., députés, le 29 octobre 1901 (doc. parl. n° 2705; J. O., p. 31).

Rapport Puech, déposé, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, le 18 novembre 1901 (doc. parl. n° 2762; J. O., p. 141). — Déclaration de l'urgence, discussion et adoption, le 19 décembre 1901, sous le titre : *Proposition de loi* concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés de prévoyance. — Transmission au Sénat, le 20 décembre 1901 (doc. parl. n° 471; J. O., p.).

Caisses d'épargne. — *Proposition de loi* relative aux retenues à opérer sur les doubles livrets des caisses d'épargne, déposée par MM. Raiberti, etc., députés, le 15 juin 1900 (doc. parl. n° 1718; J. O., p. 1323). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Bérard, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 1957; J. O., p. 107). — Séance du 19 novembre. — Urgence. — Adoption. — Transmission au Sénat, le 4 décembre 1900 (doc. parl. n° 382; J. O., p. 776). — Rapport Béraud, 26 mars 1901 (doc. parl. n° 166; J. O., p. 258). — Adoption, 29 mars 1901.

Accidents. — Voir ci-dessus, p. VI : *Conditions du travail dans les travaux publics*.

Assurances. — *Proposition de loi* sur le contrôle et la surveillance par l'État des sociétés d'assurances, présentée par M. Ferrette, député, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 2607; J. O., p. 1472).

Assurance contre le chômage. — Voir ci-après : *Caisses de retraites*.

Assurances mutuelles agricoles. — *Proposition de loi* relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, déposée par M. Viger, député, le 27 juin 1899 (doc.

parl. n° 1059; *J. O.*, p. 1896). — Renvoyée à la Commission de l'agriculture. — Rapport Forni et Chevallier (doc. parl. n° 1482 et 1522; *J. O.*, p. 613 et 688). — Séance du 30 mars 1900. — Adoption. — Transmission au Sénat le 3 avril 1900 (doc. parl. n° 136; *J. O.*, p. 452).

Caisse de secours et de retraites des ouvriers mineurs. — Voir ci-dessus, page XI : *Délégués mineurs*, et la note.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 6 mars 1899 (doc. parl. n° 786; *J. O.*, p. 860). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 10 mars 1899 (doc. parl. 798; *J. O.*, p. 870). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à mettre à la charge de l'exploitant les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, déposée par MM. Basly, etc., députés, le 23 mars 1900 (doc. parl. n° 1543; *J. O.*, p. 768).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894, sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs et de prescrire les mesures transitoires, déposée par M. de Ramel, député, le 9 juillet 1900 (doc. parl. n° 1839; *J. O.*, p.).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 et d'assurer le fonctionnement des Caisses de retraite des ouvriers mineurs, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 24 octobre 1901 (doc. parl. n° 2687; *J. O.*, p. 24).

Projet de loi tendant à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs, présenté, à la Chambre des députés, par M. Pierre Baudin, Ministre des travaux publics, le 5 novembre 1901 (doc. parl. n° 2721; *J. O.*, p. 42).

Caisse de prévoyance des marins. — *Proposition de loi* portant modification de la loi du 21 avril 1898 créant une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession, présentée par M. Charruyer, député, le 8 juin 1899 (doc. parl. n° 1003; *J. O.*, page 1618). — Renvoyée à la Commission de la marine.

Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 21 avril 1898 sur la caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession, présentée par M. Raiberti, député, le 4 juillet 1899 (doc. parl. n° 1128; *J. O.*, p. 115). — Renvoyée à la Commission de la marine. — Rapport Charruyer, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1199; *J. O.*, p. 136).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 avril 1898, créant une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession, présentée par M. Gautret, député, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1197; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission de la marine.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 avril 1898 sur la caisse de prévoyance entre les marins français, et l'article 12 de la loi du 30 janvier sur la marine marchande, déposée par MM. Gautret, etc., députés, le 6 mars 1900 (doc. parl. n° 1492; *J. O.*, p. 629).

Proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi des 21-28 avril 1898 concernant la caisse des marins français, présentée par M. Suchetet, député, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 1033; *J. O.*, p. 1877). — Renvoyée à la Commission de la marine.

Proposition de loi concernant les accidents dont les marins du commerce sont victimes, présentée par MM. Carnaud, etc., députés, le 18 juin 1901 : voir *Accidents*, p. XIV.

Caisses de retraites ouvrières d'invalidité. d'assurance contre le chômage et d'assurance contre le décès au profit des travailleurs. — *Proposition de loi* sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, présentée par M. Félix Martin, sénateur, le 27 février 1897 (doc. parl. n° 61; *J. O.*, p. 355). — Rapp. somm. Gustave Denis, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 103; *J. O.*, p. 402). — Prise en considération, le 17 juin 1897. — Rapp. Félix Martin, 7 février 1898 (doc. parl. n° 36; *J. O.*, p. 74). — Première délibération : séance du 24 février 1898.

Proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraite en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, présentée par M. Guillemet, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 84; *J. O.*, p. 1174). — Rapp. somm. Berthet, 11 juillet 1898 (doc. parl. n° 225; *J. O.*,

Renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Audiffred, 3 décembre 1901 (doc. parl. n° 2803; *J. O.*, p.).

Rapport supplémentaire Charruyer, le 16 mars 1900 (doc. parl. n° 1525; *J. O.*, p. 115). [N'a pas été distribué.]

p. 1463). — Prise en considération le 7 novembre 1898. — Rapport Guillemet, 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1163; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi sur l'organisation d'une caisse de retraites des travailleurs et des invalides du travail et d'une caisse de capitalisation ou assurances sur la vie, déposée par M. de Ramel, député, le 13 juillet 1898 (doc. parl. n° 270; *J. O.*, p. 1299). — Retirée.

Proposition de loi ayant pour objet l'organisation générale et immédiate des retraites et des soins de maladie pour les travailleurs, proposée par M. Zévaès, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 96; *J. O.*, p. 1226).

Proposition de loi concernant les caisses de retraites, déposée par M. Audiffred, député, le 4 juillet 1898 (doc. parl. n° 161; *J. O.*, p. 361). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi relative à l'organisation des retraites et à la création des services de prévoyance sociale, déposée par M. Gervais, député, le 12 juillet 1898 (doc. parl. n° 257; *J. O.*, p. 766 du volume de 1899). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Projet de loi sur les retraites ouvrières, déposé par M. Maruéjouls, Ministre du commerce, le 25 octobre 1898 (doc. parl. n° 271; *J. O.*, p. 81). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse nationale garantissant aux travailleurs des deux sexes une indemnité de chômage en cas de maladie et une retraite à l'âge de soixante-dix ans, déposée par M. Dubuisson, député, le 25 octobre 1898 (doc. parl. n° 277; *J. O.*, p. 70).

Proposition de loi sur les caisses des retraites en faveur des infirmes et des vieillards, présentée par MM. Chauvière, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 353; *J. O.*, p. 25). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les retraites pour la vieillesse, présentée par MM. Louis Puech, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 357; *J. O.*, p. 282). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Bienvenu Martin (doc. parl. n° 1434; *J. O.*, p. 535).

Proposition de loi ayant pour objet d'assurer une retraite aux travailleurs des deux sexes âgés de 60 ans, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 4 mars 1899 (doc. parl. n° 780; *J. O.*, p. 855). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les retraites ouvrières, l'invalidité et l'assurance au décès, au profit des travailleurs, présentée par M. L. Ricard, député, le 30 mars 1899 (doc. parl. n° 878; *J. O.*, p. 1673). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de prélever sur la force motrice une taxe par cheval-vapeur (machines à vapeur, machines hydrauliques, moteurs à gaz et à pétrole) : 1° pour la création d'une caisse nationale de secours contre le chômage; 2° pour alimenter une caisse de retraites pour les ouvriers, présentée par M. Coutant, député, le 17 janvier 1899 (doc. parl. n° 620; *J. O.*, p. 441). — Renvoyée à la Commission de législation fiscale.

Proposition de loi tendant à réglementer la répartition des rentes entre les membres des sociétés civiles de retraites, présentée par M. Gervaise, député, le 23 mars 1899 (doc. parl. n° 843; *J. O.*, p. 945). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Rapport Puech, 27 mars 1900 (doc. parl. n° 1553; *J. O.*, p. 1058).

Proposition de loi relative à la sécularisation des biens actuellement détenus par les congrégations d'hommes non autorisées, et à la constitution d'une caisse de retraites pour les travailleurs, présentée par MM. Henri Brisson, etc., députés, le 24 janvier 1900 (doc. parl. n° 1363; *J. O.*, p. 658).

Renvoyée à la Commission du droit d'association.

Proposition de loi sur l'organisation de l'assurance obligatoire contre l'invalidité, présentée par M. Lemire, le 10 avril 1900 (doc. parl. n° 1605; *J. O.*, p. 1304). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une assurance sociale présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 13 novembre 1900 (doc. parl. n° 1933; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi portant création d'une caisse nationale de retraites, présentée par M. Dansette, député, le 14 janvier 1901 (doc. parl. n° 2124; *J. O.*, p. 11). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour but : 1° la création d'une caisse nationale de retraites pour la vieillesse, l'invalidité, l'assurance au décès, au profit de tout Français de l'un ou l'autre sexe; 2° l'assistance obliga-

Rapport Guieysse, 9 mars 1900 (doc. parl. n° 1502; *J. O.*, p. 721). — Rapport supplémentaire Guieysse, 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2333; *J. O.*, p. 305); annexe au rapport supplémentaire, nouvelle rédaction de la Commission du 25 juin 1901 (doc. parl. n° 2333 (annexe); *J. O.*, p. 611). — Urgence déclarée. — Discussion, les 4, 6, 10, 11, 13, 17, 18, 20, 24, 25, 27, 28 juin, 1^{er}, 2 juillet 1901. — Adoption d'un projet de résolution de M. de Gailhard-Bancel invitant le Gouvernement à consulter les associations professionnelles, patronales et ouvrières, industrielles, commerciales et agricoles légalement constituées sur le projet de loi relatif aux retraites ouvrières, 2 juillet 1901 — Rapport supplémentaire Guieysse, 23 octobre 1901 (doc. parl. n° 2333; *J. O.*, p.).

toire aux infirmes et incurables, par la participation de la commune, du département et de l'État, présentée par M. Coutant, député, le 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2344; J. O., p. 360). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi créant une caisse nationale de retraites ouvrières, présentée par MM. Carnaud, etc., députés, le 13 juin 1901 (doc. parl. n° 2421; J. O., p. 510). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de garantir les ouvriers bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 contre les risques du chômage résultant de l'incendie ou de la destruction des usines, magasins, chantiers où ils sont employés, présentée et lue par M. Charles Dumont, député, le 28 octobre 1901 (doc. parl. n° 2694; J. O., p. 26). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, après déclaration de l'urgence. — Voir : *Accidents*, page xv.

Sociétés de prévoyance. — *Proposition de loi* tendant à assimiler les sociétés dites « chate-lusiennes » aux établissements reconnus d'utilité publique, présentée par MM. Gauthier (de Clagny), etc., députés, le 29 octobre 1901 (doc. parl. n° 2705; J. O., p. 31). — Voir page xv : *Mutualité*.

Mont-de-Piété de Paris. — *Proposition de loi* (1) ayant pour objet la réforme de la prise et de la vente des gages au Mont-de-Piété de Paris, par MM. Renou, etc., députés, le 28 novembre 1898 (doc. parl. n° 445; J. O., p. 355). — Renvoyée à la 3^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. de la Battut, 22 mars 1899 (doc. parl. n° 839; J. O., p. 942).

PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET INTÉRÊT COLLECTIF.

Mines. — *Proposition de loi* ayant pour but : 1° l'annulation des contrats ayant aliéné la propriété nationale; 2° l'exploitation des mines par les travailleurs y employés, présentée par M. Zévaès, député, le 12 janvier 1899 (doc. parl. n° 599; J. O., p. 2). — Rapport Camille Fouquet, 21 juin 1901 (doc. parl. n° 2470; J. O., p. 616).

Proposition de loi ayant pour objet : 1° la déchéance des concessionnaires des mines inexploitées ou abandonnées et l'exploitation directe de ces mines par l'État; 2° l'exploitation par l'État de toutes les mines nouvelles ou non actuellement concédées, déposée par MM. Colliard, etc., députés, le 6 novembre 1900 (doc. parl. n° 1890; J. O., p. 40).

Proposition de loi ayant pour objet de reviser la législation sur les mines, présentée par M. Eugène Dufour, député, le 12 juin 1901 (doc. parl. n° 2414; J. O., p. 439). — Renvoyée à la Commission du travail.

Projet de loi sur l'institution des concessions de mines, présenté à la Chambre des députés par M. Pierre Baudin, Ministre des travaux publics, le 5 novembre 1901 (doc. parl. n° 2720; J. O., p. 40). — Renvoyé à la Commission du travail. — Rapport Georges Berry, 5 décembre 1901 (doc. parl. n° 2817; J. O., p. 120).

Chemins de fer. — *Proposition de résolution* tendant à la nationalisation des voies ferrées, déposée par M. Vacher, député, le 21 mars 1899 (doc. parl. n° 831; J. O., p. 934). — Renvoyée à la Commission des chemins de fer.

PROTECTION ET ASSISTANCE.

1^o Enfants mineurs et femmes.

Droit de la femme mariée sur son salaire. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail, présentée par M. Goirand, député, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 801; J. O., p. 1133). — Rapp. som. T. Goujon, 20 déc. 1894 (doc. parl. n° 1094; J. O., p. 2233).

Proposition de loi ayant pour objet de protéger la femme contre certains abus de la puissance maritale, présentée par MM. L. Jourdan, etc., députés, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 803; J. O., p. 1135).

Commission spéc. nom-mée le 14 février 1895. — Rapp. Goirand, le 14 nov. 1895 (doc. parl. n° 1609; J. O., p. 1472). — Urgence déclarée, discuss. et adop. le 27 février 1896 (J. O., Chambre p. 313). — Trans-mission au Sénat, le 2 mars 1896 (doc. parl. n° 47; J. O., p. 117).

Protection de la mère et de l'enfant. — *Proposition de loi* sur la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né, présentée par M. Dulau, député, le 7 mars 1899 (doc. parl. n° 789; J. O., p. 862). — Renvoyée à la 6^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. Cère, 21 mars 1899 (doc.

(1) Cette proposition de loi, déjà déposée pendant la session extraordinaire de 1897, avait été l'objet d'un rapport sommaire favorable.

parl. n° 829; *J. O.*, p. 977). — Prise en considération, le 12 mai 1899. — Rapport Dulau, 19 juin 1899 (doc. parl. n° 1034; *J. O.*, p. 291).

Proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, présentée par M. Strauss, sénateur, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 235; *J. O.*, p. 449). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapport sommaire Combes, 9 mars 1900 (doc. parl. n° 52; *J. O.*, p.). — Prise en considération le 15 mars 1900.

Proposition de loi relative à la santé des enfants du premier âge, présentée par M. Léon Labbé, sénateur, le 25 octobre 1901 (doc. parl. n° 394; *J. O.*, p. 370). — Renvoyée à la Commission relative à la protection et à l'assistance des mères et des nourrissons.

Protection du travail. — *Proposition de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels*, présentée et lue par M. Holtz, député, le 15 février 1901 (doc. parl. n° 2194; *J. O.*, p. 96). — Renvoyée à la Commission du travail, après déclaration de l'urgence.

Assistance aux enfants indigents. — *Proposition de loi ayant pour objet l'institution et l'organisation de l'assistance aux enfants des familles indigentes*, déposée par M. Émile Rey, député, le 18 janvier 1900 (doc. parl. n° 1350; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapport sommaire Émile Rey, le 20 novembre 1900 (doc. parl. n° 1955; *J. O.*, p. 106). — Rapport Émile Rey, le 26 février 1901 (doc. parl. 2217; *J. O.*, p. 257).

2^e Majeurs.

Protection du travail. — *Proposition de loi ayant pour objet d'étendre les dispositions protectrices du travail à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce* présentée par MM. Groussier, etc., députés, le 13 novembre 1900 (doc. parl. n° 1934; *J. O.*, p. 55). — Renvoyée à la Commission du travail. — Voir *Hygiène dans les ateliers, bureaux et magasins*, p. x.

Assistance médicale gratuite. — *Proposition de loi tendant à l'organisation de l'assistance médicale gratuite en Algérie* (application de la loi du 15 juillet 1893), présentée par M. Morinaud, député, le 14 mars 1901 (doc. parl. n° 2256; *J. O.*, p. 203). — Renvoyée à la Commission de réforme judiciaire et de législation civile.

Assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes indigents. — *Proposition de loi sur l'assistance obligatoire des vieillards et des infirmes indigents*, déposée par M. Strauss, sénateur, le 20 janvier 1898 (doc. parl. n° 10; *J. O.*, p. 9). — Rapp. som. Saillard, 11 février 1898 (doc. parl. n° 50; *J. O.*, p. 90). — Prise en considération le 24 février 1898.

Proposition de loi relative à l'assistance des vieillards et des infirmes, présentée par MM. Émile Rey et Lachize, députés, le 3 février 1899 (doc. parl. n° 714; *J. O.*, p. 576). — Renvoyée à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Rapp. Bienvenu Martin, le 19 février 1900 (doc. parl. n° 1434; *J. O.*, p. 535).

Proposition de loi ayant pour objet l'organisation de l'assistance à tous les aveugles indigents en France et en Algérie, présentée par M. Labrousse, sénateur, le 11 janvier 1901 (doc. parl. n° 6 et 6 rectifié; *J. O.*, pages 2 et 131). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapport sommaire Bataille, 15 mars 1901 (doc. parl. n° 131; *J. O.*, p. 238).

Proposition de loi ayant pour but : 1^{er} ... 2^e l'assistance obligatoire aux infirmes et incurables... présentée par M. Coutant, député, le 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2344). — Voir p. xvii.

Hospitalisés indigents. — *Proposition de loi tendant à accorder la franchise postale aux hospitalisés indigents*, présentée par MM. Maymac, etc., députés, le 1^{er} février 1899 (doc. parl. n° 698; *J. O.*, p. 526). — Renvoyée à la Commission du budget.

Mendicité. — *Proposition de loi tendant à la suppression de la mendicité*, présentée par M. G. Berry, député, le 25 janvier 1899 (doc. parl. n° 660; *J. O.*, p. 701). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Vagabondage. — *Proposition de loi relative aux moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir et à réprimer le vagabondage et la mendicité*, présentée par M. Cruppi, député, le 25 janvier 1899 (doc. parl. n° 651; *J. O.*, p. 495). — Renvoyée à la Commission de législation criminelle. — Rapport Cruppi, le 28 novembre 1899 (doc. parl. n° 1237; *J. O.*, p. 208).

DIVERS.

Ministère du travail. — *Proposition de loi ayant pour objet la création d'un ministère du travail, de l'hygiène et de l'assistance publique*, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 120; *J. O.*, p. 1287).

Sous-Secrétariat du Travail. — *Proposition de loi* tendant à la création d'un sous-secrétariat du travail au Ministère du commerce, en remplacement de l'Office du travail, présentée par M. Charles Dutreix, député, le 11 novembre 1898 (doc. parl. n° 335; *J. O.*, p. 159). — Renvoyée à la Commission du travail.

Code du travail. — *Proposition de loi* (1) sur le Code du travail, déposée par M. Groussier, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 33; *J. O.*, p. 1420).

Projet de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi codifiant les lois industrielles et ouvrières sous la dénomination générale de Code du travail, présenté par M. Julien Goujon, député, le 26 mars 1901 (doc. parl. n° 2289; *J. O.*, p. 377).

Proposition de loi sur le travail, présentée par M. Arthur Groussier, député, le 26 mars 1901 (doc. parl. n° 2304; *J. O.*, p. 319). — Renvoyée à la Commission du travail.

Encouragement au travail. — *Proposition de loi* tendant à accorder une allocation annuelle aux titulaires de la médaille du travail, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Bourgeois, député (du Jura), le 4 juillet 1898 (doc. parl. n° 158; *J. O.*, p. 1334). — Rapport Paul Beauregard, déposé le 11 juin 1901 (doc. parl. n° 2411; *J. O.*, p. 506).

2. *Proposition de loi* tendant à assurer aux ouvriers et employés du commerce, de l'industrie et de l'agriculture la propriété des médailles et diplômes qui leur sont accordés après 30 ans de travail dans la même maison, présentée par MM. Julien Goujon, etc., députés, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 2604; *J. O.*, p. 766). — Renvoyée à la Commission du travail, après déclaration de l'urgence.

Conseils du travail. — *Proposition de loi* relative à l'institution de conseils consultatifs du travail, présentée par MM. Béranger, etc., sénateurs, le 29 mars 1901 (doc. parl. n° 198; *J. O.*, p. 269). — Rapport sommaire Gomot, déposé le 4 juin 1901 (doc. parl. n° 224; *J. O.*, p. 281). — Prise en considération prononcée le 18 juin 1901. — Rapport Francis Charmes, 19 décembre 1901 (doc. parl. n° 462; *J. O.*, p.).

Protection de la propriété privée et de l'épargne française. — *Proposition de loi* ayant pour but la création d'une nouvelle juridiction pour protéger la propriété privée et l'épargne française contre la spéculation, l'agiotage, l'accaparement et la concussion, présentée par M. Lasies, député, le 26 mars 1901 (doc. parl. n° 2300; *J. O.*, p. 371).

(1) Les articles 412 à 458 de cette proposition ont été renvoyés à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, le 26 novembre 1900. — Voir p. xii : *Accidents*. — Rapport Mirman (doc. parl. n° 3332), déposé le 14 mai 1901.